

This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + Make non-commercial use of the files We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + Refrain from automated querying Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + Maintain attribution The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + Keep it legal Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + Ne pas procéder à des requêtes automatisées N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + Ne pas supprimer l'attribution Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + Rester dans la légalité Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

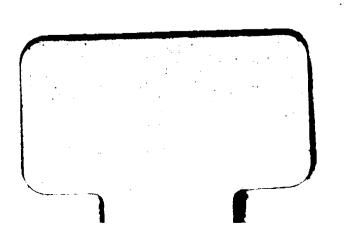
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse http://books.google.com





HARVARD LAW SCHOOL LIBRARY



E/mine

2 ml 1200

			•
		•	,
•			•
	•		

.			
·			
	• •		

		•	
		•	
•			
	•		
	·		
•			

ball .

; **)**

T-1 DIKEC



DES

INSTITUTIONS

MŒURS ET COUTUMES

DE LA FRANCE

PAR

A. CHÉRUEL

Inspecteur général de l'instruction publique

PREMIÈRE PARTIE

DEUXIÈME ÉDITION,

PARIS

LIBRAIRIE DE L. HACHETTE ET C'°

BOULEVARD SAINT-GERMAIN, Nº 77



٠٠ · · ~ ---

DICTIONNAIRE HISTORIQUE

DES

INSTITUTIONS

MOEURS ET COUTUMES

DE LA FRANCE

IMPRIMERIE GÉNÉRALE DE CH. LAHURE Rue de Pleurus, 9, à Paris

X DICTIONNAIRE HISTORIQUE

DES

INSTITUTIONS

MŒURS ET COUTUMES

DE LA FRANCE

Richie A. CHERUEL

Inspecteur général de l'Instruction publique

PREMIÈRE PARTIE

DEUXIÈME ÉDITION

PARIS

LIBRAIRIE DE L. HACHETTE ET C10

BOULEVARD SAINT-GRAMAIN, Nº 77

1865

013.05

, <u>\$</u>



INTRODUCTION.

Les institutions et les mœurs de la France se sont modifiées et développées pendant plusieurs siècles en suivant une loi de progrès, dont un dictionnaire ne peut donner une idée suffisante. L'inconvénient d'un pareil ouvrage est de disséminer ce qui devrait être réuni. Pour remédier autant que possible à ce défaut, il est nécessaire de présenter, dans une esquisse rapide, l'enchaînement chronologique des institutions ou de la vie publique, et le progrès des mœurs ou de la vie privée des Français. Tel est le but de cette introduction.

Les institutions, qui règlent la vie publique, comprennent l'état des personnes et des choses, le gouvernement central et local, l'administration des finances, de l'armée, de la justice, de la marine, le commerce, l'industrie, l'agriculture, les mesures de salubrité publique, les relations des puissances temporelle et spirituelle, l'instruction publique et les établissements qui contribuent au développement scientifique, littéraire et artistique d'une nation. Les mœurs et coutumes, qui constituent la vie privée, embrassent tout ce qui est relatif ... à la famille, aux habitations, à la nourriture, aux vêtements, aux fètes et divertissements. Souvent les deux sujets se touchent; les mœurs modifient les institutions qui ne sont plus en harmonie avec elles, et à leur tour les institutions règlent les relations de la vie privée, interviennent dans la famille, assurent la salubrité des habitations et exercent une influence utile ou funeste sur'as habitudes domestiques. On ne peut donc réellement connaître l'histoire d'un peuple qu'en étudiant ses mœurs aussi bien que ses institutions et sa vie politique. Les limites de cette introduction permettent à peine de poser les questions et d'indiquer quelques solutions.

12/2

y.0565

I.

INSTITUTIONS; ÉTAT DES PERSONNES.

De l'état des personnes sous la domination romaine. — Dans les derniers temps de l'empire romain, au un siècle, il existait une différence profonde entre les diverses classes de la société. Les hommes libres et les esclaves formaient les deux principales catégories. Les premiers se subdivisaient en nobles, presque tous de création récente, appelés illustrissimes, clarissimes, egregii, spectabiles, etc.; en curiales qui formaient l'aristocratie des municipes, et en plébéiens qui composaient les corporations industrielles. Les nobles, exempts d'impôts, étaient en possession de toutes les charges; c'étaient les privilégiés d'un empire, qui, suivant l'expression d'un poête contemporain, Sidoine Apollinaire, faisait porter au peuple le poids de son ombre.

Les curiales étaient les habitants des villes, possesseurs de vingtcinq arpents de terre. Dans l'origine, cette classe jouissait de droits
politiques et civils d'une haute importance; elle exerçait les charges
municipales, rendait la justice, percevait l'impôt, administrait les
biens de la cité, etc. Mais, lorsque les impôts se multiplièrent et qu'un
édit impérial rendit les curiales responsables de la perception intégraite, la prospérité de cette classe fit place à une effroyable misère.
Les curiales ruinés cherchèrent à échapper à l'oppression tyrannique
de l'empire; les uns s'enfuirent chez les barbares, d'autres se firent
bagaudes, c'est-à-dire brigants; en révolte contre la société, ils se
dispersèrent tians les forêts, et il fallut envoyer contre eux des armées
remaines. La classe moyenne disparut ainsi. Les corporations industrielles établies par Alexandre Sévère survécurent, dans beaucoup
de villes, à l'empire romain, mais opprimées par les hautes classes
et souvent ruinées par la concurrence du travail des esclaves.

Les colons, attachés à la gièbe, formaient la transition entre les hommes dibres et les esclaves. Il est inutile d'insister sur la misère de ces derniers, que la loi ne considérait que comme des choses, et

abandonait, an caprice du mattre, qui pouvait les vendre ou les livrar aux plus affigue appolices .

De l'état des personnes sous le domination des barbares. — Les invasions du ve siècle modifièrent profondément l'état des persomes. Elles divisèrent la population de la Gaule en deux classes, diverses de prace, de llangue, de lois, de mœurs et d'intérêts. Aux vainqueues appartenaient les droits politiques et souvent même la propriété exclusive des terres ; ils se partageaient en ahrimans ou hommes de guerre, qui conservaient dans l'iselement leur fierté et leur indépendance primitives; en leudes ou compagnons du chef de guerre; enfin, en lites, dont la condition se rapprochait de celle des esclaves gramains. Les vaincus étaient aussi partagés en plusieurs classes; les mes, nommés par les lois barbares convives du roi, étaient presque les égans des leudes ; ils devaient à leur astuce, à leur somplosse, quelquesois à leurs basses complaisances et à leurs crimes, le rang auguel ils s'élevaient. Tel était cet Arcadius, qui attira dans le piége les fils de Clodomir, pour gagner les bonnes grâces de Childebert et de Clataire. A un rang inférieur se plaçaient les colons et les fiscaline : c'était la partie de la population vaincue, qui était attachée à la glèbe ou dans la dépendance du fisc royal. La condition des fiscaline était misérable. Il suffit pour s'en convaincre de se rappeler la conduite de Chilpéric I à leur égard. Lorsqu'il en-

^{1.} Vey., dans le Dictionnaire, les acicles Africanchissement, Bagauses, Cobons, Corporation, Droit romain, Municipes, Romains, Voies romaines. — Gutteges à consulter : Notitia dignitatum imperți romani, ed. Backing ; Code théodosien (Codex theodosianus), (6 val. in-fol., Lyon, 1965. Cette édition est de J. Godefrey, dont les commentaires sont estimés; Hanel a donné une nervelle édition supérieure pour la Pureté du texte); Sidoine Apollinaire (Paris, 1652, in-4, 2º édition, donnée par Jacq. Sirmond, avec des notes étendues); Salvien, De gubernatione Dei (Paris, 1684, in-8); l'Histoire de la Gaule sous l'administration nomaine, par M. Amédée Thierry, 2 vol. in-8; Des changements survenus dans l'empire remain de Dioclétien à Constantin, par M. Naudet (Paris, 1817, 2 vol. in -8); Roth, Dans municipali Romanorum, Stuttgard, 1801; Savigny, Histoire du Aroit romain pendant le moyen âge, 3 vol. in-8, dans la traduction française; Raynouard, Histoire du droit municipal en France (2 vol., Paris, 1828); De La Rue, des Sénats des Gaules dans le t. I des Mémoires de l'Académie celtique (Paris, 1801) ; Essais aur l'histoire de France, par M. Guizet, 1 essai, et Cours d'histoire de la giuilisation en France, par le même; Histoire du droit français, par M. La Ferrière, t. I, et l'envrage de M. Giraud, intitulé Du droit français au moyen Age,,2.70l. in-s. Voy., pour les indications bibliographiques plus complètes, les no XIII et XIV de cette intradaction.

voya sa fille en Espagne, où elle devait épouser un roi des Wisigoths, il fit prendre dans Paris un certain nombre de fiscalins, destinés à former le cortége de la princesse franque; plusieurs de ces malheureux préférèrent la mort à l'exil. Enfin, au dernier rang, étaient les esclaves, dont le christianisme adoucit peu à peu la condition. Cette classification des personnes dura autant que la distinction entre les vainqueurs et les vaincus; elle s'effaça au x^e siècle par suite de la fusion des races; mais il en resta la séparation en nobles et en vitains. La France n'eut plus alors qu'un peuple, mais divisé en classes profondément séparées ¹.

De l'état des personnes pendant l'époque féodale. — Du x° au xııı° siècle, le noble, seul propriétaire du sol, avait les droits régaliens; il rendait justice, battait monnaie, percevait l'impôt, faisait la guerre. C'est le régime féodal. Il s'établit peu à peu une hiérarchie entre les grands feudataires. Les ducs, comtes, marquis ou comtes de la frontière, barons, chevaliers bannerets, bacheliers ou chevaliers d'un rang inférieur occupaient les divers degrés de la hiérarchie féodale. Les hommes des classes inférieures, désignées d'une manière générale par le nom de vilains (villani, habitants des

^{1.} Voy., dans le Dictionnaire, les articles Ahrimans, Colons, Esclavage, Fisca-LINS, FRANCS, GALLO-ROMAINS, LETES (LITES), LEUDES.—Principales sources: les lois des barbares (lois des Francs saliens et ripuaires, des Burgondes, des Wisigoths) dans le recueil de Canciani, Barbarorum leges antiquæ (Venise, 1781, 5 vol. in-fol.), et dans le recueil de Pertz, Monumenta Germaniæ historica, leges, I; Marculfe, Formules, publiées dans le t. IV, p. 465, du Recueil des historiens de France. Consultez, outre les ouvrages de MM. Guizot, La Ferrière, Giraud, cités dans la note précédente, la Théorie des lois politiques de la monarchie française, par Mlle de Lezardière (Paris, 1844, 4 vol. in-8, réimpression d'un ouvrage qui avait paru en 1791); l'Esprit des lois de Montesquieu, liv. XXX et suiv.; l'Ancien gouvernement de la France, par le comte du Buat (4 vol. in-4. La Haye, 1757); de Gourcy, Traité sur cette question : Quel fut l'état des personnes, en France, sous la première et la deuxième race de nos rois? (1 vol. in-8. Paris, 1789); Aug. Thierry, Lettres sur l'histoire de France et Introduction aux récits des temps mérovingiens; Fauriel, Histoire de la Gaule sous la domination des Francs (4 vol. in-8); Eichorn, Histoire de la constitution de l'Allemagne, en allemand (le tome Ier renferme l'histoire des institutions des Francs); Naudet, Mémoire sur l'état des personnes dans la Gaule pendant la période mérovingienne, dans le recueil des Mémoires de l'Académie des inscriptions et belleslettres, t. VIII, p. 401 (Paris, 1827, in-4); Guérard, Prolégomènes du polyptyque de l'abbé Irminon; l'Histoire des institutions mérovingiennes et carlovingiennes, par M. Lehuërou (2 vol., Paris, 1842); les Etudes sur l'histoire et les institutions de l'époque mérovingienne, par M. de Pétigny (3 vol. in-8, Paris, 1842-1845).

campagnes), ou roturiers (ruptarii, labourant la terre), se divisaient en hommes de poeste (homines potestatis, soumis à la puissance du maître), et en serfs attachés à la glèbe. Peu à peu, les habitants des villes s'émancipèrent et conquirent la liberté; les bourgeois formèrent une classe intermédiaire entre les nobles et les serfs. Quelque profonde que fût encore, à cette époque, la distinction entre les vilains et les nobles, il n'y avait plus cependant l'intervalle immense, qui avait longtemps séparé les Francs des Gallo-Romains; on ne voyait plus sur le mêmesol deux peuples divers de langue, de race et de lois. Enfin, c'est pendant la période féodale que l'esclavage disparaît de la France. Le servage fut maintenu; mais il ne donnait point au maître le droit de vendre ou de faire périr le malheureux attaché à la glèbe 1.

De l'état des personnes pendant la période monarchique, du XIII° au XVIII° siècle. — La France est restée longtemps divisée en trois ordres qui ont eu chacun leur rôle historique. Le premier en puissance, et le plus ancien en date, était le clergé. Constitué avant la conquête des barbares et investi de priviléges politiques, il exerça sous les Mérovingiens la plus haute influence. Il siégeait alors dans les champs de Mars et dans les conseils des rois mérovingiens et carlovingiens.

1. Voy., dans le Dictionnaire, les articles Bachele, Féodalité, Noblesse, Sarps, Vassaux, etc. - On peut consulter, sur l'organisation féodale en France, les Assises de Jirusalem, publiées par M. Beugnot dans le Recueil des historiens des croisades (2 vol. in-fol.); les Cartulaires de Saint-Père de Chartres et de Notre-Dame de Paris, avec les Prolégomènes de M. Guérard dans la collection des Documents inédits de l'histoire de France; Nouveau coutumier général on corps des coutumes générales de France (Paris, 1724, 4 vol. in-fol.); Ét. Pasquier, De l'état et condition des personnes de notre France, avec un sommaire discours des servitudes tréfoncières, qui se trouvent en quelques-unes de nos provinces; c'est le chap. y du livre IV des Recherches de la France, Traité des seigneuries, par Ch. Loyseau (Paris, 1608, in-4); Brussel, Nouvel examen de l'usage général des fiefs pendant les XIº, XIIº, XIIIº et XIVº siècles (Paris, 1737, 2 vol. in-4); Salvaing, De l'usage des fiefs et autres droits seigneuriaux (Paris, 1731); Chantereau-Lesèvre, Traité des fiess, suivant la coutume de France et l'usage des provinces du droit écrit (Paris, 1680, in-4); Peysonnel, Traité de l'hérédité des fiefs (Paris, 1687, in-8); Schiller, Dissertatio de feudis juris francici (Argentorati, 1761, in-4), cum ejus Expositione de paragio et apanagio (Argentorati, 1705, in-4); Recherches sur les lois féodales, sur les anciennes conditions des habitants des villes et des campagnes, leurs possessions et leurs droits, par Doyen (Paris, 1779, 1 vol. in-8); Championnière, De la propriété des eaux courantes, du droit des riverains et de la valeur actuelle des concessions féodales (1 vol. in-8, Paris, 1846).

Supérieur en intelligence et en éducation, il dictait les lois, écrivait les annales et instruisait les peuples. Ses richesses excitaient la jalousie des souverains, et son ascendant moral était seul assez puissant pour mettre un frein à la cupidité et à la violence brutale des barbares. Le clergé conserva cette haute position pendant plusieurs siècles. Un instant opprimé par la féodalité, il ne terda pas à s'affranchir de ce joug et, tout en conservant une partie des droits féodaux, il forma un ordre distinct de la noblesse. La promière place lui appartenait aux états généraux et dans l'assemblée des pairs du royaume. Les hôpitaux et les écoles étaient platés sous sa surveillance. Ses biens immenses étaient exempts des impôts ordinaires: En un mot, il fut à la tête des trois ordres jusqu'an moment où la distinction des classes disparut et où il ne resta que la nation française: Là cesse le rôle politique du clergé. Prépondérant sous les Mérovingiens et les Carlovingiens, il s'allia à la royauté pour combattre l'aristocratie féodale aux xite et xxir siècles, et depuis cette époque, jusqu'en 4789, il donna à la France plusieurs ministres éminents, entre autres Super, G. d'Amboise, Richelieu. En #789, une partie du clergé, inquiète des progrès du tiers état, s'unit à la noblesse pour lutter contre les classes moyennes; mais le majorité de cet ordre ne se sépara pas, dans l'Assemblée nationale, de ceux qui voulaient donner une constitution à la France 1.

^{1.} Voy., dans ce Dictionnaire, les articles Abbate, Bénéfices, Cardinaux, Clenge, Conciles, Concordats, Libertés de l'Éguise Gallicane, Évêchés, Évêques, Prag-MATIQUE-SANCTION, QUATRE PROPOSITIONS, RELIGIEUX, RITES ECCLÉSIASTIQUES, etc. -Ouvrages à consulter: Sirmond, Conveilta antiqua Gailise (Paris, 1627, 3 vol. in-fol., avec un supplément par de La Lande., Paris, 1666, 1 vol. in-fol.); Annales ecclesiastici Francorum, curante Le Cointe (Paris, 1663-1686, 8 vol. in-fol.); Acta Sanstorum a Bollando et ozt. edit. (Anvers et Bruxelles, 1643-1654, 5 vol. in-fol.); Gallia Christiana in provincias ecclesiasticas distributa (Paris, 1715-1786, 13 vol. in-fol.); Acta Sanctorum ordinis S. Benedicti in seculorum classes distributa (Paris, 1668-1702,9 vol. int-fel.). Cet-ouvrage est complété par les Annales ordinis S. Benedicti (Paris, 1793-1789, 6 vol. in-fol.); Sacra bibliotheca SS. Patrum (Paris, 1589, 9 vol. in-fol.); Magna bibliotheca Patrum (Cologne, 1618-1622, 15 tom. in-fol.); Maxima bibliothuca vot. Patrum (Lyon, 1677, 27 vol. in-fol.); Andr. Gallandii, Biblioth. vet. Patrum (Venise, 1765; 14 vol. in-fol.); Soriptorer ordinis pradicatorum recensiti, par Quelif et Echard (Paris, 1749-1724, 2 vol: in-fol.); Histoire des ordrés monastiques, par Helyd (Paris, \$714-1721, 8 vol. in-4). Voy. Thomassis, Traité des édits et des autres moyens pour maintenir l'urtité de l'Église catholique (Paris, 1704, 3 vol. in-4); du môme, Avecienne et nouvelle discipline de l'Église (3 vol. in-fol., Paris, 1678); Fleury, Institu-

La noblesse, qui formait le second ordre, tirrit son origine de ces leudes et de ces ahrimans francs, avec besquels s'était peu à peu confondue l'ancienne aristocratie galio-romaine. Propriétaire du sol, illustrée par les exploits militaires, cantonnée au milieu de ses vasseux et retranchée derrière ses murs crénelés, l'aristocratie féodale exerça pendant longtemps les decits régaliens. La lutte de la royanté centre la féodialité remplit une grande partie de l'histoire de France. Dépouillée des droits de souveraineté, dès le xve siècle, la noblesse n'en resta pas meins une des classes privilégiées. Habituée à verser son sang sur les champs de bataille, investie des hautes dignités de la couronne, des genvernements de province, en possession de vastes domaines et d'une puissance fondée sur de glorieux seuvemirs, exempte d'impôts, conservant encore de son ancienne souveraineté une juridiction et des droits considérables, la nobleme avait en France une influence immense. Elle la mérita presque taujours: par des traditions de valeur, de loyauté, de patriotisme fidèlement transmises de génération en génération. Son luxe encourageait les arts, et on admire encore aujourd'hui les châteaux dont elle couvrit la France 1.

Le tiers état, dernier des trois ordres, ne datait, comme pouvoir politique, que du xiii siècle. Il était sorti du mouvement communal qui avait affranchi la bourgeoisie des grandes villes et lui avait asseré un genvernement indépendant. Mais le tiers état se distingua profèndément des communes. Tandis que celles-ci s'isolaient et tendaient à morceler la France en petites républiques, le tiers état se rattacha à la royauté et contribua à l'unité nationale. Appelé en 1302 aux états généraux, et par conséquent à la vie politique, il soutint énergiquement Philippe le Bel. Dans la suite, quoiqu'il ait plus d'une lois lutté contre la royauté, il fut généralement son allié contre les ordres privilégiés. Ce fut dans le tiers état que les rois prirent leurs ministres les plus dévoués. Ce fut le tiers état qui recruta la ma-

tion au droit ecclésiastique (Paris, 1687, 2 vol. in-12); du même, Discours sur l'histoire ecclésiastique; Discours sur les libertés de l'église gallicane; Durand de Maillane, Dictionnaire du droit canonique, etc., (Paris, 1761, 2 vol. in-4). Cf. les indications bibliographiques à la fin de l'article sur les RITES ECCLÉSIASTIQUES.

^{1.} Vey., dans le Dictionnaire, les articles Chevalerie, Féodalité, Noblesse. — Cf. les indications bibliographiques données plus haut, p. v, note, et dans le Dictionnaire à la suite de l'article Nobles, Noblesse.

gistrature parlementaire célèbre par sa science et ses vertus. Le commerce, l'industrie, l'administration financière enrichissaient la bourgeoisie. Les habitudes commerciales lui donnaient un génie pratique, dont la netteté et le caractère positif la rendaient éminemment propre au gouvernement. Le clergé inférieur sortait aussi de ses rangs. Peu à peu le tiers état s'éleva au rang de ses ainés par les lumières, les richesses et les dignités administratives. Il aspira alors à l'égalité politique et la conquit en 4789 4.

Ainsi, le clergé par sa science et son influence morale, la noblesse par sa valeur et son patriotisme, le tiers état par son industrie, son habileté pratique et son ardeur de progrès, concoururent à la grandeur de la France, jusqu'au jour où une seule et puissante nation sortit de ces divers éléments. En résumé, la France s'est élevée progressivement d'une inégalité odieuse, créée par la conquête, à l'égalité raisonnable, celle qui garantit à tous les citoyens les mêmes droits en leur imposant les mêmes devoirs.

II.

ÉTAT DES TERRES.

Etat des terres sous la domination barbare. — L'état des terres est toujours corrélatif à l'état des personnes. La conquête du v° siècle avait créé en Gaule une distinction profonde entre les terres allo-diales et les bénéfices. Je ne parle pas des terres tributaires, pour lesquelles les colons payaient le cens. Elles ne constituaient pas une véritable propriété. Le nom d'alleu (all-od, toute propriété, terre possédée en toute propriété) désignait les terres qui, aussitôt après la conquête, avaient été tirées au sort et partagées entre les vainqueurs. De là leur venait encore le nom de sortes barbaricæ. On les

1. Voy., dans ce Dictionnaire, les articles Assemblées Politiques, Communes, État tiers), États généraux, Municipalité. — Les ouvrages de M. Aug. Thierry, principalement ses Lettres sur l'histoire de France, l'Introduction aux récits des temps mérovingiens et son Histoire du tiers état, sont les ouvrages les plus utiles à consulter pour l'histoire des communes et du tiers état en France. Les trois premiers volumes des Documents relatifs à l'histoire du tiers état, ont paru dans la collection des Documents inédits, publiés sous les auspices du ministère de l'instruction publique; ils comprennent les documents relatifs à la commune d'Amiens.

appelait aussi terres saliques, du mot sala (maison). L'ahriman campait dans son alleu entouré de ses compagnons d'armes et y était presque souverain. L'alleu était donc, dans le principe, la terre par excellence; il ne payait pas les taxes ordinaires, n'imposait que l'obligation de prendre les armes en cas de guerre générale ou landwehr, et donnait à chaque grand propriétaire une autorité presque absolue dans ses domaines. Mais les avantages mêmes des alleux causèrent leur ruine; les propriétaires de ces terres restèrent isolés, et, dans un temps de confusion et de violence, où la loi était sans force pour garantir la propriété, cet isolement les exposa à des attaques. La plupart furent obligés de se mettre sous la protection d'un seigneur plus puissant; on appela cet usage mainbour, mundeburge ou recommandation. Peu à peu les alleux disparurent, et, dans la suite, on regarda comme une anomalie l'existence d'une de ces terres dont le propriétaire était presque souverain; on les appela royaumes. Telle est l'origine de la tradition sur le royaume d'Yvetot!.

Les bénéfices, au contraire, gagnèrent autant que perdirent les alleux. Le bénéfice ou terre accordée en récompense d'un service rendu dans la guerre n'avait été d'abord concédé que temporairement. Le leude, qui le recevait, était tenu au service militaire, en cas de fehde ou guerre privée, aussi bien qu'en cas de landwher ou guerre générale. Il avait à payer certaines redevances pour sa terre, et, à des époques déterminées, il devait comparaître à la cour du chef de guerre ou kænig, et lui rendre, en qualité de ministerialis, certains offices presque serviles. Le leude qui manquait à ces obligations pouvait être privé de son bénéfice; mais peu à peu l'aristocratie des leudes conquit l'indépendance. Dès 560, Clotaire I'm reconnut, par la loi désignée sous le nom de prescription trentenaire, que l'occupation d'un bénéfice pendant trente ans en conférait la propriété. Peu de temps après le traité d'Andelot (587), et surtout le champ de mars de Paris (645), assurèrent aux leudes l'inamovibilité et l'hérédité des bénéfices. Dès lors, les leudes for-

^{1.} Voy., dans ce Dictionnaire, les articles Ahriman, Alleux, Bénéfices, Féoda-Lité, Leudes, Mainbour, Propriété, Yvetot (royaume d'). — Outre les ouvrages cités plus haut, p. iv, note, on peut consulter l'Histoire du droit de propriété soncière en Occident, par M. Ed. Laboulaye (Paris, 1839, in-8).

mèrent une aristocratie territoriale si puissante, que les propriétaires d'alleux aspirèrent à y entrer, et, pour y parvenir, changèrent par la recommandation la nature de leurs terres. Ce fut en vain que Charlemagne lutta contre cette tendance et revendiqua les droits des anciens propriétaires. Après sa mort, l'aristocratie profitant de la faiblesse des rois, usurpa tous les droits de souveraineté, couvrit la France de forteresses, et attacha le pouvoir à la possession du sol. Ainsi naquit la véritable féodalité.

Importance de la terre dans le régime féodal. — Le système féodal consiste surtout, comme l'a très-bien remarqué M. Guizot, dans la confusion de la propriété et de la souveraineté. De là l'importance attachée à la terre féodale ou fief. Les garanties les plus minutiouses en assurent l'intégrité. Elle est inaliénable et indivisible; l'aîné seul en hérite et la transmet de mâle en mâle. De là le droit d'aînesse; l'exclusion des filles du droit de succession; de là ces coutumes qui, comme le retrait lignager, réservaient le droit du seigneur sur la terre. La plupart des droits ou devoirs féodaux : hommage, relief, mainmorte, aubaine, épave, bris, étaient une conséquence de la possession du sol et avaient pour but de la constater et de la garantir. Les croisades portèrent une première atteinte à cette propriété exclusive de la terre par les familles nobles. Les seigneurs, partant pour des contrées lointaines, furent obligés d'aliéner une partie de leurs domaines; ils les vendirent souvent à des vilains qui, à force d'économie et de travail, avaient amassé quelque argent. La richesse mobilière, créée par l'industrie, commença ainsi à compter à côté de la richesse immobilière créée par la conquête.

Etat des terres depuis le xui siècle. — Pendant la période monarchique, du xiit au xviii siècle, les vilains purent acheter des terres nobles et des francs-fiefs, en payant à la couronne une redevance qu'elle avait soin de stipuler, et qui faisait partie de ses domaines. Malgré les immunités dont continuèrent de jouir les terres nobles et les biens de mainmorte, il y eut possibilité pour tous les citoyens d'arriver à la propriété. Enfin la révolution de 4789, en imposant les mêmes charges à toutes les propriétés, a donné une nouvelle consécration au principe d'égalité. En même temps la vente des biens nationaux et l'abelition des préregatives féodales contribuèrent encore à la division de la propriété. Les majorats et le droit d'aînesse, qui maintenaient la grande propriété, disparurent. Ainsi,

la France a passé de la propriété conquise par l'épée à la propriété conquise par le travail. A quelques milliers de France mattres du sol et le faisant exploiter par leurs serfs, ont succédé des millions de propriétaires qui fécondent la terre par leur travail.

Four faire respecter la propriété et garantir l'état des personnes, il faut une force publique organisée; c'est le gouvernement. Il se divise en pouvoir central et en pouvoir local.

IIL

GOUVERNEMENT. - POUVOIR CENTRAL

Le pouvoir central comprend le souverain, ses ministres, les conseile qui les éclairent, et les assemblées nutionales, qui, dans les gouvernements constitutionnels, sont chargées de représenter les intérêts du peuple, et de balancer l'autorité du pouvoir exécutif.

Du pouvoir central sous la domination romaine et barbare. -L'empire romain avait réuni tout le pouvoir politique entre les mains de l'empereur et de ses ministres. Le préser du prétoire des Gaules, ses vicaires et les gouverneurs de provinces exerçaient l'autorité souveraine sous la direction de l'empereur, sans aucun contrôle de la nation. Leur unique but était de puiser dans les provinces toutes les ressources en hommes et en argent, et de les faire pesser entre les mains du pouvoir central. Instruments de l'empereur; ils pouvaient être brisés par son caprice. L'invasion des barbares qui, depuis 406 jusqu'à la fin du v' siècle, ne cessèrent de ravager le Gaule, détruisit cette tyrannie savamment combinée, et y substitue un gouvernement grossier où le chef de guerre commandait par la force. Les voies romaines disparurent; le vaste réseau de fonctionnaires qui couvrait la Gaule fut rempu, et chaque guerrier franc campé dans ses domaines avec ses hommes d'armes se considéra presque comme un souverain indépendant.

Cependant le souvenir de cette majestueuse unité romaine qui

^{1.} Voy. les articles Aubain, Féodalité, Hommage, Mainmortables, Nouveaux acquets, Propriété, Relief, Retrait, et les ouvrages cités plus haut, p. v. note.

étendait son autorité du centre aux extrémités de l'empire, et portait partout ses ordres et ses légions, survécut à l'empire romain. Il grandit même à mesure qu'on s'éloigna de l'époque où dominaient les Césars, semblable aux ruines qui apparaissent plus imposantes dans le lointain. On ne voyait plus la tyrannie des agents du fisc, la misère des curiales et la révolte naissant de l'oppression. Les rois barbares et leurs conseillers gallo-romains ou ecclésiastiques étaient surtout frappés de la puissante unité de l'empire romain et du mécanisme savant de son administration. Ils s'efforcèrent de le reproduire; mais leur gouvernement n'en fut qu'une grossière imitation : le kænig ou roi barbare se para de titres romains, prit le diadème, s'entoura de référendaires, de chambellans et de ministeriales.

Ce fut surtout à l'époque de Charlemagne que la cour impériale présenta l'étrange alliance du cérémonial byzantin et des mœurs de la Germanie. Mais la confusion des pouvoirs militaire, judiciaire et administratif, la prépondérance des grands propriétaires souverains dans leurs domaines, tout attestait l'impuissance des efforts tentés pour faire revivre la centralisation romaine. La féodalité, qui est le dernier terme de l'affaiblissement de l'autorité centrale, finit par annuler la puissance monarchique. La souveraineté confondue avec la propriété se mesura à l'étendue des terres, et les derniers carlovingiens réduits à la ville de Laon furent condamnés à l'impuissance 1.

Royauté capétienne. — Les premiers capétiens n'étaient guère plus redoutables. L'alliance de Louis VI avec les communes commença à relever le pouvoir central. La royauté capétienne se rattachait à l'Église par le sacre, à la féodalité par l'autorité du suzerain sur le vassal, au peuple par son influence tutélaire; elle ne tarda pas à invoquer le principe romain qui la représentait comme la personnification de l'État, comme la loi vivante. Le duché de France soumis à l'autorité royale, la féodalité vaincue dans les châteaux du Puiset, de Montlhéry, de la Roche-Guyon; le sentiment national s'éveillant à l'approche d'une invasion germanique (1125), l'union étroite de la royauté et du peuple, un mariage enfin qui donnait le duché d'Aquitaine à l'héritier présomptif de la couronne, telles furent les premières causes de la renaissance du pouvoir central en

^{1.} Voy. les articles Capitulaires, Féodalité, Mérovingiens, Roi, § 1, Romains, et les ouvrages cités plus haut, p v, note.

'France. Les principes romains se propagèrent; la découverte des Pandectes à Amalfi, les leçons de l'école de Bologne, et surtout d'Irnerius, les réponses des jurisconsultes qui déclaraient à Frédéric Barberousse que la volonté du prince était la loi souveraine, enfin ce courant d'idées qui entraîne tout un peuple, la révolution morale qui fait désirer et accepter une forme nouvelle de gouvernement, tout contribua à relever au xue siècle la puissance monarchique. Suger écrivait dès cette époque, dans sa Vie de Louis le Gros, que le roi et la loi avaient la même autorité, la même majesté.

Lutte de la royauté contre la féodalité. — Mais il fallait convertir le droit en fait, détrôner cette multitude de petits souverains établis par la féodalité; il fallait unir sous une même loi et animer d'une même pensée les peuples mobiles et ingénieux de l'Aquitaine, du Languedoc et de la Provence, les descendants des pirates scandinaves, les rudes habitants du Jura et des Alpes, et le Celte indompté de la Bretagne; il fallait substituer à la hiérarchie féodale, fondée sur la propriété territoriale, une hiérarchie de fonctionnaires qui, ne relevant que du pouvoir central, pussent porter ses volontés et faire exécuter ses ordres dans toutes les parties de la France. Cette laborieuse conquête de la puissance monarchique fut l'œuvre de six siècles et d'une politique persévérante servie par des agents dévoués et habiles. A la fin du xII siècle, l'autorité monarchique était encore bien faible; le roi n'était qu'un suzerain à peine reconnu par les grands vassaux. Son autorité législative était restreinte au duché de France; il ne pouvait juger un vassal qu'avec le concours de ses pairs. Les impôts qu'il prélevait se réduisaient à quelques faibles redevances déterminées par les usages féodaux. Le service militaire dû par les vassaux était limité à quarante ou soixante jours, et, dans certains cas, le vassal pouvait combattre le roi; les Établissements de saint Louis lui reconnaissaient formellement ce droit. La même loi proclame la souveraineté de chaque baron dans ses domaines. Telles furent les faibles origines d'une puissance qui devait parvenir au despotisme le plus absolu.

Triomphe de la royauté et institutions monarchiques. — Au XIII siècle, la royauté, grâce aux conquêtes de Philippe Auguste, aux lois de saint Louis et aux institutions de Philippe le Bel, fit reconnaître son autorité dans toute la France. Elle eut la souveraine garde du royaume, comme dit Philippe de Beaumanoir. Au XIV siècle, après

de longues et cruelles épreuves, l'autorité monaschique établit l'impêt permanent et l'armée permanente (ordonnances de Vincennes, 4878), qui no devaient être définitivement organisés que sous Charles VII. Le sur siècle vit tember la féodalité apanagée, sortie de la tige rayale et couvrant de ses rameaux la plus grande partie de la France; Louis Mil'abattit. Au zwr siècle, la royauté, quoique détournée de ses conquêtes intérieures par les guerres d'Italie, et arrétée dans ses progrès par les guerres de seligion, n'en poursuivit pas moins son plan d'organisation. Les grandes ordonnances émanées du pouvoir central réglèrent toutes les parties de l'administration, armée, finances, justice, commerce, industrie, rapports du spirituel et da temporal. Il n'y out plus en France qu'un souverain. Vainement les agents de la puiseauce anonarchique, parlements et gouverneurs de provinces, tentèrent contre l'autorité centrale une résistance criminalle. Ils furent vaincus au zvur siècle. La royauté, victorieuse des communes, de la féodalité, du clergé, et de toutes les oppositions lecales, put dire : * L'État c'est moi ! »

La puissance monarchique dégénéra dors en despotisme, glorieux sous Louis XIV, honteux sous son successeur. Louis XVI expia les fautas des règnes précédents, et une révolution brise le trône. Mais (chose merweilleuse et qui prepre à quel point l'unité de puissance était acceptée par la France!) l'autorité contrale ne fit que s'accroftre. Que de pouvoir souverain s'appelle convention, directoire, consulat, empire, royauté constitutionnelle, il couvre la France de ses représentants, il fait pénétrer ses ordres partout, et obtient du pays son sang et ses trésors. Une soule loi, un mode uniforme d'administration, ont succédé aux diversités provinciales; tout part du comme on l'a dit, bat d'un seul comme Bu récumé, l'autorité centrale, puissante sous l'empire romain, affaiblie par les basbares, nuile sous la féodalité, se relève progressivement depuis le cur siècle jusqu'à nos jours. Ses conquôtas ont donné à la Brance l'unité administrative la plus vigoureuse 1.

Grands afficiers de la couronne. Même progrès dans les agents

^{1.} Noy., cur la royauté et ses progrès en France, l'article Roi et les indications bibliographiques à la suite ; voy-aussi les articles Constitution, Ariquette, Maison du Roi, Sagre, avec les indications bibliographiques.

du peuvoir, dans les ministres et les conseils qui entourent l'autorité oentrale, l'éclairent et exécutent ses ordres. Sous les rois barbares, le souverain n'a peur guides que son caprice et son intérêt, pour instrument que la force brutale. Quélques Gallo-Romains, et entre autres Arcadius, Parthenius, le référendaire Marcus, paraissent seu-lement de loin en loin comme conseillers des chefs barbares et comme collecteurs des impôts. Dans la suite, les maires du palais, qui n'étaient primitivement que les intendants des rois, usurpèrent la souveraineté sous des souverains la plupart faibles et mineurs, comme les des mineurs Mésouveraines la plupart faibles et mineurs, comme les des mineurs Mésouvingiens.

Charlemagne d'entoura de grands officiers, ainsi que les anciens Cénars; il eut ses chambellans, grands veneurs, sénéchaux, bouteillers, paneticus, connétables, chanceliers, apocrisiaires, chapelains, etc. Ges dignités devinrent hévéditaires pendant la période féodale. La reyanté fut alors entourée de grands feudataires investis d'un pouvoir indépendant. Les ducs d'Anjou furent sénéchaux héréditaires de France, jusqu'à la fin du xur siècle; en cette qualité, ils commandaient l'armée royale, et présidaient le tribunal en l'absence du roi. Le grand bouteiller avait droit d'inspection sur toutes les tavernes et président une redevence sur les taverniers; dans la suite, il fut président de la cour des comptes. Au grand panetier appartenait la surveillance des boulangers; au grand chambellan, celle des pel latiers; le connétable commandait la cavalerie.

La royauté ne laissa pas longtemps à con grands officiers une autonité qui affaiblissait la puissance contrale. Dès 4194, la dignité de sénéshal fint supprimée, comme trop étendue; les fonctions du cénéchal
fuent partagées entre le connétable qui commanda l'armée et le grand
mettre du palais, auquel appartint la juridiction dens l'intérieur des
deneures rayales. Les grands officiers ne furent plus que les mandataines du pouvoir contral; au lieu d'une autorité personnelle, territoriale, inhérente à leur domaine, ils n'eurent qu'un pouvoir délégué
par le roi et confié temporairement à ses représentants. La nomination d'un grand amiral et d'un grand mattre des arbalétriers sous saint
Louis, prouve l'extension que pranaient les armées de teure et de
mer Mars la fin du ave siècle, se us Louis XI, le grand mattre de l'artilléris premplaça le grand mattre des arbalétriers; ce changement
correspondait à la modification introduite dans la tactique militaire
par la découverte de la poudre à canon. Juaqu'au xvi siècle,

les grands officiers de la couronne furent les véritables ministres ¹. Mais sous Louis XII et François I¹, une nouvelle puissance commença à s'élever, celle des secrétaires d'État.

Ministres secrétaires d'État. - Philippe le Bel avait institué, en 1309, des clercs du secret chargés de tenir la plume aux délibérations du grand conseil et d'en rédiger les actes. Jusqu'au règne de Louis XII, il est à peine question de ces fonctionnaires. Florimond Robertet sut le premier qui releva cette dignité; il était secrétaire d'État sous Louis XII et François Ier. Dès le milieu du xvre siècle, les quatre secrétaires d'État devinrent des personnages importants, qui contre-signèrent les ordonnances des rois. Leurs attributions étaient réglées à cette époque par une division géographique, qui plaçait dans leur département un certain nombre de provinces françaises et de pays étrangers. Au xvii siècle, on substitua à cette étrange division des départements ministériels une répartition méthodique des affaires. Les quatre secrétaires d'État furent chargés des relations extérieures, de la guerre, de la marine et de la maison du roi. Le ministère de la maison du roi comprenait plusieurs branches de la police générale et les affaires religieuses. Il y avait cependant encore des traces de l'organisation primitive, une certaine confusion dans les attributions des ministres et un reste de l'ancienne division géographique. Les finances et la justice étaient dirigées par le surintendant ou contrôleur géneral des finances et par le chancelier; quelquefois même, lorsque le chancelier ne convenait pas à la cour, on le remplaçait par un garde des sceaux qui pouvait être révoqué. L'assemblée constituante et les gouvernements qui l'ont suivie ont substitué à cette organisation, qui avait gardé l'empreinte de la féodalité, une division plus simple et qui répondait mieux aux services publics. Les affaires étrangères, l'intérieur, les finances, la justice, la guerre, la marine, les cultes et l'instruction publique, le

^{1.} Voy., dans le Dictionnaire, les articles Amiral, Chancelier, Grand Prévôt, Naires du Palais, Officiers (grands), Sénéchal.— On trouvers à la suite de l'article Officiers (Grands) les principales indications bibliographiques. Ajoutez l'Amiral de France, par P. de La Popelinière (Paris, 1584, 1 vol. in-4); le grand aumosnier de France, par Sébastien Roulliard (Paris, 1607, 1 vol. in-8); Origines et règlements des charges de connétables, mareschaux de France, baillis, séneschaux, par Boursier de Montarlot (Paris, 1618, 1 vol. in-8); l'Histoire des chanceliers et gardes des sceaux de France, par François Du Chesne (Paris, 1680, 1 vol. in-fol.).

commerce, l'agriculture et les travaux publics, ont formé autant de départements ministériels '.

Conseil d'État. — Les conseils de la couronne ont suivi la même marche. Dans le principe, le conseil ou parlement des rois féodaux se composait des grands officiers de la couronne et des pairs du duché de Prance. Finances, justice, administration relevaient de cette assemblée. Les affaires se multipliant, il fallut diviser les fonctions. En 4302, Philippe le Bel partagea l'ancien parlement en trois conseils : grand-conseil ou conseil étroit pour les affaires politiques, parlement pour l'administration de la justice, et chambre des comptes pour l'examen de la comptabilité du royaume. Le grand conseil lui-même avait des attributions très-diverses, il était à la fois conseil politique et tribunal. Charles VIII divisa ses attributions. Le grand conseil proprement dit resta une cour de justice qui jugeait certains procès réservés et spécialement les questions relatives aux bénéfices ecclésiastiques. Le conseil d'État se composa de quatre sections, dont l'organisation définitive fut due à Richelieu : l'une judiciaire, où les conseillers d'État, sous la présidence du chancelier, prononçaient sur le rapport des maîtres des requêtes. Ce tribunal jugeait surtout les conflits de juridiction. Deux autres sections du conseil d'État formèrent le conseil des finances et le conseil des dépêches ou de l'intérieur. Quant aux affaires politiques, elles étaient réservées au conseil d'en haut, composé d'un petit nombre d'hommes d'État, au choix du roi.

La Révolution et l'Empire n'ont fait que préciser et compléter les attributions de ces divers conseils. Le conseil des ministres a conservé la direction politique; au conseil d'État sont réservés les procès administratifs, les réclamations contre les abus de pouvoir, et en général les règlements administratifs. La cour de cassation revise toutes les sentences des tribunaux ordinaires; la cour des comptes a la surveillance de l'administration financière; d'autres conseils établis pour des administrations spéciales, comme la marine, la guerre, l'instruction publique, sont chargés de diriger ces branches d'administration. En un mot, le conseil du roi ou parlement féodal embrassait tout, au xmr siècle. La multiplicité des affaires et la spécialité des services forcèrent les rois de le subdiviser, d'abord, en

^{1.} Voy., dans le Dictionnaire, l'article Ministères, Ministres, avec les indications bibliographiques.

trois conseils, qui eux-mêmes se sont partagés en un grand nombre de conseils secondaires répondant à chaque branche spéciale d'administration.

Cette forte organisation de l'autorité centrale pouvait, en donnant l'ordre et l'unité, conduire au despotisme. Le contre-poids naturel se serait trouvé dans les assemblées nationales chargées de défendre les intérêts du peuple, si elles eussent existé réellement. Mais, jusqu'à la révolution de 4789, elles ne furent pas véritablement constituées.

Assemblées nationales. — Je ne remonterai pas jusqu'aux assemblées des Gaulois sur lesquelles nous n'avons que des renseignements fort incertains. En 448, Honorius convoqua à Arles une assemblée des sept provinces de la Gaule méridionale. C'était un appel désespéré du despotisme aux abois; il ne réussit pas. Les Germains introduisirent dans la Gaule l'usage des assemblées qu'on désigne sous le nom de mallum, champ de mars et champ de mai. Dans le principe, on y admettait tous les guerriers Francs; ils siégeaient en armes et conservaient l'indépendance barbare; ils approuvaient les orateurs en frappant leurs boucliers de leurs framées ou étouffaient leur voix par des murmures. La population conquérante siégeait d'abord seule dans ces champs de mars. Plus tard les évêques furent appelés au mallum, la supériorité de leur instruction et le caractère sacré dont ils étaient revêtus leur donnèrent l'avantage sur les guerriers francs. Au champ de mars de Paris en 645, il y avait soixante-dix-neuf évêques. Sous Charlemagne, l'assemblée nationale se borna à donner des avis; l'empereur se réservait la décision.

Le système féodal, en morcelant la France, rendit inutiles les assemblées générales, puisqu'il n'y avait plus d'intérêts communs. Cha-

^{1.} Voy. les articles CHAMBRE DES COMPTES, CONSEIL D'ÉTAT, GRAND CONSEIL, PAIRS, PARLEMENTS, TRIBUNAUX. — Ajoutez aux ouvrages indiqués à ces articles les Recherches sur l'origine du conseil du roi, par L'Escalopier (Paris, 1765, 1 vol. in-12); l'Examen historique des offices, droits, fonctions et privilèges des conseillers du roi, rapporteurs et référendaires près des cours souveraines et conseils supérieurs, par Gorneau, conseiller référendaire (Paris, 1777, 1 vol. in-4); l'Histotre du conseil du roi, par Guillard (Paris, 1728, 1 vol. in-4). Sur les pairs, outre les ouvrages indiqués à l'article Pairs, on pourra consulter un Recueil de mémoires sur le droit des pairs de France d'être jugés par leurs pairs (Paris, 1770-1771, 1 vol. in-8); Des pairs de France et de l'ancienne constitution française, par le président Henrion de Pansey (Paris, 1816, 1 vol. in-8).

que fief est son parlement, composé des pairs du seigneur, et s'occupant de la justice, des finances et de l'administration du domaine féodal. Jusqu'au xiii siècle, il n'y eut pas d'autres assemblées. A cette époque, la France formait une association de grands fiefs, et la cour des Pairs fut le tribunal suprême de cette confédération. Elle jugea Jean sans Terre en 4203. Un siècle plus tard, Philippe le Bel convoqua (4302) les premiers états généraux composés du clergé, de la noblesse et du tiers état. Ces assemblées nationales, réunies irrégulièrement, lorsque les besoins de la royauté l'exigeaient, ne pouvaient exercer une influence durable. Leurs décisions n'avaient point de sanction obligatoire; les États n'avaient ni traditions, ni plan suivi, ni habitudes de la vie parlementaire. Aussi se bornèrentils à faire entendre de loin en loin quelques paroles généreuses, quelques principes de liberté. Les états généraux tentèrent deux fois, en 1357 et 1484, d'obtenir pour la nation une représentation permanente; ils n'y parvinrent pas. Enfin, depuis 4789, on eut de véritables assemblées nationales; la Constituante, la Législative, la Convention, les Cinq-Cents, le conseil des Anciens, le Corps législatif, les Chambres des députés de 4845 à 4848, et, depuis cette époque, les assemblées élues par le suffrage universel ont représenté presque sans interruption les droits du peuple en face du pouvoir central, partagé avec lui la souveraineté, fait les lois, autorisé l'impôt et exercé une surveillance active sur le pouvoir exécutif 1.

Inspecteurs chargés par les rois de surveiller l'administration; missi dominici; enquesteurs royaux; maîtres des requêtes. — Le pouvoir central se rattache au pouvoir local par des fonctionnaires qui portent la volonté souveraine dans toutes les parties de l'administration et s'assurent de l'exécution des lois et des ordonnances. Les missi dominici de Charlemagne avaient ce caractère. Saint Louis chargea

^{1.} Voy. les articles Assemblées politiques, Corps législatif, États généraux, Mallum, Pairs, Sénat. Ajouiez aux indications bibliographiques qui accompagnent ces articles les ouvrages suivants: Des Estats de France et de leur puissance (Paris, 1588, 1 vol. in-8); Chronologie des estats généraux, où le tiers estat est compris, par Savaron (Paris, 1615, 1 vol. in-8); Recueil général des estats tenus en France sous les rois Charles VI, Charles VIII, Charles IX, Henri III et Louis XIII, par Toussaints Quinet (Paris, 1651, in-4); Recueil relatif aux estats de 1614, par Florimond Rapine (Paris, 1651, 1 vol. in-4); Des états généraux, ou Histoire des assemblées nationales en France, par de Landine (Paris, 1768, 1 vol. in-8).

de ces inspections des moines que les historiens du temps désignent sous le nom d'enquesteurs royaux. Dans la suite, les maîtres des requêtes eurent mission de parcourir le royaume et de constater l'état de l'administration. L'ordonnance de Moulins (4566) le leur prescrit formellement; l'ordonnance de Blois (4579) enjoint au garde des sceaux de faire chaque année « un département des provinces du royaume, où les maistres des requêtes de l'Hôtel feront leurs chevauchées. » Les universités mêmes furent soumises à l'inspection de ces commissaires royaux.

A mesure que l'administration se perfectionna, les inspections se divisèrent et se multiplièrent. Sous Richelieu, les intendants de police et de finances n'étaient que des commissaires chargés temporairement de surveiller ces services publics; un écrivain du xvii siècle les compare aux missi dominici de Charlemagne. Louis XIV créa des inspecteurs spéciaux pour l'armée et pour la marine. Les maîtres des requêtes et conseillers d'État reçurent souvent des missions temporaires pour inspecter les diverses branches d'administration. Ainsi, en 4665, MM. Poncet, Bignon et Molé furent envoyés à Bordeaux, à Pau et à Dijon, avec ordre de surveiller la conduite des parlements et de réformer les abus. Enfin, l'Assemblée constituante, l'Empire et la monarchie constitutionnelle ont établi, auprès de la plupart des ministères, des inspecteurs. L'armée, la marine, les finances, l'instruction publique et d'autres branches d'administration sont ainsi soumises à une surveillance perpétuelle qui y entretient le zèle, l'activité et la pensée unitaire. C'est là un des instruments les plus puissants de la centralisation 1.

IV.

Pouvoir local. — Représentants du pouvoir central dans les provinces.

Représentants du pouvoir central dans les provinces, sous la domination romaine et sous les rois barbares. — Les Romains avaient mis dans chaque province des magistrats qui relevaient directement du

1. Voy. les articles Enquêteurs royaux, Intendants des provinces, Maîtres des requêtes, Missi bonînici, avec les indications bibliographiques à la suite.

pouvoir suprême et qu'ils désignaient sous le nom de rectores, præsides, proconsules, etc. Les rois barbares établirent, dans les subdivisions de leur empire, des heretogs ou ducs, des grafs ou comtes, des centeniers et des dizainiers qui, dans le principe, commandaient à cent hommes ou à dix hommes, mais qui plus tard eurent sous leur juridiction une circonscription territoriale indépendante du nombre des habitants. Ces magistrats cumulaient tous les pouvoirs, militaire, judiciaire, financier, administratif. A la faveur de l'anarchie qui suivit la dissolution de l'empire carlovingien, les ducs et les comtes devinrent inamovibles et rendirent leurs dignités héréditaires. Le capitulaire de Kiersy-sur-Oise, en 877, confirma et régularisa ces usurpations. Pendant les trois siècles, xe, xie et xiie, où le régime séodal fut dans toute sa vigueur, l'autorité centrale n'eut plus de représentants dans les provinces. Chaque seigneur féodal exerçait, dans ses domaines, une autorité presque absolue; la suzeraineté royale n'était guère respectée.

Baillis et sénéchaux. — Les conquêtes de Philippe Auguste changèrent l'état de la France; au lieu d'une fédération de princes, il y eut une monarchie féodale. Le roi se fit représenter dans les provinces qu'il conquit par des magistrats qu'on nomma baillis dans le nord de la France et sénéchaux dans le sud; au-dessous d'eux étaient les vicomtes et les prévôts. Saint Louis leur enjoignit, par les ordonnances de 1254 et 1255, de rendre compte au parlement royal de leur administration judiciaire et financière. Afin de les empêcher de prendre racine dans le pays soumis à leur autorité et d'y constituer une nouvelle féodalité, ce roi leur interdit d'y acquérir aucune propriété et même de s'y marier. Philippe le Bel confirma ces ordonnances et y ajouta de nouvelles prescriptions; les baillis et sénéchaux devaient être changés tous les trois ans. Cependant, le cumul des fonctions judiciaires, militaires et financières, était un abus dangereux pour le pouvoir et pour le peuple. La royauté l'atténua par l'ordonnance de Montils-lès-Tours (1453) 1.

^{1.} Voy. les article Baillis, Comtes, Préfets du Prétoire, Séréchaux, Vicomtes, Viguiers. On peut ajouter aux ouvrages indiqués à la suite de ces articles l'Harmonie ou Conférence des magistrats romains avec les officiers françois tant laiz qu'ecclésiastiques, où est traicté de l'origine, progrez et juridiction d'un chacun, par Jean Duret (Lyon, 1574, 1 vol. in-8); De ducibus et comitibus provincialibus Galliæ, lib. III, auct. Ant. Dadino Alteserra (Tolosæ, 1643, in-4).

Gouverneurs des provinces. — Lorsque Louis XI eut vaincu la féodalité apanagée et affermi l'autorité monarchique, lorsque l'institution des postes eut permis de transmettre avec rapidité et sûreté les ordres du pouvoir central jusqu'aux extrémités de la France, il s'opéra une nouvelle organisation de l'administration locale. Douze gouverneurs de province, établis par les rois Charles VIII, Louis XII et François I., représentèrent l'autorité centrale dans les grandes subdivisions du royaume. Ils n'eurent que la puissance militaire. L'ordonnance de Moulins leur interdit toute levée de deniers, toute usurpation de fonctions judiciaires; la royauté les tenait si fortement sous sa main, que d'un mot elle suspendait tous leurs pouvoirs (ordonnance de François I^{er}, 4542) ¹. Huit parlements pour l'administration de la justice, trente-deux tribunaux inférieurs, nommés présidiaux, une justice prévôtale pour la répression des brigandages et des flagrants délits, dix-sept recettes générales pour la perception de l'impôt, des chambres des comptes, des cours des aides et des bureaux de finances établis à côté des parlements pour la régularisation des comptes, la répartition de l'impôt, la surveillance des agents financiers et du domaine royal, complétèrent l'organisation de l'administration locale au xviº siècle.

Les efforts des provinces, pendant les troubles de la Ligue et de la Fronde, pour reconquérir leur indépendance, ne servirent qu'à consolider l'autorité monarchique. La plupart des provinces perdirent leurs assemblées particulières ou États provinciaux. Ils ne furent conservés qu'en Languedoc, Dauphiné, Bretagne, Provence et dans quelques contrées moins importantes, qu'on appelait exceptionnellement pays d'états. Richelieu vainquit les gouverneurs qui avaient tenté de se rendre indépendants; Lonis KIV leur enleva même la disposition des troupes en garnison dans leurs provinces, et les assujettità prendre tous les trois ans de nouvelles provisions; ce qui les plaçait dans une dépendance absolue du pouvoir central; le plus souvent, les rois retenaient ces grands seigneurs à la cour dans une brillante servitude.

Intendants. — A lour place gouvernaient les intendants, établis d'abord par Richelieu (1635), supprimés par la Fronde (1648), rétablis enfin par Mazarin (1654). Agents dociles du pouvoir absolu,

^{1.} Recueil des anciennes lois françaises, par leambert, t. XII, p. 779.

tenus par les ministres dans une dépendance complète, les intendants avaient pour mission de surveiller toutes les parties de l'administration, guerre, finances, justice, marine, commerce, agriculture, instruction publique, relations des puissances temporalle et spirituelle. Ils s'emparèrent d'une partie de l'autorité, qui avait lengtemps appartenu aux parlements. Ces derniers perdirent tout pouvoir politique sous Louis KIV, et virent même diminuer leur autorité administrative. Lorsqu'ils voulurent, à l'occasion de la famine de 4709, s'occuper de la question des apprevisionnements, Louis KIV leur en fit un reproche, d'après Saint-Simon, et déclara qu'aux intendants souls appartenait de pourvoir aux subsistances. Peu à peu, ces représentants de l'autorité centrale dans les provinces devinrent edieux par leur despotisme. Au xviii siècle, toutes les sympathies populaires furent pour les parlements en lutte aves les intendants et l'autorité monarchique.

Directoires de département; préfectures .-- L'Assemblée constituante brisa ces deux pouvoirs, l'un hostile à la liberté, l'autre à l'unité de la France. Mais la constitution de 4794 ne résolut pas heureusement le problème de la conciliation de la liberté et de l'unité. Elle confia l'autorité administrative dans chaque département à un directoire élupar le peuple. Les administrateurs pouvaient, à la vérité, être suspendus per le roi; mais il était obligé d'en instruire immédiatement le pouvoir législatif. Celui-ci soul avait le droit de confirmer ou lever la suspension; il pouveit même dissoudre l'administration compable et l'envoyer devant les tribunaux criminels. Le pouvoir central était ainsi frappé d'impuissance dans les départements; les directoires de département, comprenant eux-mêmes un grand nombre de membres, manquaient d'anité. Les autorités révolutionnaires suppléèrent à cette faiblegge, en exaitent les passions et organisant des clubs: mais le remêde était plus dangereux que le mal. Enfin, en 1800, sous le consulat, on reconnut la nécessité de donner plus d'unité à l'administration locale; de là, l'établissement des préfectures et souspréfectures (loi du 17 février 1809). Les conseils généraux de département et les conseils d'arrondissement furent placés à côté des préfets et sous-préfets pour veiller aux intérêts de la population. L'unité du pouvoir sut maintenue, et la liberté garantie '.

^{1.} Woy. les articles Dimerophie de dépadrement, Généralimés, Gouvernements, inferiormes des departuces, Pagi, Préfecture, Provinces.

Administrations municipales. — Au-dessous des agents de l'autorité centrale, il a toujours existé dans les communes des magistrats populaires. Rome elle-même, malgré son despotisme, avait laissé une place considérable aux administrations municipales. La curie comprenait tous les citoyens qui possédaient au moins vingt-cinq arpents de terre; on choisissait parmi les curiales ou décurions les sénateurs et les magistrats municipaux, duumvirs, curatores civitatis, etc. Écrasés par les impôts et ruinés par le despotisme romain, les curiales disparurent, au ve siècle, dans la plupart des villes de la Gaule. Cependant quelques cités conservèrent des traditions romaines et les municipes furent, dans une partie de la France méridionale, le berceau des communes. Au nord de la France, du ve au xiie siècle, le pouvoir municipal appartint presque toujours aux évêques, auxquels l'empereur Gratien avait donné le titre de defensores civitatis.

Enfin, le x11° siècle vit se développer la puissance des bourgeois enrichis par le commerce. Les communes se formèrent, ici par l'insurrection, là par des concessions de chartes royales; elles formaient autant de petites républiques, sans unité. Saint Louis leur imposa une meilleure erganisation, en exigeant qu'on lui pré-sentât une liste de candidats entre lesquels il choisissait le maire de la commune, et en soumettant la comptabilité municipale au contrôle de la cour des comptes. Peu à peu, l'autorité royale annula les priviléges des communes; elles furent assujetties à l'impôt, malgré leur résistance opiniâtre, et, au xive siècle la plupart des chartes communales furent abolies. Le gouvernement municipal fut alors confié à des échevins placés sous l'autorité des magistrats royaux, et ne s'occupant que de l'administration de la cité. Louis XIV finit par remplacer toutes ces municipalités, diverses d'origine et de caractère, par des mairies royales (4692); les administrateurs des villes ne furent plus les représentants de la cité, mais des agents du pouvoir central. L'Assemblée constituante rendit aux villes le droit de nommer leurs magistrats; et, depuis 4789 jusqu'à nos jours., on a cherché à concilier l'intérêt municipal, qui doit prévaloir dans le choix des maires et des conseils des villes, avec l'autorité centrale qui doit conserver la surveillance générale de l'administration. Aujourd'hui les maires et adjoints sont nommés par l'empereur, mais ils ne peuvent être choisis

que parmi les membres du conseil municipal élus par le suffrage universel.

V.

ADMINISTRATION. - FINANCES.

Le mécanisme administratif, dont nous venons d'exposer l'organisation, ne doit avoir qu'un but : le développement du bien-être matériel et intellectuel de la nation. La protéger au dehors par la force militaire, faire régner au dedans la justice, assurer une répartition et une perception équitables de l'impôt; développer le commerce, l'industrie, l'agriculture; encourager les progrès des sciences, des lettres et des arts; propager l'instruction, et régler les rapports des puissances temporelle et spirituelle, telle est la mission des gouvernements.

De l'administration des finances sous l'empire romain. — L'empire romain faisait prédominer la pensée d'ordre et d'unité; il s'inquiétait peu du bien-être des peuples. « C'était, dit M. Guizot dans son Histoire de la civilisation en Europe, un despotisme administratif, qui étendait sur le monde romain un réseau de fonctionnaires hiérarchiquement distribués, bien liés, soit entre eux, soit à la cour impériale, et uniquement appliqués à faire passer dans la société la volonté du pouvoir, dans le pouvoir les tributs et les forces de la société. » L'accroissement des impôts fut la plaie de ce gouvernement. L'indiction ou impôt foncier, la capitation ou impôt personnel, le chrysargyre qui pesait sur l'industrie, l'aurum coronarium qu'on appela, au moyen âge, droit de joyeux avénement, et bien d'autres exactions, ruinèrent la classe des curiales chargée de la perception de l'impôt et forcée de payer, sur son propre bien, ce qui manquait aux recettes.

Résistance des Francs à la fiscalité romaine. — Les Francs, maîtres de la Gaule, résistèrent à l'établissement de l'impôt territorial et de la capitation; ils lapidèrent Parthénius, conseiller de Théodebert, pour avoir tenté de les soumettre à la fiscalité romaine. Le référendaire Marcus, qui avait dressé les registres d'impôt pour le Limousin, fut

^{1.} Voy. les articles Communes, Maire, Municipalité, Municipes, et les indications bibliographiques données plus haut, p. 111, note.

chassé de Limoges; enfin Protadius, ministre gallo-romain de Brune-haud, périt assassiné. Sous les Mérovingiens, les ressources financières se réduisaient au revenu des métairies royales, aux redevances payées le plus souvent en nature par les leudes et les colons, enfin à la capitation maintenue pour les Gallo-Romains. Charlemagne et les Carlovingiens furent réduits également aux produits de leurs métairies et à quelques aides (auxilia), que leur payaient, en cas de guerre, les propriétaires de bénéfices.

Finances à l'époque féodale et sous l'administration monarchique.

Sous le régime féodal, le roi n'avait que le produit de ses domaines administrés par deux officiers de la couronne, le grand bouteiller et le grand chambellan. L'aide royale la plus ancienne est celle qui est connue sous le nom de dime saladine; Philippe Auguste la leva, en 4189, avant son départ pour la croisade. Tous ceux qui refusèrent de prendre part à l'expédition durent payer pendant un an le dixième de leurs revenus et de leur fortune mobilière. Avec le xive siècle commence la spécialité des services publies; impôts, administration des finances et juridiction financières doivent être étudiés séparément.

Impôts. — L'administration monarchique maintint les anciennes taxes fécdales et parvint à se créer de nouvelles ressources. Elle ajouta aux aides, qui restèrent des impôts extraordinaires, l'impôt foncier ou fouage. C'est à Philippe le Bel que remontent ces mesures fiscales; il soumit toutes les propriétés à une taxe de la valeur du centième des biens-fonds, puis du cinquantième. La nécessité de ces impôts s'explique surtout par le développement du pouvoir monarchique, par le grand nombre de fonctionnaires dispersés dans les provinces et soldés par la royauté. La première condition de force et même d'existence pour la puissance centrale était l'organisation d'un impôt permanent. Mais jusqu'à Charles VII, les tailles varièrent d'après les besoins ou les caprices de la royauté; fixée à 4 800 000 livres par les états de 4439, la taille resta à ce taux sous Charles VII. Ses successeurs l'accrurent à volonté. Le taillon, établi par Henri II, en 1549, était spécialement affecté à l'entretien de l'armée. En le payant, les villes se rachetaient du logement militaire.

On rétablit la capitation en 4695; la population fut divisée en vingt-deux classes, dont la première payait 2000 livres et la dernière 20 sous par tête. Cette taxe devait cesser trois mois après la conclu-

sion de la paix; mais la guerre de la succession d'Espagne la fit rétablir presque immédiatement et avec de nouvelles charges. L'impôt du dixième des revenus, levé en 4740, fut une mesure extrême; il frappait les rentiers comme les propriétaires, et donna lieu à des mesures inquisitoriales pour constater l'état des fortunes. Le clergé s'en racheta par un don gratuit de huit millions. Louis XIV avait emprunté l'idée de ce dernier impôt à un excellent patriote, Vauban, qui, dans son livre intitulé Le Déme royale, proposait de substituer un seul impôt territorial à la multitude de taxes qui pesaient sur le peuple. Ce projet fit disgracier Vauban; mais on s'en empara pour ajouter une nouvelle taxe à celles qui écrassient la France. L'inégalité et l'arbitraire en matière d'impôts se cessèrent qu'à la révolution de 4789. L'Assemblée constituante décida que l'impôt direct serait fixé par les représentants de la nation et également réparti entre tous les citoyens, d'après leur fortune.

Les contributions indirectes ont suivi la même marche. Dans le principe, elles portaient les noms d'aides, gabelles, traite foraine, rève ou haut passage. L'impôt sur les denrées, appelé aides, varia très-souvent de quotité. Il était au xviii siècle de 5 pour 100 du prix des denrées vendues en gros, et de 12 1/2 pour 100 des marchandises détaillées; on lui donnait les noms de vingtième et de huitième, ou de droit de gras et de droit de huitième. Des taxes inventées par la fiscalité, comme les droits de jaugeage et de courtage, vinrent aucore s'ajouter à l'impôt des aides. La marque des espèces d'or et d'argent et le papier timbré rentraient aussi dans les contributions indirectes. La gabelle, ou impôt sur le sel, fut établie par Philippe le Bel.

Les droits désignés sous se nom de haut passage, rève, traite foraine, correspondaient aux douanes modernes. Mais les bureaux de péage étaient beaucoup plus nombreux et interceptaient la circulation des denrées et des marchandises dans le royaume. Cosbert diminue le nombre de ces douanes intérieures et établit un tarif unisorme pour les droits à payer; mais telle était la puissance de l'habitude et du préjugé, qu'il sut obligé de se résigner à sanctionner l'inégalité des droits autre les provinces. On en recommut de trois sortes : les provinces françaises, les provinces réputées étrangères, et les provinces traitées comme pays étrangers. Les premières pouvaient seules commercer entre elles sans être entravées par des douanes intérieu-

res; ce fut un avantage qu'elles durent à l'administration bienfaisante de Colbert. Les secondes avaient conservé leurs douanes particulières. Les provinces de la troisième catégorie pouvaient commercer librement avec l'étranger, parce que les douanes étaient placées sur la frontière des provinces françaises. L'Assemblée constituante a fait disparaître ces entraves qui rompaient les artères de la France, et depuis cette assemblée l'uniformité des impôts indirects a remplacé la multitude des traites dont l'institution remontait au moyen âge 1.

Le domaine royal était une dernière source de revenu public. On y rattachait les monopoles, les droits de francs siefs et nouveaux acquêts payés par les roturiers qui achetaient des terres séodales, l'amortissement lorsqu'une terre passait à une corporation ecclésiastique ou laïque, l'aubaine ou droit prélevé sur la succession des étrangers, le droit de bâtardise, les parties casuelles, le droit annuel ou le paulette que devaient les magistrats pour devenir propriétaires de leurs charges, les taxes judiciaires, le contrôle des actes notariés, les exploits, insinuations et droits de greffe. La Révolution a supprimé ces taxes qui tenaient au système séodal et à l'organisa-

^{1.} Voy. les articles Banque, Budget, Finances, Gabelle, Impôts, Péages, Taille, TRAITES. — Ouvrages à consulter : le Secret des finances de France, par Froumenteau (Paris, 1581, 1 vol. in-12); le Guidon général des finances de France, par J. Hennequin, avec les annotations de Vincent Gelée (Paris, 1601, 1 vol. in-8); le Trésor des trésors de France volé à la couronne, découvert et présenté au roy Louis XIII, en 1615, par Jean Beaufort; Recherches et considérations sur les finances de France, depuis 1595 jusqu'à 1721, par de Forbonnais (Basle, 1758, 2 vol. in-4); Dictionnaire étymologique et historique des finances, aides, gabelles, tabacs (Paris, 1722, 1 vol. in-fol.); Mémoires pour servir à l'histoire du droit public de la France en matière d'impôts, ou Recueil concernant la cour des aides, de 1755 à 1775 (Bruxelles-Paris, 1779, in-4); Comptes rendus de l'administration des finances, année par année, sous Henri IV, Louis XIII et Louis XIV, avec des recherches sur l'origine des impôts; les revenus et dépenses de nos rois, par Mallet, premier commis des finances sous Desmarets (Paris, 1789, in-4); préface du t. XIX des Ordonnances des rois de France, par le comte de Pastoret; Mémoires sur les droits et les impositions, par Moreau de Beaumont (1762-1769, 4 vol. in-4); Encyclopedie methodique, article Finances; Necker, De l'administration des finances (Paris, 1784, 3 vol. in-8); Histoire générale des finances de la France, depuis le commencement de la monarchie, par Arnould, ancien directeur de la balance du commerce (Paris, 1806, 1 vol. in-4); Bresson, Histoire financière de la France (Paris, 1829, 2 vol. in-8); Potherat de Thou, Recherches sur l'origine de l'impôt en France (Paris, 1838, 1 vol. in-8); Bailly, Histoire financière de la France (Paris, 1839, 2 vol. in-8); marquis d'Audiffret, Système financier de la France.

1

tion judiciaire ou administrative de la monarchie absolue. Le Consulat, en établissant un nouveau système d'impôts, a substitué l'unité et l'égalité à la diversité et au privilége 4.

Administration chargée de la perception de l'impôt et de la surveillance du domaine royal. - La perception de l'impôt fut d'abord consiée aux fonctionnaires chargés de l'administration de la justice et du commandement des armées. Les inconvénients de cette confusion de pouvoirs, qui conduisait à l'anarchie et à la tyrannie, devinrent plus manifestes lorsque le gouvernement eut des rouages compliqués et que les impôts se multiplièrent. Dès le xive siècle, on trouve quelques traces de la division des fonctions publiques. Philippe le Bel établit un trésorier général, Enguerrand de Marigny, avec deux clercs du trésor. Mais les baillis, sénéchaux, prévôts et vicomtes, restèrent encore longtemps chargés de la perception de l'impôt dans les provinces. Enfin, au xvi siècle, la séparation se compléta. François I^{ex} créa l'épargne, « qui fut comme la mer à laquelle toutes les autres recettes générales et particulières se vinrent rendre. » Il en confia la garde à un trésorier; mais, comme l'office de trésorier était vénal, la fiscalité eut soin de le diviser; on établit quatre trésoriers qui servirent par quartier. Il y avait, en outre, quatre intendants des finances, qui surveillaient les recettes et les dépenses. Le surintendant des finances ordonnançait les payements, et avait au-dessous de lui un contrôleur général. Louis XIV supprima la dignité de surintendant des finances, et, à partir de 4664, il n'y eut plus-qu'un contrôleur général. Les intendants de finances formaient avec les trésoriers la chambre du trésor ou bureau de finances. Elle avait ses greffiers, huissiers et sergents, une juridiction spéciale, était chargée de la conservation du domaine royal, et assignait le fonds pour chaque payement ordonnancé par le surintendant.

La plupart des provinces eurent une administration financière semblable à celle de Paris, à partir des règnes de François I^{er} et de Henri II. On établit seize, puis dix-sept, et enfin vingt généralités, avec des trésoriers et des receveurs généraux. Afin d'augmenter le nombre des charges dont trafiquait la cour, Charles IX rendit les trésoriers alternatifs en 4574 et triennaux en 4573. Henri III réunit

^{1.} Voy. l'article Domaine, et Chopin, Traits du domains dans la collection de ses œuvres, publiées à Paris en 1666.

en une seule chambre les trésoriers et les receveurs, à partir de l'année 4577. Chaque généralité eut alors, comme Paris, son bureau de finances composé de deux trésoriers pour le domaine, de deux receveurs généraux des finances et d'un garde du trésor. On leur adjoignit un greffier et un huissier. Toutes ces charges furent vénales et héréditaires. Les bureaux de finances avaient dans les provinces, comme à Paris, des attributions administratives et judiciaires. Ils faisaient la répartition de l'impôt pour chaque généralité et en remettaient les rôles à des fonctionnaires d'un rang inférieur, appelés élus, qui répartissaient les taxes dans chaque localité. Le bureau des finances exerçait un premier contrôle sur la gestion des financiers, qui était soumise en dernier ressort aux chambres des comptes. Comme tribunaux d'attribution, les bureaux de finances prononçaient sur les questions relatives aux domaines et aux contributions directes, et, entre autres, à la taille et au taillon. Ils jugeaient en dernier ressort jusqu'à la concurrence de 250 livres de capital ou de 40 livres de rente. Les appels de leurs sentences étaient portés aux parlements. Les membres du bureau devaient faire des inspections, c à l'effet, disent les ordonnances, de voir le bon ou le mauvais ménage des élus, receveurs, grenetiers et contrôleurs. »

Dans les pays d'états (Languedoc, Provence, Bourgogne, Bretagne, Dauphiné, etc.), et dans les provinces nouvellement conquises (Franche-Comté, Alsace, Cambrésis, Roussillon, pays Messin), la répartition des impôts était confiée aux états provinciaux et aux intendants. Les aides et les traites étaient affermées à des financiers nommés traitants, qui formèrent, depuis 4680, une compagnie dont les membres s'appelèrent fermiers généraux.

La révolution française détruisit cette organisation compliquée, et le Consulat y substitua l'unité et la simplicité administratives. L'impôt voté par les représentants du peuple fût réparti entre les départements d'après leurs revenus et leur population. Les conseils généraux furent chargés de la répartition entre les arrondissements, les conseils d'arrondissement entre les communes, et les conseils municipaux entre les habitants des villes. Même simplicité pour le recouvrement de l'impôt: le percepteur pour la commune verse dans la caisse du receveur d'arrondissement, et celui-ci dans la caisse du receveur général. De là, l'impôt passe dans le trésor public. Les autres revenus de l'État, domaines, eaux et forêts, enregistrement,

tabacs, contributions indirectes, sont également soumis à une administration qui relève du ministre des finances et qui est perpétuellement inspectée par ses agents 1.

Juridiction financière. - La juridiction financière ne fut réellement organisée qu'à partir du rêgne de Philippe le Bel. Il institua la chambre des comptes de Paris pour reviser la gestion financière de tous les receveurs et agents comptables. L'extension du domaine royal exigea la création de nouvelles chambres des comptes. Elles furent établies à Montpellier, en 4437; à Rouen, en 4543; à Dijon, Aix, Grenoble, Nantes et Blois, en 4566; à Pau, en 4624; à Bar, en 1664, à Metz et à Dôle, en 1692. Dans plusieurs villes, telles que Dijon, Grenoble, Rennes, Pau, Rouen, Aix, Metz et Dôle, les mattres de la tour des comptes avaient juridiction souveraine en matière d'aides et gabelles. Paris, Montpellier, Bordeaux, Clermont, Montauban, avaient des tribunaux spéciaux appelés cours des aides et chargés de la juridiction pour les contributions indirectes. Les généraux pour le fait des aides remontaient aux états de 4357, qui avaient délégué des commissaires généraux pour surveiller la répartition et la perception des aides; ceux-ci avaient nommé pour chaque localité des sous-commissaires qu'on appela élus. Charles V transforma ces commissaires et sous-commissaires en fonctionnaires royaux; les premiers, appelés généraux pour le fait des aides, formèrent une cour spéciale; les seconds conservèrent le nom d'élus. Dans les pays qui n'avaient pas d'états et qu'on nommait pays d'élection, les élus étaient à la fois répartiteurs des aides et juges en première instance; l'appel de leurs sentences était porté devant les cours des aides. La Révolution a changé entièrement cette organisation : une seule cour des comptes a remplacé les onze chambres des comptes de l'ancienne monarchie, et centralisé la comptabilité financière. Les cours des aides et les tribunaux des élus ont disparu. La juridiction financière a été attribuée, comme tout le contentieux administratif, aux conseils de préfecture en première instance, et les appels portés au conseil d'État .

^{1.} Voy les articles Bureau de Finances, Domaines, Eaux et Forêts, Élection, Enregistrement (droit d'), Finances, Gabelle, Généralité, Surintendant, Tréso-Riers de France. — Pour les indications bibliographiques, voy. p. xxviii.

^{2.} Voy. Chambre des comptes, Conseil d'État, Cours des aides, Élection, Généralité, Intendants, Tribunaux administratifs. — Ouvrages à consulter : Traité

Monnaies. — Le droit de battre monnaie est une des attributions du pouvoir souverain. L'empire romain avait établi des hôtels des monnaies dans plusieurs villes de la Gaule. Après les invasions des barbares et le partage des terres qui en fut la suite, les possesseurs d'alleux et de bénéfices profitèrent de l'affaiblissement du pouvoir central pour battre monnaie. Charlemagne s'opposa à cette usurpation, et défendit même de battre monnaie hors de son palais d'Aix-la-Chapelle. Mais, sous ses successeurs, cette ordonnance ne fut pas exécutée. De là, une multitude de monnaies qui entravaient le commerce et fournissaient trop souvent aux grands feudataires l'occasion de spéculations lucratives, mais injustes et odieuses. Saint Louis, sans enlever aux seigneurs un droit que le temps avait consacré, battit une monnaie de bon aloi qui avait cours dans tout le royaume. Ce fut un avantage considérable pour le commerce. Mais ses successeurs abusèrent de cette institution et s'en sirent une ressource inique. Philippe le Bel donna l'exemple de l'altération de la monnaie et mérita d'être flétri par l'histoire du nom de faux monnayeur. Sous les règnes de Philippe de Valois et de Jean le Bon, les variations des monnaies furent perpétuelles. La royauté augmentait le taux de la monnaie quand elle avait à payer; elle l'abaissait quand elle devait percevoir un impôt. Charles V mit un terme à cet abus, et son précepteur, Nicolas Oresme, écrivit par ses ordres un traité sur la nécessité de la fixité des monnaies. Mais, dans la suite, l'administration eut encore plus d'une fois recours à ces odieuses altérations.

Le nombre des hôtels des monnaies a varié; il fut porté successivement jusqu'à seize. Le pouvoir central les faisait surveiller par les maîtres généraux des monnaies, qui parcouraient alternativement la France pour inspecter les hôtels des monnaies. Chaque hôtel avait un essayeur, un graveur, un inspecteur et un commissaire du roi. Sous le ministère de Colbert, le système de régie générale fut appliqué à la fabrication de la monnaie. A partir de cette époque, tout directeur d'un hôtel de monnaie acheta, fabriqua et vendit avec les fonds et pour le compte du roi, moyennant

de la Chambre des comptes, de ses officiers et des matières dont elle connaît (Paris, 1702, 1 vol. in-12); Dissertation historique et critique sur la Chambre des comptes, et sur l'origine, l'état et les fonctions de ses différents officiers, par J. L. Le Chanteur (Paris, 1765, 1 vol. in-4).

l'allocation d'un prix fixe par marc. Paris avait une cour des monnaies, dès le temps de Charles VI; elle se composait des maîtres généraux des monnaies. Henri II l'érigea en cour souveraine, en 4552; elle connaissait en dernier ressort des procès relatifs aux mines, des métaux, du poids, du titre, prix, cours des espèces d'or et d'argent, de la fabrication des monnaies, etc. La Révolution a fait disparaître cette juridiction exceptionnelle et réduit le nombre des hôtels où l'on bat monnaie; il n'y a plus aujourd'hui d'hôtels des monnaies qu'à Paris, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Rouen et Strasbourg 1.

Eaux et forêts. — Les eaux et forêts avaient aussi dans l'ancien régime leur organisation et leur juridiction particulières. Les gruyers ou gardes-forestiers n'étaient chargés que de la police. Les tribunaux des maîtres des eaux et forêts jugeaient les procès relațifs aux eauxet forêts; ils se composaient des maîtres particuliers, d'un lieutenant versé dans l'étude des lois, du garde-marteau, d'un procureur, d'un avocat du roi, d'un greffier et d'un huissier. Les appels étaient portés en dernier ressort devant les tribunaux nommés tables de marbre, annexés aux parlements de Paris, de Rouen, de Toulouse, de Bordeaux, d'Aix, de Dijon, de Grenoble et de Bretagne. Ils se composaient du grand maître des eaux et forêts, d'un président au parlement et de plusieurs conseillers. Cette juridiction exceptionnelle a disparu, comme toutes les autres, à l'époque de la Révolution, et l'administration des eaux et forêts n'est plus aujourd'hui qu'un des services publics rattachés au ministère des sinances 2. Les contestations relatives aux eaux et forêts sont jugées par les tribunaux ordinaires, et par les tribunaux administratifs, lorsqu'il s'élève un conslit entre les particuliers et l'administration.

En résumé, le gouvernement, d'abord dénué de ressources financières ou n'ayant que des revenus faibles et précaires, obtint l'établissement d'un impôt permanent au xv° siècle; il l'augmenta à son gré pendant les xv1° et xv11° siècles; aides, traite foraine, gabelle, tailles, capitation, vingtième, s'accrurent successivement. La royauté institua, pour faire passer les revenus publics dans son épargne, une hiérarchie de fonctionnaires, depuis le surintendant

^{1.} Voy., pour les détails, l'article Monnair et les indications bibliographiques à la suite.

^{2.} Voy. l'article EAUX ET FORETS.

jusqu'aux élus, et une juridiction financière qui descendait des chambres des comptes, cours des aides, bureaux des finances, cour des monnaies, tables de marbre, jusqu'aux tribunaux inférieurs des élus et des gruyers. Enfin, le Consulat, établissant partout l'unité et la simplicité administratives, a rattaché au ministère des finances tous les fonctionnaires chargés de la perception des contributions directes et indirectes; il les a soumis pour la révision des comptes à une seule cour des comptes, et, pour le contentieux, à la juridiction exclusive du conseil d'État. L'égale répartition de l'impôt entre toutes les classes de la société a été une conséquence du principe d'égalité proclamé par la Constituante.

Administration militaire. — A côté de l'organisation financière se place le système militaire, non moins laborieusement constitué par

Administration militaire. — A côté de l'organisation financière se place le système militaire, non moins laborieusement constitué par les efforts séculaires de l'administration monarchique. A l'époque barbare, tous les Francs étaient soldats. Le système féodal ne donna à la royauté qu'une armée temporaire et indisciplinée. La royauté avait besoin d'une armée permanente et soumise à une rigoureuse discipline; mais elle ne parvint que lentement et péniblement à l'organiser. Dès le xii siècle, Philippe Auguste avait une troupe de routiers placés sous les ordres de Cadoc. On reprochait déjà, sous ce règne, aux armées mercenaires leurs violences et leur impiété; mais ce fut surtout pendant les longues guerres des xive et xve siècles qu'éclata la licence de ces bandes d'écorcheurs, tard-venus, cotereaux, etc. Ils désolèrent la France qu'ils appelaient leur chambre. chambre.

Organisation d'une armée permanente. — Charles V et Charles VII parvinrent à les éloigner. L'ordonnance de Vincennes, en 1373, et surtout les ordonnances de 1439 et 1445, créèrent une force militaire soumise à une organisation régulière, quoique imparfaite. Nomination des capitaines par le roi, solde des troupes par le trésor royal, telles sont les innovations les plus importantes; elles rattachèrent, dès cette époque, l'armée au pouvoir central. La cavalerie des compagnies d'ordonnance fut, dès l'origine, regardée comme excellente. Il n'en fut pas de même de l'infanterie des francs archers dispersée dans les campagnes; il fallut bientôt la remplacer par des troupes mercenaires. L'usage de la poudre à canon et de l'artillerie, longtemps retardée par l'imperfection des armes et des machines de guerre, prit une grande importance. Les engins volants, comme les

appelle Mathieu de Coussy, dirigés par Jean Bureau, abattirent les maurailles et forcèrent la soumission des villes.

Au xvi siècle, Louis XII et François I tentèrent d'erganiser une infanterie nationale, dont les différents corps furent nommés, mus François I dégions provinciales. La confiance et le courage manquaient aux paysans longtemps avilis et réduits presque à la condition d'esclaves. Mais lorsqu'au xvii siècle la France eut un peuple, il prit place sur les champs de bataille à côté de la cavalerie et l'égala à Rocroy. La centralisation appliquée à l'armée, l'uniforme imposé à tous les corps, le perfectionnement des armes, l'organisation des corps d'élite, l'établissement d'écoles pour l'instruction des officiers, de magasins abondamment pourvus, d'ambulances, de haras, l'avancement par ordre du tableau ou par ancienneté, les inspections fréquentes, la fortification des places frontières, les revues, les camps de manœuvres, telles furent les principales mesures qui, sous Louis XIV, firent de l'armée française la première armée du monde. Elles furent dues principalement à Louvois.

Le génie militaire dirigé par Vauban, donna à la France la plus redoutable ceinture de forteresses. La cavalerie eut ses corps d'élite comme l'infanterie; des distinctions honorifiques et le magnifique asile des Invalides récompensèrent la valeur. Comment contester les progrès d'une administration qui avait substitué au service précaire des vassaux et aux bandes indisciplinées des mercenaires ces armées de plus de quatre cent mille hommes où régnait une organisation unisorme et qui obéissaient à l'impulsion de l'autorité centrale? Cependant, il ne faut rien exagérer; l'inégalité n'était nulle part plus odieuse que dans l'armée; les principaux grades y étaient réservés à la noblesse. Elle achetait les compagnies et les régiments; comme il n'y avait pas de recrutement régulier, elle chargeait quelque sergent raccoleur de composer les corps de troupes, où entraient trop souvent des gens perdus de vices, la lie du peuple. Dès le temps de Louis XIV, on se moquait des jeunes colonels qui n'étaient pas soldats, Boursault les livrait à la risée publique dans sa pièce d'Ésope à la cour. Mais ce fut surtout après les désastres de la guerre de Sept ans, après la honte de Rosbach (1757), que l'opinion publique s'éleva contre ces officiers qui trainaient à la suite des camps l'attirail du luxe. Depuis 4789, tous les citoyens de la France ont été appelés à la défense de la patrie, sans distinction de

rang et de naissance; tous ont pu prétendre aux plus hautes dignités militaires. Une génération entière de généraux est sortie des rangs du peuple, depuis Hoche et Marceau jusqu'à Bernadotte et Napoléon. En même temps, l'organisation des gardes nationales a couvert la France d'une armée de citoyens défenseurs de l'ordre et de la propriété. Ainsi, recrutement régulier par la conscription, égale admissibilité de tous les Français au commandement des armées, tels sont les progrès accomplis depuis soixante ans dans l'organisation militaire de la France.

VI.

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE; LOIS, TRIBUNAUX, PROCÉDURE.

Le gouvernement, enrichi par l'impôt et protégé par l'armée, s'est occupé avec zèle de la justice, du commerce, de l'agriculture et des progrès intellectuels de la nation. Il lui a rendu en protection et en direction sage et intelligente ce qu'il en recevait de richesse et de grandeur. Les progrès dans l'administration de la justice tiennent à trois causes principales : l'excellence de la loi, la bonne composition des tribunaux et l'équité de la procédure.

Lois. — L'administration romaine eut surtout le mérite d'une organisation judiciaire, remarquable par l'unité et l'équité. Une seule loi régissait tout l'empire; elle était appliquée par des magistrats spéciaux, qui procédaient par des enquêtes testimoniales. Les invasions des barbares ne portèrent nulle part autant de trouble et de confu-

1. On trouvera les détails relatifs aux armes et à l'organisation des différents corps de troupes aux articles Armée, Armes, Organisation militaire, Poudre a canon, Recrutement, Régiments. — Ouvrages à consulter: Histoire de la milice française, par le P. Daniel (Paris, 1721, 2 vol. in-4); Recherches historiques sur l'ancienne gendarmerie française, par le vicomte d'Alès de Corbet (Avignon, 1759, 1 vol. in-12); Traité des armes, des machines de guerre, feux d'artifice, enseignes et instruments militaires, par de Gaya (Paris, 1678, 1 vol. in-12); Des anciennes enseignes et étendards de France, par Galland (Paris, 1637, in-4); Isnard, De la gendarmerie de France, son origine, ses prérogatives (1781); Rey, Histoire du drapeau, des couleurs et des insignes de la monarchie française (Paris, 1837, 2 vol. in-8); Favé, Histoire et tactique des trois armes et plus particulièrement de l'artillerie de campagne; Gignet, Histoire militaire de la France (Paris, 1849, 2 vol. in-8); Susane, Histoire de l'ancienne infanterie française (Paris, 1849-1851, 3 vol. in-8).

sion. Au lieu d'une loi, la Gaule en eut cinq: les lois salique, ripuaire, gombette pour les Burgondes, le Forum judicum pour les Wisigoths, enfin le code Théodosien pour les Gallo-Romains. Les lois barbares, rédigées sans méthode, sans idée philosophique, s'occupaient principalement de pénalité. Le tribunal se composait de rachimbourgs ou hommes du droit; c'étaient des hommes libres, des ahrimans réunis en jury sous la présidence du graf ou comte. Incapables d'apprécier les preuves écrites ou orales, ces juges y substituèrent le duel judiciaire et des épreuves par le feu, l'eau, le fer rouge, etc. Ce fut ce qu'on appela le jugement de Dieu et l'ordalie. Charlemagne s'efforça vainement de mettre un terme aux abus de ces tribunaux barbares. Les capitulaires ne font qu'attester le mal qu'ils veulent corriger. La féodalité ne reconnut plus de lois générales; chaque seigneur, assisté de ses pairs, suivit la coutume, c'est-à-dire une tradition orale que modifiaient sans cesse les intérêts et les passions des juges.

Coutumes. — Saint Louis ordonna de publier les coutumes des diverses provinces et en donna l'exemple; ses Établissements n'étaient en effet que la coutume du duché de France. La rédaction des couumes de Normandie, de Beauvoisis, d'Anjou date de la même époque. L'anarchie du xive siècle interrompit ce travail législatif, et ce sut seulement après avoir terminé la guerre de Cent ans que Charles VII le reprit et prescrivit la publication des coutumes provinciales par l'article 425 de l'ordonnance de Montils-lès-Tours. Un siècle suffit à peine pour cette œuvre. Ce premier progrès excluait l'arbitraire; mais on était encore loin de l'unité de loi. Louis XI eut la pensée de réunir en un seul code toutes les coutumes, mais il ne lui fut pas donné de réaliser ce projet. L'ancienne monarchie n'atteignit jamais à l'unité législative. Elle s'en rapprocha du moins en réformant les coutumes locales et en publiant les grandes ordonnances de Blois (1499), de Villers-Coterets (1539), d'Orléans (1561), de Moulins (1566), de Blois (1579), ordonnances qui embrassaient tout le royaume, réformaient les lois civiles et criminelles, ébauchaient la législation commerciale et faisaient passer dans la pratique les principes posés par les grands jurisconsultes du xvie siècle.

Les codes de Louis XIV (4667-4685) embrassèrent toute la législation, la coordonnèrent et en firent disparaître les principaux abus. Louis XIV travailla lui-même à cette réforme des lois; les mémoires encore inédits d'Olivier Lesèvre d'Ormesson nous le montrent pré-

sidant lui-même le conseil où siégeaient les conseillers d'État Pussort, Boucherat, Morangis, de Vertamont, Machault, de Sève, d'Aligre; les maîtres des requêtes Hotman et Voisin. Il en sortit seccessivement l'ordonnance civile (4667), le code des eaux et forêts (4669), l'ordonnance criminelle (4670), le code de commerce (4673). L'ordonnance sur la marine (4684) et le code noir (4685) dus surtout à Colbert et à son fils Seignelay, complétèrent cette réforme législative. On ne peut contester le progrès qui s'était accompli dans cette partie de l'administration; au lieu d'une multitude de législateurs féodaux dont le caprice tenait lieu de loi, la France n'avait plus qu'un législateur; au lieu de contumes traditionnelles sans cesse modifiées par l'usage, elle obéissait à des lois écrites. Mais ces lois variaient encore de province à province et conservaient de nombreuses traces de la barbarie féodale. C'est seulement depuis 4789 qu'a triomphé le principe de l'unité législative; les codes promulgués pendant le Consulat et l'Empire ont soumis tous les Français à la même loi *.

Tribunaux. — L'organisation judiciaire s'est développée lentement, mais progressivement comme la législation. Les barbares et la féodalité n'avaient pas de juges spéciaux. Les rachimbourgs, sous la présidence du graf, les pairs, siégeant avec le seigneur ou son bailli, formaient le tribunal. Au xin' siècle, il y eut un commencement de centralisation

^{1.} Voy. les articles Droit Coutumier, Droit Romain, Duel judiciaire, Justice, Lois, Obdalie, Ordonnances, Rachimbourgs, Sagibarons. - Ouvrages à consulter, outre les recueils de lois indiqués plus haut, p. 1v, note: Ordonn. des rois de France (Paris, 1781-1851, 21 vol. in-fol.); Recueil des anciennes lois françaises (Paris, 1822, 28 vol. in-32); Histoire du droit français, par Fleury, édition donnée par M. Dupin "aris, 1826, in-18); Recherches pour servir à l'histoire du droit français, par Grosley (Paris, 1752 et 1787, in-12); Bernardi, Essai sur les révolutions du droit français pour servir d'introduction à l'étude du droit (Paris, 1785); du même, De l'origine et dse progrès de la législation française (Paris, 1817); Klimrath, Travaux sur l'histoire du droit français, publiés en 1843; Glossaire du droit français, par de Laurière (Paris, 1704, 2 vol. in-4); Chasles, Dictionnaire universel, chronologique et histortque de justice, police et finances (Paris, 1725, 2 vol. in-fol.); Guyot, Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale (Paris, 1775-1786, 64 vol. in-8); Denisart, Collection de décisions nouvelles et de notions relatives à la jurisprudence (Paris, 1783-1790, 8 vol. in-4); Bibliothèque choisie des livres de droit, par Camus (Paris, 1772). Une cinquième édition, considérablement augmentée, a été publiée, en 1832, par M. Dupin aîné; elle forme le second volume de l'ouvrage intitulé Lettres sur la profession d'avocat. Œuvres de Pothier publiées au XVIII siècle et réunies en 17 vol. in-8 (Paris 1821-1823); Traité des lois pénales, par le comte de Pastoret (Paris, 1790, 2 vol. in-8).

de la justice; les appels et les cas royaux établis par saint Louis furent portés devant le parlement ou cour du roi. Le parlement se modifia lui-même progressivement. Il admit d'abord, au xim siècle, les légistes à côté des barons et des prélats; au xiv siècle, il devint sédentaire à Paris, puis perpétuel et se composa exclusivement de jurisconsultes. Dans la première moitié du xv siècle, les membres de ce tribunal se recrutaient par élection; l'ordonnance de Montils-lès-Tours, rendue par Charles VII, décida qu'îls seraient nommés par le roi sur une liste de candidats. Lorsque l'autorité royale se fut affermie, Louis XI leur accorda, avec l'inamovibilité, l'indépendance nécessaire aux magistrats pour la bonne administration de la justice. La vénalité des charges fut établie par Louis XII comme ressource financière; abusive dans le principe, surtout sous François I et Henri II, elle fut atténuée par les mœurs parlementaires, par l'examen sévère que l'édit de Moulins (1566) imposa aux candidats, par les conditions d'âge et de capacité qu'exigèrent l'ordonnance de Blois et les édits de Louis XIV. On peut appliquer à la magistrature française la pensée de Tacite : les mœurs produisirent de plus heureux résultats que les meilleures lois. Les familles, que la vénalité rendait propriétaires des charges, eurent des traditions de science et de vertu, et d'un abus sortirent ces corps parlementaires probes, savants, courageux, que nous présentent les xvi et xvii siècles.

La création de parlements provinciaux à Toulouse, Grenoble, Bordeaux, Dijon, Rouen, Aix, Rennes, Pau, Metz, Douai, Besancon et des conseils souverains d'Alsace, d'Artois et de Roussillon, assurèrent une plus prompte et plus complète exécution des lois, mais en affaiblissant l'unité de la France. La royauté ne créa pas, comme l'avaient demandé les notables en 4649, une cour suprême composée de l'élite des parlements; mais Louis XIV assura au grand conseil le droit de déterminer les juridictions et força les parlements à s'incliner devant ses arrêts. La Constituante seule donna à l'organisation judiciaire une unité complète, en créant le tribunal de cassation; chaque partie de la France eut la même organisation judiciaire, seulement les juges furent d'abord nommés par le peuple et formèrent des tribunaux de département et de district; le Consulat et l'Empire rendirent au pouvoir central la nomination des juges; les tribunaux furent divisés, comme nous les voyons encore, en cours d'appel appelées successivement cours royales et impériales, en tribunaux

de première instance et justices paix. Le jury, que nos lois chargent de prononcer sur le fait en matière criminelle, assura une part considérable à la libre intervention des citoyens.

C'était surtout dans les juridictions inférieures qu'il était essentiel de mettre l'unité et l'harmonie, à la place de la confusion et de l'anarchie créées par le moyen âge. Longtemps les baillis et sénéchaux, les vicomtes et viguiers, avaient été les seuls juges royaux; ils eumulaient les fonctions de magistrats, de chefs militaires et d'administrateurs, recevaient les appels des justices seigneuriales et exécutaient eux-mêmes les sentences qu'ils avaient rendues. La royauté avait placé ces magistrats dans une dépendance plus étroite de l'autorité centrale, en les forçant de rendre compte au parlement de leur administration. Dès le xve siècle, les rois firent quelques efforts pour séparer des fonctions incompatibles, dont le cumul entraînait les plus graves abus. L'ordonnance de Montils-lès-Tours défendit au juge d'exécuter lui-même les sentences qu'il avait rendues. Louis XII, par l'ordonnance de Blois (4499), ordonna aux baillis qui n'auraient pas fait une étude spéciale des lois de s'adjoindre un lieutenant licencié en droit. Enfin, les ordonnances d'Orléans (4564), de Moulins (4566) et de Blois (4579) séparèrent entièrement la robe et l'épée. Le bailli, qui était d'épée, put assister aux jugements du tribunal de son ressort et même y présider, mais sans voix délibérative.

L'institution des présidiaux, en 1551, et les développements que recut la juridiction civile et criminelle de ces tribunaux, accélérèrent l'administration de la justice entravée par la lenteur des parlements et l'ignorance des juges seigneuriaux. Les présidiaux devaient être composés d'au moins sept juges chacun; ils avaient une juridiction civile et criminelle. Au civil, leurs sentences étaient sans appel pour les procès où il ne s'agissait pas de plus de deux cent cinquante livres de capital ou de dix livres de rente. Dans le cas où la somme n'excédait pas cinq cents livres de capital ou vingt livres de rente, la sentence du présidial s'exécutait provisoirement, sauf recours au parlement. Pour les affaires criminelles, le présidial jugeait sans appel les cas présidiaux et prévôtaux. On les divisait en deux catégories, d'après la nature du crime et la qualité des personnes. Dans la première se plaçaient les brigandages sur les voies publiques, les vols à main armée, les vols avec violence et effraction, les révoltes et rassemblements en armes, levées de troupes sans autorisation, et crime

de fausse monnaie. La seconde catégorie comprenait les attentats commis par des vagabonds ou par des soldats en marche. Ces tribunaux ne pouvaient juger présidialement que lorsque tous les membres étaient réunis.

La justice prévôtale, instituée par François Ier, inspira aux brigands une terreur salutaire par la rigueur des exécutions; c'était une nécessité dans ces époques de licence et d'anarchie. Les eaux et forêts, les finances, la marine, le commerce avaient leurs juges spéciaux : les tribunaux des gruyers et verdiers pour les eaux et forêts, avec appel aux tables de marbre; les tribunaux des élus, les bureaux de finances, les cours des aides, pour les matières financières; les amirautés, pour la marine; les juges-consuls, institués par L'Hopital, pour les procès de commerce et d'industrie. La Constituante supprima ces diverses juridictions, à l'exception des tribunaux de commerce. Le contentieux administratif a été attribué, par les lois modernes, aux conseils de préfecture et, en cas d'appel, au conseil d'État. Les tribunaux ordinaires prononcent sur les autres procès !.

Procédure. — Dans les premiers temps de l'histoire du moyen âge, la procédure était grossière et digne de la barbarie des lois. Les épreuves, le jugement de Dieu, furent regardés, pendant plusieurs siècles, comme le meilleur moyen de discerner l'innocence de la culpabilité. La renaissance du droit romain substitua à ces usages barbares une procédure plus équitable. Le duel judiciaire disparut peu à peu, et les tribunaux le remplacèrent par le témoignage oral et les épreuves écrites. Le ministère public fut institué, dès le commencement du xive siècle pour veiller aux intérêts de l'ordre et de la société. Aux xive, xve et xvie siècles, de nombreuses ordonnances furent rendues pour hâter la lenteur des jugements, prévenir la partialité en appelant les procès par ordre d'inscription et interdire aux parents de siéger à un même tribunal. On peut consulter, entre autres ordonnances, celle du mois de mars 1357, rendue sur la demande des états généraux, les ordonnances de Montils-lez-Tours (4453), de Blois (1499), de Villers-Coterets (1539), d'Orléans (1561), de Moulins (4566), et de Blois (4579). Elles protégèrent l'accusé en lui

^{1.} Voy. les articles Baillis, Cas Royaux, Grand conseil, Justice, Offices, Or Donnances, Parlements, Présidiaux, Prévôts des Maréchaux, Tables de Marbre, Tribunaux, Vénalité des offices, avec les indications bibliographiques à la suite.

donnant le droit de faire entendre lui-même sa défense; elles substituèrent l'usage du français au latin barbare du moyen âge, dans la rédaction des actes notariés et des sentences juridiques. L'institution des registres de l'état civil par François I^{er} prévint de nombreux procès en constatant les relations de parenté et les droits de succession.

L'ordonnance de Moulins restreignit l'abus des commissions judiciaires; on ne put enlever un accusé à ses juges naturels que par une ordonnance royale contre-signée d'un secrétaire d'État. On limita aussi les évocations et le droit de committimus, qui appelaient les parties devant la juridiction spéciale des maîtres des requêtes ou du grand conseil. L'ordre des avocats, institué dès le xiii siècle, fut soumis à de nombreux règlements; la rédaction des actes authentiques sut confiée aux notaires; enfin, les sergents ès lois ou huissiers furent institués, dès le xrv siècle, pour prêter main-forte à la justice et signifier ses arrêts. Mais, à côté de ces progrès, subsistaient des abus invétérés; la torture arrachait à l'accusé l'aveu de crimes qu'il n'avait pas commis. Vainement cet usage atroce avait été attaqué, dès le xvi siècle, par Bodin et Montaigne. Les lois semblaient bien plus préoccupées de la recherche et de la punition du crime que de la protection due à l'innocence. De là les justices prévôtales, instituées à une époque de licence et malheureusement conservées avec de bien faibles restrictions dans des temps plus calmes. En un mot, la théorie de la pénalité, son esprit et son but, ne paraissent pas avoir été soupçonnés par les bouchers de la Tournelle, comme on nommait les juges endurcis aux cris des patients et au spectacle de la douleur. L'atrocité des supplices leur paraissait le meilleur moyen d'effrayer le crime. Les roues et les gibets étaient en permanence sur les places publiques, et on se plaisait à prolonger dans d'horribles tortures l'agonie du condamné. Enfin, les généreuses réclamations des écrivains français et de Beccaria firent abolir l'usage barbare de la torture. Louis XVI eut la gloire de donner à leurs idées la sanction de la loi. Les codes du Consulat et de l'Empire assurèrent de nouvelles garanties à l'accusé, et concilièrent l'humanité avec la justice.

En résumé, la France s'est élevée progressivement de la diversité et de l'incohérence des lois à l'unité législative la plus complète; la multitude des tribunaux, divers d'origine, indépendants les uns des

autres, a fait place à une hiérarchie judiciaire régulièrement organisée, depuis les tribunaux de simple police jusqu'à la cour de cassation; enfin la procédure, souillée dans son origine par des usages iniques, s'est peu à peu dégagée de la barbarie du moyen âge '. Le progrès n'est pas moins manifeste dans le développement des richesses naturelles de la France, dans la création des ports, d'une marine, d'un commerce florissant, et dans le perfectionnement de l'industrie et de l'agriculture.

VII.

VOIES DE COMMUNICATION; CANAUX; MARINE; COMMERCE; INDUSTRIE.

Voies publiques. — L'empire romain avait tracé en Gaule un grand nombre de voies, dont il subsiste à peine quelques vestiges; l'invasion des barbares les-détruisit. On ne communiqua d'une province à l'autre que les armes à la main. La féodalité immobilisa les peuples, et éleva entre les domaines des seigneurs des douanes et des entraves de toute nature. Les fleuves et les rivières, artères naturelles de la France, étaient interceptés par des barrages et des ponts; des péages multipliés arrêtaient les marchands; l'usage et la fiscalité les conservèrent longtemps après la décadence de la puissance féodale. Cependant l'administration monarchique travailla, dès le xiii siècle, à réformer une partie des abus qui pesaient sur la France et entravaient le développement de sa richesse agricole et commerciale. Saint Louis abolit, entre autres, la coutume qui défendait de relever une voiture renversée sur la voie publique, sans la permission du seigneur féodal. Mais les progrès furent lents. Au xvi° siècle, les voies de communication étaient à peine frayées. Sully, chargé comme grand voyer de la France de l'entretien des routes, s'en occupa activement; il fit planter des

^{1.} Voy. Committimus, Duel, État civil, Gens du Roi, Huissiers, Justice, Maîtres des requêtes, Notaires, Ordalie, Ordonnances, Procédure, Torture. Ouvrages à consulter: Boncenne, Théorie de la procédure; Carré, Les lois de la procédure civile; Pigeau, Commentaire sur la procédure civile; Rauter, Cours de procédure, etc. Voy. les indications bibliographiques données plus haut, p. xxxviii, note.

arbres le long des voies publiques. Mais un peuple stupide, excité par les ennemis du ministre, arracha ces arbres ou les mutila. « C'est un Sully, disaient-ils, faisons-en un Biron. » Colbert reprit et perfectionna l'œuvre de Sully; il fut secondé par les intendants, et, vers la fin du xvn° siècle, Mme de Sévigné exprimait son admiration pour ces travaux qui changeaient les voyages en promenades. « C'est une chose extraordinaire, écrivait-elle de Nevers le 20 septembre 4687, que la beauté de ces routes; on n'arrête pas un seul moment; ce sont des mails et des promenades partout; toutes les montagnes aplanies, la rue d'Enfer, un chemin de paradis; mais, non, car on dit que le chemin en est étroit et laborieux, et celui-ci est large, agréable et délicieux. Les intendants ont fait des merveilles, nous n'avons cessé de leur donner des louanges. »

Ce fut à cette époque que s'établirent les voitures publiques; le service se fit d'abord lentement; on ne voyageait que de jour, et il fallait près d'une semaine pour franchir la distance entre des villes peu éloignées. Au xviii siècle, les moyens de communication devinrent plus faciles; on établit, sous le ministère de Turgot, des diligences qui furent critiquées comme toutes les réformes de ce ministre et qui lui valurent l'épigramme suivante :

Ministre ivre d'orgueil, tranchant du souverain, Toi, qui, sans t'émouvoir, fais tant de misérables, Puisse ta poste absurde aller un si grand train Qu'elle te mène à tous les diables!

Que de progrès accomplis depuis cette époque dans les moyens de transport! Quelle différence entre les plus rapides diligences et les voitures qui volent sur les chemins de fer !!

Postes. — Les relais de poste furent établis par Louis XI dans l'intérêt exclusif de la royauté (1464); il était défendu, sous peine de mort, aux chevaucheurs et maîtres de postes de transporter d'autres dépêches que celles du roi. Mais, dans la suite, on modifia cette institution, et on mit les postes au service des particuliers. Ce fut sous Louis XIII que les courriers se chargèrent pour la première fois du transport des lettres et des paquets des particuliers. En 1627, on établit un tarif régulier, et un règlement général détermina le temps

^{1.} Voy. les articles Commerce, Messageries, Voies publiques, Voies Romaines, Voitures.

et les moyens de transport. Depuis cette époque, de nombreuses ordonnances ont perfectionné le service des dépêches!

Canaux. — Les canaux ouvrirent au commerce une nouvelle voie de communication. Charles V songea à réunir la Seine à la Loire; mais cette pensée ne fut réalisée que par Sully, qui fit commencer le canal de Briare, en 4604, et le canal de jonction de la Seine à la Saône par le moyen des rivières d'Ouche et d'Armançon. Ce ministre. avait aussi conçu le projet d'unir les deux mers, en profitant de l'Aude et de la Garonne. Ce fut Colbert, et, sous ses ordres, l'ingénieur Riquet, qui accomplirent ce dessein plein de grandeur et d'utilité (4664-4684). Le canal de Monsieur, d'Orléans à Briare, fut creusé aux frais du duc d'Orléans (4679), moyennant une concession perpétuelle. En même temps, s'exécutaient des travaux considérables pour rendre navigables les rivières d'Aube, de la Seine, de la Marne. Dès cette époque, des ingénieurs furent chargés de veiller aux ponts et chaussées et de perfectionner la navigation. Pendant le long repos du xviiie siècle, quelques travaux d'amélioration furent exécutés; mais ce fut surtout depuis la création de l'école des travaux publics (plus tard École polytechnique), établie en 1795, que les services des ponts et chaussées reçurent la plus active impulsion. Partout les montagnes furent tournées, de nouvelles routes percées, des ponts jetés sur les fleuves et les rivières. Les canaux multiplièrent pour le commerce les moyens de transport: tels furent les canaux de Saint-Quentin, de la Somme à l'Aisne et à l'Oise, du Rhône au Rhin de l'Yonne à la Loire, et le canal de la Marne au Rhin 2.

Commerce et colonies. — La facilité des communications a tourné principalement à l'avantage du commerce. Aussi quels rapides progrès! Dans les premiers temps, l'industrie se bornait à la production d'armes et d'étoffes grossières. On tirait, à grands frais, des contrées lointaines les vêtements de luxe, la soie et les fourrures. L'Europe allait toujours s'appauvrissant. Fournir aux besoins de la guerre et aux premières nécessités de la vie, voilà quel fut pendant longtemps

^{1.} Voy. les articles Postes et RELAIS.

^{2.} Voy. l'article Navigation, Canaux. — Ouvrages à consulter: Dutens, Histoire de la navigation intérieure de la France (Paris, 1829, 2 vol. in-14); Edmond Teisserenc, Des voies de communication en France (Paris, 1845, in-8); Minard, Des conséquences du voisinage des chemins de fer et des voies navigables (Paris, 1843, in-8).

l'unique but des productions industrielles. Les croisades relevèrent le commerce de l'Europe. Dès le xiir siècle, la France prit une part active aux opérations commerciales. Les galères de Narbonne allaient chercher les denrées de l'Orient jusque sur les côtes de Syrie et d'Égypte. La Normandie, rattachée à la France par Philippe Auguste, avait déjà une marine puissante, et, en 1208, le roi réunit, si l'on en croit Guillaume le Breton, plus de douze cents vaisseaux pour attaquer la Flandre. Les premiers désastres de la guerre de Cent ans ruinèrent cette marine; elle se releva sous Charles V. Les Dieppois et les Rouennais équipèrent une flotte qui sonda des comptoirs sur la côte occidentale d'Afrique, longtemps avant les expéditions des Portugais. Jean de Béthencourt devint roi des Canaries, au commencement du xvi siècle. Interrompu par les guerres civiles du règne de Charles VI, le commerce maritime reprit une nouvelle activité à la fin du règne de Charles VII, lorsque Jacques Cœur couvrit de ses facteurs la mer Méditerranée, et que tout mât, suivant l'expression d'un contemporain, fut vetu de fleurs de lis.

Pendant les règnes de Louis XII, François les et Henri II, le commerce maritime se développa rapidement. Les vaisseaux français visitèrent le Canada et le Saint-Laurent, sous la conduite de Jean de La Roque; le port du Havre sut fondé à l'embouchure de la Seine et porta quelque temps le nom de ville Françoise. Entravé par les guerres de religion, le commerce extérieur se releya encore sous Henri IV. Sully envoya à cette époque Samuel Champlain fonder Québec; sous Richelieu, des navigateurs français s'établirent à la Martinique, à la Guyane, à la Guadeloupe. Enfin l'époque de Colbert marqua l'apogée du commerce maritime de la France. La Nouvelle France, ainsi qu'on appelait l'ensemble des colonies de l'Amérique septentrionale, comprenait le Canada, l'Acadie, Terre-Neuve; la Louisiane fut explorée, en 4680, par le Rouennais René-Robert Cavalier de La Salle; les fles Saint-Domingue, la Martinique, la Guadeloupe, Sainte-Lucie, Tabago, Marie-Galante, la Guyane française, la Sénégambie, Pondichéry, Chandernagor, les îles Bourbon et Madagascar, et plus tard l'île de France (Maurice), ouvrirent au commerce français de vastes débouchés. Colbert créa cinq compagnies pour les Indes orientales et occidentales, l'Afrique, le Levant et le Nord. Jamais, il faut le reconnaître, le système colonial de la France n'eut un aussi vaste développement. Mais la prépondérance

de Louvois et les guerres où il entraîna la France causèrent la décadence des compagnies de commerce.

Le système de Law rendit une vigueur factice aux colonies; la guerre de Sept ans les ruina; la France, qui avait déjà perdu l'Acadie et Terre-Neuve, se vit enlever le Canada et une partie des Antilles (4763). Elle se releva un peu sous Louis XVI; les découvertes de Bougainville et de l'infortuné La Pérouse illustrèrent ce . règne. A l'époque de la Révolution, la France perdit Saint-Domingue. Malgré ces désastres, on ne peut nier le progrès général du commerce. La féodalité avait élevé parteut des barrières qui entravaient la navigation et le commerce : droits de bris et de varech, péages et douanes multipliés. La royauté, qui avait aboli, dès le xiii siècle, le droit de bris dans plusieurs provinces, détruisit la piraterie, conquit pour la France le vaste littoral de l'Océan et de la Méditerranée, encouragea le commerce maritime, lui donna des lois et diminua les douanes intérieures; enfin les lois modernes ont fait entièrement disparaître ces entraves, et, tout en protégeant l'industrie nationale, elles ont diminué la rigueur du système prohibitif.

Marine. — La marine marchande fut une excellente pépinière pour la marine militaire. Malgré quelques tentatives faites par Philippe Auguste, saint Louis, Charles V, Charles VII, et surtout par François I^{ex}, la marine militaire de la France ne prit un puissant développement que sous l'administration de Richelieu. Ce fut ce ministre qui creusa les ports de Toulon et de Brest, et y bâtit des arsenaux pour la marine militaire. Louis XIV continua l'œuvre de Richelieu, força la nature à Rochefort et fortifia Dunkerque; la population des côtes fut classée et assura à la marine militaire un recrutement régulier. Colbert et son fils Seignelay lui donnèrent un code uniforme. Les amiraux Duquesne et de Tourville assurèrent un moment à la France la prépondérance sur les mers. Maltraitée au xviii siècle, la marine française eut encore des jours de gloire sous les amiraux de Grasse, de Suffren, La Mothe-Piquet, d'Orvilliers; Louis XVI jets les fondements du port militaire de Cherbourg 1.

^{1.} Voy. les articles Colonies, Commerce, Marine, Navigation, avec les indications bibliographiques. Ajoutez Charpentier, Relation de l'établissement de la Compagnie française pour le commerce des Indes (Paris, 1666); Depping, Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV, dans la collection des Documents inédits relatifs à l'histoire de France; Dissertation sur l'état du commerce en France, sous les

Industrie. — Dans l'origine, l'industrie était soumise à mille entraves. Les corporations, qui remontent jusqu'à l'empire romain, furent nécessaires dans les temps d'anarchie pour protéger l'industrie contre les injustices et pour assurer des secours à la vieillesse. Mais, dans la suite, elles devinrent un obstacle. Cependant, même sous le joug du monopole, l'industrie française fit de rapides progrès. Elle déroba aux nations étrangères leurs principaux secrets; la sabrication du verre, des glaces et des cristaux à l'Italie; l'industrie • séricicole à Venise, la fabrication du cuir doré et des tapisseries de haute lisse aux Pays-Bas; à l'Angleterre la trempe du fer et de l'acier. Tout ce que le pays contenait de richesses naturelles, céréales, végétaux de toute nature, mines de fer, de houille, etc., fut exploité. L'industrie métallurgique devint pour la France une source de prospérité. Les richesses minérales, arrachées du sein de la terre, furent épurées par le creuset et ciselées avec une élégance qu'enviaient les autres nations, sans pouvoir y atteindre. Il suffit, pour se convaincre des progrès de l'industrie française, dès le temps de Sully, de lire les rapports du conseil de commerce réuni en 4604. Le contrôleur général du commerce, Laffemas, rédigea les procès-verbaux de cette assemblée qui sont parvenus jusqu'à nous 1.

Son travail se divise en trois parties: la première contient les propositions faites par les commissaires et approuvées par le gouvernement; la seconde, les propositions déjà admises par les commissaires, mais qui n'ont pas encore été adoptées par le conseil; la troisième expose les idées qui demandent de plus amples renseignements et sur lesquelles les commissaires ne se sont pas encore prononcés. Dans la première catégorie se trouvent les plantations des mûriers, l'édu-

rois de la première et de la deuxième race, par l'abbé Carlier (Amiens, 1753, in-12); Dissertation sur l'état du commerce intérieur et extérieur de la France, depuis la première croisade jusqu'au règne de Louis XII, par Cliquot de Blervache (Paris, 1790, in-8); Arnould, De la balance du commerce et des relations commerciales de la France (3 vol. in-8); Ch. Dupin, Forces productives et commerciales de la France (Paris, 1827, 2 vol. in-4); Documents statistiques publiés par le gouvernement français; Commerce intérieur (1838, in-4); Tableau décennal du commerce de la France (1838, 1 vol. in-4 en 2 tomes), etc. Dictionnaire du commerce et des marchandises, publié par Guillaumin (1839, 2 vol. in-4).

^{1.} Voy. Archives curieuses de l'histoire de France, 1º série, tome XIV, p. 221 et suiv., et le tome IV des Mélanges dans la collection des Documents inédits de l'histoire de France.

cation des vers à soie et les fabriques de soie qui devaient affranchir la France du tribut qu'elle payait à l'industrie étrangère. Henri IV, comme François I^{er}, encouragea l'industrie séricicole, et ordonna la plantation de mûriers dans les généralités de Paris, Orléans, Tours et Lyon, et fit construire à Paris deux bâtiments pour travailler la soie, l'un aux Tuileries, l'autre au parc des Tournelles. Les résultats furent si avantageux qu'en deux ans on exporta des étoffes de soie pour plus de six millions d'écus. L'écorce des mûriers blancs servit à fabriquer des toiles et des cordages. L'expérience fut faite en Languedoc par le célèbre agriculteur Olivier de Serres, et réussit parfaitement. Une manufacture de crèpes fins, établie au château de Mantes avec l'autorisation de Sully, le disputa aux fabriques de Bologne. On fournit bientôt des bas de soie et d'estame aux pays étrangers. Une manufacture pour filer l'or fut fondée à Paris sous la direction d'un Milanais, et épargna à la France une dépense de 4 200 000 livres dont s'enrichissait chaque année l'industrie milanaise. Des tapisseries de cuir doré furent fabriquées aux faubourgs Saint-Jacques et Saint-Honoré, et l'emportèrent sur les plus belles étoffes. La rivière d'Étampes alimentait des moulins qui sciaient le fer et le martelaient; la France n'était plus tributaire de l'Allemagne pour cette branche d'industrie. Les moulins d'Étampes, disent les mémoires que nous analysons, faisaient plus en un jour que le meilleur chaudronnier en un mois, et à un meilleur marché. Ces fabriques fournissaient aussi des cuirasses et des armes de toute espèce. Au faubourg Saint-Victor et à l'embouchure de la rivière des Gobelins, on travaillait l'acier fin. Des manufactures de cristal, établies par des Italiens que le gouvernement des derniers Valois avait protégés, avaient ruiné les anciennes verreries. L'assemblée demanda le rétablissement de ces usines, « de si longtemps ordonnées pour les gentilhommes nécessiteux qui s'y peuvent adonner et en faire trafic sans déroger à noblesse. » Ce fut à cette époque que plusieurs produits chimiques, entre autres le blanc de plomb (carbonate de plomb), si utile aux peintres, furent importés en France.

Le progrès de l'industrie française, un instant ralenti par les troubles qui suivirent la mort de Henri IV, par les guerres extérieures et les agitations de la Fronde, prit un prodigieux essor sous le ministère de Colbert. Ce ministre réorganisa le conseil établi par Sully et tombé en désuétude. Toutes les industries furent encouragées : glaces de Venise, points d'Angleterre, bas au métier, tapisseries des Gobelins, draps fins de Louviers, de Sedan, d'Abbeville, soieries de Tours et de Lyon, tapis de la Savonnerie, de Beauvais, d'Aubusson, perfectionnement de l'horlogerie, restauration des haras, culture de la garance, produits variés du fer, du cuir, des terres argileuses. Colbert voulait, suivant le préambule d'une de ces ordonnances, « mettre le royaume en état de se passer de recourir aux étrangers pour les choses nécessaires à l'usage et à la commodité des Français 1. » Il attira des ouvriers habiles de Flandre, d'Italie et d'Angleterre. Il déroba à cette dernière puissance le secret de la trempe de l'acier, comme antérieurement l'industrie française avait enlevé à la Flandre le monopole des manufactures de cuir doré et de tapisseries de haute lisse, et à l'Italie la fabrication des cristaux et des glaces.

Ces progrès sont incontestables; cependant l'administration monarchique laissa toujours subsister plusieurs abus et entre autres le monopole des corporations. Utile dans le principe pour surveiller et encourager l'industrie, il devint funeste dans la suite. Il introduisit l'inégalité et le privilége jusque « dans la propriété la plus sacrée, la plus imprescriptible de toutes, » le droit de travailler. Ce sont les termes mêmes du préambule de l'édit, par lequel Turgot tenta, en 4776, de supprimer les corporations industrielles. L'abus était si invétéré, qu'il résista, et il ne fallut pas moins que la révolution de 4789 pour le déraciner. Aujourd'hui l'industrie est libre, et le développement qu'elle a pris depuis cinquante ans est surtout le résultat de cette concurrence dont on peut blamer quelques abus, mais dont les avantages sont immenses 2.

- 1. Anciennes lois françaises, publiées par Isambert, t. XVIII, p. 39.
- 2. Voy. les articles Corporation, Gobelins, Industrie, Meubles, Soie. Aux indications bibliographiques sur le commerce, p. xlvii, note, on peut sjouter : Monnet, Traité de l'exploitation des mines (1773); Chaptal, De l'industrie française (Paris, 1819, 2 vol. in-8); Schnitzler, De la création de la richesse ou des intérêts matériele de la France (Paris, 1842, 2 vol. in-8); Histoire de l'administration en France, de l'agriculture, des arts utiles, du commerce, des manufactures, des mines, par Costaz (Paris, 1832, 2 vol. in-8). Cet ouvrage est malheureusement bien loin de tenir tout ce que promet le titre; la partie historique surtout est très-incomplète; Jaubert, Dictionnaire raisonné et universel des arts et métiere; Héron de Villefosse, De la richesse minérale de la France (1823); Rapport sur les produits métallurgiques de l'industrie française (1827); voy. aussi les Annales de l'industrie française, les Annales de l'industrie française et des ponts et chaussées.

VIII.

AGRICULTURE; MESURES DE SALUBRITÉ ET DE SÉCURITÉ.

Agriculture. — L'agriculture, comme le commerce, ne demande au gouvernement que protection, sécurité et facilité de communications. Le régime fiscal de l'empire romain avait dépeuplé les provinces. Aux portes de Rome, dans la fertile Campanie, on était obligé d'exempter d'impôt une vaste étendue de terres qui, faute de bras, restaient incultes. A plus forte raison, dans les contrées éloignées, comme la Gaule, la fiscalité romaine avait ruiné l'agriculture. Un des panégyristes du 1vº siècle, Eumène, atteste la misère de la Gaule par les louanges mêmes qu'il adresse à Constance Chlore : « Maintenant, grâce à tes victoires, ô César invincible, toutes les terres désertes des contrées d'Amiens, de Beauvais, de Troyes et de Langres, se raniment cultivées par des barbares. » L'invasion du ve siècle fut une nouvelle cause de ruine pour l'agriculture. Cependant les habitudes des conquérants, qui vivaient dans leurs métairies entourés de vassaux, devinrent à la longue favorables à l'agriculture; il se forma des colonies agricoles partout où il y avait une troupe de Francs groupés autour d'un chef de guerre. La fondation des monastères bénédictins, aux vre, viie et viiie siècles, seconda les progrès de l'agriculture, et contribua au défrichement des terres. Charlemagne s'occupa, dans ses Capitulaires, de l'amélioration de ses métairies; mais après lui les guerres privées ruinèrent les campagnes, et la trêve de Dieu ne fut qu'un remède impuissant contre des calamités aussi effroyables. Saint Louis voulut y mettre un terme : en 1245, il suspendit les guerres privées pendant quarante jours, s'efforçant de les changer en procès et de les terminer par une sentence arbitrale. En 4258, il alla plus loin, et prohiba entièrement les guerres privées, qui entraînaient des incendies et la perturbation du labourage 1. Grace à cette protection, l'agriculture devint promptement florissante. Froissart atteste combien les campagnes de Normandie étaient riches et plantureuses, lorsque l'Anglais envahit la France au xive siècle 2.

^{1. «} Carrucarum perturbationem. » Ordonnances des rois de France, t. I, p. 84.

^{2.} Froissart, Chroniques, Ire partie, chap. CCLII.

Les calamités de la guerre de Cent ans, les dévastations des grandes compagnies, les guerres civiles des Armagnacs et des Bourguignons replongèrent le royaume dans l'état de misère et de confusion d'où la monarchie l'avait tiré. Sous Charles VII, un gouvernement réparateur fit de nouveau prospérer l'agriculture. « Les paysans, dit Mathieu de Coussy, s'efforçaient à labourer et réédifier leurs maisons, à essarter leurs terres, vignes et jardins. Après avoir été si longtemps en malédiction, il leur semblait que Dieu les eût enfin pourvus de sa grâce et miséricorde. » Le poëte Martial d'Auvergne était vraiment la voix de la France, lorsqu'il chantait, dans ses Vigiles de Charles VII, la prospérité du pays sous ce roi :

Chacun vivoit joyeusement
Selon son estat et mesnage;
L'on pouvoit partout seurement
Labourer en son héritage,
Si hardiment que hul outrage
N'eust esté fait en place ou voye
Sur peine d'encourir dommage.

Dans la suite, les rois et les ministres, dont le peuple a conservé le souvenir, furent les protecteurs de l'agriculture. Louis XII surtout défendit les paysans contre l'oppression des hommes d'armes. Henri IV et Sully firent oublier les désastres de la fin du xvi siècle, et se montrèrent convaincus, comme Olivier de Serres, que le labourage et le pâturage sont les deux mamelles de l'État. On a reproché à Colbert d'avoir négligé l'agriculture. Mais un homme d'État étranger qui connaissait bien la France, sir William Temple, atteste que cette accusation n'est pas fondée. « La richesse de la France, écrivait Temple en 4678 1, résulte de la consommation prodigieuse faite par les pays qui l'environnent des produits si nombreux et si riches de son sol et de son climat, ou du travail ingénieux de ses habitants. » Mais, après la mort de Colbert, les dépenses excessives occasionnées par les guerres du règne de Louis XIV, les impôts d'autant plus onéreux qu'ils ne portaient que sur une partie de la population, et sur la moins riche, réduisirent à un état déplorable les habitants des campagnes. La Bruyère caractérise énergiquement leur misère dans son chapitre De l'homme. « L'on voit, dit-

^{1.} Will. Temple's Mem., t. II, p. 464-465.

il, certains animaux farouches, des mâles et des femelles, répandus par la campagne, noirs, livides, et tout brûlés du soleil, attachés à la terre qu'ils fouillent et qu'ils remuent avec une opiniâtreté invincible; ils ont comme une voix articulée, et, quand ils se lèvent sur leurs pieds, ils montrent une face humaine, et, en effet, ils sont des hommes. Ils se retirent la nuit dans des tanières, où ils vivent de pain noir, d'eau et de racines; ils épargnent aux autres hommes la peine de semer, de labourer et de recueillir pour vivre, et méritent ainsi de ne pas manquer de ce pain qu'ils ont semé. »

Une grande partie des terres étaient des biens de mainmorte, livrés à des fermiers héréditaires, qui n'étaient stimulés ni par le besoin, ni par la soif du gain. La routine entravait toute émulation, et les cultivateurs étaient loin de demander à la terre tout ce qu'en obtiennent de nos jours le travailet l'activité industrieuse. D'ailleurs, le paysan était écrasé par les charges qui pesaient sur lui; la dime lui enlevait une partie de ses récoltes, la corvée l'arrachait à ses travaux, pour lui imposer la réparation du chemin féodal, lui faire creuser le fossé du manoir seigneurial ou battre l'étang pendant les couches de la châtelaine; le colombier du seigneur vivait aux dé-. pens du pauvre paysan; la garenne dévastait son champ; la chasse ne respectait pas ses moissons. Le duc de Bourgogne déplorait ces abus : « Des seigneurs particuliers, écrivait-il 1, commandent en despotes des corvées pour l'embellissement de leurs terres; ils élargissent et plantent des chemins à leur profit contre les ordonnances; ils établissent, sous des titres supposés, des péages, des fours et des moulins banaux. » L'assemblée constituante fit disparaître tous ces abus féodaux, et donna à l'agriculture le plus puissant de tous les encouragements, la liberté et la protection. Depuis le commencement de ce siècle, la sollicitude du gouvernement n'a cessé d'encourager l'agriculture. Un ministère spécial de l'agriculture, des fermes-modèles, un institut agronomique ont été fondés, pendant que des comices locaux propageaient les meilleures méthodes d'agriculture et stimulaient par des prix le zèle des fermiers *.

^{1.} Extrait des écrits du duc de Bouryogne, t. II, p. 86-87.

^{2.} Voy. les articles Agriculture, Mainmortables, Paysans, Quarantaine-le-Roi, Serfs, Trêve de Dieu. — Ouvrages à consulter: Essai historique sur l'état de l'agriculture au xvi siècle, dans l'édition du Théâtre d'agriculture, d'Olivier de Serres,

Mesures de salubrité et de sécurité. — Le gouvernement est intervenu avec prudence pour veiller à la sûreté des citoyens, assurer des asiles à la pauvreté, à la maladie, à l'enfance délaissée, à la vieillesse infirme et misérable. Il a assaini les villes en éloignant du centre de la population les établissements dangereux pour la salubrité publique, en faisant circuler l'eau dans les rues ou jaillir des fontaines sur les places publiques. Telle a été la mission d'une police habile, qui ne s'occupe pas seulement de réprimer le crime, mais tout d'améliorer la condition des citoyens. Il faut reconnaître que, pendant plusieurs siècles, les rois et leurs représentants songèrent peu à remplir ce devoir. Des rues tortueuses, où croupissaient des eaux fétides, des places resserrées et encombrées d'échoppes, des passages étroits, sombres et sales, des maisons mal bâties, sans air, où la lumière n'arrivait qu'à travers d'épais châssis et dont les saillies entravaient la voie publique, tel était le spectacle qu'offraient la plupart des villes. Il n'y avait ni propreté ni sûreté; quelques monuments d'une grandeur imposante étonnaient au milieu de ces misères, mais ne les compensaient pas. On ne peut nier que l'élargissement des rues, leur propreté, la construction de maisons spacieuses, l'ouverture de vastes places et de jardins publics où l'air circule plus librement, où la verdure repose et égaye la vue, n'aient amélioré la vie matérielle et contribué à l'accroissement de la population.

Lutèce, qui avait tiré son nom de ses boues, était depuis longtemps capitale du reyaume, avant qu'on eût songé à remplacer par un pavé solide la paille et le foin dont on jonchait le sol pour se garantir de la fange. Il y a encore aujourd'hui certaines rues, et, entre autres, la rue du Fouarre, qui rappellent ces usages primitifs. Ce fut Philippe Auguste qui, pour la première fois, fit paver Paris; on se servit d'abord de gros cailloux carrés, comme on en voit encore dans quelques villes de France, et spécialement dans le midi

donnée en 1804 (Paris, 2 vol. in-4); Arthur Young, Voyage en France pendant les années 1787-1790, traduit de l'anglais (1801); Lavoisier, Richesse territoriale de la France (1791); De Pradt, De l'état de la culture en France (1802); de Marivault Précis de l'histoire générale de l'agriculture (Paris, 1837, in-8); Leymarie, Histoire des paysans en France (Paris, 1849, in-8); Léop. Delisle, Études sur la condition de la classe agricole en Normandie au moyen âge (Évreux, 1851, in-8); C. Dareste de La Chavanne, Histoire des classes agricoles en France, depuis saint Louis jusqu'à Louis XIV (Paris, 1853, in-8). La Statistique de la France, publiée par le ministre des travaux publics, contient 4 vol. sur l'Agriculture (Paris, 1840-1841, 4 vol. in-4).

Au xve siècle, on commença à paver Paris avec du grès; la plupart des villes ont suivi cet usage. Colbert s'occupa des mesures de propreté et de salubrité publiques, comme de tout ce qui pouvait développer le bien-être et la richesse de la France. La Reynie, nommé lieutenant de police en 1667, fit disparaître les dernières traces de la saleté du moyen âge. Paris fut éclairé pendant les nuits, et la sûreté publique y trouva une nouvelle garantie. Bientôt l'éclairage nocturne, que les principales villes de province ne tardèrent pas à imiter, contribua à la beauté des rues et des promenades. De nos jours, le gaz les a inondées de sa vive lumière. Peut-être pâlira-t-il bientôt devant la lumière électrique ou quelque autre découverte de la science moderne?

Pendant longtemps, les villes, même dans l'intérieur de la France, étaient entourées de remparts et de fossés remplis d'une eau croupissante. Les rues tortueuses semblaient avoir été tracées sans qu'on eût suivi aucune règle pour l'alignement des maisons; peut-être les hommes du moyen âge avaient-ils espéré résister plus facilement à la cavalerie féodale dans des rues étroites, garnies de chaînes à chaque extrémité? Ce qui est certain, c'est que cette irrégularité choquait l'œil et que la saleté des rues nuisait à la salubrité publique. A partir du xviie siècle, les fossés des villes situées à l'intérieur de la France ont été comblés; les eaux croupissantes ont disparu; les rues se sont élargies, et, à la place de constructions bizarres, en saillie sur la voie publique, on a élevé des maisons régulièrement alignées. Quelques amateurs du pittoresque regrettent ces vieilles masures aux formes étranges; mais il est impossible de méconnaître que la salubrité publique a beaucoup gagné aux mesures de police adoptées pour l'ouverture et l'alignement des rues modernes.

Il n'y aurait pas moins à dire sur la distribution des eaux et sur les fontaines publiques. La santé des citoyens aussi bien que la beauté des villes ne pouvait que gagner à la construction de ces canaux qui ont fait circuler des eaux jadis stagnantes; on a su profiter de cette mesure de salubrité pour l'ornementation des promenades et des places publiques. L'administration de Colbert eut encore l'honneur de la plupart de ces mesures, bientôt imitées dans toute la France et perfectionnées dans les siècles suivants. Le journal manuscrit d'Olivier Lefèvre d'Ormesson prouve que ce fut en 4666

que l'on commença à faire disparaître les fontaines particulières accaparées par quelques hommes puissants au détriment du bienêtre général. Le chancelier même fut obligé, malgré ses réclamations, de se soumettre à cette mesure d'utilité publique.

Les hôpitaux, maladreries, léproseries, fondés au moyen âge par la charité des rois ou de quelques riches personnages, entretenus longtemps par le clergé, soumis, à partir du xvr siècle, au contrôle du pouvoir temporel, sont, depuis 1789, administrés comme tous les monuments d'utilité publique. Situés jadis au milieu des villes, près des cathédrales, ces édifices étaient dangereux pour la santé des citoyens, on les a presque partout éloignés du centre de la population et rebâtis dans des lieux où l'air circule avec plus de liberté. Il en est de même des cimetières qu'une piété mal entendue avait placés près des églises et au milieu des villes. En un mot, il y a une multitude de détails où la vie publique et la vie privée se touchent; il est du devoir de l'administration d'y intervenir pour assurer la sécurité publique et améliorer les conditions hygiéniques. Là, comme dans toutes les branches d'administration, le progrès a été immense depuis deux siècles ¹.

1. Voy. les articles Enfants trouvés, Hôpitaux, Léproserie, Lieux publics, Maisons, Mendiants, Mont de Piété, Police, Rues. — Ouvrages à consulter : De La Marre, Traité de la police, continué par Leclerc-Dubrillet (Paris, 1719 et 1738, 4 vol. in-fol.); De Moléon, Collection des rapports généraux sur le conseil de salubrité, de 1802 à 1826; Éloin, Trébuchet et Rabat, Dictionnaire de police (Paris, 1835, 2 vol. in-8); Trébuchet, Jurisprudence de la médecine, de la chirurgie et de la pharmacie en France (Paris, 1834, in-8); du même, Code administratif des établissements dangereux, insalubres et incommodes (Paris, 1832, in-8). Voy. aussi les Archives statistiques du ministère de l'agriculture et du commerce. — On peut consulter, sur les établissements de biensaisance, le Recueil des travaux et rapports sur la mendicité, présentés à l'Assemblée constituante; Rapport sur la situation des hospices d'enfants trouvés, des aliénés, sur la mendicité et les prisons (1818); Rapport au roi sur les hôpitaux, les hospices et établissements de bienfaisance (avril 1837); de Gérando, De la bienfaisance publique (Paris, 1838, 4 vol. in-8); Ch. Vergé, Institutions de biensaisance (Paris, 1847); de Watteville, Code de l'administration charitable (Paris, 1841, in-8); Blaize, Des monts de piété et des banques de prêt (Paris, 1845, in-8). Voy. aussi les documents statistiques publiés par les ministères de l'intérieur, du commerce et de l'agriculture.

IX.

RELATIONS DES PUISSANCES TEMPORELLE ET SPIRITUELLE.

Il est un autre ordre de faits dans lequel le gouvernement doit aussi intervenir, quoique avec plus de précaution; je veux parler du développement religieux et intellectuel des sociétés. Sans doute l'élan de l'homme vers Dieu, la contemplation des vérités religieuses, la soi, la pratique des vertus ne s'imposent pas; sans doute aussi l'inspiration poétique, le sentiment du beau, du vrai, du grand, qui animent l'écrivain et l'artiste, se puisent dans les profondeurs de l'âme, dans l'étude de la nature, dans la méditation des chefsd'œuvre; une littérature servile n'est qu'une misérable copie ou l'effort stérile d'une intelligence dégradée. Cependant, après avoir revendiqué pour la religion, les lettres et les arts une large indépendance, que respectera toujours une administration intelligente, il faut ajouter que le gouvernement a aussi une mission à remplir dans le domaine intellectuel; il doit encourager, provoquer, diriger et quelquesois contenir le mouvement des esprits. Ainsi, les mesures adoptées pour fixer les rapports du spirituel et du temporel, la centralisation progressive de l'instruction publique, enfin les encoura-- gements donnés aux lettres, aux sciences et aux arts, sont une partie considérable de l'histoire des institutions de la France.

Relations des puissances temporelle et spirituelle dans l'empire romain et sous la domination des barbares. — Dans l'empire romain, les deux puissances temporelle et spirituelle étaient étroitement unies; mais l'empereur gardait la supériorité; il présidait parfois aux conciles, approuvait les élections des évêques et veillait au maintien de la discipline ecclésiastique; il était, suivant une expression qui caractérise énergiquement son autorité, il était l'évêque extérieur. Après les invasions des barbares, les rois continuèrent d'approuver pour la forme les élections ecclésiastiques qui se faisaient par toute l'assemblée du peuple, mais, en réalité, la supériorité passa aux évêques. Possesseurs de vastes domaines, supérieurs en intelligence aux rois barbares et à leurs compagnons d'armes, investis de l'autorité dans les villes en qualité de défenseurs des cités,

les évêques dirigèrent en réalité le gouvernement aux vie et viie siècles. Soixante-dix-neuf évêques assistaient au champ de mars qui, en 645, proclama la charte des Francs saliens et concéda aux Leudes la propriété inamovible et héréditaire de leurs bénéfices. L'invasion de nouveaux guerriers francs sous Pépin d'Héristal et Charles Martel, et la nécessité de leur donner des terres, excitèrent un véritable conflit entre les deux puissances. Le clergé fut dépouillé au profit des Francs austrasiens; les abbayes et les évêchés furent livrés à des séculiers, que les chroniques du temps nous montrent ceints du baudrier et plus habiles à manier la hache d'armes qu'à porter la crosse. Les conciles de Leptines et de Soissons terminèrent ces luttes, et Charlemagne en fit disparaître les dernières traces.

Ce grand homme embrassait tout dans ses Capitulaires; il y traitait de la discipline ecclésiastique aussi bien que de l'administration des affaires temporelles. Suppression des chorévêques ou évêques errants dans les campagnes (episcopi vagi), institution de la dime en faveur du clergé, réforme des mœurs, proscription des opinions hétérodoxes, telles sont les principales dispositions des Capitulaires relatives au clergé. La puissance épiscopale régna sous Louis le Déhonnaire et Charles le Chauve. L'archevêque de Reims, Hincmar. fut, pendant quelque temps, le véritable souverain de l'empire franc. Mais cette autorité ecclésiastique fut impuissante pour repousser les invasions qui dévastaient les contrées méridionales de l'Europe ; elle fut obligée d'abandonner le pouvoir aux seigneurs féodaux : des châteaux forts s'élevèrent de toutes parts, et les abbayes se mirent elles-mêmes sous la protection de laïques, qui les défendaient contre les invasions des Normands et les brigandages des seigneurs voisins. Telle fut l'origine des avoués des églises et des abbés laïques, qu'on appela dans la suite vidames ou vice-seigneurs.

Puissance pontificale; pragmatiques et concordats. — Cette invasion de la féodalité dans l'Église produisit de graves désordres; la licence des mœurs, la simonie souillèrent le sanctuaire. Pour y mettre un terme, il ne fallut pas moins que la réaction énergique et exagérée de Grégoire VII. Ce fut alors la puissance spirituelle qui envahit le temporel. Excommunication, juridiction, nomination des évêques et des abbés, convocation des conciles, tout revint, au saint-siège; il domina l'Église de France par ses légats. Cependant, lorsqu'on sortit de l'anarchie féodale, la distinction des deux puissances spirituelle

et temporelle apparut plus nettement. La puissance monarchique s'appliqua avec persévérance à faire du clergé de la France un clergé réellement national, uni à Rome par la communauté des croyances, mais attaché à la patrie par sa constitution. De là les pragmatiques de saint Louis et de Charles VII, qui s'opposaient aux empiétements du spirituel sur le temporel, et rendaient au clergé le droit d'élire ses pasteurs; de là aussi le concordat de François I^{er} qui, attribuant au pouvoir temporel la nomination aux dignités ecclésiastiques, rendit le clergé de plus en plus gallican. Les célèbres propositions de 4682, défendues par Bossuet, avaient le même but. Enfin, le concordat de 4802, qui est encore en vigueur, a resserré les liens qui unissent le clergé catholique au pouvoir temporel, en lui laissant la liberté dont la religion n'use que pour le bien des peuples. En même temps le gouvernement a étendu la protection de l'État aux cultes protestant et israélite ¹.

X.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

État de l'instruction publique sous la domination romaine et franque; école palatine. — L'instruction publique a été de toutes les branches d'administration celle qui, après la chute de l'empire romain, a le plus longtemps échappé à l'influence du pouvoir central. Les empereurs romains avaient fondé dans la Gaule des écoles célèbres et les avaient richement dotées. On cite entre autres les écoles de Lyon, de Bordeaux, de Trèves, où enseignèrent des rhéteurs éloquents. Les invasions firent disparaître ces grands centres d'instruction publique. Le clergé fut seul chargé, pendant plusieurs siècles, de l'éducation et de l'instruction de la jeunesse. Il y avait presque toujours une école annexée aux monastères bénédictins, et quelques-unes de ces écoles étaient très-florissantes. On cite entre autres l'abbaye de Saint-Wandrille ou Fontenelle (près de Caudebec, dans

^{1.} Voy. les articles Abbaye, Cardinaux, Chanoines, Clergé, Concordats, Consistoires, Évêché, Évêque, Hérésie, Juifs, Libertés de l'Église Gallicane, Papauté, Pragmatique sanction, Protestants, Quatre propositions, Vidames, et les ouvrages indiqués plus haut, p. vi. note.

la Seine-Inférieure), comme ayant réuni plus de trois cents écoliers. Charlemagne donna une vigoureuse impulsion à ces études qui se ressentaient de la barbarie de l'époque. En même temps qu'il organisait, sous le nom d'école palatine, une véritable académie dans laquelle lui-même prenait part aux discussions scientifiques, il ordonnait de fonder des écoles près de chaque monastère et de chaque cathédrale. Le nom de parvis rappelle encore aujourd'hui la destination des places voisines des cathédrales; c'était là que les enfants recevaient l'instruction (a parvis educandis). Le lien que Charlemagne avait voulu établir entre les diverses écoles de son empire se rompit après sa mort; il n'y eut plus d'unité dans aucune partie de l'administration.

Universités. — Lorsque la royauté sortit de tutelle et entra dans une voie de réforme et de progrès, elle ne négligea pas l'instruction publique. Le roi de France, qui vainquit la féodalité à Bouvines, fut le véritable fondateur de l'Université. Ce fut en 1200 que Philippe Auguste accorda aux diverses écoles de Paris des priviléges qui en firent une corporation ou université. Elles obtinrent des rois et des papes une constitution presque indépendante : nomination du recteur, juridiction sur les écoles et les métiers qui s'y rattachaient, priviléges de toute nature garantis par les bulles du saint-siège, tout contribua à faire de l'université de Paris une puissante corporation. La plupart des princes qui succédèrent à Philippe Auguste confirmèrent les priviléges de cette fille ainée des rois de France. Toulouse, Montpellier, Orléans, Cahors, Avignon, Orange , Angers, Perpignan, Aix, Valence, Dôle, Poitiers, Bordeaux, Besançon, Angoulême, Caen, Bourges, Dijon, Nantes, Rennes, Pont-à-Mousson, Pau, Douai, Strasbourg et Nancy eurent successivement leurs universités provinciales, sans lien et sans principes communs, diverses d'organisation, de juridiction et d'enseignement.

L'université de Paris, forte de ses priviléges pontificaux et royaux, du nombre de ses écoliers, et de sa réputation européenne qui attirait l'Italien saint Thomas d'Aquin, l'Allemand Albert le Grand, l'Espagnol Raymond Lulle, l'Anglais Duns Scott, l'université de Paris se crut indépendante de l'autorité centrale et se compromit par une dangereuse ambition. On la vit plus d'une fois intervenir dans le

^{1.} Les villes d'Avignon et d'Orange étaient soumises à une autorité étrangère.

gouvernement, et principalement pendant les troubles de 1443. Ces abus provoquèrent une réforme qui s'accomplit sous Charles VII; l'université de Paris fut alors soumise à la surveillance du Parlement, et, depuis cette époque, elle perdit l'arrogante indépendance qui avait produit tant de désordres. Vainement, dans la suite, elle voulut profiter de la bonté de Louis XII pour recouvrer des libertés anarchiques. Cette tentative fut réprimée, et l'autorité centrale étendit son influence sur l'Université aussi bien que sur le clergé et la noblesse.

Collège de France. — L'institution du collège des trois langues par François I^{er} fut vainement attaquée par l'université de Paris; cette corporation ne put empêcher la fondation d'un établissement rival, qui prit, plus tard, le nom de collège de France, et devint un promoteur zélé et glorieux du progrès intellectuel. L'autorité centrale continua lentement, mais cependant d'une manière sensible, à s'emparer de la direction de l'instruction publique. L'ordonnance de Blois, en 4579, soumit toutes les universités du royaume à l'inspection de commissaires délégués par la puissance royale 2. La Ligue marque le dernier terme de l'effervescence politico-religieuse des universités; elles rentrèrent dans l'ordre sous Henri IV. Renfermées alors dans leur mission scientifique, elles obtinrent de nouveaux priviléges et le droit exclusif de conférer les grades (ordonnance de janvier 4629). L'étude, du droit, qu'une bulle avait exclue de l'université de Paris, y fut introduite par Louis XIV 3; la médecine reçut de ce prince des règlements uniformes; enfin, Louis XIV voulut, comme Charlemagne, doter chaque village d'une école (ordonnance de 4698). Ainsi, les universités, d'abord indépendantes des parlements, furent progressivement soumises à la puissance de ces cours qui représentaient l'autorité monarchique, et à l'inspection de commissaires délégués par le pouvoir central. Des ordonnances royales régirent l'instruction publique, et imposèrent aux universités des statuts uniformes pour la collation des grades.

Essais d'organisation de l'instruction publique; université mo-

^{1.} Ordonnances des rois de France, t. XIII, p. 457.

^{2.} Ordonnance de Blois, art. 78; Anciennes lois françaises, t. XIV, p. 380 et suiv.

^{3.} Anciennes lois françaises, t. XIX, p. 195-202.

derne. - Malgré ces essais d'organisation, il n'y avait pas d'unité dans l'instruction publique avant la révolution de 1789. L'Assemblée constituante s'occupa d'établir un vaste système d'écoles qui devait embrasser la France entière; un rapport remarquable de l'évêque d'Autun, Talleyrand, témoigne du zèle de l'assemblée; mais le temps lui manqua. La Convention s'efforça de tout organiser; mais elle ne put qu'ébaucher les institutions. A Paris, une école normale, dont les leçons étaient suivies par douze cents instituteurs, des écoles spéciales pour la marine, les travaux publics (plus tard École polytechnique); une école militaire, appelée dans l'origine École de Mars; des écoles centrales dans chaque département; des écoles primaires, dans chaque commune, prouvent avec quelle ardeur fut conçu et exécuté le projet d'un vaste système d'instruction publique. Mais il y avait plus de grandeur que de maturité dans les idées de cette époque. Napoléon, avec cet esprit pratique et ce ferme bon sens qui s'unissaient en lui au génie créateur et en rehaussaient le mérite, Napoléon ramena le système d'instruction publique à des proportions plus raisonnables. Les écoles centrales devinrent des lycées soumis à une discipline régulière et donnant un enseignement approprié à de jeunes intelligences; l'École normale fut la pépinière du professorat, et l'Université, qui s'étendait à la France entière, eut son grand maître et son conseil, dépositaires des traditions et gardiens de la discipline. L'enseignement public eut le même caractère d'unité que les autres institutions de la France.

Le temps a peu à peu modifié l'organisation universitaire; il en a fait disparaître ce qu'elle avait d'exclusif et de tyrannique; les sciences morales y ont déjà pris et y conserveront sans doute la place qui leur appartient dans les sociétés modernes. La liberté, dans une juste mesure, a été consacrée par la loi du 15 mars 1850. Mais quant au principe même de l'Université, c'est-à-dire l'unité de direction appliquée à l'instruction publique, il est la conséquence de notre organisation administrative tout entière; y porter atteinte, ce serait attaquer l'unité même de la France 4. Aussi la dernière loi, promulguée en 1854,

^{1.} Voy. les articles Collège de France, Écoles, Instruction publique, Université, et les indications bibliographiques à la suite de ces articles. Un des ouvrages les plus importants à consulter, est celui de M. Troplong, intitulé: Du pouvoir de l'Etat sur l'enseignement, d'après l'ancien droit public français (Paris, 1844, in-8).

dans le but de reconstituer les anciennes universités, nécessaires à la vie intellectuelle des provinces, a maintenu avec soin l'unité administrative.

XI.

LETTRES, SCIENCES ET ARTS.

Des lettres au moyen age. — Les monastères servirent d'asile aux lettres après la chute de l'empire romain; mais, au milieu des invasions qui mettaient sans cesse la société en péril, les travaux intellectuels n'étaient guère possibles. Quelques chroniques enlatin barbare, des œuvres théologiques, des poèmes sans inspiration, attestent la décadence de la littérature. Elle se releva sous Charlemagne, grâce à la forte impulsion de l'école palatine; Éginhard, qui sortit de cette école, est un des esprits les plus cultivés des temps barbares; même pendant la décadence de l'empire carlovingien, les lettres ne tombèrent jamais aussi bas que sous les rois fainéants. Il y eut après le x° siècle une sorte de renaissance intellectuelle qu'un écrivain du xi siècle, Raoul Glaber, a caractérisée dans un style presque poétique : « Il semblait, dit-il, que le monde secouât ses vieux vêtements pour revêtir la robe blanche des églises. » C'est, en effet, par la construction de vastes monuments que se signala d'abord ce développement de la civilisation. Les églises, de style roman au x1º siècle, de style ogival au x11° siècle et dans les siècles suivants, marquent une des plus vigoureuses aspirations du génie moderne pour secouer la barbarie; elles correspondent à l'essor des croisades, à l'émancipation de l'esprit humain qui se manifeste par les chants des troubadours et des trouvères. L'inspiration religieuse et guerrière eut seule l'honneur de ces premiers monuments du génie artistique et littéraire de l'Europe moderne.

A cette époque, la diversité des idiomes répondait à la diversité des populations, des mœurs, des lois et du gouvernement; la France se partageait en deux langues principales, la langue d'hoc au sud, la langue d'oil au nord, et chacune de ces langues se subdivisait en une foule de patois provinciaux. L'unité de langue, et par conséquent de littérature, a été une des conséquences de l'unité politique. La guerre des Albigeois, qui a contribué à sou-

mettre la France méridionale au joug des hommes du nord, a étouffé au milieu des flammes la voix des derniers troubadours. Les œuvres poétiques de Thibaut de Champagne, de Guillaume de Lorris, de Jean de Meung, les chroniques de Ville-Hardouin, de Joinville et de Froissart, contribuèrent à faire accepter de toute la France une langue qui avait le mérite de la clarté et de la précision, et qui répondait, dès cette époque, aux qualités de l'esprit français. Vainement on institua les jeux floraux de Toulouse pour ranimer le génie de la poésie méridionale; le français du nord prévalut et devint la langue littéraire, en même temps que la langue politique. La fondation de colléges et d'établissements scientifiques par saint Louis et ses successeurs, la bibliothèque royale qui date de Charles V, l'organisation de la confrèrie de la Passion pour la représentation des mystères, l'introduction de l'imprimerie en France sous Louis XI, furent des événements qui favorisèrent le progrès intellectuel de la nation.

Renaissance. — Louis XII et François I^{er} appelèrent d'Italie des savants et des artistes illustres: les Lascaris, les Démétrius, les Claude de Seyssel répandirent le goût de la littérature classique, pendant que le Rosso, le Primatice et Léonard de Vinci, ornaient de peintures et de sculptures les palais élevés par François I^{er} et Henri II. Guillaume Budée recueillait en Italie de précieux manuscrits pour la bibliothèque Royale, et contribuait à la fondation du collège des Trois-Langues. L'établissement d'une imprimerie pour le grec fut encore un bienfait de ce règne fécond en choses utiles et brillantes. Une littérature savante imitait l'antiquité, en même temps que le poète favori du père des lettres, Clément Marot, continuait, en la surpassant, l'école naïve des trouvères.

Malheureusement, la reproduction peu intelligente des formes grecques et latines, le manque de direction sous les derniers Valois, l'anarchie du monde intellectuel et moral, non moins déplorable que celle du monde politique, égarèrent pour quelque temps le goût français. Mais avec Henri IV, l'ordre reparut. Ce prince compléta l'œuvre de François I^{er} en élevant les bâtiments du Collége de France sur la place de Cambrai; il assura le traitement des professeurs et lecteurs royaux, et appela en France Casaubon, un des princes de l'érudition. « Faites-lui donner, écrivait-il à Sully , des moyens pour s'en-

^{1.} Voy. Forbonnais, Recherches sur les finances, t. I, p. 46, édit. in 4.

tretenir à Paris; car je l'ai fait venir pour remettre l'Université de Paris et la faire refleurir, non pour être près de moi. » Sous ce règne réparateur, les Tuileries s'achevèrent; on construisit le château de Saint-Germain, le Pont-Neuf, la place Royale, l'hôpital Saint-Louis, œuvres d'art et monuments d'utilité publique.

Richelieu et surtout Louis XIV accordèrent une protection constante et efficace aux lettres, aux sciences et aux arts. Est-il nécessaire d'insister sur leurs titres à la reconnaissance du monde savant, de rappeler la Sorbonne rebâtie, l'Académie française fondée, le jardin du Roi créé, les savants étrangers attirés en France, l'Observatoire construit, Versailles, la colonnade du Louvre, les jardins tracés par Le Nôtre, tant de monuments merveilleux s'élevant comme par enchantement, ce concours de littérateurs, de savants, d'artistes illustres, que Richelieu et Louis XIV ne firent pas naître, sans doute, mais qu'ils surent dignement récompenser; enfin, les académies des inscriptions et belles-lettres, de peinture et de sculpture, de musique, d'architecture, des sciences, formant autant de foyers où se concentraient l'érudition, le génie des arts et des sciences, pour jaillir en rayons lumineux sur la France et le monde entier?

État des lettres, des sciences et des arts au XVIIIº siècle. — A cette époque, le développement intellectuel n'est pas moins brillant qu'au siècle précédent, et il exerce sur la société une influence encore plus puissante. Mais la direction en échappe à l'autorité, et souvent même tourne contre elle. Si l'éloquence religieuse et la poésie déclinent, si le génie des arts perd de son élévation et se dégrade trop souvent par la licence, l'éloquence philosophique présente une heureuse compensation, soit qu'elle parle au genre humain de ses lois, soit qu'elle retrace les merveilles de la nature ou qu'elle s'élève avec une indignation poussée jusqu'au paradoxe contre l'inégalité des conditions. Les sciences morales datent de ce siècle. L'économie politique analyse les principes de la richesse publique et cherche à améliorer le sort des diverses classes de la société. Turgot et d'autres écrivains révèlent à la France cette science nouvelle. La jurisprudence prend un caractère plus philosophique et prépare d'utiles réformes. Enfin l'histoire commence à apparaître comme un immense tableau où l'humanité entière ressemble à un homme qui se développe sans cesse, sous l'œil de la Providence.

Le progrès des sciences physiques et naturelles est encore plus évident. G. Cuvier l'a exposé dans le rapport qu'il présenta à l'empereur en 4808 : « La marche des affinités chimiques, ressort général de tous les phénomènes naturels, a été expliquée; la chaleur, le principal de leurs agents, a reçu des lois rigoureuses; l'électricité galvanique est venue ouvrir des régions toutes nouvelles dont nul ne peut encore mesurer l'étendue; la nouvelle théorie de la combustion, en jetant sur toute la chimie la plus vive lumière, et la nouvelle nomenclature, en facilitant son étude, en ont inspiré le goût et ont occasionné une foule de travaux aussi utiles que pénibles; la physiologie des corps vivants, l'effet et la marche des fonctions dont leur vie se compose, ont reçu de la chimie les éclaircissements les plus inattendus; l'anatomie comparée s'est jointe à la chimie pour faire pénétrer tous les secrets comme toutes les variations des.forces vitales; elle a réglé l'histoire naturelle d'après ces méthodes raisonnées qui réduisent les propriétés de tous les êtres à leur expression la plus simple; elle a déterré et recréé des espèces inconnues, enfouies dans les couches du globe; les minéraux ont été analysés et soumis aux lois de la géométrie; des végétaux et des animaux auparavant inconnus ont été rassemblés et distingués; leur catalogue général a été augmenté de plus du double; leurs propriétés ont enrichi les arts d'une foule d'instruments nouveaux; la vaccine enfin a donné les moyens de soustraire l'humanité à l'un des plus funestes sléaux qui la tourmentaient. » Le Système du monde de Laplace et les travaux des mathématiciens Monge, Legendre, de Lalande, attestent les progrès des sciences mathématiques.

Les sciences morales prirent place dans l'Institut, que créa la Convention pour remplacer les anciennes académies. L'Institut n'avait d'abord que quatre classes : sciences mathématiques, physiques et naturelles, sciences morales et politiques, littérature et beaux-arts. Napoléon supprima la classe des sciences morales et politiques, et rendit à la classe des lettres les noms illustrés d'Académie française et d'Académie des inscriptions et belles-lettres. La classe des sciences morales et politiques a été rétablie en 4832 1.

^{1.} Voy. les articles Académie, Architecture, Bibliothèque, Collège de France, Écoles, Éloquence, Église, Institut, Médecine, Musée, Muséum, Peinture, Poésir Sciences, Sculpture, Théatre, Troubadours, Trouvères, Université, et les indications bibliographiques à la suite de ces articles.

XII.

MOEURS ET COUTUMES; FAMILLE, HABITATION; NOURRITURE; PÉTES, HABILLEMENT.

Mœurs; famille. — On ne peut connaître la vie d'un peuple sans pénétrer jusqu'au foyer domestique et étudier la vie privée. La famille, telle que la présentent les sociétés chrétiennes et principalement la société française, est supérieure à la famille de l'antiquité. Le père de famille n'a rien conservé du pouvoir exorbitant, dont l'avait armé la loi romaine et que maintinrent plusieurs des coutumes du moyen âge; on pourrait même se plaindre que la mollesse moderne et la facilité de nos mœurs aient énervé l'autorité salutaire du chef de famille. Quant à la femme, le christianisme, la chevalerie, la galanterie qui en est née, enfin, la sagesse de nos lois ont élevé sa condition et effacé toutes les traces de servitude que lui avait imprimées l'antiquité. Les coutumes qui avaient si longtemps placé la femme serve ou vassale dans la dépendance du seigneur, lorsqu'elle voulait contracter un mariage, ont disparu avec les lois féodales '.

Habitations; meubles. — Le progrès est encore plus sensible pour les habitations. La cabane couverte de chaume, où s'abritait le Gaulois, s'est transformée en manoir féodal, en château, en palais, en une demeure où le luxe a étalé toutes ses richesses, où l'industrie fran-

^{1.} Voy. les articles Chevalerie, Dames, Formariage, Mariage, Père de Famille.

— Ouvrages à consulter: Essai sur la monarchie française ou précis sur l'histoire des arts, des sciences, des usages et des institutions des différents peuples qui ont habité la France, par Rouillon-Petit (Paris, 1812, in-12); les Mœurs et coutumes des Français dans les premiers temps de la monarchie, par l'abbé Le Gendre (Paris, 1753, in-12); Mœurs et coutumes des Français, par Poullin de Lumina (Lyon, 1769, 2 tomes en 1 vol. in-12); Précis de la vie privée des Français dans tous les temps et toutes les provinces de la monarchie, par Contant d'Orville (Paris, 1783, in-8). Cet ouvrage forme le tome III des Mélanges tirés d'une grande bibliothèque. Voy. aussi, sur la condition des femmes, Recherches sur les prérogatives des dames chez les Gaulois, les cours d'amour, et divers autres usages et privilèges anciens, par le président Rolland (Paris, 1787, in-12); Ed. Laboulaie, Recherches sur la condition civile et politique des femmes, depuis les Romains jusqu'à nos jours (Paris, 1845, in-8), ét Kœnigswarter, De l'organisation de la famille en France (Paris, 1851, in-8).

çaise a réuni des merveilles de toute nature, empruntant à l'Italie ses tapis et ses glaces, à l'Orient ses damas, et surpassant par la perfection de ses produits toutes les industries rivales. Ce luxe est descendu du château à la maison du bourgeois et se répand jusque dans les campagnes.

Que dire des meubles? le banc de bois, le lit enfermé dans une armoire, comme on le voit encore dans quelques villages de Bretagne, la table grossière, où des excavations tenaient lieu de plats et d'assiettes, ont fait place, dans les maisons des grands et des riches, au luxe de l'ameublement, aux bois précieux délicatement travaillés, sculptés, ciselés, plaqués, à des meubles moins somptueux, mais propres et commodes dans les classes inférieures.

Nourriture; fêtes. — Les repas des chefs gaulois en France se composaient de viandes grossièrement apprêtées et servies avec une maladroite profusion, pendant que le peuple était réduit à des aliments malsains, ou, dans les jours de fêtes, à la viande de porc. L'art culinaire a substitué dans les classes élevées la délicatesse à une abondance sans goût, et dans toutes les classes des aliments sains à une nourriture insalubre ². Le génie national, par des emprunts habiles, faits aux nations étrangères, a multiplié les ressources de la France, acclimaté des arbres et des plantes exotiques et accru le bien-être de toutes les classes.

Les fêtes mêmes attestent un progrès. Le moyen âge se plaisait principalement aux chasses et aux images des combats. Les Français des derniers siècles leur ont substitué des plaisirs que goûte surtout l'intelligence. Les farces grossières du moyen âge ont fait place à la tragédie et à la comédie, à l'opéra, en un mot à toutes les créations ingénieuses de l'esprit qui amusent l'homme en l'instruisant et qui s'adressent presque exclusivement à la partie supérieure de notre nature.

- 1. Voy., dans le Dictionnaire, les articles Maison, Meubles et Table.— Histoire de la vie privée des Français, par Le Grand d'Aussy (Paris, 1782, 3 vol. in-8).
 - 2. Voy. Nourriture et Repas.
- 3. Voy. les articles Entremets, Danse macabre, Fêtes, Jeux, Théatre, Tournois, Venerie, avec les indications bibliographiques. On peut encore consulter la Pyrotechnie ou Art du feu, composée par Vanoccio Biringuccio, Siennois, et traduite d'italien en français par M. Jacques Vinant (Paris, 1572, in-4); Traité des feux artificiels, par françois de Malthe (Paris, 1632, in-12); la Danse des morts comme elle est dépeinte dans la ville de Bâle, par Mat. Mérian (Bâle, 1744, in-4), et surtout le livre de M. Magnin sur les Origines du théâtre moderne.

Habillement. - Les variations de la mode, qui semblent au premier aspect ne relever que du caprice, ont eu aussi leurs lois et ont répondu aux diverses phases qu'a traversées la société française. Je ne parlerai ni du vêtement gaulois que nous connaissons imparfaitement, ni du costume des Francs, dont il ne nous est parvenu que des descriptions peu claires. Si l'on commence seulement à l'époque où des monuments figurés donnent une idée plus exacte du costume, on voit les variations des vêtements répondre au caractère de la nation. Du xi au xiii siècle, pendant l'époque des croisades, les costumes sont sévères et conviennent à l'esprit de cette société guerrière et religieuse. De vastes manteaux fourrés d'hermine ou de menu vair couvrent les hommes d'armes, les clercs et les barons. De là vient la toge qu'on retrouve encore aujourd'hui dans la magistrature et les universités, de même que le mortier ou chaperon galonné. Les femmes, comme les hommes, s'enveloppaient dans ces longues robes flottantes, pendant qu'un voile tombait sur leurs épaules et couvrait de ses replis le cou et la poitrine. Les xive et xve siècles furent une époque de changement dans toute la société, les costumes se modifièrent alors comme les mœurs; ils devinrent bizarres et souvent indécents. C'est l'époque des souliers à la poulaine, des chausses miparties de diverses couleurs, des immenses bonnets ou hennins dont se paraient les femmes. Quelques classes seulement, comme le clergé, la magistrature et les universités, conservèrent la dignité et la sévérité de l'ancien costume.

Au xvi° siècle, sous l'influence italienne, il y eut plus de goût et de véritable élégance. Au xvii° siècle, on admire la richesse et la beauté des vêtements, mais on est frappé en même temps de cette étiquette rigoureuse et génante qui fut un des traits caractéristiques de l'époque. L'élégance maniérée du xviii° siècle a fait place enfin à ce pêle-mêle de costumes et à ce mépris de toute étiquette qui, depuis 1789, confondent les classes et annoncent le triomphe des idées d'égalité. La différence des vêtements n'indique aujourd'hui que des fonctions et non des classes. Le clergé, par respect pour les traditions, et le soldat, par discipline, ont seuls conservé, hors de leurs fonctions, un costume distinctif. C'est à peine si l'on retrouve encore, au fond de quelques provinces de la France, des traces des vêtements traditionnels, et chaque jour elles tendent à s'effacer. Quelques personnes regrettent peut-être le caractère pittoresque de ces anciens

usages, mais ici comme partout, il faut reconnaître le progrès des idées d'unité et d'égalité qui dominent l'histoire entière de la France.

XIII.

SOURCES DE CE DICTIONNAIRE.

Indication des principaux ouvrages relatifs aux institutions de la France. — C'est surtout depuis le xvi siècle que l'étude des antiquités de la France a donné lieu à des travaux approfondis. Pour ne citer que les auteurs les plus connus, Ramus ², Fr. Hotman ³, Dutillet ⁴, Pasquier ⁸, Cl. Fauchet ⁶, Pierre Pithou ⁷, au xvi siècle; Ch. Loyseau ⁸, Ant. Loysel ⁹, les Godefroy ¹⁰, Pierre Dupuy ¹¹, Adrien

- 1. Voy. les articles Barbe, Cheveux, Habillement, Perruque. Ajoutez les ouvrages suivants: Histoire des modes françaises ou Révolution du costume en France, depuis l'établissement de la monarchie jusqu'à nos jours, par Molé (Paris, 1773, in-12). Il n'est question dans cet ouvrage que des cheveux et de la barbe; Essais historiques sur les modes et la toilette française, par le chevalier de.... (Paris, 1824, 2 vol. in-18); Histoire des révolutions de la barbe chez les Français, depuis l'origine de la monarchie (Paris, 1826, in-12); Études pour servir à l'histoire des châles, par P. J. Rey, fabricant de cachemires (Paris, 1832, in-8).
 - 2. Petri Rami liber De moribus veterum Gallorum (Parisiis, 1559, in-8).
 - 3. Franco-Gallia (Genève, 1573, in-fol.).
- 4. Recueil des rois de France, leur couronne et leur maison, ensemble le rang des grands (Paris, 1589, in-8).
 - 5. Recherches de la France (Paris, 1560, in-8, et 1665, in-fol.).
- 6. Origine des dignités et magistrats de France (Paris, 1600, in-8); Origine des chevaliers, armoiries et héraux (Paris, 1600, in-8).
- 7. Nous citerons, entre autres ouvrages de P. Pithou, le Corpus juris canonici, le Codex canonum, les Libertés de l'Église gollicane.
- 8. Traités des seigneurs, des officiers, des ordres et simples dignités, publiés d'abord en 1614, et ensuite dans la collection des œuvres de Loyseau, en 1660. (Paris, in-fol.).
- 9. Institutes coutumières, d'Ant. Loysel, ouvrage publié d'abord à la suite de l'Institution au droit françois, de Gui Coquille. Une dernière édition a été donnée par MM. Laboulaye et Dupin.
- 10. Statuta Galliæ, etc. (Francfort, 1611, in-fol.), par D. Godefroy; De la preseance des rois de France, etc., par son fils Th. Godefroy (Paris, 1613, in-4); Cérémonial de France, par le même (Paris, 1619, in-4); Mémoires et instructions touchant les droits du roi (Paris, 1665, in-fol.), par D. Godefroy, fils de Théodore.
- 11. Traité des droits et libertés de l'Église gallicane (Paris, 1639, 3 vol. in-fol.); Traité de la majorité de nos rois et des régimes du royaume (Paris, 1655, in-4)

de Valois ', du Cange ', Mabillon ', au xvii siècle, Daniel ', de La Marre ', Montfaucon ', Foncemagne ', Laurière ', l'abbé Lebeuf ', Secousse ', Paulmy ', Sainte-Palaye, Le Grand d'Aussy ', au xviii siècle, ont composé de savantes dissertations sur les institutions, les mœurs et les usages de la France. De nos jours, M. Alexis

- 1. Gesta Francorum (Paris, 1646-1658, 3 vol. in-fol.); Natitia Galliarum (Paris, 1676, in-fol.).
- 2. Glossarium ad scriptores mediz et infimz latinitatis (Paris, 1678, 3 vol. in-fol.). Cet ouvrage a été complété par un grand nombre de suppléments. La dernière édition a été donnée par Henschel (Paris, Didot, 1840, 7 vol. in-4). Le septième volume contient un certain nombre de dissertations de du Cange sur les anciennes institutions, mœurs et coutumes de la France.
- 3. De re diplomatica lib. VI (Paris, 1681, in-fol.); Préfaces en tête des Acta Sanctorum ordinis S. Benedicti. Ces Préfaces latines, qui sont des chefs-d'œuvre de méthode, de clarté et d'érudition, ont été réimprimées à part (Rouen, 1732, in-4).
 - 4. Histoire de la milice française, par le père Daniel (Paris, 1721, 2 vol. in-4).
 - 5. Traité de la police (Paris, 1719 et 1738, 4 vol. in-fol.).
 - 6. Les Monuments de la monarchie françoise (Paris, 1729-1733, 5 vol. in-fol.).
- 7. Dissertations sur les anciennes institutions de la France, dans le Recueil de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.
- 8. Outre le Glossaire de l'ancien droit français (Paris, 1704, 2 vol. in-4), on doit à Laurière le tome les des Ordonnances des rois de France, et une édition des Institutes coutumières d'Ant. Loysel.
- 9. Recueil de divers ecrits pour servir d'éclaircissements à l'histoire de Francest de supplement à la Notice des Gaules (Paris, 1738, 2 vol. in-12); Dissertations sur Phistoire ecclésiastique et civile de Paris (1739, 3 vol. in-12); Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris (1754, 15 vol. in-12), et un géand nombre de mémoires dans le Recueil de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.
- 10. Secousse a continué le Recueil des ordonnances, commencé par Laurière, et l'a enrichi de préfaces et dissertations pleines de recherches curieuses. Il a donné les tomes II-IX de ce Recueil. Après lui, Villevaults, Bréquigny, le comte de Pastoret et M. Pardessus, ont continué la publication des Ordonnances et y ont ajouté de savantes introductions. On doit encore à Secousse un grand nombre de mémoires publiés dans le Recueil de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, et le commencement de la Table chronologique des diplômes et titres originaux relatifs à notre histoire.
- 11. Les Mélanges tirés d'une grande bibliothèque, publiés par le marquis de Paulmy, contiennent une esquisse de l'Histoire de la vie privée des Français, dont l'auteur est Contant d'Orville. C'est le tome III des Mélanges.
- 12. Fabliaux des XII° et XIII° siècles, publiés par Le Grand d'Aussy (Paris, 1779, 3 vol. in-8); c'est une traduction et une imitation des poëmes du moyen âge; Histoire de la vie privée des Français, par Le Grand d'Aussy (Paris, 1782, 3 vol. in-8); mémoires et notices dans le Recueil des mémoires de l'Institut et dans les Notices des manuscrits.

Monteil a insisté avec vivacité et souvent avec raison sur la nécessité de ne pas réduire l'histoire de France au récit des batailles, des traités et d'autres événements tout extérieurs. Malheureusement, il a noyé ses recherches dans des détails romanesques qui, sans ajouter à l'intérêt de son ouvrage, ont nui à la vérité historique.

Dictionnaires des institutions, mœurs et coutumes de la France.

—Je ne dois pas omettre les livres qui, adoptant la forme de dictionnaire, ont plus d'analogie avec le travail que je publie. Le Glossaire de du Cange est resté le plus savant et le plus utile de ces ouvrages. Le Dictionnaire de Trévoux et l'Encyclopédie méthodique fournissent beaucoup de renseignements sur les institutions et les mœurs de l'ancienne France. En 4767, La Chesnaye des Bois publia un Dictionnaire historique des mœurs, usages et coutumes des Français, en 3 vol. in-42 °. Cet ouvrage n'est pas sans utilité; mais l'histoire des institutions y tient trop peu de place; elle est sacrifiée à la manie des anecdotes qui a semé avec profusion, dans ce dictionnaire, des historiettes, quelquefois amusantes, trop souvent sans authenticité et sans intérêt réel pour l'histoire.

Au commencement de notre siècle (1802), M. Guéroult jeune, un des professeurs les plus distingués de l'ancienne Université, qui ne tarda pas à trouver sa place dans l'Université réorganisée par Napoléon, publia un Dictionnaire abrégé de la France monarchique. Ce n'était qu'un résumé d'un travail plus étendu que préparait l'auteur, comme il l'indique lui-même dans sa préface : « Cet ouvrage, disait-il, qui n'aura pas moins de 3 vol. in-4°, sera enrichi de planches représentant tous les monuments et les costumes que la Révolution a fait disparaître. » Malheureusement, le dictionnaire promis par M. Guéroult n'a jamais paru, et l'abrégé est nécessairement incomplet. Le Dictionnaire encyclopédique de l'histoire de France, publié sous la direction de M. Lebas ², est un travail tout autrement vaste;

^{1.} Le Dictionnaire de La Chesnaye des Bois sut bientôt suivi de plusieurs ouvrages analogues, et entre autres du Dictionnaire historique et critique des mœurs, lois et usages, etc. (Paris, 1772, 4 vol. iu-8), et du Dictionnaire des origines, découvertes, inventions et établissements (Paris, 1777, 3 vol. in-8). Un nouveau Dictionnaire des origines, inventions et découvertes a paru en 1833 (Paris, 4 vol. in-8). Il n'est pas nécessaire d'insister sur ces ouvrages, qui ne sont le plus souvent que la copie les uns des autres.

^{2.} Paris, 1840-1845, 12 vol. in-8.

mais le mélange de biographie et de géographie donne à cet ouvrage un caractère différent d'un dictionnaire qui ne traite que des mœurs et des institutions. Le recueil intitulé Patria est aussi une encyclopédie de la France comprenant l'histoire naturelle, la géographie et la chronologie aussi bien que les mœurs et les institutions. Je n'oublierai pas le Dictionnaire d'administration publié sous la direction de M. Alf. Blanche!. Composé sur des documents authentiques, cet ouvrage a un grand mérite d'exactitude et fait parfaitement connaître l'état actuel de nos institutions; mais il s'occupe peu du passé et entre dans des détails administratifs étrangers à mon sujet.

Le plus complet des dictionnaires historiques est encore inédit : il a été composé au dernier siècle par Sainte-Palaye, et forme 43 volumes in-folio 2. Cette immense compilation n'est pas rédigée : on n'y trouve que des notes rangées par ordre alphabétique. Elles sont extraites des poëmes du moyen âge, dont la connaissance était familière à Sainte-Palaye, et des chroniques et mémoires originaux depuis Grégoire de Tours jusqu'au cardinal de Retz. C'est une mine précieuse, où j'ai largement puisé. Rédiger, coordonner et compléter les notes de Sainte-Palaye, voilà ce que j'ai cherché. Si l'ouvrage que je publie a quelque utilité, il le devra surtout aux patientes recherches de cet érudit.

XIV.

BUT ET CARACTÈRE DE CE DICTIONNAIRE.

But de cet ouvrage. — Un Dictionnaire des institutions et des mœurs est toujours à refaire, puisque chaque génération modifie le passé et apporte un nouveau contingent d'usages et d'institutions

- 1. Paris, 1849, 1 vol. in-4.
- 2. Ce Dictionnaire des Antiquités nationales sait partie des manuscrits de la Bibliothèque impériale. Sainte-Palaye (J. B. Lacurne ou de La Curne), né en 1697, mort en 1781, consacra sa vie à l'étude des anciennes chroniques et des poèmes du moyen âge. Les Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles-lettres contiennent un graud nombre de dissertations de ce savant, et on lui doit des Mémoires sur l'ancienne chevalerie (Paris, 1759 et 1781, 3 vol. in-12). Les ouvrages manuscrits de Sainte-Palaye sont beaucoup plus considérables que ceux qui ont été publiés; ils sont conservés à la Bibliothèque impériale et à la bibliothèque de l'Arsenal, et sorment plus de 190 vol. in-fol.

à étudier. C'est surtout lorsqu'une révolution a transformé la France qu'il importe de rappeler et de déterminer le sens d'un grand nombre de mots qui ont perdu leur signification primitive ou qui même ont entièrement disparu dans notre organisation actuelle. D'ailleurs la plupart des livres qui traitent de nos anciennnes institutions ne sont accessibles qu'aux savants de profession, tandis que ce dictionnaire a pour but de faciliter à tous l'étude heureusement si répandue de l'histoire de France et de vulgariser, comme on dit aujourd'hui, les notions disséminées dans de volumineux ouvrages.

Enfin, sans exagérer les mérites de notre littérature historique, on ne peut nier qu'elle a modifié sur beaucoup de points les idées antérieures. L'histoire des communes et du tiers état a été renouvelée par M. Aug. Thierry. M. Guizot, dans son Cours d'histoire de la civilisation en France, a jeté la plus vive lumière sur nos anciennes institutions; on a pu contester quelques-unes de ses théories; mais l'ensemble du monument a résisté à toutes les attaques. M. Mignet a rapidement et nettement exposé les progrès de l'administration monarchique. Les travaux de MM. Guérard, Beugnot, Giraud, Le Huërou, de Pétigny, Laboulaye, Cl. Dareste et de beaucoup d'autres ont éclairé les diverses époques de notre histoire administrative. Les Origines du droit français de M. Michelet présentent réunis de nombreux textes dont j'ai souvent profité. Les Allemands eux-mêmes ont cherché à débrouiller le chaos de nos vieilles institutions. MM. Warnkænig et Stein ont publié à Bâle, en 1846, le premier volume d'une Histoire de la constitution politique de la France. L'Institut a encouragé ces recherches, et l'Académie des sciences morales a mis au concours, en 1846, l'Histoire de l'administration monarchique en France, depuis l'avénement de Philippe Auguste jusqu'à la mort de Louis XIV 1. L'encouragement qu'elle a bien voulu accorder au mémoire que je lui ai présenté est un des motifs qui m'ont déterminé à me charger d'une tache dont je ne me dissimulais pas les dissicultés.

Caractère de ce dictionnaire. — Ce dictionnaire n'est nullement un glossaire de l'ancienne langue française. Si certains mots des idiomes du moyen âge y sont cités, c'est comme se rapportant à des usages ou à des institutions pour lesquels je n'ai pas trouvé d'équivalent

^{1.} Le prix a été remporté dans ce concours par M. Cl. Dareste de La Chavanne, dont l'ouvrage a paru sous le titre d'Histoire de l'administration monarchique en France depuis Philippe Auguste, etc. (Paris, 1848, 2 vol. in-8).

dans la langue moderne. Il n'entrait pas non plus dans mon sujet de mentionner les découvertes scientifiques; je n'ai fait d'exception que pour celles qui ont exercé une certaine influence sur les institutions ou les mœurs de la nation. Quelques gravures ont été intercalées dans le texte, mais elles n'ont pas pour but de l'illustrer, dans le sens qu'on donne ordinairement à ce mot; elles sont empruntées à des monuments authentiques, et ne servent qu'à fixer avec plus de netteté la description des armes, des édifices, des meubles et des instruments de musique. Quant à l'omission de certains détails de mœurs, on se l'expliquera facilement, si l'on songe que cet ouvrage est surtout destiné aux jeunes gens qui désirent étudier plus complétement l'histoire de France et s'initier à la connaissance de nos anciennes institutions. Enfin, on ne trouvera pas toujours à leur article les modifications opérées par les dernières lois; mais, depuis quelques années, les changements ont été si rapides dans les diverses parties de l'administration, qu'il ne m'a pas toujours été possible de les suivre. L'article Instruction publique, par exemple, a été imprimé lorsque la loi du 45 mars 4850 était en pleine vigueur, et ce n'est qu'au mot Université que j'ai pu indiquer les modifications profondes que la loi de 4854 a introduites dans cette branche d'administration.

Malgré les nombreux secours que m'ont fourni les ouvrages ànciens et modernes, je reconnais mieux que personne tout ce que mon travail a d'imparfait. Mais on excusera, je l'espère, les omissions et les erreurs, en songeant à l'étendue des matières qu'il a fallu condenser en deux volumes. Un ouvrage de cette nature a droit à quelque indulgence, s'il rend plus accessibles les renseignements accumulés par le travail des générations antérieures, et s'il y ajoute quelques documents nouveaux. D'ailleurs, en multipliant les indications bibliographiques, j'ai fourni le moyen de réparer les omissions, de rectifier les erreurs et d'approfondir les matières traitées superficiellement ¹.

1. J'ai donné, dans les notes de l'introduction, l'indication d'un grand nombre de traités sur les questions principales qui y sont esquissées. J'ajoute immédiatement une nomenclature d'ouvrages d'un intérêt général et qui pourront fournir des renseignements utiles pour l'étude des institutions de la France ou indiquer les livres à consulter: Bibliothèque historique de la France, par le père Lelong (Paris, 1719, 1 vol. in-fol.). Une nouvelle édition, beaucoup plus complète, a été donnée par Fevret de Fontette (Paris, 1768-1778, 5 vol. in-fol.); Bibliothèca latina media et infima

· latinitatis, sut. Fabricio, cum supplemento C. Schættgenii et notis Dominici Mansi (Padoue, 1754, 6 vol. in-4); Casimir Oudin, Commentarius de scriptoribus Ecclesia antiquis, illorumque scriptis adhuc extantibus in celebrioribus Europæ bibliothecis (Francfort et Leipsig, 1722, 3 vol. in-fol); Histoire littéraire de la France, par les Bénédictine de Saint-Maur (Paris, 1733-1763, 12 vol. in-4); cet ouvrage est continué par l'Institut, qui a publié les vol. XIII-XXII; Rerum gallicarum et francicarum scriptores (Paris, 1738-1840, vol. I-XX, in-fol.); Monumenta Germaniæ historica, ed. Pertz (Hanovre, 1826-1854, vol. I-XIII, in-fol.); D. Luc d'Achery, Spicilegium sive collectio veterum aliquot scriptorum (Paris, 1653-1677, 13 vol. in-4); nouvelle édition donnée par de La Barre, en 3 vol. in-fol. (Paris, 1723); Canisius, Antiquæ lectiones (Ingolstadt, 1601-1608, 6 vol. in-4); nouvelle édition donnée par Basnage sous le titre de Thesaurus monumentorum ecclesiasticorum (Anvers, 1735, 7 parties réunies en 4 ou 5 vol. in-fol.); Aubert Le Mire (Mirœus), Opera diplomatica et historica (Bruxelles, 1723-1748, 4 vol. in-fol.); Martène et Durand, Veterum scriptorum amplissima collectio (Paris, 1724-1733, 9 vol. in-fol.), et Thesaurus novus anecdotorum (Paris, 1717, 5 vol. in-fol.); B. Pez, Thesaurus anecdotorum novissimus (Augsbeurg, 1721-1729, 6 vol. in-fol.); Mabillon, Vetera analecta (Paris, 1675-1685, 4 vol. in-8), seconde édition donnée par de La Barre (Paris, 1723, 1 vol. in-fol.); Labbe, Nova bibliotheca manuscriptorum librorum (Paris, 1653, 1 vol. in-4, et 1657, 2 vol. in-fol.). Ces deux ouvrages, publiés en 1653 et 1657 sous le même titre, n'ont que le titre de commun; le premier est un inventaire de manuscrits, et le second un recueil de decuments inédits; Baluze, Miscellanea (Paris, 1678-1715), 7 vol. in-8); deuxième édition, donnée par Mansi, avec de nombreuses additions (Lucques, 1761-1764, 4 vol. in-fol.); Table chronologique des diplômes, chartes, titres et actes imprimés, concernant l'histoire de France (Paris, 1769-1850, 6 vol. in-fol.); Diplomata, chartæ, epistolæ, aliaque instrumenta ad res gallo-francicas spectantia (Paris, 1843-1849, 2 vol. in-fol.); Ordonnances des rois de France de la troisième race (Paris, 1723-1849, 21 vol. in-fol.); Notices et extraits des manuscrits (Paris, 1787-1851, 17 vol. in-4); Dumont, Corps universel diplomatique (Amsterdam, 1726-1731, 8 vol. in-fol.), ce recueil a eu plusieurs suppléments; Rymer, Fædera, conventiones, etc. (Londres, 1704-1727, 20 vol. in-fel.); Ludwig, Reliquits manuscriptorum, etc. (Francfort et Leipsig, 1723, 12 vol. in-8); Eckhart, Corpus historicum medii ævi (Leipsig, 1723, 2 vol. in-fol.); Collection des documents inédits relatifs à l'histoire de France publiés sous les auspices du ministère de l'instruction publique; Chroniques et mémoires édités par la Société d'histoire de France; Bulletin des comités historiques; Annuaire et Bulletin de la Société d'histoire de France; Bibliothèque de l'Ecole des chartes; Collection de mémoires relatifs à l'histoire de France jusqu'à la fin du XIII siècle, par M. Guizot (Paris, 1823-1827); Buchon, Collection des chroniques nationales françaises, du xIIIº au xVIº siècle (Paris, 1824-1829, 47 vol. in-8); Petitot et Monmerqué, Collection des mémoires retalifs à l'histoire de France (Paris, 1819-1827, 132 vol. in-8); Michaud et Poujoulat, Nouvelle collection de mémoires pour servir à l'histoire de France (Paris, 1838-1839, 34 vol. grand in-8); d'Aubais, Pièces fugitives pour servir à l'histoire de France (Paris, 1759, 3 vol. in-4); Leber, Collection des meilleures dissertations, notices et traités particuliers relatifs à l'histoire de France (Paris, 1826-1842, 20 vol. in 8); Cimber et Danjou, Archives ourieuses de l'histoire de France (Paris, 1834-1840, 17 vol. in-8).

DICTIONNAIRE HISTORIQUE

DES

INSTITUTIONS, MŒURS ET COUTUMES DE LA FRANCE.

PREMIÈRE PARTIE.

A

ABATTOIR. - Voy. Bouchers. ABBATIALE. - Voy. ABBA.

ABBAYE. — Ce mot indique une réunion d'hommes ou de femmes soumis à une règle religieuse et gouvernés par un abbé. On désigne encore les communautes religieuses par les noms de couvent, monastère, collégiale, congrégation, quoique ces mots ne soient pas synonymes. Une abbaye était ordinairement une grande et riche communauté, presque Louiours de l'ordre de Saint-Renoît et souvent de fondation royale, telle que Saint-Denis, Saint-Germain des Prés, Chellos, Corbie, Marmoutier, etc. Les abbayes se nommaient autrefois domeries ou seigneuries, du latin dominus (seigneur). Les prisures étaient des espèces de fermes dépendant des abbayes; on y envoyait quelques moines sous la direction d'un prisur. Le nom de couvent s'appliquait ordinairement aux maisons religieuses d'une importance secondaire. On appelait monastère toute réunion de moines ou de nonnes. Dans la langue du moyen âge, monstier, montier, moustier, moutier, munster, ont la même signification. Les collégiales étaient des maisons on vivaient en commun les chanoines réguliers, c'est-à-dire les chanoines soumis à la vie conventuelle et à la discipline monastique. Enfin on désignait par le nom de congrégation des parties d'un ordre obéissant à une règle spéciale; ainsi il y avait, parmi les Bénédictins, les congrégations de Cluni, de Citeaux, de Saint-Maur. Un aperçu historique fera connaître les principales fondations monastiques de la France depuis les premiers temps

jusqu'à nos jours.

Les premières abbayes de la France remontent aux 17° et ve siècles. Ce sont les monastères de lérins et de Saint-Victor près de Marseille 11 y eut aussi dès cette époque des établissements monsstiques dans la Gaule septentrionale. Mais ce ne fut qu'au commencement du vie siècle qu'un Italien, saint Benoît de Nursia. institua pordre qui devait couvrir de ses maisons l'Europe occidentale. Les Bénédictins s'établirent en France sous la conduite d'un des disciples de saint Benoît, nommé saint Maur; ils fondèrent un grand nombre de colonies agricoles destinées à défricher les terres et à s'occuper de travaux intellectuels, et spécialement de la transcription des manuscrits. Des écoles étaient presque toujours annexées aux monastères bénédictins; elles ont contribué à sauver la littérature d'une ruine complète. Les Bénédictins avaient adopté le vétement de tous les paysans de cette époque; c'était une robe d'étoffe grossière avec un capuchon qui pouvait se rabattre sur la tète; elle se nommait cuculis ou couls. Saint Benoît donna aussi aux moines un scapulaire dont ils se servaient pour couvrir la tunique et porter les fardeaux. Le scapulaire avait son capuchon comme la coule; ces deux vêtements se portaient séparément, le scapulaire

pendant le travail, la coule ou à l'église ou hors le monastère. Dans la suite, les moines regardèrent le scapulaire comme la partie la plus importante de leur costume; ils ne le quittèrent plus et mirent

le froc ou comie-per-dessua.

An vne siècle, l'arrivée de mint Colomban dans la Gaule et ses ardentes prédications donnèrent une nouvelle impulsion aux Bénédictins; il sortit de leurs monastères des missionnaires qui propagèrent le christianisme en Suisse, en Frise, en Bavière et jusqu'en Saxe. Saint Gall, saint Willebrod, saint Kilian, et surtout Winfried ou saint Boniface, figurent au premier rang parmi ces moines zélés promoteurs de la foi chrétienne. Au viir siècle, les monasières hénédictins furent envahis par les compagnons de Charles Martel, plus accoutumés à manier l'épée que la crosse; on vit alors des clercs séculiers qui, ceints du baudrier, portant l'arc et la lance, ne songeaient qu'à la chasse et à la guerre. Charlemagne et saint Benoît d'Aniane réformèrent ces abus. Les Bénédictins secondèrent le roi franc dans la conversion des Saxons; de nombreuses abbayes, parmi lesquelles on distingue Fulde et Corwey ou la nouvelle Cerbie, s'élevèrent dans l'Allemagne septentrionale.

La tyrannie des seigneurs féodaux fut pour les monastères une cause de décadence ; ils furent envahis par des hommes d'armes qui y introduissient les mœurs violentes de la féodalité; les sanctuaires, dit un écrivain du temps, ne retentissment plus du chant des psaumes et des louanges de Dieu, mais du bruit des armes et des ahoiements des chiens. A cette époque, les abbayes devinrent de véritables forteresses murées et crémiées. Le seigneur abbé sut souvent un vaillant homme, qui s'occupait plus de la guerre et de la chasse que de devoirs ecclésiastiques. Une nouvelle réforme de la vie monastique devenait nécessaire. Elle s'accomplit aux xe et xie siècles, dans l'abbaye de Cluni; beaucoup de monastènes suivirent cette réforme et constituèrent la première congrégation au sein de l'ordre des Bénédictins. Jusqu'alors les abbayes étaient aéparées, quoique auivant la même règle; au xie siècle, un grand nombre se reconnurent filles de Cluni, qui devint chef d'ordre. Au xir siècle, nouvelle réforme : l'abbé Robert fonda la maison de Citeaux, où il rélablit dens toute sa pureté la discipline de saint Benoit. En 1119, les abbayes qui suivaient la réforme de Citeeux. s'unirent par un acte qu'on appela la Charte de charité; elle ótablissait entre elles une

espèce de gouvernement aristocratique, pour remédier aux inconvénients du gouvernement monarchique de Cluni. On convint que les abbés se visiteraient mutuellement, et que l'on tiendrait tous les ans, des chapitres généraux où tous, les abbie seraient innumidiasister. Les nouvennx Bénédictins se distingnèrent des anciens par le costume : ils prirent la robe blanche, et on les désigna sous le nom de moines blancs. Les progrès de Citeaux furent rapides; en cinquante ans, cette congrégation compta plus de cinq cents maisous religieuses. Saint Bernard soumit à la même règle l'abbaye de Clairvaux dont il sut le sondateur. Mais telle sut la réputation de ce personnage, que l'on désigne souvent les moines de la congrégation de Citeaux par le nom de Bernardins. La richesse des abbayes fit créer des prébendes ou des bénéfices attribués à un certain nombre de dignitaires de l'abbaye, tels que l'abbé, le prieur conventuel qui occupait le premier rang après l'abbé, le chambrier, l'aumonier, l'hospitalier, le sacristain, le cellérier qui veillait aux approvisionnements du monastère. grands biens attachés aux abbayes bénédictines, les fiefs et droits féodaux dont elles jouissaient changèrent complétement le caractère primitif de ces institutions. Elles prirent rang comme baronnies, comtés ou vicomtés dans le système féodal (voy. FÉODALITÉ), et elles ont conservé jusqu'à la révolution une partie de leurs droits féodaux. Les rois voulant disposer de ces riches bénéfices, les mirent en commende et les donnèrent trop souvent à des abbés de cour (voy. ABBÉ).

Dana l'origine, les religieux et religieuses étaient obligés à garder la cloture; ils ne pouvaient sortir de leur
monastère, dans lequel se trouvait un
promenoir appelé clottre. Cette partie de
l'abbaye se composait ordinairement de
quatre galeries, qu'orna magnifiquement
l'architecture ogivale et au milieu desquelles était placé le cimetière, rappelant
sans cesse aux religieux l'idée de la mort.
Les étrangers ne pouvaient pas habiter
dans la clôture; ils étaient reçus dans un
bâtiment appelé hospice, où les soignaient

Des ordres plus sévères, tels que les Charireux et les moines de Grammont, datent de la fin du xi° siècle et du commencement du xii°; mais ce fut au xiii° siècle que s'accomplit la réforme la plus célèbre. L'Église était menacée par de nouvelles hérésies, et, entre autres, par les Albigeois et les Vaudois. Ce fut alors que saint Dominique, chanpine d'Osma, en Castille, fonda l'ordre

des Frères précheurs, qu'en appelait nés par des généraum d'ordre qui pre-aussi Dominiques et Jacobine. Il ob- naient différents nome, ménistres dans timb, en 1216, du pape Honorius III., une bulle peur l'institution du nouvel ordre. Ce fut aux Dominicains que sut consié le tribunal de l'Inquisition, institué à Touloure, en 1729, pour maintenir la puveté de la foi

Versie même temps, suint François, fils d'un marchand d'Assise, donna naissance à l'ordre des l'rères mineurs, qui lat con-firmé, en 1223, par une bulle d'Honorius III. On désignait encore ces moines par les nome de Franciscains, de leur fondateur, et de Cordeliers, de la corde dont ils se ceignaient les reins. On les appelait aussi religieux de l'Observance Sainte Claire, également de la ville d'Assise, donna la même règle à un ordre de semmes qu'on nomma les Clarisses. Le tiers ordre de saint François comprenuit les séculiers, qui suivaient autant que possible la règle des Franciscains; its avalent à Paris une maison dans le faubourg de Picpusse, d'où leur est venu le nom de Picpusses ou Picputiens. Au xy siècle, l'ordre des Franciscains fut réferené par saint François de Paul; les nouveaux moines prirent le nom de Minimes.

Saint Louis, à son retour de la croisade, amena à Paris, en 1254, des religieux du mont Carmel, qu'on appela Carmes.

Ce sat encore au xin- siècle que le pape Alexandre IV institua les Hermites de saint Augustin. Telle fut l'origine des quatre ordres mendiants: Prères prècheurs, Frères mineurs, Carmes et Augustins. Tous ces religieux faisaient profession de ne point posséder de biens, même en commun, et de ne subsister que des aumônes journalières des fidèles. Ils s'appliquaient à l'étude, à la prédication, à l'administration des sacrements et à la conversion des hérétiques. Leur règle ne prescrivait pas, comme celle des anciens moines, le travail des mains, la solitude et le silence. Ces ordres, d'abord austères, ne tardèrent pas à se relacher, et des le xive siècle, ils prirent part aux affaires temporelles. « Les frères mendiants, dit Fleury, sous prétexte de charité, se mêlaient de toutes sortes d'affaires publiques et particulières. Ils entraient dans le secret des familles, et se chargeaient de l'exécution des testaments. Ils acceptaient des députations pour négocier la paix entre les villes et les princes; les papes surtout leur donnaient volontiers des commissions, comme à des gens sans conséquence, qui leur étaient entièrement dévoués et qui voyageaient à peu de frais. »

naient différents noms, ménutres dans l'ordre des Franciscains, mattres dans celui des Dominicains et prieus dans les deux autres ordres. Auscommencement, le général était le ches unique de l'ordre. Mais, lorsque les maisons se multiplièrent, on y mit des supérieurs, qu'on appelait gandiens dans l'ordre de saint François et prieure dans les autres ordres. Dans la suite, on divisa les maisons en provinces qui furent gouvernées par des provinciaux. Tous ces supérieurs étaient électifs. Le chapitre général nommait le général de l'ordre et les autres officiers généraux; les chapitres provinciaux élisaient les provincieux, gardiens ou prieurs qui choisissaient eun-mêmes les officiers claustraux. Le provincial pouvait transférer les religieux d'une maison à l'autre, selon qu'il le jugeait convenable; le général avait le même pouvoir sur tout l'ordre et ne relevait que du pape. Les généraux des ordres mendiants résidaient ordinairement à Rome; mais ils étaient obligés d'avoir en France un vicaire général ne français.

Avec le xvi siècle, commença pour l'Église une nouvelle lutte et aussi une nouvelle organisation de la vie monastique. Au moment où s'élevaient Luther, Zwingle, Calvin, parurent les Jésuites, les Capucins, les Feuillants. L'institut des Jésuites, fondé par l'Espagnol Ignace de Loyola, fut approuvé, en 1540, par le pape Paul III; il s'établit en France en 1545 et obtint de Henri II, en 1550, des lettres patentes qui confirmaient les bulles; mais le parlement en ajourna l'enregistrement. Ce fut l'occasion d'un long proces qui ne sut jamais jugé: Le 29 décembre 1594, après une tentative d'assassinat contre Henri IV, les Jésuites furent chassés de France. Henri IV les rappela en 1603; ils furent de nouveau expulsés en 1762. Leur société se composait de quatre classes : les écoliers ou scolastiques, les coadjuteurs spirituels, les profes et les coadjuteurs temporels. Le général résidant à Rome était le chef de l'ordre; chaque grande subdivision était gouvernée par un provincial. L'obéiseauce passive était le principe essentiel de l'institut des Jésuites; chaque religieux devait être sous la main du supérieur « comme le bâton dans la main du voyageur. » Le général avait et a encore, dans l'ordre des Jésuites, une autorité absolve; il approuve ou rejetté les sujets qui se présentent pour entrer dans la compaguie, et nomme à toutes les charges. Chaque maison a un recteur, qu'on ap-Les moines mendiants étaient geuver- pelle quelquefois préfet, un procureur ou conome et quelques autres fonctionnaires. Un provincial a l'autorité sur plusieurs maisons, suivant la division des
provinces adoptée par la société. Le général établit d'ordinaire les supérieurs
pour trois ans; mais il peut proroger leurs
pouvoirs ou les révoquer. Le général est
nommé par la congrégation de l'ordre et
ne relève que du pape. La direction spirituelle, la prédication, l'instruction de
la jeunesse étaient et sont encore aujourd'hui les principaux moyens que la société
des Jésuites emploie pour propager ses
principes et son influence.

Les Capucins et les Feuillants, qui s'établirent en France au xvi siècle, se proposaient de rétablir la sévérité des anciens ordres mendiants. Les Capucins, venus d'Italie, eurent leur premier monastère à Paris en 1574. Trois ans plus tard, Jean de La Barrière, abbé de Feuillants, près de Toulouse, instituait l'ordre des Feuillants. Des monastères de femmes suivirent la même règle. Les Capucines s'établirent en France en 1608. Les Carmélites, introduites en France dès 1552, adoptèrent bientôt la réforme de sainte Thérèse et devinrent célèbres

par leur austérité. Au xviie siècle, la vie monastique prit un nouveau caractère. Après les violents orages du xvie siècle, l'Eglise se raffermissait; la controverse avait amené le clergé catholique à des études plus sérieuses et à des mœurs plus pures. De nouveaux ordres répondirent à ce mouvement. Le cardinal de Bérulle institua la congrégation de l'Oratoire, en 1611. Cette libre réunion de prètres, qui ne s'imposait pas de vœux particuliers, a été définie par Bossuet « une société où on obéit sans dépendre, où on gouverne sans commander. » La mission speciale des Oratoriens était de former des prédicateurs et des

professeurs. La réforme de Saint-Maur, dans l'ordre des Bénédictins, date à peu près du même temps que la fondation de l'ordre de l'Oratoire. Quelques religieux l'entrepurent en 1613, et le pape Grégoire XV l'approuva en 1621. Un grand nombre de monastères, parmi lesquels on compte Saint-Germain des Prés, Saint-Denis, Fécamp, Marmoutier, Corbie, etc., adoptèrent la réforme de Saint-Maur. Des travaux célèbres et qui honoreront à jamais l'érudition françai-e, entre autres ceux de Mabillon, de Montfaucon, de d'Achery, de Bouquet, illustrèrent cette congrégation. Enflu de nouveaux ordres, tels que celui de la Visitation, soudé par saint Français de Sales et Mue de Chantal, sont encore une preuve de l'ardeur religieuse

qui suivit les luttes du xvi siècle. La réforme du couvent de Port-Royal par Angélique Arnauld et la célèbre réunion des solitaires de Port-Royal datent aussi du xvii siècle.

En 1662, Armand Le Bouthillier de Rancé réforma le monastère de la Trappe, qui remontait au xii siècle et était de l'ordre de Citeaux. Il résablit et aggrava même la sévérité de la règle de saint Benoît. Le silence absolu, le travail des mains, les offices nocturnes, la pensée perpetuelle de la mort, donnent encore aujourd'hui aux Trappistes un caractère particulier d'austérité.

Vers le même temps, en 1681, J. B. de Lasalle fonda l'institut des Ecoles chrétiennes: il établit le siège de son ordre dans la Maison Saint-Yon, près d'Arpajon. De là, les Frères de la doctrine chrétienne sont quelquesois appelés Frères Saint-Yon; leur institut a pris un trèsgrand développement et est spécialement consacré à l'instruction des enfants.

La révolution supprima les ordres monastiques. Mais, depuis le concordat, de
nombreux couvents de femmes se sont rétablis et s'occupent particulièrement de
l'éducation de la jeunesse et du soulagement des malades. Les Trappistes et les
Frères de la doctrine chrétienne ont aujourd'hui de vastes établissements; enfin,
on a vu reparaître, depuis un certain nombre d'années, des Jésuites, des Bénédictins, des Capucins et des Dominicains.

En résumé, les ordres monastiques, depuis le vie siècle jusqu'à nos jours, ont toujours répondu à un besoin spécial de la societé. Au vie siècle, l'Europe était bouleversée par les barbares, les terres incultes, les lettres abandonnées; les Bénédictins eurent pour mission la culture intellectuelle et le travail manuel. Réformés plusieurs fois, ils s'associèrent à tous les grands événements jusqu'aux croisades. Ils portèrent le christianisme chez les nations de la Germanie et secondèrent les conquêtes de Charlemagne Avec le xiiie siècle, commencent les ordres mendiants; prècher l'Evangile, ramener la vie chrétienne à la pauvreté primitive, tel fut leur rôle. De grands docteurs, saint Thomas d'Aquin, saint Bonaventure, attestent l'impulsion vigoureuse que ces moines donnèrent à la scolastique. Lorsqu'au xvi siècle le catholicisme fut attaqué avec une nouvelle violence, il s'éleva de son sein un ordre ne pour la guerre, et qui opposa, au principe de la liberte, l'obbissance passive. Enfin, les Oratoriens, les savants Bénédictins de la congregation de Saint-Maur, contribuèrent au rétablissement de l'ordre, pendant que les maisons de la Trappe ouvraient un asile aux âmes exaltées, avides de pénitence et d'effrayantes mortifications.—Consult. Hélyot, Histoire des ordres monastiques, etc., Paris, 1714-1721, 8 vol. in-4°. Voy. dans ce Dictionnaire au mot Clergé régulter une liste alphabétique des principaux ordres religieux d'hommes et de femmes, et au mot Religieux les obligations qu'imposait la vie monastique.

ABBE.— On appelait abbé et abbesse les chefs d'un monastère d'hommes ou de femmes. Le mot abbé est tiré du syriaque et signifie père. Dans le principe, les abbés et les abbesses étaient nommés par tous les moines, et il n'y avait pas entre eux de hiérarchie. Mais, à une époque postérieure, plusieurs abbés revendiquèrent le titre d'abbé des abbés; les abbés du Mont-Cassin en Italie, de Marmoutier et de Cluni en France, se le disputèrent. Un concile tenu à Rome, en 1126, trancha la question en faveur de l'abbé du Mont-Cassin; l'abbé de Cluni garda le titre d'archi-abbé.

Les abbés avaient quelquesois le droit de porter la mitre et la crosse. Les anciens actes leur donnent les noms de præsul, antistes prælatus: les abbesses sont aussi designées, dans certains actes, par le nom de prælatæ. Ces dignitaises ecclésiastiques disposèrent d'immenses richesses aux ix et x siècles; ils étaient alors investis des droits féodaux : haute, moyenne et basse justice, droits de battre monnaie, de lever des impôts, de faire la guerre, rans parler d'une multitude de priviléges honorifiques. Cette puissance tenta les seigneurs laïques, et le titre d'abbé fut sonvent donné à des hommes de guerre qui touchaient les revenus du monastère, exerçaient tous les droits seigneuriaux, et laissaient l'administration spirituelle à un moine appelé doyen ou prieur. On nommait ces abbés laïques abbés-comtes (abba-comites), en opposition avec les abbés réguliers (abbates veri et legitimi). Hugues le Grand, père de Hugues Capet, est souvent désigné sous le nom de Hugues [Abbe, parce qu'il avait l'administration des riches abbayes de Saint-Denis, de Saint-Martin de Tours, de Saint-Germain des Prés et de Saint-Ricquier. C'est sans doute, en souvenance de ces fonctions d'un des ancètres des Capetiens, que l'on donna dans la suite aux rois de France le titre et les prerogatives d'abbé de Saint-Martin.

Lorsque la discipline ecclésiastique fut rétablie, l'abbé régulier reprit la direction du monastère. « Mais, comme le remarque Fleury, les abbés eurent des

vassaux et des troupes qu'ils menaient à la guerre; ils étaient souvent à la cour et étaient appelés aux conseils des rois et aux parlements. On peut juger dans cette vie si dissipée combien il leur était difficile d'observer la règle, et non-senlement à enx, mais aux moines, dont îls menaient toujours quelques-uns à leur suite. » D'autres ahus se glissèrent encore dans cette institution. Les abbés réguliers devaient être nommés par les moines. Mais les rois voulant s'emparer des riches bénéfices qui dépendaient des abbayes en mirent un grand nombre en commende. c'est-à-dire en garde, ou administration provisoire jusqu'à la nomination d'un titulaire. Les abbayes devinrent alors la récompense de courtisans et de poêtes. Ronsard était abbé de Bellosane et Philippe Desportes abbé de Bonport. Une splendide demeure appelée abbatiale. une portion considérable des revenus, qu'on désignait sous le nom de mense sbbatiqle, étaient spécialement attribués à l'abbé. On nommait abbés commende*laires* ces supérieurs qui ne **résidaient pas.** Cet abus remontait à une époque très-ancienne. Les laïques et les ecclésiastiques, auxquels on conférait des bénéaues qu'ils ne pouvaient desservir, les confisient depuis longtemps à des ecclésia-tiques à gages appelés custodinos. Au xviii• siècle, les abbés commendataires ne portaient point le costume monastique; un petit collet et une robe nuire indiquaient seuls qu'ils appartenaient à l'ordre ecclésiastique. De là vint l'usage de donner le titre honorifique d'abbé à tous les ecclésiastiques; on flattait leur amour-propre en les supposant pourvus d'un bénéfice.

Le nom d'abbé servit aussi quelquefois à désigner la puissance laïque. Au moyen age, on appelait dans quelques villes, et principalement à Gènes, les magistrats municipaux, abbes du peuple. Enfin, certaines confréries désignaient leur chef par le nom d'abbé; telles étaient, entre autres, les confréries des Cornards et de Lissec. Les Cornards, Cosnards ou Conards formaient à Rouen et à Evreux une confrérie, qui, à l'époque du carnavai, parcourait ces villes en chantant des couplets satiriques contre certaines personnes. L'abbé des Conards, la mitre en tête et la crosse pastorale à la main , présidait à cette procession burlesque. A Rouen, il était trainé sur un char; a Evreux, monté sur un ane. A Arras, l'abbé de Liesse (abbas lætitiæ, l'abbé de la joie); à Lille, le roi des sots: à Valenciennes, le prince des farces, jouaient le même rôse. L'abbé de Liesse, nommé par les juges, les magistrats et le

T'HI to the L

peuple, recevalt une crosse d'argent doré, du poids de quatre onces, qu'il portait suspendue à son honnet. Il était accompagné d'officiers, et, entre suires, d'un midtre d'hôtel et d'un héraut; on postait devant hi un étendard de soie rouge, et Il presidat aux jeux qui se célébraient à Arras et dans les villes voisines à l'époque Ques. du carpayal. On trouve des abbés de Tiesse de 1431 à 1540 (voy. du Cange, 'V'ABBAS'). L'abbé des Béjaunes était le ches de la confrérie des étudiants parices. Pdy. Belaunes.

ADDRESS. - VOT. ABBE.

· AMMILIAGE. — 'Droit en verla duquel he seigneur prenait un certain nombre d'Abeilles, cire on miel, sur les ruches de ses vassaux. On appelait aussi abeillage le droit qu'avaient les seigneurs hauts justiciers de s'emparer des abeilles épa-VCB. VOY. EPAVES.

ABBILLES. — Voy. Armes de Spance.

MARKEVIS. -- On appelait: obonsvis dans ocataines previnces les concessions faites per un seigneur, moyennant un cens (vopuse encore aujourdfhui co nom à la permission concédée, me januarit redevance, de détourner les eaux pour arroser un pré lou faire tourner un exouhn.

ABIGEAT. — Espèce particulière de vol qui consistait à chasser un troppesu devant soi (abigera) et à le déruber à celui auquel il appartenait. Il fallait dix brebis ou quatre pourceaux au moins pour que le vol füt qualifié d'abigeat.

AB INTESTAT. — L'héritier ab intestat est ceini qui est appelé à la succession d'une personne qui n'a pes fait de testament ou dont le testament a été angulé.

ABJURATION. — Voy. Rites ecclesias-MQUES. Ce mot n'indiquait pas seulement la repenciation solemelle à une hérésie. Il désignait encore, au moyen âge, la déclaration d'un proscrit qui, après avoir cherché un asile dans un lieu privilégie, engageait à quitter le pays dans un délai déterminé. Voy. Ashle.

ABLAIS. - Plusieurs contumes, entre autres celles d'Amiens et de Ponthieu appelaient ablais les blés compés qui étaient encore sur le champ.

ARIEGAT. --- Voy. Legat.

#BOLVREMENT. — Festin Count & in réception d'un maître boucher. — yoy. BOUCHERS.

Abolition. — voy. Lettres.

ABRACADABRA. — Yoy. Buyanayymons. ABSOLU (jeudi). — Jeudi saint. Voy. RITES ECCLESIASTIQUES.

ARSO LUTADA. --- Voy. Berks) eccliness-THOUSE.

ABSOUTE. -- Toy. Risks with sixen-

ABSTINENCE. — Voy. Carème.

ABUS. — Voy. Appels comme d'abus.

ACADEMIE. — Ce mot, tiré du jardin d'Academos ou Platou ressemblait ses disciples, designe toute réunion qui se propose d'encourager et de propager le tra-vail intellectuel. A toutes les époques ou la culture des lettres a été en honneur, il s'est formé des académics. L'école pa-'latine de Charlemagne, oh l'empereur siégesit sous le nom de Davitl, & côté d'Alcuin et des plus savants hommes du temps, était une véritable académie. Plus tand, les cours d'amour ont eu le même rôle. Lacurne Sainte-Palaie (Dictionnaire manuscr. des antiquités françaises, vo ACADÉMIE) parle, d'après les anciens romans de chevalerie, de plusieurs excellents personnages provencaux qui s'assemblaient tous les jours, faisant une académie auprès de l'abbaye de Thoronnez et auxquels se jeignaient quelques religieux de ce monastère. En 1323, Charles le Bel sanctionna la fondation, à Toulouse, de la célèbre académie des Jeux Floraux. Les mainteneurs de la goie science, devaient, on l'espéraît du moins, faire revivre la littérature élégante et ingénieuse des troubadours. Dans la suite, Clémence Isaure institua des prix pour encourager la gais science, l'amarante d'or pour l'ode, la violette d'argent pour une pièce en vers alexan-drins, l'églantine d'argent pour un morceau en prose, le souci d'argent pour une élégie, églogue ou idylle. Le tis d'argent a été ajouté dans la suite pour un bymne à la Vierge. Le nombre des maitres de la gaie science est'de trente-six; cette académie s'est maintenue depuis le xive siècle jusqu'à nos jours, saul une courte interruption pendant la révolu-

La France septentionale voulat aussi avoir ses conceurs de poésie, et il s'établit des Puys en l'honneur de l'Immacalée conception de la Vierge, des Jeux sous l'Ormel et autres réunions littéraires, flort les noms variaient, mais dont le but était semblable. En 1486, le Puy en l'honneur de l'immaculée conception de la Vierge s'organisa à Rouen, et fonda un concours de poésie pour couronner *BONNES. - Voy. AFFRANCHISSEMENT. les chants royaux, ballades, rondesox,

stances qui célébreraient avec le plus d'écist les mérites de la Vierge. Le retour des mêmes pensées et des mêmes formes fit donner à ces chants le nom de Palinods. Le président de cette académie s'appolicit le Prince des Palinods. Sous Charles IX, en 1570, il s'établit à Paris commendance pour la langue frampuise dont Remand fut le principal fondatour. La Eroix-du-Maine, à l'article de Jean-Autoine de Buil , dit qu'il florissait encore à Paris, en 1584, une académie «fréquencée de tentes sertes d'encellents receneges, voire des premiers de ce

Les vérimbles académies ne datent en Prance que du xvn° ciècle. Le cardinal de Richetien fonda, en 1685, l'Académie française, dont la mission était de fixer la langue. Elle-s'est composée, dès le principe, de quarante membres, et a travaillé à la rédaction du Dictionnaire de la langue française, dont la première édition parut en 1694. Get ouvrage était dû, en grande partie, à Vaugelas. La dernsère édition, publise en 1855, est précédée d'une introduction par M. Villemain.

Lettres, établie par Colbert, en 1663, avait d'abord pour mission de composer les inscriptions des montmetits élevés par Louis XIV, et de faire frapper des médeilles en l'honneur du grand roi; mais, grâce à la direction de quelques hommes éminents. Elle est devenue l'arbitre de la suine critique et de l'éradition appliquée à Phistoire et à l'archétique. La critee-'aion de ves mémoires, dont le premier volume a été publié en 1747, est un des plus prétieux menuments de la essence moderne. L'Auadémie des Incoriptions et Bélles-Lettes continue les travaux bieto-riques des Bénédicites : Le flocue il des kintertens de Prance et da Prance l'étévoire. Bile est encore charges d'achever de Recassit des Ordonnanens des nois de France, de publier une Collection des ivistrionerdes Protesties, les Notices des **Translation**, we.

Delbert fonds en 1666, l'Avadémie des Sciencez, Mandémierroyale de Peinture et de Soulpiure, en 1967; l'Académie d'Architecture, en 1671, et l'Académie de Musique, en 1672. L'Académie des sciences publie, comme l'Academie des Inscriptions at Bettes-Lettres, une collection de mémoires dont le premier volume parat en 4889; em bulictis périodique paralt seus de direction de mes secrétaires.

La Convention remplaça, en 1794, ces diverses academies par un institut na-TIONAL divisé en quatre classes : Sciences mathématiques et physiques, sciences

morales et politiques, littérature et beauxarts. Chaque classe se subdivisait en plusieurs sections. L'institut fut on nisé, sous le Directoire, d'après le décret de la Convention. Le gouvernement consulaire modifia cette organisation le 3 pluviòse an XI, supprima la classe des sciences morales et politiques, et établic quatre classes ainsi divisées : Sciences physiques et mathématiques, langue et littérature françaises, histoire et îlttérature ancienne, beaux - arts. En 1816, Louis XVIII rendit aux diverses classes le nom d'académies : l'ensemble des quatre académies conserva le nom l'Institut. Enfin, le 29 octobre 1832, une ordonnance, rendue sur le rapport de M. Guizot, rétublit la classe des sciences me-

Tales et politiques.

L'institut de **France est aujourd'uni** divise en cinq classes qui se recrutera par élection; les nominations doivent être approuvées par le chef du pouvoir exécutif, sur le rapport du ministre de l'Instruction publique. Chaque classe de Pinstitut a des membres correspondents et des associés libres. Les président et vice-président se renouvellent périodiquement; les secrétaires seufs sont per tuels et donnemt aux travaux des académies un caractère d'unité. Outre les séances publiques de chaque académie. il y a une séance générale des cinq classes où la présidence est dévolue alternativement aux présidents des diverses académies. Dans son organisation actuelle, ce corps illustre présente : la plus haute egpression du génie français dans toutes les branches des scie**nces, des lettres et** des arts; il manifeste en même temps la féconde unité de la France, dont les lumières se concentrent dans ce foyer pour éclairer toute la nation. Il encourage et dirige les travaux de l'esprit par ses publications et par des prix que la munifi-cence de l'État, ou des fondations particulières, lui permettent de distribuer chaque année. Grace aux legs de M. de Montyon, l'Académie française réconpense des actes de vertu et les ouvrages les plus utiles aux mœurs. M. Gobert a aussi fondé des prix pour les ouvrages les plus éloquents et les plus savants sur l'histoire de France.

D'autres sociétés se sont formées à Paris et dans les départements, pour savoriser le progrès intellectuel. Telles sont, à Paris, l'Académie royale de Medecine, la Société de Médecine, la Société royale des Antiquaires de Prance, etc. L'industria, le commerce et l'agriculture ont aussi Sours sources d'encouragement. Le principe de la division du travail s'est peu à peu appliqué aux académies, et aujourd'hui chaque branche spéciale des
connaissances humaines a son cercle
scientifique ou littéraire. La Société de
l'Histoire de France, fondée en 1833, est
une de celles qui ont le plus activement
secondé le travail intellectuel. Il serait
trop long d'énumérer toutes les académies
des departements; les principales sont
établies à Aix. Besançon, Bordeaux, Caen,
Clermont, Dijon, Douai, Lyon, Marseille,
Meiz, Montpeltier, Nancy, Nîmes, Poitiers,

Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Le mot académie désignait encore aux xyiie et xyi.ie siècles un lieu où l'on se réunissait pour jouer, et suitout une école d'équitation. Mme de Motteville, parlent de l'entrée des ambassadeurs de Pologue à Paris, en 1645, dit : « Après eux venzient nos academistes, » c'està-dire les jeunes nobles qui s'exerçaient dans les manéges d'équitation. On rapporte la fondation de cette ecole d'équitation à un écuyer de la grande écurie de Henri IV, nommé Pluvinel. Le premier, il dressa des chevaux et établit un manége au-dessous de la galerie du Louvre, dans une salle que lui accorda Henri IV. Il s'adjoignit des maîtres qui enseignaient à ses élèves à voltiger à cheval, à danser, à jouer du luth, et qui même les instruisaient dans les mathématiques et autres sciences. Après Pluvinel, l'Académie du Louvre fut tenue jusqu'à la révolution par des écuyers en réputation.

ACADÉMIE UNIVERSITAIRE. — Voy-INSTRUCTION PUBLIQUE.

ACADÉMIR DE FRANCE A ROME. — Voy. Écoles, p. 321.

ACADÉMISTES. — Voy. ACADÉMIE. — Le mot académistes a été quelquelois employé au lieu d'académiciens, mais presque toujours en mauvaise part. Ainsi Saint-Évremont a composé une comédie des Académistes, dirigée contre l'Académie française.

ACAPTE. — Droit qui était payé dans quelques provinces par les héritiers d'un tenancier soumis à rente, cens ou autre charge.

ACASEMENT. — Terme féodal; même sens que inféodation. Voy. ce mot.

ACCENSEMENT. — Même signification que sous-infécdation. Voy. ce mot.

ACCLAMATION. — Les rois des Francs étaient, dans l'origine, salués par des acclamations, lorsque leurs compagnons d'armes les élevaient sur le pavois. Sous la troisième race, on conservait un souvenir de cette élection primitive; le roi,

au moment du sacre, était salué par trois acclamations. Ainsi, dans le procès-verhal du sacre de Philippe ler (23 mai 1059), on voit que les « chevaliers et le peuple, les grands et les petits, s'écrièrent par trois fois d'une voix unanime: Nous approuvons, nous voulons qu'il en soit ainsi. »

ACCOLADE. — L'accolade faisait partie des cérémonies pour la collation de l'ordre de chevalerie et était un des signes de la fraternité qui devait unir tous les chevaliers. Celui qui armait le nouveau chevalier l'embrassait et lui donnait sur l'épaule un coup de plat d'épée. On trouve déjà des traces de cet usage dans Grégoire de Tours. Après cette cérémonie, le chevalier prenait les éperons dorés, tandis que l'écuyer ne portait que les éperons argentés.

ACCORDAILLES. -- Voy. MARIAGE.

ACCUSATEUR, ACCUSATION, ACCUSÉ.

— Voy. Justice.

ACCUSA FEUR PUBLIC. — La constitution de 1791 douna le nom d'accusateur public au magistrat chargé des fonctions du ministère public. Voy. GENS DU ROI.

ACOLYTE. — Voy. Ordres mineurs.
ACQUETS. — Voy. Nouveaux acquets
ACQUIT DE COMPTANT. — Voy. Comp-

ACTE ADDITIONNEL. — Lorsque l'em pereur Napoléon revint de l'île d'Elbe, il s'efforça de gagner les partisans du régime constitutionnel, et, pour y parvenir, il procluma le 23 avril 1815 l'acte additionnel aux constitutions de l'empire. Le pouvoir législatif devait être exercé par l'empereur et par deux chambres, l'une appelée chambre des pairs, et l'autre chambre des représentants. Les membres de la première étaient nommés par l'empereur et leur dignité étuit héréditaire. Les membres de la seconde étaient élus par le peuple. Les droits des chambres et surtout le droit de voter l'impôt, la responsabilité des ministres, l'organisation du pouvoir judiciaire, la liberté personnelle, la liberté des cultes, etc., étaient reconnus par l'acte additionnel.

ACTE AUTHENTIQUE. — Voy. Notaires. ACTE DE L'ÉTAT CIVIL. — Voy. ÉTAT CIVIL.

ACTE DE NOTORIÉTÉ. — Voy. Notoriété.

ACTE SORBONIQUE. — Voy. Thèses. ACTION JUDICIAIRE. — Voy. JUSTICE.

ACTION PERSONNELLE. — Voy. Justice, p. 637.

ACTION POSSESSOIRE. — Voy. Justice.

ACTION REELLE. - Voy. JUSTICE.

ACTIONS. - Voy. BANQUE.

ADJOINT. - Voy. MUNICIPALITÉ.

ADJUDANT. — Voy. HIÉRARCHIE MILI-TAIRE.

ADJUDICATAIRE. — Voy. Vente. ADJUDICATION. — Voy. Vente.

ADMINISTRATION. - « L'administration consiste, dit M. Guizot (Cours d histoire de la civilisation en Europe), l'administration consiste dans un ensemble de moyens destinés à faire arriver le plus promptement, le plus sûrement possible, la volonté du pouvoir central dans toutes les parties de la société, et à faire remonter vers le pouvoir central, sous les mêmes conditions, les forces de la société, soit en hommes, soit en argent. » Nous avons exposé, dans l'introduction, le développement historique de l'administration en France. Il a toujours fullu, pour administrer, une hiérarchie de sonctionnaires publics; on les a appelés tour à tour grands officiers de la couronne, ministres; ducs, comtes, centeniers, dixainiers; baillis, sénéchaux, vicomtes, prévôts; intendants, gouverneurs; préfets, sous-préfets. Nous renvoyons à chacun de ces mots pour les détails. Les finances, l'armée, la justice, la marine, le commerce, l'industrie, l'agriculture, et, dans le domaine intellectuel, l'instruction publique, les relations des deux puissances temporelle et spirituelle, les lettres, les sciences et les arts, sont du ressort de l'administration publique. On pourra consulter ces mots, ainsi que les articles Parlements, Tribunaux, Conseil d'Etat.

ADMINISTRATEURS DES HOPITAUX.— Voy. Hôpitaux.

ADOPTIENS. — On désignait par ce nom une secte d'hérétiques qui eurent pour chefs, au viiie siècle. Élipand, archevêque de Tolède, et Felix, évêque d'Urgel. Ils soutenaient que Jesus-Christ n'était que fils adoptif de Dieu. Ils furent condamnés au concile de Francfort-sur-le-Mein, en 794.

ADOPTION. — L'adoption par les armes, qu'on trouve chez les barbares, était une espèce d'investiture chevaleresque. Lorsque Gontran. roi de Bourgogne, adopta son neveu Childebert II, roi d'Austrasie, il lui remit son bouclier et sa lance, en prononçant cette formule: que le même bouclier nous défende, que la même lance nous protége. Il y avait d'autres modes

d'adoption usités ches les Francs, et en général chez les nations germaniques; un des plus remarquables consistait à tondre les cheveux de celui qu'on adoptait, c'est ce que Ducange appelle capillorum incisions adoptars. Lorsque Charles Martel conclut un traité avec Luitprand, roi des Lombards, il lui envoya son fils Pépin, atin, dit Aimoin, qu'à la manière des fidèles chrétiens, il lui coupàt le premier les cheveux et devint ainsi son père spirituel.

ADRESSE. — Terme parlementaire qui indique la réponse au discours de la couronne. Les chambres françaises ont fait des adresses au roi à l'ouverture de chaque session, de 1815 à 1848. Le decret da 23 novembre 1860 a rétabli cet usage. L'article 1 porte qu'à l'avenir le Sénat et le Corps législatif voteront tous les ans une adresse à l'ouverture de la session.

ADULTERE. — Voy. MARIAGE.

AEROSTAT. — L'invention des aérostats ne remonte qu'à la fin du xvme siècle. Ce fut le 5 juin 1783. dans la petite ville d'Annonay, que les frères Montgolfier frent le premier essai d'un aérostat. Le ballon, rempli d'un fluide moins lourd que l'air atmosphérique, s'éleva rapidement dans les airs. On perfectionna. dans la suite, cette invention, et on adapta au ballon une nacelle aérienne où se placèrent d'intrépides aéronautes. Au moyen d'un parachute, ils réussirent à effectuer une descente moins dangereuse. La découverte des aérostats a été utilement employée pour des expériences de physique et de météorologie, et même pour l'art militaire. Des corps d'aérostatiers ent été établis pour reconnaître les dispositions de l'ennemi. Jourdan s'en servit à la bataille de Fleurus, en 1794; on les employa dans les expéditions d'Egypte, en 1798, et d'Alger en 1830. Depuis quelque années la faveur publique est revenue à cette invention, et de grands efforts sont tentés pour arriver à diriger les aérostats.

AFFARE. — Terme usité dans les anciennes lois du Dauphiné pour désigner toutes les dépendances d'un fief.

AFFEAGEANT, AFFÉAGEMENT. — L'afféagement était l'aliénation d'une portion de terres nobles qu'on détachait d'un fles et qui étaient tenues en roture par l'acquéreur, à la charge d'une certaine redevance. Celui qui aliénait ainsi une partie de son fies s'appelait afféageant.

AFFICHES. — L'usage des affiches ou placards appliqués sur les murs remonte à une haute antiquité. Chez les Romains,

on affabait un planti pour engager les citoyens à cue que montrer la route du sénut aux querveeux véndieurs von mes rpar-Cásas. Da Fynneo, au xvi-siècle surtout, rien me fut plus commun que ces plactre de la presse. On affichait aux postes mêmes du Louvre : « Henri (171), erlangules de les mère, finable roi de Menuse et de Relegne, imaginaire concienge du Lunre, marguillier de Saint-German l'Anamorois, bateleur des églises de Paris, goudronneur des cellets de se femme et friseur de ses cheveux, etc.» La licence des affiches détermina à porter des lois sur cette matière. On woit dans le Nouseau Contumier général (t. III, p. 4171, 1172, 1173 et 1174), qu'elles devaient être placées au pilori, à un des poteaux du puite, au poteau des halles, ou à un des poteaux de la galerie du châtelain. Le parlement, qui avait la hante surveillance de la police, défendit, en 1652, aux lieutenants criminel et particuhier d'afficher sons son ordre l'ampistie vérifiée à Pontoise. Pendant la révolution, des lois spéciales réglérent cette matière. L'Acusmblée constituante rendit, la 18 juin 4 791, une loi qui réservait une plane spéciale pour afficher les tois et actes de Fautorité publique. Une seconde loi du 28 juillet 1791 défendit aux partiouliers de se servir du papier blanc pour leurs effiches, et rendit l'imprimeur respousable. Ces lois sont encore en vigueur. Les affiches des particuliers sont en outre seumines à un droit de timbre. Elles ne suvent voorsenir ancume attaque contre les personnes, ancune discussion politique, wc. I vadustrie, qui se sert surtont des affiches, les a multipliées et en a varié la forme avec une ingéniense persévémence. Blie a inventé les hommesaffiches, les sostures-affiches, chargés d'insuriptions et de réclames. On a aussi **weighte système des affiches murales, et** erwyseiguefois substitué au placard en papier des estampilles à l'huile. Ceux qui fost unotier d'appeser des affiches ou afficheurs sont temus de faire une déclaration préalable devant l'autorité municipale et d'indiquer leur domicile. d'omission de ces formalités serait punie d'amende et d'emprisonnement.

ARRICARIES .- Voy. Approxima.

AFFINACE. -- Voy. 'OR ET 'ARGEST '(Matières il').

APPLACTIVES. --- Voy. PRIMES.

AFFORAGE. Dans quelques coutumes, ou appelait minsi de prix d'une chose vénule finé par amorité de justice. Ainsi,

on ne pouvait apporter à Paris des vins étrangers sans que le prix cut été fixé par les échevins; il était stipulé dans Pacte d'afforage.— On donnaitencore comom au droit que l'on payait à un seigneur pour obtenir la permission de vendre du vin dans l'étendue de son fies.

1

AFFetiaGE. — C'était le droit de prendre du bois de chauffage dans une forêt. L'usage et le nom existent encore aujour-d'hui.

AFFOUAGEMENT. — L'affouagement était l'impôt sur chaque seu ou chaque maison. On l'appelait aussi affouage.

AFFRANCHISSEMENT. — L'abolition de l'esclavage a été un des plus grands pregrès de l'humanité, et il est du surtout su christianisme, qui, en enseignant la fraternité des hommes, prépareit l'affranchissement des esclaves et des serfs; mais il fallat bien des siècles et l'action de causes secondaires pour arriver à ce résultat. La lei remaine, dans les derniers temps de l'empire, commença à se montrer moins dure envers les esclaves. L'empereur Adrien ôte sux particuliers le droit de vie et de mort sur leurs esclaves ; Constantin confirme cette loi; et en même temps il augmenta le nombre des affren-Chissements, en décidant qu'à l'avenir ils pourraient avoir lieu dans l'église, en présence de l'évêque, sans l'intervention des magistrats. L'invanion des barbures, en houleversent toutes les conditions, augmenta d'abord le nombre des essiaves: mais elle contribua à préparer la transfermation de l'esclavage en servage. Tante rapporte que, chez les Germains, l'esclave était occupé surtout des travaux de la campagne. Les Francs, coaservant en Gaule les mœurs de leur patrie primitime. employèrent la plupart des esclaves à cultiver la terre; ils les changèrent en colons attachés à la glèbe; de là naître le servage, état intermédiaire en me l'entlavage antique et la liberté moderne.

Les affranchissements se multiplièrent du vir au misiècle. Ils étaient de plus souvent inspirés par un continent chadien. Saint Expère, évêque de Taulouse, vendait les vases sacrés pour racheter et de franchir les esclaves; sainte Buthilde, qui, d'esclave saxonne, était devenue femme d'un roi des Francs Chovis II, racheta et affranchit de nombreux esclaves. Les exemples de cette nature abondent. Une des formules conservées par Marculée prouve quelle influence la pensée chrétienne exercuit sur l'affranchissement des esclaves; effe se termème zinsi: « Pour le salut de mon àme et pour obtenir le bonheur éternel, j'affranchis du joug de la

servitude mon esclave et us postérité, afin qu'à parfir de ce jour et à tout jamais il vive en sûreté et maître de lui-même, qu'il ailie où il voudra, ayant les portes ouvertes, et qu'il me soit soumis à personne, si ce n'est à Dien, pour l'amour de qui je l'affranchis. » C'était souvent sur son lit de mortet par testament que le maltre affranchissait ses esclaves, et la formule Pour la rémission de mes péchés et le soiut de mon time précède prainsirement ces déclarations. Les affranchis par

charte s'appelaient cartularii.

Quelquefois l'affranchissement avaitfieu par le denier. La loi salique et la loi ripuaire font mention de cet affranchiesement. Le maître conduissit son esclave devant le magratrat, auquel ii présentait un denier, symbole du rachat; le maître faissit tomber le denier en frappant sur la main de l'esclave. Ce mode d'affranchissement rappelle l'affranchissement romain par la baguette (per vindictum), lorsque le préteur frappait de la baguette l'esclave que le maître amenait devant son tribunal. On appelait denaries (homines denuriati) les esclaves ainsi affranchis.

L'affranchissement avait souvent lieu dans l'église. On plaçait le serf près de l'autel, et on présentait des tablettes (l'ubulæ) à l'évêque, qui faisait écrire dessus par l'archidiacre l'acte d'affranchissement. Constantin avait consacré, dès 316, cet alfranchissement dans les églises. Les serfs ainsi affranchis s'appelaient tabulaires (tabularii); ils étaient placés, eux et leur postérité, sous la protection de l'Église, et obligés envers elle à queiques redevances et-morvices.

Certaines formules d'affranchissement furent empruntées aux usages des barba res. « Celui, dit un capitulaire de 813, qui veut renvoyer un homme libre per hanbrade (tradition par la main, hand) doit lui douzième, dans un lieu réputé saint, le renvoyer libre de la douzième main. » Ce qui signifie qu'il devait passer par douze mains, celles des témoins et du maître. L'affranchissement par les armes semble emcore un usago germanique. « Bi que qu'un, disent les lois de Guillaume 18 Conquerent, west affranchir zon zerf, qu'il le livre en pleine macriblée et de la main drefte au vicomte; qu'il le déclare quitte du joug de son servage en le venvoyant de la main; qu'Mui montre les voies et les portes ouvertes devant lui, et qu'il lui semette les annes des libres, c'est-à-dire la lance et l'épée ; ainsi, devient-il un homme libre. » (stichelet, Origines du Brozt, p. 260.)...'affranchissement par prescrip-tion contribus beaucoup à l'abolition de l'esclavage. Au xiº siècle, les lois de

Guillaume le Conquérant déclarent que, si un esclave passe un an et un jour dans l'enceime d'une ville, il est affranchi.

'Dès le xn= siècle, l'esclavage était devonu rare en France, et il disparut com-pletement avant la fin du xur siècle; mais le servage attachait encore le paysan à la glèbe; les bourgeois des villes étaient, comme vélaine, hommes de poeste ou pooste, roluriers, condamnés à une espèce de servitade. Leur comdition ne s'améliora que progressivement. M. Goérard (Profégomènes du Polyptyque d'irminon, 3 19) signale une cause de Paffranchissement des seris révelee par le Polyptyque. « Cet suvrage dit-il, nous fait committe un grand nombre de mariages mixtes, c'est-à-dire de ménages dans lesquels les époux sont de condition différente. Or, si l'on fait attention à la condition particulière de checun d'eux, on remarquera quel'homme en se mariant prenait le plus souvent une femme au-dessus de lui. Comme, en général, la condition des enfants se réglait besucoup plus d'après celle de la mêre que d'après celle du père, ceux qui maissaient du mariage d'un serf avec une lide étaient lides (voy. Letes). C'était donc un uffrunchiesement graduel, naturel, lent, a la vérité, mais continuel, nécessaire et qui devait à la longue épuiser les souches serviles. » Les bourgeois des villes s'effranchizent per la revolution communale du xne siècle (voy. Communes). Quant aux habitants des campagnes, leur affranchissement sut beauconp plus lent et a été du en grande partie à l'action salutaire et

progressive de la royaute.

En 1125, Sager, abbé de Saint-Denis, affranchit les habitants de la ville de ce nom. Louis le Gros déclara libres une partie des serfs de son domaine par une charte de 1130. En 1180, Louis VII donna la liberté à tous les hommes de poeste de la ville d'Orleans et des environs dans un rayon de cinq lieues. En 1197, les habitants de Creil furent affranchis par les comtes de Blois et de Clermont; ceux de Beaumont-sur-Oise et de Chambli, en 1222 par Philippe Auguste. En 1224, Louis VHI auranchit tous les serls du fiel d'Eumpes. Blanche de Castille et son fils saint Louis savorisèrent l'emancipation des serfs, et l'on vit à cette époque se propager la coutume de l'abonnage ou ahonnement. Les habitants de tout un village se rachetaient de la servitude en payant à leur seigneur une redevance déterminée; îls portaient le nom d'abonnés. En effet, comme La remarque Montesquieu (Esprit des lois, livre XXX, chap. xv), les sers qui recevaient l'affranchissement n'avaient pas une pleine et entière liberté. Ils restaient soumis à la capitation. Enfin parut, en 1315, la célèbre ordonnance de Louis X qui affranchissait tous les serfs du domaine royal et proclamait le principe de la liberté naturelle des hommes: Selon le droit de nature, chacun doit nattre franc.

Le servage alla toujours diminuant depuis cette époque, et Loysel pouvait dire dans ses Institutes coulumières: « Toutes personnes sont franches en ce royaume, et si tost qu'un esclave a atteint les marches (frontières) d'icelui, se saisant haptiser, il est affranchi. » Cependant le servage existait encore au xviii siècle, et les derniers serfs n'ont été affranchis que sous Louis XVI. Un édit de ce roi, enregistré le 10 soût 1779, affranchit tous les mainmortables de ses domaines. Une ordonnance du 27 juin 1787 supprima la corvée. Enfin l'Assemblée constituante, dans la nuit du 4 août 1789, effaça les dernières traces de servitude en France par un décret que Louis XVI sanctionna le 21 septembre 1789. L'esclavage n'a été aboli dans les colonies françaises qu'en 1848. Voy. Dupuy, Memoire sur l'aboli-tion de la servitude (Acad. des inscript. et belles-lettres. t. XXXVIII, p. 196-215); Ed. Biot, de l'abolition de l'esclavage ancien en Occident (1840).

AGAPES. — On appelait agapes les repas que les premiers chrétiens faisaient en commun.

AGE. – Les lois des Bourguignons et des Ripuaires fixaient à quinze ans l'âge de la majorité. A l'époque séodale, l'éducation du noble se réglait d'après l'âge. Jusqu'à sept ans il était contié aux femmes de sept à quatorze ans, il se formait par l'exemple et sous les yeux de quelque vaillant seigneur; il était varlet et damoiseau. A dix-sept ans, il devenait écuyer et devait se signaler par quelque prouesse avant d'obteuir la chevalerie qui ne pouvait pas, à moins de circonstances extraordinaires, être conférée avant vingt et un ans voy. Chevalenie . C'était l'âge de l'émancipation Au xIIIe siècle on n'était pas obligé à soutenir gage de bataille avant quinze ans, et on en était dispensé après soixante. Les coutumes, qui fixèrent les droits civils de tous les Français, variaient sur l'àge où finissait la tutelle. Dans les pays de droit écrit, qui suivaient la loi romaine, la tutelle cessait pour les garçons à quatorze ans accomplis, et pour les filles à douze ans. Les pays de droit coutumier (voy. ce mot) prolongeaient, au contraire, généralement la tutelle jusqu'à vingt ans accomplis, et même la coutume de l'aris l'étendait jusqu'à vingtcinq ans. Quant à l'age légitime ou age de la majorité complète, il était fixé par presque toutes les coutumes à vingt-cinq ans. Un édit de 1697 permit de déshériter même les enfants majeurs, les fils de trente ans et les filles de vingt-oinq ans qui se marieraient sans avoir demandé l'avis et conseil de leurs père et mêre. Aujourd'hui qu'une loi unique a remplacé la multitude de coutumes qui régissaient l'ancienne France, la majorité légale est fixée à vingt et un ans. Les femmes ne peuvent contracter mariage avant quinze ans, les hommes avant dixhuit. En matière criminelle, la peine de mort ne peut être prononcée si le coupable a moins de seize aus. Il n'en a pas toujours été ainsi; Bouteiller, dans sa Somme rurale, dit qu'un enfant de onze ans fut pendu pour meurtre. Les mineurs ne peuvent ni disposer de leur bien, ni contracter d'engagement sans le consentement de leurs parents ou tuteurs. Voilà pour les droits civits. Quant aux droits politiques, ils sont aussi subordonnés à des conditions d'age. Avant Charles V, les rois n'étaient majeurs qu'à vingt et un ans; Charles V fixa leur majorité à treize ans accomplis. Aujourd'hui on ne peut être électeur qu'à vingt et un ans. Les conditions d'age pour être nommé aux assemblées législatives, départementales ou municipales, et pour faire partie du jury ont varié avec les diverses constitutions de la France. La constitution du 14 janvier 1852 n'impose aucune condition de cette nature.

AGENTS COMPTABLES. — Voy. Finances.

AGENTS DE CHANGE. — Voy. Finances.

AGENTS DE POLICE. — Voy. Police. AGENTS DU CLERGÉ. — Voy. ABSEM-BLÉES DU CLERGÉ.

AGENTS VOYERS. - Voy. Voirin.

AGGRAVE. — L'aggrave était l'anathème que prononçait l'official lorsque l'excommunication n'avait pas produit d'effet. L'aggrave se publiait au son des cloches et avec des cierges allumés que le clergé tenait en main et qu'il éteignait ensuite en les jetant à terre. Cette censure privait celui qui en était frappé de tout usage de la société civile.

AGIO, AGIOTAGE, AGIOTEURS. — Le mot agio ou agiot. emprunté à l'Italie, s'applique dans le sens légal au bénéfice que procure le change des monnaies, ou à l'escompte des billets par les banquiers.

Mais on entend ordinairement par agio et agiotage les spéculations de financiers qui cherchent à faire monter ou baisser la valeur des monnaies ou des rentes, soit par l'accaparement de titres de rente, soit par la propagation de fausses nouvelles. On appelle agioteurs les hommes qui se livrent à ces honteuses spéculations. L'agiotage date en France du discrèdit de la caisse des emprunts en 1706; mais il devint beaucoup plus considérable par la création de la banque de Law et les spéculations sur les actions des compagnies de commerce que ce ministre avait fondées. Voy. BANQUE.

AGNEAU PASCAL. — L'usage de bénir l'agneau pascal existait encore dans un certain nombre d'églises au xvii siècle (Lac. Sainte-Palaye, Dictionn. manuscr., vo AGNEAU).

AGNEL OU MOUTON D'OR. - Voy. MONNAIR.

AGNUS DEI. — On appelle agnus Dei de petites figures en cire représentant un agneau que le pape bénit à des époques déterminées. Les agnus Dei étaient en usage au xvi° siècle. Le pape Pie V en donna aux Français qui avaient secouru l'ile de Malte menacée par les Turcs. (Lac. Sainte-Palaye, Dictionn. manuscr., v° Agnus Dei.)

AGOTS. — Ce nom désigne les races dégradées qu'on appelle aussi cagots ou cagoux (voy. CAGOUX). Pellisson, dans ses Lettres historiques, t. III, p. 264 et 265, les nomme agots ou hagots.

AGREE. — Voy. Tribunaux de commerce.

AGRÉGATION, AGRÉGE. -- Voy. Instruction publique.

AGRICULTURE. — Les Gaulois reçurent des Phocéens, fondateurs de Marseille, les premières notions d'agriculture; telle est, du moins, la tradition conservée par Justin. De la Gaule méridionale, l'art de cultiver la terre se répandit dans toutes les parties de cette contrée et y devint même très-florissant. Strabon dit que l'on récoltait dans la Gaule entière du froment et du millet, qu'on y nourrissait des troupeaux de toute espèce, et qu'à l'exception des bois et des marais tous les terrains étaient productifs. Cette assertion est confirmée par le géographe Pomponius Mela. On voit dans Pline que les Gaulois fumaient les terres soit avec de la chaux, soit avec de la marne. Ils avaient inventé pour scier les blés une machine qui abattait l'épi, sans endommager la paille. Comme ils ne connaissaient pas l'usage

du fiéau, ils faisaient fouler le blé par des chevaux et des bœuss pour séparer le grain de l'épi, ou l'égrenaient sous des rouleaux trainés par ces animaux. On remarque, sous la domination romaine, l'introduction ou du moins la propagation de la culture de la vigne en France. Eile était déjà considérable, lorsque Domitien sit arracher les vignes de la Gaule, en 92 après Jésus-Christ, sous prétexte que la culture de la vigne nuisait à celle du blé. Les vignes furent replantées sous Probas en 282.

Les bouleversements causés par les invasions des harbares ruinèrent l'agriculture. Il fallut qu'au vie siècle les moines bénédictins défrichassent une grande partie des terres abandonnées par les anciens cultivateurs. Charlemagne cherchs à ranimer l'agriculture. Il publia un capitulaire sur l'entretien de ses métairies (de villis), où il descendait à des détails d'une minutieuse utilité. « Il ordonnait, dit Montesquieu (Esprit des lois, livre XXXI, chap. xviii). qu'on vendit les œufs des basses-cours de ses domaines et les herbes inutiles de ses jardins; et il avait distribué à ses peuples toutes les richesses des Lombards et les immenses trésors de ces Huns qui avaient dépouillé l'univers. »

Après Charlemagne, l'agriculture, entravee par les guerres civiles et étrangères, tomba dans un état déplorable. Les longues famines dont parlent les chroniqueurs du xiesiècle attestent à quel point les terres étaient abandonnées. La trêve de Dieu, qui suspendait les guerres du mercredi soir au lundi matin, ainsi que pendant l'avent et le carême, apporta un peu de soulagement a la misère des peuples. Les lois de saint Louis furent sur-tout utiles à l'agriculture il suspendit d'abord les guerres privées pendant quarante jours (voy. Quarantaine-Le-Roi), puis les prohiba entièrement, et l'ordonnance de 1258 indique positivement que c'est pour empêcher la perturbation du labourage (carruca um perturbationem) que cette mesure a été adoptée. En rendant le seigneur responsable des brigandages commis sur ces terres, il le contraignait de veiller au maintien de l'ordre, première condition de la prospérité agricole. On trouve dans le cartulaire de Notre-Dame de Paris, publie par M. Guerard, l'indication de ce qu'était une ferme à cette époque (Introduction, ccx): « La cour ou pourpris de la grange devait avoir quarante toises de long et trente de large; le mur de cloture dix-huit pieds de haut, non compris le chaperon. Dans ce mur devait être pratiquée une porte avec une

ı

1

1

potorne, et au-dessus, de le perte et de la poterne devaient être élevés des gretiers vactes et solides : c'était la grange proprement, dite. Blle devait evoir vingt toisea au moi ha de longueur et neuf toises ou environ de largeur, avec une gouttière à la hauteur de douze pieds. Pres de la porte, un appentis de dix à douze toises tait destine à l'habitation. Sur le pignon de derrière devait être construite une tourelle assez grande pour contenir un lit et un escalier. On devait employer à la construction de cette tourelle de bon bois de chêne, gnos et fort, et de bonnes tuiles. Les angles des mura, ainsi que la porte, devaient être en pierres de taille. Enfin, il devait être construit un grand et bon pressoir, souvert d'un ben appentis en tuiles. »

Depuis le xme siècle, les meilleurs règnes furent signalés par la protection accordée aux laboureurs. Charles V et Charles VII, en suspendant les guerres civiles et étrangères, Louis XI par l'introduction de la culture du mûrier. Louis XII par sa sollicitude toute paternelle pour le paysan et par l'affranchiesement d'une grande partie des serfs, encouragèrent l'agriculture. Les cultivateurs affranchis devinrent pour la plupart des fermiers, et travaillèrent avec plus de zèle lorsqu'ils furent assurés de profiter de leurs labeurs. Les conditions auxquelles ils prensient les fermes étaient de diverse nature. Quelques-uns étaient sermiers partiaires et s'engageaient à aisser au propriétaire une partie des grains et autres denrées provenant de la métairie qu'ils cultivaient. Sous l'influence de ce nouveau régime et surtout de l'ordre, que l'autorité affermie fit régner dans les campagnes au commencement du xvi siècle, l'agriculture fit de rapides progrès. Les propriétés gagnèrent en valeur, comme l'atteste un écrivain contemporain, Claude de Seyssel. « Le revenu des bénétices, des terres et des seigneuries est crû partout genéralement de beaucoup..., et je suis informé par ceux qui ont principale charge des finances du royaume, gans de bien et d'autorité, que les tailles se recouvrent à présent heaucoup plus aisement, et à moins de contrainte et de trais, sans comparaison, qu'elles ne faiscient du temps des rois passés.» (Louanges du bon roi Louis XII, par Claude de Seyssel.) Les produits de l'agriculture s'accrurent considérablement, et au xvie siècle on exportait des vins de France en Angleterre, en Ecosse, en Flandre, dans le Luxembourg, en Lorraine et en Suisse pour plus, de quatre millions par an (voy. la relation de Ma-

rine Cavalli (1546) dans les Relations des aenbassadeurs rénétiens, I, 253). Les laines de Normandie et de Pinardie étaient, d'après le même ambassadeur, un des produits avantageux de l'agriculture française. La culture du múrier avait pris un grand. développement, et. on comptait à l'ours huit mille métiers occu-

pés à travailler la soie.

Les guernes de religion dévestèrent les campagnes, et l'agriculture ne se releva que sons l'administration énergique. de Sully. Persuadé que le labourage et le paturage sont les deux-mamelles de l'Étati. il protégea les paysans contre les violemens des gens de guerre et des usuriers, et prescrivit le desséchement des marais. IL fit planter des arbres le long des chemins, mais le peuple ignare, dit un contemporain, les arrachait ou les mutilait. « C'est un Sully, faisons-en un Biron, » répétait cette multitude égarée. La culture du mûrier prit plus d'extension à cette époque, et le procès-verbal de l'assemblée du commerce constate qu'en moins de deux ans on exporta des soieries pour plus de six millions d'écus. L'écorce des mûriers blancs servait à fabriquer des toiles et des cordages. Olivier de Serres écrivit alors son Thédire d'agriculture pour encourager et perfectionner cet art. L'agriculture, comme toutes les professions utiles, fut protégée par Colbert. Dans un mémoire adressé au roi, il signalait les paysans comme dignes des encouvagements de l'État. Louis. XIV, d'après leconseil de ce ministre, défendit de sainir les bestiaux pour le payement des impêts;. il diminua les tailles qui pesaient principalement sur les paysans, et par l'ordre qu'il fit régner en France, au moins pendant une grande partie de son gouvernement personnel, savorisa les progrès de l'agriculture. Les malheurs de la fin du règne de Louis XIV annulèrent les heureux résultats du ministère de Colbert, et pendant près d'un demi-siècle l'agriculture resta languisante. Vers la seconde moitié du xviiie siècle, il se manifesta dans la nation un grand élan pour les progrès agricoles. L'école des physiocrases, qui cherchaient aurtout à développer la prospérité naturelle du pays, y contribua. puissamment. « Alors., dit un contemporain (Legrand d'Aussy, Histoire de la vie prives des Français, édit. de 1782, t. I, p. 14 et suiv.), alors s'est répandu dans la nation un engouement général sur tout ce qui regarde l'agriculture, et cet engouement a été produit par un livre, l'Ami des hommes (ouvrage du père de Mirabeau). Alors parurent sur oet art une foule d'ouvrages, soit nationaux, soit

traduits, de l'anglais, Alors s'établirent une gazette et un journal d'agriculture, des académies et des assemblées d'agriculture, des prix et des sètes d'agriculture, une école vétécinaire enfin pour le traitement des animenz qui acreent à l'agriculture. Qui n'a eatendu parler des Economistas et de laura deux écoles, protique et théorique? Le gouvernement buimême, secondant l'impulsion donnée aux esprits, a fait distribuer à sea frais dans les provinces plusieurs livres qui avaient de la réputation. Il.a. savorisé les désrichements par des exemptions particulières, et permis l'exportation des grains que depuis il a prohibée par d'autres vacs. En condamnant avec impartialité les abus et le ridicule, dont on a pu se rendre coupable, pendant cette époque de l'enthousiasme des Français, avouons cependant qu'il en est résulté réellement pour l'agriculture et par conséquent pour l'Etat plus d'un bien. On a derséché des marais, défriché des landes, fertilisé des terres arides, formé des prairies antificielles, et fait, sur le chaulage des grains, sur leurs diverses maladies, sur les insectes auxquels ils sont sujets, spécialement enfin sur l'art de les conserver, beaucoup d'expériences utiles, » L'auteur entre ensuite dans des détails très-étendus sur les inventions destinées à perfectionner le battage des blés, la conservation et la monure des grains. Il m'est impossible de le suivre dans ces développements, et je dois me borner à quelques mots sur les réformes entreprises par Turgot dans l'intérêt de l'agriculture.

Turgot fut l'auseur de l'édit de février 1776 qui abolissait les corvées et ne détournait plus le paysan de la culture de la terre: malheureusement cet édit fut bientot révoqué et les corvees ne surent définitivement abolies que par l'Assemblée constituente. D'autres édits de 1776 étaient également destinés à perfectionnen l'agriculture. Les défrichements furent encourages et les terres nouvellement livrées à l'agriculture furent exemptées de la dime. Les lapins des capitaineries royales ravagement les terres ensemencees et causaient de grande dommages aux cultivateurs; un édit du 21 janvier 1776 ordonna de détruire ces animaux muisities. L'arrêt du conseil du 8 janvier de la même année, dicté par Turgot, était destiné à prévenir ou réparer les calamités résultant des épizocties. Enfin, le libre commerce des grains, que les traditions féodales, l'esprit de routine et un intérêt fiscal avaient toujours entrave, fut etabli par Turgot; mais cette innovation provoqua une révelte que les ennemis du mi-

nistre aurent la cruelle habileté de fementer et de rendre populaire. Turantine se laissa pas décourager et poursuivit ses réformes pour encourager l'agriculture. et diminues le prix des grains pas in libre circulation. La chute de ce ministre entraina l'abolition ou du moins l'ajenunement des édits qu'il asait inspirés en projetés. Les lois de la Constituante peur la liberté du commerce des grains et. l'abolition: des. droits. féodeux. qui entrevaient l'agriculture furent suivies d'une tella perturbation qu'il sut impossible d'en profiter immédiatement. C'est seulement après le rétablissement de l'endre que l'agriculture a fait de nonvesur efforts pour nourrir une population qui s'était considérablement accrue. Le gouvenne-ment seconda cette impulsion. Il institus, en 1831, un conseil général d'agriculture qui se compose de propriétaires instruits et a pour mission d'encourager les améliorations et de les propager dans toute la France. Ce conseil a été réorganisé par un décret du 25 mars 1852. Des comices agricoles ou associations libres d'agriculteurs se réunirent chaque année pour encourager les innovetions utiles et récompenser les cultivateurs qui se distinguaient par leur zèle et leurs progrès. Des fermes-modèles ont été établies depuis longiemps pour former des agronomes instruits et expérimentés. Les concours regionaux pour les animaux repreducteurs sent encore un encouragement donné à l'agriculture. Le Crédit agricale établi sous la direction du Grédit foncier (voy. ce-mot) a été antonisé pan la loi da 28 juillet 1866 et a pour but de mettre l'agriculteur à l'abri de l'usure. L'instituliun de chambres consultatines pour l'agriculture permet aux propriétaires fonciers de faire entendre leurs voes et leurs réclamauans.

AGRIER. - Droit féodal. Voy. CHAW-PART.

AGUIGNETTE. — Lea mots Aguignette, Aguilanneuf, Aguilloneu, Auguilanneuf, qui ne sont que les diverses formes d'un même mot, rappellent un usage duidique. Au commencement de l'année, le chef des druides cueillait avec une faucille d'or le gui sacré: Pendant longtemps on conserva l'usage, dans quelques provinces, d'aller cueillir du gui de chêne, qu'on regardait comme un talisman. Les enfants demandaient les étrennes en criant: au gui l'an neuf, mot qui, dans certains pays, s'est cantracté en aguignette, ou aguiloneu. Quelques patois

ţ

į

٦

emploient encore ces mots comme synonymes d'étrennes.

AGUILANNEUF. - Voy. AGUIGNETTE. AGUILLONBU. - Voy. AGUIGNETTE.

AHRIMAN. — Sous la domination des rois barbares, on appelait les guerriers libres ahrimans, harimans, hermans, hommes de guerre (man homme, her, wehr guerre). Ils avaient obtenu, aussitot après la conquête, des terres tirées au sort et appelées alleuw, terres possédées en toute souveraineté (all tout et od terre). Une autre étymologie, moins vraisemblable, fait dériver le mot alleu de loos, sort. Les ahrimans sont quelquelois désignés sous le nom de rachimbourgs, qui, selon le célèbre historien de la Suisse, Jean de Müller, et selon M. de Savigny, auquel on doit une savante histoire du droit romain au moyen âge, vient du mot allemand rek ou reich. grand, puissant; les rachimbourgs étaient donc les hommes libres, puissants; on les appelle encore quelquefois les prud'hommes

(probi homines, boni homines).

Cette classe jouissait, dans le principe, de grands priviléges; elle n'était soumise à aucun impôt, et ne devait au roi que quelques redevances en nature. Les ahrimans composaient de droit l'assemblée des hommes libres, le mallum ou champ de mars. Le service militaire n'était pas pour eux une obligation; c'était, dans le principe une prérogative. Ces guerriers libres commandaient souvent à leurs thefs; ils avaient droit au partage du dutin. On se rappelle le Franc qui brisa, de sa framée, le vase de Soissons, en s'écriant que le roi n'aurait que le butin assigné par le sort. « Si tu ne veux pas aller en Bourgogne avec tes trères, disent les Francs à Théodoric ou Thierry, tils de Clovis, nous te laissons et nous marchons avec eux. » Un autre fils de Clovis, Clotaire Ier, refusait de conduire ses guerriers contre les Saxons: ils se jettent sur lui, mettent sa tente en pièces, l'en arrachent de force, l'accablent d'injures et le contraignent, en le menaçant de le tuer, de marcher contre les Saxons. Il serait facile de multiplier les exemples de cette indépendance primitive des arhimans. Dans la suite, les hommes libres, propriétaires d'alleux ne furent tenus de prendre les armes qu'en cas d'invasion du pays par l'étranger. La totalité des hommes libres était alors tenue de marcher et on la désignait sous le nom de landwehr (land, terre, pays; wehr, guerre. défense).

Les alleux sont souvent désignés dans les lois des barbares sous le nom de ierres saliques. Les femmes ne pouvaient

les posséder. « Qu'aucune portion de la terre salique, dit la loi des Francs-Saliens, ne passe à une femme. » On a plus tard appliqué ce texte à la succession royale: on a cru que la couronne, comme la terre salique, avait besoin d'être protégée par le bras d'un guerrier. Les Francs eux-mèmes trouvèrent trop dure la disposition qui privait les temmes du droit d'entrer en partage de l'alleu paternel. Une formule conservée par Marculfe prouve que de bonne heure on modifia la loi en faveur des filles. En voici le sens : « A ma douce fille. C'est chez nous une coutume antique, mais impie, que les sœurs n'entrent pas en partage avec leurs frères dans la terre paternelle. Moi, j'ai pensé que, donnés tous à moi également de Dieu, vous deviez trouver tous en moi un égal amour, et, après mon départ d'ici-bas, jouir également de mes biens. A ces causes, ò ma très douce fille, je te constitue, par cette lettre, a l'encontre de tes frères, égale et légitime héritière, en tout mon héritage; de sorte que tu partages avec eux non seulement mes acquets, mais

encore l'alleu paternel. »

La condition des ahrimans, qui présentait de si grands avantages, avait aussi ses dangers. L'ahriman vivait isolé dans ses domaines, et son indépendance même l'exposait à des attaques de la part de voisins puissants. Souvent, pour se procurer un appui, le propriétaire d'alleu se plaçait sous la protection de quelque seigneur. On appelait recommandation l'acte par lequel on renonçait à son indépendance primitive pour se faire l'homme d'un autre. Ce fut surtout pendant l'épo-que de la dissolution de l'empire carlovingien que les actes de recommandation se multiplierent; la classe des ahrimans dispurut presque tout entière, malgré l'obstination de quelques guerriers qui préféraient leur fière indépendance à une condition plus sure, mais moins libre. Le Bavarois Etichon maudit son fils Henri qui avait reçu un bénefice de l'empereur Louis le Débonnaire au lieu de s'ensermer dans le sauvage isolement de ses pères Mais ces exemples étaient rares, et peu à peu les alleux se transformèrent en bénéfices. L'indépendance des propriétaires d'alleux parut si extraordinaire qu'on les traits de rois et leurs terres de roynumes. C'est ainsi que l'alleu d'Yvetot était appelé royaume. Voy. Féodalité. · Consult. l'essai sur les institutions politiques en France du v° au x° siècle, par M. Guizot, dans ses Essais sur l'histoire de France.

AIDE-CHEYEL. — Droit dù par les vas-

saux au principal seigneur dont ils relevaient. Il y avait quatre espèces d'aideschevel. L'une de ces aides se payait quand le fils ainé du seigneur etait a me chevalier; une seconde, quand le seigneur mariait sa tille aînée, et la troisième, lorsqu'il était fait prisonnier. La coutume de Bourgogne ajoutait une quatrième aide-chevel quand le seigneur partait pour la terre sainte. Sous Charles VI, on appelait ces aides droits de complaisance, purce qu'ils étaient plus ou moins considérables selon la générosité des vassaux. Les aides-chevels furent abolies lorsque la royauté eut dépouillé les grands vassaux des droits régaliens. Voy. Féodalité.

AIDE DE CAMP. — Voy. HIÉRARCHIE MI-LITAIRE.

AIDE DE RELIEF. — L'aide de relief, dit Claude de Ferrière, était un droit seigneurial dû par les vassaux, en cas de mort du seigneur immédiat. Il se payait à ses héritiers pour les aider à relever leur fief envers leur suzerain, ou, en d'autres termes, à s'acquitter de la redevance connue sous le nom de droit de relief. Voy. Féodalité.

AIDE-MAJOR. — Adjoint du chirurgienmajor. Yoy. Hierarchie militaire.

AIDES. — impôts qui se levaient ordinairement sur les vins et autres boissons. Voy. Impôts.

AIGAGE, AIGUAGE ou AIGUER .—
Droit d'établir un aqueduc sur le fonds
d'autrui.

AIGLES. — Voy. Armes de France.

AIGNEL ou AGNELET. - Voy. Mon-

AIGUIÈRE. — Vase avec anse et bec, sù l'on plaçait l'eau pour le service de la table ou pour d'autres usages. Voy. TABLE.

AIGUILLETTES. — Cordons, rubans ou assus servant à lacer des vêtemens et des armures. Voy. Habillement.

AILES.—Partie du vêtement qu'on laismit flotter. Voy. HABILLEMENT.

AINESSE (DROIT D').-Voy. Féodalité.

AITRE. — Ce mot, traduction du latin atrium, désignait la place située devant le portail des églises et le plus souvent destinée à la sépulture des fidèles. C'était un lieu privilégié, soumis à la juridiction ecclésiastique et jouissant du droit d'asile. Voy. Asile.

AJOURNEMENT. - Voy. Justice.

ALBANAIS. — On appelait ainsi, au xvi siècle, des corps de cavalerie légère,

composés en grande partie d'Esclavons. De Thou (Histoire, livre XXXV) parle des Albanais du duc de Danville qui, en 1563, ravageaient le Languedoc. On voit, par plusieurs passages du même historien, que l'on continua d'employer ces troupes mercenaires dans les armées françaises jusqu'à la fin du xvi siècle. On les appelait aussi Stradiots ou Estradiots.

ALBERGEMENT. — On appelait albergement, en Dauphiné, les baux emphytéotiques.

ALBIGEOIS. - Voy. Hérétiques.

ALCHIMIB. - Voy. Sciences occultes.

ALCOOL.—Le nom de cette liqueur spiritueuse est arabe et semble indiquer que nous en devons l'invention aux Sarrasins. Cependant on attribue ordinairement la decouverte de l'alcool à Arnaud de Villeneuve, célèbre almichiste qui vivait à la fin du xiii siècle.

ALGARADE. — Incursion sur vu territoire ennemi Les Mémoires de Foucault (22 mars 1684) fournissent la preuve que ces incursions étaient encore en usage au xvii° siècle. L'algarade n'était pas précédée d'une déclaration de guerre.

ALCOVISTES. - Voy. RUELLE.

ALIENATION. - Voy. DOMAINE.

ALBEMAND (Royal).— C'était un corps de cavalerie étrangère au service de la France. Voy. ORGANISATION MILITAIRE.

ALLEUX. — L'origine des alleux ou terres possédées en toute souveraineté a ćté indiquée plus haut (voy. Abbuman); c'étaient les domaines tirés au sort par les barbares (sortes barbarics). On a en même temps signalé la cause de la diminution des terres allodiales qui se con-tondirent peu à peu avec les bénéfices et les fiels. Cependant il y eut toujours des terres qui conservèrent le caractère allodial et ne furent soumises qu'aux obliimposées primitivement gations alleux. Dans le roman de Gérard de Roussillon, cité par Lacurne Sainte-Palaye (Dict. ms. des Antiquités franç., au mot Alleux), le roi menace Gérard de lui enlever ses fiefs et ses alleux ou biens patrimoniaux. Les sondations pieuses, dont parle le même roman, sont presque tou-jours faites en biens allodiaux. Jusqu'à la revolution, il y eut des terres tenues en franc-alleu, c'est-a dire ne relevant d'aucun seigneur. On distinguait le franc-alleu noble, terre qui avait droit de justice ou de redevance, et le franc-alleu rolurier, domaine allodial sans justice ni autres droits féedaux. On distinguait encore l'allodial corporel et l'allodial incorporel; le premier était une terre tenue en franc-alleu; le second une rente foncière tenue également en franc-alleu.

ALIJANCES. — Voy. Relations extémuses.

ALLITERATION. — On appelle allitération la répetition de la même lettre au commencement de plusieurs mots. L'allitération est souvent employée dans la basse latinité. Le poête Fortunat, évêque de Poitiers, en fournit des exemples dans una pièce adressée à Childebert 41:

Ornamentorum ornatus ornatius ornans.
Qui danus atque decens cunota decenter agis

Digno, non intligame, duleis, dilecta petestas Roman Son, Serena, Soran, Sere Santa,

ALLIVEBMENT CADASTRAL. -- C'est le revenu met et imposable assigné par le cadastre aux propriétés foncières.

ALLUVION (Terrains d'). - Voy. Rivières.

ALMAGESTE.—Ce mot désigne le grand ouvrage du géographe alexandrin Ptolémée. Dans cette compilation se trouvent un système complet du monde, un catalogue des étailes lixes, un traité de trigonométrie rectiligne et sphérique, une méthode pour calculer les éclipses attribuée à Hipparque, etc. Le mot Almageste a été bizarrement formé de l'article arabe al (le) et du grec parloque (très-grand), épithète appliquée par l'admiration des Alexandrins à l'œuvre de Ptolémée.

ALMANACH. - Ce mot vient de l'ambe et signifie l'action de compter. Dans le principe, et pendant de longs siècles, l'indise se charges de la rédaction de l'aimanach, Chaque année, à Pàques, on rédigenit une nomenclature des jours (érids, et on la plaçait sur le cierge pascal. On treuve jusqu'an kvii siècle des exemples de ces Tables preonles. Cepende l'imprime-760, des almanachs populaires s'étaient répandes et étaient remplis d'anecdotes, de contes, de conseils aux laboureurs. L'ordonnance d'Orleans, rendue en 1561, ert. 28, et ll'ordomnance de Blois, à la daté 40 1579, art. 36, exigèrent que les almanachs, avent d'être imprimés, fussent sormés à l'examen des archevêques et eveques ou de commissaires députés par loroi et pas les juges ordinaires. Les an-Course étaion : passibles de peines corporailes, s'ils ne se soumettaient pas aux enigenceade la ki, etc. L'Almunach royal a été publie pour la première fois en 1679. C'était dans l'origine un simple calendrier. L'une époque postériouse, en y ajouta la fiste de tous les fonction mises publics.

ALODES. - Même signification qu'Alleux. Voy. Alleux.

ALTERNATIF. — On appeleitainei dans l'ancienne organisation administrative, où la vénalité avait multiplié les charges, des fonctionnaires qui exercient alternativement les mêmes fonctions avec le même personi ; ninei il y avait des trésoriers atternatifs, des secrétaires alternatifs, etc.

ALTESSE. — Sous la première et la seconde race, le titre d'altesse dans réservé sur évêques. Dans les xure, xive et xv° siècles, c'était le titre commun de tous les rois. Ce n'est que depuis Françein les que les rois de France: l'ont quitté pour prendre celui de majesté, réservé suparavent à l'ampeneur. En 1576, le muine, les échevius et consuls de la Rochelle donnàrant le titre d'alters au prince de Condé, lorsqu'il entra dans cette ville (de Thou, livre LXIII). Il fut aussi accordé, en 1583, au duc d'Anjou, nommé par les états de Flandre pour les gouverner (ibid., livre LXXIV). Mais ce ne sut qu'au xvii siècle que le cérémonial de la cour attribus définitive ment le titre d'altesse aux princes du sang. La date de 1628 est assignée par quelques auteurs à cette innevation; mais on putrrait la faire remonter à une époque antérieure. En 1630, Gaston d'Orléans, frère de Louis XIII, ajouta l'épithète de sérenissime au titre d'altesse. En 1691, il changea cette qualification en celle d'altesse rougele, et, en 1632, le prince de Condé prit le titre d'altesse sérenissime. Dans la suite, il fut établi en principe qu'on donnerait le titre d'aitess royale aux princes issus directement du sang royal, et celui d'altesse sérémissime aux princes des branches collatérales.

AMBASSADE. — AMBASSADEUR. — Voy. Relations extérieures.

AMBONS.—Pupitres placés à l'entrée du chœur et où les diacres lisaient au peuple l'épître et l'évangile. — Voy. BASLIQUE.

AMBRE BLANC. — On en faisait des ornements, des chapelets et hijoux. Un chapelet ou patenòtre d'ambre blanc est donné en 1363 à la femme d'un mênétrier (Lac. Sainte-Palaye, Dict. manuscr. des ant. fr., v° Ambre). Dans un inventaire de 1329, il est question d'une pomme d'ambre, garnie d'argent, pendant à un lacs de soie azurée (Comptes de l'argenterie des rois de France au xxv° siècle, par Douët d'Arcq).

AMBREANCES. — Un entend par ce mot le service médical qui suft une armée. Les premières tenintives pour établir des un-balances, remouvent à Henri IV. Louvois réalisa ce projet des rees: mais l'ordonnance qui applique le système des ambulances à toutes les armées est de 1691. Pendant les guerres de la révolution, le service des ambulances reçut une nouvelle impulsion de Larrey. Il l'organisa surtout dum l'armée de Custine, en 1792.

ARRENACEMENT. — Ordre adopté pour la compo des forêts.

ASPENDE. — Les lois des France et des suites burbares fixelest les emendes qui devalent être payées pour chaque crime; on les appoint fredum et configeld (voy. ces mots). Les contemes du moyen àge connervèrent l'usage des amendes. On voit, en effet, dans l'ancien coutrmier de Normandie, que des amendes étaient imposées en punition de coups donnés. Le juge qui avait mal jugé était passible d'une amende; elle était de seizante seus peur le juge qui n'avait que la basse justice, et de soixante livres pour celui qui avait la haute justice (Grand Coutumier de France, L. IV, p. 526). L'ordonnance de Roussillon confirmant un ancien usage, prescrivit de saire payer l'amende au seigneur, lorsqu'on réformait la sentence du juge. Les amendes des semmes n'étaient que la moitié de celles des hommes pour les mêmes délits Bouteiller, Somme rurale, livre II, titre XL). Les amendes étalera quelquefois si fortes qu'elles équivalaient à des configuations. Brantôme parlant, dans ses Dames il bestres, de Claude de France, duchesse de Lerraine, qui était venue à la commune Prance, dit que le roi son frère hai thusea toutes les amendes de la Guienne. «On y fait, ajoute-t-il, des amendes si grandes, qu'elles valent des confiscations.»

L'amende est restée dans notre code un mode de pénalité dont la lei fixe pour tous les cas le maximum et le mininues. Les amendes pour simples contraventions de police varient de 1 à 15 fr. Le minimum des amandes correctionnelles est de 16 fr., le maximum peut monter à 20 ecc fr. et au delà.

AMENDE HOMORABLE.—Le condamné france n'avait pas de marine et était réfaient umende honorable en avouant publiquement le crime pour lequel il avait charge d'amiral était peu importante. Elle été jugé. Il y avait plusieurs espèces d'amiral était peu importante. Elle devint plus considérable vers la fin du mundes/honorables; la première se faisait à l'audience, en présence des juges assemblés et des parties térées. Le patient, grands officiers de la couronne. Il avait conduit par le geblier de la prison, était une juridiction absolue sur toutes les nuitate, sans aucune marque de dignité, côtes du domaine royal; les flottes et arctres mettait à genoux. Lausesconde forme

d'imends honorchie duit plus inte is condamné émit conduit par le bourreau. sur une place publique, seuvent en face d'une égitse, tête nue et pieds nus, en chemise, la corde su cou , tenant-en main un cierge de cire jaune, et portant sur le dus un écriteau. Là , il lieuit une formule commençant par ces mots: Je demande urdon à Dieu, au rei et à la justice, etc. Da 1394, l'avocat Jean Desmarets , iniquement condamné, refuse de promoncer toute la formule. « Je demande pardon à Dieu, divil, mais j'ai toujours servi loyalement le roi et ses prédécesseurs; je n'ai point de pardon à leur demander; à Dieu seul je veux crier merci. » l'amende honorable a été abolie par le Code péaul de 1791 (titre 17, art. 35). La loi du sacrilége, votée le 20 avril 1826, imposait su condummé une amende honorable devant la principate église du lieu 🗪 le sacrilége avant été commis. Cette loi a été abregée le 16 octobre 1880. Le moyen âge avait une mends honorable d'une nature partieslière : le seigneur rebelle était s condamné à porter sur ses épaules un chien mort; cette peine infamante s'appeiait harnesoar ou rynophoris. - L'amende honorable n'existe plus dens nos lois.

AMEUBLEMENT. -- Voy. MEUBLES.

AMEUBLISSEMENT. — Coutume du moyen age qui consistait à donner à un immeuble la qualité de meuble pour le faire entrer dans la communauté de biens des époux.

AMICT. — Partie du vêtement sacerdotal; pièce de toile dont le prêtre se couvre les épaules avant de revêtir les ornements sacerdotaux.

amiral. — La dignité de grand amiral de France remonte au commencement du xive siècle ou même au xiue. Guillemme de Nangis memionne un amiral de la mer (admiralium maris) que saint Louis envoie à la découverte, lorsqu'il aborde à Tunis. Une ordonnance de 1322 parle anssi d'un amiral de la mer (Ord. des R. de Fr., t. I, p. 811). En 1860, l'amiral de Normandie et ses lieutenants ont une juridiction dont les appels sont réglés par des ordonnances royales (ibid., t. II, p. 406 . Mais, comme pendantiongremps la France n'avait pas de marine et était réduite à louer des vaisseaux étrangers, la charge d'amiral était peu importante. Elle devint plus considérable vers la fin du zve siècle, et dans la suite l'amiral de France fut considéré comme un des grands officiers de la couronne. Il avail une juridiction absolue sur toutes les cotos du domaine royal; les flottes et ar-

il nommait ses lieutenants, recevait leurs serments, pouvait seul autoriser les armements maritimes, prélevait un droit sur toutes les prises, etc. La Guienne, la Provence et la Bretagne eurent des amirautés distinctes jusqu'à l'époque de leur réunion à la couronne au xve siècle. On conserva le nom après la suppression de la dignité, et au titre d'amiral de France, pendant le xvie siècle, on joignit celui d'amiral de Bretagne. Cependant, à partir du rème de Louis XI, l'autorité centrale surveilla l'administration maritime, defendit les prises en mer et soumit à l'autorisation de l'amiral tous les vaisseaux qui voulaient entrer dans les ports; les habitants des paroisses, sujets au guet de la mer, devaient être passes en revue deux fois par an par l'amiral ou ses représentants. L'amiral Chabot ayant été condamné en 1540, le roi s'empara de la nomination de tous les officiers de mer et la conserva de 1554 à 1582. Enfin, Richelieu trouvant encore la dignité de grand amiral trop puissante, la racheta de Henri de Montmorency, en 1626, et, sous le nom de surintendant général de la navigation, en exerça lui-même les fonctions. Louis XIV rétablit la dignité de grand amiral en 1669, mais sans lui laisser l'autorité excessive qui avait porté Richelieu à la supprimer. Le roi nomma seul tous les officiers de marine, et l'autorité réelle appartint au ministre secretaire d'Etat chargé de ce département. Cependant l'amiral conservait encore de grandes prérogatives; il nommait les juges de l'amirauté, et ces magistrats prononçaient leurs sentences en son nom; il avait toujours un droit sur les prises saites en mer: il autorisait les navires armés en course, et nommait les interprètes et maîtres de quai. La dignité de grand amiral disparut avec l'ancienne monarchie. Rétablie par la restauration pour le duc d'Angoulème, elle fut de nouveau abolie en 1830.

Les tribunaux du grand amiral s'appelaient amirautés et se divisaient en siéges généraux et sièges particuliers. La table de marbre de l'aris était le siège général et central de l'amirauté de France; ce tribunal se composait d'un lieutenant civil et criminel, d'un lieutenant particulier, de cinq conseillers, de trois substituts du procureur du roi et d'un greffier receveur des amendes. Le second tribunal de la table de marbre siegeait à Rouen. L'amirauté de l'aris comprenait les amirautés particulières de Boulogne, Abbeville, Bourg-d'Ault, Calais, hu et Tréport, la Rochelle, les Sables d'Olonne, Saint-Valery-sur-Somme et Dunkerque. A la

table de marbre de Rouen ressortissaient les amirautés particulières de Harfieur, Bayeux, Caen, Carentan, Caudebec et Quillebœuf, Cherbourg Coutances, Dieppe, Dives, Fecamp, Grand-Champ, Granville, le Havre, la Hogue, Honfleur, Saint-Va-lery-en-Caux, Touques. Dans le midi de la France, les sièges particuliers de l'amirauté ressortissaient aux parlements d'Aix, de Toulouse et de Bordeaux. Le parlement de Rennes jugeait les appels des sièges particuliers de Bretagne. Chaque siège particulier était composé d'un lieutenant civil et criminel, d'un procureur du roi, d'un greffier et de plusieurs huissiers et sergents. La révolution a fait disparaître tous ces tribunaux. Il existe, depuis 1824, un conscil d'amiraute qui n'a que voix consultative; il est charge d'examiner les projets de lois et ordonnances relatifs à la marine.

AMIRAUTÉ. — Voy. AMIRAL et MARINE. AMITIÉ (Villes d'). — Voy. Communes. AMNISTIE. — Oubli et pardon général proclamé par un traité ou par un édit.

AMODIATEUR. — C'était un métayer qui affermait une terre à condition de donner au propriétaire une partie des fruits. Les baux de cette nature s'appelaient amodiation.

AMODIATION. - Voy. Amodiateur.

AMORABAQUIN. — Ce mot bizarre, qui se trouve quelquesois dans les chroniques françaises du moyen àge, est une corruption du mot Amurat ou Amourad-Bey. Il désignait le ches des Turcs ottomans.

AMORTISSEMENT. — Le sens primiti de ce mot est extinction ou rachat d'une dette ou d'un droit. — On appelait aussi amortissement le droit que payaient autrefois les gens de mainmorte pour posseder une propriété immobilière. Ces propriétés se nommaient biens de main-

morte, Voy. MAINMORTE. Aujourd'hui le mot amortissement designe la diminution progressive de la dette publique. La pensée de la création d'une caisse d'amortissement destinée à eteindre la dette publique se trouve déjà dans le Testament politique de Richelieu. Robert Walpole introduisit cette institution en Angleterre. Le ministre Machault en fit adopter le plan pour la France, en 1749; mais l'execution fut ajournée jusqu'en 1764. L'organisation, quoique modifice en 1784 et 1799, n'était pas satisfaisante. La loi du 28 avril 1816 sépara la caisse d'amortissement de la caisse des depots et consignations; la première sut destinée uniquement au rachat de la dette publique et placée sous la surveillance

d'une commission nommée en partie par le pouvoir législatif, en partie par le pouvoir exécutif. Une nouvelle loi, du 25 mars 1817, double la dotation de la casse d'amortissement.

AMOUR (Cour d'). — Il est souvent question des cours d'amours dans les poèmes provençaux. Elles se composaient de dames et de poètes qui jugeaient des questions subtiles relatives à l'amour et à son influence. Voy. TROUBADOURS.

AMOVIBLE. - Voy. MAGISTRATURE.

AMPARLIERS. — Nom donné autrefois aux avocats. Il est employé dans l'ouvrage de Pierre des Fontaines composé au xiu siècle et intitulé Conseil à un gentilhomme pour le former à rendre la justice.

AMPHITHE ATRE. — On appelle amphithédire ou cirque une enceinte circulaire entourée de plusieurs rangs de gradins et destinée à des représentations dramatiques ou à des jeux publics. Les principaux amphithéatres bàtis en Gaule par les Romains et conservés jusqu'à nos jours sont les amphithéatres ou arènes de Nîmes et d'Arles.

AMPLIATION. — Double d'un acte revêtu d'une signature qui en constate l'aumenticité.

AMPOULE (Sainte). — On appelait ainsi le vase où était rensermée l'huile consacrée dont on se servait pour le sacre des rois, Guillaume le Breton raconte qu'au moment où saint Kemy instruisait Clovis dans la foi chrétienne, le vase qui contenait l'huile sainte destinée au sacre sut brisé. Les paiens s'en réjouirent et voulurent détourner le roi de se saire chrétien; mais, à la prière de saint Remy, un ange apporta du ciel la sainte ampoule qui servit dans la suite au sacre des rois. Elle était conservée dans un reliquaire d'or entouré de cristal. Louis XI, esperant prolonger sa vie, fit apporter la sainte ampoule au Plessis-lès-Tours, « pour en prendre, dit Comines, semblable onction qu'il en avoit pris à son sacre. » La sainte ampoule a été brisée, en 1793, sur la place publique de Reims par le conventionnel Rhul. — Voy. Vertot, Dissertation sur la sainte ampoule, t. II, o. 620, des Memoires de l'Académie des inscriptions et Belles-Lettres.

AMULETTE. — Ce mot paraît venir du latin amoliri, écarter; il désigne, en effet, un objet que l'on porte pour éloigner les dangers, les maladies, etc. Les amulettes consistaient ordinairement en médailles, en morceaux d'ambre, de plomb, etc., auxquels on supposait une vertu miraculeuse. Un sermon du vii siè-

cle, que saint Ouen, archevêque de Rouen, prête à saint Eloi, dans la vie de ce personnage, prouve que ces superstitions étaient alors en usage. « Que personne, dit saint Eloi, ne suspende des amulettes au cou des hommes ou des animaux; ce n'est pas un remède du Christ, mais un poison du diable. » Voy. Superstitions.

AN ET JOUR. — Le terme de l'an et jour était solennel dans les anciens usages de la France. D'après les lois de Guillaume le Conquérant, le serf qui avait passé an et jour dans une ville de bourgeoisie était affranchi. En Bourgogne, l'homme libre qui habitait an et jour sur les terres d'un seigneur devenait son aubain. On voit dans les anciens romans de chevalerie que les entreprises des chevaliers qui allaient au loin chercher aventure ne devaient durer qu'un an et un jour (Roman de Lancelot du Lac, cité par Lacurne Sainte-l'alaye, Dictionn. ms. des antiq. fr., vo An ET JOUR).

ANABAPTISTES. — Voy. Hérésie.

ANAP. — Vase destiné au service de la table. Voy. Table.

ANATHÈME. — Voy. Excommunication. ANATOMIR. — Voy. Sciences.

ANE (Fête de l'). — Voy. Fêtes. ANGE, ANGELOT. — Voy. Monnair.

ANGELUS. — On n'est pas d'accord sur l'époque où fut instituée la prière appelée angelus. Quelques auteurs l'attribuent à Jean XXII, d'autres au pape Calixte II. Un concile tenu à Sens, en 1346, ordonna de répéter les trois ave du couvre-seu, suivant l'institution du pape Jean XXII; mais l'usage de répéter trois sois par jour les trois ave ne date que du xve siècle. Mahomet ayant résolu, en 1456, d'attaquer la Hongrie avec toutes ses forces, l'effroi qu'inspirérent les préparatifs du sultan et l'apparition de deux comètes furent, dit-on, l'occasion de l'institution de l'angelus. Cette prière ne tut introduite en France que par une ordonnance de Louis XI en date du 1er mai 1472; le pape accorda une indulgence de trois cents jours à ceux qui la répéteraient trois fois par jour. « Le 1er mai 1472, dit Jean de Troyes (dans sa Chronique de Louis XI), jut fait à Paris une moult belle et notable procession en l'église de Paris et sait un prèchement bien solennel par un docteur en theologie, lequel dit et déclara, entre autres choses, que le roi avoit singulière confidence en la benoiste vierge Marie, prioit et exhortoit son bon populaire, manans et habitans de la cité de Paris, que doresnavant à l'heure de midi, que sonneroit à l'église Nostre.

Dame de Paris la grosse cloche, chacun fust flechir le genou à terre en disant ave Maria, pour donner bonne paix an royaume de France.»

ANGES.—Supports dos ancicames armes de France. Voy. Blasen.

ANGEVINS. - Vey. MORMAIS.

ANGLAISES (Dames). — Voy. Clerge RECULIER.

ANGON. — Espèca de lance. Voy. Annes.

ANGUALLES. - La pêche des anguilles était désendae au xave siècle, d'après la Somme rurale de Bouteiller, livre II, titre m.

ANNATES. — On appelait annates le droit de percevoir la première année des revenus d'un bénéfice ou de tous les bénéfices d'un diocèse; on donnait aussi ce nom à l'impôt qui était ainsi perçu. D'anciens actes, et, entre autres, une donation de l'évêque de Paris en faveur de l'abbaye de Saint-Victor, fondée en 1113, prouvent que les évêques donnaient quelquefois à une eglise ou à une abbaye nouvellement établie le revenu d'une année de certains bénéfices, laraqu'ils viendraient à vaquer. Au commencement du xave siècle, le pape Jean XXII s'attribua le droit d'annate ou du revenu de la première année de tous les bénéfices du monde cathelique. Pendant le schisme d'Avignon, en 1386, Charles VI défendit de payer les annaics au saint-siège; cette défense plusieurs fois renouvelée fut proclamée difinitivement per la progmatique sauction de Bourges, en 1438. Le concerdat de François la avec Léon X, en 1516, rétablit les annates, et, quoique cet usage est été proscrit par plusieurs ordonnances, et, entre autres, per une ordonnance de L'Hôpital, rendue en 1561, sur la demande des états d'Orléans, quoiqu'il out été vivement attaqué au concile de Trente, il continua d'exister jusqu'en 4789. L'Assemblée constituante abolit définitivement les annates par les jois da 11 accis et du 21 septembre 1789.

ANNEAU. — L'anneau servait, dans les premiers siècles de notre histoire, à soeller les lettres et à leur donner un caractère d'authanticité. « Nous vous promettans, dit Clavis écrivant aux évêques,, de déférer à vos lettres dès que nous aurons reconnu l'impression de votre annesu. » Les premiers rois francs, comme les eveques, faisaient apposer aux actes émanés de leur autorité leur aceau gravé aur un anneau qu'ils portaient au doigt. On trouve des sceaux de cette nature sous les deux premières races et même sa

commencement de la treisième. Les pa ont conservé l'usage de sceller avec leur anneau les lettres lamilières, et, comme cet anneau représente saint lierre sous le costume d'un pécheur, en l'appelle l'anneau du pacheur. Les rois de France, les seigneurs et les évêques adoptèrent, à partir du xue siècle . l'usage de donner à leurs actes un caractère d'authenticité; en y suspendant leurs sceaux empreints sur la cire. Voy. SCBAUX.

L'anneau était un signe de reconnaissance: dans le roman de Gérard de Rousaillon, un messager ou ambassadeur de Gérard, aliant de sa part faire des représontations à son souverein, lui présents son anneau pour faire reconnaire son

caractère. (L.S.P.)

L'anneau était encore un symboladunion; tentôt il indiqueit l'union de dem époux, tantot l'union du pasteur et de son tronpesu ou du souversin et de ses sujets. Dans les plus anciens rituels de l'Eglisa, on trouve la bénédiation de l'anneau au moment du mariage. L'anneau; se plaçait au quatrième doigt, pance qu'en croyait qu'une veine de ce doigt cerrespondait avec le cœur. D'après un rituel de l'église de Reims, le prêtre plaçait l'anneau à différents doigts en prononçant une formule rimée que le flancé répétait (Origines du dneit français, par L. Michelet):

As pouce: "Par ost and l'Eglise en-

The spinsters in discussing spins describe on the saienė joints ;

Au doigt du milion : «par vrai amour et loyale fogs

Au quatrième deigt : wpour tant je to

mens. en oe doy. .

Dans la cérémonie de l'investiture fiedale., Panneau jouait un grand:rôle: Grégoire Vis s'oppose à ce que les luiques donnassent aux esclésiassiques ce signe du peavair spirituel. Ce lui un des prétextes de la guerre des investitures.

Loraque l'ancheveque de freuen alluit, pinda mus, prendre possession de la ca-thédrale, il passait devant l'abbaye de Saint-Amand; Vabbesse, qui Pattendait sur la porte, lui mettait au deigt un an-neau, en disant sux moines de Saint-Guen qui l'amensient : « le vous le donne vivant, vous mederendrez mert: » Le duc de Normandia, à le cérémonie de son couronnement, énoussis se émisé, en recevant au pied de l'autel antanasaubénit, qui était prinieument conservé per les Normands, comme une presse d l'indépendance de leur province : Lu Louis XI ent réuni diffinisivement la discmandia à la componne, il ft. briner l'anneau ducal, en présence de l'Échiquier, où aiégement les prelats et les hants barons.

L'anneau indiquait aussi quelquefois l'empriss ou l'engagement pris par un chevalier d'accomplir un vou. Cet usage remontait aux Germaine, et nous en trouvons la première trace dans Tacite qui parle des anneaux de ser que portuient ient certains guerriers pour leur rappeter le serment qu'ils avaient prêté. L'emprise du moyen âge était souvent un signe d'une autre nature. Ainsi, Froissart reconte qu'an commencement de la guerre de cent ans (vers 1336) plusieurs chevaliers anglais s'étaient couvert un mil d'un morcean de drap renge et avaient fait vous de ne le déposer qu'après s'être signalés par quelque prouesse échtante.

AMINEAU DE SALUT. — Voy. Asile (Broft d').

ANNEE. — L'époque du commencement de l'année a varié plusieurs fois depuis la chute de l'empire romain. Le calendrier julian ou de Jules César la faisait deter du 1ez janvien. Li semble gu'après l'établissement des France dans les Gaules, l'année commença au meis de mars, puisque le treinième concile d'Orléans. tena en 538, comptait le mois de mai pour le troisième meis de l'année. On trauve: aussi dans la quarante-deuxième formule du second livre de Marculfe, la prenve que les Trancs faissient dater eur année, tantét de 1º mars, tantét de 25 de ce moia. Chaplemagne introduisit dans le calendrier un changement impor-tant ; il empranta à l'Italie l'usage de commencer l'année à Noël. Cette ceutame fut suivie aux vur et us siècles ; cependant on trouve, même à cette époque. quelques actes qui fons commencer l'année au 1er janvier. On abandouna su x siècle l'usage de dater de la Nativité; mais, comme dans ses temps de confusion, il n'y avait aucune lei générale, on suivit simultanément doux systèmes chronologiques, dont l'un prenait pour point de départ le 1 minuvier, et l'anive le jour da Paques. Les Annales des Bénédictins de D. Mabillon (4. IV, p. 267, 264) attestent que, sons de mai Rabert (996-1631), ces deux systèmes étaient en usage. Peu à peulla coutaine de commencer l'année à: Râques prévalut ; elle régna à Peris et au nord de la France pendant les nive et xve siècles, et dans la première moitié du Este siècle. Dans le midé, on se servait d'un autre calendrier. Bouchet, Généalegies des rois de France, dit en parlant de Charles VIII : « Il sila de vie à trépas au chasteau d'Amboise, le 7 avril 1497 avant Pasques a commencer l'année à la feste

de Pasques ainsi qu'on fait à Paria, et en 1498 à commencer à l'annonciation Nostre-Dame, amsi qu'on fait en Aquitaine, »

Chaque année, on attachait an cierge pascal le calendrier, avec l'indication des fêtes et principales époques. Il y avait dissidence entre le style des actes ecclésiastiques, politiques et civile, datés de Pâques en de l'Annonciation, et les traditions restées en vigueur qui plaquient au 1º janvier le commencement de l'année, ainsi que les fêtes de famille despnées à le célébrer. Enfin, l'ordonnance de Roussillen, rendue en 1568 par Charles 1% ou piutet par le chancelier de L'Hôpital, décida qu'à l'avenir l'année civile commencerait au : or janvier. L'Eglise conserva son calendrier spécial (voy. Ri-

tes ecclésiastiques).

En 1582, la France adopta la réforme régorienne qui retranchait dix jours de l'année, et on passa immédiatement du 5 octobre au 15 du même mois. C'est ce qu'on appela le nouveau style en opposi tion avec le vieux style, que la plu des nations protestantes ont suivi junqu'au dernier siècle, et que suivens encore les Russes. Il en résulta une différence de dix jours entre les de calendriers, différence qui s'ecerut d'un jour à peu près par siècle. Les *consée*s bissexuiles reviennent tous les quatre ans et se composent de trois cent soixante-six jours pour compenser l'omission dlusse fraction de jour négligée dans les année ordinaires. Le nom de bissextile viente ce que les Romains, depuis la réforme d calendrier par Jules Cesar, redoubleigns le sixième jour avent les kalendes de mars, qui répondait au 23 février. En France, on a longtemps fait l'intercalation après le 23 février, et alors la fête de saint Mathias, au lieu de tomber la 24.66vrier, était placée le 35. Aujourd'hui on ajoute simplement un jour à l'évrier.

L'année républicaine, adoptée en 1723, datait du 22 septembre 1792, époque du solstice d'automne et de la proclamation de la république; elle était divisée en douze mois de trente jours : condentesire, sinsi nommé des vendanges; brancaire. des brouillards; frimeire, du froid; nivontides, des vents; germinal, du develeppement de la seve dans les pluntes; *[londal*, de l'épaneuissement: des fleurs ; prairiel, de la femilié des prairies; messidor, des moissons; sbermiller, de la chaleur ; fructiden, des fruits. Chaque mois était divisé en trois décudes, d'unt le premier jour siappelait primidi et le dernien décadi. L'année se terminutiper cinq ou six jours .complémentaires consacrés à des fêtes. L'année républicaine a duré un peu moins de quatorze ans. Le sénatus-consulte du 21 fructidor an XIII décida que le calendrier grégorien serait rétabli à partir du 1er janvier 1806.

ANNEXE.— On appelait droit d'annexe, dans l'ancienne monarchie, le droit qui se percevait pour l'enregistrement des breis, bulles, dispenses, jubilés, indulgences et autres rescrits qui venaient des cours de Rome ou d'Avignon. Le parlement d'Aix était le seul qui joult du droit d'annexe. Ce droit y avait été établi en 1515. — On nomme aujourd'hui annexe une commune où le culte paroissial est établi sur la demande et aux frais des habitants, qui dépendaient d'une paroisse éloignée. On appelle aussi annexe les pièces jointes à un procès-verbal, à un rapport, etc.

ANNIVERSAIRE. — L'anniversaire est une cérémonie qui se célèbre d'annee en année pour perpétuer le souvenir d'un événement mémorable, heureux on malheureux. Cet usage remonte à une haute antiquité. Dès le viile siècle, on célébrait l'anniversaire des morts. Le premier anniversaire s'appelle ordinairement service du bout de l'an ou simplement bout de l'an. Les anciens romans de chevalerie parlent d'anniversaires institués pour le couronnement des rois. Le voi Perceforest, dans le roman qui porte ce nom, établit un tournois en l'honneur de la déesse Vénus pour célébrer l'anniversaire de son couronnement (voy. Lacurne Sainte-Palaye, Dictionn. manuscr. des antiquites françaises, vo Anniversaire). Au xir siècle, l'anniversaire des ancètres du seigneur était imposé comme une redevance féodale par quelques coutumes. La Thaumassière signale cette redevance dans sa Coulume de Berry.

ANNONCIADES. — Voy. Clergé régulier.

ANNUAIRE. — On donne le nom d'annuaire à des recueils qui sont publiés chaque année. L'Annuaire de la Societé de l'Histoire de France est destiné à éclaircir quelques points des antiquités nationales. L'Annuaire du Bureou des longitudes contient des dissertations scientifiques; l'Annuaire historique et l'Annuaire de la Revue des Deux-Mondes, un résumé de l'histoire de chaque année; l'Annuaire de l'Economie politique, une foule de précieux renseignements de statistique, etc. Plusieurs provinces ont aussi leur annuaire.

ANNUEL (Droit). — C'était l'impôt nommé aussi paulette et payé par les ma-

gistrats pour acquérir la propriété de leurs charges. Voy. Paulette.

ANOBLISSEMENT. -Les empereurs romains, surtout depuis Dioclétien, conféraient la noblesse. Saint Grégoire de Naziance parle d'hommes qui s'enorgueillissent de leur naissance et de ceux qui ne doivent leur noblesse récente qu'à un diplôme impérial. Après la chute de l'empire romain et jusqu'au xille siècle, la noblesse fut attachée à la propriété territoriale. Mais, lorsque l'idée de la souveraineté eut repris tout son empire, les rois de France crurent pouvoir conférer la noblesse comme une émanation de la souveraineté. Les premières lettres de noblesse datent du règne de l'hilippe III le Hardi, et furent accordées à son argentier, taoul l'orfevre. Les rois, parsuite de même principe, défendirent à tout autre seigneur de donner des lettres de noblesse de La Koque, Traité de la noblesse, P. 567). Le Grand Coutumier déclaraz aussi livre I, chap. III que le roi seul pouvait anoblir. Peu a peu les anoblissements se multiplièrent et donnèrent lieu souvent à un honteux trafic. Quelquesois l'anoblissement était la récompense du mérite et des services rendus ; ainsi, en 1441, Charles VII récompensa par l'anoblissement les hommes d'armes qui s'étaient le plus distingues. « Il leur fit donner, dit Berry dans sa Caronique, de grands dons d'or, d'argent et de rentes à leur vie dans les quatre murs de Paris, et les anoblit et leur donna des armoiries, afin qu'à toujours il en fut mémoire.» De Thou (livre CVI) parle de deux trères qui turent anoblis pour avoir délivré Marseille. Malheureusement il n'en était pas toujours ainsi; on achetait souvent, suivant une expression triviale et expressive, une savonnette à vilain. En 1696, Louis XIV battit monnaie avec de la cire et du parchemin, comme dit Saint-Simon; il anoblit, de sa certaine science, pleine puissance et au-torité royale (c'était la tormule des ordonnances, cinq cents personnes, moyennant finance. On tira quatre millions de ce trafic; mais on exemptait de la taille les nouveaux nobles, et on aggravait le fardeau qui pesait sur les vilains. Les lettres de noblesse étaient expediées en grande chancellerie et scellées du grand sceau de cire verte, en lacs de soie verte et rouge. Elles devaient être vériflees par la chambre des comptes et la cour des aides. — Voy. pour tout ce qui concerne les anoblissements, de La Roque, Traité de la noblesse.

ANSEATIQUES. — Voy. Hanse. ANSPESSADE. — Ce mot désignait un officier d'infanterie d'un rang inférieur au caporal. Voy. Daniel, Traite de la milice française.

ANTIPHONAIRE. — Voy. Musique reli-GIEUSE.

ANTIQUITES. — Voy. Musées.

ANTOINE (Religieux de Saint-). — Voy. CLERGÉ REGULIER; ANTONINS.

ANTONINS. — Ordre monastique. Voy. CLERGE REGULIER; ANTONINS.

- Les antrustions ANTRUSTIONS. étaient en général des Francs placés sous la protection du roi (in truste regis). Le mot trustis est tiré de la langue germanique et signifie aide et protection. On trouve dans Marcul e la formule par laquelle le roi prenuit un antrustion sous sa protection: « Il est juste que ceux qui nous promettent une soi inviolable soient places sous notre tutelle, et, comme N., notre fidèle, par la faveur divine est venu ici avec ses ahrimans (arimannia sua), et nous a juré, avec eux, assistance et fidélité, nous ordonnons, par les présentes, que ledit N. soit compté au nombre des antrustions; que celui donc qui aura l'audace de le mer sache qu'il sera condamné à paver six cents sous d'or pour son wehrgeld. » L'antrustion avait droit à un wehrgeld (voy. ce mot) trois fois plus fort que celui d'un simple homme libre, si l'on commettait un attentat contre sa personne. Le roi jugeait en dernier ressort les causes des antrustions. Outre les Francs, il y avait quelquesois des Gallo-Romains placés sous la protection royale. Des semmes mêmes y étaient admises. Cette protection royale est encore désignée par les noms de mainbour ou mainbournie. M. Guérard (Prolég. du Polyptyque d'Irminon, § 272) distingue les leudes, les fidèles et les antrustions. « Le roi, dit-il, était roi de ses fidèles, seigneur de ses leudes, protecteur de ses antrustions. » Voy. aussi Guizot, Essais sur l'Histoire de France.

APANAGES. — On appelait ainsi les domaines que les rois donnaient à leurs fils pulnés. Selon Mézeray Mémoires historiques et critiques, le mot apanage ou apennage vient d'apenner, donner des ailes; les enfants paraissaient alors saillir du nid, comme dit Comines en parlant de Charles VIII. D'autres tont dériver le mot apanage du latin barbare apanare, donner du pain (panem ac cibum porrigere). A partir du x1º siècle, le système des apanages tut appliqué à la maison royale. On a voulu distinguer plusieurs àges dans l'histoire des apanages. Dans la première époque, de 987 à 1180, les apa-

nages auraient passé aux collutéraux ainsi qu'aux tilles; dans la seconde, de 1180 à 1285, les collatéraux auraient été exclus de la succession des apanages, mais le droit d'en hériter aurait eté conservé aux filles. Entin, de 1285 à 1789, les filles auraient perdu le droit de succeder aux apanages. Cette classification commode el facilement adoptée par les juriscensultes est en contradiction avec les documents historiques. Saint Louis, en donnant le comté de Clermont en apanage à son sixième fils avait déjà exclu les femmes de la succession; et cependant on trouve, au xvi siècle, des princesses apanagéea Il faut reconnaître que la legislation sur cette matière ne s'est surmée que successivement, et a été très irrégulière jus-

qu'à l'ordonnance de 1566.

Au xi^e siècle le fils puiné du roi Robert obtint le duché de Bourgogne; en 1137, Louis le Gros donna à son fils Robert le comté de Dreux. Les apanages se multiplièrent au xmº siècle; Charles, frère de saint Louis, eut l'Anjou, le Maine et la Touraine; Robert, autre frère de saint Louis, obtint l'Artois, etc. Le sixième fils de saint Louis, Robert, reçut le comté de Clermont, et acquit bientôt par mariage le duché de Bourbon. C'est la tige de la maison de Bourbon qui monta sur le tròne de France avec Henri IV. Au xive siècle, on trouve de nombreuses créations d'apanages. Le Dauphiné, réuni à la couronne en 1349, fut l'apanage des fils ainés des rois de France. Jean donnu à son fils Philippe le Hardi le duché de Bourgogne, qui était devenu vacant en 1362 par la mort de Philippe de Rouvre, dernier descendant du fils du roi Robert, investi de ce duché. Le nouveau duché devint très-puissant sous les quatre ducs de la maison de Valois, l'hilippe le Hardi, Jean sans I erre, Philippe le Bon et Charles le Temeraire. Louis, frère de Charles V, obtint en apanage l'Anjou et le Maine, et fut le fondateur de la seconde maison d'Anjou. Charles V s'inquieta des progrès de cette féodalité apanagée. Des lettres patentes de ce prince, du mois d'octobre 1374, ordennent que son second fils Louis et les autres fils qui lui pourront naître, auront chacun en apanage douze mille livres tournois de revenu et quarante mille livres en argent; mais elles suppriment les apanages en terres. Cette sage disposition ne sut pas observée, et, sous Charles VI, le duché d'Orléans fut donné en apanage à Louis, second fils de Charles V. Il se forma ainsi une nouvelle téodalité composee de quelques grandes maisons qui troubla la France au x ve siècle Louis XI lutta contre la féodalité apanagée et fut

d'abord vaince dans la guerre du bien public (1465); on lui arracha même la création d'un nouvel apanage composé de la Normandie pour son frère Charles. Mais il parvint bientôt à reconquérir ce duché, et il fit déclarer par les états réunis à Tours, que la Normandie ne pourrait plus être separée du domaine de la couronne. La maison de Bourgogne set affaiblie par les confiscations qui suivirent la mort de Charles le Téméraire (1477), et bientôt après la maison d'Anjou s'éteignit, laissant ses domaines à la couronne,

Malgré les guerres civiles excitées par la féedalité apanagée, on ne peut méconnattre que les apanages avaient eu d'heureux résultats; ils avaient étendu sur la France l'autorité des princes de la maison royale et avaient ainsi accoutumé les provinces à accepter plus docilement la domination capétienne. Entin, ces princes apanagés assurèrent la perpétuité de la maison capétienne, et lui fournirent successivement les branches de Valois, Valois-Orléans, Valois-Angoulème, Bourbon, Bourbon - Oriéans. On a comparé avec raison la dynastie capétienne à un arbre vigoureux dont les rameaux convraient la France entière. Les semmes obtinrent quelquesois des apanages, même au xvi siècle; ainsi le Berry sut donné en apanage à Marguerite, fille de Henri II

(De Thou, livre XXII) Une ordonnance sur le domaine, rendue par Charles IX ou plutôt par L'Hôpital, en 1566, régla les conditions des apanages. Ils ne pouvaient passer aux femmes et faisaient retour à la couronne en cas d'extinction de la ligne masculine. « Ainsi l'apanage, dit Ferrière, ne donne pas une vraie proprieté et ne doit être regardé que comme un usufruit, puisque la propriété en demeure à la couronne. » Les apanages revenaient au domaine par mort du prince apanagiste sans postérité masculine, par l'avenement du prince à la couronne, enfin par confiscation pour forfaiture. Les apanages furent toujours en usage dans l'ancienne monarchie; on pent citer les apanages constitués, en 1626, en faveur de Gaston duc d'Orléans, et, en 1661, en faveur de Philippe duc d'Orléans, frère de Louis XIV. Ce dernier apanage se composait des duchés d'Orléans, de Valois et de Chartres. En 1771, Louis-Stanishas-Xavier, plus tard Louis XVIII, obtint le comté de Provence, et, en 1773 le comté d'Artois sut donné su second frère de Louis XVI, qui sut plus tard Charles X. L'Assemblée constituente conserva les apanages par les lois des 13 août, 21 septembre et 100 décembre

1790 et du 6 avril 1791; mais en les changeant en rentes apanagères , qui devaient être fixées par la législature en activité. La constitution de 1791 confirma cette disposition. Les apanages disparurent momentanément avec la monarchie, furent rétablis par un sénatus-consulte de l'Empire (30 janvier 1810) et confirmés par la Restauration, au moins pour la maison d'Orléans. La lei du 2 mars 1832 a fait rentrer l'apanage de la maison d'Orléans dans le domaine de la couronne. Aucun apanage n'a été constitué depuis cette époque. Voy. sur les Apanages, Pasquier, Recherches de la France, livre II, et Mignet, Formation territoriale de la France.

APOCRISIAIRE. — C'était le nom qu'en donnait autresois au député d'une église ou d'un monastère. — Le chapelain des empereurs francs était appelé APROCRISIAIRE, d'après le traité d'Hincmar Da ondine palatit.

APOSTATS. — On normait apostate non-seulement ceux qui renonçaient à la religion dont ils avaient sait prosession, mais encore les religieux et les clercs qui rentraient dans la vie séculière. L'apostasie était considérée, par les lois civiles, comme un crime de lèse-majesté divine au premier ches. Elle entrainait l'exclusion complète de la société et rendait incapable de recevoir aucun legs, de saire des dispositions testamentaires et d'être admis à témoigner en justice. Les donations, ventes, achats et contrats de tente nature étaient interdits aux apostats.

APOSTILLE. — Les apostilles sont des additions mises en marge ou au bas d'un écrit pour en confirmer le contenu ou appayer la réclamation présentée dans une requête.

APOSTOLIQUE. — Gertitre se donnait à tous les évêques dans la primitive Eglise. En 541, au concile d'Orléans, Glovis désignait les évêques réunis par le metrletin équivalent. Un concile de Reims, tenu en 1849, décida que le titre d'apostolique serait réservé au pape. Cette expression tomba en désuétude après le xue siècle. Mais on a continué de qualifier d'apostoliques les décrets pontificanx. Ainsi on dit un bref apostolique, une lettre apostolique, etc. Les notaires qui font les expéditions de la come de Rome. s'appellent notaires apostoliques.

APOSTRES. — On appelait apostres ou apotres, dans l'ancien droit français, une lettre par laquelle un condamné dénen-cait appel au juge qui avait pronomé la sentence. Hite devait être signifiés dans

un délai déterminé. Cet usage, qui n'existait que dans les pays de droit écrit où l'on suivait la loi romaine, a été aboli par l'article 117 de l'ordonnance de Crémieu (1532).

APOTHICANTES .-- Voy. Corporations.

APPARITEMES. — Les tribusaux ecclésisstiques, ou officialités, axaient des appartieurs qui remplissaient les fonctions d'unissiers, et faissient les citations et autres exploits. (In appelle encors appariteurs les huissiers des facultés et des corps esseignants.

APPARTEMENT. — Bans le langage de l'étiquette, appartement signifiait une fête accompagnée de jeu et de musique que le roi donnaît dans ses appartements de Versailles. On disait dans ce sens : il y aura demain appartement à la cour.

APPASTIS ou PACTIS .- Ciétait une contribution de guerre leuée sur les habitants d'un pays conquis.

APPEAU.—Terme de vénerie; l'uppeau était une espèce de sifflet avec lequel on irmitait le cri des oiseaux pour les faire tomber dans les filets. On appelait aussi appeaux les oiseaux dont on se servait pour attirer et prendre les autres.

APPEAUX (voluges). — Appel d'une justice particulière devant les dribument reyant. Voy. Apput.

APPEL. — Le droit d'appel d'un tribunal on diun juge inférieur à une juridiction appérieure, a. été reconnu dens les premières lais des Francs. Les Capitulaires de Charlemagne déterminant les degrés: d'appet (Capitulaire de 781.) : « On appelleza du dixainier au centenier, du centenier au comte. » « Le troisième appel, dit le même Capitulaire, sera porté devant le comte, qui nommera les juges convenables pour connaître de l'appel et du déni de justice. » De ce tribunal on peuvait appeler aux Missi dominici, et enim à l'empereur lui-même. « Si quelqu'un veut venir vers nous, dit Charlemagne, qu'il en ait la permission. »Les causes des abbés. des évêques, des comtes et des grands étaient portées directement au tribunal de l'empereur (Capit. de 812), et jugées par les coustes palatins. Dans le cas où l'appelant pel interjets n'était pas fondé, l'appelant convaincu de manvaise foi était condamné à douze sous d'amende et devait recevoir la bastonnada des juges eun-mêmes (Capit. de 803).

L'usage des appels tomba en désvétude, lorsqua tous les liens de la hiérarchie fu-

rent rempus. On ne pouvait appeler d'un jugement sous le régime sécdas qu'en soutenant le maljugé en champ clos contre chacun des juges. C'est ce qu'on appelait fausser le jugement. Cet appel à la force n'était pas accordé au viluin ou au serf: ils ne pouvaient se battre contre des nobles. Saint Louis abolit cet abus. « Combat, disait ce prince, n'est pas voie de droit, » Il établit quatre grands baillis pour recevoir les appeis des tribunaux Rodaux, à Saint-Quentin, à Sens, a Macon et à Saint-Pierre-le-Moutier. Ce furent jusqu'aux derniers temps de l'ancienne monarchie les sièges des quatre grands bailliages ressortissant au parlement de Paris. Un pouvait appeler du tribunal des baillis à la cour du roi ou parlement. Ainsi la justice se contralisait, et, par voie d'appel, revensit aux juges royaux. A cette époque, les appels, comme de temps de Charlemagne, étaient pontés contre le juge, et non contre la partie adverse. L'affaire devenait personnelle pour le juge appelé, et il était tenu de venir comparaitre devant le bailli royal ou le parlement pour défendre la sentence qu'il avait prononcée. Les parlements et les baillis royaux se servirent des appels pour diminuer l'importance des justices seigueuriales. Ils savorisaient les appeaux volages, qui enlevaient la cause aux juges undinaires pour la porter devant le bailli royal. Bouteiller nous a conservé une formule de ces appels dans sa Somma rurale: « Sire juge, disait l'appelant, vous m'avez fait ajourner devant vous, mais j'ai canse d'appeler de votre juridiction, et, pour ce, j'en appelle d'appel volage, et vous ajounne des maintenant devant monseigneur le bailli ou son lieutenant. » Ce moyen d'annuler les instices particulières fut employé jusqu'au xv siàcle. A cette époque, la royanté n'en syant plus besoin pour faire reconnative partout sa juridiction., le laissa tomber en désué-

Ce na fut qu'an xvi siècle que las questions délicates et compliquées des appels furent riglées. Les parlements étalemerentes cours souveraines et jugesient sans appel. Mais pour les autres juridictions, qui issient très-nombrenses, il callut établir des règles spéciales. Les ordonnances de François ler et de Henri II désidenent qu'on pourrait appeler des mattres des eaux et forêts à la table de marbre purdevant le grand maître ou son lientenant, et de la , en dernier ressort, aux parlements. Les appels des prévèts des monnaies se portaient à la cour des monnaies; ceux des maîtres des ports et de leurs lieutenauts.aux.parléments, etc.

Les sentences des tribunaux ecclésiastiques donnaient aussi lieu à des appels. « Dans les premiers siècles, dit Fleury (Institution au droit ecclésiastique, III. partie, chap. xxIII), les appellations, comme les autres procedures, étaient rares dans les tribunaux ecclésiastiques. L'autorité des évêques était telle et la justice de leurs jugements ordinairement si notoire, qu'il tallait y acquiescer. Nous voyons toutesois dans le concile de Nicée, que si un clerc ou même un laïque prétendait avoir été dépose ou excommunié injustement par son évêque, il pouvait se plaindre au concile de la province, mais nous ne voyons point que l'on y éût recours pour de moindres sujets ni qu'il y eut de tribunal réglé au-dessus du concile de la province. Que si un évêque se plaignait de la sentence d'un concile, le remède était d'en assembler un plus nombreux, joignant les évêques de deux ou plusieurs provinces. Quelquesois les évêques vexés avaient recours au pape, et le concile de Sardique leur en donnait la liberté. Mais, quoi qu'il en soit de l'Orient, nous voyons depuis ce temps en Occident de fréquentes appellations à Rome. Depuis que les sausses décrétales eurent cours (voy. Dhoit Canon), les appellations devinrent toujours plus fréquentes. Car ces décrétales établissent les divers degrés de juridiction des archevêques, des primats et des patriarches, comme s'ils avaient eu lieu dès le 11° siècle, et elles permettent à tout le monde de s'adresser au pape directement. Cela sit que, dans la suite, la cour de Rome pré-tendit pouvoir juger toutes les causes, même en première instance, et prévenir les ordinaires (les évêques) dans la juridiction contentieuse, comme dans la collation des bénétices. On y recevait sans moyen (immediatement, sans jugement d'un tribunal intermédiaire les appellanons de l'évêque ou d'un juge inférieur. Saint Bernard écrivant au pape Eugène se plaint fortement de ces abus et marque l'exemple odieux d'un mariage, qui, sur le point d'être célébre, sut empêche par une appellation srivole. Il représente le consistoire comme une cour souveraine, chargée de l'expédition d'une infinité de proces, et la cour de Rome remplie de solliciteurs et de plaideurs; car ils étaient obligés à s'y rendre de toute la chrétienté. Les métropolitains et les primats suivirent cet exemple; on ne vit plus qu'appellations frivoles et frustratoires (c'est-à-dire n'ayant aucun motif sérieux et interjetées seulement pour éluder l'exécution d'un jugement). On appelait non-seulement des jugements, mais des règlements de

procédure, mais des actes extrajudiciaires, des ordonnances provisionnelles. des corrections d'un évêque ou d'un supérieur régulier. On formait des appellations vagues et sans fondement. On appelait, non-seulement des griefs soufferts, mais des griefs futurs; on faisait durer plusieurs annees la poursuite d'un appel: c'était une source de chicanes infinies. On le peut voir par tout le titre des décrétales. Les deux conciles de Latran, tenus sous Alexandre III et sous innocent III remédièrent en partie à ces abus. Le concile de Bale passa plus avant. Il défendit les évocations à la cour de Rome et ordonna que dans les lieux qui en seraient éloignés de plus de quatre journées, toutes les causes fussent traitées et terminées par les juges des lieux, excepté les causes majeures réservées au saint-siège. Il ordonna de plus, que toutes les appellations seraient relevées au supérieur immédiat, sans jamais recourir plus haut, fût-ce au pape, sans passer par les juridictions intermédiaires. »

On appelait quelquesois des jugements pontificaux à la décision suprême des conciles. Ainsi, en 1467, lorsque la pragmatique sanction de Bourges sut abolie, « le recteur de l'Université et les suppôts d'icelle allèrent par devers le légat et de lui appelèrent et de l'effet des lettres pontificales au saint concile et partout ailleurs où ils verroient estre à saire, et puis ils vinrent au Chastelet, où pareillement autant en firent et y firent enregistrer leur opposition. » (Chronique de Louis XI, par J. de Troyes.) Louis XII, excommunié par le pape Jules II, en appela au sutur concile. Ce surtout, vers la fin du xvi° siècle et à l'époque des troubles de la Ligue, que se multiplièrent les appels au sutur concile.

La complication des appels tenait à la varieté des juridictions. L'assemblee constituante ab lit cette multitude de tribunaux qui couvraient la France et régularisa les appels en les simplifiant. Elle créa le tribunal de cassation, qui avait pour mission de reviser tous les appels en dernière instance, et de donner un caractère d'unité à la législation. Ce tribunal est resté sous le nom de cour de cassation le centre de l'administration judiciaire. La loi a réglé les divers degrés d'appel depuis les justices de paix jusqu'à la cour suprême. Elle a déterminé dans quel cas chacun des tribunaux intermédiaires jugerait sans appel ou avec recours à la juridiction supérieure.

APPEL COMME D'ABUS. — « L'appel comme d'abus, dit Fleury dans son Insti-

tution au droit ecclésiastique, est une loi du 16 thermidor an x (4 août 1801) plainte contre le juge ecclesiastique, remit au premier consul la nomination lorsqu'on prétend qu'il a excédé son pouvoir, ou entrepris, en quelque manière que ce soit, contre la juridiction séculière, ou, en général, contre les libertés de l'Église gallicane. » (Voy. Libertés DE L'EGLISE GALLICANE.) En 1329, Pierre de Cugnières, avocat du roi au parlement de Paris, se plaignit, en presence de Philippe de Valois, des abus des juges d'Eglise qui empiétaient journellement sur la juridiction séculière, et demanda au roi de les réprimer. Il est aussi question de ces abus de la juridiction ecclésiastique dans le Songe du Vergier, composé sous Charles V, et dans les plaintes de l'université de Paris contre Benoît XIII, en 1385. Enfin, le 7 juin 1404, eut lieu le plus ancien exemple d'un appel comme d'abus interjeté en forme. L'appel comme d'abus ne se relevait qu'en cour souveraine, et d'ordinaire aux parlements, quelquesois au conseil du roi. L'usage des appels comme d'abus sut vivement attaqué au concile de Treme et défendu par Du Ferrier, ambassadeur de Charles IX (De Thou, Hist. de son temps, livre XXXV). Ils continuèrent d'être en usage aux xvii• et xviii• siècles.

Les lois modernes ont aboli les tribunaux ecclésiastiques; mais elles ont maintenu l'appel comme d'abus, dans le cas où un ecclésiastique commet quelque excès de pouvoir ou contrevient dans l'exercice de ses fonctions aux lois du royaume. « Il y a abus, dit la loi du 18 germinal an x, dans toute entreprise ou tout procédé qui, dans l'exercice du culte, peut compromettre l'honneur des citoyens, troubler arbitrairement leur conscience, dégénérer contre eux en oppression, en injure ou en scandale public. » C'est devant le conseil d'État que, d'après la même loi, sont portes actuellement les appels comme d'abus.

APPEL (Cour d'). — Après la suppression des parlements (voy. ce mot, la Constituante organisa des tribunaux de district qui remplissaient les uns à l'égard des autres les fonctions de tribunaux d'appel avec recours au tribunal de cassation. Les membres de ces tribunaux étaient élus et n'avaient qu'un mandat temporaire. Cette organisation, qui ne donnait aux juges aucune stabilité, parut bientôt détectueuse. La constitution de l'an viii (titre v) reorganisa l'administration judiciaire et établit plusieurs degrés de juridiction, depuis les juges de paix jusqu'au tribunal de cassation. Chaque département eut son tribunal d'appel. La

des juges. Enfin la charte de 1814 accorda aux magistrats l'inamovibilité que les lois de la Révolution et de l'Empire leur avaient resusée. Les tribunaux d'appel prirent le nom de cours royales. Il y en eut vingt-sept pour toute la France. Depuis 1848 elles ont été désignées sous le nom de cours d'appei. Du reste les sièges de ces tribunaux n'ont pas varié. lls sont fixés à Paris (1ºº classe), Bordeaux, Lyon, Rouen (2º classe), Toulouse (3º classe), Agen , Aix , Amiens , Angers , Bastia, Besançon, Bourges, Caen, Colmar, Dijon, Douai, Grenoble, Limoges, Metz, Montpellier, Nancy, Nimes, Orleans, Pau, Poitiers, Rennes et Riom (4º classe).

APPEL. — Ce mot indiquait aussi unc provocation en duel. Voy. DUEL.

APPEL MILITAIRE. - Voy. RECRUTE-MENT.

APPERCEUS. - On appelait apperceus des miliciens de Franche-Comté dont parle Pellisson dans son Histoire de Louis XIV, t. II, livre VI, p. 265-**303**.

APPLICATION (École d').—Voy. Écoles.

APPOINTEMENT. — Il était d'usage lorsqu'un procès paraissait trop embrouillé ou la question trop délicate, de renvoyer les parties à une décision qui devait être prise ultérieurement sur le vu des pièces. C'était quelque ois un moyen d'ajourner indéfiniment un procès. Ainsi, dans la lutte de l'Université contre les jésuites, en 1564, le parlement, après avoir entendu les plaidoiries de Pasquier et de Versoris, appointa la cause au conseil Le procès ne fut jamais jugé. Voy. Pasquier, Recherches de la France, livre III, chap. XLIV.

APPRENTI, APPRENTISSAGE. — Voy. CORPORATIONS.

apprentissage (Brevet d'). — Voy. BREVET.

APSIDE ou ABSIDE. — Ce mot, tiré du rec épic, qui signitie voute ou arcade, désigne la partie intérieure des anciennes églises où le clergé était assis et où s'élevait l'autel; on lui donnait ce nom parce qu'elle était bâtie en voîte. L'apsids présentait une figure hémisphérique; au milieu du demi-cercle était placé le trône de l'évêque, de l'abbe ou du curé, ayant les prêtres assis à sa droite et à sa gauche sur un hémicycle attenant à la muraille. L'autel était placé ordinairement en avant de l'apside ou au centre; les diacres se tenaient debout aux deux côtés de l'autel, tous la figure tournée vers le peuple. On trouve des apsides dans les basiliques romaines et jusque dans les églises romanes des amet aux siècles.

·MOURDUES. -- Ties domaine construisirent les premiere en Saule des aqueducs ou cameur en pierre pour conduire les caux. Le plus célèbre de ces menuments est l'aquaduc comia sous le nom de Pont du Gurd, que Non voit près de Nimes. Il existe encere des debris d'aqueduca romains allem eta four près de Metz. Les aqueducs de Marly, d'Arcueil, et de Bucq, près de Verszilles, sont, comme l'accedac du Card, composés de trumpant et d'arcades, et cometruits à travers des plaines ettes valides. Distres aqueduce, tels que ceux de Moquenecurt, de Belleville, etc., sont souterrains, percés à travers des montagnes et couverts de voûtes ou de dalles de pierre.

ARABES. — Les Arabes ont exercé une grande influence sur la France, et spéciaement eur les contées méridionales. Au muiècia de célèbre Gerbert d'autiliac, qui fut successivement archevêque de Rein et pape sous le mom de Sylvestre II, alla étudies dans les écoles arabes les sciences mathématiques, qu'il enseigna à la France: La poésie des troubadours, avec sa gallanterie subtile, la scellastique qui profita des wavaux des Arabes sur Aris-'tote, Tarchitecture gothique, enfin, dont les ornements capricieux ont conservé le nom Taraberques, subirent cerminement l'influence de la poésie, de la philosophie et de l'architecture arabes. Les remiers médecins de l'école de Montpelher avaient étudié aux écoles arabes d'Espagne. Les principales notions de physique et de chimie, au moyen age, furent dues a ce peuple. Enfin, il suffit de rappeler le papier-linge, les chiffres arabes. a beussole et la poudre à canon, pour indiquer tout ce que la France doit aux Arabes. Voy. Boussole, Parier, Poudre A CANON, SCIENCES.

ARABESQUES.—Le nom de ces ornements d'architecture indique assez qu'ils ont été empruntés aux Arabes. Ils se composent d'un mélange de fleurs, de fruits, et quelquefois de figures d'hommes et d'animaux véritables ou imaginaires. Au moyen âge, les arabesques fournirent à l'architecture gothique des ornements tantôt gracieux, tantôt hizarres. La Remaissance les adopta en les perfectionnant. Le Primatice et le Rosso, pour ne parler que des artistes îtaliens appelés en France, en ont laissé des modèles dans les châteaux qu'ils bâtirent pour François le etHenri II.

ARBALETE OU ARBALESTE. - Voy. Armes:

ARBALETRYERS.—Voy. Arree. Arbre de la liberté. — voy. Liberté.

ARBRES SACHES.—Voy. Superstitions.
ARC.—Voy. Armes.

AMC .- BOUTANT .-- VOY. EGLASE.

ARC DE TRIOMPHE. - Voy. TRIOMPHE.

ARCHERS.-Voy. ARMER.

ARCHERS DU ROI. — Antien nom des gardes éconsaises. Voy. Matson Du Roi.

ARCHERS DU GUET .-- Voy: Guet:

ARCHERS DES TOILES.-Voy. VENERIE.

ARCHERS (FRANCS). -- VOY. ARMER.

ARCHEVECHE. -- Voy. CLERGE.

ARCHEVEQUE. -- Voy. CLERCE.

ARCHI-ARBÉ,---Voy. Absé.

ARCHICHANCELIER. — Voy. Grychels (Grands) de la couronne.

ARCHICHAPELLIN.--Voy. CLERGE.

ARCHUDIACRE,--- Yoy: Chungh.

ARCHIMANDRITE.—Nom que dans certains ordres religieux en donnaità l'abbé.

ARCHTPRETRE. -- Voy: Cubrot.

ARCHITECTURE. — En France, l'histoire de l'architecture ou de l'art de construire et d'orner des édifices présente six époques distinctes. Je ne puis que les indiquer rapidement: re l'architecture gauloise n'a laissé que des monuments informes; tantôt ce sont des pierres levées, ou pierres droites, menhirs ou peulvans, parfois isolées, parfois groupées, comme à Karnac, dans le Morbiban : tantôt des cromlechs ou cercles de pierres; tantôt des dolmens, composés de larges pierres placées horizontalement sur des pierres verticales (voy. GAULOIS); 2º l'architecture gréco-romaine; outre des débris de voies romaines, elle a laissé quelques monuments remarquables, surtout dans le midi; telles sont les arènes de Nimes et d'Arles, l'arc de triomphe d'Orange, le pent du Gard, la maison carrée de Nîmes ; 3º l'architecture romane; elle se caractérise par le plein cintre ou arcade semi-circulaire; elle a élevé ses principaux monuments, églises on abbayes, aux xiº et xiiº siècles; elle a d'abord une grande et majestueuse simplicité, puis elle se charge d'ornements, comme à Notre-Dame de Poitiers et à la cathédrale de Bayeux ; 4º l'architecture ogivale, qu'on appelle improprement architecture gothique; elle se distingua de la précédente par l'arc aign ou ogive, puis par l'élancement des voûtes, des flèches, des piliers, enfin par le luxe des ornements qui couvrit et finit par surcharger les egives, les portails, les vottes et les Aèches (voy. Eduse). On distingue trois ages de l'ogive: d'abord l'agive à lancette, sans ornements intérieurs; elle se trouve surtout air xii siècle; puis l'ogive rayonnante, ornée de courbes circulainas ; alle domine aux xhie et xive siècles ; estin, l'agine flamboyante, au x v siècle; ello est chargée d'ernements qui ne sont pasi sans analogio avec une flamme droite ou renversée. A chacun de ces âges de l'ogive comespond une sévolation dans l'art. Simple au début, l'architectuse ogivale presed de la grandeur et de la richasse au KBI Biècle; elle est alors dans toute: na beauté, ses ancades élancées dans les sirs, ses piliers formés d'une multitude de colonneties, ses flèches découpées à jeur, unissent le légèreté à la sorce, la délicatesse des sculptures à la sublimité de l'ensemble. L'éffifice est majestueux et chaque détail travaillé avec art. Mais au xve siècle, le luxe des ornements efface **la grandour de l'architecture ; les artistes** se tourmentent pour produire des effets nouveux; de là les pendentifs multipliés, les sculptures prodiguées et l'art périssant sous le luxe des détails. 5° L'architecture de la Renaissance est un mélange du style gréco-romain et de quelques souvenire du moyen âge ingénieusement combinés; ce style, apporté en France par les antistes italiens, a produit des monuments remarquables à Fentainebleau, à Chambord, à Gaillon, à Écouen, à Anet, etc. On ne peut oublier, même dens une revue aussi rapide, la façade méridionale du Louvre où brille, dans sa grace, l'art de Jean Goujon. Une restauration ingénieuse permet d'en admirer aujourd'hui toute la délicatesse. 6° Le siècle de Louis XIV eut son architecture régulière et grandiose, mais souvent froide et compassée dans sa majesté; Versailles, et la colonnade du Louvre en sont les cheis-d'œuvre. Le xviii siècle l'imita en l'amoindrissant ; l'hôtel de la Monnaie , l'Ecole militaire, le garde-meuble, sur la place de la Concorde; Saint-Sulpice, le Panthéon, sont les principaux monuments de cette époque. Depuis la Révolution jusqu'à nos jours, on n'a sait qu'imiter ou combiner ces différents types, sans produire un style nouveau. On imite le style ogival à Sainte-Cloulde, le style de la Renaissance à l'Hôtel de Ville, le style greco-romain à la Bourse et à la Madeleine. Le progrès de l'architecture, pour notre époque, ne peut être signalé que dans la construction des maisons, dans la distribution plus intelligente des diverses parties, et dans les soins apportés qui comprend les édits, ordonnances, lois,

pour rendre les habitations plus commodes et plus saines. Espérons que les grands travaux qui s'exécutent et l'emploi, comme dans nos embarcadères de chemins de fer, de matérianx nouveaux, donneroni à quelque architecte de génie l'occasion de faire sortir l'art de la servile imitation d'un passé qui n'avait ni nos goûts wi was besoins. Dejk on peut citer Pembarcadère du chemin de Strasbourg, non comme un chef-d'œuvre assurément. mais comme une promesse. Foas mentionnerons aussi la digue de Cherbourg. comme le plus puissant effort que l'homme ait jamais fait contre la nature.—Peur les détails, voy. les différents mots indiquent une époque ou un caractère d'architecture. tels que chateau fort et Eglise. Il fant surtout consulter les ouvrages spéciaex, et entre autres le Cours d'archéologie professé, par M. de Caumont, le Manuel d'architecture civile et religieuse par le même, et les Instructions du comité hissorique des arts et monuments.

architrésorier. -- Voy. Oppiemens (Grands) de la(Douronne.

ARCHIVES. — On entend par ce met et les anciens titres et le lieu qui les renferme; il vient du grec degetor (ancien) d'où l'on a fait, dans la basse latinité, archivum. Dans les premiers siècles et même jusqu'au temps de Philippe Auguste, les rois de France avaient deux espèces d'archives : celles qu'on transportait à leur suite pour éclairer leur conseil, viatoria, et les archives permanentes, stataria. En 1194, seus Philippe Auguste, les Anglais ayant vaincu les Français au combat de Freteval, une partie des archives de la couronne fut prise et pillée. On songea alors à fonder un établissement public où restat déposé le trésor des chartes. Ce sut le chancelier Guérin, évêque de Senlis, qui en sut le createur, en 1210. Bientôt chaque établissement civil ou ecclésiastique eut ses archives. En 1782, il y avait en France douze cent vingt-cinq dépôts d'archives. En 1794, la Convention centralisa les archives; on forma dans chaque département un établissement où furent réunies les archives des monastères, des chapitres et des établissements civils de cette circonscription. Des commissaires furent chargés d'en saire le dépouillement. Ces depôts existent encore aujourd'hai sous le d'archives départementales. En même temps, les archives nationales prirent un vaste développement et furent divisées en six sections qui existent encore aujourd'hui: 1º la section de législation,

décrets, procès-verbaux des assemblées ligislatives, etc.; 2º la section administrative, où l'on reunit les papiers des divers ministères et des administrations centrales; 3° la section historique, qui renterme le trésor des chartes, les ordonnances, traités et autres actes intéressant l'histoire generale de la France et les histoires locales; 4º la section topographique, dépôt de toutes les pièces et cartes relatives à la population et à la division géographique de la France; 5° la section domaniale, qui contient les registres de la chambre des comptes, du bureau des finances, tous les titres du domaine na-tional et les pièces concernant les biens du clergé et des émigrés; 6° la section judiciaire, renfermant les registres du parlement de l'aris, de la chancellerie, du Châtelet, des cours des aides, des monnaies et des diverses juridictions qui avaient leur siège à Paris. Les archives nationales surent d'abord déposées au Temple, puis à la Sainte-Chapelle sous saint Louis. En 1809, Napoléon fit transporter à l'hôtel de Soubise ce dépôt, augmenté des archives des diverses corporations ecclésiastiques et civiles. De nouvelles constructions ont agrandi considérablement le palais des archives nationales. Elles sont placées sous la surveillance d'un garde general; chaque section a un thef particulier.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES. - Voy. ARCHIVES.

ARDENTS (Le mal des). — Cette maladie épidémique s'appelait aussi feu sacré
ou feu saint Antoine: ce dernier nom
vient de ce que l'ordre de saint Antoine
{voy. Cleugé régulier; Antonins) fut
fondé à l'occasion du mal des ardents.
Cette maladie, dont on signale les ravages
en 945, en 994, en 1089, en 1128. 1130,
1140, etc., brûlait le membre attaqué et
le détachait du corps. Les médecins modernes croient y reconnaître l'ergotisme
gangreneux.

ARDOISE. - Voy. Maison.

ARDOISIÈRE. — Voy. MINES.

ARÈNES. — Voy. Amphithéatre.

ARGENT. - VOY. MONNAIR

ARGENT JETÉ AU PEUPLE. — L'usage de jeter de l'argent au peuple, dans les cérémonies publiques, est souvent mentionné dans les historiens du xvie siècle. Ainsi le duc d'Anjou, après la prestation du serment de garder les privilèges de la ville de Cambrai, en 1581, jeta de l'argent au peuple; après la conclusion de la paix de Vervins, en 1598, Henri IV fit aussi

jeter de l'argent; Louis XIV distribua de l'or à son entrée à Lille, en 1667, etc.

ARGENT VÉRÉ. — Pièces d'argenterie ornées d'émail.

ARGENTERIE. - Voy. TABLE.

ARGENTIER. — Au xve siècle, on donnait ce nom au trésorier du roi. Jacques
Cœur était aryentier de Charles VII. On
appelait encore argentier l'officier chargé
de tenir compte des vètements que le roi
faisait faire pour sa personne. Les changeurs et les ouvriers employés à la fabrication des monnaies sont aussi désignés,
au moyen àge, sous le nom d'argentiers.
Il y avait encore des officiers de ce nom au
xvii siècle. Les Mémoires du cardinal de
Retz parlent d'un argentier de la reine.
On voit aussi dans cet ouvrage que le
cardinal avait un argentier qui devint son
maître d'hôtel en 1652.

ARGOT. — Patois ignoble particulier aux voleurs. Voy. TRUANDERIE.

ARGOULETS. — Corps de cavalerie légère au xviº siècle. On les appelait aussi STRADIOTS OU ESTRADIOTS. Voy. ARMÉE.

. ARGOUSIN. — Préposé des bagnes. Voy. Peines.

ARIANISME. — Voy. HÉRÉSIES.

ARISTOCRATIE. — Voy. Féodalité et Noblesse.

ARITHMÉTIQUE. — Voy. Sciences.

ARLEQUIN. — Ce nom, qui désigne encore aujourd'hui un des héros des sarces populaires, se rattache aux légendes du moyen age. Il vient probablement de l'allemand Erl-kænig (le roi des aunes), personnage fantastique, immortalise par une ballade de Goethe. D'Erlkænig on tit dans le latin du moyen åge Eriechinus, Arlechinus, arlequin. Les traditions le représentent errant pendant les nuits avec une troupe de fantômes, tous punis de leurs crimes. Un des plus curieux recits de cette légende se trouve dans l'Histoire d'Orderic Vital, qui écrivait au x11º siècle. Il raconte qu'un prêtre du diocèse de Lisieux, nommé Gaucelin, fut surpris pendant la nuit par la troupe fantastique et qu'il reconnut la mesnie ou compagnie d'Herlequin. Le terrible fantome du moyen age a eu le sort de la . plupart des héros de cette époque; il a été travesti, ridiculisé par les poëtes du xvie siècle; il est tombé aux tréteaux des foires et ne sert plus qu'à amuser les enfants. Voy. MESNIE HELLEQU N.

ville de Cambrai, en 1581, jeta de l'argent ARMAGNACS. — On appelait Armaau peuple; après la conclusion de la paix gnacs au commencement du xve siècle la de Vervins, en 1598, Henri IV fit aussi faction du duc d'Orléans, dont le fils avait

épousé une fille du comte d'Armagnac. De 1413 à 1435, la France fut déchirée par la guerre des Armagnacs et des Bourguignons.

ARMATEUR. - Voy. Navigation.

ARMÉE. — On peut distinguer dans les institutions militaires de la France cing phases principales : 1° Les armées barbares sous les deux premières races; 2º le système féodal; 3º les compagnies mercenaires ou grandes compagnies; 4° l'organisation d'une armée perma-nente; 5° les armées modernes. Je ne parle pas des Gaulois, dont l'organisation militaire nous est à peine connue. On sait quelle était leur bravoure, leur impétuosité; mais ils manquaient de tactique et de prudence. Tantôt ils combattaient nus, comme à la bataille de Télamon contré les Romains; tantôt ils se chargeaient de lourdes armures de fer, comme le corps des Clinabarii. Au commencement du combat, dit Tite Live, ils étaient plus que des hommes et à la fin moins que des femmes. Chez les Francs, tous les hommes libres étaient guerriers; les possesseurs d'alleux devaient le service militaire en cas d'invasion; les bénéficiers étaient obligés de suivre le roi, même pour une guerre privée. Les capitulaires de Charlemagne font comnaître avec plus de précision les obligations imposées aux seigneurs francs: « Tout homme libre, propriétaire de quatre manses de terre, doit être prêt à marcher pour le service militaire et accompagner le comte. Celui qui n'en possède que trois s'adjoindra le propriétaire d'un manse, et ils s'entendront pour remplir le service militaire. » (Capitulaire de 803.) — « Nous avons ordonné, dit un capitulaire de 811, que, suivant l'ancienne coutume, on se fournit de vivres dans sa province pour trois mois, et d'armes et d'habits pour six mois. » — « Que le comte ait soin que les armes ne manquent point aux soldats qu'il doit conduire à l'armée, c'est-3-dire qu'ils aient une lance, un bouclier, un arc, deux cordes, douzé flèches, des cuirasses et des disques. » (Capitul. de 813.) Charlemagne, en organisant l'armée, réservait exclusivement au souve-rain le droit de saire la guerre. « En cas de fehde (guerre privée), qu'on examine lequel des deux adversaires est contraire à la paix, et qu'on les y contraigne, mal-gré leur résistance. Si l'on ne peut rétablir la paix par un autre moyen, qu'on les amène en notre présence. Et si, la paix faite, l'un tue l'autre, qu'il paye la composition et perde la main par laquelle il s'est parjuré. »

Après la chute de l'empire carlovin- ban, se réunit encore dans les plaines de

gien, au milieu de l'anarchie féodais, les guerres privées sevirent avec vio-lence, et il n'y eut plus d'armée régulière. Cependant on finit par organiser ce chaos; le roi convoqua le ban et l'arrière. ban. Le ban appelait sous ses drapeaux tous les propriétaires de fless; l'arrièreban, les milices communales. Le service militaire se nommait chevauchée en cas de guerre privée; ost, lorsqu'il s'agissait d'une guerre générale. L'histoire de Louis VI présente, en 1124, le premier exemple d'une véritable armée nationale répondant à l'appel du roi. L'empereur d'Allemagne, Henri V, menaçait la France; le roi convoqua le ban et l'arrièreban, et son historien Suger nous montre une immense multitude de vassaux se pressant sous ses drapeaux dans les plaines de Reims : « Les seigneurs du royaume distribuèrent, devant le roi, les bataillons qui devaient s'assembler. Ils firent une première division des habitants de Reims et de Chalons, qui passait soixante mille combattants, tant à pied qu'à cheval; la seconde, qui n'était pas moins nombreuse, comprenait ceux de Laon et de Soissons; la troisième, ceux d'Orléans, d'Etampes, de Paris, avec la nombreuse armée dévouée à saint Denis et à la couronne, où le roi voulut être en personne; le comte palatin Thibaut de Champagne, avec son oncle, le comte Hugues de Troyes, formait la quatrième, le duc de Bourgogne, avec le comte de Nevers, la cinquième; l'excellent comte Raoul de Vermandois, illustré par la pa-renté du roi, entouré d'une brillante che-velorie et de la bourgeoisie de Saintvalerie et de la bourgeoisie de Saint-Quentin armée de casques et de cuirasses, devait former l'aile droite; ceux du Ponthieu, d'Amiens et de Beauvais, étaient destinés à l'aile gauche. Le noble comte de Flandre, avec dix mille vaillants chevaliers, aurait triplé l'armée, s'il cût pu arriver à temps. Le duc d'Aquitaine Gunlaume, l'excellent comte de Bretagne et le belliqueux Foulques, comte d'Anjou, se désolaient que la distance des lieux et la brièveté du temps ne leur permissent pas d'amener aussi leurs forces pour venger les injures faites aux Prançais. » Ce fut dans cette circonstance solennelle, au milieu de cette armée véritablement francaise, que retentit le cri de guerre de la France: Montjoie, Saint-Denis. Montjoie, d'après Ducange, désigne la colline de Montmartre, où l'apôtre de la France, saint Denis, souffrit le martyre; d'autres font dériver ces mots de Mons Jovis (montagne de Jupiter).

L'armée de la France, ban et arrièrepan, se réunit encore dans les plaines de

Bouvines, lorsque Philippe Auguste vint combattre l'empereur d'Allemagne, Otton IV (1214). Là aussi se trouvaient les milices bourgeoises, qui couvrirent de leurs corps Philippe Auguste au moment du danger. Peu à peu, le service du ban et de l'arrière-ban tomba en désuétude, et il sut bientôt d'usage de le remplacer par une contribution pécuniaire destinée à la seide des troupes. Cependant on trouve des preuves de la convocation de l'arrière-ban, même à la fin du xvii siècle. A cette époque, le nom d'arrièreban ne s'appliquait plus qu'aux arrièrevassanz, possesseurs de fiefs qui ne relevaient pas directement du roi. La plupart des historiens supposent qu'il fut réuni pour la dernière fois en 1674, mais la correspondance de M= de Sévigné prouve qu'il fut convoqué encore en 1689. Elle écrivait à son cousin, Bussy-Rabutin, le 16 mars 1689 : « Le corps de la noblesse pour l'arrière-ban est d'une grandeur et d'une magnificence surprenantes. » Les possesseurs de fiels étaient tenus de servir en personne. Les femmes, les mineurs t les ecclésiastiques devaient envoyer leur contingent, suivant les prescriptions de la loi féodale. On demandait un homme à Mas de Sévigné pour son fiel de Bourbilly. « Je dis, écrivait-elle le 13 mai 1689 à Bussy-Rabutin, je dis que j'ai donné le fonds de ma terre de Bourbilly à ma fille en la mariant. Le lieutenant général me tourmente pour l'usufruit. Je vous demande pardon, mon cher cousin, mais j e me jetterai dans la bourgeoisie de Paris.»

Les armées féodales étaient sous les ordres du sénéchal de France, et, lorsque Philippe Auguste eut supprimé cette di-gnité, en 1191, le confinandement su-prème fut déféré au connétable. Il avait sous ses ordres deux maréchaux et le grand maître des arbalétriers. Ce der-mer commandait spécialement les milices communales, composées de soldats appelés arbalétriers, à cause de l'arme dont ils se servaient (voy. Armes). Chacun de ces généraux avait des lieutenants chargés de veiller à la conduite de l'armée, au maintien de la discipline et de juger les soldats qui manquaient à ses lois. Les sénéchaux, baillis et prévôts des provinces cumulaient l'autorité militaire avec les fonctions administratives et même judiciaires; ils étaient chargés, entre autres fonctions, du commandement de l'arrièreban. Le service féodal de l'ost et de la chevauchée était limité à quarante jours. Saint Louis ordonna qu'il en durerait soixante. Il pouvait être prolongé en cas d'invesion, mais alors une solde était accordée aux troupes féodales.

A côté de ces milices toujours mai disciplinées et qui d'ailleurs restainnt peu de temps sous les drapeaux, les rois eurent, dès le xue siècle, des compagnies mercenaires que l'on trouve designées sous les noms de bandes de routiers, cotereaux, brabançons, ribauds, mrd-venus, et que l'on consondit plus tard sous le nom de grandes compagnies, Les troupes mercenaires, accontumées à vivre de la guerre, se livrèrent aux plus grands excès. Dès la fin du xue, leurs bri-gandages forcèrent les habitante de plusieurs contrées à s'armer your les repousser par la force. Ces associations, qui se distinguaient par un capuce ou capuchon, som appelées tantôt capuciès (voy. ce mot) taniot capuchons, tantot frères de la paix. Mais ce fut surtout pendant le xive siècle, que les troupes mer-cenaires se multiplièrent. Philippe le Bel y ajouta un monveau corps, qu'on ap-pelait cranequiniers ou arbalétriers à cheval (voy. ARMES). Pendant les lon-gues guerres du xive et du xve siècle, ces troupes mercenaires dévastèrent la France. Le roi Charles V parvint à éloigner les grandes compagnies et s'efforça de les remplacer par des armées permanentes, comme l'atteste l'ordonnance de Vincennes, rendue en 1373 (1374). Les troubles qui suivirent son règne s'opposèrent à la réalisation de cet utile projet. Char-les VII fut plus heurenx; il institua, en 1439, la cavalerie des gens d'armes, qu'on appelait aussi compagnies d'ordonnance, et, en 1445, l'infanterie des francs archers ou francs-taupins (voy. FRANCS-TAUPINS). Les compagnies d'ordonnance étaient au nombre de quinze, et chaque compagnie comprenait cent lances garnies. On entendait par lance garnie six hommes, savoir: l'homme d'armes, un page ou varlet, trois archers et un coutillier ou soldat armé d'un coutil ou couteau. C'est probablement à cette organisation de la cavalerie qu'il faut attribuer l'usage longtemps conservé d'appeler chaque cavalier mattre. On disait une compagnie composée de cinquante maitres, parce que, dans l'origine, le cavalier se présentait comme un maître, ur seigneur entouré de ses vassaux. Cette cavalerie des gens d'armes, ou, comme on l'appe-lait alors, cette gendarmerie formait une corps de 2000 hommes; elle était composée presque exclusivement de nobles et a joué le principal rôle dans les guerres du xv.º siècle.

Les francs archers furent la première infanterie régulière; ils tiraient leur nom de l'exemption d'impôt accordée à tous les paysans choisis pour faire partie de

es-copps. On en désignait un par paroisse pour tire équipé à frais communs par es habitents, s'exercer au maniement des armes, les jours de lêtes, et être prêt à répondre au premier appel. Les apitaines étaient nommes par le roi. solement des francs archers leur enlevait tout caprit militaire : aussi ce corps fut-il supprimé par Louis XI, en 1480. Il cat d'ailleurs probable que ce despote embrageux ne se souciait pas de laisser des armas entre les mains du peuple. Il prit à la little des Ecossais et des Suisses; les premiers formèrent le corps des archers de la garde du roi; les seconds, **8 nombre de six mille, servirent de mo**dèle à l'infanterie française, telle que Louis XI la réorganisa. Il institua aussi, en 1478, la compagnie des gentilshomsur à bec-de-corben, pour veiller à sa sureté; ils tiraient leur nom de leur arme, semblable à une hallebarde et nommée Dec-de-corbin. Charles VIII crea une seconde compagnie de ces gardes en 1497. Supprimés sons Louis XIII, rétablis sons Louis XIV, les gentilshommes à bec-decorbin furent définitivement licenciés en 1776. Sous les règnes de Charles VIII t de Louis XII, on augmenta le nombre des compagnies nuisses et on y ajouta des mercenaires allemands; on appelait retares les cavaliers de cette nation et lansquonets les fantassins, des mots allemands land et knecht qui signifient serviteur ou défenseur du pays. Ces troupes mercenaires portaient encore le nom d'aventuriers et de bandes noires. On enrôla aussi, sous Charles VIII, des merce-naires albanais pour former la cavalerie légère, on les appelait Estradiots, du mot 790 Imanifat, et quelquesois Argonlets; ce dernier nom s'appliquait surtout aux corps de cavalerie légère qui servaient d'éclaireurs ; il y en avait à la batille de Breux, livrée en 1562. On n'avait en dans le principe pour cavalerie légère que quelques cranequiniers ou arbalétriers à cheval.

La découverte et les progrès des armes a feu firent remplacer le grand maître des arpaletriers par le grand maître de l'artillerie; ce dernier titre se trouve dès le regne de Louis XI. Enfin des lieutenants des maréchaux, furent spécialement chargés, dès la fin du xve siècle, de maintenir le bon ordre et la police dans les armées, de veiller aux approvisionnements et d'assigner des logements aux

Au XVI- siècle, on il de nouverux efforts pour créer une infanterie nationale. En 1509, Louis XII reconnut le danger des troupes mercenaires, lorsque les

Suisses, cédant aux instances du cardinal de Sion, Mathias Schiuner, refusèrent de vendre leurs services à la France. Le roi charges Bayard et Vandenesse d'organiser ~ une infanterie nationale; mais ils n'y parvinrent pas. Le plus puissant effort fut tenté par François I^{es}, qui institua, en 1532, les légions provinciales. Elles se composaient de sept corps de six millehommes chacun et étaient fournies par les provinces suiventes: 1° Bretagne; 2° Normandie; 3º Picardie; 4º Bourgogne, Champagne et Nivernais; 5° Dauphine, Provence, Lyonnais, Auvergne; 6° Languedoc; 7º Guyenne. Chaque legion était sous les ordres d'un colonel et de six capitaines qui commandaient chacun mille hommes. « Ce sut une très-belle invention, dit Montluc, si elle eut été bien suivie, car c'est le vrai moyen d'avoir toujours une bonne armée sur pied, comme faisaient les Romains, et de tenir son peuple aguerri. » François Ier créa, en 1544, un colonel général de l'infanterie française, auquel il soumit ce corps de quarante-deux mille hommes, et les vieilles bandes qu'on désignait sous le nom gén ral d'aventuriers. Tous ces essais d'infanterie nationale ne léussirent pas. L'ambassadeur vénitien, Fr. Giustiniano, qui visitait la France peu de temps après l'institution des légions provinciales et qui la jugeait avec impartialité, constate le peu de succès de cette tentative. « Ces légionnaires français tant vantés n'ont pas réussi du tout. Ce ne sont que des paysans élevés dans la servitude, sans aucune expérience du maniement des armes, et, comme ils passaient tout à coup de l'extrême asservissement à la liberté et à la licence de la guerre, il advint ce qui arrive toujours dans tout changement subit, qu'ils ne voulaient plus obéir à leurs maîtres. Ainsi les gentilshommes de France se sont plusiours fois plaints & Sa Majesté de ce qu'en mettant les armes aux mains des paysans et en les affranchissant des anciennes charges, elle les avait rendus désobéissants et rétifs; elle avait dépouillé la noblesse de ses priviléges, en sorte que les paysans, dans peu de temps, deviendraient gentilshommes et les nobles deviendraient vilains. C'est à cause de ces désordres et de l'impossibilité où sont ces légionnaires de rien entreprendre que leurs rangs s'éclaircissent tous les jours, et que le roi, privé de ses propres armes, est forcé d'avoir recours à la valeur mercenaire. » (Relations des ambassadeurs vénitiens, tome I, p. 185-187).

La force de l'armée consista toujours au xvi siècle dans la cavalerie. Outre les gens d'armes, on y voit en 1558 les corps

de carabins, armés d'une cuirasse, d'un casque appelé cabasse, de pistolets et d'une longue escopette. Ils servaient d'éclaireurs et de cavalerie légère. Les chevau-légers remontaient à Louis XII et les dragons avaient été établis par le marechal de Cosse-Brissac sous Henri II. Pendant la guerre de Trente ans, les Croates ou Cravates se firent une grande réputation dans l'armée impériale. La France en prit à sa solde pour servir d'éclaireurs. Ils furent réunis par Louis XIV en un régiment qui prit le nom de Royal-Cravate. Ce corps composé d'étrangers a existé jusqu'à la révolution française. Il y avait aussi, au xvie siècle, des corps d'arquebusiers à cheval que Brantôme compare au corps des carabins espagnols. Cette compagnie était de cent chevaux.

En 1558, Henri II s'efforça de réorga-niser les légions provinciales. Cette infanterie fut divisée en régiments; on suppose que ce fut vers 1563. Dans l'origine, les régiments étaient partagés en compagnies dont une prenait le nom de colonelle, parce qu'elle était commandée par le colonel. Les quatre plus anciens régiments furent les régiments de Picardie, de Champagne, de Navarre et de Piémont, qui occupaient toujours le premier rang dans l'infanterie française. Sous Louis XIII les régiments furent subdivisés en bataillons. Un des abus que présenta l'organisation de l'armée pendant toute cette période fut l'emploi des passe-volants; les capitaines et colonels recevaient la solde de leurs troupes d'après un tableau qu'ils fournissaient et qui le plus souvent ne répondait pas à l'effectif de leurs compagnies. Aux montres ou revues passées par les officiers royaux, ils faisaient paraître de prétendus soldats, nommés passe-volants, qui ne figuraient que dans ces circonstances sur les cadres de l'armée. Vainement François I porta la peine de mort contre ces soldats de contrebande et menaça de la confiscation et de la dégradation le capitaine qui s'en servirait. L'abus subsista pendant tout le xvi siècle. Afin de le detruire, Sully soumit les capitaines à des montres ou revues mensuelles. On confiait la garde de quelques châteaux forts à des vétérans que l'on appelait archers-

La suppression de la charge de connétable après la mort de l'esdiguières, en 1627, et l'institution d'un ministre spécial pour la guerre, dès 1619, rattachèrent de plus en plus la direction de l'armée à l'administration centrale. En 1629, les capitaines recurent du roi l'ordre de faire les levées de troupes en personne, au lieu d'employer, comme par le

passé, des racoleurs. On appelait ainsi les hommes qui provoquaient les énrôlements volontaires et qui le plus souvent recrutaient l'armée dans les tavernes. Mais, malgré ces ordres, on trouve encore, même au xviiie siècle, des sergents racoleurs s'occupant du recrutement de l'armée. L'établissement d'intendants de justice et de finances près de chaque corps d'armée, avec charge spéciale de veiller à la bonne discipline, au payement des troupes et à l'approvisionne-ment, date aussi du ministère de Riche-lieu (1635). Le service des vivres de l'armée commença, vers cette époque, à former une branche importante de l'administration militaire; on s'occupa aussi des hôpitaux ambulants ou ambulances; enfin, le testament politique de Richelieu prouve qu'il voulait remplacer les enrôlements volontaires par un mode de recrutement plus régulier. Mais c'est surtout du règne de Louis XIV et de l'administration de Louvois que datent les grandes améliorations dans l'organisation de l'armée.

Louvois fut adjoint à son père Letellier. dans le ministère de la guerre, en 1666. Rendre plus vigoureuse la centralisation de l'armée, et améliorer dans toutes ses parties l'organisation militaire, tels furent les mérites de l'administration de Louvois. La charge de colonel général de l'infanterie française sut supprimée à la mort du duc d'Epernon. Le comte d'Auvergne, neveu de Turenne, conserva le titre de colonel général de la cavalerie; mais son autorité sut annulée, et, suivant l'expression pittoresque de Saint-Simon, « il fut nourri de couleuvres. » Aucune autorité ne s'interposa entre les troupes et le roi ou son ministre. Les régiments furent astreints à l'uniforme. Des inspecteurs spéciaux portèrent la pensée centrale dans tous les détails de l'administration militaire, surveillèrent la conduite des chess et la tenue des troupes. Ils étaient perpétuellement changés, « de peur, dit Saint-Simon, qu'ils ne prissent trop d'auto-rité. » Maréchaux, lieitenants généraux, brigadiers (généraux de brigade coéés pour la cavalerie en 1665, et pour Pinfanterie en 1668), mestres de camp ou colonels des régiments de cavalerie, colonels, relevèrent directement de la puissance centrale. La disposition des garnisons fut enlevée aux gouverneurs des provinces. « Je renouvelai peu à peu toutes les garnisons, dit Louis XIV dans ses Mémoires, ne souffrant plus qu'elles fussent composées comme auparavant de troupes qui étaient dans la dépendance des gouverneurs. »

En même temps une discipline sevère

7

remplaçait l'ancienne licence de la soldatesque. Des ordonnances qui ont été pu-bliées dans le recueil des Anciennes lois françaises (t. XVIII et XIX), portaient la peine de mort contre les déserteurs, rélaient avec précision l'ordre des marches et des campements, désendaient aux soldats de s'écarter des garnisons, et déterminaient tout ce qui concernait le matériel et les approvisionnements. La basonnette, placée à l'extrémité du fusil, remplaca la pique, dont l'usage avait été maintenu jusqu'alors dans les corps d'infanterie. Chaque regiment eut ses compagnies d'élite. On munit, en 2676, quatre gardes du corps par brigade, d'armes à feu appelées carabines. En 1679, chaque compagnie de cavalerie eut deux carabiniers. En 1690, tous les carabin ers surent réunis en un seul corps, qui sut complètement constitué en 1693, et divisé en brigades subdivisées en escadrons et en compagnies. Cette organisation se soutint avec de légères modifications jusqu'à la révolution. Aujourd'hui l'armée compte encore deux régiments de carabiniers. Les haras assurèrent la remonte de la cavalerie; des escadrons de cuirassiers et de grenadiers à cheval surent organisés. Le corps des dragons s'accrut et eut son colonel général. On ne connaissait de hussards que chez les ennemis; la France leur emprunta cette institution. Les gendarmes de la maison du roi rappelaient les anciennes compagnies d'ordonnance. Les compagnies de mousquetaires, instituées sous Louis XIII, furent augmentées. Le nom de chevau-légers, qui avait été longtemps appliqué à toute la cavalerie legère, fut réservé à une des compagnies d'élite de la maison du roi, organisée en 1630. Dans la suite on rétablit le corps des chevau-légers. lis formèrent, en 1779, quatre escadrons qui turent compris dans les cadres ordinaires de l'armée. Louis XIV fonda des écoles d'artillerie à Douai, puis à Metz et à Strasbourg; le *génie* f**ut d**irigé par Vauban, qui construisit ou fortifia plus de cent cinquante places de guerre. La noblesse, accoutumée à obtenir d'emblée les dignités militaires, fut obligée d'apprendre à obéir avant de commander. Des écoles de cadets, instiwées en 1682, la préparèrent au métier de la guerre. L'avancement militaire fut détermine par des règles fixes et soumis en partie à l'ancienneté, ou, comme on disait alors, à l'ordre du tableau.

Au commencement de la guerre de succession d'Angleterre, en 1688, on assujettit les communautés de marchands et d'artisans des villes à lever elles-mêmes des recrues pour les troupes d'infanterie. Ces milices formèrent trente régiments; mais, dans la suite, elles !urent réparties dans les régiments ordinaires.

Une des plus magnifiques institutions du règne de Louis XIV, fut la fondation de l'hôtel des Invalides, en 1671. Le service des hôpitaux militaires sut soumis à un règlement uniforme, en 1691. Enfin, en 1693, Louis XIV établit l'ordre de Saint-Louis. destiné à récompenser les services mi-

Il y eut peu d'actes importants de l'administration militaire sous le règne de Louis XV. On fonda, a cette epoque, l'Ecole militaire de Paris, un des principaux monuments de l'architecture du xviii• siècle. Choiseul, qui sut principal ministre de 1758 à 1770, fit décider qu'à l'avenir les capitaines auraient des appointements fixes et n'exploiteraient plus leurs compagnies, en spéculant sur la solde, dont ils retenzient une partie. Je ne parle pas de la tentative du comte de Saint-Germain, en 1773, pour introduire dans l'armee trançaise la discipline prussienne et le régime des coups de plat de sabre. On se rappelle le mot d'un soldat français: « Je ne connais du sabre que le tranchant.»

La révolution française a profondément modisse l'armée; elle y a introduit le principe du recrutement et de l'égale admissibilité de tous les Français aux emplois militaires. Les volontaires de 1792, d'où sortirent la plupart de nos grands géné-raux, les levées en masse de 1793, ne donnèrent que des armées révolutionnaires. Le 21 août 1798, Jourdan fit décréter par les conseils législatifs que tout Français contractait en naissant l'obligation de servir la patrie. Ensin le consulat et l'empire établirent dans l'administration militaire une régularité qui n'etait pas compatible avec les agitations révolutionnaires. La conscription fut organisée; elle fut vivement attaquée lorsqu'on discuta la loi du recrutement sous la restauration. Mais le. ministre de la guerre, Gouvion Saint-Cyr, prouva que renoncer à la conscription, c'était renoncer à la force et à la grandeur militaires de la France; c'était revenir au régime des enrôlements volontaires et à tous les abus de l'ancienne organisation. Son avis prévalut, et la conscription sut maintenue par la loi sur le recrutement, que la chambre des députés adopta le 5 février 1818, et la chambre des pairs le 9 mars de la même année. La révolution donna aussi une puissante impulsion à tous les services spéciaux. Elle créa l'École potytechnique, qui fournit des officiers aux corps du génie et de l'artillerie; les écoles d'application où s'a-

chève l'éducation de ces officiers ; l'école de cavalerie de Saumur ; l'école apéciale militaire ou école de Saint-Cyr; enfin le collége militaire de la Flèche. Quant à l'égale admissibilité de tous les Français Aux dignités militaires, ce principe posé dans la constitution de 1791, a éclate dans toutes nos armées, et élevé parfois les pins obscurs soldau aux premièrs ranga de la hiérarchie militaire. Consulter sur l'ancienne organisation des armées l'ouvrage du père Baniel, intitulé : Histoire de la milier française. Voy, dans ce Dic-tionnaire pour les différents grades, les mote Bigranchie Militaire, pour l'histoire des milices communales Milices va-BAINES et l'indication des principaux corps de troupes anciens et modernes au mot Organisation militaire,

ARMER DE MER. -- Voy. MARRIE,

ARMES. — Les armes ont varié aussi souvent que l'art militaire. Les Gaulois n'avaient que des armes grossières, donton trouve encore des fragments dans leurs tombesux : des flèches, des haches souvent en pierres, et des épées qui ne tardaient pas à s'emousser ou à se briser. Les França portaient l'épée, la hache à deux tranchants qu'ils appelaient framés ou franciaque, et dont ils se servaient pour combastre de près et de loin ; enfin le hang ou angon , espèce de javeline ou javelot. Les capitulaires de Charlemagne parlent, en outre, de flèches , de casques et de cuirassee. On voit qu'à cette époque on s'occu-Pait plus d'ammes offensives que de défensives. Les rois se couvraient de la dépoullle des bêtes sauvages, et les anciens historiens les appellent souvent réger pellett, rois couverts de fourrières. On employait pour assiéger ou défendre les places des machines nommées catapultes et baltates, qui lançaient des pierres, des traits et des poutres. Ces machines se compossient de nerfs ou de cordes à boyau tendus avec force, et qui, en se débandant, lançaient au loin des projectiles, L'art de diriger ces machines s'appelait baltstique.

Avec l'epoque féodale, les armures changèrent. Les seigneurs retranchés dans leurs forteresses s'entourèrent d'une armure de fer dont les plus flexibles se prètaient à tous les mouvements du corps. On appelait cotte de mailles ou haubert cette tunique d'anneaux de fer entrelacés. Une chaussure de mailles garantissait les jambes. Le casque pointu, tel qu'on le voit représenté sur la tapisserie de la reine Maihilde, l'éca ou bouclier long terminé en pointe faissient partie de l'armure défensive du chevalier, au

xi siècle. Le bouclier, en forme de carré long, s'appelait targe, s'il était rond, il portait le nom de rondache ou rondelle. Le casque pointe ou chapeau de fer, comme on l'appelait quelquefois, se nommait encore armet, morton ou bassinet; it n'avait ni visière ni gorgerin.

(Fig A.)

La figure A peut donner une idée d'un homme d'armes de cette époque. Elle représente la statue d'Rlie, comte du Maine, telle qu'elle se voyait dans une église du Mans, au xvii siècle, époque on D. Bernard de Montfaucon l'a fait graver dans ses Monuments de la Monarchie française. Le comte du Maine, mort en 109, est en costume de guerre, maillé de la tête aux pieds, son écu est orné d'une croix fleurdelisée.

L'avantage du haubert, dont en se servit aux xre, xue et xure siècles, parut tel que les chevaliers se l'attribuèrent exclusivement, et en interdirent l'ueage aux simples écuyers.

Cette armure était à l'épreuve de l'épée; la lance seule était à craindre; pour en repousser les atteintes, on se garnissait d'une camisole épaisse et fortement rembourrée, qu'un appelait gambeson, gambesson, ganteson, auqueton on hocpliquait immédiatement our la poss une de for qui se pettachaient au haubert plaque de for, appulse plate (fig. C). et pratéguaient la parue inférieure du



(Fig. C.)

On distingua, pour l'armure de tête, le bonnet de fer qu'on lassant à tons les hommes d'armes, du heaums qui fut reservé aux chevaliers. Le heausse était un casque terme, en fer mince et batta;

il enveloppait la tête entière et ne latsaait respirer que par une petite onverture ou grille, qu'on nommait vietère ou rentaille; comme cette grille mat à coulisse et pouvait glieser sur le front du cusque, elle se levait quand on vocisit prendre l'air. le fig. D représente le beautie que porte saint Louis sur les

(Fig. D.)

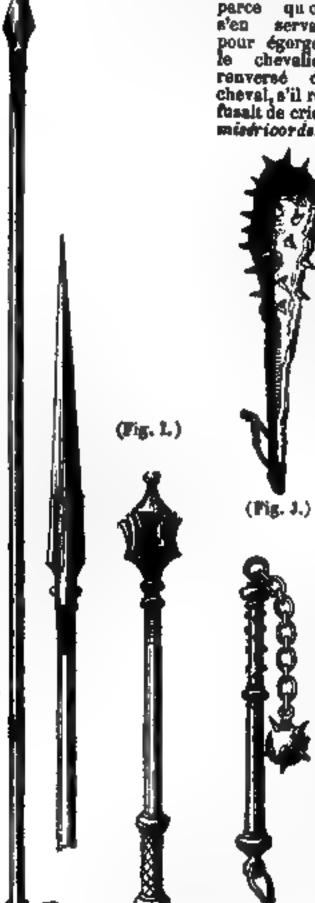
YLLTQUE Notre - Dume de Chartres. l'our soutenir le heaume et l'empěcher d'étre brisé par les épées, per les hachet d'agrace et les 12868U66, OP le fortifiett Intériouromeent. Pitt plusiours. cercles de

(Fig F.) fer, et, pour l'assurer sur la tête, on l'attachait au haubert avec des lacets. Le crène. L'écu se suspendant au cou du che-bonnet de fer ou de mailles (fig. B) valier (fig. F.) S'il était tue, on plaçait, était composé d'une plaque de fer qui près de son corps, l'éccu la pointe en haut gurantisseit la partie supérieure de la Les armes offensives étaient l'éper (fig. C).

(Fig. G.)

is lance (fig. H), is hacked armer (fig. I) compendue à l'arçon, is masse d'armes (fig. J), espèce de massue garnie de pointes de fer, qu'on nommait aussi bourlette, un poignard ou dague qui se portait su côté droit, et qu'on appelait porgnard de mise-

ricorde . On le pommattainsi . qu on parce a'en SCTVER pour égorger le chevelier renversé de cheval, s'il refasalt de crier miséricords.



(Fig. H.) (Fig. J.) (Fig. K.) La ficau d'armes (fig. L) so rapprochait

besucoup de la masse d'armes ; il se composait d'un manche très-court aaquel était suspendue une courroie ou chainette munie à l'extrémité de boules de fer. Ces boules étaient souvent hérissées de pointes. Un roman du moyen âge (Partheriopez de Blois), donne la description suivante du costume d'un chevalier.

Changes do for domas chausajas De laca de soie bien lucées If a un bon hanbert vestu Et a nn bon double eren Et bon besume en chef tagie Et en son poing un bon capic (lance) Il a une espée longue et dure Et blen moulus à sa memre ; Une antre à son arçon pendue . D'antre part une besegué (hache à 3 transhanta). Et sa misérisorde a conte. "L. S. (³.)

Ces armes suspendues aux murs des châteaux feodaux, en faisaient un des principaux ornement«, et rappelaient la gloire des ancêtres. Un grand nombre de

corporations étaient occupées à fabriquer les diverses pièces de l'armure. On en volt plusieurs, en tro autres relles des bla-4 sonniers, des chaputeeurs, des bourreliers, occu-pées à fabriquer et orner les selles !.s figure L , que nous reprodulsons ďa-

(Fig. L.)

près les Monuments inédits de Willemin, prouve que les croisés avaient imité les eelles et les étriers des Sarrasins.

An XIVOSIEC y ent un cha ment notable les armures. li**en** da haub de la chaussu. mailles, le ch li**er** adopta un mure de pla Je fer modelé son corps ; el composait. de jam-bards ou jambières fig M., de



(Pig N.)

cuissards, (Fig. M.) do brassards (fig. N.), de gantelets, de

gréver ou bettes de fer, et d'une culvasse

(fig. 0). Unephague de fer placée au côté droit de la cuirasse , servait à soutenir la lance en urrêt; on l'appelait faucre, Toutes les pièces de l'armure étaient réunies, le casque gerin ou gorgerette ; la cuirasse Sux cuissards par les tassettes, forde plaques qui des-

condaient depuis le bas-ventre jusqu'à l'homme d'armes se couvrit de plumes

mi-cuisse; les cuissards aux grèves par les genouillères, espèce de rotole de fer, sous laquelle jouaient les cuiscards et les braceards; enfin, les braseards à la cuirasse par les épaulières. L'intérieur de cette armure, appelée de louier prêces. était matelassé, et il y avait un petit espace entre l'homme et le coffre de fer dans lequel il etait enfermé. Le cheval était également convert d'une enveloppe de fer; la partie qui protégezit la léte se nommait chanfrem. Des bousses flottanhausse-col, qu'on tes ornées des armes des chevaliers cou-appelait aussi gor- vraient quelquefois les chevaux comvraient quelquefois les chevaux, comme on peut le voir dans la figure P Ce dessin, qui représente les ducs de Bourbon et de Bretagne langant leurs chovens l'un contre l'autre, est tire d'un manuscrit mant quatre range de la Bibliothèque nationale, intitule le touraci du roi Rene Le heaume de

(Fig. P.)

et d'autres ornements , qu'on appelait cirait des heaumes re-

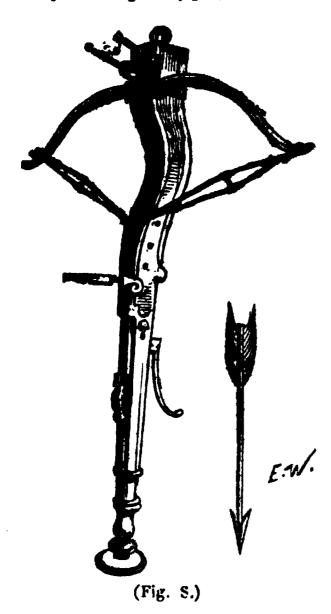
couronne (fig. R), symbole de la dignité du chevalier. La mode, le caprice des seigneurs , le goût de la singularité ou des traditions de famille firent charger les cimiers de figures monstrucuses, on y représenta des griffons, des guivres ou serpents, etc. Paris était renommé pour la fabrication de cette armure, et une de ses rues en a tiré le nom de rue de la heaumerie. Quelquefois on fairait flotter derrière le heaume de longs pendants qu'on appelait iambrequens (flg. P).

Les armes de l'infanterie française, au moyen age, étaient principalement le coustil ou conteau, d'où vint le nom de coustellesrs, et l'arc, d'où le nom d'erchers (france archers), fut donné aux premières compagnies régulières l'arba lète fut apportée d'Asie, au commance-

(Fig. Q.)

(Fig. R.)

levés en or et garnis de pierreries. Quelquefois le besume était surmonté d'une ment du xme siècle, et prehablement à la suite de la première croisade; cette arme était une combinaison de l'arc avec un pied en hois qui permettait d'ajuster avec plus de précision, et de lancer la flèche avec plus de vigueur (fig. S). On se servait



pour bander l'arbalète d'un instrument en fer appelé cranequin, d'où les troupes armées de l'arbalète reçurent le nom de cranequiniers. La plupart des villes eurent des compagnies d'arbalétriers on

(Fig. T.)

cranequiniers. Les flèches dont ils se servaient se nommaient carreaux ou carrelets. L'ordonnance de Charles VII, qui organisa, en

les VII, qui organisa, en 1446, l'infanterie des francs archers, prescrivit aux soldats de porter une trousse de dix-sept carrelets ou flèches,

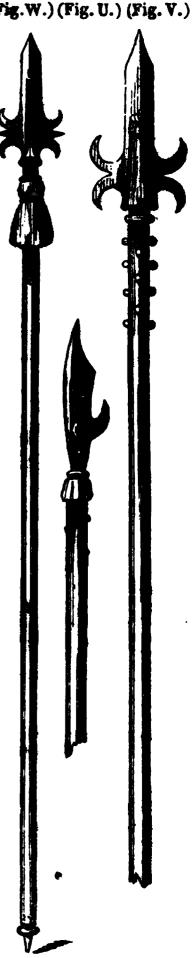
une dague, une épée, un justaucorps en cuir matelassé de laine, et enfin un casque sans ornement que l'on appelait salade, morion, bourguignote ou pot de fer

(fig. T). La salade était aussi le casque de certains cavaliers, que l'on (Fig. W.) (Fig. U.) (Fig. V.)

appel euxmemes salades. Les fantessins portaient quelquesois une arme défensive de COMPOSÉE plaques de ser ointes ensem**b**le; on l'appelait brigandine. Les soldats qui en étaient revêtus apportenaient la plupart aux troupes indisciplinées qui portèrent la terreur dans la France (voy. GRANDES COMPAGNIES). On les désigna sous le nom de brigands, qui est devenu synonyme de pfilard et de voleur. Le fauchard (fig. U) était encore aux xive et xve siècles une des armes dont se servait l'infanterie. Il se composait d'une lame de fer longue et tranchante des deux côtés, et pla-cée à l'extrémité d'un bois de lance. On l'appelait aussi fauchon.

pertuisane
(fig. V), et ensuite la haliebarde (fig. W),
remplacèrent le
fauchard, avec
lequel ces armes avaient de
grands repports. On se

servait de la fronde dans l'infanterie française depuis un temps immémorial. Le poëme d'Abbon, qui raconte le siège de Paris par les Normands, au 12º siècle,



parto de ballos do piondo banados am moyen de frances. On employa entiere la de même après la découverie de la pundru à canon En 1372, un action de france Sancorre repondences à coops de france. es n'erait plus qu'uns arms d'unfants, d'ob les tropbles de la minoras de Louis XIV ont the lour now On appoint éxico ou actocude una époe dont la luma était longue et écroise, sans transbant. On donnait suns) ce nom & des hiteus armé d'une pointe aigné en tranchante, et per-tant à l'autre extremes un puis bouist de for attache avec une chaften, comme to floor. d'artnes fig K. Le mot enter en unionade rient de l'alternad sich, hison Ou fabriquait en Bretagne de longues épées appoints brettes , et, commo elles serval done les combess singuiters, les dualitetes en out ruch le som de bretteurs,

An aver secto, quantus I en an appret. tar les leardes armores de moyee has Elles deverent plus magnifiques à cette époque et s'enrichtreet de custieres et d'armements demongrance Des artistes ; commus benvenue Califol, no dédagnéroot pas d'y employer laur art. On adiales encura un Musés d'artillerte l'armura de François i'm et d'autres guerraire de - 371° ribute Bommes et chavanz étaiont auppropagant ampaliachda, compa le prog-Tribl briminup di painigra des contempsraine, at anure seurce l'extract aurrant de Branidese (Copifáines français) i v La Histopia de Proceire (graverneur de Milas nous Charles Quint) a'ssess spermandé d'un fort grand ponnche à m calade, si couvert de papillettes que rem pies, stast que les pinapasseurs de Milan s'es fost dire de très-bons et impérious maitres, et en aves donné en de même sa chapfrein de son cheval - Peu à peu on recupnut que con armes prenntes étaient pas etites dans des inscilles qui no sa déci-daient plus à la posate de l'écée, mais par la aupériorné de la sactique militare et la force de l'arti lerre. Ce fut en vive que Louis Alli enjougnit à tout giutilboinne, enus poine de dégradación, de porter le: haubert. On ne conserva que le casque et la cuiranne, at solune con armon Sairent par être abandotsuées à deu corps spécianx, comme les culreautre, les éregone & les aurabiniers.

L'invention des armes è feu, qui s untrainé une vértable revolution dans l'est militaire, exign queique- détails. Dès 1340, en employe de tonge tubes de métal on de pierre pour lancer, su moyen de la poudre, des boulete de pierre ou de fer Lo bruit que faimit la équançies de la poudes ils semmer em redemakino menigens berekerdes dans le priocipa, eries delima seno affet et immedicies. Quelquelbig elles se recomment perreters, parce qu'elles lempiers des beniets de perre. « Can pierres d'impas, dis Frestaurs net. 1346 l, leur beillaient de si bate bersons, qu'il sembloit à vrus dere que ce fot fundre qui chit du ciel, quand cites frappasent contre les mare de abétel. « De employais ces hephordes en pierriers duriont à la définies en à l'utaque des places. Les Agginis s'es environt, espendant, à la laquisité de Crèry, en 1346, et elles produssirent en tet effet, qu'il semblest, dis l'historian communiques Villant, que le ciel tetrait. Ce us fut qu'il semblest, dis l'historian communiques villant, que le ciel tetrait. Ce us fut qu'il semines en contemperate villant, que le ciel tetrait. Ce us fut qu'il semines au contemperate villant, que le ciel tetrait. Ce us fut qu'il semines en contemperate villant, que le ciel tetrait. Ce us fut qu'ils amonte en contemperate, de leur recettablement en contemperate, de leur recettablement en contemperate le farque

do la cause et de la doctouvre. Can e approprient my de grandes feuralist for de for December cadings mades in for do for Dans in write, on les comhina avec la good do l'arbabito, at on est dieni laremdust (kg. X) On ompleys plusieurs caphase d'arquelmee, at privatjalement l'arquabant à miche of 4 rend L'arquebane à s cho parteit Mopes d'Ann St cho allomin qu'en reddert aprijed on insurempy) of a-bulgagit our le basmings ar are not cio, on no mit plus le fue avec une mòdhe, maio au mayer d'une pierre de es-les. Collo-si, per la détonte d'un routs, g'abutsanit our lu Matine, of States jartier des étinculies qui en facumeire la mudre da bassina). En 1500 it on 1000 Henri IV defin l'empioi de l'arquebase pour la che ar, mass il fut oblid, per les récissa-ons de la nobleme,

Bons de la noblemer, de l'autoriser en 1884. Une erdonnance

do Louis XIV our les chaques , rendué en .. 1869, prouve qu'à cette époque les gar--chasse avaient escoré des arquebusee à roset. Enfin , au xvir siècle, on substitus au rouet le chien armé d'une pierre de ailez, dont le chec ser la pin-tine produisait l'etin-aile et l'explosion

📫 in poudre.

Sous Charles IX, on avak introduit en Propos la messquet on mousqueton , d'où vint le nom de mousqueteires, donné sux cavaliers qui portaient cette arme On commença, en 1671, à ajouter la pique ou bulonneile à l'extremité du mousquet, et Pon à pou les compagnies de piquiers disrurent Capendant, sons les règnes de Louis XIV et de Louis XV, les officiers d'infanterie étalent encore armés d'une dumi-pique que lon appelais esponton Une ordonnance de 1600 en fixait la longueur à sept pieds et demi. Le fusil , qui tirs son nom de la fusée lancee par le tube de for, rempteça la pique et le monaquet. et jusqu'à nos jours cette arme n'a cease de recevoir les perfectionnements qui l'ont rendue pius légère et plus facile à manier C'est ainsi qu'à une époque trèsrécente on a substitué le piston au chien, et la capaule à la pierre de silex. La carabine, que l'on a confondue à tors avec le Broggequeton, pe contracaçã à être en Mange que vers la fin du règne de Louis XIV. Le canon en est rayé en spirale, et la balle enfoncée au moyen d'une baguette en fer et d'un maillet. Elle porte à une grande distance, et le tir a beaucoup de précision ; mais , comme il fallait plus de temps pour la charger, elle n'était pas d'un emploi commun dans l'armée. Des rrioction netnents récents ont permis d'en fetre un usago plus gonéral, et sujourd'hui les chasseurs de l'incennes sont armés de carabines; les balles à forme

esulque ent donné encore plus de jun-

tir, et , à la première guerre, les arulleurs auront fort a faire avec des tiretileurs qui les décumeront à une distança de douza centa mètres. Telle est da moins l'opinion des hommes les plus compélents dans ces 315-

Sères, On on nervet de piefolate dans les armées françaises dès le temps de François I^{er} De là l'expression de diabim empistoles que les auteurs contempe-Fains appliquent quelquefois aux reitres. Le n'était pas saus raison, d'après ce passage de l'Apologie d'Hérodole, par Henri Estienne: nó sé sont pag contentés de porter jungu'h six et baut pistoleis à l'entour des selles de leurs chevaux , mais lis en ont farci leurs masches et léura chaussés, et tzémo nons pensons que de là est venu l'usage de ces grosses chausees qui combient de petits tonnesux. -Quelquefois on sjouisit na pintolet à l'épét, comme on le veli datie la figure L.



(Fig. 2.)

d'Italie. Déjà, sous Charles VII, Jean Bu-reau se servait d'engins volants pour réduire les places. Lacréation de la charge de grand maître de l'artillerie sous Louis XI prouve l'importance que cette arme avait les fieurs de lis rappelaient le calice prise. Les canons placés sur des affûts (fig. ZZ) et traînés par des chevaux, suivirent les armées françaises au delà des Alpes. L'Espagnol Pedro de Navarre, enseigna à faire jouer les mines et sauter les rochers. En 1521, Charles-Quint se servit, au siège de Mézières, de mortiers lançant des bombes; Cohorn les rendit portatifs, en 1674. Les obusiers furent inventés vers la fin du xvii siècle. Il est question de grenades dès 1536; François ler en fit mettre dans les munitions envoyées à la ville d'Arles pour résister à Charles-Quint. Henri IV employa des pétards pour saire sauter les murs de Cahors, en 1580. Les boulets rouges furent inventés par les Polonais au siège de Dantzig, en 1577, et les autres nations s'approprièrent immédiatement cette redoutable invention. La marine a les boulets ramés, c'est-à-dire deux boulets tenus par une chaîne ou par une barre de fer et les canons à la Paixhans, bouches à seu d'un calibre énorme et lançant des projectiles creux qui entrent dans le corps du navire, puis sont explosion et causent une immense déchirure.

La première manusacture d'armes à seu fut établie, en 1516, à Saint-Etienne, par le languedocien George Vigile. Il existe aujourd'hui des fonderies de canons à Strasbourg, Douai et Toulouse; des manusactures d'armes à seu à Saint-Etienne, Tnile, Charleville, Mutzig, Maubeuge, Paris; et d'armes blanches, à Saint-Etienne, Châtellerault, Kligenthal. On appelle arsenaux les grands magasins où se gardent les armes de toute espèce. Les principaux sont à Paris, Strasbourg, Metz, Lille, Besançon, Perpignan, la Fère, Douai, Rennes, Toulouse, Grenoble, Auxonne. La marine a aussi ses arsenaux. Les principaux sont à Brest, Toulon, Rochefort ; il y en a deux de seconde classe à Lorient et Cherbourg; enfin, six secondaires à Dunkerque, le Havre, Nantes, Bordeaux, Bayonne et Saint-Servan.

ARMES DE FRANCE. -- On est trèsembarrassé pour établir quelles furent primitivement les armes de France. On trouva dans le tombeau de Childéric découvert près de Tournai, en 1655, des abeilles d'or massif et de grandeur naturelle. On en conclut que ces abeilles élaient le symbole de la première race. Louis le Jeune remplaça les abeilles par les fleurs de lis, qui sont restées le sym-

bole national jusqu'à la révolution (voy. au mot Blason la figure des armes de

France soutenues par deux anges).
On a beaucoup disserté pour savoir si d'une sieur ou deux sers de lance entrecroisés; question aussi sutile que difficile à résoudre. Dans l'origine, les fleurs de lis étaient semées en grand nombre sur la bannière royale; Philippe III, le premier, ne prit que trois fleurs de lis. Il est possible que la forme triangulaire de l'écu primitif ait rendu cette disposition nécessaire. En 1792, on adopta le coq gaulois, symbole de courage et de vigilance. Bonaparte devenu empereur y substitua l'aigle, et sur le manteau impérial il sema des abeilles. La restauration reprit les fleurs de lis. En 1830, le coq gaulois est redevenu l'emblème national; en 1852, il

a été remplacé par l'aigle.

Les couleurs nationales ont varié comme les armes de France. Ce fut d'abord le bleu, couleur de la chape ou châsse de saint Martin (voy. Bannière de France); puis le rouge, couleur de l'orifiamme; enfin le blanc, à l'époque de l'avénement des Boarbons (1589). Dès le xive siècle, on unissait le rouge et le bleu, comme couleurs nationales, dans les chaperons mi-partis qui distinguaient la faction d'Etienne Marcel. En 1789, après la prise de la Bastille, la commune de Paris prescrivit aux citoyens de reprendre les anciennes couleurs nationales, rouge de Paris, bleu de Navarre ; on y joignit le blanc couleur de France; ainsi se forma le drapeau tricolore adopté le 17 juillet 1789, abandonné par la restauration (1815-1830), et adopté depuis 1830 par les divers gouvernements. La cocarde, signe distinctif qui s'attache au chapeau, a porté les mêmes couleurs que les armes de France. Elle a été tour à tour blanche et tricolore.

ARMES COURTOISES. — Armes dont le ser était émoussé et dont on ne se servait que dans les tournois. Voy. Tournois.

ARMES A OUTRANCE. — Armes de combat; on en faisait quelquefois usage dans les tournois. Voy. Tournois.

ARMES (Pas d'). — Espèce de joute chevaleresque. Voy. Tournois.

ARMES D'HONNEUR. — Armes données comme récompense. Voy. CHEVALERIE.

ARMET. - Espèce de casque. Voy. ARMES.

ARMISTICE. — Suspension d'armes. Voy. Guerre.

ARMOIRE. — Voy. Bahut.

ARMOIRIES. - Voy. BLASON.

ARMORIQUE. — Ce nom donné par les Gaslois à la province appelée depuis Bretagne signifie province maritime.

ARMURES. - Voy. ARMES.

ARNAUDANQUE. — Monnaie épiscopale d'Agen qui tirait son nom d'Arnaud, évêque de cette ville au xue siècle.

ARPENT. -- Voy. MESURES.

ARPENTEURS. — Les ordonnances des rois de France (t. I, p. 708, et t. II, p. 381) parlent d'arpenteurs et mesureurs des eaux et forêts dès les xive et xve siècles, et le Nouveau coutumier général (t. I, p. 555) donne les règlements auxquels ils étaient soumis à cette époque.

ARQUEBUSE, ARQUEBUSIERS. — Voy. ARMÉE, ARMES et JEUX.

ARRÉT. — Voy. Justice.

ARRET (Maison d'). - Voy. Prison.

ARRET (Ville d'). — On appelait ainsi, au moyen age, les villés dont les habitants avaient le droit de faire arrêter leurs débiteurs.

ARRIERE-BAN. — Corps d'armée composé des vasseux et arrière-vasseux de la couronne. Voy. Armée.

ARRIERE-FIEF. — Pief qui ne relevait pas directement de la couronne.

ARRIÈRE-VASSAUX. — Vassaux qui relevaient d'autres vassaux. On les appelait aussi Vavassaux ou Vavasseurs. Voy. Féodalité.

ARRONDISSEMENT. — Voy. Divisions Administratives.

ARSENAL. — Dès 1816, les ordonnances des rois de France prescrivirent d'établir des arsenaux ou dépôts d'armes, afin que les menues gens n'eussent pas les armes entre les mains (Ordonn. I, 636). — Voy. Armes.

ART DRAMATIQUE. — Voy. THÉAFRE.
ARTICLES (Les quatre). — Voy. Liber-

TES DE L'EGLISE GALLICANNE.

ARTIFICE (Feu d'), ARTIFICIERS. —

Voy. Canonniers et Fêtes. ARTILLERIE. — Voy. Armes et Canon-

NIERS.

ARTISANS et ARTS ET MÉTIERS ...

Voy. Corporations, Industrie.

ARTS.— Dans l'ancienne université on

ARTS. — Dans l'ancienne université, on appelait faculté des arts ce qu'on nomme aujourd'hui faculté des lettres. Les membres de cette faculté s'appelaient artistes.

ARTS (Beaux-). — Voy. Académie.

ARTS LIBERAUX. — A la fin du xive siècle, Eustache des Champs, faisant l'énumération des arts libéraux, y com-

prend la grammaire, la logique, l'astrologie, l'arithmétique, la géométrie, la rhéterique et la musique.

ŧ

1

1

ASILE (Champ d'). — Tel fut le nom d'une colonie, qu'en 1819 les débris des armées de l'empire avaient tenté de fonder au Texas. Mais les colons ne tardèrent pas à en être expulsés par les populations voisines.

ASPLE (Droit d'asile). — Le droit d'asile remonte à l'empire romain ; d'après une loi de Théodose le Jeune (23 mars 431) il comprensit non-seulement l'intérieur du temple, mais encore toute l'enceinte du lieu sacré, où étalent situés les maisons, les galeries, les jardins, les bains et les cours qui en dépendaient. Les conciles tenus sous les rois francs, et, entre autres, le concile d'Orléans sous Clovis, en 511, consacrèrent le droit d'asile. Les voleurs, les adultères, les homicides même, qui se réfugiaient dans l'église, ne pouvaient en être arrachés. L'asile était rarement violé. Cependant on voit que Parthenius, ministre de Théodebert ler, fut enlevé de l'église où il s'était réfugié et lapidé par le peuple. Mais en général les asiles étaient respectés par le peuple, aussi bien que protégés par la loi. On ne pouvait livrer le criminel qui s'était réfugié dans un asile que dans le cas où ceux qui le poursuivaient juraient sur l'Évangile de ne lui faire subir ni la mort, ni la mutilation. Gontran, roi de Burgondie, voulant interroger des conspirateurs qui s'étaient réfugiés dans un asile, leur promit la vie sauve, s'ils en sortaient. Après les avoir interrogés et reconnus coupables, il leur permit de retourner dans leur asile. L'esclave, même accusé d'un crime atroce, était affranchi de toute peine corporelle, lorsqu'il s'était place sous la protection d'un asile. Il n'était rendu à son maltre que si celui-ci faisait serment de lui pardonner. Le suppliant se réfugiait quelquesors jusque dans le sanctuaire et saisissait la nappe de l'autel. Les capitulaires de Charlemagne maintinrent le droit d'asile : « Si quelqu'un ose arracher un suppliant des portiques, des parvis, des jardins, des bains et autres lieux attenant à l'église, qu'il soit puni de mort. » Cependant d'autres capitulaires, spécialement un capitulaire de 779, commencent à porter atteinte au droit d'asile en défendant de donner de la nourrisure au criminel qui s'est réfugié dans une église. Les croix élevees sur les chemins protégosient également ceux qui s'y réfugiaient. Le concile de Clermont (1095) défend formellement de mutiler le criminel qui les a embrassées.

Il y avait quelquefois aux murs des églises un anneau de salut; il suffisait de le saisir pour être à l'abri de toute poursuite. « Dans ces temps barbares, dit M. Guérard (préface du Cartulaire de Notre-Dame de Paris), où l'offensé se faisait lui-même justice, ou souvent une vengeance terrible et prompte suivait an tort assez léger, où la force était la loi de tous et les sentiments d'humanité affaiblis et même éteints dans le cœur du plus grand nombre; il était bien que l'Église pût accueillir et mettre en sûreté chez elle le malheureux qui venait lui demander un refuge, afin de donner à la colère le temps de se calmer ou de soustraire le faible et le pauvre à la colère de l'homme puissant. » Cependant l'asile ne pouzait abriter indéfiniment les coupables l'ies clercs demandaient au bout d'un certain temps (ordinairement le neuvième jour) à celui qui s'y était réfugié s'il voulait comparaître devant les tribunaux laïques ou ecclésiastiques. S'il préférait s'exiler, on lui laissait quarante jours pour s'éloigner du royaume. L'acte par lequel il renonçait à l'asile s'appelait abjuration.

Au XII siècle, les communes devinrent aussi de véritables asiles. Guillaume le Conquérant avait, dès le XI siècle, déclaré dans ses lois que le serf, qui aurait passé dans une ville un an et un jour,

serait affranchi.

Les ordonnances des rois de France. sans abolir le droit d'asile, y mirent des restrictions. Une ordonnance de novembre 1311, obligea les chirurgiens de jurer qu'ils ne mettraient qu'un appareil aux blessés qui se réfugieraient dans les églises (Ordonnances, 1, 491). Cependant au xive siècle, le droit d'asile était encore dans toute sa vigueur. En 1351, le chaneur, Perrin Macé, ayant été arraché de l'asile, où il s'était réfugié, par Robert de Clermont, maréchal de Normandie, une sédition terrible éclata et coûta la vie au maréchal. Mais, au xvi siècle, lorsque la société commença à se constituer sur des bases plus solides, le droit d'asile ne servit plus qu'à protèger le coupable contre la vindicte des lois. Cet abus devint intolérable, et l'ordonnance de Villers-Cotterets, rendue par François I (1539), déclara qu'à l'avenir on pourrait arrêter un criminel partout, même dans les asiles, sauf à l'y réintégrer, s'il y avait lieu.

Voy. pour les détails Henri Wallon, Thèse sur le droit d'asile.

ASILE (Salle d'). - Voy. Instruction PRIMAIRE.

ASPHALTE. — Voy. Industrie. ASPIRANTS DE MARINE. — Voy. Marine. ASSASSINS. — Le mot assassins ou buveurs d'achin, désignait à l'époque des croisades, une secte de musulmans fanatiques qui se signalèrent par des meurtres. Ils avaient pour chef le seigneur de la Montagne (senior montis), qu'on a appelé par une traduction erronée, le vieux de la Montagne. Assassin est devenu dans la suite synonyme de meurtrier.

ASSEMBLÉE.—Ce mot était employé, au xvue siècle, comme synonyme de réunion pour une fête à la cour ou en tout autre lieu. « J'allois, dit Mademoiselle dans ses Mémoires, aux assemblées que M=0 la comtesse de Soissons faisoit faire à l'hôtel de Brissac, deux fois la semaine. » Et silleurs: « l'on ne pouvoit me faire aller aux assemblées du Louere. » On se sert encore anjourd'hui, dans certaines provinces, du mot assemblée pour désigner une fête de village.

ASSEMBLÉE DES ÉLECTEURS. — Voy. ÉLECTEURS.

ASSEMBLÉE DES NOTABLES. — Voy. Assemblées politiques.

ASSEMBLÉE CONSTITUANTS. — Voy. ASSEMBLÉES POLITIQUES.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE. — Voy. Assemblees politiques.

ASSEMBLEE NATIONALE. -- Voy. Assembles politiques.

assemblées politiqués. — les assemblées politiques out joué un rôle fort important dans l'histoire de France, et, quoiqu'elles n'aient un caractère régulier que depuis 1789, on les retrouve à toutes les époques de nos annales. L'empire romain, au moment de sa décadence, fit un appel aux provinces du sud de la Gaule, et convoqua, à Arles, en 418, une assemblée de leurs députés; mais cette tentative ne réussit pas. Ce furent les Germains qui apportèrent dans les Gaules les principes d'indépendance politique, et l'usage des assemblées délibérantes. De tout temps, les guerriers de cette nation se réunissaient dans un lieu consacré ou malberg, et là délibéraient sous la présidence du chef. La liberté, était complète. Si les paroles du chef leur/plaisaient, ils y applaudissaient en frappant leurs boucliers de leurs framées; sinon, ils étouffaient sa voix par leurs murmures. Les Francs, établis dans la Gaule, conservèrent l'usage de ces assemblées qu'on appelait mall, mallem, champs de Mars. Tous les guerriers libres y siègenient. Cependant c'est à urt que queiques écrivains ont vu, dans ces assemblées, une représentation démocratique de la France. Il n'y avait ulors ni

France ni démocratie; mais une nation conquérante, seule investie des droits politiques, et siègeant en armes dans le mallum, pendant que les vaincus qui formulent la majorité de la population étaient courbés sous le joug. Après la conversion de Clovis au christianisme, il y ent un changement remarquable; les évêques surent admis à l'assemblée nationale; ils y introduisirent l'usage de la langue lutine, et, comme ils avaient sur les guerriers une supériorité incontestable bientot de la direction des désibérations. Au champ de Mars de 615, soixante-dix-neul évêques apposèrent leur signature aux décisions de l'assemblée. L'emploi de la langue latine et la prépondérance des évêques éloignèrent peu à peu les guer-riers des champs de Mars. Les Francs dispersés dans leurs métairies, n'ayant plus entre eux de relations d'intérêts, souvent étrangers au chef de guerre, abandonnèrent le mallum qui n'avait plus de caractère national, et qui se transformait de plus en plus en concile.

L'arrivée du second ban des Francs, des guerriers qui suivaient Pepin d'Héristal, et Charles Martel, rendit quelque vigueur aux usages germaniques. Les assemblées devinrent plus fréquentes et surent retardées jusqu'au mois de mai; on les appela champs de Mai. Elles furent réunies fréquemment pendant le VIII siècle. Charlemagne convoquait ordinairement deux assemblées par an, l'une au printemps, l'autre en automne. Mais elles n'étaient ni aussi nombreuses, ni aussi puissantes que sous les premiers chefs francs. Charlemagne se bornait probablement à réunir les comtes, les seigneurs, les évêques, et les abbés de la province on il se trouvait. Comment admettre, en effet, qu'il eût appelé tous les leudes et ahrimans de l'empire deux fois par an, tantôt sur le Rhin ou l'Elbe tantôt sur l'Ebre ou le Pô? Un traité d'Hincmar (de ordine palatii), prouve, d'ailleurs, que ces assemblées n'avaient plus qu'un caractère consultatif. L'empereur se réservait la décision. (Voy. Essais de M. Guizot sur l'histoire de France).

Après la ruine de l'empire carlovingien, les assemblées générales disparu rent; il n'y eut plus que des gouvernements et des intérêts locaux, et dès lors les assemblées générales devenaient impossibles. Auprès de chaque seigneur seodal se réunissaient les pairs du fief qui s'occupaient de questions politiques, financières et judiciaires : c'est le principe des états provinciaux; mais toutes les attributions étaient encore confon-

dues. Elles commencèrent à devenir distinctes sous saint Louis, et surent enfin séparées sous Philippe le Bel. Il y eut alors un parlement pour l'administration de la justice, une chambre des comptes pour les finances, et des états généraux pour les affaires politiques. Mais, tandis que le parlement et la chambre des comptes avaient leurs sessions régulières et tendaient à devenir perpetuels, les états généraux ne furent réunis que temporairement et de loin en loin, selon que de science et d'habileté, ils s'emparèrent l'exigeaient les besoins du moment. Ces assemblées ne parvinrent jamais, malgré des efforts plusieurs fois renouvelés, à

devenir périodiques.

La première convocation d'états généraux date de 1302. Philippe le Bel réunit les trois ordres du clergé, de la noblesse et du tiers état, pour s'en faire un appui contre le pape Boniface VIII. Il les convoqua encore, en 1303, dans le même but; puis, en 1308, pour faire sanctionner l'arrestation des Templiers par un vote national; enfin, en 1314, lorsqu'il se vit menacé par une coalition de l'aristocratie. A côté des états généraux subsistaient toujours les états provinciaux en Languedoc, en Normandie, en Dauphiné, en Bourgogne, en Bretagne, en Provence, etc. Le droit de voter l'impôt de la province leur appartenait; mème, dans les états généraux, les provinces restaient séparées. Il en fut ainsi jusqu'à la fin du xv° siècle. Les députés étaient encore classés par provinces aux états de 1484. On réunissait quelquesois séparément les états de la Langue d'Oil et de la Langue d'Oc. Ainsi, en 1356, les deux assemblées furent convoquées, l'une à Toulouse pour le sud, l'autre à Paris pour le nord; la première vota sans difficulté les subsides demandés par le Dauphin, tandis que la seconde, dirigée par le prévôt des mar-chands, Étienne Marcel, tenta de s'emparer du gouvernement; elle voulait, entre autres mesures, rendre les états périodiques; mais elle échoua dans cette tentative, comme plus tard les états de 1484.

Les principales assemblées furent, après les états de 1356, qui se signalèrent surtout par leur résistance, ceux de 1413 qui eurent aussi un caractère révolutionnaire, et où domina la faction cabochienne : les états de 1439 qui votèrent la taille permanente; les états de 1468 qui declarèrent la Normandie incorporée au domaine de la couronne; enfin, les états de 1484 où Jean Masselin, chanoine de Rouen, et Philippe Pot, seigneur de la Roche, défendirent énergiquement les droits de la nation. On demanda, dans cette dernière assemblée, la périodicité

des états et l'égale répartition de l'impôt. Malgré ces protestations utiles, qui de toin en loin rappelaient des droits imprescriptibles, les états généraux ne purent exercer une véritable influence sur le gouvernement de la France. Ils manquaient d'expérience, d'habileté pratique, et leurs délibérations n'avaient pas de sanction; la royanté n'en prenait que ce qui convenait à ses interêts ou à ses caprices. Au xvi• siècle, la di-tinction des provinces disparut, mais les trois ordres continuèrent de voter séparément. Cet usage fut maintenu aux états d'Orléans, en 1560 et 1561, et aux états de Blois, en 1576 et 1588. Je ne parle pas des états de la Ligue, où beaucoup de provinces ne furent pas représentées, ou du moins ne le surent qu'incomplétement. Aux états géneraux, tenus en 1614, les trois ordres songèrent un instant à délibérer en commun, mais la cour s'y opposa et parut s'appliquer à diviser la représentation nationale, afin de lui enlever sa force. Le tiers état, aux prises avec la noblesse, soutint vivement ses droits; il répondit aux prétentions hautaines des nobles que, s'ils étaient les ainés de la France, les députés du tiers étaient leurs frères cadets, et l'on composa même alors ce quatrain qui prouve que le tiers état était regardé comme le véritable désenseur des intérêts nationaux:

O noblesse, & clergé, les aînés de la France! Puisque l'honneur des rois si mal vous défendes, Puisque le tiers état en ce point vous devance Il faut que vos cadets deviennent vos aînés!

Les états de 1614, comme la plupart des états antérieurs, consignèrent le résultat de leurs délibérations dans des mémoires qu'on appelait cahiers, cédules, cahiers de doléances. Chaque ordre présentait un cahier séparé. Il y avait aussi les cahiers des bailliages qui émanaient des assemblées de bailliage dans lesquelles les dé-

putés étaient élus.

De 1614 à 1789, il n'y cut plus de convocation d'états généraux. Richelieu se servit pour faire appuyer ses projets d'un autre genre d'assemblée, qu'on nommait assemblée de notables, et dont on trouve la première trace sous le règne de Charles V. Ce roi, qui avait éprouve pendant la captivité de son père Jean, le danger des états élus par la nation et souvent animés de passions hostiles, les remplaça par des assemblées dont lui-même désignait les membres. Ainsi . en 1367 et 1369, il appela près de lui des prélats, des nobles, des jurisconsultes, et même des bourgeois, afin de s'autoriser de leurs avis pour combattre les Anglais et réformer l'administration du royaume. Au

xve siècle, Louis XI réunit les notables à Tours; en 1527, François I eles convoqua à Cognac, après le funeste truité de Madrid; en 1560, ils furent assemblés à Fontainebleau. Le connétable de Luynes les consulta en 1619, et Richelieu en 1626: enfin de Calonne et Necker les appelèrent peu de temps avant la révolution de 1789. Le premier les réunit le 27 février 1787, et leur demanda des sacrifices; ils le renversèrent. Le second les assembla de nouveau le 16 novembre 1788, et les consulta sur Le nombre de représentants que devait avoir le tiers état; et, malgré leur avis, il accorda au tiera la double représentation c'est-à-dire autant de députés pour lui seul que pour les deux ordres privilégiés. Les derniers états généraux s'ouvrirent le 5 mai 1789, et la discussion s'engages immédiatement sur la question du vote par tète ou par ordre. La cour fit vainement fermer la salle des séances ; l'assemblée, qui avait la conscience de représenter le peuple, jura de ne pas se séparer avant d'avoir donné une constitution à la France. Après le serment du jeu de paume (20 juin 1789), les trois ordres se confondirent en une seule assemblée qu'on désigna sous le nom d'assemblee nationale constituante. Nous ne pouvons ici qu'esquisser le rôle des assemblées de la révolution et indiquer la chronologie.

L'Assemblée constituante siègea jusqu'au 30 septembre 1791; son œuvre principale fut la constitution qui a été promptement modifiée. On peut signaler plusieurs résultats durables des travaux de l'Assemblée constituante. Ainsi, elle a voté dans la nuit du 4 août, l'abolition des droits féodaux, des dîmes, des corvées, des droits de chasse, de colombier, etc.; elle a proclamé la liberté des cultes, la liberté individuelle , la liberté de la presse. Elle a substitué une division territoriale fondée sur les lois mêmes de la nature. aux anciennes divisions par provinces qui perpétuaient les diversités locales. l'opposition des coutumes, la multiplicité des douanes intérieures, et beaucoup

d'autres abus féodaux.

A l'Assemblée constituante, succéda le 30 septembre 1791, l'Assemblée législative qui dura jusqu'au 20 septembre 1792. Elle est moins remarquable par ses travaux législatifs que par la lutte qu'elle soutint contre la royauté. Le ministère girondin ayant été renvoyé par Louis XVI, les Tuileries furent envahies le 20 juin 1792. Une seconde insurrection éclata au 10 août, et força le roi à chercher un asile au sein de l'Assemblée législative. Il fut déposé, enfermé au Temple avec sa famille, et une convention fut convoquée pour le

juger. La Convention remplaça l'Assemblée législative, le 20 septembre 1792, et

siégea jusqu'au 27 octobre 1795.

Les Girondins, Vergniaud, Isnard, Suadet, Gensonné, Buzot, etc., qui avaient dominé dans l'Assemblée législative, furent écrasés dans la Convention par la Montagne. Ils tentèrent vainement de sauver Louis XVI, qui fut condamné à mort par la Convention, et exécuté le 21 jan-vier 1793. Les Girondins surent proscrits par la Montagne, dans les séances du \$1 mai et du 2 juin 1793. La Montagne domina seule, vainquit les insurrections fédéralistes de Caen, de Lyon, de Toulon et de la Vendée; elle résista à l'Europe coalisée, et fit peser sur la France le régime odieux de la terreur. Elle se divisa ellemême en trois parties : les hébertistes, les dantonistes, et le comité de salut public. Robespierre, qui dominait avec Couthon et Saint-Just le comité de salut public, proscrivit les hébertistes et les dantonistes, et finit par succomber luimême à la journée du 9 thermidor (27 juillet 1794). La Convention ne fut pas exclusivement occupée de ces luttes politiques; elle créa l'Institut, l'École polytechnique, les Ecoles normales, le Bureau des longitudes, le Conservatoire des arts et métiers, le Grand-Livre de la delle publique. Des travailleurs infatigables, tels que Carnot, Cambon, Lakanal, Daunou organisèrent les services militaires et financiers, et s'occupèrent avec zèle de diverses branches de l'administration publique.

La constitution de l'an III, votée par la Convention, institua deux assemblées, le conseil des Anciens et le conseil des Cinq-Cents, qui siégèrent du 28 octobre 1795 au 9 novembre 1799. Le premier se composait de deux cent cinquante membres qui devaient être âgés d'au moins quarante ans; le second, de cinq cents membres, agés d'au moins trente ans. Le coup d'Etat du 18 brumaire (9 novembre 1799) renversa les conseils des Anciens et des Cinq-Cents. Bonaparte, de concert avec Sieyes, décréta, le 24 septembre 1799, la constitution de l'an viii, qui substituait à ces conseils un sénat conservateur, un tribunat, un corps législatif et un conseil d'Etat. Le sénat se réunit le 25 décembre 1799; il se composait de quatrevingts membres, chargés de veiller au maintien des lois et de nommer les membres du pouvoir exécutif. Le sénat se recrutait lui-même. Le tribunat, corps électif composé de cent membres, discutait les lois devant le corps législatif, par Porgane de trois de ses membres. Les projets du gouvernement étaient défendus par trois membres du conseil d'Etat. Enfin, le corps législatif, électif comme le tribunat, et composé de trois cents membres, votait les lois après avoir entendu les orateurs chargés de les attaquer et de les soutenir. Le tribunat, réduit à cinquante membres dès 1802, ne tarda pas à

ê**tre s**upprimé.

La Restauration substitua au sénat et uu corps législatif une chambre des pairs héréditaire, et une chambre des députes élective. Elles se réunirent, après les cent jours, le 7 octobre 1815. La révolution de juillet 1830 maintint les deux chambres; mais l'hérédité de la pairie fut supprimée: La nomination des pairs appartint au roi, et fut soumise à des conditions déterminées par la loi. La révolution du 24 février 1848 remplaça les deux chambres par une assemblée unique; la constitution de 1848 confirma cette disposition. L'Assemblée législative devait etre composée de sept cent cinquante membres, et nommée par le suffrage universel. La constitution proclamée par le président de la république, en 1852, a institué un sénat dont les membres sont nommés à vie par le président et un corps législatif elu par le suffrage universel pour discuter et voter les lois qui doivent être préparées et soutenues par le conseil d'Etat.

Sur les états généraux et les notables, voy. le Recueil de Meyer, publié en 1789, ainsi que l'Histoire des états généraux, par M. Rathery, 1 vol. in-8°, 1845. — On trouvera dans ce dictionnaire au mot États généraux des détails sur le mode d'élection et les attributions des membres de ces assemblées.

ASSEMBLÉES PRIMAIRES. — On appelait assemblées primaires, dans la constitution de 1791, la réunion de tous les Français, âgés de vingt-cinq ans, qui payaient une contribution égale à trois journées de travail (la journée évaluée à trois livres), et qui n'étaient ni domestiques ni employés à gages. Ceux qui réunissaient ces conditions étaient les citoyens actifs. Les assemblées primaires nommaient les électeurs à raison d'un électeur par cent citoyens actifs; enfin les électeurs nommaient les représentants.

ASSEMBLÉES DU CLERGÉ. — Les assemblées du clergé dataient du xvi siècle. Il y avait deux espèces d'assemblées du clergé, les ordinaires et les extraordinaires. Les premières étaient particulières, c'est-à-dire de chaque diocèse; ou provinciales, de chaque province ecclésiastique; ou générales, de tout le clergé de France. Elles ne se pouvaient réunir qu'avec la permission du roi; mais lorsque le clergé

s'engageait au payement des décimes ordinaires (voy. Décimes), le roi lui accordait immédiatement la permission de s'assembler dix ans après. Cette pratique fut constante depuis 1586. Ces assemblées, convoquées principalement pour les affaires temporelles et où le clergé n'était représenté que par députés, n'avaient rien de commun avec les conciles. Les bénéficiers pouvaient seuls être députés, et uniquement par la province où étaient lesrs bénéfices. Chaque province envoyait quatre députés : deux du premier ordre, l'archeveque et un évêque, ou deux évêques; deux du second ordre, qui devaient avoir un bénéfice dans le diocèse dont ils étaient les représentants. Le roi marqueit le lieu de réunion pour chaque assemblée. Il devait être voisin de la résidence de la cour; et, pendant quelque temps, on le choisissait autre que Paris, de peur que les députés ne s'occupassent d'affaires étrangères au but de la convocation. C'était souvent Pontoise ou Saint-Germain. Outre la grande assemblée de dix ans en dix ans, il y avait les petites assemblées pour entendre les comptes du receveur général. Dans l'origine on nommait un député de chacune des quinze provinces pour reviser les comptes, et ils y pouvaient vaquer au nombre de cinq. En 1615; on permit d'envoyer deux députés pour les comptes, faisant en tout trentedeux avec les deux agents. Les assemblées des comptes se tinrent tous les deux ans jusqu'en 1625; elles furent alors remises à cinq ans. L'une de ces assemblées se confondait avec la grande assemblee du clergé, l'autre se tenait dans l'intervalle. Le roi leur demandait des subventions extraordinaires aussi bien qu'aux granassemblées extraordinaires des. Les étaient tenues par les prélats qui se rencontraient à la cour et qui se réunissaient aux agents généraux du clergé, lorsqu'il arrivait quelque affaire imprévue hors le temps des assemblées ordinaires. Les agents du clergé surent établis en 1580 pour solliciter à la cour les affaires ecclésiastiques. Ils étaient deux, choisis dans le second ordre, nommes tour à tour par les provinces ou par les quatre députés de chaque province Leur fonction durait cinq ans, et on en nommait deux nouveaux à chaque assemblée, ou les anciens rendaient compte de leur gestion.

ASSEMBLÉES DES PROTESTANTS. — Les assemblées des protestants, interdites par les édits de Chàteaubriand et de Fontainebleau, sous Henri II, furent autorisées par l'édit de Nantes en 1599. Elles se réunissaient ordinairement à Saumur;

elles furent supprimées après la prise de la Rochelle (1629).

ASSENS. — L'assens était, dans quelques provinces de France, le droit exercé dans les forêts et bois de haute futaie, et qu'on appelait aussi panage et glandée. (Voy. ces mots.)

ASSERMENTÉ. — On désignait par ce nom les ecclésiastiques qui avaient prêté serment à la constitution civile du clergé, décrétée par l'Assemblée nationale. Voy. Constitution civile du clergé.

ASSESSEURS. — Le nom d'assesseurs, qui désigne d'une manière générale des aides ou assistants, s'appliquait quelquefois, dans l'ancienne organisation de la France, à des collecteurs d'impôts, et le plus souvent aux conseillers d'un juge d'épée. Ainsi les baillis (voy. ce mot) avaient des assesseurs gradués en droit.

ASSEUREMENT. — On appelait asseurement ou assurement la protection royale que saint Louis garantissait à tout seigneur qui provoqué à une guerre privée, remettrait la décision de la querelle à la justice du roi. Voy. Guerres privées.

ASSIETTE. — On appelle assiste de l'impôt la base adoptée pour la répartition des impôts. Voy. Impôts.

ASSIGNATIONS. — L'assignation, en termes de finances, était un mandement ou ordonnance aux trésoriers pour payer une dette sur un fonds déterminé. C'était, avant Colbert surtout, l'occasion de beaucoup d'abus. Les assignations données aux créanciers de l'État portaient quelquefois sur un fonds déjà épuisé; le créancier qui ne pouvait se faire payer vendait à vil prix son assignation à quelque financier qui avait assez de crédit pour la faire réassigner sur un autre fonds et en obtenir le payement.

ASSIGNATS. — Papier monnaie. Voy. Papier-monnaie.

ASSISES. — Voy. JUSTICE.

ASSISES DE JÉRUSALEM. — Lois qui furent données au royaume de Jérusalem par Godefroy de Bouillon vers 1100. On n'a publié les assises de Jérusalem que d'après une copie postérieure due à Jean d'Ibelin et à Philippe de Navarre. La meilleure édition de ces lois est celle qui a été donnée par M. le comte Beugnot dans la collection des historiens des croisades. Voy. Lois.

ASSISTANCE PUBLIQUE. — Secours donnés aux pauvres par l'État. Voy. Hôpi-

ASSOCIATION. — Voy. INDUSTRIE et Police.

4.

ASSURANCES. — Les contrats d'assurance, par le quels un individu ou une société s'engagent à garantir la partie contractante contre les dangers d'incendie, de tempête ou autres accidents, remontent à une époque assez recuiée. Les plus anciennes assurances sont les assurances maritimes, où moyennant une somme appelée prime versée par l'assuré, l'assureur s'obligeait à réparer toutes les pertes que l'assuré pourrait essuyer par naufrage, guerre ou incendie. Il y avait des assurances qui garantissaient le corps du vaisseau, d'autres les marchandises. On trouve des traces d'assurances maritimes dès le xve siècle, et même, si l'on en croit l'historien Jean Villani, l'usage des assurances remonte aux Juifs du moyen age. Exposés sans cesse à être expulsés des royaumes chrétiens, ils avaient établi entre eux des compagnies d'assurances pour sauver une partie de leur fortune, en cas de proscription. Les assurances furent longtemps abandonnées à l'industrie particulière. L'Etat ne commença à intervenir dans cette espèce de contrats qu'au xvii siècle. L'ordonnance de 1681 régla les assurances maritimes; on les distingua des contrats de grosse aventure. Par l'assurance maritime, l'assureur s'engageait à payer à l'assuré les pertes qui pourraient résulter d'avaries et autres périls de mer; dans le contrat de grosse aventure, au contraire, si le vaisseau périssait, la créance était perdue. Au mois de mai 1686, un édit créa à Paris une compagnie générale pour les assurances maritimes de France; l'assemblée des marchands qui se portaient garants des fortunes de mer, selon l'expression du temps, forma le bureau des assurances. Au xviii siècle, on commença à organiser des compagnies d'assurances contre l'incendie et sur la vie. En 1754, il s'établit à Paris une compagnie d'assurances contre les incendies. En 1786, deux nouvelles sociétés de cette nature furent autorisées. L'année suivante, une de ces compagnies obtint le privilége des assurances sur

La législation moderne a considéré les assurances comme des spéculations d'industrie privée et n'y est intervenue que pour assurer la sincérité du contrat et garantir les intérêts des deux parties. Il s'est formé, sous l'empire de cette législation, un grand nombre de compagnies d'assurances contre l'incendie, la grêle, la mortalité des bestiaux, les périls de la navigation intérieure et extérieure, et les chances de la vie humaine. On divise les assurances en assurances à primes et assurances mutuelles. Dans les pre-

mières, l'assuré s'engage à payer à l'assureur une certaine somme moyennant laquelle toutes les pertes qu'il pourrait éprouver, dans les cas stipulés, seront remboursées à lui ou à ses héritiers par la compagnie d'assurances. Les assurances mutuelles sont des associations dont tous les membres s'engagent à se garantir mutuellement contre des risques déterminés, pendant un certain laps de temps. Ce fut, en 1802, que la première assurance mutuelle s'établit à Toulouse pour garantir les récoltes contre la grêle. Comme des associations de cette nature intéressaient à un haut degré la société, le gouvernement se réserva le droit d'accorder ou de refuser l'autorisation préalable. Ce ne fut pas pour entraver les spéculations commerciales, mais dans un intérêt d'ordre public qu'il intervint. « Les assurances, dit une circulaire ministerielle du 25 octobre 1829, qui ont pour objet de mettre en commun les pertes et de les rendre légères à chacun par la répartition, excluent tout profit, toute spéculation et n'ont rien de commercial. C'est dans l'intérêt de l'ordre public que l'autorité agit, lorsqu'elle exerce sa surveillance sur les associations qui s'en occupent, parce qu'un système d'assurances mal combiné, appliqué, soit aux proprié-tés, soit à la vie, pourruit compromettre la sûreté publique et même encourager à certains crimes. » On distingue encore les assurances en mobilières et immobilières suivant la nature des propriétés qu'elles garantissent.

ASSUREMENT. — Voy. Asseurement.

ASTROLOGIE, ASTROLOGUE. — V. SU-PERSTITIONS.

ASTRONOMIE. Voy. Sciences.

ATOUR (Dame d'). — Voy. ÉTIQUETTE.

ATTOURNÉ — Les anciennes lois désignent quelquefois les avocats par le nom d'attournés, qui est resté dans la langue anglaise avec une légère modification pour indiquer un avocat général.

ATTROUPEMENTS. - V. LOI MARTIALE

AUBADE. — Les aubades ou concerts donnés à l'aube du jour sont mentionnés dans les poëmes provençaux du xiiie siècle (Lac. Sainte-Palaye, vo Aubades).

AUBAIN. — L'Aubain était un étranger qui passait un an et un jour sur les terres d'un baron et devenait son homme. Les établissements de saint Louis nous apprennent quelle était sa condition : « Si aucun homme étranger étoit venu dans la châtellenie d'un baron et n'avoit choisi

aucun seigneur pendant un au et un jour, il devenoit exploitable au baron, et si d'aventure il mouroit, sans avoir commandé de rendre quatre deniers au baron, tous ses meubles appartenoient au baron. » La condition de l'etranger se rapprochait donc de la servitude; il était soumis à cette loi tyrannique qu'on appelait droit d'aubaine ou aubenage. L'étranger était comme une spave (voy. ce mot) jetée sur la terre féodale et appartenant au seimeur. Il y a même des coutumes qui le désignent par ce nom d'épave : « sont, par la coutume et usage de Laon, réputés épaves, ceux qui sont natifs hors du royanme et demeurant audit royaume. » Dans ces temps-là, dit Montesquieu, les hommes pensèrent que les étrangers ne leur étant unis par aucune communication du droit civil, ils ne leur devaient d'un côté aucune sorte de justice, et, de l'autre, aucune sorte de pitié.

Quant au mot aubain, les uns le font dériver des deux mots latins alibi natus (né en pays étranger), d'autres du mot Albion, parce que les habitants des îles britanniques étaient regardés comme es-

sentiellement voyageurs.

La royauté modifia à son avantage la condition des aubains. Elle les prit sous sa protection dès le xiiie siècle, et peu à peu fit prévaloir le principe que les aubains ne dépendaient que du roi, et, dans toute l'étendue de la France, la succession de ces étrangers fut dévolue au domaine royal. Une ordonnance de Charles VI, rendue en 1386, portait qu'en quelque lieu que fussent situés les biens des aubains ils appartiendraient au roi. Le droit d'aubaine ou aubenage sut donc considéré, surtout depuis le xvi siècle, comme domanial et inaliénable. Cette dure condition de l'étranger, « qui vivait libre et mourait ser!, » comme dit une ancienne coutume, s'adoucit peu à peu. Des villes et des provinces obtinrent l'exemption du droit d'aubaine; les traités conclus avec certaines nations, et principalement avec l'Angleterre et l'Espagne, en exemptaient les habitants de ces contrées. En 1608, le parlement enregistra un édit de Henri IV qui désendait aux procureurs fiscaux de s'emparer pour le roi, en vertu du droit d'aubaine, des biens des Génevois qui mourraient en France. Les étrangers, qui introduisaient en France quelque industrie nouvelle, obtensient le même privilége. Ainsi, Louis XI exempta du droit d'aubaine les trois imprimeurs allemands qui recurent l'autorisation de s'établir dans la Sorbonne. A partir de Henri IV, les priviléges accordés aux étrangers se multiplièrent. Enfin, ce droit

ensensé, comme l'appelle Montesquieu, a été aboli, le 6 août 1790, par l'Assemblée constituante, qui s'exprimait ainsi dans le préambule de la loi : « L'Assemblée nationale, considérant que le droit d'aubaine est contraire aux principes de fraternité qui doivent lier tous les hommes, quels que soient leur pays et leur gouvernement; que ce droit établi dans des temps barbares doit être proscrit chez un peuple qui a fondé sa constitution sur les droits de l'homme et du citoyen, et que la France libre doit ouvrir son sein à tous les peuples de la terre, en les invitant à jouir, sous un gouvernement libre, des droits sacrés et inaliénables de l'humanité, a décrété et décrète, etc. » L'abolition du droit d'aubaine fut étendue à toutes les colonies françaises, par un nouveau décret daté du 13 avril 1791.

AUBAINE (droit d'). — Voy. Aubain. AUBE. — Vêtement ecclésiastique. Voy. RITES ECCLÉSIASTIQUES.

AUBENAGE. — Condition de l'aubain. Voy. AUBAIN.

AUBERGE. - Voy. LIEUX PUBLICS.

AUBERGE (Droit d'). - Voy. Gits.

AUBERGISTE. - Voy. LIEUX PUBLICS.

AUBUSSON (Tapis d'). — Voy. Industris. AUDIENCE. — Voy. RELATIONS EXTÉ-RIEURES.

AUDIENCES. — Voy. Tribunaux.

AUDIENCIER (Grand). — Officier de la grande chancellerie. Voy. CHANCELLERIE.

AUDIENCIER (Huissier). - Voy. Huissier.

AUDITEUR. — Voy. CHAMBRE DES COMP-TES et Conseil d'État.

AU GUI-L'AN-NEUF.—Voy. Aguignette: AUGUSTINS. — Ordre monastique, Voy. CLERGÉ RÉGULIER.

AUMONE. — Ce mot désignait spécialement, au moyen âge, une donation faite à l'Église. Voy. BÉNÉFICES ECCLÉSIASTIQUES et HÔPITAUX.

AUMONERIE. — Bénéfice affecté dans certaines abbayes, au religieux qui était chargé de la distribution des aumônes.

AUMONIER. — Voy. CLERGE.

AUMONIER (Grand). — Voy. Officiers (Grands) de la Couronne.

AUMONIÈRE. — Bourse que l'on portait suspendue à la ceinture. Voy. HABIL-

AUMUCE. — L'aumuce ou aumusse était un vêtement qui servait à couvrir la tête et les épaules, et était employé, au moyen Age, par les laignes et les ecclésiastiques; les femmes s'en servaient aussi. Comme l'aumuce était destinée à préserver du froid, elle était ordinairement garnie de fourrures. Un manuscrit de la Bibliothèque nationale mentionne une aumuce qui devait être placée sous la grande couronne que le roi portait à son sacre (Comptes de l'argenterie des rois de France, par M. Douët-d'Arcq '. L'aumuce fut abandonnée dans la suite aux ecclésiastiques et spécialement aux chanoines. Ce n'est plus aujourd'hui qu'un ornement que, dans certaines églises, les chanoines portent sur le bras.

AUNE. - Voy. Mesures.

AUQUETON. — Vêtement qui se mettait sous l'armure. Voy. Armes.

AURILAGE. — Droit prélevé par le domaine sur la fabrication des matières d'or et d'argent.

AUTHENTIQUE. — Acte qui a été passé en présence d'un notaire ou autre officier public. Voy. Notaires.

AUTORISATION. — Voy. Lettres.

AVANT-PARLIERS. — C'était un des noms que l'on donnait, au moyen âge, aux avecats et procureurs.

AVANT-SOLIERS. — Partie saillante des maisons du moyen âge; elle servait d'abri. Voy. MAISONS.

AVÉNEMENT.—Voy.Joyeux avénement. AVENTURIERS.—Troupes mercenaires. Voy. Armée.

AVEU. — Acte par lequel un vassal énumérait les terres et droits qu'il tenuit de son seigneur. L'aveu devait être remis dans les quarante jours qui suivaient la cérémonie de l'hommage. Voy. Fédalité.

AVEUGLES. - Voy. Quinze-Vingts.

AVOCAT. - Voy. JUSTICE.

AVOLÉS. — Ce mot signifiait étrangers, dans la langue du XIV siècle.

AVOUÉ. — Au moyen âge on appelait avoués les défenseurs laïques des églises et des monastères; ils en devinrent souvent les oppresseurs. Voy. Clerchet VIDAMES. Les avoués sont aujourd'hui des officiers ministériels. Voy. Officiers MIMISTÉRIELS.

B

BABOUVISTES. — Nom donné aux partisans de Babeuf, sous le Directoire. Les Babouvistes prétendaient établir une égalité absolue entre tous les hommes.

BAC. — Au moyen âge on traversait la plupart des fieuves au moyen d'un bac ou grand bateau plat. De là le nom de rue du Bac qui est donné à Paris et ailleurs à des rues aboutissant au fieuve. De Thou (livre CVII de l'Histoire de son temps) dit qu'en 1593 on traversait le Rhône au moyen d'un bac et d'une corde tendue d'un bord du fieuve à l'autre.

BACAUDES. — Voy. BAGAUDES.

BACCALAURÉAT. — Premier des grades universitaires. Voy. Bachele, Gradués, Médecine et Université.

BACHELE. — C'était le nom d'une terre qui, dans le système féodal, n'avait qu'un rang secondaire, et qu'on appelait aussi Bachelerie. C'est de là qu'est venu, selon quelques historiens, le nom de Bacheliers que l'on donnait à de jeunes nobles qui n'avaient pas encore reçu l'ordre de che-walerie. D'autres écrivains font dériver ce mot de bas chevaliers. Les bacheleries étaient composées de dix manses, et réputées terres nobles, mais d'une classe in-férieure aux terres de chevalier; elles

étaient sujettes à certaines obligations, et devaient fournir pour l'ost ou service militaire un homme d'armes, ou un demi, ou un tiers, ou un quart d'homme d'armes. Plusieurs bacheleries se réunissient, dans ce cas, pour compléter le contingent d'un homme d'armes. Ceux qui possédaient des terres de cette nature gardaient toujours le nom de bacheliers, quel que fût leur âge. Le bachehier avait' pour enseigne le pennon ou pennonceau. Cet étendard se distinguait de la bannière, en ce que la bannière était carrée, tandis que le pennon avait une queue. On coupait cette queue, lorsqu'on transformait le bachelier en chevalier banneret. Voy. BANNERET.

Comme, au moyen age, toute la société se réglait sur la hiérarchie féodale, on assimila au jeune chevalier tous ceux qui débutaient dans une carrière. On appela bachelier un moine qui n'était pas encore prêtre, un jeune homme non marié, un apprenti soumis aux gardes du métier, enfin un théologien et un étudiant qui avaient obtenu le premier des grades universitaires. Le mot bachelier ne se prend plus que dans cette acception. On a prétendu que bachelier, dans ce dernier sens, venait du mot latin baculus, bâton, in-

signe du bachelier ès lettres. Mais cette étymologie est heaucoup moins vraisemblable que les précédentes. Voy. du Cange, Dissertations sur Joinville; Daniel, de la Milice française, et D. de Vaines, Dictionnaire de diplomatique.

BACHELERIE. - Voy. BACHELE.

RACHELIER. — Voy. BACHELE.

BACINET. — Espèce de casque qui ne couvrait que le crâne. Voy. ARMES.

BADAUDS. — Ce mot, qu'on applique spécialement aux Parisiens, désigne des flaneurs occupés souvent de niaiseries. Corpeille fait dire, à un des persounages du Menteur qui parle de Paris :

Et parmi tant d'esprits plus polis et meilleurs Il y croft des badands autant et plus qu'ailleurs.

On fait dériver le mot badaud, de badare, expression de la basse latinité, qui signifie regarder.

BAGAUDES. — Ce nom vient, selon les uns, du grec saysie, errer ; selon d'autres, d'un mot celuique, bagad, qui signific insurgés, attroupés. Il désigne, dans l'histoire, les Gaulois révoltés, qui, pour se soustraire à l'oppression romaine, prirent ies armes, en 270 après J. C., sous Aurélien, et en 284, à l'époque de l'avénement de Dioclétion. Ces deux révoltes surent étouffées. Mais plusieurs passages de Salvien prouvent qu'il y avait encore des bagaudes au ve siècle : « Je parle maintenant des bagaudes, dit-il, au livre V de son Traité du gouvernement de Dieu, je parle maintenant des bagaudes, qui dépouillés par des juges iniques et sangui-naires, écrasés, égorgés, privés du droit de la liberté romaine, ont fini par perdre jasqu'au nom de Romains. Nous leur faisons un crime de leur malheur, nous leur faisons un crime du nom qui atteste ce malheur, nous leur saisons un crime du nom que nous leur avons imposé. » Dans le même livre, il représente ces bandes errantes, en rébellion perpétuelle contre une société inique et donnant un asile s'enfuient tantôt chez les barbares, tantôt au milieu des bagandes, et ils ne s'en repentent pas. Ils présèrent la liberté sous l'apparence de l'esclavage à l'esclavage sous l'apparence de la liberté. »

BAGNES. — L'institution et le régime des bagnes tiennent au système général de la pénalité adoptée en France; nous renveyons à cet article. Voy. Peines.

BAGUE. - Yoy. ANNEAU.

BAGUE (jeu de). — Le jeu de bague était en honneur au moyen âge. Les cava-

liers s'efforçaient d'enlever avec la pointe de leurs lances la hague suspendue vers l'extrémité de la carrière. On y faisait trois courses pour la bague, dit Brantôme, et une quatrième pour les dames. On retrouve le jeu de bague dans les corrousels du xvir siècle, ainsi que le prouve le passage suivant d'un journal inédit du règne de Louis XIV (Bibl. nat., nº 1238 (bis): « Le jour de la mi-carême, 23 mars 1656, le roi voulut faire paraître à toute la cour combien il étoit bien institué en tous les exercices du corps, non moins qu'en toutes les belles qualités de l'esprit. Ce ne lui étoit pas assez d'avoir paru dans le manege au-dessus de tous ceux de son âge et d'avoir donné de l'admiration à tous les spectateurs dans le seul divertissement où la dignité des souverains n'est nullement respectée et où ils courent autant de fortune d'être jetés par terre, s'ils ne serrent les genoux, que le moindre page de leur écurie. Sa Majesté voulut courre la bague dans le Palais-Cardinal (appelé dans la suite Palais-Royal), et de trois brigades être le chef de la première; M. de Guise, de la seconde; M. de Candale de la troisième. Elles étoient composées chacune de huit cavaliers, masqués, habillés à l'antique et autant bien montés que l'action étoit pompeuse et de réputation. Chacun avoit son écuyer et son page, portant sa lance et son écu chargé de la devise de son maître. Celui du roi étolt semé de pensées avec ces mots : Toutes en vue; ses livrées étoient blanches et incarnates; celles de M. de Guise, de blanc et de bleu, et celles de M. de Candale, vertes et blanches. MM. de Vitry, de Navailles et de Vardes avoient l'honneur de servir de maréchaux de camp. Après que toute cette troupe vraiment royale eut passé par trois fois devant les reines de France et d'Angleterre (Anne d'Autriche et Henriette de France, veuve de Char-les I , accompagnées de toutes les princesses et des dames placées sur la terrasse qui est entre la cour et le jardin, du prince de Conti, des cardinaux Antoine aux opprimes. « Les malheureux, dit-il, Barberin et Mazarin, et de tous les autres princes et grands seigneurs du royaume, qui pour lors étoient à Paris, Sa Majesté ouvrit la carrière et donna seulement une atteinte à la bague. Le reste de la brigade courut ensuite et tous jusques à cinq lois chacun, et ainsi des deux autres. La première et la dernière l'emportèrent sept fois chacune en quarante courses que firent l'une et l'autre avec beaucoup de justesse et de bonne grace. Les bleus en eurent deux de moins, si bien que cette égalité de sept à sept jointe à la nuit qui survint obligea tous ces braves champions à re-

mettre la décision de leur différend au lundi suivant 27 du même mois. Mais, comme le roi ne pouvoit prendre aucun plaisir sans le communiquer, autant qu'il lui étoit possible, au peuple de sa bonne ville de Paris. il voulut que l'assemblée de ces trois quadrilles se fit dans la cour du Louvre, afin que se rendant au Palais-Cardinal par les rues des Fossés-Saint-Germain de l'Auxerrois, de l'Arbre-Sec et de Saint-Honoré, il cut plus de part à la joie de Sa Majesté en la voyant passer à cheval dans ce magnifique appareil. Le comte du Lude eut la gloire de voir son adresse reconnue par le present que lui fit M= la duchesse de Mercœur (Laura Mancini, nièce du cardinal Mazarin) d'un diamant de mille écus. »

BAGUETTE SACREE. — Chez les Francs et même sous les premiers Capétiens, les hérauts d'armes portaient une baguette sacrée; elle était le symbole de leur dignité, comme le rameau d'olivier ou le caducée chez les anciens. On employait aussi la baguette comme symbole dans les contrats. La baguette, le bâton, la verge, la branche d'arbre indiquaient la transmission de la propriété. Un remettait une branche d'arbre enfoncée dans une motte de terre pour investir le nouveau propriétaire. La rupture de ce symbole indiquait la dépossession ou la séparation de la famille. « Si quelqu'un, dit la loi salique, veut se séparer de sa parenté et renoncer à sa famille, qu'il aille à l'assemblée devant le dizainier ou le centenier; que là il brise sur sa tête quatre bâtons de bois d'aulne en quatre morceaux, et les jette dans l'assemblée en disant : je me dégage de tout ce qui touche ces gens, de serment, d'héritage et du reste. » Le bâton était souvent le signe du commandement. De là le sceptre du roi, la crosse de l'évêque, le bâtan du maréchal, la verge du sergent ou huissier.

BAGUETTE DIVINATOIRE. — Depuis le xr siècle, on trouve mentionné l'usage de la baguette divinatoire pour découvrir les sources et les trésors; c'est un rac meau fourchu de coudrier, d'aulne, de hêtre ou de pommier. Voici comment on s'en sert: on tient dans sa main l'extrémité d'une branche, en ayant soin de ne pas trop la serrer; la paume de la main doit être tournée en haut. On tient de l'autre main l'extrémité de l'autre branche, la tige commune étant parallèle à l'horizon. On avance ainsi doucement vers l'endroit où l'on soupçonne qu'il y a de l'eau. Dès qu'on y est arrivé, la baguette tourne dans la main et s'incline vers la terre comme une aiguille qu'on vient d'aiman-

ter. Tel est du moins le récit de ceux qui croient à la vertu de la baguette divinatoire. Ils ajoutent qu'elle a aussi la propriété de découvrir les mines, les trésors cachés, les voleurs et les meurtriers fugitifs. De nos jours, les somnambules ont remplacé la baguette divinatoire, au moins pour la recherche des trésors et des objets volés.

BAHU ou BAHUT. — Espèce d'armoire ou de buffet. Ce mot paraît venir de l'allemand behuten, garder, conserver. On appelait bahut un coffre où dans le principe on déposait des munitions de guerre et les bagages des troupes; les soldats qui veillaient à sa garde se nommaient Bahutiers. Il résulte de plusieurs passages cités par M. Douët-d'Arcq (Comples de l'argenterie des rois de France) que le bahut n'était qu'une partie du coffret. Aujourd'hui on eutend généralement par ce mot un coffre en bois sculpté. Les amateurs du moyen age recherchent avec curiosité cette sorte de bahuts. Lorsque le bahut avait plusieurs étages, il portait le nom d'armoire (armarium), nom qui semble indiquer que, dans l'origine, on y conservait des armes. Il existe des armoires du xvi siècle travaillées avec une graude délicatesse et garnies d'une multitude de compartiments. Les armoires à plusieurs étages, placées dans les salles à manger et chargees de vaisselle s'appelaient dressoirs. C'était un genre de luxe que l'on recherchait dans les chaumières comme dans les châteaux. Les riches étalaient les vases d'or et d'argent, les porcelaines de Chine, les émaux, les cristaux de Venise et de Bohême; la paysanne ornait son dressoir de faïences et de plats de terre vernis. Aujourd'hui encore les dressoirs existent dans les campagnes; les amateurs d'antiquités ne recherchent pas moins les dressoirs du moyen âge que les bahuts et les armoires sculptées.

BAHUTIERS. — Corps de troupes. Voy. BAHUT.

BAIGNEUR. — L'usage des bains chauds fut introduit dans les Gaules par les Romains. Ce peuple déployait une grande magnificence dans les salles de bains ou thermes; il les ornait de statues et de peintures, les pavait de mosaïques, et y prodiguait les raffinements du luxe. L'usage des bains se conserva en Gaule après la chute de l'empire romain. Grégoire de Tours en parle plusieurs fois. Pendant le moyen âge, on appelait étuves les salles de bains. Ces établissements, qui ne rappelaient en rien la magnificence des thermes romains, étaient à l'usage de la hourgeoisie et des classes intérieures. Les familles nobles avaient ordinairement des

salles de bains dans leurs hôtels. Il existait aussi, au xvii siècle, des établisse. ments tenus par des hommes experts dans tous les raffinements de la toilette et nommés baigneurs; ils formaient une corporation spéciale sous le nom de Barbiers. Etuvistes. Le maître de l'établissement s'appelait spécialement le Baigneur, tenait son privilège du roi ou d'un des officiers de sa maison. M. Walckenaër a donné de curieux détails sur ces bains dans les Mémoires touchant la vie de M== de Sévigné, t. II, p. 39. «On se rendait chez le baigneur par différents motifs. D'abord par raison de santé et de propreté; c'était là que l'on prenait les meilleurs bains, les bains épilatoires, les bains mèlés de parfums et de cosmétiques, par lesquels on donnait plus de vigueur au corps, plus de douceur à la peau, plus de souplesse aux membres. Cette maison était pourvue d'un grand nombre de domestiques soumis, réservés, discrets, adroits. On s'y enfermait la veille d'un départ, ou le jour même d'un retour, afin de se préparer aux fatigues qu'on ailait éprouver, ou pour se remettre de celles qu'on avait essuyées. Voulait-on disparaitre un instant du monde, fuir les importuns et les ennuyeux, échapper à l'œil curieux de ses gens, on allait chez le baigneur; on s'y trouvait chez soi, on était servi, choyé; on s'y procurait toutes les jouissances qui caractérisent le luxe ou la dépravation d'une grande ville. Le maitre de l'établissement, et tous ceux qui étaient sous ses ordres, devinaient à vos gestes, à vos regards, si vous vouliez garder l'incognito; et tous ceux qui vous servaient et dont vous étiez le mieux connu paraissaient ignorer jusqu'à votre nom. »

BAIL.—Le bail est un contrat entre le locataire et le propriétaire. Il y a eu, dès la plus haute antiquité, diverses natures de baux. Sous l'empire des barbares, on se servait des mots epistola præcaria, epistola præstaria. Le bailleur gardait la charte dite præcaria; le preneur, celle qu'on nommait præstaria. C'était quelquefois un bail à longues années. On lit dans les lois des Wisigoths: «Si l'épître précaire détermine un certain nombre d'années, après lesquelles la terre reçue à bail retourne au bailleur, le preneur doit la rendre exactement d'après les termes du contrat. » Il s'agissait probablement de baux emphytéotiques ou emphytéoses, dont la durée pouvait s'étendre de dix ans à quatre vingt-dix-neuf ans.

Les conditions des baux appelés présure que s'étendit le domaine royal, les
caires, de l'epistola præcaria, variaient baillis se multiplièrent. Au midi de la
à l'infini. Ils stipulaient quelquesois une France, on appela sénéchaux des magia-

concession perpétuelle qui dégénérait en fief. Les conciles de Soissons et de Leptines, au viii siècle, convertirent en précaires les terres que Charles Martel avait enlevées à l'Église et données à ses compagnons d'armes; elles furent concédées à vie.

On appelait encore bail, du temps de saint Louis, la garde des biens d'un mineur confiée au plus proche parent, sans autre obligation que celle de le nourrir, d'acquitter ses dettes et de maintenir son héritage en bon état.

BAILE. — Ce mot avait ie même sens que bailii. Voy. BAILLI.

BAILLEE DES ROSES. — Roses offertes par les pairs de France au parlement de Paris. Voy. REDEVANCES FÉODALES.

BAILLEMENTS. — Il était d'usage, au moyen âge, de saire le signe de la croix et de dire Dieu vous bénisse à chaque bâillement, comme à chaque éternument. (Lac. Sainte-Palaye, v° BAILLEMENT.)

BAILLI. — Les mots Baile, Baille, BaJULE, avaient primitivement le sens de
protecteur. Le nom de bajule se trouve
surtout dans l'empire d'Orient, où il désignait les précepteurs des princes. Charlemagne emprunta ce nom à l'empire grec,
et donna Arnulphe pour bajule à Louis le
Débonnaire. Dans la suite, on appliqua le
nom de bailli à un magistrat chargé du
gouvernement d'une province. On appelait
baillie, bailliage ou baillage la circonscription territoriale sur laquelle s'étendait l'autorité des baillis.

Un bailli était, au moyen **âge, le repré**sentant du roi ou du seigneur féodal; il rendait la justice en son nom, commandait ses hommes d'armes, administrait ses finances, et s'occupait de tous les détails du gouvernement. Dès le xii siècle, Henri II, roi d'Angleterre et duc de Normandie, adresse ses mendements aux baillis de ses domaines. En 1190, Philippe-Augusta, partant pour la terre sainte, règle l'administration du domaine royal dans un acte qu'on appelle son testament. Il y parle des baillis qui doivent tenir leurs assises une fois par mois, et juger spécialement les crimes de meurtre, rapt, homicide et trahison. Cet acte prouve qu'ils avaient autorité sur les prévôts, et on doit en conclure qu'ils jugezient les appels des sentences prononcers par les prévots, tandis qu'eux mêmes ressortissaient au tribunal des régents; les baillis étaient forces d'y comparaître en personne. A me sure que s'étendit le domaine royal, les

trats investis de fonctions analogues. Ainsi, lorsque Louis VIII eut fait la conquête du Bas-Languedoc, il y établit deux sénèchaux, l'un à Beaucaire et l'autre à

Carcassone.

Saint Louis institua quatre grands baildis à Saint-Quentin pour le Vermandois, à Sens pour le Champagne, à Macon pour la Bourgogne, et à Saint-Pierre-le-Moutier pour l'Auvergne. Mais en même temps il prit des précautions minutieuses pour restreindre l'autorité de ces magistrats et les empêcher d'usurper les droits régaliens: Défense d'acquérir des propriétés dans le lieu qu'ils administraient, et même de s'y marier ou d'y marier leurs enfants, injonction d'y rester quarante jours après l'expiration de leurs fonctions, afin de repondre aux accusations portées contre eux, injonction de rendre bonne et loyale justice aux petits comme aux grands. Jamais un bailli ne pouvait exercer ses fonctions dans le lieu de sa naissance, et il ne devait administrer un pays que pendant un espace de temps assez court. Les ordonnances de saint Louis, rendues en 1254 et 1256, celles de Philippe le Bel en 1302 et 1303, multiplièrent les précautions pour empêcher les baillis d'imiter l'exemple des comtes et des ducs francs, et d'usurper comme eux l'autorité souveraine. Elles les astreignaient à venir en personne, au parlement royal, rendre compte de leur gestion et à justifier devant ce tribunal leur administration judiciaire et financière. Les baillis étaient, d'ailleurs, investis d'un pouvoir formidable. Toute l'administration judiciaire, financière, militaire, était entre leurs mains. Lac. Ste-Palaye (v° BAILLI), cite une commission donnée à un de ces magistrats, où l'on énumère les fonctions qui lui sont attribuées: « Si vous savez que messeigneurs de l'Eglise sassent aucun abus, vous en devez avertir le roi: si messeigneurs les nobles veulent faire aucune force, vous ne le devez pas souffrir, et, si messeigneurs les avocats veulent manger le peuple, vous devez faire belles informations et les envoyer au roi. Les baillis se servirent habilement de l'autorité remise entre leurs mains pour miner la puissance féodale et agrandir le pouvoir de la royauté.

Mais, à mesure que se perfectionna l'administration, et que l'étude du droit devint plus vaste et plus approfondie, il fallut diviser les attributions que réunissaient les baillis. Peu à peu chaque branche d'administration fut conflée à un fonc-

tionnaire spécial.

L'inconvénient du cumul des pouvoirs militaire et judiciaire fut compris dès

le xive siècle, ainsi que le prouve une ordonnance de la chambre des comptes, en date de 1335, citée par Pasquier (Recherches de la France, livre II, chap. v). Elle enjoint à Godemar du Fay de se démettre des fonctions de bailli de Chaumont et Vitry; « car, comment qu'il soit bon homme d'armes, il n'a pas accoustumé de tenir plaicts ne assises; » elle recommande d'établir, dans cette ville, deux baillis, comme c'était coutume. Là, commence à percer la distinction des baillis de robe et des baillis d'épée; les premiers chargés de la justice, les seconds du service militaire. Une ordonnance de 1413, rendue à l'époque où le parti cabochien proceduit violemment à la réforme du royaume, autorisa les baillis à se choisir des lieutenants, sous leur responsabilité personnelle; c'était encore un moyen d'arriver à la division des pouvoirs judiciaire et militaire. L'ordonnance de Charles VII, rendue en 1454 pour la réformation de la justice, décida que les lieutenants des baillis recevraient des gages, afin qu'ils s'occupassent avec plus de soin de l'administration de la justice. Il y avait ordinairement, à cette époque, deux lieutenants pour chaque bailli, un lieutenant général et un lieutenant particulier. Sous Charles VIII, en 1493, les baillis n'eurent plus seulement l'autorisation de s'adjoindre des lieutenants; ils y furent contraints. L'ordonnance organique de Blois, rendue par Louis XII, en 1499, attribua aux parlements la nomination des lieutenants des baillis ainsi que celle des baillis; elle exigea que les lieutenants des baillis sussent gradués en droit civil ou en droit canon. Le nombre des lieutenants continua de s'accroître. Chaque bailli eut un lieutenant général criminel, un lieutenant général civil, et plusieurs lieutenants particuliers; la fiscalité multiplia ces charges qui étaient devenues vénales. L'ordonnance d'Orléans, rendue par l'Hôpital, en 156!, sépara formellement les fonctions civiles et militaires; les baillis de robe courte et les baillis de robe longue eurent des attributions entièrement distinctes; bien plus, l'ordonnance de Blois, en 1579, défendit aux haillis de robe courte, aux baillis d'épée, de prendre part au delibéré des sentences que les lieutenants de robe longue rendaient en leur nom. Ainsi, les baillis se trouvaient exclus de leurs propres tribunaux. En même temps, les gouverneurs leur avaient enlevé le commandement des troupes; les receveurs, la perception de l'impôt. Après avoir été investis d'une autorité illimitée, et avoir cumulé toutes les fonctions, ils se trouvèrent en dehors de la hiérarchie administrative, judiciaire, financière

et militaire. Ils n'avaient plus, aux xvii° et xviir siècles, que des attributions mal définies; ils commandaient le ban et l'arrière-ban, convoquaient la noblesse de leur district, et étaient regardés comme ses chefs naturels.

Les tribunaux, appelés bailliages, présidés par les lieutenants généraux des baillis, existèrent jusqu'à la révolution de 1789, mais avec des attributions difficiles à saisir. D'après le dictionnaire de droit de Ferrière, ils jugeaient seuls les procès civils de la noblesse et du clergé, lorsque les ecclésiastiques comparaissaient devant un tribunal laïque; toutes les questions féodales appartenaient aussi à ces tribunaux. Ils étaient chargés de l'instruction des procès, dans les cas royaux, que l'ordonnance de 1669 définit ainsi: lèse-majesté, sacrilége avec effraction, rébellion, sédition, sabrication de fausse monnaie, hérésie, trouble public du service divin, rapt, enlèvement des personnes avec violence, correction des officiers royaux, malversations par eux commises dans leurs charges. L'institution des tribunaux, nommés presidiaux, en 1551, avait contribué à restreindre la juridiction des bailliages.

C'est de l'ancienne juridiction des baillis que vient le mot bel ou baile, employé encore aujourd'hui pour désigner certaines parties des châteaux forts où le bailli avait son tribunal. Quelquefois le lieu où le bailli tenait ses assises s'appe-

lait bailliage.

Outre les baillis royaux ou hauts baillis, il y avait un grand nombre d'officiers de ce nom. Dans l'ordre de Malte, le titre de bailli désignait une dignité inférieure à celle de grand prieur et supérieure à celle de commandeur. Les abbayes, les évêchés, et beaucoup de seigneuries particulières avaient leurs baillis. A Paris, le bailli du palais était chargé de la juridiction dans l'enceinte du palais de jus-tice; le bailli de la barre avait le même droit dans l'église de Notre-Dame, dans le cloître et parvis qui en dépendaient; le bailli de l'Arsenal, dans l'Arsenal, etc. Voy. Ferrière, Dictionnaire de Droit, vo Baillar; Jousse, Traité de la Justice civile et criminelle; Du Cange, vo BAIL-LIVUS; D. de Vaines, Dictionn. diplom., TO BAILLIF.

BAILLIAGE. — Tribunal du baill. Voy. BAILLI.

BAILLIE. - Voy. BAILLI. - Le mot baillie se prenait quelquesois dans le sens de tutelle.

la chevalerie, le bain avait un caractère symbolique. L'écuyer, qui aspirait à l'ordre de chevalerie, se purifiait par un bain, signe de la candeur de l'ame, et se revêtait d'une robe de lin, avant de se présenter à l'autel où il devait être armé chevalier. De là vint l'ordre des chevaliers du bain, qui existe encore sujourd'hui en Angleterre.

BAIONNETTE. — Cette arme, qui remplaça la pique, ne date que du milieu du xvii siècle; on prétend qu'elle tire son nom de ce qu'elle sut inventée à Bayonne. Il n'y eut d'abord que quelques compagnies armées de baïonneues. On en trouve des exemples dès 1642; mais on admet généralement que le régiment des fusiliers, appelé dans la suite royal-artillerie, en fut pourvu le premier en 1671. Primitivement la baïonnette était adaptée à un manche de bois que l'on enfonçait dans le canon du fusil, de sorte qu'elle le bouchait et empêchait de tirer. Il fallait enlever la baïonnette pour se servir de l'arme à seu. On évita cet inconvénient par l'invention de douilles creuses, en 1701; des lors la baïonnette ne s'opposa plus au tir, et le fusil, muni de la baionnette, fut tout à la fois une arme à feu et une arme blanche. En 1703, toute l'infanterie française reçut des fusils à baionnettes grâce à l'influence du maréchal de Vauban. De nos jours, les sabres des chasseurs d'Afrique s'adaptent à l'extrémité des carabines en guise de baïonnettes et sont devenus une arme encore plus redoutable que les baionnettes ordinaires.

BAISE-MAIN. — Il était d'asage, à l'époque féodale, de baiser la main du seigneur, lorsqu'on renouvelait un bail avec lui, et en même temps on lui offrait un présent. Dans la suite, on supprima la cérémonie du baise-main; mais on conserva le présent auquel on continua de donner le nom de baise-main.

BAISER DE PAIX. - Cette cérémonie était souvent un symbole d'investiture. Le vassal était quelquefois tenu de baiser le pied de son suzerain. Tout le monde connaît l'aventure de Charles le Simple renversé par un Normand que Rollon avait chargé d'accomplir cette formalité de l'investiture. Si le seigneur était absent au moment où le vassal se présentait, celuici baisait la porte, qu'on appelait alors l'huis, ou la serrure de l'huis. C'était une expression consacrée dans le droit féodal devenir l'homme de bouche et des mains de quelqu'un; devoir la bouche et les mains. Le noble seul donnait le baiser BAIN. - Voy. Baigneur. - Au temps de dans la cérémonie de l'hommage. Le Roman de la Rose prouve que le vilain n'avait pas ce droit:

Et me baises emmi la bouche A cui nuls vilains homs ne touche; A moy touchier ne laisse mie Nul homme où il ait villenie.

Les femmes étaient dispensées de cet usage. Dans le roman de Lancelot du lac, une jeune damoiselle à laquelle le roi Artus donne un château, s'agenouille devant lui et lui baise le soulier (Lac. Sainte-Palaye, Dictionn. manuscr. des antiquités franç., vo Baiser). L'usage de baiser la main semble un reste de ces cérémonies féodales. A la majorité du roi, il était d'usage que les princes et seigneurs lui baisassent la main (De Thou, livre XXXV). Dans certaines cérémonies religieuses, l'évêque présente sa main à baiser aux fidèles. L'usage de baiser le pied du pape s'est aussi conservé.

RAJULE. - Gouverneur. Voy. Bailli.

BAL. — Ce mot vient du grec paller (jeter), d'où l'on fit dans le latin du moyen age ballare, et dans le vieux français baller, qui signifie danser, chanter, se réjouir. Dans le bal, la danse domine (voy. DANSE'. On trouve dans les anciens romans de chevalerie et dans les historiens du moyen âge de fréquentes mentions de grandes fêtes ou bals donnés par les rois et par les seigneurs, entre autres par Charles V en 1378, par Charles VI en 1389, 1390, 1392, etc. Le ballet est un mélange de danse et de drame. Catherine de Médicis avait contribué à introduire en France le goût des ballets. Il s'accrut pendant le xvii siècle, et jamais ce genre de spectacle ne fut plus en vogue qu'à cette époque. Louis XIV lui-même dansa dans plusieurs ballets, et, entre autres, dans le ballet de Pélée et de Thétis, dont Benserade avait composé les vers. Ce ballet fut représenté, en 1654, sur le théâtre du Petit-Bourbon. Souvent le ballet n'était qu'un intermède mélé à l'action; ainsi les ballets des Tailleurs et des Marmitons dans le Bourgeois gentilhomme. On appelle ballet d'action une pantomime, comme dans les ballets de Psyché, de Télémaque, de Paris, de Médie. — Voy. le Traité des Ballets anciens et modernes, par Menestrier, 1682; les Lettres de Noverre, sur la Danse et sur les Ballets, 1760, et la Théorie des Beaux-Arts, par Sulzer.

BALADINS. — Ce mot dérivé de bal, désigne ordinairement des bouffons et des acteurs de bas etage. Voy. Théatre,

BALANDRAN. — Espèce de manteau. Voy. Habillement. BALDAQUIN. --- Les anciens lits étaient couronnés de dais ornés de sculptures et saits en carton, en bois, en bronze, ou en tout autre métal. On appelait ces ornements baldaquins. On en trouve encore quelquesois au-dessus des antels, des lits ou des siéges de parade.

BALEINE. — Voy. Péche.

BALEINIERS. - Voy. PÉCHE.

BALISTE. — Machine de guerre. Voy. Armes.

BALISTIQUE. — Art de diriger les balistes. Voy. ARMES.

BALLADE. — Genre de poésie fort usité aux xive, xve et xvie siècles. Voy. Poésie.

BALLET. - Voy. BAL.

BALLÓN. — Nom populaire des aerostats. Voy. Aérostat.

BALLOTTAGE. — Ce mot s'appliquait primitivement à des scrutins où l'on se servait de petites balles de diverses couleurs. Il sert maintenant à désigner un scrutin définitif entre deux candidats qui ont obtenu à peu près le même nombre de suffrages.

BALUSTRADE. — Il était d'usage, au xvi siècle, d'entourer les lits et les tables des princes de balustrades dorées. De Thou (livre LVIII) parle d'une balustrade qui, en 1574, fermait tout accès à la table du roi, quand il y était assis.

BAN et ARRIÈRE-BAN. — Corps des vassaux et arrière-vassaux. Voy. Armée.

BAN. — Le mot ban indiquait dans l'origine toute espèce de proclamation; de là, le mot de bannissement pour désigner le châtiment auquel était condamné un homme forcé de s'éloigner de son pays et dont la condamnation était proclamée sur la place publique. M. Michelet, dans ses Origines du droit, a traduit quelquesunes des anciennes formules de bannissement. En voici une: « A toi, coupable créature! En ce jour, je te proscris. Que ta semme soit veuve, tes enfants pauvres et orphelins. Tu subiras l'ordonnance du roi Charles, tu chevancheras l'arbre sec, avec baillon d'aubépine et baguette de chêne au col, les cheveux au vent, le corps aux corbeaux, l'ame au Tout-Puissant. » Quelquefois la maison du banni était rasée et du sel semé sur les ruines; ses biens étaient toujours confisqués. Les anciennes lois de la France défendaient sous peine d'amende d'avoir aucune relation avec un banni (Nouv. Coutumier général, t. I, p. 825). Les lois modernes ont conservé la peine du bannissement.

Les Bans pour la moisson, la ven-

dange, etc., se proclamaient avant 1789, par autorité seigneuriale; on ne pouvait commencer les travaux de la moisson ou de la vendange avant cette proclamation. Depuis l'abolition des lois féodales, on n'a conservé que le ban de vendange, sous forme de règlement de police.

Les bans de mariage ont été prescrits par le concile de Trente, en 1563, pour prévenir les mariages clandestins. L'ordonnance de Blois (1579) adopta cette décision, et l'usage s'en est conservé, dans l'Eglise, jusqu'à nos jours. On devait proclamer pendant trois dimanches consécutifs les noms de ceux entre lesquels il y avait promesse de mariage; mais l'usage s'est introduit de réduire, moyennant dispense, ces trois publications à une seule.

BANAL. — On appelait banal un lieu public qu'un seigneur avait le droit d'établir pour y faire moudre la farine, cuire le pain, etc. Voy. Féodalité.

BANALITÉ. — Droit féodal qui consistait à établir un moulin, four ou pressoir banal, dont tous les vassaux étaient obligés de se servir.

BANDE NOIRE. — On a appelé bande noire, une association de spéculateurs qui achetaient les anciens châteaux et nétruisaient les monuments pour en vendre les matériaux.

BANDEROLE. — On donnait quelquefois le nom de banderole au pennon ou bannière pointue et découpée que portaient les bacheliers. Voy. BACHELE.

BANDES NOIRES. — Troupes mercenaires du xvi^o siècle. Voy. Armée.

BANDOULIÈRE. — Espèce de baudrier.

BANDOULIERS. — Ce mot désignait primitivement les troupes de vagabonds espagnols qui occupaient les ports ou passages des Pyrénées et dévalisaient les voyageurs. On a, par extension, appliqué ce nom à tous les soldats mercenaires qui, aux xvie et xviie siècles, servaient dans les vieilles bandes. On appelait aussi bandouliers les archers des maisons de ville et jusqu'aux gardes forestiers qui portaient leur arc suspendu à une bandoulière.

BANLIEUE. — Au moyen âge, on appelait banlieue d'une ville ou d'une seigneurie la circonscription où pouvaient se publier les bans ou proclamations de l'autorité communale ou seigneuriale. Certaines communes avaient une banlieue fort étendue. On donnait aussi le nom de banlieue aux amendes encourues pour délits commis dans la banheue. (Voy. Prolégom. du cartul. de St. Père de Chartres, § 124.)

BANNERET. — Seigneur qui avait droit de porter bannière carrée. Voy. Bannière.

BANNIÉRE. — On a prétendu que la première bannière de France sut la chande saint Martin portée dans les combats par le comte d'Anjou, grand sénéchal de France. Mais cette prétendue chape était , selon le père Daniel (De la milice française, t. I, p. 492), un pavillon, sous lequel les rois de la première et de la seconde race faisaient porter les reliques des saints lorsqu'ils entraient en campagne. Cette chape n'était donc qu'une espèce de châsse, oh se trouvaient, entre autres reliques, celles de saint Martin de Tours. Ainsi la première baunière de France ressemblait au char sacré ou carroccio des Milanais. Le pavillon sacré était placé sur un char surmonté d'un mat élevé d'où flottait un vaste étendard. Pendant la bataille le char était déposé au milieu du principal corps d'armée; dix chevaliers veillaient à sa garde, et dix trompettes retentissaient pour exciter l'ardeur de l'armée.

Il est cependant probable que la bannière qui flottait sur ce pavillon était celle même de saint Martin; elle était de couleur bleue et de forme carrée, semée de fleurs de lis d'or. Il ne faut pas la confondre avec l'oristamme. Ce dernier étendurd était la bannière de Saint-Denis, d'étoffe rouge, sendue par en bas et suspendue à une lance dorée. C'étaient les comtes de Vexin qui primitivement la portaient à la guerre, en qualité d'avoués de l'abbaye de Saint-Denis. Lorsque le comté de Vexin sut réuni à la couronne, le roi de France devint avoué de Saint-Denis, et ce sut en cette qualité que Louis VI porta l'oristamme en 1125, lorsqu'il marcha contre l'empereur d'Allemagne Henri V (voy. Armer). A la bataille de Bouvines, en 1214, et à la bataille de Poitiers, en 1356, la bannière de France et l'orislamme figuraient encore séparément. En 1415, le roi de France alla pour la dernière fois prendre l'orifiamme à Saint-Denis. Les rois de France avaient un troisième étendard, c'était une cornette blanche, qui était confiée à l'écuyer tranchant. On vit longtemps dans les armées françaises à côté de la cornette blanche un pennon de velours azuré à quatre fleurs de lis, servant également de baunière royale. Au xvi• siècle, la cornette blanche remplaça l'oriflamme et la bannière de France. En 1789, elle fit place au drapeau tricolore, qui comprenait les trois

varre), rouge (Paris). Chaque ville, chaque paroisse, chaque corporation, avait sa bannière qui représentait l'image de son patron. En campagne, la bannière des églises était portée par leur avoué, et s'appelait encore gonfanon. A partir des croisades, les chevaliers commencèrent aussi à lever bannière; celle des bannerets était carrée; les bacheliers ne portaient que le pennon ou bannière à queue. (Voy. BAchele). Les bannières étaient armoiriées et servaient à faire reconnaître les seigneurs au milieu de la multitude de guerriers couverts d'armures. — Voy. Galland, Des anciennes enseignes et étendards de France.

BANNISSEMENT. - Voy. BAN.

BANQUE. -- Le mot banque est d'origine italienne; il vient de banco, le banc où s'asseyaient les changeurs italiens, qu'on appelait banquiers; banqueroute est dérivé de banco rotto, banc rompu. Le commerce d'argent que désignent tous ces mois fut d'abord exercé en France par des étrangers, par des juiss et des Lombards. Philippe Auguste ayant chassé les juifs de ses états, dès le commencement de son règne, ils se réfugièrent en Normandie; là, ils donnèrent aux négociants étrangers et aux voyageurs des lettres secrètes sur ceux qui avaient reçu le dépôt de leurs richesses ; c'est l'origine des lettres de change. Les Gibelins en firent autant, lorqu'ils furent contraints de quitter l'Italie. On reconnut l'availtage de ces lettres de change et des trailes de commerce; il s'établit dans les principales villes des changeurs ou banquiers qui se chargèrent de les payer. On les appelait quelquesois cambistes du mot cambium. qui, dans la basse latinité, signifie change. Quand ils soldaient la lettre de change avant l'échéance, ils prélevaient un droit qu'on appelait escompte. Le P. Menestrier cite, dès l'année 1209, une riche maison de banque établie à Lyon; elle avait pour chef Ponce Chaponnay. Lorsque Philippe le Bei eut chassé les juifs de toute la France, en 1306, le commerce d'argent se fit surtout par des banquiers, qu'on nommait Lombards et Caorsins (v. ces mots).

Au XVIº siècle, François Iº établit à Lyon à l'imitation de plusieurs villes d'Italie, une banque publique qui rendit de grands services au commerce. Voici ce qu'en dit J. Bodin (République, livre IV): «L'an MDXLIII (1543), le cardinal de Tournon, lorsqu'il avoit le crédit envers le roi François Ier, lui fit entendre qu'il y avoit moyen d'attirer en France les sinances de tous côtés et en faire fonds à

couleurs nationales, blanche, bleue (Na- l'avenir pour en frustrer les ennemis; il lui persuada d'établir la banque de Lyon, et de prendre l'argent d'un chacun en payant l'intérêt à huit pour cent. Les lettres décernées et l'ouverture de la banque ainsi faite, chacun y venoit à l'envi de la France, de l'Allemagne et de l'Italie. » En 1549, une banque ou bourse de commerce fut établie à Toulouse; Rouen en eut une en 1566. Mais ce ne fut que beaucoup plus tard, au xviii siècle, que le système des banques et des bourses de commerce, déjà accrédité en Angleterre et en Ecosse, recut en France une extension considérable. «L'Ecossais Law voulut, dit M. Thiers (Encyclopédie progressive), créer une puissance nouvelle, le crédit, indispensable au gouvernement depuis que l'administration était devenue si vaste, si compliquée, si coûteuse; il voulut augmenter la force morale du gouvernement par la confiance des citoyens, sa force matérielle en mettant à sa disposition tout le numéraire de l'État; enfin, tuer l'usure qui, depuis un siècle, était la grande plaie du pays, et créer une banque administrant les revenus de toute la France, réunissant à l'exploitation des monopoles du commerce la fabrication des monnaies; offrant aux capitalistes des moyens de placement, à la circulation un agent commode, une monnaie de compte à l'abri des variations de la monnaie d'or et d'argent; tel fut le projet que Law présenta au régent. »

Le régent adopta ces idées et autorisa, en 1716, l'établissement d'une banque, au capital de six millions, divisés en actions de cinq cents livres. Cette banque, dont les opérations sont trop compliquées pour que nous cherchions ici à en exposer tous les détails, n'était dans l'origine qu'une caisse particulière, qui escomptait les lettres de change et délivrait des billets qui devaient être remboursés à vue en écus de banque à l'abri des variations monétaires. Cette première opération eut un grand succès et donna une vive impulsion au commerce. Un arrêt du conseil du mois d'avril 1717 déclara que les billets de cette banque seraient reçus comme espèces dans les caisses royales. La même année (août 1717), le régent créa la com-pagnie d'Occident, dont Law fut nommé directeur. Les actions étaient primitivement de cinquante livres; on en créa pour vingt-cinq millions et on séduisit un grand nombre de capitalistes en leur promettant l'exploitation des terres et des mines de la Louisiane que le gouvernement abandonnait à la compagnie; on y ajouta bientôt la propriété du Sénégal et le privilége exclusif du commerce de la Chine. Dès cette époque l'engouement

pour le système de Law fit monter à un prix excessif les actions de la compagnie. Comme les terres, dont on promettait l'exploitation, étaient situées principalement sur les bords du Mississipi, on appela les agioteurs Mississipiens. « La somme totale des actions de la compagnie, dit Lemontey (Hist. de la Régence), finit par s'élever à seize cent soixante et quinze millions; ce qui était plus que le double de tout l'argent du royaume à cette époque. Mais Law comptait, pour établir la balance, sur le papier-monnaie de sa banque. On y portait l'argent, et on l'y échangeait en billets; ceux-ci passaient à la compagnie en échange des actions; les actions à leur tour passaient dans la caisse de la banque pour répondre de l'emprunt des billets, et, tandis que les actions doublaient, triplaient, décuplaient de valeur, les billets. dont le prix était invariable, tenaient lieu de l'argent, et même lui étaient préférés. » Le commerce profita d'abord de la rapide circulation des capitaux qui résulta de cet engouement pour le système de Law. La marine s'accrut et la Nouvelle-Orléans fut sondée à l'embouchure du Mississipi.

En 1718, la banque de Law obtint le privilége de l'affinage des métaux, de la fabrication des monnaies d'or et d'argent, de la vente exclusive des tabacs: elle fut bientôt subrogée à la ferme générale pour le recouvrement des impôts: enfin, elle fut érigée, cette même année, en Banque Royale. Law voulait réunir dans ses mains le commerce et les richesses de la France. La refonte des monnaies, qu'il fit exécuter en vertu des nouveaux priviléges qui lui avaient été concédés, en diminua la valeur et avait pour but principal de dégoûter du numéraire. Il fut défendu de faire des remboursements en argent au-dessus de six cents livres. En 1719, Law se fit encore conceder le monopole de l'ancienne compagnie des Indes fondée par Colbert. « On fabriqua à cette époque, dit Lemontey, une si énorme quantité de billets de banque, qu'il fallut doubler le nombre des commis à la signature. Cette émission insensée n'effraya personne et ne ralentit point l'ardeur de l'agiotage. Les mois d'octobre et de novembre de cette année (1719) furent un temps d'ivresse et de vertige, et l'apogée du système de Law. Mais l'aveuglement ne pouvait être de longue durée, et le jour où la moindre inquiétude ferait naître la pensée de réaliser en argent ces billets dont la valeur excédait si prodigieusement celle des espèces en circulation, tout ce fantastique édifice devait crouler. »

Vainement Law s'apereevant de la ruins imminente de son système s'efforça de le soutenir par la violence. Ayant été nommé contrôleur général (5 janvier 1720), il fit rendre par le conseil un arrêt aussi absurde que tyrannique qui défendait à toutes personnes et communautés de garder chez elles plus de cinquante livres d'argent, sous peine de confiscation au profit des dénonciateurs et de dix mille livres d'amende. Malgré cet arrêt et d'autres aussi violents, on ne put payer les billets et les actions que l'on avait si imprudemment multipliés. La compagnie des Indes fut la première menacée de ruine. Law la réunit alors à la banque par un arrêt du conseil (23 février 1720). Le 5 mars, un nouvel arrêt du conseil permit de convertir les actions de la compagnie en billets de banque et réciproquement. Mais ces mesures ne servirent qu'à entrainer la banque dans la ruine de la compagnie des Indes. Alors la banqueroute commença; un arrêt du 21 mai 1720 réduisit les billets à la moitié de leur valeur. Le parlement sit rapporter cet arrêt; mais la confiance était perdue, et bientôt Law fut réduit à prendre la fuite. Un arrêt du 10 octobre 1720 déclara que les billets de banque n'auraient plus cours forcé. On peut distinguer dans ce système financier quatre points principaux: 1º Une banque particulière (1716), dont les opérations furent sages et utiles; 2º la création d'une compagnie de la Louisiane (1717) dont les actions n'avaient pour garantie que des terres peu connues, dont on avait énormément exagéré la valeur; 3° l'érection de la banque de Law en banque royale (1718) avec concession de priviléges immenses et entre autres de la fabrication des monnaies d'or et d'argent; 4º la réunion de l'ancienne compagnie des Indes à la compagnie de la Louisiane (1719). C'est l'époque de l'apogée du système, l'époque où Law méconnaissant tous les principes, sur lesquels reposent les banques, multiplie l'émission des billets au point d'en rendre le remboursement impossible, et opère la fusion complète des compagnies de commerce et de la banque. Lorsque le désenchantement arrive et que les actionnaires demandent le remboursement, la banque devenue solidaire des compagnies est ruinée. Ce système avait enrichi quelques agioteurs qui avaient acheté les actions au pair, et les avaient revendues avec d'énormes benefices; mais des milliers de familles avaient été ruinées. L'agiotage n'en continua pas moins, et le gouvernement donna aux banquiers et autres spéculateurs une des salles du palais Mazarin. La Bourse fut successivement transferée au Trésor,

dans l'église des Petits-Pères, au Palais-Royal, et enfin à la Bourse actuelle qui, commencée en 1808, n'a été terminée qu'en 1826. C'est là qu'a lieu la vente des actions, dont l'usage n'a pas cessé depuis la banque de Law. On divise le capital nécessaire pour la fondation d'une banque, pour la construction d'un monument, pour l'exploitation d'une usine, pour la publication d'un journal, etc., en un certain nombre de parts qu'on nomme actions. Le porteur d'une action est tenu à verser une somme déterminée et a droit à une part proportionnelle des bénéfices. Depuis un certain nombre d'années, la construction des chemins de ser a donné lieu à l'émission d'un grand nombre d'actions. Leur valeur varie suivant le succès de l'entreprise; telle action qui n'était primitivement que de cinq cents francs a acquis une valeur double, triple, etc. Les actions se négocient comme les rentes sur l'État et leur cours est fixé à la Bourse

comme celui des fonds publics.

Le mauvais succès de la banque de Law fit abandonner pour longtemps le projet d'une banque nationale. On ne peut donner ce nom à la caisse d'escompte établie par Turgot en 1776 (24 mars). Ce ne fut qu'en 1803, au moment où la France se relevait sous le gouvernement du premier consul, que sut sondée la Banque de France, au capital de trente millions. Ce capital fut progressivement augmenté et divisé en actions de mille francs, dont la valeur a varié avec les événements politiques. Depuis 1830 surtout, les actions de la Banque de France ont été trèsrecherchées. La Banque de France a pour but principal d'escompter les lettres de change, de faire des avances sur des effets publics ou sur des dépôts de lingots ou monnaies étrangères d'or et d'argent, de se charger du recouvrement des effets, enfin de recevoir en compte courant les sommes versées par des particuliers et des etablissements publics, et de payer les traites jusqu'à concurrence des sommes reçues. Les billers qu'elle émet sont un papier-monnaie d'une valeur certaine, et dont la diffusion facilite les opérations commerciales. La direction de la Banque de France est confiée à un gouverneur général, assisté de deux sous-gouverneurs, de quinze régents et de trois censeurs. Il y a de plus un conseil général élu par les principaux actionnaires. La Banque a des succursales et comptoirs d'escompte dans les principales villes de France. Un décret de 1848 a changé en succursales de la Banque de France toutes les banques départementales. A la même époque les comptoirs d'escompte,

fondés par des associations particulières, ont facilité les opérations commerciales entravees par la crise politique. Le privilège de la banque de France a été renouvelé le 29 mai 1857.

On appelaitautrefois banquiers en cour de Rome ou banquiers expéditionnaires, les banquiers qui avaient le privilége de faire obtenir les grâces, bulles, dispenses, etc., de la cour de Rome. Ils tiruient leur origine des Guelfes d'Italie, qui, forces de fuir leur pays, se resugièrent en France et surtout à Avignon, vers 1330. « Ils y établirent, dit le bénédictin D. de Vaines, un bureau, par le canal duquel les dispenses, les brefs et les bulles passaient aux personnes éloignées; c'était pour eux une espèce de trafic, dont le gain était si sordide et l'usure si criante, qu'on les appelait les marchands et les changeurs du pape (mercatores et cambiatores domini papæ). » Les banquiers des grandes villes se chargèrent de faire venir les bulles et autres actes de la chancellerie romaine; mais il y eut tant de salsifications, que, sous Henri II, l'autorité civile fut obligée d'intervenir pour réprimer les abus. Les banquiers en cour de Rome ne devinrent officiers publics que par un édit de 1673, et par une déclaration de janvier 1675. Ils étaient au nombre de douze pour Paris. Les expéditions de la chancellerie romaine devaient être revêtues de leur signature, pour avoir un caractère authentique devant les tribunaux.

BANQUEROUTIER. — Le bonnet vert était infligé, jusqu'au xvii siècle, aux banqueroutiers et débiteurs insolvables. Dans quelques parties de la France, ils étaient tenus de comparaître devant les échevins, et on plaçait sur leurs vêtements un ruban rouge qu'ils portaient jusqu'à ce qu'ils eussent satisfait leurs créanciers.

BANQUIERS. - Voy. BANQUE.

BANQUIERS expéditionnaires en cour de Rome. — Voy. BANQUE.

BANS. - Voy. BAN.

BANVIN. — Ce mot composé de ban et de vin indique, comme le ban des vendanges, le droit qu'avait un seigneur d'accorder l'autorisation de vendre du vin dans ses domaines; il prélevait un impôt sur cette vente. On appelait aussi cet impôt Banvin.

BAPHOMET ou BAPHOMÈTE. — On trouva dans les caveaux des commanderies du Temple des figures qu'on appelait baphomet, et que, disait-on, les Templiers adoraient. Quelques historiens y ont vu une image de Mahomet, d'autres soutiennent que ces figures à deux têtes appar-

tiennent aux cultes orientaux, et principalement à la secte des gnostiques.

BAPTĖMĖ. — Voy. Rites ecclésiasti-Ques.

BAPTEME DU TROPIQUE. — Cet usage bizarre paraît remonter aux grandes découvertes du xvie siècle, et s'est religieusement conservé parmi les marins. La première sois qu'un Européen passe le tropique du cancer, il est soumis à ce baptème. Les marins travestis en divinités de la mer, perçoivent une sorte d'impôt sur les navigateurs novices et les aspergent d'eau de mer. Les moins généreux parmi les initiés sont plongés dans des cuves d'eau salée. Voici les détails que donnent à ce sujet les voyageurs : On place au pied du grand mât une cuve pleine d'eau de mer. Le pilote se tient auprès le visage barbouillé; il est accompagne de matelots travestis comme lui. Devant lui est ouvert un livre de cartes marines. Les vergues et les hunes sont chargées de matelots armés de seaux pleins d'eau. On amène en grande cérémonie celui qui doit être baptisé, et on l'oblige de s'asseoir sur une planche que soutiennent deux matelots au-dessus de la cuve pleine d'eau salée. On lui fait jurer sur le livre que tient le pilote, qu'il pratiquera sur les sutres la même cérémonie, lorsque l'occasion s'en présentera; le serment prononcé, les matelots renversent la planche; l'homme tombe dans l'eau, et ceux qui occupent les vergues et les hunes le couvrent d'un déluge d'eau. Un vaisseau qui passe pour la première fois la ligne équinoxiale est soumis au haptême du tropique, à moins que le capitaine ne rachète son bâtiment par quelques distributions faites à l'équipage.

BAPTISTERES.—Les baptistères étaient, dans le principe, des monuments où l'on conservait l'eau pour le baptême; on les confond souvent avec les fonts baptismaux, qui ne sont que le réservoir pour l'eau du baptême, et, par conséguent, une partie seulement du baptistère. Dans l'origine, les baptistères étaient des monuments de forme ronde ou octogone, séparés des basiliques et situés à quelque distance des murs extérieurs de ces monuments. Depuis le vi° siècle on les a placés dans le vestibule intérieur de l'église. Le plus ancien baptistère est probablement celui de Saint-Jean de Latran, à Rome; on l'appelait baptistère de Constantin, d'après une tradition erronée, qui rapporte que cet empereur y fut baptisé. Le baptistère de Sainte-Sophie, à Constantinople, était si vaste, qu'un nombreux concile put s'y réunir. L'église de Saint-Sauveur, à Aix,

présente un baptistère remarquable; il existait dès le xive siècle, et a été rebâti au xvie siècle. Il est soutenu par six colonnes de marbre et deux de granit. Le principal bénitier repose sur une amphore moderne, de même marbre que les colonnes. On appelait aussi baptistaires ou registres baptistaires, les registres où les curés tenaient note des personnes baptisées.

BARBACANE. — Espèce de fortification du moyen âge, qui servait ordinairement de tête de pont.

BARBARES (Lois des). — Voy. Lois.

BARBE. — On a écrit des volumes sur les révolutions de la barbe; nous nous contenterons de rappeler les principales. Les Francs portaient une moustache; leur barbe était courte et tressée. Les sceaux mérovingiens ne donnent une barbe plus nourrie qu'à Childebert III et Chilpéric-Daniel. Charlemagne et les Carlovingiens portèrent la barbe de plus en plus courte: elle fut entièrement rasée sous les rois capétiens, depuis le XIII° siècle jusqu'à Philippe de Valois (1328). L'usage des longues barbes revint alors; mais il ne prévalut entièrement qu'à partir de François le. Ce prince, ayant été blessé à la tête, fit adopter la mode des cheveux rasés et des barbes longues. Cet usage disparut après Henri IV ou ne sut conservé que par les magistrats fidèles aux anciennes traditions. Le changement fut surtout sensible dans la seconde partie du règne de Louis XIII. Lorsque le maréchal de Bassompierre sortit, en 1642, de la Bastile où il avait été enfermé douze ans, il dit que tout le changemen. qu'il avait trouvé dans le monde, était que les hommes ne portaient plus de barbe. A l'époque de la Fronde, on distinguait le premier président, Mathieu Molé, par le nom de la grande barbe. Sous Louis XIV, la moustache et la royale, ou mouche au-dessous de la lèvre intérieure, furent rasées comme la barbe. Les calvinistes des Cévennes qui s'obstinèrent à les garder, furent désignés sous le nom de barbets. Ce nom venait aussi de ce que leurs ministres portaient une longue barbe. Pendant la révolution, l'usage de la barbe, des moustaches, et de la mouche au-dessous de la lèvre inférieure fut de nouveau adopté ; rasées pendant l'empire et la restauration, elles ont reparu depuis la révolution de 1830, mais sans que cette mode ait pu s'établir universellement.

La barbe etait quelquesois un signe symbolique. Dans une charte de l'année 1121, citée par D. de Vaines, on trouve un passage, dont voici le sens : « J'ai apposé au

présent écrit mon sceau avec trois poils de ma barbe (cum tribus pilis barbæ meæ).»

BARBE D'OR — L'usage des barbes d'or, emprunté au paganisme, est mentionné dans quelques poëmes du moyen âge. Ainsi, il est question dans le roman de Perceforêt d'un personnage à barbe d'or. (Lac. Sainte-Palaye, Dictionn. manuscr. des antiquités franç., v° BARBE). Les anciens hérauts d'armes portaient aussi une barbe d'or, parce que, dit Favin dans son Théâtre d'honneur et de chevalerie, Mercure, messager des dieux, avait une barbe d'or.

BARBETS. — Calvinistes des Cévennes qui portaient de longues barbes. — Voy. BARBE.

BARBIERS. - Les barbiers ou barbierschirurgiens, formaient à Paris une corporation importante dès le xille siècle. Leurs anciens statuts ne se sont pas conservés, mais ils furent renouvelés en 1362, et confirmés par lettres patentes de 1371. La corporation était placée sous la direction du premier barbier, valet de chembre du roi; on n'y entrait qu'après examen; la corporation avait le droit d'exclure les indignes. Les barbiers ne pouvaient exercer leur métier à certaines fetos, si ce n'est pour purger et saigner. En cas de désobéissance de la part d'un membre de la corporation, le maître pouvait requérir l'assistance des sergents du prévôt de Paris. Dans leurs procès, les chirurgiens-barbiers devaient être assistés par le procureur du roi. En 1301, les barbiers, au nombre de vingt six, ap-prouvèrent un acte qui les rendait responsables sur leurs corps et leurs biens de la capacité de tous ceux qui cumulaient les fonctions de barbiers et de chirurgiens. Enfin, un barbier-chirurgien ne devait soigner un blessé qu'en cas de nécessité. Une ordonnance du mois de juillet 1304, désendait aux notaires d'exercer le métier de barbier (Ordonnances des rois de France, t I, p. 417).

Les statuts des barbiers-chirurgiens furent confirmés par plusieurs rois et appliqués aux corporations de barbiers qui se formèrent dans la plupart des villes. Quelques statuts particuliers prescrivaient aux barbiers de ne saigner qu'en bonne lune. A Carcassone, la corporation avait une bannière où l'on voyait l'image de sainte Catherine dans une roue de rasoirs.

Plus d'une fois le collège des chirurgiens réclama contre les usurpations des barbiers, qui ne voulaient pas se borner à saigner, à purger et à panser quelques

blessures. Une ordonnance du prévôt de Paris, en 1596, confirmée par un arrêt du parlement (26 juillet 1663), enjeignit aux barbiers de se renfermer dans l'exercice de leur métier. On leur défendit de changer le nom de barbiers-chirurgiens en celui de chirurgiens-barbiers. Cette corporation a existé jusqu'en 1789.

BARBIERS - ÉTUVISTES. — Voy. BAI-GNEUR.

BARDE. — On appelait barde, dans le vieux langage français, l'armure complète des chevaliers; de là, l'expression barde de fer. (Voy. au mot Armes la description des diverses pièces de l'armure.) Les plaques de fer dont on couvrait les chevaux s'appelaient aussi barde.

BARDE. - Voy. BARDE.

BARDES — Anciens poètes de la Gaule. de la Grande-Bretagne et de la Germanie. On donnait le nom de hardet au chant de guerre qu'ils entonnaient avant de marcher au combat. Le barde était musicien et poëte; souvent même il était théologien. légiste et historien. Dans les temps où l'écriture était à peine connue, on conficit à la mémoire de ces poëtes les traditions nationales, les textes de la loi auxquels on donnait une forme rhythmique, enfin les dogmes de la religion. Les ménestrels, les jongleurs, les troubadours, et les trouvères du moyen age ont été les héritiers des bardes gaulois. A la bataille d'Hastings, Tailleser animait les Normands par des chants guerriers:

Taillefer, ki moult bien cantout Sur un cheval ki tost alout, Devant li Dus alout eantsut De Karlemaine et de Rollant, Et d'Oliver et des Vassals Ki morurent en Renchevals.

L'hospitalité se payait souvent par une chanson ou un fabliau:

Usages est en Normandie Que, qui herbergiez est, die Pable ou shanson lie (joyeuse)

Les statuts des barbiers-chirurgiens Voy. pour les détails l'Histoire des bardes rent confirmés par plusieurs rois et et des trouvères normands par l'abbé poliqués aux corporations de barbiers de La Rue.

BARDIT. — Chant des bardes. Voy. BARDES.

BARNABITES.— Voy. Clergè régulier.

BARON.—Le nom de baron vient du mot bar, qui, en langue germanique, signifiait homme par excellence, et répondait au latin cir. Le titre de baron était dans l'origine un des plus illustres, et paraissait renfermer tous les autres. Les contemporains de Guillaume le Conqué-

rant l'appelaient le samous boron : un ancien historien appelle Louis VIII haren. Il semble, dit Lacurne Sminte-Palaye (Dictionn. des antiq. fr., vo Banon), que les titres de barons, marquis, ducs et comtes étaient souvein confondus au moins dans les premiers temps du régime féodal. Le nom de buron paraît avoir été le terme générique pour toute espèce de grand seigneur, colui de duc pour toute espèce de chef militaire, celui de comte et de marquis pour tout commandant d'un territoire. Ces titres sont employés à peu près indistinctement dans les romans de chevalerie. Lorsque la hiérarchie féodale fut constituée, le nom de baron designa un seigneur d'un rang inférieur au comte, et supérieur au simple chevalier. (Voy. Fro-DALITÉ.) Le mot baronnie indiquait aussi, dans les premiers temps, un fief d'une haute importance. Les leures des rois, qui assignent des apanages à leurs frères, indiquent qu'ils doivent être tenus en comté et baronnie (in comitatum et baroniam).

Le chef de la maison de Montmorency prenaît le titre de premier baron de France; ce fut en 1390 que Jacques ler, sire de Montmorency, se donna cette qualification; son avocat exposa ses titres devant le parlement de Paris. Il en résultait qu'à l'époque où Robert le Fort, bisaïeul de Hugues le Capet, s'était emparé du duché de France, le baron de Montmorency lui avait le premier prêté serment de vassalité et était ainsi devenu premier

baron du duché de France.

BARONNIE. - Voy. BARON.

BARRAGE. — Droit féodal que les seigneurs levaient sur les marchandises qui passaient sur leurs domaines par terre ou par eau. (Voy. Féobalité.) Le nom de barrage venait de la barre qui interceptait le passage jusqu'à ce qu'on eût payé le droit. Cet impôt fut dans la suite perçu exclusivement au profit du roi et levé aux barrières des villes. Il conserva longtemps le nom de barrage.

ment de Paris une barre en fer qui séparait les juges des avocats et des parties. On y faisait comparaître les accusés. On appela barreau le banc des avocats près de la barre. Ces termes se sont conservés, lors même que la barre eut dispara. Le nom de barreau a désigné le corps entier des avocats, et on emploie encore aujourd'hui les expressions citer à la barre, faire comparaître à la barre. On les a plus d'une fois appliquées aux assemblées politiques, et surtout à la Convention, qui faisait comparaître les accusés

devant elle. On venait aussi présenter des pétitions à la barre de l'Assemblée.

BARREAU. - Voy. BARRE et JUSTICE.

BARRÉME. — On était dans l'usage, an dernier siècle, d'appliquer ce nom à une méthode de calcul dont on trouvait un modèle dans l'arithmétique de Barrème.

BARRETTE. — La basrette était, dans l'origine, un bonnet carré que portaient toutes les classes indistinctement; aujourd'hui ce bonnet est réservé aux ecclésiastiques. Les cardinaux reçoivent du pape la barrette rouge. Voy. Cardinaux.

bourgeois tendaient, au coin des rues, des chaînes scellées dans des bornes ou des potenux. C'étaient des barricudes en permanence, destinées à protéger les vilains contre les seigneurs. Plus d'une fois, et surtout en 1588 et en 1648, les barricades furent dirigées contre l'autorité royale et poussées jusqu'au Louvre. Le xixe siècle a eu aussi ses barricades en juillet 1830, février et juin 1848.

BARRIERES. — L'usage des barrières, placées aux portes des villes et gardées par des troupes ou des douaniers, remonts à une haute antiquité. Les Romains établissaient aux barrières des stationnaires. Au moyen age, on nomma sergents des barrières les soldats chargés de ce service. Dans une charte de Philippe Auguste citée par du Cange il est question de ces gardes qui veillent aux barrières et aux portes (qui barras et portas villæ servant). Il y avait aussi des barrières devant les principaux hôtels, afin de les protéger contre la foule qui se pressait quelquefois aux portes. On en voyait encore, au xviiie siècle, devant l'hôtel d'Armagnac qu'occupait le grand écuyer, et devant l'hôtel de Bouillon où habitait le grand chambellan. Le doyen des maréchaux de France, comme représentant le connétable, le chancelier et le garde des sceaux de France avaient aussi droit de barrière.

BARRILLIER. — Le barrillier était un des officiers de l'échansonnerie du roi ; le soin du vin lui était spécialement confié.

BAS. — Partie inférieure des chausses, on disait primitivement bas de chausses et ensuite simplement bas. Voy. HABIL-LEMENT.

BAS COTÉS. — Galeries latérales des églises. Voy. BASILIQUE et ÉGLISE.

BASSE JUSTICE. - Voy. JUSTICE.

BAS-RELIEF. — Les bas-reliefs sont, en général, des sculptures dont les figures

4

ne sont point isolées, mais adhérentes à un fond ou champ, soit qu'elles y aient été appliquées, soit qu'elles sassent partie de la matière dans laquelle elles ont été travaillées. On distingue trois genres de reliefs: le haut-relief où les figures sont entières ou paraissent saillantes hors du fond; le denti-relief, où la figure sortà mi-corps du plan; enfin, le bas-relief proprement dit est celui où les figures perdent leur saillie, et sont représentées comme aplaties sur le fond. Les portails des églises ogivales sont presque toujours ornés de bas-reliefs représentant des sujets tirés de la Bible ou du Nouveau Testament, tels que le Jugement dernier, l'Assomption de la Vierge, la Résurrection, etc. On remarque, parmi les bas-reliefs modernes, les sculptures de la porte Saint-Denis commencées par Girardon et terminées par Michel Anguière, et les bas-reliefs de la fontaine des Innocents par Jean Goujon.

BASILIQUE, — Ce mot qui signifie Maison royale, designait, dans l'origine, une galerie soutenue par des colonnes et terminée par un hemicycle. Les préteurs y rendaient la justice et les avocats y donnaient leurs consultations. Lorsque les chrétiens sortirent des cryptes ou églises souterraines, ils prirent pour modèle de leurs nouveaux temples la basilique romaine. L'évêque sièges à l'extremité de l'hémicycle à la place qu'occupait le préteur; il y était entouré de son clergé. Ce lieu se nommait l'apside ou abside (voy. APSIDE). En avant était l'autel, qui avait la forme d'un tombeau antique; au-dessous la crypte rappelait l'église primitive des chrétiens. Dans la suite, on coupa la basilique par deux nefs transversales qu'on appela transsepts ou croisées. Le chœur se terminait au transsepts; là étaient placés deux pupitres, nommés ambons, où les diacres lisaient au peuple l'épître et l'évangile. On les a remplaces dans la suite par un jubé, dont le nom vient de la formule que prononce le discre avant de lire l'évangile, formule qui commence par ces mots: Jube, domine. Dans l'Eglise primitive, un voile séparait le chœur du vaisseau ou nef (navis); on ne l'ouvrait qu'au moment de l'élévation. La nef était elle-même subdivisée; des rangs de colonnes la séparaient des ness latérales ou bas côlés. Les hommes et les semmes n'étaient pas consondus; une nes spéciale était assignée à chaque sexe, et des voiles les séparaient. Les néophytes n'étaient admis que dans un vestibule nommé porche et placé à l'entrée de la basilique. Les pénitonts attendaient dans le même lieu qu'il leur fût permis d'entrer dans le temple. Le porche lui-même était précédé d'une grande cour, qu'on appelait atrium ou attre, et qui servit souvent de cimetière au moyen âge. On prêchait aussi quelquesois dans l'atrium. D. Mabillon, Valois et D de Vaines prétendent que, dans l'origine, on appelait exclusivement basiliques les églises des moines.

BASOCHE. — Corporation des clercs du parlement de Paris. Voy. BAZOCHE.

BASSE-COUR. - Voy. CHATEAU FORT.

BASSINET. — Espèce de casque qui ne couvrait que le crâne. Voy. Armes.

BASTERNE. — Les basternes étaient des chariots qui servaient de voitures aux rois et aux reines du temps des Mérovingiens. Ils étaient trainés par des bœufs. Ce fut un chariot de cette espèce qui, en 493, transporta Clotilde à Soissons où elle allait célébrer son mariage avec Clovis. Boileau a fait allusion aux basternes dans ces vers si connus:

Quatre bœufs attelés, d'un pas tranquille et lent, Promenaient dans Paris le monarque indolent.

BASTILLE. — Le nom de bastille s'appliquait primitivement à toutes les sortifications élevées hors des murs d'une place; mais il est resté spécialement attaché à la Bastille du faubourg Saint-Antoine, à Paris. Il existait, depuis une haute antiquité, une forteresse en ce lieu. On voit que le prévôt Etienne Marcel tenta de s'y réfugier en 1359. Mais la Bastille, qui a été célèbre dans l'histoire de France, ne datait que de 1370. Le prévôt des marchands, Hugues Aubriot, en posa la première pierre. La Bastille ne fut terminée qu'en 1382. A cette époque, Hugues Aubriot, accusé d'hérésie, fut ensermé dans la prison qu'il avait fait élever. La Bastille, agrandie successivement et garnie de fortifications nouvelles, présentait huit fours gigantesques reliées entre elles par des murailles de huit pieds d'épaisseur et protégées par un large et profond fossé. Les prisons de la Bastille étaient célèbres dans toute l'Europe; les malheureux qu'on y enfermait, en vertu d'une lettre de cachet, y languissaient souvent ignorés jusqu'à leur mort. Voltaire y fut deux fois emprisonné. La Chalotais, Latude, l'avocat Linguet firent connaître les cachots de la Bastille. Linguet surtout les signala à l'indignation publique. De là la haine populaire qui éclata plus d'une fois contre la Bastille, et enfin la destruction de cette forteresse le 14 juillet 1789. Une colonne surmontée d'un génie s'élève aujourd'hui sur l'emplacement de la Bastille.

BASTION. — Partie des fortifications. Voy. Fortifications.

BATAILLE. Le mot bataille a servi longtemps à désigner un corps d'armée tout entier. On lit dans les mémoires d'Arthur de Richemont (année 1426): « Les Anglais vinrent jusques à un trait de l'arc et il y en eut deux ou trois qui vinrent se faire tuer dans notre bataille. » Bataillon est un diminutif de bataille. Ce n'est que depuis le règne de Louis XIII, vers 1635, que le mot bataillon a désigné une partie d'un régiment; la force des bataillons a beaucoup varié; ils sont aujourd'hui d'environ huit cents hommes. L'usage des bataillons carrés paraît assez récent. Les Espagnols se formèrent en bataillon carré à Recroy, en 1643, et lancèrent des feux de toutes parts, pour employer l'expression de Bossuet.

BATAILLON, BATAILLON CARRÉ. — Voy. BATAILLE.

BATARD. — Le batard était, sous le régime féodal, considéré comme un aubain et sa succession comme une épave (voy. AUBAIN et EPAVE). Le seigneur, dans le domaine duquel il naissait ou mourait, était maître de sa personne et de son bien. C'est ce qu'on appelait droit de bâtardiss. Au xIII siècle, les jurisconsultes commencèrent à réclamer pour le roi le droit exclusif de batardise ; ils déclarèrent en même temps que le bâtard pourrait disposer par testament d'une partie de son bien. La lutte qui s'engagea entre l'autorité royale et les seigneurs féodaux, à l'occasion du droit de bâtardise, se prolongea pendant plusieurs siècles. Au xvi• siècle, quinze coutumes se prononcent en faveur des seigneurs; dix-sept pour le roi. Il sut enfin décidé qu'au roi appartenait la succession de tous les bâtards; ce sut un des droits domaniaux. Cependant on réserva le droit des hauts justiciers, qui avaient de toute antiquité hérité des bâtards, à condition que les batards sussent nés sur leurs terres, y eussent vécu et y sussent morts. La révolution de 1789 a aboli le droit de bâtardise, en autorisant les bâtards à disposer de leur bien par testament; mais, dans le cas où ils meurent sans avoir testé, leurs biens reviennent à l'Etat. — Le bâtard d'un noble pouvait, s'il était reconnu par son père, porter le nom et les armes de la famille, mais il devait y ajouter une barre qui traversait entièrement son écusson de gauche à droite et que ni lui ni ses descendants ne pouvaient enlever. Voy pour les détails Bacquet, Du droit de bâtardise

BATARDISE. - Voy. BATARD.

BATEAUX. — Voy. Marine. BATEAUX A VAPEUR. — Voy. VAPEUR. BATELEURS. — Voy. THEATRE.

BATELIERS DE LA SEINE. — Voy. NAUTES PARISIENS.

BATON. — Le bâton est souvent employé comme symbole du commandement. Le roi portait un bâton ou sceptre, sur lequel on plaça, au xive siècle, une main de justice ; la crosse de l'évêque, la verge de l'huissier, la baguette du majordome, le baton du maréchal de France avaient le même sens. Le bris du bâton indiquait la separation (voy. plus haut BAGUETTE). Aux sunérailles du roi de France, lorsque toutes les cérémonies étaient terminées. le grand maître brisait son bâton en répétant trois fois: le roi est mort. On trouve quelques actes du moyen age écrits sur des batons, d'après le témoignage de D. de Vaines.

Le nom de bâtonnier désigne encore aujourd'hui l'avocat élu par ses confrères pour dresser le tableau des avocats, présider le conseil de discipline et représenter l'ordre entier. La première mention d'un batonnier remonte à l'année 1602. Chaque année, les avocats et les procureurs réunis nommaient le batonnier. Le décret du 14 décembre 1810 donna au procureur général le droit de choisir le bâtonnier parmi les membres du conseil de discipline. Une ordonnance du 20 novembre 1822 remit le choix du bâtonnier au conseil de discipline. Une ordonnance du 27 août 1820 a rendu à tous les avocats inscrits au tableau le droit de nommer le batonnier de l'ordre. Enfin un décret de 1852 a remis en vigueur les dispositions de l'ordonnance de 1822.

BATONNIER. - Voy. BATON.

BATTUES. -- Voy. Vénerie.

BAUDEQUIN. — Monnaie du XIII siècle qui valait six deniers. Le roi y était représenté assis sous un baldaquin ; d'où vint le nom de cette monnaie.

BAUDRIER. - Voy. HABILLEMENT.

BAUX. - Voy. BAIL.

BAYONNETTE. - VOy. BAIONNETTE.

BAZOCHE. — Le mot bazoche vient probablement de basilique, nom qui désignait le palais de justice aussi bien que les églises cathédrales. Ce qui est certain c'est qu'on donnait le nom de bazoche à la corporation des clercs du palais instituée par Philippe le Bel; les membres de cette corporation s'appelaient bazochiens. Ils élisaient leur chef, qui prenait le nom de roi de la bazoche et portait, comme

insigne de sa rojanté, une toque rayale; son chancelier avait la robe et le bonnet. Le roi de la bazoche tenait ses audiences au Palais et présideit à une procession générale des bazochiens, dans les premiers jours de mai. Les clercs du palais obtinrent, dans la plupart des villes, de se former en corporation, d'avoir leurs chefs, et de célébrer des fêtes qui dégénéraient quelque ois en saturnales. Ce fut le motifqui fit supprimer, à Paris, le titre de roi de la bazoche, sous Henri III, et interdire les spectacles burlesques auxquels les bazochiens assistaient en corps, avec le prince des sots. Toutefois, les corporations de bazochiens ont existé jusqu'en 1789, et la juridiction disciplinaire de la bazoche n'a disparu qu'à la révolu-

BAZOCHE (roi de la), BAZOCHIENS. — Voy. BAZOCHE.

BÉATITUDE. — Ce titre était employé, au moyen âge, comme formule de salutation, aussi bien que Votre Sainteté, Votre Paternité, etc. On l'adressait aux ecclésiastiques d'un rang élevé.

REAU-SIRE-DIEU. — C'était le norn d'une cérémonie qui se pratiquait tous les dimanches pour les dames chanoinesses de Remiremont. L'une d'entre elles devait communier pour les besoins de l'abbaye; elle portait dans cette circonstance une serte de guimpe qu'on nommait barbatte.

BRAUX-ARTS. — Voy. Académie.

BEC-DE-CORBIN (gentilshommes à). — Compagnie de gentilshommes de la maison royale, armés de hallebardes appelées becs-de-corbin. Voy. MAISON DU ROI.

- Ce mot, qui paraît venir de la basse latinité, bedellus, pedellus, indiquait des officiers d'un rang intérieur. Pedellus était dérivé, selon l'étymologie la plus vraisemblable, de pedum (bâton), à cause de la verge que portaient les bedeaux. On désignait sous ce nom les sergents ou huissiers des justices subalternes, les appariteurs des universités qui portaient la masse devant le recteur, enfin les huissiers du clergé. Le mot bedeau n'est plus employe que dans cette dernière acception. Au xvi° siècle, les bedeaux des églises avaient ordinairement des robes de deux couleurs (Pasquier, Recherches de la France. livre IV). Les hedeaux portent encore anjourd'hui le baton d'où ils ont probablement tiré leur

BEFFROI. — On donnait ce nom primitivement à une machine de guerre en

forme de tour, couverte de peaux humides, et dont on se servait pour approcher des murailles d'une ville et les saper à couvert. On appela beffrois, par analogie de hautes tours, au sommet desquelles veiliaient des guelteurs, afin d'avertir d'une attaque imprévue. On plaça, au haut du beffroi, une cloche que les guetteurs sonnaient, des qu'ils redoutaient quelque danger. On la nomma cloche banale; elle servait à convoquer les assemblées municipales, à avertir des incendies, à sonner le couvre-seu; elle appelait les bourgeois aux armes. Ces cloches communa-les, symbole de la puissance populaire, avaient souvent un nom particulier. La cloche de Gand s'appelait Roland; de la l'adage gantois : Roland! Roland! tintement, d'est incendie! volée, c'est soulevement! Enlever à une ville son beffroi, c'était la priver de ses privilèges communaux. Une ordonnance de Charles le Bel, datée de 1322, enlève à la ville de Laon, pour un sacrilège commis dans cette ville, les droits de commune, échevinage, mairie, collége, sceaux, cloche et bestroi. La tour du bestroi existe encore dans un certain nombre de villes, surtout dans le nord de la France. Le guetteur y veille toujours pour donner l'alarme en cas d'incendie; souvent, pour prouver sa vigilance, il répète, en trappant sur la cloche du heffroi, les heures que sonne l'horloge de la ville. Dans quelques villes, la cloche du beffroi donne encore le signal du couvre-feu, et averuit les bourgeois en cas d'incendie par les sons précipités du tocsin. On appelle encore beffroi un assemblage de charpentes qu'ou pose dans une tour pour auspendre des cloches. On isolo le heffroi de la tour dans toute sa hauteur, et on ne lui donne que l'élévation convenable pour le jeu des cloches, parce que plus il est élevé, plus il fatique la tour. On a beaucoup discuté sur l'étymologie de mot beffroi ; la plus vraisemblable est tirée de deux mots de langue germanique : bell et fried ou friend, clocke de la paix, ou clache des amis. Les communes s'appelaient souvent dans le nord une ville de paix, de fraternité, d'amitié.

BÉGHARDS. — Il s'établit, aux x11° et x11° siècles, dans le nord de la France et en Belgique, des associations d'hommes et de femmes, qui, sans faire de vœux, se réunissaient pour prier. La première association de cette nature fut établie à Liége, en 1173, par Lambert Begg. Les hommes qui la composaient reçurent, de leur fondateur, le nom de béghards; les femmes celui de béguines, et la maison

ch ils se rénsissaient sut appelée béguinage. Les hommes travaillaient, les femmes instruisaient les enfants, soignaient les malades et les penvres. On accusait les beghards et les beguines d'aspirer, comme tous les mystiques, à une perfection impossible, et de dédaigner les actes peur ne s'occuper que de l'esprit. Cependant les béquines étaient en grande réputation de sainteté au xille siècle; saint Louis les appela à Paris où leur communauté compte bientôt plus de quatre cents persoanes, d'après le temoignage de Geoffroy de Beaulieu, confesseur de saint Louis. Enfin le roi Philippe III envoya consulter la béguine de Nivelle avant de prononcer sur la culpabilité ou l'innoceace de la reine sa lemme. Le concile de Vienne condamne les béghards et béguines en 1311. Mais les béguinages ne furent entièrement supprimés que vers la fin du xv siècle.

BEGUINAGE, BEGUINES. — Voy. Bé-GHARDS.

BEHOURD. — On appelait behourd, bihowrt, bohourt ou bouhourt, un comhat qu'on soutenait à cheval, la lance au poing, ou une course de cavaliers dans les rejonissances publiques. Ce mot avait encore d'autres significations. Il désignait quelquefois une espèce de bastion ou chàteau que les tenants entreprenaient de défendre contre tous assuillants. C'est dans ce sens que Montjoye, roi d'armes de France, dans son Cérémonial de France, décrivant le pas d'armes de l'arc triomphal, dit qu'à la cinquième emprise de ce pas, a les tenans se trouveroient dans un behourt, autrement dit bastion, délibérés de se défendre contre tous vezans avec barnois de guerro. » Par extension, on appelait behourd l'attaque et la défense d'un château. Les combats et jeux de cette nature surent en vogue à la cour, même lorsque la mort de Henri II eut fait abandonner les tournois. Michel de Castelnau (liv. V, ch. vi), retraçant les fètes données par Catherine de Médicis, en 1564, dit que, « pour clore tous les plaisirs, le roi (Charles iX) et le duc d'Anjou, son frère, se promenent au jardin, aperçurent une grande tour enchantée, en laquelle étaient détenues plusieurs belles dames, gardées par des l'uries infernales; deux geants d'admirable grandeur en étaient les portiers et ne pouvaient être désaits que par deux grands princes, de la plus noble et illustre maison du monde. Lors le roi et le duc son frère, après s'être armés secrètament, allèrent combattre les deux géants qu'ils vainquirent, et de là entrèrent dans la tour, où ils firent quel-

ques autres combats dont ils remportèrent aussi la victoire, et mirent fin aux
enchantements, au moyen de quoi ils délivrèrent les dames, et les tirèrent de là,
et, au même temps, la tour artificiellement faite devint toute en feu. » Enfin on
appelait behourd un jeu de paysans, qui
consistait à lutter avec des bâtons ferrès.
— Voy. la septième dissertation de du
Cange aur Joinville.

BEJAUNES. — En langage de fauconnerie, le béjaune était un oison à bec jaune, un oiseau jeune et nizis. On appliquait ce nom, pendant le moyen age, aux étudiants novices. Les jeunes gens, neuvellement arrivés dans l'université de Paris, formaient une confrérie particulière et avaient pour chef l'abbé des béjaunes. Le jour des innocents, cet abhé, monté sur un âne, conduisait sa confrérie par toute la ville. Le soir, il réunissait tous les béjaunes et les aspergeait avec des seaux d'eau. C'était ce qu'on appelait le bapteme des béjaunes. On forçait aussi les nouveaux étudiants à payer une bienvenue aux anciens; on nommait cette taxe droit de béjaune. Un décret de l'Université abolit cet usage, en 1342, et il fut détendu d'exiger le droit de béjaune, sous peine de punition corporelle. - Voy. du Cange, au mot BEANUS.

BEL. - Tribunal du bailli. Voy. BAILLI.

BÉLIER. — Le bélier était une machine de guerre dont on se servait encore, sous la première race, pour battre les murailles. C'était une grosse poutre ferrée terminée en tête de bélier. On faisait jouer le bélier sous une galerie qu'on appelait tortus, et qui servait à mettre à couvert la machine et les soldats qui la poussaient.

BRILES - LETTRES. — Voy. ACADEMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES.

BELVEDERE. — Ce mot tiré de l'italien, signifie belle vue. Il désigne, tantôt un petit bàtiment d'une décoration simple et rustique situé à l'extrémité d'un jardin, tantôt un petit pavillon qui s'élève audessus des maisons, et d'où la vue s'étend au loin.

Bénédictines, Bénédictins. — Voy. Abbaye et Clergé régulier.

BENEFICES. — Après la conquête de la Gaule par les barbares, Goths, Burgondes, Francs, les rois et les principaux chefs s'emparèrent d'une portion considérable des terres. Il est vraisemblable que les rois prirent tout l'ancien domaine impérial; ils accordèrent des portions de ce territoire à leurs Leudes ou compagnons d'armes. On appela ces domaines bénéfices ou terres bénéficières. On a voulu chercher le prin-

:

cipe des bénéfices dans les concessions de terres que faisaient les empereurs romains aux Letrs (voy. ce moi), pour qu'ils défendissent la frontière de l'empire; mais il est impossible d'assimiler des concessions saites dans un lieu déterminé, et pour un but précis, avec les créations de bénéfices qui avaient lieu dans toute l'étendue du royaume, et qui entraînaient des obligations de nature très-diverse. Il y eut des bénéfices concédés pour un temps, d'autres à vie, d'autres enfin héréditairement. En général le benefice n'était primitivement qu'un usufruit; mais bientôt les leudes, qui formaient l'aristocratie franque, s'efforcèrent de changer l'usufruit en propriété, et il en résulta pendant plusieurs siècles des luttes où chaque parti triompha tour à tour. Il paraît donc impossible d'établir des règles précises. Cependant on remarque un progrès des leudes. il fut d'abord admis que, lorsqu'un leude aurait possédé un bénéfice pendant trente ans, on ne pourrait plus le lui enlever. C'est ce qu'on appelle la prescription trensenaire; elle date de l'année 560, et a été accordée par Clotaire I. Dans la suite, le traité d'Andelot (587) et le champ de mars de Paris suivi, en 615, de l'édit de Bonneuil, accordèrent de nouveaux priviléges aux possesseurs de bénéfices. Vers 640, Flaochat, maire du palais de Bourgogne, promit, par lettres et par serment, aux ducs et aux évêques de ce royaume, que leurs dignités seraient per-pétuelles. Ainsi, peu à peu, beaucoup de bénéfices devinrent héréditaires. En même temps un grand nombre d'alleux ou terres assignées par le sort aux conquérants et transmises à leurs descendants, se trans-formèrent en bénéfices, par l'usage de la recommandation (voy. AHRIMAN). Ce progrès des bénéfices, et le droit de souveraineté que les grands propriétaires s'arrogèrent pendant la décadence de l'empire carlovingien, conduisirent lentement, mais nécessairement, au régime féodal. Charlemagne voulut prévenir cet abus. "Que celui, dit-il dans un capitulaire de 803, qui tient un bénéfice de l'empereur ou de l'Eglise, n'en transporte rien dans son patrimoine. » Mais sous les faibles successeurs de Charlemagne, la transformation des bénéfices en propriétés s'accomplit sans rencontrer une vive résis-

les propriétaires de bénéfices étaient astreints à des services particuliers envers le roi dont ils avaient reçu leurs terres : ainsi, ils devaient, à certaines époques, comparaître à sa cour, le servir à table, l'accompagner en public, le soutenir dans toutes ses guerres, même dans

les guerres privées ou fehde. Lorsqu'ils lui rendaient quelques-uns des services qui semblaient tenir de la domesticité, on les désignait sous le nom de ministeriales domini regis. Enfin, les propriétaires de bénéfices étaient assujettis à des redevances particulières envers le roi.

Quelques historiens frappés des ressemblances des fiefs et des bénéfices ont confondu ces deux espèces de propriétés, et cependant il existe entre elles de profondes différences clairement établies par M. Guizot. Le bénéfice ne donnait pas à celui qui le possédait les droits régaliens; il ne pouvait ni battre monnaie, ni rendre la justice, ni percevoir l'impôt, ni faire la guerre. Telle était, du moins, la situation des bénéficiers dans le principe. Le propriétaire d'un bénéfice était soumis aux délégués du roi, aux ducs, aux comtes, aux centeniers, aux dizainiers, et, sous les Carlovingiens, aux missi dominici. Ils pouvaient casser ses sentences, lever des impôts sur ses domaines et le contraindre à obéir au ban du roi qui l'appelait sous ses drapeaux. Mais, au milieu de l'anar-chie qui suivit la dissolution de l'empire carlovingien, les grands propriétaires usurpèrent les droits régaliens, et con-fondirent le droit de propriété avec le droit de souveraineté. Les ducs, les comtes et les autres délégués de la royauté se rendirent possesseurs inamovibles et héréditaires des domaines qui leur avaient ete concedés temporairement, et dont le revenu n'était d'abord qu'un salaire de leurs fonctions. Le capitulaire de Kiersysur-Oise (877), en confirmant ces usurpations, consacra en quelque sorte le régime féodal. — Voy. Guizot, Essais sur l'Histoire de France, des Institutions de la France, du ve au xe siècle, ch. 1, § 2, des Bénéfices: Guérard, Prolégomènes du Polyptyque d'Irminon, § 256 et suiv.

BENEFICES ECCLESIASTIQUES. — Les bénéfices ecclesiastiques avaient une grande analogie avec les bénéfices attribués aux guerriers. C'etaient des terres ou des revenus donnés à charge de s'acquitter d'une certaine fonction ecclésiastique. Dans les premiers siècles, l'Eglise n'avait d'autre bien que les contributions volontaires des tidèles; mais Constantin ayant donné aux évêques le droit de recevoir des legs, les biens de l'Eglise devinrent considérables, et, vers la fin du vie siècle, les rois francs commençaient à s'en plaindre. « Le trésor des églises est rempli, disait Chilpéric; mais notre fisc est pauvre. » Les donations faites à franches l'Eglise s'appelaient aumones, aumones, et plus tard aumones heffies.

Charlemagne ajouta aux riches domaines de l'Eglise la perception régulière de la dime ou de la dixième partie des récoltes, qui, jusqu'à ce prince, n'avait été qu'un don volontaire. Pendant les premiers siècles, l'évêque administrait en commun tous les biens de son église, sans attribution spéciale d'une partie des revenus à aucune charge ecclésiastique. On faisait ordinairement quatre parts de ces biens : l'une était destinée à l'évêque, pour les dépenses de sa maison et les frais d'hospitalité, dont il était chargé; la seconde, aux clercs; la troisième, à l'entretien des églises; la quatrième, aux pauvres.

Vers le xi° siècle , on distingua un certain nombre de charges ecclésiastiques, auxquelles on attacha un revenu special. On les appela bénéfices et on les divisa en bénéfices séculiers et réguliers. Les bé néfices séculiers furent l'évêché, les dignités capitulaires de prévôt, haut doyen, archidiacre, chancelier, chantre, écolatre, trésorier ou chevecier, les canonicats, les cures, les vicairies perpétuelles, les prieurés, les chapelles. Les bénéfices reguliers étaient les dignités claustrales, dont les titulaires s'appelaient abbé, prieur conventuel , chambrier, aumônier, hospitalier, sacristain, cellérier, etc.

L'évêque, élu par toute la communauté religieuse, conférait seul dans le principe les charges ecclésiastiques. Mais, dans la suite, une partie des bénéfices sut à la collation des chapitres, des patrons qui avaient sondé et doté les églises et des rois qui les protégeaient. Pendant l'anarchie des temps féodaux, les bénéfices ecclésiastiques furent souvent un objet de trafic. On appela simonie cette vente sacrilége des choses saintes, parce que Simon le Magicien avait voulu acheter des apôtres le don de faire des miracles. Les pretres qui trafiquaient des bénéfices furent flétris du nom de simoniaques. Grégoire VII et les papes ses successeurs combattirent cet abus avec energie. Mais en même temps ils voulurent s'emparer de la collation de tous les bénéfices et s'opposer à ce que les seigneurs temporels en donnassent l'investiture par l'anneau et la crosse. Tel fut le prétexte de la célèbre guerre du sacerdoce et de l'empire. Cette querelle n'eut jamais en France la même importance qu'en Allemagne. Le clergé gallican s'opposa, dès l'origine, aux prétentions exorbitantes de la cour de Rome. Cependant les souverains pontises obtinrent la collation d'un certain nombre de bénéfices, qu'on désignait sous le nom de réserves, et ils donnaient par une bulle l'expectative d'un de ces

bénéfices, lorsqu'on prévoyait le mort prochaine du titulaire. On appela ces builes graces expectatives. Il en résulta des abus, et, l'Eglise gallicane fit entendre de vives réclamations à ce sujet. Les conciles de Pise, de Constance et de Bale, la pragmatique de Bourges et enfin le concordat limitérent les grâces exspectatives; le concile de Trente les supprima entièrement. On appelait provisions les bulles ou lettres patentes qui conféraient un bé-

néfice ecclésiastique.

Le concordat de 1516 donna à François le et à ses successeurs le droit de disposer des bénéfices ecclésiastiques en faveur des clercs auxquels le pape ou les supérieurs ecclésiastiques accordaient l'institution canonique. La seuille des bénéfices devint par la suite un ministère important. Le roi avait encore le droit de disposer d'un certain nombre de bénéfices, en vertu de l'indult et de la régale. L'indult était une grace par laquelle le pape avait permis au roi de conférer des benéfices ecclésiastiques aux conseillers des parlements ou à d'autres officiers des cours souveraines. Si ces officiers étaient clercs, ils pouvaient être nommés euxmêmes au bénéfice; s'ils étaient laïques ils pouvaient désigner une autre personne. pourvu qu'elle présentat les conditions requises pour jouir d'un bénéfice ecclésiastique. L'indult s'étendait à tous les bénéfices séculiers et réguliers; mais le roi ne pouvait en user qu'une fois en faveur de chaque officier des parlements. Les bulles de Paul III, en 1538, et de Clément IX, en 1668, réglaient les conditions de l'indult. La régale donnait au roi le droit de disposer de tous les bénéfices pendant la vacance d'un siège épiscopal et de percevoir une partie des revenus. En vertu du droit de joyeux avénement, il nommait, au commencement de son règne, à la première prébende qui venait à vaquer en chaque cathédrale. Enfin , à chaque changement d'évêque, le roi disposait de la première prébende vacante dans son diocèse.

La résignation des bénéfices était un moyen de les rendre en quelque sorte héréditaires dans une famille, puisque le titulaire pouvait résigner son bénéfice en faveur d'un parent. Cet usage ne s'établit qu'aux xve et xvie siècles. Il en résulta des abus que l'on s'efforça de prévenir en exigeant que la résignation sut rendue publique, au plus tard six mois après l'acte. Le resignant pouvait dans certains cas demander à rentrer dans son benéfice; cette demande s'appelait regrès. Elle n'était valable que si le demandeur établissait que la résignation lui avait été extorquée avant

l'âge de vingt-cinq ans, ou que les conditions imposées n'avaient pas été observées. Le regrès avait été prohibé par le concile de Trente; mais les parlements

continuèrent de l'admettre.

La collation des bénéfices ecclésiastiques donna lieu à de graves abus, principalement au xvIII siècle. Un seul titulaire cumulait souvent un grand nombre de bénéfices qu'il suisait administrer par des prêtres pauvres. Pour éluder les canons qui désendaient ces abus, on donnait souvent des bénéfices en commende; on appelait ainsi primitivement la garde ou administration d'une église vacante, en attendant qu'il y eût un titulaire. Mais peu à peu cette administration temporaire se changea en une jouissance perpetuelle, et le nombre des commendataires se multiplia. La collation des bénéfices sur vacance était nulle, s'il n'y avait pas assez de temps entre le décès du dernier bénéficier et la date de la collation pour que l**e pape cut** pu etre prévenu. On supposait en ce cas qu'il y avait eu course ambiticuse, c'est-à-dire que l'impétrant avait expédié un courrier avant la vacance du

L'Assemblée constituante prononça la suppression des bénéfices ecclésiastiques par un décret du 2 novembre 1789, et ordonna la vente des biens du clergé par les décrets des 12 et 24 août 1790. Le concordat de 1802 stipula que les acquéreurs de ces biens ne seraient pas inquiétés, et en même temps il assura un traitement aux ministres du culte. Voy. Thomassin, de la discipline ecclésiastique; Fleury, Institution au droit canonique.

BÉNIT (pain). — Voy. RITES ECCLÉSIAS-TIQUES.

BÉNITE (eau). — Voy. RITES ECCLÉ-SIASTIQUES.

BENNE. — Les bennes sont des voitures d'osier à quatre roues, usitées dans quelques provinces de France. L'usage de ces voitures remonte au temps des Gaulois. Les Romains appelaient combennatores les conducteurs de ces chariots.

BERLINES. — Voitures qui ont tiré leur nom de la ville de Berlin. Elles furent inventées, au xvue siècle, par Philippe Chiese, premier architecte de Frédéric-Guillaume, électeur de Brandebourg. L'usage s'en répandit en France au xvue siècle.

BERNARDINES, BERNARDINS. — Voy. Abbaye et Clerge régulier.

BERNICLES. — Les bernicles étaient un instrument de torture dont se servaient les Sarrasins. Voy. Torture. BESANT. — On appelait besant une monnaie d'or fort usitée au moyen age et qui tirait son nom de Byzance. La valeur des besants a varié et il est même probable qu'on désignait sous ce nem toute pièce d'or. Il était d'usage qu'à son sacre le roi de France présenta à l'effrunde treize besants. — En termes de blason, les besants étaient des pièces de forme circulaire toujours en er ou en argent, qui se plaçaient dans les différentes parties de l'écu. C'était probablement en souvenir des croisades que les besants figuraient dans les armoiries.

BEURRE. - Voy. Nourriture.

BIBLIOTHÉCAIRE. — Le nom de bibliothécaire n'a pas seulement désigné les
conservateurs de collections de livres, il
s'appliquait, dans l'origine, et principalement sous les rois carlovingiens, aux ecclésiastiques chargés de tenir les actes
des conciles et d'expédier les lettres et
les diplômes. Le titre de bibliothécaire
perdit cette signification vers la fin du
xii siècle. Il n'a plus désigné, depuis
cette époque, que les conservateurs de
bibliothèques.

BIBLIOTHEQUE. — Les bibliothèques ou collections de livres remontent en France à une haute antiquité; il en est question des le ve et le vie siècles. Sidoine Apollinaire surtout donne de précieux détails sur plusieurs bibliothèques qui, de son temps, étaient célèbres dans les Gaules. Au moment des invasions, la plupart furent dispersées et perdues. Les **mo**n**as**tères en sauvèrent quelques débris, et l'en cite avec éloges certains abbés qui s'efforçaient de doter leurs monastères de richesses bibliographiques. Ainsi, saint Wandrille envoyait à Rome son neveu pour recevoir, du pape Vitalien, les livres destinés à la bibliotifeque de son abbaye. Malheureusement la rareté du parchemin porta souvent les moines à faire disparaître les caractères d'anciens manuscrits pour les remplacer par leurs légendes.

Charlemagne et les savants qu'il appela dans son empire tirent les plus louables efforts pour augmenter le nombre des livres. Loup, abbé de Ferrières en Gâtinais, un des savants qui reçusent l'impulsion de l'école palatine ou école du palais fondée par Charlemagne, parle, dans ses lettres, des Commentaires de César, des traités de saint Jérôme sur l'Ancien et le Nouveau Testament, des ouvrages de Bède, de Quintiliem, Cioéron, etc. « Nous vous demandens, écrit-il à un de ses amis, Cicéron de Oratore, et les douze livres des Institutions de Quin-

tilien, qui sont contenus dans un seul volume de médiocre grandeur. Nous avens diverses portions de ces anteurs; mais nous voudrions en possèder la totalité. Enfin, nous vous demandons aussi le commentaire de Donat sur Térence. Si votre libéralité nous accorde cette faveur, tous ces ouvrages, avec l'aide de Dieu, vous seront promptement readus. » Dans un autre passage, il remercie un de ses amis « d'avoir mis un soin (raternel à corriger Macrobe. Je ferai collationner, lui écrit-il, avec mon exemplaire, les lettres de Cicéron que tu m'as envoyées, pour tirer, s'il se peut, d'un texte sincère, la vrate pensée de l'auteur. »

Ces passages, qu'il serait facile de multiplier, prouvent en quelle estime étaient les livres dès le 12° siècle. Au x°, Gerbort, qui fut successivement archeveque de Reims et pape sous le nom de Sylvestre II, fit recueillir des manuscrits en Belgique, en Italie, en Germanie, pour en composer sa bibliothèque. L'historien Richer, dont M. Pertz a retrouvé et publié l'ouvrage, il y a peu d'années, nous apprend que les écrits de Porphyre, d'Aristote, de Vir-gile, de Stace, de Térence, de Lucain, de Perse, d'Horace, étaient familiers à

La plupart des églises métropolitaines et les principaux monastères avaient aussi des bibliothèques, et l'on trouve dans leurs statuts des détails minutieux sur la conservation des manuscrits. Les livres les plus précieux étaient parfois attachés au moyen d'une chaine scellée dans la muraille. On cite, entre les plus célèbres bibliothèques des monastères, calle de l'abbaye de Saint-Victor à Paris.

La plupart des manuscrits qui avaient jusqu'alors formé les bibliothèques étaient roulés; d'où venait le nom de volume (volumen, volvere). Ils étaient souvent copiés sur une partie délicate de l'écorce appelée liber; d'où le nom de livre. Enfin, les plus précieux étaient transcrits sur una peau appelée pergamenum, parchemin, de la ville de Pergame qui avait été jadis célèbre par sa hibliothèque.

Ce ne fui qu'au xiiie siècle que les rois de France commencerent à recueillir quelques manuscrits. Geoffroi de Beaulieu, consessent et historien de saint Louis, raconte que ce prince ayant entendu parler d'un soudan qui faisait rechercher et copier des manuscrits pour l'usage habituel des savants de son pays, voulut sui-vre son exemple. Il fit transcrite à ses frais un grand nombre de manuscrits et en forma une bibliothèque, qu'il plaça dans la chapelle de son palais ou fainte-Chapelle. Il y venait lire lai-même et au-

torisait volontiers les savants à profiter de ec trésor. Mais les Nyres de saint Le furent dispersés à sa mort, et, suivant ses dernières volontés, distribués à divers monastères. Charles V est le premier rei de France qui fonda une bibliothèque permonente; il fit copier et traduire un gra nombre d'ouvrages et les réunit dans une ur de son palais qui s'appeta tour de la Morairie. L'inventaire de cette bibliothe que sut dressé, en 1373, par Gilles Malet, maître d'hôtel du roi. Il est pasvenu jue-qu'a nous et prouve que cette bibliothèque se composait de neuf ceut dix velumes de théologie, de droit, de littérature t d'histoire. Les troubles du règne de Charles VI et l'invasion des Anglais entrainèrent la dispersion et la ruine de la

bibliothèque royale.

Louis XI s'occupa de réorganiser la bibliothèque royale; elle s'accrut sons Charles VIII de la bibliothèque que les princes angevins avaient fondée à Naples. Louis XII et surtout François I enrichirent par de nouvelles acquisitions. Guillaume Budée et plusieurs savants parcoururent l'Italie et en rapportérent un grand nombre de manuscrits. En 1556, Henri II rendit une ordonnance qui enjoignait aux libraires de déposer à la bibliothèque royale un exemplaire de tous les ouvrages nouveaux. Cette collestion continua de s'accreitre, même au milieu des guerres de religion. Catherine de Médicis s'empara , à la most du maréchal de Strozzi, de sa bibliothèque que Brantôme évalue à quinze milie écus « pour la rareté des beaux et grands livres qui y étaient. La reine mère promit de récompenser le fils; « mais jamais il n'en a ou un sol, » dit Brantome (Capit. étrangers). Henri III dépense, em 1575, des sommes considérables pour l'acquisition de livres, sur les instances du grand aumonier Jacques Amyot. Main, à cette époque, la bibliothèque reyale étant placée dans les châteaux royaux de Blois et de Fontainekleau, ne pouvait être utile qu'aux savants et hommes de lettres qui accompagnaient la cour. Henri iv la concentra à Paris; elle fut déposée d'abest au sollège de Clermont (plus tard collège Louis le Grand, Prytanée, lycée Jamérial, lycie Descartes, redevenu aujourd'hui lycée Louis le Grand), ensuite su couvent des Cordeliers, et enfin rue de la Marpe. Rignult, Jérème Bignen et les frères Dupuy chargés de la garde de la bibliothèque royale, de 1622 à 1657, l'enrichirent considérablement. Gabriel Naude forma, dans le même temps, la celèbre bibliothèque du cardinal Mazarin, qui faillit être détruite par un arrêt du pariement lancé contre Mazarin, le 16 février 1649. Heureusement la bibliothèque échappa, en grande partie, à cette barbare proscription, et la Mazarine, léguée à l'État par le cardinal, ouvre encore aujourd'hui ses trésors aux savants de toutes les nations.

A cette époque, la bibliothèque royale malgré les accroissement successifié ne possédait que seize mille sept cent trente-quatre volumes; mais, grace à l'administration de Colbert, elle prit bientôt d'immenses développements. Transférée, en 1666, dans l'ancien palais de Mazarin, entre les rues vivienne et de Richelieu, où elle est encore aujourd'hui, elle comptait à la mort de Colbert plus de dix milie manuscrits et de quarante mille imprimés. Augmentée pendant tout le xvitte siècle et à l'époque de la révolution par l'acquisition d'un grand nombre de bibliothèques prevenant des particuliers ou d'établissements religieux, la bibliothèque nationale contient aujourd'hui en viron sept cent vingt mille imprimés, quatre-vingt mille manuscrits, plus de cent vingt mille estampes et cartes, et plus de cent mille médailles, sans compter les pierres gravées et antiques. Elle est confiée à la garde d'un conservatoire présidé par le directeur général. Les imprimés, les manuscrits, les médailles et les estampes forment autant de sections distinctes qui ont, chacune, un ou plusieurs conservateurs spéciaux; la réunion des conservateurs forme l'assemblée du conservatoire.

Paris et la France ont un grand nombre d'autres bibliothèques, dont les plus importantes sont la Mazarine, les bibliothèques de l'Arsenal, de l'Institut, du Louvre, de Sainte-Geneviève, de la Sorbonne, de la Ville de Paris, et en pro-vince, les bibliothèques d'Aix, de Bordeaux, de Grenoble, de Lyon, de Marseille, de Montpellier, de Reims, de Rennes, de Rouen, etc. Un décret de la Convention, du 8 pluviôse an II (27 janvier 1794), ordonna de former des bibliothèques dans tous les chefs-lieux de districts. Plusieurs autres lois, et, entre autres, le décret du 3 brumaire an 19 (25 octobre 1795), qui crea les écoles centrales, s'occupèrent de l'organisation des bibliothèques départementales. Enfin une ordonnance du 22 février 1839, reconnaissant, comme les lois de la Convention, que l'Etat est propriétaire de toutes les bibliothèques publiques, ordonna que le catalogue en serait dressé et transmis au ministre de l'instruction publique. Malheureusement ces catalogues n'ont pas encore été publiés pour toutes les bibliothèques publiques de France, et on est souvent réduit, pour connaître ces trésors intellectuels, à des notices incomplètes ou erronées. — Voy. Petit-Radel, Recherches sur les bibliothèques anciennes et modernes, in-8°. Paris, 1799. Il a paru un premier volume du catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques des départements, 1 vol. in-4°, 1849. Le Catalogue de Hænel, qui embrasse les manuscrits de toutes les bibliothèques de France, est nécessairement très-in-complet.

BIDAUX. — Ce nom désignait autresois un corps d'infanterie. Il venait, dit-on, de ce que les soldats qui le composaient étaient armés de deux dards (binis dardis, dans le latin du moyen âge).

BIEN PUBLIC. — Voy. LIGUE DU BIEN PUBLIC.

BIENVENUE. — Les hérauts d'armes recevaient huit sous parisis de bienvenue de chaque chevalier pour attacher son casque aux fenêtres au-dessus du blason dans les tournois. Les chevaliers qui entraient en lice pour la première fois devaient un beaume ou casque fermé pour leur bienvenue.

BIENS ECCLÉSIASTIQUES. — Voy. BÉ-NÉFICES ECCLÉSIASTIQUES.

BIENS NATIONAUX. — Ce nom s'applique aux propriétés qui surent confisquées, à l'époque de la révolution, sur les nobles, le clergé, les émigrés et le domaine royal. La vente des biens nationaux fut ordonnée par les décrets des 14 mai et 16 juillet 1790. La Convention rendit plusieurs décrets pour hâter la vente des biens nationaux, qui servaient de garantie aux assignats émis à cette époque. Dans la suite, un sénatus-consulte du 6 floréal an x sit rendre les biens non vendus aux familles qui avaient été victimes de confiscations; enfin, sous la restauration, la loi du 27 avril 1825 accorda une indemnité d'un milliard aux proprietaires des biens vendus ou à leurs héritiers.

BIÈRE. — L'usage de la bière en Gaule remontait à une haute antiquité. Pline dit que les Gaulois appelaient la bière cervisia; et c'est de là que plus tard on a fait cervoise. D'après le même auteur, le grain qu'on employait pour faire cette boisson se nommait brance; on trouve dans ce mot l'étymologie de brasseur et brasserie, selon Legrand d'Aussy. Julien, à l'époque où il habitait la Gaule, fit contre la bière une épigramme qui prouve que l'usage en était répandu dans cette contrée. « Qui es-tu, dit-il à la bière? tu n'es pas la vraie fille de Bacchus. L'haleine du fils

de Jupiter sent le nectar, et la tienne est celle du bouc. » Maigré les saures de Julien, la bière devint d'un usage chaque jour plus fréquent; elle était servie à la table des rois barbares, et Charlemagne dans le capitulaire de Villis, ordonna que parmi les ouvriers de ses métairies il y en eut qui sussent préparer cette boisson. Dans la suite, la culture de la vigne s'étant développée dans une grande partie de la France, l'usage de la bière devint moins commun. On remarque qu'il s'accroissat à la suite des grandes calamités et diminuait aux époques prospères. Au com-mencement du règne de Charles VII, sous la domination des Anglais, la misère sut affreuse dans Paris. L'auteur du Journal d'un bourgeois de Paris dit qu'à cette époque la consommation de la bière fut beaucoup plus considérable que celle du vin et qu'elle produisit en droits deux tiers de plus. On trouve la même remarque dans les mémoires fournis par les intendants au duc de Bourgogne vers la fin du règne de Louis XIV, et Legrand d'Aussy affirme que les désastres de la guerre de sept ans amenèrent un résultat semblable. Aujourd'hui la bière est d'un usage commun dans toute la France, principalement dans le nord et surtout en Flandre et en Alsace. L'emploi du houblon, comme ingrédient néce-saire à la confection de la bière, ne remonte pas à une époque reculée; on ne se servait dans le principe que de l'orge et des graines mentionnées par Pline. Cependant, dès le temps de saint Louis, on distinguait plusieurs espèces de bières, et, entre autres, celle qu'on appelait godale des mots good ale (bonne ale, bière anglaise), d'où est venu le verbe godailler qui indique encore aujourd'hui des hahitudes de grossière ivrognerie. Le mélange d'épices pour donner à la cervoise plus de montant, date d'une époque très-ancienne, et jusqu'au xvi siècle, nos pères firent grand cas de ces bières mixtionnées. La bière simple était peu estimée, et de là est venu l'expres-sion proverbiale: C'est de la petite bière, pour indiquer un homme ou une chose qui méritent peu d'attention.

BIGOT. — Ce sobriquet désignait primitivement une personne opiniatrément attachée à son opinion; il a ensuite été appliqué aux dévots qui s'occupent surtout de pratiques extérieures. On a remarqué que c'était spécialement aux Normands que l'on donnait, dans l'origine, le nom de bigots, et on en a cherché l'explication dans un mot attribué à Rollon. Cambden raconte que, lorsque Rollon requt l'investiture du duché de Normandie,

il ne voulut pas baiser le pied du roi en signe de vasselage et que pressé d'accomplir cette cérémonie, il s'écria en allemand: Non par Dieu (bey Gott). Les Français l'appelèrent bigot ou obstiné, nom qui passa à ses sujets.

BIJOUX. — Voy. Habillement et Or-Pévrerie.

BILAN. — Les marchands de Lyon appelaient, au xvi siècle et au commence ment du xvii, bilan des acceptations, un petit livre où ils écrivaient toutes les lettres de change tirées sur eux. Ils marquaient leur acceptation en mettant une croix à côte de la lettre qu'ils avaient enregistrée sur leur bilan. Quand ils voulaient délibérer sur l'acceptation, ils traçaient sur leur livret un V qui signifiait vue. Enfin, s'ils refusaient la traite, ils écrivaient les lettres S. P. qui voulaient dire sous protet. Mais, depuis l'ordonnance de 1667, il ne se fit plus d'acceptation de traite que par écrit. En général, le mot bilan, qui est tiré du latin bilanx, indique une balance établie entre les gains et les pertes, entre l'actif et le passif. On appelle encore bilan la clôture de l'inventaire d'un marchand. Lorsqu'un marchand fait faillite, il doit présenter à ses créanciers un bilan qui contienne l'état exact de son passif et de son actif avant d'obtenir un concordat. De là l'expression de déposer son bilan prise comme synonyme de faire faillite.

BILBOQUET. — Jeu d'enfants qui fut à la mode principalement au xvi° siècle. Le Journal de Henri III par P. de l'Étoile nous montre ce prince portant toujours un bilboquet et ses courtisans se livrant comme lui à ce jeu puéril.

BILL. — La France, après avoir adopté le gouvernement parlementaire, en 1814, emprunta aux Anglais le mot bill qui désigne un projet de loi. On dit encore accorder un bill d'indemnité pour ratifier un acte d'un ministre ou d'un fonctionnaire public qui n'a pas observé scrupuleusement la loi.

BILLET DE LOGEMENT. — Billet que reçoivent les soldats en congé ou en marche pour être logés chez les bourgeois.

BILLET DE L'ÉPARGNE. — Le surintendant des finances délivrait, dans l'ancienne organisation de la France, des mandats ou assignations sur les trésoriers de la caisse centrale appelée épargne. Si le fonds spécial, sur lequel on avait assigné le mandat, était épuisé, et que par conséquent le mandat ne pût être payé, on le convertissait en un billet de l'épargne qui se négociait. Ces billets surannés qui, sux mains des premiers porteurs, n'avaient aucune valeur, étaient souvent achatés à vil prix par des personnages en crédit qui les faisaient réassigner sur un fonds disponible et réalisaient des bénéfices considérables en se les faisant payer intégralement.

BILLETS DE BANQUE. -- Voy. BANQUE. BILLETS DE CONFESSION. -- Voy. JAN-BÉRISME.

BILLETS LOMBARDS. — Depuis l'année 1716, en distribuait des billets lomberds à coux qui prenaient un intérêt dans
l'armement d'un navire. Les billets lombards étaient des bandes de parchemin
coupées en angle aigu, de la largeur d'environ un pouce par le haut et se terminant
en peinte par le bas. Lorsqu'on voulait
s'associer à l'armement d'un navire et
contribuer à la cargaison, ou versait l'argent en échangs d'un billet lombard, dont
on recevait une moitié, l'autre restant
entre les mains de l'armateur. Au retour
du navire, il suffisait de rapprocher les
deux billets pour constater les droits du
porteur et sa part au profit.

BILLETTE. — Enseigne en forme de barillet qu'on mettait aux lieux eù s'acquittait le péage pour annoncer aux voituriers qu'ils ne devaient pas passer sans payer le droit dû au roi ou aux seigneurs. En termes de blason, la billette était un carré long dont on chargeait l'écu. Enfin les billettes étaient des marques de franchise qu'on mettait autrefois sur les terres exemptes d'impôts.

BILLON. — On appelait autresois monnaie de billon, toute monnaie dans laquelle entrait un alliage considérable de cuivre. Ce nom s'appliquait aussi à toutes les monnaies désectueuses qui étaient destinées à être resondues. Maintenant on ne le donne qu'à la monnaie de cuivre;

BILLOS. - Droit qu'on levait sur le vin en Bretagne et qui était perçu, tantôt par le roi, tantôt par les seigneurs.

BINAGE. — Double service que fait un curé ou un vicaire, en remplissant, avec la permission de son évêque, les fonctions ecclésiastiques dans deux paroisses. Le binage, lorsqu'il est régulièrement établi, donne au desservant le droit de toucher un supplément de déux cents francs sur les fonds de l'Etat et de jouir du presbytère de la succursale vacante et de ses dépendances.

BINOCLE. — Télescope inventé par le père Rheita, capucin allemand qui écrivit à cette occasion un traité intitulé Oculus

Enoch et Eliæ. Ce télescope fut perfectionné par le père Chérubin, capucin d'Orléans, qui, en 1678, écrivit sur les avantages du binocle. On renonça à s'en servir au siècle suivant.

BISSEXTILE. — Année composée de trois cent soixante-six jours. Les années bissextiles reviennent de quatre ans en quatre ans. On ajoute alors un jour au mois de février. Voy. Année.

BLANC. — Le blanc était la couleur distinctive de la royauté. On la retrouvait dans les sceaux employés par les rois capétiens et sur leurs étendards.

BLANC. — Ancienne mounaie de billon, dont la valeur était très-variable. On appelait grands blancs ou gros deniers blancs ceux qui valaient dix ou douze deniers tournois et petits-blancs ou demiblancs ceux qui n'en valaient que cinq ou six. On fabriqua des blancs aux XIVe, XVe et XVI siècles.

BLANC (PETIT). — Les petits blancs étaient les planteurs des colonies qui n'avaient que de médiocres exploitations.

BLANC-MANGER. — C'était un des mets les plus estimés dans la cuisine française. Le blanc-manger se faisait au xive siècle, d'après le temoignage du maître-queue Taillevant, avec du lait d'amandes, des blancs de chapons, du sucre, du gingembre et de la mie de pain. On pilait le tout, on le passait au tamis, et on le faisait épaissir au seu, en l'aromatisant d'eau de rose. Il est probable que c'est le mets qu'on appelle coulis de chavon au sucre, dans le roman du Petit Jehan de Saintré. On ajoutait quelquetois à ce mélange des jaunes d'œuss et du safran; mais alors il perdait la couleur blanche et le nom de blanc-manger pour prendre celui de genestine. La réputation du blanc-manger, qui remente au xiii siècle, se soutint jusqu'au commencement du xviiie siècle. « Quand on voulait éprouver un cuisinier, dit Legrand d'Aussy, on lui donnait à faire un blanc-manger.»

BLANCHES (REINES). — Nom donné aux reines veuves, parce qu'elles portaient le deuil en blanc. Voy. Deuil.

BLANCS (les). — On désignait ainsi, pendant les guerres de Vendée, les partisans de la royauté.

BLANCS-MANTEAUX. — Ordre religieux. Voy. Clerge regulier.

BLASON.—On appelle blason la science qui consiste à reconnaître les armoiriss des familles et à les expliquer. D'après le P. Menestrier, qui a traité spécialement

du blason, ce terme vient de l'allemand blasen (sonner du cor), parce que, dans un tournoi, l'écuyer ou le page d'un chevalier sonnait du cor pour appeler le hérant d'armes qui venait reconnaître les armoiries. On n'est pas d'accord sur l'antiquité et l'origine des armoiries. Les guerriers grecs ernaient déjà leurs boucliers de symboles, comme on le voit dans la tragédie des Sept chess devant Thèbes. Pour le moyen age, on pense généralement que la première institution des armoiries remonie aux jeux célébrés au xesiècle, après la défaite des Hongrois. Cependant quelques auteurs, et entre autres du Cange, croient que Cassiodore a fait allusion aux armoiries dès le vi° siècle. Abben, dans la description du siège de Paris par les Normands en 886, parle de boucliers peints (parmas pictas) qu'on a regardés comme des boucliers armoriés. Ce qui est certain, c'est que les armoiries prirent un grand développement à l'époque des croisades et par l'institution des joutes, pas d'armes et tournois; mais on ne peut admettre avec quelques auteurs, que les armoiries datent seulement de ces expéditions. En effet, on en trouve de positivement décrites avant les croisades; telles sont, entre autres, les armes de la famille de Reginbold, prévôt de l'abbaye de Mouri en Suisse, de 1027 à 1055 (voy. Gallia Christ., t. V, p. 1636). On connaît encore les armes de Robert de Flandre, en 1072, et des comtes de Toulouse, en 1088. Mais on ne peut nier que les croisades rendirent l'usage des armoiries beaucoup plus commun. Au milieu de cette multitude de chevaliers couverts de fer, il etait indispensable d'adopter pour se reconnaître quelque signe caractéristique. Les romans de chevalerie, qui datent de l'époque des croisades, sont remplis de descriptions d'armoiries. Le roman de Perceforêt, cité par lac. Sainte-Palaye, au mot Armoiries, dit que les chevaliers couvraient souvent leur écu ou bouclier pour n'être point reconnus; mais que la housse étant déchirée par les coups portés sur l'écu, on découvrait le chevalier et ses armoiries. Le poëte de Philippe Auguste, Guillaume le Breton, decrit les armes de Richard, comte de Poitou, fils de Henri II, roi d'Angleterre: « Je reconnais, dit-il, la gueule des lions, et sur son bouclier s'élève une tour de ser :

... Rictus agnosco leonum ; Illius in clypso stat ibi quasi forrea turris.

Au milieu de la variété des symboles, croix, figures d'animaux et autres emblemes, le blason devint une science com-

pliquée. Il faitut de longues études pour se reconnaître dans l'art héraldique. On employait déjà à une époque fort ancienne, des juges et rois d'armes pour constator les armoiries et prévenir les usurpations de nublesse. Du Cange, dans son Glossaire de la basse latinité, cite le texte d'un ancien titre: Comment le roi d'armes des François fut premièrement crée et la façon de son noble couronnement: le serment qu'il doit faire; ses droits aussi, et tout ce qu'il est tenu de faire. Plus tard, les rois d'armes furent remplacés par des maréchaux d'armes et juges d'armes.

Les armoiries ne devinrent héréditaires qu'au xiii siècle. Elles variaient souvent. en raison de l'acquisition de nouveaux domaines, de nouveaux titres ou de nouvelles charges. Dès l'année 1271, on trouve l'épée de connétable sur un sceau de Robert d'Artois. Les cardinaux chanceliers et présidents des parlements placérent au cimier de leurs armes la barrette et le mortier, insignes de leurs dignités. Les rois de France autorisèrent quelquefois des familles (rançaises ou étrangères à porter des fleurs de lis dans leurs armes. En 1389, Charles VI donna, dit Froissart, à son cousin germain, messire Charles d'Albret, deux quartiers des ar-mes de steurs de lis de France. Les armoiries étaient primitivement réservées à la noblesse. En cas de dégradation, elles étaient traînées à la queue d'un cheval; ensuite on pendait l'écu renversé.

Au xv° siècle, on vit des nobles couvrir leurs chevaux de housses armoriées. Ce qui ne fut pas universellement approuvé, comme l'atteste le passage suivant d'Oliv. de La Marche: « Au pas d'armes du seigneur de Lalaing à Châlons-sur-Saône (en 1450), se présenta Michau de Certaines sur un cheval couvert de ses armes, dont plusieurs gens s'émerveillèrent. Il sembloit à d'autres que les armes d'un noble homme doivent être la noble marque de son ancienne noblesse et que nullement ne se doit mettre en danger d'être trébuchée, renversée, abattue ni foulée si bas qu'à terre, tant que le noble homme le peut détourner ou défendre. En cette manière, l'honneur de ses parents est mis à la merci d'une bête irraisonnable qui peut être portes à terre par une dure atteinte. »

Ce fut seulement vers la même époque que les returiers anoblis commencerent i prendre des armoiries. Il en résulta bientôt du désordre dans les blasons, et Charles VIII créa, en 1498, la charge de maréchal d'armes, pour connaître de toutes les armoiries des nobles de France. Les guerres de religion mirent une grande

confusion dans la noblesse et dans les signes qui la distinguaient, Enfin, ent615, Louis XIII créa la charge de juge général d'armes pour réformer les abus ou usurpations d'armorries et constater les véritables. Prançoia Chevriers de Saint-Manria remplit le premier cette charge. Après sa mort, arrivée en 1641, elle fut exer-cée par les d'Hozier, dont la science héraidique était devenue proverbiale sons

l'ancienne monarchie.

Les armoiries se composent de plusieurs parties essentielles , telles que l'écu , les émaux, les ptêces et les maubles. L'écu est le champ des armotries ; il prend différentes formes ; il est quelquelois conpé par des lignes verticales, diagonales on horizontales : ces divisions produisent les quartiers, dans lesquels on figure les armes réunies de plusieurs families. Les armoiries des cadets sont brusées ou parfies des armes maternelles. Cette brisure s'appelle lambel et est formée d'un filet garni de pendants. Les armes des bâtards sont traversées d'une barre « Messire Bernard, dit Olivier de La Marche, entra en la lice, armé de toutes armes, la cotte d'armes de Foix vêtue, à la barre traversant, comme il appartenoit à bâtard de cette maison, > 2 On entend par smauz les melaux, couleurs on fourrures qui caracterisent le champ de l'écu. Les principaux métaux sont l'or et l'argent; les principales conleurs sont gueules on rouge, amople on vert, agur ou bleu, pourpre ou violet, sable ou noir; les fourrures sout l'hermine et le vair ou petitgris. 3. On appelle pièces, le chef ou haut de l'écu ; la face ou bande horizontale sur écu ; le poi ou bande perpendiculaire aur l'écu ; la crois qui est formée du croisement de la face et du pal; la bande et barre qui sont des bandes diagonales, etc. les pièces de premier ordre sont le chef, la face, le pal, la bande, la barre, la croix, le sautoir, la bordure, la champa-gne, le chevron. Les pièces honorables sont le canton, l'orle, la pile, le giron, le pairle, le trécheur, les hameydes (voy. pour quelques-uns de ces mots le Diction-Daire des termes de blason à la suite de cet article). 4º Les meubles se composent des agures heraldiques qui sont représentées dans les armoiries, telles que lions, croix, tours, tétes de maures, etc.; elles renferment ordinalrement une allusion au caractère de la famille, à ses domaines on à quelque action illustre. On plaçait quelquefois dans l'écu des pièces d'or ou d'argent de forme circulaire, qu'un appelait besants et qui étaient probablement un souvenir des croixades. On comprend terre : Dieu et mon droit. Les devises encore sons le nom de maubles les or-

personts extérieurs, commo les timbres. les lambrequine, les eupporte, les deviste. On appelle timbres les casques, cimiers, couronnes, que l'on trouve en usage des le xue siècle. Les lambrequins sont des bandes d'étodes ou rubans qui s'enroulent autour des timbres. Les veuves methient & leurs armorries une cordoliere, qui fut adoptee par Louise de La Tour, vers 1460. Ses armes portaient une corde à nœuds déliés, avec ces mots : J'ai le corps délie ; d'où est venu le mot de cordelière. Depuis Anne de Bretagne , qui adopta la cordellère, les reines de France la mirent autour de leurs armes et écussons. Les supports sont des figures d'hommes ou d'animeux places des deux côtés de l'écusson et qui en soutiennent le timbre. Quand il n'y a qu'une figure pour soutenir l'écu on l'appelle senant; tel est un chevalier appayé sur ses armoiries Les anciennes armes de France avaient deux anges pour aupports. Voy. Egure A.

(Fig. A).

Les devises et le cri de guerre se placent ordinairement au-dessous de l'écu on su-deseus du timbre. Les devises sont postérieures sux armorries ; elles ne commencèrent à être en vogue qu'aux xive et xve siècles. En 1340, Edouard Ill mit an has de son écu la devise d'Angleavaient presque toujours un sens allégorigno. Dans les querelles sanglantes des maisons d'Orléans et de Bourgogne, le duc d'Orleans avait dans ses armes un hâten noueux; Jean sans Peur, duc de Bourgogne, mit dans les siennes un rubot. Sa devise était . Ich houd, je le tiens ; celle du duc d'Orleans : Je l'envie. Après le meurire du duc d'Orléans , sa veive , Valentine de Milan , se reffra à Blois et adopta pour devise oss mots : Plus me m'est rim; rien ne m'est plus. Les cris

de guerre sont probablement plus anciens que les devises. Les Normands avaient pour cri de guerre dès le xi° siècle : Diss asde, et, au xue siècle, les Français adoptèrent : Montpose , Saint-Denie La plu-part des familles nobles avaient jour cri de guerre, que répétaient leurs compagnons d'armes.

On pout prendre comme spécimen d'un blason compliqué l'armorial de l'église de Lyon, que nous reproduisons (fig. B)

(Mg. B.)

d'après la méthode raisonnée du blacon par le père Monestrier. Les trente-deux quartiers représentent les armoirles des trente-deux chanomes nobles de Lyon, Le premier quartier est de gueules ou rouge au sautoir engrélé d'argent. La couleur de gueules ou rouge se marque en gravure par des traits perpendiculaires :

points et sans hachures; le seutoir est une pièce honorable composée de la bande et de la barre. Le second quartier est d'argent à l'ecu de gueules surmonte de trois merlettes; les merlettes sont des oisenux sans bec ni pattes. Le troisième porte d'or à trois chevrons d'asur; l'or l'argent, en laissant le lond tout uni sans l'azur par des hachures horizontales. Lo

natrième est écartelé, au premier et quatrième, de gueules à la tour crénelée d'argent ; au deuxième et troisième, d'azur à trois maillets d'argent. Le cinquième est de gueules semé de fleurs de lis d'or, à la bande d'argent brochant sur le tout. Le sixième a déjà été décrit. Le septième est d'or à l'aigle de gueules; le huitième, d'azur à deux clefs d'argent adossées et entretenues; on dit, en termes de bleson, que deux ciefs sont adossées quand leurs pannetons sont tournés en dehors, l'un d'un côté, l'autre de l'autre; entretenu se dit des cless ou autres objets liés ensemble. Le neuvième est écartelé, au premier et au quatrième, d'argent à deux faces de sable ou noir (le sable se marque en gravure par des traits croisés); au deuxième et troisième d'or avec trois canettes ou pe-

tites canes, etc.

Comme il nous est impossible de donner ici un traité complet du blason, nous renverrons ceux qui veulent étudier cette science aux ouvrages du père Menestrier qui sont classiques sur cette matière. Cependant, le blason ayant son vocabulaire spécial, il est nécessaire d'ajouter quelques mots qui se rencontrent fréquemment dans la description des armoiries. On appelle abime le centre ou le milieu de l'écu, en sorte que la pièce qu'on met en abîme ne touche et ne charge aucune autre pièce. Ainsi l'écu du second quartier de la fig. B est en ablme; en général un petit écu place au milieu d'un plus grand est dit être en abime. Adextré s'applique aux pièces qui en ont quelque autre à leur droite; un pal qui n'aurait qu'un lion sur le flanc droit serait adeatré de ce tion. Affronté se dit de deux choses opposées de front, comme deux lions ou deux autres animaux. Aiglettes; ce terme s'emploie quand il y a plusieurs aigles dans un écu. Ajouré se dit des jours d'une tour ou d'une maison quand ils sont d'une autre couleur. Alexées, pièces qui ne touchent ni les bords ni les flancs de l'éca. Altrions, aiglette sans hec ni pattes. Anché, cimeterre recourbé. Appaumé, main ouverte, dont on voit la paume. Appointé, chevrons, épées, flèches ou autres pièces qui se tiennent par la pointe. Ba-delaire, épée large et recourbée. Bande, pièce qui coupe l'écu en diagonale de droite à gauche. Barre, pièce qui coupe féca dans le sens opposé. Bars, poissons adessés, courbés et posés en pal. Bastilles, pièces qui ont des créneaux renversés qui regardent la pointe de l'écu. Besantstourteaux, figures rondes comme les besants et mi-parties de métal et de couleur. Bisse, serpent. Bordure, filet qui suit le bord de l'écu. Brochant se dit des pièces

qui passent sur d'autres. Cantos, partie carrée de l'écu séparée des autres; on appelle cantonnés une pièce placée dans une de ces parties de l'écu. Champagne, pièce qui occupe le bas de l'écu. Chapeau, ornement que les cardinaux, archevêques et évêques placent comme timbres audesgus de leurs armoiries; il est rouge pour les cardinaux, vert pour les arche-vêques et évêques; noir pour les abbés et autres ecclétissiques. Chaperonné, faucon ou épervier qui a la tête couverté d'un morceau de cuir appelé chaperon en terme de fauconnerie. Chef, partie supérieure de l'écu; quand le chef est contigu avec d'autres pièces honorables du même émail sans aucun filet pour les separer, on le nomme chef-pal, chefbande, chef-barre, chef-chevron, selon les pièces avec lesquelles il se trouve joint. Chevron, pièce de l'écu composée de deux bandes assemblées en haut et s'ouvrant en bas en forme de compas. Cramponné; ce mot s'emploie en parlant des croix et autres pièces qui ont à leurs extrémités une demi-potence. Croisettes, petites croix qui accompagnent d'autres pièces de l'écu. Danche, pièces qui se terminent en pointes aigués comme des dents. Dectrochère, bras droit peint dans un écu, tantôt nu, tantôt habilié. Diapré, figure de fantaisie, comme un compartiment de fleurs, tracée soit sur le champ de l'écu, soit sur une des pièces honorables. Diffamé, lion ou léopard sans queue. Donjonné, tours et châteaux avec tourelles. Dragonne, lion ou autre animal qui se termine en queue de dragon. Écartelé, écu divisé en quatre par-ties. Échiqueté, pièces de l'écu composées de carrés semblables à ceux des échecs. Ecoté, troncs et branches de hois dont les menues branches ont été coupées. Engoulé, bandes, croix, sautoirs et autres pièces dont les extrémités entrent dans des gueules de lions, léopards ou dragons. Engrélé, bordures, croix, sautoirs qui sont garnis de petites dents fort menues, dont les côtés s'arrondissent un peu. Entretenu, pièces qui sont liées en-semble par des anneaux. Éployé, aigle à deux têtes dont les ailes sont étendues. Equipollé se dit de neuf carrés qui sont disposés de manière à présenter alternativement cinq carrés d'un émail et quatre autres d'un émail différent. Esserant, oiscau qui n'ouvre les ailes qu'à demi. Essoré, toits d'émanx différents. Failli, chevron rompu. Figuré, soleil sur lequel on exprime l'image du visage hu main. Flambant, pal ondé et aiguisé en forme de flamme. Flanqué, agure qui en a d'autres à ses côtés. Fleuré, bandes,

BLA

berdures, etc., dent les herds se terminent en fieurs et en trèfles. Florence, croix dent les extrémités se terminent en figurs de lis. Fretté, écu et pièces principales couverts de bâtons croisés en sautoir qui laissent des espaces vides et éganx en forme de lesanges. Fusié, arbre dont le tronc présente différentes couleurs. Gai, cheval sans barnais. Giron, pièce triangulaire dont le sommet vient aboutir au centre de l'écu. Gironné, écu divisé en six, huit ou dix parties trian-guizires, dont les pointes s'unissent au centre de l'écu. Grilletté, oiseau de proie qui a des sonnettes aux pattes. Gringole, croix, sautoirs, fers de moulin et autres pièces qui se terminent en têtes de serpents. Guivré ou vieré, faces, bandes, etc., à replis carrés. Hameydes, pièces honorables de l'écu représentant trois chantiers de cave sur lesquels on place des tonneaux appelés hames en flamand. Hérissonné, chat ramassé et accroupi. Issomt, lions, aigles et autres animaux dont il ne paraît que la tête avec une petite partie du corps. Lampassé, se dit de la langue des lions et autres animaux ; Léopordé, d'un lion passant ou paraissant marcher; Lionné, d'un lion ou léopard rampant; Lorré, des nageoires des poissons; Mantelé, des lions et animaux couverts d'un mantelet; Mariné, des animaux terminés en queue de poisson; Maçonné, d'un écu portant des tours, pans de mur, châteaux et autres bâtiments; Miraillé, des ailes de papillons. Montant, écrevisses, croissants et autres pièces dressées vers le chef de l'écu. Morné, animal sans dents, bec, langue, griffes ni queue. Mouvant, pièces attenant au chef, aux angles, aux flancs ou à la pointe de l'écu, dont elles semblent sortir. Naissant, animal qui ne montre que la tête sortant de l'extrémité du ches ou de la partie supérieure de la face. Nébulé, pièces en sorme de nuées. Noué, queue du lion quand elle a des nœuds en forme de houppes. Nourri, pied des plantes qui ne montrent point de racincs. Ondé, face, pal, chevron et autres pièces imitant les fluctuations des ondes. Or le, filets tracés vers le bord de l'écu, espèce de ceinture qui suit les bords sans les toucher. Paillé, même sens que Diapré. Pairle, pièce en forme de Y. Palissés, pièces à pal et faces aiguisés, enclavées les unes dans les autres. Pallé, écu avec pal. Papillonné, pièce à écailles. Parti, écu divisé de haut en bas en deux parties égales; se dit du ches des sigles à deux têtes. Pamé, dauphin sans langue, la bouche ouverte. Passant, animal qui semble marcher. Patté, croix dont les extrémités s'élargissemi en forme de patte étendue.

Peaulré, queue des poissons. Péri, pièce en bande, en barse, en croix, en sauteir. Pignonné, pièce en forme d'escalier et de pyramide. Pile, pal aiguisé qui se termine en pointe vers le bas de l'écu. Plaine, même sens que Champagne. Plié, oiseau qui n'étend pas les ailes. Plumeté, pièce mouchetée, comme les hermines. Potencé, pièces terminées en T. Raccourci, même sens qu'Aleze. Rampant, lion droit. Recroisetté, croix dont les branches sont d'autres croix. Refrait, bandes, faces, etc., qui de l'un des côtés ne touchent pas les bords de l'écu. Rompu, chevrons dont la pointe supérieure est coupee. Rouant, paon qui deploie sa queue. Sautoir, pièce honorable de l'écu en forme de croix de Saint-André. Sénestré. pièce qui en a une autre à sa gauche. Sommé, pièce qui en a une autre au-dessus d'elle. Soutenu, pièce qui en a une autre au-dessous d'elle. Taillé, écu divisé diagonalement de gauche à droite en deux parties égales. Tierce, écu divisé en trois parties. Tranché, écu divisé diagonalement. Trécheur ou Trescheur, espèce de tresse ou d'orie qui n'a que la moitié de la largeur de l'orle ordinaire. Trois deux un, se dit de six pièces disposées trois en chef, deux au milieu et une à la pointe de l'écu. Vairé, écu et pièces ornés de vair ou fourrure. Vergette, écu chargé de X depuis dix et au delà. Vétu, espace que laisse un grand losange qui touche les quatre flancs de l'écu. Vidé, croix et autres pièces ouvertes à travers lesquelles on voit le champ de l'écu.

Les armoiries des villes étaient souvent empruntées à la corporation qui y dominait; ainsi, les armes de Paris étaient celles de la corporation des nautes parisiens ou bateliers de la Seine qui existait déjà à l'époque de l'empire romain.

Les returiers eurent aussi leurs armes parlantes; elles étaient tirées le plus souvent des instruments de leur métier. Il reste un grand nombre d'actes souscrits d'un marteau, d'un fer à cheval, d'une roue, d'une clef, etc. Les devises des roturiers étaient quelquesois une sentence morale ou une allusion à leur état. Elles servaient aussi d'enseigne, à une époque où les maisons n'étaient pas distinguées par des numéros. Certaines rues tiraient leur nom d'une de ces devises ou enseignes; ainsi il y avait, à Paris, la rue de la Truie qui file, etc. L'usage de ces devises et enseignes roturières s'est perpétué jusqu'à nos jours.

Le mot blason servait encore, au moyen age, à désigner de petits poëmes satiriques. De la est venu le terme de blasonner pour critiquer. — Voy. Origine des

Armoiries, par Le Laboureur et, surtout Méthode raisonnée du blason, par le père Ménestrier. Cet auteur a laissé un grand nombre de traités sur la même matière.

BLASPHEMATEURS. — Les anciennes lois punissaient rigoureusement les blasphémateurs; saint Louis leur faisait percer la langue d'un fer brûlant. Une ordonnance de Louis XIV (1677) renouvela cette cruelle prescription (Lettres historiques de Pellisson, t. III, p. 224).

BLEUS. — On appelait ainsi, pendant les guerres de la Vendée, les partisans de la révolution.

BLOIS (ord. de). - Voy. ORDONNANCES.

BOHÈMES. - On désigne, sous ce nom, un peuple nomade qui, par sa langue, sa religion, le type même de sa physionomie. se distingue de toutes les nations européennes. Les Bohèmes ou Bohémiens sont arrivés en Europe, d'après l'opinion ordinaire, au commencement du xve siècle; c'était une tribu de l'Indoustan qui fuyait devant l'invasion de Timour-Lenk ou Tamerian, chef des Mongol. Ils pénétrèrent en France, vers 1427, et, comme ils venaient de la Bohême, on les désigna sous le nom de Bohèmes ou Bohémiens; quelquefois aussi on les appelait Ryptiens. Ils se nommaient eux mêmes Zigeuner. Les divers pays où ils pénétrèrent les désignèrent par des noms particuliers; on les appelle encore aujourd'hui Gitanos en Espagne, Zingari en Italie, Gipsies en Angleterre. Nomades au milieu d'une société sédentaire, vivant de vols ou d'escroquerie, abusant de la crédulité populaire, les Zigeuner sont encore maintenant en dehors de toutes les lois des nations au milieu desquelles ils habitent. Le gouvernement français les a proscrits plusieurs fois, spécialement en 1561 et 1612. Cependant ils se sont toujours maintenus en France, et même de nos jours on trouve de ces bandes nomades, surtout en Alsace, en Lorraine, en Provence et en Languedoc. Le teint basané, les cheveux noirs et crépus, l'œil noir et vif, sont des traits distinctifs des Zigeuner. On évalue à environ sept cent mille les individus de cette race répandus en Europe. Le plus grand nombre habitent la Hongrie, la Moldavie, la Valachie, la Turquie, la Bessarabie et la Crimée. Voy. GRELLMANN, Histoire des Bohémiens, ouvrage traduit en français.

BOEUF GRAS. — Voy. Fêtes. BOHOURT. — Voy. Béhourd.

BOISSON. -- Voy. NOURRITURE.

BOITE FUMIGATOIRE. — Ce fut peu de temps avant la révolution que l'admi-

nistration fit placer des bottes fumigatoires dans les postes établis le long des
rivières, pour rappeler les noyés à la vie.
Avant cette époque, on les suspendait
par les pieds, afin de leur faire rendre
l'eau qui les avait asphyxiés, et on contribuait par cette imprudence à hâter leur
mort.

BOITE A PERRETTE. — Caisse du parti janséniste employée à solder des journalistes et des émissaires. Voy. JANSÉNISTES.

BOMBARDE. — Espèce de canon. Voy. Armes.

BOMBARDIERS. — Le régiment des bombardiers fut créé par Louis XIV; il se composa d'ahord de deux compagnies. En 1684, le roi y ajouta treize compagnies. En 1710, il organisa un second bataillon composé du même nombre de compagnies. Ces compagnies étaient chacune de quarante hommes. Le régiment des bombardiers n'etait employé que pour le service des mortiers et obusiers. Le roi en était colonel. Les officiers recevaient leurs commissions du grand maître de l'artillerie, lieutenant-colonel du régiment. Dans la première compagnie du premier bataillon, il y avait un capitaine, deux lieutenants, un enseigne, etc., et sous ces officiers des cadets bombardiers, des ouvriers, des fusiliers. Dans la seconde, un lieutenant, un sous-lieutenant, etc., des bombardiers, des fusiliers. L'enseigne était tranchée de bleu et de rouge, la croix blanche au milieu chargée de fleurs de lis d'or. Voy. l'Hist. de la milice franç., par le père Daniel.

BOMBE. — On attribue l'invention des bombes à un habitant de Venloo (Belgique) qui en fit usage dès 1580. « Les habitants de Venloo, dit Strada (guerre des Pays-Bas, deuxième décade, livre X) voulurent donner au duc de Clèves le spectacle de cette invention. Elle ne fit que trop d'effet; car la bombe étant tombée sur une maison, enfonça le toit et les planchers, et mit le feu à la maison. L'incendie se communiqua aux maisons voisines, et brûla les deux tiers de la ville. » La même année, Ernest de Mansfeld s'en servit dans la province de Gueldre. L'usage des bombes ne fut introduit en France qu'en 1634.

BONNET. — Le bonnet était le signe de la maitrise et du doctorat dans les universités, « Tellement, dit Pasquier (Recherches, IV, 9), que quand on dit : il a pris le bonnet, c'est autant comme si l'on disait il est passé maître. Chose que nous avons empruntee des Romains, lesquels, entre autres manières d'affranchir leurs esclaves, en avaient une particulière qui

était de leur donner le bonnet. Ainsi l'apprenons-nous de Sénèque au sixième livre de ses épitres, où parlant de plusieurs bons et recommandables services que les maîtres avaient reçus de leurs esclaves, après avoir haut loué leur fidélité: Dicet aliquis, ajoute-t-il, me vocare ad pileum servos (on dira peut être que j'appelle les. esclaves au bonnet, c'est-à-dire à l'affranchissement). Or l'écolier, à qui l'on bailloit le bonnet aux grandes ecoles, avoit acquis toute liberté et n'étoit plus sujet à la verge des multres, qui étoit une espèce de servitude, par laquelle on dépendoit en tout et par tout de leur volonté. »

BONNET ROUGE. — Le bonnet rouge devint à l'époque de la révolution un signe distinctif des révolutionnaires exaltés.

BONNET VERT. — Signe du débiteur insolvable, et plus tard du galérien condamné à perpétuité. — Voy. Dettes et PEINES.

BONNETIER. — Voy. Corporation.

BONNIER. — Mesure agraire d'environ cent vingt-huit ares.

BONS DU TRÉSOR. — Voy. Finances.

BORDAGE. — Droit seigneurial sur une loge on maison appelée horde, qui ne pouvait être ni donnée, ni vendue, ni engagée par les bordiers ou débiteurs de ce droit.

BORDELAGE. - Droit que dans certaines provinces, et spécialement en Nivernais, les seigneurs percevaient sur le revenu des fermes et des métairies. Il consistait en argent, grains et volailles, ou en deux de ces redevances. On appelait bordeliers les domaines chargés de cette redevance.

BORDELIERS. — Voy. Bordelage.

BORNES. — Les bornes des asiles (voy. ASILE (droit d'.. étaient souvent marquées par des croix. Des poteaux aux armes du seigneur indiquatent les bornes d'une juridiction feodale.

BOTAGE. - Droit séodal qui se percevait sur le vin, et qu'on appelait aussi BOUTEILLAGE.

BOTTES, BOTTINES. - Voy. HABILLE-MENT.

BOUCANIERS. — On désigna sous ce nom les premiers aventuriers français qui s'établirent à Saint-Domingue. Voy. COLONIES.

BOUCHE (la). — On appelait la bouchs du roi, ou simplement la bouche, tous les officiers de la maison du roi attachés au service de la table, tels que le sénéchal,

les maîtres d'hôtel, les gentilshommes servants, les écuyers tranchants, les argentiers, etc. Voy. Maison Du Roi.

BOUCHE (la) ET LES MAINS. — Cette formule séodale devoir la bouche et les mains, signislait deroir l'hommage et le serment de fidélité que le vassal prétait à son seigneur. La bouche indiquait le baiser (voy. Baiser de paix), et les mains le serment de fidélité que l'on prêtait en mettant ses mains dans celles de son seigneur.

BOUCHE (officiers de). - Voy. MAISON DU ROI et TABLE.

BOUCHERIE. — Voy. BOUCHER.

BOUCHERS. — La corporation des bouchers date d'une époque si reculée qu'il est impossible d'en marquer l'origine; elle remontait probablement jusqu'aux corporations romaines. Malgré son utilité, elle avait un caractère particulier et presque infamant. Les ordonnances et coutumes interdisent le métier de boucher aux notaires (Ord. R. de F., I, 417), aux clercs (Grand Coutumier, livre IV), et même aux bourgeois de certaines villes. « Les bourgeois, dit la contume de Bruxelles Nouveau Coutumier général, t. les p. 1251), peuvent exercer tous métiers et marchandises dans la ville, s'ils sont capables d'y être admis, excepté le métier de boucher, auquel ne peuvent être admis

que ceux qui sont du sang.»

Nous n'avons pas les statuts primitifs des bouchers de Paris. Ils ne firent pas inscrire leurs règlements parmi ceux des autres métiers, lorsque le prévôt Etienne Boileau les recueillit et les publia sous saint Louis (voy. Corporation). Sans doute les bouchers aimèrent mieux s'en fier à la tradition et à la crainte qu'inspirait leur redoutable corporation. Ils élisaient entre eux un chef, sous le titre de mattre boucher. Ce ches ne pouvait être destitué qu'en cas de prévarication. Il exerçait un droit de juridiction sur tous les autres bouchers et jugeait des différends relatifs à leur profession. La corporation lui adjoignait un procureur et un syndic. Les appels de ce tribunal étaient portés devant le prévôt de Paris. Cette corporation avait conservé quelques unes des anciennes coutumes des ghildes ou fraternités. D'après une ordonnance de Charles VI, de l'année 1381, tout boucher qui se saisait recevoir maître à Paris était obligé de donner un aboivrement et un past, c'est à-dire un déjeuner et un festin. Pour l'aboivrement, le récipiendaire devait présenter au ches de la corporation un cierge d'une livre et demie, et un gâteau pétri aux œufs; il offrait à la femme du syndic quatre pièces à prendre dans chaque plat; au prévôt de Paris, un setier de vin, et quatre gateaux; au voyer de Paris, au prévôt du For-l'&vêque, aux cellerier et concierge du parlement, demi-setier de vin pour chacun et deux gateaux. Pour le past, il devait au ches de la communauté un cierge d'une livre, une bongie roulée, deux pains, un demi-chapon et trente livres et demie de viande; à la femme du chef, douze pains, deux setiers de vin, et quatre pièces à prendre dans chaque plat; au prévôt, un setier de vin, quaire gateaux, un chapon, et soixante et une livres de viande, tant en porc qu'en bœuf; enfin au voyer de Paris, au prévôt du For-l'Évêque, au cellerier du parlement, demi-chapon pour chacun, deux gateaux, et trente livres et demie plus demi quarteron de bœuf et de porc. Les personnes qui avaient droit à ces distributions étaient obligées, quand elles les envoyaient prendre, de payer un on deux deniers au ménétrier qui jouait des instruments dans la salle.

La corporation des bouchers de Paris intervint plusieurs fois dans les affaires publiques, principalement, en 1413, à l'époque de la guerre des armagnacs et des bourguignons. Les bouchers, alliés du duc de Bourgogne Jean sans Peur, exercèrent quelque temps une odieuse tyrannie dans Paris. Leurs che's, à cette époque, étaient les Saint-Yon et les Thibert, déjà importants sous Charles V (1376) et dont les descendants étaient encore maîtres bouchers de la grande boucherie au dernier siècle. La grande boucherie, qui avait ses étaux près de Saint-Jacques-de-la Boucherie et du Chatelet, était en lutte avec les boucheries du Parvis, du Temple et de Saint-Germain. Ces dernières n'étaient primitivement que des boucheries foraines qui, par l'extension de la cité, avaient été comprises dans son enceinte. Enfin des lettres patentes de sévrier 1587 réunirent en une seule corporation les diverses boucheries de Paris et leur imposèrent des statuts qui furent en vigueur jusqu'en 1789. A l'époque de la suppression des corporations, le commerce de la boucherie ne put jouir d'une liberté absolue qui ent été dangereuse pour la salubrité pu-Mique. Il sut soumis aux règlements de police (loi du 2 mars 1791, art. 7). Les maires furent chargés de la surveillance des boucheries; ils durent s'assurer du prix et de la qualité des viandes, et prendre toutes les mesures nécessaires pour 12 salubrité publique. Ces règiements subsistent encore aujourd'hui et ont produit d'heureux régultats.

Les abattoirs ou tueries, jadis situes dans l'intérieur des villes, en ont été éloignés. Dès le xyie siècle, on s'était occupé de cette question. En 1567 et 1577 des règlements de police avaient ordonné que ces établissements insalubres fussent établis hors des villes et à proximité de l'eau courante. Les abattoirs devaient, en tous cas, être clos de murs, le sang et les immondices jetés dans la rivière pendant la nuit. Mais ces ordonnances furent mai executées, et jusqu'à nos jours on a vu les abatioirs et les immondices, qui sont un véritable foyer d'infection, maintenus au milieu des villes. Les règlements modernes, et entre autres, l'ordonnance du 25 mars 1830, ont délivré Paris et les

principales villes de ce danger.

Les ordonnances ont en même temps désigné les marchés auxquels peut s'approvisionner la boucherie de Paris; ce sont, hors de Paris, les boucheries de Sceaux et de Poissy (ord. du 18 oct. 1829). Depuis plusieurs siècles, Poissy était un des principaux marchés de bestiaux, et les bouchers de Paris étaient dans l'usage d'aller s'y approvisionner. Des intermédiaires s'établirent dès le xive siècle entre les bouchers de Paris et les marchands torains. Un règlement du prévôt de Paris Hugues Aubriot, rendu le 22 novembre 1375, détermina les attributions de ces vendeurs de bétail et les soumit à un cautionnement. En 1605, cette institution de jurés vendeurs fut étendue à toute la France. Ils étaient responsables du prix des ventes et tenus de faire l'avance aux marchands, à raison d'un salaire qu'ils prélevaient sur chaque vente. Leur nombre varia pendant le xvii siècle. On tenta de les supprimer en 1655; mais il s'établit aussitôt des banquiers, qu'on appela grimbelins, qui avançaient aux bouchers le prix des bestiaux, mais ne leur accordaient que peu de jours de terme et prélevaient ensuite des intérêts usuraires pour chaque jour de retard. Plusieurs bouchers turent ruinés, et une ordonnance de police (18 janvier 1684) supprima ces banquiers. Mais, comme les bouchers ne pouvaient se passer d'intermédiaires, il fallut rétablir les jurés vendeurs (1690). On les rempiaça en 1707 par les trésoriers de la bourse de Sceauce et de Poissy, qui, moyennant un droit sur les ventes, payaient immédiatement les marchands forains. Telle fut l'origine de la caisse de Poissy, qui subsiste encore aujourd'hui. Supprimée en 1714, rétablie en 1733, plusieurs fois modifiée, supprimée de nouveau en 1791, elle a été rétablie en 1802 par le gouvernement consulaire. Elle se compose 1° du cautionnement des bouchers; 2º des semmes versées par la caisse municipale, d'après un crédit général ouvert par le préset de la Seine jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour payer les marchands forains. L'administration de cette caisse appartient au préset de la Seine.

BOUCHON. — On mettait autrefois un bouchon pour servir d'enseigne à un cabaret. De là le nom de bouchon employé comme synonyme de cabaret.

BOUCLE. - Voy. FERMAIL et HABILLE-

BOUCLIER. - Voy. Armes, Fig. F.

BOUFFONS. -- Voy. Theatres foraims.

BOUGIE. - Voy. ECLAIRAGE, P. 316.

BOUHOURT. - Voy. BEHOURD.

BOULANGERS. — Le nom de boulangurs vient, selon du Cange, de ce que le pain qu'ils faissient avait, dans l'origine, la forme d'une boule ou d'une touris. C'est un mage qui s'est conservé dans les campagnes. On les appelait anssi talmeliers, parce qu'ils se servaient d'un tamis pour séparer la farine du son. De la le nom de tamisiers, talmisiers, et, par corruption, talemeliers, talmeliers. Les boulangers formaient une corporation importante, dont l'organisation remonte à Philippe Auguste, et qui l'ut réglementée par Étienne Boileau, prevôt de Paris sous saint Louis. Ils payaient au roi un droit appele hautban, et avaient pour chef le grand panetier, qui était un des grands officiers de la couronne. C'était entre ses mains que les nouveaux maîtres prétaient serment. L'aspirant, accompagne des anciens maitres et jurés, comparaissuit devant le grand panetier ou ses lieutenants; il leur présentait un pot de terre neuf, rempli de noix et de nicules, espèce d'oublies ou patisseries légères. On brisait ce pot contre la muraille, et chacun des assistants payait an denier au lientenant du grand panetier, qui était tenu de leur fournir du lea et du vin que l'on buvait immédiatement. La troisième année de sa réception , le mouveau maître devait se présenter de nouveau devant le grand panetier, le premier dimanche après les Rois, et lui offrir un pot neuf rempli de pois sucrés (dragées), avec un romarin, aux branches duquel étaient suspendues diverses sucreries, des oranges et les fruits que comportait la saison. Cette offrande fut ensuite changée en une rétribution d'un louis d'or. En 1711, les privilèges de la juridiction du grand panetier surent supprimés, et l'inspection sur le corps des boulangers confiée au prévôt de Paris et au lieutenant général de police. Peur être reçu maître boulan-

ger, il fallait cinq ans d'apprentissage, et quatre ans de compagnonnage, à moins qu'on ne sùt fils de maître.

Outre les boulangers et talemeliers de Paris, il y avait des marchands forains qui, le samedi, avaient droit de vendre leur pain aux halles de Paris. Les marchands de Gonesse, dont le pain était plus estimé, avaient une halle particulière. Les marchands forains avaient encore le privilège de vendre le dimanche au parvis de Notre-Dame le pain qui leur restait de la veille. En compensation de ce droit, ils payaient un impôt ou tonlieu aux religieuses de Long-Champ, depuis le jour de Saint-André jusqu'à la sête de Saint-Denis, et, pendant le reste de l'année, aux religieux de l'abbaye de Saint-Denis. Il y cut pendant longtemps des fours banaux où une partie de la population était tenue de porter sa farine. On en trouve jusqu'an xv. siècle. Les habitants, pour se dispenser de la banalité, surent obligés de payer un impôt aux monastères et autres établissements qui jouissaient de ce droit. La suppression des corporations n'a pas aftranchi la boulangerie de la surveillance des autorités locales. Ce commerce a été soumis à l'inspection des municipalités, qui doivent s'assurer, d'après les termes mêmes de la loi, de la fidélité du débit des denrées qui se vendent au poids, et de la salubrité des comestibles exposes en vente publique. (Lois des 16 et 24 août 1790, et des 19 et 22 juillet 1791).

BOULE. — Voy. JEU.

BOULE (meubles de). — Voy. MEUBLES.

BOULET, BOULETS RAMÉS, BOULETS ROUGES. — Voy. Armss.

BOULEVARDS. - Voy. Fortifications et VILLES.

BOUQUET. — Il est souvent question, dans les redevances féodales, de bouquets de roses offerts aux seigneurs à des époques déterminées. Dans les festins, on faisait passer de main en main un bouquet ou une branche de feuillage pour ergager chaque convive à chanter une chanson.

BOURDON. — Bâton de pèlerin. Voy. Pelenin.

BOURGAGE (franc). - Voy. Bourgages.

BOURGAGES. — On appelait bourgages les manoirs, masures et héritages qui n'étxient soumis à aucune redevance, censive ou droit féodal, et ne devaient que les rentes imposées aux bourgs. On indiquait quelquefois ce genre de tenures par l'expression de franc-bourgage.

BOURGEOIS. -- Voy. Commune et Tiers État.

BOURGEOISIE. - Voy. COMMUNE.

BOURGOGNE (hôtel de). — Voy. THEATER.

BOURGUIGNONETTE. — Coiffure des femmes au xv° siècle. Voy. HABILLEMENT.

BOURGUIGNONS. — La loi des Bourguignons ou loi Gombette fut en vigueur dans une partie de la France aux v° et vi° siècles (voy. Lois des Barbares). On désigna sous le nom de bourguignons les partisans de Jean sans Peur, qui dominèrent pendant quelque temps à Paris, en 1413.

BOURGUIGNOTE. — Espèce de casque. Voy. Armes.

BOURLETTE. — Masse d'armes garnie de pointes de fer. Voy. Armes.

BOURREAU. — Le bourreau est aussi appelé exécuteur de la haute justice et des hautes œuvres. Cet office était réputé infame, et dans certaines contrées le bourreau portait une casaque qui representait une potence par devant, et une échelle par derrière. À Paris, le bourreau ne pouvait pas demeurer dans l'intérieur de la ville, à moins que ce ne fût dans la maison du pilori, qui lui était donnée par ses lettres de provision. Un arrêt du parlement, en date du 31 août 1709, l'avait ainsi jugé. Le bourreau avait obtenu le droit de bâtir autour de cette place du pilori, où se tenait la halle au poisson, des échoppes qu'il louait à des marchands. Ses émoluments se composaient d'un certain nombre de redevances, parmi lesquelles on remarque le droit de havage, qui consistait à prendre de toutes les céréales exposées en vente, autant que la main pouvait en contenir. Il prélevait à Paris des droits sur les fruits, la marée, le poisson d'eau douce, les gâteaux de la veille de l'Epiphanie, sur les marchands forains pendant deux mois, les lépreux, le passage du Petit-Pont, les balais, le foin, etc. Il venait lui-même à la halle, avec ses valets, percevoir l'impôt sur les légumes verts exposés sur le marché. A mesure qu'on payait ce droit, les valets du bourreau marquaient le dos du payeur avec de la craie. Cette taxe ne fut supprimée qu'en 1775.

Quand le bourreau faisait une exécution sur le territoire de quelque monastère, on lui donnait, entre autres rétributions, une tête de cochon. L'abbaye de Saint-Germain lui payait annuellement cette redevance. Il venait, le jour de Saint-Vincent, assister à la procession de l'abbaye; il y marchait le premier, et, après la cérémonie, il recevait la tête de cochon. L'abbaye de Saint-Martin lui payait annuellement cinq pains et cinq bouteilles de vin pour les exécutions faites aur les terres des religieux. Le bourreau fut spécialement chargé de saisir les pourceaux qu'on laissait errer dans les rues de l'aris, à moins qu'ils n'appartinssent aux moines de l'ordre de Saint-Antoine. Il les conduisait à l'Hôtel-Dieu, et avait droit d'en exiger la tête, ou de prendre cinq sous en argent. Le Grand Coutumier de France indique encore d'autres redevances attribuées au bourreau. « Quand un homme est justicié, dit ce recueil, le bourreau a tout ce qui est audessus de la ceinture. » Ces redevances maintenues jusqu'à la fin du xviii siècle, ont été remplacées par un traitement fixe que le gouvernement assigne à l'executeur des hautes œuvres. De Thou (livre XLI) dit qu'il était d'usage que le bourreau demandat pardon aux criminels qu'il exécutait. On voit, en effet, le bourreau qui décapita Marie Stuart s'agenouiller devant elle et lui demander pardon avant de lui trancher la tête. A cette époque, le bourreau était quelquefois masqué.

Au xvii siècle, le nom de bourreau parut infamant aux exécuteurs des hautes œuvres de la justice; plusieurs arrêts des XVII. et XVIII. siècles défendirent de le leur donner; on cite, entre autres, un arrêt du parlement de Rouen en date du 7 novembre 1681 et un arrêt du parlement de Paris de 1767 qui punissaient d'amende ceux qui appelleraient bourreaux les exécuteurs des hautes œuvres. La Convention, par un décret du 13 juin 1793, établit un exécuteur des arrêts criminels par département et lui donna deux aides. Celni de Paris en eut quatre. En 1832, une ordonnance du 7 octobre décida qu'on réduirait successivement le nombre des exécuteurs à quarante-trois et que la plupart n'auraient plus qu'un aide. Les exécuteurs des arrêts criminels sont nommés aujourd'hui par le ministre de la justice et leurs gages sont payés par l'Etat. En cas de maladie ou d'empêchement des exécuteurs, le ministère public peut requérir ceux des départements voisins.

Il y avait autrefois des questionnaires ou tourmenteurs jurés distincts des bourreaux. Les tourmenteurs n'étaient chargés que de donner la question.

BOURRÉE. — Espèce de danse originaire d'Auvergne. Voy. Danse.

BOURRELIERS. — Corporation spécialement occupée, au moyen âge, de la fabrication des colliers des chevaux et dossiers des selles. Voy. Corporation.

BOURSE. — Voy. HABILLEMENT.

BOURSE. - Voy. BANQUE et FINANCES.

BOURSE DE COLLÈGE. — Place gratuite dans un lycée. Voy. Instruction publique et Université.

BOURSIERS. — Fabricants de bourses. Voy. Corporation.

BOURSIERS. — Ceux qui jouissent d'une place gratuite dans un lycée. Voy. Instruction publique et Université.

BOUSSOLE. — Aiguille aimantée qui se dirige vers le nord et sert à guider les navigateurs. Yoy. NAVIGATION.

BOUTEILLAGE. — Droit séodal qui se percevait sur le vin, et qu'on appelait aussi BOTAGE.

BOUTEILLER. — Officier de table. Voy. TABLE.

BOUTEILLER (grand). — Le grand bouteiller de France était un des principaux officiers de la couronne, au xim siècle. Il avait juridiction sur tous les cabaretiers et hôteliers, et percevait un droit de forage ou de pot de vin, sur le vin qui était mis en vente dans toute l'étendue du domaine royal. Il avait primitivement l'intendance du trésor royal, et dans la suite il fut un des présidents de la chambre des comptes. Le titre de grand bouteiller disparut à la fin du xv siècle.

BOUTIQUE. — Voy. Industrie.

BOUTONNIERS. - Voy. Corporation.

BOUTS-RIMÉS. - Voy. JEUX D'ESPRIT.

BRAALIERS. — Faiseurs de braies de fil. Voy. Corporation.

BRABANÇONS. — Troupes de soldats mercenaires. Voy. Grandes compagnies.

BRACELET. - Voy. Habillement.

BRAIES. — Espèce de haut de-chausses ou de caleçon particulier aux Gaulois. Voy. HABILLEMENT.

BRANCARD. — Voy. Voitures.

BRANDONS. — Bâtons garnis de paille que l'on plantait sur un héritage et qui indiquaient qu'il était saisi pour dettes. Voy. DETTES.

BRANDONS (danse des). — Danse qui s'exécutait le premier dimanche de carême, autour des bûchers allumés.

BRANDONS (dimanche des). — Premier dimanche de carême où l'on était dans l'usage d'allumer des feux sur les places publiques.

BRANLE, - Voy. DANSE.

BRANLE-BAS, BRANLE-BAS DE COM-BAT. — Voy. MARINE.

BRANLE DE SAINT-ELME. - Fête po-

pulaire qui se célébrait à Marseille la veille de Saint-Lazare. Voy. Fêtes.

BRAS SÉCULIER. -- On appelait bras séculier la puissance du juge séculier ou laïque que l'on employait pour faire exécuter certaines ordonnances des juges ecclésiastiques. Le juge d'église ne pouvait mettre à exécution ses sentences sur les biens temporels de ceux qu'il avait condamnés, ni leur faire subir un châtiment corporel allant jusqu'à l'effusion du sang. Il était forcé d'avoir recours au bras séculier pour l'exécution de sa sentence. Ainsi, lorsque Jeanne d'Arc eut été condamnée par le tribunal ecclésiastique, que présidait l'égêque de Beauvais, elle sut livrée au baffii qui la fit brûler.

BRASSARD. — Partie de l'armure qui couvrait les bras. Voy. Armes.

BRASSERIE. - Voy. LIEUX PUBLICS.

BRASSEURS. - Voy. Corporation.

BRAVADE. — Fête provençale. Voy. Fêtes.

BRECHE. — Voy. Fortifications.

BREF. — Lettre pontificale. Voy. DI-PLOMATIQUE.

BREF DE SURETÉ. — Lettre servant de sauf-conduit.

BREIL. — Nom donné, au moyen âge, à une partie de forêt ou à un bois taillis.

BRENÉE. — Obligation féodale qui consistait à nourrir les chiens de son seigneur. Ce mot vient de bren, son. Le mot brenée est encore usité dans le Poitou, comme signifiant nourriture des chiens.

BRETESCHE. — Fortification en bois destinée à protéger les abords d'une place.

BRETTES, BRETTEUR. — Longues épées qui surent d'abord fabriquées en Bretagne d'où elles tirèrent leur nom. Comme on s'en servait habituellement dans les duels, on appela les duellistes bretteurs.

BREVET. — Acte par lequel le roi accordait une faveur sans lettres scellées ni enregistrées au parlement. Les ducs à brevet ne pouvaient prendre ce titre qu'avec la permission du roi, et ne se confondaient point avec les ducs héréditaires. On appelait brevet de retenue, le brevet par lequel le roi donnait une certaine somme sur le prix d'une charge, d'un gouvernement, etc., à la femme, aux héritiers ou aux créanciers du titulaire. Le brevet d'affaires était le privilége que le roi accordait à quelques courtisans de le voir dans la garde-robe. L'obligation par brevet est une obligation dont il ne reste point de minute chez le notaire. On appelait brevet

d'apprentissage un acte passé par devant notaire, par lequel un apprenti et un maître s'engageaient réciproquement, l'apprenti à apprendre un art ou un métier, et le maître à le lui montrer pendant un certain temps, moyennant des conditions déterminées.

L'habit à brevet était un justaucorps bleu, brodé d'or et d'argent; Louis XIV permit à certains courtisans de le porter en 1661. Les plus grands seigneurs recherchaient avec empressement ce privilége. Le prince de Conde l'obtint par le brevet suivant: « Aujourd'hui, 4 du mois de février 1565, le roi étant à Paris, avant par son ordonnance du 17 janvier dérnier, ordonné que personne ne pourroit faire appliquer sur les justaucorps des passements de dentelles ou broderies d'or et d'argent, sans avoir la permission expresse de sa majesté par brevet particulier, sa majesté désirant gratifier M. le prince de Condé, et lui donner des marques particulières de sa bienveillance qui le distinguent des autres, auprès de sa personne et dans sa cour, elle lui a permis et permet de porter un justaucorps de couleur bleue, garni de galons, passements, dentelles, ou broderies d'or et d'argent, en la forme et manière qui lui sera prescrite par sa majesté, sans que, pour raison de ce, il lui puisse être imputé d'avoir contrevenu à la susdite ordonnance, de la rigueur de laquelle sa majesté l'a relevé et dispensé, relève et dispense par le present brenet; lequel, pour temoignage de sa volonté, elle a signé de sa main et fait contresigner par moi son conseiller secrétaire d'Etat, et de ses commandements et finances. » Bussy-Rabutin se félicite dans ses Mémoires, à l'année 1662, d'avoir obtenu l'habit à brevet. « Le roi, dit-il, me parut si gracieux en me parlant, que cela m'obligea de lui demander permission de faire faire une casaque bleue; ce qu'il m'accorda. Mais pour entendre ce que c'étoit, il faut servoir que sa majesté avoit fait choix au commencement de cette année, de soixante personnes qui le pourroient suivre à tous ses petits voyages de plaisir sans lui en demander permission, et leur avoit ordonné de faire faire chacun une casaque de moire blese en broderie d'er et d'argent pareille à la sienze. » La mede ai capriciouse et si tyrannique, purteut en France, at bientet abandonner l'habit à brevet. Il devint même ridicule, et, lorsque Vardes, qu'on avait admiré comme le modèle des courtsans, revint à la sour en 1662, après un long exil, et se présenta devant Louis XIV avec son justaucorps à brevet, le roi se moqua de lui. « Sire, lui dit Vardes, quand on est

assez misérable pour être éleigné de vous, non-seulement on est malheureux, mais on est ridicule. » (Lettres de Mmo de Sévigné, 26 mai 1682.)

BRÉVIAIRE. — Il y avait, au moyen age, des bréviaires publics que l'on exposait sous treillis ou cage de fer, aux portes des églises, pour l'usage des prêtres pauvres et des chapelains qui n'avaient pas le moyen d'acheter des bréviaires. On trouve plusieurs exemples de bréviaires légués à des églises. En 1406, un ecclésizatique, nonamé Henri Beda, légua en mourant son bréviaire à Saint-Incques la Boucherie. Ses exécuteurs testamentaires le remirent entre les mains du marguillier, avec quarante sous parisis, pour aider a lui faire une cage. Un serrurier fit une cage treillissee, pesant soixantehuit livres, qu'il scella dans un des piliers de la nef, et pour laquelle il eut neuf livres seize deniers. L'année suivante, on donna vingt sous pour relier ce bréviaire. En 1415, on attacha une autre cage, près des fonts baptismaux de Saint-Séverin, à un pilier des chapelles neuves, qui revenait à soixante-deux livres, equivalant. selon Sauval, à douze sous parisis. Ces cages de fer treillissées permettaient de passer la main pour tourner les feuillets; mais il eat été impossible d'emporter le manuscrit. Outre ces bréviaires, qui étaient exposés dans les nefs ou à la porte des églises, il y avait encore trois cages de fer portatives, que Sauvai (Antiquités de Paris) dit avoir vues près de la porte du chapitre de Notre-Dame de Paris. Le doyen et plusieurs chanoines lui avaient assuré que l'on enfermait dans ces cages le grand et le petit pastoral avec le livre noir, et que, si l'on avait besoin de quelques-unes des chartes qui s'y trouvaient, on était obligé de venir les nopier en ce lieu.

BRIGADE, BRIGADIERS. — Voy. Armée et Hiérarchie militaire.

BRIGAND, BRIGANDINE. — L'armine des troupes mercenaires qui ravagèrent la France au xive siècle s'appelait brigandine: de là vint le nom de brigand. Cette armure était une espèce de corselet de fer.

BRIS (droit de). — Droit féodal qui livrait au seigneur les débris du vaisseau naufragé (voy. EPAVE et FÉODALITÉ). Louis XIV abolit, en 1681, le droit de bris dans toute la France.

BRIS DE PRISON. - Voy. Prison.

BRISEES. — Les brisées sont, en termes d'eaux et forêts, les branches que l'on coupe dans un bois pour marquer les bornes des coupes.

BRODEQUEN. — Voy. HAMPLIEMENT.

BRODEQUIN. - Instrument de torture. Voy. Torture.

BRODERIE, BRODEURS. — Voy. Cor-Poration el Industrie.

BRULOT. — Voy. MARINE.

BUCCINE. — Instrument de musique qui répondait à peu près à notre cor de chasse. Voy. Musique, p. 846.

BUCHE DE NOEL. -- Voy. TREFOURE.

BUCHERS. — Voy. Supplice.

BUCOLIQUE. — Poésie pastorale. Voy. Poésie.

BUDGET. — Le mot budget, tiré de l'anglais, désigne le tableau des recettes et des dépenses de l'Étai. Le moi est récent, mais la chose ne l'est pas, quoique rarement l'état financier ait été établi avec régularité sous l'ancienne monarchie. Dès le xvie siècle, il avait été prescrit de dresser un tableau des recettes et des dépenses. «Il a été bien et sagement ordonné en ce royaume, dit Bodin (République, livre VI), que, par chacun an, les généraux des finances enverroient au tresorier de l'épargne deux états des finances de chaque généralité: l'un par estimation au premier jour de l'an, l'autre au vrai de l'année précédente; et, en cas pareil, que le trésorier de l'épargne feroit aussi deux états abrégés des finances en général, asin que le roi et son conseil puissent connoître à vue d'œil le fond des finances, et par icelui régler les dons, les bienfaits et la dépense. » On voit par les détails, dans lesquels entre ensuite Bodin, que les états de finances étaient dresses même sous Charles IX, mais presque toujours frauduleusement. Ce fut Colbert qui , le premier, arrêta avec un soin scrupuleux le compte des finances et le mit sous les yeux du roi. La Bibliothèque nationale possède, sous le titre de carnets de Louis XIV, plus de vingt budgets que Colbert soumit à Louis XIV, pour lui rendre compte de l'état des finances. Colbert en avait surveillé la rédaction et les avait corrigés de sa main. Ce sont de précieux documents qui ont échappé aux historiens même les plus récents de Col- bert, et qui méritent d'être signalés comme une des sources les plus importantes de l'histoire de ce ministre. Je ne puis publier ici ces budgets de Colbert; mais il est nécessaire d'appeler l'attention sur les efforts qu'il tente pour améliorer le système financier de la France et dresser un véritable budget. Colbert succédait à Fouquet, dont les dilapidations sont sesez connues. Dès le commencement de l'an-

née 1862, il mit sous les yeux de Louis XIV un tableau détaillé qui prouvait que les revenus de l'Etat étaient aliénés pour plus de cinquante millions (50,533,674 livres), somme énorme sur un budget dont l'ensemble dépassa à peine, en 1662, quatrevingt-cinq millions. Colbert ne se inissa pas decourager par une situation aussi desastreuse; il changea l'assiette de l'impôt, cassa les baux des sermiers de l'Etat qui faisaient d'énormes bénéfices pendant que le trésor public était épuise, surveilla les comptables qui percevaient les tailles et réduisit les dépenses avec une sévère économie. Voici l'etat des dépenses projetees qu'il soumit à Louis XIV, au commencement de l'année 1662:

Maisons royales payables	
par mois et à la fin de	
chacun quartier	7,000,000 livr
Troupes d'armée payables	, ,
par mois à raison de	
600,060 livr. par mois.	7,200,000
Régiment des gardes fran-	, ,
coises	969,841
Régiment des gardes	
snisses	1,224,8101.69
suisses	,
garde	223,205
Pour les deux compagnies	•
des monsquetaires	314,952
Pour les batiments com-	•
pris le Val de-Grace Pour toutes les garni-	1,500,000
Pour toutes les garni-	,
sons, par estimation,	
la somme de	2,000,000
Pour les dépenses de la	•
marine	2,000,000
Pour les dépenses des ga-	•
lères	400,000
Pour les fortifications, cy	390,000
Extraordinaire des mai-	
sons des Reines, de	
Monsieur et Madame	89 0, 000
Pour les dépenses des	
ambassadeurs	250,000
Pour les gages et appoin-	
tements du conseil, par	
estimation, compris les	
officiers de finances,	
ministres et autres	1,200,000
Pour les pensions étren-	•
gères la somme de	300,400
Pour les subsides étran-	•
gers	1,000,000
Pour les pensions et ap-	
poi ntement s extraordi-	
naires des grands offi-	
ciers de la maison du	
Roi	200, 000

Pour le payement à faire

92	BUD		F
à l'archi	lsportiduc d'Insprück	26,882,808 ¹ .6 ⁴ 8 ⁴	Report. Patentes de Lang
la somn	ne de illerie et achat	1,000,000	Arzac et Bouille Trente - cinq sol
de mun Pour les	itions, cy appointements	300,000	Brouage Droit annuel et part suelles
chaux d	lieurs les maré- le France, cy pensions et ga-	200,00	Ferme du tiers des c nes et droits aliés
ges du tificatio gnies se Pour les c	conseil et gra- ns des compa- ouveraines, cy. lépenses extra-	300,000	Gabelles de Roussil Domaine de Roussi Gabelles et domain Metz, Toul et Ver
et non c	res , imprévues comprises en ce e	1,317,191 ¹ -13-4 ⁴	roi en Alsace Revenus des postes
	TOTAL	30,000,000 livr.	TOTAL.
compris le ni les déj secrètes d ment la ce besoins d bleau de 1 public co grosses fer	es intérêts de la penses de comp ont le roi se ré onnaissance. Po le l'État, Colbe- toutes les resso omprenant les	get n'étaient pas dette publique stant, dépenses servait spéciale- ur subvenir aux rt dressa un ta- urces du trésor gabelles, cinq trées, convoi de	RECETTES Paris. Rouen. Tours. Orléans. Caen. Alençon Amiens. Soissons. Châlons.

compris les intérêts de la dette publique ni les dépenses de comptant, dépenses secrètes dont le roi se réservait spécialement la connaissance. Pour subvenir aux besoins de l'État, Colbert dressa un tableau de toutes les ressources du trésor public comprenant les gabelles, cinq grosses fermes, aides, entrées, convoi de Bordeaux, gabelles de Languedoc, du Lyonnais, Provence, Dauphiné et Valence, etc. (Voy. dans ce Dictionnaire Convoi de Bordeaux, fermes, Gabelles, etc.), enfin les produits des recettes établies dans les diverses généralités. Ce tableau dressé avec un grand soin est un véritable budget des recettes. Il donne une idée du système financier de cette époque avec ses irrégularités, ses taxes qui variaient de province à province et pour la nature de l'impôt et pour le mode de perception. Il se divise en fermes comprenant surtout les aides ou impositions indirectes, et en recettes qui consistaient principalement en contributions directes appelées tailles.

FERMES:

Gabelles. Cinq grosses fermes. Aides. Entrées.	13,500,000 liv. 3,650,000 5,211,000
Convoi de Bordeaux	4,720,000
Gabelles de Languedoc, Lyonnais, Provence, Dauphiné, douanes de	3,600,000
Valence Tiers surtaux de Lyon (sur-	5,570,000
taxe établie à Lyon)	60,000
Quarantième de Lyon	120,000
Subvention de Rouen	120,000
•	36,551,000 liv.

...... 36,551,000 liv. ruedoc, 566,000 ls de 335,000 ties ca-800,000 domainės... 1,000,000 llou... 10,000 sillon.. 100,000 nes de rdun... 277,000 nes da 80,000 100,000 B.....

Total 39,819,000 liv.

	n			ı	Ò	•	•	J	ь	1	B	n	ALBO.	
••	• •	•					•	•			•	•	4,280,404	liv

Let we see see see see see see	7,200,702 HV.
Rouen	2,696,462
Tours	4,112,323
Orléans	2,765,085
Caen	2,043,060
Alençon	1,777,411
Amiens	839,074
Soissons	1,117,599
Chalons	1,822,626
Bourges	901,665
Riom	2,691,929
Poitiers	2,675,433
Moulins	1,546,785
Limoges	2,315,388
Lyon	1,802,708
Montauban	3,419,455
Bordeaux	3,231,789
Grenoble	1,359,611
Bourgogne	700,000
Bresse, Bugey, Valromey	,
et Gex	150,000
Bretagne	1,500,000
Languedoc	1,500,000
Artois	314,000
Généralité de Metz	126,000
Impositions d'Alsace	60,000
-	•
Domaine de Blois	20,000

TOTAL..... 45,768,807 liv.

La somme totale du budget des recettes pour 1662 était de 85,587,807 livres; ce qui ferait aujourd'hui plus de deux cents millions; mais les rentrées effectives ne s'élevèrent qu'à un peu plus de soixante-quinze millions. Il est juste de remarquer que beaucoup de taxes féodales, dimes, corvées, etc., ne sont pas comprises dans le budget royal. Enfin on voit que les pays d'états. Bourgogne, Bretagne, Langue-doc, etc., qui s'imposaient eux-mèmes, sont beaucoup moins chargés que les pays d'élection qui étaient taxés par les officiers royaux. Il y a même des pays d'é-

tats, comme la Provence. qui ne figurent pas au budget dresse par Colbert, probablement parce que les états de Provence n'avaient pas encore voté de subsides ou peut-être même les refusaient. La France ne possédait, à cette époque, qu'une partie de l'Alsace, et c'est ce qui explique la faible contribution imposée à cette province. La gloire de Colbert est d'avoir su, avec un système financier qui présentait des irregularités aussi choquantes, payer les dettes de ses prédécesseurs et bientôt même accumuler des trésors qui servirent à assurer les succès de la France et à élever les monuments qu'admire la postérité. (Voy. Finances.) Dès la première année de son administration, Colbert réussit à obtenir un excédant du budget des recettes sur celui des dépenses. A la fin de l'année 1662, le budget des dépenses, qui n'avait été dressé qu'approximativement, fut établi avec plus de précision. Il donne une idée exacte des principales dépenses de cette époque. En voici le tableau:

Ecurie	407,5691	.15*00d
Achai de chevaux	12,000	
Trésorier des menus	518,181	1
Trésorier des offrandes.	176,558	8
Prévôté de l'hôtel	61,050	•
Gardes du corps	304,028	8
Chevau - légers de la	002,000	
garde	245,364	13
gardeGrands et petits mous-	,	
metaires.	415,987	10
quetaires Régiment des gardes	110,001	10
franceises	934,302	
françaises	001,302	
Régiment des gardes	4 404 890	4.0
suisses	, ,	13
Vénerie		10
Louveterie	12 4,885	10
Trésorier de l'ordre du		
Saint-Esprit	6,000	
Maison de la reine mère.	1,036,505	
Maison de la reine	861,198	14
Maison de Monsieur	928,406	4 10
Maison de Madame	252,000	
Récompenses	95,084	
Comptant du roi	144,000	
Bâtiments et entretiens	•	
	2,390,268	6
Trésorier des ligues	-,,	
suisses	300,000	
Extraordinaire des guer-		
	7,826,533	9
Artillerie	23,983	•
		6 2
Galères	·	9
Fortifications	490,494	9
	780,787	<i>-</i>
	4 4 4 4 4 4 4	<u> </u>

Report	21,679,322	i. 6.	04
Entretien des garnisons	2,888,445	19	
vmmas986168****	375 500		
La Bastille. Pensions des princes e	. 93 719	10	
autres	758 776		
Pensions et affaire			
étrangères.	. 1,004,030	16	8.
Achat de la ville de Dun	-		
kerque et fort en dé	-		
pendant.	. 4,674,000		
Receveur général de l			
chambre de justice	. 800,000		
Gages du conseil, ap	-		
pointements de minis	-		
tres et vacations d'of-	-		
ficiers	1.717.505		
Appointements de mes-	•		
sieurs les maréchaux	· 7		
de France.			
Ordonnances de comp	574,240		
tent		_	
tant		2	8
Acquits patents	176,000		
Ponts et chaussées	20,000		
Domaine de Paris	13,536	15	
Voyages, dons, etc	531,340		
Remboursements d'a-	,		
vances et intérêts	4,095,671	5	ð
	43,035,1871.	6.	14

A cette somme il falluit ajouter près de trente millions que Fouquet avait absorbés sur les revenus présumés de 1662. Ces anticipations s'élevaient exactement au chiffre de 28,646,937 l. 9 s. Ainsi la dépense totale fut, en 1662, d'environ soixante-douze millions, tandis que la recette dépassait soixante-quinze millions. et cependant il y avait eu des dépenses extraordinaires d'une utilité incontestable, telles que l'acquisition de Dunkerque que Charles II avait vendu à la France et dont Colbert paya immédiatement le prix, comme il s'en félicite lui-même dans un mémoire inédit adressé à Louis XIV.

Après Colbert, l'usage de dresser un état des recettes et des dépenses fut abandonné. On surait craint de sonder l'abime des finances publiques. Enfin, sous Louis XVI, l'excès du mal força le gouvernement à le dévoiler. Necker fut le premier ministre qui exposa publiquement les besoins et les ressources de la France dans son compte rendu. Le 24 janvier 1789, Louis XVI déclara qu'à l'avenir le tableau des recettes et des dépenses serait public. Mais, au milieu des agitations révolutionnaires, de la ruine du crédit public et des finances de l'Etat, il était impossible de dresser un budget régulier. 21,679,3221. 6 0d Ce fut seulement à l'époque du consulat

que l'ordre reparut dans les finances, et que l'on put dresser un véritable hudget. Les arrêtés des consuls du 4 thermidor an x (2 août 1802) et du 17 germinal an x: (7 avril 1803) ordonnèrent qu'il fût dressé annuellement un budget des recettes et des dépenses. Le mot budget entra alors pour la première fois dans la langue ad-ministrative de la France. Mais ce fut seulement à partir de 1815 que les budgets surent préparés avec une grande régularité et soumis à l'examen approfondi du pouvoir législatif.

Ces budgets se divisent en deux parties : recettes et dépanses. Les recettes ont pour sources principales: 1º les contributions directes, qui se divisent en foncière, personnelle et mabilière, portes et fenêtres, patentes, frais d'avertisse-ments; 2º l'enregistrement comprenant l'enregistrement proprement dit, les praduits des greffes et les hypothèques; 3º le timbre; 4° les domaines; 5° les ventes; 6° les eaux et forêts; 7° les pêches; 8° les douanes comprenant les droits d'importation et d'exportation, les droits accessoires, les sucres et les droits de navigation; 9° les sels; 10° les contributions indirectes comprenant les droits sur les boissons, les sucres indigènes, les tabacs, les poudres à feu et diverses autres taxes; 11º les postes; 12º divers revenus provenant des départements, de l'Algérie, des volonies, des frais d'études, droits d'examen, produits universitaires, etc. Le chiffre des budgets varie d'année en année; mais il atteint en général et dépasse même treize cents millions.

Les crédits affectés aux dépenses de l'État sont répartis en un certain nombre de titres qui se subdivisent eux-mêmes en chapitres. Voici l'indication des principaux titres : liste civile du président de la république, sénat, conseil d'État, corps législatif; services des divers ministères, ministère d'État, justice, affaires étrangères, intérieur avec l'agriculture et commerce, instruction publique et cultes, travaux publics, guerre (intérieur et Al-gérie), marine (intérieur et colonies), finances; dette publique, amortissement, services extraordinaires des travaux publics, de la marine et de la guerre, frais de régie et d'exploitation, etc. Il suffit de citer les divers titres du budget pour montrer la supériorité du système financier moderne sur les anciens états de finances: plus de taxes provinciales, plus de douanes particulières, plus de pays privilé-giés; partout l'ordre et l'unité substitués au chaos feodal. Mais cette régularité même expose à tous les yeux l'énormité de la dette publique. Voici les chiffres

du dernier budget voté par l'Assemblée législative pour l'année 1852 :

Dépenses.

ī.	Dette publique	392,916,855°
11.	Dotations	9,048,000
H.	Services des ministères	749,341,570
	Frais de régie, de per- ception et d'exploita-	-,-,,
	tion doe imple of the	
	tion des impôts et re- venus publics	152,231,477
V.	Remboursements et res-	•
	titutions, non-valeurs, primes et escomptes	80,791,660
VI.	Travaux extraordinai-	00,101,000
	res	5 3, 002,2 67
		•

RECETTES.

Total des dépenses... 1,437,331,829

	Contributions directes	411,689,780 ^f
	Enregistrement, tim- bre et domaines Produits des forêts et	269,802,564
III.	de la pêche	34,976,940

IV. Douanes et sels..... 155,066,000 V. Contributions indirectes 315,123,000 VI. Produits des postes.. 42,815,000

VII. Divers revenus..... 43,025,556 VIII. Produits divers..... 19,413,000

IX. Recettes extraordi-87,642,966 naires.....

1,437,331,829 Dépenses Recettes 1,379.554,806

Excédant des dépenses...

57,777,0231

1

1,379,554,8065

Depuis un grand nombre d'années les hudgets ont toujours présenté un excédant de dépenses sur les recettes. Arriver à mettre le hudget en équilibre, à accroître les ressources sans augmenter les impôts, à diminuer la dette publique et les autres charges de l'Etat sans entraver les services publics, tel est le problème que s'efforcent de résoudre les hommes politiques zélés pour le bien public; mais jusqu'ici la solution a échappé à toutes leurs recherches. Colbert l'avait trouvée à une époque où le système financier était bien plus compliqué; son exemple doit soutenir les courages et entretenir les espérances.

Un sénatus-consulte du 2 décembre 1861 a stipulé qu'à l'avenir il ne pourrait plus être accordé de crédits supplémentaires ou extraordinaires qu'en vertu d'une loi, et il a rendu plus facile l'examen et le vote du budget par sec-

BUFFLE. — Le collet et le justaucorps de buffie étaient en usage au xvii siècle. Le justaucopre de buffie se portait sous la cuirasse. Dans l'organisation moderne de l'armée, on a conservé pour quelques corps les buffieteries croisées sur la poitrine.

BUISSIERS. — Officiers royaux sous le règne de Charles VI. Les buissiers marquaient les logements pour les officiers de cuisine, lorsque la cour était en voyage.

BULLE. — Le nom de bulle s'applique ordinairement à certains actes pontificaux scellés d'un sceau en plomb appelé bulla, d'où vient le mot bulle. (Voy. sur les bulles les articles DIPLOMATIQUE et LIBERTÉS DE L'ÉGLISE GALLICANE.) Cependant on a quelquefois appelé bulles des chartes émanant d'une autre puissance. Ainsi, la bulle d'or qui régla la constitution de l'empire germanique, en 1356, fut promulguée par l'empereur Charles IV.

BULLETIN. — Ce mot désigne, dans le langage administratif, le recueil officiel des lois effes rapports des généraux d'armée sur les opérations d'une campagne. Voy. Lois et Organisation militaire.

BUREAU. — On appelait primitivement bureau, suivant le père Ménestrier, le lieu où se réunissaient les juges pour délibérer. Ce lieu, dont on trouve une description dans les lettres de Sidoine Apollinaire, était séparé du reste du prétoire par de grands rideaux de bure; d'où est venu le nom de bureau. Ce sens primitif du mot bureau s'est conservé pendant longtemps. Ainsi la chambre des comptes se divisait en plusieurs bureaux; les affaires importantes se rapportaient au grand bureau. La grand'chambre du parlement se divisait en deux bureaux. Le doyen du conseil avait droit de tenir bareau chez lui; on y rapportait les affaires qui lui étaient renvoyées par le conseil. On appelait encore bureau le lieu où se traitaient les affaires des communautés. Legrand bureau des pauvres se composait des principaux bourgeois de Paris qui se réunissaient les lundi et samedi, sous la présidence du procureur général du parlement. De la est venu l'usage, qui existe encore dans certaines villes, de désigner Phôpital général par le nom de bureau.

La juridiction des trésoriers de France était appelée bureau des finances. Cette institution datait du règne de Henri III. Ce prince avait établi dans chaque généralité un bureau composé de deux trésoriers pour l'administration du domaine,

de deux receveurs généraux pour les impôts, d'un garde du trésor, d'un gresser et d'un huissier. Les bureaux de finances furent chargés de la répartition des impois, de la surveillance des employés d'un rang inférieur et de la juridiction en matière d'impôts avec appel aux parlements. Ils jugeaient les questions domaniales, excepte dans le ressort de la prévôté et vicomté de Paris, des baillinges de Senlis, Melun, Brie-Comte-Robert, Etampes, Dourdan, Mantes, Meulan, Bean-mont-sur-Oise et Crépy en Valois qui relevaient pour le domaine de la chambre du trésor établie à Paris. Bordeaux, Boarges, Limoges, Lyon, Orleans, Paris, Poi-tiers, Reims, Rouen, Tours eurent des bureaux de finances dès 1577. Henri III en créa un à Amiens, en 1579, et à Moulins, en 1587. D'autres furent établis dans la suite à Soissons (1595), à Grenoble (1627), à Montauban (1635), à Alençon (1636), et à la Rochelle (1694).

On se servait encore du met bureau pour indiquer les lieux où se faisaient les recettes de deniers publics. Il y avait des bureaux d'aides, des domaines, des gabelles, des traites foraines ou douanes aux frontières. Un édit de 1669 avait établi des bureaux de contrôle dans tous les bailliages et sénéchaussées pour l'enregistroment des actes publics de justice. Il y a encore aujourd'hui des bureaux de douane, d'enregistrement, des hypothèques, de poste, de tabac, etc. (Voy. ces mots.) Les bureaux de décimes étaient des assemblées d'ecclésiastiques chargés de faire la répartition des décimes (voy. Décimes) entre les divers bénéaciers d'un

diocèse.

Au xvii siècle, Théophraste Renaudot établit à Paris un bureau d'adresses, où l'on pouvait recevoir ou donner des resseignements. Depuis cette époque, les bureaux d'adresses, de placement pour les domestiques, etc., se sont multipliés dans toute la France.

BUREAU DES LONGITUDES. — Établissement scientifique fondé par la Convention le 25 juin 1785. Le bureau des longitudes, qui a son siège à l'Observatoire de Paris, se compose principalement d'astronomes. On y professe des cours publics.

BUREAU DE LOTERIE. — Voy. LOTERIE.

BURRAUCRATIR. — Ahus de la centralisation administrative qui multiplie les formalités pour des affaires peu importantes et donne aux bureaux des ministères une puissance exorbitante. Voy. CENTRA-LISATION. BURSAUX (édits). — On appelait ainsi les édits portant création d'impôts.

BUTIN. - Voy. Guerre.

BUVETTE. — Des buvettes ou buffets oxistaient, sous l'ancienne monarchie, dans les parlements et autres tribunaux. Les buvettes étaient nécessaires à une époque où les juges se réunissaient de grand matin, et siégeaient souvent jusqu'à midi sans désemparer. Un arrêté du mois de février 1524, rendu par la chambre des enquêtes du parlement de Paris, décida que dorénavant, pour les chambres des enquêtes, il y aurait du pain et vin comme pour la Tournelle et la

grand' chambre. Dans la suite les buvettes donnèrent lieu à des abus et provoquèrent des épigrammes, telles que celle-ci:

Thémis inspire à la buvette Aux magistrats la plus droite équité; A l'andience on vous répète Plus d'un arrêt que Bacchus a dicté.

On appelait buvetier celui qui tenait la buvette. Racine a dit:

Elle est du buvetier emporté les serviettes, Plutôt que de rentrer au logis les mains nettes.

La révolution emporta les buvettes avec les parlements; mais elles reparurent avec les assemblées législatives.

C

CABAL. — Les anciennes coutumes emploient le mot cabal dans le sens de capital d'une dette. Voy. DETTES.

CABALE. — Prétendue science qui mettait en relation avec les esprits élémentaires. — Voy. SCIENCES OCCULTES. — On appelle aussi cabale la tradition des Juifs sur l'interprétation mystique et allégorique de l'Ancien Testament.

GABARETIERS, CABARETS. — Voy. Lieux publics.

CABINET DES MÉDAILLES. — Voy. MÉ-DAILLES.

CABOTAGE. — Navigation le long des côtes. Voy. Navigation.

CABRIOLETS. — Voy. VOITURES.

CACHEMIRES. — Châles tirés primitivement de l'Inde; leur vogue date de la fin du dernier siècle. L'industrie française a cherché à rivaliser avec les châles de l'Inde, et fabrique des imitations qu'on appelle cachemires français.

CACHET. - VOY. SCEAUX.

CACHET (lettres de). — Les lettres de cachet étaient ainsi appelées parce qu'elles étaient fermées, tandis que les lettres patentes étaient ouvertes. On entend ordinairement par lettre de cachet, un ordre du roi en vertu duquel avaient lieu les arrestations et emprisonnements arbitraires.

CACOUS. — Population dégradée, désignée ordinairement sous le nom de Cagoux ou Cagoux. Voy. CAGOTS.

CADASTRE. — Le cadastre, ou recensement des propriétés et de leur valeur, est nécessaire pour l'assiste équitable de

l'impôt territorial, et cependant on n'a revenu à cette institution des Romains qua une époque assez récente. Les Romains avaient soumis la Gaule, comme toutes les provinces de l'empire, à une division ca-dastrale. Le comte des largesses sacrées, ou ministre des finances, faisait dresser un état général des biens-londs, pour établir équitablement la repartition de l'impôt. Les barbares, Goths, Bourguignons et Francs se servirent du cadastre de la Gaule dresse par les Romains, pour le partage des terres et la levée des contributions. Les descendants de Clovis et de Clotaire Ier essayèrent de soumettre leur royaume à un nouveau cadastre, que rendaient indispensable les bouleversements produits par la conquête. Chilpéric le tenta pour la Neustrie, et Childebert II pour l'Austrasie. Mais le gouvernement mérovingien, qui laissait dépérir ou corrompait toutes les institutions romaines, procéda avec tant de brutalité dans cetté opération cadastrale, qu'un grand nombre de propriétaires abandonnèrent leurs biens pour se soustraire à l'enormite des impôts. Charlemagne voulut retablir le cadastre, comme les autres institutions de l'empire romain; mais la difficulté des communications rendit cette opération très-imparfaite. Après lui, le morcellement devint tel, que toute idée d'administration générale sut abandonnée. Les églises et les abhayes qui conservaient seules la tradition romaine, firent dresser un état de leurs domaines qu'on appelait Polyptyque ou Pouillé (voy. ces mots. Dans la suite, les seigneurs, à leur exemple, eurent leurs papiers terriers. La royauté fit aussi dresser, dans quelques villes, des inventaires de propriétés pour asseoir la taille.

Le livre, intitulé la Taille de Paris sous Philippe le Bel, peut donner une idée de ces registres, au moyen desquels on déguisait à peine l'arbitraire des impôts.

Lorsque Charles VII eut rendu la taille permanente, on chercha à repartir avec égalité cet impôt foncier. Quelques provinces firent cadastrer les propriétés. On appelait le livre terrier du Dauphiné Péréquaire; il remontait à une époque fort ancienne; celui du Languedoc se nommait Compoix. D'autres provinces, et surtout la Provence, suivirent cet exemple. Charles VII avait ordonné (1461) que toute la France fût cadastrée, mais cette ordonnance ne sut pas exécutée. Cependant l'opinion publique s'occupait de cette question. Bodin (livre VI de la République), rappelle l'institution du cadastre romain, et montre combien elle serait utile à la France: « Si tout le pourpris de l'empire romain étoit baillé par dénombrement, afin qu'on sût les charges que chacun devoit porter, eu égard aux biens qu'il avoit, combien est il plus nécessaire à present, où il y a mille sortes d'impôts en toutes republiques, que les anciens n'ont jamais connus? Ce point-là est de telle conséquence, qu'il doit suffire, quand il n'y auroit autre chose, pour qu'un chacun apporte par déclaration les biens et revenus qu'il a. Par ce moyen, il seroit pouvu aux justes plaintes et doléances des pauvres, que les riches ont accoutume de charger. » Malgré ces justes réclamations, il s'écoula plus d'un demi siècle avant qu'on s'occupat du cadastre général. Colbert reprit ce projet. De 1666 à 1669, il fit dresser le cadastre de la généralité de Montauban. Il se proposait d'étendre cette institution à la France entière; mais les guerres de Louis XIV l'en empéchèrent. Cependant la pensee de Colbert ne sut pas entièrement perdue. Plusieurs pays d'états firent cadastrer leur territoire aux frais de la province. Au moment de la révolution, le Languedoc, la Provence, le Dauphine, la Guyenne, la Bourgogne, l'Alsace, la Flandre, le Quercy et l'Artois étaient cadastrés (voy. M. P. Clément, Histoire de Colbert, p. 267 . L'Assemblée constituante, en proclamant l'égale répartition des impôts et en établissant la contribution foncière, decreta la confection d'un cadastre général. Mais il sut impossible de s'en occuper au milieu des agitations révolutionnaires. Le gouvernement consulaire reprit, en 1800, le projet de cadastre On s'efforça de le réaliser rapidement sans arpentage préalable, en obtenant des propriétaires une déclaration de leurs terres : mais on reconnut bientôt l'impossibilité d'avoir des déclarations exactes, et d'ar-

river par ce moyen à une répartition équitable de l'impôt. La loi du 15 septembre 1807 ordonna le cadastrement de toutes les propriétés, et, jusqu'en 1821, les ingénieurs geomètres ont exécuté cet immense travail qui consistait à mesurer, sur plus de quarante mille lieues carrées, plus de cent millions de propriétés séparées. A partir de ce moment, l'impôt foncier a eu une base solide et a pu êtro établi avec équité.

CADAVRR. — Dans les temps barbares, et d'après le droit germanique, le cadavre de l'homme assassiné demandait lui même vengeance. Lorsqu'on ne pouvait conserver le cadavre tout entier, on lui coupait la main droite et on l'apportait devant le juge. Plus tard, cette coutume parut odieuse, et on permit aux parents, au lieu d'apporter la main sangiante du mort, de présenter une main de cire qu'ils plaçaient sur une epée nue, et déposaient devant le tribunal. Les anciennes lois françaises avaient conservé quelques traces de ce droit primitis des Germains. Ainsi, les Assises de Jérusalem ordonnent de porter le corps de l'homme assassiné à la porte du seigneur, et ensuite les parents doivent se présenter devant le tribunal du seigneur et lui dire: « Sire, mandez qu'on voie ce corps qui a été meurtri. » Alors le seigneur envoyait trois hommes, l'un pour le representer, et les deux autres comme juges de son tribunal. Ces trois hommes, après avoir vu le cadavre et constaté le meurtre, revenaient vers le seigneur, et alors le parent de la victime demandait vengeance, et dénonçait celui qu'il regardait comme coupable. La croyance populaire que le cadavre accusait son meurtrier dura fort longtemps au moyen âge; on racontait que le cadavre de Henri II avait saigne à la vue de son fils Richard (1189), et celui de Louis d'Orléans, a la vue de Jean sans Peur (1404); ils avaient, disait-on, reconnu leur meurtrier.

CADENAS. — Coffret où l'on tenait sous cles les couteaux, fourchettes, et autres ustensiles du service de table. On se servait eucore de ces cadenas à la table du roi et des grands aux xviie et xviiie siècles. Voy. Table.

qu'on laissait croître autrefois du côté gauche, tandis que les cheveux du côté droit étaient courts. Cette mode, d'après Ménage, fut introduite par Henri d'Albert, seigneur de Cadenet, maréchal de France. Au xviii siècle, on appelait cadenettes les cheveux entortillés d'un ruban der-

rière la tâte: ce qui faisait une queue ou cadenette qui tombait sur les épaules.

CADETS. — Le système féodal, en proclamant le droit d'aînesse, condamnait les cadets à une insériorité qui se marquait dans les armoiries et surtout dans le partage des terres. En Bretagne, les ainés obligeaient les cadets à prendre le nom des terres qu'ils leur laissaient et à renoncer au nom de famille (D. Morice, Histoire de Bretagne, préface, x). Les armoiries des cadets devaient aussi porter des traces de leur intériorité. Mme de Sévigne rappelle en plaisantant à son cousin Bussy-Rabutin qu'il n'est que de la branche cadette des Rabutin et le menace de le réduire au lambel, c'est-à-dire à la brisure qui caractérisait les armes des puines. Enfin, pendant longtemps, les cadets faisaient hommage à leurs ainés pour les terres qu'ils en avaient reçues en sief; ils ne relevaient plus du seigneur dominant qu'en arriere-fies. Philippe Auguste abolit cette coutume qui favorisat le morcellement des fiets, et, dans une pensée d'unité monarchique, exigea que les cadets relevassent immédiatement du seigneur suzerain. On nommait legitime la portion assez mince qui, dans la succession paternelle, était réservée aux cadets.

CADETS (École des). — Ecole militaire sous Louis XIV. Voy. Écoles.

CADRAN. — Décoration exterieure d'une horloge. Voy. Horloge.

CADRES DE L'ARMBE. -- Voy. ORGA-NISATION MILITAIRE.

CADUCEE. — Bâton fleurdelisé, symbole des hérauts d'armes. Voy. HÉRAUTS D'ARMES.

CAFE. — L'usage du casé ne date en France que de la seconde moitie du xviie siècle. Il s'était répandu de l'Arabie, où il était très-commun dès le xve siècle. dans les provinces turques. En 1615, le voyageur Pietro della Valle écrivait de Constantinople à un Romain, son ami, qu'avant peu il enseignerait à l'Europe comment on prenait le cahué; les Turcs nommaient ainsi ce breuvage. En 1644, des négociants de Marseille introduisirent l'usage du café dans cette ville. Thévenot, de retour de ses voyages, en 1658, en usait à Paris et ne manquait pas d'en régaler ses hôtes; mais le café ne fut mis à la mode qu'en 1669, par l'ambassadeur de Turquie, Soliman-Aga. Visité par plusieurs personnes distinguées, il leur fit le bourgmestre d'Amsterdam en envoya servir du café suivant l'usage de son pays. au roi deux boutures qui fuient cultivées a Si pour plaire aux dames, dit Le Grand au Jardin des Plantes. En 1720, Antoine

d'Aussy (Vie privée des Français), un Français leur eut présenté sa liqueur noire et amère, il se fut rendu à jamais ridicule; mais ce breuvage était servi par un Turc, par un Turo galant; c'en était assez pour lui donner un prix infini. D'ailleurs les yeux étaient séduits par l'appareil d'élégance et de propreté qui l'accompagnait, par ces tasses brillantes de porcelaine dans lesquelles il était versé, par ces serviettes ornées de franges d'or, que des esclaves présentaient aux dames. Joignez à cela des meubles, des habillements et des usages étrangers, la singularité de parler au maître du logis par interprète, celle d'être assises par terre sur des carreaux, etc.; et vous conviendrez qu'il y avait bien la plus qu'il ne fallait pour tourner la tête à des Françaises. Sorties de chez l'ambassadeur avec un enthousiasme qu'il est aisé d'imaginer, elles s'empressaient de courir chez toutes leurs connaissances pour parler de ce café qu'elles avaient pris chez lui, et Dieu sait comme l'un et l'autre étaient exaltés. » Cet engouement propagea rapidement l'usage du cafe, quoiqu'il fût alors fort cher. On n'en trouvait qu'à Marseille, et en petite quantité. La livre se vendait jusqu'à quafante écus, qui feraient plus de trois cents francs de monnaie actuelle.

L'usage du café au lait est presque aussi ancien que celui du café. En 1690, Mme de Sévigné écrivait de sa terre des Rochers: « Nous avons ici de bon lait. Nous sommes en santaisie de saire bien écrémer de ce bon lait et de le mèler avec du sucre et de

bon café. »

Dans l'origine, on tirait exclusivement le café d'Arabie. Un arrèt du conseil, rendu en 1693, n'en permettait l'entrée en France que par le port de Marseille. Des armateurs de Saint-Malo furent les premiers qui allèrent directement le chercher à Moka. En 1709, ils équipèrent deux vaisseaux qu'ils envoyèrent dans ce port, et qui en revinrent avec une cargaison considérable de café. La culture du café, dans nos colonies, ne date que de la première moitié du xviiie siècle.

Déjà, antérieurement, les Hollandais avaient transporté dans leurs colonies des cafiers ou arbres à casé. Ils réussirent si bien, qu'en 1690, l'Île de Batavia en était presque entièrement couverte. De Batavia, ils en transportèrent à Surinam, sur la côte de la Guyane, où les cafiers eurent le même succès. Les colonies françaises restèrent bien en arrière, et Paris eut des cafiers avant les colonies. En 1713 ou 1714,

de Jussieu remit les deux arbustes à des Clienx qui partait pour la Martinique en qualité de lieutenant de roi. On rapporte que, pendant la traversee, l'eau ayant manqué sur le vaisseau, des Clieux se priva chaque jour d'une partie de la petite pertion qu'il recevait, pour arroser les arbustes qui lui étaient conflés. Son dévouement fut récempense; ces deux arbustes ont produit les cafiers des Antilles. qui sent encere aujourd'hui la principale richesse de ces îles. Des 1726, un inventaire dressé à la Martinique constata que cette lle pessédait deux cents cafiers assez forts et produisant des fruits, deux mille plants moins avancés, et un nombre infini d'autres dont les graines commençaient à sertir de terre. Saint-Domingue ne tarda pas à rivaliser avec la Martinique.

Avant cette époque, l'île Bourbon produisait des casiers qui sont restés célèbres. Dès 1716, un vaisseau qui revenait de Moka, et qui mouillait à l'île Bourbon, y avait apporté comme curiosité une branche de casier chargée de seurs et de fruits. Les habitants, à qui on la montra, surent sort étonnés d'y reconnaître un des arbres de leurs montagnes. Ils allèrent chercher des branches de ceux-ci qu'ils comparèrent ensuite à l'arbre de Moka, et qui se rouvèrent être parsaitement semblables. (Le Grand d'Aussy, d'après les Mémoires de l'Académie des Sciences, année 1716).

CAFES PUBLICS. — Des cafés publics s'établirent à Paris peu de temps après que 'usage du case s'y fut répandu. Le Grand d'Aussy donne à ce sujet les détails suirants : « En 1672, un Arménien, nommé Pascal, ouwrit à la foire Saint-Germain, et ensuite sur le quai de l'École, un café semblable à ceux qu'il avait vus à Constanlinople et dans le Levant. D'autres Levantins, à l'exemple de Pascal, établirent des cafés. Quelques-uns se firent cafetiers ambulants. Ceints d'une serviette blanche, ils portaient devant eux un éventaire de serblanc qui contenait les ustensiles néces-saires pour faire le café Dans la main droite ils portaient un petit réchaud avec une cafetière; dans la gauche, une fontaine pleine d'eau pour remplir la cafetière quand il serait nécessaire. Ils allaient, aveccet appareil, de rue en rue, annonçant à grands cris leur case. Quoiqu'ils ne le vendissent que deux sous la tasse, ils n'eurent aucun succès, parce que le goût du café n'avait pas encore pénétré dans les classes inférieures. Les cafetiers qui tenaient boutique ne réussirent pas mieux, parce qu'on ne trouvait dans leurs cafés ni propreté ni commodité. Le premier qui comprit la nécessité d'orner son casé avec

goêt, fut l'Italien Precope qui s'établit d'abord rue de Tournon, et ensuite rue des Fossés-Saint-Germain-des-Prés (aujour-d'hui rue de l'Ancienne Comédie), en face de la Comédie-Française. Il vendit du casé, du thé, du chocolat, des glaces, et des liqueurs de toute espèce. Son succès sut rapide, et il eut un si grand nombre d'imitateurs que, dès 1676, il fallut réunir en corporation les casetiers ou limonadiers. Ils étaient généralement désignés sons ce dernier nom.

L'établissement de ces cafés publics ent. comme le remarque Le Grand d'Aussy, une influence considérable sur les mœurs. Au xvii siècle, les grands seigneurs allaient au cabaret et ne rougissaient pas de a'y enivrer. Louis XIV n'avait pu détruire cet usage. Les casés eurent longtemps un caractère plus décent. Le casé Procope surtout devint le rendez-vous de gens de lettres, parmi lesquels on remarquait Saurin, Lamette-Houdart, J. B. Rousseau, etc., et jusqu'à nos jours il a conservé quelques vestiges de son ancienne réputation. Les cafés se multiplièrent tellement pendant le xviii siècle, qu'on en comptait six cents a Paris sous Louis XV; aujourd'hui on les compte par milliers. Il s'en est établi jusque dans les villages, et leur influence, qui avait paru utile au commencement du xviii siècle, est devenue pernicieuse. Les cafés estuminets out trop souvent rappelé ces tavernes des xvi-et xvu- siècles , dont les orgies avaient provoqué le dégout d'une société plus polie. On a cherché, de nos jours, à attirer le public par le luxe des glaces et des meubles, et par l'établissement de cafés-concerts, dont l'usage existait depuis longtemps en Allemagne. Les cafés sont, comme tous les lieux publics, sous la surveillance spéciale de la police et de l'autorité municipale. Les maires ont le droit d'y interdire les billards, jeux de cartes, bals publics, musique, danses, etc., et de fixer l'houre de la fermeture. C'est ce qui résulte d'un grand nombre d'arrèts de la cour de cassation, principalement d'arrêts du 13 décembre 1834, 13 janvier 1837, 7 juillet 1838, 13 novembre 1835.

CAGES DE FER. — L'usage d'enfermer les prisonniers dans des cages de fer exista pendant tout le moyen age; mais les cages de fer de Louis XI ont fait oublier les autres. Elles étaient construites de telle sorte que les prisonniers ne pouvaient s'y tenir ni debout, ni couchés, ni assis: ils y étaient courbés. Telles étaient les prisons que Louis XI nommait ses fillettes.

CAGOTS. — Les cagots, cagous, cacoux, cacous, caqueux, sont une race

misérable qu'on retrouve principalement dans les Pyrénées, et sur le littoral de l'Ocean jusqu'en Bretagne. Les noms varient suivant les localités. Les formes cagots, cagona, transgots, sont usitées surtout dans les Pyrénées: gahets, gaffets, dans le département de la Gironde: gavaches, dans le pays de Blaye; ailleurs, gavels et gavots; colliberts (voy.ce mot); dans le bas Poitou; caqueux, ou caquins en Bretagne. Ces populations étaient jadis sequestrees comme les lepreux, et la croyance populaire les accusait de dégradation morale et physique. A l'église, on leur assignait une place spéciale. Les cagots ne pouvaient se marier qu'entre eux. Ils exerçaient général-ment des métiers qui les tenaient à l'écart; ils étaient souvent charpentiers ou cordiers. Les colliberts du bas Poitou sont encore pecheurs. Aujourd'hui même le préjugé populaire les pour-suit et les tient dans l'isolement. Comment s'expliquent le caractère étrange et la position de ces populations? d'où viennent leurs noms? On a imagine une multitude d'hypothèses contradictoires. L'opinion la plus vraisemblable considère ces ruces proscrites comme des Espagnuls émigrés en France; le peuple les assimilant aux Goths. qui avaient occupé l'Espagne, les appela ca-goths (chiens de Goths). On place ces émigrations vers l'époque de Charlemagne. Le droit du moyen age, si peu favorable à l'étranger (voy. Aubain, Aubaine, Épave), les condamna à une position inférieure, et le prejugé populaire les confondit avec les lepreux. Les progrès de la civilisation n'ont pu entièrement dissiper cette erreur et détruire ces coutumes barbares. Il paraît certain, malgré les assertions de quelques voyageurs, que les cagots n'ont rien de commun avec les crétins. Voy. Histoire des races maudites, par Francisque Michel.

CAGOUS, CAGOUX. — Voy. CAGOTS.

CAHIER DES CHARGES. — Acte qui contient l'ensemble des conditions imposées à un fermier, à l'adjudicataire d'une entreprise, d'une fourniture, ou à l'acquéreur d'une propriété.

CAHIERS DES ÉTATS GÉNÉRAUX. — On appelait ainsi les mémoires que rédigeaient les divers ordres réunis dans les assemblées des états généraux, pour exprimer leurs plaintes et leurs vœux. Voy. Etats généraux.

CAHORSINS. — Voy. CAORSINS.

CAISSE D'AMORTISSEMENT. -- Voy. Amortissement.

CAISSE DE POISSY. - Voy. BOUCHERS.

CAISSE DES DÉPOTS ET CONSIGNA-TIONS. — La caisse des dépôts et consignations chargee de recevoir les cautionnements de certains fonctionnaires publics, les consignations judiciaires, etc., n'est pas un établissement aussi récent qu'on l'a quelquesois prétendu. Dès 1578, Henri III crea des receveurs des dépôts et consignations établis dans tous les lieux du royaume où il y avait des sièges de justice. Le préambule de cet édit explique les motifs qui ont déterminé le roi à cette création d'offices, et prouve que des plaintes s'étaient élevées contre les greffiers qui, antérieurement, recevaient les consignations judiciaires. Les receveurs des consignations existèrent jusqu'en 1789. lls furent supprimés par les lois des 10, 12, 30 septembre, et 19 octobre 1791. Le directeur de district fut chargé provisoirement de recevoir les consigna-tions. Une loi du 23 septembre 1793, ordonna qu'elles sussent versées, pour Paris, à la caisse générale de la Trésorerie nationale, et, pour les départements, aux caisses de district. Dans la suite, la caisse d'amortissement fut chargée de recevoir les consignations, et d'en servir l'intérêt à 3 pour 100, à partir du soixante et unième jour après la consignation. La loi du 28 avril 1816 sépara la caisse des dépôts et consignations de lu caisse d'amortissement. La première fut chargée de recevoir et d'administrer les fonds de retraite, l'argent nécessaire pour les services de la Légion d'honneur, les dépôts volontaires, les con-ignations judiciaires, les cautionnements des agents comptables, etc. La caisse des dépôts et consignations est autorisée à faire des prêts aux départements, aux communes. aux établissements particuliers, et même aux particuliers, quand ils presentent tontes les garanties désirables. La caisse est administrée par un directeur général, un sous-di-ecteur, et un caissier. Les receveurs généraux lui servent d'intermédiaires dans les provinces.

CAISSES D'ÉPARGNE. — Ces institutions, si avantageuses aux ouvriers et aux petits rentiers, furent dues d'abord à des associations particulières qui recevaient les épargnes des ouvriers, leur en servaient l'intérêt, et s'engageaient à les tenir toujours à la disposition des propriétaires. En 1855, la loi intervint dans l'organisation des caisses d'épargne, et détermina les sommes qui pourraient y être déposées, l'intérêt qu'elles produiraient, et les garanties des déposants. Déjà, antérieurement, la loi du 28 juin 1833 avait établi des caisses d'épargne en faveur des instituteurs primaires.

CAJACS. — Corps de deux cents gentilshommes créé pour le service de la marine en 1668; il tirait son nom de Cajac qui l'avait organisé.

CALE.—Supplice réservé spécialement aux matelots. Voy. Supplices.

CALECHES. - Voy. VOITURE.

CALEMBOURS. - Voy. JEUX D'ESPRIT.

CALENDAIRE (Pain). — Pain que dans certaines églises on offrait à Noël; il tirait son nom de ce que la fête de Noël était quelquesois appelée Calenda. On donnait encore le nom de calendaire à un registre que l'on conservait dans les églises et où étaient inscrits les noms des biensaiteurs.

CALENDES. — On appelait autrefois calendes les assemblées des curés de campagne convoquees par les évêques. Le nom
de calende s'applique encore à certaines
portes des églises cathédrales et à la place
voisine. Elles tirent ce nom d'un verbe grec
(zalia) qui veut dire appeler, parce que
c'était là que le jeudi saint le diacre proclamait les noms des pénitents que l'Exlise
admettait de nouveau à la participation des
cérémonies religieuses.

CALENDRE ou CALANDRE. — Machine introduite en France par Colbert. On s'en servait aux xvii et xviii siècles pour moirer les étoffes et en cacher les défauts.

CALENDRIER. — Voy. Année et Com-Put ecclésiastique.

CALEPIN. — Ce terme, qui désigne maintenant un memento, un portefeuille où l'on conserve quelques notes, s'appliquait primitivement à un gros dictionnaire composé, au xvie siècle, par Antoine Calepin et regardé comme un abrégé de la science universelle. De la l'expression proverbiale consulter son calepin. Dans la satire Ménippée, lorsque le cardinal de Pellevé a terminé sa harangue, le prieur des Carmes improvise ce quatrain:

Son éloquence il n'a pu faire voir Faute d'un livre où est teut son savoir; Seigneurs États, excuses e bon homme, Il a laissé son catepin à Rome.

CALICE. — Vase sacré qui sert au sacrifice de la messe. Les anciens calices étaient à deux anses. Voy. Rites ecclésias-tiques.

CALLIGRAPHIE. — Art de l'écriture. Les manuscrits du moyen âge sont souvent des modèles de calligraphie. Voy. ÉCRITURE et MANUSCRITS.

٠,

CALLOTS. — Nom donné dans certaines provinces aux vagabonds. Voy. VAGA-BONDS.

CALOTTE. — Au xive siècle, les ecclésiastiques portaient déjà des calottes, puisque les statuts synodaux de Poitiers, en 1377, leur défendirent de conserver leurs calottes per dant l'office Cependant l'usage n'en devint général qu'au xvie siècle. Au xviie, heaucoup de laïques portaient des calottes comme les ecclésiastiques.

CALOTTE (Régiment de la). — On désignait au XVIII° siècle, sous le nom de régiment de la calotte, une association qui se faisait remarquer par son esprit satirique. Voy. RÉGIMENT DE LA CALOTTE.

CALVAIRE. — Les calvaires sont des croix élevées en mémoire d'un événement tragique, d'une mission, ou simplement au croisement des routes et aux limites d'un domaine. Dans plusieurs parties de la France, et principalement en Bretagne, on trouve de nombreux calvaires I is sont quelquefois placés sur des hauteurs et deviennent des lieux de pèlerinage. Des stations, ornées de tableaux, représentent les différentes scènes de la passion, et marquent les lieux où les pèlerins doivent s'arrêter pour prier. La sculpture a, dans certaines contrées, orné les calvaires avec un soin particulier, et les a chargés des instruments de la passion.

CALVAIRE (Congrégation du). — Ordre de religieuses qui suivaient la règle de saint Benoît. Elles furent établies d'abord à Poitiers par Antoinette d'Orléans, de la mai-on de Longueville Paul V confirma cet établissement en 1617. En 1621, Marie de Médicis donna à ces religieuses une maison dans Paris, près du Luxembourg. Le père Joseph contribua à leur faire bâtir, en 1638, un couvent dans le Marais, où résidait la générale de l'ordre. Le nom de filles du Calvaire en est resté à un des boulevards de Paris.

CALVINISTES. — Disciples de Calvin. Voy. Hérétiques.

CAMAIL.—A l'époque des croisades, les chevaliers portaient une cotte de mailles de fer, dont la partie supérfeure pouvait se rabattre sur la tête comme un capuchon, et formait un bonnet de mailles qu'on appelait cap de maille, par abréviation camail. Dans la suite, le camail devint un signe distinctif des évêques et des chanoines qui le portent encore aujour-d'hui sur le rochet. Ils ne commencèrent à s'en servir qu'au xve siècle; plusieurs

synodes en prohibèrent l'usage; mas un synode tenu à Paris en 1528 l'autorisa. Le camail des évêques est violet, celui des chanoines de couleur noire.

CAMAIL (ordre du). — L'ordre du camail ou porc-épic, sut fondé en 1394 par Louis d'Orléans, frère de Charles VI. Le nom de cet ordre venait de ce que le duc d'Orléans donnait avec le collier une bague d'or garnie d'un camaieu ou pierre d'agate, qu'on appelait alors camail, sur laquelle était gravée la figure d'un porcépic.

CAMALDULES. — Ordre religieux qui tire son nom de la solitude de Camaldoli en Italie. Les camaldules avaient des maisons en France; ils y portaient le nom de congrégation de Notre-Dame de Consolation. Voy. CLERGÉ RÉGULIER.

CAMBAGE. — Droit qui se levait sur la bière. (Du Cange, ve Camba.)

CAMBISTES. — Ce mot désignait autrefois les changeurs. Voy. BANQUE.

CAMBRELAGE. — Redevance perçue par le chambellan; elle attribuait à cet officier le manteau de tout vassal qui rendait hommage au roi.

CAMELIN. — Drap de couleur brune dont on se servait au moyen âge. Jean de Garlande, qui vivait au xine siècle, dit que le camelin tire son nom du chameau à canse de la ressemblance de la couleur de cette étoffe avec celle du chameau. M. Douët d'Arca fait remarquer (Comptes de l'argenterie des rois de France) que l'on fabriquait aussi du camelin blanc.

CAMELOT. — Le camelot, qu'on a souvent confondu avec le camelin, en était tout à fait distinct au xive siècle, d'après M. Douët d'Arcq (l. c.). Les camelots étaient à cette époque une étoffe recherchée, faite d'une laine très-fine, approchant du cachemire, et quelquefois même de la soie.

CAMERIER. - Voy. CHAMBRIER.

CAMISADE. — On appelait camisade des expéditions faites de nuit, et où les soldats mettaient leurs chemises ou camises sur leurs armes pour se reconnaître.

CAMISARDS. — Nom donné aux calvinistes des Cévennes, qui, après la révocation de l'édit de Nantes (1685), prirent les armes pour la défense de leur religion. Ils tiraient leur nom de l'usage que nous venons de rappeler. Il y eut aussi des camisards blancs ou catholiques, en opposition aux camisards protestants. Les camisards catholiques s'appelaient encore cadets de la croix.

CAMOCAS. — Riche étoffe de soie que

l'on tirait souvent de l'Orient; il en est question dans les Comptes des rois de France au XIV siècle, où l'on voit que le prix de cette étoffe n'était pas de beaucoup inférieur à celui des draps d'or. (Douët d'Arcq, Comptes de l'argenterie des rois de France.)

CANAUX. — Pour faciliter la navigation intérieure, on a creusé en France un grand nombre de rivières artificielles qu'on appelle canaux: on en trouvera l'énumération à l'article Navigation intérieure. — On appelle aussicanaux des bras de mer resserres entre deux terres, comme le canal de Saint-Georges, le canal d'Otrante.

CANCEL. — On appelle cancel la partie du chœur d'une église qui est le plus rapprochée du maître-autel. Le nom de cancel vient des barreaux (cancelli), dont elle est ordinairement entourée, et qui séparent les prêtres occupés du service divin de la foule du peuple.

CANCELLATION. — La cancellation était une sorte de rature qui se faisai à claires voies, ou en treillis, ou en traçant sur la page cancellée une croix de saint André (X), ou même en coupant le parchemin par une incision cruciale. Elle annonçait quelquefois l'inutilité, et quelquefois la fausseté ou la répétition superflue de la partie comprise dans la cancellation. On cancellait des pièces dans leur totalité, sans qu'on les regardat comme fausses (Ordonnances, V, 115), mais uniquement pour les rendre inutiles. La cancellation ne marqua pas même toujours qu'un acte fut nul ou qu'il n'eut plus de force; car, en 1304, Philippe le Bel or-donna aux notaires de barrer ainsi les actes, dont les expéditions auraient été délivrées aux parties. Les vidimus ou copies authentiques du xIII siècle, et des siècles suivants, indiquent que l'acte qu'ils confirment n'a été ni cancellé, ni vicie en aucune de ses parties. Cette formule était consacrée. Voy. D. de Vaines, Dictionnaire raisonné de diplomatique.

CANEVAS. — Bouclier de cuir dont se servajent les serfs et les vilains.

CANNE. - Voy. HABILLEMENT.

CANON. — Voy, ARMES.

CANON. — Ge mot était employé dans des acceptions très-diverses. On appelait canon, dans les derniers temps de l'empire, le rôle des revenus de l'État. Le canon impérial servit, après les invasions des barbares, à indiquer le taux de certaines réflevances. Le mot canon a conservé cette signification dans quelques provinces, et spécialement en Alsace. Il désignait aussi les lois et règles de

la discipline ecclésiastique. Voy. Droit CANON.

CANON. — On appelle encore canon la partie de la messe que le prêtre prononce à voix basse depuis la préface jusqu'au pater. Le canon de la messe est fort ancien. Saint Ambroise en parle : il est dans sa liturgie à peu près tel que nous le voyons aujourd'hui. Le concile de Trente dit que le canon de la messe est composé des paroles de Jésus-Christ, de celles des apôtres et des premiers papes. Il défend expressément de le réciter à haute voix

CANONICAT. — Bénéfice et dignité de chanoine. Voy. CHANGINES.

CANONIQUES (Livres). — Livres contenus dans l'Ancien et le Nouveau Testament, dont le caractère authentique et sacré a été reconnu par l'Eglise.

CANONIQUES (Peines). — Les peines canoniques sont celles que l'Église peut imposer. Voy. RITES ECCLÉSIASTIQUES.

CANONISATION. — Déclaration du pape qui, après de nombreuses enquêtes et formalités, met au catalogue des saints un nomme dont la vie a été reconnue sainte et qui a fait quelques miracles Du Cange dit que, primitivement, la canonisation n'était qu'un ordre du pape qui faisait insérer dans le canon de la messe, le nom de ceux qui s'étaient distingués par leur sainteté. Dès les premiers siècles, l'Eglise **avait e**u des notai**res** ou greshers qui recueillaient les actes des mariyrs, le genre de leur supplice, et les circonstances qui Pavaient accompagné, et, afin que les actes ne pussent être falsifies, l'Eglise nommait des sous-diacres qui veillaient à ce que les procès-verbaux de la mort de chaque marlyr fussent conservés avec grand soin; quand elle le jugeait à propos, elle insétait leur nom au catalogue des saints. Lhaque évêque en usait de même dans son diocèse, avec cette différence que le martyr qu'il honorait n'était regarde que comme bienheureux, tant que l'Eglise romaine n'avait pas approuvé ce culte. Le dernier exemple de ces canonisations particulières eut lieu en 1153. L'archevêque de Rouen prononça à cette époque une canonisation.

Depuis cette époque le droit d'inscrire au catalogue des saints a été exclusivement réservé au siège de Rome. Lorsque la canonisation a été prononce, on marque un office particulier en l'honneur du saint; on érige des églises sous son invocation et des autels pour y office le sacrifice de la messe. Les ossements du saint, tirés de la première sépulture, sont placés dans des châsses et portés processionnellement; l'anniversaire de sa mort est déclaré jour de tête. En 1225, le pape Honorius III accorda plusieurs jours d'indulgence pour les canonisations.

CANONNIERS. — Nous avons parle ailleurs (voy. Armes) de l'invention des armes à feu. Les compagnies spéciales de canonniers ne datent que du ministère de Louvois. Dans l'origine, le soin de veiller sur l'artillerie était confié à des troupes etrangeres, d'abord aux Suisses, et plus tard aux lansquenets. Ces derniers eu avaient la garde à la bataille de Marignan (1515). Il est question, sous Louis XIII, en 1621, d'un commissaire de l'artillerie qui portait le titre de colonel des pionniers. Mais le premier régiment français, chargé du service spécial de l'artillerie, fut celui des susiliers organisé en 1671. Il tirait son nom de ce que les soldats étaient armés de fusils et de baïonnettes, tandis que les autres corps d'infanterie n'avaient que des mousquets. Il se composait primitivement de quatre compagnies chacune de cent hommes, que l'on tira des autres régiments. L'une de ces compagnies était celle des canonniers. la seconde celle des sapeurs pour les tranchées, la troisième et la quatrième se composaient de charpentiers et autres ouvriers qui servaient de pontonniers. En 1672, peu de temps avant la guerre de Hollande, le régiment des tusiliers fut augmenté de vingt-deux compagnies. Il subit dans les années suivantes plusieurs modifications exposées en détail par le père Daniel, dans son Histoire de la milice française, et trop peu importantes pour être retracées dans un résumé. En 1693, Louis XIV donna au regiment des fusiliers le nom de royal-artillerie. En 1702, ce prince organisa une compagnie dé canonniers gardes-côtes de l'Océan; elle se composait de deux cents hommes sans compter les officiers.

En 1755 (8 décembre), le régiment de royal-artillerie sut réuni à celui des mineurs, des sapeurs et des pontonniers sous le nom de corps royal de l'artitlerie et du génie. Ils furent de nouveau sépares en 1758 (5 mai). Le régiment d'artillerie conserva depuis cette époque le nom de corps d'artillerie, et subsista jusqu'à la révolution. En 1784, un nouveau corps d'artillerie fut organisé sous le nom de corps royal de l'artillerse des colonies. En 1791, les régiments de toutes les armes ne furent plus désignés que par leurs numeros d'ordre. Pendant la révolution et l'empire, l'artillerie reçut un grand développement. Les bataillons du train d'artillerie furent créés sous le consulat.

104

en 1800. En 1814, le service de l'artillerie employait plus de cent mille hommes. Aujourd'hui, l'armée compte quatorze regiments d'artillerie, un bataillon de pontonniers, douze compagnies d'ouvriers d'artillerie, et six escadrons du train des parcs d'artillerie. Il y a dans chaque régiment d'artillerie des artificiers qui charpent les bombes, les obus, préparent des fusées incendiaires, des boulets à éclairer, des fusées de signaux, etc. Chaque régi-ment a un chef artificier, et chaque batterie six artificiers.

CANONS. — Décisions des conciles. Voy. Conciles.

CANONS. — Partie de l'habillement; ornements larges et ronds, chargés de dentelles, qu'on attachait au-dessous du genou et qui pendaient jusqu'à la moitié de la jambe. Ces canons furent à la mode pendant une partie du xviie siècle. Molière s'en est moqué dans l'Ecole des Maris (act. 1, sc. 1), où il parle

. de ces grands canons , où comme en des entraves On met tous les matins ses deux jambes esclaves.

CANTATE. — Petit poëme destiné à être chanté. J. B. Rousseau a composé les premières cantates françaises. Ce genre de poésie était depuis longtemps cultivé en Italie.

CANTON. — Subdivision de l'arrondissement; il y a un juge de paix par canton. VOY. DIVISIONS DE LA FRANCE.

CANZONES. — Chants des troubadours. Voy. TROUBADOURS.

CAORSINS. — On appelait, au moyen age, caorsins ou cahorsins, les banquiers ot les usuriers. Ce mot venait, selon les uns, des Corsini de Florence, selon d'autres, des habitants de Cahors qui pratiquaient l'usure. Plusieurs ordonnances des rois de France chassèrent du royaume les cahorsins aussi bien que les juifs et les Lombards qui se livraient au même commerce.

CAPARAÇONS. — A l'époque féodale, les chevaux étaient bardés de ser comme les, chevaliers. Cette armure était primitivement leur seul caparaçon. Dans la suite, des housses richement ornées flottèrent sur les chevaux dans les tournois, et portèrent les armes des s igneurs. On en voit un spécimen dans le tournoi du roi René, dont le dessin est reproduit au mot Armes (fig. P) Le mot caparaçon est espagnol et dérivé de cape; il a la même signification que grande cape.

CAPDALAT. — Ancien titre de dignité qui s'appliquait principalement à la terre de Buch on Buchs (Gironde).

CAPE. - Vêtement commun aux deux sexes qui a servi de modèle à la robe des moines. La cape était une ample robe munie d'un capuchon que l'on rabattait sur la tête pour se garantir contre le vent et la pluie. La capote des paysannes de quelques provinces rappelle encore ce vètement primitif. La cape d'étoffe précieuse, ornée de broderies d'or et d'argent, était réservée aux rois, aux sei-gneurs, et aux dignitaires de l'Église. Le manteau royal et ducal a longtemps rappelé la cape de nos pères; on la retrouve encore aujourd'hui dans la chappe des ecclésiastiques. Le nom même de chapps n'est qu'une forme du mot cape.

CAPELINE. — Espèce de chapeau. « C'était autrefois, dit Furetière, un chapeau de forme basse et de petit bord, que portaient les bergers, les messagers, et les laquais. Au xvii siècle, selon le même auteur, la capeline était un chapeau que les femmes portaient par galanterie et par ornement, à la chasse, au bal, et en mas-carade. Il était fait d'ordinaire de paille à grands bords, doublé de taffetas ou de satin, et couvert de plumes; ce n'était quelquefois qu'un bonnet de velours garni de plumes. — En termes de blason, on a appelé capeline une espèce de lambrequin que les anciens chevaliers portaient sur leur heaume (voy. Armes, fig. P). Ce mot a donné lieu à l'expression proverbiale: homme de capeline, pour dire un homme résolu et déterminé au combat. » Le casque ou pot de fer que portaient les fan-tassins du xve siècle (voy. Armes, fig. T), se nommait aussi capeline.

CAPÈTES. — Boursiers du collége de Montaigu. Les bourses des capètes avaient été fondées, en 1480, par Jean Standonck, de Malines, docteur en Sorbonne. Les boursiers requrent ce nom, parce que, outre une espèce de froc, ils portaient de petits manteaux appelés capèles.

CAPETIENS. — La dynastie capétienne qui tire son nom de Hugues Capet, a régné sur la France de 987 à 1789, et de 1815 à 1848. Voy. Royaute,

CAPISCOL. — On donnait le nom de capiscol (caput scolæ) à un des dignitaires des anciens chapitres qui était chargé de présider aux écoles; on l'appelait aussi quelquefois écolâtre. Le nom de capiscol désignait encore, d'après Lacurne Sainte-Palaye (v° CAPISCOL), le cours d'études comprenant la théologie, le droit, la médecine, et les lettres nommées à cette époque Faculté des arts.

CAPITAINAGE. — Droit que percevaient les officiers royaux dans le Forez; c'était une espèce de taille on d'impôt foncier et personnel.

CAPITAINE. — Ce mot désigne un chef (caput) et s'applique tantôt à l'armée de terre, tantôt à la marine (voy. Hièrarchie militaire et Marine). — Primitivement, et jusqu'au xvi* siècle, le capitaine occupait un des premiers degrés dans la hiérarchie militaire; il est tombé auccessivement au septième rang.

CAPITAINE AUX GARDES. — Officier qui commandait une des trente compagnies d'infanterie dont se composaient les gardes françaises.

CAPITAINE D'ARMES. — On appelait autrefois et on appelle encore aujourd'hui capitaines d'armes ou d'armement, les officiers chargés de veiller à ce que les armes de la compagnie soient toujours en bon état.

capitaines des foires. — Magistrats étrangers que l'on pourrait comparer aux consuls actuels et qui résidaient en France, au moyen àge, avec mission de protèger leurs concitoyens dans les foires de Champagne. On trouve, en 1297, un Médicis de Milan qui prenaît le titre de capitaine de la communauté des marchands italiens. (Capitaneus et rector universitatis mercatorum Italiæ.) Voy. Foires.

CAPITAINE DES GARDES. — Officier qui commandait une des quatre compagnies de gardes à cheval de la maison du roi. Voy. MAISON DU ROI.

CAPITAINES DES VILLES. — L'institution des capitaines des villes date de la première partie du xive siècle. Philippe V les établit dans les places fortes, à côté des prévôts et des baillis, pour qu'ils commandassent les troupes et veillassent au maintien de la tranquilité publique : ce sont les termes mèmes de l'ordonnance (Ordonnances des R. de F., 1, 635). Cette institution prouve que les rois reconnaissaient de plus en plus la nécessité de separer des fonctions qui jusqu'alors avaient été réunies.

CAPITAINERIE. — Gouvernement d'une maison royale et des terres qui en dependaient; on dis it dans ce sens la canitainerie de Fontainebleau, de Boulogne, etc. L'officier préposé à une capitainerie avait sous ses ordres un grand nombre de gardes pour veiller à l'entretien des forêts et des chasses. Les capitaines des chasses avaient juridiction, mais seulement pour les délits de chase; les appels de leurs tribunaux se refévaient aux tables de marbre et en dernier ressort aux parlements. On appelait aussi capi-

tainerie le commandement des hommes préposés à la garde d'une certaine étendue de côtes, et cette étendue de côtes elle-même. Le capitaine général, auquel appartenait l'autorité supérieure dans une capitainerie, avait sous ses ordres un major général et un lieutenant général qui composaient son état-major.

CAPITALE. — Paris n'a pas toujours été capitale de la France, c'est-à-dire ville principale, siège au gouvernement français. Sous les Mérovingiens, Metz, Soissons, Orléans, étaient capitales aussi bien que Paris. Charlemagne avait choisi pour cupitale Aix-la-Chapelle. Charles VII, an commencement de son règne, fit de Bourges le siège de son gouvernement; muis en genéral, depuis l'avénement des Capétiens, Paris a été capitale de la France. Il serait facile d'en trouver la raison dans sa situation sur un grand fleuve et au milieu d'une contrée dont les habitants, par leur caractère sympathique, ont pu réunir toutes les nuances du génie français. Tours, et les villes de la Loire, qui semblaient appelées, par leur position centrale, à l'emporter sur Paris, sont habitées par une population ingenieuse, mais nonchalante. Les grandes villes du midi, comme celles des extremités orientale et occidentale, ont une physionomie caractérisée et des mœurs originales, qui les séparent profondément du reste de la France. On peut donc, sans esprit de système, reconnaître que l'aris était mieux placé qu'aucune autre ville pour opérer cette fusion de populations qui est surtout l'œuvre d'une capitale. Dès le xvi• siècle la supériorité de l'aris était reconnue. On lit dans les Mémoires de Michel de Castelnau, écrivain de cette époque : « Paris est la capitale de tout le royaume et des plus fameuses du monde, tant pour la splendeur du parlement qui est une compagnie illustre de cent trente juges, suivis de trois cents avocats et plus, qui ont réputation envers tous les peuples chrétiens d'être les mieux entendus aux lois humaines et au fait de la justice; que pour la faculté de théologie et les autres langues et sciences, qui reluisent plus en cette ville qu'en autre du monde, outre les arts mécaniques et le trafic merveilleux qui la rend tort peuplée, riche et opulente; de sorte que les autres villes de France et tous les magistrats et sujets y ont les yeux jetés, comme sur le modèle de leurs jugements et administrations politiques »

CAPITANE. — Galère qui portait le commandant. En 1669, Louis XIV supprima la charge de capitaine général des ga-

lères. Dès lors il n'y eut plus de galère capitane. La première galère s'appela réale ou royale, et la seconde patronne.

CAPITATION. — Impôt personnel établi par les empereurs romains (voy. Impòrs). Louis XIV rétablit, en 1695, la capitation qui devait être payée par tous les Français, sans distinction de privilégiés et de non privilégiés. Saint-Simon (Mémoires, I, 250) en attribue l'invention à Lamoignon de Basville, intendant du Languedoc, et prétend que le contrôleur général Pontchartrain resista à l'établissement de cet impôt. « Il en prévoyait, dit-il, les terribles conséquences et que cet impôt était de nature à ne jamais cesser. A la fin, à force de cris et de besoins, les brigues lui forcèrent la main. » La capitation, après avoir été suspendue en 1698, fut rétablie en 1701 et elle a été maintenue, sous le nom d'impôt personnel, jusqu'à nos jours.

La capitation devait être établie d'après une échelle proportionnelle. Les pauvres, les ordres mendiants et les Français dont la contribution n'atteignait pas quarante sous (on fixa plus tard la limite à vingt sous) en étaient exempts. Tous les autres étaient divisés en vingt-deux classes d'après leur fortune et devaient être soumis à une taxe proportionnelle; mais ces projets ne se réalisèrent pas. Le clergé se racheta de la capitation par un don gratuit, et, en 1710, s'en affranchit complétement en payant six fois la valeur de ce don. Les privilégiés obtinrent des receveurs speciaux. Les parlements et les autres tribunaux firent eux-mêmes la répartition de la capitation. Enfin les pays d'états (voy. États) obtinrent de se racheter de la capitation en stipulant le payement d'une certaine somme pour toute la province.

CAPITOLE. — Hôtel de ville de Tonlouse.

CAPITOULATS. — Quartiers de Toulouse administrés par des capitouls.

CAPITOULS. — Magistrats municipaux de Toulouse: ils tiraient leur nom du Capitole où ils se réunissaient. Ces noms suffiraient pour prouver que la commune de Toulouse remontait aux municipes romains (voy. Communes et Municipes). La dignité de capitoul était très-recherchée. C'était un proverbe dans le midi de la France.

Cil de noblesse a grand titoul Qui de Toulouse est capitoul.

Au xviiie siècle, la dignité de capitoul anoblissait. Ces magistrats avaient droit d'image, c'est-à-dire que, l'année de leur

administration écoulée, leur portrait était placé dans la maison de ville, coutume qui rappelait encore leur origine romaine; on sait, en effet, que le jus imaginum (droit des images: était une des prérogatives du patriciat romain. Toulouse se divisait, au moyen age, en bourg et en cité, et chaque partie fournissait six capitouls. En 1336, la ville étant plus peuplée que le bourg donna huit des douze magistrats. En 1390, Charles VI réduisit les capitouls à quatre; en 1392, il en porta le nombre à six, puis à huit et enfin à douze en 1401. En 1438, les capitouls forent de nouveau réduits à huit et restèrent fixés à ce nombre jusqu'à la révolution qui imposa à toute la France le même régime municipal.

CAPITULAIRES. — Ordonnances des rois francs et principalement de Charlemagne qui tiraient leur nom de ce qu'elles etaient divisées par chapitres (per capita ou capitula). Anségise, abbé de Fontenelle ou Saint-Wandrille, en fit un premier recueil en 827; un diacre de Mayence, nommé Benoît, en réunit un grand nombre d'autres; enfin, en 1677, le savant Baluze, bibliothécaire de Colbert, a publie un recueil des capitulaires en 2 vol. in-folio. Ces lois sont trop importantes pour que nous n'en exposions pas le caractère et les principales dispositions. Les capitulaires embrassent tous les détails du gouvernement, depuis les intérêts politiques les plus élevés jusqu'aux revenus des métairies. Pour traiter avec plus de méthode de ces lois carlovingiennes, nous examinerons successivement les dispositions relatives à l'état des personnes, au gouvernement central et local, à l'administration de la justice, an service militaire, aux finances, au commerce et à l'industrie, enfin aux écoles et au clergé.

§ Ier. Etat des personnes. — Lorsque Charlemagne monta sur le trône (768), l'aristocratie des leudes avait triomphé des Mérovingiens. Elle avaitsecondé l'avénement des Carlovingiens, qui avaient ménagé en elle l'instrument de leur puissance. Les seigneurs et les vassaux (les mots seniores et vassi se trouvent déjà dans les capitulaires) formaient une hiérarchie étroitement unie et presque entièrement indépendante du pouvoir central. Charlemagne voulut, au contraire, reconstituer l'autorité monarchique et rétablir le rapport direct du souverain au sujet. Tel est le but des dispositions relatives aux hommes libres. La classe des ahrimans (voy. ce mot) disparaissait et se confondait avec les vassaux; Charlemagne voulut la relever. « Que les hommes

libres, dit l'empereur, ne soient point opprimés par les puissants; que ceux-ci ne les forcent point de vendre ou livrer **leurs** biens. Nous ne voulons pas qu'eux ou leurs parents soient dépouillés et qu'ainsi les serviteurs du roi deviennent moins nombreux. » Les hommes libres ne dépendant que de l'empereur formaient cette classe de serviteurs royaux que Charlemagne voulait reconstituer. Il les exempta de toute redevance à l'égard des comtes et des viguiers ou vicomtes. « Que les hommes libres, dit-il, ne payent aucune redevance aux comtes ou vicomtes, de leurs prés, moissons, labours, vignobles; ils ne leur doivent ni frais de voyage ni frais de séjour; ils ne sont astreints qu'au service dû au roi et à ceux qui proclament en son nom le ban de guerre ad heribannatores). » L'empereur dispensa les hommes libres de venir aux plaids que les comtes tenaient tous les mois, à moins qu'ils n'y fussent intéressés, comme demandeurs ou défendeurs. Ils n'étaient obligés d'assister qu'à trois plaids déterminés.

Les capitulaires parlent aussi des esclaves; mais sans entrer dans les détails. On remarque seulement la disposition qui défend de les vendre au delà des frontières. Celui qui la viole doit payer autant d'amendes qu'il a vendu d'esclaves. S'il ne peut les payer, il est lui même réduit en esclavage.

§ II. Gouvernement central et local. L'empereur, dans le système de Charlemagne, est seul maitre; mais il aime à s'entourer de ses guerriers, à les consulter; il ordonne que deux fois par an, en été et en automne, ils se rendent aux assemblées pationales (ut ad mallum venire nemo tardet). L'empereur écoutait les avis et se réservait la décision. Outre l'assemblée générale que présidait Charlemagne et qui ne se composait que des guerriers qui l'accompagnaient et proba-blement aussi des hommes libres de la province où il se trouvait, il y avait des assemblées particulières dans les comtés et subdivisions des comtés. Charlemagne avait institué des envoyés royaux (missi dominici) pour counaître dans ses moindres détails l'administration et les besoins de chaque partie de l'empire. Quatre fois par an, ces missi dominici parcouraient l'empire; les capitulaires leur prescrivent de faire leurs inspections en janvier, avril, juillet et octobre. Aussitôt qu'ils arrivaient dans un comté, ils devaient réunir les leudes et les ahrimans, les principaux dignitaires ecclésiastiques et la ques, les interroger sur l'administration locale, sur les comtes ou grafs, les centeniers, les dizainiers, les échevins ou juges. Ils devaient réprimer tous les abus qui leur étaient signales, et, comme ils ne pouvaient pénétrer dans toutes les localités et surveiller tous les détails de l'administration, ils nommaient des sous-commissaires qui parcouraient les pagi et leur rendaient compte de leur inspection. Les missi étaient ainsi informés exactement de tous les abus, des vœux et des besoins des populations. S'ils ne pouvaient eux-mêmes y pourvoir, ils en rendaient compte à l'empereur dont la pensée embrassait l'empire entier. Au milieu de ses campagnes de Saxe, d'Italie ou d'Espagne, il réglait les affaires de quelque obscur comté et résolvait toutes les difficultés que lui soumetraient ses envoyés. Beaucoup de capitulaires ne sont que des réponses à leurs questions.

CAP

SIII. Justice. — L'administration de la justice est un des points sur lesquels les capitulaires renferment le plus de dispositions. Le comte avait son tribunal et était tenu de rendre bonne justice en se conformant à la loi. « Que les comtes et les vicomtes, dit Charlemagne, connaissent la loi (legem sciant), afin que devant eux personne ne puisse prononcer une sentence injuste ni altérer la loi. » On voit, dans ce passage, que les comtes et les vicomtes avaient des assesseurs. On les appelait scabins ou échevins (scabini); ils étaient nommés par les magistrats royaux, et remplaçaient les rachimbourgs des lois barbares qui venaient assister le comte à son tribunal, mais comme simples jurés. Les scabins sont, au contraire, des juges royaux qui doivent connaître la loi. « Que les juges, disent les capitulaires, prononcent suivant la loi écrite et non d'après leur caprice. » La coutume tentait déja de se substituer à la loi écrite; Charlemagne ramène les juges au texte de la loi. Il veut qu'ils entendent avent tout les causes des orphelins et des mineurs, et leur recommande de ne pas aller à la chasse ou aux festins le jour où ils doivent tenir les plaids. Le comte même devait être assidu à remplir les fonctions de juge. Si les missi dominici remarquaient qu'il les négligeat, ils devaient s'établir dans sa maison et y vivre à discrétion jusqu'à ce qu'il obest. La même prescription est répétée pour les évêques, abhés et seigneurs qui ne rendaient pas exactement la justice.

Il y avait hierarchie dans les tribunaux carlovingiens : au degré inférieur étaient les tribunaux des dizainiers et centeniers. Ils ne pouvaient condamner à mort ni à la perte de la liberté. Le troisième tribunal était celui du comte. Le capitulaire de Mantoue (781) dit formellement : « Le troisième appel sera porté devant le comte qui nommera des juges convenables pour s'assurer s'il y a déni de justice » On pouvait appeler des comtes aux missi dominici et au comte du parais qui était le rand juge de l'empire carlovingien ; enfin l'empereur lui-mème recevait les appels et il semble que son palais était encombré de plaideurs; car il est question dans un capitulaire de 810 « de ceux qui troublent le palais de l'empereur et remplissent ses oreilles de leurs clameurs. » Les procès des évêques, abbés, comtes et principaux seigneurs étaient réserves formellement à l'empereur (capit. d'Aix-la-Chapelle, 812). Les cipitulaires indiquent que des précautions avaient été prises pour prévenir l'abus des appels. Ceux qui ne voulaient pas se soumettre au jugement des scabini étaient tenus de les convaincre de faux; il fallait qu'ils prissent les juges à partie; sinon, ils étaient jetés en prison. Si l'appelant était convaincu de mauvaise foi, il était condamné à payer une amende de douze sous ou à recevoir quinze coups de bâton des juges qui avaient prononcé la sentence dont il appelait.

La pénalité était très-sévère; un premier vol était puni de la perte d'un œil; pour le second, on avait le nez coupé; le troisième entraînait la peine de mort. Le parjure avait la main coupée. Les épreuves établies par les lois barbares (voy. ORDALIE) ne sont pas entièrement supprimées par les capitulaires. L'épreuve de la croix, qui consistait à tenir les bras étendus le plus longtemps possible, est formellement admise dans un capitulaire de 806. Il est aussi question de duel judiciaire dans un capitulaire daté de Pa-

vie (801).

§ IV. Service militaire. - Les capitulaires sont remplis de dispositions relatives à la guerre et au service militaire. Les guerres privées se multipliaient; Charlemagne les prohiba. Il défendit à tous ceux qui n'étaient pas officiers royaux d'engager à leur service une troupe de fidèles ou antrustions (de truste facienda nemo præsumat): Si, malgré ces défenses, une guerre privée éclatait, les officiers royaux devaient contraindre les adversaires à garder la paix; sinon, les amener devant l'empereur qui leur imposerait un traité, et, si après la conclusion de la paix, une des parties la violait et tuait l'autre, le meurtrier était condamné à payer un wehrgeld à la famille de la victime, ainsi qu'une amende dont bénéficiaît le trésor royal, et à perdre la main par laquelle il s'était parjuré.

Les capitulaires déterminaient les con-

ditions du service militaire. Tout possesseur de quatre manses était tenu de répondre en personne au ban de guerre et de marcher avec son seigneur ou avec le comte. Ceux qui avaient moins de quatre manses se réunissaient pour compléter quatre manses et fournir un homme d'armes. Tous les bénéficiers qui, après la proclamation de l'hériban, ne prenaient pas les armes pour marcher contre l'ennemi, perdaient leur bénéfice. Les armes étaient déterminées; c'était une lance, un bouclier, un casque, un arc, douze flèches. Le propriétaire de douze manses devait aussi avoir une cuirasse de fer poli. Ceux qui étaient astreints au service militaire étaient obligés de se munir d'armes et de vêtements pour six mois, et de vivres pour trois mois. Les missi dominici dressaient un tableau exact de tous les bénéficiers, et il était défendu aux principaux seigneurs d'empècher leurs vassaux d'accompagner à la guerre les comtes dans le gouvernement desquels ils étaient compris (cujus pagenses sunt).

§ V. Finances. — Le système financier n'avait enco: e aucune régularité à l'époque de Charlemagne. Un certain nombre de terres étaient censitaires, c'est-à-dire soumises à un impôt en nature ou en argent. Il y avait aussi un impôt personnel qui pesait sur quelques classes. Charlemagne maintint tous les droits du pouvoir souverain, et exigea le payement exact de ces impôts. Il désendit sévèrement aux seigneurs d'établir des péages illicites. « Que personne, dit-il, n'ait l'audace de percevoir le tonlieu (droit de péage) dans un lieu quelconque, à moins qu'il n'y ait eu des ponts à une époque fort ancienne, et que la coutume d'y lever un impôt ne soit établie depuis longtemps. » Charlemagne interdit aux seigneurs de battre monnaie et voulut qu'on ne reconnût dans tout l'empire que la monnaie frappée dans son palais d'Aix-la-Chapelle. Enfin, comme il tirait ses principales ressources de ses villæ on métairies, il publia un ca-pitulaire pour en régler l'administration (capit. de villis, et l'héritier des empereurs ne crut pas déroger en s'occupant des herbes de ses jardins.

SVI. Industrie et commerce. — Les associations, nommées ghildes, furent prohibées par les capitulaires; Charlemagne défendit de former des sociétés où l'on s'engageait par serment. Ce fut le caractère politique de ces ghildes qui le porta à les interdire; car, dans le même capitulaire, il admit les associations de secours mutuels pour réparer les désastres des incendies ou des naufrages. Il ne to-lérait qu'une seule mesure pour tout l'em-

pire (de mensuris, ut, secundum jussionem nostram, zquales fant). Il faudra traverser dix siècles avant d'arriver de nouveau à cette égalité de poids et mesures. Plusieurs capitulaires prescrivent aux gouverneurs et autres magistrats de veiller à la sécurité des voyageurs. Il est formellement désendu de lever des impôts sur les marchands qui traversent l'empire (capit. d'Aix-la-Chapelle, 809). Les voyageurs doivent être partout accueillis avech spitalité Charlemagne s'occupait aussi des marchands qui s'isaient le commerce à l'étranger, déterminait les routes qu'ils pourraient suivre et recommandait aux comtes de veiller à leur sûreté. Ces ordres s'adressaient principalement aux comtes de Bardenwick (ville située près de Lunebourg et ruinée au XII siècle), de Zelle, de Magdebourg, d'Erfurt, de Ratisbonne et de Lorch, au confluent de l'Ens et du Danube. On voit même Charlemagne suivre les marchands francs à l'étranger et les recommander au roi anglo-saxon Offa. Deux restrictions importantes sont apportées au commerce avec l'étranger; les marchands francs ne peuvent vendre ni esclaves ni armes aux nations étrangères.

SVII. Ecoles. — On sait les efforts de Charlemagne pour ranimer dans son empire le goût des lettres et y répandre l'instruction « Il amena de Rome, dit un de ses historiens, à l'année 787, des mattres dans l'art de la grammaire et du calcul, et leur ordonna de propager partout la culture des lettres. » Pour apprécier avec justice les efforts de Charlemagne, il faut se rappeler à quel degré de barbarie était tombé l'empire franc au commencement du viiie siècle. Plusieurs capitulaires ont spécialement pour but la fondation d'écoles. Ils recommandent d'établir partout des écoles de lecture pour les enfants, et d'enseigner, dans chaque monastère et dans chaque église épiscopale, le chant, la musique, le calcul et la grammaire qui comprenait à cette époque toutes les études littéraires (cap. ap. Baluze, I, 237). « Que dans toutes les bourgades, dit ailleurs Charlemagne, les prêtres tiennent des écoles, et si quelques fidèles leur envoient leurs ensants pour les instruire, qu'ils ne refusent pas de les recevoir, mais qu'au contraire ils les instruisent avec charité, sans exiger aucun salaire; qu'ils se contentent de ce que les parents voudront leur donner. » Il serait facile de multiplier les citations. Je renvoie ceux qui voudront étudier cette quéstion au recueil de Baluze. La lettre adressée par Charlemagne à Bangulf, abbé de Fulde (Baluze, I, 201 et suiv.) prouve quelle

importance l'empereur attachait à ce que les ecclésiastiques sussent instruits. En terminant il recommande à l'abbé de Fulde de communiquer sa lettre à tous ses suffragants et de la répandre dans les monastères. La multitude d'hommes éminents pour l'époque qui sortirent des écoles carlovingiennes, atteste que les efforts de l'empereur ne furent pas aussi

stériles qu'on l'a prétendu.

§ VIII. Clerge. — C'était surtout le clerge qui secondait l'empereur dans cette partie de son œuvre. Charlemagne l'en récompensa en lui donnant une large part d'influence politique et de richesses. Il établit régulièrement la dime qui jusqu'alors n'était qu'un usage (capitulaire de Francfort, ann. 794). Plusieurs capitulaires confirmèrent cette institution et expliquèrent la destination de cet impôt. La première partie de la dime devait être consacrée à l'ornement des églises, la seconde à l'usage des pauvres et des étranger», et la troisième réservée aux prêtres. Mais en même temps Charlemagne interdisait aux ecclésiastiques la chasse, la guerre, le mariage. Plusieurs dispositions des capitulaires prouvent combien les mœurs barbares avaient envahi l'Église. « Nous défendons aux prêtres, dit un capitulaire de 769, de verser le sang des chrétiens ou des paiens; nous leur interdisons aussi la chasse et les courses dans les forêts avec des chiens, des éperviers et des faucons. » Tout en accordant au clergé une grande place dans les assemblées politiques, il ne voulait pas qu'il se mélat tellement des affaires séculières que sa mission réelle sût mise en oubli. Dans un capitulaire de 811, la question suivante est posée aux missi dominici « Il faut examiner jusqu'à quel point les évêques et les abbés doivent s'occuper des affaires séculières, et les comtes et les laïques des affaires ecclésiastiques. On devra discuter avec sagacité le sens de ce que dit l'apôtre : que ceum qui se consacrent au service de Dieu ne se mélent point des affaires séculières (Ep. 11 à Tim., 2, 4), et examiner à qui s'adresse ce discours. »

Ce résumé rapide suffit pour donner une idée de l'importance des capitulaires. On trouvera une étude approfondie de ces lois dans le Cours d'histoire de la civilisation en France par M. Guizot.

CAPITULAIRES (Registres). — Registres où sont consignées les délibérations des chanoines; ils fournissent de précieux renseignements pour l'histoire des principales villes, surtout pendant le moyen age. Voy. CHANOINES.

CAPITULATION. — Reddition d'une place forte. Voy. FORTIFICATIONS.

CAPORAL. — Grade inferiour dans l'infanterie; il y avait autrefois l'anspessade au-dessous du caporal. Voy. Hiéranceie Militaire.

CAPOTS. — Population dégradée plus connue sous le nom de cagots. Voy. CA-GOTS.

CAPSE. — Boite de cuivre ou de ferblane, où les juges déposaient leurs suffrages lorsqu'on subissait un examen pour l'acte de tentative (voy. Tursus) ou pour la hoence.

CAPSCL. — On appelait capsol ou captou un droit prélevé dans certaines contrées par le seigneur sur la vente des biens de ses vassaux.

CAPTAL. — Mot gascon qui signifiait thef ou seigneur. Le captal de Buch, lean de Grailly, s'est rendu célèbre dans les guerres du xive siècle. La petite seigneurie de Buch était située dans le département de la Gironde.

CAPUCE, CAPUCHON. — Morceau d'étoffe qui tenait à la robe des moines et se rabattait sur la tête. Pendant plusieurs siècles toutes les classes portèrent des capuces ou capuchons.

CAPUCIES. -- L'association des caputiès se forma en Bourgogne, en 1186, pour inter contre l'anarchie qui désolait alors la France, et rétablir la paix. A la tête des capuciès était un bûcheron qui prétendait que la sainte Vierge, dans une apparition merveilleuse, lui avait remis une image du Christ, avec cette inscription: «Agneau de Dieu, qui ôtez les péchés du monde, donnez-nous la paix. » Secondé par l'évêque du Puy, il réussit à organiser une association dont les membres se distinguzient par un capuchon blanc, d'où leur vint le nom de capuciès. Ils s'engageaient par serment à conserver la paix entre eux et à combattre tous les ennemis de la paix. lls employaient, pour établir la concorde, les moyens les plus violents. On fut obligé de résister à leur zèle fanatique, et l'association des capuciès sut dissoute par la

CAPUCIN, CAPUCINES. — Voy. CLERGÉ RÉGULIER.

CAQUEUX, CAQUINS. — Populations semblables aux cagots. Voy. CAGOTS.

CARABINE, CARABINIERS. — Voy. Ar-MÉE, ARMES et ORGANISATION MILITAIRE.

CARABINS. — Corps de cavalerie légère, aux xvie et xviie siècles. Voy. Armés.

CARAT. — Poids qui exprime le titre de perfection plus ou moins grande de l'or.

CARAVELLE. — Vaisseau rond qui portait des voiles triangulaires appelés voiles latines.

CARBONARI. — Association secrète empruntée à l'Italie et organisée en France vers 1820. Voy. Sociétés secrètes.

CARBOUILLON. — Le carbouillon ou droit de carbouillon était un impôt qui se prélevait sur les salines de Normandie et qui était du quart du prix du sel blanc fabriqué dans les salines.

CARCAN.—Collier de fer qui servait à attacher les criminels à un poteau. Voy. Peines Afflictives.

CARCISTES. - Nom d'un parti qui, vers la fin du xyi siècle, désola la Provence; il se composait des partisans du comte de Carces, grand sénéchal de Provence.

CARDEURS. — Ouvriers travaillant la taine. Voy. Corporation.

CARDINAL. — Dès le ve siècle, il est question de cardinaux dans l'Egliseromaine, mais ce titre ne signifiait alors autre chose que clerc titulaire d'une église cardinale ou principale, soit qu'il fût prêtre ou évêque. On disait un prêtre-cardinal ou un évêque-cardinal pour désigner un prêtre ou un évêque qui avait à toujours le soin d'une église, et le distinguer d'un prêtre ou d'un évêque qui n'avait les mêmes fonctions que temporairement. Le nom de cardinaux marquait, dit Fleury, qu'ils étaient attachés à leur église, comme une porte est engagée dans ses gonds (le mot cardinal vient du latin cardo, gond). Il y avait aussi des diacres-cardinaux pour les oratoires de moindre importance. Le pape saint Grégoire se sert souvent du mot cardinal dans ce sens. Plus tard, le titre de prêtres-cardinaux fut attribué spécialement aux prêtres des villes. L'Eglise romaine, plus fidèle que les autres aux anciennes traditions, conserva cet usage. Dans un synode tenu à Rome, en 963, on trouve mentionnés des cardinaux-prêtres et des cardinaux-diacres. Peu à peu, le titre de cardinal tomba en désuétude dans toutes les autres églises, et devint une dignité exclusivement romaine. Il y avait cependant quelques exceptions; l'abbé de Vendôme jouissait encore du titre de cardinal au temps du concile de Constance (1413-1418).

En 1059, le pape Nicolas II confia l'élection du souverain pontife au collége des cardinaux (voy. Conclave). A partir de cette époque, les cardinaux formèrent le sacré collége et voulurent sièger audessus des évêques et même des archevêques métropolitains. En France, cette pretention rencontra une assez vive opposition. Cependant, dès l'époque de saint Louis, ils obtinrent la préséance sur les évêques, et, sous le règne de Philippe le Bel, l'égalité avec les princes. Aux états de Tours, sous Louis XII (1505), le cardinal de Sainte-Suzanne, évêque d'Angers, était à la droite du roi et le roi de Sicile à la gauche. Cependant les pairs ecclésiastiques disputèrent le pas aux cardinaux; et lorsqu'à la séance solennelle du parlement, où fut proclamée la majorité de Louis XIII, le 2 octobre 1614, on donna la préséance aux cardinaux, les pairs ecclésiastiques se recirèrent pour ne pas préjudicier à leurs droits. Peu de temps après, le 10 janvier 1630, le pape Urbain VIII ordonna qu'à l'avenir les cardinaux sergient appeles éminences: jusqu'alors on leur avait donné les titres d'illustrissimes et révérendissimes. A la même époque, les évêques reçurent le titre de grundeur qui leur a été conservé.

Pendant longtemps le nombre des cardinaux n'était pas déterminé. Un règlement du concile de Constance l'avait fixé à vingt-quatre, mais dans la suite les papes l'augmentèrent. Sixte-Quint en fixa le nombre à soixante-dix par une bulle du 3 décembre 1586; il devait y avoir six cardinaux-évêques, quarante-cinq cardinauxprêtres, et dix-neuf cardinaux-diacres. Ce règlement a été suivi par les successeurs de Sixte-Quint. Les insignes de la dignité des cardinaux, tels que le chapeau rouge, la pourpre, la calotte rouge, leur furent attribués à diverses époques. Ce fut le pape Innocent IV qui, au concile de Lyon en 1243, donna aux cardinaux le chapeau rouge. Vers la fin du xiii siècle, le pape Boniface VIII leur attribua la robe rouge ou robe de pourpie. Enfin, Paul II y ajouta, en 1464, la barrette ou calotte rouge, le cheval blanc et la housse de pourpre.

Il y a maintenant trois ordres de cardinaux: les cardinaux-évéques, les cardinaux-prêtres et les cardinaux-diacres. Lorsque le pape fait une promotion de cardinaux, il leur donne le titre de prêtre ou de diacre, selon qu'il le juge à propos. Ils prennent leur rang suivant l'année de leur promotion et le titre qu'ils portent. Le premier cardinal-évéque, le premier cardinal-prêtre et le premier cardinal-diacre sont appelés chefs d'ordre. Ce sont eux qui dans le conclave reçoivent les ambassadeurs et donnent audience aux magistrats. Le plus aucien cardinal par promotion ou celui qui a pu choisir le premier titre des cardinauxévèques, qui est celui d'Ostie, devient doyen du sacré colfége, et a le droit de sacrer le pape, quand il est choisi entre les cardinaux qui ne sont pas évêques. Il a le pallium (voy. ce mot comme les archevèques. Au moment de leur promotion, les nouveaux cardinaux perdent leurs bénéfices, et ce n'est que par grace que le pape les leur rend. Les cardinaux étrangers ne reçoiveut point le chapeau qu'ils n'aient un indult (voy. ce mot) qui les dispense de renoncer à leurs bénéfices.

Un cardinal, qui va à Rome pour y recevoir le chapeau, doit s'y rendre en habit court violet. Pour l'audience du pape il porte l'habit long; il ne sort ensuite de chez lui que pour le consistoire. Le jour fixé il se rend au consistoire en carrosse de cérémonie et avec la plus grande pompe. « Il s'arrête, dit Aimon (Tableau de la cour de Rome), dans la chapelle de Sixte, quand la cérémonie se doit faire au Vatican, et dans une chambre, si c'est à Monte Cavallo. Cependant les anciens cardinaux entrent deux à deux dans la salle du consistoire, et, après avoir reçu l'obédience ou baisé la main du pape, deux cardinaux-diacres vont chercher le nouveau cardinal et le conduisent devant le pape, auquel il fait trois révérences profondes, une à l'entrée de la chambre de Sa Sainteté, l'autre au milieu et la troisième au bas du trône. Ensuite il monte les degrés, baise les pieds au pape qui l'admet aussi au baiser de paix. Le nouveau cardinal donne également le baiser de paix à tous les anciens cardinaux. Cette première cérémonie achevée, le chœur des musiciens entonne le Te Deum. Les cardinaux s'en vont deux à deux à la chapelle papale, où ils font le tour de l'autel avec le nouveau cardinal, accompagne d'un ancien qui lui cède la main droite pour cette sois seulement. Après quoi, le nouveau cardinal vient s'agenouiller sur les marches de l'autel, où le premier maître des cérémonies lui met sur la tête un capuchon qui pend derrière sa chappe, et, quand on chante le Teergo du Te Deum, le nouveau cardinal se prosterne profondément et demeure dans cette posture, non-seulement jusqu'à la fin du cantique, mais encore pendant que le cardinaldoyen, qui est pour lors à l'autel du côté de l'épitre, dit quelques oraisons marquées dans le pontifical romain. Lorsque les prières sont finies, le nouveau cardinal se relève; on lui abaisse le capuchon; après quoi le cardinal-doyen, en présence de deux chefs d'ordre et du cardinal camerlingue ou chancelier, lui présente la bulle du serment qu'il doit prêter. Après l'avoir lue, il jure qu'il est pret à répandre son sang pour la sainte Eglise romaine et

pour le maintien des priviléges du clergé apostolique auquel il est agrégé. Tous les cardinaux retournent ensuite dans la chambre du consistoire, dans l'ordre qu'ils avaient gardé pour en sortir. Le nouveau cardinal s'y rend aussi, mar-chant à la droite de l'ancien qui l'accomgagnait à la chapelle. Il s'agenouille devant le pape; un mattre des cérémonies lui tire le capuchon sur la tête, et le pape lui met le chapeau de velours rouge sur le capuchon, en prononçant quelques oraisons. Le pape se retire ensuite, et les cardinaux en sortant du consistoire s'arrètent en cercle dans la saile. Le nouveau cardinal vient leur faire la révérence au milieu de ce cercle et les remercier. Au premier consistoire où assiste le nouveau cardinal, le pape fait la cérémonie de lui fermer la bouche; ce qui signifie qu'il lui est désendu de parler des choses qui s'y sont passées, et, au consistoire suivant, il fait la cérémonie de lui ouvrir la bouche, après lui avoir conféré ses titres et mis un anneau au doigt

Le nombre des cardinaux français n'a jamais été fixe. Il leur était alloué une indemnité d'installation de quarante-cinq mille francs, et un traitement de dix mille francs qui s'ajoutait au traitement d'évêque ou d'archevêque qu'ils ont presque toujours. Ces allocations ont été augmentées

dans le budget de 1853.

CARDINAL (Palais-). — Le Palais-Cardinal (aujourd'hui Palais-Royal), sut bâti par le cardinal de Richelieu et excitait une admiration que P. Corneille a exprimée dans ces vers du Menteur (acte II, scène v):

Et l'univers entier ne peut rien voir d'égat Aux superbes dehors du Palais-Cardinal.

Richelieu légua. par son testament, le Palais-Cardinal au roi Louis XIII. Anne d'Autriche en fit sa résidence ordinaire, et ce fut alors qu'il prit le nom de Palais-Royal. Louis XIV le céda à son frère le duc d'Orléans, en 1672, et il devint l'apanage de la maison d'Orléans. Ce palais avait primitivement un vaste jardin, sur l'emplacement duquel le duc d'Orleans (Louis Philippe-Joseph) fit construire, en 1781, les galeries qui devinrent le rendez-vous des étrangers et on le luxe étala ses richesses. Trois des galeries surent construites immediatement, telles qu'on les voit encore aujourd'hui. La galerie parallèle au palais ne fut pas élevée à cette époque; on construisit provisoirement des baraques que l'on appela galerie de bois: elles ont été remplacées en 1829 et 1830 par la galerie d'Orléans cou-

verte d'une toiture vitrée et occupée par deux rangs d'élégantes boutiques.

CARDINALAT. - Dignité de cardinal.

CARDINALISTES. — On donnait ce nom, au xvii• siècle, aux partisans des cardinaux de Richelieu et Mazarin.

CARÉME. — On croit généralement que le carême ou jeune de quarante jours, à l imitation du jeune de Jésus-Christ dans le désert, a été établi, au 11º siècle de l'ère chrétienne, par les papes Télesphore et Grégoire les. La nature des aliments permis pendant le carème a beaucoup varié. Il semble que, dans l'origine, l'Église s'en rapportait à la piété des fidèles sur la sévérité plus ou moins grande des jeunes. « Les tidèles catholiques, dit saint Epiphane, suivent, dans leur manière de vivre, plusieurs régimes recommandables; car les uns s'abstiennent non-seulement de la chair des quadrupèdes, des oiseaux et des poissons, mais encore d'œuis et de fromage; les autres renoncent uniquement aux quad upèdes et se permettent les oiseaux et tous les autres aliments. Ceux-ci ne mangent point de volatiles; mais ils mangent des œufs et du poi-son. Ceux-la s'interdisent les œufs. Il en est qui n'usent que de poisson; d'autres, s'abstenant de poisson, se nourrissent de pain. Enfin, quelques-uns rejettent le pain et quelques autres les fruits des arbres, ainsi que tout aliment cuit. » Socrate, un des plus anciens historiens de l'Église, confirme le témoignage de saint Épiphane. « Les dissérentes nations, dit-il, ont leur différente manière de jeuner. Comme personne ne peut montrer dans les livres saints rien de précis sur cette matière, il est évident que les apôtres ont laisse à chaque fidèle la liberté de faire en ce genre ce qui lui plairait; et c'est, selon moi, la raison des differences de jeunes qui subsistent dans les différentes églises. »

La discipline de l'Église d'Occident en matière d'abstinence, n'évait pas plus fixe, dans l'origine, que celle des Grecs Théodulte, évèque d'Orléans, vers la fin du vinesiècle, disait, dans une instruction sur les aliments permis les jours de joune: « s'abstenir d'œufs, de fromage, de poisson et de vin, c'est faire preuve d'une grande vertu (magnæ virtutis est). » Ce fut principalement vers la fin du xie siècle et au commencement du xie, à l'époque où, sous l'impulsion de Grégoire VII et de ses successeurs, de grandes réformes s'accomplissaient, que la discipline ecclesiastique, en matière de jeunes et d'abstinence, paraît s'ètre fixée. On lit dans

la vie de Godefroi, évêque d'Amiens, vers 1100, des détails qui prouvent qu'à cette époque même le carême n'était pas encore rigoureusement observé « Le jour des cendres, les habitants d'Amiens s'étant rendus à l'église de Saint-Firmin, le bienheureux Godefroi vint nu-pieds, selon sa coutume, et couvert d'un cilice, exhorter ses ouailles. Il leur defendit, dans son discours, de manger de la viande depuis ce jour-là jusqu'a Pàques. 'Mais, loin de déférer à ses ordres, ils protestèrent, au contraire, qu'ils ne quitteraient point une coutume ancienne, et, après beaucoup de plaintes contre leur evêque, qui sans cesse se plaisait, disaient-ils, à imaginer des austerites nouvelles, ils declarèrent qu'ils mangeraient de la viande le dimanche. Ils en mangèrent en effet. Le prélat le sut; mais il terma les yeux et attendit que les circonstances devinssent

plus favorables. » Au xive siècle, l'usage du beurre et du lait, pendant le carème, fut rigoureusement interdit. Un concile tenu à Angers, en 1365, s'exprimait ainsi : « Nous delendons à toute personne, quelle qu'elle soit, le lait et le beurre en carême, même dans le pain et les légumes, à moins qu'on n'ait obtenu une permission particulière d'en user. » Charles V, qui regnait à cette époque, avait une santé très-faible; il demanda au pape Grégoire XI la permission de faire usage de ces aliments. Le pape exigea, pour y consentir, un certificat du confesseur et du médecin du roi et imposa à Charles V, en compensation du jeune, des prières et d'autres œuvres de religion. En 1491, Anne de Bretagne obtint pour elle et pour toute sa maison l'autorisation de se servir de beurre pendant le carême. Peu à peu l'usage s'établit d'accorder cette autorisation moyennaut une aumone, et il y eut pendant longtemps dans les paroisses de Paris des troncs pour le beurre. A Rouen, une des tours de la cathédrale s'appelle encore anjourd'hui tour de beurre, parce qu'elle fut bàtie au commencement du xvi• siècle, en grande partie avec les au-mônes des fidèles qui achetaient la permission de manger du beurre pendant le carême. L'usagé du beurre les jours maigres devint si commun au xvII siècle, que M= de Sévigné ecrivait en 1680, à l'occasion d'un grand repas donné par les états de Bretagne : « On y aurait mangé du heurre s'il eût été jour maigre. » Aujourd'hui l'Eglise permet le beurre en careme, moyennant une aumône; il en est de même du lait et des œuss, qui ne sont in-terdits que pendant les trois derniers jours de la semaine sainte. Le fromage gieux. Voy. CLERGE REGULIER, p. 165.

était prohibé au xve siècle, comme le prouve le passage suivant du Journal d'un bourgeois de Paris sous Charles VI et Charles VII: « On mangeait de la chair en carême, du fromage, du lait et des œuss comme en temps ordinaire. »

CARÉME-PRENANT. — On appelaitainsi tantot le mardi gras, tantot le carnaval tout entier. Ce nom s'appliquait aussi aux masques qui parcouraient les rues. Le mot careme-prenant sert encore dans quelques contrées, à désigner des galettes qu'on fait principalement à l'époque du carnaval.

CARIATIDES ou CARYATIDES.représentant ordinairement des femmes captives et servant de pilastres. On prétend que ce nom vient de ce que les femmes de Carie ou Caryes dans le Péloponnèse, ayant été réduites en captivité, on les representa accablées sous le poids de la servitude.

CARICATURE. — Représentation satirique d'une personne ou d'un événement. On trouve des caricatures à toutes les époques de notre histoire. Au moyen age, la caricature s'est glissée dans les manuscrits où elle peint sous des formes grotesques des classes entières de la societé; elle s'affiche au pied même des églises, ou elle affuble certains personnages d'un costume bizarre et leur impose un type grotesque. Au xvie siècle, elle devint un instrument de parti entre les mains des protestants et des catholiques; aux xvIII et xvIII siècles, elle s'acharna contre tous les personnages qui jouaient un rôle politique, sans s'inquiéter de la sévérité des prohibitions. la révolution lui donna une liberté dont elle ne tarda pas à abuser, et jusqu'à nos jours elle n'a cessé de saisir le côté burlesque des choses humaines et surtout des événements politiques. La Bibliothèque nationale possède une collection trèscomplète et très-curieuse de caricatures politiques.

CARILLON. — La plupart des villes avaient autre sois des carillons ou réunion de cloches dont les timbres différents s'harmoniaient pour jouer des airs. Les villes de Flandre étaient surtout renommées pour leurs carillons (voy. Horlo-GES). On appelle aussi carillon le son joyeux des cloches. C'est dans ce sens que Voiture a dit:

> α Le jour que naquit Châtillon On sonna double carillon Par tous les clochers de Cythère. »

CARLOVINGIENS. — Dynastie qui a régné en France de 752 à 987. V. Rois.

CARMELITES, CARMES. — Ordres reli-

CARNAVAL. — Temps de fêtes et de réjouissances qui s'étend des Rois au carême. L'usage du carnaval remonte à une très-haute antiquité; il est même probable qu'il se rattache au paganisme. Voy. MASCARADE.

CAROLINE (Ecriture). — On donne ce nom à l'écriture qui était en usage à l'époque des Carlovingiens. Voy. Ecriture.

CAROLINS (Livres). — Les livres carolins, qu'on attribue à Charlemagne, sont au nombre de quatre et attaquent principalement le culte des images.

CAROLUS. — Monnaie de billon frappée sous Charles VIII; elle valait dix deniers.

CARRABAS. — Voitures en osier qui transportaient autrefois les voyageurs aux environs de Paris.

CARREAUX, CARRELETS. — Flèches carrées qu'on lançait au moyen de l'arbalète. Voy. Armes.

CARRBAUX. — Il était d'usage au xvii siècle que les hommes s'assissent ou s'accoudassent sur des carreaux dans les réunions où se trouvaient des dames (Dict. de Furetière). Les carreaux étaient aussi des coussins carrés et brodes sur lesquels les nobles dames s'agenouillaient à l'église. Les ornements plus ou moins somptueux de ces carreaux indiquaient le rang plus ou moins élevé de celles qui s'en servaient. On appelait encore carreau, dit Furetière, le pavé des rues; d'où l'expression qui est restée dans le langage moderne jeter sur le carreau.

CARROSSES. — Les carrosses ne datent que du xvi° siècle et l'usage n'en devint commun qu'au xvii° siècle. On appelait aussi carrosses, à cette époque, les voitures qu'on a désignées plus tard sous le nom de diligences. On disait le carrosse de Rouen, de Lyon, d'Orléans, etc. Les ducs et pairs avaient le privilége d'entrer en carrosse dans le Louvre, et les duchesses de mettre des housses sur leurs carrosses. Un carrosse drapé était un carrosse de deuil, parce que l'usage était en ce cas de le garnir de drap en dehors et en dedans. Voy. Voitures.

CARROUSELS. — Courses de seigneurs richement vêtus et équipés à la manière des anciens chevaliers. Les carrousels étaient en grand honneur au xvii siècle. On en célébra un, en 1612, à l'occasion du mariage de Louis XIII et d'Anne d'Autriche. On construisit à la place Royale un temple de la Félicité, avec des inscriptions à la louange du roi, de la nouvelle reine et de la reine régente. En 1663

Louis XIV célébra un carronsel sur la place qui en a conservé jusqu'à nos jours le nom de place du Carrousel. Voici ce que dit de ce carrousel Mos de Motteville (Mémoires, éd. Petitot, 2º série, t. XL, p. 167): « Il était composé de cinq quadrilles qui représentaient cinq nations : la romaine, la persane, la turque, l'indienne et l'américaine. Le roi était chef de la première, Monsieur de la seconde, M. le Prince de la troisième, M. le duc d'Enghien de la quatrième, M. le duc de Cuise de la cinquième. Le comte de Sault, fils du duc de Lesdiguières, eut l'honneur d'emporter le prix de la course de bague, qui fut suivi de l'applaudissement des spectateurs et du plaisir qu'il eut de recevoir un diamant d'un prix considérable de la main de la reine mère, qui était sur un échafaud qui avait été élevé près de ce palais. » (Voy. BAGUR). Le carrousel se composait de plusieurs exercices. Les seigneurs qui composaient les différentes troupes ou quadrilles, couraient la bague, rompaient des lances et faisaient exéouter à leurs chevaux des courses et des manœuvres qui prouvaient leur adresse. Ces jeux cessèrent d'être en vogue après le règne de Louis XIV.

CARTEL. — Provocation en duel (voy. Duel). — Mesure de capacité usitée dans quelques contrées du nord de la France. — On appelait encore cartel un accord conclu entre les États relativement aux prisonniers de guerre. — Enfin on nomme cartel un petit cartouche employé dans les décorations des frises ou panneaux.

CARTES. - Voy. JEUX.

CARTOUCHE. - Rouleau de carton ou de gros papier qui enveloppe la charge d'une arme à feu. L'usage des cartouches date de 1691; elles ont été perfectionnées au xviii siècle. — Le cartouche est encore un ornement de sculpture en pierre, en marbre, en bois, en platre, etc., au milieu duquel est un espace de forme régulière ou irrégulière destiné à recevoir des inscriptions, des chiffres, des armoiries, des bas-reliefs ou à décorer les monuments ou les appartements à l'intérieur ou à l'extérieur. Ce mot vient de l'italien cartoccio qui signifie rouleau de papier ou de carton. Le mot cartouche désignait encore les dessins qu'on mettait au bas des plans ou des cartes, et qui servaient à rensermer les titres ou les armoiries de ceux à qui on les présentait. Les petits cartouches employés dans les décorations des frises ou panneaux s'appellent

CARTULAIRES. — Recueils de chartes, que les chapitres, abbayes et autres cor-

porations religieuses, faisaient rédiger. Ils contensient un inventaire et souvent même une copie des titres de propriété et des divers priviléges accordés aux corporations religieuses. Ces cartulaires présentent beaucoup d'intérêt pour la connaissance des mounts, des institutions et de la topographie du meyen âge. Le gouvernement fait publier les principeux cartulaires dans les Documents insdits de Phistoire de France.

CARYATIDES. - Voy. CARIATIDES.

CAS ROYAUX.—On appelait cas royaux les crimes ou délits dont la connaissance était réservée aux magistrats royaux. Les baillis eurent soin de les multiplier pour annuler les justices seigneuriales. La première désignation des cas royaux se trouve dans l'ordonnance de 1100 appelée Testament de Philippe Auguste, qui indiquait comme cas reyaux le meurire, le rapt, l'homicide et la trakison. Au XIII siècle, les cas royaux devinrent plus nombreux. On y comprit les crimes contre la religion ou ses ministres, la fabrication de la fausse monnaie, les attentats contre la sureté publique et la rébellion contre les officiers royaux. La définition de ces crimes était loin d'être clairement indiquée. Louis X fit une réponse évasive aux seigneurs qui se plaignaient des empiétements des baillis et demandaient que les cas royaux fussent précisés. Enfin, en 1670, l'article 11 du titre le de l'Ordonnance criminelle déclara cas royaux les crimes de lèse-majesté divine et humaine, tels que l'hérésie, biasphème, idolâtrie, sacrilége avec effraction, révolte contre le roi ou ses officiers, port d'armes contrairement aux défenses, assemblées illicites, sédition ou émotion populaire, altération des monnaies, malversations des officiers royaux, rapt ou enlèvement de personnes avec force et violence. On rattachait encore aux cas royaux les exactions des officiers royaux, l'usure, la banqueroute frauduleuse, les crimes commis sur les grands chemins, l'adultère, l'inceste, les mariages clandestins, etc.

CASAQUE. — Espèce de manteau qui se portait sur l'armure. La casaque était quelquefois armoiriée, entre autres les casaques des hérauts d'armes.

CASAQUIN. — Petite casaque.

CASEMATES. — Bâtiments voûtés à l'épreuve de la bombe. Voy. FORTIFICA-TIONS.

CASERNE. — Bâtiment destiné au logement des soldats. Le casernement des troupes ne date que du commencement

du xviiie siècle. Les soldats étaient antérieurement logés dans les forts ou chez les bourgeois.

CASQUE. - Voy. ARMES.

CASSATION (Cour de). — Tribunal suprême dont l'institution est due à l'Assemblée constituante. Voy. TRIBUNAUX.

CASTEL. - Château fort. Voy. ce mot.

CASTILLES. — Joux d'exercice où l'on feignait d'attaquer et de défendre un fort. Voy. Bénourt.

CASTOTEMENTS. — Expression de l'ancienne langue française qui s'appliquait à des recueils de maximes et d'anecdotes destinés à instruire un jeune homme. Le modèle de ces castoiements est un ouvrage latin du xue siècle, dont on a fait de nombreuses traductions en vers et en prose.

CASUEL. — On appelle en général casuel un revenu éventuel en opposition au revenu fixe. Le mot casuel désigne spécialement les droits que perçoit le clergé pour certaines cérémonies.

CASUELLES (Parties). — Les parties casuelles étaient un impôt considérable de l'ancienne monarchie provenant des droits qui se payaient à chaque résignation d'office vénal, des offices vacants par mort et enfin de l'impôt levé sur les magistrats et appelé Paulette (voy. ce mot). Il y avait un receveur spécial des parties casuelles.

CASUISTE. — Docteur qui résout les cas de conscience.

CATACOMBES.— Anciennes sépultures des chrétiens où se trouvaient des églises souterraines qu'on appelait aussi cryptes. Les catacombes de Paris sont d'anciennes carrières où l'on a déposé au xviii siècle les ossements provenant d'un cimetière supprimé.

CATAFALQUE. — Monument représentant un tombeau et orné par la peinture. la sculpture et l'architecture pour les funérailles des personnages illustres.

CATAPULTES. — Machines de guerre. Voy. Armes.

CATEIE. - Javelot des Gaulois.

CATECHUMENES. — On appelait catéchumènes dans les premiers siècles de l'Église ceux qui n'avaient pas encore recu le baptême et qu'on préparait à le recevoir. On les divisait en plusieurs classes : les auditeurs (auditores) admis aux instructions qui se faisaient dans l'église; les orantes et genuflectentes, ceux qui

faisaient les prières et génuflexions, et pouvaient assister aux sermons et à une partie des offices; enfin les competentes, qui avaient reçu l'instruction compétente ou nécessaire pour le baptême. Quelques écrivains appellent élus les catéchumènes que l'on jugeait suffisamment instruits et qui étaient choisis pour recevoir le baptème. Ce sacrement était donné presque toujours la veille de Pàques. L'évêque l'administrait lui-même aux catéchumènes et les revêtait de la robe blanche, qu'ils ne quittaient que le premier dimanche après Pàques. Les catéchumènes n'assistaient ordinairement à la messe que jusqu'à l'offertoire; on donnait le nom de messe des catéchumènes à toute la partie de l'office divin qui précédait cette cérémonie. Les catéchumènes y assistaient dans le lieu réservé aux pénitents et placé à l'extrémité de l'église opposée au sanctuaire.

CATHARES. — Secte d'hérétiques du xiie siècle. Voy. Hérésies.

CATHEDRAL. — Le cathédral ou droit cathédratique était la part du revenu des bénéfices ecclésiastiques que les titulaires payaient à l'évêque en reconnaissance de la supériorité de la chaire épiscopale.

CATHEDRALE. — Église principale d'un diocèse, siége (zattopa) de l'évêque. Voy. Évêque.

CATHOLICISME. — Le catholicisme domine en France depuis le 1ve siècle et y a exercé une influence immense. La retracer en détail ce serait raconter l'histoire de France tout entière. Je dois me borner ici à quelques mots sur l'introduction du catholicisme en France et sur le rôle qu'il a joué dès les premiers temps. Ce fut au 11º siècle après Jésus-Christ, vers 177, que la religion chrétienne commença à pénétrer en Gaule. A cette époque se placent les premiers martyrs ou témoins de la foi dans les Gaules. Saint Pothin, disciple des premiers chrétiens, vint prêcher à Lyon la bonne nouvelle et sut martyrisé avec quarante-six de ses compagnons. Saint lrénée, qui fut successivement évêque de Vienne et archevêque de Lyon, succeda à saint Pothin; on a de lui un traité sur l'Unité de l'Eglise; en 202, il sut martyrisé avec neuf mille chrétiens de tont age et de tout sexe. Le sang de ces martyrs fut une semence de chrétiens. Un demi-siècle après saint Irenée, il y avait des sièges episcopaux établis à Tours, Arles, Narbonne, Toulouse, Paris, Cler-mont-Ferrand et Limoges (vers 250 après Jésus-Christ). Au siècle suivant, il y eut

en Gaule autant de siéges archiépiscopaux que de provinces. Les métropoles ecclésiastiques au nombre de dix-sept furent établies dans les capitales des provinces (voy. Diocèses). L'archevêque d'Arles fut reconnu pour primat des Gaules (417 après Jésus-Christ). L'Église gallicane tout entière resta soumise à l'Église romaine, centre de toute la hiérarchie ecclésiastique.

rarchie ecclésiastique. Aux 1ve et ve siècles, l'Église des Gaules fut troublée par les hérésies des Priscilliens, des Pélagiens, des semi-Pélagiens et des Ariens (voy. Hérésies); mais elle trouva des docteurs illustres dans plusieurs de ses enfants. Saint Hilaire de Poitiers, saint Ambroise, saint Paulin, saint Prosper d'Aquitaine, tiennent un rang glorieux parmi les Pères du Ive siècle. L'hérésie trouva un appui dans les Goths et les Bourguignons; mais les Francs se firent les allies de l'Église catholique, et à l'exemple de leur roi Clovis, se convertirent au catholicisme vers la fin du ve siècle. Clovis marcha dès lors de victoire en victoire. Ses successeurs suivirent son exemple, combièrent l'Église de biens et portèrent le catholicisme en Germanie en même temps qu'ils soutenaient la papauté et sondaient la puissance temporelle de l'Église. De son côté, la religion catholique adoucissait les mœurs farouches des Francs, réconciliait les conquerants et les peuples conquis au pied des autels, ouvrait dans les églises un asile aux opprimés et préparait l'abolition de l'esclavage. L'alliance étroite de la puissance spirituelle et du pouvoir temporei fut une des causes de la grandeur de Charlemagne. La religion menacée par la féodalité qui envahissait les dignités ecclésiastiques et introduisait dans le sanctuaire des mœurs grossières, opposa la réforme de Grégoire VII qui donna au clergé plus d'unité, de science et de vertu. Elle triompha aux xiie et xiiie siècles des Cathares, des Albigeois et des Vaudois; aux xive et xve siècles, du grand schisme d'Occident; aux xvie et xviie siècles, du protestantisme; et aux xviiie et xixe siècles, des attaques sceptiques et des crises révolutionnaires. Si l'on employa, en son nom, la violence et la cruauté, il ne faut pas oublier que la religion les a toujours condamnées, et qu'au Ive siècle, saint Martin, un des plus illustres évêques des Gaules, rejetait de sa communion des évêques qui avaient fait périr des hérétiques. L'Église de France a toujours été nationale en même temps que catholique; Bossuet est le prélat qui exprime le mieux ce double caractère.

Voy. pour les détails : ABBAYES, CARDI-

NAUX, CHANOINES, CLERGÉ, CONCILES, ESCLAVAGE, ÉVÉQUES, HÉRÉSIES, LIBER-TÉS DE L'EGLISE GALLICANE, PROTESTANTS, RELIGIEUX, RITES ECCLÉSIASTIQUES.

catholicon. — Ce mot indiquait un remède universel; on l'a appliqué à un pamphlet du xvi siècle appelé aussi satire Ménippée et dirigé contre les Guises et l'Espagne. Dans le prologue un charlatan d'Espagne vient ofirir son remède ou catholicon. « Ce n'est pas ici, s'écrietil, le simple catholicon de Rome qui n'a d'autre effet que d'édifier les àmes, le catholicon qui n'est bon qu'aux politiques; c'est le catholicon espagnol alambiqué, calciné, sublimé à Tolède, etc. »

CATHOLIQUE. — On donne au roi d'Espagne le titre de roi catholique. Le troisième concele de Tolède l'accorda au roi Recarède, en 589; mais il ne tut attribué régulièrement aux rois d'Espagne que depuis la prise de Grenade par Ferdinand le Catholique 1492. Jules II le contirma à tous les successeurs de ce prince par une bulle de 1509.

CATOGAN — Au dernier siècle, les soldats étaient tenus de rouler leurs cheveux et de les nouer par le milieu. On appelait cette pelote de cheveux catogan.

CATTEL (Droit de). — Droit qu'avaient les seigneurs du Hainaut de prendre le meilleur effet mobilier qu'un affranchi ou descendant d'affranchi laissait en mourant.

CAUDATAIRE. — On appelait ainsi celui qui portait la queue de la robe des princes, princesses ou prélats.

CAUDEBECS. — Chapeaux en feutre usités au xvii siècle principalement. Ils tiraient leur nom de la petite ville de Caudebec (Seine-Inférieure), où se fabriquaient la plupart de ces feutres. Boileau a dit (Epit. VI, v. 57-58):

... Chez le chapelier du soin de notre place, Autour d'un caudebes j'en ai lu la préface.

CAUSE GRASSE. — Plaidoirie burlesque où l'on parodiait les formes judiciaires; c'était une farce des jours gras.

CAUTÈLE (Absolution à). — C'était une formule d'absolution conditionnelle, dont on trouve un premier exemple dans une lettre du pape Célestin III, datée de 1195 Les canonistes l'employèrent souvent depuis cette époque pour mettre leur conscience en sûreté.

CAUTION. — Ge mot désigne tout à la fois la garantie fournie en justice et celui qui sert de garant.

CAUTIONNEMENT. — Garantie en immeubles, rentes ou argent, qui est exigée d'un certain nombre de fonctionnaires, et de particuliers acquéreurs de charges ou adjudicataires de travaux publics. Les agents comptables des établissements publics, les conservateurs d'hypothèques, les receveurs généranx des finances, les économes des lycées, etc., sont tenus de fournir un cautionnement. Il en est de même des agents de change, courtiers de commerce, avoués, avocats aux conseils, etc.

CAVALCADE. — Promenade équestre.

CAVALCADOUR (écuyer). — Écuyers qui accompagnaient les princes et princesses. On appelait encore écuyers cavaleadours au xvii siècle, ceux qui avaient l'intendance de l'écurie des princes.

CAVALERIE. — Voy. Armée et Organisation militaire.

CAVALOT. — Monnaie de billon frappée sous Louis XII dans la ville d'Asti, apanage de la maison de Valois-Orléans, dont Louis XII était le chef.

CAVATICAIRE. — Mot de l'ancienne langue française qui désignait un homme soumis à l'impôt de la capitation; il venait du latin cavaticum, capitation.

CAVEAU (Société du). — Société de chansonniers organisée au xvIII siècle. Voy. Société du Caveau.

ÇAVETONIERS.—Corporation qui fabriquait les chaussures en basane. Voy. Cor-PORATION.

GÉDULE. — Le mot cédule s'employait comme synonyme de billet, pour indiquer un engagement sous seing privé. Il s'appliquait quelquefois à un acte judiciaire qui évoquait une cause au conseil du roi: on l'appelait alors cédule évocatoire. Les cédules avaient des formes tols-diverses; c'étaient tantôt des requêtes, tantôt des actes d'appel.

CEINTURE. — La ceinture était une partie importante du vêtement au moyen âge. On l'ornait d'or, d'argent, de perles et de pierres précieuses. Les ceintures étaient quelquefois chargées de broderies, et M. Douët-d'Arcq (Comptes de l'argenteris des rois de France) cite un inventaire du temps de Charles VI, où il est question d'une ceinture sur laquelle on avait brodé l'évangile de saint Jean. Les ceintures de femmes tombaient jusqu'au bas de la robe. Le même anteur donne l'extrait suivant d'un inventaire du règne de Charles VI: « Une ceinture longue, à femme,

toute d'or, à charnières, garnie de perles, saphirs, émeraudes, rubis, etc. »

La cointure était un symbole d'union et de dignité. Lorsqu'une veuve renonçait à la succession de son mari, elle déposait sur son cercueil sa cointure avec sa bourse et ses clefs. C'est ce que fit Marguerite, femme de Philippe le Bon, duc de Bourgogne, mort en 1467. Monstrelet, qui rapporte ce fait, dit encore que Bonne, veuve de Waleran, cemte de Saint-Paul, renonçant aux dettes de son mari, déposa sur son cercueil sa ceinture et sa bourse.

L'arrêt rendu contre Jacques Cœur, argentier de Charles VII (25 mai 1453), portait qu'il ferait amende honorable sans chaperon ni ceinture. « Il est fait mention expresse, dit Pasquier (Recherches, IV, 10), de la ceinture avec le chaperon, l'un représentant l'honneur qui gisoit au chaperon, l'autre les biens qui gisoient en la ceinture, comme si on eut voulu indiquer que par la perte de sa ceinture il perdait aussi tous ses biens. Mais d'où vient cet ancien usage? Mon opinion est que cela vient de ce que nos ancêtres avoient accoutumé de porter en leurs ceintures tous les principaux outils de leurs biens. L'homme de robe longue, son écritoire, son couteau, sa gibecière, ses cleis, l'écritoire pour gagner sa vie, le couteau pour vivre, la gibecière pour retirer ses deniers, les cless qui ouvroient ou sermoient sa maison et ses coffres. Le semblable faisoit le marchand, et le gendarme son épée et son escarcelle; tellement que si de notre ceinture dépendoient tons les instruments qui servent à vivre, il ne faut point trouver étrange que l'on estimât l'abandonnement de la ceinture, représenter aussi l'abandonnement de nos

Un arrêt du parlement de l'année 1420 défendait aux prostituées de porter ceinture dorée: mais elles éludèrent ce règlement. De là le proverbe: bonne renommée vaut mieux que ceinture dorée.

Il existait à Paris un droit ancien, qu'on appelait la ceinture de la reine. et qui se levait de trois ansen trois ans. Il était primitivement de trois deniers pour chaque muid de vin, et était destiné à l'entretien de la maison de la reine. Il fut dans la suite étendu à d'autres denrées. Les registres de la chambre des comptes de 1339 le désignaient sous le nom de taille du pain et du vin.

CEINTURIERS — Fabricants de ceintures. Voy. Corporation.

CEINTURON. — Ceinture de cuir à laquelle on suspendait l'épée. Les ceinturons resuplacèrent les baudriers qui

étaient plus dispendieux. Voy. HASTLLE-

CÉLESTINS. — Ordre religieux qui tirait son nom du pape Célestin V, son fendateur. Voy. CLERGÉ RÉGULIER.

CÉLIBAT. — Dès les premiers siècles de l'Église le clergé devait observer le sélibat; mais, comme cette loi de la discipline ecclésiastique avait été souvent violée au milieu de l'anarchie des temps barbares, Grégoire VII déposa tous les prêtres qui ne s'y soumettaient pas. Le concile de Trente a confirmé la loi du célibat ecclésiastique.

Une loi du 23 décembre 1798 ordonna que la valeur des loyers serait taxée au double pour la contribution personnelle et mobilière des célibataires de trente ans et au-dessus. Cette loi qui rappelait les lois romaines contre les célibataires, n'a pas été longtemps en vigueur.

CELLE. — Habitation du moyen âge destinée à des personnes de condition servile. Voy. SERFS.

CELLERAGE. — Droit seigneurial sur le vin mis en cellier.

CELLERIER. — Officier claustral qui avait soin de l'approvisionnement du couvent.

CELLERIÈRE. — Religieuse qui, dans les monastères de femmes, remplissait les mêmes fonctions que le cellérier dans les couvents d'hommes.

CELLULE. — Petite chambre occupée par un moine.

CELTES. - Voy. GAULOIS.

CENDAL. — Étoffe de soie unie se rapprochant du taffetas. Il y avait du condal de toutes couleurs (Douët-d'Arcq, Comptes de l'argenterie des rois de France).

CENDRES. — La cendre a été de tout temps un signe de pénitence. Les Hébreux se couvraient de cendres dans les calamités publiques ou particulières. L'usage de recevoir les cendres bénites, au commencement du carême, annonce que l'on se prépare à faire pénitence.

CENE. — Cérémonie qui se célèbre tous les ans le jeudi saint en mémoire de la cène ou dernier repas que Jésus-Christ fit avec ses apôtres, où il leur lava les pieds et leur recommanda de suivre son exemple. Autrefois les rois et les princes lavaient les pieds des pauvres. Les prélats et supérieurs des communautes le font encore aujourd'hui.

Les protestants appellent cène la communion qu'ils reçoivent sous les deux espèces en mémoire de l'institution de l'eucharistie.

CÉNOBITES. — Religioux qui vivent en commun. Voy. Abbaye, Clergé régulier et Beligieux.

CÉNOTAPHE. — Tombeau vide, monument élevé en l'honneur de quelque:personnage illustre.

CENS. — Impôt que l'on payait au roi ou au seigneur. On distinguait deux espèces de cens. Le cens principal ou somme une fois payée pour une terre que l'on tenait d'un seigneur ou du roi, et le cens périodique ou rente seigneuriale, que le champart remplaçait quelquefois. Voy. Champart. Le cens était imprescriptible et non rachetable. On appelait chef-cens le premier cens, surcens celui qui y était ajouté, menu cens celui qui re consistait qu'en petite monnaie. La croix de cens était une monnaie qui servait à payer le cens et qui était autrefois marquée d'une croix.

CENS CATHÉDRATIQUE. — Impôt payé aux évêques par les ecclésiastiques quand ils se réunissaient en synode. Il était de deux sous d'or à la fin du VIº siècle.

CENS ÉLECTORAL. — Quotité d'impôt exigée pour être électeur.

CENSE. — Terre donnée à condition qu'on payerait la redevance appelée cens.

CENSE ROYALE. — Partie du domaine royal soumis au cens.

CESSEURS DES LIVRES. — L'origine de la censure des livres remonte à l'époque de la réforme. La faculté de théologie de Paris en fut chargée et l'exerça avec une grande sévérité, même à l'égard des evèques. En 1534, elle refusa son approbation au commentaire du cardinal Sadolet, eveque de Carpentras, sur l'épitre de saint Paul aux Romains, et. en 1542, elle censura le bréviaire du cardinal Sanguin, évêque d'Orléans. Dans la suite, la faculté de théologie s'acquittant avec négligence de la censure qui lui était confiée, le ponvoir intervint, et, en 1624, choisit parmi les docteurs de cette faculté quatre censours qui reçurent une pension de l'Etat. Enfin, en 1653, il fut ordonné que le chancelier nommerait les censeurs et les chargerait de l'examen des livres qu'on se proposerait d'imprimer. De là, cette formule qu'on trouve à la suite des ouvrages imprimés à la fin du xviie siècle et au xvuie: « J'ai lu cet ouvrage par ordre de M. le chancelier et n'y ai rien trouvé qui s'opposat à l'impression. » Les évêques seuls pouvaient se dispenser de soumettre ieurs ouvrages à cette censure préalable.

CENSEURS. — On appelle encore conseurs ceux qui exercent la censure ou surveillance des journaux, pièces de théâtre, études des lycées. Voy. IMPRIME-RIE, INSTRUCTION PUBLIQUE, JOURNAUX, LIVRES, THÉATRES.

CENSIER. — Seigneur qui avait droit de percevoir le cens. Le papier-censier était le registre où étaient inscrits les cens et rentes dus au seigneur.

CENSITAIRES. — Personnes ou terres soumises au cens. Voy. Cans et Cansiva.

CENSITAIRES (électeurs). — Citoyens qui payaient le cens électoral ou quotité d'impôt exigée pour être électeur. Voy. ELECTEURS.

CENSIVE. — La censive ou terre censitaire était une terre soumise au cens. C'était ordinairement un bénéfice d'un ordre inférieur tenu par des personnes plus ou moins engagées dans la servitude, vilains, colons, lides ou serfs, et chargé de redevances de plusieurs espèces et des services connus plus tard sous le nom de corvées (Prolég. du cart. de saint-Père de Chartres, par M. Guérard, § 17).

CENSURE. — Les journaux étaient soumis à la censure avant la révolution; ils en furent affranches par une loi du 14 septembre 1791. La censure lut rétablie sous le consulat; maintenne pendant la plus grande partie de la restauration, elle a été abolie en 1830. Voy. Impaimente et Jour-NAUX.

CENSURES ECCLÉSIASTIQUES. — Peines canoniques portées contre ceux qui avaient viole les ordres de l'Église; c'étaient ordinairement l'interdiction, l'excommunication majeure et mineure, etc. Voy. Excommunication:

centaine, centeniers. — La containe était une subdivision territoriale à l'époque carlovingienne. L'administration de chaque centaine était confiée à un centenier. Dans l'origine, le centenier commandait cent hommes. Les Francs, en s'établissant en Gaule, conservèrent leur organisation mulitaire et l'appliquèrent aux divisions territoriales; ils appelèrent centenier le chef préposé à un certain nombre de familles; mais, dans la suite, le mot centaine eut une signification plutôt géographique que numérique, et désigna une certaine étendue territoriale.

CENTIÈME DENIER. — Impôt du centième de la valeur des immeubles que tout acquéreur était tenu de payer au roi.

CENTIME. - Voy. Monnair.

CENTIMES ADDITIONNELS. — Impõis

ajoutés au principal des contributions directes, pour les frais de perception minsi que pour les dépenses départementales et communales.

CENT-JOURS. — On appelle cent-jours l'époque historique qui commence au 20 mars 1815, moment où Napoléon rentra à Paris, à son retour de l'Île d'Elbe, et qui se termine au 8 juillet de la même année. jour où Louis XVIII reprit possession de la capitale. Pendant cette période l'empire fut rétabli, et l'empereur chercha à s'attacher la nation en lui rendant quelque liberté. Il publia le 22 avril l'acte additionnel aux constitutions de l'empire (voy. ACTE ADDITIONNEL), puis tint un champ de Mai, et reunit les chambres législatives (3 juin). Elles se compossient d'une chambre des pairs nommée par l'empereur et d'une chamore des représentants choisie par les électeurs. Mais la bataille de Waterloo renversa tous les projets de Napoléon (18 juin). L'As-emblée des représentants se déclara contre lui, et cette opposition le décida à abdiquer en saveur de son fils (22 juin 1815); mais l'Assemblée des représentants ne tint pas compte de cette abdication, et reconnut Louis XVIII pour roi de France.

* CENT-SUISSES. — Compagnie de gardes de la maison du roi qui remontait au xve siècle. Ils étaient au nombre de cent, comme l'indique leur nom, armés de hallebardes, et choisis parmi les hommes de la plus haute taille. Le corps des cent-suisses a été supprimé en 1830. Voy. Maison de la plus not.

CENTRALISATION. — Système de gouvernement qui rattache au centre toutes les parties de l'administration. Le mot est moderne, mais la chose ancienne; on a dit avec raison de l'empire romain, dans les derniers temps, qu'il formait un vaste système gouverné par une hiérarchie de fonctionnaires lies entre eux, dépendant de l'empereur, et occupés à faire pénétrer les volontés impériales dans toutes les provinces. A la suite des invasions des bar-bares, la Gaule perdit l'unité puissante que lui avait imprimée l'empire romain ; elle se morcela en une multitude de petits fiefs. Charlemagne parvint un instant à rétablir l'unité impériale à force de génie et de persévérance; mais les peuples que son épée avait domptés n'avaient courbé la tête que sous une main victorieuse. L'empereur mort, ils se relevèrent et brisèrent l'unité factice qu'il avait si laborieusement fondée. La dynastie capétienne reprit l'œuvre de l'unité française avec une patience et une persevérance qui luttèrent pendant sept siècles contre

tous les obstacles. Les Capétiens avaient trouve tout divisé; ils parvinrent avec un duché de quelques milliers de vassaux à faire un royaume de plusieurs millions de sujets. Ce n'est pas en quelques lignes qu'on peut même effleurer un si vaste sujet: j'ai cherché à l'esquisser dans l'introduction placée en tete de ce dictionnaire. Je me bornerai ici à peu de mots. L'effort constant de la monarch e capetienne, pour arriver à l'unité, effort souvent intercompu, jamais abandonné, présente trois phases : aux xue et XIII siècles, Louis VI, Philippe Auguste, saint Louis. Philippe le Bel, attaquent la féodalité, en triomohent, font reconnaître leur suzeraineté dans toute l'étendue de la France, et s'emparent de la justice par les appels, des finances par les impôts et la fabrication de la monnaie, de la puissance minuaire par la prohibition des guerres privées. Des magistrats, nommés baillis et sénéchaux, représentent alors l'autorité royale dans les provinces. Les luites contre les Anglais et la féodalité apanagée, aux xive et xve siècles, entravèrent la puissance monarchique; mais elle triompha de ces obstacles. Louis XI. Louis XII. François Ier, Henri II détruisirent les dernières souverzinetés féodales et fondèrent un gouvernement dont l'unité était déjà si frappante qu'un ambassadeur vénitien écrivait en 1546 : « Il y a des États plus fertiles et plus riches que la France, tels que la Hongrie et l'Italie; il y en a de plus grands et de plus puissants, tels que l'Allemagne et l'Espagne, mais nul n'est aussi uni. » (Relations des ambassadeurs vénitiens. t. I, p. 271.) Dès cette époque, l'autorité royale est représentée dans les provinces par les gouverneurs, par les parlements, par les chambres des comptes et les cours des aides Aux premiers appartient l'autorité militaire; aux autres la puissance judiciaire et financière. A la fin du xyi siècle et au commencement du xviie, les parlements et les gouverneurs se revoltèrent contre la royauté dont ils étaient les instruments; Richelieu et Louis XIV brisèrent cette opposition. Les intendants, agents dociles de la royauté. furent établis par Richelieu (1635), et, après la Fronde. Louis XIV consolida leur autorité et en fit les représentants directs de la puissance monarchique. L'administration plus active et plus vigilante était partout présente et respectée; mais bientôt cette puissance abusa de sa force et dégénéra en tyrannie. L'ancienne organisation avait deux défauts: elle était despotique; car l'opposition des parlements était impuissante; elle manquait d'une

forte unité; car il existait toujours des douanes provinciales, des coutumes provinciales, des pays d'états et des pays d'élection. En un mot, despotisme au sommet, féodalité à la base, voilà le vice de l'ancienne organisation. On ne peut nier cependant que ce gouvernement n'ait eu ses avantages. La France avait une trèsforte unité dans son action politique et une grande energie dans la vie provinciale. Ses parlements, ses universités, ses chambres des comptes, qui présentaient de graves inconvénients pour l'unité administrative, vivitiaient le pays. La révolution établit l'unité politique en supprimant les coutumes locales, les douanes intérieures et toutes les entraves élevées par la féodalité et conservées par l'intérêt et la routine. L'empire fortifia encore la centralisation que les divers gouvernements ont maintenue et développée. Le danger de cette centralisation est la bureaucratie qui, pour des questions sans importance, accumule les formalités et entrave l'action des autorités locales. Un des problèmes de notre société est la conciliation de la puissante unité, que nous devons au travail des siècles et qui fait la force de notre patrie, avec la liberté qu'il faut laisser aux administrations locales pour développer la prospérité du pays et ranimer partout la vie intellectuelle qui semble se concentrer trop exclusivement au cœur de la France.

CENTRE. — On appelait centre, dans les anciennes chambres tégislatives, les membres qui ne se rattachaient ni à la gauche ni à la droite, et formaient un parti mixte composé ordinairement de défenseurs du gouvernement.

CERAMIQUE. — Art de fabriquer des poteries. Voy. Potenies.

CÉREMONIAL. - Voy. ÉTIQUETTE.

CEROPLASTIQUE. — Art de modeler en cire. On a employé la céroplastique, tantôt à reproduire les traits du visage, tantôt à modeler les diverses parties du corps de l'homme ou des animaux, pour les études d'histoire naturelle. « Au moyen age, dit Millin, les figures des saints étaient en cire. On se servait aussi de cire pour faire des images qui ressemblaient à l'être que l'on voulait tourmenter On torturait cette image, on la faisait fendre à un feu doux. Cette espèce de maléfice s'appelait envoutement. Le premier qui dans les derniers siècles a essayé d'imiter en cire les visages des personnes mortes ou vivantes, paraît avoir été Andrea del Verrochio, maître d'Andrea da Vinci, qui vivait au milieu du xve siècle. La première idée de saire

des préparations anatomiques en cire, est due vraisemblablement à Cajetano-Julio Zumbo, ne à Syracuse en 1656. Une étude approtondie du beau et de l'anatomie le mit en état de faire à Bologne, à Florence à Gènes et à Marseille, des ouvrages qui peuvent passer pour des chefs-d'œuvre. La France a en également plusieurs artistes qui se sont occupés de faire des préparations anatomiques. Mile Biheron y travailla avec succès au xvIII siècle. Vicq d'Azyr fit, en 1777, un rapport avantageux à l'Aradémie des sciences sur ses preparations. Pinson. Bertrand, Laumonier. Sulzer, firent saire des progrès à la ceroplastique. Curtius, et plusieurs autres, ont appliqué cet art à la représentation de personnages célèbres ou fameux qu'ils font voir dans les foires. » Depuis l'époque où Millin publiait son Dictionnaire des Beaux-Aris (1806), la céroplastique appliquée à l'anatomie a fait des progrès. Le musée Dupuytren, à Paris, présente les préparations anatomiques les plus remarquables.

CERQUEMANEUR — Certaines coutumes désignaient sous ce nom un juge ou expert et maître juré, qui était chargé de planter des bornes d'héritages. Il avait un greffier et des sergents. Les coutumes de Picardie et de Flandre, spécialement celles de Valenciennes et de Cambrai, parlent de cerquemaneurs. On fait dériver ce mot de circare agrum, mesurer un champ. C'était l'agrimensor des Romains.

CERVOISE. — Espèce de bière, dont il est souvent question dans les anciennes chartes. Voy. Bière.

CESSION. — Abandon de biens. Voy. Bonnet-Vert, Ceinture, Dettes.

CHABLIS. — On appelait bois chablis celui qui avait été abattu par les orages dans les forêts. Les maîtres des eaux et forêts devaient en tenir note.

CHACONNE. — Espèce de danse (voy. Danse). — On donna aussi le nom de chaconne, à la fin du xvi• siècle, à un ruban qui tombait du col de la chemise sur la poitrine et que portaient les jeunes gens.

CHAINES. — Les chaines servaient aux bourgeois du moyen âge pour fermer l'entrée de leurs rues à la cavalerie féodale. Le père Daniel prétend que ce fut, en 1356, sous le roi Jean, à l'époque des troubles excités par Marcel, que les bourgeois de Paris commencèrent à tendre des chaines dans les rues.

CHAIRE. — Ce mot s'applique principalement au siège élevé qu'occupent les évêques et les prédicateurs dans les églises, et les professeurs dans les universités. On dit chaire épiscopale pour dignité épiscopale; éloquence de la chaire pour éloquence chrétienne; chaire d'éloquence pour dignité ou fonction de professeur d'éloquence.

CHAISE. — Quand on partagezit un fief, on réservait quatre arpents de terre situés autour du château, destinés à l'aîné comme préciput. Certaines coutumes appelaient chaise ou chaise cette portion du fief que d'autres nommaient voi du chapon.

CHAISE A PORTEURS. — Les chaises à porteurs, dont l'usage s'est conservé dans quelques provinces, dataient de l'époque de Louis XIV. Le droit d'établir des chaises à porteurs fut d'aberd concédé à Soucarrière, et dans la suite à Mile d'Etampes. Les comédies de Molière prouvent que les hommes de qualité et ceux qui voulaient les imiter se servaient ordinairement de chaises à porteurs.

CHAISES DE POSTE. — Les premières chaises de poste datent de 1664; elles se composaient d'une espèce de fauteuil que soutenait vers le milieu un châssis porté par derrière sur deux roues. On attribuait l'invention de ces voitures à un nommé La Grugère. Le privilége exclusif de les exploiter fut accordé au marquis de Crenan, ce qui les fit appeler chaises de Crenan. On les trouva bientôt trop lourdes, et on les remplaça par des voitures appelées soufflets. Enfin, au xviiie siècle, on substitua aux chaises de Crenan des chaises à ressorts qu'on a conservées en les perfectionnant.

CHAISE D'OR.—Monnaie d'or qui tirait son nom de ce que le roi y était représenté dans une chaise d'or. Ces monnaies furent frappées pour la première fois sous Philippe le Bel; on en trouve sous ses successeurs jusqu'au règne de Charles VII.

CHALAND. — On appelait chalands, au xiii siècle, les petits bateaux qui naviguaient sur la Seine et la Loire. Les Parisiens nommaient pain chaland, celui qui était apporté par ces bateaux, et ceux qui en achetaient étaient aussi appelés chalands. De la est venu l'usage d'appliquer ce nom à tous ceux qui fréquentent les boutiques; de là aussi l'expression de boutique achalandée.

CHALAND (pain). — Voy. CHALAND.

CHALCOGRAPHE. - Graveur sur cuivre.

CHAMADE. — Son de tambour qui annonce que l'on a une proposition à faire, une capitulation ou une trêve à demander, etc. Battre la chamade est une expression proverbiale pour indiquer que l'on cède à une attaque. GHAMBELLAGE. — Droit féodal prélevé par les chambellans du roi et des seigneurs. Le manteau du vassal, qui faisait hommage à son suzerain, était abandonné au chambellan. Il était resté d'usage, à Paris, que le vassal, qui venait faire hommage au roi, dans la chambre des comptes, payât au premier huissier un droit appelé chambellage représentant le prix du manteau.

CHAMBELLAN (Grand). — C'était un des principaux officiers de la couronne. Voy. Officiers (grands).

CHAMBELLAN (ordinaire). — Le prévôt de Paris prenait le titre de chambellan ordinaire du roi, parce que ce magistrat avait un libre accès auprès du roi pour l'informer de tout ce qui concernait la police et l'intérêt public.

CHAMBRE. — Ce mot s'appliquait, dans l'ancienne monarchie, à un grand nombre de tribunaux, et, sous le gouvernement parlementaire, aux assemblees des pairs et des députés. On appelait aussi chambres les appartements royaux auxquels étaient attachés des gentilshommes et autres officiers. On disait même-la chambre du roi pour désigner certains officiers. tels que les huissiers de la chambre, les valets de chambre, les porte-manteaux, les porte-arquebuses, etc. La musique de la chambre était la musique du petit coucher. - Le mot chambre s'applique encore aux subdivisions des tribunaux, comme la chambre des mises en accusation, la chambre des vacations, etc. Les conseils disciplinaires des avoués, huissiers, notaires, portent aussi le nom de chambres.

CHAMBRE (Grand'). — On appelait grand' chambre, dans les parlements, la principale chambre où se tenaient les audiences solennelles. Voy. Parlements.

CHAMBRE APOSTOLIQUE. — Tribunal ecclésiastique présidé par l'abbé de Sainte-Geneviève et chargé de publier des monitoires sur la réquisition des juges civils, afin que tous les fidèles les secondassent dans leurs poursuites. Ainsi, en 1661, au moment où une chambre de justice fut chargée du procès de Fouquet et d'autres financiers, on fit publier dans toutes les églises de Paris des monitoires qui ordonnaient de fournir aux juges tous les renseignements qui pourraient leur être utiles.

CHAMBRE ARDENTE. — Tribunal extraordinaire chargé le plus souvent de poursuivre les financiers. Voy. TRIBU-NAUX EXTRAORDINAIRES. CHAMBRE AUX DENIERS. — Cette juridiction, qui est mentionnée spécialement aux xive et xve siècles, avait dans ses attributions les dépenses de la maison du rei et des princes. Froissart, à l'année 1221, dit que la chambre aux deniers fit délivser à la reine d'Angleterre et à son fils tout ce qui était nécessaire pour leur dépense en France.

CHAMBRE CONSULTATIVE DES ARTS ET MANUFACTURES. — Assemblée des principaux manufacturiers chargés d'éclairer le gouvernement sur les hesoins de l'industrie. Ces chambres datent du consulat.

CHAMBRE DE JUSTICE. — Tribunal extraordinaire chargé principalement de poursuivre les financiers. On appela chambre de justice la commission qui jugea, en 1661, Fouquet et un grand nombre d'autres financiers.

CHAMBRE DES COMPTES.—La chambre des comptes, chargée de surveiller la ge**stio**n de tous l**es fin**anciers du royaume, date du commencement du xive siècle. Il en est déjà question dans une ordonnance du 20 avril 1309 (Ord. des Rois de Fr., I, 460). Un règlement qui remonte à peu près à la même époque et qui a été publié par du Cange (vº BAHLLIVUS), donne l'idée d'une organisation financière assez fortement constituée. Voici le titre de ce règlement: C'est l'ordonnance comment les baillis de France et de Normandie, et les sénéchaux et commissaires par le royaume, doivent venir compter le lendemain des octaves de Paques et de la Saint-Martin, chacun deux jours l'un après l'autre. Le règlement fixe ensuite l**es jours pou**r les cinq baillis de Rouen, Caen, Caux, Cotentin et Gisors. Les hail-lis du duché de France, de Paris, de Senlis, Vermandois, Amiens, Sens, Orleans, Bourges et Tours, viennent après eux. Les sénéchaux de Poitou, Auvergne, comté de Toulouse, Rouergue, Carcas-sonne, Beaucaire, Périgord, Quercy, Lyonnais et Macon devaient comparaître de la Saint-Jean à la mi-aont. Les baillis de la Flandre française, qui comprenait, sous Philippe le Bel, Douai, Lille et Vaienciennes, étaient tenus de rendre leurs comptes de la mi-août à la fin de septembre, et, dans les derniers mois de l'année, venaient ceux du Nivernais et de la Navarre. Ainsi, dès le commencement du xive siècle, tous les agents financiers étaient soumis au contrôle de la chambre des comptes. Dans l'origine, cette chambre suivait le roi. Philippe le Long la rendit sédentaire par un édit de janvier 1319.

Il est remarquable que, pendant le

xive siècle, la chambre des comptes joua un plus grand rôle que le parlement de Paris. On s'explique cette supériorité en songeant que, dès cette époque, la chambre était permanente, tandis que jusqu'au règne de Charles V le parlement ne tenait que deux sessions par an. Ce qui est certain, c'est qu'en 1339, lorsque Philippe de Valois partit pour la Flandre, ce fut la chambre des comptes qu'il investit en son absence des droits les plus étendus. Elle était chargée, d'après le texte même de l'ordonnance que nous a conservé Pasquier (Recherches de la France, livre II, ch. v), « d'octroyer des grâces sur acquite tant faits qu'à faire à perpétuité, ainsi que des priviléges perpétuels, de faire grace de rappel aux bannis, de recevoir à traité et composition quelques personnes et communautés que ce fussent sur causes civiles et criminelles non encore jugées, de nobiliter bourgeois, de légitimer personnes nées hors mariage, etc. » L'année suivante, le meme roi autorisait la chambre des compies à fixer le taux des monnaies. " Toutes ces particularités, ajoute Pasquier, ne sont pas petites pour montrer de quelle grandeur était alors cette chambre.»

CHA

On a prétendu que le grand bouteiller de France était président né de la chambre des comptes; mais Pasquier, qui avait étudié cette matière avec un soin particulier, soutient le contraire, et s'appuyant sur les anciens registres de la chambre, il établit qu'il y avait primitivement deux présidents, un ecclésiastique et un laïque, et que ce fut seulement au xvº siècle que les grands bouteillers de France eurent une de ces charges. Les autres membres de la chambre des comptes étaient les mattres qui prononçaient les jugements; ils étaient en partie laïques, en partie ecclésiastiques; primitivement il n'y en avait que cinq; mais le nombre en sut bientot double, et ensuite indéfiniment augmenté. Au-dessous des mairres se plaçaient les correcteurs qui revisaient les comptes; ces officiers avaient été établis en 1410. Les clercs des comples, qu'on commença à appeler auditeurs en 1454, étaient au troisième rang; ils étaient charges des rapports. Le nom d'auditeurs sut définitivement substitué à celui de clercs des comptes, sous Henri II, en 1551. Leur nombre varia, comme celui des mattres et des correcteurs: il y en avait soixante à la fin du xvi• siècle.

Dans l'origine, la chambre des comptes n'avait ni procureur général ni avocat général; c'était le procureur général du parlement qui y remplissait les fonctions du ministère public. Charles VII, par un édit du 23 décembre 1454, créa un procureur du roi dans la chambre des comples. Louis XI y ajouta un avocat général Enfin, plusieurs preffiers, huissiers et messagers étaient attachés à ce tribunal. A l'époque de Louis XIV, la chambre des comptes se composait d'un premier président, de douze présidents, de soixante-dix-huit mattres des comptes, de trente-huit correcteurs, de cent quatre-vingt-deux auditeurs, d'un avocat général et d'un procureur général. L'etendue de sa juridiction avait été restreinte par la création de plusieurs chambres des comptes dans les provinces (voy. Chambres des comptes). Cependant la chambre de Paris conserva la surveillance sur la comptabilité du royaume tout entier Chaque année, les diverses chambres des comptes lui envoyaient les doubles des comptes de leurs provinces, afin que la chambre de Paris put faire les vérifications et corrections de tous les comptes du trésor royal.

La première fonction de la chambre était d'entendre et de reviser les comptes. Voici la forme qu'elle survait : le comptable, après avoir soumis et fait approuver sa gestion au bureau des trésoriers de France de sa généralité, présentait au procureur général de la chambre ses états de finances. Le procureur général transmettait ce compte au grand bureau où siégeaient les mattres. Le comptable appelé devant eux attestait par serment que ses états étaient dressés avec bonne foi. Le compte était ensuite examiné par les auditeurs de la chambre qui en saisaient leur rapport. Après la révision des correcteurs, les pièces étaient remises aux mattres qui prononçaient definitivement.

La *chambre* n'était pas seulement chargée de juger, clore et apurer les comptes des financiers. Elle connaissait des dons et dépenses ordinaires et extraordinaires du roi; elle vérifiait et enterinait les édits et déclarations concernant le domaine, les finances et les officiers qui recevaient des gages du roi, ainsi que les lettres d'anoblissement, naturalité, légitimation, amortissement, dons et pensions, apanages, contrats de mariage des ensants de France, aliénations du domaine du roi sous condition de rachat perpétuel; elle enregistrait les serments de tidélité des archevêques et évêques, et les déclarations du temporel des ecciésinstiques. Elle recevait la foi et hommage que rendaient les vassaux des principautés, duchés-pairies, marquisats, comtés, vicomtés, baronnies, châtellenies ct autres fiefs qui relevaient immédiate-

ment du roi. Elle vérifiait les baux des fermes et en général toutes les lettres patentes obtenues par les comptables. fermiers des impôts, etc., ainsi que les édits, déclarations et lettres patentes que lui adressait le procureur général. Elle avait le droit d'apposer le scellé chez les officiers compubles, en cas de décès ou absence, de faire l'inventaire et vente de leurs biens, à l'exclusion de tous les autres juges. Enfin, la chambre avait ju-ridiction sur toutes les affaires contentieuses qui se rattachaient à la gestion des comptables: mais, en matière criminelle, elle ne pouvait instruire que jusqu'à la question inclusivement. Avant de passer outre, elle de ait appeler un président du parlement et six conseillers.

La chambre des comptes a existé jusqu'en 1790. Au moment où elle a été supprimée par la loi du 7 septembre 1790, elle comprenait avec les greffiers, procureurs, contrôleurs, etc., deux cent quatre-vingtneuf officiers et se divisait en plusieurs chambres particulières, telles que la chambre des firs, qui recevait les actes de soi et hommage, les aveux et dénombrements; la chambre des terriers, dépositaire des terriers de tous les domaines compris dans la censive du roi, etc. Voy. pour les détails Pasquier, Becherches de la France: Chopin, Du domaine: Miraulmont, Traité des juridictions, et surtout Le Chanteur, Dissertation historique et critique sur la chambre des comptes,

Paris, 1765, 1 vol. in 4°.

La révolution confia d'abord les attributions des chambres des comptes à un bureau de comptabilité composé de quinze commissaires répartis en cinq sections. Ce bureau, établi en 1791, vérifiait les comptes que l'assemblée nationale se réservait de revoir. Le bureau de comptabilité, plusieurs fors modifié, dura jusqu'en 1807. A cette époque, l'empereur Napoléon établit la cour des comples loi du 16 septembre 1807). Ce tribunal a conservé depuis cette époque la surveillance de tous les agents comptables qui sont tenus de lui soumettre leur gestion. Il prononce en dernier ressort sur les appels des règlements des conseils de prefecture en matière financière, et est alors tribunal administratif. La cour des comples se compose d'un premier président, de trois présidents, de dix-huit conseillers mattres des comptes, de conseillers reférendaires divisés en deux classes, dont le nombre e-t fixé par le gouvernement, d'un procureur géneral et d'un greffier en chef. Un décret du 15 janvier 1852 a institué une chambre temporaire de cinq maitres des comptes.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS, CHAMBRE DES PAIRS. — Voy. Assemblées politiques.

CHAMBRE DORÉE. — Nom donné à la grand'chambre du parlement de Paris, à cause des dorures dont elle était ornée.

CHAMBRE DU DOMAINE. — Tribunal appelé aussi chambre du trésor; il était chargé de connaître en première instance de tout ce qui concernait le domaine du roi. La chambre du domaine siégeait à Paris. Les appels de ce tribunal étaient portés au parlement de Paris. Voy. Domaine et Finances.

CHAMBRE DU TRÉSOR. — Voy. CHAM-BRE DU DOMAINE.

CHAMBRE ECCLESIASTIQUE. - Tribunal où l'on jugeaît en appel les procès relatifs à la levée des décimes (voy. Dé-CIMES) et autres impôts sur le clergé. Les chambres ecclésias tiques furent instituées en 1580 sur la demande de l'assemblée du clergé alors réuni à Melun. Henri III les établit, par édit du 20 février 1580, à Paris, Rouen, Lyon, Tours, Toulouse, Bordeaux et Aix. En 1596, Henri IV institua une nouvelle chambre à Bourges; enfin, en 1633, Louis XIII ajouta une neuvième chambre, celle de Pau pour la Navarre. Il y eut jusqu'à la révolution neuf chambres ecclésiastiques. Elles étaient ordinairement composées de l'archevêque du lieu où la chambre était établie, des évêques suffragants, d'un député de chacun des dioceses du ressort, de trois conseillers du parlement ou du présidial de la ville où se tenait l'assemblee. La chambre choisissait ces conseillers et prenait le plus souvent des conseillers clercs; elle nommait un promoteur qui rempli-sait les fonctions de ministère public. Les chambres ecclésiastiques ne pouvaient rendre un arrêt que si elles étaient composées d'au moins sept personnes; le président devait être un évêque ou un conseiller. Le receveur général du clergé était justiciable de la chambre ecclésiastique de Paris qui siégeait au palais de justice. Au-dessous des chambres ecclésiastiques etaient, dans chaque diocèse, les bureaux des décimes, qui saisaient la répartition des impôts levés sur le clergé et jugeaient en première instance les procès auxquels ils donnaient lieu. Toutes ces juridictions ont été supprimées à l'époque de la révolution.

CHAMBRES DE COMMERCE. — Réunion des principaux commerçants chargés d'exposer au gouvernement les vœux et les besoins du commerce. Les premières

chambres de commerce furent établies par Louis XIV; il ne faut pas confondre cette institution monarchique avec les anciennes réunions de marchands qui remontent à l'époque communale, et que l'on trouve de tout temps dans les grandes villes de commerce. Les véritables chambres de commerce ne furent établies qu'au commencement du xviii siècle arrêt du conseil du 30 août 1701); Dunkerque en avait une dès 1700; Lyon, Rouen, Bordeaux, etc., en obtinrent successivement. Les chambres de commerce surent réorganisées sous le consulat (24 décembre 1802), et aujourd'hui il en existe quarante-sept établies à Abbeville, Amiens, Arras, Avignon, Bastia, Bayonne, Besançon, Bordeaux, Boulogne, Caen, Calais, Carcussonne, Chalons-sur-Saone, Cherbourg, Clermont-Ferrant, Dieppe, Dunkerque. Fecamp, Granville, Gray, la Rochelle, Laval, le Havre, Lille, Lorient, Lyon, Marseille, Metz, Montpellier, Morlaix, Mulnouse, Nantes, Nimes, Orléans, Paris, Reims, Rochefort, Rouen, Saint-Brieuc, Saint-Etienne, Saint-Malo. Strasbourg, Toulon, Toulouse, Tours, Troyes, Valenciennes.

CHAMBRES DE L'EDIT. - Il n'y eut d'abord qu'une chambre de l'édit établie à Paris, en vertu de l'édit de Nantes (1598), et composée d'un président et de seize conseillers, dont un ou deux an plus. étaient protestants. Plus tard, on créa des chambres de l'édit dans les parlements de Paris et de Rouen; elles différaient des chambres mi parties en ce que, sur les sept membres qui les composaient, il n'y avait qu'un ou deux protestants; le président et les autres conseillers étaient catholiques. Les chambres de l'édit, comme les chambres mi parties, jugeaient les procès entre protestants et catholiques; elles furent supprimées en 1669.

chambres de Réunion. — Louis XIV établit, en 1679, trois chambres de réunion siégeant à Metz pour la Lorraine, à Brisach pour l'Alsace et à Besançon pour la Franche-Comté, afin de rechercher tous les domaines qui avaient autrefois dépendu de ces provinces et de les réunir à la France. Il en résulta la confiscation en pleine paix de beaucoup de villes et contrées que l'Allemagne regardait comme ses possessions légitimes. Ces violences contribuèrent au renouvellement de la guerre en 1688.

CHAMBRES DE RHÉTORIQUE. — Académies établies au xve siècle, en Artois et en Flandre.

CHAMBRES DES COMPTES.—Les cham-

bres des comptes étaient des cours souveraines ou jugeant sans appel, établies pour entendre, vérifier et juger les comptes des officiers royaux charges du maniement des deniers publics et d'autres officiers comptables; elles veillaient également à la conservation du domaine et des droits qui en dépendaient. Il y avait autrefois onze chambres des comptes établies à Paris, Dijon, Grenoble, Aix, Nantes, Montpellier, Blois, Rouen, Pau, Dôle et Metz, sans compter les chambres de Nancy et de Bar-le-Buc. Vey. pour les détails historiques le mot Finances.

CHAMBRES DES ENQUÊTES et DES REQUÊTES. — Voy. Parlements.

GHAMBRES DES VACATIONS.— Chambres qui siégent pendant les vacances accordées aux tribunaux.

CHAMBRES DU VISA. — Chambres de justice qui furent chargées en 1715 et en 1721 d'examiner la validité des créances sur l'État.

CHAMBRES GARNIES.—Il est question, dès 1635, de chambres garnies qu'on louait fournies de toutes les choses nécessaires. Un règlement de police du 20 mars 1635, cité par de La Mare (Traité de la police), ordonne aux loueurs de chambres garnies de ne loger que personnes de bonne vie et mœurs, à peine de punition exemplaire; il leur est enjoint de s'enquérir des noms, qualités, condition, domicile de ceux qu'ils recevront, d'en faire registre et de remettre ces renseignements le jour même au commissaire de leur quartier.

CHAMBRES MI-PARTIES. — Chambres des parlements composées de protestants et de catholiques, et chargées de juger les procès entre Français de communion différente. Les chambres mi-parties avaient été établies d'abord par le traité de Saint-Germain (1570). L'édit de Nantes (1598) institua, en Guyenne, Languedoc et Dauphiné, des chambres mi-parties qui furent supprimées en 1679.

CHAMBRIER (grand). — Grand dignitaire chargé de veiller primitivement à la garde du trésor royal. L'office de grand chambrier était distinct de celui de grand chambellan. Charles V, dans des lettres patentes données en 1368 dit que le chambellan avait dix sous sur chaque maîtrise, et le grand chambrier six. L'office de grand chambrier fut supprimé, en 1545, par François Ier, après la mort de son fils Charles de France, duc d'Orléans, qui était pourvu de cette charge. Elle fut rem-

placée par celle de premier gentilhomme de la chambre. — On appelait chambrier, dans certains chapitres, le chanoine qui en administrait les revenus. A Lyon, il se nommatt chamarier.

CHAMEAUX. — Les chameaux furent employés dans les armées des Francs mérovingiens. Grégoire de Tours raconte que Gontran en avait à son service, et on suit qu'en 613 Brunehaut fut trainée sur un chameau avant d'être livrée au dernier supplice.

CHAMFRAIN ou CHAMFREIN. — Voy. CHAMFREIN.

CHAMP CLOS. — Lieu entouré de palissades où combattaient les champions dans un duel judiciaire ou les tenants d'un tournoi. Voy. Duel et Tournoi.

CHAMP DE MAI, CHAMP DE MARS.

— Assemblées des Francs sous les Mérovingiens et sous les Carlovingiens. Voy.
Assemblées Politiques. — On appela
aussi champ de Mai une assemblée réunie
par l'empereur Napoléon (1er juin 1815).

CHAMPART. - Droit seigneurial, dont le nom vient des mots latins campi pars, part du champ, part de la recolte. « Sous l'empire des lois féodales, dit M. Guerard, le cultivateur ne pouvait enlever sa récolte qu'après le prélèvement d'abord de la part de Dieu, c'està-dire de la dime, et ensuite de la part du seigneur, qu'on appelait champart. Cette redevance seigneuriale se payait en nature, et sur le champ même; elle tenait quelquesois lieu de cens. » (Voy. Cans). La quotité du champart variait selon les localités. Il était dans certains pays du quart ou du cinquième de la récolte, et on l'appelait pour ce mouif droit de quatre ou de cinquain; ailleurs on l'appelait droit de vingtain, parce qu'il était d'une gerbe sur vingt. On trouve encore le droit de champart désigné dans les anciennes chartes par les noms d'agrier, de terrage, de cinquain, etc. Le champart fut dans la suite un des droits domaniaux de la couronne.

CHAMPARTEUR. — Fermier commis par un seigneur pour lever le droit de champart.

CHAMPION. — On appelait champions ceux qui soutenaient en champ clos leur querelle ou la querelle d'autrui. Voy. Duel Judiciaire.

CHANCELIER. — Le chancelier était un des grands officiers de la couronne. La charge de chancelier remontait jusqu'à l'empire romain. Depuis les invasions des

barbares, il y avait toujours eu des référendaires et primiciers des notaires auprès des rois mérovingiens et carlovingiens. Ces officiers étaient chargés du sceau royal, et l'apposaient aux chartes des souverains; ils présidaient à la transcription des chartes, lettres et édits des rois. A cette époque, le chancelier portait toujours le sceau du roi suspendu à son cou. Roger, vice-chancelier de Richard Cœur de Lion, ayant péri dans un naufrage, on reconnut son corps au sceau du roi suspendu à son cou. Ce sut seulement à partir de Philippe Auguste que le chancelier de France, qui était alors frère Guérin, évêque de Senlis, prit rang au-dessus de tous les grands officiers. Le chancelier était chef de tous les conseils, et présidentné de toutes les cours de justice. Il veillait à l'exécution des lois dans tout le royaume. Lorsqu'il se rendait au parlement, la cour envoyait à sa rencontre deux conseillers pour le recevoir; il prenait place au-dessus du premier président. Dans les lits de justice (voy. ce mot), il était interprète du roi, et portait la parole en son nom. La dignité de chancelier était inamovible dans les derniers siècles de l'ancienne monarchie; mais lorsque le roi voulait disgracier un chancelier, il l'exilait et nommait un garde des sceaux (voy. ce mot) qui remplissait les fonctions de chancelier par simple commission. Les insignes du chancelier étaient la robe ou simarre violette, et le mortier comble d'or ou orné de galons d'or jusqu'au sommet. Dans les pompes de la royauté, le chancelier était précédé de massiers et accompagné de gardes. Une des principales fonctions de ce magistrat consistait à tenir le sceau, et cette fonction était remplie avec des formes solennelles. A certains jours fixés, le chancelier faisait apposer le sceau de la grande chancellerie và le roi était représenté séant en son trône et tenant le sceptre en main, sur les lettres royales, ordonnances, déclarations, etc. Il était accompagné lorsqu'il tensit le sceau, des maîtres des requêtes qui remplissaient les fonctions de rapporteurs, et des officiers de la chancellerie. Le chauffe-cire, tête nue, lui présentait le coffret ou étaient les sceaux de France. Le chancelier l'ouvrait et en tirait les sceaux d'or massif. Le grand audiencier de France présentait les lettres au chancelier en rappelant sommairement leur contenu. Des maîtres des requêtes ou des conseillers du grand conseil faisaient le rapport. Les secrétaires du roi, qui avaient rédigé les lettres, assistaient au sceau pour répondre aux difficultés qui pourraient s'élever. Le chancelier prononçait avec les conseillers d'Etat

qui assistaient au sceau; il avait le droit de refuser de sceller les lettres, si elles lui paraissaient contraires aux lois du royaume. Lorsqu'elles étaient approuvées, le grand audiencier les remettait au chauffecire, qui les scellait sur l'ordre du chancelier. Le contrôleur du sceau prenait les lettres qui avaient été scellées et en vérifiait le nombre. La séance terminée, les sceaux étaient remis dans le coffre par le chauffe-cire, et restaient à la garde du chancelier. Le droit prélevé pour l'apposition des sceaux constituait un des principaux émoluments du chancelier. Il avait aussi la confiscation des biens de ceux qui étaient condamnés pour faussetés commises au sceau. Jusqu'au xive siècle, ce magistrat était payé en nature. Sous Philippe le Bel, il recevait du pain, « trois seilers de vin, six pièces de chair, six pièces de poulailles; au jour de poisson, il avait à l'avenant, recevait cinq provendes d'avoine, etc. » Les officiers de la chancellerie avaient leur part de provisions pour la nourriture, le chausfage, et l'éclairage.

L'office de chancelier de France, supprimé à l'époque de la révolution, fut rétabli par l'Empereur, et a été maintenn jusqu'en 1848. Il y a encore aujourd'hui des chanceliers de la Légion d'honneur et

de l'Académie française.

Les chanceliers ont joué un grand rôle dans l'histoire de France, et il est indispensable de donner une notice rapide sur les principaux de ces magistrats. Je ne parlerai ni des chanceliers des rois francs, mérovingiens ou carlevingiens, ni même des chanceliers des premiers capétiens; il suffira de commencer à Guérin, évêque de Senlis, connu sous le nom de frère Guérin, parce qu'il était chevalier de Saint-Jean de Jérusalem; il fit déclarer que le chancelier aurait séance parmi les pairs de France et les grands officiers de la couronne. Il mourut le 19 avril 1230. PIERRE FLOTTE et GUILLAUME DE NOGARET sont célèbres par leur lutte contre le pape Boniface VIII. Le premier fut chancelier de 1301 à 1302 et périt les armes à la main à la bataille de Courtrai (11 juillet 1302); le second fut d'abord procureur général au parlement de Paris, puis chancelier de 1308 à 1309. GILLES ASCELIN DE MONTAIGU, successivement archevêque de Narbonne et de Rouen, le remplaça et remplit les fonctions de chancelier jusqu'à sa mort en 1311. PIERRE ROGER ou ROGIER, archevêque de Rouen, chancelier en 1334, fut élu pape en 1342, sous le nom de Clément VI. PIERRE DE LA FORET, évêque de Tournai, ensuite évêque de Paris et enfin archevêque de Rouen, fut nommé

chancelier le 14 juillet 1349; il signa, en 1351, la trève entre la France et l'Augleterre, fut destitué sur la demande des états généraux que dirigeait Étienne Marcel et rétabli en 1359; ce fut un des hommes les plus éminents de cette époque de troubles. Jean de Dormans, évêque de Beauvais, seconda Charles V dans ses réformes, et fut son chancelier de 1361 à 1371; il fut remplacé par son frère Guil-LAUME DE DORMANS, qui fut élu au scrutin. Charles V remit, en effet, à son conseil la nomination du chancelier. On lit dans les registres du parlement que, « le 21 février 1371, cette cour vaqua, du commandement du roi qui assembla tout son conseil jusqu'au nombre de deux cents personnes ou environ, en son hôtel Saint-Pol, et là, par voie de scrutin, procéda à l'élection d'un nouveau chancelier, par l'avis et délibération desdits conseillers, et là fut élu et créé chancelier messire Guillaume de Dormans, chevalier, auparavant chancelier de Dauphiné. » A la mort de Guillaume de Dormans, arrivée le 11 juillet 1373, Charles V fit encore procéder à une élection pour le remplacer. L'assemblée, composée de princes, de seigneurs, de membres du parlement, de la chambre des comptes et de maîtres des requêtes, nomma Pierre d'Orge-MONT, seigneur de Méry-sur-Oise et de Chantilly, premier president du parlement de Paris (20 novembre 1373). Pierre d'Orgemont se démit des fonctions de chancelier le 1er octobre 1380 et mourut le 3 juin 1389. Son successeur fut Milon de Dormans, évêque de Beauvais, président à la chambre des comptes; il fut élu chancelier de France par bon et dû scrutin en plein parlement: ce sont les termes des registres du parlement. Les mémoriaux de la chambre des comptes ajoutent que le lendemain il prêta serment entre les mains du duc d'Anjou, en présence du grand conseil; on donnait ce nom, au xive siècle, au conseil du roi composé de seigneurs et de membres du parlement. Ce système d'élection dura jusqu'an règne de Louis XI. Parmi les chanceliers élus on remarque ARNAUD DE CORBIE, premier président du parlement de Paris, nommé en 1388, plusieurs fois déposé et rétabli au milieu des agitations de cette époque d'anarchie; il mourut en 1413; Henri De Marle, seigneur de Versigny, président du parlement de Paris. élevé à la dignité de chancelier le 8 août 1413 et égorgé à l'époque du massacre des Armagnaca 1418); Guillaume-Juvenal des Unsins, institué chancelier de France le 16 juin 1445. Dans ces temps de guerres perpétuelles, le chancelier était obligé

d'accompagner souvent le roi à la guerre et de revêtir le cor-ciet de ser comme les hommes d'armes. En 1453, à l'entrée de Dunois à Bordeaux, Juvénal des Ursins était armé comme les chevaliers. Devant lui marchait une haquenée blanche, toute couverte de velours cramoisi, ayant sur la croupe un drap de velours azuré, semé de fleurs de lis d'or, « laquelle hacquenée portait sur la selle un coffret aussi couvert de velours azuré et entichi d'orfevrerie, dans lequel étaient les sceaux du roi; venait ensuite messire Guillaume Juvénal des Ursins, chancelier de France, armé d'un corcelet d'acier sort riche, et ayant par dessus une casaque de velours cramoisi. » Dans l'église Sainte-Catherine de la Culture, à Paris. Pierre d'Orgemont était représenté vètu d'une cotte de mailles, l'épée au côté et un casque à ses pieds. Juvenal des Ursins, déposé au commencement du règne de Louis XI, sut rétabli en 1465 et exerça les fonctions de chancelier jusqu'à sa mort en 1472. On voit par ces exemples fréquents de dépositions que les chanceliers n'avaient pas encore à cette époque le caracière inamovible consacré aux xviie et xviiie siècles. Pierre d'Oriole, qui succéda à Juvénal des Ursins, en fournit une nouvelle preuve; il fut déposé par lettres patentes du 12 mai 1482, sans que Louis XI s'expliquât sur les causes de cette disgrâce; il se bornait à dire: « pour certaines causes nous l'avons déchargé et déchargeons de l'office de chancelier (quem officio cancellarii certis ex causis ad hoc nos moventibus exoneravimus et exoneramus). » GUILLAUME DE ROCHE-FORT, qui sut élevé à la dignité de chan-celier le 12 mai 1483, la conserva jusqu'a sa mort (12 août 1492). Son successeur fut Robert Briconnet, archevêque-duc de Reims, qui mourut le 30 juin 1497. Après lui Guy de Rochefort, chancelier de 1497 à 1507, se signala par l'organisation du grand conseil et par plusieurs ordonnances remarquables Le chancelier Jean DE GANAY DE SAVIGNY lui succéda jusqu'en 1512, et eut pour successeur Antoine Du-PRAT, premier président du parlement de Paris, qui fut nommé chancelier le 7 janvier 1514; il occupa cette dignité jusqu'en 1535. ANTOINE DU BOURG (1535-1538), Guillaume Poyet (1538-1542), et Fran-COIS OLIVIER (1542-1560) remplirent successivement la charge de chancelier sous François Ier, Henri II et François II. Les célèbres ordonnances de Crémieu et de Villers-Coterets furent préparées ou promulguées pendant leur administration (voy. Lois). Guillaume Poyet fut arrêté en 1542 et condamné par le parlement pour « abus, malversations et entreprises par ·

lui faites à une amende de cent mille li vres et confiné pendant cinq ans dans tel lieu qu'il plairait au roi. » On dit que François les, en apprenant cet arrêt, en témoigna de l'étonnement et dit qu'il croyait qu'un chancelier ne devait perdre sa charge qu'avec la vie. C'était reconnaître et proclamer le principe de l'inamovibilité des chanceliers en même temps que

sa haine contre Poyet. MICHEL DE L'HOPITAL, chancelier de 1560 à 1573, a été immortalisé par les ordonnances d'Orléans (1561) et de Moulins (1566) aussi bien que par ses sentiments de tolérance au milieu des violences des guerres religieuses. Disgracié en 1568, il conserva jusqu'à sa mort le titre de chancelier. Le chancelier de Birague, son successeur (1573-1583), n'hérita pas de ses males vertus; on lui reprocha ses complaisances pour une cour corrompue. Pri-LIPPE HURAULT DE CHEVERNY (1585-1599), POMPONNE DE BELLIÈVRE (1599-1607), NI-COLAS BRULART DE SILLERY (1607-1624), Etienne d'Aligre (1624-1635), se succédèrent dans la dignité de chancelier; ils furent presque tous privés des sceaux temporairement et exilés; mais le principe de l'inamovibilité des chanceliers était alors consacré et ils conservèrent leur titre même dans l'exil. Il en fut de même de Pierre Séguier (1635-1672), qui, chancelier pendant trente-sept ans, fut deux fois exilé et privé des sceaux, mais sans jamais perdre sa charge; un des principaux titres de ce chancelier est la protection qu'il accorda aux lettres et principalement à l'Académie française. Etienne d'Aligre (1674-1677), MICHEL LETELLIER (1677-1685), LOUIS BOUCHERAT (1685-1699), LOUIS PHE-LIPPEAUX DE PONTCHARTRAIN (1699-1714), et Voisin (1714-1717) furent successivement chanceliers de France. Henri-Fran-ÇOIS D'AGUESSEAU (1717-1750) est un des magistrats qui ont le plus honoré la dignité de chancelier par sa science et sa vertu. Il donna sa démission le 27 novembre 1750; mais le titre de chancelier resta attaché à son nom plus encore par la reconnaissance publique que par la volonté du roi. Guillaume Lamoignon de Malesherbes succéda à d'Aguesseau en 1750 et se démit de sa charge en 1768. Son successeur René-Charles de Mau-PEOU, premier président du parlement de Paris, déposa presque immédiatement la dignité de chancelier entre les mains de son fils René-Nicolas-Charles-Au-GUSTIN DE MAUPEOU, qui a été le dernier chancelier de l'ancienne monarchie. La lutte du chancelier Maupeou et des par-

1774, Maupeou fut exilé; il mourut le 29 juillet 1792. Avant sa mort, la dignité de chancelier de France avait été supprimée par une loi du 27 novembre 1790. L'empereur nomma Cambacérès archichancelier, en 1804, et le chargea de proniulguer les lois et sénatus-consultes organiques, et de rédiger les actes de l'état civil pour la samille impériale. M. DAM-BRAY, do 1815 à 1829, et M. de Pastoret, de 1829 à 1830, portèrent le titre de chanceliers. Supprimée momentanément en 1830, cette dignité sut rétablie peu de temps après en faveur de M. PASQUIER, qui l'a conservée jusqu'en 1848. — Voy. Duchesne, Hist. des chanceliers; Hist. chronologique de la chancellerie, par Tessereau, Paris, 1706; Hist. des connétables, chancelieus, gardes des sceaux, par Denis Godefroi, Paris, 1688.

La reine, les princes du sang et les seigneurs féodaux, avaient leurs chanceliers particuliers, ainsi que les ordres militaires et l'Université.

CHANCELIER DE L'ACADÉMIE FRAN-ÇAISE. — Second dignitaire de l'Académie française; il fait partie du bureau de cette compagnie avec le directeur et le secrétaire perpétuel.

CHANCELIER DE LA LÉGION D'HON-NEUR. — Voy. Légion d'Honneur.

CHANCELIER DE L'UNIVERSITÉ. — Voy. Université.

CHANCELIER DU GRAND PRIEURE DE FRANCE. — Dignitaire de l'ordre de Malte, qui scellait les actes des chevaliers composant le chapitre du grand prieuré de France.

CHANCELIER D'UN CHAPITRE. — Voy. Chanoires.

CHANCELIÈRE. - Femme du chancelier.

CHANCELLADE. — Congrégation de chanoines réguliers qui s'établirent, au commencement du xii siècle, près de Périgueux, dans un lieu appelé Chancellade. Cette congrégation fut réformée en 1623.

MALESHERBES SUCCÉDA À d'Aguesseau en 1750 et se démit de sa charge en 1768. Son successeur René-Charles de Mau-peou, premier président du parlement de Paris, déposa presque immédiatement la dignité de chancelier entre les mains de son fils René-Nicolas-Charles-Au-custin de Maupeou, qui a été le dernier chancelier de l'ancienne monarchie. La lutte du chancelier Maupeou et des parlements a eu une triste célébrité (voy. gés de faire le rapport sur les lettres qu'on présentait. Un des quatre grands

audienciers, le contrôleur et le chauffecire étaient présents (voy. CHANCELIER). Là se scellaient les édits et déclarations, les leures d'anoblissement, de légitimation, de naturalisation, de réhabilitation, d'abolition, d'affranchissement, d'amortissement, de privilége, d'évocation, d'exemption, de donation, etc. Le chancelier pouvait refuser d'apposer le seeau si les lettres lui paraissaient subreptices ou contraires à la loi. Dans le cas où aucune objection ne s'élevait, l'officier appelé chauffe-cire préparait la cire sur laquelle le chancelier apposait le scean. On employait quatre espèces de cire : la verte pour tous les arrêts, la jaune pour les expéditions ordinaires, la rouge pour le Dauphiné et la Provence, enfin la blanche pour les chevaliers de l'ordre. Le roi présidait quelquefois en personne la commission du sceau. Après la mort du chancelier Séguier (1672), Louis XIV remplit lui-même les fonctions de chancelier. Il fit à cette occasion un règlement qui donne une idée des formalités administratives de cette époque. Le voici tel qu'il se trouve dans un manuscrit de la Bibliothèque nationale (f. Sorbonne, nº 1080): «Le roi s'étant résolu de retenir les sceaux et de faire sceller en sa présence. Sa Majesté a bien voulu faire savoir ses intentions par le présent règlement sur ce qu'elle entend ètre observé jusques à ce qu'elle en ait autrement disposé: 1º Sa Majesté donnera sceau à neuf heures précises du matin à jour de chacune semaine qui sera par elle marqué, en l'une des salles de la maison royale où Sa Majesté fera séjour ; 2º Sa Majesté a fait choix des sieurs d'Aligre, de Sève, Poncet, Boucherat, Pussort et Voisin, conseillers d'État ordinaires pour avoir séance et voix délibérative dans le conseil avec six maîtres des requêtes, dont Sa Majesté fera choix, au commencement de chacun quartier, et le conseiller du grand conseil grand rapporteur en semestre, et, pour le présent quartier, Sa Majesté a fait choix des sieurs Barentin, Le Boulanger sieur d'Hacqueville, Le Pelletier, de Faulcon, de Lamoignon et Pellisson. 3º Les conseillers d'État seront assis, selon leur rang, les maîtres des requêtes et le grand rapporteur debout autour de la chaise de Sa Majesté. 4º Les secrétaires du roi seront tenus de porter aux maîtres des requêtes et conseiller du grand conseil, grand rapporteur de semestre, la veille du sceau, les lettres de justice, dans lesquelles il sera fait mention du nom de celui qui en aura fait le rapport et seront par lui signées en queue. 5° Le sceau commencera par. juis et faisaient serment de ne l'apposer

des requêtes et conseiller grand rapporteur, des lettres de justice. Le grand audiencier présentera ensuite les lettres de justice, dont il sera chargé; le garde des rôles présentera ensuite les provisions des offices, et les secrétaires du roi feront lecture des lettres de grâce qu'ils auront dressées, et seront les dites lettres délibérées par les conseillers d'État et maitres des requêtes, présentées au sceau et résolues par Sa Majesté. Le grand audiencier de quartier et le garde des rôles feront les fonctions de leurs charges, ainsi qu'ils ont accoutume et seront placés debout près le dernier conseiller d'Etat de chacun rang, le chausse-cire ensuite proche le coffre des sceaux, et le contrôleur au bout de la table en la manière accoutumée. 6° Les gardes-quittances et autres officiers de la chancellerie seront placés derrière les chaises des coureillers d'Etat. 7º Les procureurs syndics des cinq colléges des secrétaires du roi auront entrée à chacun jour de sceau, outre lesquels il en sera choisi de chacun collège, savoir huit de l'ancien, quatre de celui des cinquante-quatre, autant des soixantesix, deux des trente-six et un des vingt de Navarre pour y faire leurs fonctions alternativement au jour du sceau, pour lequel ils auront été députés par leurs collèges. 8º Le procureur du roi des requêtes de l'hôtel, procureur général des grandes et petites chancelleries, aura entrée et prendra place derrière les maîtres des requêtes. Fait à Saint-Germain en Laye, le 1er février 1672. Signé LOUIS, et plus bas Colbert. »

La petite chancellerie était établie près du parlement de Paris. Un maître d**es** requetes y présidait, en l'absence du chancelier, et y scellait les lettres moins importantes, telles que les émancipations, committimus, etc. Chaque parlement avait sa petite chancellerie où s'expédiaient des affaires de même nature; un garde des sceaux y présidait assisté des gresilers-conservateurs des minutes. Tous les tribunaux, bailliages, présidiaux, grands jours, chambre de justice, cour des aides, etc., avaient aussi leur chancellerie.

La chancellerie des juiss avait été instituée dès le xiii siècle pour s'opposer aux prêts usuraires. Les juis ne pouvaient poursuivre leurs débiteurs qu'en vertu d'une obligation scellée dans cette chancellerie. Philippe Auguste avait choisi dans chaque ville deux prud'hommes qui gardaient le sceau de la chancellerie des le rapport qui sera fait, par les maitres sur une obligation que s'ils avaient une

connaissance certaine de la légitimité de la créance.

La chancellerie romaine délivrait les expéditions des actes de la cour de Rome.

Une loi du 7 septembre 1790 supprima la petite chancellerie; la grande chancellerie aut bientôt le même sort (27 novembre 1790). Le titre de chancelier sut rétabli dans la suite, mais les attributions des anciennes chancelleries restèrent supprimées. Le ministère de la justice prend, à la vérité, le titre de chancellerie, mais sans avoir aucune juridiction. Il y a des chancelleries spéciales dans les consulats établis à l'étranger. Voy. RE-LATIONS EXTÉRIEURES.

CHANCELLERIE (Droits de). — On appelait bourse de chancellerie les droits que percevaient pour le sceau plusieurs officiers de la chancellerie.

CHANDELEUR. -- Fête qu'on célèbre dans l'Église le 2 février en mémoire de la présentation de J. C. au temple et de la purification de la sainte Vierge. On faisait autrefois en ce jour des processions avec des chandelles allumées, d'où est venu le nom de chandeleur. Bède dit que l'Église a heureusement changé les lustrations des paiens qui se faisaient au mois de février autour des champs, en la fète de la Purification où l'on faisait des processions avec des cierges allumés pour marquer que J. C. est la lumière du monde. Cet usage fut établi par le pape Gélase les qui abolit les Lupercales.

CHANDELIERS. — Fabricants de chandelles. Voy. Corporation.

CHANDELLE. — Voy. ÉCLAIRAGE.

CHANFREIN. - Armure qui couvrait la partie antérieure de la tête du cheval depuis les oreilles jusqu'à la bouche. On l'appelait aussi chamfrain ou chamfrein. Cette armure était de métal ou de cuir bouilli et couvrait la partie antérieure de la tête du cheval comme d'un masque. Il y avait souvent, au milieu du chanfrein une pointe de ser assez longue descinée à briser tous les obstacles. Le chanfrein était quelquesois relevé d'or ou d'argent et ciselé avec art. On voit, dans l'histoire de Charles VII, que le comte de Saint-Pol, au siège de Harfleur, en 1449, avait orné son cheval de bataille d'un chanfrein estimé trente mille écus. Le chevalier plaçait aussi ses armoiries sur le chanfrein de son cheval. Le plus souvent cette partie de l'armure était sur**montée** d'un panache.

CHANGE (Lettres de), CHANGEURS.— Voy. Banque et Conporation.

CHANOINES. - Le nom de chanoine vient du mot grec xavév (règle); on en fit le mot latin canonicus, soumis à la règle, d'où a été formé chanoine. Dans les premiers siècles de l'Église, l'évêque vivait en commun avec un certain nombre de clercs, qui l'aidaient dans l'administration des biens ecclésiastiques. Saint Augustin, voulant se consacrer exclusivement aux fonctions spirituelles, avait confié le soin du temporel à quelques ecclésiastiques, qu'il soumit à la vie commune, à la règle cénobitique, afin de prévenir les tentations de l'avarice et de la capidité. Telle fut l'origine des chanoines. On en trouve dans un grand nombre d'églises, même en Gaule, avant le viii siècle; mais leur institution s'altera, et, en 755, un concile, convoqué par Pepin le Bref, se plaignit de la conduite de ces ecclésiastiques qui refusaient de se soumettre à l'autorité épiscopale. La réforme que demandait le concile fut accomplie vers 760 par Chrodegand, évêque de Metz, qui donna une règle aux chanoines. Charlemagne insista pour qu'elle sût observée. « Ils doivent vivre, disait-il dans un capitulaire de 789, en véritables moines ou en véritables chanoines. » Sous son fils, Louis le Débonnaire, une règle en cent quarante-sept articles fut promulguée par le concile d'Aix-la-Chapelle (817). Elle était surtout l'œuvre d'Amalaire, diacre de l'église de Metz. Les chanoines devaient, comme les moines, habiter dans un cloître exactement sermé, dont la clef était portée chez le supérieur du chapitre aussitôt après l'heure de complies. Mais ils pouvaient avoir des habitations particulières dans le cloître, user de linge, manger de la viande, recevoir ou donner par testament ou autrement, posséder des biens en propre; toutes choses interdites aux moines. Ces règles de Chrodegand et d'Amalaire n'avaient fait que rappeler les chanoines à leur primitive institution. Les biens de l'Église étaient toujours régis en commun, sans distinction de mense épiscopale et de mense capitulaire (voy. Mensk), et les revenus continuèrent d'être partagés suivant l'ancien usage.

A l'époque de la chute de l'empire carlovingien, les mœurs et les institutions féodales envahirent l'Église. Les chanoines s'emparèrent des fonds ecclésiastiques, dont les revenus servaient à leur entretien, et ne s'assujettirent plus à la vie commune. Ils étaient cependant, au moins dans la plupart des églises, à la nomination des évêques. Tous les chanoines de N. D. de Paris étaient choisis par l'évêque à l'exception de deux qui devaient être nommés par le chapitre. Ces deux canonicats avaient été établis par l'archidiacre Étienne et attachés à la chapelle de Saint-Aignan. (Voy. Prolégomènes du cartulaire de N. D. de Paris,

par M. Guérard.)

On appela prébendes ou bénéfices capitulaires les domaines qui furent affectés aux principaux dignitaires du chapitre, qui étaient le primicier, qu'on nommait quelquefois prévôt ou doyen, le chance-lier qui avait la surveillance des écoles et s'appelait encore écolâtre ou capiscol, le chantre, le trésorier appelé aussi chefcier ou chèvecier, le pénitencier, les archidiacres, etc. La portion des biens qui resta en commun forma la mense capitulaire destinée à subvenir aux dépenses communes. C'était sur ce fonds que l'on prélevait l'argent nécessaire pour les distributions faites aux chanoines. Dans quelques églises, elles avaient lieu en nature.

Les chanoines, quoique n'étant plus soumis à la règle cénobitique, continuèrent de former un corps qui jouissait de grands privilèges. Ils élisaient les évêques avant le concordat de François I (voy. ELECTIONS ECCLÉSIASTIQUES), gouver-naient les diocèses pendant la vacance des sièges épiscopaux; ils avaient une juridiction étendue et des assemblées indépendantes, dont les registres capitulaires nous ont transmis les délibérations. Un des signes distinctifs de leur dignité était et est encore l'aumuce ou aumusse (voy... ce mot). Leur obligation principale était la résidence et l'assiduité aux offices. Les avantages considérables dont jouissaient les chanoines, engagèrent quelquesois des séculiers à se faire recevoir chanoines sans entrer dans les ordres. Les rois de France étaient chanoines de Saint-Martin de Tours et de plusieurs autres églises; les ducs de Berry, chanoines héréditaires de Saint-Jean de Lyon. En 1403, le duc d'Orléans fit son entrée à Saint-Aignan d'Orléans, revêtu de l'habit de chanoine en la forme et manière accoutumées (Juv. des Ursins). Le duc de Bedford se fit recevoir chanoins de Notre-Dame de Rouen. Les comtes de Chastelus en Bourgogne étaient chanoines héréditaires de l'église d'Auxerre, en récompense du service que l'un d'eux, comte de Beauvoir, avait rendu au chapitre de cette église, en chassant une bande de brigands de l'une de ses propriétés. Lorsqu'il reçut l'investiture de son canonicat, le sire de Beauvoir se présenta à la porte du chœur botté, éperonné, armé de toutes pièces, l'aumusse sur le bras gauche, un faucon sur le poing et un surplis sui con armure. On le condui-

sit en grande cérémonie dans la stalle où il s'assit pour chanter l'office avec ses nouveaux confrères. Dans plusieurs chapitres, on exigeait des preuves de noblesse, entre autres pour le chapitre Saint-Jean de Lyon. La révolution enleva aux chanoines leurs biens et leur juridiction. Le concordat, en réorganisant les chapitres, en fit principalement le conseil de l'évêque. Actuellement les chanoines sont nommés par l'évêque, sauf approbation du chef du pouvoir exécutif. En cas de vacance du siège épiscopal, ils élisent des vicaires capitulaires chargés d'administrer le diocèse. Leur dotation se compose : 1° des biens et des rentes non aliénés des anciens chapitres ; 2° des traitements affectés aux chapitres par l'Etat et des suppléments de traitement votés par les conseils généraux; 3° des biens acquis par les chapitres ou provenant de dons et legs particuliers.

CHANOINES REGULIERS. — Les chanoines réguliers furent institués dans les conciles de Rome de 1059 et de 1063, sous les papes Nicolas II et Alexandre II. C'était l'époque où l'Eglise réagissait énergiquement contre la féodalité, brisait les liens qui l'avaient enchaînée au système féodal et reprenait son ancienne pureté. Les papes en établissant les chanoines réguliers remontèrent jusqu'à l'institution de saint Augustin. On déclara que les chanoines auivraient la règle de ce père de l'Eglise, sans que l'on convienne bien, dit Fleury dans son Institution au droit ecclésiastique, quel écrit de saint Augustin ils ont pris pour leur règle: si ce sont les sermons de la vie commune des clercs. ou la lettre écrite pour le monastère dont sa sœur avait la conduite. Quoi qu'il en soit, la règle de saint Augustin a toujours eté imposée depuis cette époque aux chanoines réguliers. Ils s'établirent en France à Saint-Victor de Paris, dès 1119; saint Norbert fonda, en 1120, l'ordre le plus célèbre de chanoines réguliers sous le nom de Prémontré. Les Antonins et les Génovéfains suivaient aussi la règle de saint Augustin. Ces chanoines pouvaient tenir des églises paroissiales; ce qui était interdit à la plupart des ordres religieux. On appelait collègiales des églises desservies par des chanoines réguliers ou séculiers. Il y en avait 526 en France avant la révolution. Les chapitres de Saint-Denis et de Sainte-Geneviève rappellent seuls aujourd'hui ces anciennes institutions.

Le costume des chanoines réguliers était, au xue siècle, une aube qui a été depuis changée en rochet ou en surplis, et une chappe fermée, qui lut remplacée, en été, par l'aumuce. Voy. Recherches sur l'ordre canonique, par le père Chaponel, Paris, 1699, et l'Histoire des ordres monastiques du père Hélyot.

CHANOINESSES. — Les femmes pouvaient aussi occuper des canonicats et prenaient le nom de chaneinesses. On distinguait deux espèces de chanoinesses: les unes saisaient des vœux et vivaient sous une règle cénobitique; d'autres prenaient le titre de chanoinesses pour avoir droit à des bénéfices; elles étaient astreintes à quelques offices particuliers et à porter au chœur un signe distinctif. Du reste, ces chanoinesses ne faisaient pas de vœux et pouvaient rentrer dans le monde et s'y marier en renonçant à leur bénéfice. Plusieurs de ces chapitres de femmes, entre autres celui de Remiremont, étaient nobles et exigeaient des chanoinesses plusieurs quartiers de noblesse.

CHANSONS. — Voy. Poésie.

CHANSONS DE GESTE. — Poésie héroïque qui célébrait les gestes ou exploits des anciens preux. Voy. Poésie.

CHANT DE ROLAND. — Chant que les Français du XIº siècle répétaient en marchant au combat; à la bataille d'Hastings, Taillefer chantait en tête de l'armée le Chant de Roland. Voy. BARDES.

CHANT (plain-). — Chant d'église. On attribue à Charlemagne l'introduction en France du chant grégorien ou plain-chant réformé par le pape Grégoire le Grand. Déjà Pépin le Bref avait tenté de le substituer à l'ancien chant d'église, appelé chant ambroisien; mais il n'y avait pas réussi. Charlemagne l'adopta dans un voyage qu'il fit à Rome en 787; il obtint du pape deux maîtres de chant, et les établit l'un à Metz, l'autre à Soissons pour tenir des écoles de chant religieux. Éginhard a donc pu dire avec vérité « que l'empereur perfectionna soigneusement les chants sacrés. » Voy. Musique.

CHANT ROYAL. — Espèce de poëme qui était en usage aux xive, xve et xvie siècles; il était destiné à célébrer quelque action illustre. Voy. Poésie.

CHANTELAGE. — Droit féodal que prélevait le seigneur sur le vin vendu en gros, dans l'étendue de sa seigneurie.

CHANTELLE. — Taille personnelle que, dans certaines provinces, les mortaillables ou personnes de condition servile payaient aux seigneurs féodaux.

CHANTRE. — Dignité dans les chapitres. Voy. Chanoines et Bénéfices ecclésiastiques.

CHANVRIERS. — Ouvriers qui préparent le chanvre. Voy. Corporation.

CHAPE. — Au moyen âge, la chappe n'était par réservée exclusivement au clergé; c'était un grand manteau échancré sur les bras et dont se servaient les personnages d'une haute qualité. Voy. HABILLEMENT.

CHAPE DE SAINT MARTIN. — Pavillon où l'on plaçait la châsse de saint Martin, que les rois faisaient porter dans leurs armées. Voy. BANNIÈRE.

CHAPEAU. — Il est souvent question dans les comptes des xive et xve siècles de chapeaux faits avec de la peau de bièvre, petit animal dans le genre de la loutre (Comptes de l'argenterie des rois de France). La peau de bièvre s'employait aussi pour fourrer les vêtements. L'usage des chapeaux était peu commun avant le xve siècle. Le père Daniel remarque que Charles VII, à son entrée dans Rouen, en 1449, avait un chapeau de castor doublé de velours rouge surmonté d'une houppe de fil d'or. A partir de ce règne les chapeaux devinrent plus communs et remplacèrent les chaperons. Voy. Habitlement.

CHAPEAU DE ROSES. — Le chapeau de roses était une des redevances féodales. Voy. Péodalité. — Il était aussi d'usage, dans certaines provinces, de donner à une jeune fille, en la mariant, un chapeau de roses. Elle ne pouvait plus rien réclamer de la succession paternelle : elle avait reçu en mariage tout ce qui devait lui revenir, et le chapeau de roses était le symbole de cette dotation. Les coutumes de Tours et d'Auvergne consacraient cet usage.

CHAPEAU DE CARDINAL. — Symbole de la dignité de cardinal. C'est un chapeau rouge, de forme plate, à larges bords, et d'où pendent de grands cordons de soie rouge.

CHAPEL DE FLEURS. — Voy. Habillement.

CHAPEI. DE PAON. — Chapeaux ou bonnets surmontés d'une plume de paon dont l'usage était très-commun au moyen àge.

CHAPELAIN. — Prêtre attaché à une chapelle. Voy. CLERGÉ.

CHAPELAINS DE SAINTE-GENEVIÈVE.

— Un décret du 22 mars 1852 a établi sous le titre de Chapelains de Sainte-Geneviève, une communauté de six prêtres et d'un doyen. Le doyen est nommé directement par l'archevêque de Paris et agréé par le chef de l'État; les chapelains sont nommés à la suite d'un concours. Cette institution a surtout pour but de former des prédicateurs. Voy. Panthéon.

CHAPELET. — Fleury croit que le chapelet a été établi au x1° siècle pour les frères lais des monastères, qui répétaient
sur les grains de leur rosaire un certain
nombre de Pater et d'Ave. Dans la suite,
le chapelet devint un ornement, et les riches dames en portaient de précieux à
leur ceinture. La corporation des patenôtriers était occupée à les fabriquer et à les
orner. Voy. Patenôtres.

CHAPELIERS. - VOy. CORPORATION.

CHAPELLE. — Petite église ou portion d'une église consacrée ordinairement à un saint. Voy. Eguise.

CHAPELLE DU ROI. — Yoy. MAISON DU ROI.

CHAPERON. — Le chaperon était une coiffure en usage principalement aux xive et xve siècles, sous les règnes de Jean, de Charles V et Charles VI; elle était en drap, bordée de fourrures avec une longue queue qui retombait par derrière. Les magistrats avaient des chaperons rouges fourrés d'hermine; les docteurs, licenciés et bacheliers portaient des chaperons de différentes couleurs suivant la faculté à laquelle ils appartenaient. L'aumuce des chanoines était primitivement une espèce de chaperon que pendant l'hiver ils mettaient sur leur tête et en été sur le bras. En 1357 et 1358, les partisans du prévôt des marchands, Étienne Marcel, portaient des chaperons mi-partis, c'est-à-dire de deux couleurs, rouge de Paris et bleu de Navarre, parce que le roi de Navarre, Charles le Mauvais, était l'allié d'Etienne Marcel. On levait son chaperon en adressant la parole; Monstrelet dit que la reine Isaheau de Bavière haïssait Jean Torel, parce qu'en lui parlant il ne levait point son chaperon. « Mais cela, dit Pasquier, ne se faisait que par les hommes et non par les femmes. » À l'époque de Charles VII, on abandonna les chaperons pour les chapeaux; mais les magistrats, avocats, docteurs, licenciés, bacheliers et en général tous les gens de robe gardèrent la queue du chaperon qu'ils placèrent sur leur épaule. Telle est l'origine de l'épitoge ou chausse que portent encore aujourd'hui les magistrats, les avocats et les professeurs; elle est garnie de bandes de fourrures qui marquent le grade dans les facultés; les bacheliers n'ont qu'un rang de fourrures, les licenciés deux, les docteurs trais.

CHAPERONS BLANCS. — Nom donné à la fin du xive siècle à une faction qui se révolta contre le comte de Flandre.

CHAPITEAU. — Partie supérieure d'une colonne.

CHAPITRE. — Assemblée de chanoines ou de meines. Voy. ABBAYB et CHANDINES.

CHAPITRE DE SAINT-DENIS. - Le chapitre de Saint-Denis a été créé par un décret du 20 février 1806; il se composait primitivement de dix chanoines agés de plus de soixante ans. Une ordonnance du 23 septembre 1816 porta le nombre des chanoines à trente-quatre, dont dix chanoines-évêques et vingt-quatre chanoines de second ordre. Ce chapitre avaix pour ches le grand aumônier de France. La suppression de la grande aumônerie a fait rentrer le chapitre de Saint-Denis sous la direction spirituelle de l'archevêque de Paris. Un décret du 25 mars 1852 a divisé les canonicats en deux ordres, six du premier ordre avec un traitement de dix mille francs, huit du second ordre avec un traitement de deux mille cinq cents francs. Un chanoine de second ordre nommé par l'ordinaire ou évêque diocésain et agréé par le chef de l'État prend le titre de curé de Saint-Denis.

CHAPON (vol du). — Portion de terre qui revenait de droit à l'ainé et qui entourait ordinairement le manoir paternel. Elle tirait son nom de ce qu'on supposait que le chapon pouvait parcourir cet espace de terre en volant. Dans la coutume de Paris, le vol du chapon était estimé à un arpent de soixante-douze verges ou quinze cent quatre-vingt pieds.

CHAPUISEURS. — Fabricants de bâts et de selles. Voy. Componation.

CHARBONNERIE. — Voy. Societés secrètes.

CHARBONNIÈRE. — Prison de l'hôtel de ville de Paris, ainsi nommée à cause de son obscurité. On y enfermait ceux qui avaient commis quelque délit sur la rivière, quais, ports et autres lieux, dont la juridiction appartenait au prévôt des marchands.

CHARBONNIERS, CHARCUTIERS: — Voy. Corporation.

CHARDON (chevaliers du). — Ordre de chevalerie institué en 1370/par Louis de Bourbon. Voy. CHEVALEME (ordres de).

CHARGE D'AFFAIRES. — Ministre chargé de représenter la France auprès d'une puissance étrangère en l'absence d'un ambassadeur ou d'un plénipotentiaire. Voy. RELATIONS EXTERIEURES.

CHARGES. - Voy. OFFICES.

CHARGES SORDIDES. — Obligations imposées par la loi romaine et qui consis-

taient en corvées, en prestations en nature, etc. Voy. Impôts.

CHARIOT. - Vey. VOITURE.

CHARITÉ. — Il faudrait des volumes pour retracer les institutions qui ont dû naissance à la charité chrétienne et qu'elle multiplie avec une fécondité inépuisable. Les plus célèbres de ces établissements de charité sont les hópitaux. Nous renverrons au mot Hòpital, tout ce qui concerne les établissements de charité.

CHARITÉ (religieux ou frères de la); (filles ou sœurs de la). — Voy. CLERGÉ RÉGULIER.

CHARITE (maison de la). — Établissement fondé au faubourg Saint-Marceau par les rois Henri III et Henri IV en faveur des soldats estropiés. Voy. INVALIDES.

CHARIVARIS. — La coutume de donner un charivari aux veuves qui contractaient un second mariage remonte à une époque fort reculee. Il en est question dans les anciennes coutumes de Languedoc. et de Provence. (Voy. Coutumier général, t. II, p. 1132 et D. Vaissette, Histoire de Languedoc, t. IV.) Des miniatures de manuscrits du moyen age représentent des mu-siciens armés d'instruments grotesques et donnant un charivari. L'usage de ces charivaris était encore en pleine vigueur à la cour en 1624. Bassompierre rapporte que Monsieur, Gaston d'Orléans, assista à un charivari que les marmitons donnaient en frappant sur des poèles à un officier de la cour qui avait épousé une veuve. On trouve encore, dans queiques localités, des traces de cette coutume.

CHARLATAN. — La coutume de Cassel bannissait les charlatans ou empiriques, vendeurs de drogues et d'orviétan; d'autres contumes les déclaraient infâmes et n'admettaient pas leur témoignage. A Paris, au xvii siècle, ils exerçaient principalement leur métier sur le Pent-Neuf.

CHARME. — Influence magique. Voy. Suprestitions.

CHARNIER. — Lieu où l'on entassait les ossements. Ces ossuaires étaient quelquesois ornés de sculptures et entre autres de la danse des morts. Un des plus célèbres charniers était celui des innocents à Paris.

CHARPENTIERS. - Voy. Corporation.

CHARRETTE. — Au moyen âge, être voituré en charrette était réputé ignominieux. Voy. Supplice.

CHARROI. — Il y avait, aux xviie et xviiie siècles, un capitaine général du charroi préposé autransport de l'artillerie.

CHARRUAGE. — Droit féodal que prélevaient les seigneurs de Champagne sur les charrues de leurs vassanx.

CHARS DE GUERRE. — Les Gaulois se servaient autresois de chars de guerre dans les batailles. Ils en firent usage à la bataille de Sentinum livrée aux Romains, en 295 avant J. C.

CHARTE. — La charte de 1814 est la constitution octroyée par Louis XVIII à la nation française. La charte de 1830 fut jurée par Louis-Philippe à son avénement à la couronne. Voy. Constitution.

Ce mot, qu'on écrivait autrefois chartre, désigne un ancien titre. On dressait des chartes de vente, d'hommage, de fidélité, de donation, de confirmation, etc. Une des chartes les plus célèbres est celle qu'on désigne sous le nom de Charte Normande ou Charte aux Normands. Elle contient les priviléges accordés aux Normands par le roi Louis X, en 1314 et 1315. Le Trésor des Chartes de France forme une partie importante des archives nationales (voy. Ar-CHIVES). Chaque seigneur, chaque abbaye, chaque ville avait son chartrier où se conservaient les titres de propriété et les priviléges accordés par les rois ou seigneurs féodanx.

CHARTE COMMUNALE. — Voy. Com-

CHARTE VIDIMÉE. — On appelait charte vidimée ou simplement vidimus une charte reconnue authentique. Voy.

CHARTE PARTIE. — Convention faite entre un marchand et le patron d'un navire. Le nom de charte partie venait de ce que primitivement l'acte était écrit sur un même parchemin qu'on divisait entre les parties contractantes.

CHARTE - AUX - NORMANDS. - Voy. CHARTE.

. CHARTRE. — Voy. CHARTE.

chartre.—Comot, dérivé du latin caroer (prison), se prend encore quelquefois
dans le sens de prison. On dit tenir en
chartre privée pour indiquer une séquestration ou attentat exercé par un particulier contre la liberté d'un autre. C'était du
mot chartre pris dans ce sens que venait
le nom d'une des paroisses de Paris,
Saint-Denis de la Chartre, parce que,
d'après la tradition, saint Denis avait été

emprisonné en ce lieu. Chartrier était quelquefois synonyme de prisonnier.

CHARTREUSE. — Couvent des chertreux.

CHARTREUX. -- Voy. Charte et Char-Chartrier. -- Voy. Charte et Charter.

CHASSE - Voy Venente.

CHASSE (droit de). — Droit seignenrial qui a existe jusqu'en 1789. Voy pour les détails VENERIE.

CHASSES DES SAINTS. — Reliquaires richement décorés ob sopt conservés les restes mortels des saints. Voy. Rites accellatastiques.

CHASSEURS. — Voy. ORGANISATION MI-LITAIRE ST VÉMERIE.

CHASURI.E. — Vétement sacerdotal dont se sert le prêtre lorsqu'il célèbre la messe. Voy. Rives acclésiastiques.

CHATBAU. - Voy. PEODALITÉ.

CHATBAUX FORTS, - Les chdiegue foris, dont la France se bérissa à l'époque de la feccialité, étaient presque tenjours construits à mi-côte. On aveit ainsi l'avantage de l'élévation et la proximité de l'eau. Quelquefois ils étalent bâtis au sommet d'un rocher ou en rase campagne pour dominer une vallée ou le passage d'une rivière. Alors on élevait d'ordinaire pour le tour principale ou donjon une butte factice qu'on appelait motte. Ces châteaux, dont les ruines couvrent encore une grande partie de la France, avaient un caractère sombre et menaçant, auquel l'imagination moderne a quelquefois substitué des images gracieuses et chevaleresques. Elle a place sur ces murs en ruines, des châtelaines accueillant un chevalier egaré qui faisait résonner son cor à la porte du château; clies les a montrées soignant les blessés ou défendant avec un courage viril le manoir seigneurial. Sans nous arrêter à ces fictions poétiques , nous nous bornerons à parler des fortifications élevées par les seigneurs du moyen age.

Le château fort se composait d'un certain nombre de parties essentielles, telles que les fassis, ponts, barrières ou retranchements extérieurs, portes, tours, crineaux, plates-formes, donjon et souterrains. Les fasses qui couvraient les murs du château étnient souvent remplis d'eau, afin de rendre l'obstacle plus redoutable; quelquefois on se bornait à inonder la cunetts ou canal pratiqué au milieu du fossé. Les fossés étaient quelquefois à parois verticales, ou, comme on disait alors, à fond de cuos Un pont porté sur des piles était jeté sur le fossé et donnait accès dans le château. Le tablier se composait ordinairement de deux pièces : l'une immobile, l'autre pouvant se relever et fermer le passage. On nomma cette seconde partie pont-levis. On voit encore sujourd'hui, nu-dessus des portes d'anciens châteaux, de longues ouvertures percées dans le mur et dans lesquelles se mouvaient sur un axe les poures ou fièches formant le levier auquel le tablier mobile était auspendu (fig. A)

6-17

(Fig. A.)

Dans la suite on perfectionna cette invention. Le pont-levis fut manœuvré par un système de contre-poids, en sorte qu'un effort même assez faible suffit pour le lever ou l'abaisser

Le fossé était quelquefois protégé par des fortifications extérieures; tantôt c'étaient de simples palissades, tantôt une ou plusieurs tours qui couvraient le pont. On donnait souvent à ces fortifications avancées le nom de barbacane. Le pont-levis du château de Vincennes était défendu par une barbacane. Lorsqu'on voulait pénétrer dans un de ces châteaux, on sonnait du cor et un écuyer venait reconnaître par une étroite fenêtre ménagée au-dessus de la porte, quel hôte se présentait à l'entrée du château.

La porte du château ne laissait ordinairement qu'un passage étroit resserré entre deux tours, comme on le voit dans la figure B qui représente la porte d'Aigues-Mortes au xiv^e siècie. Le pont-levis en se

pont-levis, la herse et quelquefois de lourdes portes hérixsées de clous ou revétues de lames de fer. Lorsque les armes à fou furent en usage, on menages des mourtrières dans les murs latéraux et même des embrasures pour les canons,

L'enceinte du château lort était flanquée de tours qui protégenient les angles de la place, défendament les fossés, soutenaient les murs, servaient de magasins et donnaient le moyen de prendre en flanc les assaillants. Tantôt elles étaient verticales, tantôt elles affectaient la forme d'un cône tronqué (fig. D), tautôt elles

(Fig. B.)

relevant couvrant la porte contre les atta-ques de l'ennemi. On ajouta à cette défense une lourde grille en fer ou un système de pieux qui gharaient dens des rainures pratiquées aux parois des mu-railles. C'était ce qu'on appelait herse (tig. C). On l'elevant à l'aide d'une ma-

> présentaient une combinaison de ces diverses figures ; qualquefois elles avaient

(Fig. G.)

came, et, en cas de danger, on la laissait retomber. On ne pouvait pénétrer (Fig. E.)
dans le château qu'après avoir brisé le la forme d'une pyramide (fig. E.). Les tours

(Fig. E.)

étaient ordinairement couronnées d'espèces de bouchers en maçonnerie qu'on annelait *créneque* (fig. F); ils étaient alors en usago. On appeiait ces échefauds hourds ou hourdels.

Au sommet des tours étaient les platesformes où l'on plaçait les munitions et les machines de guerre. Quelquefois une galerie circulaire tenait lieu de plateforme, et la tour était surmontée d'un toit conique. Telles ctaient les tours du palais de justice de Paris Dans l'espace qui séparait les tours, et, aux angles saillants de l'enceinte, on élevait souvent de petites guérites en pierre, qu'on appélait schauguettes (fig. H); elles étaient

(Fig. P.)

espacés de manière à couvrir les defenseurs du rempart, tout en leur permettant de faire usagé de leurs armés dans les intervalles qui les séparaient. En général, les crensaux étaient rectangulaires, et l'espace qu'ils laissaient entre eux moindre que la largeur de l'un d'eux (fig. G). Cependant un trouve des crensaux de formes très-diverses.

(Fig. G.)

Les portes et fenètres, placees à une hauteur oh l'escalade était possible, étaient défendues par des balcons munis d'un parapet éleve et à jour dans la partie inférieure. On appelant moucharabys ces halcons qui paraissent emprantés à l'0ient (fig. G). Dans la suite on les multiplia et on en garnit tout le haut des murailles. On les appelait machecoules on machicoults, lorsqu'ils tormaicht un système de défense continu (fig. G). Les espaces laissés vides permettaient de lancer des projectiles sur les assaillants. Dans le même but, on ajoutait quelquefois aux murailles des échafands en bois, sur lesquels se tennient des hommes d'armes, pour faire pleuvoir sur l'ennemi des pierras, des poutres et tous les projecties

(Fig. H.)

destanées à abriter les sentinelles chargées d'observer les mouvements de l'ennemi Enfin, eur la plate-forme de la tour la plus élevée, que l'on appelant guette, il y avait une cloche que l'on sonnait en cas d'alarme. Souvent la cloche etait remplacee par un cornet on oliphant, quelquefois aussi par un portevoix qui annonçait la présence de l'ennemi.

La partie du rempart comprise entre deux tours s'appelant courtine. On ménageait ou sommet un passage étroit qui servait de chemin de ronde, permettait de circuler à couvert le long des remparts et communiquant à des escaliers ou même à des plans inclinés qui conduisaient dans la cour intérieure du château. On avant percé dans les murailles des ouvertures appelées meuritières. C'etalent tantôt des trous carrés, tamét de longues fentes verticales, très étroites à l'exterieur, s'élargissant à l'intérieur, et présentant quelquefois un trou-esrculaire à la partie inférieure. Elles servirent surtont depuis l'invention des armes à fen.

Lorsqu'un avant franchi l'enceinte fortifiée, on entrait dans un terrain appelé basse-cour; c'étaient là qu'étaient les ecuries, les magasins, quelques logements et souvent la chapelle. La bassecour ranfermait quelquefois une mare des citernes ou des puits. Le desjet dest construit ordinairement dans le ties le pien eleve et de l'acche le piece difficile, mass il n'avest pas de piece desermines. Tembét il touchest satz remperte comme dens le chisses de Concy (fig. l.); santét si était compléte-



(Fig. L)

ment feole, comme dans le ablicau de Vincennes. Il consistait quelquefois et: plusioers tours qu'on appaiait basiilles, mais le plus souvent en une seule tour très-élevés nommes la mailresse feur du chideau, aile dtalt protégée par un feens, sur lequel on avent josé un pontlevia. Qualquefois alle stait éleves sur une butte artificielle, de manière à dominer tent le château C'etait un second château renfermé dans le prumier et u'en diffe-rant que par les dimensions. Le denjon servait d'éssie à la garnisea loreque la première enceusé était forcée. L'entrée en était escarpée et ne pouvait être emportée que par une escalade pértileuse On y avest accemule tons les moyens de défense. Le passage des encatters condulsun aux sulles intérioures etait berriosde or des gralles ou des portes, defendu par des machionella et des mourtrières, imterrempu quelquefots par des lacunes dana les marches, lucutios que l'on ne pousuit franchir que sur une espèce de post mobile Des baules de pierre d'un dismètre considérable, placees en réserve dans les paliers superieurs , pouvaient àtre rouises dans les escaliers de manière à abstract le passage et à renverser même un ennem victorieur. Epân, les défenseurs de château s'étaient souvent ménagé dans le donjon même un dernier mot), parce que la cloche d'alarme y

était pincie. On ne trenvait ente dispusition que dans les denjons formés d'un ensemble de tours. Les denjons servaient souvent de prison, et junqu'aux derniers temps le donjon de Vincennes à reçu des prisonniers d'État

D'après Lacurne Sante-Palays, qui cate des extraite d'anciens remens de chevaterre, un plaçant quelquefois un beanne on casque au sommet du châteas, comme symbole d'hospitalité pour les chevaliers errants (voy Canvallans).

Lan conference que l'un avait cremers sons la plupart des anciens châteurs. servaient de magasins, de caves, de pri sons ou d'astle su cas de prise de la forteresse, ila avaient senvent des manés secrètes, par lenquelles la garnison pouveit s'échapper Les oublieffes etuent des purts profonds ob l'on prompusat les victimes. Quelques souterrains presenteut de longues galeries voltées avec des salles asses vastes, dont il n'est pas facile de deserminer l'usage. D'après quelques raditions, ces salles souterraines claient le lieu où l'on donnaît le question. Des fers, scelles dans la muraille, des bancs de pierre, des caps ob l'on engagnait, du-on, les jambes des prisonniers, se rencontrent parfois dans cos souterrains.

Les châteaux forte existèrent dans l'intérieur de la France jusqu'au xvii- siècle. Ils n'etaicht plus à cette epoque que la terreur des paysans et le repaire de quelques brigands feodaux qui bravaient la loi et la puissance monarch que kichelieu ordonns de faire disparaître ces derniers vestiges du régime feodat (ordonn, de juillet 1626) — Voy sur les châteaux forta les Instructions du consté historique des erts et monarches, architecture militaire du moyen êge.

CHATELAIN - Seigneur ayent droit d'avoir château furt et de rendre justice.

Il y avait deux espèces de châtelains.

I' les châtelains royaux, relevant immédialement de la couronne et exerçant le droit de haute justice; les appels de leurs sentences etaient portés devant les baillis et senéchaux, 2º les châtelains enféreurs, qui relevalent des ducs, des countes, des barons ou d'autres seigneurs; ils n'avaient que la moyanne et basse justice, et la rendaient à la porte ou dans la basse-cour (voy Chatalux vonts) de seigneur dominant. Les juges des villes portaient qualité n'avaient que la moyanne et hasse justice

CHATELANGS. - Formed'un columns : châtelain. Voj. Chavalens et Féobaliyé.

CHATELET. - On appoint CHATELET in

prévôté de Paris. Ce tribunal tirait son nom de ce qu'il était établi dans un ancien chateau dont on faisait remonter la fondation à l'empereur Julien. Philippe Auguste v plaça le tribunal du prévôt de Paris, et cette juridiction exista jusqu'en 1789. C'était, disent les anciens légistes, le propre siège des rois. « La juridiction du Châtelet, selon l'auteur du Traité de la Police, était universelle, parce que c'était le premier tribunal de la ville capitale du royaume, et que la ville de Paris était la commune patrie de la France, comme dans l'empire romain Rome était la commune patrie. » Dans la suite, Henri II ayant créé les présidiaux (voy. ce mot), joignit un présidial à la prévôté de Paris, et ces deux tribunaux siégèrent au Châtelet, mais sans se confondre. On jugeait, à la prévôté de Paris, les procès relatifs aux héritages, aux dois, servitudes, appositions de scellés, inventaires, contestations entre notaires, procureurs, etc., et autres officiers, à raison de leurs charges. Le présidial prononçait sur tous les appels des juridictions ressortissant an Châtelet, et les causes réservées aux présidiaux par l'édit de Henri II (voy. Prési-DIAUX). La juridiction du Châtelet se composait, au xviiie siècle, d'un lieutenant civil, d'un lieutenant géneral de police, d'un lieutenant criminel, et d'un lieutenant de robe courte, de deux lieutenants particuliers, de plusieurs conseillers, et d'un juge appelé auditeur. Tous les procès relatifs à des actes passés sous le scel de la vicomté de Paris, se jugeaient au Chatelet, en quelque partie de la France que sussent situés les biens en litige.

CHATELLENIE. — Étendue du territoire soumis à la juridiction d'un seigneur châtelain. Henri III, par un édit du 20 mars 1578, ordonna que la terre érigée en châtellenie « eût, d'ancienneté, haute, moyenne et basse justice sur les sujets de cette seigneurie, avec foire, marché, prévôté, église et prééminence sur tous ceux qui dépendoient de la terre, et qu'elle fût tenue à un seul hommage du roi » Les impétrants devaient, en outre, être d'origine noble et ancienne. On voit qu'il ne s'agit ici que des terres des châtelains royaux. Voy. CHATELAIN.

CHAUDRONNIERS. - Voy. Corpora-

CHAUFFAGE. — Droit qu'avaient les maîtres des eaux et sorèts et d'autres officiers royaux de couper du bois pour leur provision dans les forêts royales.

CHAUFFE-CIRE. — Officier de la grande

siége de la juridiction de la vicomté et prévôté de Paris. Ce tribunal tirait son nom de ce qu'il était établi dans un ancien château dont on faisait remonter la fondation à l'empereur Julien. Philippe Auguste v plaça le tribunal du prévôt de Paris, et cette juridiction exista jusqu'en 1789. C'était, disent les anciens légistes, le chancellerie, chargé de préparer la cire pour sceller les actes royaux. Il y en avait quatre qui servaient par quartier. Ils jouissaient de tous les priviléges des secrétaires du roi. Il est question d'un chauffe-cire dès 1285, dans l'état de la maison de Phicette juridiction exista jusqu'en 1789. Cuetait, disent les anciens légistes, le chancellerie, chargé de préparer la cire pour sceller les actes royaux. Il y en avait quatre qui servaient par quartier. Ils jouissaient de tous les priviléges des secrétaires du roi. Il est question d'un chauffe-cire dès 1285, dans l'état de la maison de Phicette juridiction exista jusqu'en 1789. Cuetaites du roi.

CHAUFFEURS. — On donna ce nom, dans plusieurs parties de la France, à des brigands qui parurent sous le Directoire, et qui se faisaient livrer l'argent et les objets précieux, en exposant au seu la plante des pieds de leurs victimes.

CHAUFFE-DOUX. — Espèce de poêle dont on se servait au moyen age. Voy. Maison.

CHAUFFOIR. — Établissement de bienfaisance où l'on accueille les pauvres en hiver. Voy. Hôpitaux.

CHAUSSEAGE. — Droit que l'on payait autresois pour passer sur certaines chaussées. C'était un droit domanial en quelques lieux; seigneurial dans d'autres.

CHAUSSEES. - Voy. Ponts et Chaussées.

CHAUSSÉES DE BRUNEHAUT. — Voies romaines situées dans le nord de la France, et en Belgique; elles furent restaurées, selon l'opinion la plus vraisemblable, par Brunehaut, femme de Sigebert Ist, roi d'Austrasie.

CHAUSSE. — Pièce d'étoffe que portent sur l'épaule les membres des universités; elle diffère de couleur selon les facultés. Elle faisait autrefois partie du chaperon. La chausse s'appelle aussi épitoge. Lorsqu'un docteur en théologie prêchait, il portait la chausse sur l'épaule pendant l'exorde de son discours, et la mettait ensuite sur le bord de la chaire.

CHAUSSE-TRAPE. — Petite pièce de fer à quatre pointes, que l'on jette dans les gués, dans les avenues d'un camp, pour enferrer les hommes et les chevaux. Au moyen àge, les chausse-trapes se composaient quelquesois de pieux aiguisés, cachés sous les herbes qui tapissaient le sond des sons de les herbes qui tapissaient le sond des sons de les herbes qui tapissaient le sond de le sond de

CHAUSSES. — Partie du vêtement qui partant de la ceinture couvrait les cuisses et les jambes. Au xvi siècle, les hauts-de-chausses étaient bouffants et tailladés. La partie inférieure des chausses s'appelait bas-de-chausses: d'où est resté le mot bas, pour indiquer la partie de l'habillement qui couvre les jambes et les pieds. On portait,

au xvii siècle, des chansses si larges qu'on les appela chausses à tuyaux d'orgues.

CHAUSSETIERS ou CHAUSSIERS. — Fabricants de chausses. Voy. Corpora-

CHAUSSURE. - Voy. HABILLEMENT.

CHAVENACIERS. — Ouvriers qui fabriquaient de grosses toiles de chanvre appelées canevas. Voy. Corporation.

CHEF. — En termes de blason, partie supérieure de l'écu. Voy. Blason.

CHEF DE BATAILLON, CHEF DE BRI-GADE, CHEF D'ESCADRON. — Voy. HIÉ-RARCHIE MILITAIRE.

CHEFCIER. — Dignité ecclésiastique qui répondait à celle de trésorier. Voy. CHANGINES.

CHEF-D'OBUVRE. — On appelait chef-d'œuvre, au moyen âge, l'ouvrage imposé à l'apprenti pour passer maître. Ce chef-d'œuvre était offert en grande cérémonie à la corporation. Voy. Corporation.

CHRF-LIEU. — Lieu principal des circonscriptions administratives; on appelle chef-lieu de présecture la résidence du préset, etc.

CHEF-METS ou CHEF-MOIS. — Terme féodal, principal manoir d'une succession.

CHEF-SEIGNEUR. — Seigneur féodal, suzerain d'autres seigneurs. On l'appelait aussi seigneur du fief-chevel ou du fief principal d'où relevaient les autres. Voy. FÉODALITÉ.

CHEFS D'ORDRE. — Chefs d'un ordre religieux (voy. ABBAYE). — On appelait chef d'ordre, le couvent principal d'où étaient sortis les fondateurs d'autres couvents; ainsi Cluny, Citeaux, etc., étaient chefs d'ordre.

CHEMIN COUVERT. — Partie des fortifications. Voy. Fortifications.

CHEMIN DE RONDE. — Le chemin de ronde est ménagé entre le rempart d'une ville forte, et la muraille pour le passage des rondes.

CHEMINÉE. - Voy. MAISONS.

CHEMINS DE FER. — Voy. Voies publiques.

CHEMISE. — Ce mot se trouve rarement dans les anciens comptes des rois de France; il est remplacé ordinairement par celui de robes-linges qui a la même signification. (Douêt-d'Arcq, Comptes de l'argenterie des rois de France.)

CHENAL. — Espèce de canal, lit de rivière. Voy. NAVIGATION INTÉRIEURE.

CHEPTEIL. — Le bail à chepteil ou cheptel, est celui par lequel un maître donne à un fermier un certain nombre de bœufs et de brebis, à condition de les nourrir et de partager avec lui le revenu qu'il tirera de ce troupeau. On croit que ce mot vient du latin capitale, parce que ce troupeau forme un capital.

CHEVAGE. — Le chevage était un droit que payaient au roi, dans certaines provinces, les aubains et les bâtards mariés. Le nom de chevage venait de ce que ce droit était payé par chaque chef de famille.

CHEVAGIERS. — On appelait chevagiers ceux qui étaient soumis à la redevance appelée chevage.

CHEVAL. — Le cheval était en haute estime chez les Gaulois. Lorsqu'un guerrier mourait, on immolait son cheval sur sa tombe, pour qu'il l'accompagnat dans l'autre monde. Le hennissement du cheval était considéré comme un présage par ce peuple. La chevalerie donna une nouvelle importance au cheval. Il suffirait pour le prouver de voir combien de corporations travaillaient à son équipement : bourreliers, chapuisiers, lormiers, selliers, etc. La redevance du roussin ou roncin de service (voy. Roncin) était imposée à plusieurs vassaux; c'était le cheval commun laissé le plus souvent aux paysans. Le chevalier se servait du destrier ou du palefroi, que l'on ornait de caparaçons brillants, portant les armes du seigneur qui flottaient au vent. Souvent le caparaçon était garni de petites cloches que l'on appelait campanelles, dont les sons animaient le cheval dans sa course. Les chevaliers sont fréquemment représentés sur les sceaux montés sur des chevaux ainsi caparaçonnés et chargés de blasons. Le destrier était surtout le cheval de bataille; le palefroi, le cheval de parade. Le cheval de bataille était, comme le seigneur, chargé d'une pesante armure de fer qui lui couvrait la iete et la croupe. Le chamfrein ou chanfrein qui protégeait sa tête était quelquefois hérissé de pointes de fer. On appelait flançois les plaques de fer qui lui couvraient les flancs. Museler le cheval, lui couper la queue ou lui fendre l'oreille était un affront à l'honneur du chevalier.

Dans les siècles de chevalerie, on considérait la cavale comme une monture dérogeante, affectée aux roturiers et aux chevaliers dégradés. « A celui temps, on un des romanciers du xive siècle, un chevalier ne pouvoit avoir plus grand blame

que de monter sur une jument; on ne pouvoit plus déshonorer un chevalier que de le faire chevaucher une jument pour le blame, et tenoit-on depuis que c'étoit chevalier recru et de nulle valeur; aueun 'chevalier qui aimat son honneur ne jeutoit avec lui ni le frappoit d'épée non plus que un sol tondu. » (L. S. P.) Le cheval blanc était réservé au toi comme marque de souveraineté. Dans toutes les fêtes et pempes solennelles, on conduisait à la main un cheval richement caparaçonné; c'était ordinairement le cheval de bataille du seigneur ou du roi. Les haquenées étalent la monture ordinaire des dames. Les seigneurs et même les magistrats s'en servaient au xylesiècle dans les villes

et à la campagne.

Il y eut des aides établies par les rois pour l'entretien des chevaux de bataille. Une lettre de Philippe le Bel au bailli d'Orléans, en date du 20 janvier 1303, ordonnait à tous ceux qui avaient cinq cents livres de revenu, en bien-fonds, de fournir un gentilhomme bien armé et bien monté d'un cheval de cinquante livres tournois bardé de fer. Dans les tournois et carrousels, les chevaux étaient magnifiquement barnachés. La Colombière décrit ainsi celui que montait le sire de Sourdéac, au carrousel de la place Royale, qui eut lieu en 1612 : « Il était harnaché de bandes de Milan en broderies, les houppes et cordons de soie noire, les rênes, la selle et les étrivières de même, le mords doré, les houssettes d'orsévrerie, de diamants, et un bouquet d'aigrettes blanches; à son col, une collerette de velours noir, large de six pouces, couverte de pierreries, au bas de laquelle pendait une pomme d'or fuite en olive, enrichie à la turque d'orfévrerie, de perles, de rubis, d'émeraudes et de diamants, qui servaient de nœud à une queue blanche de cheval marin pendante jusqu'aux pieds. » Le même auteur parle ensuite « de trente chevaux converts chacun d'un caparaçon de satin fait à bandes, incarnat, blanc et noir, enrichies de broderies d'argent, de frisons et de cordons, de seuilles et de sleurs de lis, avec de grands panaches blancs sur la tête et sur la croupe, menés en main parautant d'estafiers ayant le pourpoint de toile d'argent, le haut-de-chausses de velours par bandes de la même livrée, et le chapeau de velours noir, chamarré de passements d'argent et de soie incarnat; ils étaient suivis de l'écuyer et de deux pages du maréchal de camp. »

Cette race de grands et forts destriers fut pendant longtemps une des richesses de la France. Plusieurs provinces et sur-

tout la Normandie fournissaient ces vigoureux chevaux capables de supporter le poids des armures de ser. On connaissait, même avant les croisades, les chevanx arabes, et on les avait en grande estime. Guillaume le Conquérant montait un cheval arabe à la bataille d'Hastings (1066). Ce ne fut qu'au xvii siècle, vers 1608, que les chevaux anglais com-mencèrent à être de mode en France, surtout pour la chasse (Mém. de Bas-sompierre). Louis XIV s'efforça d'assurer la supériorité des races françaises par l'établissement des haras royaux. D'après son ordonnance, des étalons devaient être entretenus dans chaque canton. Les haras supprimés par l'Assemblée constituante, furent rétablis en principe par la Convention (1795), en fait par Napoléon (4 juillet 1806). Ainsi le haras de Pompadour (Corrèze), créé en 1765 par le duc de Choiseul, et celui dn Pin (Orne), établi en 1714, furent réorganisés. Louis XVIII y ajouta, en 1815, le haras de Rosières (Meurthe). Un grand nom-bre de villes et de sociétés ont, depuis quelques années, fondé des prix pour le perfectionnement de l'espèce chevaline. Paris, Caen, Angers, Rouen, Au rillac, Nancy, Saint-Brieuc, Limoges, Bordeaux, Pompadour, etc., ont maintenant des courses de chevaux. L'Etat s'est rendu acquéreur des étalens arabes que Louis-Philippe avait établis à Saint-Cloud, pour le croisement et le persectionnement de l'espèce chevaline.

CHEVAL DE FRISE. — Grosse pièce de bois hérissée de longues pointes de fer. On s'en sert pour arrêter les assiégeants en mettant les chevaux de frise à une brèche. L'infanterie emploie aussi en campagne des chevaux de frise plus légers pour arrêter la cavalerie. Ce nom vient, dit-on, de ce qu'on s'en servit d'abord en Frise.

CHEVALERESSE. -- On trouve ce nom donné à quelques femmes qui avaient été honorées de l'ordre de chevalerie. D. Lobineau, dit dans son Histoire.de Bretagne, que plusieurs semmes reçurent le collier de l'ordre des ducs de Bretagne. Voy. CHEVALERIE.

CHEVALERIB. — La chevalerie, qui a joué un si grand rôle au moyen âge, peut être considérée sous trois points de vue : origines, institutions chevaleresques, insuence des principes de la chevalerte.

S 1er. Origines. La chevalerie était primitivement une de ces associations qu'on trouve en si grand nombre dans le moyen âge, et qui avaient pour but la défense commune. Les chevaliers contractaient une fraternité d'armes et juraient de se défendre mutuellement. On pourrait chercher legerme de ces associations guerrières dans la Germanie. Tacite nous montre en effet les compagnons d'armes unis sous un chef, luttant de valeur et d'héroisme, et, lorsque leur pays n'offrait plus un théâtre assez gierieux pour leurs exploits, se lançant dans des expeditions lointaines; ils prenaient alors un signo particulier, tel qu'un anneau de fer, et juraient de ne le déposer qu'après avoir immolé un certain nombre d'ennemis. On reconnaît le principe de la chevalerie errante et son génie d'aventare dans ces institutions germaniques. Le christianisme vint donner une direction plus utile à cette ardeur guerrière. Il consacra la force à la défense de la veuve, de l'orphelin, du pauvre, de l'homme d'Église et en général de tous ceux qui ne pouvaient se protéger par eux-mêmes. Ainsi la chevalerie, dont les germes apparaissent déjà dans la Germanie, se développa sous l'influence du christianisme et de l'esprit d'association si sécond aux xie, xiie et xiiie siècles. En effet, l'association produisit alors les corporations religieuses, industrielles et communales, aussi bien que les fraternités guerrières. On a soutenu que l'influence arabe n'avait pas été étrangère à l'organisation de la chevalerie, et on a cherché dans le roman arabe d'Antor le type du chevalier; mais l'influence d'une population, que des antipathies de religion, de mœurs, de race séparaient des nations chrétiennes, ne saurait expliquer la naissance d'une institution aussi profondément chrétienne et nationale.

§ 2. Institutions chevaleresques. La chevalerie exerça une influence immense sur les classes élevées de la société du moven age. Elle s'emparait de l'enfance et de la jeunesse par l'éducation, de l'homme par les devoirs qu'elle lui imposait et les sentiments qu'elle lui inspirait. Dès l'àge de sept ans, le futur chevalier était enlevé aux semmes et confié à quelque vaillant baron qui lui donnait l'exemple des vertus chevaleresques. Nous retrouvons encore ici un usage germanique mentionné par Tacite, qui nous montre le chef de guerre entouré d'une troupe de compagnons qu'il anime de son ardeur et dont il est le modèle. La même coutume existait au xvi•siècle. « C'est un bel usage de notre nation, dit Montaigne, qu'aux bonnes maisons nos enfants soient recus pour y être nourris et élevés pages comme en une école de neblesse, et est discourtoisie, dit-on, et injure d'en refuser un gentilhomme. »

De sept à quatorze ans, l'aspirant à la chevalerie accompagnait le châtelain et la châtelaine comme page, variet et damoiscou ou demoisel. Il les suivait à la chasse, lançait et rappelait le faucon, maniait la lance et l'épée, s'endurclssait aux plus rudes exercices, et par cette activité incossante, se préparait aux fatigues de la guerre et acquerait la force physique nécessaire pour porter les lourdes armares du temps. L'exemple d'un seigneur qu'on présentait comme modèle de chevalerie, les haute faits d'armes et d'amour que l'on recontait pendant les longues veillées d'hiver dans la salle où étaient suspendues les armures des chevatiers et qui était pleine de leurs souvenirs; parfois aussi les chants d'un troubadour qui payait l'hospitalité du seigneur par quelque canzone en l'honneur des paladins de Charlemagne et d'Arthur: voilà l'éducation morale et intellectuelle que recevait le jeune homme. Elle gravait dans sa pensée un certain idéal de chevalerie qu'il devait

chercher un jour à réaliser.

A quinze ans, il devenait scayer. Il y avait des écuyers de corps ou d'honneur qui accompagnaient à cheval le châtelair et la châtelaine, des écuyers tranchants qui servaient à la tabte du seigneur, des écuyers d'armes qui portaient sa lance et les diverses pièces de son armure. Les idées du temps ennoblissaient ces services domestiques. Un noble seul pouvait faire l'essai du vin et des mets à la table seigneuriale, et accompagner la châtelaine dans les courses à travers les forêts. La religion et la guerre, qui avaient une influence dominante dans la vie du moyen age, se réunissaient pour consacrer l'initiation de l'écuyer. Il était conduit à l'autel au moment où il sortait de l'ensance pour entrer dans la jeunesse. Son éducation physique, militaire et morale se continuait par des exercices violents: Couvert d'une pesante armure, il franchissait des fossés, escaladait des murailles; et les légendes de la chevalerie développaient de plus en plus dans son esprit ce modèle de courage et de vertu, que, seus les noms d'Amadis, de Roland, d'Olivier et de tant d'autres héros, la poésie offrait aux imaginations. Qu'on afoute à cette éducation, qui formait le corps et inspirait le courage et le goût des aventures héroïques, les préceptes de la religion chrétienne, dont l'influence salutaire enveloppait en quelque sorte le futur chevalier et le pénétrait de ses principes, et l'on comprendra comment se formèrent les âmes saintes et magnanimes d'un Godefroy de Bouillon et d'un Louis IX. A dixsept ans, l'écuyer partait souvent pour des expéditions lointaines. Un anneau suspenda au bras ou à la jambe, annonçait qu'il avait fait vœu d'accomplir quelque prouesse éclatante, avant de recevoir l'ordre de chevalerie. On nommait emprises

ces signes distinctifs.

Enfin lorsqu'il avait vingt et un ans et qu'il paraissait digne par sa vaillance d'être fait chevalier, il se préparait à cette initiation par des cérémonies symboliques. Le bain, signe de la pureté du corps et de l'ame, la veillée d'armes, la confession souvent à haute voix, la communion, précédaient la réception du nouveau chevalier ; couvert de vêtements de lin blanc, autre symbole de pureté morale, il était conduit à l'autel par deux prud'hommes, chevaliers éprouvés, qui étaient ses parrains d'armes. Un prêtre disait la messe et bénissait l'épée. Le seigneur qui devait armer le nouveau chevalier, le frappait de l'épée en lui disant : « Je te fais chevalier au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit. » Il lui faisait jurer de consacrer ses armes à la défense des faibles et des opprimés. Puis il lui donnait l'acco-lade et lui ceignait l'épée. Les parrains d'armes couvraient le nouveau chevalier des diverses pièces de l'armure, et lui chaussaient les éperons dorés, signe distinctif de la dignité de chevalier. La cérémonie se terminait souvent par un tournoi (voy. Tournoi). Lacurne Sainte-Palaye (Dict. manuscrit des antiquit. fr., v° AR-MURE) a tiré d'un ancien roman de chevalerie les détails suivants qui caractérisaient cette cérémonie : « Les chevaliers qui avaient promis d'aider à vêtir le nouveau chevalier lui donnèrent l'un après l'autre son hoqueton qu'il endossa, la manche droite, puis la gauche, le haubert, les chausses de fer couvrant les jambes et les pieds; l'épée qui lui fut ceinte, après avoir été tirée du fourreau, puis baisée par le nouveau chevalier et ensuite remise dans le sourreau. Après son serment fait et la promesse de suivre les enseignements des chevaliers, le roi haussant la paume lui donna l'accolade et le fit chevalier. Les chevaliers lui donnèrent encore un écu qui sut suspendu à son cou puis le heaume, enfin son destrier qu'il monta de plein saut sans vouloir qu'on lui tint les étriers et sans même s'en servir. »

Quelquefois c'était sur le champ de bataille que se conférait l'ordre de chevalerie. C'est ainsi que François Ier fut armé chevalier par Bayard dans les plaines de

Marignan.

La religion, la guerre et l'amour exalté se partageaient la vie du chevalier; Dieu et sa dame remplissaient sa pensée. Tel était du moins l'ideal de la chevalerie. La chevalerie conférait des privilèges et imposait des devoirs. Formés en as-

sociation et liés par un sentiment d'honneur et de fraternité, les chevaliers se défendaient mutuellement. Mais si l'un d'eux manquait à la loyaute et à l'honneur, il était déclare félon, dégrade solennellement (voy. Degradation) et livré au der-nier supplice.

§ 3. Influence des principes de la chevalerie. La chevalerie a exerce une profonde influence sur les mœurs et sur les caractères. Les nations modernes lui ont dû des vertus et des vices inconnus à l'antiquité. Parmi les vertus chevaleresques, je placerai au premier rang la loyauté, qui était comme le fond d'un chevalier. L'horreur du mensonge et de la persidie, l'attention scrupuleuse à ne prendre sur un ennemi que les avantages autorisés par la loi ou par l'usage; telles étaient les premières lois de la chevalerie. Il était défendu aux chevaliers de frapper aux chevaux et de se servir de la pointe de l'épée; la postérité n'a pas pardonné à Charles d'Anjou d'avoir triomphé à Benévent (1266) en employant des armes déloyales. Les nations étrangères aux lois de la chevalerie étaient regardées comme barbares. Tels étaient les Hongrois qui avaient conservé en Europe les mœurs tartares. La chronique d'Ottocar de Hornek raconte que les chevaliers de la Souabe, voyant les Hongrois armés de grands arcs et de longues flèches, les firent prier, au nom des dames, de combattre avec des armes plus chevaleres-ques, la lance et l'épée. Les Hongrois répondirent en perçant de flèches les parlementaires et les autres chevaliers. Ils (urent mis au ban de l'Europe civilisée. La courtoisis était le raffinement de la loyauté chevaleresque. Elle imposait à l'égard de l'ennemi même une conduite pleine de délicatesse et de prévenance. Un ancien roman de chevalerie raconte que, dans un combat acharné entre Olivier et Roland, l'épée d'Olivier se rompit. « Sire Olivier, dit Roland, allez chercher une autre épée et une coupe de vin ; car j'ai grand'soif. » Un batelier apporte de la ville trois épées et du vin Les chevaliers boivent à la même coupe; puis le combat recommence. Sous ces bizarres fictions, on trouve un sentiment profond qui a donné aux temps modernes un caractère entièrement différent de celui de l'antiquité. Qui ne se rappelle les Français et les Anglais en présence dans les plaines de Fontenoy, voulant laisser à leurs ennemis l'avantage de l'attaque? Le mot célèbre : « Messieurs, tirez les premiers, » est comme un écho prolongé de la courtoisie des chevaliers du moyen age. L'amour exalté, le culte de la femme, fut

encore un des résultats de la chevalerie. Tacite parle du respect des Germains pour les semmes, dans lesquelles ils croyaient voir quelque chose de divin. La conquête du ve siècle, en jetant les barbares au milieu d'un monde profondément corrompu, déprava leurs mœurs. Rien de plus grossièrement débauché que les Francs dans les premiers temps qui suivirent l'invasion. Mais peu à peu la pureté des mœurs reparut, et la chevalerie se fit gloire d'honorer la semme et de prosesser pour elle un véritable culte. Entre une multitude de légendes qui peignent l'amour exalté des chevaliers pour la dame de leurs pensées, je me bornerai à citer l'histoire de Geoffroy Rudel, seigneur de Blaye. Il s'était épris d'amour pour la comtesse de Tripoli qu'il n'avait jamais vue, mais dont il avait entendu vanter la bonté et la courtoisie par les pèlerins qui revenaient d'Antioche. Il l'avait célébrée dans ses poésies. Poussé par le désir de la voir, il se croisa et se mit en mer. Pendant le trajet, il tomba dangereusement malade et ses compagnons craignaient pour sa vie. Enfin le vaisseau arriva à Tripoli et on transporta dans une hôtellerie Geoffroy Rudel privé de tout sentiment. La comtesse de Tripoli avertie vint près de lui, et, quand il sut que c'était elle, il retrouva la vue, l'ouie, l'odorat, et lous Dieu, lui rendant grâce d'avoir soutenu son existence jusqu'à ce qu'il ent vu sa dame. Il mourut peu de temps après: la comtesse le fit enterrer avec de grands honneurs dans la maison du Temple à Tripoli, et puis elle prit le voile. Au xive siècle, le célèbre maréchal de Boucicaut institua les chevaliers du bouclier vert, qui étaient au nombre de quatorze. et s'engageaient à protéger les dames opprimées. Ils tiraient leur nom d'un bouclier vert, où était représentée une femme habillée de blanc. « Si une honnête dame, dit Brantôme, veut se maintenir en sa fermeté et constance, il faut que son serviteur n'épargne nullement sa vie pour la défendre, si elle court la moindre fortune au monde, soit de son honneur ou de quelque méchante parole, ainsi que j'en ai vu en notre cour plusieurs qui ont fait taire les médisants tout court, quand ils sont venus à détracter leurs dames, auxquelles, par devoir de chevalerie, nous sommes tenus de servir de champions en leurs afflictions. » Les femmes rendaient à la chevalerie les services qu'elles en recevaient. Elles soutenaient souvent de leur présence le courage de leurs chevaliers, et, comme les femmes des Germains, venaient les animer jusque sur le champ de bataille et panser leurs bles-

sures. « Il était d'un usage commun du temps de l'ancienne chevalerie, dit Lacurne Sainte-Palaye, que les dames ou demoiselles du plus haut parage apprissent la chirurgie pour se rendre utiles à leurs pères, maris ou parents, qui couraient à tout moment le danger d'être blessés dans les combats, tournois ou joutes. » On ne peut nier l'influence que la chevalerie a exercée sur les relations entre les deux sexes. C'est là qu'il faut chercher le principe de la galanterie moderne inconnue à l'antiquité, et citée avec raison comme un des traits caractéristiques de la société française. « La galanterie, dit Montesquieu, n'est point l'amour; mais elle est le délicat, le léger, le perpetuel mensonge de l'amour. »

Enfin la chevalerie exaltait le sentiment de l'honneur à un degré inconnu des héros de l'antiquité; un chevalier n'aurait jamais sui comme Ajax. Ce point d'honneur, fécond en vertus, a eu aussi ses excès; il a produit le duel (voy. ce mot). Je n'insisterai pas sur la chevalerie errante, ridicule exagération de la protection que le chevalier devait au faible et à l'opprimé. On raconte qu'en 1434, un chevalier espagnol, nommé Suerro de Quinones, se posta sur la grande route qui conduisait de nombreux pèlerins à Saint-Jacques de Compostelle, et déclara qu'il romprait des lances avec tous ceux qui passeraient par ce chemin; il fit vœu d'en rompre trois cents en trente jours. Ce furent ces extravagances qui contribuèrent à ruiner la chevalerie dans l'opinion publique. Cervantès ne fit qu'exprimer la pensée générale, lorsqu'il livra au ridicule le type du chevalier errant. Mais cette triste fin d'une institution longtemps célèbre ne doit pas faire oublier les services qu'elle rendit au moyen age, et l'influence heureuse qu'elle a exercée sur les sociétés modernes. Voy. Lacurne Sainte-Palaye, Mémoires sur l'ancienne chevalerie considérée comme un élablissement politique et militaire. Paris, 1759-1781, 3 vol. in-12.

- Il y eut CHEVALERIE RELIGIEUSE. des chevaliers qui aspirèrent à une plus grande perfection religieuse, et se consacrèrent à la défense de la terre sainte et au service des pèlerins qui visitaient le tombeau de Jésus-Christ. Telle fut l'origine des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem et des Templiers. Les premiers datent du commencement du xue siècle. Un Provençal, Gérard de Martigue, sonda, vers 1110, l'ordre des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, qui a existé sous différents noms jusqu'à la révolution française. Les Hospitaliers, chassés de la Palestine en 1291, se retirèrent successive-

ment dans les fles de Chypre et de Rhodes. Ils s'emparèrent de cette dernière sie en 1310, prirent le nom de chevaliers de Rhodes et y restèrent jusqu'en 1521. Chassés de Rhodes par Soliman le Magnifique, ils obtinrent de l'empereur Charles-Quint l'île de Malte (1530), et en tirèrent le nom de chevaliers de Malte. L'ordre comprenait des chevaliers, des chapelains et des servants. Les chapelains se divisaient en huit langues ou nations: Provence, Auvergne, France ou Paris, Italie, Aragon, Angleterre, Allemagne et Castille. La langue d'Angleterre fut supprimée en 1537, lorsque ce royaume se sépara de l'Église catholique. Le grand maître portait le titre d'éminence comme les cardinaux. Après lui, les principaux dignitaires de l'ordre étaient le grand commandeur, qui était chef ou pilier de la langue de Provence; le maréchal, pilier de la langue d'Auvergne; l'hospitalier, pilier de la langue de France; l'amiral, pilier de la langue d'Italie; le grand conservateur, pilier de la langue d'Aragon; le chancelier, pilier de la langue de Castille; le grand bailli, pilier de la langue d'Allemagne. Chaque langue avait ses prieurés, ses bailliages, ses commanderies, dont les titulaires s'appelaient prieurs, baillis et commandeurs. Les chevaliers devaient être nobles. Ils suivaient la règle de saint Augustin et étaient astreints au célibat. En temps de paix, ils portaient sur un manteau noir une croix d'or à huit pointes et sur la poitrine une croix d'or. En guerre, ils mettaient sur leur armure une grande croix blanche. Les armes de l'ordre étaient de gueules (rouge) à la croix d'argent. L'assemblée constituante s'empara des biens de l'ordre de Malte par un décret du mois de novembre 1789 et les déclara propriétés nationales. L'ordre lui-même fut supprimé en France ainsi que les autres congrégations religieuses par les lois du 13 février 1790 et du 18 août 1792.

Les Templiers dataient à peu près du même temps que les Hospitaliers. Un chevalier français, nommé Hugues de Payens, fonda, en 1118, cet ordre de moines guerriers. Établis près de l'emplacement présumé de l'ancien temple de Jérusalem, ils en tirèrent le nom de Templiers. Saint Bernard traça leur règle empreinte d'une rigoureuse austérité. Mais les richesses de l'ordre et les habitudes de la vie militaire ne tardèrent pas à corrompre les Templiers. Leur opulence excitait d'ailleurs la cupidité des souverains et contribua à les perdre. Dès le commencement du xive siècle, l'ordre du Temple fut aboli par le pape Clément V au concile de Vienne (6 mai 1312), à la sollicitation du roi Phi-

ilppe le Bèl. Les principeux diguitaires, tels que le grand maître Jacques Moiay et Gui, commandeur d'Aquitaine. furent brûlés à Paris, le 18 mars 1314. Sur le bûcher, ils protestèrent de leur innocence et rétractèrent les aveux que la sorture leur avait arrachés. Les biens des Templiers de France furent partagés entre le trésor royal et les Hospitaliers.

Il y avait encore en'France plusieurs autres ordres de chevalerie militaire et religieuse, tels que les ordres de Saint-Lazare, de Saint-Antoine, de Notre-Dume du Mont-Carmel, etc. L'ordre de Sains-Lazare de Jerusalem fut confirmé par une batie du pape Alexandre IV en 1255. \ Le pape innocent Vill réunit les chevaliers de Saint-Lazare aux chevaliers de Malte en 1490. Pie IV rétablit l'ordre de Saint-Lazare et Pie V lui accorda de nouveaux priviléges en 1564. Le pape Grégoire XIII l'incorpora, en 1572, à l'ordre de Saint-Maurice en Savoie et déclara grands maîtres le duc de Savoie, Emmanuel-Philibert, et ses successeurs. Les chevaliers français se plaignirent de cette disposition, et, lorsque la France se sut relevée sous Henri IV, le pape Paul V réunit les chevaliers français de Saint-Lazare à ceux de Notre-Dame du Mont-Carmel par une bulle datée de 1608. Louis XIV joignit à ces ordres plusieurs autres ordres secondaires, tels que les Hospitaliers du Saint-Esprit de Montpellier, les chevaliers du Saint-Sépulcre, les chevaliers de Saint-Antoine, etc. Les chevaliers de Saint-Lazare portaient, comme signe distinctif, une croix d'or à huit pointes suspendue à un ruban violet. L'ordre de Saint-Lazare a existé jusqu'à la révolution française.

L'ordre du Saint-Esprit de Montpellier, qui fut consondu avec l'ordre de Saint-Lazare, avait été fondé, en 1198, par le pape innocent III. Les membres de cet ordre faissient vœu de chasteté, de pauvrete et d'obéissance; ils soignaient les pèlerins malades, les pauvres et les enfants trouvés; ils portaient un habit noir ecclésiastique, sur lequel était brodee une croix blanche à douze pointes. Ils suivaient la règle de saint Augustin. L'ordre de Notre-Dame du Mont-Carmei remontait à une haute antiquité. Il fut confirmé sous le règne de Henri IV par une bulle de Paul V (1608). Il n'y avait que les Français qui y sussent reçus. Le nombre des chevaliers était de cent; et ils devaient se tenir constamment aux côtés du roi en temps de guerre. Ils avaient l'inspection des lazarets et ladreries. Leur signe distinctif était une croix violette à huit pointes suspendue à un ruban brun, et

portent au milieu l'image de la Vierge ; aveclu reperter sux premiers temps de la même croix était brodée sur leur manteau. He furent, comme nous l'avons dit, réunis sous Louis XIV à l'ordre de Saint-Lexage. L'ordre de Saint-Antéine, dont l'institution datait de 1370, se distinguait par une croix bleue sur un habit noir. bes chevaliers du Saint-Sépulere, qui remontaient aux premières années du znesiècle, portaient un habit blanc, et, sur la peitrine, une large croix rouge entourée de quatre autres plus pentes. Pondés pour les croisades, ces ordres lauguissaient depuis la fin du meyon âge. La Constituante, en déclarant lours biens propriétés nationales, leur porta le der-

Dier coun. CHEVALERIE (Ordres de). - Dans le principe; la chevalerie était complétement indépendante. Un chevalier ne relevait que de Dieu et de son épée. Mais lorsque l'indépendance féodale commença à faire place à la paissance monarchique, les rois cherchèrent à s'attacher les chevaliers en instituant des ordres, dont ils étaient les grands maitres. Ce fut, dit-on, saint Louis qui institua le premier ordre de chevalerie reyale, sous le nom d'ordre du genest. On en place l'origine en 1234, après le couronnement de Marguerite de Provence. Les chevaliers du genest portgient un manteau de damas blanc avec un chaperon violet; lear collier consistant en une chaine ornée alterplaque d'or carrée, sur laquelle était une fleur de lis; à cette chaîne était suspendue une croix d'or fleurdelisée, avec ces mots: Exaltat humiles. Gent chevaliers de l'ordre du genest furent attachés à la garde du roi. On attribue encore à saint Louis l'institution d'un ordre de chevalerie appelé ordre du navire et de la coquille de mer, on du double oroissant, que, d'après Favin, auteur du Thédire d'honnour et de chevalerie, ce prince établit, en 1269, pour encourager les seigneurs français à faire le voyage d'outremer. Le collier de cet ordre était, dit-on, entrelacé de coquilles et de doubles croissants, avec un navire suspendu au collier. D'autres écrivains soutiennent (ce qui paraît plus vraisemblable) que saint Louis n'a établi aucun ordre de chevalerie. Je n'insisterai pas sur de prétendus ordres de chevalerie, dont parlent quelques écrivains, tels que les ordres de la sainte ampoule qu'on attribue à Clovis, du chien et du coq qu'on fait remonter à l'année 500 après J. C., de la genette institué, dit-on, par Charles Martel, de la couronne attribué à Charlemagne. Il serait puéril de s'arrêter à ces légendes. On imposait aux chevaliers un serment par

netre histoire l'institution de la chevalerie et transformer en chevaliers Clovis. Charles Martel et Charlemagne.

L'ordre de l'Etoile; que certaine autours font remonter jusqu'à Robert le Pieux. date récliement de Jean le Bon. Ge roi l'institua en 1851 (6 nevembre): Dans le principe, cet ordre était conféré aux plus grands seigneurs: Les chevaliers de l'Eseile, pertaient comme signe distinctif un manteau de damas blanc, sur le côté gau-che duquel était brodée une étoile d'or à cinq pointes; ils avaient de plus, pour marques de l'erere, trois chaines d'or émailiées de blanc et de rouge et entrembiées de reces. La devise était : monstrant regibus astra viam (les astres montrent'la route aux rois), allusion à l'étoile des mages. L'ordre avait son siège à Saint-Ouen près de Paris, et les membres pertaient quelquesois le nom de chevaliere de Notre-Dame de la noble maison, par allusion à cotte demeure reyale. L'ordre de l'Etoile ne tarda pas à s'arilir parce qu'il fut prodigué. Déjà, sous le règne de Charles V, il se conférait sans aucune cérémonie et par une simple lettre du roi; il devint alors moins un ordre de chevalerie qu'une marque honorifique, une faveur du souverain. Charles VII donna l'étoile, signe distincuis de cet ordre, au capitaine du guet ou de la garde chargée de veiller à la sûreté de Paris. nativement d'une seur de genêt, et d'une : Cet officier prit alors le nom de chevalier du guet, et il communiqua les insignes de l'ordre aux archers du guet. Dès lors l'ordre de l'Etoile cessa d'ètre même une distinction honorifique.

Les grands feudataires du royaume de France voulurent aussi, aux xive et xvesiècles, avoir leurs ordres de chevalerie. On prétend que Bouchard IV, seigneur de Montmorency, établit un ordre du chien en 1104. Les membres portaient, dition, un médaillon avec une tête de chien. On ne sait rien de précis sur cet ordre bizarre, dont l'existence même est trèsdouteuse. Louis II, duc de Bourbon, institua, en 1363, l'ordre de l'écu d'or, puis en 1370, l'ordre du chardon. Jean IV, duc de Bretagne, fut le sondateur, en 1381, de l'ordre de lihermine. En 1390, Enguerrand, sire de Coucy et comte de Soisinstitua l'ordre de la couronne, dont l'insigne était une couronne renversée brodée sur la manche droite de l'habit. L'ordre du camail et du porc-épic dut son origine, en 1394, à Louis duc d'Orléans, frère de Charles VI. L'ordre de l'anneau ou du ser d'or et d'argent, fondé en 1414 par Jean, duc de Bourbon,

lequel ils juraient de s'aimer, de se désendre et de se battre à outrance pour l'amour des dames contre gens nobles provoqués à cet effet. Les chevaliers pertaient à la jambe un anneau ou ser de pri-sonnier; c'était le signe de leur vœu. Cet ordre ne dura pas longtemps. Le plus célèbre des ordres de chevalerie établis par les grands feudataires fut celui de la Toison d'or, qui date de 1430, et eut pour fondateur Philippe le Bon, duc de Bourgogne. Mais l'extinction de la ligne masculine de la maison de Bourgogne et le mariage de Marie de Bourgogne avec Maximilien d'Autriche firent sorur la Toison d'or de France. Les autres ordres, fondés par des seigneurs féodaux, disparurent lors-que leurs domaines furent réunis à la couronne. Le dernier de ces ordres a été celui du cordon jaune, institué sous Henri IV, par le duc de Nevers. Cet ordre qui se composait de protestants et de catholiques, fut supprime par Henri IV presque immédiatement après son institution. A partir du xviie siècle, il n'y eut plus en France que des ordres royaux. On ne peut, en effet, compter parmi les ordres de chevalerie l'ordre de la mouche a miel, qui fut établi à Sceaux, en 1713, par la duchesse du Maine, et qui servait d'amusement à la société aimable et spirituelle qui se groupait autour de cette princesse. Depuis la fin du xve siècle, la royauté, qui absorbait tous les pouvoirs, ne laissa plus subsister d'ordre militaire indévendant.

Dès 1469, Louis XI avait établi l'ordre de Saint-Michel, Le collier, signe distinctif de cet ordre, consistait en coquilles d'or entrelacées, auxquelles était suspendue une image de saint Michel avec cette devise: immensi tremor Oceani; allusion au mont Saint-Michel, battu de tous côtés par l'Ocean. Dans le principe il n'y avait que trente-six chevaliers, mais dans la suite le collier de Saint-Michel fut prodigué à tel point, qu'on l'appelait un collier à toutes bêtes. Louis XIV réforma les statuts de l'ordre de Saint-Michel en 1665 (12 janvier), fixa à cent le nombre des nouveaux chevaliers, dont six devaient être ecclésiastiques, six de robe ou magistrats, et le reste d'épée; tous devaient saire preuve de dix ans de service et de trois degrés de noblesse.

Henri III institua, en 1578 (31 décembre), l'ordre royal du Saint-Esprit. Comme il avait été élu roi de Pologne le jour de la Pentecôte et qu'à pareil jour il avait succédé à son frère Charles IX, il voulut manifester par cette institution sa reconnaissance envers le Saint-Esprit. Il limita le nombre des chevaliers à cent,

sans y comprendre les commandeurs ecclésiastiques et les grands officiers. Le grand collier de l'ordre était formé de fleurs de lis d'or et de chiffres d'or entrelacés de nœuds; au collier était suspendue une croix à huit pointes au milieu de laquelle était une colombe; de l'autre côté se voyait l'image de saint Michel terrassant le dragon. Les chevaliers du Saint-Esprit étaient en même temps reçus chevaliers de Saint-Michel, et prenaient pour ce motif le titre de chevaliers des ordres du Roi. Ordinairement les chevaliers du Saint-Esprit portaient la croix de l'ordre suspendue à un ruban de moire bleu, appelé le cordon bleu; de là l'usage d'appeler cordon bleu un chevalier du Saint-Esprit. La fête de l'ordre était fixée au premier jour de l'an. Les chevaliers paraissaient alors en grands manteaux de velours noir. brodés tout autour de sleurs de lis et de nœuds d'or entourés de chiffres d'argent et semés de flammes d'or. Sur le côté gauche du manteau était brodée la croix d'argent à huit pointes, avec la colombe au milieu. Le grand manteau était garni d'un mantelet de toile d'argent.

En 1693, Louis XIV établit l'ordre de Saint-Louis en saveur des officiers qui se distinguaient dans les armées de terre ou de mer. La marque de cet ordre était une croix d'or, au milieu de laquelle était empreinte d'un côté l'image de saint Louis, avec cette légende : Ludovicus magnus instituit anno MDCXCIII; de l'autre côté était une épée nue flamboyante, et sur la pointe une couronne de laurier avec une bandelette blanche, et cette légende: bellicæ virtutis præmium. Un officier ne pouvait être admis à cet ordre qu'après dix années de services eprouvés. Il y avait huit grand'croix qui avaient chacun six mille livres de pension; vingt-quatre commandeurs qui en avaient les uns quatre mille, les autres trois mille; les pensions des simples chevaliers variaient de deux mille à huit cents livres. Comme les catholiques seuls pouvaient recevoir l'ordre de Saint-Louis, Louis XV, qui avait dans ses troupes un grand nombre de protestants, institua pour eux, en 1759, l'ordre du mérite militaire. La décoration était une croix d'or à huit pointes, au milieu de laquelle était un médaillon de gueules (rouge) chargé d'une épée d'or, la pointe en haut, avec ces mots pour legende pro virtute bellica.

L'assemblée nationale abolit les ordres de chevalerie par la constitution de 1791. Elle ne conserva que l'ordre de Saint-Louis comme décoration militaire; mais la Convention le supprima. Elle remplaça les anciennes distinctions par des armes d'hon-

I

neur. Bonaparte, premier consul, institua la décoration civile et militaire de la Légion d'honneur (19 mai 1802). Voy. L1-GION D'HONNEUR. La Restauration reconnut plusieurs des anciens ordres de chevalerie, tels que l'ordre de Saint-Michel (ordonnance du 16 novembre 1816), l'ordre du Saint-Esprit, l'ordre de Saint-Louis, et l'ordre du Mérite militaire (ordonnance du 28 septembre 1814). Ce gouvernement avait en même temps créé de nouvelles décorations, entre autres celle des Chevaliers du Lis. La révolution de 1830 les supprima, et ne reconnut parmi les anciens ordres que celui de la Légion d'honneur (ordonnance du 10 février 1831). Cependant les anciens chevaliers de Saint-Louis eurent la permission de porter la décoration de cet ordre comme récompense de services militaires. La loi des 13-16 décembre 1830, crés une décoration spéciale pour les citoyens qui s'étaient signalés dans les journées de juillet 1830. Louis-Napoléon Bonaparte, président de la République, a établi par un décret daté du 22 janvier 1852 une Medaille militaire destinée à récompenser les soldats qui se sont distingués.

CHEVALET. - Instrument de torture. Voy. Touture

CHEVALIER DU GUET. — Commandant du guet. Voy. Guet.

CHEVALIERS BANNERETS. — Chevaliers qui avaient droit de porter bannière carrée dans l'armée royale. Les chevaliers bannerets commencèrent à figurer sous le règne de Philippe Auguste et disparurent à l'époque de la création des compagnies d'ordonnance par Charles VII (voy. ARMEE). Du Cange rapporte, d'après un ancien cérémonial, de quelle manière se faisaient les chevaliers bannerets et de quel nombre d'hommes ils devaient être suivis. « Quand un bachelier, dit ce cérémonial, a grandement servi et suivi la guerre, et qu'il a terre assez pour qu'il puisse avoir gentilshommes ses hommes et pour accompagner sa bannière, il peut licitement lever bannière en bataille et autrement; car nul ne doit lever bannière en bataille, s'il n'a du moins cinquante hommes d'armes tous ses hommes, et les archers et arbalétriers qui y appartiennent, et, s'il les a, il doit, à la première ba:aille où il se trouvera, apporter un pennon de ses armes, et doit venir au qui sera lieutenant de l'ost pour le prince, requérir qu'il porte bannière, et, s'ils le lui octroient, doit sommer les hérauts pour témoignage, et doivent couper la

nerets de cavalerie payaient un marc d'or aux hérauts d'armes, et les chevaliers bannerets d'infanterie un marc d'argent. Plusieurs passages des anciennes chroniques confirment ces détails. Froissart nous montre Jean Chandos se présentant devant le prince de Galles pour obtenir de lever bannière : « Là apporta messire Jean Chandos sa bannière entre les batailles, et dit au prince: Monseigneur, voici ma bannière, je vous la baille pour qu'il vous plaise la développer et qu'aujourd'hui je la puisse lever; car, Dieu merci, j'ai terre et héritage pour tenir etat comme appartient à banneret. Lors le prince prit la bannière et la lui rendit en disant: Messire Jean, voici votre bannière. Lors se partit messire Jean Chandos et rapporta entre ses gens sa bannière et dit: Seigneurs, voici ma bannière et la voire, gardez-la comme la voire. »

La bannière carrée, portée au haut d'une lance, étuit l'insigne du chevalier banneret; celle des simples chevaliers se prolongeait en deux pointes ou handeroles. Les chevaliers bannerets avaient toujours le pas sur les bannerets qui n'étaient pas chevaliers; le titre de banneret ne donnait pas celui de chevalier qui était tout personnel et ne s'obtenait que par des actes de valeur. Il y avait hiérarchie parmi les bannerets. On voit dans un arrêt de 1442 que le vicomte de Thouars, le plus grand et le premier vassal du com!e de Poitou, avait sous lui trente-deux bannières; ainsi ce vicomte, qui était luimême banneret, avait sous ses ordres un grand nombre de bannerets. Les cheva-liers bannerets avaient le privilége du cri de guerre ou cri d'armes ; c'était le cri de ralliement autour de leur bannière.

CHEVALIERS BOURGEOIS. - La chevalerie était ordinairement réservée à la noblesse. Cependant on trouve des exemples de chevaliers bourgeois. Un acte de 1298 prouve que dans la sénéchaussée de Beaucaire, les bourgeois étaient armés chevaliers par les barons : « Savoir faisons, dit cet acte, que c'est l'us et coutume, observés de toute ancienneté et de temps immémorial, que, dans la séné-chaussée de Beaucaire, les bourgeois aient pu recevoir, des nobles, barons et archevêques, les insignes de la chevalerie, les porter et jouir des priviléges de chevalerie. Le mardi après l'octave de la connétable ou aux maréchaux, ou à celui Pentecôte 1298. » Baluze cite, dans son Histoire de Tulle, des lettres du lieutenant général de Guyenne conçues en ces termes : « Savoir faisons que pour le bon rapport qui nous a été fait de la personne queue du pennon. » Les chevaliers ban- de Jacques Marce, bourgeois et marchand

de la ville de Tulle, nous l'avons institué chevalier à l'office de marchandise, et nous a fait serment en tel cas accuratamé. en présence de plusieurs maîtres chevallers en marchandise, et a payé les droits accoutumés. Fait à Bergerac le 16 novembre 1493. » Les auteurs de l'Art de vérifier les dates ont donc raison de dire, en parlant du règne de Charles VIII : « On avait fait sous les règnes précédents des chevaliers ès lois; on fit, sous celui-ci, des chevaliers ès marchandise. » Ges chevaliers bourgeois étaient nombreux à la fin du xve siècle ; ils avaient formé à Bourges. une association de la Table ronde, qui se composait, en 1499, de vingt-quatre membres. Ils se réunissaient dans l'église des carmes de cette ville.

CHEVALIERS D'HONNEUR. - Les chevaliers d'honneur étaient attachés à la. personne des rois et des reines, des princes et des princesses; on les appelait quelquefois chevaliers de l'hôtel du roi; c'est ainsi qu'ils sont qualifiés dans un statut fait à Vincennes en 1285. Le testament d'Yolande, comtesse d'Angoulême, en date de 1314, parle de chevaliers auachés à cette princesse. Voici le sens de ce passage : « Je lègne à Raoul Bruni, mon chevalier, pour les bons services qu'il m'a rendus, deux cents livres, et à Foucaut de La Roche, mon chevalier, cinquante livres. » Les chevaliers d'honneur ou chevaliers de corps, comme on les appelait quelquefois, accompagnaient partout les rois, reines, princes et princesses. Ils étaient attaches au service de leur chambre. Quant au nom de chevaliers d'honneur, il ne remonte probablement pas au delà du xvi siècle, époque où la comtesse de Furnes écrivait les honneurs de la cour, c'est-à-dire les détails de l'étiquette royale. Le mot honneur se prenait alors dans le sens de céremonial; l'épée d'honneur était celle qui se portait dans les cérémonies; le trône d'honneur, le heanne d'honneur, le cheval d'honneur, le manteau d'honneur, la table d'honneur, étaient les objets qui se deployaient à la vue dans les pompes solennelles; les chevaliers d'honneur présidaient à cet appareil. Il y a eu des chevaliers d'honneur, tant qu'il y a eu une cour en France.

Un édit du mois de mars 1601 donnait dit que la Majesté impériale ne doit pas seulement être ornée par les armes; mais seulement être ornée par les armes; mais encore défendue par les lois (Imperate-riam majestatem non solum armis des conseillers. Ces chevaliers d'honneur etaient tenus de faire preuve de noblesse par-devant les officiers du présidial, dans lequel ils avaient séance, immédiatement et rivalisaient avec eux. Ainsi le chance-

après les lieutenants généraux, présidents et autres chefs de ces compagnies, et avant les conseillers titulaires et honoraires, et même avant les prévôts royaux qui pouvaient avoir séance dans les pré-sidiaux. Un autre édit de Louis XIV du mois de juillet 1702, créa, en titre d'offices héréditaires, deux places de chevaliers d'honneur au grand conseil; deux dans la cour des monnaies; deux en chacua des parlements, chambres des comptes et cours des aides du royaume, à l'exception du parlement de Paris, et un dans chacun des bureaux des finances, lesquels devoient avoir rang et seances dans ces cours et bureaux de finances, tant aux audiences qu'aux chambres du conseil, en habit noir, avec le manteau, le collet et l'épée au côté, sur le banc des conseillers et avant le doyen. Ces créations d'offices étaient une des ressources trop souvent employées par la fiscalité. Pour engager à acheter les charges de chevaliers d'honneur, l'édit royal y attachait plusieurs prérogatives, droit de committimus, franc-salé, etc. Une déclaration du 8 décembre 1703 permit aux personnes non nobles d'acheter ces offices qui les anobliraient, « ensemble leurs enfants et postérité, nés en légitime mariage, pourvu qu'ils meurent revêtus desdits offices ou les ayant possédés pendant vingt années accomplies. »

CHEVALIERS ERRANTS, DE L'ÉTOILE, DE LA LÉGION D'HONNEUR, DE L'ÉCU D'OR, DE MALTE, DE NOTRE-DAME DU MONT-CARMEL, DES ORDRES DU ROI, DE SAINT-ANTOINE, DE SAINT-LAZARE, DE SAINT-MICHEL, DU CHARDON, DU CHIEN, DU CORDON JAUNE, DU GENEST, DU LIS, DU SAINT-ESPRIT, DU SAINT-SÉPULCRE. — VOY. CHEVALERIE.

CHEVALIERS ES LOIS.—Il est question des le xiii siècle de jurisconsultes qui portaient le titre de chevaliers: Matthieu Pàris, à la date de 1251, parlant de Henri de Bath dit qu'il était chevalier très-verse dans la connaissance des lois (miles litteratus legum terræ peritissimus). Co fat surtout au xive siècle que les hommes de loi voulurent s'égaler aux chevaliers et mirent en honneur le titre de chevalier: ès lois. Ils se fondaient sur un passage des Institutes de Justinien où ce prince dit que la Majesté impériale ne doit pas sculement être ornée par les armes; mais encore défendue par les lois (Imperatoriam majestatem non solum armis decoratam, sed etiam legibus oportet esse. armatam). Ces chevaliers ès lois se mêlaient quelquefois aux hommes de guerre

lier de Philippe le Bel, Pierre Flotte, qui est appelé dans une ordonnance de Philippe de Valois chevalier ès lois, se fit tuer à la bataille de Courtrai en combattant vaillamment. Le nom de chevalier ès lois se trouve aussi dans Froissart. Parant de la mort de trois chevaliers, il dit que, « les deux d'armes étoient messire Robert de Clermont, gentilhomme noble grandement, et l'autre le seigneur de Confians; le chevalier ès lois étoit maître Simon de Bucy. » Le même auteur mentionne un chevalier ès lois et ès armes, messire Renaud de Sens, qui était bailli de Blois.

CHEVAUCHÉE. — La chevauchée était un service féodal dû par le vassal à son seigneur dans les guerres privées. Elle se distinguait ainsi de l'host ou ost, qui était le service militaire dû au roi pour les guerres générales (voy. Host). On appelait encore chevauchée un service de sûreté et d'honneur, qui consistait à escorter le seigneur. Enfin, on entendait par chevauchée, les inspections que les ordonnances royales imposaient aux maîtres des requêtes, aux élus, aux prévôts des manéchaux; aux trésoriers de France, et aux maîtres des eaux et sorêts.

CHEVAUCHEURS. — On appelait chevaucheurs ou chevaucheurs d'écurie., les courriers du roi.

CHEVAU - LEGERS. — Corps de cavalerie légère. Vou Armée et Organisation meataine, p. 34 et-904.

CHEVECIER. — La dignité de chevecier répondait à celle de trésorier. Voy. BÉNÉ-FICES ECCLÉSIASTIQUES et CHANDIMES.

CHEVELU. — Titre des premiers Mérovingiens. Voy. Rot.

CHEVELURE. — Voy. CHEVEUX...

CHEVET.—On appelait chevet le festin que les officiers de justice, de finances et autres, donnaient à leurs confrères, quand ils se mariaient. Plus tard ce féstin fut converti en redevance pécuniaire.

CHEVETAIN, CHEVETAINE. — Mote employés, au moyen âge, comme synonymes de chef.

CHRVÉTRAGE. —Impôt que prélevaient à Paris les écuyers du roi sur le foin qui était apporté par seine.

CHEVEUX. — La manière de poster les cheveux a subi en France de nombreuses variations. Sous la première dynastie, ou les portait longs, surtout dans la famille mérovingienne; la chevelure flottante sur les épaules était même le signe caracté-

ristique des guerriers du sang royal. Les autres Francs relevaient leurs choveux sur le sommet de la tête, et les attachaient en forme d'aigrette. Les serts étaient rases entièrement. Sous Pépin le Bref et:les Carlovingiens, on renonça à l'usage des longues chevelures. Elles reparurent sous Hugues Capet, et juaqu'au xii siècle. A cette époque, les évêques attaquèrent cette mode, et même dans plusieurs diocèses les seigneurs qui la conservèrent furent excommuniés. Louis le Jeune fit couperses cheveux et ceux des seigneurs de sa cour pour éviter l'anathème. Quelques écrivains ont prétendu que l'usage de porter les cheveux courts ne date que de François les qui ayant été blessé à la tête, se fit reser les cheveux et fat imité par les courtisans. Mais cette mode remonte, comme on le voit, beaucoup plus haut; elle se conserva jusqu'au règne de Louis XIII, qui laisse croître et flotter ses cheveux. Les courtisans, pour se conformer au goût du souverain, portèrent de longues chevelures ou d'amples perruques. Elles devinrent encore plus vastes sous le règne de Louis XIV, et il fallait dépouiller un grand nombre de têtes plébéiennes pour orner la tête d'un seigneur de la cour. Les perraques étaient souvent d'un prix très-étaré. Le xviii siècle y substitua de petites perruques poudrées. Enfin la révolution bannit la poudre et les perruques, mais la chevelure n'en a pas moins suivi les variations de la mode, qui se rattachaient quelquefois à des idées politiques. Ainsi, sous le Directoire, on affecta de porter les cheveux à la victime, c'est-à-dire racés sur le cou comme les victimes qu'on conduisait au supplice. L'engouement pour certaines époques du moyen âge, ou plutôt pour le costume plus ou moins exact de ces époques, a aussi exercé quelque influence sur la chevelure, et, vers 1835, on a cherché à imiter par la longueur des cheveux retombant sur les oreilles, une mode du xve siècle.

CHEVRETTE. — Instrument de musique. Voy. Musique, p. 840.

CHEVRON.—En termes de blason, pièce honorable de l'écu, qui représente deux chevrons de charpente assemblés, et descend du chef vers les extrémites, en forme de compas demi-ouvert. — On appelle aujourd'hui chevrons, les galons qui marquent les années de service des vétérans. Voy. Organisation militaire.

CHEVROTAGE. — Droit payé au seigneur dans quelques contrées; pour laisser paître les chèvres.

CHEZÉ. — Cotermo désignait dans quel-

ques coutumes, et spécialement dans celles de Tours, de Loudun et du Maine, l'espace de terrain qu'on appelait ailleurs vol du chapon, et qui était spécialement réservé à l'ainé.

CHICANE. — Les formalités judiciaires autrefois multipliées par les procureurs et les avocats, ont été résumées dans ces vers des *Plaideurs* (act. I^{er}, sc. VII):

J'ésris sur neuveaux frais; je produis, je fournis De dats, de contredits, enquêtes, compulsoires, Rapports d'experts, transports, trois interlocutoires,

Griefs et faits nouveaux, baux et procés-verbaux. J'obtiens lettres royaux, et je m'inseris en faux. Quatorne appointements, trente exploits, six instances.

Six-vingts productions, vingt arrête de défenses, Arrêt enfin

La plupart de ces termes de chicane ont besoin d'une explication sommaire; on les trouvera à leur place dans ce dictionnaire. Il suffit pour se convaincre qu'il n'y a aucune exagération dans les vers de Racine, de lire le récit de quelque procès célèbre, par exemple du procès de Fouquet qui dura quatre années; on ne s'étonne plus alors des plaintes qu'excitaient des abus aussi funestes et des éloges que mérita Louis XIV lorsque, par son ordonnance civile (1667), il abrégea les procédures.

Déjà de tous côtés la chicane aux abois S'enfuit au seul aspect de tes nouvelles lois. Oh! que ta main par là va sauver de pupilles! Que de savants plaideurs désormais inutiles. BOILEAU, ép. I.

CHIEN. - Voy. VÉNERIE.

CHIEN (Ordre des chevaliers du). — Voy. CHEVALERIE (Ordres de).

CHIEN (Porter un). — C'était une peine infamante au moyen age. Voy. HARNESCAR.

CHIFFRES.—Les chiffres, dont en s'est servi pour compter, ont été d'abord les chiffres romains qui représentaient les nombres par des lettres de l'alphabet. Les chiffres arabes, qu'on emploieaujourd'hui, furent connus en France dès le x° ou x1° siècle. Il est très-probable qu'ils furent apportés d'Espagne, où les Arabes les avaient introduits. L'usage n'en devint commun qu'au xv1° siècle. On commença à s'en servir sur les monnaies en 1549.

On appelle encore chiffres, des caractères déguisés et variés dont on se sert dans les correspondances diplomatiques. Ce sont tantôt des chiffres, tantôt des caractères empruntés à différents alphabets

CHIMIE. — Voy. Sciences.

CHIROGRAPHAIRE. — Créancier dont le titre est un billet sous seing privé.

CHIROGRAPHE. — Contrat que l'on appelait aussi charte-partie. Voy. ce mot.

CHIROMANCIE. — Prétendue science de deviner l'avenir par l'inspection des lignes de la main. Voy. Sciences occultes et Su-Perstitions.

CHIRURGIE (Académie royale de).— Cette académie fut instituée en 1734 et confirmée par lettres patentes du 2 juillet 1748; le règlement que lui donna le roi était du 18 mars 1751.

CHIRURGIENS. — On distinguait primitivement les chirurgiens en robe longue des chirurgiens-barbiers. Les premiers étaient ceux qui avaient étudié la médecine. Les seconds n'étaient que des praticiens. Les premiers avaient pour insigne une boîte, les seconds une lancette. Ils furent réunis au xyıı siècle, et ne formèrent plus qu'une communauté qui avait saint Côme pour patron.

CHOCOLAT. — Le chocolat n'a été introduit en France qu'au xvii siècle; il y a été transporté par les Espagnols, qui, au siècle précèdent, en avaient émprunté l'usage aux Mexicains. Ils en avaient changé la composition en mêlant au cacao du sucre et de la vanille. Ce fut, dit-on. la reine Marie-Thérèse qui, après son mariage avec Louis XIV, répandit en France le goût du chocolat. Un officier de cette princesse obtint le monopole de la vente de cette denrée; il s'établit près de la Croixdu Trahoir (à l'angle formé par la rue de l'Arbre-Sec et de la rue Saint-Honore), et obtint un grand succès. D'autres reportent à une époque un peu plus reculée l'introduction du chocolat en France (voy. Le Grand d'Aussy, Vie privée des Français): mais tous conviennent qu'il nous vint d'Espagne au xvii siècle. L'usage en était dejà assez répandu en 1671, puisque M=e de Sévigné écrivait (11 février) à sa fille, qui venait de partir pour la Provence: « Vous ne vous portez pas bien; le chocolat vous remettra; mais vous n'avez pas de chocolatière ; j'y ai pensé mille fois ; comment ferez-vous? » Ce passage prouve en meme temps que, si l'usage du chocolat était répandu à Paris, il était peu connu dans le reste de la France, puisqu'on ne pouvait s'y procurer les ustensiles nécessaires pour le préparer. La suite de la correspondance de M=• de Sévigné avec sa fille, fait voir que la vogue du chocolat ne se soutint pas longtemps. « J'ai aimé le chocolat, écrit-elle le 25 octobre 1671, il me semble qu'il m'a brûlée, et depuis j'en ai bien entendu dire du mal. »

Malgré les accusations exagérées qui, suivant l'usage, auccédaient à des éloges exagérés, le goût du chocolat se répandit dans la France entière. On le servait en 1681, aux collations que Louis XIV donnait à Versailles les jours de fêtes. Le 25 mars 1684, dit Le Grand d'Aussy, un médecin de Paris, nommé Bachot, fit soutenir aux écoles de la Faculté, pendant sa présidence, une thèse pour prouver que le chocolat bien fait est une invention des dieux pluiss que le nectar et l'ambroisie. Bientôt les colonies françaises cultivèrent le cacao, et, avant la fin du xvii siècle, on comptait un grand nombre de cacaoyers à la Martinique. Pendant le xviii siècle, on s'attacha, par des procèdes ingénieux, à rendre plus facile la préparation du cacao, et, en 1778, Doret inventa une machine hydraulique qui broyait la pâte de cacao, et y melait le sucre et la vanille avec plus de promptitude et de propreté que n'aurait pu le faire la main de l'homme. Cette invention a été de nos jours adoptée par un grand nombre de chocolatiers. Quoique l'usage du chocolat soit aujourd'hui très-répandu, on peut encore répéter la remarque que Le Grand d'Aussy faisait au siècle dernier : le chocolat et le thé ne sont pas devenus populaires en France, tandis que le calé, dont l'usage date à peu près du même temps, est recherché jusque dans les dernières classes de la société.

CHOEUR. — Principale partie d'une église, séparée de la nef par une balustrade appelée jubé. Voy. Égliss.

CHOEUR. — Réunion de musiciens qui chantent ensemble.

CHOLERA. — Maladie épidémique qui a ravagé la France en 1832 et en 1849.

CHOLETS (Collège des). — Collège de l'ancienne université de Paris, dont les bâtiments ont été enclavés dans le collége Sainte-Barbe. La rus des Choless a existé jusqu'en 1845.

CHOMAGE. — Suspension temporaire du travail.

CHOREGRAPHIE. — Art de décrire la danse. La chorégraphie date du commencement du xVIIIe siècle.

CHORÉVÉQUES. — Évêques des campagnes qui furent supprimés au 1xº siècle. Voy. CLERGÉ.

CHOSE JUGÉE. — La chose jugée est reçue comme la vérité même (res judicata pro veritate accipitur), axiome de droit qui repose sur la nécessité de mettre un terme aux contestations. Il y a chose jugée

lorsqu'il a été statué sur la question en litige, par un arrêt définitif et rendu en dernier ressort.

CHOUANS.—Les paysans de la Bretagne, d'une partie de la Vendée, du Maine et de la Normandie, qui prirent les armes contre la Convention, en 1793, sont désignés sout le nom de chouans, parce qu'un de leurs principaux chefs était Jean Cottereau, dit Chouan. Ils ne combattaient pas comme les Vendéens, par troupes nombreuses, mais par petites bandes, s'embusquant derrière les haies et les buissons. Aussi cette guerre de partisans, favorisée par les accidents du terrain, dura-t-elle plus longtemps que la guerre de Vendée. La révolte des chouans ne fut définitivement comprimée qu'en 1803.

CHRÈME (Saint). — Huile consacrée par l'évêque pour administrer les sacrements. On appelait autrefois chrême de Bourges le pays sur lequel s'étendait la juridiction spirituelle de l'archevêque de Bourges et dans lequel il avait le droit de distribuer le saint chrême aux curés.

CHRENECHRUNDA. — Ce mot désigne, dans la loi salique, les cérémonies symboliques par lesquelles un Franc renonçait à sa propriété en faisant un appel à ses parents pour payer l'amende ou composition. « Si quelqu'un a tue un homme, dit la loi salique, et n'a pas, en toutes ses fa-cultés, de quoi satisfaire à la loi, il donnera douze témoins pour jurer que ni sous terre ni sur terre, il n'a pas plus de bien qu'il n'en a donné. Ensuite il doit entrer dans son habitation, et des quatre coins prendre en sa main de la terre, puis se tenir sur le seuil, regarder vers l'intérieur, et de la main gauche en lancer par-dessus les épaules, sur son plus proche parent. Quand son père, sa mère, ou son frère ont déjà payé pour lui, il jette de cette même terre sur la sœur de sa mère, ou sur les fils de cette sœur: s'il n'y a point de tels parents, sur les plus proches, du côté paternel ou maternel. Et ensuite, en chemise, déceint, déchaux, bâton en main, il doit sauter pardessus la haie. »

CHRETIEN (Très-). — Le titre de roi très-chretien était réservé aux rois de France. Il paraît, d'après une lettre de Jean de Salisbury, qu'il leur était donné dès le xii siècle. Mais ce ne fut qu'à partir de 1469, sous le pontificat de Paul II, que ce titre devint une formule des bulles et brefs apostoliques adressés aux rois de France. François le commença à prendre dans ses actes le nom de roi très-chrétien, et cet exemple fut suivi par ses successeurs.

CHRISTIANISME. - VOY. CATHOLICISME.

CHRUNIQUES.— Ouvrage historique où l'on suit l'ordre des temps. Chaque abbaye avait ses chroniques, dont beaucoup nous sont parvenues; elles ont une grande importance pour l'histoire du moyen âge. Les grandes chroniques de Saint-Denys, qui furent rédigées aux xiiie, xive et xve siècles, ont eu surtout de la célébrité.

CHRONOGRAMME ou CHRONOGRAPHE. - Assemblage de plusieurs mots qui font un sons et sont choisis de manière que les lettres numérales qui s'y rencontrent, marquent l'année de quelque événement L'usage des chronographes remonte à une époque fort reculée. On cite comme un des plus anciens, le chronographe des vitraux de Saint-Pierre d'Aire : bis septedipræbendas, l'baLdVIne, dedisti: où l'on voit que les lettres marquées en capitales sont MLVVII ou 1062. Cet usage durait encore au xviiie siècle. On lisait sur l'hôtel de Dauphine, dans la rue des Boucheries, à Paris : Meta Dez Carnz saCra esto paXqVe sIt Intra. Les lettres numérales MDCCXVII indiquaient que la construction datait de 1717.

chaque événement sa date précise. L'Art de verifier les dates, publié, au dermer siècle, par les bénédictins, est un des plus savants traités de chronologie.

CHRYSARGYRE. — Cermot, qui signifie or et argent, désignait un impôt préleve par les Romains sur tous ceux qui exerçaient un métier. Voy. Impôts.

CIBOIRE. — Vase sacré qui sert à conserver les hosties pour la communion.

cidre ou bière. Au xiiie siècle, Guillaume le Breton parle des cidres mouseux de la Roman-siècnes, nom qui s'appliquait à ceux qui savaient faire une liqueur fermentée, cidre ou bière. Au xiiie s'ècle, Guillaume le Breton parle des cidres mouseux de la Normandie. Il dit dans un passage relatif au pays d'Auge:

... Siceraque tumentis Algia potatriz.

On faisait aussi du cidre dans la Navarre française. Le cidre est encore aujourd'hui la boisson ordinaire des Normands.

CIERGE PASCAL. - Lorsque le concile de Nicée eut réglé le jour auquel on célèbrerait la fête de Pâques, il chargea le pa-

triarche d'Alexandrie d'en faire dresser tous les ans le canon, et de l'envoyer au pape. Toutes les autres fêtes mobiles se réglaient sur celle de Pâques; on en faisait un catalogue que l'on écrivait sur un cierge qui était bénit à Pâques, et qu'on appelait cierge pascal; dans la suite, on écrivit la liste des fêtes mobiles sur un tableau que l'on attacha au cierge pascal; ce qui se pratiquait encore, au xviiir siècle, dans quelques églises, et dans tout l'ordre de Clâni.

CILICE. — Ceinture de crin que l'on poste sur la pean par mortification.

CIMETIÈRE. — Lieu de sépulture: Voy. Funerailles.

CIMIER. — Ornement.qui surmontait les-casques et les armoiries. Voy. ARMES et BLASON.

CINERAIRE (Urne). — Urne dans laquelle on enfermait les cendres des morts.

CINQUAIN.— Droit seignearial qui consistait à prélever la cinquième partie des récoltes.

CINQUANTAINE. — Compagnie de la milice bourgeoise composée de cinquante hommes. Quelquefois le mot cinquantaine indiquait la totalité de la milice bourgeoise.

CINQUANTENIERS. — Officiers municipaux, dont le nom venait de ce que primitivement cinquante familles étaient placées sous leurs ordres ou de ce qu'ils commandaient une compagnie forte de cinquante hommes. Dans la suite, les cinquanteniers furent chargés de transmettre aux bourgeois les ordres des quarteniers; il y avait deux cinquanteniers sous chaque quartenier:

CINTRE (Plein). — Demi-cercle qui caractérise une époque d'architecture. Le plein cintre se retrouve dans les fenêtres et les portes des églises, jusqu'au xir siècle. Voy. Ecuise.

CIRCONSTANCES ATTENUANTES. — Cette expression, employée fréquemment dans les déclarations du jury, indique que certaines considérations attenuent la gravité du crime dont l'accusé s'est rendu coupable.

CIRCONVALLATION. — Ligne ou fossé que l'on tracé autour du camp lorsqu'on assiège une ville. Voy. Fortifications.

CIRE. — Voy. ÉCLAIRAGE et CHANCEL-LERIE. En 1357, lorsque les Parisiens se furent réconciliés avec le Dauphin, fils du roi Jean, ils offrirent à la Vierge, en mémoire de cet heureux événement, une chandelle de cire qui faisait le tour de Paris, et ils firent vœu d'en offrir une semblable chaque année. En 1605, cette offrande fut convertie en une lampe d'argent qui brûlait nuit et jour devant l'autel de la Vierge. — Au moyen âge, on se servait de tablettes de cire pour les comptes des rois de France (voy. TABLETTES). — L'art de faire des figures de cire: s'appelle céroplastique (voy. ce mot). — Certains officiers de la maison du roi et de la chancellerie avaient droit de recevoir une certaine quantité de cire. L'était ce qu'on appelait droit de cire.

CIRIERS. — Les ciriers de la chancellerie formaient une classe spéciale d'officiers; supprimés par un arrêt du conseil du 12 décembre 1632; les ciriers furent rétablis par Louis XIV en 1669. Ils ont existé jusqu'à la révolution.

CIRQUES. — Voy. AMPENTHEATRE.

CISELURE. — Art de tailler et d'orner au moyen du ciseau les armes et les pièces d'orfévrerie. Voy. Armes et Orrévrerie.

CISJURANE..—On appelait cisjurane ou Bourgogne cisjurane les pays situés en decà du Jura dans le bassin du Rhône; ils furent érigés en royaume en 879 en faveur de Boson.

CISTERCIENS: — Religieux de l'ordre de Citeaux. Voy. CLERGE RÉGULIER.

CITADELLE. — Partie des fertifications. Voy. FORTIFICATIONS.

CTTATION. — Ordre de comparattre en justice.

CITEAUX. — Abbaye, chef d'ordre des Cisterciens. Voy. Abbaye et Cleace Régu-LIES.

CITOLE. — Instrument de musique. Voy. Musique.

CITOYEN. — L'Assemblée constituante distingua les citoyens actifs et les citoyens passifs. Les premiers devaient avoir vingtcinq ans, et payer une contribution directe, égale au moins à la valeur de trois journées de travail. Les autres étaient les citoyens passifs. Les citoyens actifs concouraient aux élections pour la formation des administrations et de l'Assemblée.

CLAIRONS. — Instruments de musique militaire.

CLAIRVAUX. — Abbaye célèbre, chef d'ordre d'un grand nombre de monastères. Voy: CLEROS RÉCELLES.

CLAMEUR DE HARO. — Voy. HARO.

CLARISSES.—Religieuses qui anivaient la règle de saint François. Elles avaient été instituées par sainte Claire en 1212. On les appela quelque temps Damianistes, parce qu'élles furent d'abord établies dans l'église de Saint-Damien.

CLARISSIMB. — Titre donné, vers la fin de l'empire romain, aux constilaires, gouverneus de provinces, etc.

CLASSES. — Dès 1687, on établit des classes de la marine, et on divisa les habitants des côtes en plusieurs classes qui devaient servir alternativement. Voy. MARINE, p. 744, 2° col.

CLAUSES (Lettres). -- Voy. LETTRES.

chaistraux (Rénéfices). — Bénéfices établis dans les monastères. Les bénéfices claustraux étaient possédés par l'abbé, le prieur, le chambrier, l'aumônier ou distributeur des aumônes, l'infirmier, le cellérier, le sacristain, l'hospitalier. A l'abbaye de Saint-Denis, on comptait encore parmi les officiers claustraux le chancelier, le garde des sceaux, le grand confesseur, le grand bouteiller, le grand prévôt, le grand maréchal, le grand veneur. Ils figuraient sur le pouillé ou registre des bénéfices.

CLECHÉ.—En termes de blason cléché se dit d'une pièce ouverts de manière à laisser voir le champ de l'écu.

CLEFS. — Les cless étaient un symbole de mariage et de puissance attribuée à la femme. « Lorsqu'on ôtait les clefs à la semme, dit un commentateur de la coutume de Châlons, c'était le signe du divorce. » Les coutumes de Méaux, de Lorraine, de Melun, de Chaumont, de Vitry, de Laon, de Châlons, de Bourgogne, etc., reconnaissaient qu'une veuve pouvait déposer ses cless et sa ceinture sur le cercueil de son mari comme preuve qu'elle renonçait à la communauté de biens. — Les cless sont présentées aux souverains lorsqu'ils font leur entrée dans une ville Les cless sont encore le symbole de la puissance du pape. Enfin les chambellans portaient des cless en sautoir comme signe de leur dignité.

CLEMENTINES. — Décrétales du pape Clément V. Voy. Droit canon:

CLÉMENTINS. — Secte qui, après le concordat de 1801, s'est obstinée à ne pas reconnuitre les nouveaux évêques nommensée par l'empereur et institués par le pape.

CLEPSYDRE. — Horloge qui mesure le temps par la chute d'une certaine quantité d'eau. Voy. Horloge.

CLERCS. — Ce nom désignait, au moyen age, tous ceux qui avaient quelque instruction. Ainsi, les scribes de la Chambre des Comptes s'appelaient les clercs de la chambre. — Les clercs des huissiers, des procureurs, des notaires, formaient la corporation des basochiens (voy. le mot BAZOCHE). On donna aussi quelquefois le nom de clercs à des bouffons dont les farces furent condamnées par les conciles. Tels étaient les clercs ribauds vagabonds qui parcouraient les campagnes en chantant des vers de leur composition. Voy. GOUILLARDS.

CLERCS DU SECRET. -- Premier nom des secrétaires d'Etat. Voy. Ministères.

CLERCS RÉGULIERS. — Voy. Clercé REGULIER.

CLERGE. — Le clergé, ou corps ecclésiastique, a été longtemps en France un ordre politique. Il se divisait en clerae séculier et clergé régulier. On peut étudier l'histoire du clergé séculier, ou clergé qui n'est pas soumis à une règle particulière, sous les trois points de vue suivants: 1° hiérarchie et discipline; 2° puissance temporelle des ecclésiastiques; 3º relations des deux pouvoirs spirituel et

temporel.

S Im. Hierarchie et discipline. — Le clergé adopta, dès le 1v° siècle, les cir-conscriptions romaines pour l'établissement des évêchés. Il y eut, en Gaule, autant de métropoles ecclésiastiques que de provinces de l'empire romain. On compta dix-sept sièges métropolitains ou archevêchés: Mayence, Cologne, Trèves, Reims, Lyon, Sens, Rouen, Tours, Bourges, Bordeaux, Eauze, Narbonne, Aix, Arles, Vienne, Besançon, Moutiers en Tarantaise (Savoie). Les éveches suffragants étaient calqués également sur les subdivisions des provinces romaines. Les archevêques métropolitains prenaient souvent le titre de primats. Arles, résidence du préfet du prétoire des Gaules, prétendait au titre de siége primatial, que Lyon lui disputa dans la suite. Le caractère de stabilité, que l'Eglise imprime à ses institutions, a maintenu cette division des diocèses, longtemps après la chute de l'empire romain. Ainsi, Paris n'est devenu un archeveche qu'en 1622, et a été jusqu'à cette époque, un évêché suffragant de l'archevêché de Sens.

Les évêques étaient primitivement nommés par le clergé et le peuple de leur diocèse; le souverain temporel se bornait à approuver l'élection ; mais dans la suite, Grégoire VII réserva au saint-siège la nomination des évêques et archevêques. L'Eglise de France ne se soumit jamais complétement à cette prétention. Les pragmatiques de saint Louis et de Charles VII attribuèrent aux chapitres l'élection des évêques. Enfin , le concordat de François I (1516), et le concordat de 1801, ont réservé au chef de l'État la nomination des éveques, qui recoivent du souverain

ponuse l'institution canonique.

L'époque féodale introduisit de nouvelles dignités dans l'Eglise; il y eut des évêquesducs, des évêques-comtes. Quelques-uns, choisis parmi les vassaux immédiats du roi, obtinrent le titre de pairs, et la pairie resta attachée jusqu'à la fin de l'ancienne monarchie, à l'archeveché de Reims, et aux évêchés de Beauvais, Langres, Laon, Noyon, et Châlous-sur-Marne, quoique parfois elle ait été transférée à d'autres sièges. les évêques-pairs avaient séance et voix délibérative aux lits de justice et aux autres assemblées soiennelles du parlement où étaient convoqués les pairs du royaume.

Il y eut longtemps dans l'Église des chorevéques ou évêques des campagnes, qui remplissaient les fonctions épiscopales dans les bourgs et les villages. Ces évéques erranis, comme les appellent les capitulaires, devaient rester subordonnés à l'évêque. Ils ne pouvaient ordonner, dit Fleury (Institution au droit ecclésias-tique), que des sous-diacres, des lecteurs, des exorcistes, mais non des prêtres ni même des diacres. Les empiétements des chorévêques donnèrent lieu à des plaintes. et le concile de Ratisbonne, tenu sous Charlemagne (803), leur défendit d'exercer les fonctions épiscopales. Cependant l'abolition des chorévêques ne fut prononcée qu'en 849, par un concile réuni à Paris, et même on en trouve encore postérieurement à cette époque. Ainsi, en 886, un chorévêque siége au concile de Châlonssur-Saône. Le pape Léon VII, qui occupa le saint-siége de 936 à 939, parle des choreveques, et dit dans une de ses lettres, qu'ils ne doivent ni consacrer les églises, ni ordonner les prêtres, ni administrer la confirmation. Mais il n'en est plus question à partir de la fin du xe siècle. Les grands vicaires ou vicaires généraux les remplacèrent.

L'institution des grands vicaires ne date que du xi siècle, si l'on excepte, dit Fleury, quelques exemples très-rares où il est parlé de prêtres qui secondaient les évêques dans l'exercice de leurs fonctions. Nous ne reviendrons pas sur les chanoines, dont il a été question ailleurs (voy. CHANOINES). L'évêque avait encore pour le seconder dans l'administration de son diocèse un archipretre. On a attaché diverses significations à ce nom, qui est fort ancien, et qui se trouve déjà dans les

ouvrages de Grégoire de Tours, et du pape Grégoire le Grand. Il désignait quelquefois le chef de la chapelle royale, qu'on appelait aussi archichapelain. Le pape Adrien les, dans une lettre à Tilpin, archevêque de Reims, appelle archiprêtre de France Fulrade, abbé de Saint-Denis, qui est encore qualité archichapelain. Dans la suite, le nom d'archiprêtre s'appliqua à un prêtre dont l'évêque avait distingué le mérite, et qu'il avait placé à la tête d'une partie de son clergé. Le titre d'archiprêtre a été conservé jusqu'à nos jours dans la hiérarchie ecclésiastique.

Le nom d'archidiacre se donnait anssi et se donne encore aujourd'hui à des dignitaires éminents du clergé. Dans l'origine, lorsque les diacres formaient dans l'Eglise un ordre distinct chargé spécialement de la prédication, de la distribution des sacrements, et de l'administration des biens temporels du clergé, l'archidiacre était leur chef Mais, des le commence-ment du 1x° siècle, le concile de Reims prescrivit par son cinquième canon, que les archidiacres fussent promus à la prétrise. L'archidiacre resta un des principaux dignitaires de l'Église : il présentait les clercs à l'ordination, comme il les présente encore aujourd'hui; il marquait à chacun son rang et ses fonctions, annonçait au peuple les jours de jeune et de sète, était chargé de l'ornement et des réparations des églises. Il avait l'intendance des oblations et des revenus, et le soin des pauvres. Peu à peu l'archidiacre devint, après l'évêque, le principal digni-taire du diocèse. Il eut une juridiction particulière, et la surveillance du clergé. L'importance et la multiplicité des sonctions confiées aux archidiacres déterminèrent les évêques à en créer plu-

Le concile de Latran, en 1215, établit deux nouvelles dignités dans les églises cathédrales: celles de pénitencier et de théologal. Le premier fut chargé d'entendre les confessions des prêtres, et celles des laïques pour les cas réservés. Le théologal devait, comme son nom l'indique, enseigner la théologie et spécialement l'Écriture sainte. Les conciles postérieurs et les ordonnances d'Orléans (1561) et de Blois (1579), imposèrent aux collégiales et aux monastères, aussi bien qu'aux églises cathédrales, l'obligation d'avoir un théologal qui prêchât les dimanches et fêtes solennelles, et fit trois fois par semaine une leçon sur l'Écriture sainte.

L'évêque était primitivement le seul pasteur du diocèse; mais lorsque le nombre des fidèles s'accrut, il commit le soin des

diverses parties de son diocèse à des prêtres particuliers, et leur délégua une partie de la puissance ecclesiastique. On appelait primitivement titres les lieux d'oraison on l'évêque allait tenir l'assemblée des fidèles, et où il avait des vicaires. Ces prêtres pouvaient donner le baptême ou l'absolution en cas de péril; hors de là l'administration des sacrements était réservée à l'évêque. Dès le 1v° siècle, les grandes villes avaient plusieurs églises, et dans chacune un prêtre chargé d'instruire le peuple. Bientôt on bâtit des oratoires dans les campagnes. Tel fut le commencement des cures et des paroisses. Dans l'origine, les prêtres qui en furent chargés portaient le nom de cardinaux (voy. CAR-DINAL), quand ils y étaient nommés définitivement. Ce fut seulement au xII° siècle qu'on commença à les nommer curés, parce que le soin (cura) des ames leur était confié. C'étaient autant de petits évêques, dit Fleury; ils pouvaient dire des messes, precher, et même baptiser aux jours solennels. Ces droits ne furent accordés qu'aux titres principaux ou églises archipresby-térales, qu'on appelait à cette époque plebes. Le prêtre qui les administrait était quelquesois désigné sous le nom de plebanus. De ces églises principales dépendaient des cures inférieures ou oratoires, qu'on a appelées plus tard succursales. Dans la suite, les curés purent administrer tous les sacrements, à l'exception de l'ordre et de la confirmation. Ils eurent même une juridiction qui s'exerçait à la porte de l'église, sous le porche, où il y avait ordinairement deux lions pour marque de justice (voy EGLISE). De là la formule qui terminait les sentences rendues par les juges de ces églises, donné entre les deux lions (datum inter duos leones). Jusqu'en 1759, on voyait ces deux lions symboliques à la porte de l'église Saint-Séverin, à Paris.

Le curé était primitivement secondé par des diacres et des diaconesses, chargés de distribuer aux hommes et aux femmes les secours temporels et spirituels. On a appelé dans la suite vicaires les ecclésiastiques placés sous la direction du curé, pour l'administration d'une paroisse. Aujourd'hui on distingue parmi les curés les doyens qui administreut les cures de canton, et sont inamovibles, des desservants chargés des succursales. Pour les affaires temporelles, la paroisse est confiée à un conseil de fabrique (voy. MARGUILLIER). Les diacres et sous-diacres formaient un ordre particulier dans les premiers temps de l'Église. Plus tard, le sousdiaconat et le diaconat n'ont plus été que des degrés pour parvenir à la prêtrise. Ces

ordres donnentile droit de servir à l'actei, et imposent un engagement irrévocable. Les ordres mineurs forment les derniers rangs: de la hiérarchie ecolésiastique. Ils comprennent les acolytes, exorcistes, lecteurs et portiers. Voy. Ondres.

A côté du clergé régulièrement organise, il y ent presque toujours un clergé de cour ou de château qui était moins rigourensement sonnis à la hiérarchie. Les rois merovingiens avaient leur oratoire particulier desservi par ce clergé spécial. Comme on gardait dans l'oratoire royal la thasse ou chape de saint Martin de Tours (voy. Bannière), on appela cet oratoire chapelle, et on nomme chapelains les ecclésiastiques qui y célébraient l'office divin. Leur ches porta le nom d'archichapelain. Dans la suite, on adopta à la cour des rois francs, quelques-uns des titres des dignités byzantines. On donna à Hildouin, abbé de Saint-Demis, le titre d'apocrisiaire, qui dé-signait, comme celui d'archichapelain, le ches de la chapelle impériale. Plus tard, les noms de chapelle et chapelain s'appliquèrent à tous les oratoires particuliers et à ceux qui les desservaient: Les châteaux eurent aussi leurs chapelles et leurs chapelains. Au xvº siècle, les chapelains du roi prirent le nom d'aumoniers, et furent 'France s'accrut, elle limita l'indépen-placés sous la direction du grand aumo- dance du clergé et intervint dans les afnier de France, dont l'institution remonte à Charles VIIII Ce haut dignitaire de l'Église et de la maison du roi avait dans ses attributions non-seulement les ecclésias-Liques attachés à la cour, mais encore les lecteurs et professeurs royaux du collége de France. Il fut souvent chargé de la swille des bénéfices, ou de la présentation aux bénéfices ecclésiastiques. La dignité de grand, aumônier a été supprimée en 1830. Le nom d'aumonier ou chapelain sert encore à désigner les ecclésiastiques attachés aux oratoires des établissements publics, hôpitaux, colléges, couvents, etc. Le chapitre de Saint-Denis fait aussi partie de cu clergé qui ne se rattache pas à la hiérarchie ordinaire. Voy. CHAPITRE DE

SAINT-DENIS. La discipline ecclésiastique à vaire avec les temps. Le célibat, impose au clerge à une époque fort ancienne, ne sut pas toujours rigoureusement observé. Il fallut qu'au xi siècle, le pape Grégoire VII s'armat de toutes les rigueurs des lois ecclésiastiques pour en rétablir la stricte observation. La discipline ecclésiastique a surtout été maintenue par les conciles. Ces assemblées, composées des principaux membres du clergé, se divisaient en conciles œcuméniques ou universels, nationaux et provinciaux. Les premiers se composaient d'évêques pris dans toute la

'chrétienté; les seconds, des évêques d'un royaume, et les troisièmes d'un métropelitain et de ses suffragants. Il yavant aussi des synodes dincésains où un évêque réunissait les principaux membres de con clergé. Sous les Mérovingiens et les Carlovingiens, un grand nombre de conciles eurent un caractère mixte; les laïques y figuraient à côté des occlésiastiques, et les affaires politiques y tensiont presque autant de place que les questions religionses. Il était tout naturel qu'à ces époques barbares, et au milieu de nations grossières et ignorantes, la supériorité intellectuelle du clergé lui donnét une grande influence ('voy. Assemblets' Politiques). Les conciles très-fréquents au viesiècle, devinrent plus rares à mesure que se fit senur l'influence des mœurs et des idées germaniques, et que s'affaiblit l'unité de l'empire franc. Au vie siècle, il se tint en France cinquante-quatre conciles de tout genre; vingt seulement dans le vue siècle; il n'y en eut que sept dans la première moitié du vm esiècle. L'importance de ces assenblées ecclésiastiques a été immense, et il faut l'étudier dans un article spécial. Yoy. Conciles.

A mesure que l'autorité des rois de faires ecclésiastiques. A partir du xvi•siècle, le clergé ne put tenir aucune assemblée générale qu'avec l'autorisation du roi et en présence de ses commissaires. La loi qui régit encore aujourd'hui les relations des deux puissances a défendu, par une disposition formelle, qu'aucun concile national ou métropolitain, aucun synode diocésain, aucune assemblée délibérante du clergé eut lieu sans la permission expresse du chet de l'Etat (loi du 18 germi-

nal an x, art. 4).

§ II. Puissance temporelle du clergé. · La puissance temporelle du clergé tenait à son ascendant moral, à ses droits politiques, à ses richesses et à ses tribunaux. Outre l'influence morale que lui donnait son caractère religieux, le clergé eut longtemps la supériorité intellectuelle, la direction des écoles et le soin de soulager les pauvres qu'il nourrissait dans les hôpitaux (voy. Universités et Hôpi-TAUX). Son autorité politique rementait aux derniers empereurs romains. Dès le ive siècle, Constantin avait accordé aux évêques des tribunaux particuliers; sous l'empereur Gratien, ils devinrent les défenseurs des cités et par conséquent les chefs politiques aussi bien que les pasteurs spirituels des villes de l'empire romain; ils surent les protecteurs des classes inférieures contre l'aristocratie

des principaux citoyens qu'on nommait Normandie, de Bourgogne, d'Aquitaine curioles ou décurions (voy. MUNICIPES). La curie trouvait aussi dans l'évêque un 'désenseur contre les magistrats romains et leur tyrannie fiscale. Au vie siècle, on voit encore les évêques protéger les populations contre les rois barbares; témoin cet évêque de Limoges, qui prit la défense du peuple contre le référendaire Marcus envoyé par Chilpéric pour lever l'impôt. Le droit d'asile, que l'assemblée d'Or-léans, en 511, avait accordé aux églises, augmentait encore l'influence du clergé (voy. Asile, droit d'). Le rachat des captils, la protection accordée à tous les malheureux, la distribution aux pauvres d'une partie des biens ecclésiastiques contribuaient aussi à accroître la popularité de cet ordre. « L'Église, dit M. Guérard (Préface du cartul. de N. D. de Paris, p. 62), en prenant à sa charge et pour ainsi dire chez elle les veuves, les orphe-Hns et généralement tous les malheureux, ne pouvait manquer de les avoir dans sa dépendance; mais ce qui devait surtout lui gagner le cœur de ses nombreux sujets, c'est qu'au lieu d'ètre humiliée ou embarrassée de leur cortège elle s'en faisait honneur, et proclamait que les pauvres étaient ses trésors. » Sa puissance temporelle s'accrut par ses bienfaits. Elle devint exorbitante sous les faibles successeurs de Charlemagne. On vit alors des conciles déposer des empereurs, et, chose étonnante, les souverains eux-mêmes ne contestaient pas ce droit au clergé. « Les évêques, disait Charles le Chauve, sont les trônes de la divinité; Dieu repose sur eux, et par eux il rend ses jugements. Je ne devais pas être repoussé du trône, ajoutait-il, sans avoir été entendu et jugé par les évêques, dont le ministère m'a consacré comme roi.»

Rang du clergé dans la hiérarchie politique.—Au x• siècle, le clergé entra dans le système féodal par les vastes domaines qu'il possédait et conserva une part considérable d'autorité politique. Il y avait parmi les seigneurs ecclésiastiques une hiérarchie comme parmi les seigneurs laïques ; les évéques-pairs étaient au premier rang, comme vassaux immédiats du roi; c'était l'archevêque-duc de Reims, les évêques-ducs de Laon et de Langres, les évêques-comtes de Beauvais, de Noyon et de Châlons-sur-Marne. Un comté-pairie fut attaché pendant quelque temps à l'évêché de Senlis. Venaient ensuite les archevêques, évêques, abbés, qui relevaient immédiatement du roi; enflu les archevêques, évêques, abbés et autres bénéficiers ecclésiastiques, qui relevaient, comme seigneurs féodaux, des ducs de

et de Bretagne, des comtes de Champagne, de Flandre et de Tonlouse : ces ecclésiastiques n'étaient que les arrière-vassaux du roi. Les évêques et abbés n'exercaient pas ordinairement pan eux-mêmes le pouvoir temporel; ils le confiaient à des avoués ou à des vidames. Les avoués conduisaient leurs hommes d'armes à la guerre et rendaient quelquesois la justice en leur nom. Les avoueries ou dignités d'avoués des églises donnèrent lieu à un grand nombre de procès qui étaient portés: au tribunal du roi; ils furent mis au nombre des cas royaux ou procès dont la décision était réservée au souverain. Les vidames remplissaient auprès de quelques évechés ou abhayes, les mêmes fonctions que les avoues.

Lorsque la royanté appela aux états généraux les divers ordres du reyaume . le clergé eut le premier rang, entre les trois ordres, et il le:conserva jusqu'à la fin de l'ancienne monarchie. Il donna à la royauté plusieurs de ses ministres les plus éminents, tels que Suger, abbé de Saint-Denis, Guérin, évêque de Senlis, George d'Amboise, archevêque de Rouen, et les cardinaux de Richelieu, Mazarin et

Fleury.

Richesses du clergé. — Les immenses richesses du clergé contribuèrent encore à augmenter son influence. Dès le temps de Clovis, l'église de Reims possédait de vastes domaines, et l'évêque saint Remi payait la terre d'Epernay cinq mille livres d'argent; ce qui ferait plus de trois millions de monnaie actuelle, d'après M. Guérard (Cartulaire de Notre-Dame de Paris, Introduction, p. xxxvii). Chilpéric disait que le tisc royal était épaisé et toutes les richesses transférées aux églises. « Ce sont les évêques qui règnent aujourd'hui, ajontait-il; c'est aux évêques des cités qu'a passé notre dignité. » (Grég. de Tours, VI, 46.) Dépouillé temporairement par Charles Martel, le clergé recouvra la plus grande partie de ses biens sous Pepin le Bref et Charlemagne. On voit par le concile d'Aixla-Chapelle, tenu en 816, que les églises étaient divisées en trois classes, suivant leurs richesses. Les unes pessédaient de trois mille à huit mille manses et plus, les secondes mille ou deux mille manses et les troisièmes deux ou trois cents manses. Ce qui, évalué par M. Guérard, d'après le polyptyque d'Irminon, donne en moyenne près de huit ceut mille francs de revenu foncier pour la première classe, plus de deux cent mille pour la seconde et plus de trente-cinq mille pour la troisième. Les revenus de chaque église étaient di-

visés en quatre parts : la première pour l'évêque, la seconde pour son clergé, la troisième pour les pauvres et la quatrième pour les édifices consacrés au culte. Les biens ecclésiastiques étaient exempts d'impots. La dime, ou dixième de tous les produits de la terre, n'était d'abord qu'un don volontaire des tidèles. Charlemagne en fit un impôt obligatoire, et la perception des dimes maintenue jusqu'en 1789 accrut considérablement les revenus

de l'Église.

Tribunaux ecclésiastiques. — Les tribunaux ecclésiastiques remontaient à Constantin qui avait permis à chaque évêque de juger ses clercs. Ne pouvant toujours présider son tribunal, l'évêque se fit remplacer par un juge, que l'on nomma official. Ce juge devait être prêtre et docteur ou au moins licencié en théologie et en droit canon (voy. DROIT CANON). Le promoteur remplissait près de ce tribunal les fonctions de ministère public et devait aussi être clerc. Les avocats y prenaient le nom de procureurs postulants, et les grefflers celui de notaires apostoliques. Le tribunal ecclésiastique portait souvent le nom d'officialité. Sa compétence devait primitivement se restreindre aux clercs; mais peu à peu elle s'étendit. Les tribunaux ecclésiastiques s'emparèrent de tous les procès qui ne dépendaient qu'indirectement du clergé, par exemple des procès des croisés, des usuriers, et de toutes les affaires concernant les testaments et mariages. Ils s'efiorcèrent, de faire prévaloir la doctrine que toutes les personnes misérables, veuves, orphelins, pauvres, appartenaient à la juridiction écclésiastique. Enfin ils soutinrent que l'Église devant décider de tous les cas de conscience, était juge en définitive de tous les procès. Si cette opinion l'eût emporté, les tribunaux ecclésiastiques se seraient emparés entièrement de l'administration de la justice. Les ecclésiastiques : exécutaient pas eux-mêmes leurs sentences; ins avaient recours au bras séculier pour faire appliquer les punitions qu'ils avaient prononcées. Les empiétements des tribunaux ecclésiastiques provoquèrent, au xiii siècle, les plaintes des seigneurs. La royauté en profita pour restreindre la puissance des officialités; elle eut pour auxiliaires les jurisconsultes qui jouèrent un grand rôle aux xiiie, xive, xve et xvie siècles et qui contribuèrent à fixer par des praymatiques et des concordats les limites des deux puissances.

Il faut ajouter à ces avantages temporels du clergé d'autres privilèges qu'on appelait franchises, exemptions on immuni-

tés. « Ces exemptions étaient de deux sortes, dit Fleury, les unes regardaient principalement les personnes et tendaient à leur conserver le repos nécessaire pour vaquer à leurs fonctions; les autres regardaient la conservation de leurs biens. Les exemptions personnelles les dispensaient de la juridiction, des charges municipales, de tutelle et de curatelle, de contrainte par corps, du service militaire, du logement des troupes, etc. Les biens des ecclésiastiques étaient exempts de la taille comme les biens nobles, des droits d'aides, de vingtième et de huitième pour la vente des vins de leur cru en gros ou en détail. »

§ III. Rélations des deux puissances temporelle et spirituelle. — La distinction des deux puissances remonte aux premiers temps de l'Eglise; mais il s'en fallut de beaucoup qu'on parvint immédiatement à régler leurs relations avec précision et équité. Pendant les époques mérovingienne et carlovingienne on voit perpétuellement les deux domaines confondus; le clergé intervient dans les af-faires temporelles en siégeant dans les champs de Mars; à leur tour les chefs francs déposent des évêques, les exilent, et dépouillent les églises de leurs biens pour en investir des guerriers. Charlemagne chercha à mettre quelque ordre dans ce chaos. Voici une des questions posées par les capitulaires aux missi dominici: « Que veut dire l'Apôtre par ces paroles : qu'aucun homme engagé au service de Dieu ne se mêle des affaires temporelles? » Charlemagne recommandait aux envoyés royaux d'examiner jusqu'à quel point les évêques et les abbés devaient intervenir dans les affaires séculières, et les comtes et autres laiques dans les affaires ecclésiastiques. Mais, après Charlemagne, qui n'avait pu que poser la question, tout retomba dans la confusion. Les évêques dominèrent la royauté et furent les souverains de la France pendant une partie du 1xº siècle. Au xº siècle, on les vit à leur tour opprimes par les seigneurs féodaux. Ce fut à cette époque que les abbés-comtes (voy. ABBÉ) s'emparèrent de l'administration du temporel des abbayes. D'autres seigneurs envahirent les biens des églises, sous prétexte de les protéger. Tous avoués, vidames, baillis, se présentaient comme les défenseurs des églises, et des monastères, qu'ils tyrannisaient, dont ils pillaient les biens et souvent même profunaient le sanctuaire. l.es conciles du xe siècle se plaignent de ce que les lieux, qui doivent être consacrés au service de Dieu, ne retentissent plus que

des cris des chiens et du hennissement des chevaux. Cette invasion de la séodalité dans l'Eglise fut une des causes des malheurs du xe siècle. L'Église parvint à s'affranchir aux xie et xiie siècles; mais elle voulut à son tour dominer la puissance temporelle, et de là naquit la célèbre querelle des investitures ou du sacerdoce et de l'empire. La France, sans y rester étrangère, conserva cependant au milieu de ces luttes un esprit de modération, qu'expriment surtout Yves de Chartres et Hugues de Fleury. Ce dernier, dans un traité sur le pouvoir royal et la dignité sacerdotale, indique la solution qui a été consacrée par les concordats : « Le roi peut, à mon avis, accorder à un clerc l'honneur épiscopal; mais c'est le supérieur ecclésiastique qui doit lui conférer l'autorité spirituelle et le soin des àmes. » Il fallut plusieurs siècles de luttes avant qu'on en vint à cette transaction; mais, dès l'origine, les rois de France résistèrent à l'abus des excommunications et firent respecter leur puissance temporelle par le clergé.

Philippe Auguste exigea que les évêques s'acquittussent envers la royauté des obligations auxquelles les astreignait le service séodal ou qu'ils les rachetassent par le payement d'une somme d'argent. Sous saint Louis, en 1246, les principaux barons, blesses surtout des empiétements de la juridiction ecclésiastique, irent entendre les plaintes les plus vives. Leur protestation est curieuse quoique pleine d'erreurs historiques. « Attendu, disaient-ils, que les clercs, oubliant que c'est par la guerre et le sang repandu sous Charlemagne, que le royaume de France a été converti à la foi catholique, s'emparent de la juridiction qui apparment aux princes séculiers, nous, grands du royaume, désendons à toute personne laique ou ecclésiastique de traduire qui que ce soit devant les juges d'église, sinon pour hérésie, mariage ou usure, sous peine, pour l'infracteur, de la perte de ses biens et de la mutilation d'un membre. » Ces attaques violentes et ces menaces n'auraient sait qu'exciter la guerre entre les différents ordres. Saint Louis illervint, et sa pragmatique sanction, promulguée en 1268, sut une heureuse transaction. Elle répondit en partie aux réclamations des nobles contre le clergé ct aux réclamations du clergé lui-même contre les exigences de la cour de Rome. Cette pragmatique ordonnait que les pre-

lats, patrons (voy. ce mot) et collateurs

de bénéfices jouissent pleinement de leurs droits; que les églises cathédrales

ct autres eussent la liberté entière de

faire les élections ecclésiastiques ; que le crime de simonie fût banni du royaume: que les promotions, collations de prélatures et d'autres bénéfices fussent faites suivant le droit commun, les décrets des conciles et les décisions des Pères. Elle prohibait les exactions de la cour de Rome qui avaient appauvri la France, à moins que l'urgente nécessité de porter de l'argent à Rome ne sût reconnue par le

roi et par l'Église gallicane.

En inème temps que la royauté restreignait la puissance temporelle des ecclésiastiques, elle s'emparait de la plupart des droits que les seigneurs avaient jadis exerces sur les églises. Ainsi le droit de sauvegarde ou patronage passa des grands vassaux aux rois. Les baillis et les prévôts jouèrent à l'égard des évêques et des abbés le même rôle que les avoués et vidames aux époques antérieures. Le droit de regale, qui autorisait primitivement les seigneurs suzerains à jouir de tous les revenus d'un évêché pendant la vacance du siége et à nommer à tous les bénéfices qui en dépendaient, appartint exclusivement aux rois. Il en sut de même du droit de mainmorte que payaient les corporations ecclésiastiques pour les fiels qu'elles acquéraient. La royaute intervint de plus en plus dans l'administration des bénéfices ecclésiastiques et finit par se réserver le jugement de tous les procès qui y avaient rapport. Les légistes, si puissants sous le règne de Philippe le Bel, restreignirent encore le pouvoir temporel du clergé et principalement sa juridiction. Le séjour des papes à Avignon mit le saintsiège dans la dépendance du roi de France et fut l'occasion d'une transaction entre les deux puissances. Le roi s'empara presque exclusivement de la collation des bénéfices et leva des dimes sur les ecclésiastiques en abandonnant au pape les annates et les graces expectatives (voy. ces mots). La pragmatique sanction de Bourges, promulguée par Charles VII en 1438, supprima cet abus et proclama les libertés de l'Église gallicane (voy. ce mot). ll fut décidé, entre autres choses, que l'on pouvait toujours en appeler du pape à un concile général et qu'a l'avenir les élections ecclesiastiques seraient libres et se seraient consormément aux institutions canoniques. Supprimée sous Louis XI, qui avait probablement espéré obtenir du pape la nomination aux bénéfices, la pragmatique de Bourges sut bientôt rétablie et continua d'être la règle de l'Eglise gallicane jusqu'au concordat de François Ier (1516). Le roi obtint par le concordat le droit de nommer aux bénéfices ecclésiastiques. Le pape conférait seul les pouvoirs spiriil n'usa que rarement de ce droit. Ce fut en vain que le parlement de Paris s'éleva contre le concurdat et demanda le maintien de la pragmatique de Bourges Cette résistance fut vaincue par François les avec d'autant plus de facilité que le concordat secondait la tendance générale de la France vers l'unité monarchique. La noblesse et les communes l'avaient déjà sabie; le clergé, tout en gardant son caractère spécial, devait aussi, comme ordre de l'Eat, se sonmettre à la puis-

sance royale.

Vers le même temps, le clergé futcontraint, maluré ses immunités, à payer des subsides à peu près periodiques, que l'on déguisa sous le nom de dons gratuits (voy. Décimes). — L'ordonnance de Villers-Conterets (1539) déclars que tous les procès des laiques, pour actions réclies on personnelles, seraient jugés par les tribunuux laïques: ainsi les tribunaux ecclésiastiques ne pouvaient prononcer que sur les matières spirituelles. ou sur les actions personnelles dirigées contre les clercs. Les états géneraux d'Orleans (1560-1561), et de Blois (1576-1577), s'occupèrent du clergé, et les ordonnances preparées dans ces assemblées. renferment un grand nombre de dispositions pour la réforme de l'ordre eccle siastique. L'ordonnance d'orléans (1561) indiquait de quelle manière devaient se faire les visites diocesaines, et dans quel cas on devrait adjoindre un coadjuteur aux évêques trop agés ou infirmes. Elle enjoignit aux évêques d'avoir dans leur églisa cathédrale un théologal chargé de l'enseignement religieux. L'ordonnance de Blois (1579) s'clevait contre la simonie, et chargeait les baillis de la réprimer, de concert avec les évêques et a chevêques. Les états généraux de 1614 réclamèrent contre le cumul des bénéfices ecclésiastiques, et, sur leurs instances, il fut décidé qu'on ne pourrait cumuler plus desix cents livres de revenu sur ces benéfices. L'institution des séminaires, décidée par le concile de Trente, fut prescrite en France par l'ordonnance de Blois (1579). Un édit de la même année e joignit aux évêques, de réunir des conciles provinciaux tous les trois ans. Les parlements intervinrent, par une surveillance incessante, dans tous les détails de l'organisation des monastères; ils en ordonnaient la réforme, de concert avec les évêques, et la faigaient exécuter par leurs commissaires. Les quètes, prédications, processions, confréries, pelerinages, établissement de nouveaux monastères, acquisitions d'immeubles par le clergé, legs au clergé, etc.,

tuels et pouvait même les refuser; mais en un mot, tout ce qui touche à la dissip'ine extérieure de l'Eglise, était l'objet de la sollicaudo et do l'intervention vigilante des magistrats Louis XIV était persuadé que les biens du clergé dépendulentde la royauté comme ceux des laugues. Il disait à son fils (Mém. de Louis XIV, I, 121-122): « Vous devez être persuade que les rois ont naturellement la disposition pleine et libre de cous les biens qui sont possedes, aussi bien par les gens d'Eglise que par les séculiers, pour en user en tout temps comme de saues economes. c'est-a-dire suivant le besoin général de leur État. En second lieu, il est ban que vous appreniez que ces noms mystérieur de franchises et de liberies de l'Église. dont on prétendra peut être vous éblouir. regardent egalement tous les tidèles, seit laïques, soit tonsurés, qui sont tous également fils de cette commune mère, mais qui n'exempte ni les uns ni les autres de la sujetion des souvernins, auxquels l'Bvangile mème leur enjoint précisément d'être soumis. » Penetré de ces maximes. Louis XIV s'occupa plus d'une fois de la ... discipline ecclesiastique: il interdit la fondation de monastères sans l'autorisation préalable du gouvernement; prescrivit le rétablissement des anciennes règles dans les couvents, et la résidence des curés dans leurs paroisses. Enfin la célèbre declaration du 19 mars 1682 fixa les limites des deux puissances L'assemblée du clergé, dirigée par Bossuet, proclamait « que les rois et souverains ne sont soumis a aucune puissance ec-lésiastique par l'ordre de Dieu, dans les choses temporelles; qu'ils ne peuventêtre déposés directement ni indirectement par l'autorité des chess de l'Eglise. que leurs sujers ne peuve**nt** ètre di**spensé** de la soumission et obéssance qu'ils leur doivent, ou absous du serment de fidélité: qu'il faut regler l'usage devia puissance upostol·que, en suivant les canens faits par l'Église de Dieu et consacrés par le respect général, que les règles, les mœurs, et les institutions reçues dans le royaumeet dans l'Église gallicane, doivent avoir force et vertu »

L'Assemblée constituante, qui supprime tontes les distinctions d'ordres, enleva atclergé sa juridiction temporelle, ses-inmunités, et ses bénefices voy. Benéfices ECCLESIASTIQUES). Enfin, le concordat de 1801, et la loi du 18 germinal an x, unt réglé, dan l'organisation moderne de la france, les rapports du temporel et du spirituel. Une nouvelle circonscription des évêchés et archevechés (voy. Dioceses) a été adoptée. Le ches de l'État nomme aux archevéchés et évêchés; le sourcemin postife coeffee l'institution canonique ci-les poevoirs spirituels. Un traitement est assuré par l'Etat aux ministres du culte. Les anciennes libertés de l'Église gallicane ont ete reconauce et confirmies par les articles qui maintie confirmies per les articles qui maintien-nentitupel comme d'abus, et interdisent la premalgation d'aucune bulle, bref, mandat ou autres expéditions de la cour de Home, sans l'autorisation du gouvernement. C'astionaire aujourd'hui le concordate de 1801 qui régit en France les relations du temperal et du spirituel. -Voy. sur le cierce considéré comme ordre religieum et politique, Fleury, Institution audroit esciemastique : et Thomassin, Ancienne et nouveile discipline de l'Eglise.

CLERGE REGULIER. — On appelle clergé régulier celui qui est soumis a une règle spéciale et qui vit en communauté. Nous avone indiqué le développement chronologique des ordres monestiques au met ARRATE. Voici la liste alphabétique des principant convents d'hommes et de fem-mes établis en France :

Anglaisse (Filles). Bénédictines anglaines; cites avanent à l'aris un couvent qui datait de 11620. - Anglaisse Dames 1. Ces retigiennes, connues aussi sous le noursie Filles de la Conception, vintent s'établin à Paris en 1633; elies suivaient la règie de Saint-Augustin. — Annenciades. Il y avait plusieurs ordres religieus de ce nom ; l'an fut institué à Boarges par Jesnue de France, femme de Louis XII. Un autre, appelé les Annonciades célestes, ou filles bleuss et Célestines, fut établi en 1600, par une pieuse veuve de Gènes. Les Annonniades célestes s'établirent à Paris en 1624. — Antonins. Ces religioux étaient deschospitalieus qui avaient éte institués pour seigner ceux qui éteient atteints de la maludie appelee le seu Soint-Antoine on mal des ardents (voy ARDENTS). Charles: V leur avait accordé de grands priviléges: — Augustines. On donnait ce nommun religieuses hospitalières de la charité de Noire Dame, qui suivaient la règle de Saint-Angustin. Elles avaient été établies à Paris par la mère Françoise de la Croix, et l'archevêque de Gondi. Le pape Urbain VIII approuva leurs constitutions en 1633. Elles font encore aujourd'imi le service de l'Hôtel-Dieu de l'aris. - Augustins. Les religieux de l'orgre de Saint-Augustin ne doivent pas être confondes avec les Chanoines réguliers de Saint-Augustin (voy. Chanoines Regu-Liers). L'ordre monastique ne date que de 1255, époque où le pape Alexandre IV réunit en une seule congrégation des ermites de nome différents et de diverses in-

stitutions, et leur donns le nom d'Erméteade Saint-Augustin. Il les divisa en quatre provinces: France, Allemagne, Espagne et Italie. les moines de cette congrégation. s'appetèrent grands Augustins, en oppo-sition avec les Guillemies de Bourges, nommés les peti s Augustins. Les granda. Augustins étaient un des quatre ordres mendiants. Dès 1259, ils étaient établis à Paris, où une rue garde encore leur nom. En 1588, le pape Sixte V soumit cet ordre à une réforme. On appela la nouvelle congrégation les Augustins déchaussés, on perits Pères de la mort. Ils vinrent s'établir en France sous le rèune de Henri IV, en 1596. Marguerite de Valois, première femme de ce prince, les appela, en 1608, du Dauphiné à Paris. Mais ils ne s'établirent définitivement dans cette ville qu'en 1619. Ils achetèrent un terrain inhabité, et y construisirent le couvent dit des Petits-Pères Louis XIII posa, en 1629, la première pierre de leur église, à laquelle il donna le nom de Notre-Dame des Victoires, qu'elle porte encare auourd'hui. Le couvent des Pet ts-Pères, et les autres couvents de l'ordre des Augustins, ont été supprimés en 1790. — Ave-Maria (Filles de l'). Les filles on Religienses de l'Ane-Maria appartensient su tiers ordre de Saint François (voy. Franciscuius). Louis XI ieur donna, en 1480, la maixon que saint I ouis avait fondée en faveur des Béguines, il voulut qu'elles prissent le nom de religieuses de l'Ave-Maria, parce qu'il avait etabli peu auparavant l'usage de repéter trois fois par jour l'An--Maria (voy. Angelus)

Burnabites. Cet ordre fondé à Milan, en 1530, et approuvé par le pape en 1553, fut appelé en France en 1606. Les Bar≠ nabites y établirent plusieurs monastères, et eurent un provincial jusqu'à la révolution. Ils se nomnisient envore cleres réguliers de la congrégation de Saint-Paul. La prédication, l'instruction de la jeune-se, la direction des séminaires, étaient l'occupation ordinaire de ces religieux. Ils avaient, à Montargis, un collége célèbre fondé par les dues d'Orléans. l'eur général résiduit à Rome. — Bénédictines. Religiouses de l'ordre de Saint-Benoît. Elles s'étab irent en France vers'le milieu du vie siècle; leur premier menstère fut fondé, en 544, par sainte l'adegonde, 'emme de Childebert ler; ce fut l'abhave de Sainte-Croix de Soissons. Elles avaient, en France, cent seize abbayes avant la révolution. Les Bénédictines de l'adoration perpetuelle suivaient aussi la règle de Saint Benoît. L'une d'elles était toujours prosternée devant l'autel, la corde au cou, et saisant amende hono-

rable à Dieu pour les outrages envers le saint sacrement. — Bénédictins. L'ordre des Bénédictins est le plus ancien des ordres monastiques de l'Occident. Il fut institué au vi siècle par saint Benoît de Nursia, dont le disciple saint Maur vint en France sonder le monastère de Glanfeuil en Anjou ou Saint-Maur-sur-Loire. La plupart des monustères de France adoptèrent la règle de Saint-Benoît. Les abbayes de Saint-Germain des Prés, de Saint-Denis, Saint-Martin de Tours, Saint-Wandrille, Jumiéges, Marmoutier et un grand nombre d'autres contribuèrent à défricher les terres et à sauver les débris de la civilisation. L'ordre des Bénédictins fut plusieurs sois résormé. En 817, un synode tenu par saint Benoît d'Aniane rétablit la règle dans son ancienne séverité. Au xº siècle, Eudes, abbé de Cluni; au xie, saint Bruno, chanoine de Reims, et Robert abbé de Citeaux; au xiie, saint Bernard, abbé de Clairvaux; au xiiie siècle. Jean Galbert ou Gualbert, fondateur de la congrégation italienne de Vallompreuse; au xvi siècle, Jean de La Barrière, abbé de Feuillants; enfin au xvii. la congrégation de Saint-Maur et la réforme de la Trappe tentèrent de ramener l'ordre des Bénédictins à la pureté primitive. La réforme de la congrégation de Saint-Maur sut une des plus célèbres; elle donna naissance à cette grande école d'é-rudits, où figurent Mabilion, Montfaucon, Sainte-Marthe, d'Achery, Félibien, Lobineau, Plancher, Clément, Clémencet, Martène. Rivet, Ruinart, Tassin, Toustain, Vaissette, Bouquet, Brial et tant d'autres bénédictins aussi modestes que savants. La France leur doit, entre autres collections, le recueil des anciens historiens de France, le Gallia christiana, la France littéraire, l'Art de vérifier les dates, etc. L'ordre des Bénédictins supprimé par la constituante en 1790 a été rétabli en 1833 par dom Prosper Guéranger à Solesme (département de la Sarthe). Les nouveaux Bénédictins ont entrepris, comme leurs devanciers, de grands travaux d'érudition, tels que la continuation du Gallia christiana, les recherches sur les Origines de l'Eglise romaine, la publication de l'Histoire des Papes par Anastase le Bibliothécaire, le Spicilegium solesmense, etc. — Bernardines. Religieuses bénédictines qui suivaient la réforme de Citeaux et portaient la robe blanche, comme les moines de cet ordre. Leur origine remontait au xiie siècle. Il y avait encore en France une congrégation de Bernardines réformées. Elle fut sondée par la mère Louise-Blanche-Thérèse de Ballon, parente de

saint François de Sales qui la dirigea dans cette réforme. Les Bernardines réformées s'établirent à Grenoble en 1624. Les religieuses du Précieux sang à Paris adoptèrent aussi en 1659 la règle de Saint-Bernard. — Bernardins. On désignait sous ce nom les Bénédictins de Citeaux réformés par Robert, qui fut successivement abbé de Molesme et de Cîteaux. On les appelait quelquefois Cisterciens ou moines de Citeaux; mais, comme saint Bernard avcit beaucoup contribué à la propagation de l'ordre de Citeaux. on leur donna le plus souvent le nom de Bernardins. Les chefs d'ordre des Bernardins étaient les abbayes de C1teaux, de Clairvaux, de Pontigny, de la Ferté et de Morimont. — Blancs-Manteaux. L'ordre des Servites ou Serviteurs de la Vierge, qu'on appela aussi Blancs-Manteaux à cause de leur costume, date du xiiie siècle; il fut sondé à Marseille en 1252, et confirmé, en 1257, par le pape Alexandre IV. Le concile de Lyon, sous Grégoire X, le supprima, et, en 1298, Philippe le Bel donna leur couvent aux Guillemiles (voy. Guillemiles dans cette liste des ordres religieux). Ceux-ci y restèrent jusqu'en 1618; à cette époque ils firent place à des Bénédictins qui conservèrent le nom de Blancs-Manteaux en mémoire des premiers possesseurs du monastère. - Bons-Hommes. On donnait ce nom à plusieurs ordres religieux, entre autres aux Minimes et aux religieux de Grandmont.

Calvaire (Congrégation de Notre-Dame du). Ces religieuses, qui suivaient la règle de Saint-Benoît, avaient été établies primitivement à Poitiers par Antoinette d'Orléans de la maison de Longueville. En 1617, le pape Paul V confirma cette fondation; en 1621, les religieuses ou filles du Calvaire s'établirent à Paris, d'abord près du Luxembourg et ensuite au Marais où était le principal couvent de leur ordre. - Camaldules. Les Camaldules tiraient leur nom de Camaldoli, solitude située au milieu des Apennins. Leur ordre sui fondé en 1012 par saint Romuald. Ces moines, qui suivaient la règle de Saint-Benoît, vinrent en 1626 s'établir en France, où ils fondèrent six maisons. La plus ancienne était celle du Val-Jesus en Forez et la plus considérable celle de Grosbois à peu de distance de Paris. Les Camaldules portaient une robe blanche, la barbe longue et avaient des sandales pour chaussure. Capucines et Capucins. L'ordre des Capucins fut fondé, en 1525, sous le pon-tificat de Clément VII par l'Italien Matteo Baschi frère mineur. Les moines de cet

CLE

ordre prirent le nom de capucins à cause du capuce ou capuchon, long et pointu qui les distinguait. Leur robe en grosse étoffe marron clair était serrée à la ceinture par une corde. Leurs jambes et leurs pieds nus n'étaient protégés que par des sandales. La pauvreté était le vœu qui leur était le plus strictement imposé. Les Capucins s'établirent en France en 1574 et y fondèrent un grand nombre de couvents. Ils en possedaient plus de quatre cents à l'époque de la révolution, qui supprima leurs maisons. Depuis quelques années des couvents de Capucins ont été rétablis dans quelques parties de la France. Les Capucines, appelées primitivement Filles de la passion, passèrent, en 1538, sous la direction des Capucins; elles suivaient la règle austère de Sainte-Claire. Leur costume ressemblait heaucoup à celui des Capucins. Introduites en France en 1608, elles s'établirent à Paris et à Marseille. Le couvent de Paris a donné son nom au boulevard des Capucines. Carmélites et Carmes. Les Carmes et les Carmélites tiraient leur nom du mont Carmel. Quelques-uns de ces religieux vinrent d'Orient en France à la suite de saint Louis. On les appelait primitivement Frères barrés, parce qu'ils portaient des babits barrés de blanc et de noir. Voici à quelle occasion ils prirent ce costume: lorsque les Sarrasins se furent rendus maîtres de la terre sainte, ils désendirent aux Carmes de porter des habits et des capuchons blancs, parce que le blanc était furent établis en Occident, ils adoptèrent, vers la fin du xiiie siècle, une robe noire avec un scapulaire et un capuce de même couleur surmontés d'une chape et d'un camail de couleur blanche. L'ordre des Carmes était d'abord très-sévère; ils étaient astreints à un silence perpétuel, au travail des mains, à l'abstinence de toute viande et au jeune depuis l'exaltation de la Sainte-Croix jusqu'à Pàques. Mais dans la suite cet ordre se relacha ainsi que celui des religieuses, appelées Carmélites, qui étaient soumises à la même règle. Sainte Thérèse réforma les Carmélites à Avila, en Castille, en 1568, et, par ses conseils, Jean de la Croix et Antoine de Jésus firent la même réforme parmi les Carmes. Les carmélites de France adoptèrent la réforme de Sainte-Thérèse. et se distinguèrent, au xym siècle, par leur austérité et par la célébrité de plusieurs des femmes qui vinrent y chercher un asile. Les Carmes qui adoptèrent la résorme de Jean de la Croix, prirent le Religieux de l'ordre de Citeaux.—Citeaux

nom de Carmes déchaussés ou déchaux. parce qu'ils marchaient pieds nus. Les Carmes déchaussés s'établirent en France. en 1605, deux ans après les religieuses carmélites. Ceux qui s'en tenaient à la règle ancienne étaient appelés Carmes mitigis.— Catholiques (Nouveaux). Cette communauté, composée de catholiques nouvellement convertis, s'établit sous le règne de Louis XIV dans le faubourg Saint-Victor. Il y avait aussi des couvents de femmes appelées les Nouvelles catho-liques. — Celestins. Religieux qui suivaient la règle de Saint-Benoît et tiraient leur nom du pape Célestin V leur fondateur. Cet ordre s'établit en France en 1300, et y fonda un grand nombre de monastères. On en comptait vingt-trois en 1417. La maison de Paris était chef d'ordre. Les Célestins étaient gouvernés par un provincial qui avait, en France, le pouvoir de général. Ils furent sécularisés en 1776 et en 1778 par les papes Clé-ment XIV et Pie VI; ils entrerent alors dans le clergé séculier et leurs monastères furent supprimés — Chanoines réguliers. Voy. CHANOINES. — Charité (Religieuses hospitalières de la charité Notre-Dame). Voy. Augustines.—Charité (Frères de la). Voy. Frères de la Charité. — Charité de la sainte Vierge. Les religieux de la Charité de la sainte Vierge avaient été institues à la fin du xiiie siècle et leur ordre avait été approuvé par le pape Boniface VIII; ils avaient à Paris la maison appelée Monastère des Biliettes, bâtie sur la Charité ou Sœurs grises.—Charireux. Cet ordre fut fondé, en 1084, par saint Bruno de Cologne. Bruno s'établit avec ses disciples près de Grenoble dans un site sauvage et pittoresque qu'on appelle encore aujourd'hui la grande Chartreuse. Un de ses successeurs donna à ces religieux une règle qui fut approuvée, en 1170, par le pape Alexandre III. Elle était très-sévère, leur imposait un silence perpétuel et l'abstinence absolue de viande. mème lorsqu'ils étaient malades. La règle des Chartreux n'eut jamais besoin d'être réformée. Les Chartreux vinrent s'établir à Paris en 1237 où saint Louis leur donna un ancien château du roi Robert appelé Vauvert (aujourd'hui partie du jardin du Luxembourg). Ils eurent dans la suite, en France, soixante cinq maisons. Leur général résidait à la grande Chartreuse. Dispersés par la révolution ces religieux se sont réunis de nouveau à la grande Chartreuse depuis 1816. — Cistérciens.

(Ordre de). L'abbaye de Citeaux, près de les Jésuites et les Théatins, diffèrent des Dijon, fut fondée en 10-8, par Robert, abbé de Molesme. Vingt et un moines du monastère de Molesme trouvant que la règle de Saint-Benoît n'était pus strictement observée dans ce couvent, le quittèrent, en 1075, et allèrent s'établir ailleurs avec l'abbé Robert. Il obtint, en 1998, le lieu nommé.Citeaux, de Rainard, vicomte de Beaune, et il y etablit la règle de Saint-Bonult dans toute se révérité, imposant le travail des main : le silonce et la solitude. et renonçant à toute espèce de dispenses eude priviléges. Il priul'habit blanc, et le nom de moines blancs fut principalement donné aux Cisterciens comme celui de moines noirs aux Bénédicuns de l'ordre de Ciuni. Les Custermens avaiont adopté la robe blanche par une dévotion spéciale envers la minie Vierge à luquelle ils consacraient leur monastère. Les cinq prin- dépendantes l'une de l'autre ; Chun-donna cipaux monastères de l'ordre, Citeaux, le premier exemple d'une discipline presla Ferté, Pentigni (diocèse d'Auxerre), «que monarchique qui soumettait à un seu Clairvaux et Morimont (diocèse de Lan-.gres) s'unirent en 1119 par une constitution, appelée Charte de Charité, qui établisquitentre eux une espèce d'aristocratie, tandis que, dans la congrégation de Cluni, il n'y avait qu'une abbaye chef d'ordre. On convint que les abbés feraient réciproquement des visites les uns chez les au- dictins réformés, pour les distinguer de tres, et que l'on tiendrait tous les ans des chapitres generaux, où tous les abhes et qu'on désignait sous le mom d'anciens. servient obligés d'assister, et dont les règlements serment chservés par l'ordre entier. Cependant l'abbé de Cheaux resta supérieur général de tous les monastères cistercions, et même des ordres militaires de Calatrava, d'Alcantara et de Monteza en Espagne, d'Avis et du Christ en Portugal. Il pouvait officier pontiticulement dateur fut le bienheureux César de Bus, et bénir les abbés et abbesses de son gentilmme, ne à Cavaillan, dans le ordre. Aux états de Bourgogne, il tenait seemtat Venaissin, de 3 février 4644. Il le premier rang après les évêques. L'ordre : obtint , en 1593 , da permission d'établir de Citeaux s'accrut merveilleusement en ass congrégation dans la province d'Avipeu de temps. Cinquante-sept ans après gaon, et elle fut confirmée par une bulle .68 fondation, il comptait cing cents mai- en 1597. En 4614, le père Antoine Visons. La plus célèbre fut celle de Clair- gier, successeur de Césur de Bus, fit vanx fondée, en 1115, par saint Bernard. singer la congrégation en ordre reli-Elle devint si célèbre que souvent l'on gieux; mais, en 1617, le spape Inno-donnait le nom de Bernardins à tous les cent X resabilit cette congrégation dans donnait le nom de Bernardins à 10us les .Cisterciens. L'ordre de Citeaux a été ré- son premier état. Les Doctrinaires avaient .formé au xvi siècle par Jean de La Bar- en France trois provinces :: selles d'Avirière, abbé de Notre-Dame des Feuillants près de Toulouse. Ces Cisterciens réformés furent désignés sous le nom de Feuil-doctrine chrétienne de Napies à celle de lants ou Bernardins réformés. Enfin, en France. Le hut descette congrégation était 1664, Rancé, abbé de la Trappe, fit une de catéchiser de peuple et de lui enseidernière réforme qui a donné naissance à gner la religion chrétienne : elle avait, en l'ordre des Trappistes. — Clarisses, Re- France, un grand nombre de cultiges, et ligieuses suivant la règle de Sainte-Claire. eutre autres sept maisons et dix collèges voy. plus has Franciscoins. — Clercs ré-dans la province d'Avignon, treis collèges

autres religieux en ce qu'ils ne chaptent point l'office, étant d'ailleurs assez occupés et ayant eu plus d'attraits pour l'oraison mentale. Ils ne pratiquent à l'extérieur aucune anstérité corporelle , et ent gardé l'habit ordinaire des prêtres séculiers. de leur temps. » (Fleury, Institution au droit ecclésiastique.) — Oluni (Congrégation de). La maison de Clumi (Saôneet-Loire) avait été fondes, en 910, par Bernon et suivait la règle de Saint-Benoft. Elle fut réformee à le fin du xesiècle, par Saint-Endes ou Odon, qui appliqua:principalement sea moines als prière illiteur . At prendre la robe noire. Un grand nombre de maisons se soumirent à la réforme de Cinni et se placèrent sous l'autorité de l'abbé gra relevatimmédiatement du pape. Jusqualors les abbayes avaient véeu inchefiun grand nombre de menastères. Le congrégation de Cluni fut reformée, ex 1621, par D. Jacques de Veni-d'Arbonnes. salors grand, prieur et depuis abbé régulier de Gluni. On comptait en France pius de trente. maisons qui avaient adopté cette réforme. Un appelait ces religieux Bénéceux qui avaient conservé l'ancienne règle - Cardeliers. Les Cardeliers s'appoluient encore Frères mineurs et Franciscoins. Voy. Franciscains.

Dactrinaires ou Pènes de la doctrine christienne. Les Doctrinaines étaient une congrégation de ciercs séculiers, dont le général était toujours: français. Lour fongnon, de Paris et de Toulouse. Le pape Bonnit XIII réunit la congrégation de la guliers. « Les clercs réguliers, comme et:quatre maisons dans celle de france

cains, pour lequel il obtint, en 1218, l'ap-nautorisée par lettres patentes de 1857. mier couvent des Deminicains, à Paris, Ce convent fondé en 1620, se somp était situé rue Saint-Jacques, d'où ils pri- de trois classes de personnés : 1º toufilles rent le nome de Janobins : on les appetait qu'on y enfermait pour les punir de leurs aussi frères précheurs, parce que le but désordres; 2º celles qui se repentaient et principal de deur ordre était la prédica- formaient la congrégation ; 3º les rei ition. Cet ordre produisit, au XIII siècle, : ses augustines qui avaient la direction du plusieurs docteurs iliuswes, et, untre au-modestère. - Filten protestes ou requ tres, saint Thomas d'Aquin, que l'en ap- diss. Cotte communanté fut instiluée en 1492 pelait l'ange de l'école. L'erdre des Dominieging sur réformé en 1611. Les Jacobias : fondèrent akrs une nouvelle maison dans ·la rue Saint-Honoré. Elle est devenue célèbre par le club qui y tint ses séances spendant la révolution. Il y avait aussi des religiences de l'ordre de Saint-Deminique.

Budistes. Congrégation de prêtres séculiers fondée, en 1643, par Rudes de Mézeray, frère de l'historien. Les Eudistes aveient pour principale mission la prédiestion et l'enseignement. Cette congréga-· son se répandit surtout en · Normandie et

en Bretaune.

Fruillakis Les Feuillants étaient une songrégation de l'ordre de Citeaux ré-Armée par Jean de La Barrière en 1678. Is prirent le nom de Feuillants du mosastère de ce nom situé près de Tououse. Ils s'établirent à Paris en 1587. Leur couvent était situé rue Saint-Honoré et a été pendant la révolution de siège d'un club célèbre. Voy. Glub — Feuildantines. Les Fouillantines suivaient la même règle que les Feuillants. Elles n'araienten France que deux couvents; l'un à Toulouse; fondé en 2090, et l'autre à Paris, établi, en 1622, deus une impasse qui communique avec la rue Saint-Jacques et - qui a conserve le nom d'impasse des Feuil-. lantines. — Filles bleues. Congrégation que l'on désignait aussi sous le nom d'Annonniades celestes. Voy. ce mot plus heut. Filtes de la charité. Elles étaient ap--pelées aussi sours de la charité ou sours grees. Voy. cesimpts. - Filles de la conception. Religieuses du tiers ordre de Saint-François; eites eurent un convent à Paris en 1685. — Fieles de la congrégation de Nutre-Dame. Cette congrégation fut reconnue par deux bulles da--tees de 1615 et 1616; elles devaient en**ccigner** gratuitement aux jeunes fil**ie**s à lire et à écrire. Elles avaient fonde, au XVII siècle, un couvent dans la rue Neuve-Saint-Etienne. — Filles de la croix. Cette François, saint Bernardin de Sienne 4 congrégation sétablit à Paris en 1642; blit une observance plus étroite, et seid-

ou de Paris, quatre maisons et treize col - elle avait pour mission principale :Ninléges dans celle de Toulouse: - Domini- struction des jeunes tilles .- - Filleville cains, faint Dominique d'Onnia, qui s'était l'instruction shrétienns. Congrégation signale par son zèle dans la guerre contre établie par Marie de Courney pour limles Albigeois, fonda l'ordre des Demini- struction gratuite des filles pauvres; elléfut probation du pape Honorius III. Le pre- : Filles de la Mudeleme ou Madelonnitées. par Jean Tieseran, cordelier, qui rethradu désorare un grand numbre de tillemet de femmes. Le roi et le pape l'autorisèrent en 1496 et 1497, et elle reçut ses statuts de Jean Simon de Champigny, évêque de Paris. On ne devait y admuttre que des femmes qui voulzient exper leurs décordres, pour vu qu'elles m'enssent passpées de trente ans. Mais dans la quite on recut aux Filles pénitentes des femmes d'une conduite irréprochable. On les appolait aussi Filles de Smint-Magteire, purce que, en 1580, elles avaient eté transférées dans le monastère de ce nom situé sue Saint-Denis. Il y avait encore une maison des Firles pénitentes de Sainte-Valère bàtie en 1766, rue de Grenelle-Saint-Germain. -- Franciscains. L'ordre des Franoiscains sut sondé par saint Pranquis d'Assise et approuvé, en 1223, par une bulle du pape Honorius III. On app**ela**it encore ces religieux Condeliers, de na corde dont ils ceignaient leurs reins ret Frères mineurs, parce qu'ils se regar-daient comme inférieurs à tous les autres ordres. Bans le mêmetemps, szinte Ciafre de la même ville d'Assise fonda l'ordre des Clurisses ou l'unives formes. Abes Franciscains s'établirent en France woas le règne de saint Louis. Ils eurent, dés le principe, un tiers ordre composé de gens mariés, qu'on appelait Frères de la pénitence ou du tiers ordre. Cette congrégation de séculiers devint, dans la suite; un institut religioux, comprenent des couvents d'hommes et de femmes. Une maison de cet ordre s'établit à Pispes, vers l'extrémité du laubourg Saindantoine; de là le nom de Picpus qu'on donna en France à ces religieux. Une des principales règles: imposèes par saint François à ses disciples était la paurreté absolue: mais ils ne tardèrent pas à s'en relacher et obtinrent des dispenses pour acquérir des propriétés. Une réformendevint necessaire. Deux cents ans après sunt

mit aucune dispense. On distingua alors les Frères mineurs en Observantins, qui avaient adopté la réforme, et en Convensuels, qui conservaient leur ancien état. **Vers** la fin du xv• siècle s'accomplit en Espagne une autre réforme qui fut approuvée par le pape Innocent VIII. On appela en espagnol ces Franciscains Recogidos (réformes), ce qu'on a traduit en français par Récollets. On les nomme aussi quelquesois Frères mineurs de l'étroite observance. Enfin au xvi° siècle la réforme de Matteo Baschi, frère mineur observantin, donna naissance aux Capucins. Voy. Capucins. - Frères convers ou Frères lais. Il y avait dans les abbayes des religieux subalternes non engagés dans les ordres, qui saisaient des vœux monastiques et qui étaient en quelque sorte les domestiques des moines du chœur ou pères. On fait remonter l'origine des Frères lais ou laïques à l'an 1040, époque à laquelle saint Jean Gualbert en reçut dans son monastère de Vallombreuse. Fleury prétend que cette institution devint pour les monastères une cause de relachement et de division. « D'un côté, dit-il, les moines du chœur traitaient les Frères lais avec mépris comme des ignorants et des valets, et se regardaient comme des seigneurs. Car c'est ce que signifie le titre de dom qu'ils prirent vers le xiº siècle. De l'autre, les (rères lais nécessaires au temporel que suppose le spirituel (car il faut vivre pour prier), ont voulu se révolter, dominer et régler même le spirituel; ce qui a obligé les religieux à tenir les frères fort bas. » - Frères barrés. Voy. Carmes. — Frères mineurs. Voy. Franciscains. — Frères mineurs de l'étroite observance. Voy. Franciscains. — Frères précheurs. Voy. Dominicains. — Frères-sacs. L'ordre des Frères-sacs ou de la pénitence de Jésus-Christ, était établi en France avant saint Louis. La décadence de leur institut les fit remplacer par les Augustins en 1293. Leur couvent devint celui des Grands-Augustins. — Frères de la charité. Cet ordre sut institué à Grenade par l'Espagnol Jean de Dieu; il fut introduit en France en 1601, et établi à Paris en 1602. Les Frères de la charité s'occupaient principalement du soin des malades, et la plupart restaient laïques. Les frères qui étaient promus aux ordres étaient chargés d'administrer les sacrements aux malades. La maison des Frères de la charité, au faubourg Saint-Germain, est devenue l'Hôpital de la Charité. Frères de la pénitence. Voy. Franciscains. — Frères des écoles chrétiennes. Cette congrégation, qui se consacre à l'instruction de l'enfance, a été instituée,

en 1660, par J. B. de la Salle. Elle choisit, en 1705, pour ches-lieu d'ordre, la maison de Saint-Yon près de Rouen (et non près d'Arpajon, comme on l'a dit par erreur au mot Abbaye); de là est venu le nom de Frères Saint-Yon, qu'on donna quelquesois à ces religieux. Supprimés à la révolution, rétablis en 1802, les Frères de la doctrine chrétienne se consacrent encore aujourd'hui à l'in-

struction de l'enfance. Génovéfains. Chanoines réguliers (voy. ce mot) établis à Sainte-Geneviève. Un décret du 22 mars 1852 a rétabli une communauté de chapelains de Sainte-Geneviève, dont la mission est : 1º de prier Dieu pour la France et pour les morts inhumés dans les caveaux de l'église; 2° de se former à la prédication. Ils sont nommés pour trois ans à la suite d'un concours; à leur tête est un doyen nommé pour cinq ans par l'archevêque de Paris. Grammont ou Grandmont (Ordre de). L'ordre de Grammont ou des Bonshommes sut sondé au commencement du XIII siècle par Étienne, vicomte de Thiers. Grammont ou Grandmont dans la marche Limousine était le ches-lieu de l'ordre. Cet ordre avait un collège à Paris rue du Jardinet et plusieurs couvents dans les provinces. - Guillemites ou Guillemins. Un gentilhomme français nommé Guillaume de Malaval fonda en Italie l'ordre des Guillemites en 1157. Ils s'établirent en France en 1256. Leur premier monastère fut à Montrouge près de Paris, d'où Philippe le Bel les transféra dans cette ville en 1298, et leur donna le couvent des Blancs-Manteaux ou Servites, dont l'ordre avait été récemment supprimé (voy. Blancs-Manteaux). Les Guillemites y restèrent jusqu'en 1618, époque où le prieur introduisit dans ce monastère des bénédictins de la congrégation de Saint-Maur. Les Guillemites se retirèrent alors à Montrouge où le dernier mourut en 1680. -Haudriettes. On appelait ainsi à Paris les Religieuses de l'Assomption. Elles tiraient leur nom d'Étienne Haudri qui avait suivi saint Louis à la terre sainte et était ensuite allé en pèlerinage à Saint-Jacques de Compostelle. Sa semme, Jeanne Dalonne, n'ayant pas reçu depuis longtemps de ses nouvelles, se persuada qu'il était mort, fit vœu de chasteté et se consacra avec quelques autres femmes à des exercices de piété dans une maison qui lui appartenait. Étienne Haudri, à son retour, voulut la faire relever de son vœu; mais il n'obtint la dispense du pape qu'à la condition qu'il abandonnerait la maison où Jeanne Dalonne s'était retirée à douze pauvres femmes avec le revenu nécessaire

pour les entretenir. Haudri se soumit à ces conditions et ces religieuses furent appelées Haudriettes du nom de leur fondateur. En 1622, elles furent transférées dans la rue Saint-Honore, où elles bâtirent un monastère sous le nom de l'Assomption de Notre-Dame, avec une église en rotonde qui existe encore aujourd'hui. Depuis cette époque, on les appela Dames ou Religieuses de l'Assomption. Elles étaient habillées de noir avec de grandes manches et une ceinture de laine; elles portaient un crucifix sur le cœur. — Hospitalières de Saint-Thomas de Villeneuve. Cette congrégation de religieuses hospitalières sut établie en 1661 par le père Ange Proust, Augustin réformé; elles se proposaient pour modèle saint Thomas de Villeneuve, archevêque de Valence en Espagne, qui venait d'être canonisé et qui s'était particulièrement distingué par son ardente charité pour les pauvres. Les Hospitalières de Saint-Thomas de Villeneuve s'établirent d'abord en Bretagne; elles ne vinrent à Paris qu'en 1700. Depuis cette époque, elles ont dans cette ville une maison où résident la directrice générale et la procuratrice générale de leur ordre.

Jacobins. Voy. Dominicains. — Jésuites. Les Jésuites s'établirent en France en 1550 et en furent bannis en 1763. Cet ordre a joué un rôle si important que nous lui avons consacré un article

spécial. Voy. Jésuites.

Lazaristes. Cette congrégation sut sondée par saint Vincent de Paul vers 1632 et destinée à sormer des missionnaires. Le général des Lazaristes était français et résidant à Paris. Ils avaient la direction d'un grand nombre de séminaires et de plusieurs cures. On ensermait aussi dans les maisons de cet ordre les jeunes gens que leurs samilles désiraient soumettre à la discipline d'une maison de correction. Il existe encore aujourd'hui des Lazaristes en France.

Matnurins. L'ordre des Mathurins ou Trinitaires fut etabli au XIIe siècle pour la rédemption des captiss; il eut pour fondateurs, en 1198, saint Jean de Matha et saint Félix de Valois. Les statuts de cet ordre furent approuvés par le pape Honorius III. Le nom de Mathurins leur vint d'une ancienne église dédiée à saint Mathurin qui leur fut cédée par le chapitre de Paris. Le chef-lieu de l'ordre était à Cerfroi qui leur fut donné par Marguerite, comtesse de Bourgogne. Outre les vœux ordinaires, les Mathurins faisaient un vœu particulier de se consacrer au rachat des captifs sur la côte d'Afrique. Avant la révolution ils possédaient environ deux cent cinquante

maisons, tant en France, qu'en Italie, en Espagne et en Portugal. — Minimes. L'ordre des Minimes fut sondé par saint François de Paule, approuvé, en 1473, par le pape Sixte IV, et, en 1507, par Jules II. On leur donnait quelquesois en France le nom de Bonshommes.

nom de Bonshommes.

Misericorde (filles de la). Voy. Miseri-

conde (Filles de N.-D. de la).

Oratoire(Congrégation de l'). La 80ciété ecclésiastique de l'Oraloire sut établie en France, en 1611, par le cardinal de Bérulle, sur le modèle de la congrégation de l'Oratoire que saint Philippe Néri avait fondée à Rome vers 1558. Elle eut bientôt un grand nombre de maisons qui relevaient du supérieur général établi à Paris; on en comptait soixante-quinze en France avant la revolution. Les Oratoriens préchaient, faisaient des mis-sions, enseignaient la jeunesse et dirigenient les séminaires. Cet ordre est resté célèbre par les savants et pieux per-sonnages qu'il a produits. Massillon est un des plus illustres. Les Oratoriens ne faisaient pas de vœux. — Observantins. Voy. Franciscains.

Pauvres semmes. Voy. Franciscains.

— Petites sœurs des pauvres. Ordre de religieuses sondé depuis quelques années pour soigner les vieillards pauvres. — Petits Pères. Voy. Augustins déchaussés. — Picpus. Voy. Franciscains. — Prémontrés. Les Prémontrés étaient des chanoines réguliers (voy. Chanoines), dont l'ordre sui institué en 1120 par saint Norbert, Allemand, qui se retira avec quelques disciples à Prémoutré, en Picardie, dans la sorêt de Coucy à quelques lieues de Laon. Le pape Honorius II approuva en 1126 l'ordre de Prémontré. Ces religieux Portaient la robe blanche.

Récollets. Voy. Franciscains. Sachets. On les appelait encore Frères-Sacs, parce qu'ils étaient vetus de robes sans ceinture qui avaient la forme d'un sac (voy. Frères-Sacs). Il y avait aussi des religieuses nommées Sachettes, qui suivaient la même règle que les Frères de la pénitence et portaient le même costume. Saint-Sacrement (Religieuses du) Les religieuses du Saint-Sacrement ou de l'Adoration perpetuelle sont des Bénédictines qui ajoutent aux trois vœux ordinaires de chasteté, de pauvreté et d'ohéis-sance, celui de l'adoration perpétuelle. Elles furent établies à Paris, en 1652, par la protection de la reine Anne d'Autriche. Des lettres patentes de 1654 confirmèrent cette institution; elle fut approuvee, en 1668, par le cardinal de Vendôme légat du pape et confirmée par le pape innocent XI, en 1676 - Saint-Sul-

pice. La congrégation de Saint-Sulpice lut sondée, en 1641, par Jean-Jacques Ollier, qui devint peu de temps après cure de Saint-Sulpice, sans ces er de diriger la congrégation qu'il avait fondée En 1652, il donna sa démission de la cure pour se consacrer tout entier au séminaire baint-Sulpice : il établit des membres de sa congrégation dans un grand nombre de villes de France et même d'Amérique. L'abbé Le Ragois de Bretonvilliers remplaca l'abbé Ullier comme curé de Saint-Sulpice et directeur de la congrégation; mais, après lui, la cure et le séminaire forent séparés, et c'est soulement en 1851 que la congrégation de Saint-Sulpice a été de nouveau appelée à purlager l'administration de la cure avec le clergé séculier. Avant la révolution la congrégation de Saint-Sulpice a ait cinq séwinaires à Paris et une douzaine dans les provinces. Parmi les successeurs de l'abbé Ollier, les plus connus sont l'abbé Tronson, mort en 1700, et l'abbé Emery mort en 1811. Fénelon professait la plus grande estime pour cette congrégation. « il n'est rien, disait-il, de si apostolique et de si vénérable que Saint-Sulpice. » Cette congrégation a survécu à la révolution et dirige encore aujourd'hui plusieurs séminaires. Servites. Les moines de cet ordre étaient aussi appelés Blancs Manteaux. Voy. Blancs-Manteaux. -- Sœurs de la charité ou Sœurs grises. Cette congrégation fut étzblie par saint Vincent de Paul et M=• Louise de Marillac pour le service des malades et des pauvres. Ce fut en 1633 (29 novembre) que M= 1.ouise de Marillac dirigée par saint Vincent de Paul commença à reunir ces pieuses filles qui L'intitulaient Servantes des pauvres malades. En 1642, elles s'établirent au saubourg de Saint-Lazare. Leurs statuts et règlements, rédigés par saint Vincent de Paul, furent approuves en 1655, et des lettres patentes du mois de novembre 1658 confirmèrent leur congrégation. On les appela Sœurs grises à cause de la couleur de leurs vétements. Soigner les malades et élever les jeunes filles pauvres, tel est le principal but de cette congréga-- Saint-Victor (Chanoines regution. liers de Saint-Victor). Voy. Chanoines RÉGULIERS

Theatins. L'ordre des Théntins fut fondé, en 1524, à Chieti autrefois Théate, d'où vint le nom de Théatins) par le cardinal Marcel-Gaëtan de Vicence, et le Napolitain Pierre Caraffa, évèque de Chieti, qui fut plus tard pape sous le nom de Paul IV. Les Théatins ne possédaient rien ni en particulier ni en commun; il ne leur était pas permis de men-

dier et ils devaient se contenter de ce que la Providence lenr envoyait. Leur principale occupation etait la prédication; ils s'occupaient spécialement des missions étrangères. Ils sondèrent un couvent en France à l'époque de la Ligue (1504; mais il sut hientôt détruit. Les Théatins ne s'établirent reellement à Paris que sous le ministère du cardinal Mazarin (1644). le couvent des Théatins, fondé sur le quai Malaquais, a été supprimé en 1700. - Trappiates. L'abbaye de la Trappe, de l'ordre de Citeaux, fut sondée, en 1140, par Holrou comte du Perche, et réformée, en 1663, par Armand-Jean t.e Boutillier de Rancé, abbé commendutaire de la Trappe. Il y établit l'étroite observance de Giteaux, et depuis cette époque la Trappe, devenue chef d'ordre, a multiplié ses maisons renommées par leur austérité. -Trinitaires. Voy. Mathurins.

Ursulines. Les Ursulines s'établirent à Paris, en 1608, dans le faubourg Saint-Jacques. Elles suivaient la règle de Saint-Augustin, et tenaient des écoles pour l'instruction des jeunes filles.

Visitation (Religiouses de la). Les Religiouses de la Visitation furent instituées par saint François de Sales et Mare de Chantal. Elles s'établirent à Paris, en 1619; leur principal couvent était au faubeurg Saint-Antoine. Il y avait un autre monastère de la Visitation fondé à Ghaillot, en 1651, par Henriette de France, vouve de Charles 1er roi d'Angleuerre. Voy. Héliot, Histoire des ordres monastiques.

CLERGIE. — Vieux mot qui se prenait dans le sens de science et sagesse.

CLERICATURE. — État et priviléges des clercs qui devaient être jugés par des tribunaux particuliers et étaient exempts d'impôts. Voy. CLERGÉ.

Clinabaril. — Soldate gaulois eseverts d'une armure de fer. Voy. Armis.

CLINIQUES (Chrétiens). — Chrétiens qui ne recevaient le baptême que sur le lit de mort.

moyenage, pour annoncer les fêtes, les dangers et même les travaux ordinaires de la journée. Les ordonnances des rois de France parlent plusieurs fois des heures auxquelles les cloches devaient être sonnées (voy. Ordonn.; t. II, p. 79; V, 528, 621 et 702) pour appelendes ouvriers au travail. Dans quelques villes, on sonnait les cloches pendant les exécutions (Nouveau Couramier général, t. II, p. 218 et 219). Vey: Commune et Éclise.

CLOITRE, - Partie d'an monastère en-

tourée de galeries où se promenaient les religieux. Au milieu était ordinairement le cimetière du couvent Voy. ABBAYE.

CLOS. — Nom que l'on donne, en cer-· tains lieux, à l'espace qui entoure une maison. Voy: Maison.

CLOSES (Lettres). - Voy. LETTRES.

CLOTURE. — Enceinte réservée sux religieux et religieuses. Voy. Abbaye et RELIGIEUX.

CLOUTIERS. — Voy. Corporation.

- Les *clubs* sont des associations politiques dont l'usage et le nom ont été empruntes à l'Angleterre. Un premier club s'ouvrit à Paris en 1782. Un se cond, établi en 1785, reçut le nom de club de Boston ou des Américains. Plusieurs autres s'organisèrent sous différents noms; mais ces associations ne commencerent à prendre une grande importance qu'après 1789. Le premier club organisé, après la convocation des états genéraux, fut le club breton; il se composait principalement de députes bretons, entre lesquels on remarquait Lanjuinais. Sieyes, Barnave, Lameth, Chapelier firent aussi partie du club breton, quoique députés par d'autres provinces. Établi d'abord à Versailles il suivit l'assemblée à Paris après les journées des 5 et 6 octobre; il se reunit alors dans la bibliothèque du couvent des Jacobins de la rue Saint-Honoré et prit le nom de Societé des amis de la Constitution. En 1792, cette reunion fut désignée sous le nom de club des Jacobins; mais à cette époque elle avait entièrement changé d'esprit et etait composee de membres nouveaux d'une opinion exaltée. Les fondateurs du club breton s'étaient séparés des membres violents et avaient fondé une nouvelle societé appelée club des Feuillants (1791, du nom du couvent où elle siégeait. La Fayette s'était mis à la tête des Feuillants, qui voulaient le maintien de la constitution de 1791, tandis que les Jacobins, dirigés par Robespierre, demandaient la république Le club des Jacobins avait des ramifications dans toute la France. La chute de Robespierre prépara sa ruine, et, en effet, il fut sermé peu de temps après, le 19 novembre 1794. Outre les clubs célèbres des Jacobins et des Feuillants, i s'en était formé un grand nombre d'autres, entre lesquels pous ne citerons que les plus importants. Le club des Cordeliers, établi dans l'ancien couvent de ce.nom, fut dirigé. dès 1791, par Marat, Danton, Camille Desmoulins. Comme les Jacobins, les Cordeliers repoussaient la constitution de 1791; ils préparèrent la pétition du Champ de Mars(17 juillet 1791) de Saint-Antoine. Les autres porcs étaient

pour demander la déchéance de Louis XVI. et prirent une part active aux journées du 20 juin et du 10 août 1792. L'assassinat de Marat et ensuite l'exécution de Danton et de ses principaux partisans enlevèment au club des cordeliers ses chefs les plus celèbres. Vaincus par les Jacobins, les Cordeliers devincent, à partir de 1794 (avril, une sorte de succursale de ce dernier club, et dispararent evec lui. Seas le Directoire, les démocrates ardents se réunissaient au club du Panthéon que dirigeait Gracchus Babeuf. Ce cluufut fermé en 1796. Les royalistes avaient, à cette époque, ouvert le club de Clichy, qui fut fermé en 1797. Les clubs ne disparurent qu'après la chute du Directoire (1799). En fevrier 1848, les clubs se réorganisèrent; mais pour peu de temps. Ils ont été fermés après l'émente de juin 1848.

CLUNI. — Ordre religieux. Vay. 🕰 -BAYD et CARAGÉ RÉGULIER.

Coadjutbur. — Évêque adjoint à un évêgue ou archevêque que les riudemités ou la vieillesse empéchent de samplir ses fonctions. Paul de Gondi , un deschofs de la Fronde, était connu sous-le-nam de coadjuteur, parce qu'il était adjoint dans les functions épiscopales a l'archevêque de Paris son oncle.

COCARDE. — Signe distincti (que portent les so dats depuis le règne de Louis XIII. Cette bouffette de rubans rappelle l'usage de caracterisor les partis par une couleur. Au moyen age, les chevaliers portaient dans les tournois les couleurs de leurs dames. Sous Henri II, a l'époque du duel de Jarnac et La Châteigneraie, les parents et amis de chacun des adversaires assistarent au comput avec des subans de enuleur différente. Au xympaiècle, les Creates mirent à la mode tes plumes de eoq, d'ou vint, d'après le truchat, le mot cocarde. On idonnaiemuito ce nom aux bouffettes de rubana qui ne tardbraut pas à remplacer les plumes de coq.

COURT COCHE D'EAU. - Voy. Voi-TURES et RIVIERES.

COCHON — Pendant longtemps il fut d'usage de laisser les cochons errer dans les villes. Les rois multiplièrent les règlements pour détruire une coutame aussi dangereuse pour la sante que contraire à la propreté. Saint Louis en 1261; les prevots de Paris en 1348, 1350 et 1502; François Ier, en 1589, défendirent en vain de nourrir des porcs dans Faris. Le beurreau fut charge de saisir les pores qu'il trouverait dans les rues, à moins qu'ils n'appartinssent aux antonins ou religieux

conduits à l'Hôtel-Dieu, et le bourreau avait droit d'en prendre la tête ou d'exiger cinq sous en argent. Lorsque le bourreau saisait une exécution sur le territoire d'un monastère, on lui donnait, entre autres rétributions, une tête de cochon. L'abbaye de Saint-Germain lui payait cette redevance annuellement.

CODE NAPOLÉON. — Code civil. Voy. LOIS.

CODE NOIR.—Ordonnance de Louis XIV sur les colonies et les nègres. Voy. Lois.

CODES. — Recueils de lois. Le Code Théodosien au ve siècle; le Code Henri, compilation faite sous Henri III par le président Brisson; le Code Michaud, rédigé par Michel de Marillac (1629); le Code Louis, recueil des ordonnances de Louis XIV; enfin le Code Napoléon sont les codes les plus célèbres qui aient été adoptés en France. Voyez, pour les détails, l'article Lois.

CODEX. — Recueil officiel de formules auxquelles les pharmaciens doivent se conformer pour la préparation des médicaments.

CODICILLE.—Écrit par lequel on change ou ajoute quelque chose à un testament. Voy. Testament.

COESRE (Grand). - Chef des truands ou vagabonds. Voy. TRUANDERIE.

COFFRETIERS. - Voy. Corporation.

COHORTES. — Voy. Garde nationals et Légion d'honneur.

COHUE. —On appelait cohue, au moven âge, le lieu où se réunissaient les plaideurs et où se rendait la justice. Quelquefois le nom de cohue s'appliquait à une balle. On se servait encore de ce mot au XVIU siècle; on disait la cohue de Quintin (ville voisine de Saint-Brieux), pour désigner la halle où se faisaient les publications judiciaires.

COIFFURE. — Voy. HABILLEMENT.

COINS.—Faux cheveux. On commença à porter des coins sous Louis XIII. « Comme ce prince, dit l'abbé Legendre dans ses Mœurs des Français, aimait les cheveux longs, les courtisans de la vieille cour, qui étaient à demi rasés, surent contraints pour se mettre à la mode de prendre des coins ou perruques. »

COLLATERAUX. — Bas côtés des églises. Voy. Eglise.

COLLATEURS. — Ceux qui avaient le droit de conférer les bénéfices ecclésiastiques. Voy. Bénéfices ecclésiastiques et Patrons

COLLATION.—Acte qui conférait un bénéfice ecclésiastique. Voy. Bénéfices ec-CLÉSIASTIQUES ET INVESTITURE

COLLECTE. — Oraison qui se dit à la messe après l'offerte. On appelait autrefois collecte le sacrifice de la messe, parce que les fidèles étaient réunis (collecti) pour y assister.

COLLECTE. — Perception des impôts. Voy. Impôts.

COLLECTEURS. — Percepteurs des impôts. Voy. Impôts.

COLLÈGE. — Voy. Instruction publi-QUE et Université.

COLLÈGE MILITAIRE DE LA FLECHE. – Voy. Ecole militaire.

COLLEGE DE FRANCE. — Cet établissement d'instruction publique a porté les noms de Collége des trois langues, parce qu'on y enseignait l'hébreu, le grec et le latin; de Collège de Cambrai, parce qu'il était situé sur la place de Cambrai, à Paris, et de Collège royal, qu'il prit seulement sous Louis XIII, parce qu'il était placé sous la protection spéciale des rois de France, et que les professeurs avaient le titre de lecteurs royaux. Ce fut François 1er qui fonda cet établissement en 1529. Il y songeait dès 1518, comme le prouve une lettre de Guillaume Budé à Erasme. « Le roi , disait Budé , a dessein d'immortaliser son nom par un établissement utile aux lettres. Il s'entretient souvent avec l'évêque de Paris (Étienne Poncher) et avec son confesseur (Guillaume Petit) des moyens de saire fleurir les sciences. Il les charge d'attirer dans ses Etats des hommes éminents en doctrine. » Le projet ajourné pendant les premières guerres contre Charles-Quint fut repris après la paix de Cambrai. L'Université de Paris était à cette époque en décadence. « Avant le roi François Ier, dit Galland en 1547, qui avait entendu parler en France de la langue hebraïque? qui avait appris, e ne dis pas à entendre, à écrire, à parler, mais à lire le grec avec la plus légère connaissance des premiers éléments? qui était en état de se servir de la langue latine, je ne dis pas avec distinction, avec ornement, avec propriété, ce qui eût été véritablement inouï et extraordinaire, mais avec une forme véritablement latine? » Ramus confirme ces assertions, et tout prouve qu'une réforme dans l'enseignement était devenue indispen-

L'Université de Paris s'opposa cependant aux projets de François I et, et s'attira les railleries de Clément Marot qui s'adressait au roi en ces termes :

« Bien ignorante est elle d'estre ennemie De la tritingue et noble académie Qu'as érigée..... O povres gens de savoir tout étiques! Bien faites vrai ce proverbe courant : Science n'a haineux que l'ignorant. »

L'opposition de l'Université sut impuissante, et le roi ajouta bientôt de nouvelles chaires à celles des trois langues. Les mathématiques, la philosophie, la médecine étaient enseignées au collège royal du vivant même de François ler. Ce roi fonda en tout douze chaires; sept autres furent établies par ses successeurs. Les professeurs surent placés sous l'autorité immédiate du grand aumonier et ne surent justiciables que des parlements. Un des professeurs qui jeta le plus de gloire sur les commencements du collège de France fut Pierre de La Ramée ou Ramus. Il éveilla en même temps la jalousie de ses confrères et l'un d'eux excita, dit-on, ses disciples à l'assassiner pendant le massacre de la Saint-Barthélemy. Après les guerres de religion, Henri IV s'occupa d'assurer au collège royal un bâtiment convenable. Il en protegea les professeurs et ordonnait à ses trésoriers de diminuer les dépenses de sa table pour payer les lecteurs royaux. La construction qu'il avait projetée fut réalisée par son successeur qui bâtit près de la place de Cambrai le collège de France, qui existe encore aujourd'hui dans le même lieu, mais avec des agrandissements considérables dus principalement au règne de Louis-Philippe.

Dès 1566, le collège de France obtint une ordonnance qui soumettait à l'examen du corps des professeurs tous ceux qui aspiraient à en faire partie. Cette présentation par les professeurs souleva plusieurs contestations; mais elle fut à la longue regardée comme un droit et confirmée sous Louis XIV. Colbert ayant fait examiner par une commission spéciale la situation du collège de France reconnut que, pour assurer la prospérité de cet établissement, il fallait augmenter les traitements des professeurs, et surtout leur abandonner l'administration du collège en ne laissant au grand aumônier que des

droits honorifiques.

Le nombre des chaires du collège de France s'accrut aux xviie et xviiie siècles, et enfin de nos jours on y enseigne presque toutes les sciences et la plupart des langues du monde. Placé à la tête de l'enseignement public, avec la mission d'ouvrir de nouvelles voies et de donner l'impulsion à la science, le collège de France

a une mission distincte de celle des Facultés, dont l'enseignement ne doit être que le complément de l'instruction classique. Ce n'est même qu'en 1832 que le collégo de France a été rattaché au ministère de l'instruction publique; il dépendait antérieurement du ministère de l'intérieur. Jusqu'en 1852, la nomination aux chaires du collège de France avait lieu sur une double liste de présentation dressée par les professeurs et par les membres de l'Institut de la section correspondante. Depuis le décret du 9 mars 1852, le ministre de l'instruction publique peut, outre les candidats du collège de France et de l'Institut, présenter au choix du président de la république un savant désigné par ses travaux. Le collège de France est dirigé par un des professeurs qui prend le nom d'administrateur. Voy. un mémoire de Gouget sur le collège de France dans sa Bibliotheque historique.

COLLEGES ÉLECTORAUX. — Réunions d'électeurs. Voy. ÉLECTEURS.

COLLÉGIALE. -- Maison de chanoines réguliers. Voy. CHANOINES RÉGULIERS.

COLLET (Petit). — Signe distinctif que devaient porter ceux qui jouissaient d'un bénéfice ecclésiastique. Voy. Abbés.

COLLIBERTS. — Le mot collibert a été pris dans plusieurs sens : au moyen age il désignait une espèce de serís qu'on appelait aussi cuverts. Aujourd'hui le nom de collibert s'applique à certains habitants de l'Aunis et du bas Poitou. Commençons par le moyen âge. « Les colliberts, dit M. Guerard (Prolégomènes du cartul. de Saint-Père de Chartres, 5 32), les colliberts peuvent se placer à peu près indifféremment ou au dernier rang des hommes libres ou à la tête des honimes engagés dans les liens de la servitude. Soit que leur nom signifie francs du col ou du collier, suivant la définition de D. Muley, soit qu'il serve à désigner proprement les affranchis d'un même patron, comme il est dit dans du Cange, soit qu'on l'interprète d'une autre manière, il n'en est pas moins certain que les colliberts étaient privés en partie de la liberté. Le fils du collibert restait collibert, quel que sût le changement apporté à la personne, à la tenure, aux biens, à la position de ses parents. Les colliberts étaient d'ailleurs vendus, donnés, échangés comme les serfs. » Thibaut, comte de Chartres, fit don, en 1080, à l'abbaye de Saint-Père de Chartres de plusieurs colliberts, sous la condition que les moines chanteraient un psaume pour lui tous les jours de l'année, excepté les jours de fête.

Les colliberts étaient donc angagés dans la asseritude. Leur position parait avoir eunbeanceup d'analogie avec celle des anciena: colons .. Un concile de Bourges. tenn en 1934, les excinait de la clericatures. Quelques. écrivaius pensent qu'ils étaient étrangers ou descendants d'étrangera; et voient dans cette origine la cause de leur condition inférieure. De là les taxes auxquelles ils étaient soumis et le droit de mainmorte qui frappait leur succession. Il est probable que les colliberta de nos jours ne sont que des descendants de ces classes opprimées. Ce qui ess centain, c'est que l'on trouve encore aujourd'hui dans la partie du Poitou appelée le Marais, des populations misérables qui vivent de la pèche et qui sont désignées sons le nom de colliberts ou capote...Vey.: Franc. Michel, Hist. des Recessmandites, ;. II.

COLLIER.. — Voy. HABILLEMENT.

COLLIER. — Le collièr était un signedistinctif des ordres militaires. Voy. CHE-VALERIER ordres de).

COLLOQUE. - L'usage des colloques ou consetences se retrouve à plusieurs époques de l'histoire de France. Un cite entre autres le fameux colloque de Poissy (1561) entre les chefs des partis catholique et protestant. A une époque plus ancienne, les colloques n'avaient lieu entre ennemis qu'avec des précautions injurieuses qui attestaient la barbarie de cesa siècles. Une barrière séparait les deux partis, et on ne la franchissait pas sans danger de mort. Au pont de Montereany Jean sana Peur, due de Bourgogne, eut l'impradence de franchir la barrière quideuséparait du Dauphin et:fut.assassiné à sesupieds (1419).

COHOBE. — Tunique sans manches ou à manches très-courtes que portaient, dans les premiers siècles du moyen âge, les évêques; juges, princes, etc. Voy. HABILLEMENT.

colombier était un droit féodal qui n'était accordé, d'après la plunart des coutumes, qu'aux seigneurs qui avaient la haute justice. Il consistait à élever une tour où l'on entrevenait des pigeons, qui se non rissaient aux dépens des champs voisins. Ce fut un des droits féodaux supprimés au 4 août 1789.

colonies — Les colonies ou établissements: fondés par les Français dans des contrées lointaines, remontent jusqu'aux roisades. Le royaume de Jérusalam, les principautés d'Antioche et de Galilée, les comtés d'Édesse et de

Tripoli étaient de véritables colonies. Elles furent perdues à la fin du xine siècle. Au xive siècle ; des marins normands fondèrent quelques comptoirs sur la côte d'Afrique, et, en 140 s. le Normand Jean de Rethencourt obtint le titre de roi des Canaries. Les Français avaient devancé les Portugais sur les côtes d'Afrique; mais les conquêtes de ces derniers ruinèrent les établissements permands. Au xvi siècle, Jean de La Rocque, sieur de Roberval, recut de François les la mission de funder une colonie vers l'embouchure du fleuve Soint-Laurent; il partit de France, en 1541, avec le titre de viceroi et les pouvoirs les plus étendus. De La Rocque s'empara du cap Breton et le fortifia : ce sut la première colonie française en Amerique, L'amiral de Coligny, auquel sa charge donnait la surintendance de la navigation, encouragea les colonies; il voulait peut-ètre ménager. aux protestants un asile au delà des mers, comme plus tard les puritains d'Angleterre en trouvèrent dans l'Amérique septentrionale. Ce fut par ses ordres que Nicolas Durand, sieur de Villegangnon, conduisit, en 1555, au Brésil une colonie de protestants qui débarqua dans une île formée par la rivière que les indigènes nomment Ganabara et les Portugais Rio-Janero. Une autre colonie de protestants français s'établit à la Floride. Un Dieppois, nomme Jean Ribaut, partit avec deux bàtiments et fonda le fort Charles dans une excellente position (1562). Après le retour de Ribaut en France, la colonie se mit à la recherche des mines, au lieu de cultiver le sol. Bientôt des luttes éclatèrent entre les colons ils périrent ou prirent la fuite. En 1564, Coligny envoya une nouvelle expédition sons les ordres de René de Laudonnière ; elle construisit le fort de la Caroline sur les côtes de la Floride; mais elle ne tarda pas à etre attaquée par les troupes de Philippe II (1565). Le fort de la Caroline fut pris par les Espagnols qui pendirent les colons avec cette inscription: Pendus, non comme Français, mais comme hérétiques. Un marin celèbre, Dominique de Gourgues, ne laissa pas ce crime impuni. Il équipa trois vaisseaux à ses dépens, en 1567, enleva plusieurs forts aux Espagnols de la Floride, et fit pendre plus de huit cents colons de cette nation. avec l'inscription suivante: Pendus, non comme Espagnols, mais comme assas-

les premières colonies françaises furent ruinées par les guerres de religion; et ce ne fut qu'au xvii siècle, sous le règne de Henri IV et pendant le ministère de Sullè pone furent fondés des établisse-ments desables allenri IV donns, en 1604, à Pierre du Guast, sieur de Monts, une autorité en mi éten due que celle dont franceia: lenamit: inmesti Jean de La Rosque. Piersedu Guanapartit avec Samuel Champlainuet fondagen 11605, un établissement dans d'Acadia. Mais la colonie la plus impersente fut code de Quebec qui dut naissance en 4668 à Sumuel Champlain; cette villeme tards panà devenir la capitale du Canada Dessides, on denna à ce pays le nem de Nausside-France. Jusqu'au ministère: da Richelieu. (1624) les colonies furenti abandonnées à des particuliers qui ne pagunient ilutter contre les indimesset:lemnations européennes rivales de la France. Richelieu comprit l'importance des colonies et favorisa les compagnice de commerce qui s'établirent en France à l'imitation des compagnies de Hollande et d'Angloterre. Une des premièrea qui senta de s'organiser en France fut la compagnic du Merbihan. Elle se compossit de cemassaciés, qui réunirent un million simpost mille livres comme fonds. sociali, etilognyinrent d'employer quatre centimilie livres pour la construction-de vaisseaux. Le gouvernement leur cédait le pays de Morbihan, la Nouvelle-France, les îles de l'Amérique et le monopole du commence dans ces contrées. Ils étaient juges dens leurs propres causes: Onine leur imposait que le tribut d'une couronne d'on à coaque avénement, esp**èce-de droit : de joyeux avénement** qui rappeleit l'aurum coronarium des Romains. « Le bruit: de cet événement alarmait déjà les Anglais et les Hollandais, » dit Richelieu; mais le parlement de Rennes refusa l'enreuistrement, et la compagnie du Morbihan fut dissoute aprèsdeux années de vains efforts pour l'organiser. Richelieu substitua, en 1628, la compagnis des Indes occidentales à la compagnie du Morbihan. Il lui accorda les privileges dent avait joui la compagnie précédente. Le gouvernement lui cédait Québec, la Nouvelle-France ou Canada, la Floride, le droit de nommer des officiers, d'exploiter exclusivement pendant quinze ans le commerce et la pêche; sous condition d'hommage au roi. De son côté, la compagnie s'engageait a envoyer des colons dans la Nouvelle-France, Malgré l'apathie que muntra la comnagnie, la colonie..du..Canada prit d'assez vostes développements.

Vers le même temps, des Français s'établirent à la Barbade, à Saint-Christophe, à la Martinique, à Szint-Domingue et dans la Guyane. Les premiers colons furent des aventuriers qui fondèrent des

comptoirs et juttérent contre les Espagnols depuis longtemps en possession de ces positions. Ils adoptèrent presque la vie sauvage, vivaient sous la tente, et ne se nourrissaient guère que des animaux qu'ils avaient tues dans leurs chasses au milien des vastes forêts de l'Amérique, et qu'ils étaient dans l'usage de boucaner ou rôtir en plein air. De là leur vint le nom de boucaniers. On finit par les confondre avec les slibustiers ou pirates. Richelien. pour donner à ces premiers établissements une organisation plus régulière, établi, la compagnie de l'île Saint-Christophe (1626), qui sut bientôt transformée en compagnie des iles de l'Amerique (1635). Elle devait coloniser, entre la dixième et le trentième degré de latitude nord, toutes les fles qui n'étaient pas.occupées par des princes chrétiens, et y envoyer en vingt ans quatre mille colons. Elle obtenuit en compensat on, peur vingt. ans, le monopole du commerce dans ces iles. Le roi nommait le gouverneur général, et la compagnie, les gouverneurs particuliers des lles. Les nobles ne dérogeaient pas en s'associant à ce commerce de mer. La compagnie des îles de l'Amérique obtint d'abord de grands résultats. Elle ne se borna pas à féconder les établissements dont nous venons de parler; elle y ajouta la Guadeloupe (1635). Mais, dans la suite; les querelles entre les directeurs de la compagnie, le monopole odieux qu'elle exerçait en transportant aux îles de mauvaises denrées qu'elle vendait un prix exorbitant, entrainèrent sa ruine. Elle fut florissante sous Rickelieu qui attachait une grande importance aux entreprises maritimes et commerciales. Il enrouvagea la compagnie d'Afrique qui existait, à Marseille, depuis le xvi siècle, et qui avait fondé plusieurs comptoirs dans la régence d'Alger, entre autres, le bastion de France. Richelieu en fit, en 1637, un établissement ré-gulier et assez fort pour repousser les auaques des ennemis. Il se forma, vers la même époque, une compagnie des Indes orientales qui avait une station à Madagascar, et s'efforçait de lutter contre les Hollandais. Ainsi, le premier âge des colonies françaises est marqué par l'influence de Richelieu, qui ne négliges rien pour les rendre florissantes. Elles déperirent pendant la minorité de Louis XIV, et ne se relevèrent que sous l'administration de Colbert.

La plupart des anciennes compagnies de commerce étaient en pleine dissolution; la compagnie des îles d'Amérique avait vendu les îles et opéré sa liquidation (1651); une compagnie de la France

équinowials, qui s'était organisée à cette époque pour coloniser la Guyane, avait été forcée de se dissoudre presque immédiatement. La compagnie de la Nouvelle-France ou du Canada venait de renoncer au monopole que lui avait accordé Richelieu. Les diverses compagnies d'Amérique furent réunies par Colbert en une seule association qui prit le nom de compagnie des Indes occidentales (1664). Sous l'influence de ce ministre, les colonies du Canada, de l'Acadie, de Terre-Neuve, prirent de rapides développements. La Louisiane fut conquise de 1678 à 1683. Saint-Domingue, la Martinique, la Guadeloupe, Saint-Christophe, Saint-Barthélemy, Sainte-Croix, Sainte-Lucie, Marie-Galande, Tabago, les Saintes, Saint-Vincent, la Tortue, Grenade, les Grenadines, Cayenne dans la Guyane, ouvrirent à la France de vastes débouchés. Dans la suite, la mauvaise administration de la compagnie des Indes occidentales força Colbert de la dissoudre; mais la France n'en conserva pas moins ces importantes colonies dans l'Amérique. La compagnie des Indes orientales, organisée également par Colbert en 1664, établit un comptoir à Surate, acquit Pondichéry en 1683, et fonda Chandernagor en 1688. L'île Bourbon et Madagascar, où la France avait des comptoirs, servaient de station aux navires français qui se rendaient aux grandes Indes. La compagnie du Senégal, dont l'institution fut due également à Colbert, établit une colonie dans la petite fle Saint-Louis, sur les côtes de la Sénégambie. En 1667, elle y acquit l'île de Gorée et Portendick. Jamais les colonies françaises ne furent aussi florissantes que sous le ministère de Colbert. On a imputé la décadence de ces établissements, si manifeste dans la dernière partie du règne de Louis XIV, à l'influence désastreuse du monopole des compagnies. Mais ne seraitil pas plus juste d'en chercher la cause dans les longues guerres qui épuisèrent les finances de la France, et ruinèrent sa marine et son commerce?

Le traité d'Utrecht (1713) enleva à la France, Terre-Neuve et l'Acadie (Nouveau-Brunswick et Nouvelle-Écosse). Elle compensa jusqu'à un certain point cette perte par l'acquisition de l'île Maurice, qu'elle acheta aux Hollandais et qui prit le nom d'île de France (1712). Pendant la minorité de Louis XV, le système de Law, si désastreux à tant d'égards, contribua à donner une grande impulsion aux colonies fonda la Nouvelle-Orléans à l'embouchure directeur et un chef-de division. En 1861,

du Mississipi. Peu de temps après, cette compagnie obtint des priviléges exorbi-tants, et, sous le nom de compagnie des Indes, elle absorba les anciennes compagnies des Indes orientales et occidentales, et s'empara du commerce de l'Asie, de l'Amérique, et de l'Afrique. Les îles de France et Bourbon prirent alors une nouvelle importance. Mais la ruine de la compagnie des Indes fut fatale aux colonies. Cependant la première partie du xviii siècle fut signalée par la fondation de plusieurs établissements français à Mahé (1727), Karikal (1739), Sainte-Marie de Madagascar (1750), Yanaon (1752). Dupleix, gouverneur de Pondichéry, fut un instant maître de Madras et d'une grande partie de la côte de Coromandel. Un avenir brillant paraissait s'ouvrir pour les Français, aux grandes Indes; mais les dés-astres de la guerre de Sept ans (1756-1763) pruinèrent toutes ces espérances. La France perdit, par le traité de Paris (1763), la plupart des colonies d'Amérique, et, entre autres, le Canada et la Louisiane, Tabago, Saint-Vincent, la Grenade, les Grenadines, etc. La marine française se releva pendant la guerre d'indépendance d'Amérique (1774-1784), et le second traité de Paris (1784) lui rendit Tabago. Mais pendant la révolution elle perdit la colonie la plus importante qui lui restat aux Antilles. La révolte des nègres à Saint-Domingue (1793) lui enleva cette île, qu'elle tenta vainement de recon-querir en 1803. Il ne reste aujourd'hui à la France, de ses anciennes colonies d'Amérique, que Cayenne et la Guyane française, la Martinique, la Guadeloupe, Marie-Galande, la Désirade, les Saintes, Saint-Pierre et Miquelon, et une partie de l'île Saint-Martin. Elle possède encore l'île Bourbon et Mayotte sur la côte orientale d'Afrique; Chandernagor, Pondichéry, Karikal, Mahé, Yanaon aux grandes Indes; les principaux comptoirs du Sénégal sur la côte occidentale d'Afrique. Elle a acquis, sous le règne de Louis-Philippe, Taïti et les îles Marquises où l'on remarque Nou-ka-hiva, lieu de déportation. En 1854, la France a pris possession de la Nouvelle-Calédonie. Elle a aussi des établissements en Cochinchine. La principale colonie de la France est actuellement l'Algérie dont la conquête a été commencée en 1830 et qui comprend les provinces d'Alger, d'Oran et de Con. stantine. Cette dernière colonie dépend du ministère de la guerre. Les autres cofrançaises (voy. Banque). La compagnie lonies sont comprises dans le département du Mississipi, instituée, en 1717, pour du ministère de la marine. Les colonies y l'exploitation des terres de la Louisiane, forment une division spéciale qui a un

la compagnie générale maritime a établi trois lignes régulières de paquebots partant de Bordeaux, Nantes et Marseille pour le Brésil, les Antilles et les États-Unis. La ligne des Indes-Orientales part de Suez et a pour extrémité Saïgon avec cinq embranchements: le premier d'Aden sur la Réunion et l'Île Maurice; le second, de Pointede-Galle sur Calcutta; le troisième, de Saïgon sur Manille; enfin le cinquième, de Saïgon sur Hong-Kong et Sang-Haï.

COLONS. — Les colons formaient, dans les derniers temps de l'empire romain une classe intermédiaire entre les hommes libres et les esclaves. « Le colonat, dit M. Giraud (du Droit français au moyen age, I. 162), sut formé d'un côté par la population libre dégenérée, et de l'autre côté par la population servile améliorée. L'une et l'autre se sondirent en une position moyenne qui d'abord n'eut d'autre règle que la coutume ou le contrat, et qui plus tard fut soumise à des règlements que sollicitaient le bon ordre de l'Etat, l'intérêt de l'agriculture et la garantie respective des propriétaires et des colons. » Il n'est pas de mon sujet d'insister sur le colonat romain; je serai seulement remarquer, d'après l'auteur que je viens de citer, que les colons romains subirent, au ive siècle, les conditions de cette société, où la culture, la possession. l'habitation étaient devenues un intolérable fardeau, où l'on ne trouvait plus que des cultivateurs fugitifs, des propriétaires sugitifs, et où il fallait imposer, de force, des maltres et des possesseurs aux biens de la terre. Les colons furent attachés à la glèbe, comme les curiales étaient attachés au municipe (voy. Municipes). Ils étaient sers de la terre, comme disent les lois romaines (servus terræ ipsius ... inservial terris). En cas de vente de la terre, le colon restait attaché à la terre et dépendait du nouveau possesseur. « Le propriétaire, dit M. Giraud, ne pouvait disposer de la terre sans les colons ni des colons sans la terre. » La classe des colons se recrutait: 1º par la naissance, le fils du colon suivant la condition de son père; 2º par la prescription qui s'exerçuit après trente ans de colonet; 3º par un contrat volontaire qui faisait passer de la classe des hommes libres dans celle des colons; 4º par des colonies de barbares transplantées dans les provinces. La condition du colon différait de celle de l'esclave,. en ce qu'il était libre envers tout autre que le propriétaire de la terre, et pouvait contracter un veritable mariage; ce qui

était_refusé à l'esclave. Mais il était tenu de cultiver la terre et de payer au propriétaire une redevance; il était soumis, comme l'esclave, à un châtiment corporel, s'il manquait aux obligations qui lui étaient imposées. Enfin, il était enchaîné aux travaux de la glèbe; rien ne pouvait l'en affranchir, pas même le service militaire, auquel cependant il était soumis. Le colonat romain subsista dans la Gaule après l'invasion des barbares. On en trouve la preuve dans une lettre de Sidoine Apollinaire, évêque de Clermont-Ferrand au ve siècle (livre V, lettre xix): « Je pardonnerai volontiers à cet homme. dit-il en parlant d'un colon, si, de son maître que vous êtes, vous consentez a devenir son patron et si vous le dégagez du colonat (inquilinatu) où il est né.... Devenu de tributaire, client, il passera de la classe des colons à celle des plébéiens.» Après la chute de l'empire romain, on trouve les colons désignés dans la Gaule par les noms d'inquilins, de fiscalins, d'aldions, etc. Il y en avait qui ne devaient le service que trois jours la semaine et qu'on appelait pour ce motif triduani. Mais le lien qui les attachait à la terre ne fut plus aussi fort que sous l'empire romain; il put être rompu par l'affranchissement ou par la prescription. Le colon eut le droit de poursuivre une action en justice et d'avoir une propriété personnelle. En un mot, sa condition s'améliora. Des colons romaius vinrent en partie les colliberts (voy. ce mot), en partie les hommes de poeste (voy. ce mot) et les serfs (voy. ce mot). L'esclavage ancien disparaissait, et l'émancipation sociale s'accomplissait neu à peu. Voy. Essais sur l'histoire de France. par M. Guizou; Polypt. d'Irminon, Prolèg. de M. Guérard, et Traité du droit français au moyen age, par M. Giraud.

COLONEI. (Colonel general des dragons, colonel général de la cavalerie, colonel général de l'infanterie, etc.).—L'office de colonel général de l'infanterie
française fut établi par François le vers
1544. érigé en charge de la couronne
par Henri III, en 1584, et supprimé par
Louis XIV en 1661. Louis XV le rétablit,
en 1721, en faveur de Philippe d'Orléans,
fils du régent, qui s'en démit en 1730.
Depuis cette époque, il n'y a plus eu de
colonel général de l'infanterie françaisc.
Voy. Hiérarchie militaire.

COLONELLE. — Ce mot désignait, au xvii siècle, la première compagnie d'un régiment; celle qui portait le drapeau blanc. Il est souvent question de colonelles dans les mémoires du xvii siècle. « L'enseigne de la colonelle de Miron me

vint avertir, dit le cardinal de Retz, que le chancelier marchoit droit au Palais. » Mém. de Retz, août 1648; récit de la journée des barricailes.

COLOSSE. — Les druides plaçaient les victimes humaines dans un colosse d'ossier pour les brûler en l'honneur de leurs dieux. Voy. DRUIDES.

COLPORTAGE, COLPORTEUR. — Les marchands ambulants, appelés colporteurs, ont été soumis de tout temps à des règlements particuliers Les anciennes lois françaises leur defendaient de vendre aucune marchandise sans la permission du lieutenant genéral de police (De La Mare, Traité de la police, l. I, t. XV, c. 11). Les statuts des libraires de Paris interdisaient aux colporteurs de gazettes, édits, etc., de tenir apprentis, magasins, boutique, imprimerie; ils pouvaient seulement porter à leur cou une balle contenant de petits livres qui ne dépassaient pas huit feuilles brochées et imprimées par un libraire de l'aris, avec sa marque. Aujourd'hui le colportage, qui comprend l'industrie de ces marchands ambulants. des crieurs de nouvelles publiques, des vendeurs et acheteurs de vieux habits, etc., est libre, à condition que le colporteur se pourvoira d'une patente, et se conformera aux règlements de police. Comme beaucoup de fraudes peuvent se commettre au moyen du colportage, il est recommandé aux maires de le surveiller. Le colportage du tabac et des cartes a été formellement interdit par la loi du 28 avril 1816, art. 222

COMBAT SINGULIER. - Voy. Duel.

COMBATS A LA BARRIÈRE — Jeux militaires où les chevaliers combattaient à pied.

COMBENNATORES. — Conducteurs de chariots appelés Bennes. Voy. BENNE.

COMEDIE. - Voy. THÉATRE.

COMICES AGRICOLES.—Réunions d'agriculteurs. Voy. AGRICULTURE.

COMIRS. — Espèce de jongleurs. Voy. Jongleurs.

COMITE. — Officier de galères qui diregait les forçats et les faisait ramer.

COMITÉ.—On appelait autrefois comite dans l'ordre de Malte, un bureau composé de seize commandeurs et chargé de l'expédition des affaires de l'ordre. — Il y a près des différents ministères des comués ou bureaux composés d'hommes spéciaux destinés à eclairer les questions relatives à l'agriculture, au commerce, aux colonies, à la marine, aux ponts et chaussées, à l'infanterie, à la cavalerie, à l'artillerie. aux monnaies, aux finances, aux domaines, à

la diplomatie, etc. Voy. Meneranes. - On a souvent donné le nom de comités à des réunions demembres d'assemblées politiques. La Convention, qui joignait le pouvoir exécutif au pouvoir législatif, avait formé divers comités charnés de l'administration : tels étaient les comités de salut public, de sureté générale, de l'instruction publique, etc. Nous ne pouvons ici qu'indiquer ces institutions dont l'histoire se trouve dans tous les ouvrages relatifs à la révolution. — Les comités historiques ont été établis auprès du ministère de l'instruction publique pour diriger la publication des documents inédits relatifs à l'histoire de France.

COMMANDANT DE PLACE. — Officier chargé du commandement d'une place forte.

COMMANDE ou COMMENDE. — Administration d'une abbaye confiée par le roi à un personnage qui en touchait les revenus, sans résider et souvent même sans être engagé dans les ordres. On ne donnait en commande ni les cures ni les évêchés. Voy. Abbaye et Bénéfices ecclésiastiques.

COMMANDE (Droit de). — Droit féodal que certains seigneurs prélevaient tous les ans sur les veuves de condition servile. Dans quelques contrées, le droit de commande était payé par les femmes mariées de condition servile, aussi bien que par les veuves.

COMMANDERIE, COMMANDEUR. — Une commanderie était un bénéfice de COMMANDEUR. l'ordre de Malte. Celui qui en était investi s'appelait commandeur. L'institution des commanderies date de 1260. Jusqu'à cette époque, les biens de l'ordre étaient administrés par des agents comptables, qui, après avoir pris ce qui était nécessaire pour leur subsistance, devaient remettre le surplus au grand maître et au trésorier de l'ordre. Mais, comme il fallait à l'ordre des revenus fixes, on arrêta dans un chapitre tenu à Césarée (1260), un rôle des sommes que chaque bénéficede Maite enverrait à la terre sainte. Le reste des revenus de ces bénéfices ou commanderies fut consacié à l'entretien des chevaliers qui en avaient la direction et qui, depuis cette époque, s'appelèrent commandeurs.

COMMANDEURS. — Les commandeurs dans les colonies étaient des agents qui présidaient, le fouet à la main, aux travaux des nègres. Voy. Nègre.

COMMENDATAIRE ou COMMANDATAI-RE. — Primitivement le commendataire était un économe chargé d'administrer un bénéfice vacant, jusqu'à la nomination d'un nouveau titulaire. L'administration des évêchés vacants appartenait à l'évèque e plus proche, qu'on appelait, pendant la vacance du siège, evéque commen-dataire. Dans la suite, on laissa des abbés commendataires jouir pendant toute leur vie des revenus d'une abbaye. L'abbé commendataire n'était pas chargé de la discipline intérieure; mais il avait tous les droits honorifiques et les revenus. C'était trop souvent un courtisan qui ne résidait jamais dans son abbave. Voy. Abbaye et Bénéfices ecclésiastiques.

COMMENSAL. — On appelait commensaux ou convives du roi, sous les premières dynasties, les guerriers qui accompagnaient le roi dans les combats et qui le servaient dans son palais comme ministeriales. Aux xvIII et xvIII siecles, les commensaux étaient les officiers qui avaient droit de prendre place aux tables de la cour.

COMMERCE. — La France, baignée par l'Océan et la Méditerranée, arrosée par cinq grands fleuves et une infinité de rivières, présente pour le commerce les conditions les plus favorables. Aussi voiton dès la plus haute antiquité la colonie des Phoceens, Marseille, lutter contre les Carthaginois et les Etrusques et couvrir de ses comptoirs les côtes de la Gaule et de l'Espagne. Nous connaissons moins e commerce de la Gaule septentrionale. Sependant on doit croire, d'après quelques passages des auteurs anciens, que a Gaule faisait un commerce étendu par la Seine avec la Grande-Bietagne et les contrées du nord. La corporation des mariniers de la Seine ou des nautes paristens remonte à une haute antiquité. Elle était organisée et jouissait de priviléges sous les emperenrs romains. Il est probable que ces institutions de commerce se perpétuèrent au milieu des bouleversements que l'invasion des barbares causa dans l'empire romain. Dès le vur siècle, on voit les navires chargés des productions du midi arriver dans la Seine. Une ordonnance de Dagobert, en date de 629, mentionne les deurées méridionales, l'huile, la garance, qui étaient apportées par l'Océan et la Seine (Script. rerum gallic., IV, 527). Ce roi encouragea le commerce en accordant des priviléges aux marchands qui se hasardaient ainsi sur les mers, et il fonda en leur faveur la foire de Saint-Demis qui durait quatre se maines, et réunissait des marchands de toutes les nations. Grégoire de Tours cite le vin de Gaza et parle sans étonnement d'un riche négociant syrien établi à armée. Ce triste état nous est attesté par Bordeaux (livre VII, chap. xxix et xxxi). les efforts mèmes que fit l'Eglise pour en

Au viie siècle, il est question d'un marchand franc, nomme Samon, qui devint roi des Slaves. Il traversait probablement les contrées slaves pour se rendre du pays des Francs à Constantinople, où était un des principaux marchés de l'Orient, et, comme dans ces époques barbares, le commerce était chose dangereuse et se faisait souvent à main armée, marchand franc put devenir chef d'une nation belliqueuse. Les capitulaires de Charlemagne attestent les périls du commerce en même temps que les efforts de cet empereur pour le protéger. Il recommande aux comies chargés de la garde des frontières de veiller à la défense des marchands et en même temps il trace a ceux-ci les stations commerciales où ils trouveront aide et protection. Au nord et a l'est de l'empire, Bardewick, près de Lunehourg Bardewick fut ruinée par Henri le Lion), Zelle et Magdebourg sont les principaux centres des relations commerciale-; au centie, Erfurt; aur le Danube, Ratisbonne et Lorch, au confluent de l'Ens et du Danube (voy. le capitulaire, dans le Recueil des historiens de France, V, 672). L'attention de Charlemagne se portait en même temps sur les denrées commerciales. Il défendait de vendre des armes aux barbares : Charlemagne favorisait encore le commerce en établissant une mesure unique et une seule monnaie pour tout son empire. Les péages, que les Francs avaient multipliés, entravaient le commerce intérieur ; Charlemagne renouvelle souvent la défense d'en établir de nouveaux. « Que l'on n'exige aucun peage là où il n'y a point de rivière a traverser dans un bac, ou de pont à Franchir. » (Id. ibid., p 664.) Et ailleurs: « Que personne n'ait l'audace de percevoir des péages, si ce n'est dans les lieux où des pouts sont construits depuis longtemps, où l'on a établi des bacs pour le passage, et où existe une ancienne coutume. » Ces ordonnances attestent les efforts de Charlemagne pour le bien public et pour la prospérité de ses États, dent il embrassait toutes les parties et surveillait jusqu'aux moindres détails. Mais l'anarchie qui suivit le démembrement de l'empire carlovingien, les guerres civiles, les lutus feodales, annulèrent pendant plusieurs siècles toutes relations commerciales. Il semble que les vassaux courbés sur la glèbe furent, aux x° et xie siècles, condamnés a l'isolement. La France se hérissa de châteaux forts aux gorges des montagnes, aux passages des neuves, et on ne put circuler qu'à main

délivrer la France. La paix de Dieu et la treve de Dieu (voy. ces mots) ne remédièrent qu'imparfaitement à un mal aussi profondément enraciné, et l'on trouve dans les historiens contemporains les moins suspects la preuve de ces calamités. « Avant que les chrétiens partissent pour les contrées d'outre mer, dit Guibert de Nogent (Hist. de Jérusalem, livre ler, chap. xxvII', le royaume de France était en proie à des troubles et à des hostilités perpétuelles. On n'entendait parler que de brigandages commis sur les voies publiques. Les incendies étaient innombraples, et la guerre sévissait de toutes parts sans autre cause qu'une insatiable cupidité. Bref. des hommes avides ne respectaient aucune propriété et se livraient au pillage avec une audace effrénée. » Guillaume de Tyr confirme ces assertions (apud Gesta Dei per Francos, livre ler, chap.viii . « Il n'y avait, dit-il, aucune sécurité pour les propriétés : quelqu'un étaitil regardé comme riche, c'était un motif suffisant pour le jeter en prison, le retenir dans les fers et lui faire subir de cruelles tortures. Des brigands, ceints du glaive, assiégeaient les routes, dressaient des embûches aux voyageurs, et n'épargnaient ni les étrangers ni les hommes consacrés à Dieu. Les villes et les places fortes n'étaient pas même à l'abri de ces calamités; des sicaires en rendaient les rues et les places dangereuses pour les gens de bien. Moins on était coupable, plus on était exposé aux attaques des méchants. »

Le remède vint de l'excès même du mal. La féodalité, fatiguée enfin de ces luttes incessantes où elle se dévorait elle-même, et obéissant à un sentiment religieux, entreprit les guerres lointaines appelées croisades. Dès le xue siècle, on reconnut les avantages de la route de mer sur la route de terre, et Richard Cœur de Lion s'embarqua à Marseille en 1190. Bientôt les Vénitiens conquirent avec les Français, 'empire d'Orient. Saint Louis fit creuser un port à Aigues-Mortes, et couvrit de ses vaisseaux la Méditerranée. Les croisades avaient donné un puissant essor à la marine, et par conséquent au commerce. Dès ce moment, il s'établit entre l'Asie et l'Europe, un échange de produits dont les facteurs l'urent les Vénitiens et les Génois. et aussi les habitants de Marseille, de Montpellier, de Narbonne. Benjamin de Tudèle, voyageur du xue siècle, donne une haute idée de l'activité commerciale de Montpellier. « Cette ville, dit-il, est tréquentée par toutes les nations chrétiennes et mahométanes. On y trouve des négociants de l'Afrique, de l'Italie, de

l'Égypte, de la Palestine, de la Grèce, de la Gaule, de l'Espagne, et de l'Angleterre, en sorte qu'on y voit des gens de toutes les langues avec les Génois et les Pisans. » Les denrées qui étaient apportées du Levant dans les ports du midi de la France, étaient transportées par terre ou par eau dans l'intérieur du royaume, aux grandes foires, qui étaient alors les principaux centres des relations commerciales. La Champagne avait les plus importantes aux xiie et xiiie siècles, et c'était là que se faisait l'échange des produits du nord et du sud de la France. La Normandie était en relation avec l'Irlande et l'Angleterre, et, dès le xie siècle, les bourgeois de Rouen avaient obtenu les priviléges de commerce les plus étendus dans tous les ports d'Angleterre. Philippe Auguste, en s'emparant de la Normandie (1204), donna à la France une puissante marine sur l'Océan. A la même époque, la Flandre se faisait remarquer par son industrie et ses relations commerciales. Le poëte de Philippe Auguste, Guillaume le Breton, en parle avec admiration (Historiens de France, XVII, 234-235): «Là se voient des lingois d'argent et de brillant métal, les tissus de la Phénicie et de la Sérique (pays d'où l'on tirait la soie); les produits des Cyclades, les peaux tachetées de la Hongrie, les graines qui donnent à l'écarlate une couleur brillante, les vins qu'envoient la Gascogne et la Rochelle; du ser, des métaux, les produits de l'Angleterre, et les denrées de toute nature que la Flandre accumule dans ses ports pour les répandre dans les diverses parties de monde. » Les rois de France s'emparèrent sous Philippe le Bel de cette riche contrée. Dejà sis avaient les ports d'Aigues-Mortes, de Cette, et toute la côte du Lan-guedoc réunie à la couronne en 1271. Ainsi, le commerce français prit, dès le xiii siècle, un vaste développement, et fut favorisé par plusieurs ordonnances des rois de France.

La corporation des marchands de l'eau de Paris, qui avait succédé à celle des nautes parisiens, obtint de grands priviléges de Louis VI, Louis VII, et Philippe Auguste. Elle forma une hanse, ou association, et eut le monopole des transports sur la Seine, depuis le pont du Pecq, près de Saint-Germain, jusqu'a la haute Seine. Elle levait un impôt ou droit de hanse sur toutes les denvées apportées à Paris. Cette puissante corporation fut pendant long temps la plus importante de Paris, et elle donna pour armes à cette ville un vaisseau, emblème du commerce maritime. La basse Seine était soumise à une autre corporation, celle des marchands de l'eau

181

de Rouen, qui avaient le droit exclasif de transporter les denrées depuis le pont de Rouen jusqu'au pont du Pecq. Il en résulta d'interminables procès entre les deux compagnies privilégiées qui dominaient le cours de la Seine, et qui alleguaient l'une et l'autre une ancienne possession. Heureusement il existait en France un pouvoir supérieur aux corporations, et qui, dans l'intérêt général, modifiait ou annulait leurs priviléges. La royauté travailla à ouvrir des communications plus faciles. Saint Louis menaça les kouennais, s'ils ne consentaient à la restriction de leurs privilèges, d'établir un port royal dans un de ses domaines appelé Couronne, sur la haute Seine, et de leur faire ainsi une redoutable concurrence. Des travaux surent commencés, et ce sut devant cette menace que les Rouennais firent de prudentes concessions. Peu à peu, la royanté, qui avait protégé dans l'origine les associations privilégiées pour le commerce maritime, diminua ou même abolit les entraves qu'elles apportaient à la navigation fluviale. Saint Louis favorisa encore le commerce en assurant la sécurité des routes, en rendant le seigneur responsable des vols commis sur ses terres. et en détruisant les péages multipliés par a fiscalité féodale; une pénalité sévère réprima les fraudes commerciales, et le prévôt Étienne Boileau soumit les corporations à une réforme et à de sages règlements. (Voy. le Livre des métiers d'Etienne Boileau dans la collection des documents inédits de l'histoire de France.)

Les successeurs de saint Louis savorisèrent également le commerce. Philippe le Hardi, aussitôt après la réunion du Languedoc, établit à Nimes, en 1272, des juges speciaux pour les conventions com-merciales. Philippe le Bel appela en France les étrangers par les franchises qu'il leur accordait. Les foires de Champagne devinrent de plus en plus florissantes; le port d'Harfieur attira les Castillans, les Portugais, les Aragonais (ordonn de 1309). Des prohibitions, nécessaires dans l'ensance de l'industrie, protégèrent le commerce national. Les draperies indigènes furent favorisées par l'ordonnance qui désendait l'exportation des laines et celles des drogues et teintures nécessaires pour la fabrication et la coloration des draps. La royauté retirait dès lors un grand avantage des transactions commerciales par les droits qu'elle prélevait. Mais l'altération des monnaies, la pro-cription des juiss et des lombards, les impôts excessifs, les confiscations déguisées sous le nom de lois somptuaires firent le plus grand tort au commerce à l'époque de sacteurs sur terre et sur mer. » La dis-

Philippe le Bel. Les règnes des premiers Valois furent signales par mêmes abus et de plus par les désastres de la guerre contre les Anglais. A peine la paix et l'ordre furent-ils rétablis sous Charles V qu'on vit le commerce se relever. Les Normands fondèrent des comptoirs sur les côtes d'Afrique et dans les sles Canaries. Les marchands castillans furent de nouveau appelés à Harfleur par la confirmation de leurs anciens priviléges. Charles V voulait ouvrir au commerce intérieur de nouvelles voies d communication. « Il avait résolu, dit Christine de Pisan, de saire sossoyer la terre de telle largeur et profondeur, et en telle adresse que la rivière de Loire pût prendre son cours en la rivière de Seine et porter navire qui vint à Paris. » Les cent mille livres demandées pour ce travail étaient préparées, lorsque la mort de Charles V en retarda l'exécution pour plasieurs siècles. A cette époque, des marchands tartares vensient trafiquer en France. Tamerian, vainqueur de Bajazet, au commencement du xve siècle, écrivit à Charles VI pour le prier de traiter favorsblement, ainsi que l'avaient sait ses prédécesseurs, les Tartares qui commerçaient dans ses États (Hist. de Charles VI, par le religieux de Saint-Denis, livre XXIV. chap. xix).

COM

La folie de Charles VI et les désastres de son règne plongèrent la France dans une anarchie dont elle ne sortit que par une crise providentielle. Avec la paix et la sécurité le commerce prit un nouvel essor et eut pour principal représentant à cette époque Jacques Cœur, qui siégeait dans les conseils du roi. Lui-même avait longtemps trafiqué dans les contrées lointaines, et, dès 1432, un voyageur fran-çais, Bertrandon de La Brocquière, le rencontrait à Damas. Enrichi par le commerce, Jacques Cœur prêta à Charles VII l'argent nécessaire pour la conquête de la Normandie et il devint le trésorier ou argentier du roi. « Il avait, dit un chronjqueur contemporain, Mathieu de Coussy, plusieurs facteurs qui allaient par tous les pays et royaumes chrétiens et même dans le pays des Sarrasins. Sur la mer, il avait à ses depens plusieurs grands vaisseaux, qui allaient en Barbarie et jusques en Babylone, querir toutes les marchan-dises par la licence du soudan et des Turcs. En leur payant un droit, il faisait venir de leur pays des draps d'or et de soie de toutes suçons et de toutes couleurs, plus des fourrures de diverses manières, tant de martres que genettes et autres choses. Il avait bien trois cents

grâce de Jacques Ctour n'arrête pas le vaste développement du commerce. Les expéditions sur la côte d'Afrique, interrompues pendant le règne de Charles VI, farent encouragees par Charles VII l'intérieur du royaume, il rétablit les foires de Champagne et de Brie, en accorda plusieurs à Lyon, et fit cesser la rivalité des corporations normande et parisienne, qui entravait la navigation de la Seine. Il abolit les péages illicites qui arremient les marchands et affecta des fonds spéciana pour l'entretien des ponts et chanssées Rec. des Ordonn., XIII, 306, et XIV, 3671.

Le successeur de Charles VII, Louis XI, fat aussi un des rois qui encouragèrent le commerce. Il établit aux environs de Tours des plantations de mûriers et des fabriques de soie; il pretegeait l'industrie nationale, suivant l'usage de ces temps, pan un système prohibitif et désenduit séverement l'importation des étoffés de l'Inde. Lyon, Rouen et d'autres villes obtinrent des priviléges de foires frunches pour appeler dans leurs murs des marchands etrangers. Par le même motif, on exempta le l'anguedoc du droit d'aubaine. Un grand conseil de marchands fut appelé auprès du roi pour aviser aux moyens d'étendre et faire prospérer le commerce. Louis XI avait des projets plus vastes. Il songeait à établir l'unité de poids et de mesures et à creuser un port sur les côtes de Normandie, « pour que les navires de quelque contrée qu'ils fussent pussent y descendre et y séjourner.» (Rec. des Ordonn, XVIII, 35). L'ordonnance fut même rendue. Mais la mort du roi en empêcha l'exécution. Ce fut une des vues qu'il légua à l'avenir et que ses successeurs se chargèrent de réaliser.

Avec le xvi° siècle, une nouvelle ère commence pour le commerce et l'industrie. Les découvertes maritimes ouvrirent des débouchés plus vastes; une part considérable en revint aux Français. C'est, selon quelques écrivains, au capitaine dieppois Cousin et à son compagnon Vincent Pinçon qu'appartient le premier honneur de la découverte du nouveau monde. Sans entrer dans ces discussions, on ne pout méconnaître l'ardeur des marins français qui visitèrent les grandes Indes et l'Amérique. Le Normand Gonneville doubla, en 1503, six ans après Vasco de Gama. le cap de Bonne-Espérance et alla aux indes orientales, Jean Denis et Thomas Ango abordèrent aux Térres Neuves. c'est-à dire en Amérique, en 1504 et 1508. Mais ce fut surtout à l'époque de François les, que les expéditions maritimes prirent un grand développement. Ce roi Paris un tribunal de commerce, sous le

creusa sur les côtes de Normandie le port dont Louis XI avait conçu le projet et l'appela Ville françoise. Il est resté sous le nom du Harre un des principaux ports de commerce. En 1529, les deux frères Jean et Knoul Parmentier allèrent à Sumatra sur les vaisseaux la Pensée et le Sacre. François I en encouragea ces expéditions. Ce sut par ses ordres et à ses frais que le Florentin J. Verazzano parcourut la côte orientale de l'Amerique depuis Terre-Neuve jusqu'à la Virginie Jacques Cartier remonta le fleuve Saint-Laurent et reconnut les côtes du Canada, en 1534 et 1535. Peu de temps après, une nouvelle expédition partit sous les ordres de Jean de La Rocque, sieur de Roberval, que Francois io avait nommé vice-roi du Canada. Ce navigateur explora la partie septentrionale de cette contrée, de 1541 à 1545, et fortifia le cap Breton. Ces expéditions maritimes exercèrent nécessairement une grande influence sur le commerce. D'après le témoignage de l'ambassadeur vénitien Marino Cavalli, la France, en 1546, exportait annuellement des vins pour plus de quatre millions monnaie du temps). Les laines de Normandie et de Picardie se vendaient en Espagne, en Angleterre, en Italie et jusque dans les États barbaresques. Le sel était encore une richesse pour la France. Le roi s'efforça d'affranchir ce pays du tribut qu'il payait à l'étranger pour certaines industries. Il attira en France des ouvriers italiens habiles à travailler la soie, et imprima une grande activité aux fabriques établies par Louis XI. En 1546, on comptait en France huit mille métiers qui tissaient la soie, d'après le témoignage de Marino Cavalli. Comme Louis XI, François Ier s'efforça de protéger l'industrie nationale par des mesures prohibitives et frappa de droits considérables les draps etrangers et surtout les étoffes d'or et d'argent. A l'intérieur, l'abolition des péages illicites établis depuis plus de cent ans sur les bords de la Loire et l'uniformité d'aunage introduite en France, au moins pour quelque temps, furent des mesures utiles au commerce. Henri II accorda aussi des encouragements aux fabriques de Lyon. Le Bolonais Mutio établit, sous son règne, les premières sabriques de cristaux en France. L'unité de poids et de mesures fut prescrite par une ordonnance; mais elle ne put triompher des habitudes locales et des préjuges enracinés

Des actes favorables au commerce signalèrent aussi l'administration du chancelier de Lhôpital. Par une ordonnance da mois de novembre 1563, il établit à nom de juges-consuls; une seconde ordonnance du 28 avril 1565 détermina les auributions de ce tribunal et entini l'ordonnance de Moulins (6 février 1566) étendit cette institution à toute la France. Les procès de commerce furent des lors jugés par des magistrats compétents, au lieu d'être abandonnés aux échevins et jurats qui étaient souvent peu capables de les résondres Plusieurs despositions de l'ordonnance d'Orléans sur les banqueroutes, la contrainte par corps et l'uniformité de poids et de mesures présentaient aéjà l'ébauche d'un code de commerce. Enfin le tubleau des droits à prélever sur les marchandises devait être affiché dans chaque maison de péage avec défense expresse de le dépasser Les troubles et l'anarchie, auxquels la France fut en proie sous Charles IX et Henri III, entravèrent l'exécution des mesures salutaires prescrites par Lhôpital. Ce fut seulement sous Henri IV, lorsque la France commença à jouir de l'ordre et de la paix, que le commerce se rele**va.**

Henri IV appela près de lui, en: 1604, les principaux représentants du commerce et de l'industrie pour les consulter sur les mesures les plus propres à leur donner. essor. Le résultat des délibérations de cette assemblée nous a été conservé par le contrôleur général du commerce, Isaac Laffemas. On y voit les efforts de Henri IV, de son ministre Sully et des membres du conseil pour développer les richesses et l'activité commerciale de la France. Les sabriques de soierie recurent une nouvelle impulsion; des mûriers furent plantés dans les généralités de Tours, de Paris, d'Orléans et de Lyon. Henri IV fit construire à Paris deux bâtiments pour travailler la soie, l'un aux Tuileries, l'autre au parc des Tournelles non loin de la place Royale). Les produits de ces établissements furent si abondants qu'en deux ans on exporta des étoffes de soie pour plus de six millions d'écus. Comme les rois précédents, Henri IV protéges cette industrie naissante en prehibant l'importation des étoffes d'or et de soie. L'ecorce des muriers blancs servit à fabriquer des toiles et des cordages. L'expérience fut saite en Languedoc par le célèbre agriculteur Olivier de Serres, et réussit parfaitement. Une manufacture de crêpes fins, établie au châte u de Mantes, avec l'autorisation de Sully, le disputa aux fabriques de Bologne. Au lieu de tirer des pays étranuers les has de soie et d'estame, la france en fit une exportation considerable. Une manufacture pour filer l'or fut établie à Paris sous la direction d'un Milanais et épargna

à la France une dépense d'un million deux cent mile livres dont s'enrichissait annuellement l'industrie italienne. Des tapisseries de cuir doré furent fabriquées aux faubourgs Saint-Jacques et Saint Honoré et l'emportèrent sur les plus belles étoffes. La rivière d'Étampes alimentait des moulins qui sciaient le fer et le martelaieni; c'était encire une industrie qui délivrait la France d'un tribut payé à. l'étranger. Les moulins d'Étampes, disent les procès-verbaux de l'a-semblée du commerce, faissient plus d'ouvrage en un jour que le meilleur chandronnier en un mois et à meilleur marché. Ces fabriques fournissaient aussi des cuirasses et : diverses espèces d'armes. Au faubourg Saint-Victor et à l'embouchure de la rivière de Bièvre, on travaillait l'acier fin: L'assemblée de commerce demanda le rétablissement des verreries, qui avaient été ruinées par les fabriques de cristaux introduites par des Italiens et protégées par le gouvernement. Elle rappelait que les verreries avaient été jadis « ordonn**és** peur les gentilshommes nécessiteux qui s'y pouvaient adonner et en faire trais sans déroger à la noblesse. » Elle exprimait en même temps le vœu que les Italiens communiquassent le secret de leur art'à des ouvriers français. Il serait trepilong de rappeler toutes les améliorations : dont le conseil de commerce eut l'initiative. Il nous suffire de dire qu'il mérite: l'éloge qu'en a fait isaac Laffemas en déclarant « que la chambre de commerce est le vrai fondement de remettre et conserver le træfic général qui avait été perdu faute de bon ordre. » Le commerce et l'industrie n'avaient été jusqu'alors que des institutions locales, elles devintent de plus en plus nationales. Le gouvernement seconda avec ardeur cet élan de la France vers les améliorations pacifiques. Il ouvrit de nouvelles communications. Sully: fit commencer les travaux du canal de Briare; dont Charles V avait conçu le projet. Des traités de commerce avec le suitan et l'Angleterre préparèrent de nouvezux débouchés à l'industrie. Tel futiaussi l'avantage de la colonisation du Canada renouvelée; sous Henri IV, par Samuel Champlain (1608). Québec devint la capitate de cesse Nouvelle France et la centre d'un vaste commerce de pelleteries. Une compagnie privilégiée ne tarda pas à en obtenir le monupole.

Malgré les troubles de la minorité des Louis XIII, l'impulsion donnée au commerce par Henri IV se soutint Une compaguie fut organisée, en 1641, pour les commerce des Indes orientales, et une ordonnance régla la compétence des ju-

ges-consuls. Aux états généraux de 1614, le tiers état émit quelques vœux utiles au commerce. Mais ce fut surtout lorsque Richelieu se fut emparé de la direction de la marine, en 1626, sous le titre de surintendant général de la navigation, que le commerce sut encouragé. Deux compagnies se sormèrent à l'instigation du ministre, l'une dite compagnie du Morbihan pour le commerce des Indes orientales; l'autre pour le commerce des Indes occidentales. Des armateurs stimulés par Richelieu reprirent la colonisation de Canada et sondèrent des comptoirs dans les Antilles, à Saint-Domingue, à Saint-Christophe, à la Barbade. Les anciennes relations commerciales de la France et de la Turquie furent confirmées par de nouveaux traités, et des consuls établis dans les échelles du Levant. Richelieu envoya Saint Memin en Perse, de Chalard et le commandant de Rasilly dans le Maroc, où ils signèrent un traité de commerce en 1531. A l'intérieur, Richelieu multiplia les moyens de communication et de transport, acheva le canal de Briare, rendit navigables les rivières d'Ourcq, de Chartres, de Dreux, d'Etampes, et organisa de nouveaux relais de poste. Ce ministre, qui portait le poids des affaires de l'Europe, ne négligea rien pour développer la richesse nationale.

Son successeur Mazarin n'eut pas ce génie universel. Appliqué presque ex-clusivement à la politique extérieure, il négligea le commerce. On remarque cependant les ordonnauces pour l'établissement d'une manufacture de tapis de Turquie à la Savonnerie (16 octobre 1644), pour l'ouverture du canal du Languedoc qui ne fut commencé que vingt ans plus tard, pour la navigation du canal du Loing en 1646, enfin une première ordonnance sur le régime colonial. On doit à Fouquet, qui, dans la dernière partie du ministère de Mazarin, sut surtout chargé de l'administration intérieure, la création d'une compagnie du Nord avec privilége exclusif pour le commerce des huiles de baleine; il encouragea les compagnies qui équipaient des vaisseaux pour les Amériques septentrionale et méridionale et établit pour relever la marine française un droit protecteur de cinquante sous par tonneau sur tous les navires étrangers. Malgré ces mesures, le commerce languissait, lorsque Colbert fut appelé à la direction des finances et de l'administration intérieure.

Un des principaux titres de Colbert est d'avoir su donner au commerce une active impulsion. Il s'efforça d'ouvrir aux produits français des débouchés exté-

rieurs. Cînq compagnies furent organisées, en 1664, pour le commerce des Indes orientales et occidentales, du Levant, du Nord et de l'Afrique (Sénégambie). Jamais les colonies françaises ne furent plus florissantes (voy. Colonies.) En Amérique, la France avait un véritable empire, et elle possédait d'importants comptoirs aux Indes et en Afrique. Une puissante marine militaire protégeait les colonies et la marine marchande. A l'intérieur, le canal du Languedoc unissait les deux mers, et peu de temps après le canal d'Orléans compléta le canal de Briare. Des coches d'eau établis sur la Seine facilitèrent l'approvisionnement de Paris et l'arrivage des denrées de toute nature. Le mauvais état des routes « empêchait notablement le transport des marchandises, » dit une ordonnance de 1664. Colbert prescrivit aux intendants d'améliorer les voies de communication, et c'est de cette époque que datent la plupart des grandes routes de France. Leur beauté changeait les voyages en promenade. Mae de Sévigné, qui se rendait de la Charité à Nevers, écrivait à sa fille le 20 septembre 1667 : « C'est une chose extraordinaire que la beauté des routes; on n'arrête pas un seul moment; ce sont des mails et des promenades partout, toutes les montagnes aplanies, la rue d'enfer un chemin de paradis; mais non, car on dit que le chemin en est étroit et laborieux, et celui-ci est large, agréable et delicieux. Les intendants out fait des merveilles, et nous n'avons cessé de leur donner des louanges. » Colbert diminua les douanes intérieures qui entravaient le commerce; mais il ne put entièrement détruire ces institutions nées du système féodal et maintenues par des intérêts ou des préjuges opiniètres (voy. Douanes). Les anciennes manufactures furent encouragées et perfectionnées; on en fonda de nouvelles. Glaces de Venise, points d'Angleterre, bas au métier, draps fins de Louviers, de Sédan, d'Abbeville; draps communs d'Elbeuf, feutres de Caudebec, soieries de Tours et de Lyon, tapisséries de la Savonnerie, de Beauvais et d'Aubusson; persectionnement de l'horlogerie, culture de la garance, produits variés du ser, de l'acier, du cuir, des terres argileuses, en un mot toutes les branches de l'industrie reçurent de Colbert un sécond développement. Il voulait mettre la France, comme il le fait dire à Louis XIV dans le préambule d'une de ses ordonnances, en état de se passer des étrangers pour les choses nécessaires à l'usage et à la commodité des Français. Il attira des ouvriers habiles

d'Angleterre, de Flandre et d'Italie. Le secret de la trempe de l'acier fut dérobé à l'Angleterre. Le Hollandais Van Robais établit à Abbeville, en 1664, une célèbre fabrique de draps. Les porcelaines de Sèvres furent bientôt renommées dans toute l'Europe. La manufacture des Gobelins, qui remontait à l'époque de Henri IV. fut placée sous la direction de Le Brun, et ses tapisseries éclipsèrent les produits de tous les établissements étrangers. On 3 reproché à Culbert d'avoir maintenu le système des corporations (voy. ce mot) et multiplié les mesures prohibitives destinées à proteger le commerce national. Mais en admettant, ce qui n'est pas prouvé, que l'industrie française eût pu prospèrer sans ces mesures protectri-ces, comment faire un crime à Colbert de vues étroites peut-être, mais universellement adoptées à cette époque? D'ailleurs est-il necessaire d'imputer au système prohibitif la décadence du commerce qui s'explique tout naturellement par la prépondérance de Louvois, par les dépenses excessives de la guerre et l'accroissement des impôts? Un étranger illustre, observateur éclairé et attentif, s'est chargé de répondre à ces critiques. Sir William Temple visitant la France, en 1678, lorsqu'elle venuit de soutenir les deux guerres de Flandre et de Hollande, rendait un éclatant hommage à l'administration de Colbert, à la prospérité industrielle et commerciale de la France, et proclamait ce pays le plus riche et le plus florissant du monde. Colbert n'avait rien négligé pour porter vers l'industrie et le commerce les capitaux qu'absorbaient les prêts à intérêt ou le prix exorbitant des offices. Il réduisit l'intérêt de l'argent du denier 18 au denier 20 (de 5 1/2 à 5 p. 0/0), et fixa le prix des charges de judicature. La réorganisation des consulats et les renseignements que Colbert se faissit remeure sur les ressources de chaque pays, et les avantages que le commerce français pouvait y trouver, sont une nouvelle preuve de sa sollicitude pour la richesse nationale. Un véritable code de commerce, préparé par les soins de ce ministre, sut publié, en 1673, sous le nom d'ordonnance du commerce. Tenue des livres, mode de payement, lettres et billets de change, contrainte par corps, sociétés de commerce, faillites, banqueroutes, juridiction des tribunaux de commerce, tout y était réglé avec un soin minutieux.

Tant que Colbert vécut, le commerce resta florissant. Ce ministre défendit les protestants, dont l'activité s'était tournée exclusivement vers les spéculations in-

dustrielles et commerciales. Mais, après sa mort (1683), la funeste influence de Louvois, qui, pour maintenir son auto-rité, précipitait Louis XIV dans des guer-res perpetuelles, la révocation de l'édit de Nantes (1685) qui força tant de familles à porter dans les contrées voisines leurs richesses et leur industrie, les embarras financiers, l'énormité des impôts qui écrasaient les marchands, les désastres des guerres dont les colonies étaient les premières victimes et qui retombaient par consequent sur le commerce et l'industrie, tout contribua à ruiner l'œuvre de Colbert. Ce fut en vain qu'on s'efforça de ranimer le commerce par des insti-tutions utiles. Ni la permission accordée aux nobles de faire le commerce en gros sans déroger, ni l'établissement du conseil du commerce institué le 29 juin 1700, ni la création de six intendants de commerce en mai 1708, ni enun les règlements nouveaux pour encourager la marine et le commerce ne purent leur rendre leur ancienne prospérité. Il importe cependant de signaler les efforts tentés dans les dernières années du règne de Louis XIV, et specialement l'organisation des chambres de commerce. Il en existait une à Marseille depuis nn temps Immémorial. Elle avait été réorganisée en 1660. La seconde chambre fut établie à Dunkerque en 1700. En 1701, les villes de Lyon, Rouen, Bordeaux, Toulouse, Montpellier, la Rochelle, Nantes, Saint-Malo, Lille, Bayonne, eurent aussi leurs chambres de commerce. La mission de ces chambres est marquée par l'ordonnance de Louis XIV : « Élles pourront, dit ce roi, adresser leurs mémoires contenant les propositions qu'elles auraient à faire sur ce qui leur paraîtra le plus capable de faciliter et augmenter leur commerce. »

Le xviii siècle fut surtout une époque de théories commerciales. Le système de Law fut une des premières manifestations de cette disposition aventureuse. Il donna d'abord une certaine activité au commerce en concentrant dans les mains d'une compagnie tous les privilèges et toutes les ressources financières. La France fonda alors la Nouvelle-Orléans, qui tira son nom du régent. Mais la chute de Law (1720), et la ruine d'un grand nombre de familles, portèrent au commerce un coup dont il se releva difficilement. Cependant on voit s'établir vers cette époque le bureau de commerce (1722), puis la bourse de Paris (1724), et le conseil royal de commerce (1730). Mais les décortes 1730). Mais les désastres de la marine française, pendant les deux guerres de sept ans, la perte d'une grande partie des colonies françaises à la paix de Paris

(1763), entraînèrent la décadence du commerce exterieur. Sous Louis XVI, l'administration de Turgot sut zélée pour le commerce: Elève des économistes, et partageant leurs idées sur la liberté commerciale, il abolit les jurandes et corporations, et fiv disparattre les entraves qui interceptaient les communications entre les diverses parties de la France. En même temps l'État donns une certaine impulsion au commerce par la réorganisation de la caisse d'escompte qui datait de 1767, mais qui fut reconstituee en 1776: Un inspecteur général était chargé d'étudier les besoins du commerce, et d'en rendre compte au ministre. Malheureassurent Turget ne fit que passer au pouvoir. Renversé par une coalition d'intérêts au de passions, il ne put réaliser ses réformes. La révolution s'en chargea; mais elle les fit trompher au milieu d'un tel boulevers ment, que le commerce fut comme suspendu pendant plusieurs années. Il se releva sous le consulat, et, malgre les obstacles qui résultaient de la guerre maritime avec l'Angleterre, il prit un grand essor! Parmi les mesures qui y contribuèrent, on ne doit pas oublier l'unité:despoids et de mesures, et l'uniformité des lois commerciales réunies en code de commerce: Un arrêté consulaire du 24 décembre 1802 (3 nivôse an XI), crés vingu-deux chambres de commerce, thangées d'éclairer le gouvernement sur les besoins et les vœur du commerce. Enin, en 1912, fut créé un ministère spetial du commerce. Supprimé en 1814, il a etá rétablicune première fois en 1828, et ano secondo fois en 1830: Il comprensit deux directions spéciales chargées du tommerce intériour et entérienr. Le mihistère du commerce a été reuni, en 1852, au ministère de l'intérieur. Le conseil supérisus du commerce réorganise en 1831, se compose de douze membres nommés pande chef de l'État; et des présidents des conecils généraux du commerce, des manufactures et du conseil d'agriculture. Il est-consulté sur les projets de traités de commerca ou de navigation, sar la legislation commerciale des colonies, sur les vœns du conneil général du commerce; etc. Dans: les temps modernes, le gouvernement, en protégeant et encourageant le commerce. a:compris que sa miseion était sumont de consulter et de réaliser les vœux da pays: Les chambres de commarce ont été organisées dans ce but. L'ordonnance du 16 juin 1832 en a porté · le nombre a quarante-sept. Elles se composent des principaux représentants du commerce élus par la totalité des com-

mercants. Le nombre des membres est

COM

tantot de neuf, tantot de quinze, suivant. l'importance des places de commerce: Les villes où ces chambres sont établies, sont : Abbeville, Amiena, Arras, Avignon, Bastia, Bayonne. Besancon, Bordeaux, Boulogne, Caen, Calais, Carcassonne. Chalons-sur-Saone, Cherbourg, Clermont-Ferrand, Dieppe, Dunkerque, Fécamp, Granville, Gray, la Rochelle, Laval, le Havre, Lille, Lorient, Lyon, Marseille, Metz, Montpellier, Morlaix, Mulhouse, Nantes. Nimes. Orléans, Paris, Reims, Rochefort, Rouen, Saint-Brieuc, Saint-Étienne, Saint-Malo, Strasbourg, Toulon, Toulouse, Tours, Troyes, Valenciennes. Pour faire entendre leurs conseils et leurs vœux, les chambres de commerce délèguent un conseil de soixante membres. qu'on appelle consail général du commerce. Paris nomme huit membres, les villes de Lyon, Marseille, Bordeaux. Rouen, Nantes, le Havre, chacune deux; les quarante autres villes nomment chacune un membre. Le conseil général doit tenir une session par an, à l'époque fixée par le ministre du commerce; il peut y avoir en outre des sessions exu aordinaires du conseil général du commerce. Le traité du 22 janvier 1860 conclu avec l'Angleterre a préparé la liberté commer-ciale entre les deux pays. L'Angleterre s'est engagée à admettre francs de droits tous les objets manufacturés, tels que tissus de soie, ortévierie, bijouterie, articles dits de Paris, comme bronzes, modes, ganterie, mercerie, fleurs artificielles. La France a supprime les prohibitions sur les objets d'origine ou de manufacture britannique, tels que sucre raffiné, fer forgé, produits chimiques, extraits de bois de teinture, fils de laine, cown, soie, chanvre, contellerie, aciers, machines, voitures. Les prohibitions ont été remplacées par des droits dont le maximum était fixé à 30 p. 100 et devait être réduità 25 p. 100 au 1er octobre 1864. Nos vins, nos papiers, nos eaux de-vie, n'ont plus été soumis, en Angleterre, qu'aux droits leves sur les produits similaires du pays. La France abaissa. les droits qu'elle percevait antérieurement sur les denrées non prohibées, telles que la houille et le coke, les fers, fontes et aciers, les ouvrages en métaux, machines, outils et mécaniques, tissus de lin et de chanvre. Le principe de la liberté a été appliqué, en 1861, au commerce des céréales par la suppression de l'échelle mobile, tarif montant ou descendant selon les apparences de boune ou mauvaise récolte. On a substitué à ce tarif un droit fixe de 50 c. par quintal metriqua de blé importé.

COMMERCE (Tribunaux de). — Voy. TRI-

BUNAUX.

COMMISE - La commise avait beaucoup de rapports avec la confiscation d'un flef, et cependant elle ne doit pas être confondue avec la confiscation. La commise était la saisie d'un fief par le seigneur dominant pour délits privés, tandis que la véritable confiscation était provoquée, par des, crimea publica. Les délits qui entrainaient la commiso étaient le désaveu ou déclaration du vassal qu'il ne relevais pas de son légitime seigneur, un acte injurieux ou acte de félonie envers le susecain. Un fief tenu par un mineur ou par une femme mariée ne pouvait être mis en commise. On appelait encore commiss-la confisoation, des marchandisea, qui n'avaient pas payé les droits d'entrée.

COMMISSAINES. — Nom donné à tous ceux qui recevaient une mission du roi ou d'une assemblée pour inspecter les provinces, administrer la justice, soutenir une loi devant les assemblées politiques; etc: — Commissaires de police. Voy. Police: — Commissaires des guerres, function naires chargés de veiller à l'approvisionnement des armées: Voy. Hrana-CHIR MILITAIRE. — Commissaires des vieres. Voy. HERARCHIE MILITAIRE: Commissaires-priseurs, officiers ministériels chargés de faire la vente des biens meubles.

COMMISSION. — On a souvent donné. ce nom à des tribunaux extraordinaires. Voy. Tribunaux extraordinaires. On appelait aussi quelquefois commissions des comités choisis dans les assemblées pour préparer une loi ou prendre les mesures nécessaires au salut de l'Etat.

COMMISSION PAR LETTRES EN COM-MANDEMENT. - Lettres par lesquelles un juge enjoignait à un juge inférieur d'executer un ordre.

COMMISSION ROGATOIRE. — La commission regatoire différait de la commission en commandement en ce qu'un juge priait un autre juge, son égal, de mettre à exécution un arrêt ou mandement.

COMMITTIMUS. — Ce mot latin indiquait un privilège accordé à un certain nombre d'officiers royaux, de dignitaires, de prélats et de maisons religieuses pour faire évequer tous leurs procès devant des juges spéciaux, tels que les maîtres. des requêtes, le grand conseil, etc. Il y avait deux espèces de committimus : 1º le commissimus du grand socau qui s'étendait à toute la France: mais, pour à un autre, il fallait qu'il s'agit d'an moins mille ligres; 2º le committimus du petit

sceau qui n'avait lieu que-dans le ressort d'un parlement, et évoquait les affaires aux requête» du palais (c'est-à-dire à une chambre spéciale du parlement appelée chambre des requêtes). Les lettres de commissimus ne duraient qu'un an; au bout de ce temps il fallait les faire resouveler.

Communautės ecclėsiastiques. — Voy. Abbayes et Clergé régulier.

COMMUNE. — Ce mot désigne aujourd'hui une circonscription territoriale de peu d'étendue soumise à une même administration municipale (voy Municipalita). An moyemage la commune avait un tout autre caracière. C'était une petite république qui avait ses lois, ses magistrats, sa milice et ses priviléges. Il imponte, pour avoir une idée des communes, d'insister suntrois points : leur origine, leur organisation, et entin les conséquences du régime communal.

§ ler. Origine des communes. — On peut distinguer plusieurs origines des communes. Les unes viennes de l'empire romain; ce sont les anciens manicipes (vov. ce mot) se continuant à travers le moyen age. C'était sur tout dans le midi de la.France que se trouvaient ces cités romaines. Les noms de Capitole, donné à la maison de ville de Toulouse, et de capitouls à ses magistrats municipaux attestaient cette tradition. On la retrouve encore dans les consuls d'Avignoniet de plusieurs autres cités de la France ménidiunale. Dans le nord, les communes datent presque toutes du xir siècle. Beancoup naquirent d'une insurrection de la bourgeoisie contre les seigneurs févdaux; on en peut lire l'histoire dans les. Lettres de M. Ang. Thierry sur les communes du Mans, Laon, Saint Quentin, etc. Les chartes octroyées par les rois et les seigneurs ont été la troisième source des communes. La bourgeoisie, enrichie par l'industrie et le commerce, avait acquis une nouvelle importance, surtout depuis les croisades Pour entreprendre ces expéditions lointaines, les nobles étaient forcés de réaliser des sommes considérables qu'ils ne pouvaient obtenir des bourgeois qu'en leur, cedant des priviléges. Beaucoup de charles communales furent ainsi concédées par les seigneurs ou par les rois de France. Louis VI comprit tout le parti qu'il pouvait tirer des bourgeois contre les seigneurs fédaux. On le vit. dès le commencement du xite siècle, s'allier ave: les vilains qui, sous la banqu'une affaire fût évoquée d'un varlement nière de leur curé, marchèrent au secours de la royauté et contribuèrent puissamment à sa victoire. Ainsi, tradition

romaine, insurrection des bourgeois, concessions féodales ou royales, telles sont les trois origines des communes. Elles ne s'établirent pas sans résistance. Les histoires contemporaines portent la trace des luttes entre les anciens pouvoirs et la bourgeoisie. « Commune, dit un écrivain du x11° siècle, Guibert de Nogent, est un nom nouveau et détestable, et voici ce qu'on entend par ce mot : les gens taillables ne payent plus qu'une fois l'an à leur seigneur la rente qu'ils lui doivent. S'ils commettent quelque délit, ils en sont quittes pour une amende légalement fixée. » Ainsi l'arbitraire faisait place au droit; c'est le caractère glorieux de la révolution communale.

§ 11. Organisation des communes. La diversité d'origine explique la diversité d'organisation des communes. Quelques-unes avaient une constitution toute républicaine; d'autres ne jouissaient que de certains priviléges et étaient forcées de se soumettre à l'autorité des magistrats royaux. Là, elles élisaient leurs maires, votaient leurs impôts, levaient et dirigeaient leurs milices, avaient l'administration de la justice; ici, elles n'exercaient que quelques droits secondaires. comme la basse justice, la répartition et la perception'des taxes municipales, la surveillance des voies publiques et la présentation de candidats entre lesquels le roi choisissait les administrateurs de la cité. Malgré ces nombreuses varietés, il y avait pour toutes les communes certains caractères généraux qu'il importe de signaler. Le premier était l'assistance mutuelle. Les membres de la commune s'appelaient souvent les jurés. En effet, ils juraient de se désendre mutuellement et de protéger les droits de leur ville. De là aussi les noms d'amitié, de paix qui servent à désigner certaines organisations communales du moyen age. Les jurés se parantissaient les droits civils et quelques droits politiques. Parmi ces derniers, était le droit d'élire leurs magistrats. Dans le nord on les appelait majeurs, maires, echevins, prevôts des marchands; dans le midi, consuls, capitouls, jurats. Les formes de l'election variaient à l'infini. Dans l'origine, ces magistrats rendaient la justice aux bourgeois, commandaient la milice communale, donnaient aux actes privés ou publics un caractère d'authenticité par l'apposition de leur sceau, présidaient à la répartition et à la levée de l'impôt. Ils étaient assistés dans l'exercice de leurs fonctions par un certain nombre de bourgeois choisis par leurs concitoyens et formant le conseil municipal de l'époque. Il y avait presque toujours

nne seconde assemblée, tantôt de cent hourgeois, tantôt d'un plus grand nombre de notables, que l'on convoquait pour sanctionner les impôts votés par le petit conseil ou pour aviser aux circonstances extraordinaires.

La cloche communale était le symbole de l'indépendance de la cité. Quand les rois voulaient punir une ville ils lui enlevaient sa cloche. La cloche communale était ordinairement suspendue dans une tour, appelée beffroi (voy. ce mot). Au moindre signe d'alarme, le guetteur, qui veillait au haut du beffroi, faisait retentir la cloche, dont les sons précipités appelaient les bourgeois aux armes. C'étuit encore la cloche communale qui avertissait les bourgeois de se rendre à l'assemblée et sonnait le couvre-seu. Cette cloche était quelquefois appelée cloche banale, bancloche ou bancloque. L'usage de la cloche était tellement un symbole de liberté, que lorsqu'une place était prise, ses cloches étaient confisquées de droit, et il sallait que les habitants les rachetassent. Napoléon fit revivre cet ancien usage, lorsqu'il s'empara de Dantzig en 1807. Les habitants payèrent une somme considérable pour racheter leurs cloches qui avaient été données à l'artillerie. Les villes avaient aussi leurs armoiries, qui rappelaient tantôt une circonstance glorieuse de l'histoire locale, tantôt la nature spéciale de l'industrie quelquefois elles avaient le caractère emblématique de la plupart des blasons (voy. le mot Blason). La commune avait un sceau particulier empreint de ses armes. Veiller à la désense de la cité, en garder les murs et les portes, tendre les chaines qui arrétaient la cavalerie séodale, était encore un des priviléges communaux. L'exemption d'impôts, à moins qu'ils ne fussent votes par l'assemblée des bourgeois, la dispense du service militaire, des corvées, en un mot de toutes les charges qui n'étaient pas municipales, le droit exclusif pour les bourgeois de trafiquer dans l'intérieur de leur ville, le privîlége de ne pas reconnaître d'autre juridiction que celle des magistrats de la cité, tels étaient les principaux avantages des habitants des communes.

§ III. Résultats de l'organisation communals. — Cette organisation eut ses avantages et ses inconvénients. Elle forma à la liberté le peuple des villes, et lui inspira des sentiments énergiques; mais en même temps elle fractionna la France en une multitude de petites républiques. Utile au XII* siècle pour émanciper la bourgeoisie et affaiblir la féodalité, la révolution communale pouvait diviser la France

et la réduire à l'impuissance en lui enlevant l'unité. Tel a été, en effet, le résultat du système communal partout où il a prévalu exclusivement. L'Italie en est restée à jamais affaiblie, et par suite livrée à l'étranger. Les luttes de Venise et de Gènes, de Gand et de Bruges, pour ne citer que les exemples les plus illustres, attestent les dangers des rivalités communales, lorsqu'elles ne furent pas contrebalancées et dominées par une autorité supérieure. En France, ce fut la royauté qui apparut comme médiatrice entre les communes. Elle commença à les organiser sur un plan uniforme dès le xiiie siècle; saint Louis régla les conditions de l'élection des maires et de la comptabilité communale. Une ordonnance de 1256 (Ordonnances des rois de France, 1, 682) fixa un même jour pour la nomination des maires; ce fut le lendemain de la Saint-Jude. Le nouveau maire, l'ancien et quatre notables, dont deux avaient eu, pendant l'année, l'administration des biens de la ville, devaient venir à Paris, aux octaves de la Saint-Martin, pour rendre leurs comptes. Il était désendu aux communes de donner ou de prêter, sans l'autorisation du roi, autre chose que du vin en barils et en pots. Les deniers communs étaient déposés dans un coffre; personne ne pouvait y toucher, hors celui qui était chargé de la dépense, encore ne devait-il pas garder entre ses mains plus de vingt livres à la fois. Une seconde ordonnance indique le mode à suivre pour l'élection des maires. La commune présentait une liste de quatre candidats entre lesquels choisissait le roi. Les successeurs de saint Louis voulurent soumettre les communes aux impôts, dont les exemptaient leurs priviléges. De là les révoltes des villes au xive siècle, et l'abolition de la plupart des priviléges communaux à cette époque ou dans le siècle suivant. Mais, si une organisation devenue abusive disparut, le grand fait de l'émancipation de la bourgeoisie ne périt pas. Le tiers état était constitué; il slégea désormais dans les assemblées politiques et dans les parlements; il sut une des forces de la France. Voy. Tiers état. - On doit surtout consulter pour l'origine et l'organisation des communes, les Lettres sur l'Histoire de France, par M. Augustin Thierry; l'Introduction aux recits mérovingiens, du même auteur, et le Cours d'histoire de la civilisation en France, par M. Guizot.

COMMUNE DE PARIS.— La commune de Paris, qui est célèbre par le rôle qu'elle a joué dans la révolution, se composait d'un maire, de seize administrateurs, d'un

conseil municipal de trente-deux membres. d'un conseil général de quatre-vingt-seize notables, d'un procureur général et de ses deux substituts. Le maire était président du conseil exécutif de la commune. composé des seize administrateurs, dont chacun avait une attribution distincte. Le conseil municipal s'assemblait au moins une fois tous les quinze jours. Il était convoqué extraordinairement, si le maire le jugeait convenable. La moitié des membres du conseil pouvait aussi exiger une convocation. Le conseil général n'avait point de réunions régulièrement fixées. Le maire, la majorité des administrateurs. ou une délibération du conseil municipal pouvaient provoquer une convocation du conseil général de la commune de Paris. Il comprenait non-seulement les quatrevingt-seize notables, mais le maire, les administrateurs, et les membres du con-seil municipal. C'était ce corps de cent quarante-sept membres qui formait le redoutable pouvoir appelé la commune de Paris.

COM

COMMUNION. — Les rois de Francs avaient droit de communier sous les deux espèces. Voy. RITES RELIGIEUX.

COMMUTATION DE PEINE. — Le droit de commuer la peine ou de faire grâce est un des priviléges du chef de l'État. Voy. GRACE (Droit de).

COMPAGNIE. - Partie d'un bataillon. Voy. Armée et Organisation militaire.

COMPAGNIE FRANÇAISE, COMPAGNIE NORMANDE. — On appelait ainsi au moyen âge des associations de mariniers de Paris et de Rouen qui avaient le monopole du commerce de la Seine. Ces compagnies sont quelquesois désignées sous le nom de Hanses. Voy. Hanse.

COMPAGNIES. — Réunion de personnes associées pour le commerce, l'étude des lettres, la guerre, etc. De là les compagnies commerciales. Voy. Colonies et Commerce. — Compagnies d'ordonnance, compagnies de cavalerie instituées par Charles VII. Voy. ARMÉE. — Compagnies franches. Les compagnies franches se composaient de bandes indisciplinées qu'on lançait contre l'ennemi en temps de guerre, mais qui souvent, pendant la paix, devastaient le pays qu'elles auraient dû défendre. Ces troupes mercenaires surent désignées à certaines époques sous le nom de grandes compagnies. Voy AR-MÉE. — Compagnies (Grandes). Troupes mercenaires qui ravagèrent la France principalement au xive siècle. Voy. GRAN-DES COMPAGNIES. — Compagnies d'assu190

rances. Voy. Assurances. - Compagnies de Jeku. Voy. JEHU. — Compagnies litteraires. Voy. Académies, — Compagnies souveraines. On donnait le nom de com-'pagnies on cours souveraines, dans l'ancienne monarchie, aux tribunaux qui jugesient sans appel, comme les parle-ments, grand conseil, chambres des comptes, cours des aides et cours des monnaies.

COMPAGNON. — Monnaie flamande du XIVe siècle, qu'on appelait encore gros de Flandre.

COMPAGNONS DE GUERRE. — Voy. LEGDES, FÉODALITÉ et GERMAINS.

COMPAGNONNAGE. — Association d'oufriers. Voy. Corporation.

COMPERE, COMMERE. — On désigne sous ces noms les femmes et les hommes qui ont tenu ensemble un enfant sur les fonts baptismaux.

COMPOSITION. — Rançon payée pour un délit ou un crime. Voy. WEHRGELD.

COMPTABLES (Agents.). — Nom donné aux fonctionnaires qui administrent les finances de l'Etat.

COMPTANT (Acquits et Ordonnances de). — Ordonnances pour des dépenses dont le motif n'était pas connu de la cour des comptes. Le roi se bornait à écrire sur les ordonnances de comptant · « Je sais le mouif de cette dépense. » Les porteurs d'acquits de comptant ou billets signés du roi touchaient l'argent sans donner de recu.

COMPTES (Chambre et Cour des). -Nom du tribunal chargé de reviser les comptes des financiers. Voy. CHAMBRE DES COMPTES.

COMPTOIRS D'ESCOMPTE. — La Banque de France établit, dès 1808, des comptoirs d'escompte à Lyon et à Rouen; en 1810, elle en fonda un troisième à Lille. Blle renonça, en 1818, à ces succursales qui devinrent banques départe--mentales; mais en 1838, comme les banques départementales se multipliaient, la Banque de France établit de nouveau des comptoirs dans les départements, entre autres à Roims et Saint-Étienne (1836); Saint-Quentin (1837); Montpellier (1838); Granoble et Angouleme (1840); Besançon, Caen, Châteauroux et Clermont Ferrand (1841); Mulhouse (1843). Une loi du 30 juin 1840 status que les comptoirs d'escompte de la Banque de France ne pourraient être établis ou supprimés qu'en vertu d'une ordonnance royate, rendue sur la demande du conseil général de la Mathias; la deuxième pour tout le reste

Banque, dans la forme des règiements d'administration publique. Une ordonnance du 25 mars 1841. Confirma à la Banque de France le privilége exclusif d'émettre du papier-monnaie dans les villes ou elle a fondé des comptoirs. Le ches de l'Etat nomme le directeur de chaque comptoir d'escompte ; le gouverneur de la Banque nomme les administrateurs, et le conseil général de la Banque les censeurs. Les divers comptoirs payent les billets qu'ils ont émis. Néanmoins, avec l'autorisation du conseil général, ces billets penvent être payés. à Paris, par la Banque de France et réciproquement les billets écris à Paris pervent être remboursés dans les comptoirs des départements. Depuis 1848, toutes les banques départementales ont été changées en comptoirs d'escompte de la Banque de France.

COMPULSOIRE. — Le compulsoire ou lettres de compulsoire étaient accordés en chancellerie pour contraindre les netaires, greffiers, curés et autres, à representer les titres, contrats, aveux, dénombrements, sentences , actes de déces. de marianes, de baptèmes, etc., qui étaient en leur possession et pouvaient être nécessaires pour l'instruction d'un procès.

COMPUT ECCLESIASTIQUE: — On donne le nom de comput ecclésiastique à l'ensemble des calculs nécessaires pour déterminer l'époque de la fête de Pàques. Ceux qui s'occupent de ces calculs se nomment computistes. Les éléments nécessaires pour cette détermination sont : la lettre dominicale, le nombre d'or, et

1º Lettre dominicale. — On désigne dans le calendrier, dit perpétuel, les sept jours de la semaine par les sept premières lettres de l'alphabet. Le ser janvier est marqué A; le 2, B, etc.; le 7, G. On voit, d'après cela, que l'année étant composée de cinquante-deux semaines, plus un jour, la lettre A servira à marquer le dernier jour de l'année. La lettre qui, pour une année, répond au dimanche, se nomme la lettre dominicale pour cette année. Ainsi. 1851 a commencé un mercredi. A a désigné le mercredi, et E pour toute cette année a désigné le dimanche. E a été la lettre dominicale pour 1851. L'aunée suivante, elle a été D, c'est-à-dire que la lettre dominicale rétrograde d'un rang d'une année à la suivante. Pour les années bissextiles, on compte deux lettres dominicales; la première sert du 1er janvier au 24 évrier, jour de la Saint-

de l'année; ainsi, pour l'année bissextile 1852, les lettres dominicales sont D et C. Depuis longtemps on est dans l'usage de changer la lettre dominicale à partir du ter mars seulement La première année de noire ère a commencé un samedi: la lettre A indiquant le samedi, la lettre B fut la lettre dominicale de l'an 1; A celle de l'an 11; G celle de l'an 111, etc. On a dressé des tableaux donnant la leure dominicale pour une longue suite d'années. L'illustre astronome Delambre a également donné une formule propre à cette détermination. Cette formule est assez compliquée, puisqu'on doit y avoir égard aux réformes julienne et grégorienne.

2º Le nombre d'orrépond a une période astronomique remarquable, découverte par les Athéniens Meton et Euctémon. Elle consiste en ce que, dans une periode de dix-neuf années tropiques, les mêmes lunaisons reviennent périodiquement. Ainsi, si la lune a été nouvelle le 1º jan vier d'une certaine aunée, elle le sera encore et à peu près à la même heure, au 1º janvier, dix-neuf ans plus tard. Cette période de dix-neuf ans ne nomme cycle lunaire ou de Meton, et le numéro d'ordre d'une année dans ce cycle se nomme nombre d'or.

3º On appelle épacte l'age de la lune au fer janvier d'une certaine année. La lettre dominicale, le nombre d'or et l'épacte sont inscrits en tête de tous les calendriers. Un y trouve encore le cycle solaire et l'indiction, dont nous ne dirons qu'un mot, leur consideration n'etant pas utile pour la détermination de la fête de Paques. Le cycle solaire est une période de vingt-huit années, au bout desquelles les mêmes jours reviennent aux mêmes dates du mois. L'indiction est une période de quinze années qui ne repond à sucune période astronomique, mais à une division cadastrale qui servait de base à l'impôt et revenait tous les quinze ans. Cette période date du temps de Constantin; les papes, depuis Grégoire XIII, ont fait commencer cette période le 1^{er} janvier de l'an 313; les dates qui se rapportent a cette supposition portent le nom d'indiction romains.

D'après une décision du concile de Nicée, tenu en 325, la fète de Paques doit se célébrer le premier dimanche après la pleine lune qui suit l'équinoxe, qu'on regardait alors comme tombant invariablement le 21 mars La pleine lune que suit cette époque se nomme tune pascale; c'est de la date de cette lune pascale que dépend celle de la fète de l'aques.

COMTE, COMTESSE, COMTE. — Le titre

de comis remonte à l'empire romain. On voit, en effet, dans les derniers temps de l'empire romain, un comte des largesses sacrées (comes sacrarum largitionum), un comte des domestiques ou des gardes de l'empereur comes domesticorum). Il y eut aussi des comtes chargés du gouvernement des provinces. Les barbares, après la conquête de la Gaule, conservèrent les titres de comtes (grafs ou grafions). Dans le principe, les comtes étaient des gouverneurs de provinces nommés par les rois; mais peu à peu ils se rendirent presque indépendants. Entin, Charles le Chauve, par le capitulaire de Kiersy-sur-Oise (677), proclama que l'autorité des comtes serait hereditaire. Voici la traduction de quelques passages importants de ce capitalaire: « Si un comte de ce reyaume vient à mourir, et que son fils soit auprès de nous, nous voulons que notre tils, avec ceux de nos tidèles qui ont été les plus proches parents du comte défunt, et avec les autres officiers du comté ; et l'évêque, dans le diocèse duquel le conté est situé. pourvoient à l'administration jusqu'à ce que la mort du comte nous ait été annoncée, et que nous ayons conféré à son fils, présent à notre cour, les honneurs dont son père était revêtu. Si le fils du comte défunt est enfant, que les autres officiers et l'évêque sient l'administration du comté, jusques à l'époque où nous morrons conterer au fils les niemes honneurs. » (Recueil des capitulaires, par Baluze, II, 263-269.) Sous le regime féodal, le titre de comte désigna le truisième degré de la hiérarchie des seigneurs. Le comte venait après le duc et le roi. La couronne, signe distinctif des comies, était un rercle d'or enrichi de pierreries et de perles, rehaussé et orné de seize grosses perles. La femme d'un comte por unt le titre de comtesse: leur domaine s'appelait comté. Dans l'origine. les comtés étaient les divisions geographiques et administratives des Etats mérovingiens et carloringiens.

COMTE DU PALAIS OU COMTE PALATIN.

— Le comte du palais, sous les deux premières races, était juge de tous les officiers
de la maison du roi; il reunissait les offices de bouteiller, chambrier, échanson,
grand prévôt de l'hétel, grand maître de
la maison du roi, connétable, etc. Sous la
troisième race, cette dignite fut abelie. Le
senéchal eut une partie des attributions
du comte du palais; mais cet office lut supprimé en 1111, et on divisa-les fonctions
qui donnaient une puissance excessive à
un seut titulaire. Voy. Officiens (Grands).

CONARDS. — Confrérie burlesque ; le

ches des conards prenait le titre d'abbé. Voy. ABBÉ.

CONCEPTION (Puy de la). — Académie fort ancienne qui se tenait à Rouen. Elle avait été fondée en 1484, en l'honneur de l'Immaculée Conception de la Vierge, et s'appelait aussi Académie des Palinods.

Voy. PALINODS.

CONCIERGE DU PALAIS. — Le concierge du Palais était primitivement un juge royal. Vers la tin du xe siècle, il avait moyenne et basse justice dans l'enceinte du Palais, dans le faubourg Saint-Jacques, à Notre-Dame des-Champs et dans le fief de Saint-André compris dans ce taubourg. En 1348, Philippe de Valois changea le nom de concierge en celui de bailli du Palais. Des lettres patentes de Charles, régent de France, en date de 1358, accordent au concierge-bailli du Palais, avec la moyenne et basse justice dans l'enceinte du Palais, la justice sur les auvents ou petites boutiques adossées aux murs du Palais, des cens et rentes sur plusieurs maisons, le droit de donner et ôter les places aux merciers qui vendaient en haut et en bas du Palais, et d'en recevoir un présent une sois l'an. Lorsqu'on admettait un boucher dans la boucherie du Châtelet, il donnait au concierge du Palais trente livres et demie de viande, moitié bœuf et moitié porc, la moitié d'un chapon plumé, un demi-setier de vin, et deux gateaux. Celui qui allait recevoir cette redevance devait payer deux deniers au changeur placé dans la salle des bouchers. Le concierge-bailli du Palais avait le droit de faire enlever tous les arbres secs qui se trouvaient en toutes les voiries et chemins royaux du ressort de la banlieue et vicomté de Paris. Lorsqu'il écrivait à Gonesse pour faire venir du blé ou autre chose au grenier du roi, es écorcheurs de la boucherie étaient senus de porter ses lettres ou de les envoyer à leurs frais. Il avait l'inspection sur le portier et les gardes du l'alais. En 1416, cet office sut réuni au domaine.

CONCIERGERIE. - Voy. Prisons.

CONCILES. — Nous avons déjà dit quelques mots en parlant du clergé (voy. CLERGÉ) des assemblées ecclésiastiques ou conciles; mais elles ont eu une tropgrande importance pour ne pas leur consacrer un article spécial. Nous ne reviendrons pas sur les conciles œcuméniques ou universels; nous n'insisterons que sur les conciles nationaux et provinciaux. Sous les deux premières races, les conciles nationaux intervinrent souvent dans les affaires civiles, et eurent le caractère d'assemblées politiques (voy. Assemblées

POLITIQUES); on les voit même au commencement de la troisième race impuser aux seigneurs l'observation de la trêve de Dieu, qui suspendait les guerres privées pendant plusieurs jours de la semaine. Depuis l'avénement des Capetiens, en 987, jusqu'à la fin du xue siècle, il se tint deux cent quarante-deux conciles nationaux en France. Ces assemblees jouissaient alors d'une grande indépendance. Il en était de même des assemblées des évêques de chaque province ecclésiastique, qu'on appeluit conciles provinciaux, et qui, d'après un canon du concile de Nicée, devaient se tenir deux fois par an, au printemps et en autonine. La première se réunissait avant le carème, afin que touteanimosité étant effacée, un présentat à Dieu une offrande pure. Par la même raison, il était recommandé aux évêques de tenir leur audience le lundi, afin que les parties eussent toute la semaine pour se réconcilier, et pussent le dimanche lever à Dieu des mains innocentes, sans colère ni dispute, selon les paroles de l'Apôtre (Ep. à Tim:, I, II). Les conciles s'occupaient spécialement de la discipline ecclésiastique; c'étaient, comme dit Fleury, des tribunaux, où l'on corrigeait les fautes, mais en esprit de compassion et de charité.

Le matin du jour où devait se tenir le concile, on faisait sortir tout le monde de l'eglise, et on sermait toutes les portes nors une, où se tenaient tous les portiers (les portiers étaient alors des clercs qui avaient reçu le premier des ordres mineurs). Les évèques entraient, puis les prêtres et les diacres, qui devaient assister au concile, et qui étaient ordinaire-ment ceux de l'église où il se tenait. On introduisait aussi des notaires ecclésiastiques, on clercs exercés à écrire en notes tachygraphiques (voy. Notes tironien-nes), pour lire les actes et rédiger les procès-verbaux. Les évêques s'asseyaient en rond, et les prêtres se plaçaient derrière eux; les diacres demeuraient debout. Après un assez long silence, l'archidiacre les averussait de se mettre en prière; ils se prosternaient tous; alors le plus ancien évêque faisait une prière, et invoquait le Saint-Esprit pour obtenir la rémission des pechés et la grace de rendre de justes jugements et de ne se laisser fléchir ni par la faveur, ni par les présents, ni par la considération des personnes. Un diacre faisait la lecture de l'Evangile ou des canons; puis, le métropolitain exhortait ses confrères à recevoir avec charité, bonte et respect, tout ce qui serait dit de leurs devoirs, et à dire aussi leur avis sans esprit de querelle Les trois premiers jours se passaient ainsi en prières et en exhortations, et on permettait à quelques laiques d'assister à ces premières séances ponr leur édification. Mais, quand on en venait à la discussion des questions ecclésiastiques, on les faisait sortir, et l'archidiacre se tenait à la porte, afin que si un prêtre de dehors, un moine ou un laïque voulait faire quelque plainte ou quelque proposition au concile, il eat à qui s'adresser. Toutes les affaires terminées, avant que les pères du concile se retirassent. on leur faisait souscrire le procès-verbal des actes. On publiait les canons du concile le jour de Pâques, et on indiquait le jour du concile prochain. L'assemblée se terminait par des prières pour demander la rémission des fautes que l'on y avait commises, et la conservation de l'esprit d'u-nion. Tous les évêques se donnaient ensuite le baiser de paix, et l'assemblée recevait du métropolitain la bénédiction solennelle. Le concile de Saint-Jean de Latran, tenu par le pape innocent iii, renouvela la prescription du concile de Nicée pour la tenue des conciles provinciaux, mais en les réduisant a un concile par année. Le concile de Valence (1322) ordonna qu'ils se tinssent tous les deux ans, et le concile de Bale (1431) seulement tous les trois ans. Cette règle a été confirmée par le concile de Trente, qui prescrivit de tenir de nouveau des conciles provinciaux partout où ils avaient été négligés. L'édit de Melun, rendu en février 1580, ordonna l'exécution en France de ce décret du concile de Trente; la même prescription fut renouvelée en 1610 et en 1646. Cependant, ajoute Fleury, auquel nous empruntons ces détails (Instit. au droit ecclésiast., troisième partie, c. 11), on ne tint que très-peu de conciles provinciaux aux xviie et xviiie siècles L'usage des conciles provinciaux ne s'est renouvelé en France qu'en 1849. Les évêques de la plupart des provinces ecclésiastiques, après avoir obtenu, comme l'exige le concordat, l'autorisation du gouvernement, se sont réunis sous la présidence des métropolitains, et ont traité les questions de dogme et de discipline ecclésiastique. Les décisions des conciles portent le nom de canons, d'un mot grec qui veut dire règle.

Les auteurs de l'Art de vérifier les dates ont publié une liste complète des conciles; j'en ai extrait la liste suivante des conciles qui ont été tenus en France. On place vers 197 le premier concile des Gaules; il se réunit à Lyon; saint Irénée, alors archevêque de cette ville, écrivit au pape Victor pour l'engager à ne pas rompre avec des chrétiens d'Asie qui n'étaient pas d'accord avec l'Église romaine sur

l'époque où l'on devait célébrer la paque. Concile d'Arles (1314), convoqué par Constantin; la plupart des évêques de l'empire d'Occident y assistèrent. Les donatistes y furent condamnes. Second concile d'Arles (353 ou 354); dans ce concile dominaient les ariens soutenus par l'empereur Constance. Saint Athanase et plusieurs autres y furent condamnés. Concile des Gaules (355), tenu selon les uns à Poitiers, selon d'autres à Toulouse. Saint Hilaire et les évêques catholiques des Gaules se séparèrent des ariens et de ceux qui soutenaient leur parti. Concile de Béziers (356); les ariens y dominaient; saint Hilaire y fut peut-être déposé par ces hérétiques; ce qui est certain, c'est que peu de temps après il fut exilé. Concile de Paris (360); on y rejeta, à la sollicitation de saint Hilaire, la formule de Rimini qui avait été dressée par les ariens et on conserva celle de Nicée. « On tint dans le même temps, disent les auteurs de l'Art de vérifier les dales, plusieurs autres conciles dans les Gaules, par les soins de saint Hilaire de Poitiers, dont Dieu se servit particulièrement pour préserver et délivrer l'Occident de l'hérésie arienne. » Concile de Bordeaux (384), où les priscillianistes, secte de gnostiques, furent condamnés. Concile de Trèves (385), où l'évêque ithace fut reçu à la communion; il en avait d'abord été repoussé pour avoir fait mettre à mort l'hérésiarque Priscillien. Concile de Ntmes (389). Concile de Troyes (429); ce concile sut dirigé contre l'hérésie des pélagiens; on choisit saint Germain d'Auxerre et saint Loup de Troyes pour aller combattre dans la Grande-Bretagne l'hérésie de Pélage. Concile de Riez (439); on y déposa l'archevêque d'Embrun dont l'élection n'avait pas été régulière. Concile d'Orange (441); on a de ce concile trente canons importants pour la discipline ecclésiasti-que. Concile de l'aison (442). Second concile d'Arles (442); il en reste cinquante-six canons. Concile de Besancon (444); saint Hilaire d'Arles et saint Germain d'Auxerre y assistaient. Concile des Gaules; Tillemont suppose qu'il fut tenu Arles; quarante-quatre évêques des Gaules approuvèrent la lettre par laquelle le pane saint Léon condamnait les hérésies de Nestorius et d'Eutychès. Concile d'Angers (458); douze canons relatifs à la discipline ecclésiastique. Troistème concile d'Arles (455); il y fut question d'un différend entre Faustus, abbé de Lérins, et Théodore, évêque de Frejus. Concile de Tours (461); il en reste treize canons. Quatrième concile d'Arles (463), à l'occasion de l'ordination d'un évêque

de Die, faite par saint Mamert de Vienne, sans égard pour l'ordonnance du pape saint Léon, qui, en 450, avait soumis l'église de Die à l'archevêque d'Arles. Le concile écrivit au pape Hilaire pour se plaindre de la conduite de saint Mamert, et le pape la blama dans sa réponse. Con-cile de Vannes (465); Perpétuus, archeyeque de Tours, tint ce concile pour donner un évêque à Vannes. On y fit seize canons. Le dernier ordonnait de chasser de l'église les clercs qui observaient les augures, et condamnait l'usage de consulter les sorts des saints, en cherchant un présage dans le premier verset d'un livre de l'Ecriture sainte. Concile de Chalons-sur-Saone (470), sous la présidence de saint Patient, archevêque de Lyon; on y élut un évêque de Châlons-sur-Saône. Concile de Bourges (473); Sidoine Apollinaire, évêque de Clermont et président du concile, proclama Simplicius évêque de Bourges, et, à cette occasion, fit au peuple un discours qui est parvenu jusqu'à nous. Concile de Vienne (474), préside par saint Mamert, archevêque de Vienne; on y établit le jeune et les prières des Rogations, suivant la chronique de Cambrai. Conciles d'Arles et de Lyon (475); on prétend que, dans le premier, le prêtre Lucide rétracta des opinions outrées qu'il avait avancées sur la prédestination; le second roula, dit-on, à peu près sur les mêmes matières. Ces deux conciles ne nous sont connus que par les ouvrages de Fauste, évêque de Riez, ouvrages, dit le père Pagi, qui contiennent tout le venin du semi-pélagianisme, et qui, comme tels, ont été mis entre les apocryphes par le concile tenu par le pape Gélase et soixante-dix évêques, en 496.

Concilede Lyon (500 ou 501); ce fut plutot une conférence des catholiques avec les ariens, le 14 et le 15 octobre, en pré-sence du roi Gondebaud qui était lui-même arien. Les ariens furent résutés par saint Avitus de Vienne, et plusieurs embrassèrent le catholicisme; mais Gondebaud persista dans l'hérésie. Concile d'Agde (506), où se trouvèrent vingtquatre évêques et dix députés; on y fit quarante-huit canons sur la discipline ecclésiastique. On trouve dans le douzième l'origine des bénéfices ecclésiastiques (voy. ce mot), en ce qu'il permet aux prêtres et aux clercs de retenir les biens de l'Eglise avec la permission de l'eveque, sans pouvoir néanmoins les vendre ni les donner; le vingt et unième canon autorise l'établissement de chapelles domestiques. On voit encore, par ce concile, que, quoique les Gaules ne fissent

plus partie de l'empire, on y datait toujours les actes ecclésiastiques par les consuls romains. Ce concile porte la date du consulat de Messala, vingt-deuxième anaée d'Alaric II, roi des Visigoths. Concile d'Orléans (511), où trente évêques se réunirent sur la convocation de Clovis. Il fit trente et un canons sur la disciplime. On remarque entre autres celui qui garantit le droit d'asile. Quelques canons regardent les moines; il leur est défendu de quitter la congrégation sans la permission de l'abbé pour bâtir des cellules séparées. L'évêque, qui aurait ordonné un serf sans le consentement de son. maître, était tenu de payer à colui-ci une indemnité; mais l'ordination était maintenue. Les évêques envoyèrent ces canons à Clovis, en le priant de les appuyer de son autorité. Concile de Saint-Maurice en Valais (515, ou, selon d'autres, 523), convoqué par le roi de Bourgogne Sigismond, qui avait embrassé la refigion catholique. Concile de Lyon (516); ол ne le connaît que par une lettre de saint Avitus. Concèle d'Espagne (Albon, au diocèse de Vienne, 517), convoque par saint Avitus; vingt-cinq evêques s'y réunirent. On y fit quarante canons parmi lesquels on remarque le vingt et unième qui abolit la consécration des veuves appelées diuconesses. D'autres canons défendent aux évêques, prêtres et diacres d'avoir ni chiens de chasse ni faucons et aux abbés de vendre les biens dea monastères. Celui qui tuera un cerf devra expier cette faute par une pénitonce de deux ans. Concile de Lyon (517), où assistèrent onze évêques. Concile d'Arles (524), sous la présidence de saint Césaire, archevêque d'Arles. Concile de Carpentras (527), sous la présidence du même archeveque. Concile d'Orange (529), où l'on s'occupa principalement de la doctrine de la grace. Le concile condamna le semi-pélagianisme qui s'était répandu en Gaule, et posa dans vingt-cinq canons la doctrine de saint Augustin. Concile de Vaison (529), sous la présidence de seint Césaire. Parmi les canons de ce concile, on remarque ceux qui ordonnent que le Kyrie eleison et le Sanctus, sanctus soient dits tous les jours à la messe, comme dans les églises d'Orient et d'Italie; que le nom du pape soit récité dans toutes les églises; qu'on ajoute au Gloria patri, etc., sicut erat in principio; que chaque année les métropolitains convoquent les évêques au concile provincial. Second concile d'Orléans (583); vingt et un canons contre la simonie et divers abus. Mansi a placé ce concile en 536. Concile de Clermont (536). Troisième

consile d'Orlians (538). Quatrième con-cile d'Orlians (541), auquet maintèrent trente-huit évêques. On s'y occupa exclusivement de discipline. Cinquième concile d'Origens (\$49); cinquante évêques et vingt et un députés y assistèrent. Les erreurs d'Eutychés, de Nestorius et d'Arius y farent condamnées. It porte le date de la trente-huitième aunée du rêgne de Childebert ; c'est le premier cancile dans du règne des reis francs. Second coneile de Clermont (549); on y adepta les canens du cinquième concile d'Oricans. Le concile défend de remettre en servitude les enciaves qui ont été affranchis dans les églises. Ceneile de Teul (550); on 2's pas les actes de ce concile. Concile de Metz (550 ou environ). Concile de Paris (551 ou 555); vingt-sept évêques, cont six étaient métropolitains, déposèrent l'évêque de Paris. Concile d'Arles (554); sept canons, dont plusieurs sont destinés à retenir les monastères dans la dépendance des évêques. Concile de Paris (567); canone qui ont principalement pour but de s'epposer à l'asurpation des biens des églises. Concile de Saintes (562); déposition des évêque de Saintes noumé par Chtaire le. Concile de Lyon (566); déposition des évêques d'Embrun et de Sup. Concile de Tours (567); canons sur la discipline et les cérémonies du culte. Concile de Paris (573); déposition de l'évêque de Châteaudan. Concile de Paris (577); déposition de Prétextat, archevêque de Rouen. Concile de Fhâlons-sur-Saons (379); déposition des évêques d'Embrun et de Gap. Concile de Braines près de Soissons, où Grégoire de Tours se justifia par serment d'une accusation que le comte Leudaste uvait portée contre lui. Concile de Mácon (582), concile **de Lyon (388), concile de Valence (585)**; ces divers conciles firent des canons disciplinaires. Un nouveau concile tenu à Mâcon (585) interdit toute œuvre servile le dimanche, défendit aux juges de prononcer sur le sort des veuves et des orphelins, sans en avoir prévenu l'évêque, leur protecteur naturel, etc. Concile d'Aucerre (\$65 ou, selon d'autres, 578). Concile de Cormons (587); on y termina un dissérend entre les évêques de Cahors et de Rodez. Concile de Narbonne (589) tenu par Récarède, roi des Visigoths. Concile de Poitiers (590) Concile de Metz (590); déposition de l'archevêque de Reims. Concile de Gévandan (590). Concile de Chilons-sur-Saone (594); canons relatifs à la liturgie.

Concile de Sens (vers 601); canons sur la réformation des mœurs, la simonie, etc. Concile de Châlone-sur-Marne,

où Brunchaut it déposer Dédier, évêque de Vienne. Cencile de Paris (615); soixante-dix-neul évêques y assistèrent. Les canons ont en partie peur but de protéger les biens de l'Église. On remarque quelques dispositions (avorables à la liberté personnelle. Si un ingénu s'est vendu comme esclave, il peut toujours recouver la liberté en payant la somme pour laquelle il a été acheté. Cencile de Mécen (624). Concile de Reime (625) ; défense de vendre des esclaves à des juifa. Concile de Cléchy près de Paris (628); les actes sont perdus. Concile d'Orléans (634). Coneile de Clicky (638). Concile de Chálons-eur-Sadne (648); vingt canons sou-scrits par trents-neul évêques présents. Cancile de Clichy (653 ou 669), Concile de Names (vers 666); vingt canons. Consile d'Autun (670) tenu per saint Léger. Conctie de Sene (676). Concile de Bordeaus (673) tenu par les métropolitains de Bourges, de Bordeaux et d'Eause. Concile de Crecy (676); Mabilion remarque que ce concile a été quelquesois placé à Autun : les actes qui en restent concernent specialement la discipline monastique. Concile de Morley au diocèse de Toui (677). Page en fait le concile de Marly près de Paris. Les évêques de Neustrie et de Bourgogne assemblés par ordre et en présence du roi Thierry III déposèrent Chramlin, qui s'était emparé de l'évêché d'Embrun, et lui déchirerent ses habits paur marque de sa dégradation. Concile des Gaules (678) assemblé par ordre de Thierry III et d'Ébroin, dans un palais qu'on ne désigne point. Saint Léger, évêque d'Autan, y sut pressé de s'avouer coupable de la mort de Childéric II, et, quoiqu'il protestat de son innocence, il sut déposé. Concile des Gaules (679) contre le monothélisme. Concile de Rouen (689) tenu par saint Ansbert et six évêques; on y consacra les priviléges de l'abbaye de Fontenelle ou Saint-Wandrille.

Concile de Worms (700); douze capons sur la discipline. Concile de Maestricht (719); saint Boniface fut envoyé pour prêcher le christianisme en Germanie. Concile de Germanie (142); ce concile présidé par saint Boniface se tint probablement à Ratisbonne et eut pour mission principale de rétablir la discipline ecclésiastique qui était en pleine décadence. Coneile de Leptines en Cambrésis (743); ce concile eut aussi pour but de corriger les abus qui s'étaient introduits dans l'Église. Concile de Soissons (744); vingt-trois évêques y assistèrent. Conciles de Germanie (745 et 747). Concile de Duren (748). Concile de Vermerie ou Verberie (753) tenu en présence de Pépin. Concile de Metz

(758). Concile de Verne (755); on place Verne entre Paris et Compiègne ; on y fit vingt-cinq canons et on ordonna qu'il se tiendrait deux conciles tous les ans, l'un le 1er mars et le second le 1er octobre. Concile de Leptines (756); on s'y occupa de la restitution des biens qui avaient été enlevés aux églises par Charles Martel. Concile de Compiègne (756); vingt évêques y assistèrent. Concile de Compiègne (757); Tassillon, duc de Bavière, y prêta serment de fidélité à Pépin. Concile de Germanie (759). Concile d'Alligny (765), où assistèrent vingt-sept évêques et dixsept abbés. Concile de Gentilly près de Paris (767); il y avait des légats du pape et des ambassadeurs grecs; ceux-ci reprochèrent aux Latins d'avoir ajouté au symbole le mot Filioque. Il fut aussi question dans ce concile du culte des images. Concile de Ratisbonne (768 ou 769). Concile de Worms (770). Concile de Genève (773). Concile de Duren (775). Concile de Worms (776). Concile de Paderborn (777). Concile de Duren (779). Concile de Paderborn (780); Charlemagne y décida la fondation des cinq évêchés de Minden, Halberstadt, Verden, Paderborn et Munster. Concile de Cologne (782); soumission des Saxons occidentaux. Witikind continua cependant de lutter contre l'empereur. Concile de Paderborn (782), où l'on examina le gouvernement qui devait être imposé aux Saxons. Concile de Paderborn (785), où l'on arrèta définitivement la constitution de la Saxe. Concile d'Ingelheim (788), assemblée mixte où fut condamné Tassillon, duc de Bavière. Concile de Worms (790). Concile de Narhonne (791); on l'a placé à tort en 788; on s'y occupa de l'hérésie des adoptiens, dont l'auteur était Félix, évêque d'Urgel. Concile de Ratisbonne (792); condamnation de Pélix, qui se rendit à Rome et abjura son herésie dans l'église de Saint-Pierre. Concile de Francfort-sur-Mein (794); nouvelle condamnation de l'hérésie des adoptiens. Le concile de Francfort se prononça aussi contre l'adoration des images. « Le mot d'adoration, disent les bénédictins, auteurs de l'Art de verisser les dates, n'est pas ici pris dans le même sens que les pères du deuxième concile de Nicée l'expliquent. Les licres carolins entendent aussi mal ce mot. » Concile des Gaules (796), tem probablement à Tours; on y déposa Joseph, evêque du Mans. Concile d'Aix-la-Chapelle (797). Concile de Risbach, au diocèse de Ratisbonne (799); on a confondu Risbach avec Ratisbonne. Concile d'Urgel (799), tenu par Leidrade, archevêque de Lyon, pour mettre un terme à l'herésis des adoptiens. Concile d'Aiw-la-Chapelle (?99), où fut déposé Félix, évêque d'Urgel, qui était retombé dans ses erreurs.

Concile d'Aix-la-Chapelle (802 ou 803); réforme de la discipline ecclésiastique et monacule; tous ceux qui étaient présents jurèrent fidélité à l'empereur. Concile da Ratisbonne (803); interdiction aux chorévêques de faire les fonctions épiscopales. Le même concile défendit de nommer dans la suite de nouveaux chorévéques. Concile de Salzbourg (807); on y décida que les dimes devaient être partagées en quatre portions, dont la première serait donnée à l'évêque, la seconde aux clercs, la troisième aux pauvres, la quatrième consacrée à l'entretien des églises. Concile d'Aix-la-Chapelle (809); on y traita cette question: Le Saint-keprit procèdet-il du Fils comme du Père? Le concile envoya consulter le pape Léon III et ne décida rien. Conciles d'Arles (813), de Reims (813), de Mayence (813), de Chálons-sur-Saone (813) et de Tours (813); ces cinq conciles tenus la même année et à des intervalles assez rapprochés se proposèrent le rétablissement de la discipline ecclésiastique dans toute sa pureté. Le concile de Tours recommanda aux évèques de faire en sorte que chaque prêtre eût à lui les homélies des Pères traduites en roman rustique ou en langue theotisque (germanique); ce qui prouve que le latin avait cessé d'être la langue Vulgaire. Concile d'Aix - la - Chapelle (813); au mois de septembre, Charlemagne fit relire dans une grande assemblée tous les canons des cinq conciles précédents et sit publier un capitulaire en vingt-huit articles contenant ceux des canons dont l'exécution avait le plus de besoin du conçours de la puissance temporelle. Concile de Noyon (814), où l'on régla les limites des diocèses de Noyon et de Soissons. Concile de Lyon (814); Agobard y fut nommé archevêque de Lyon en place de Leidrade qui s'était retiré dans un monastère à Soissons. Concile d'Aixla-Chapelle (\$16); on y fit une règle pour les chanoines composée de cent quarantecinq articles; on en fit aussi une pour les chanoinesses. Les chanoines et chanoinesses étaient soumis, à peu de chose près, à la vie monacale. Concile d'Aicela-Chapelle (817); décrets sur la discipline monastique. Concile de Thionville (821). Concile d'Attigny (822); pénitence publique de louis le Débonnaire. Concile de Compiègne (823). Concile de Paris (825); on sy occupa du culte des images. Concile d'Aix-la-Chapelle (825); même sujet. Concile d'Inyelheim (826). Concile de Paris (829); la même année quave

conciles furent tenus à Mayence, à Paris. À Lyon et à Toulouse. On y régla surtous les relations des deux puissances temporelle et spirituelle Concile de Mayence (829). Concile de Lyon (829). Concile de Toulouse (829). Concile de Worms (829); un des canons défend l'épreuve de l'eau froide. Concile de Nimègue (830); déposition de Jessé, évêque d'Amiens, qui avait pris parti contre Louis le Débonnaire. Concile de Saint-Denis (832); résorme de ce monastère. Concile de Compiègne (833); déposition de Louis le Débonnaire. Concile de Saint-Denis (834); rétablissement de Louis le Débonnaire. Concile de Metz (835). Concile de Thionville (835), où assistèrent quarante-trois évèques; l'empereur y sui solennellement réhabilité. Agobard, archevêque de Lyon, Bernard, archevêque de Vienne, et Ebbon, archevêque de Reims, y furent déposés. Concile de Crémieu dans le Lyonuais (835). Concile d'Aix-la-Chapelle (836): discipline ecclésiastique. Concile de Kiersy-sur-Oise (838). Concile de Châlons-sur-Saone (839). Concile d'Ingelheim 840). Concile de Germanie (841); on y décida que la bataille de Fontenai qui venait d'avoir lieu était le jugement de Dieu. Concile d'Auxerre (841); même objet. Concile de Bourges (842). Concile d'Aix-la-Chapelle (842). Concile de Toulouse (843). Concile de Coulaine en Touraine ou Coulene près du Mans (842). Concile de Loire ou Loire près d'Angers (843). Concile de Germigny (843); canons pour la réforme de l'ordre monastique. Concile de Thionville (844). Concile de Vern (844). Concile de Beauvais (845); Hincmar y fut élu archevêque de Reims. Concile de Meaux (845).Concile de Vannes (846 ou 848). Concile de Paris (846). Concile de Sens (846). Concile de Mayence (847). Concile de Mayence (848); condamnation du moine Gottschalk ou Gothescalc qui soutenait la doctrine de la prédestination. Concile de Redon (848). Concile de Lyon (848). Concile de Limoges 848). Concile de Kiersy ou Quierci-sur-Oise (849). Concile de Chartres (849). Concile de Paris (849). Concile de Moret (850). Concile de Soissons (851); déposition de Pépin roi d'Aquitaine. Concile de Mayence (\$52). Concile de Soissons (\$53). Concile de Kiersy-sur-Oise (853). Concile de Paris (853). Concile de Vermerie (853). Concile de Valence (855); canons relatifs à la doctrine de Gottschalk. Concile de Boneuil près de Paris (855). Concile de Kiersy-sur-Oise (857); sur les troubles politiques et religieux. Concile de Mayence (857). Concile de Worms (857). Concile de Kiersy-sur-Oise (858); reproches

adressés par les évêques à Louis le Germanique qui envahissait les États de son frère Charles le Chauve. Concile de Tours (858). Concile de Soissons (858) tenu pur Louis le Germanique. Concile de Langres (859). Concile de Metz (859). Concile de Toul (859). Concile d'Aix-la-Chapelle (860); divorce de Lothaire et de Teutberge. Concile de Coblence (860); les rois Lothaire, Louis le Germanique et Charles le Chauve se réunirent avec leurs neveux Louis et 1.othaire et se promirent mutuellement des secours. Concile de Mayence (860). Concile de Tusey près de Vaucouleurs au diocèse de Toul (860). Concile de Soissons (861); Hincmar y fit excommunier Rothade, évêque de Soissons. Concile de Pistes ou Pitres, au confident de l'Andelle et de la Seine (861); Rothade appela à ce concile de sa déposition; capitulaire au sujet des dévastations exercées par les Normands. Concile de Soissons (862); suite de l'affaire de Rothade. Concile d'Aix-la-Chapelle (862). Concile de Senlis (863). Concile de Metz (863). Concile de Verberie ou Vermerie (863). Second concile de Pitres (864). Concile d'Attigny (865); l'innocence de Rothade y est reconnue. Concile de Soissons (866). Concile de Troyes (866 ou 867). Concile des Gaules (868); on ne sait pas précisément en quel lieu se réunit ce concile; on y répondit à deux lettres du pape Adrien sur l'ordination des évêques nommés par l'empereur. Concile de Vermerie ou Verberie (869). Troisième concile de Pitres (869). Concile de Metz (869); Charles le Chauve obtient le royaume de son neveu Lothaire mort en Italie. Concile de Vienne (870). Concile d'Attigny (870). Concile de Co-logne (870). Concile de Douzi-les-Prés (871). Concile de Compiègne (871). Concile de Senlie (873). Concile de Cologne (873). Concile de Douzi-les-Pres (874). Concile de Reims (874). Concile de Pontion au diocèse de Châlons-sur-Marne (876); confirmation de l'élection de Charles le Chauve qui venait d'être nommé empereur d'Occident. Concile de Compiègne (877). Concile de Neustrie (878), sans désignation plus précise. Concile de Troyes (878). Concile de Mantaille entre Vienne et la rivière d'Isère (879); ce concile composé des grands et des évêques de la Bourgogne cisjurane donna le titre de roi à Boson. Concile de Fimes, dans le diocèse de Reims (881); Hincmar y présidait. Concile de Toulouse (883); le père Labbe regarde l'authenticité de ce concile comme douteuse. Concile de Châlons-sur-Saone (886). Conçile de Gologne (887). Concile de Port, sur les confins des diocèses de Nîmes et de Maguelone (887).

Concile d'Ayaune ou Saint-Maurice en Valais (886); Rodolphe Welf y fut reconnu voi de la Bourgogne transjurane. Concile de Mayenos-(888). Concile de Metz (888); jeune de treis jours pour obtenir la paix et la rewaite des Normands. Concile de Valence (899); Lauis, fils de Boson, y fut sacré roi de la Bourgogne cisjurane. Concile de Meun-sur-Loire ou Mehun-sur-Loire (891). Concile de Vienne (892). Concile de Reims (898); Charles le Simple y Interpretation. Concile de Châlons-sur-Saêne (894). Concile de Tribur ou Tesper

Saone (894). Concile de Tribur ou Tesper près de Mayence (895). Concile de Reims (900). Concile d'Asille ou *Asillan* au diocèse de Narbonss (602); n y décide par l'epreuve du feu et de l'ean, un différend entre deux ecclésiastiques. Concile de Barselone (906); ce concile se compossit principalement de uffragants de l'archevèque de Narbonne. Gencile de Saint-Tibéri, en Languedec 09). Concile de Jonquières, au diocèse de Maguelone. Concile de Troli ou Trolei, près de Seissons (909); les actes de ce concile tracent le plus triste tableuu de la aituation de l'Église à cette époque. Concile de Pontaine-Couverte, près de Nar-banne (811). Concile de Pours (912). Concile de Châlone-eur-Saéne (915). Concile de Troli en Trolei, près de Soissons (921). Concile de Coblence (922); velui qui wendait un chrétien y fat déclaré cou-pable d'homicide. Conoile de Reims (923). onoile de Finns (935). Concile de Soissons (941). Concide de Narbonne (947). Dencile de Verdun (947). Concile de Mauson on Mousen (948). Concile d'ingelheim (948); excommunication d'Huques de Grand, comte de Paris. Concile de Leon:(948). Concile de Trèves (948); con-Armation de l'excommunication prononcée contre Hugues le Grand. Je ne parle pas de plasieurs conciles, dont le lieu et la date sont incertains. Concile du Montbainte-Marie-en-Iurdeneis, au diocèse de Soissons (972), tenu par Adalbéron, archevêque de Reims. Concile de Reims (975): excommunication de Thibaut, évêgne d'amiens. Concile de Saus (980). Concile de Reims (987). Concile de Reims (1986); élection d'Arnoul en qualité d'archevêque de Reims. Concile de Sendis (200); confirmation de l'encemmunication lancée par l'archevêque do Reims contre ceux qui avaient occupé cette ville. Concile de Charroux, abbaye du Poitou (989). Concile de Norbonne (890); plusieurs reigneurs y assistèrent; an y délibéra sur les moyens d'empêcher l'assrpation des biens ecclésientiques. Concile de Reims ou de Saint-

Manie, parès de Serime (1991); Higgues Ca-

Deque de Reims Arnoul, comme coupable de trahison, et à nommer Gerbert à sa place. Concile de Reims (993) tenu par Gerbert contre les usurpateurs des biens de l'Eglise. Concile d'Anse, près de Lyon (994), tenu par Burchard, archevèque de Lyon. Concile de Mouson ou Mouson (995). Concile de Saint-Denis (996). Concile de Poitiers (1999 en 1996). L'Art de vérifier, les dates n'indique plus de concile dans les pays qui formaient le royaume de France avant l'année 1022.

Concile d'Orléans (1022); le roi Hobert et la reine Constance y assistaient; on y condemna au feu treize manichéens. Conoile d'Airy, au diocèse d'Auxerre (1022 ou 1828). Concile de Paris (1824). Concile d'Arras (1825); on y proclama le dogme del Eglise sur la présence réelle dans l'eucharistie. Comoile d'Anss (1025). Concile de Charroum en Poitou (1027) contre les manichéens. Concile de Limoges (1929) Concile de Bourges (1031). Concile de Limoges (1031); excommunication contre ceux qui n'obéiraient pas aux canons du concile et ne garderaient point la paix. Les conciles s'efforcèrent à cette époque de mettre un terme aux guerres privées qui étaient le fléau de la france. Plusieurs compiles, tenus en Aquitaine (1034), s'occupèrent du rétablissement de la paix et de la pareté de la discipline ecclésiastique. A se tint aussi plusieurs conciles en France, en 1941, en l'on ordonna d'observer la trése de Bieu, qui défendait que depuis le mercredi soir jusqu'au lundi matin en prit rien par ferce, qu'an tirat vengennce d'aucune injure, ni qu'on exigent aucun gage pour les dettes. On encommuniait et on bannissait ceux qui contreviendraientà la tréve de Dieu. Convile de Saint-Gittes, en Languedoc (1042); vingt-deux évêques y firent plusieurs canons et confirmerent la trêve de Dieu. Dous vonciles de Narbonne (1042), l'un, de 17 mars, et l'autre, le 8 août. Concile de Tuluje au diocèse d'Elne dans le Moussillon; en y confirma la trêve de Dieu. Concile de Sens (1848). Concile de Reims (1049); on y condamna plusieurs abus, et, entre sutres, la simonie. Concile de Mayence (1049) dirigé également sontre les prêtres simoniaques. Concile sie Rouen (1049); la plupart des dix-neuf canons de ce concile sont dirigés contre la simonie. Concile de Brionne, en Normandie (1050), contre l'hérésie de Bérenger qui niait la présence reclle dans l'encharistie. Concile de Tours (1950) contre la même héresie. Conoile de Paris (1950) tenu en présence du roi Henri II; on y lut une lettre de Béranger, dont l'hérésie

fat condamnée ainsi que le livre de Scott Erigène sur l'eucharistie. Concile de Scint-Gilles, en Languedoc (1050); proclamation de la tréve de Dieu. Concile de Narbonne (1054); confirmation de la tréve de Dieu. Concile de la Gaule lyonmaise (1955) tenu par Hildebrand; on y condemna la simonie. Concile de Tours (1965); Bérenger y abjura son hérésie. Conque de Linieux (1955); déposition de Manger, archevêque de Rouen ; il fut remplace par Manrilie. Concile de Rouen 1955 ou 1963); profession de foi contre l'hérésie de Bérenger; le concile déclara qu'après le consécration, le pain et le vin étaient changés au corps et au sang de Jésus-Christ, et anathématica quiconque attaquerait cette groyance. Conoile de Narbonne (1055). Concéle d'Angere (1055); la doctrine de Bérenger y fut encore con-damnée. Concile de Foulouse (1056); ce concile condamna la simonie et ordonna aux ecclésiastiques de garder le célibat. Canaile d'Arles (1959). Concile de Vienne (1000); dix canons dirigés principalement contre la simonie et l'incontinence des clercs. Concile de Tours (1060) tenu, zomme le précédent, par Étienne, légat du pape; mêmes décisions. Concile de Toulouse (1960), sous la présidence de Hagues, abbé de Clumi et légat du pape. Concile de Châlons-sur-Saone (1063), sous da présidence de Pierre Damien , légat du pape. Concile d'Auch (1068); il fut ordonné que toutes les églises payeraient à a cathédrale le quart de leurs dimes. Sencile de Toulouse (1068); on y condamna la simonie. Concile d'Anse, au diocèse de Lyon (1970). Concile de Châions-sur-Saone (1972). Concile de Rouen (±072); vingt-quatre canons sur la discipline ecclésiastique; le quinzième canon condamna les clercs maries. Concile de Rouen (1073) tenu en présence du roi Guilleanne le Conquérant, à l'occasion d'un tumulte arrivé dans l'église Saint-Quan de Rouen. Concile de Châlons-sur-Sa**on**e (1978). Concile de Poiliers (1074): nouvelle condamnation de l'hérésiarque Bésenger, qui falllit être tué dans ce concile. Concile de Rouen (1074); quatorze canons sur la discipline ecclésiastique. Concile de Paris (1074); ce conciliabule n'est pas reconnu par l'Eglise. Concile de Dijon (1977) ; déposition de clercs simoninques. Concile d'Autun (1077) tenu par Hugues de Die, légat de Grégoire VII; l'archevêque de Reims, Manassès, fut suspendu comme simoniaque. Concile de Poitiers (1078). Concile de Bretagne (2079). Concile de Toulouse (1079); l'évé que d'Albi y fut déposé comme simoniaque. Concile de Lyon (1079 ou 1080);

confirmation de la déposition de Manassès. archeveque de Reims; il fut chasse et mourut excommunié. Concile de Lillebonne, en Normandie (1080), tenu en présence de Guillaume le Conquérant; on y fit un grand nombre de canons pour établir l'ordre dans l'Etat et dans l'Eglise. Concile d'Avignon (1080). Concile de Hordeoux (1080); nouvelle condamnation de l'hérésie de Bérenger, qui mourut peu de temps après, en 1088. Concile d'Issaudun (1081). Concile de Complègne (1085). Concile de Toulouse (1090). Concile de Narbonne (1091). Concile d'Etampes (1001). Concile de Soissons (1092); condamnation de l'hérésie de Roscelin qui attaquait le mystère de la sainte Trinité. Concile de Reims (1092); le concile force Robert le Frison, comte de Flandre, à renoucer au droit de dépouille, en vertu duquel il s'emparait de l'héritage des clercs. Concile de Reims (1094); Philippe ler voulut faire approuver dans ce concile son mariage avec Bertrade de Montfort qu'il avait enlevée à Foulques le Réchin. Yves de Chartres re-fusa d'assister à une assemblée où il n'aurait pu exprimer son avis avec liberté. Concile d'Autun (1094); excommunication de Philippe les pour son mariage avec Bertrade de Montfort. Concile de Clermont, en Auvergne (1095), auvert le 18 novembre par le pape Urbain II, est terminé le 26 du même mois. Il y avait à ce concile treize archevèques et deux cent cinq prélats, tant évêques qu'abbés; quelques écrivains en comptent jusqu'à quatre cents. L'acte le plus célèbre de ce concile fut la publication de la croisse prêchée par le pape et accueillie par le cri de Dieu le veut! Dieu le veut! On g renouvela le canon qui imposait la tress de Dieu; Philippe, roi de France, sut de nouveau excommunié. Conoile de Rousa (1096); on y fit huit canons pour confirmer les décisions du concile de Clesmont. Concile de Saintes (1096), sous la présidence d'Urbain II. Concile de Tours (1896) également présidé par le pape; on y confirma les décrets du concile de Clermont. Concile de Nimes (1096), sous la présidence d'Urbain; confirmation des décrets du concile de Clermont; absolution de Philippe ler qui avait promis de quitter Bertrade de Montsort. Concile de Reims (1097). Concile de Saint-Omer (1099); injonction d'observer la treve de Dieu, sous peine d'excommunication.

Concile de Valence (1100); suspension de Norgaud, évêque d'Autun, accusé de simonie. Concile de Poitiers (1100); confirmation de la déposition de Nor-

gaud: Philippe I et Bertrade furent de nouveau excommuniés. Concile d'Anse (1100); excommunication de ceux qui, après avoir pris la croix, ne partaient pas pour la Palestine. Concile de Troyes (1104). Concile de Beaugency (1104); Philippe Is et Bertrade y assistèrent, mais sans obtenir l'absolution du pape. Concile de Paris (1104); absolution de Philippe et de Bertrade qui promirent de n'avoir ensemble aucun commerce criminel. Concile de Reims (1105). Concile de Poitiers (1106); Bohémond, prince d'Antioche, y assista; la croisade y fut prêchée. Concile de Lisieum (1106); Henri Ier, roi d'Angleterre, y assista. Concile de Troyes (1107); le pape Pascal II y prêcha la croisade; le concile excommunia tous ceux qui violeraient la tréve de Dieu. Les investitures données par des laïques furent condamnées dans ce concile. Concile d'Anse (1112). Concile de Vienne (1112); condamnation des investitures données par des laïques. Concile d'Aix (1112). Concile de Beauvais (1114); excommunication de l'empereur Henri V. Concile de Soissons (1115). Concile de Reims (1115) tenu par le légat Cosson. Concile de Chalons-sur-Marne (1115) tenu par le même légat; on excommunia dans ces deux conciles l'empereur Henri V. Concile de Tournus (1115). Concile de Langres (1116) tenu en pleine campagne dans le diocèse de cette ville. Concile de Dijon (1116). Concile de Toulouse (1118); croisade prêchée contre les musulmans d'Espagne. Concile de Rouen (1118); Henri ler et le légat du pape Gélase y assistèrent. Concile de Vienne (1118) tenu par le pape Gélase. Concile de Toulouse (1119); dix canons dont le troisième est dirigé contre les manichéens. Concile de Reims (1119). présidé par le pape Calixte II qui avait près de lui quinze archevêques, deux cents évêques et environ autant d'abbés; il s'ouvrit le 20 octobre et dura jusqu'au 30 du même mois. Louis le Gros y assista et y porta plainte contre Henri Ier, roi d'Angleterre, qui avait envahi la Nor-mandie. On fit plusieurs décrets dans ce concile contre la simonie, les investitures données par des laïques, et l'incontinence des clercs. Un des canons défendit de rien exiger pour le baptême. les saintes huiles, la sépulture ou l'onction des malades. La trêve de Dieu sut de nouveau proclamée; mais le concile tenta vainement de conclure la paix entre le pape et l'empereur. Concile de Rouen (1119); canon sur le célibat des prêtres. Concile de Beauvais (1120). Concile de Soissons (1120); Abélard fut obligé de

brûler lui-même son livre de la Trinité. En 1124, le légat Pierre-Léon tint des conciles à Chartres, à Clermont, à Beauvais et à Vienne; mais on n'a aucun détail sur ces assemblées. Concile de Nantes (1127); abolition du droit de bris, qui donnait au seigneur la dépouille des naufragés, et de la coutume qui, en Bretagne, attribuait au seigneur tous les meubles d'un mari ou d'une semme, après la mort de l'un des deux. Concile de Troyes (1128); il fut décidé qu'on donnerait une règle écrite aux templiers, et qu'ils porte-raient un vêtement blanc. Concile de Rouen (1128). Concile de Paris (1129), réforme de plusieurs monastères, et, entre autres, du monastère d'Argenteuil. Concile de Châlons sur-Marne (1129). Concile de Toulouse (1130). Concile du Puy-en-Velay (1130); excommunication de l'antipape Anaclet. Concile d'Élampes (1130); Louis VI assista à cette assemblée, qui, sur la déclaration de saint Bernard, se prononça en faveur d'Innocent il contre Anaclet. Concile de Clermont, en Auvergne (1130), tenu par Innocent II. Concile de Reims (1130), également sous la présidence d'Inno-cent II. Il y avait dans cette assemblée treize archevêques, deux cent soixantetrois évêques et un grand nombre d'abbés. Saint Bernard était le plus distingué des abbés. L'élection du pape Innocent II y fut approuvée, et l'antipape Anaclet excommunié. On y publia dix-sept canons, qui sont à peu près les mêmes que ceux du concile de Clermont tenu l'année précédente. L'usage des tournois y sut prohibé. Le concile dura quinze jours. Le pape y sacra Louis VII qui y assistait avec son père. Concile de Creisson dans le territoire de Narbonne (1132); le territoire où se tenait le concile fut déclaré inviolable; les évêques en marquèrent les limites avec des croix et prononcèrent l'anathème contre ceux qui ne respecteraient pas cette sauvegarde. Concile de Jouaire au diocèse de Meaux (1133). Concile de Sens (1140); les doctrines d'Abélard y furent condamnées. Concile de Lagny (1142). Concile de Bourges (1145). Concile de Vézelai (1146); Louis VII y prit la croix, à la persuasion de saint Bernard, avec la reine Eléonore et un grand nombre de seigneurs. Concile de Laon (1146). Con-cile de Chartres (1146); on s'y occupa encore de la croisade, dont saint Bernard refusa d'ètre le chef. Concile de Paris (1147), tenu par le pape Eugène III; on y examina les doctrines de Gilbert de la Porée, évêque de Poitiers, sur la Trinité; elles furent attaquées par saint Bernard;

le concile ajourna la décision de cette question. Concile de Reims (1148), sous la présidence du pape Eugène III; condamnation des doctrines de Gilbert de la Porée. Concile de Beaugency (1152); le mariage de Louis VII et d'Éléonore de Guyenne y fut annulé. Concile de Mores (1154). Concile de Soissons (1155); Louis VII et ses barons y jurèrent la paix pour dix ans. Concile de Reims (1157); on y fit sept canons sur la discipline ecclésiastique. Concile de Neuf-Marché, au diocèse de Rouen (1161). Concile de Beauvais (1161); dans ces deux conciles on reconnut le pape Alexandre III. Concile de Toulouse (1161); les rois de France et d'Angleterre, Louis VII et Henri II, avec plus de cent prelats, évêques et abbés, reconnurent le pape Alexandre III avec plus de solennité que dans les assemblées précédentes. Concile de Montpellier (1162), où l'antipape Octavien, qui prenaît le nom de Victor, sut excommunié. Concile de Tours (1163), sous la présidence du pape Alexandre III, assisté de dix-sept cardinaux, cent vingt-quare évêques, quatre cent quatorze abbes. Le quatrième canon sut dirigé contre les manichéens, qu'on nomma dans la suite Alhigeois. Concile de Reime (1164) tenu par le pape Alexandre III: on s'y occupa des secours à donner à la terre sainte. Concile de Lombers près d'Albi (1165); ce concile condamna les hérétiques nommés alors Bons hommes et plus tard Albigeois. Concile d'Aix-la-Chapelle (1165); nous mentionnons ce concile ou plutôt cette assemblée mixte, quoique la ville d'Aixia-Chapelle n'appartint plus à la France, parce que Charlemagne y fut canonisé par les partisans de l'empereur Frédéric Barberousse. La cérémonie de la canonisation se fit le 29 décembre 1165. « Aucun pape, disent les auteurs de l'Art de vérifier les dates, n'a contredit cette canonisation, quoique faite par les schismatiques et par l'autorité d'un antipape, et depuis ce temps on a célébre la fête de Charlemagne comme d'un saint dans quelques églises.» Concile d'Avranches (1172); le roi d'Angleterre, Henri II, après avoir fait un serment, tel que les légats du pape l'exigeaient, et s'être soumis à la pénitence publique, fut absous de l'assassinat de saint Thomas de Cantorbéry, qui avait eu lieu le 29 décembre 1171. Concile de Puy (1181). Concile de Bazas (1181). Concute de Limoges (1182). Concile de Paris (1185); Philippe Auguste ordonna aux prélats assemblés d'exhorter tous les Français à se croiser pour la délivrance de Jerusalem. Concile de Charroux (1186); règlements de discipline ecclésiastique.

Concile de Mouson ou Mouson (1187); il y eut, en 1188, trois conciles pour la croisade : concile entre Gisors et Trie, où les rois de France et d'Angleuerre prirent la croix; concile du Mans, où le roi d'Angleterre ordonna que chacun donnerait la dime de ses revenus et de ses biens meubles pour l'expédition de la terre sainte; concile de Paris, où Philippe Auguste fit la même ordonnance. On appela cet impôt dime saladine. Concile de Rouen (1179). Concile de Compiègne (1193); cette assemblée mixte prononça la dissolution du mariage de Philippe Auguste avec Ingeburge de Danemark; Ingeburge en appela au pape. Concile de Montpellier (1195); on encouragea dans ce concile les expéditions en faveur des chrétiens d'Espagne. Concile de Paris (1196) tenu en présence de deux légats du pape; on s'y occupa du mariage de Philippe Auguste avec Ingeburge de Danemark, mais sans rien décider. Concile de Sens (1198) contre une secte de manichéens. Concile de Dijon (1199); Pierre de Capoue, légat du pape, assisté de quatre archevêques et de dix-huit évêques. y traita du mariage de Philippe Auguste avec Ingeburge. Le roi interjeta appel au pape, et le concile ne décida rien.

Concile de Vienne (1200); le légat étant sorti du royaume de France, jeta l'interdit sur toutes les terres qui dépendaient de Philippe Auguste. Concile de Nesle en Vermandois (1200); Philippe Auguste ayant repris Ingeburge et jure qu'il la traiterait en reine, le légat Octavien leva l'interdit. Concile de Soissons (1201); on s'y occupa encore d'ingeburge qui avait été enfermée au château d'Étampes. Concile de Paris (1201); Gérard de Nevers y fut condamné comme hérétique. Concile de Meaux (1204); on s'efforça de réconcilier les rois de France et d'Angleterre. Concile d'Arles (1205) tenu par le légat Pierre de Castelnau. Concile de Montélimant (1109 ; le légat Milon fit citer au concile de Valence le comte de Toulouse, Raymond VII, accusé du meurtre de Pierre de Castelnau. Concile de Valence (1209); le comte de Toulouse y comparut et consentit à livrer sept de ses châteaux; il ne recut pas encore l'absolution. Concile de Saint-Gilles (1209); le comte Raymond se soumit à la pénitence publique et reçut l'absolution. Concile d'Avignon (1209). Concile de Saint-Gilles (1210). Concile de Paris (1210); condamnation des erreurs d'Amauri et de plusieurs de ses disciples. Les livres de la métaphysique d'Aristote, récemment apportés en France et traduits du grec en latin, furent aussi condamnés. Concile de

Narbonne (1211); on offrit au comte de Toulouse de lui nendre ses Étata, s'il vonlait en chasser les hérétiques; le comte refusa. Concile d'Arles (1211); le comte de Toulouse ayant refusé les conditions qu'on lui avait offertes sut excommunié. Concile de Paris (1212); réforme du clergé séculier et régulier. Concile de Pamiers (1212) réuni par Simon de Montfort. Concile de Lavaur (1213); on y nejeta les propositions faites par le roi d'Aragon pour la réconciliation des chess des Albigeois. Concile de Montpellier (1215); Simon de Montfort y fut proclamé comte de Toulouse en place de Raymond VI. Concile de Paris (1215); le légat Robert de Sourçon y fit un régioment pour l'école su Université de Paris; c'est le plus antien règlement de cette nature qui soit parvenu jusqu'à nous. Concile de Melun |1216); le pape Innocent III avait écrit à l'archevêque de Sens et à ses auffragants que Philippe Auguste était excommunié tomme soupçonné de savoriser les entreprises de son fils Louis, qui, malgre la défense du pape, avait fait une invasion en Angleterre, où l'appelaient les barons du royaume pour remplacer Jean sans Terre. Les principaux seigneurs de France, réunis à Melun, refusèrent d'admettre l'excommunication lancée contre le roi. On place quelquefois en 1219 un concile de Toulouse qui doit être reporté en 1229. Concile de Rouen (1223); on y publia un résume des canons du concile de Latran tenu en 1215. Concile de Paris (1223) contre les Albigeois. Concile de Montpellier (1224); Raymond VII y demanda vainement à être réconcilié avec l'Église. Concile de Paris (1225); le légat romain y traita avec le roi Louis VII des affaires d'Angleterre et des Albigeois. Concile de Melun (1225); le roi et les évêques s'y occupèrent de la juridiction ecclésiastique.

Concile de Bourges (1225) tenu par un légat du pape assisté d'environ cent évêques de France; Raymond VII et Amauri de Montfart y soutinrent chacun leurs droits sur le comté de Toulouse. Concile de Paris (1226); excommunication de Raymond VII.; le concile confirma an roi et à ses descendants la possession du comté de Toulouse qu'Amauri de Montfort leur avait cédé. A la suite d'un nouveau concile tenu à Paris, le 20 mars 1226, le roi convoquatous ses vassaux pour ailer combattre les Albigeois. Concile de Narbonne (1227); quelques-uns des canons de ce concile concernaient les juiss qui surent forcés de porter sur la poitrine une rouelle ou figure de roue. Concile de Meaux (1229); ce concile sut bientôt transséré à Paris; Raymond VII s'y soumit à l'Eglise et y signa

un traité avec le roi. Concile de Toulouse (1229) pour l'extirpation de l'hérésie des Albigeois. Concile de Château-Gentier (1231). Concile de Rouen (1231); parmi les règlements aur la discipline ecclésis stique, on remarque ceux qui ordonnent de raser entièrement les vagabonds appelés *olerca*ribands: on vonlait gu'il ne restat pas de traces de la tonsure ecclésiastique qu'ils avaient profanée (voy. Clarcs et Goull-LARDS). Concile de Noyon (1233). Concile de Laon (1233). Concile de Saint-Quentin (1233). Conoite de Béziere (1284) contre les hérétiques. Concile d'Anles (1284) contre les hérétiques. Concile de Narbonne (1235); reglement pour l'inquinition. Concile de Reims on de Saint-Quentin (1285). Concile de Compiègne (1235); on place vers cette époque l'ordonnance qui dispensait les vassaux du roi de comparattre, en matière civile, devant les tribunaux ecclesiastiques. Con-cile de Senlis (1235); l'interdit est jeté sur une partie des domaines du roi. Concile de Tours (1286); défense aux croisés et autres chrétiens de maltraiter les juifs. Concile de Cognac (1288); chaque église doit avoir son scean portant le nom de la paroiese. Conoile de Tours (1239). Concile de Saint-Quentin (1239) contre coux qui maltraitaient les clercs et les emprisonnaient. Concile de Sons (1239). Concile de Meaux (1240). Concile de Senlis (1240) qui accorde au pape le vingtième des revenus ecclésiastiques. Concile de Bourges (1240); projet d'une nouvelle croisade contre les Albigeois. Concile de Laval (1240). Concile de Béziers (1243); contestation entre les inquisiteurs et le comte de Toulouse qui porta ses plaintes au concile. Concile de Narbonne (1244). Concile de Lyon (1245); treizième concile général tenu par le pape innocent il en présence de Baudouin II, empereur de Constantinople. Il y avait cent quarante évêques, à la tête desquels étaient les patriarches de Constantinople, d'Antioche et d'Aquilée. La première session s'ouvrit le 28 juin 1245 ; la seconde le 5 juillet, et la troisième et dernière le 17 du même mois. Ce sut dans cette dernière session que le pape innocent IV déposa l'empereur Frédéric II et della ses sujets du serment de fidélité, « sans dire dans la sentence. avec l'approbation du concile, comme il est dit ordinairement dans les autres décrets. » (Art de vérifier les dates.) Ce sus aussi dans ce concile qu'il sut décidé, suivant quelques auteurs, que les cardinaux porteraient le chapeau rouge. Concile de Béziers (1246); règlement pour les inqui-siteurs. Concile d'Étampes (1247). Concile de Paris (1248). Concile de Vaience

(1348): renouvellement de l'excommunication lancée centre l'empereur frédéric II et sas adhérents. Concile de Provins (1251); canons sur la discipline ecclésiastique. Concile de l'Isle au comnat Venaissin (1251). Concile de Sens (1252). Concile de Paris (1253). Concile de Saumur 1253); un des canons de ce concile prohibait les mariages clandestins. Concile de Château-Gontier (1254). Concile d'Albi (4255); canons qui ont principalement pour but l'extirpation de l'héresie. Concile de Bordemux (1256). Concile de Paris (1255). Concile de Paris (1266). Concile de Sens (1256); il y aut deux conciles tenus la même année dans cette ville, l'un le 31 juillet et l'autre le 24 octobre. Concile de Ruffec (1258). Concile de Montpellier (1258); canons relatifs à la discipline ecclésiastique et contre les usures intolérables des juiss. Concile de Paris (1260) tenu par ordre de saint Louis pour implorer le secours de Dieu contre les Tarteres. Il sui ordonné qu'on ferait des processions, qu'on punirait les blasphémateurs; que le luxe des tables et des habits serait réprimé et les tournois défendus pour deux ans, ainsi que tous les jeux, hors les exercices de l'arc et de l'arbalète. Concile de Cognac (1260); on voit par le premier article des constitutions de ce concile que le peuple assistait encore à cette époque aux offices de nuit; on défendit dans ce concile les combats de coqs. Concile d'Arles (1260 ou 1261); on y condamna l'hérésie de Joachim qui disait que le règne du Père avait duré dépuis le commencement du monde jusqu'à la prédication de Jésus-Christ; qu'ensuite était venu le règne du Christ jusqu'en 1260, et qu'après cette apoque aurait lieu le règne du Saint-Esprit qui durerait de 1260 jusqu'à la fin du monde; que, dans le premier age, les hommes vivaient selon la chair, dans le second entre la chair et l'esprit et que dans le troisième ils vivraient plus parfaitement selon l'esprit. Un des canons de ce concile prouve que la confirmation se donnait encore aux petits enfants. Concile de Paris (1261). Concile de Cognac (1262); canons contre les excommuniés pour les forcer à se soumettre. Concile de Paris (1263) ; l'archeveque de Tyr, légat du saint-siège, y obtint le centième des revenus du clergé de France pendant cinq ans pour les besoins de la terre sainte. Concile de Nantes (1264); neuf canons, dont le second défendait de servir plus de deux plats aux prélats qui faisatent la visite de leur diocèse. Concile de Paris (1264); ordonnance très-sévère contre les blasphémateurs. Concile de Boulogne (1264). Concile de

Pent-Andemer (1267). Concile de Chátem-Gontier (1268); défense aux juges séculiers de s'empaner de biens de l'Église. Concile de Sons (1869). Concile de Compiègne (1270). Concile d'Avignon (1270). Concile de Saint-Quentin (1271). Concile de Ronnes (1278). Concile de Lyon (1274); c'est le quatorzième concile général. Il s'y rémit, seus la présidence de Grégoire X, cinq cents évêques, et un grand nombre d'abbés. On s'y occupe de l'election du pape et des évêques, de l'ordination des cleros, etc. Les Grecs y abjurèrent le schieme et reconnurent le primanté du pape. Concile d'Arles (1275). Concile de Saumur (1276). Concile de Bourges (1276). Concile de Langesis (1278) tenu par l'archevêque de Tours. Concile de Compiègne (1278). Concile de Pont-Audemer (1279). Concile de Bésiers (1279). Concile d'Anignon (1279) contre les naurpations des biens ecclésiantiques. Concile d'Angers (1279). Concile de Bourges (1280). Concile de Sens (1280). Concile de Paris (1281); on s'y plaignit des religioux mendiants qui, malgré les eveques, préchaient et confessaient dans leurs diocèses. Concile d'Avignos (1288). Concile de Saintes (1282). Concile de Tours (1282). Concile de Ries (1266). Concile de Bourges (1986). Concile de Reims (1287). Concile de l'Isle dans le comist Venzissin (1288). Concile de Nogaro dans l'Ammagnac (1290); plusieurs canous contre les excommuniés. Concile de Saumur (1994). Concile de Rouen (1999). Concile de Béziers (1200)

Concile d'Auch (1900). Concile de Malun (1301). Concile de Reims (1301). Concile de Paris (1302); assemblée de prélats et de seigneurs à l'occasion de la bulle ausculta fili. Les seigneurs écrivirent aux cardinanx une lettre où ils soutenaient que, pour le temporel, le roi ne relevait que de Dieu seul. Les prólats s'adressèrent au pape, en le priant de conserver l'ancienne union de l'Église et de l'Eint. Concile de Rerms (1202). Concile de Compiègne (1303). Concile de Paris (1808); Guillaume de Nogaret, procureur général du parlement de Paris, y presenta une requête contre le pape Boniface VIII, qu'il accusait de simonie et d'hérésie. Assemblée mixte du Louvre (18 juin 1303): nouvelle plainte portée contre Boniface VIII. Concile de Nogaro dans l'Armagnac (1303). Concile de Cambrai (1803). Concile d'Auch (1308). Concile de Paris (1310) tenu par Philippe de Marigni, archevêque de Sens, à l'occasion du procès des templiers; cinquante-neuf templiers surent condamnés à être brûles vifs, et subirent ce supplice près de la porte Saint-Antoine. Concile de Senlis (1840);

neuf templiers furent condamnés au feu. Concile de Vienne (1311-1312); quinzième concilegénéral tenu par le pape Clément V; il y avait plus de trois cents evêques et un grand nombre d'abbés; l'ordre des tem-pliers y fut supprimé. Concile de Paris (1314). Concile de Saumur (1315). Concile de Nogaro en Armagnac (1315); on y condamna l'usage de refuser le sacrement de pénitence aux condamnés qui le demandaient. Concile de Senlis (1315). Concile de Senlis (1318). Concile de Sens (1320); il y est fait mention pour la première fois de l'exposition et de la procession du saint sacrement. Concile de Paris (1324). Coneile de Senlis (1526). Concile d'Avignon (1326). Concile de Marciac au diocèse d'Auch (1326). Concile de Ruffec (1327). Conciled'Avignon(1327); on y condamna l'antipape Pierre de Corbières et ses adhérents. Concile de Compiègne (1329). Concile de Marciac (1330). Concile de Notre-Dame du Pré ou de Bonne-Nouvelle, près Rouen (1335). Concile de Bourges (1336); un des canons interdit le commerce au clergé. Concile de Château-Gontier (1336); canons pour maintenir la juridiction et les biens temporels du clergé. Concile d'Avignon (1337). Concile de Saumur (1342). Concile de Noyon (1344); plaintes contre les perturbateurs de la Juridiction ecclésiastique. Concile de Paris (1347); mêmes plaintes. Concile de Béziers (1351). Concile d'Apt (1365). Concile d'Angers (1366). Concile de Lavaur (1368). Concile de Narbonne (1374). Concile de Paris (1395); concile national où l'on délibéra sur les moyens de faire cesser le schisme d'Occident; la plupart des membres du concile se prononcèrent pour la cession des deux papes de Rome et d'Avignon. Concile de Paris (1398); second concile national auquel assistèrent onze archevêques, soixante évêques, soixantedix abbés, le recteur de l'Université de Paris, avec un grand nombre de membres des universités ; le patriarche d'Alexandrie y était présent. On déclara que le meilleur moyen de mettre un terme au schisme d'Occident, était de soustraire le royaume à l'obédience du pape Benoît XIII.

Concile de Paris (1404); articles relatifs à la conservation des priviléges du clergé pendant le schisme. Concile de Paris (1406); on y demanda la convocation d'un concile général pour mettre un terme au schisme d'Occident. Concile de Reims (1408). Concile de Paris (1408); on y fit des règlements pour le gouvernement de l'Église gallicane pendant la durée du schisme. Concile de Perpignan (1408) tenu par Benoît XIII; ce concile n'est pas reconnu par l'Église. Concile de Paris

(1429); règlements concernant les mœurs et les devoirs des ecclésiastiques; on y condamna les fêtes des fous et de l'ane (voy. FETES) Concile de Nantes (1431); prohibition d'un usage qui consistait à surprendre, le lendemain de Paques, des clercs paresseux dans leur lit, à les pro-mener nus par les rues, à les placer en cet état sur l'autel, et à les arroser d'eau bénite. Assemblée mixte de Bourges (1440), où fut maintenue la pragmatique sanction de Charles VII, empruntée en grande partie aux canons du concile de Bale. Concile de Rouen (1445); le septième statut condamne la superstition de ceux qui désignaient sous des noms particuliers certaines images de la sainte Vierge, tels que Notre-Dame de recouvrance, de consolation, de grace, etc., parce que ces noms donnaient lieu de croire qu'il y avait plus de vertu dans une image que dans une autre. Concile d'Angers (1448). Concile de Soissons (1455). Concile d'Avignon (1457). Concile de Sens (1485).

Concile de Tours (1510); ce concile soutint Louis XII dans sa lutte contre le pape Jules II. Concile de Paris (1598); on y condamna l'hérésie de Luther. Concile de Bourges (1528); canons pour la condamnation de l'hérésie luthérienne et la réforme des mœurs du clergé. Concile de Lyon (1528). Concile de Boulogne (1548). Concile de Narbonne (1551). Concile de Vienne (1557). Concile de Poissy (1561); il est connu sous le nom de Colloque de Poissy, Concile de Reims (1564); reforme des mœurs et de la discipline ecclésiastique. Concile de Reims (1565). Concile de Cambrai(1565). Conciled Avignon (1569). Concile de Rouen (1581). Concile de Reime (1583). Concile de Tours (1583). Concile d'Embrun (1583). Concile de Bourges (1584). Concile d'Aix (1585). Concile de Cambrai (1586). Concile de Toulouse (1590). Concile d'Avignon (1594).

Concile d'Avignon (1606). Concile de Narbonne (1609). Concile de Grasse (1610). Concile de Paris (1612). Concile d'Aix (1612). Concile de Bordeaux (1624). Concile de Narbonne (1635). Concile d'Avignon (1668). Concile de Narbonne (1671). Assemblée générale du clergé (1682); proclamation des quatre articles qui résument les libertés de l'Église gallicane.

Concile de Toulon (1704). Concile d'Embrun (1727). Concile national de Paris (1811) sous la présidence du cardinal Fesch. En 1849 et 1850, la plupart des églises métropolicaines de France et principalement les églises de Paris, de Lyon, de Rouen, de Reims, eta., ont tenu des conciles provinciaux, avec l'autorisation de gouvernement, comme l'exige le concordat de 1801 pour la réunior des synodes et autres assemblées ecclésiastiques. — On a publié plusieurs recueils des conciles. Le père Sirmond (Jacques) a donné les Concilia antiqua Galliæ, Paris, 1629; on y a joint un volume de supplement et les Concilia novissima Galliz, publiés en 1646. Le père Labbe et le père Cossart ont édité une collection complète des conciles en dix-huit volumes in-folio, Paris, 1671-1672. Une réimpression a été publice à Venise, en 1728, et forme vingt-cinq volumes in-folio. Le père Hardouin avait donné à Paris, en 1715 et années suivantes, une nouvelle collection des conciles sous ce titre Conciliorum collectio regiu maxima. La dernière collection des conciles et la plus complète est celle de Munsi: Sacrorum conciliorum nova et amplissima collectio, Florence et Venise, 1757 et années suivantes. Le trente et unième volume publié en 1778 finit à l'année 1509. On trouve dans l'Annuaire de la Société de l'Histoire de France une Chronologie des conciles, par M. L. de Maslatrie.

CONCLAVE.—Quoique les conclaves ne soient pas une institution française, il est cependant nécessaire d'en parler, puisque la France y envoie ses cardinanx et participe ainsi à l'élection des papes. Ce fut seulement en 1270 que commença l'usage du conclave. Clément IV était mort à Viterbe en 1268. Les cardinaux (voy. ce mot) ne pouvant s'entendre sur le choix de son successeur voulurent quitter Viterbe. Mais les habitants instruits de leur projet sermèrent les portes de la ville et leur signifièrent qu'ils ne sortiraient qu'après avoir elu un pape. Depuis cette époque on enferma les cardinaux dans un conclave pour qu'ils procedassent à l'election du chef de l'Eglise. Ils doivent y entrer dix jours après la mort du pape ; ils s'y rendent en procession et prennent possession de la cellule que le sort leur a assignée. Les ambassadeurs des puissances peuvent rester dans le conclave pendant les premières vingt-quatre heures de l'assemblée. Ils doivent ensuite se retirer. Les portes sont alors fermées ; le conclave muré et des sentinelles posées à chacune des issues. Le cardinal doyen et le camerlingue ou chancelier sont constater par le protonotaire apostolique que la clôture est complète. Chaque cardinal ne peut garder avec lui que deux conclavistes, l'un d'épée, l'autre d'église; on en accorde quelquesois un troisième aux cardinaux-princes ou aux cardinaux vieux

et infirmes. Les autres personnes destinées au service du conclave sont le sacristain, le sous-sacristain, un secrétaire, un sous-secrétaire, un confesseur, deux médecins, un chirurgien, deux barbiers, un apothicaire avec deux garçons apothicaires, cinq maîtres des cérémonies, un maçon, un charpentier et seize valets. Deux fois par jour, un maître des cérémonies parcourt le conclave une clochette à la main pour avertir les cardinaux de se rendre à la chapelle du scrutin. Chaque cardinal, en entrant dans cette chapelle, se revêt d'une chape et d'une espèce de manteau cramoisi à longue queue, fermé avec une agrafe.

avec une agrafe. Le conclave est établi dans le palais du Vatican; il se compose de petites cellules faites de bois de sapin. Chaque cellule a un appartement séparé pour les conclavistes. Tous les jours à midi et vers le soir, les officiers de chaque cardinal viennent demander au maître d'hôtel du conclave le diner de leur maitre, ou ils vont le prendre, s'il a cuisine particulière, et ils le portent aux tours du conclave qui ne s'ouvreut que pour laisser passer les mets. On observe scrupuleusement les formalités consacrées par l'usage. D'abord marchent deux estafiers du cardinal portant chacun leur masse de bois de couleur violette avec les armes de Son Éminence. Le valet de chambre du cardinal vient ensuite portant la masse d'argent; les gentilshommes suivent deux à deux et tête nue. Après eux paraît le maître d'hôtel la serviette sur l'épaule; il est accompagné de l'échanson et de l'écuyer tranchant. Les domestiques qui les suivent portent le diner du cardinal avec tous les ustensiles de table. D'autres valets portent de grands paniers qui contiennent des bouteilles de vin, du pain, des fruits, etc. En arrivant au tour, ils nomment leur cardinal à haute voix afin que son valet de chambre, qui attend dans l'intérieur du conclave, s'avance et fasse prendre ces provisions par des valets qui les portent dans la cellule du cardinal. Tous les mets sont exactement visités par le prélat qui est de garde au dehors avec un des conservateurs du peuple romain pour empêcher qu'il ne passe ni lettre ni billet. Ils peuvent même ouvrir les viandes de peur de supercherie. Les bouteilles et les flacons doivent être de verre ou de cristal afin que l'on puisse voir ce qu'il y a dedans. Mais cet examen ne se fait pas rigoureusement, parce que toutes les précautions qu'on pourrait prendre n'empêcheraient pas les cardinaux d'entretenir des intelligences au dehors; après que les provisions ont été introduites dans le conclave, un curseur

du pape qui assiste à cette opération an robe violette et tenant la masse d'armes, ferme la porte des tours. Le prélat assistant s'assure si tout est bien fermé, et applique le sceau de ses armes sur la serrare.

L'élection a lieu au scrutin. Chaque cardinal dépose son bulletin dans un calice placé sur l'autel de la chapelle du sorutin. Chaque billet est divisé en huit parties. Le premier espace doit contenir le nom du cardinal électeur; le second reste en blanc; le troisième renserme le cachet; le quatrième le nom du cardinal à qui l'on donne sa voix ; le cinquième son titre et ses qualités ; le sixième sert pour un second cachet; le septième reste en blanc, et le huitième est rempli par une santence tirée de l'Ecriture sainte. Avant le scrutin, on met dans un suc de petites boules sur lesquelles les nems de tous les cardinaux sont imprimés pour que le sert désigne trois scrutateurs, trois infirmiers et trois réviseurs. Lorsqu'on commence le scrutin, chaque cardinal prend entre le pouce et l'index son billet écrit, plié et cacheté en le tenant élevé, afin qu'il soit vu de tous les électeurs; il le porte à l'autel, se met à genoux, fait sa prière, prête le serment tout haut, monte à l'autel. lève la patène, fait glisser le billet dans le calice et retourne à sa place. Les cardinaux infirmiers vont recueillir les billets des cardinaux malades dans une botte qui est ouverte en présence de l'assemblée. Pour que l'élection ait lieu, il faut qu'un candidat réunisse au moins les deux tiers des voix. Lorsqu'il n'y a pas de majorité suffisante on a recours à l'accessus. On appelle ainsi le scrutin dans lequel les cardinaux accèdent au vote d'un autre cardinal et le déclarent par cette formule accedo domino. Ceux qui persistent dans leur premier vote le déclarent par ces mots: accedo nemini (je ne me joins à personne). Dès que l'élection est terminée, on fait entrer trois protonotaires apostoliques, qui dressent l'acte de l'élection sur l'inspection des billets, et tous les cardinaux signent cet acte. L'élection du pape a lieu quelquefois, mais rarement, par compromis ou par inspiration. Dans le premier cas. les électeurs s'en rapportent à un cardinal d'une probité recomme à qui ils donnent pouvoir de nommer celui qu'il croit digne d'occuper la chaire de Saint-Pierre. L'élection par inspiration se fait par une déclaration spontanée du sacré collège en faveur d'un cardinal. Il y en a peu d'exemples. Enfin l'élection par adoration a lieu lorsque les deux tiers des électeurs vont saluer pape le cardinal sur lequel se portent leurs suffrages.

CONCORDATS. — Los concordais some des traités spéciaux signés entre la papauté et les souverains temporels pour régler les relations des deux puissances. Il y a eu, en France, quatre concordats conclus par François le (1516), Bonaparte premier consul (1801), Napoléon empereur (1813) et Louis XVIII (1817). Les deux premiers seuls ont été exécutés ; les deux derniers sont restés à l'état de projet. François I conciut le concordus de Bologne avec Léon X, en 1516, lorsque la victoire de Marignan vensit de lui livrer le duché de Milan. Il sacrifia la pragmatique sanction de Bourges. Ce concordat abolit les élections des évêques et des abbés et accords au pape le droit d'y pourvoir sur la nomination du roi. En réalité, les rois disposèrent de tous les archevêchés, évêchés et abbayes, et la puissance monarchique fut considerablement accrue par le concordat de Bologne. Le parlement de Paris voulut vainement s'opposer à l'enregistrement de cette loi ; il fut contraint de ceder. Les états généraux demandèrent plusieurs fois le rétablissement des élections ecclésiastiques. Malgré ces réclamations, le concordat de Bologne fut maintenu jusqu'à la révolution. Sous la Constituante, les anciennes relations des deux puissances furent bouleversées par la constitution civile du clergé (voy. ce mot). Lorsque la tourmente révolutionnaire fut apaisée, le premier consul conclut avec le pape Pie. VIII le concordat du 15 juillet 1801; il futratifié le 10 septembre de la même année (23 fructidor an IX), mais il ne fut exécuté qu'au mois d'avril 1802. Le premier consul nommait les archevêques et évêques qui recevaient du saint-siège l'institution canonique. Les évêques nommaient les curés dont le choix devait être approuvé par le gouvernement. L'article 13 du concordat garantissait la sécurité des acquéreurs de biens ecclésiastiques. Le concordat fut suivi d'articles organiques qui réglaient les circonscriptions nouvelles des diocèses, et ne permettaient d'assembler des synodes ou conciles qu'avec l'approbation de gouvernement. En 1813, Napoléon conclut un nouveau concordat avec le pape prisonnier à fontainebleau; mais, comme l'empire fut renversé peu de temps après, ce concordat ne fat jamais exécuté. Enfin, le 11 juillet 1317, un quatrième concordat fut conclu entre Pie VII et Louis XVIII; il annulait le concordat de 1801 et rétablissait un grand nombre d'archevechés et d'évechés qui avaient été supprimés. Mais une opposition très-vive empêcha l'exécution de ce concordat. Plusieurs ouvrages parurent

à entre consiem et contiennent des détails écondus sur l'histoire des concordats. Tois sont les Quatre concordats, par l'aisé de Pradt, 3 vol., Paris, 1818; l'Appréciation du projet de loi relatéf qua trois concordats, par Lanjuinais, Puris, 1848; l'Essai historique sur les libertés de l'Égèles gallicans, par l'abbé Guégoire, Paris, 1818.

CONCOURS, CONCOURS GENÉRAL. — Voy. Instruction publique et Université.

concussion. — Crime d'un fonctionnaire public qui abuse de son peuvoir pour entorquer de l'argent. On appelle concussionnaire celui qui commet ce crime.

conditionnes. — On entendait par la, dans les anciennes coutumes, des hommes soumis à une condition analogue au servage. Voy. Serfs.

CONF**ED**ÉRATION DU RHIN. — Confédération des princes allemands sous le protectorat de l'empereur Napoléon. L'acte constitutif de la confedération de Rhin fut signé à Paris le 12 juillet 1806. Les rois de Bavière et de Wurtemberg, le grand-duc de Bade, l'électeur de Ratisbonne, le grand-duc de Berg, le landgrave de Hesse-Dermetadt et d'autres princes allemands se déclarèrent séparés à perpétuité de l'empire germanique, indépendants de toute puissance étrangère et unis entre eux par une consédération, dont les intérêts devaient être réglés par une diéte tenue à Francfort et présidée par le primat de Ratisbonne. Napoleon était protecteur de la confédération du Rhin. Une alliance étroite était conclue entre la France et la consédération du Rhin ; en cas de guerre , la France devait fearair un contingent de deux cent mille hemmes, et la confédération, soimantetrois milie.

CONFERENCES. — Voy. Colloque, Instruction publique, Relations extérieures.

CONFESSEURS ACCORDES AUX CON-DAMNÉS. — Voy. Supplices.

CONFESSION, CONFESSION PUBLI-QUE. — Voy. Rites religioux.

CONFIDENCE. — On appelait confidence, en matière bénéficiaire (voy. Bénéficiaire (voy. Bénéficiaire d'on accion simoniaque qui avait lieu lorsque le titulaire d'un bénéfice le conservait pour le céder à un autre, ou quand quelqu'un jouissait des revenus d'un bénéfice sous le nom d'un autre qui n'en avait que le

titre. L'Église avait condamné les abus comme de véritables simonies,

CONFIRMATION. — Voy. Rites reli-

CONFISCATION. — Poine qui consistait dans la saisie des biens du condamné. Voy. Prints.

CONFLITS. — Lutte entre divers tribunaux ou entre les autorités judiciaire et administrative. Voy. Justice et Tribunaux.

Confreres, confreries, FRERES DE LA PASSION. — Des confréries, on associations religienses sons le patromage d'un saint, étaient presque toujours annexées aux corporations (voy. Corporation). Ainsi les orfévres, des plus anciennes et des plus célèbres corporations de Paris, avaient leur con-frérie à Notre-Dame. Celle des avecats et procureurs de la même ville se réunissait dans la chapelle de Saint-Yves, qui était située à l'angle formé par la rue Saint-Jacques et la rue des Noyers. Les confrères avaient droit de présentation pour les chapellenies vacantes à Saint-Yves. Les messagers de l'Université avaient formé la confrérie de Charlemagne dans l'éghse des Mathurins. Les libraires avaient leur confrérie dans la même église. Les marchands de vin se rémissaient à Saint-Gervais, où ils avaient fondé l'O de l'Avent. Quelques jours avant Noël, le prévôt des marchands, les échevins, le procureur du roi, le greffier et les autres officiers y assistaient. On leur distribuait des sucreries, d'où vint le nom d'O sucré donné à cette cérémonie. Beaucoup d'autres confréries avaient été fondées pour prier en commun; mais la plupart out lièrent le but primitif de l'institution et remplacèrent trop souvent les prières par des festins qui dégénéraient en orgies. On peut citer, entre autres, la confrérie de Notre-Dame de Liesse, fon**dée à Pari**s le 8 septembre 1413 , dans l'église du Saint-Esprit. Chacun de ceux qui y étaient reçus était tenu de donner un grand repas aux confrères, et, pour ce motif, on appela cette reunion confréries aux goulus. Il y eut d'autres con-fréries, comme celle du rosaire établic dans l'église des Bominicains (rue Saint-Jacques), du scapulaire dans l'église des Carmes (place Maubert), de Notre-Dame des Sept-Douleurs, dans l'église de Notre-Dame des Victoires, qui restèrent plus fidèles à leur caractère primitif. Il n'en fut pas de même de la confrérie royale des pénétents établie par Henri III; elle ne fit qu'ajonter aux scandales que donnait ce roi dépravé.

De toutes les confréries, la plus célèbre fut celle qui fut organisée au commencement du xve siècle pour la représentation des mystères. On donnait depuis longtemps des speciacles de cette nature dans les eglises et sur les places publiques, lorsque le prévôt de Paris, par une or-donnance du 3 juin 1398, fit défense aux habitants de Paris, de Saint-Maur et autres villes soumises à son autorité, de représenter aucun mystère ou autres jeux de personnages, sans congé du roi, à peine d'encourir son indignation et de forfaire envers lui. l'eu de temps après, une des troupes d'acteurs obtint l'autorisation du roi (4 décembre 1402), sous le nom de malires, gouverneurs et confrères de la Passion et Résurrection de Notre-Seigneur fondée dans l'église de Sainte-Trinité à Paris. Les confrères de la Passion louèrent la grande salle de l'hôpital de la Trinité, qui avait vingt-six toises de long sur six de large, et ils y représentèrent, pendant près de cent cinquante ans, des mystères et des moralités. (L'hôpital de la Trinité était situé dans la rue nommée maintenant rue Grenétal.) Ces représentations charmèrent tellement le public, que, comme on ne les donnait que les jours de sête, on avança ces jours-là les vêpres dans plusieurs églises, afin qu'on pût assister aux spectacles sans manquer à l'office divin. Les confrères de la Passion joignirent à la représentation des mystères des scènes burlesques, où des bouffons amusaient le public par leurs hons mots. On appelait ces scènes des pois pilés. Hs s'associèrent avec les enfants sans souci, qu'on appelait aussi la confrérie des Sots pour la représentation des moralités, farces et soties. En 1547, l'hôpital de la Trinité fut eulevé aux confrères de la Passion et consacré au logement et à l'entretien des enfants pauvres que leurs parents ne pouvaient pas nourrir. Les confrères de la Passion achetèrent alors l'hotel d'Artois ou de Bourgogne, qui était situé rue Mauconseil, et présentèrent requête au parlement pour obtenir la permission de continuer leurs représentations à l'hôtel de Bourgogne, avec défense à tous autres de donner de ces sortes de spectacles, à moins qu'ils ne fussent avoués par la confrèrie. Le parlement leur accorda le privilége exclusif qu'ils réclamaient, par arrêt du 17 novembre 1548; mais en même temps il leur défendit de jouer le mystère de la Passion ni aucun autre mystère, sous peine d'amende; il leur permit seulement de représenter des pièces profanes. Dès lors la confrérie de la Passion n'exista

plus que de nom. Les confrères crurent au-dessous d'eux de représenter euxmêmes des pièces toutes profanes; ils louèrent à d'autres l'hôtel de Bourgogne et leur privilège; ils se réservèrent seuiement pour eux et pour leurs amis deux loges qu'on appela les loges des mattres. Ce fut sur ce nouveau théatre que furent représentées les pièces de Jodelle, Garnier, Hardi, Mairet, Tristan, Corneille et Racine. Comme il y avait de fréquents démêlés entre les confrères de la Passion et les comédiens, auxquels ils avaient loué leur hôtel, Louis XIV finit par supprimer la confrérie de la Passion (édit de décembre 1676 enregistre au parlement le 4 février 1677); il réunit les biens et revenus de cette confrérie à ceux de l'hôpital général pour être employés à la nourriture et à l'entretien des enfants trouvés. Les comédiens qui occupaient l'hôtel de Bourgogne en payèrent depuis cette époque le loyer à l'hôpital.

CONGREGATION. — Partie d'un ordre religieux. Voy. ABBAYE et CLERGÉ RÉGULIER. Il y a aussi des congrégations de laïques qui se réunissent pour la prière et l'aumône.

CONGRÉS. — Réunion des représentants de plusieurs puissances. Voy. Re-LATIONS EXTÉRIEURES.

CONGRÉS AGRICOLES ET SCIENTIFI-QUES. — On appelle congrès agricole la reunion des principaux agriculteurs pour le perfectionnement de l'agriculture. Les congrès scientifiques sont des réunions de membres d'académies provinciales qui se proposent d'encourager la culture des sciences, des lettres et des arts dans les départements.

CONJURATEURS (conjuratores). Les conjurateurs, on co-jurants, dans les lois des Francs, étaient ceux qui attestaient devant un tribunal l'innocence de l'accusé. Ce n'étaient pas des témoins dans le sens moderne du mot; mais des parents, des amis qui venaient certifier que la personne traduite devant le juge n'avait pu sc rendre coupable du crime qu'on lui reprochait. Le nombre des conjurateurs variait suivant la qualité de l'accusé; il était le plus souvent de douze. Lorsque Frédégonde fut accusée du meurtre de Chilpéric, elle comparut avec soixante-douze conjurateurs devant le roi Gontran, et se justifia par leur serment. Les anciennes lois de quelques parties de la France avaient conservé des traces de cette coutume. D'après les usages de la vicomié de l'eau de Rouen, l'homme qui niait une dette, et auquel les juges déféraient le serment,

amenait avec lui un certain nombre d'assistants, ou, comme disent les anciennes coutumes, d'aideurs, qui juraient en même temps que lui.

• Connétable. — Le connétable était un des grands officiers de la couronne, chef des armées en l'absence du roi. Son nom venait probablement des mots latins comes stabuli (comte de l'étable), parce que primitivement le connétable n'avait que le commandement de la cavalerie, et était placé sous l'autorité du sénéchal; mais lorsque Philippe Auguste eut supprimé, en 1191, la dignité de sénéchal, le connétable devint le chef suprême des armées. Ce fut surtout à partir de 1218, époque où Matthieu de Montmorency devint connétable de France, que cette dignité prit une grande importance. La marque de la puissance du connétable était une épée nue qu'il recevait des mains du roi, et qu'il portait devant le prince au sacre et dans toutes les pompes de la royauté. L'écu des armes du connétable avait pour ornements **extérieurs** , de chaque côté , une épée nue, le pointe en haut, tenue par un dextrochère ou main droite, armée d'un gantelet et sortant d'une nuée. Il avait sa juridiction à la table de marbre de Paris. Le tribunal du connétable subsista même après la suppression de l'office de connétable en 1627; il portait le nom de connétablis et de maréchaussie de France et était tenu par le corps des maréchaux, sous la direction du doyen ou du plus ancien d'entre eux.

Les priviléges du connétable, qui étaient nombreux et très-importants, sont énumérés dans les anciens registres de la chambre des comptes. Il était du conseil secret et étroit, et le roi ne pouvait, sans son avis, ordonner de nul fait de guerre. Partout où se trouvait le roi, le connétable avait son logement, et recevait des provisions de bois, pain, vin, etc. Il recevait trente-six pains, un setier de vin pour sa mesnie (sa suite); deux barils pour sa chambre, et, de chacun mets cuit ou cru, tant comme il en faut, et étable pour quatre chevaux. Quand il n'y avait pas de guerre, sa solde était de vingt-cinq sous parisis, et de dix livres à chaque fête de l'année. Chaque fois qu'on payait au roi le droit de gite voy. Gltz), les gages du connétable doublaient. En temps de guerre, si l'on prensit une forteresse, tous les chevaux, harnais, vivres, et en général tout ce qui s'y trouvait appartenait au connétable, sauf l'or et les risonniers qui étaient au roi, et l'artilierie au grand maitre des arbaletriers, ou, depuis le xvi• siècle, au grand maitre de l'artiflerie. Nul n'avait juridiction sur les gens du connétable que lui et son maître d'hôtel. Il prélevait une journée de solde sur tous les officiers qui servaient dans les armées. Quand le roi, armé de toutes pièces, marchait pour assaut ou bataille le connétable recevait cent livres ; quand le roi n'avait que les jambards, la solde du connétable était de cinquante livres. Si l'on amenait au roi plusieurs chevaux de bataille, le connétable choisissait après le roi un destrier pour le combat. Les armures restées sur le champ de bataille appartenaient à cet officier. Tous les hommes d'armes étaient soumis à ses ordres. et, si quelqu'un **s**'éloignait de l'armée sans sa permission, son cheval et ses armes revenaient au connétable ; le corps appartenait au roi. Dès qu'une forteresse avait été prise, on arborait sur les tours la bannière du connétable, à moins que le roi ne sût présent. En marche, le connétable avait le commandement de l'avantcarde. Comme la puissance des connétables s'étendait à toute la France, qu'elle leur donnait une juridiction presque absolus sur les armées et des droits considérables à percevoir, elle inquiéta souvent les rois. Louis XI fit trancher la tête au connétable de Saint-Pol, et Richelieu supprima, en 1627, la dignité de connétable de France.

Voici la liste des principaux connétables depuis les premières années du x111º siècle, époque où commence réellement leur puissance. MATTHIEU DE MONTMORENCY recut l'épée de connétable à la fin du règne de Philippe Auguste (1218), et la conserva jusqu'à sa mort (24 novembre 1230). Il se distingua avant d'être connétable au siége de Château-Gaillard (1202), et à la bataille de Bouvines (1214), où il enleva scize bannières aux ennemis. Sous le règne de Louis VIII, il contribua à la prise de la Rochelle, et emporta d'assaut Avignon. Enfin, il fut un habile et puissant auxi-liaire de Blanche de Castille pendant les troubles de la minorité de saint Louis. AMAURY DE MONTFORT, connétable de 1230 A 1241, fit une expédition malheureuse en Palestine. Gilles Le Brun de Trasignies (1241-1276) accompagna saint Louis en Egypte, et Charles d'Anjou en Italie; il se signala à la bataille de Bénévent (1266). En son absence, Robeat D'Antois remplit les fonctions de connétable, et on voit pour la première sois, sur son écu, les deux épées, signe de cette dignité. Humbert de Beaujeu remplaça Gilles de Trasignies, et fut connétable de 1277 à 1285. RAOUL DE NESLES (1885-1302) enleva la Guyenne aux Anglais, et périt à la bataille de Courtrai, engagée, malgré

-210

son avis, contre les Flamands. Blessé des railleries de quelques seigneurs qui accusaient sa prudence de lacheté et presque de trabison, je vous mênerai si loin, leur dit-il, que vous n'en reviendrez point. Et, en ellet, ils restèrent presque tous sur le champ de batuille, égorgés per ces vilains qu'ils dédaignaient. GAU-CEER DE CHASTILLON, SON SUCCESSOUR (1302-1329), est surtout célèbre par la victoire de Cassel sur les Flamands (22 act 1828). RAOUL DE BRIENNE périt ans un tournoi (18 janvier 1344). Son fils, RAOUL DE BRIENNE, lui succéda; prisonmier des Anglais en 1346, il fut soupçonné de trahison, et eut la tétetranchée leug no**vembre 1350. Sod successeur, Charles de** LACERDA, favori du roi Jean, fut assassiné, en 1355, per ordre de Charles le Mauvais, roi de Nevarre. Jacques de Bounnon (1355-1856) se démit au bout d'un an de la charge de connétable; il fut remplacé par Gautum de Brienne, qui périt à la bataille de Poitiers (1856). Ro-DERT DE FLENNES (1356-1370) défendit Amiens contre le roi de Navarre, chassa les Angleis et les grandes compagnies du Languedoc. Bertrand du Guesclin (1870-2280) est un des plus illustres entre les connétables; le récit de ses exploits se trouve dans toutes les histoises de France. OLIVIER DE CLISSON, frère d'armes de du Gaeschin, lui succède (1380-1392); il a'était rendu odieux aux oncles de Charles VII par la fermeté de son gouvernement. Ils le destituèrent lersque la folie de Charles VI leur out livré le gouvernement (1392). PHILIPPE D'ARTOIS (1392-1307) prit part à la croisade de Nicopolis, et mourat prisonnier de Bajazet (16 Juin 1897). Louis DE CHAMPAGNE, comte de Sencerre, mourus en 1402. Gharles d'Albret périt à la bataille d'Azincourt (25 octobre 1415); comme le connétable d'Albret était un des chefs du parti armagnec, la faction des Bourguignons lui opposa WALERAM DE LUXEMBOURG, comte de Saint-Pol, qui orta le titre de connétable, 1411 à 1413. BERNARD D'ARMAGNAC, qui a donné son nom à une des factions qui divisaient alors la France, fut égorgé dans le massacre du 12 juin 1418. CHARLES DE LORRAINE (1418-1494), JEAN STUART, tué à Verneuil en 1424, Arthur de Bretagne, comte de Richemont, furenteuccessivement connétables. Richemont se signala dans les guerres contre les Anglais, et, par la vigueur de son administration, il contribua puissamment aux succès de Charles VII. Après sa mort, en 1458, la dignité de connétable fut quelque temps vacante. A la suite des troubles de la ligue du bien public (1465), Louis XI nomma connétable

Louis de Luxembourg, comte de Saint-Pol, qui, dans la suite, sut convaince de trahison et eut la tête tranchée (19 décembre 1475). Louis XI laissa la charge vacante jusqu'à sa mort. Jean de liourbon la remplit de 1483 à 1488. Pasquier s'est donc trompé lorsqu'il a écrit dans ses Reoherches (livre VI, ch. v): « Le comte de Saint-Pol, qui fut exécuté à mort l'an 1475. avait enseveli.avec lui la dignité de connétable, jusques en l'an 1514 que le roi Prançois, premier de ce nom, aux le commencement de sen règne, la fit revivre en Churles, prince du sang, ainé de la maison de Bourbon. Ces deux connétables, Saint-Pol et Beurbon, émument de grands trou-bles; mais, comme le second était, dans notre France, de plus grande étoffe, aussi porta-t-il plus de coups que le premier. » Il y eut une nouvelle suspension de la charge de connétable jusqu'en 1515. CHARLES DE BOURSON, nommé connétable en 1515, est surtout célèbre par sa trabison (1523). Anne de Montmoremoy, connétable en 1538, conserva cette di-gnité sous les quatre rois, François les, Henri II, François II, et Charles IX; il périt à la bataille de Saint-Denis en 1567. Son fils, Humai de Montmorency, ne fut nommé connétable que par Henri IV (1508), il mourut en 1614. CHARLES D'ALBERT, duc de Luynes (1617-1621), est assez connu comme favori de Louis XIII. FRANÇOIS DE Bonne, duc de Lesdiguières, fut le dernier connétable (1622-1626). Peu de temps après sa mort, la dignité de connétable fut supprimée par un édit du mois de janvier 1827. Déjà plusieurs fois, au xvr siècle, cette dignité avait été suspendue comme redoutable pour la puissance monarchique. Le titre de connétable fut rétabli, pendant quelques années, par l'empessur Napo-léon en faveur de son frère Louis Bonaparte. Voy. sur les connétables, du Tillet, Recueil des rangs, etc., et Denis Godefroi, Histoire des connétables, etc., Paris, 1688.

Les seigneurs eurent aussi pendant que que temps des connélables; certaines villes en avaient encore au xvº siècle. Alain Chartier rapporte, dans son Mistoire de Charles VII, que Joschim Raoult fit, entre les mains de ce roi, serment comme connétable de la ville de Bordeaux.

CONNETABLIE. — Tribunal du connétable. Cette juridiction continua d'exister après la suppression de la dignité de connétable et conserva le nom de connétablis. Elle connaissait de tous les crimes et délits commis par les gens de guerre au camp, dans les garnisons et

nendant les marches; des contestations qui s'élevaient entre eux pour le partage du butin ou pour les rançons ; des abus et malversations des officiers de guerre, etc. Ce tribunal se composait d'un lieutenant général, d'un lieutenant particulier et d'un procureur du roi nommé par le conraétable, et, après la suppression de cette charge, par les maréchaux. C'était une des trois tables de marbre du palais à Paris. Les appels de la connétablie étaient portés au parlement de Paris. Le grand prévôt de la connétablie, accompagné de quatre 'lieutenants et d'archers, suivait les armées pour faire le procès aux soldats coupables de quelque infraction à la discipline militaire.

Il ne faut pas confondre ce tribunal de la connétablie avec la juridiction des maréchaux de France prononçant sur les contestations relatives au point d'honneur. Dans les affaires de cette nature, les maréchaux de France jugeaient eux-

mêmes et sans appel.

On appelait encore connétablie, dans l'ancienne langue française, des compagnies de cavalerie et d'infanterie. Le roi Jean ordonna, en 1351, que l'infanterie fût rangée par connétablies et par compagnies de vingt-cinq à trente hommes. Chaque commandant de ces compagnies s'appelait connétable. Froissart emploie anssi le mot connétablie dans ce sens: « Les Hennuyers, dit-il, vinrent devant la ville d'Aubeton, en trois connétablies, leurs bannières devant bien ordonnées.»

CONSCRIPTION - Recrutement de l'armée. Vey. Armée et Recrutement.

CONSEIL D'ETAT. — Il y a peu d'institutions de la France qui aient eu une aussi grande importance que le conseil d'Etat: il a surtout contribué à préparer et à consolider l'unité administrative. Désigné sous les noms de conseil des parties ou de la justice, conseil des dépêches ou de l'intérieur, conseil de direction ou de finances, il exerçait une haute influence sur la justice, l'administration intérieure et la gestion financière; et cependant on connaît à peine l'organisation de cette assemblée. On s'est plus d'une fois trompé, en voyant sous ces noms différents des assemblées différentes, tandis qu'il s'agit toujours du même conseil délibérant sur diverses matières. Je chercherai, en m'appuyant sur des documents nouveaux et authentiques, à indiquer exactement les principales phases de l'institution qu'on a appelée tour à tour cour du roi, conseil du roi, grand conseil, conseil étroit, conseil privé, et eufin conseil d'Etat; ce

dernier nom ne date que du xvi• siècle. On peut distinguer dans l'histoire de cette institution quatre époques qui se résument en quatre noms : cour du roi jusqu'en 1302; grand conseil (1302-1497); conseil d'État de l'ancienne monorchis (1497-1789); enfin conseil d'Etat moderne

(de 1799 jusqu'à nos jours).

§ I. Cour du roi. — Je ne remonterai pas jusqu'à l'empire romain où se trouve le modèle du conseil d'Etat dans le consistorium ou conseil secret des empereurs. Je n'insisterai pas davantage sur le censeil dont s'entouraient les rois mérovingiens et carlovingiens; il est certain que de tout temps les rois barbares avaient auprès d'eux des évêques, des comtes, des convives du roi, comme on disait alors, pour s'aider de leurs conseils, lersqu'ils rendaient la justice ou faisaient quelque acte de souveraineté. Mais ces conseillers ne formaient pas une assemblee permanente, analogue au conseil d'Etat des époques postérieures. J'en dirai autant de l'époque féodale; les rois, comme les autres seigneurs féodaux, appelaient près d'eux leurs grands vassaux pour rendre la justice, régler l'impôt, déclarer la guerre ou conclure la paix; cette assemblée des grands vassaux s'appelle tantôt cour du roi, tantôt parlement. Elle subit plusieurs modifications, lorsque l'autorité royale s'étendit sur les provinces du nord et du sud, de l'est et de l'ouest. On appelait à la cour du roi les principaux feudataires, chaque fois qu'il s'agissait de prononcer sur le sort de l'un d'eux, et cette assemblée prenait alors le nom de cour des pairs. Les rois ne tardèrent pas à introduire dans la cour des pairs leurs grands officiers, qu'on appelait à cette époque ministeriales domini regis. Les pairs résistèrent à cette innovation; mais leur opposition fut vaincue en 1224 (du Cange, vo Pares). En con-séquence, le chancelier, le grand pane-tier, le grand bouteiller, le grand chambellan siégèrent à côté des pairs, et jugèrent les principaux seudataires. Une nouvelle réforme s'accomplit sous saint Louis dans la cour du roi; il appela des jurisconsultes à prendre part aux travaux. de cette cour. Ce fut à ce titre que Pierre des Fontaines et Philippe de Beaumanoir figurèrent à côté des hauts barons. La cour du roi était tout à la fois cour de justice, chambre des comptes et conseil privé du souverain. Ces attributions si diverses et si importantes rendirent la division nécessaire, lorsque le royaume s'étendit et que les détails de l'administration se compliquèrent. Philippe le Bel, par son erdonnance de 1302, proclama cette réforme devenue indispensable. La cour du roi se divisa en trois corps complétement distincts: parlement, chambre des comples et grand conseil. Au parlement revinrent les attributions judiciaires; la chambre des comptes fut chargée de l'administration des finances; enfin le grand conseil, qu'on appelle aussi quelquefois conseil secret, conseil privé, conseil étroit, eut la direction des affaires politiques et administratives. Là commence le second âge de cette institution.

S II. Grand conseil ou conseil du roi. - Ce conseil, qui avait des attributions politiques, administratives et judiciaires, date de Philippe le Bel. Il est déjà mentionné dans une ordonnance de 1306; mais il ne s'est réellement organisé que sous ses fils et principalement sous Philippe le Long. En étudiant les ordon-nances de ce roi, on est frappe des efforts tentés, au commencement du xivesiècle, pour constituer l'administration monarchique. Les jurisconsultes, qui s'étaient emparés du gouvernement, continuèrent, même sous les rois les plus faibles, l'œuvre de Philippe le Bel. Ainsi ce fut pendant le règne de Philippe V, un des princes les plus insignifiants de notre histoire, que parurent les règlements pour le conseil du roi. Une première ordonnance du 16 novembre 1316 enjoignit au conseil de s'assembler une fois par mois. Il pouvait seul octroyer les dons d'heritage; les requêtes qui lui étaient présentées étaient soumises à l'examen de deux maîtres des requêtes, l'un ecclésiastique et l'autre la que. Dès cette époque le grand conseil avait une juridiction. Lé lundi avant l'Ascension 1318 il prononça sur un procès qui s'était élevé entre la ville de Laon et l'église de cette ville. Une seconde ordonnance de juillet 1319 étendit les attributions du conseil du roi; on lui soumit toutes les requêtes présentées pour obtenir des graces, ainsi que les comptes de la maison du roi, de la reine, de leurs enfants et l'état du trésor. Enfin, une troisième ordonnance de février 1320 (1321) enjoignit de tenir registre des délibérations du conseil et en chargea maître Pierre Barrière, clerc et secrétaire du roi. Ce secrétaire n'assistait pas aux séances du conseil; il se bornait à transcrire le rapport que lui faisait un des membres. Il inscrivait les noms des conseillers présents à la séance et était chargé de leur rappeler les affaires qui restaient à terminer.

On voit par ces règlements que le grand conseil était loin d'être constitué à cette époque. Ce n'était qu'une ébauche du conseil d'État. L'assemblée se composait.

d'évêques, de seigneurs, de magistrats, que le roi appelait près de lui pour les consulter sur certaines questions de politique générale, d'administration, de justice et de finances; mais les conseillers ne formaient pas, à cette époque, une classe distincte de fonctionnaires; ils siégeaient au purlement ou à la chambre des comptes, en même temps qu'au grand conseil. Quelques-uns appartenaient au clergé età la noblesse. Cependant, quoique les attributions de ce corps fussent encore très-restreintes, on en reconnut l'utilité, même au milieu des agitations du xive siècle. Ainsi la crise de 1356, qui ébranla le pouvoir royal, ne porta pas atteinte à l'institution du grand conseil. On frappa les conseillers; vingt-deux furent exclus des conseils du roi; mais le principe même fut respecté. L'ordonnance organique, qui sut rédigée sous l'insluence d'Etienne Marcel et des états qu'il dirigeait, se horna à prescrire au conseil du roi plus d'exactitude dans la tenue de ses séances. Il devait se réunir à six heures du matin, comme le parlement et la chambre des comptes. Il en fut de même, lorsque la domination des bouchers dans Paris, en 1413, menaça de bouleverser la France. L'ordonnance cabochienne, dictée par ce parti révolutionnaire, réduisit seulement le nombre des conseillers. L'article 207 le fixa à quinze, qui devaient avoir pen-sion modérée et être nommés par le roi avec le consentement des princes de sa famille. Le conseil se réunissait tous les vendredis pour entendre les rapports des requêtes présentées au roi. Le chancelier ou le connétable recueillait les voix, probablement d'après la nature des questions très-diverses dont s'occupait le conseil. Le roi et les princes y assistaient quelquesois. Telle sut jusqu'à la fin du xve siècle la constitution du grand conseil. En 1497, la multiplicité des affaires judiciaires portées au conseil du roi détermina le chancelier Guy de Rochefort à instituer un tribunal permanent, distinct du conseil. Ce tribunal conserva exclusivement le nom de grand conseil (voy. ce mot). Quant au conseil du roi, il entre à cette époque dans une nouvelle phase, et, après quelques essais d'organisation, devient le conseil d'État de l'ancienne monarchie.

SIII. Conseil d'État de l'ancienne monarchie. — Cette nouvelle réforme s'accomplit à une époque où la royauté, après avoir détruit toutes les principautés féodales, s'occupait de l'organisation administrative de la France. Dès le commencement du xvi° siècle, la France se faisait remarquer par la forte unité de son gou-

vernement. Machiavel, qui la visita à cette époque et qui la jugea avec sa sagacité et sa froide impartialité, était frappé de voir « les populations de la Bretagne, de la Bourgogne, de la Gascogne et de la Normandie vivre paisiblement et s'accorder entre elles, malgré quelques différences de langage. » (Du Prince, chap. III.) Un ambassadeur vénitien, qui parcourait la France peu de temps après Machiavel, déclarait aussi qu'il n'y avait pas de pays plus uni (Relat. des ambass. vénit., I, 271). Louis XII, François 1er et Henri II travaillèrent avec succès et persévérance à établir et à affermir cette unité. Constituer chaque province à l'image du duché de France, lui donner un gouverneur relevant directement du roi et chargé de l'administration militaire, un parlement pour la justice, des cours des comptes et des aides pour la juridiction financière, un receveur general pour la perception de l'impôt; atténuer les diversités des coutumes par les ordonnances générales, et, tout en laissant à chaque province des lois et une constitution que la prudence ne permettait pas de supprimer brusque-ment et immédiatement, l'habituer à recevoir l'impulsion et la direction du pouvoir central, telle a été l'œuvre administrative de ces rois. Le conseil d'État correspondait par la section des dépêches avec les gonverneurs de provinces, jugeait les conflits entre les parlements et préparait les ordonnances organiques qui s'appliquaient à la France entière, telles que les ordonnances de Villers-Coterets (1539), d'Orleans (1561), de Moulins (1566), de Blois (1579); ainsi il prit dès cette époque une grande importance. François Ier lui donna un règlement qui fut confirmé par Henri II, dès le commencement de son règne; il s'est conservé dans les manuscrits de la Bibliothèque nationale (f. Sorbonne, nº 1080, fº 8 et suiv.); il m'a paru curieux et utile de publier ce premier règlement. Voici le passage du manuscrit :

« Le roi Henri II, tout à l'entrée de son règne (le 3 avril 1547), fit, à Saint-Germain en Laye, pour les affaires et direction du conseil, un règlement par lequel il ordonna que dorénavant le roi de Navarre, MM. le cardinal de Lorraine, duc de Vendôme, archeveque-duc de Reims, le sire de Montmorency, connétable, et maître François Olivier, chancelier de France, le comte d'Aumale, les sieurs de Sédan, d'Humières, et de Saint-André père et fils, maître Jean Bertrand, président au parlement de Paris, et le sieur de Villeroy, s'assembleraient par chacun jour, les matinées, pour tenir son conseil et traiter des matières d'Etat et de finances, et sur ce,

aviser de l'ordre de provision qu'il y fandra donner à son bon plaisir; qu'au dit conseil assisteront Me Guillaume Bochetel, Côme Clausse, Claude de Laubespine, et Jean du Thiers secrétaire des finances; c'étaient les secrétaires d'Etat qui lors s'ap-

pelaient ainsi.

« Quant aux après-dinées, les seigneurs dessus nommés, avec mes seigneurs les cardinaux de Bourbon, de Ferrare, du Bellay, et de Chatillon, les ducs de Nevers, de Guise, et d'Etampes, les évêques de Soissons et de Coutances, M. Pierre Re-mond, premier président de Rouen, assemblés audit conseil avec les secrétaires des finances ausnommés, et les autres qui sont dans cet état et qui s'y pourront trouver ou seront aux autres affaires occurrentes, oyront les requêtes des poursuivants sur les rapports des conseillers maîtres des requêtes, qui pour ce seront appelés, et concluront les dépêches qu'ils verront être requises, et nécessaires pour le bien et service du roi et de ses sujets, et de la chose publique de son royaume. Et est, dit ce règlement, défendu à tous autres, quels qu'ils soient, s'ils n'y sont appelés, d'eux ingérer d'y entrer sur peine d'être punis comme infracteurs des ordonnances du roi, qui veut et entend que les huissiers dudit conseil demeurent la matinée hors la porte fermée à la clef, pour y faire entrer ceux qu'on appellera, et, aux après-dinées, qu'ils soient dehors, ainsi qu'on a accoutumé, leur défendant très-expressément, sur peine de privation de leur office et d'être punis corporellement, de ne laisser entrer en icelui conseil nul autre, de quelque état qu'il soit, que ceux qui sont dessus men-tionnés. » L'auteur anonyme de ce re-cueil a ajouté : « Ce règlement est du 3 avril 1547, mais il y a apparence qu'il avait été ordonné et dressé dès le règne de François Ier, n'étant pas vraisemblable que les premières journées de l'avénement fussent employées à cela sitôt. » L'ordonnance de Moulins (18 février 1566) ordonna que des conseils de justice fussent tenus les mercredis et vendredis. Les secrétaires d'Etat devaient y assister. Il était ordonné de tenir registre des délibérations du conseil.

Cependant on se tromperait si l'on croyait le conseil d'État régulièremnt organisé dès cette époque. Les membres peu nombreux qui le composaient étaient presque tous de hauts dignitaires de l'Eglise ou des hommes d'épée, qu'on appelait alors conseillers de robe courte; des ambassadeurs, des secrétaires d'Etat, plus habitués à traiter les affaires politiques ou militaires qu'à discuter des questions

de finances ou des conflits judiciaires. Un consciller d'Etat du XVIII siècle, qui s'est spécialement occupé de l'organisation de ce corps, en fait la remarque. Après avoir cité les noms des conseillers d'État en 1586, André d'Ormesson ajoute : « Tous les noms de ces seigneurs ont été tirés par moi du registre du conseil de ladite année. L'on peut remarquer comme le conseil était presque tout composé d'ambassadeurs, de rands seigneurs, de maréchaux de France, gouverneurs de provinces, gens d'épée, et de cardinaux, de prélats, d'évêques et d'archevêques, et peu de gens de robe longue. Maintenant (1644) ce sont toutes robes longues qui tiennent le consell; aucun homme d'épée et fort peu d'éveques y entrent ; j'entends parler des consols des parties et des finances.» (Mémoires autographes et inédits.) Il s'était formé, en effet, un conseil supérieur qu'on appelait conseil d'en haut (voy. ce mot), on se discutaient les questions de politique générale, et où siégeaient, avec les princes, quelques grands dignitaires de l'Eglise et de l'Etat, ainsi que les principaux ministres. Henri III, qui attachait une importance presque exclusive au cérémonial. imposa un costume uniforme à tous les conseillers d'Etat. « Il ordonna , dit le manuscrit que j'ai déjà cité, à tous ceux qu'il honorait de ces charges de conseillers, en son conseil, d'être vêtus de façon et habits qu'il leur prescrivit, sans lesquels ils ne pouvaient avoir entrée audit conseil, considerant, dit-il dans son ordonnance, de quels poids et importance sont les efficies qui se traitent ordinairement ses conseils d'État et privé, comme stant les premiers lieux et compagniss de son royaume; lequel règlement porte ces mots: Depuis le 1er octobre jusqu'au premier jour de mai, les consullers du conseil seront vêtus, à savoir, les ecclésiastiques de robes longues, 👛 velours violet et cramoisi, à longues manches et étroites, et la cornette chausse ou épitoge qui se portait sur l'épaule), de taffetas de même couleur, excepté les cardinaux qui pourront porter la cornette de satin cramoisi, s'ils veulent; seux de robe courte portant l'épée, et les trois secrétaires d'Etat, qui ont à présent l'honneur d'être desdits conseils, de longs manteaux de velours violet fendus jusques au bas du côté droit, et attachés d'un cordon de soie violette, et sera ledit manteau retroussé du côté gauche jusques audessus le coude, et ceux de robe longue qui ne sont ecclésiastiques, seront vétus de robe de même étaffe et couleur, ayant les manches larges et le collet de la même forme qu'ent accoulumé de porter les

gens de justice, et la cornette de taffetas noir, tous lesquels habits seront de velours cramoisi de haute couleur, qui n'auront autre bord que le jet du satin, avec un arrière-point de soie cramoisie. Depuis le 1er mai jusques au 1er octobre, au lieu de velours ils porteront du satin, et tous les habits seront doublés de taffetas cramoisi de baute couleur, qui n'auront autre bord que le jet du taffetas. avec l'arrièrepoint susdit. Tous ceux dudit conseil qui auront l'honneur d'être de l'ordre du Saint-Esprit, qui doivent porter la croix, l'auront sur le repli de leurs manteaux. Ceux qui ne seront de robe longue auront, comme il est ordonné par le règlement, des bonnets de velours noir, sans que nul, dans lesdits conseils, puisse porter de chapeau Et pour ce que celui qui est pourvu de l'état de chancelier est chef de la justice en son royaume, Sa Majesté ordonne qu'il sera vetu, entrant et assistant aux suedits conseils, depuis le 1er octobre jusques au 1er mai , d'une robe de velours cramoisi brun, à grandes manches doublées de satin cramoisi de haute couleur, avecl'arrière-point et le jet pour les points, de même que celle des susdits du conseil, et la cornette de taffetas noir, et sous ladite robe une saye de satin cramoisi de haute couleur, et, depuis le 1er mai jusques au 1er octobre, de la même forme de satin cramoisi de haute couleur, et les deux controleurs et intendants qui ont à présent l'honneur d'être desdits conseils, seront vêtus de velours ou satin violet selon les saisons, de robes qui iront jusques à mi-jambes, qui auront les manches longues et étroites, où ils auront les bras passés, doublées comme les autres. Les sieurs Sared et Ruzé, secrétaires du roi, qui avaient entrée au conseil, veuant audit conseil, seront vêtus comme les contròleurs et intendants. »

Les guerres civiles qui troublèrent la fin du règne de Henri III et une grande partie du règne de Henri IV, ne permirent pas d'arriver à une organisation définitive du conseil d'Etat sous l'administration de ces princes. Une des premières difficultés était la diversité des éléments dont se composait le conseil. A côté des anciens conseillers siégeaient des membres du parlement et des évêques. Pour les premiers le titre de conseillers d'Etat était la principale et souvent même l'unique dignité; ils se dévousient tout entiers à ces difficiles fonctions. Les autres prenaient place accidentellement au conseil, mais avec la même autorité que les anciens conseillers. Souvent même ils siegeaient au-dessus d'eux. En un mot le conseil d'Etnt ne formait pas un

corps distinct qui ett son rang nettement marqué dans la hiérarchie administrative. Les conseillers d'Etat, qui avaientvieilli dans la pratique des affaires, s'élevaient avec raison contre la position qu'on leur faisait; ils se plaignaient de voir siéger au-des-us d'eux dans les conseils du roi des magistrats qui passaient des parlements et autres cours souveraines au conseil d'Etat. Ils demandaient qu'après: avoir consacré leur vie au service de la France, et acquie par leurs travaux l'expérience des affaires publiques,. ils ne fussent pas effacés par des officiers de justice qui prétendaient faire dater leur rang du jour de leur réception au parlement. Sous cette question de préséance, qu'on serait tente de regarder commepuérile, se cachait une question plus sérieuse : le conseil d'Etat formerait-il un corps distinct, ayant ses droits, ses traditions, et dont les membres fussent au moins les égaux des conseillers des cours souveraines? La question fut résolue en faveur du conseil d'État par le règlement de Montpellier rendu par Louis XIII le. 12 octobre 1622. André d'Ormesson, qui fut témoir de ces luttes, en parle dans ses Mémoires inédits. Comme on n'en trouve aucune trace ailleurs, je citerai le passage textuel, en lui leissant toute sa simplicité: « Avant le brevet de Montpellier du 12 octobre 1622, il y avait des disputes ordinaires dans le conseil pour le rang et service entre les conseillers d'Etai sur ce que ceux qui vensient des compagnies et étaient anciens en brevets, vonlaient prendre leur rang du jour de leurs brevets au préjudice de ceux qui servaient ordinairement dans ladit conseil et y étaient employés dans les plus grandes affaires et en possession et exercice de leurs charges du conseil. Cour qui tensient pour l'antiquité des brevets émient MM. de Blancménil, président au parlement: Tambonneau, président à la chambre des comptes ; Hennequin , pré-sident au grand conseil ; d'Atis, président la cour des aides; Beaumont-Mesnardeau, doven des maîtres des requêtes; Fouquet, président de Bretagna; M. Le Bret, avocat général; M. de Maupeou, intendant des finances, et M. Frémion, archevêque de Bourges. Geux qui tensient qu'il fallait regarder le service actuel et la possession étaient MM. de Bullion, de Roissy, de Bisseaux, de Préaux, de Léon, d'Aligre et de Marillac, qui avaient à dé-plaisir de se voir préséder par les premiers nommés, et, pour y pourvoir, ils ebtinrent le brevet de Montpellier, M. le chancelier de Sillery étant à Paris, et de son consentement. M. de Caumartin était

lers garde des sceaux, et M. de Schomberg surintendant des finances. Ce brevet fut lu, au mois de janvier 1623, dans la direction (ou conseil des finances), en ma présence, et sut apporté par M. de Courtenvault, premier gentilhomme de la chambre, et, après qu'il eût été lu , M. le chancelier dit au sieur de Courtenvault : Vous direz au roi que son brevet a été lu et qu'il sera observé en son conseil; et ensuite tous ces anciens officiers furent reculés de leur rang et se dépitèrent et ne se pouvaient résoudre d'y obéir et de se mettre au-dessous de ceux qu'ils avaient autrefois précédés; ce qui leur fut une douleur bien sensible et bien amère, et une grande mortification qui allait à l'honneur. » Bientôt après, le traitement des conseillers d'Etat fut fixé par le règlement de Compiègne (1er juin 1624). Un les divisa en trois classes : ordinaires. semestres et quatrimestres. Les premiera au nombre de huit, recevaient chacun dix mille livres d'appointements. Il y avait dix conseillers semestres qui recevaient chacun trois mille livres, et treize quatrimestres, dont quatre servaient de janvier à mai, quatre de mai à septembre, et cinq dans les quatre derniers mois de l'année. Leur traitement était de deux mille livres. « Ce qui a été observé et entretenu depuis, » dit André d'Ormesson qui écrivait en 1644 cette partie de ses

Le conseil d'Etat venait de se constituer et de triompher des cours souveraines; restait la question la plus importante, celle des attributions précises de ce corps. Elle ne fut tranchés que queiques années plus tard par le règlement du 18 janvier 1630. Ce fut le garde des sceaux, Michel de Marillac, qui le rédigea à l'époque de la toute-puissance du cardinal de Richelieu. Le conseil se composait de consoillers ordinaires qui siégézient toute l'année et de conseillers semestres ou quatrimestres qui siègesient alternativement pendant six mois ou trois mois. Le roi était président du conseil; mais ordinairement c'était le chancelier qui dirigenit les discussions. Les maîtres des requêtes de quartier assistaient au conseil comme rapporteurs et avec voix delle bérative pour les affaires dont ils avaient fait le rapport. Dès le commencement de l'année, on divisait les provinces entre les conseillers d'État, aun qu'ils s'occupassent des affaires qui les concernaient. Les genéralités ou circonscriptions financières des receveurs généraux étaient également parragées entre les intendants et contrôleurs genéraux des finances. Les séances du conseil étaient fixées aux man-

di, mercredi, jeudi et samedi de chaque semaine. Il est nécessaire d'analyser avec étendue cette ordonnance inédite, puisqu'elle a réellement organisé le conseil

d'État de l'ancien régime.

Le mardi se tenait le conseil des dépéches; on y lisait les rapports adressés aux ministres par les gouverneurs des provinces. Quelques années plus tard 1635), ce furent les intendants qui eurent entre les mains l'administration provinciale. La plupart étaient choisis parmi les maî-tres des requêtes qui s'étaient formés dans les discussions du conseil. Richelieu fit ainsi du conseil la pépinière des grandes administrations. C'étuit encore à cette assemblée que, d'après le règlement de 1630, les commissaires extraordinaires envoyés dans les provinces rendaient compte de leur gestion; c'était elle qui rédigeait les instructions qu'on leur remettait et les réponses aux dépêches qu'ils envoyaient aux ministres. On voit par ees détails quelle influence le conseil d'Etat exerçait sur l'administration intérieure. Il la centralisait, pour me servir d'une expression moderne qui rend la pensée de Richelien. Il réglait aussi l'état des garnisons, le payement des troupes d'infanterie et de cavalerie, « et généralement, dit le règlement de 1630, toutes les affaires importantes, ainsi qu'il plaira A Sa Majesté l'ordonner. » Le secrétaire d'Etat qui était en sonctions (à cette époque les secrétaires d'Etat servaient alternativement) était tenu de rédiger immédiatement les résolutions adoptées dans le conseil, afin d'en assurer l'exécution.

Le mercredi, le conseil d'Etat s'occupait de finances, et spécialement des im-pôts. « Aucune levée de deniers, dit le règlement de 1630, ne pourra être faite par le roi, qui n'ait été délibérée et résolue audit conseil. » C'était une première garantie donnée à la nation contre l'arbitraire des gens de finances. On arrêtait dans cette séance le rôle de la taille ou impôt foncier et personnel, ainsi que les conditions qui devaient être exigées ies fermiers des aides; on y examinait les réclamations des villes et des provinces contre les taxes auxquelles elles étaient soumises ou les demandes qu'elles adressaient pour lever des contributions destinées à des dépenses locales. Les instructions des commissaires envoyées dans les provinces, pour prendre con-naissance du fait des finances, étaient sussi rédigées dans le conseil du mercredi. Enfin on y fixait, sur le rapport des intendants ou controleurs des finances, le traitement des officiers qui avaient été employés pour le service du roi, « Sa

Majesté désendant au secrétaire des sinances de signer aucuns rôles desdites taxes qu'ils n'aient été arrêtés au conșeil. » On appela dans la suite conseil de direction, la séance où i'on adoptait ces résolutions. Le surintendant, les contròleurs et intendants des finances y assistaient avec voix délibérative.

Le jeudi, le conseil s'occupéit encore de finances, mais de la partie qu'on appellerait aujourd'hui contentieux financier. Ainsi les réclamations des particuliers ou des officiers royaux contre les fermiers des aides et les collecteurs des tailles, en un mot tous les procès concernant les finances étaient jugés dans cette séance du conseil. Les maîtres des requêtes faisaient le rapport, et les conseillers prononçaient. On y-jugeait encore les procès relatifs à des suppressions ou remboursements d'offices, au rachat des rentes, aux domaines, ainsi que les requêtes concernant les afsaires du conseil. Enfin c'était dans cette séance qu'avaient lieu les adjudications, dont les conditions avaient été arrêtées dans le conseil du mercredi, par exemple les adjudications des fermes, des ponts et autres travaux publics, de l'approvisionnement des garnisons et places frontières, etc.

Le samedi se tenait le conseil des parties; on y prononçait sur les évocations qui enlevaient les procès aux juges ordinaires pour les attribuer à un tribunal spécial. Les évocations pouvaient avoir lieu pour des motifs légitimes, lorsque les juges ordinaires ne présentaient pas toutes les conditions d'indépendance et d'impartialité; mais le plus souvent elles étaient obtenues par faveur et par intrigue. Dès le xvi siècle, le chancelier de l'Hôpital avait cherché à remédier à cet abus en exigeant que les ordonnances d'evocation fussent contresignées par un secrétaire d'État. L'intervention du conseil, prononçant sur le rapport des maitres des requêtes, présentait une garantie plus sérieuse. Le conseil des parties jugeait les conflits qui étaient très-fréquents à une époque où les juridictions étaient multipliées et sans attributions nettement déterminées; il interprétait les ordonnances et arrêts sur lesquels il était consulté par les tribunaux. Les procès pour règlement de juges étaient encore de sa compétence. Enfin il prononçait sur les remontrances des parlements et autres cours souveraines pour les affaires concernant la justice et les fonctions de ces tribunaux. Ainsi, dès 1630, le conseil d'Etat avait reçu de la main de Richelieu l'organisation qu'il a gardée jusqu'à la fin de l'andienne mo-

narchie. Les modifications qu'y introduisit Louis XIV par les règlements de 1644, 1658.1661, 1673, etc. ne portaient que sur l'ordre des séances, le nombre des conseiliers et autres détails peu importants. L'essentiel ne fut pas change. Les deux conseils de finances prirent le nom de grande direction et petite direction. Le conseil de grande direction était présidé par le chancelier; le conseil de petite direction par le surintendant et dans la suite par le président du conseil de finances, que Louis XIV institua en 1661. Le premier s'occupait du contentieux financier; le second de l'administration financière. Telle fut, juşqu'à la révolution française, l'organisation du conseil d'État. Supprime en 1791, il ne fut retabli qu'en 1799, par la constitution de l'an viii, mais avec des attributions fort différentes de celles qu'il avait dans l'ancienne monarchie.

SIV. Conseil d'État moderne. — L'art. 25 de la constitution de l'an viii est ainsi conçu : «Un conseil d'État est chargé de rédiger les projets de loi et les règlements d'administration publique, et de résoudre les difficultés qui s'élèvent en matière administrative. » Dans la suite, un décret des consuls chargea le conseil d'Etat de promoncer sur les conflits entre l'administration et les tribunaux et sur les affaires contentieuses dont la décision était précédemment remise aux ministres. Le conseil d'Etat, composé sous le consulat et l'empire des hommes les plus éminents dans toutes les branches d'administration, s'illustra par ses travaux pour la préparation des codes qui furent sanctionnés par le corps législatif. « Ce conzeil était, dit M. de Cormenin, le siège du gouvernement. Ses auditeurs, sous le tiom d'intendants, assouplissaient au frein les pays subjugués. Ses ministres d'Etat, sous le nom de présidents de section, contròlaient les actes des ministres à portefeuille. Ses conseillers en service ordinaire, sous le nom d'orateurs du gouvernement, soutenaient les discussions des lois au tribunat, au sénat, au corps législatif. Ses conseillers extraordinaires, sous le nom de directeurs généraux, administraient toutes les régies des douanes, des domaines, des droits réunis, des ponts et chaussées, de l'amortissement, des forets et du tresor; levaient les impôts sur les provinces de l'Illyrie, de la Hollande et de l'Espagne, dictaient nos codes à Turin, à Rome, à Naples, à Ham-bourg, et allaient monter à la française des principautés, des duchés et des royaumes. A toutes les grandes époques, le géuie qui organise et qui commande, de-

vine, attire et féconde le génie qui sert et oheit. il semble que, par une sorte d'instinct sympathique, ils se rapprochent pour se confondre. Ces turbulents tribuns cédaient en grondant à l'attraction de l'empereur. Napoléon les avait éblouis de ses victoires et comme absorbés dans sa force. Les esprits, las des impuissances de la liberté, n'aspiraient plus qu'à se détendre dans un repos plein d'éclat et de grandeur. Le conseil d'État reproduisait à leurs yeux les luttes animées de la tribune dans ses graves séances, où les débats n'étaient pas sans mouvement et la parole sans empire. C'était là qu'à la voix de Napoléon toutes les illustrations civiles et militaires de la révolution semblaient s'ètre donné rendez-vous. Là brillaient Cambacerès, le plus didactique des législateurs et le plus habile des présidents; Tronchet, le plus savant des jurisconsultes de l'époque; Treilhard, le plus nerveux dialecticien du conseil; Portalis, célèbre par son éloquence; Ségur, par les graces de son esprit; Zangiacomi, par la concision tranchante de sa parole; Allent par la profondeur de ses connaissances; Dudon, par son érudi-tion administrative; Chauvelin, étincelant de saillies : Cuvier, tête forte et universelle; Pasquier, Boulay, Berenger, Berlier; de Gérando, si versé dans la science du droit administratif; Andréossi, dans l'art du génie, et Saint-Cyr, dans la stratégie militaire; Regnault de Saint-Jean d'Angely, orateur brillant, publiciste consommé, travailleur infatigable; Bernadotte, plus tard roi de Suède, et Jourdan, le vainqueur de Fleurus.

Depuis la restauration jusqu'en 1848, le conseil d'Etat n'eut plus la même importance. Il se borna à préparer les règlements d'administration publique qui recevaient la sanction ministérielle et à juger les questions contentieuses en matière d'administration, spécialement les appels des conseils de préfecture et les appels comme d'abus (voy. ce mot). Une ordonnance de 1831 décida que, dans les affaires contentieuses, les débats seraient publics. Le conseil d'État était composé à cette époque de conseillers en service ordinaire et de conseillers en service extraordinaire. Les premiers étaient les seuls qui siégeassent habituellement et fussent rétribués par l'État. Le titre de conseiller d'État en service extraordinaire était purement honorifique et se donnait à des fonctiondaires publics que l'on voulait. récompenser. Il en était de même du titre de mattre des requêtes en service extraordinaire. La constitution de 1848 donna une nouvelle importance au conseil d'État

qui fut chargé de la préparation des luis émanant de l'initiative ministérielle.

Le décret du 25 janvier 1852 a rétabli à pen de chose près le conseil d'Etat du consuiat et de l'empire, et déclare que ce conseil serait chargé de préparer les lois et de les soutanir devant le corps législatif et le sénat. Voici les principales dispositions de ce décret : « Le conseil d'État, sous la direction du président de la république, rédige les projets de loi et en soutient la discussion devant le corps législatif. Il propose les décrets qui statuent : 1º sur les affaires administratives dont l'examen lui est déféré par des dispositions législatives ou reglementaires; 2º sur le contentiens administratif; 3° sur les conflits d'attributions entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire. Il est nécessairement appelé à donner son avis sur tons les décrets portant règlement d'administration publique ou qui doivent être rendus dans la forme de ces règiements. Il connaît des affaires de baute police administrative à l'équire des fonctionnaires dont les actes sont déférés à sa connaissance par le président de la république. Enfin, il donne son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par le président de la république ou par les ministres. Le conseil d'État est composé : 1º d'un vice-président du conseil d'Atat, nommé par le président de la république; 2º de quarante à cinquante conseillers d'Etat en service ordinaire ; 3° de conseillers d'État en service ordinaire hors sections, dont le nombre ne pourra excéder celui de quinze; 4º de conseillers d'Etat en service extraordinaire, dont le nombre ne pourra s'élever au delà de vingt; 5º de quarante maltres des requêtes divisés en deux clanses de vingt chacune: 6º de quarante auditeurs divisés en deux classes de vingt chacune. Un secrétaire général, ayant titre et rang de maître des requêtes, est attaché au conseil d'État. Les ministres ont rang, séance et voix délibérative au conseil d'Etat. Le président de la république nomme et révoque les membres du conseil d'Etat. Le conseil d'Exactest présidé par le président de la république, ou, en son absence, par le vice-président du conseil d'État. Célui-ci préside également, lorsqu'il le juge convenable, les différentes sections administratives et l'assemblée du conseil d'Etas. délibérant au contentieux. Les conseillers dikut en service ordinaire, les mattres des requêtes ne peuvent être sénateurs ni députes au corps législatif. Leurs fonctions sont incompatibles avec toute autre fonction publique saluriée; néanmoins les officiers généraux de l'armée de terre

et de mer peuvent être conseillers d'État en service ordinaire. Dans ce cas, ils sent, pendant toute la durée de leurs fonctions, considérés comme étant en mission hors cadre, et ils conservent leurs droits à l'ancienneté. Les conseillers d'Etat en service andinaire hors sections sont choisis parmi les personnes qui remplissent de hautes fonctions publiques: lls pronnest part aux délibérations de l'assemblée générale du conseil d'Etat et y unt voix delibérative; ils ne reçoivent, comme conseillers d'Etat, aucun traitement ni indemnité. Le président de la république peut conférer le titre de conseiller d'Etat en service extraordinaire aux conseillers d'Etat en service ordinaire ou hors sections qui cessent de remplir ces fonctions. Les conssillers d'Etat en service extraordinaire assistent et ont voix délibérative à celles des assemblées générales du conseil d'Etat, auxquelles ils ont été convoqués par un ordre spécial du président de la république. Le conseil d'Etat est divisé en six sections, savoir: section de législation, justice et offaires étrangères: section du contentieux; section de l'interieur, de l'instruction publique et des cultes: section des travaux publics, de l'agriculture et du commerce: section de la guerre et de la marine; section des finances. Cette division peut être modifiée par un décret du pouvoir exécutif. Chaque section est présidée par un conseiller d'Etat en service ordinaire. nommé par le président de la république, président de section. Les délibérations du conseil d'Etat sont prises en assemblée générale et à la majorité des wix sur le rapport fait par les conseillers dutat pour les projets de loi et les affaires les plus importantes, et par les maîtres des requètes pour les autres affaires. Les mattres des requêtrs et les auditeurs de première classe assistent à l'assemblée générale. Néanmoins, les auditeurs de première classo ne peuvent assister qu'en vertu d'une autorisation spéciale aux assemblées générales, présidées par le président de la république. Le conseil d'État ne peut délibérer qu'au nombre de vingt membres ayant voix délibérative, non compris les ministres. En cas de partage, la voix du président est préponderante. Les décrets rendus après délibération du conseil d'État mentionment seuls: le conseil d'Etat entendu. Les décrets rendus après délibération d'une ou de plusieurs sections indiquent les sections qui ont été entendues.

Le président de la république désigne trois conseillers d'État pour soutenir la discussion de chaque projet de loi présenté au corps législatif ou au sénat. L'un de ces conseillers peut être pris parmi les conseillers en service ordinaire hors sections. La section du contentieux est chargée de diriger l'instruction écrite et de préparer le rapport de toutes les affaires contentieuses ainsi que des conflits d'attributions entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire. Elle est composée de six conseillers d'État, y compris le président, et du nombre de maltres des requêtes et d'auditeurs déterminé par le règlement. Elle ne peut délibérer si quetre au moins de ses membres ayant voix délibérative ne sont présents. Les maîtres des requêtes ent voiz consultative dans toutes les effaires et vois délibérative dans celles dont ils sont rapporteurs. Les auditeurs ont veix consultative dans les affaires dont ils font le rapport. Trois mattres des requêtes sent désignés par le président de la république pour remplir au contentieux administratif les fonctions de commissaires du gouvernement. Ils assistent aux délibérations de la section du contentions. Le repport des affaires est sait au nom de la section, en séance publique de l'assemblée du conseil d'Etat délibérant au:contentieux. Cette assemblée se compece : 1º des membres de la section ; 2º de dix conseillers d'État désignés par le président de la république et pris en nombre gal duns chacune des autres sections. lls sont tous les deux ans reneuvelés par moitié.

Gette assemblée est présidée par le président de la section du contentieux. Après le rapport, les avocats des parties sost admis à présenter des observations orales. Le commissaire du gouvernement denne ses conclusions dans chaque affaire. Les affaires pour lesquelles il n'y a pas eu canatitution d'avocat ne sont portées en séance publique que si ce renvoi est demandé par l'un des conseillers d'Etat de la sección ou par le commissaire du onvernement, auquel elles sont préalablement communiquées et qui donne ses conclusions. Les membres du conseil d'Etat ne peuvent participer aux délibérations relatives aux recours dirigés contre la décision d'un ministre, lorsque cette décision a été préparée par une délibération de la section à laquelle ils ont pris part. Le conseil d'Etat ne peut délibérer au contentioux, si onze membres au meins, ayant voix délibérative, ne sont présents. En cas de partage, la voix du président est prépondérante. La délibération n'est pas publique.

Un décret ultérieur (30 janvier 1852) a déterminé l'ordre intérieur des tra-

veux du conseil, la répartition des affaires entre les sections, les affaires administratives qui doivent être portées à l'assemblée générale du couseil d'Etat, et celles qui peuvent n'être soumises qu'aux sections, la répartition et le roulement des membres du conseil entre les sections. Un décret du 22 mars 1852 porte que les projets de loi et de sénatus-consultes, les règlements d'administration publique préparés par les différents départements ministériels, sont soumis au président de la république, qui les remet directement ou les fait adresser par le ministre d'Etat au vice-président du conseil d'État. Les ordres du jour des séances du conssil d'État sent enveyés à l'avance au ministre d'État, et le vice-président du conseil d'État pourvoit à ce que le ministre soit toujours avisé en temps utile de tout ce qui concerne l'examen et la discussion des projets de loi, des sénatus-consultes et des règlements d'administration publique envoyés à l'élaboration du conseil. Les projets de loi ou de senatus-consultes, après avoir été élaborés au conseil d'Etat, conformément à l'article 50 de la constitution du 14 jan-vier 1852, sont remis au président de la république par le vice-président du conseil d'État, qui y joint les noms des commissaires qu'il propose pour en soutenir la discussion devant le corps législatif ou le sénat. Un décret du président de la république ordonne la présentation du projet de loi au corps législatif ou du sénatus-consulte au sénat, et nomme les conseillers d'Etat chargés d'en soutenir. la discussion. Ampliation de ce décret est transmise avec le projet de loi ou de sénatus-consulte au corps législatif ou au senat par le ministre d'Etat.

En résumé, le conseil d'Etat a joué un rôle important dans toutes les phases de notre histoire depuis le xive siècle. Il s'organisa sous le nom de grand conseil, lorsque la royauté victorieuse de la féodalité ébauchait une première organisation administrative de la France; Philippe le Bel le fonda en même temps que le parlement et la chambre des comptes. A la fin du xve siècle, et au commencement du xvie, lorsque la féodalité apanagée eût succombé à son tour, et qu'il ne resta plus en France qu'un seul pouvoir souverain, le conseil du roi subit une nouvelle transformation. Il devint, après bien des tâtonnements, le conseil d'État de l'ancienne monarchie, et reçut de Fran-cois ler, de Henri II, et surtout de Riche-lieu, une organisation qui lui donna la direction de l'administration intérieure de la France, autant qu'une direction

administrative ponvait se concilier avec la diversité des coutumes, des impôts, des juridictions, et toutes les institutions féodales qui, dans l'ancienne France, entravaient l'action du pouvoir monarchique (voy. Féodalité (§ 4). Enfin, après la révolution qui établit réellement l'unité politique et administrative dans toute la France, Napoléon institua le véritable conseil d'État, qui est resté jusqu'à nos jours le centre et l'àme de l'administration.

CONSEILS. — Le mot Conseil a servi et sert encore à désigner un grand nombre de corps de nature fort diverse; nous les réunirons ici en un seul article:

Conseil d'en haut. — Le conseil d'en haut, qu'on trouve souvent mentionné dans les Mémoires du xvu siècle, était distinct du conseil d'Etat. Il ne se composait que d'un petit nombre de ministres ou de princes. Louis XIV n'y appela, en 1661, que le Tellier, Colbert et de Lionne On y traitait exclusivement les af-faires politiques d'acceptant les affaires politiques. Il répond à ce qu'on appelle aujourd'hui le conseil des ministres. Il y a cependant une différence considérable à noter. Le conseil d'en haut avait, dans l'ancienne monarchie, un droit de juridiction. Il jugeait les appels du conseil d'Etat; les arrèts du conseil d'en haut étaient contre-signés par un secrétaire d'Etat. — Conseil académique. Conseil établi dans chaque ches-lieu d'académie universitaire et chargé de la surveillance des établissements d'instruction publique et maisons d'éducation établis dans le ressort de cette academie. Voy. Instruc-TION PUBLIQUE. — Conseil d'administration pour les corps d'armée de terre et de mer. Il existe auprès de chaque ministère et spécialement aux ministères de la guerre et de la marine des conseils d'administration chargés d'éclairer les ministres. Voy. Marine, Ministères, Or-GANIBATION MILITAIRE, etc. — Conseil d'amirauté. Le conseil d'amirauté est présidé par le ministre de la marine, ou, en son absence, par le plus ancien membre du conseil; il se compose de douze conseillers nommés par le chef de l'État. Il donne son avis sur toutes les questions qui touchent au service de la marine, sur l'emploi des forces navales, l'approvisionnement des arsenaux, l'adminis-tration des colonies, etc. Il dresse un tableau d'avancement des officiers de la marine par ordre de mérite. Ce conseil est simplement consultatif. — Conseil d'arrondissement. Conseil élu dans chaque arrondissement ou sous-préfecture pour éclairer le sous-préfet sur les be-

soins de la localité et contrôler son administration financière. — Conseil (Grand). On appela grand conseil, le conseil d'Etat, jusqu'au xve siècle, et, depuis 1497, un tribunal qui fut chargé d'une partie de la juridiction qui appartenait antérieurement au conseil d'État. Voy. GRAND CONSEIL. - Conseil de conscience. Ce conseil sut institué sous Louis XIII, et maintenu par Louis XIV et Louis XV il s'occupait spécialement des affaires ecclésiastiques. - Conseil de direction. Nom donné au conseil d'État sous l'ancienne monarchie, lorsqu'on y traitait des finances. Voy. Conseil D'ETAT. - Conseil de discipline. Il existe des conseils de discipline pour la garde nationale et pour l'ordre des avocats. Les conseils de discipline de la garde nationale sont chargés de juger et de punir toutes les infractions an service (voy. GARDE NATIONALE). Le conseil de discipline de l'ordre des avocats est nommé dans chaque barreau par l'assemblée générale des avocats in-scrits au tableau (décret du 22 mars 1852, art. 1). L'election se fait par scrutin de liste, mais à la majorité absolue des membres présents Le bâtonnier de l'ordre. qui a la présidence du conseil de discipline, est élu par ce conseil à la majorité absolue des suffrages. Il ne peut être choisi que parmi les membres du conseil. Les peines que peut prononcer le conseil de discipline sont l'avertissement, la réprimande, l'interdiction temporaire, la radiation du tableau. On peut appelerd'une condamnation à l'interdiction temporaire ou à la radiation du tableau. L'appel est porté devant la cour dans le ressort de laquelle exerce l'avocat. La cour prononce sur l'appel en assemblée générale. Le décret du 22 mars 1852 (art. 4) exige, pour être élu membre du conseil de discipline, à Paris, que l'on ait été inscrit au tableau des avocats pendant dix ans, et dans les autres villes chefslieux de cours d'appel une inscription d'au moins cinq ans Le conseil de discipline de l'ordre désigne, à Paris, les secrétaires de la conférence des avocats, sur la présentation du bâtonnier. — Conseil de fabrique. Conseil chargé de l'administration du temporel d'une paroisse. Voy. MARGUILLIERS. — Conseil de famille. Conseil composé de parent- d'enfants mineurs et chargé de surveiller les actes des tuteurs. — Conseil de guerre. Tribunal dont la fonction ordinaire est de juger les militaires, et dont la juridiction s'étend sur tous les citoyens pendant l'état de siège. — Conseil de presecture. Conseil chargé, dans chaque département, du contentieux administratif. Cette justice

administrative a pour mission d'empêcher que le contribuable ne soit trop imposé; que le riverain d'un ruisseau ou d'une rue ne soit exposé à des empiètements; que l'entrepreneur des travaux publics n'ait à redouter l'arbitraire. L'appel des jugements des conseils de présecture est porté au conseil d'État. Rœderer en presentant, au nom du premier consul, la loi qui constituait les conseils de presecture, s'exprimait ainsi : « Remettre le contentieux de l'administration à un conseil de préfecture a paru nécessaire pour ménager au préfet le temps que demande l'administration; pour garantir aux personnes intéressées qu'elles ne seront pas jugées sur des rapports et des avis de bureaux; pour donner à la propriété des juges accoutumés au ministère de la justice, à ses règles et à ses formes; pour donner tout à la sois à l'interet particulier et à l'intérêt public la sûreté que l'on ne peut attendre d'un jugement porté par un seul homme. » l.es conseils de présecture ne sont pas seulement des tribunaux administratifs, ils sont appelés dans plusieurs circonstances à donner leur avis, par exemple sur les évaluations de terrains occupés pour cause d'utilité publique, sur les réclamations relatives au cadastre, sur les oppositions aux demandes d'autorisation pour des etablissements insalubres, etc. — Conseil de prud'hommes. Conseil composé de fabricants, de chefs d'ateliers, de contremaîtres, etc.; il est chargé de prononcer sur les contestations entre les fabricants et les ouvriers, et quelquesois sur les discussions des fabricants entre eux. Voy. Prud'Hommes. — Conseil de raison. Le conseil de raison fut établi, sur la demande de l'assemblée des notables tenue à Rouen, en 1597, et chargé d'administrer une partie des deniers publics. Il ne dura que très-peu de temps. Comme il ne recevait de Sully aucun des renseignements nécessaires pour s'acquitter de sa mission, il fut bientôt obligé de se démettre de ses fonctions. — Conseil de révision. Ce conseil est composé du préset, président, ou, en son absence, d'un conseiller de préfecture délégué; d'un conseiller de préfecture et d'un membre du conseil d'arrondissement, qui sont désignés par le préfet; d'un officier général ou d'un officier supérieur nommé par le président de la republique. Un membre de l'intendance militaire assiste aux opérations du conseil de révision; mais il n'a pas voix délibérative. Il en est de même du sous-prétet de chaque arrondissement, où le conseil de révision tient ses séances. Le conseil de révision par-

court successivement tous les cantons du département; le préfet peut cependant autoriser la réunion de plusieurs cantons dans un même lieu. Le conseil de révision prononce sur les réclamations auxquelles ont donné lieu les opérations du recrutement et sur les exemptions ou dispenses de service militaire. Il arrête définitivement la liste du contingent de chaque canton. — Conseil des bâtiments civils. Le conseil des bâtiments civils est institué près du ministère de l'intérieur pour examiner les projets de constructions et réparations de bâtiments civils. Aucune dépense pour ces travaux ne peut être faite avant que les devis explicatifs, les dessins, plans el détails des projets de construction aient été examinés par le conseil des bâtiments civils et approuvés par le ministre. Il n'y a d'exception que pour les réparations urgentes en cas de péril imminent ou pour les réparations locatives, qui ne comprennent que des travaux peu considérables. - Conseil des dépéches. Nom donné au conseil d'État, sous l'ancienne monarchie, lorsqu'il s'occupait de l'administration intérieure. Voy. Conseil d'Etat. — Conseil des finances. Conseil créé par Louis XIV, en 1661, lorsque la charge de surintendant fut supprimée. — Conseil etroit. On donnait ce nom au conseil d'Etat aux xiiie et xive siècles. — Conseil général de la banque de France. Le conseil général de la banque de France se compose du gouverneur, des deux sous-gouverneurs, des quinze régents et des trois censeurs; ces derniers n'y ont que voix consultative. Le conseil général décide quels sont les effets qui doivent être admis à l'escompte, fixe le taux de l'escompte, se prononce sur l'émission des billets de banque, sur le remboursement à Paris des billets émis dans les comptoirs d'escompte des départements, etc. Le conseil général de la banque doit se réunir au moins une sois par semaine; il doit y avoir au moins dix votants et un des censeurs présent. Conseil général du commerce Assemblée de délégués de toutes les chambres de commerce qui se réunissent une fois par an, à Paris, pour faire entendre les vœux et les réclamations du commerce. Il existe aussi un conseil général de l'agriculture. Voy. AGRICULTURE. — Conseil général des mines Ce conseil se compose du ministre des travaux publics, président; du directeur général de l'administration des mines qui préside en l'absence du ministre; des inspecteurs généraux et d'un ingénieur en chef qui remplit les fonctions de secretaire et a voix consultative. Le conseil général des mines est consulté sur

tous les perfectionnements qu'on peut apporter aux travaux métallurgiques, sur les demandes en concession de mines, etc. - Conseil général des ponts et chaussées. Ce conseil est présidé par le ministre des travaux publics et se compose des mspecteurs divisionnaires désignés par le ministre, de l'inspecteur général ou divisionnaire attaché au service de la marine et d'un ingénieur en chef, qui remplit les fonctions de secrétaire et a voix délibérative. Le conseil général des ponts et chaussées donne son avis sur les projets de grandes routes, de travaux de desséchement des marais, d'irrigation, de canalisation, de chemins de fer, d'établissement de ports maritimes, etc. Quatre sections spéciales s'occupent de l'examen des affaires qui n'exigent pas la réunion du conseil tout entier. — Conseil municipal. Consell élu par les habitants des villes pour voter les dépenses de Tadministration locale. Voy. MUNICIPALIres. — Conseil privé. C'était un des noms du conseil d'État. Voy. Conseil d'État. — Conseil des anciens. Assemblée politique qui a duré, du 28 octobre 1795 au 9 novembre 1799, pendant le gouvernement directorial. Les membres du conseil des anciens devaient être àgés d'au moins quarante ans. Voy. Assemblées politiques et CONSTITUTION. — Conseil des Cinq-Cents. Seconde assemblée politique à l'époque du Directoire. Voy. Assemblées Politi-QUES et Constitution. — Conseil des haras. Voy. HARAS. — Conseil des ministres. Ce conseil, qui se tient ordinairement sous la présidence du chef de l'État, s'occupe de la direction générale de la politique intérieure et extérieure. Il répond au conseil qu'on appelait, sous l'ancienne monarchie, conseil d'en haut. Conseil presbytéral. Il y a dans chaque paroisse protestante un conseil presbytéral, composé de quatre membres laïques, au moins, et de sept au plus, sous la présidence du pasteur ou de l'un des - Conseil royal de l'Univerpasteurs. sité. Voy. Instruction publique. — Conseil souverain d'Alsace. Voy. PARLEMENTS PROVINCIAUX. — Conseil souverain d'Artois. Voy. Parlements provinciaux. Conseil supérieur de l'instruction publique. Voy. Instruction publique. Conseil supérieur du commerce. Voy. Commerce. — Conseil supérieur de santé. Il existe auprès du ministère de l'intérieur un conseil supérieur de santé, composé de douze membres nommés par le chef de l'État; il est chargé de donner son avis sur toutes les questions qui intéres-sent la salubrité publique. — Conseil su-périeur de surveillance des établissements

généraux de bienfaisance et d'utilité publique. Ce conseil, composé de vingtquatre membres, se réunit sur la convocation du ministre de l'intérieur. Il a pour mission de surveiller l'hospice national des Quinze-Vingts, la maison de Charenton, les institutions nationales des Jeunes Aveugles, des Sourds-Muets, etc. Il est charge de proposer toutes les améliorations que l'on peut introduire dans ces établissements (ordonn. du 21 février 1841). — Conseils caloniaux. Les conseils coloniaux électifs ont été institués dans chaque colonie française par la loi du 24 avril 1833; ils sont consultés sur les questions d'administration, à moins qu'elles ne touchent au régime municipal; sur la presse, l'instruction publique, le service des milices, les recensements, etc. Ils votent le budget intérieur des colonies, sauf le traitement du gouverneur et les dépenses relatives à la justice et aux douanes; ils déterminent l'assiette et la répartition des contributions directes et donnent leur avis sur les dépenses pour les services militaires. Les décrets des conseils coloniaux doivent être approuvés par le gouverneur de la colonie et sanctionnés par le gouvernement de la métropole. — Conseils généraux. Conseils élus dans chaque département pour voter les fonds nécessaires à l'administration départementale.

CONSERVATEURS DES BIBLIOTHÈ-QUES, DES HYPOTHÈQUES, DES PRI-VILEGES DE L'UNIVERSITÉ; CONSERVA-TOIRES DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIO-NALE, DES ARTS ET MÉTIERS, DE MUSIQUE.—Voy. BIBLIOTHÈQUES, HYPO-TEÈQUES, UNIVERSITÉ, INDUSTRIE, MUSIQUE.

CONSISTOIRES. — On appelle consistoires les conseils chargés de l'administration des églises protestantes. Le concordat de 1802 avait déclare que les protestants de France, calvinistes et lutheriens, auraient une église consistoriale par six mille ames. Le consistoire de chaque église se composa du pasteur ou des pasteurs desservant cette église et d'anciens de l'église ou notables laiques choisis parmi les plus imposés au rôle des contributions directes. Les notables admis au consissoire ne pouvaient être moins de six ni plus de douze. Ils furent nommés la première fois par une assemblée électorale composée de vingtcinq chess de famille les plus imposés, et ensuite renouvelés par moitié tous les deux ans. L'élection devait être autorisée par le préfet et avoir lieu en sa présence. Le consistoire était chargé de veiller au maintien de la discipline, à l'administration des biens de l'église et à celle des déniers provenant des aumones, et nommait les pasteurs sous la réserve de l'approbation du chef de l'État. Il pouvait demander au gouvernement la destitution d'un pasteur, et, dans ce cas, il soumettait au ministre les motifs de destitution, que le gouvernement approuvait ou rejetait. Outre les consistoires locaux communs à toutes les sectes protestantes, les luthériens de la confession d'Augsbourg avaient des consistoires généraux dont l'autorité s'étendait sur un certain nombre d'églises. Le consistoire général se composait d'un président laîque , de deux ecclésiastiques inspecteurs et d'un député de chaque église soumise à l'autorité de cette assemblée.

Un décret du 25 mars 1852 a modifié quelques-unes de ces dispositions. Il a établi pour chaque paroisse ou section d'église consistoriale un conseil presbytéral composé au moins de quatre membres laïques et de sept au plus, sous la présidence du passeur ou de l'un des pasteurs et a ordonné que les conseils presbytéraux administreraient les paroisses sous l'autorité des consistoires. Ces conseils doivent être élus par le suffrage paroissial et renouvelés, par moitié, tous les trois ans. Les membres de l'Église portés sur le registre paroissial prennent part à l'élection. Les conseils presbytéraux de chefs-lieux de circonscriptions consistoriales reçoivent du gouvernement le titre de consistoires et les pouvoirs qui y sont attachés. Dans ce cas, le nombre des membres du conseil presbytéral est doublé. Tous les pasteurs du ressort consistorial sont membres du consistoire et **chaque c**onseil p**res**bytéral y nomme un délégué laïque. Le consistoire est renouvelé tous les trois ans comme le conseil **pr**eabytéral ; après chaque renouvellement, il élit son président parmi les pasteurs qui en sont membres, et l'élection est soumise à l'approbation du gouvernement.

Le même décret a décidé que les pasteurs de l'Église réformée ou calviniste aerant nommés par le consistoire et que le conseil presbytéral de la paroisse intéressée pourra présenter une liste de trois candidats classés par ordre alphabétique. Un conseil central des églises réformées de France a été établi à Paris Pour représenter ces églises auprès du gouvernement et du chef de l'État. Il est appelé à s'occuper des questions d'intérêt général dont il est chargé par l'administration ou par les églises. Lorsqu'une chaire de professeur de la communion réformée vient à vaquer dans les facultés de théologie, le conseil central recueille les votes des consistoires et les transmet, avec son avis, au ministre.

avec son avis, au ministre. Le consistoire supérieur des églises de ka confession d'Augsbourg a été conservé par le décret du 25 mars 1852; mais son organisation a été modifiée. Il se compose : 1º de deux députés laïques par inspection; ils peuvent être choisis er dehors de la circonscription inspectorale 2º de tous les inspecteurs ecclésiastiques; 3º d'un professeur de séminaire délégué par le séminaire; 4º du président du directoire (voy. Directoire de LA CONFESSION D'AUGSBOURG), qui est de droit président du consistoire supérieur et membre laique du directoire nommé par le gouvernement. Le consistoire supérieur est convoqué par le gouvernement, soit sur la demande du directoire, soit d'office. Il se réunit au moins une fois par an. A l'ouverture de la session, le directoire présente le rapport de sa gestion. Le consistoire supérieur veille au maintien de la constitution et de la discipline des églises. Il fait ou approuve les règlements concernant le régime intérieur et juge en dernier ressort les difficultés auxquelles leur application peut donner lieu. Il approuve les livres et formulaires liturgiques qui doivent servir au culte et à l'enseignement religieux. Il a le droit de surveillance et d'investigation sur les comptes des administrations consistoriales. Le consistoire supérieur réside à Strasbourg et est représenté auprès du gouvernement et du ches de l'État, dans les circonstances officielles, par le consistoire de Paris.

CONSTITUTION. — La France n'a pas ou de véritable constitution avant 1789. Comment appeler constitution, c'est-à-dire droit fixe, solidement établi et con-signé dans la loi, cet amas de coutumes différentes, souvent contradictoires, qui régissaient la France? Où était la garantie de la liberté individuelle? les lettres de cachet disposaient arbitrairement des citoyens. On était la garantie politique? les états généraux n'étaient convoqués que sous le bon plaisir du roi et leurs doléances n'avaient rien d'obligatoire pour le pouvoir exécutif. Les parlements exerçaient, il est vrai, un contrôle sous le nom d'enregistrement, mais un lit de instice leur imposait silence; et, d'ailleurs, de qui ces magistrats tenaient-ils le droit de représenter la nation? rien ne pouvait justifier leurs prétentions. Au milieu de ce chaos, les théories les plus diverses pouvaient être soutenues. Boulainvilliers voyait dans la France une na-

tion soumise essentiellement au gouvernement aristocratique; Dubos soutenait que le principe monarchique devait l'emporter; Mably trouvait partout la démocratie. Il est impossible d'alléguer la preuve historique de cette ancienne constitution, que quelques publicistes ont prétendu découvrir. Il n'y avait que des usages et des traditions. Cependant on ne peut méconnaître que le respect de la royauté était un des dogmes politiques de la France, au moins depuis le xiii siècle. Cette tradition jointe à la stabilité des corps, qui, comme les parlements, s'opposaient aux excès du pouvoir absolu, a longtemps tenu lieu de loi constitutivé.

§ I. Constitution de 1791. — La première constitution écrite est celle de 1791, œuvre de l'assemblée nationale constituante. Elle commence par une déclaration des droits de l'homme et du citoyen; puis viennent les dispositions fondamentales garanties par la constitution, comme l'égalité de tous les citoyens devant la loi, leur admissibilité à toutes les charges publiques, l'égale répartition des impôts, etc. l.a constitution traite ensuite des pouvoirs publics, de leurs droits, de leurs de-voirs et fixe leurs limites; elle n'admet qu'une seule assemblée qui sera élue par la nation; mais les électeurs eux-mêmes sont divisés en deux classes (voy. ELEC-TEURS). Le pouvoir royal, l'autorité et la responsabilité de ses ministres, la régence, les relations de l'assemblée législative et du roi, l'administration intérieure et les relations extérieures, tout est réglé dans cette constitution. Frappée des abus de l'autorité monarchique, elle exagéra le principe opposé et livra à l'élection populaire les administrations départementales et le pouvoir judiciaire. Elle s'occupa aussi de l'organisation de la force publique et des armées de terre et de mer, des contributions publiques, et de la manière dont elles devaient être votees et perçues. La monarchie constitutionnelle ne survécut pas longtemps à l'assemblée constituante, et la constitution de 1791 périt avec la royauté.

SII. Constitution de 1793.—La Convention, qui prononça l'abolition de la royauté, décréta à son tour une constitution; c'est la constitution de 1793, qui n'a jamais été appliquée. Cependant il importe d'en rappeler les principales dispositions. Après une déclaration des droits de l'homme et du citoyen, elle proclamait la république une et indivisible et la souveraineté du peuple. Tous les pouvoirs émanaient de l'election populaire. Il devait y avoir un députe sur quarante mille citoyens. Les assemblées primaires nommaient à la fois

des députés et des électeurs. L'assemblée législative n'était élue que pour un an. Les assemblées électorales, composées des électeurs élus par les assemblées primaires, nommaient les candidats au conseil exécutif. L'assemblée législative choisissait entre ces candidats les vingt-quatre membres du pouvoir exécutif qui étaient renouvelés par moitié tous les ans. Les juges, comme tous les administrateurs, étaient élus. La constitution de 1793 ne devait être exécutée qu'après la conclusion de la paix; mais, avant de se séparer, la Convention, vota le 22 août 1795, une nouvelle constitution qui est désignée sous le nom de constitution de l'an 111.

S III. Constitution de l'an 111 (1795). - Cette constitution était précédée, comme les précédentes, d'une déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Elle rétablissait les deux degrés de suffrage. Les assemblees primaires nommaient les électeurs, les juges de paix et leurs assesseurs, les présidents des administrations municipales et les officiers municipaux. Les assemblées électorales nommaient les membres du corps législatif, les membres du tribunal de cassation, les hauts jurés, les administrateurs dé départe-ment, le président, l'accusateur public et le greffier du tribunal criminel, enfin les juges des tribunaux civils. Le pouvoir 16gislatif était partagé entre deux conseils. appelés conseil des anciens et conseil des cinq-cents, qui ne différaient que par l'âge et le nombre de leurs membres. Le conseil des anciens était composé de deux cent cinquante membres àgés d'au moins quarante ans, et le conseil des cinq-cents de membres agés d'au moins vingt-cinq ans. Les deux assemblées se renouvelaient tous les ans par tiers. Le conseil des anciens approuvait ou rejetait les résolutions du conseil des cinq-cents. Le pouvoir exécutif était consié à un Directoire composé de cinq membres, nommés par le pouvoir législatif et se renouvelant tous les ans par cinquième. Les corps administratifs et municipaux et le pouvoir judiciaire étaient toujours soumis à l'élection. Les derniers titres de la constitution traitaient de la force publique, de l'instruction publique, des tinances, des relations extérieures et de la révision de la constitution. La constitution de l'an m fut appliquée pendant quatre ans (1795-1799). Renversée, avec le Directoire, par le coup d'État du 18 brumaire (9 novembre 1799), elle at remplacée par la constitution de l'an VIII (13 décembre 1799) ou constitution consulaire.

S IV. Constitution de l'an VIII (1799).

— La constitution de l'an VIII séparait en-

tièrement le pouvoir exécutif du pouvoir législatif; le premier était conflé à trois consuls nommés pour dix ans, le second à trois assemblées, le tribunat, le conseil d'État et le corps législatif. Les lois préparées par le conseil d'Etat étaient discutées contradictoirement devant le corps législatif par des commissaires que nommaient le tribunat et le conseil d'Etat; le corps législatif votait les lois et le premier consul les promulguait. Au-dessus de ces trois assemblées était le sénat conservateur qui devait maintenir la constitution et pouvait cependant, dans certaines circonstances, faire un appel au peuple souverain pour la réformer (voy. SENAT). Dès 1802, la constitution fut modifiée et le premier consul nommé consul à vie. En 1804, la constitution impériale remplaça le gouvernement consulaire. Un empire héréditaire fut substitué à la république qui durait depuis 1792 (septembre). Tous les pouvoirs furent en réalité concentrés dans les mains de l'empereur. Napoléon supprima le tribunat. Le sénat et le corps législatif furent conservés.

S V. Chartes de 1814 et de 1830. — La charte de 1814 établit deux chambres, une chambre des pairs héréditaire et une chambre des députés nommée par des électeurs censitaires. Le pouvoir exécutif fut confié au roi et à des ministres responsables. La charte de 1830 conserva les deux chambres, mais la pairie perdit l'hérédité; les pairs furent nommés à vie par le roi et choisis dans certaines catégories déterminées par une loi spéciale.

S VI. Constitutions de 1848 et de 1852. — En 1848, une nouvelle constitution fut proclamée; elle abolit la royauté et confia le pouvoir exécutif à un président nommé pour trois ans par le suffrage universel et qui ne pouvait être immédiate-ment réélu; il était responsable, ainsi que les ministres. Une assemblée unique était investie du pouvoir législatif. Cette constitution a été abolie en décembre 1851 et remplacée par une nouvelle constitution promulguée le 14 janvier 1852. Les bases de cette dernière constitution, posées dans la proclamation du 2 décembre 1851, étaient : 1° un chef responsable nommé pour dix ans ; 2º des ministres dépendant du pouvoir exécutif seul; 3° un conseil d'Etat formé des hommes les plus distingués, préparant les lois et en soutenant la discussion devant le corps législatif; 4° un corps législatif discutant et votant les lois, nommé par le suffrage universel, sans scrutin de liste; 5° une seconde assemblée formée de toutes les illustrations du pays, pouvoir pondéra-

teur, gardien du pacte fondamental et des libertés publiques. Le 14 janvier 1852, le prince Louis - Napoléon Bonaparte, en vertu des pouvoirs que lui donnaient sept millions cinq cent mille suffrages, a promulgué la constitution dont voici les principales dispositions: la constitution reconnaît, confirme et garantit les grands principes proclamés en 1789, et qui sont la base du droit public des Français ; le gouvernement de la république française est conflé pour dix ans au prince Louis-Napoléon Bonaparte, président actuel de la république. Le président de la république gouverne au moyen des ministres, du conseil d'Etat, du sénat et du corps législatif. La puissance législative s'exerce collectivement par le président de la ré-publique, le sénat et le corps législatif. Les autres titres de la constitution concernent le président, le sénat, le corps législatif, le conseil d'État et la haute cour de justice (voy. President, Sénat, CORPS LÉGISLATIF, CONSEIL D'ÉTAT, HAUTE COUR DE JUSTICE).

Ainsi, en soixante ans environ, de 1791 à 1852, la France a subi l'épreuve de huit constitutions différentes. Cette mobilité des institutions a disposé quelques esprits sceptiques et chagrins à contester l'utilité des constitutions et à regretter le temps où la France suivait des traditions séculaires et où les mœurs avaient plus de puissance que les lois. Sans nier ce qu'a de fàcheux cette inconstance, on peut remarquer qu'au milieu de ces crises et de ces changements perpétuels, toutes les constitutions, de 1791 à nos jours, sont restées fidèles à certains principes. Ainsi l'intervention de la nation dans le gouvernement par ses représentants, sous les noms d'assemblées nationale et législative, de convention, de conseils des cinq-cents et des anciens, de corps législatif, de chambre des députés, etc., est un fait permanent au milieu de la variété des formes politiques. La liberté individuelle, la liberté de conscience, le principe de la propriété, la séparation des pouvoirs législatif et exécutif, ont été proclamés par toutes les constitutions. Il en est de même de l'unité de loi remplaçant la variété des anciennes coutumes, de l'égalité de tous devant la loi au lieu des priviléges de l'ancien régime, de la liberté du travail au lieu du monopole des corporations. Il faut donc reconnaître que ces constitutions écrites ne sont pas aussi stériles qu'on l'a prétendu et qu'elles constatent un progrès réel lorsqu'on les compare aux anciennes institutions de la France.

CONSTITUTION CIVILE DU CLERGE. La constitution civile du clergé sut décrétée par l'assemblée constituante le 8 juillet 1790. Elle changeait les circonscriptions diocésaines, établissait un siège épiscopal par département et dix archevêchés pour la France entière. Elle remettait au peuple l'élection des évêques et des curés, et supprimait les biens ecclésiastiques ainsi que le casuel ou honoraires payés pour les frais du culte. Les ecclésiastiques devaient recevoir un salaire de l'État et soixante-dix-sept millions étaient votés tant pour ces dépenses que pour les pensions des religieux et religieuses dont les couvents étaient supprimés. Le traitement de l'archevêque de Paris devait être de 50 000 francs; il était de 20 000 francs pour les évêques des villes dont la population excédait cinquante mille ames, et de 12000 francs pour les autres. Cette constitution civile du clergé n'obtint pas l'assentiment de la cour de Rome. Rejetée par une grande partie du clergé de France, elle devint une cause de troubles et de persécutions, jusqu'à l'époque où le concordat négocié par le premier consul avec le pape rétablit l'union entre les deux puissances et régia la circonscription des diocèses, la nomination aux évêchés et le traitement des ecclésiastiques (voy. Concordats).

CONSTITUTIONS DES PAPES. - Les anciennes constitutions des papes formaient une grande partie du droit canon (Voy. DROIT CANON). Fleury, dans son In-stitution au droit ecclésiustique, ch. xxv, dit que les nouvelles constitutions des papes, faites depuis trois cents ans, ne sont point obligatoires en France, sinon en tant que l'usage les a approuvées. « De là vient, ajoute-t-il, 1º que nous ne recevons que trois ou quatre des règles de le chancellerie de Rome; 2º que les bulles qui sont apportées en France hors du style ordinaire, comme les provisions de bénéfices, ne peuvent être publiées ni exécutées qu'en vertu des leitres du roi et après avoir été examinées au parlement (maintenant au conseil d'État); 3º que nous ne croyons pas être sujets aux cen-sures de la bulle in cona Domini, ainsi nommée, parce que le pape la publie tous les ans le jeudi saint, ni aux décrets de la congrégation du saint-office, c'est-à-dire de l'inquisition de Rome, ni à ceux de la congrégation de l'indice des livres défendus (congrégation de l'Index), ou des autres congrégations érigées par les papes depuis un siècle pour leur servir de onsells dans les affaires de l'Eglise ou de leur état temporel. Nous honorons les décrets de ces congrégations comme des consultations de docteurs graves; mais nous n'y reconnaissons aucune juridiction sur l'Église de France. »

CONSUL. — Le nom de consul, et les marques de cette dignité, furent accordés par l'empereur Anastase, à Clovis. Grégoire de Tours nous représente ce roi prenant dans la basilique de Saint-Martin de Tours les insignes des consuls romains, et remplaçant les fourrures des guerriers barbares, par la robe prétexte bordée de pourpre. Le disdème devint alors le symbole du pouvoir suprême, à la place de la chevelure flottante qui avait été longtemps le signe distinctif de la royauté chez les Francs. Clovis sortit à cheval de la basilique de Saint-Martin de Tours, jetant de l'argent au peuple, et, à partir de ce moment, il fut salué du nom d'Auguste. - Il y avait aussi des magistrats municipaux, appelés consuls, dans les cités gallo-romaines, principalement dans le midi de la Gaule. On retrouve encore ce nom au xive siècle. Ainsi, deux ordon-nances du roi de France, Philippe le Bel, mentionnent les consuls de Toulouse, et leur attribuent la connaissance des crimes commis dans leur ville, faubourgs et viguerie (Ordonn. I, 392 et 397). Une autre ordonnance exempte de la torture les consuls de Toulouse et leurs enfants (ibid., p. 553). On trouve aussi mentionnés des consuls d'Aix, de Nimes, de Montpellier, de Vienne, etc. — On appelait autrefois consuls, les juges des tribunaux de commerce établis en 1563 et 1566 (voy. TRIBUNAUX DE COMMERCE). — Le nom de consuls désigne encore des magistrats chargés de protéger les Français dans les villes étrangères (voy. RELA-TIONS EXTÉRIBURES). — Enfin, on donna le nom de consul aux trois magistrats placés à la tête de l'État par la constitution de l'an vill (voy. Consulat),

CONSULAT.—La France a été soumise. du 18 brumaire (9 novembre 1799) au 18 mai 1804, à une forme de gouvernement appelée consulat. La constitution de l'an viii conflait le pouvoir à un premier consul établi pour dix ans, et à deux consuls secondaires nommés également pour dix ans. Le premier consul promulguait les lois, nommait les ministres et les principaux fonctionnaires. Les deux autres consuls n'avaient que voix consultative. Il y avait plusieurs assemblées dans le gouvernement consulaire: un conseil d'Etat qui préparait les lois, un tribunat de cent membres qui les discutait contradictoirement avec une commission de conseillers d'Etat, devant le corps législatif

chargé d'adopter ou de rejeter les lois proposées; enin, un sensi conservateur composé de quatre-vingts membres, nomrnés à vie, avec mission de prononcer sur les actes déférés par le gouvernement, comme contraires à la constitution. Cette constitution fut changée le 14 thermidor an x (2 sout 1802), par un décret qui nomma Napoléon Bonaparte consul à vie.En même temps, le tribunat fut réduit à cinquante membres, et le sénat fut investi du droit de suspendre le jury et de modiffer la constitution. Enfin, le 18 mai 1804, un sénatus-consulte organique nomma empereur Napoléon Bonaparte. Ses deux collègues, Cambacérès et Lebrun, devin-rent grands officiers de l'empire; l'un fut nammé archichancelier, et l'autre archi-trésorier. Je ne puis que mentionner cette période si féconde pour l'organisation de la France. Voy. pour les détails l'Histoire du consulat, par M. Thiers.

CONSULAT. — Institution destinée à protéger les Français dans les pays étrangers. Voy. RELATIONS EXTÉRIBURES.

CONTRAINTE PAR CORPS. — Arrestation et emprisonnement pour dettes. Voy. DETTES.

CONTRATS. — Actes passés devant notaires. Voy. Notaires.

CONTRE-AMIRAL. — Officier général de la marine qui vient après l'amiral, et le vice-amiral. On l'appelait autrefois chef d'escadre. Voy. MARINE.

CONTREBANDE. — Ce mot qui vient de 'italien, signifie acte contraire au ban en à la loi publiée; il s'applique spécialement à la vente de marchandises prohibées ou introduites en fraude.

CONTREDITS. — Pièces fournies dans an procès, par une partie, pour répondre aux arguments que la partie adverse a tirés des pièces qu'elle a produites.

CONTRE-FORT. — Pilier servant de soutien aux murs d'un édifice. Voy. ÉGLISE.

CONTRE-LETTRE. — Acte secret qui déroge, en tout ou en partie, aux dispositions d'un acte public.

CONTRE-MAITRE. — Officier de marine qui dirige les travaux de l'équipage. Voy. MARINE.

contre-scel. — Petit sceau qui s'apposait sur le tiret de parchemin, dont on se servait pour attacher les lettres scellées en chancellerie. On appelait aussi contrescel, le revers d'un sceau. Voy. Sceaux.

CONTRE-SEING. - Signature d'un offirier public, pour attester l'authenticité d'un acte. Le contre-seing d'un secrétaire d'État était nécessaire depuis le xvi siècle pour attester l'authenticité d'une ordonnance royale. On rapporte que ce fut Charles IX qui autorisa les secrétaires d'État à signer pour le roi. Villeroi lui ayant présenté plusieurs dépèches à signer au moment où ce roi partait pour aller jouer à la paume : « Signez , mon père, lui dit-il, signez pour moi. — Eh! bien, mon maître, reprit Villeroi, puisque vous me le commandez, je signerai. »

contribution. — Ce mot indiquait surtout autrefois un impôt extraordinaire, comme une contribution de guerre. Il s'applique maintenant aux impôts ordinaires et réguliers. Vey. lupôts.

CONTRIBUTIONS DIRECTES. — Ce sont les impôts perçus directement sur les contribuables, comme la contribution foncière, la contribution personnelle et mobilière, la contribution des portes et fenètres, la contribution des patentes, etc. Voy. Impôts.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — Ces impôts se perçoivent principalement sur les denrées, telles que boissons, sel, sucre indigène, tabacs, poudre à feu, sur les cartes, voitures publiques, bacs, navigation des fleuves, droit de marque des matières d'or et d'argent, etc.

CONTROLE. — Surveillance exercée principalement en matière de finances. Voy. Finances.

Controleur General. — Le *contro*leur général était, dans l'ancienne monarchie, un des principaux officiers de finances; il avait la surveillance de toute la comptabilité, et tenait registre des recettes et des dépenses. Ce fut Henri II qui créa cet office en 1547. Il établit deux controleurs généraux des finances, chargés de vérifier les quittances du trésorier de l'épargne et des autres trésoriers. L'un de ces contrôleurs devait résider à Paris et l'autre suivre la cour. En 1554, Henri II remplaça les deux contrôleurs par un controleur général unique qui accompagnait partout le roi, et il lui attribua six mille livres tournois de gages fixes. Un édit du mois d'octobre 1556 permit au contrôleur général d'avoir à ses risques et périls un commis qui exerçât sa charge en son nom et contrôlat les quittances. Cette commission fut érigée en office, et le nombre des commis du contrôleur général fut porté à quatre par l'édit de mars 1631. Jusqu'en 1661, les fonctions du contrôleur général se bornèrent à vérifier les quittances des recettes et des dépenses, à dresser avec les intendants des finances (voy. ce mot) les rôles des sommes payées au Louvre, et à être présent lorsque les deniers étaient verses

dans les coffres de l'épargne.

En 1661, la suppression de la charge de surintendant mit le contrôleur general à la tête de l'administration financière, et pour le bonheur de la France, cette charge importante fut confiée à Colbert. Depuis cette époque, jusqu'à la révolution de 1789. l'administration financière fut toujours dirigée par des contrôleurs généraux. Ils étaient spécialement chargés du trésor royal, des parties casuelles, de la direction générale de toutes les sermes du roi, des subsides et impositions du clergé, du commerce intérieur et extérieur du royaume, de la compagnie des Indes, de l'agriculture, des manufactures, de l'ex-traordinaire des guerres, des vivres, de l'artillerie, des étapes, des poudres et salpêtres, des postes, du domaine, de toutes les rentes des pays d'états, des monnaies, des parlements et cours supérieures, des ponts et chaussées. Les controleurs genéraux n'ayant été à la tête de l'administration financière que depuis 1661, nous nous bornerons à donner la liste des contrôleurs depuis cette époque: J. B. Colbert ne sut nommé controleur general qu'en trôleur général qu'en 1666, quoiqu'il dirigeat réellement l'administration financière depuis 1661. Il mourut le 6 septem-Dre 1683. Ses successeurs furent Claude LE PELLETIER, seigneur de Morfontaine et de Montmélian (1683-1689); Louis Phe-LIPPEAUX, COMTE DE PONTCHARTRAIN (1689-1699); MICHEL CHAMILLART (1699-1707). NICOLAS DESMARESTS, neveu de Colbert, directeur des finances jusqu'en 1708, fut nommé controleur général le 22 février 1708, et en exerça les fonctions jusqu'en septembre 1715. La charge de contrôleur général resta vacante jusqu'en 1718; à cette époque elle fut donnée à Marc-René Le Voyer de Paulmy, marquis d'Argenson (1718-1720). JEAN LAW fut nommé contrôleur général le 4 jan-vier 1720, et prit la fuite la même année (voy. Banque). Felix Le Pelletier de La Houssaye lui succéda le 10 décembre 1720, et donna sa démission le 10 avril 1722. Il eut pour successeurs Dodan, marquis d'Herbaud (1722-1726); Le Pelletier des FORTS (1726-1730); ORRY (1730-1745); MACHAULT (1745-1754); MOREAU DE SÉ-CHELLES (1754-1756); PEIRENC DE MORAS (1756-1757); BOULLONGNE (1757-1759); SILHOUETTE (1759; BERTIN (1759-1763); DE LAVERDY (1763-1768); MAYNON D'IN-VAULT (1768-1769); l'abbé Terray (1769-1774); TURGOT (1774-1777); DE CLUGNY (1776); TABOUREAU DES REAUX (1776-

1777); NECKER (1777-1781); JOLY DE FLEURY (1781-1783); LE FÈVRE D'ORMES-SON (1783); DE CALONNE (1783-1787); BOUVARD DE FOURQUEUX (1787); LOMÉNIE DE BRIENNE (1787); DE VILLEDEUIL (1787); LAMBERT (1787-1790); DE LESSART (1790-1791). Le 27 avril 1791, le titre de controleur général fut supprimé et remplacé par celui de ministre des contributions et revenus publics.

CONTROLEUR GENÉRAL DE LA MAISON DU ROI. — Officier qui avait au xvii• siècle la surveillance générale du service de la maison du roi. Voy. Maison du Roi.

CONTROLEUR DES POSTES. — Voy. Postes.

CONTUMACE. — Accusé qui resuse de comparaître en justice. Voy. Justice.

CONVENTION NATIONALE. — Assemblée politique qui gouverna la France, du 21 septembre 1792 au 26 octobre 1795. Voy. Assemblées Politiques.

CONVENTUALITÉ. — État d'une maison religieuse soumise à une règle monastique. Voy. RELIGIEUX.

CONVERS. — On appelait et on appelle encore convers ou frère convers, un religieux employé aux œuvres serviles d'un monastère. Les religieuses consacrées aux mèmes travaux se nomment sœurs converses.

CONVIVES DU ROI. — Nom donné aux leudes francs. Voy. LEUDES.

CONVOI. — Voy. Funérailles.

CONVOI. — Escorte de bâtiments marchands par des vaisseaux de guerre.

CONVOI DE BORDEAUX. — Sous l'ancienne monarchie, on appelait convoi de Bordeaux un impôt qui se levait sur certaines denrées transportées par mer, et spécialement sur les vins, eaux-devie, etc. L'origine de ce droit explique le nom qu'il portait. Les bourgeois et marchands de Bordeaux faisaient primitivement escorter leurs navires par des vaisseaux armés en guerre, et s'imposaient une taxe pour subvenir aux frais de ce convoi. Dans la suite, les rois disposant seuls de la marine militaire, se chargèrent de faire escorter les navires de commerce et établirent pour subvenir aux frais de convoi un droit de douane permanent qui garda le nom de convoi de Bordeaux. Le bureau établi pour la perception de cette taxe s'appelait aussi convoi de Bordeaux.

CONVULSIONNAIRES. — Jansénistes qui, en 1727, se réunissaient au cime-

tière de Saint-Médard et se faisaient flageller sur le tombeau du diacre Pàris. Les convulsions qu'ils éprouvaient étaient considérées par leurs partisans comme un miracle. Le gouvernement fit fermer le cimetière, et on composa, à cette occasion, l'épigramme si connue:

De par le Roi défense à Dieu De faire miracle en ce lieu.

COQ. — Le coq n'a été employé comme symbole de la France que vers la fin du xvii siècle. Jusqu'alors il ne figurait que sur les clochers des églises pour annoncer la vigilance qui doit distinguer les ministres de Dieu. Un des premiers monuments où figure le coq comme embième de la France, est une médaille de 1679, qui porte pour légende gallus protector sub umbra alarum (le coq les protège à l'ombre de ses ailes). Ce furent surtont les ennemis de la France qui firent usage de cet emblème. Ainsi, en 1706, à l'occasion de la défaite des Français à Ramillies, on représenta un coq qui se laisse prendre à un hameçon, sur lequel il s'est jeté avidement. Une autre médaille montre le coq gaulois suyant devant le lion belge, avec cette légende:

Nunc tu, Galle, fugis, dum leo belga fremit.

«Tu fuis maintenant, coq ou Gaulois, au seul frémissement du lion beige. »

Sur une médaille de 1712, on voit le coq qui demande la paix au lion belge et au léopard anglais, sans pouvoir l'obtenir. Une médaille de 1760 représente le coq gaulois déchiré par l'aigle impériale qui lui arrache les plumes. On voit que jusqu'à la révolution le symbole du coq était surtout satirique. Jamais il ne paraît sur les médailles frappées par ordre de Louis XIV; jamais l'Académie des inscriptions ne l'employa comme emblème national. Il n'a été adopté comme symbole de la France qu'en 1792. Voy. Armes de France.

COQS (Combats de). — Voy. FÉTES.

CORDE (Supplice de la). — Voy. Sup-

CORDELIERS. — Ordre religieux. Voy. ABBAYE et CLERGÉ RÉGULIER.

CORDON BLEU. — Signe distinctif de l'ordre du Saint-Esprit institué par Henri III. Voy. CHEVALERIE (Ordres de).

CORDON JAUNE. — Ordre de chevalerie établi par le duc de Nevers sous le règne de Henri IV. Voy. Chevaleris (Ordres de).

CORDONNIERS. - Voy. CORPORATION.

CORNARDS. — Confrérie burlesque éta-

blie à Rouen et à Évreux. Le chef était appelé abbé des cornards. Voy. ABBÉ.

CORNE A BOIRE. — Les anciens Germains se servaient, comme de coupes, dans leurs festins, de cornes d'urus ou de taureau sauvage. Les Francs introduisirent cet usage dans la Gaule.

CORNE DE LICORNE. — La corne de licorne servait pour l'épreuve des mets.

CORNEMUSE, CORNET. - Voy. Mu-

CORNETTE. — Drapeau de la cavalerie légère. On donnait aussi le nom de cornette à l'officier qui portait ce drapeau. Voy. Hiérarchie militaire. — Enfin en appelle cornette un pavillon aux couleurs nationales dont se servent les marins et dont les deux bouts se terminent en pointe; il se suspend au grand mât.

CORNETTE BLANCHE. - Drapeau royal. Voy. BANNIÈRE.

CORPORAL. — Linge bénit que le prêtre étend sur l'autel pour y placer le calice.

CORPORATION. — § I. Origine des corporations. - On donnait le nom de corporation ou ghilde à des associations d'ouvriers qui remontaient à une haute antiquité. Les corporations industrielles se trouvent déjà dans l'empire romain, où elles avaient été instituées par Alexandre Sévère. Elles survécurent a l'empire et furent fortifiées par l'usage des ghildes ou associations scandinaves. " Dans l'ancienne Scandinavie, dit M. Aug. Thierry, ceux qui se réunissaient aux époques solennelles pour sacrifier ensemble terminaient la cérémonie par un sestin religieux. Assis autour du fen et de la chaudière du sacrifice, ils buvaient à la ronde et vidaient successivement trois cornes remplies de bière, l'une pour les dieux, l'autre pour les braves du vieux temps, la troisième pour les parents et les amis dont les tombes, marquées par des monticules de gazon, se voyaient çà et là dans la plaine; on appelait celle-ci la coupe de l'amitié. Le nom d'amitié (minne) se donnait aussi quelquefois à la réunion de ceux qui offraient en commun le sacrifice, et, d'ordinaire, cette réu-nion était appelée ghilde, c'est-à-dire banquet à frais communs: mot qui signifiait aussi association ou confrérie, parce que tous les cosacrifiants promettaient par serment de se défendre l'un l'autre et de s'entr'aider comme des frères. Cette promesse de secours et d'appui comprenait tous les perils, tous les grands accidents de la vie; il y avait assurance

mutuelle contre les voies de fait et les iujures, contre l'incendie et le naufrage. et aussi contre les poursuites légales encourues pour des crimes et des délits, même avérés. Chacune de ces associations était mise sous le patronage d'un dieu ou d'un héros dont le nom servait à la désigner ; chacune avait des chefs pris dans son sein, un trésor commun alimenté par des contributions annuelles, et des statuts obligatoires pour tous ses membres; elle formait aussi une société à part au milieu de la nation ou de la tribu. La société de la ghilde ne se bornait pas, comme celle de la tribu ou du canton germanique à un territoire déterminé; elle était sans limites d'aucun genre; elle se propageait au loin et réunissait toute espèce de personnes, depuis le prince et le noble jusqu'au laboureur et à l'artisan libre. C'était une sorte de communion païenne qui entretenait, par de grossiers symboles et par la foi du serment, des liens de charité réciproque entre les associés, charité exclusive, bostile même à l'égard de ceux qui, restés en dehors de l'association, ne pouvaient prendre les titres de convive, conjuré, frère du banquel. Soit que cette pratique d'une grande énergie fut particulière à la religion d'Odin, soit qu'elle appartint à l'ancien culte des populations tudesques, il est bors de doute qu'elle exista non-seulement dans la péninsule scandinave, mais encore dans les pays germaniques. Partout, dans leurs migrations, les Germains la portèrent avec eux; ils la conservèrent même après leur conversion au christianisme, en substituant l'invocation des saints à celle des dieux et des héros; et en joignant certaines œuvres pies aux intérêts positifs, qui étaient 'objet de ce genre d'association. » De là naquirent les confréries du moyen âge, qui plaçaient les hommes d'un même métier sous l'invocation d'un patrou et les réunissaient à certains jours de l'année dans des banquets fraternels.

Les ghildes, confréries, associations, éveillèrent souvent les inquiétudes du pouvoir, qui s'opposait à leur établissement ou à leur maintien. Plusieurs capitulaires de Charlemagne les interdirent formellement. Il en fut de même des conciles. Un aynode tenu à Rouen, en 1189, reproduit ces prohibitions. « Il y a des ciercs et des laiques qui forment des associations pour se secourir mutuellement dans toute espèce d'affaires et spécialement dans leur négoce, partant une peine contre ceux qui s'opposent à leurs statuts. La sainte Écriture a en borreur de pareilles associations ou confréries de

lalques ou d'ecclésiastiques, parce qu'en les observant on est exposé à se parjurer. En conséquence, nous défendons, sous peine d'excommunication, qu'on fasse de semblables associations ou qu'en observe celles qui auraient été faites. » Maigré les défenses des rois et des conciles, les confréries et corporations se maintinrent. Elles étaient une nécessité au moyen age, dans ces temps où la loi ne protégeait pas les individus, et où ils étaient forcés de s'unir pour défendre leurs droits. L'association des gens de même métier leur assurait protection contre la violence, secours pour les vieillards, les malades, les orphelins et les veuves des membres de la corporation. I y avait encore un avantage incontestable dans le contrôle exercé sur les œuvres de chaque mêtier; on prévenait les fraudes et on exigeait un soin consciencieux dans l'exécution des travaux.

§ II. Organisation des corporations - L'organisation des corporations a prosenté des variétés infinies selon les indtiers et les pays. Cependant on peut distinguer quelques règles qu'on retrouve dans presque toutes les corporations. Ces associations étaient régies par un comedi des principaux maîtres élus par tous-les membres de la corporation, au moins dans l'origine. Ces chefs de la corporation s'appelaient syndics, jurés, prud'hommes, gardes du mellier, visifeurs, etc.; leur réunion portait le nom de syndicai ou jurande, ils jugezient les différends qui s'élevaient entre les membres de la corporation pour affaires concernant leur métier; ils punissaient les confraventions aux règlements de la corporation et infligesient des amendes ou même des peines corporelles. « Si plainte est faite que aucun ait métaint (mal teint) drap, le drap doit être vû par les prud'hommes. » (Livre des métiers d'Et. Boileau, ordonnance des teinturiers.) S'il était reconnu que la plainte sût sondée, ils devaient indemniser celui qui avait souffert le dommage. Avant l'institution des tribuneux de commerce, qui ne remonte qu'au règne de Charles IX (1564), les appels des juge-ments rendus par les gardes du métier étaient portés devant le maire. C'étaient encore les syndics qui procédaient à la réception des approntis. Avant de devenir maître, il etait prescrit de passer une ou plusieurs années chez un des maîtres de la corporation, qui surveillait et dirigesit l'apprenti. Pour certains métiers, l'apprentissage était fort long et exigeait huit ou dix années. Ces années d'apprentissage pouvaient être abrégées en faveur d'un fils de maître. Quelquefois même le

fils succèdait à son père, sans être soumis à l'apprentissage. Ce privilége passa dans la suite en usage et presque en droit. Ce fut un des abus du régime des corporations. On exigeait dans la plupart ties métiers, que l'aspirant à la maîtrise III son chef-d'œuvre. On appelait ainsi une œuvre importante qui attestait la capacité de l'apprenti, et qui était sou-rnise à l'examen des prud'hommes et gardes du métier. A sa réception l'apprenti jurait entre les mains des prud'-hommes « de bien et loyaument exercer son métier. » La cérémonie se terminait par un de ces banquets qui rappelaient les anciennes ghildes et resserraient la fraternité. Souvent des cérémonies burlesques, des épreuves bizarres, accompagnaient la réception du nouveau maître et répondaient à l'humeur joviale de nos pères (voy. Bouchers, Boulangers, etc.). Les corporations avaient un tresor commun qui se composait des contributions des membres de la corporation et des amendes que percevaient pour contraventions les gardes du métier. Ce trésor servait à subvenir aux besoins des ouvriers pauvres ou malades. Il répondait aussi des dettes des membres de la corporation; cer il y avait souvent solidarité entre tous les associés. C'est ce que prouve une charte de Philippe Auguste qui exempte de cette responsabilité la commune d'Amiens. Le trésor de la corporation était ordinairement déposé dans la chapelle consacrée au patron, sous l'invocation duquel elle était placée. Dans les processions et autres cérémonies publiques, la corporation marchait sous la bannière de ce patron, et le plus souvent les maîtres de chaque métier avaient un costume distinctif.

En voyant cette organisation presque républicaine des corporations industrieiles, on serait tenté de croire que le tra-vail jouissait au moyen âge d'une pieine liberté sous le règlement que chaque métier acceptait et dont il rédigenit lui-même les statuts. Il n'en était pas ainsi. Il fallait d'abord pour entrer dans la corporation payer au roi ou au seigneur un droit qui variait à Paris de cinq sous à trente sous, c'est-à-dire, si l'on s'en rapporte aux calculs de M. Le Ber, de vingt-cinq france à cent soixante france de monnaig moderne. Certaines corporations se rachetaient de cet impôt en payant une somme annuelle qu'on appelait hauban. " Hauban, dit le Livre des métiers (partie I, titre 1) est le nom d'une coutume, par laquelle il a été établi anciennement que quiconque serait haubannier serait plus franc et payerait moins de droftures plus de hardiesse et ne craigairent pas

et de coutumes de la marchandise de son métier que celui qui ne seruit pas haubannier. Tous les métiers ne sont pas de hauban, et nul ne peut être haubannier, si le roi ne le lui octroie par don ou par vente. » Le hauban fut fixé par Philippe Auguste à six sous parisis. Ainsi les métiers privilégiés étaient soumis à un impot d'environ trente ou quarante france de notre monnaie. Ils ne pouvaient exposer leurs marchandises sur les marchés sans payer une nouvelle taxe qu'on appelait droit d'étal et dont on trouve le tarif dans le Livre des métiers. Le roi on le seigneur pouvait toujours revendiquer le monopole. « St le roi met vin à taverne, dit is Livre des métiers (partie i , titre v), tous les autres taverniers cessent. » Enfin le marchand rencontrait, à chaque pes, des bureaux de péage, auxquels il fallait payer le tonlieu. Ainsi l'industrie était chargée d'entraves sous le régime des corporatione. La royauté travailla dans la suite à l'en affranchir, et son innuence fut presque toujours utile.

§ III. Intervention de la royauté dans l'organisation des corporations. — Depuis le xur siècle, le pouvoir monar-chique ne cessa d'intervenir, comme le prouvent de nombreuses ordonnances, dans l'organisation des corporations. Sous saint Louis, le prévôt de Paris, Étienne Boileau, rédiges le Livre des métiers contenant les statuts de la plupart des corporations industrielles de Paris. Co recueil a été publié par M. Depping dans les Documents inédits de l'histoire France. Il prouve que ces statuts avaient été arrêtée depuis longiemps et du consentement des membres de chaque corporation. Ce sont eux qui généralement constatent l'authenticité du règlement, comme l'atteste la déclaration su vante du prévôt: « Nous falsons savoir q par-devant nous vincent le commun des oubliers (patissiers), multres et valets, et recomment qu'ils avoient fait cette ordonnance de l'ear métier.» La royauté n'imposa donc pas les statuts; chie se borna à les fixer par un acte authentique et à en surveiller l'exécution. Elle voulait simplement prévenir les procès, ainsi que le dit Etienne Bollean: « Pour ce que nous avons vu en notre temps movit de plaids et contestations par la déloyale envie qui est mère des plaids et effrénée couvoitise, et par le non-sens sau jeunes et ignorants, notre intention est à écliérer se mieux que nous pourrons tous les métiers de Paris, lears ordonnances, les délits de chaque métier et les amendes. » Dans la suite les rois intervinrent avec

de porter atteinte au système des corporations. Philippe le Bel annonçait l'intention de changer leurs règlements. En 1308, il défendit à la corporation des drapiers de s'assembler plus d'une fois par an; elles ne pouvait se réunir qu'avec l'autorisation du prévôt de l'aris et en presence du procureur du roi. En 1358, après les troubles excités par les états généraux et les violences de la Jacquerie, le régent Charles annonça l'intention de modifier les anciens statuts. « Il y a dans les registres du Châtelet, disait ce prince en septembre 1358 (Ordonn., 111, 262), des règlements qui sont plutôt saits pour le profit des personnes du métier que pour le bien commun. C'est pourquoi depuis dix ans on a fait plusieurs ordonnances qui y dérogent et qui contiennent, entre autres choses, que tous ceux qui peuvent faire œuvre bonne, peuvent ouvrer (travailler) en la ville de Paris. » C'était déjà la liberté du travail ; mais les corporations résistèrent et retardèrent longtemps cette conquête de l'industrie. Il résulte de ces faits que l'intervention de la royauté fut presque toujours bienfaisante; elle remédia à la longue à quelques-uns des inconvénients que présentait l'organisation des corporations.

§ IV. Inconvénients des corporations.— Le danger de cette institution était double : d'un côté les rivalités entre les diverses corporations étaient une occasion de luttes violentes; elles entretenaient l'inimitié entre les villes d'un même pays; et souvent, dans la même ville, il y avait rivalité et lutte entre les différents métiers. La royauté s'éleva au -dessus de ces querelles d'un intérêt égoîste pour les pacifier. Elle s'empara du droit de donner les lettres de maîtrise, et une ordonnance de Henri III (1581) décida qu'à l'avenir les maîtres reçus à Paris pourraient exercer leur métier dans tout le royaume, et que les maitres reçus dans une ville de parlement seraient libres de s'établir dans tout le ressort de ce parlement. Ces dispositions attaquaient le monopols des corporations; qui était le second et le plus grave des inconvénients de ce système. Dans cette organisation, en effet, un petit nombre de privilégiés avaient seuls le droit d'exercer un métier. Toute concurrence était annulée et l'intérêt général sacrisé à l'intérêt particulier. Cependant le monopole des corporations, quoique amoindri par les ordonnances royales, se soutint jusqu'au xviii• siècle. Le commerce parisien était toujours représenté par les six corps de métiers, qui ne furent pas constamment les mêmes, mais dans lesquels on retrouve toujours les drapiers, épiciers, merciers, pelletiers et orfévres. Les bonnetiers formaient le sixième corps au xvii siècle. Les prud'hommes ou syndics de ces corporations figuraient dans toutes les solennités et portaient le dais au-dessus de la tête des rois, reines, princes et légats, lorsqu'ils faisaient leur entrée à Paris.

§ V. Abolition des corporations industrielles. — Au xviiie siècle, le système des corporations fut ruiné théoriquement par les economistes, et supprimé, en 1776, par Louis XVI ou plutôt par Turgot. Le préambule de l'édit d'abolition rappelle les principaux abus du régime des corporations : il introduisait l'inégalité (ce sont les expressions mêmes de l'édit) jusque dans la propriété la plus sacrée et la plus imprescriptible de toutes. le droit de travailler; il éteignait l'émulation et rendait inutiles les talents de ceux que les circonstances exclusient d'une corporation; il surchargeait l'industrie d'un impôt énorme, onéreux aux sujets, stérile pour l'Etat; il forçait les membres les plus pauvres à subir la loi du plus riche; établissait un monopole et favorisait des manœuvres dont l'effet était de hausser, au-dessus de la proportion naturelle, les denrées les plus nécessaires à la subsistance du peuple. L'abolition des maîtrises et jurandes n'était que trop justifiée par tant d'abus; elle ne fut cependant pas definitive. Les corporations surent rétablies après la disgrace de Turgot et ne surent supprimées définitivement que par le décret de la Constituante rendu le 13 février 1791.

§ VI. Du compagnonnage. — Si les corporations n'ont plus d'existence légale et de privilèges, il est resté quelque chose des anciennes associations industrielles dans le compagnonnage. Encore aujourd'hui les compagnons du devoir, les compagnons du tour de France ont conservé les cérémonies traditionnelles qui font passer l'apprenti au rang de compagnon. Les cordonniers, les chapeliers, les tailleurs, les tailleurs de pierre, les maçons, etc., ont des signes particuliers pour reconnaître les compagnons que l'on initie avec des pratiques mystérieuses. On croit que ces usages, qui remontent à une antiquité immémoriale, ont donné naissance à la francmaçonnerie (voy. Sociétés secrètes). Les compagnons avaient, en effet, conservé plus fidèlement que les corporations quelques-uns des rites symboliques du moyen âge. On trouve quelques détails sur ces rites dans une déclaration des docteurs de la faculté de théologie de Paris du 14 mars 1655 (Collection des

meilleures dissertations relatives à l'histoire de France, par C. Le Ber, t. IX, p. 472 et suiv.). Elle indique les formes de réception des compagnons chapeliers, tailleurs, selliers. « Les compagnons chapeliers, dit cet acte, choisissent deux chambres commodes pour aller de l'une à l'autre. En l'une des deux, ils dressent une table, sur laquelle ils mettent une croix et tout ce qui sert à représenter les instruments qui ont servi à la passion de Notre-Seigneur. Ils mettent aussi sous la cheminée une chaise pour représenter les sonts de baptême. Ce qui étant préparé, celui qui doit passer compagnon, après avoir pris pour parrain et marraine deux de la compagnie, qu'il a élus pour ce sujet, jure sur le livre des Évangiles, qui est ouvert sur la table, par la part qu'il prétend au paradis, qu'il ne révélera cas, même dans la confession, ce qu'il fera ou verra faire, ni un certain mot duquel ils se servent, comme d'un mot du guet, pour reconnaître s'ils sont compagnons ou non; et ensuite il est reçu avec plusieurs cérémonies contre la passion de Notre-Seigneur et le sacrement de bapteme qu'ils contresont en toutes ses circonstances. Les compagnons tailleurs se font recevoir de la manière suivante : ils choisissent aussi un logis dans lequel sont deux chambres, l'une contre l'autre: en l'une des deux ils préparent une table, une nappe à l'envers, une salière, un pain, une tasse à trois pieds à demi pleine, trois grands blancs de roi, et trois aiguilles. Cela étant préparé, celui qui doit passer compagnon jure sur le livre des Evangiles, qui est ouvert sur la table, qu'il ne révélera pas, même dans la confession, ce qu'il fera ou verra faire. Après ce serment, il prend un parrain, et ensuite on lui apprend l'histoire des trois compagnons, qui est pleine d'impuretés, et à laquelle se rapporte la signification de ce qui est en cette chambre et sur la table. Le mystère de la très-sainte Trinitė y est aussi plusieurs fois profanė. — Voici la forme pour les compagnons selliers: ils choisissent un logis ou sont deux chambres, en l'une desquelles, après que celui, qui doit être reçu compagnon a sait le même serment que les précédents de ne point révéler, pas même dans la confession, ce qu'il fera ou verra faire, ils préparent tout ce qui est nécessaire pour célébrer la sainte messe, et en contrefont toutes les actions, avec plusieurs cérémonies et paroles hérétiques et impies. Il est aussi à observer que les catholiques sont reçus indifféremment par les hérétiques et les hérétiques par les catholiques. » On voit par une autre

pièce, qui suit cette déclaration de la faculté de théologie (Le Ber, ibid., p. 477) que les cordonniers se faisaient aussi initier au compagnonnage avec des céré-

monies analogues.

Le but du compagnonnage, comme celui des corporations, était de former un lien d'amitié et de bonne confraternité entre tous les ouvriers d'un même métier. La corporation se bornait à une ville; le compagnonnage s'étend au monde entier. Le danger de ces associations est dans l'esprit de secte, qui est une conséquence de leur caractère mystérieux.

§ VII. Liste alphabétique des principales corporations. - Après avoir indiqué les caractères essentiels des corporations, il est nécessaire de donner une liste alphabétique des plus importantes:

Agents de banque et de change. Les intermédiaires, chargés de négocier, pour le compte d'autrui, les lettres de change, billets et papiers de commerce, ne commencèrent à porter le nom d'agents de banque et de change que sous le règne de Louis XIII (édit du 2 avril 1639). Jusqu'alors ils avaient été confondus avec les courtiers. Un édit de 1705 déclara que la profession d'agent de banque et de change ne dérogeait point à la noblesse et en créa cent seize offices pour tout le royaume. Le nombre de ces offices sut augmenté dans la suite. Supprimés en 1720, rétablis en 1723, les agents de change, après de nombreuses vicissi-tudes, furent définitivement établis par la loi du 28 ventôse an 1x (19 mars 1801). Plusieurs règlements ont fixé, depuis cette époque, le mode de nomination, le cautionnement, l'installation, la patente, les attributions et les obligations des agents de change, auxquels la loi consère un caractère public. Seuls ils constatent le cours du change, celui des effets pu-blics, des marchandises, des matières d'or et d'argent, et peuvent certifier devant les tribunaux ou arbitres la vérité et le taux des négociations, ventes ou achats. — Apothicuires. La corporation des apothicaires sut pendant très-longtemps réunie à celle des épiciers. Cependant le nom d'apothicaires se trouve dejà dans le Livre des métiers d'Étienne Boileau (p. 322). Ils étalaient le samedi aux halles avec les marchands de cire et de poivre. L'autorité surveilla toujours la corporation des apothicaires. Plusieurs ordonnances du xive siècle prescrivirent aux officiers royaux de s'assurer de la qualité des drogues qu'ils vendaient. Ainsi, une ordonnance de 1336 ordonna aux apothicaires de soumettre à la Faculté de médecine de Paris, la préparation de leurs

drogues (Ordonn. des rois de France, II, 116). En 1352, il lear sut interdit de vendre des remèdes, à moins d'être docteurs ou licenciés de cette Faculté (ibid., p. 609). Depuis la suppression des corporations, les pharmaciens ou apothicaires ont continué d'être soumis à uhe surveillance spéciale. Les apothicaires-épiciers du moyen age vendaient exclusivement le sucre qui était alors une denrée fort rare. De la l'expression proverbiale apothicaire sans sucre pour indiquer un homme qui manque de ce qui lui est le plus nécessaire. Les apothicaires avaient aussi le monopolé de la vente de l'eaude-vie jusqu'an XVI° siècle. Aussi Henri Etienne dit-il dans son Apologie pour Hérodole: « Les marchandises des apothicaires ne sont quasi que pour les malades ou pour les friands qui sont en santé.» Il peralt que les apothicaires donnaient aux vases qui renfermaient leurs denrées des formes bizarres. « Vous recevrez de moi cette lettre, écrit Pasquier, comme les drogues que vous voyez estre encloses aux boutiques des apothicaires dedans des vases qui par le debors représentent des cerfs-volants et autres bêtes fantastiques. » Les apothicaires étaient exempts du guet (Livre des métiers, appendice, p. 426). — Archers. Les archers ou fabricants d'arcs, de sièches et d'arbaiètes sent mentionnés dans le Livre des métiers (p. 260). On voit par le Livre de la taille de Paris sous Philippe le Bel, publie dans la collection des Documents inédits relatifs à Phistoire de France, qu'ils habitaient à la porte Saint-Lazare. muriers. Cette corporation, à laquelle les mours du moyen age donnaient une si grande importance, rédiges ses statuts à la In du xine siècle, pour empêcher les frances et fausselés qui étoient faites au dit métier. Ces statuts ont été publiés à la suite du Livre des métters (p. 370 et suiv.). - Attachiers. Les attachiers ou cloutiers om aussi leurs statuts au Liere des métiers (p. 64-65). Les maîtres ne peuvaient avoir qu'un apprenti.

Baignours, barbiers (voy. ces mots dans le Bictionnaire). — Barilliers. Catte corporation, qui se confondait avec celle des conneliers, était fort ancienne. Les statuts des barilliers-tonneliers se treuvent dans le Liere des métiers (p. 102-106). — Basaniers on cordonnièrs (p. 102-106). — Basaniers on cordonnièrs (p. 102-106). — Basaniers de Paris recurent, en 1427, un règlement du prévôt de Paris; il établit des prud'hommes du métier pour assurer l'exècution de ce règlement (Liere des métiers, p. 422-423). — Bat-leurs d'archal. Ils réduissient le cuivre

jaune en seuilles minces et légères. Cette corporation était gouvernée par deux prud'hommes qui étaient étus par tous les membres. Les amendes pour contraventions aux statuts revensient en partie au roi, en partie aux gardes du métier (ibid., p. 55-56). — Batteurs d'or et d'argent. ils étiraient l'or et l'argent pour en faire des fils d'or et d'argent; les deux prud'hommes jurés et assermentés, placés à la tête de cette corporation, étaient nommés par le prévôt de Paris; ils étaient exempts du guet et avaient une part des amendes imposées aux membres de la corporation (ibid., p. 74-76). Une autre corporation de batteurs d'or et d'argent réduisait ces métaux en feuilles (ibid., p. 77-78). On voit dans une réclamation qu'ils adressent au roi et que mentionne le Livre des métiers (p. 78), que cette corporation était peu nombreuse, et qu'elle travaillait surtout pour l'Eglise et pour les houts hommes, c'est-à-dire pour la noblesse. — Les batteurs d'étain, dont les statuts se tronvent aussi dans le Livre des métiers (p. 76), préparaient l'étain pour être façonné et même pour recevoir un coloris. « Les batteurs détain, disent les statuts, peuvent teindre leur étain de toutes manières de couleurs. » — Les baudroiers apprétaient le cuir épais pour faire des courroies, ceintures, baudriers, etc. Ils avaient six prud'hommes ou gardes du métier nommés par le prévôt de Paris (Livre des métiers, p. 224-226). Les blasonniers saisaient la partie de la selle sur laquelle on plaçait le blason des chevaliers, ils ont aussi leurs statuts dans le Livre des méliers (p. 219-220). — Les blatiers étaient les marchands de grains en gros. Tout le monde pouvait exercer ce métier en payant les droits exigés par les officiers royaux. — Les bottiers faisaient les serrares pour boltes et coffres. lls recurent leurs statuts d'Etienne Boileau (Livre des méliers, p. 53-55). On y voit que si un étranger sachant le métier de bottier venait s'établir à Paris et demandait à l'exercer, il fallait qu'il se présentât aux maîtres de la corporation et prouvât sa capacité, et qu'il avait travaillé à ce métier au moins pendant sept ans. Quiconque l'est employé avant qu'il est été reconna capable par les maftres bestiers de Paris aurait été condamné à une amende de cinq sous parisis. Bonnetiers. La corporation des bonnetiers date du commencement du xvir siècle. Jusqu'à cette époque les bonnets avaient été fabriqués exclusivement par les marchands drapiers. En 1672, les bonnetiers au tricot farent réunis aux bonnetierschaussiers. Cette corporation formalt, aux

xwrre et xvine siècles, un des six corps de métiers de Paris.—Bouchers. La corporation des bouchers avait conservé quelques traces de Perganisation remaine; toute famille vouée à ce métier y restait fercément attachée. Voy. le met Boucuers dans ce Dictionnaire. — Bouchers; Les boucliers on fabricants de boucles sont mentionnés dans le Livre des métiers (p. 57-61). Il y avait des boucliers de fer et des boucliers d'archal, de cuivre et de laiton. On trouve dans les statuts de cette corporation une preuve de l'espèce de fraternité qui existait entre les membres des corporations. « Si un fils de maître devient pauvre, dit le règlement, et qu'il veuille apprendre le métier, les prud'hommes doivent le lui faire apprendre à leurs frais et y employer les cinq sous qu'ils reçoivent des autres apprentis. » - Boulangers. Cette corporation avait conservé un cérémonial particulier pour la réception des maîtres. Voy. BOULANgens dans ce Dictionnaire. Ils obtinrent d'avoir des fours chez eux, contraire-ment aux prétentions des prévôts de Paris qui vouluient faire abattre tous les fours particuliers (Livre des métiers, p. 349-350). — Bourreliers. La corporation des bourreliers est une des plus anciennes; l'importance de son industrie. an moyen age, tenait au grand dévelop-pement qu'avait pris la chevalerie. Les bourreliers s'occupaient spécialement de la fabrication des colliers et dossiers de selles (voy, leurs règlements dans le Livre des métiers, p. 220 et suiv.). Les bourreliers eurent un procès avec la corporation des lormiers (fabricants de mors, freins et étriers) qui s'opposait à ce qu'ils achetassent et vendissent des freins et étaiers. Les bourreliers gagnérent leur procès en 1289 (ibid., p. 426-421). — Bouraiers. On trouve les règlements de la corporation des boursiers on faiseurs de bourses, dans le Livre des métiers (p. 204-206). Ces statuts surent modifiés, en 1342, par Philippe de Valois; on voit qu'à cette époque les boursiers fabriquaient des bonnets, des caleçons, etc. Dans la suite, les réglements leur permirent de fabriquer et vendre des parapluies, parasols, culottes, gibecières, gibernes, etc. Il fallait, pour être admis dans cette cerporation, quatre ans d'apprentissage et cinq ans de compagnonnage. Les femmes étaient aussi occupées de la fabrication de bourses imitées du costume oriental et appelées aumônières sarrazinoises. Les aumonières se portaient à la ceinture et étaient souvent enrichies de broderies et de pierres précieuses. Dans le dit du mercier cité par M. Dopping (Livre des

métiers, p. 382), il est question de plusieurs espèces d'aumônières :

J'ni les diverses auménières Et de seie et de cordonan ; . Et si en ai de pleine toile.

La corporation des semmes qui fabriquaient ces bourses avait des statuts qui farent enregistrés par le garde de la pré-vôté de Paris en 1299. — Boutonniers, La corporation des boutonniers, occupée de la fabrication des boutons de métal, de verre et pierreries , a ses statuts dans le Livre des métiers (p. 184-187). Ces statuis furent renouvelés en 1558 et 1635. Dans les dernières confirmations des règlements de la corporation, les boutonniers sont confondus avec les passementiers, crépiniers, blondiniers, etc. L'apprentissage qui était d'abord de huit ans fut réduit à quatre ; mais on exigeait quatre années de compagnonnage. L'apprenti qui épousait une fille de maître, était exempt de cette dernière épreuve. — Brackiers. Les brackiers fabriquaient les braies ou hauts-de-chausses en fil.— Une autre corporation, celle des braiers, dont les statuts se trouvent aussi dans le Livre des métiers (p. 284), était chargée des braies en cuir. Elle se servaitordinairement de peaux de vache, de cerf, de truie, de cheval on de monton. — Brasseurs. La corporation des brasseurs ou cervoisiers reçui ses statuts d'Étienne Boileau (Liere des métiers. p. 29 et suiv.). On y détermina les denrées qui devaient servir à faire la bière ou cervoise, savoir: l'orge, le méteil et la dragée ou menues graines , comme vence, lenuilles, etc. Ces statuts interdisent, sous peine d'amende, l'em-ploi du piment et de la poix-résine. Les mêmes règleme ta défendaient la vente de la bière hors de la brasserie; ils furent confirmés en 1489, 1515, 1630, 1686 et 1714, avec de légères modifications. Cinquannées d'apprentissage et trois années de compagnon nage étaient nécessaires pour être reçu maître brasseur ; on exigent d'ailleurs nu chei-d'œuvre, comme dans presque toutes les corporations. Vers 1750, il n'y avait plus à Paris, scion Le Grand d'Aussy, que quarante brasseurs. La corporation fut supprimée à la révolution en même temps que les autres mai-trises et jurandes. — Brodours la cor-peration des brodours et brodouses reçut à la fia du xiii siècle ses statuts, qui farent rédigés devant Guidaume de Hangest, garde de la prévôte de Paris (Livre des métiers, p. 379 et suiv.). Un nouvesu règiement fut arrêté en 1316. Endin, en 1648, la corporation des bredeurs fut encore réorganisée. Il fallait six années

236

d'apprentissage et trois années de com-pagnonnage pour passer maître. — Buffetiers. Les buffetiers ou taverniers tenant buffet faisaient partie de la corporation des sauciers, dont les statuts surent rédigés en 1394. Voy. plus loin sauciers.

Cardeurs. La corporation des cardeurs, ou ouvriers travaillant à préparer la laine. recut ses statuts de Louis XI, en 1467; il fallait trois années d'apprentissage pour devenir maitre. Ces statuts furent renouvelés en 1688. — Cavatiers. Les cavatiers ou savetiers, formaient une corporation spéciale du temps de saint Louis; pour en faire partie il fallait obtenir un brevet de l'officier préposé à la corporation par les écuyers du roi (Livre des métiers, p. 233). — Cavetonniers. La corporation des cavetonniers, chavetonniers, ou basaniers, était soumise, au xur siècle, au chambellan du roi qui vendait les lettres de maîtrise. Ces artisans ne fabriquaient que les souliers légers en basane, à la difsérence des cordonniers qui se servaient du cordouan ou cuir de chèvre non tanné. Les cavetonniers payaient au roi une redevance de trois deniers par an, entre les mains du maître cordonnier, pendant la semaine sainte. Etienne Boileau donna un règlement à cette corporation (Livre des métiera, p. 231 et suiv.). Il est aussi question, des cette époque, de savatiers ou savetiers qui recoussient les vieux souliers. — Ceinturiers. La corporation des ceinturiers avait déjà des statuts à l'avénement de saint Louis. Elle se subdivisait en ceinturiers d'étain, qui ornaient de clous d'étain les ceintures de cuir, et cein-turiers-corroyeurs; il y eut de longues discussions, et même des procès entre ces deux corporations. Enfin, Henri II, en 1551, les réunit en une seule juran-de. — Chandeliers. La corporation des chandeliers remontait à une époque sort ancienne. Dès 1061, les chandeliers de Paris avaient des statuts. On voit, par la Taille de Paris sous Philippe le Bel, qu'en 1292 il y avait à Paris soixante et onze chandeliers. Leurs statuts, renouvelés par Etienne Boileau (1264), furent confirmés par Charles VI (1392). Réunis, au commencement du xvº siècle, aux épiciers, les chandeliers en furent séparés en 1450. Une ordonnance du XIII. siècle prouve que, dès cette époque, on savait saire de la chandelle plongée et de la chandelle moulée. Il y avait des chandelles de diverses qualités, suivant la nature du suif que l'on employait. Un arrêt du parlement (22 septembre 1565) fixait à trois sous tournois la livre de chandelle saite avec du suif de

était faite avec du suif de mouton; enfin à trois sous quatre deniers, celle où il entrait un tiers de suif de bœuf, et deux tiers de suif de mouton. L'apprentissage du métier de chandelier était de six ans auxquels il fallait ajouter deux ans de compagnonnage pour arriver à la maîtrise. Changeurs. La diversité des monnaies rendit nécessaire une corporation spéciale de changeurs; ce furent les premiers banquiers (voy. Banque). A Paris, ils occupaient les deux côtés du pont qui en a conservé le nom de pont au Change. Il y avais seize changeurs, dans cette ville, en 1292, comme le prouve le Livre de la taille de Paris sous Philippe le Bel. Dans la suite, les changeurs devinrent officiers publics en nombre limité, et avec des priviléges et obligations déterminés par divers règlements. Charles VI les soumit à la cour des monnaies qui régla leurs fonctions et leur s salaires. — Chanvriers et chanvrières. Les légendes du moyen âge représentent les chanorières égayant la veillée par des contes, et un poëte du xive siècle, Eustache des Champs, donne des détails sur la manière dont on travaillait le chanvre et le lin de son temps. Quant à la corporation des chanvriers et chanvrières de Paris, elle datait des premiers temps de l'organisation des corps de métiers. Elle reçut de nouveaux statuts en 1666. — Chapeliers, chapelières. On trouve dans lu Livre des métiers (p. 246 et suiv.) cinq ou six corporations employées à la chapellerie et à la coiffure. « On pourrait s'étonner, dit M. Depping, de cette multitude de branches d'industrie, dans des siècles où la vie était encore si simple, les besoins de luxe si restreints; mais on voit par les statuts que c'est improprement que le nom de chapeliers a été donné à quelques-unes de ces corporations, qui d'ailleurs ne devaient occuper que peu d'ouvriers. » Les chapeliers de sleurs étaient des marchands fleuristes qui, dans la belle saison, tressaient les couronnes qu'achetaient les classes élevées. Ils cultivaient, dans les courtils ou jardins situés près de Paris, les sleurs et herbes dont on faisait une parure, et qui servaient aussi quelquefois à joncher les maisons. Les poésies du moyen age parlent souvent de ces chapels de fleurs :

.... Chapeaux de roses avoient En leurs chefs mis, et d'aiglentier, Pour le plus doucement flairier

On trouve à la suite des statuts des chapeliers de fleurs, ceux des chapeliers de seutre, des chapeliers de coton, et même des chapeliers de paon. Ces derniers bœuf; à trois sous six deniers celle qui n'étaient probablement que des plumassiers. Les femmes s'occupaient spécialement de cette industrie. On voit qu'une Geneviève la paonnière sit bâtir une chapelle à sa patronne (Hist. de la ville et diocèse de Paris, par l'abbé Lebeuf, L. I, p. 380). Les jourreurs de chapeaux se rattachaient aux chapeliers de feutre; ils out aussi leurs statuts dans le Livre des métiers (p. 254). Enfin les saiseuses de chapeaux d'orfrois (ibid., 255) formaient aussi une corporation de femmes qui saisaient pour les dames riches des coissures ornées d'or et de perles. Cette broderie brillante s'appelait orfreis ou orfrois. Il y avait aussi une corporation spéciale de chapelières en sleurs; rien n'était plus commun au moyen âge que le chapel de roses; il était porté par la relipieuse qui prononçait ses vœux, et par la jeune fille qui se mariait. Dans les statuts donnés, en 1736, aux marchandes de fleurs artificielles, celles-ci étaient encore qualitées de chapelières en fleurs. Chapuiseurs. Les chapuiseurs, dont on trouve les statuts dans le Livre des métiers (p. 215-218), fabriquaient les selles et bats dont la charpente s'appelait alors chapuis. En 1292, il y avait douze cha-puiscurs à Paris (Livre de la taille sous Philippe le Bel). Ils se confondirent plus tard avec les selliers. Les chapuiseurs payaient une redevance au cordonnier du roi, parce qu'ils se servaient de cuir. — Charbonniers. La corporation des charbonniers jouissait de grands priviléges et entre autres du droit d'être présentée à la cour en certaines circonstances. -Charculiers. La corporation des charcutiers fut organisée en 1475; ils avaient le monopole de la vente du porc cuit, qu'ils pouvaient reniplacer en carème par celle du hareng salé et du poisson de mer. Dans la suite, ils obtinrent aussi le droit de vendre du porc frais; mais pendant longtemps les bouchers partagèrent ce privilége avec eux. Enfin, des lettres patentes de 1705 attribuèrent exclusivement aux charcutiers la vente du porc frais. Eux seuls pouvaient aussi débiter des saucisses; mais leurs statuts leur interdisaient d'en vendre depuis le premier jour de carème jusqu'au 15 septembre , à cause de l'abstinence du carême et des chaleurs de l'été. Le métier des charcutiers est devenu libre depuis la suppression des corporations; mais il est resté soumis, comme la boucherie et la boulangerie, à une surveillance spéciale. - Charpentiers. On voit dans le Livre des métiers (pages 104-107) que, sous le nom de charpentiers, on comprenait autrefois les menuisiers, tourneurs, charrons, en un mot tous les ouvriers qui tra-

vaillaient le bois. Cette corporation sut soumise, jusqu'en 1313, au maître charpentier du roi. On comptait, en 1292, quatre-vingt-quinze charpentiers à Paris. - Chaudronniers. Les chaudronniers ou maignens formaient une corporation fort ancienne, dont les statuts furent confirmés par Louis XII en 1514. On distinguait les chaudronniers-grossiers qui ébau-chaient l'ouvrage, les chaudronniersplaneurs qui l'achevaient, les chaudronniers faiseurs d'instruments de musique, enfin les chaudronniers au sifflet qui parcouraient les campagnes. — Chaussiers. Les chaussiers ou faiseurs de chausses étaient soumis, à Paris, à la surveillance de trois prud hommes, gardes du métier de chausseterie (Livre des méliers, p. 138-142). Les chaussiers, qui devinrent plus tard fabricants de bas, furent réunis, au xvIII siècle, à la corporation des drapiers, qui prirent alors le nom de drapiers chaussetiers. — Chavenaciers. Les chavenaciers ou canevassiers, marchands de grosse toile de chanvre appelée canevas, figurent dans le Livre des métiers (p. 149-152). Ils avaient le monopole de la vente des toiles en détail. Les forains ne pouvaient vendre qu'en gros et en payant un droit. — Chi-rurgiens. Voy. dans ce Dictionnaire le mot BARBIERS. - Cloutiers. Cette corporation existait des le xiii siècle. La Taille de Paris sous Philippe le Bel compte dixneuf maîtres cloutiers établis à Paris. Ils fabriquaient, outre les clous, des anneaux, des mors de chevaux, des boucles, etc. — Coffretiers. Les coffretiers, qu'on appelait aussi malletiers et bahutiers, furent organisés en corporation en 1596; ils avaient pour syndics deux jurés. · Confrères de la Passion. Les confrères de la Passion, qui représentaient les pièces appelées mystères et moralités, furent érigés en corporation par Charles VI (1402); ils prenaient le titre de mattres, gouverneurs et confrères de la confrérie de la Passion et résurrection de Notre-Seigneur (voy. Confrères de LA PASSION). — Cordiers. Les cordiers ont leurs statuts dans le Livre des métiers (p. 41-43); ils étaient soumis à deux prud'hommes que le prévôt de Paris pouvait nommer et destituer. — Cordonniers. La corporation des cordonniers ou cordouaniers tirait son nom de ce qu'elle travaillait plus spécialement le cordouan ou peau de chèvre corroyée. Elle reçut ses statuts d'Etienne Boileau. Chaque maître payait dix sous au grand chambellan et six au chancelier. Les cordonniers devaient en outre une redevance appelée heuses ou bottes du roi; elle se compen-

sait par le payement de trente-deux sous parisis (voy. Liere des métiers, p. 227-234). A la tête de la corporation étaient un syndic, un doyen et un certain nombre de jurés chargés de l'inspection des marchandises. Ils étaient nommes par les maîtres cordonniers le lendemain de la Saint-Louis dans la halle aux cuirs. -Cornetiers (cornuarii). Les cornetiers travaillaient la corne et fabriquaient des cornets. — Corroiers. On donnait ce nom aux fabricants de courroies ou ceintures ; ils portaient dans le latin du moyen âge le nom de corrigiaris. Ils sont appelés cuiriers dans le Livre de la taille de Paris. Les corroiers nommaient trois prud'hommes chargés de saire observer les statuts (Livre des métiers, p. 234-240). - Courtiers. Cette corporation n'est pas mentionnée dans le Livre des métiers; il n'en est question que dans des règlements postérieurs. Les courtiers servaient surtout d'intermédiaires pour le commerce des vins et des chevaux. Charles VI, par une ordonnance de 1415, fixa le nombre des courtiers de vin à soixante. Ils fournissaient une caution de trente livres parisis, et étaient responsables du payement des vins qu'ils vendaient. Leur salaire était fixé par les règlements et ils étaient soumis à la surveillance des échevins. Il leur était désendu de vendre ou d'acheter pour leur compte. Dans la suite, chaque corps de métier eut ses courtiers nommés par les gardes ou syndics du métier. Un édit de Charles IX (juin 1572) érigea les courtiers en officiers royaux. Henri IV (édit d'avril 1595) en fixa le nombre dans les principales villes de France. Sous Louis XIII (édit du 2 avril 1639), on commença à distinguer les agents de banque et de change des courtiers de marchandises. Les courtiers ont continué de former une corporation même après la révolution et leurs offices constituent encore de nos jours des charges vénales. Voy. COURTIERS. — Couteliers. Les statuts des couleliers on fevres couleliers se trouvent dans le Livre des métiers (p. 47-49). Ils étaient soumis à deux prud'hommes. Il y avait en outre une corporation de couteliers faiseurs de manches d'os et d'ivoire (ibid., p. 49-51). — Coutepointiers. Cette corporation fabriquait surtout des objets de literie. Ses statuts dataient de 1290 et furent plusieurs fois modifiés. — Coutuviers. Ouvriers en couture, d'après le Livre de la taille de Paris sous Philippe le Bel. Du Cange entend par costurarii les codires ou sonneurs de cloches et gardiens des églises. — Crépiniers. Les crépiniers fabriquaient des coiffes pour

encore aujourd'hui crépines, les taies d'oreillers, les ornements d'autels, etc. Ils reçurent des statuts d'Et. Boileau (Livre des métiers, p. 85-87). Huit maîtres jurés administraient primitivement cette corporation; ils furent dans la suite réduits à quatre. — Crieurs. Il y avait plusieurs corporations de crieurs qui annonçaient les diverses denrées à vendre, les nouvelles, les décès, les ordonnances, les objets perdus, etc. Guillaume de Villeneuve composa sur cette multitude de cris un petit poëme intitulé les Crieries de Paris. De toutes ces corporations la plus importante était celle des jurés crieurs de vin. Elle annonçait le prix du vin et en faisait la vente par criées publiques. En 1220, Philippe Augusto avait cédé le droit de nommer les crieurs de vin aux marchands de la Hanse ainsi que la perception du droit de criage. On trouve dans le Livre des métiers (p. 24-27) les statuts de cette corporation; ils prouvent qu'à l'époque de saint Louis les jurés-crieurs de Paris dépendaient du prévôt. Lorsqu'un membre de la corporation des crieurs mourait, tous les autres assistaient à ses funérailles en robe de confrérie. Le corps était porté par quatre crieurs. Deux autres suivaient chargés, l'un d'un beau hanap (vase à chargés, l'un d'un beau nanap (vase a boire), l'autre d'un pot plein de vin. Le reste de la troupe marchait devant ayant en main des sonnettes qu'ils faisaient sonner tout le long de la route. Quand on était arrivé à un carrefour, le convoi s'arrêtait. Alors on posait le corps sur des tréteaux. Le crieur qui tenait le hanap le faisait emplir par celui qui portait le vin. Chacun des quatre porteurs buvait un coup. On en offrait autant à quiconque, passant ou spectateur, voulait l'accepter. Après quoi, le cortége continuait sa route. Une ordonnance de Charles VI (en 1415) confirma l'usage de cette cérémonie, qui avait lieu également pour les femmes des crieurs. La même année, on ajouta aux fonctions de crieurs de vin, celle d'annoncer les morts, les jours de confrérie, les enfants et animaux perdus, enfin les ventes de denrées, sauf celles de foin et de bois. Les crieurs obtinrent, par cette ordonnance, le privilége de fournir robes, manteaux et chaperons pour les funérailles. On les appela alors maîtres jurés-crieurs de corps et de vin. Leurs fonctions furent érigées en offices par lettres patentes de septembre 1741 voy. Legrand d'Aussy, Vie privée des Français). — Cristalliers. Cette corporation d'ouvriers qui travaillaient le cristal et les pierres précieuses a ses statuts les femmes, les franges qu'on appelle dans le Livre des métiers (p. 71-74). Les

perviers, pierreux ou perreux, des pierres fines dont ils faisaient des parures. — Cuisiniers. Les statuts de la corporation des cuisiniers oyers ou rôtisseurs d'oies se trouvent dans le Liore des métiers (p. 175-178). On les appelait quelquefois simplement oyers. Ils vendaient, non-seulement des oies, mais encore de la viande rôtie de veau, d'agneau, de chevreau et de porc. Dans la suite ils se confondirent avec les cuisiniers-traiteurs.

Déchargeurs. Les ouvriers décharsurs formaient une des corporations de Paris, comme le prouve une ordonnance de 1350 (Ordonn. des rois de France, II, 357). — Déciers ou déiciers, sabricants de dés. « On peut s'étonner, dit M. Depping, qu'une corporation entière ait subsisté de la fabrication des dés à jouer. Louis IX avait prohibé, en 1254, les jeux de dés et d'échecs, et, deux ans après, il interdit même la fabrication des dés (Ordonn. des rois de Exerces I Et et E0) p Melerré ces prohibi-France, I, 74 et 79). » Malgré ces prohibitions, la passion pour le jeu de dés était si forte que le prévôt Et. Boileau régularisa les statuts de la corporation des déciers (Livre des méliers, p. 180-184). On y défend les des plombés et pipés, dont l'usage paraît' avoir été fréquent à cette époque. --*Dentslières.* Ouvrières en dentelles. L'industrie des dentelières ne date que du xvi• siècle, ou tout au plus du xv•. Le travail de la dentelle alimentait un grand nombre d'ouvrières, principalement à Valenciennes, Caen, Alencon, etc. Il fut souvent entravé par des prohibitions et des lois somptuaires; mais il a triomphé de tous les obstacles, et sorme encore aujourd'hui une branche importante d'industrie. -Distillateurs. Les distillateurs faisaient d'abord partie de la corporation des sauciera. Mais vingt-trois ans après l'établissement de la corporation des sauciers, c'est-à-dire en 1537, quel ques-uns des membres de cette corporation se séparèrent, et formèrent une association particulière, uniquement occupée de la distillation de l'ean-de-vie et de l'esprit-de-vin. Ils recurent le nom de distillateurs. — Dominotiers. Les dominatiers formaient une corporation d'ouvriers qui fabriquaient du papier marbré. Ils étaient soumis par leurs statuts à la visite des syndics de la librairie. — Doreurs, La corporation des doreurs date du xille siècle. Le Livre de la taille de Paris en compte quatre à Paris en 1292.— Doubletiers. Cette corporation, établie en 1323, faisait la partie du vélement des hommes appelée doublé ou garniture intérieure. Elle se confondit dans la suite avec la corporation des tailleurs.

etait une des plus-anciennes de Paris. Elle est mentionnée dans des lettres patentes de 1138 et dans un acte de 1229. Elle se divisait en menus maîtres ou tisserands, et grands maîtres ou drapiers proprement dits. Le Livre des métiers (p. 113) contient les statuts des drapiers. On trouve également des corporations de drapiers à Rouen, à Arras, Saint-Quentin, Louviers, Abbeville et dans beaucoup de villes de la France septentrionale. D'après un règlement de 1362, les drapiers devaient donner aux pauvres le denier à Dieu de toutes les marchandises qu'ils vendaient. On appelait ainsi la pièce de monnaie que l'acheteur remet-

tait comme gage du marché. Ebénistes. Les ébénistes sont mentionnés sous les noms de tabletiers et huchers dans le Livre des métiers (p. 104, 171, 273). — Ecrivains-jurés. Cette corporation fut établie en 1570. Voy. dans ce Dictionasire le mot Écrivains. — Emailleurs. Les émailleurs ou ouvriers en émail furent érigés en corporation en 1566. Ils furent réunis en 1706 aux faienciers. - Emballeurs. Les emballeurs de Paris formèrent une corporation sous Louis XIV et leur nombre sut fixé à soixante. Trente servaient ordinairement <u>à</u> la douane et trente à leur bureau. . Eperonniers. C'était une des nombreuses corporations employées au service de la chevalerie. Elle fut longtemps confondue avec celle des lormiers, et ne forma une corporation distincte qu'en 1578. — Epiciers. La corporation des épiciers était un des six corps de métiers de Paris. Elle comprenait primitivement les apothicaires, les confiseurs, les ciriers, chandeliers, etc. Le Livre de la taille de Paris, en 1292, ne compte à Paris que vingt-huit épiciers. Ils avaient pour patron saint Nicolas. — Epingliers. La corporation des épingliers a ses statuts dans le Livre des métiers (p. 152 et 364). lls fabriquaient des agrafes, des chaînes, des ouvrages en fil de laiton, etc. Les statuts des épingliers furent renouvelés par Henri IV en 1602. Dans la suite, on réunit leur corporation à celle des aiguilliers. — Esculliers. Les esculliers ou vendeurs d'écuelles, de hanaps, de baquets, de pelles, etc., formaient une corporation au xiii aiècle, comme le prouve le Livre des métiers, où se trouvent leurs reglements (p. 112-113). — Escriniers. Les escriniers ou faiseurs d'écrins reçurent leurs statuts en 1291, de Guillaume de Hangest, prévôt de Paris. Il y avait trois prud'hommes, gardes de ce métier. — Etwoeurs ou étwoistes. Les étuveurs ou etuvistes formaient, dès le xIII° siècle, une corporation considérable dans Paris. Les statuts que leur donna Ét. Boileau (Livre des métiers, p. 188-190) leur défendaient de faire crier leurs bains avant le jour. Les Crieries de Paris de Guill. de Villeneuve prouvent, en effet, que c'était l'usage de crier les bains dans les rues :

Oyes e'on crie au point du jour : Seigneur, qu'or vous alles baignier Et estuver sans délaier ; Les bains sont chauds ; c'est sans mentir.

Trois prud'hommes élus par la corporation des étuveurs étaient chargés de veiller à l'exécution des statuts.

Fatenciers. La corporation des satenciers reçut ses premiers statuts de Henri IV, en 1600. Un arrêt du conseil d'Etat, en 1706, y réunit celles des émailzurs, verriers, patenotriers, etc. - Feiniers. Les feiniers ou marchands de foin ont leurs statuts dans le Livre des méliers (p. 243-246). — Ferblantiers. Les ferblantiers, dont l'industrie ne date que du XVII siècle, faisaient partie de la corporation des taillandiers. Voy. Taillandiers. - Fermailliers. Les fermailliers ou fremailliers formaient une corporation dès le xiii siècle (Livre des métiers, p. 95-97). Ils fabriquaient des agrafes en cuivre ou en fer nommées fermails, ainsi que des anneaux, des colliers, des dés en cuivre, fer, plomb, étain et des fermoirs pour les livres. L'or et l'argent étaient réservés aux orfévres. — Feutriers ou chapeliers de feutre. Voy. plus haut Chapeliers. — Fèvres. Ce nom s'appliquait à tous les ouvriers qui travaillaient le fer. — Fileresses ou fileuses de soie. Le Livre des métiers (p. 80 et suiv.) distingue plusieurs corporations de fileuses de soie, d'après la finesse plus ou moins grande du travail. Il y avait les fileresses à grands suseaux, et les fileresses à petits fuseaux. Ces deux corporations étaient soumises à deux prud'hommes, gardes du metier. — Fondeurs. Ces ouvriers fondaient ou moulaient des boucles, agrafes, anneaux, etc. (Livre des métiers, p. 94-95). - Forcetiers. Les forcetiers faisaient les gros ouvrages en fer. Leurs statuts sont de 1291 (Livre des métiers, p. 357-359). — Foulons. La corporation des foulons, comme celle des drapiers, était trèsancienne; on trouve les statuts des foulons de Paris dans le Livre des métiers (p. 130 et suiv.). Cette corporation était si nombreuse que, lorsqu'on rapporta d'Afrique le corps de saint Louis, plus de trois cents soulons allèrent au-devant du convoi. -Fourbisseurs. Les fourbisseurs d'épée

étaient une des corporations qu'alimentait la chevalerie. Elle figure dans le Livre des métiers (p. 257-259). Deux prud'hommes, nommés par le prévôt des marchands, dirigeaient la corporation. D'après le Livre de la taille de Paris sous Philippe le Bel, il y avait dans cette ville trente-cinq four bisseurs. Ils ne se bornaient pas à nettoyer les armes; ils fabri-. quaient des épées, dagues, hallebardes, pertuisanes, etc. — Fourreurs. L'usage très-commun des fourrures, aux xiiet xiiie siècles, donna une grande importance à la corporation des fourreurs ou pelletiers. Le Livre de la taille sous Philippe le Bel, compte plusieurs centaines de fourreurs à Paris. - Fremailliers. Voy plus haut Ferrailliers. - Fri-piers. La corporation des fripiers a ses statuts dans le Livre des métiers (p. 194-204); elle vendait des vêtements, du drap, du linge, de la pelleterie, du cuir neuf et vieux. Les fripiers, qui criaient de vieux habits dans les rues, n'étaient qu'une subdivision de la corporation. Ils criaient par la ville la cote et la chape, comme disent les statuts (p. 200), et étaient dans une sorte d'infériorité, compares aux fripiers qui tenaient boutique. On voit dans ce même règlement que les fripiers ambulants avaient leur marché près de Saint-Séverin. Le chambrier du roi vendait l'autorisation d'entrer dans cette corporation; il nommait le maîtrequi avait la garde du métier. Le statut des fripiers mérite d'être cité comme un des plus curieux du Livre des métiers.

Galniers. Les galniers ou gasigniers de fourreaux formaient une corporation qui fabriquait des gaines, fourreaux, et étuis en cuir (Livre des métiers, p. 164-165). Une autre corporation, celle des garnisseurs de gaines, faisait les garnitures en fer, cuivre ou laiton, pour les étuis et gaines, pour les couteaux, épées, etc.— Gantiers. Les statuts des gantiers se trouvent dans le Livre des méliers (p. 240-243). Ils étaient en même temps parfumeurs (Voy. Parfumeurs). On en comptait vingt et un à Paris, sous Philippe le Bel. Les gants étaient, à cette époque, un objet de luxe. Le Dit du mercier parle de gants fourrés, degants à demoiselles, etc. Les gantiers, dit Jean de Garlande qui écrivait à la fin du XIII siècle son vocabulaire latin, trompent les écoliers de Paris en leur vendant des gants sourrés en peaux d'agneau, de lapin, de renard, et des mitaines de cuir. - Greffiers, faiseurs de greffes ou fermetures de fer (Livre des métiers, p. 44). — Grossiers, marchands en gros. On appelait les taillandiers grossiers.

Hanouards ou Henouars.Les hanouards ou henouars étaient les jurés porteurs de sel et de poisson de mer. Ils formaient une corporation dès le xiiie siècle (Livre des métiers, p. 336); ils avaient le privilége de porter le corps des rois à leurs funérailles. Voy. Funérailles. -Haubaniers, artisans qui payaient au roi le droit de hauban, ou six sous parisis. - Haubergiers, sabricants de hauberts, ou cottes de mailles (voy. Armes); on trouve les statuts de cette corporation dans le Livre des métiers (p. 66). - Heaumiers, fabricants de casques appelés heaumes (voy. ARMES et Livre des mé-tiers, p. 44). — Hongrieurs. Les ouvriers hongrieurs ou hongroyeurs, préparaient les cuirs à la manière de Hongrie. Cette industrie datait du règne de Henri IV. - Horlogers. Les horlogers reçurent leurs premiers statuts de Louis XI; mais pendant longtemps on les considéra comme subordonnés à la corporation des orfévres. Un arrêt du conseil, en date du 8 mai 1843, exempta les horlogers de la visite des orfévres. Ils étaient autorisés à fabriquer toute espèce de boites en y mettant leur nom. On ne pouvait devenir maître qu'après un apprentissage de huit ans, en faisant chef-d'œuvre, et payant neuf cents livres. — Huchers. Les huchers ou huchiers étaient des fabricants de huches ou coffrets; ils formaient une corporation dès le x111° siècle ; ils ont leurs statuts dans le Livre des métiers (p. 104 et 273). En 1290, on compmit vingt-neuf huchers à Paris (Livre de la taille de Paris sous Philippe le Bel). - Huiliers. Les huiliers étaient à la fois fabricants et marchands d'huile (Livre des métiers, p. 150-161). Leur corporation fut réunie à celle des chandeliers. -Huissiers. Les huissiers ou fabricants de suis (portes), sont aussi mentionnés dans le Livre des métiers (p. 106) comme une des corporations du XIII siècle.

Imagiers. La corporation des imagiers (peintres et sculpteurs) a ses statuts dans le Livre des métiers (p. 155 et
suiv.). Il y avait deux corporations d'imagiers: la première, appelée corporation
des imagiers-tailleurs, travaillait l'os,
l'ivoire et le bois. On admire encore les
œuvres de ces maîtres imagiers que conservent les musées et les églises; elles
supposent autant d'art que de patience.
La seconde corporation était celle des
peintres et tailleurs d'images. Voy. plus
loin peintres et tailleurs d'images.

Jaugeurs. Les jaugeurs ou mesureursjurés formaient une corporation dès le temps de saint Louis (Livre des métiers, p. 27-28). — Jongleurs. La corporation des jongleurs ne date que de 1321; ils payaient le péage du Petit-Pont par un

couplet de chanson.

Laceurs. Les laceurs étaient des fabricants de lacets de fil et de soie, dont les statuts se trouvent dans le Livre des métiers (p. 78). — Lampiers, fondeurs de lampes et de chandeliers en métal (Livre des métiers, p. 101). — Lanterniers, saiseurs de lanternes qu'on garnissait de tablettes minces de corne ou d'ivoire et qui remplaçaient le verre (ibid., p. 170-171). Languayeurs. Les languayeurs de porcs formaient une corporation chargée spécialement de visiter la langue des porcs et de s'assurer s'ils étaient atteints de la lèpre. Une ordonnance du prévôt de Paris (1375) et une autre ordonnance de 1403 astreignaient les languayeurs à n'exercer leurs fonctions qu'après avoir été inspectés et approuvés par le maître boucher ou chef des bouchers. Quand ils trouvaient un cochon ladre, ils le marquaient à l'oreille, afin que personne ne l'achetat. Les languayeurs surent supprimés en 1604 par Henri IV, et, à leur place, on créa trente jurés-vendeurs-visiteurs de porcs. Ils furent rétablis peu de temps après et définitivement supprimés en 1708. Lapidaires. La corporation des lapidaires ou tailleurs de pierres précieuses existait dejà du temps de saint Louis, sous le nom de cristalliers et perriers. Les statuts qu'il leur donna furent confirmés dans la suite par Philippe de Valois. Henri II, par l'article 17 de l'ordonnance de Fontainebleau, maintint les maitres-jurés et gardes de l'orfévrerie dans le droit de visiter les travaux des lapidaires. En 1584, les lapidaires reçurent de nouveaux statuts en conséquence de l'édit rendu par Henri III pour ériger en jurande toutes les corporations d'arts et métiers de Paris. — Limonadiers. 1.a corporation des limonadiers sut établie par Louis XIV en 1676. Leurs statuts enregistrés au parlement, les autorisaient à vendre du café en grain, en poudre et en boisson. Outre toules sortes de limonades ambrées et parsumées, ils pouvaient dé-biter des dragées en détail, noix confiles, cerises, framboises, et autres fruits confils dans l'eau-de-vie; sorbec (sic); aigre de cèdre; eaux de gelées et glaces de fruits et de fleurs: eaux d'anis, de canelle et franchipane; populo; toutes sortes de rossolis; enfin tous les vins compris sous le nom de vins de liqueurs. Quelques-uns de ces mots demandent une explication. Ainsi l'aigre de cèdre était du jus de citron qu'on servait avec l'écorce confite du même fruit. Le populo était une liqueur saite avec de l'esprit-de-

vin, de l'eau, du sucre, du musc, de l'ambre, de l'essence d'anis et de l'essence de cannelle. Le rossolis tirait son nom de la plante appelée ros solis, qu'on faisait entrer dans la composition de cette liqueur. Comme Louis XIV aimait beaucoup le rossolis, on en il un auquel on donna le nom de rossolis du roi. L'usage de servir des vins de liqueur dans les diners était genéralement répandu au xvue siècle. C'était cependant une friandise dont s'abstenaient les personnes qui faisaient pro-fession de dévotion. « J'étais l'autre jour à diner près de M= de Thianges, écrit Me de Sévigné en 1674. Un laquais lui présenta un grand verre de vin de liqueur; elle me dit: Madame, ce garçon ne suit pas que je suis dévote. Cela nous fit rire. » La corporation des limonadiers subit beaucoup de vicissitudes. Elle fut supprimée en 1704, rétablie en 1705, supprimée de nouveau en 1706, puis rétablie en 1713. Ces vicissitudes s'expliquent par les nombreux procès qu'elle eut avec les anciennes corporations, dont le com-merce touchait au sien, telles que les distillateurs limonadiers-vinaigriers (voy. plus loin Vinaigriers). En 1775, les limonadiers furent supprimés comme toutes les corporations; mais ils furent rétablis peu de temps après et leur corporation a existé jusqu'à la révolution. Ils étaient deux cent cinquante au moment de leur institution; on en comptait plus de dix-huit cents en 1782. — Liniers. Les liniers ou marchands de lin reçurent leurs statuts d'Et. Boileau (Liore des métiers, p. 144 et suiv.). · Lormiers. Corporation créée et entretenue par le luxe féodal; elle sabriquait des brides, des mors argentes, dores, étamés ou blancs. On a les statuts des lormiers dans le Livre des métiers (p. 361 et suiv.). Cette corporation fut longtemps réunie à celle des éperonniers.

Maçons, La corporation des maçons est mentionnée dans le Livre des métiers (p. 108 et suiv.). Elle avait pour patron saint Blaise. Le siège de sa juridiction était au Palais de Justice. — Maignants ou meignens, chaudronniers ambulants. On trouve dans la Taille de Paris sous Philippe le Bel, Adam le meignen, Estienne le meignen, Huguelin le meignen. Le mot de maignan ou meignen s'est conservé dans quelques patois provinciaux comme synonyme de chaudronnier. — Mégissiers. La corporation des mégissiers qu'ouvriers préparant les peaux de mouton et de veau, est antérieure au xiiie siècle. On n'en trouve point les statuts dans le Livre des métiers; mais des actes du xiiie siècle constatent l'existence déjà an-

cienne de cette corporation. — Méné-triers. Les ménétriers (chanteurs et musiciens ambulants) formaient une corporation qui reçut des statuts de saint Louis, et était gouvernée par un roi des ménétriers. Ils avaient pour patron saint Julien. — Menuisiers. Les menuisiers (urent érigés en corporation en 1396 et réunis, en 1776, aux ébénistes, tourneurs et layetiers. — Merciers. La corporation des merciers était une des plus importantes du moyen âge. Le *Dit du* mercier composé par un poête de cette époque, prouve qu'ils vendaient des étolles précieuses et des objets de luxe, riches ceintures, gants fourres et brodes. aumônières ou hourses travaillées et ornées avec art, broderies d'or et d'argent, etc. Cette corporation était soumise à un roi des merciers qui accordait le brevet de maître mercier. Supprimée par François ler, rétablie par Henri III, la dignité de roi des merciers fut définitivement abolie en 1597. — Mesureurs. Les statuts de la corporation des mesureurs jurés pour le ble et autres denrées se trouve dans le Livre des métiers (p. 21 et suiv.). — Meuniers. Il est question des meuniers ou fourniers dès le temps de Charlemagne. Le Livre des métiers parle aussi des meuniers (p. 18 et suiv.). Miroitiers. Les fabricants de miroirs ou miroitiers furent érigés en corporation en 1581. – Moleurs de bûches, mesureurs-jurés qui mesuraient les bûches au mole, c'est-à-dire à l'aide d'un grand cercle en fer, conforme à l'étalon déposé au Parloir aux bourgeois (hôtel de ville). Charles VI établit des moleurs de bûches à la Grève, à l'école Saint-Germain (quai de l'Ecole) et à la hûcherie du Petit-Pont (quai Saint-Michel). — Morteliers. Les morteliers ne forment qu'une corporation avec les plàtriers dans le Livre des métiers (p. 108).

Orfévres. Les orfévres étaient une des plus anciennes corporations de Paris. On trouve leurs statuts dans le Livre des métiers (p. 38 et suiv.). Les orfévres formaient un des six corps de métiers de Paris. Ils étaient en même temps bijoutiers (Dictionnaire de Jean de Garlande, à la suite de la Taille de Paris sous Philippe le Bel). Les statuts des orfévres tels qu'ils nous sont parvenus exigeaient qu'ils versassent dans une caisse, appelée boite de saint Eloi, le denier à Dieu qu'on leur payait pour toutes les ventes. Cette caisse servait à donner le jour de Pâques un diner aux prisonniers et aux pauvres de l'Hôtel-Dieu (Livre des métiers, p. 39). L'orfévrerie de Paris était déjà renommée au xive siècle. Froissart, décrivant

l'entrée d'Indisen de Berière dans cotte ville, pur le des présents que les Parisiens. Lui efficent. « G'étoient, dit - il, pots d'or, plata d'or, nef (vace) d'or, flacons d'or, salières d'or, lampes d'argent, etc. Or, considérez, ajoute Freissant, la grande valeur de cos présents et la puissance des Parisiens, puisqu'ils avoient coûté plus de seixante mille couronnes d'or. » Les reliquaires qui nous sont pervenus de cette époque sont souvent d'une grande délicateurs de travail, et le mérite de l'œuvre égale la richesse de la matière. C'était aussi le jugement des contemporaine sur les œuvres d'orfévrerie; on voit en effet, per les prix, que cite M. Leber, que la valeur artistique doublait presque toujours le prix de ces objets. -Oublieurs. Les oublieurs, oubliers ou oublayers étaient des patissiers qui saisaient non-sculement les pâtisseries, qu'on appelle oublies, mais toutes les pàtisseries légères qu'on nomme maintenant plaisirs et gaufres. On crisit leurs pâtisseries dans les rues de Paris, comme on le voit par le petit poème des Crieries de Poris :

Chaudes oublies renfereies, Guletes chaudes, eschaudes.

Les statuts des oublieurs sont de l'année 1270 (Livre des métiers, p. 350-352). — Oyers. Les oyers ou ouisiniers rôtisseurs d'oies requrent leurs statuts d'Étienne Boileau (Livre des métiers, p. 175-178). Ils ne pouvaient s'approvisionner que dans une place située près du Louvre, entre ce chêteau et le Roule. Les cuisiniers-oyers vendaient des saucisses, du bœuf, du mouton et du porc rôtis. La vente du boudin noir ou boudin de sang leur était interdite; car, dit le statut, c'est périlleuse viande.

Parcheminiers. Les parcheminiers ou ouvriers qui préparaient le parchemin et le vélin se sattachaient primitivement à l'Université et étaient placés sous l'autorité du recteur. Ils sormèrent une corporation distincte, au xvi° siècle, et reçurent, en 1545, des statuts de Francois I. — Passementiers. La corporation des passementiers sabriquait les broderies on passements d'or et d'argent. Elle se confondait avec celle des boutonniers (voy. plus haut) et remontait jusqu'au xim siècle. — Patenôtriers. Les patenôtriers, faincurs de patenôtres ou chapelets, formaient plusieurs corporations au Man siècle, sulvant la matière dont ils se servaient (voy. Livre des métiers, p. 66-71). Les uns employaient l'os et la corne, d'autres le corail, l'ambre, le jais, etc. En 1569, ces diverses corporations furent triers sont mentionnés dans le Livre des

réunies en une seule: elles furent confondues avec les plumassiers en 1718. Pátissiers. Pendant longtemps les påtissiers surent péunis aux bussièrs et cabaretiers. Ils ne sormèrent une corporation distincte qu'en 1567; ils se divisèrent alors en patissiers-oublieurs et patissiers fabricants de pain d'épices. Leur enseigne était à cette époque une lanterne qu'ils allumaient le soir pour éclairer leur boutique; cette lanterne était transparente et ornée sur toute sa surface de figures bizarres. De la le nom de lanternes vives donné aux lanternes des pâtissiers. Régnier en parle dans sa satire XI, où il fait une peinture bur-lesque d'une vieille; il dit qu'elle

Resemblois, transparente, une lanterne vive, Dont quelque pátissier amuse les enfans, Où des cisens bridés, guenuches, éléfans, Chions, chats, lièvres, renards et mainte étrarge Courent l'un après l'autre....

– Peaussiers. Les peaussiers ou ouvriers qui préparaient les peaux reçurent des statuts du roi Jean (28 février 1357). Peigniers. Les peigniers ou faiseurs de peignes avaient pour gardes du métier deux prud'hommes jurés et assermentes nommés par le prévôt de Paris (Livre des méliers, p. 170-171). — Peintres. Les peintres ou imagiers avaient été organisés en corporation des le temps de saint Louis (Livre des métiers, p. 157 et suiv.). Ils obtinrent quelques priviléges, et, entre autres, l'exemption du guet, par la raison, dit le Livre des métiers (p. 158), « que leur métier n'appartient que au service de Notre-Seigneur et de ses saints et à l'honneur de la sainte Vierge. » Ils étaient chargés d'exécuter les peintures à fresque qui couvraient les églises du moyen age; souvent ils peignaient et ornaient d'or et d'argent les statuts des saints. Il faut placer parmi leurs principales œuvres les miniatures des manuscrits qui supposent plus de patience que de génie. Cependant quelques-unes dénotent chez les peintres-imagiers un véritable sentiment artistique. — Peintres-selliers. Les peintres-selliers, dont il est question dans le Livre des métiers, étaient occupés à orner les selles des chevaliers. — Peintres-verriers. Les peintres-verriers, auxquels on doit les remarquables vitraux des églises gothiques, formaient aussi une des corporations du moyen âge. — Pelletiers. Les pelletiers, fabricants et mar-chands de pelisses et fourrures étaient une des principales corporations du XIII siècle (voy. plus haut Fourreurs). Les pelletiers restèrent un des six corps de métiers de Paris. — Platriers. Les pla-

méliers (p. 107 et suiv.), à côté des macons et des tailleurs de pierres comme faisant partie de la même corporation. -Plombiers. Les statuis de la corporation des plombiers datent du mois de juin 1648. Les plombiers y sont qualifiés mattres plombiers-sontainiers. — Poissonniers. Cette corporation recut ses statuts d'Et. Boileau (Livre des meliers, p. 263 et suiv.); elle sa divisait en poissonniers d'eau douce et poissonniers d'eau de mer. Les prud'hommes, qui administraient la corporation, étaient nommés par le maître queux ou maître cuisinier du rôi. Ils juraient de réserver pour la table du roi le plus beau poisson du marché. — Potiers. Les potiers d'étain et les potiers de terre formaient deux corporations distinctes à l'époque de saint Louis (Livre des métiers, p. 40 et 190). - Poulailliers. La corporation des poulailliers, dont les statuts se trouvent dans le Livre des méliers (p. 178-180), apprétait et vendait des volailles, du gibier et d'autres denrées. Trois prud'hommes jurés et assermentés gouvernment cette corporation. — Pourpointiers. Cette corporation fut organisée en 1323, et réunie en 1655 à celle des tailleurs.

Regratiers. Les regratiers ou marchands en détail formaient une corporation considérable dès le xIII siècle (Livre des méliers, p. 31-33). Ils remplaçaient les fruitiers et marchands de comestibles de nos jours, vendaient du poisson cuit, de la viande cuite, du sel, des pommes et toute espèce de fruits, de l'ail, de l'oignon, des châtaignes, des dattes, des figues, des raisins, du cumin, du poivre, de la cannelle et de la réglisse. lls étaient épiciers en même temps que Traitiers. — Rolisseurs. Les rolisseurs furent d'abord appelés oyers, et c'est sous ce nom qu'ils sont désignés dans les statuts d'Etienne Boileau (voy. plus haut Oyers). Dans la suite, on les nomma sauciers et traiteurs (voy. ces mots).

Savatiers. Voy. plus haut Cavatiers. Sauciers. Les sauciers reçurent leurs premiers statuts en 1394. Cent vingt ans après, en 1514, Louis XII les ériges en corporation. Ils ne se bornaient pas à la confection des sauces, ils distillaient l'eau-de-vie, et préparaient la moutarde et le vinaigre. Dans les lettres patentes que le roi leur accorda, il les qualifie de sauciers, moutardiers, vinaigriers, distillateurs en eau-de vie et esprit-de-vin, et buffetiers. Cette corporation se subdivisa plus tard en autant de branches qu'il y avait de métiers réunis; de là vinrent les distillateurs, moutardiers-vinaigriers, traiteurs et rotisseurs. — Selliers.

Comme à l'époque de la chevalerie, les selles recevalent des ornements de toute espèce, la corporation des selliers avait une grande importance. Les statuts, que leur donna Étienne Boileau, parlent des peintres-selliers (Livre des métiers, p. 206 et suiv.) parce que l'on peignait sur les selles les armoiries des chevaliers. Les peintres-selliers avaient le privilége de nommer les prud'hommes qui gouvernaient leur corporation. - Serruriers. Les serruriers étaient organisés en corporation des le xiiie siècle (Livre des métiers, p. 51-52); leurs statuts furent revisés en 1543 et 1650. Il fallait pour être reçu maître cinq ans d'apprentissage, suivis

de cinq ans de compagnonnage.

Tabletiers. Cette corporation, qui comprenait les ébénistes, les tourneurs, tailleurs d'images et faiseurs de peignes, recut, en 1507, des statuts qui surent plusieurs fois renouveles. — Taillandiers. Les taillandiers, qui sabriquaient les outils nécessaires pour les charpentiers, charrons, tonneliers, etc., étalent une des plus anciennes corporations. -Tailleurs. La corporation des tailleurs de robes reçut des statuts d'Étienne Boileau Livre des métiers, p. 142-144). Lorsque l'usage des robes eut fait place, pour les hommes, à celui des habits, cette corporation prit le nom de communauté des mattres marchands tailleurs d'habits. ils reçurent, en 1655, de nouveaux statute qui ont duré jusqu'à la suppression des corporations. — Tailleurs de pierres. Les maîtres tailleurs de pierres ou tailleursimagiers du moyen age étaient souvens d'habiles sculpteurs, comme le prouvent les ornements des églises des xiiie, xive et xve siècles (voy. Eguise). Ils se nommaient eux-mêmes maîtres des pierres vives, parce qu'ils savaient animer la pierre et lui donner une forme vivante. On trouve leurs règlements dans le livre d'Étienne Boileau. — Talemeliers ou Talmeliers. Nom donné autrefois aux boulangers (voy. dans ce Dictionnaire Bou-- Tanneurs. Les tanneurs LANGERS). furent érigés en corporation en 1345. Quatre prud'hommes jurés avaient la garde et surveillance du métier. — Tapissiers. Le Livre des métiers (p. 126-130) mentionne plusieurs corporations de tapissiers. La première était la corporation des marchands de tapis sarrasinois ou tapis précieux que l'on tirait de l'Orient. Il n'y avait qu'un très-petit nombre de maîtres tapissiers qui tinssent ces objets de luxe réservés pour les églises et les châteaux. L'autre corporation s'occupait des gros tissus de laine qui servaient de convertures et pour d'autres usager. -

Taverniers. Les taverniers payaient au roi un droit de chantelage (Livre des métiers, p. 28-29); ils faisaient crier leur vin par les rues de Paris, et ne pouvaient que vendre du vin sans fournir pain ni viande. Une ordonnance de 1674 exigeait qu'ils eussent à leur porte un bouchon et une enseigne; il leur était défendu, ainsi qu'aux cabaretiers, de vendre du vin en bouteilles. En 1680, ils obtinrent de servir des viandes cuites à ceux qui viendraient boire dans leurs tavernes, pourva toutefois que ces viandes fussent fournies par un rôtisseur ou par un charcutier. — Teinturiers. Les teinturiers formaient une corporation distincte dès le xiii siècle, comme on le voit dans le Livre des méliers (p. 135 et suiv.). — Tisserands Il y avait à Paris, au xiii siècle, deux espèces de tisserands : les fisserands-drapiers, dont les statuts se trouvent dans le Livre des métiers (p. 113 et suiv.), et les tisserands de toile, qui ne recurent de statuts qu'en 1285 (ibid., p. 392 et suiv.). Les premiers pouvaient exercer le métier de teinturiers, d'après l'autorisation qu'ils en avaient reçue de la reine Blanche, mais seulement dans deux maisons de Paris. — Tonneliers. Les tonneliers de Paris ne faisaient point le guet entre la Madeleine et la Saint-Martin d'hiver, parce qu'à cette époque ils devaient une journée au roi (Livre des méliers, p. 426). Il ne faut pas confondre les simples tonneliers avec les barilliers qui ne faisaient que les barils cercles de ger. — Tréfiliers. Le Livre des métiers (p. 61-64) donne les statuts de deux corporations de tréfiliers, l'une de tréfiliers de ser; l'autre de tréfiliers d'archal. Cette industrie, qui est presque entièrement abandonnée aujourd'hui, ne comptait au xiii siècle qu'un petit nombre de maîtres. -Traiteurs. Les traiteurs avaient fait partie primitivement de la corporation des sauciers; ils s'en séparèrent vers la fin du xvi siècle et formèrent une corporation spéciale, en 1599, sous le nom de mattres-queux-cuisiniers et porte-chappes (voy. sur l'origine de ce dernier nom le mot Queux dans le dictionnaire). En 1663, Louis XIV donna de nouveaux statuts aux cuisiniers-traiteurs. L'article 31 est ainsi conçu : « Il y a toujours eu tant de RESPECT pour les écuyers-de-cuisine, potagers, hateurs et enfants-de-cuisine du roi, des reines, princes et princesses, que lorsqu'ils se présenteront pour être admis en ladite communauté, ils y seront reçus en faisant apparoir de leurs lettres et certificats de leur emploi, sans qu'il soit besoin de formalité plus expresse. » L'article 29 porte que les trai-

teurs établis dans les faubourgs et banlieue de Paris ne pourront se dire mattres que quand ils auront été examinés et approuvés des jurés du corps, et cela, « afin que ladite communauté demeure dans l'estime que l'on a conçue à son égard. »

Vinaigriers. Les vinaigriers-moutardiers furent érigés en corporation en 1394. Louis XII teur donna, en 1514, des statuts qui prouvent qu'ils parcouraient les rues de Paris en criant et demandant qui voulait vendre de la lie. Confondus longtemps avec les sauciers, les vinaigriers s'en séparèrent en 1599. — Verriers. Les verriers jouissaient de grands priviléges qui remontaient au xivesiècle. Les gentilshommes-verriers, comme on les appelait, ne formaient pas une corporation, mais ils avaient obtenu de Philippe de Valois (1330) le monopole de la fabrication du verre. Ils le conservèrent jusqu'à la révolution.

CORPORATIONS ECCLÉSIASTIQUES.— Voy. Abbaye et Clergé régulier.

CORPS LEGISLATIF.—Le nom de corps législatif a été adopté pour la première fois par la constitution de 1791, pour designer l'assemblée des représentants de la nation. Les constitutions promulguées en 1793, 1795, 1799 et 1804, ont conservé cette expression. Abandonnée après la chute de l'empire, elle a été reprise en 1852. La constitution proclamée à cette époque par le président de la république appelle corps législatif l'assemblée nationale élue par le suffrage universel, et établit les principes suivants : L'élection a pour base la population; il y aura un député au corps législatif à raison de trente-cinq mille électeurs; les députés sont élus par le suffrage universel, sans scrutin de liste. Ils ne recoivent aucun traitement; ils sont nommés pour six ans. Le corps législatif discute et vote les projets de loi et l'impôt. Les sessions ordinaires du corps législatif durent trois mois; ses séances sont publiques; mais il doit, si quelque membre le demande, se former en comité secret. Le président et les vice-présidents du corps législatif sont nommés par le président de la république pour un an ; ils sont choisis parmi les députés. Les ministres ne peuvent être membres du corps législatif. Aucune pétition ne peut lui être adressée. Le président de la république convoque, ajourne, proroge et dissout le corps législatif. En cas de dissolution, le président de la république doit en convoquer un nouveau dans le délai de six mois. Le décret organique du 22 mars a reglé la constitution du corps législatif. Aussitôt

appès la némnion de cette assemblée, le président procède, avec les quatre plus ounes membres présents à la division de l'assemblée en sept bureaux par la voie du tirage au mert. Les sept bureaux , minsi formés , sant présidés par le doyen d'âge de chaque bureau ; le plus jeune membre présent faisant les fonctions de secrétaire. Ils procèdent, sans délai, à l'examen des procès-verbaux d'éaction qui leur sont répartis par le président du corps législatif. et chargent un ou plusieure de lours mombres d'en mne rapport en séance publique.L'assemblée statue sur ce rapport. Si l'élection est déclarée valable, l'élu prête, séance tenante, ou, s'il est absent, à la première séance à laquelle il assiste, le serment prescrit par l'article 44 de la constitution, et le président du corps législatif prononce ensuite son admission. Le député qui n'a pas prété corment dons la quinzaine du our où les élections ont été déclarées valides, est réputé démissionnaire. En cas d'absence, le serment peut être prêté par écrit, et doit être, en ce cas, adressé par le dépaté au président du corps législatif dans le délai ci-dessos déterminé. Après la vérification des popyoirs, et sans sttendre qu'il ait été statué sur les élections contestées ou ajournées, le président da corps législatif fait connaître au président de la république que le corps législatif est constitué.

Les projets de lei présentés par le président de la république sont apportés et las au corps législatif par les conseillers d'Etat commis à cet effet, ou transmis, sur les ordres du président de la républine, per le ministre d'État au président du corps législatif, qui en donne lecture en scance publique. Ces projets sont imprimés, distribués et més à l'ordre du jour des burenex qui les discutent et comment au serutin secret et à la majorité, une commission de sept membres, chargée d'en faire rapport. Tout amendement provenant de l'initiative d'un ou plusieurs membres, est remis au président et transmis par lui à la commission. Toutefois, aucun president et president et president de diction de la commission de la commissio amendement n'est reçu après le dépôt de repport fait en scance publique. Les autours de l'amondement ont le droit d'être entendus dans la commission. Si l'amendement est adopté par la commission, elle en transmet la teneur au président du corps législatif, qui le renvoie au conseil d'Eist, et il est surcie au rapport de la commission jusqu'à ce que le conseil d'État ait émis son avis. Si l'avis du conseil d'Etat, transmis à le commission par l'intermédiaire du président du corps législe- séance suivante et transcrits sur deux re-tif, est favorable, ou qu'une neuvelle ré- gistres signés également du président.

dection admise an conseil d'Atat soit adoptée par la commission, le texte du projet de loi à discuter en séance publique sera modifié conformement à la nouvelle rédaction adoptée. Si cet avis est défavorable ou que la nouvelle rédaction admise an conseil d'Etat ne soit pas adoptée par la commission, l'amendement sera considésé comme non avenu. Le rapport de la commission sur le projet de loi par elle exa miné est lu en séance publique, imprimé et distribué vingt-quatre heures au moins avant la discussion. A la séance fixée par l'ordre du jour, la discussion s'ouvre et porte d'abord sur l'ensemble de la loi, puis sur les divers articles ou chapitres, stil s'agit de lois de finances. Les articles sont successivement mis anx voix par le président. Le vote a lieu par assis et levé; si le bureau déclare l'épreuve doutense, il est precédé su scrutiu. S'il intervient sur un article un vote de rejet, l'article est renvoye à l'examen de la commission. Chaque député peut alors dans la forme prévue par le décret présenter tel amendement qu'il juge convenable. Si la commission est d'avis qu'il y a lieu de saire une proposition nouvelle, elle en transmet la teneur au président du corps législatif qui la renvoie au conseil d'État. Après le vote sur les articles, il est procédé au vote sur l'ansemble du projet de loi. Le vote a lieu au scrutin public et à la majorité ab-selue. Le scrutin est dépouillé par les secrétaines, et preclamé par le président. Le présence de la majorité des députés est mécessoire pour la validité du vote. Si le nombre des votants n'atteint pas cette majorité, le président déclare le scrutin nul, et ordonne qu'il y soit procédé de nouveux. Le corps legislatif ne motive ai son acceptation ni con refue; ca décision ne s'exprime que par l'une de ces deux formules : le corps législatif a adopté, on te corps législatif n'a pas adopté. Les proclamations du président de la république portant ajournement, preregation ou disselution du corps législatif, sont lucs en scance publique, toute affaire cossente,

et le corps législatif se sépare à l'instant. La pelice des séances appartient au président qui ouvre et ferme la séance, indique l'ordre de jour, rappelle à l'ardre les erateurs qui s'en écartent, et suspend la séance en se convrent, si elle devient trop turnitueuse. Les procès-venbaux des séances cont confiés, soms la surveillance du président du corps législatif, à des rédacteurs spécieux qu'il momme et qu'il peut révoquer. Us sont aignés du pri dent, lus per l'un des secrétaires à la

Le président du corps législatif règle, par un arrêté spécial, le mode de communication du procès-verbal aux jour-naux, conformément à l'article 42 de la constitution. Tout membre peut, après en avoir obtenu l'autorisation, faire imprimer et distribuer à ses frais le discours qu'il a prononcé. Deux questeurs, nommes par le président de la république, sont charges d'ordonnancer, conformément aux arrêtés pris par le président du corps législatif et sur les délégations de crédit faites par le ministre d'Etat, les dépenses du personnel et du matériel. Le président peut leur déléguer tout ou partie de ses pouvoirs administratifs. Toute marque d'improbation ou d'approbation est interdite; la personne qui troublerait l'ordre, de quelque manière que ce fùt, serait sur-le-champ exclue des tribunes par les huissiers et traduite, s'il y a lieu, devant l'auterité compétente.

CORPS DE MÉTIERS. — Paris avait six principaux corps de métiers: drapiers, épiciers, merciers, bennetiers, pelletiers et orféres. Vey. Contonation.

CORPS DE VILLE. — On appelait ainsi l'ensemble des magistrats municipaux, prévôt des marchands, maires, échevins, jurés, etc. Voy. Commune et Municipa-

CORPS FRANCS. — Troupes mercenaires qui composaient une grande partie
des anciennes armées. Voy. Armée. —
Dans les guerres de la révolution et de
l'empire, on organisa quelques compagnies qui n'étaient pas soumises à la
discipline ordinaire et qu'on appela corps
francs.

CORRECTEURS DES COMPTES. — Magistrats établis per Charles VI, en 1410, à
la chambre des comptes de Paris pour reriser les comptes. La chambre où ils se
réunissaient se nommeit chambre de correction. Ils étaient au nombre de trentehuit, au xysse siècle, dans la chambre
nes comptes de Paris. Ils portaient une
robe de damas noir et marchaient après
les conseillers-maîtres et avant les conseillers-auditeurs.

corvées de corps ou des redevances auxquels étaient astreints les habitants de certaines terres. Il y avait des corvées publiques exigées par le souverain, et des corvées particulières dues aux seigneurs (voy. Producté). Les corvées ont été abolies par l'assemblée constituante (nuit du 4 août 1789 et loi du 15 mars 1790). Cependant les corvées

réelles furent maintenues; on appelait ainsi les obligations imposées à raison de la terre que l'on possédait et pour lesquelles on pouvait se faire remplacer. Etles étaient fort différentes des corvées personnelles dont le vassal était tenu de s'acquitter en personne.

COSCINOMANCIS. — Pratique superstitieuse qui avait surtent peur but de découvrir l'auteur d'un vol; elle consistait à élever un crible que l'on faisait tourner sur deux doigts en prononçant certains noms. On creyait que la personne au nem de laquelle le crible tournait avait commis le vel.

COSTUME. - VOY. HABILLEMENT.

COTRAUX (Ordre des). — Association de gourmets au xvu siècle.

COTEREAUX. — Soldats mercenaires armés de longs couteaux. Voy. Armée et Armes.

COTEREL. — Long couteau dont étaient armés les fantassins aux XIII°, XIV° et XV° siècles. On l'appelait aussi coustil. Des deux mots coterel et coustil vinrent les noms de coteresux et de coustilisers. Voy. Armés et Armes.

COTIGNAC. — Confitures sèches trèsestimées aux xvie, xviie et xviiie siècles; on recherchait surtout le cotignac d'Orléans et de Mâcon.

COTTE D'ARMES. — Vêtement que les chevaliers portaient sur leur armure. Vey. HABILLEMENT.

COTTE DE MAILLES. — Armure composée de mailles de ser entrelacées. Voy. ARMES.

COTTE HARDIE. — Longue robe que portaient les hommes et les femmes au moyen age et surtout au xine siècle. Voy. HABILLEMENT.

COTTE MORTE. — Héritage d'un religieux qui revenait de droit au couvent. Voy. RELIGIEUX.

COUCHER DU ROI. - Voy. ETIQUETTE.

couchette tout lit qui avait moins de six pieds en carré. Voy. Liv.

COUCOU. — Espèce de voiture. Voy. Voiture.

COULE. — Robe des moines gurnie d'un capuchen; on l'appelait aussi cucuile

COULEURS NATIONALES. - Voy. AR-MES DE FRANCE. COULEUVRINE. —Pièce d'artillerie dont la forme rappelait celle de la couleuvre. Voy. Armes.

COUPOLE. — On appelle coupole une voûte qui ressemble à une coupe renversee et qui forme le toit d'un édifice circulaire. Beaucoup de temples des anciens étaient circulaires; la coupole est par consequent une invention des anciens. Les coupoles antiques avaient la forme d'un demi-globe; celles des modernes ont généralement une forme elliptique; elles sont plus hautes que larges. « Cette forme, dit Millin, paraît préférable à celle du demi-globe, non-seulement parce qu'elle offre un coup d'œil plus agréable, mais aussi parce que la voûte acquiert plus de solidité. On ne termine pas absolument la voûte des coupoles. Au sommet, on laisse une ouverture pour que la lumière puisse y entrer. Cette ouverture reste tantot sans être couverte, ainsi qu'on le voit à la Rotonde de Rome (ancien Panthéon); tantôt on la couvre d'une petite tour ouverte des deux côtes; ce qu'on appelle communément lanterne. » L'intérieur des coupoles est le plus souvent orné de dorures ou de peintures à fresque. Quelquefois les coupoles sont construites en bois; les murs de soutien peuvent en ce cas être moins forts que lorsque la coupole est en pierre. Il existait autrefois à la balle au blé de Paris une coupole en petites planches de sapin, construite d'après un procédé in**venté par Philibert de Lorme. Cette cou***pole* , remarquable par son élégance et sa légèreté, a été brûlée en 1800. Les coupoles les plus célèbres de France sont celles des invalides, de Sainte-Geneviève, du Val-de-Gràce et de la Sorbonne.

COUR. — Espace entouré de murs et de bâtiments. Les cours des anciens étaient souvent pavées de compartiments de marbre ou de mosaique, comme on le voit dans les maisons découvertes à Pompeï. Chez les modernes, un pareil luxe est rare. On ne le trouve guère que dans les palais des rois, par exemple à Ver-sailles, où l'une des cours porte encore le nom de cour de marbre. Quant à la forme, à la grandeur et à la disposition des cours, elles tiennent aux usages particuliers des siècles et des pays. Avant que les voitures fussent devenues communes, on donnait moins d'étendue aux cours. — On appelle encore cour, dans certaines parties de la France, un terrain planté d'arbres fruitiers et couvert de gazon, qui entoure la principale habitation d'une exploitation rurale. Les cours des fermes du pays de Caux ont un caractère

particulier; elles sont entourées d'un fossé assez profond le long duquel s'élève une double et quelquefois une triple ceinture de grands arbres. Chaque ferme est ainsi encadrée dans un massif de verdure. Quelques auteurs ont vu dans cet usage un souvenir des temps féodaux, où chaque seigneur vivait isolé et enfermé dans un manoir entouré de profonds fossés. D'autres, avec plus de vraisemblance, attribuent cette coutume à la nécessité de garantir les maisons des vents de la mer, qui souffient avec violence sur le plateau appelé pays de Caux. Voy. l'ouvrage de M. Ant. Passy sur la géologie de la Seine-Inférieure.

COUR. — Voy. ETIQUETTE et MAISON DU ROI.

COUR (Basse). - Voy. CHATEAU FORT.

COUR (Haute). — Tribunal chargé de juger les crimes politiques. Voy. HAUTE COUR.

COUR DE CASSATION. — Tribunal suprême établi par la constitution de 1791. Voy. Tribunaux.

COUR DES COMPTES. — Voy. CHAM-BRE DES COMPTES et FINANCES.

COUR DES MIRACLES. — Quartier réservé aux vagabonds ou truands. Voy. TRUANDERIE.

COUR DES PAIRS. - Voy. Pairs de France.

COUR DU ROI. - Voy. Conseil D'Etat et Parlement.

COUR MARTIALE. — Voy. TRIBUNAUX EXTRAORDINAIRES.

COURONNE. -- La couronne, symbole de puissance, prenait des formes et des ornements différents d'après la hiérarchie des dignités. Pendant longtemps, toutes les couronnes furent ouvertes. Sous la première race les rois de France portaient en général un diadème de perles, pareil à celui qu'on voit sur les médailles des empereurs romains. Charlemagne et ses successeurs qui furent en même temps rois de France et empereurs d'Occident, adoptèrent la couronne fermée, surmontée du globe et de la croix. Sous Charles le Chauve, la couronne impériale était composée d'un diadème d'un double rang de perles et d'un bonnet surmonté d'une croix. Mais, après l'extinction des Carlovingiens, les rois de France revinrent à la couronne outerte. Au commencement de la troisième race, les rois portaient un cercle d'or qui dans la suite fut rehaussé de fleurs de lis. Quelquefois la couronne

a'adaptait à un bonnet, comme le prouvent des portraits authentiques de Charles VII, de Louis XI et de Louis XII. François I reprit la couronne sermée, pour ne pas laisser à Charles-Quint un signe de supériorité. On conserve à la Bibliothèque nationale la couronne qu'on plaçait sur la tête des rois à la cérémonie de leur sacre: c'est un bonnet de velours violet, orné de fleurs de lis brodées en or. La couronne est sermée et composée de huit ares, et surmontée d'une fleur de lis au lieu d'un globe impérial. Les ducs, marquis, comtes et vicomtes portèrent toujours la couronne ouverte. Les ducs de la maison de Bourgogne avaient adopté les premiers une couronne comme signe de leur dignité; ils ne la portaient pas sur leur casque, mais sur leur écu. Au xvi• siècle, les marquis, les comtes et les vicomtes placèrent aussi une couronne sur leurs armes. La couronne des ducs était toute à fleurons. Quelques-unes, comme celle des ducs d'Orléans, étaient garnies de huit lis; celle des Condé n'avait que quatre lis mélangés de quatre autres fleurons. La couronne du dauphin différait de celle des autres princes en ce qu'elle avait deux arcs , chacun composé de deux dauphins dont les queues se touchaient, et en ce qu'elle était surmontée d'une sleur de lis comme la couronne royale. Les couronnes de marquis consistent en un cercle garni de quatre feuilles; l'espace d'une feuille à l'autre était occupé par trois pointes ornées de perles. Celles des comtes étaient composées d'un cercle garni tout autour de pointes avec de grandes perles. Les couronnes des vicomtes consistaient en un cercle avec quatre doubles pointes surmontées d'une grande perle. Celles des barons se composaient d'un cercle entouré de plusieurs cordons de perles.

COURONNE D'OR ET D'ARGENT. — Monnaies qui ont eu cours en France sous Philippe de Valois et Jean le Bon. Elles tiraient leur nom de ce qu'elles portaient l'empreinte d'une couronne.

COURONNE (Officiers de la). — Voy. OFFICIERS.

COURONNE (Ordre de la). — On a prétendu que Charlemagne avait fondé sous ce nom un ordre de chevalerie; mais cette tradition ne mérite aucune confiance.

COURONNEMENT. - Voy. SACRE.

COURRIER. - Voy. Postes.

COURS. — Lieux destinés primitivement aux courses de chevaux. L'usage de ces cours nous vient d'Italie, où l'on ap-

pelle quelquesois cours (corso) la plus belle et la plus grande rue; c'est là que, dans les jours de sète, ont lieu les courses de chevaux. Ces courses se sont le plus souvent dans de longues allées droites qui en ont pris le nom de cours. Ainsi, à Paris, la grande allée plantée sous la régence de Marie de Médicis s'appelait le cours ou le cours la Reine, c'est maintenant la principale avenue des Champs-Elysées. Les cours sont devenus pour presque toutes les villes des promenades publiques qui en augmentent la beauté et la salubrité.

COURS D'AMOUR. — Réunions de dames, de chevaliers et de troubadours qui jugeaient des questions délicates sur l'amour.

COURS D'APPEL. — Voy. APPEL (Cour d') et TRIBUNAUX.

COURS DES AIDES. — Les cours des aides étaient des tribunaux chargés de juger et décider, en dernier ressort, tous procès civils et criminels. concernant les impôts appelés aides, gabelles et tailles. La cour des aides de Paris fut établie en 1355. Les états ayant accordé, à cette époque, une aide de huit deniers pour livre sur toutes les denrées qui seraient vendues, nommèrent des receveurs généraux pour la perception de cet impôt. Il y cut ainsi neuf généraux pour la justice des aides qui constituèrent la première cour des aides. Leur juridiction, longtemps contestée par les pariements et les chambres des comptes, ne fut définitivement reconnue que sous Charles VII. Depuis Henri II, ce tribunal ne fut plus designé que sous le nom de cour des aides. Il avait seul le droit d'interpréter les ordonnances relatives aux impôts. De nouvelles cours des aides furent établies successivement à Montpellier en 1437, à Périgueux (cette dernière sut transsérée à Clermont-Ferrand en 1557), à Bordeaux en 1637, et à Montauban en 1681. Dans d'autres villes les cours des aides étaient réunies aux parlements ou aux chambres des comptes. Ainsi la cour des aides de Rouen fut unie au parlement de Normandie en 1629; celle de Grenoble, creée en 1638, eut le même sort en 1658; il en fut de même des cours des aides de Dijon, Rennes, Pau, Metz et Dôle.

COURS DES MONNAIES. — Les cours des monnaies étaient des juridictions souveraines établies à l'aris et à Lyon, et jugeant en dernier ressort tous les procès relatifs aux monnaies. La cour des monnaies de Paris datait du règne de Jean (1358); celle de Lyon avait été instituée

par Louis XIV, en 1704; elle fut supprimée en 1771. La cour des monnaies de Paris a été abolie à l'époque de la révolution.

COURS PLENBRES. — On designe sous ce nom les assemblées solennelles que réunissaient les rois de la troisième race pendant les xr, xrr, xrr, xrr et xr siècles. Il est question de cours plémières dès le xir siècle dans des charics, on des seigneurs particuliers obtiennent l'autorisation de tenir ces assemblées. Ainsi, Guillaume le Bâtard, duc de Normandie et roi d'Angleterre, accorde à l'église de Durham de tenir librement et à perpétuité sa cour plénière (ut curism suam plenariam libere et quiets in perpetuum habeat). Les vassaux devaient se rendre à ces cours plénières. Ordinairement ces assemblées étaient accompagnées de fêtes et de tournois. Ce fut surtout dans les cours plénières tenues par les rois que la féodalité déploya toutes ses pompes. Joinville, décrivant la cour plénière de Saumur (1241), dit qu'il ne se rappelle pas « avoir vu tant de surcots (vétement qui se mettait sur la robe appelée cotte) ni d'autres garniments de draps d'or à une fête, comme il y en avait à celle-là. » Froissart et les chroniqueurs des xive et xve siècles mentionnent souvent des fêtes royales qu'ils ne designent pas toujours sous le nom de cours plénières, mais qui ont le même saractère. « La veille de Noël, dit Frois-sart parlant de Charles VI, le roi de France alla tenir son état au palais, où il célébra moult solennellement la sête de la nativité de Notre-Seigneur, et est à savoir que ledit jour le roi se séoit à table à diner. Le roi était assis au milieu de la table, moult noblement orné et vêtu d'habillements royaux. Etaient pour ce jour venus devers le roi et à son mandement quantité de princes, c'est à savoir le roi de Navarre, les ducs de Berry, de Bourgogne, de Bourbon, de Brabant, le duc Guillaume, comte de Hainaut, le duc de Lorraine, le duc de Bavière, frère de la reine, et bien dix-neuf comtes et plusieurs autres jusqu'au nombre de dix-huit cents chevaliers, sans les écupers ayant accompagné les princes. » Le même historien parient encore de Charles VI et du jour de Noël s'exprime ainsi : « Pour celui jour se tenaient près du roi mouît de no-bles da royaume de France, sinsi qu'à une telle solennité les scigneurs vont voir volentiers le roi, et est l'usage. » Les rois distribusiont souvent, dans ces fètes, de riches vêtements aux principaux seigneurs de leur suite. Saist Louis profita de cet

usage pour entraîner un grand nombre de ses vessaux à la croisade. Il fit broder des croix sur les robes qu'il leur distribua. et, après les avoir revêtues, les seigneurs se crurent engagés d'honneur à cette expédition et accompagnèrent le roi. Dès le ix siècle, il est question de ces distribu-tions de robes. « L'empereur, dit le moisse de Saint-Gall en parlant de Louis le Débonnaire, l'empereur distribua des présents à tous ses serviteurs, suivant leur qualité: c'étaient des baudriers et de riches vêtements, ou des saies de diverses couleurs pour les personnages d'un rang inférieur. » Au xiv siècle, on trouve encere ces livrées (c'était le nom qu'on donnait aux vetements qu'on livruit ainsi aux scigneurs) mentionnées dans les comptes des argentiers du roi. Les comptes de Jean de La Fontaine, argentier du roi em 1351, prouvent qu'on en distribuait à Noël, à la Chandeleur, à la Pensecote, à la mi-août et à la Toussuint.

Les rois paraissaient ordinairement, dans les cours plénières, couronne en tête et revêtus de tous les insignes de la souveraine puissance. Philippe de Valois, dans son testament en date du 2 juillet 1350, donne tons ses joyaux à la reine Blanche sa semme, « exceptée tant seulement notre couronne royale, de laquelle nous avons usé ou accoutamé d'aver en grandes fêtes et solemnités, et de laquelle nous usames à la chevalerie de Jean notre ainé fils. » De là l'expression de fets on cour couronnée (curia coronata), qui sert souvent à désigner les cours plénières. A ces fêtes accouraient ordinairement des ménestrels (voy. du Cange, des cours et des fêtes solennelles des rois de France). Sous ce nom étaient compris ceux qui jouaient des nacaires ou tymbales, du cornet, de la fiûte behaigne (bohémieune), de la trompette, de la vielle, etc. Ils sont tous nommés dans un compte de l'hêtel du duc de Normandie et de Guienna, en date de 1348. Là aussi se réunissaient des jongleurs (joculatores) et autres baladins chargés d'amuser la cour par leurs facéties. Souvent ils dépassaient toutes les bornes et provoquaient des plaintes dont on trouve un echo dans plusieurs écrivains de l'époque, et principalement dans Jacques de Vitry (Histoire, livre II, chap. 141). Les rois leur faissient trop souvent de riches présents et se plaisment à témoigner leur magnificence en faisant largesse à ces bouffons.

Un des derniers exemples de cour plenière se trouve dans l'histoire de Louis XI. Après son sacre, il vint à Paris. « Il s'en afia tout droit à l'église Notre-Dame, dit le continuateur de Monstrelet; il y fit ses dévotions et y fit serment tel que les rois ont accoutumé de faire à leur première entrée dans la ville; puis remonta à cheval et s'en alla au palais, qui étoit tendu et paré moult noblement; et là il tint cour pléaière et y soupa, et avec lui, à sa table, soupèrent les pairs de France et ceux de son sang.» Voy. du Cange, des cours et des sétes solennelles des rois de France.

COURS PRÉVOTALES. — Tribunaux présidés par les prévès. Voy. Passots.

COURS ROYALES. — Voy. TRIBUNAUX.

COURS SOUVERAINES. — On appelait, dans l'ancienne monarchie, cours souve-raines, celles qui jugeaient sans appel, comme les parlements, chambres des comptes, cours des aides, cours des monnaies et le grand conseil institué par Charles VIII.

COURSE AMBITMEUSE. — Lersqu'on envoyaitun courrier à Rome pour soliciter un bénéfice avant qu'il fût vacant, on nommait cette démarche course ambitiouse, et les provisions que l'on obtensit par de moyen étaient frappées de nullité. Voy. Bénérices sociésiasusques.

COURSE DE CHEVAUX. — Voy. CRE-

COURSE DU CHEVAL DE SAINT-VIC-TOR.—Fête populaire de Marsoille. Voy. Fêres.

COURTAGE. — Droit prélevé par les courtiers qui servent d'intermédiaires pour la vente des marchandises.

COURTIERS. — Les corporations de courtiers remontent à une époque sort ancienne; or en mouve dès le xur siècle (voy. Corporation). Ils servaient primitivement d'intermédiaires pour toutes les transactions commerciales, même pour les achais, ventes et négociations de rentes, changes, hillets, etc. Ce fut seulement en 1572 que les agents de banque et de chan devinrent distincts des courtiers. Le code de commerce (art. 77) admet quatre classes de courtiers : les courtiers de marchandises, d'assurances, de transport per terre et par eau, et les courtiers interprètes et conducteurs de novires; mais, dans la pratique, il n'y a jamais eu de courtiers de transport par terrs et par eau. Les courtiers sont nommés par le chef de l'État; ils sont tenus de fournir un cautionnement, de prêter serment et de payer patente. Les gourmets ou courtiers gourmets piqueurs de vins, établis à l'entrepôt de l'aris pour y servir d'intermédiaires entre les vendeurs et les achetours, ont le même droit que les courtiers

de marchandises. Ils sont nommés par le ministre de l'intérieur sur la présentation du préfet de police. Pour toutes les autres denrées, ce sont les courtiers de marchandises qui servent d'intermédiaires. Les courtiers d'assurances dressent les contrats d'assurances et les garantissent par leur signature. Les courtiers interprites traduisent, en cas de procès, les chartes-parties (voy. ce mot), contrats et autres actes commerciaex. Les courtiers conducteurs de navires se bornent aux actes nécessaires pour l'affrétement ou leurge d'un nevire.

COURTIL ou COURTHLE.— On dennait autrefois ce nom aux jardins publics; on s'en sert encore dans quelques contrées.

COURTING. — Partie des fortifications. Voy. FORTIFICATIONS.

COURTISANS. — Les cours et les courtisans ne datent en France que du xvi siècle, époque où François le introduist une étiquette qui devint beauceup plus minutieuse sous Louis XIV. Voy. Etiquette et Marson du col

COUSIN. — Les rois de France donnaient le nom de cousin, dans leurs lettres, aux cardinaux et aux maréchaux. Voy. Étiquette.

COUSINAGE.—Vey. Societés ascréves.

COUSTIL. — Long conteau dont étaient armés les fantassins au xy° siècle.

COUTBAUX. — Voy. Table.

COUTELIERS. — Yoy. Corporation.

COUTEPOINTIERS. — Ouvriers qui fabriquaient les objets de literia. Voy. Con-PORATION.

COUTIL. — Long conteau dont étaient armés les fautassins au ky siècle.

COUTILLIER. — Fantassin ammé du contil en cousil. Voy. Année.

COUTUMES. — On appela d'abord contumos des usages ayant force de loi, puis des lois écrites et particulières à chaque localité. Voy. Duoir courumen.

COUTUMIER. — Un contumier était un recueil de contumes. Chaque prevince avait son contumier; en disait un contumier de Normandie, d'Anjou, etc.

COUTUMER (Droit). — Proit contenu dans les anciennes contemes. Voy. Duoir Coutumes.

COUVENT. — Réunion de religieus ou de religiouses. Voy. Ampays et Rauscinnu.

COUVRE-FEU. — Mesure de police qui enjoignait d'éteindre le seu et la lumière à huit heures. On sonnait, à cette heure, le couvre-seu. Voy. Police.

CBANEQUIN. — Instrument en ser qui servait à bander l'arbalète.

CRANEQUINIERS. — Soldats armés d'arbalètes à cranequin. On trouve des cranequiniers ou arbalétriers à cheval dès le temps de Philippe le Bel.

CRAVATE. — Cette partie de l'habillement fut empruniée, à l'époque de la guerre de Trente ans, aux Croates qu'on appelait alors Cravates.

CRAVATE (Royal). — Régiment de cavalerie étrangère composé primitivement de Croates ou Cravates.

CRÈCHE. — Espèce de théâtre ou de décoration qu'on faisait pour la fête de Noël et qui représentait la naissance de Jésus-Christ. Les anciens rituels font souvent mention de ces crèches.

CRÈCHES. — Institutions de bienfaisance qui datent de 1844. Les crèches sont destinées à recevoir les enfants des pauvres pendant les deux premières années. Les premières crèches ont été fondées à Paris par M. Marbeau et soutenues par la charité publique. Cette utile institution s'est rapidement propagée et elle a été recommandée par l'administration centrale aux autorités locales.

CREDENCE. — Ce mot, qui vient de l'italien, a plusieurs significations; il désigne le lieu où l'on conserve ce qui dépend de la table et du buffet. On appelle aussi crédence les tasseaux placés sous la banquette des stalles dans les eglises pour tenir les prêtres et les chantres dans une position plus élevée. Ces crédences sont quelquefois ornées de figures bizarres. Millin en a donné plusieurs spécimens dans ses Antiquités nationales. On y voit un moine qui tourne un gigot à la broche, pendant qu'un autre moine reçoit dans sa bouche le jus qui découle du gigot; des moines avec des oreilles d'ane, des marottes et une soule d'autres figures aussi singulières. Les crédences des stalles de la cathédrale de Rouen ne sont pas moins étranges. On y remarque, entre autres scènes des fabliaux, le lay d'Aristote. La tradition conservée dans ce petit poëme représente le philosophe grec avec une longue barbe se trainant à terre, pendant qu'une jeune fille le tient en laisse. C'est la philosophie vaincue par l'amour. Ces scènes et d'autres plus singulières encore contrastent avec la sainteté du lieu. Enfin les crédences d'autel sont de

petites tables placées à côté du grand autel pour recevoir tout ce qui est nécessaire au service divin.

CREDIT FONCIER. — Les institutions de crédit soncier datent d'une époque très-récente; elles ont pour but de soulager la propriété immobilière des charges énormes qui pesent sur elle. Une enquête ouverte au conseil d'Etat, en 1850, prouva que l'intérêt des prêts hypothécaires était, en moyenne, au moins de huit pour cent par an, y compris les frais d'enregistrement, honoraires, expédicion, inscription, renouvellement, quittance, radiation, etc. La dette hypothécaire inscrite s'élevait à environ quatorze milliards. En retranchant les hypothèques éteintes, conditionnelles, légales, judiciaires, il restait plus de huit milliards garantis par des hypothèques et payant un intérêt de six cent quarante millions. Cet état de choses menaçait la propriété immobilière en France et ruinait l'agriculteur forcé de payer des intérêts usuraires. Ce fut pour remédier à ces inconvénients qu'un décret du 28 février 1852 établit les institutions de crédit foncier. Des associations se sont formées en vertu de ce décret pour avancer aux propriétaires fonciers les sommes empruntées à un taux raisonnable. Leur organisation offre des garanties aux capitalistes qui avancent les sommes demandées et de grandes facilités aux emprunteurs. Il suffira pour le prouver de rappeler les instructions officielles sur les sociétés de crédit foncier. Elles ne peuvent émettre des obligations ou lettres de gage que jusqu'à la concurrence des prêts qu'elles auront consentis. La stricte exécution de cette clause, disent les instructions officielles, est assurée par l'intervention du notaire, qui, depositaire de l'acte de prêt, peut seul viser ces lettres de gage. Cet officier public encourrait une grave responsabilité. s'il visait des obligations qui excéderaient le montant du prêt. Les sociétés de crédit foncier ont, pour garantie des sommes qu'elles avancent, une première hypothèque sur un immeuble d'une valeur au moins double. Elles ne sont de payements qu'après avoir purgé les hypothèques légales, rescisoires et résolutoires. Enfin, en cas de retard dans l'acquittement des annuités souscrites à leur profit, elles ont le droit de sequestrer immédiatement l'immeuble hypothèqué et même de le vendre avec des formalités rapides et peu coûteuses. Ainsi les sociétés de crédit foncier présentent un placement assuré aux capitalistes. Les propriétaires d'immeubles y trouvent de leur côté un immense avantage, s'ils ont besoin de contracter un emprunt. Le taux légal est pour eux de quaire et demi pour cent; en ajoutant les frais de premier établissement et l'amortissement, c'est environ six pour cent, tandis qu'antérieurement ils payaient huit pour cent. De plus l'emprunteur n'est tenu que de servir chaque année l'intérêt, sans jamais rembourser le capital de la dette qui s'eteint au bout de quarante ans. Ainsi la dette hypothécaire qui est aujourd'hui de huit milliards, payant un interêt annuel de six cent quarante millions, sera éteinte au bout de quarante ans par les sociétés de crédit soncier et l'intérêt sera diminué ammédiatement de deux pour cent. En un mot, la propriété immobilière est soulagée immédiatement de plus de cent millions d'intérêt annuel, et dans un avenir prochain elle scra, il faut l'espérer, libérée d'une dette écrasante. Un décret impérial du 23 juillet 1854 a réorganisé le comptoir du crédit foncier, dont les opérations ont atteint, en 1858, un milliard 500 millions.

CRÉDIT MOBILIER. — Voy. Mobilier (CREDIT).

CRÉDIT PUBLIC. — Les institutions de crédit public ont pour but de procurer à l'État et aux particuliers l'argent dont ils ont besoin, en assurant aux prêteurs l'intérêt de l'argent et le remboursement du capital. Voy. BANQUE et FINANCES.

CRÉNEAUX. — Dentelures pratiquées au haut des murs des châteaux forts pour voir au dehors et tirer sur l'ennemi sans être à découvert. Voy. CHATEAUX FORTS (fig. F, G et H).

CRÉPINIERS. — Ouvriers fabricant des franges appelée crépines, des coiffes de femmes, des ornements d'autels, etc. Voy. Corporation.

crieurs). Il existe même un petit poëme des crieries de crieries de crieries par les rues; c'était la seule annonce de l'époque. On criait l'eau, le vin, comme les funérailles, les ventes, les réunions de confrérie; les crieurs formaient une corporation importante (voy. Corporation, S VII, liste des corporations, crieurs). Il existe même un petit poème des crieries de Paris.

CRI D'ARMES ou CRI DE GUERRE. — Chaque seigneur avait, au moyen âge, son cri de guerre auquel se ralliaient ses compagnons d'armes. Voy. Guerre.

CRIEURS. — Voy. Corporation.

CRIEURS DE NUIT. — Voy. Police.

CRIEURS DES MORTS. -- Voy. CORPO-RATION, p. 238, et FUNÉRAILLES.

CRISTAL. — On trouve souvent dans les tombeaux des Gaulois des boules de cristal. Pline dit que les médecins ne trouvaient pas de meilleur moyen pour brûler les chairs que de semblables boules exposées au soleil; il parait qu'ils s'en servaient pour brûler les chairs mortes. De là on a conjecturé que les boules de cristal trouvées dans les tombeaux pouvaient être celles qui avaient servi pendant la maladie du personnage enterré en ce lieu. Les anciens se servaient surtout du cristal pour en saire des ornements précieux. Pline parle de deux beaux vases de cristal que Néron brisa dans un moment de colère. Une épigramme de l'anthologie fait mention de Caïus Satureius, qui avait grave sur cristal un portrait d'Arsinoé. Les modernes empruntèrent aux anciens l'art de travailler le cristal; ils en firent des aiguières, des coupes, des hanaps qui servaient à orner les dressoirs. On trouve mentionnés dans l'inventaire de Charles V un grand nombre de vases en cristal. Nos musées en renserment plusieurs; on peut même voir au musée de Cluni un échiquier de cristal qui faisait partie des meubles de la couroune de France.

CROCQUANTS. — Les crocquants tiraient leur nom de la petite ville de Crocq (département de la Creuse, arrondissement d'Aubusson). C'étaient des paysans qui se révoltèrent, en 1592, à l'occasion des impôts qui écrasaient leur pays. Ils furent vaincus en 1596 par le gouverneur du Limousin. Le nom de crocquant fut pendant longtemps une épithète injurieuse.

CROISADES. — Expéditions entreprises pour la délivrance du tombeau de J. C. aux x1°, x11° et x111° siècles. Voy. Pèleri-NAGES. — L'histoire des croisades ne peut trouver place dans ce dictionnaire, elle a été racontée d'ailleurs par tous les historiens de la France. Les historiens originaux des croisades ont été recueillis par Bongars dans l'onvrage intitulé Gesta Dei per Francos. L'Académie des inscriptions et belles-lettres a commencé un nouveau recueil des historiens des croisades. Il existe aussi plusieurs histoires spéciales des croisades et entre autres celle de Michaud.

CROISÉE. — Partie de l'église qui sépare le chœur de la nef. On l'appelle aussi transsept. Voy. ÉGLISE.

CROISILLON. — Le croisillon est la construction transversale qui sépare le

chœur d'une église de la nes et des collatéraux. Voy. Eglise.

CRGISSANT (Ordre du). — Ce prétendu ordre de chevalerie appelée ordre du double oroissant, a été attribué à saint Louis, mais sans aucune preuve authentique.

CROIX. — Signe distinctif des ordres de chevalerie. Voy. Chevalerie (Ordres de). — Partie de l'église. Voy. Égliss. — Épreuve de la croix. Voy. Orbalis.

CROIX GRECQUE, CROIX LATINE. — La croix grecque diflère de la croix latine en ce qu'elle a les quatre croisillons égaux, et que la seconde en a un plus allongé que les trois autres. Le plan de la plupart des églises présente la forme de la croix grecque ou de la croix latine.

CROWLECH. — Pierres druidiques disposées en cercle. Voy. GAULOIS (Monuments).

CROSSE — Bâton pastoral, signe de la dignité des évêques. La crosse rappelle la houlette du pasteur. Voy. Évêques.

CROUPES. — Présents que faisaient les fermiers généraux à quelques personuages influents pour obtenir leur appui. Voy. Finances.

CROUPIER. — Associé secret dans les fermes ou dans les jeux publics. On appelait croupiers ceux qui soutenaient de leur crédit les fermiers généraux dont ils recevaient des présents. On donnait aussi le nom de croupiers à ceux qui soutenaient les fermiers des jeux. Le mot croupier s'emploie encore dans ce dernier sens.

CRYPTE. — Eglise souterraine. Voy. BASILIQUE.

CUCULLE. — Ce mot désignait la robe dont se couvraient les moines et qu'on appelait aussi coule. Quelquefois le nom de cuculle s'appliquait seulement au capuchon ou espèce de sac pointu dont les moines se couvraient la tête. On appelait encore cuculle toute espèce d'étoffe grossière.

cuillères remonte à une époque fort ancienne, puisqu'il en est question dans le testament de saint Remy, archevêque de Reims. Au nombre des œuvres de charité que faisait la reine sainte Radegonde, femme de Clotaire les, Fortunat met celle de donner à manger avec une cuillère aux aveugles et aux pauvres, qui, à cause de leurs infirmités, ne pouvaient se servir euxmêmes.

CUTRASSE, CUTRASSIER. — Voy. An-MES, ARMEE of ORGANISATION MILITAIRE.

CUISINE, CUISINIERS. — Voy. Corro-

CUIVRE. - Voy. METALLURGIE.

CUL-DE-LAMPE. — Terme d'architecture. Il désigne une espèce de pendentif, qui tombe des nervures des voûtes gothiques, et qui a été ainsi appelé, parce qu'il ressemble assez à l'extrémité d'une lampe. Les cuis-de-lampe ou pendentifs surchargent les menuments du xve siècle. Le lune de ces monuments est surtout frappant dans la fameuse chapelle de Henri VII à Westminster. Voy. Équise. — On appelle encure cul-de-lampe un ornement de gravure qui sert à remplir le bas des pages dans un livre.

CULOTTES. — Partie du vêtement désignée autrefois sons le nom de haut-dechausses. Les Grecs et les Romains avaient les jambes et les cuisses nues; les barbares seuls les enveloppaient d'un **vétement** appelé anaxyrides. Les Scythes, les Phrygiens, les Syriens et en général tous les barbares portaient ce vêtement. Les Gaulois avaient aussi des culottes, que les écrivains romains appelaient bracce, d'où nous avons fait le nom de braiss. La première partie de la Gaule qui fut soumise aux Romains fut dési-gnée sous le nom de Gallia braccata Gaule portant la braie). L'usage des culottes, appelées hauts-de-chausses, se retrouve au moyen age et pendant les siècles suivants. Le pantalon, qui révnissait le haut-de-chausses et le bas-dechausses, était un vêtement des classes inférieures, emprunté à l'Italie et principalement aux Vénitiens. Il l'a emporté sur la culotte, lorsque l'habillement a pris un caractère plus démocratique et est devenu le même pour toutes les classes de la société. Voy. Habillement.

CULTE. - Voy. Reres Religioux.

CULTES (Ministère des). — Voy. Ministères.

GUNETTE. — Canal pratiqué au milieu des fossés d'un château fort. Voy. CHA-TEAUX FORTS.

CURÉ. — Prêtre chargé en titre de l'administration d'une paroisse cantonale. Voy. CLERGÉ.

CURIALES. — Habitants de villes municipales de l'empire romain qui formaient l'aristocratie des municipes romains. Voy. MUNICIPES.

CURIE. - Classe des curiales. On ap-

pelait aussi curie le lieu où se réunisazient les sénateurs municipaux on décurions. Voy. Municipes.

CURIONS. — Magistrats des municipes romains. Voy. Municipes.

CUSTODE. — Ce mot qui vient du latin custos, gardien, était employé comme synonyme de curé dans quelques églises; mais le plus souvent il désignait et désigne encore aujourd'hui un clerc inférieur chargé du soin des ornements sacerdotaux. Dans certains ordres religieux le prieur portait le nom de custode. — Le mot custode désignait encore un rideau de lit; il s'appliquait aussi au pavillon que l'on met sur le saint ciboire où l'on garde les hosties consacrées.

CUSTODINOS. — Les custodinos en confidentiaires étaient des ecclésiastiques qui gasdaient un bénéfice peur le rendre à

un autre dans un temps déterminé, ou qui administraient un bénéfice dont un autre touchait les revenus. Cet abus avait été condamné par l'Église. Voy. Abbé et Bénéfices acclésiastiques.

CUVERTS. — On appelait cuverts une race dégradée analogue aux cagots. Voy. CAGOTS.

cycles. — Ensemble de traditions poétiques relatives à un héros ou à quelque grand événement. Il y a des cycles d'Arthur, de Charlemagne, de la Table ronde, etc. On appelle quelquefois les cycles, cercles mythiques. L'antiquité avait aussi ses cycles, que des peintres modernes ont quelquefois reproduits dans leurs compositions. Ainsi le Parmésan, le Rosso et d'autres maîtres italiens on représenté, à Fontainebleau, toute l'histoire d'Ulysse dans une suite de tableaux. Vey. Possie.

D

DACTYLIOTHÉQUE. — Mot grec qui signifie collection d'anneaux ou de pierres gravées. La Bibliothèque nationale possède une riche dactyliothèque. On y remarque l'apothéose d'Anguste qui était conservée autrefois dans le trésor de la Sainte-Chapelle, le vase de sardonyx qui était à Saint-Denis, l'apothéose de Germanicus, l'Achille citharcede de Pamphile, le Mécène de Dioscoride, le taureau dionysiaque d'Hyllus, etc. Mariette a publié une Description des pierres en creux du cabinet du roi.

DAGUE. — Espèce de poignard, au d'épée très-courte, que l'on portait à la ceinture. Saint-Gelais a dit:

La courte dague pour son homme aborder.

On appelait aussi dagues, en terme de vémerie, les désenses du sanglier.

DAGUERREOTYPE. — L'usage du daguerréotype est devenu si fréquent depuis
quelques années qu'il convient d'en parler brièvement. La photographie ou art
de fixer l'image des objets extérieurs par
l'action chimique de la lumière, fut
découverte vers 1810, par Niepce de
Châlons-sur-Saône. Il obtint sur des plaques métalliques la représentation des
objets extérieurs par la seule action du
rayon lumineux. Daguerre perfectionna
cette invention et lui donna son nom.
Dès 1829, il s'était associé avec Niepce,
qui mourut en 1833. Daguerre continua ment.

seul ses recherches, et, en 1839, arriva à la solution du problème. L'image des personnes aussi bien que celle des objets physiques et des natures mortes, vint d'elle-même se dessiner sur des plaques métalliques et y fut fixée par un procédé ingénieux. Quoique cet art soit loin de remplacer la peinture et qu'il ne puisse donner aux objets représentés la vie et l'âme qu'y met l'artiste, le daguerréotype n'en restera pas moins une belle et utile invention.

DAIS. — L'usage du dais ou desseret vient probablement de l'habitude orientale de porter un parasol au-dessus de la tête des princes, des évêques et des grands. « Il semble, dit La Curne Sainte-Palaye (vo Dais), qu'en Europe cet usage était particulier à la France. En effet, André des Vignes, dans l'Histoire du voyage de Naples, par Charles VIII, raconte que les plus qualifiés de Naples portaient sur la tête du roi un riche poèle de drap d'or à la mode de France, et cela en signe de victoire et conquête.» Il y avait aussi des dais de chasse. Dans un compte de 1559, il est question d'un dais de chasse, de damas, garni de sa queue, frangé de franges de soie violet, etc. » (Comptes de l'argenterie des rois de France, par M. Douêt-d'Arcq.) Le dais n'est plus d'usage maintenant que dans les cérémonies de l'Eglise; on le porte au-dessus du saint sacre-

Outre le dais portatif, il y avait dans le palais des rois et des princes comme audessus des autels et du siège des évèques, un ornement d'architecture et de sculpture, qu'on appelait dais. Cet usage remonte à une haute antiquité. Le roman de Lancelot du Lac raconte que le roi fit asseoir ce chevalier sous le haut dais où il mangeait et où nul chevalier ne s'était assis qu'aux fètes solennelles, après avoir vaincu dans les tournois (L. C. S. P.). Quand le roi tenait son lit de justice au parlement, on tendait un dais dans la grand'chambre. Enlever le dais à un prince, c'était le dégrader. Ainsi, lorsque Marie Stuart eut été condamnée à mort par le tribunal qu'avait nommé Elisabeth, on lui enleva le dais qui surmontait son siège (de Thou, livre LXXXVI).

DALMATIQUE. — La dalmatique était primitivement un vêtement militaire emprunté aux Dalmates; c'était une espèce de tunique à longues manches qui descendaient jusqu'au poignet. Suivant Alcuin, le pape Silvestre ler en introduisit l'usage dans l'Église; il fit quitter aux diacres le colobe ou tunique à manches courtes, et leur fit porter la dalmatique, parce qu'il blamait l'usage d'avoir les bras nus. Dans la suite, on enrichit la dalmatique de bandes de pourpre ou de claves, comme on en avait orné auparavant la tunique des sénateurs et des chevaliers. Ces claves sont aujourd'hui sur les dalmatiques des diacres et sous-diatres ce qu'on appelle orfrois. Les rois de France portaient aussi la dalmatique le our de leur sacre. Les chapes des trieurs et des maîtres de confrérie ressemblaient à des dalmatiques. Les paysans du Berry, et d'autres contrées au sud de la Loire, portaient encore au der-nier siècle des habits faits en forme de casaques longues, qu'ils appelaient daumais, mot qui venait probablement de dalmatique.

DAM. — Les mots dam, damp, dan, s'employaient, au moyen age, comme titres d'honneur, et s'appliquaient principalement aux membres de quelques ordres monastiques, comme les bénédictins et les chartreux. Dans certains dialectes, ils étaient synonymes de dom, abréviation de dominus, seigneur. L'auteur du Roman de Gérard de Roussillon emploie les mots dan et damp pour seigneurs : « Les comtes, les dans, les vavasseurs, les damps de Baugy, de Charolles, de Bourbonnois.» (La C. Ste-Palaye, vo Dam.) On retrouve le mot. dam dans beaucoup de noms de lieu. Il indiquait souvent, aussi bien que dom, une dépendance des abbayes, ainsi

Dammartin était dans l'origine un fief de l'abbaye de Saint-Martin, comme Domremy, un fief de l'abbaye de Saint-Remy.

Damas, Damasquinure. — Les lames de sabre fabriquées dans le Levant, et particulièrement à Damas, eurent longtemps en France une grande réputation. Outre leur trempe excellente, d'où venait l'expression proverbiale couper comme un damas, elles se faisaient remarquer par des dessins très-variés, par des veines alternativement blanches, noires et argentines, unies ou rubanées, croisées ou en-trelacées, etc. On appela damasquinure cette espèce d'ornement. Dès le xvi siècle. cet art était cultivé avec succès par les Européens. Le casque et le bouclier de François Ier, conservés au musée d'artillerie, sont des chefs-d'œuvre du genre. Benvenuto Cellini fut un de ceux qui contribuèrent à faire de cette industrie un des arts les plus brillants du xvis siècle. Parmi les Français qui ont marché sur ses traces, on cite Cursinet, mort à Paris en 1660. Do nos jours, d'habiles chimistes, et entre autres, Clouet, dès 1804, ont indiqué les moyens d'imiter la trempe et les ornements des sabres de Damas.

La ville de Damas fournissait aussi autrefois à la France une étoffe qui en a tiré son nom. Cette étoffe a des parties élevées qui représentent des fleurs ou autres dessins. C'est une espèce de moire et de satin. mêlés ensemble, de telle sorte, que ce qui n'est pas satin d'un côté, l'est de l'autre. L'élévation qui fait le satin d'un côté, de l'autre fait le fond. Les fleurs ont le grain de satin, et le fond a un grain de taffetas. L'Italie ne tarda pas à emprunter au Levant cette industrie. Gènes, Lucques, Venise, fabriquèrent des damas. La France, à son tour, a enlevé cette industrie à l'Italie. Les sabriques de damas établies à Lyon, et dans d'autres villes, ont fait oublier celles de l'Italie.

DAMES. — Le titre de dames était primitivement réservé aux femmes d'un rang très-élevé. Les autres femmes nobles ne portaient que le titre de damoiselle ou demoiselle. Dans la suite le nom de dames a été donné à toutes les semmes de qualité, et ensin indistinctement à toutes les femmes mariées, nobles ou roturières. Cette extension du mot dames est récente. Au xviie siècle, la femme de P. Corneille ne s'appelait encore que mademoiselle Corneille. Du reste le nom même de dame dérivé du latin domina (mattresse) indique assez quelle idée élevée les nations modernes se sont faite du rôle de la femme et de son rang dans la société. Au moyen age, nous voyons les dames

gouverner le château féodal en l'absence du seigneur, le désendre avec un courage héroique, inspirer les poètes, assister aux tournois et en distribuer les récompenses. Elles sont l'àme de la chevalerie voy. Chevalerie). Elles assistaient aux festins donnés pour recevoir les chevaliers. « Nous trouvons, dit le père Ménestrier, dans les histoires et les épitaphes des derniers siècles la qualité de chevaleresse.» Les dames portaient, comme les hommes, des manteaux armoriés et avaient des sceaux où elles sont représentées le faucon sur le poing ou une fleur à la main. Les outrages qu'on leur faisait étaient plus sévèrement punis que toutes les autres offenses, dit Bouteiller (Somme rurale, tit. 29). "Lorsque le bon duc Louis de Bourbon institua l'ordre de l'Ecu d'or, le 1et janvier 1363, qu'il donna à dix-sept gentilshommes à Moulins, il leur recommanda de s'abstenir de jurer et blasphémer le nom de Dieu, surtout leur commanda d'honorer les dames et damoiselles ne permettant d'en ouir blasonner (voy. le mot Blason; il se prenait quelquefois dans le sens de satire) et médire, parce qu'après Dieu, d'elles vient l'honneur que les hommes reçoivent, de sorte que hiàmer les dames qui n'ont pas le moyen de se revenger pour la fragilité de leur sexe, c'est perdre tout honneur, se honnir et vilainer soi-même. » (Lacurne Sainte - Palaye., Antiquités françaises, y DAMES.). Dans la suite, lorsque l'in-fluence de la cour succéda à celle de la féodalité, les dames introduites dans la maison du roi par Anne de Bretagne, y jouèrent un rôle considérable, mais souvent funeste; on s'en plaignait des le xvi siècle: « Vengeance, colère, amour, inconstance, légèreté, impatience les rendent incapables du maniement des affaires, dit Tavannes. Elles déplacent les plus braves pour les plus beaux, comme si les armes étaient des habits voluptueux, et les champs de bataille des salles de bal. » C'est à partir de cette époque que l'étiquette créa un grand nombre de titres pouveaux pour les dames de la cour : dame d'atour, dames du palais, filles de la reine, etc. Les abbesses étaient aussi appelées dames, et designées par le titre de leur abbaye. « M. de Rontevrauld, dit M. de Sévigné en parlant de Marie de Rochechouart, abbesse de Fontevrauld, entend Horace comme nous entendons Virgile. » (Lettre du 30 juillet 1677.) On appelait aussi dames toutes les religieuses professes d'une abbaye. On disait les Dames de Longchamp, le Pont-aux-Dames, le For-aux-Dames en parlant d'une juridic-

tion dont le siège était près du grand Châtelet et qui dépendait des religieuses de Montmartre.

DAME D'ATOUR. — La dame d'atour veillait à la toilette de la reine. Voy. MAI-SON DU ROI.

DAME D'HONNEUR. — La dame d'honneur tenait le premier rang parmi les dames qui accompagnaient la reine. Voy. Maison du Roi.

DAME DU LIT, DAMES DU PALAIS. ---Voy. Maison du Roi.

DAMES (Jeu de). - Voy. Jeux.

DAMIANISTES. — On appela d'abord damianistes les clarisses ou religieuses de Sainte-Claire, parce qu'elles tiraient leur origine du monastère de Saint-Damien, où vivait sainte Claire, sous la direction de saint François. Innocent IV, par un bref du 15 avril 1253, défendit au général des frères mineurs et à tous autres de contraindre les religieuses damianistes à suivre une autre règle que celle qui leur avait été donnée par saint François.

DAMOISEAU, DAMOISEL. — Le nom de damoiseau ou damoisel, formé du latin barbare domicellus, petit ou jeune seigneur, indiquait d'abord le fils d'un seigneur ou d'un chevalier. Plus tard, il désigna les simples écuyers et les aspirants à la chevalerie (voy. Chevalerie). Ce titre s'appliquait aussi spécialement aux seigneurs de certains fiels. On disait le damoiseau de Commercy, et, au xvii siècle, le cardinal de Retz portait encore ce titre. Dès cette époque, on appelait damoiseau un homme qui affectait la recherche des vêtements et une galanterie banale. Un poëte du xvii siècle en parle ainsi:

li est des damoiseaux dont l'œillade amourents Accompagne toujours la phrase précieuse.

DAMOISELLES. - Le nom de damoiselles ou demoiselles, en latin domicellæ, s'appliquait, dans l'origine, aux filles des dames nobles, des châtelaines. On donnait aussi ce titre à des semmes mariées qui n'appartensient qu'à la noblesse inférieure, et enfin il servit à designer toutes les semmes qui n'étaient pas nobles. La nobiesse s'en chequa comme d'une usurpation de titres. On voit dans le premier cahier des états généraux d'orléans (1560) que l'ordre de la noblesse demanda qu'il fût défendu à tout anobli jusqu'à la quatrième génération de porter honnet, souliers, ceinture et fourreau d'épée de velours, ou aucun ornement d'or à son chapeau, ainsi qu'à sa semme de s'intituler damqiselle ou demqiselle, ni de porter robe de velours ou bordure

d'or à son chaperon.

À l'époque où s'organisa la maison du roi (voy. Maison du noi), il y eut des demoiselles d'honneur pour accompagner les princesses, comme il y avait des dames d'honneur auprès de la reine. Estin le nom de demoiselle a été employé indistinctement pour désigner toutes les femmes non mariées.

On donnait aussi le nom de damoiselles, au moyen age, à des mannequins servant à essayer les robes et atours des dames. Dans un compte de 1350, il est question d'une chaire à dossier, peinte et ouerés, et d'une BAMOIBELLE à tenir le mireir de madame la reine (Comptes de l'argenterie des rois de France, par M. Douët-d'Areq).

DANGER. — Terme léodal qui indiquait l'obligation d'obtenir le consentement d'un seigneur pour vendre ou acheter une terre qui relevait de lui. De là ces expressions qui paraissent aujourd'hui etranges terre avec danger, terre sans danger.— On appelait aussi danger le droit de dixième qu'en Normandie les seigneurs payaient au roi sur les coupes de bois qui ne pouvaient être exécutées qu'en vertu d'un congé accordé par le souverain. Voy. Tiers et Dansen.

DANGEREUX. — On appelait sergents dangereux les agents des eaux et forêts qui parcouraient les bois pour surveiller les gardes forestiers et assurer la per-

ception du droit de danger.

DANSE. — La danse, commé le remarque Millin, est naturelle à l'homme qui désire témoigner sa joie; le goût et le génie en ont fait peu à peu un art. Plus les peuples sont disposés à la joie, ajoute le même auteur, plus ils sont adonnés à la danse. A ce titre, les Gaulois et leurs descendants les Français devaient être passionnés pour la danse. En effet il est question de danses guerrières chez les Gaulois, et, à toutes les époques de notre histoire, on voit la dapse faire partie des divertissements nationaux. Une ordonnance de Childebert I., datée de 554, défendait aux Francs et Gaulois de s'y livrer les dimanches et jours de fêtes. Les anciens romans de chevalerie, et, entre autres, le Roman de Lancelot du Lac, parlent de chevaliers qui, revêtus de leurs cottes d'armes et manteaux, et portant le heaume, dansaient avec dames et demoiselles. Dans le Roman de Perceforét, les jeunes filles dansent ensemble aux sons de la harpe que fait retentir un ménétrier. Ailleurs, le même roman nous les montre mêlées aux chevaliers, et les uns et les autres accom-

pagnant la danse de leurs chants (Lac. Sainte-Palaye, vo Danse). Les danses égayaient les festins. A la célèbre assemblée que le duc de Bourgogne, Philippe le Bon, tint à Lille, en 1453, et où il jura sur le faisan d'aller combattre les musulmans, douze dames, représentant chacune une vertu, accompagnées de douze cavaliers, exécutèrent une danse qui termina la fête. Il paraît que les églises mêmes furent parfois le théâtre de danses; mais les conciles ne tardèrent pas à prohiber cette

coutume.

§ In. Danses populaires. Chaque province et presque chaque localite avait sa danse speciale, et on trouve encore aujourd'hui des traces de ces anciens usages. La danse la plus populaire en France est celle qu'on appelle brante ou ronde. Elle consiste dans le mouvement simultané de plusieurs personnes qui se tiennent par la main et qui forment un cercle en dansant et chantant. Chaque province avait son branle particulier. On cite, entre autres, ceux de Bourgogne, d'Avignon, etc. Le branle gai etait une danse en rond où l'on avait toujours un pied en l'air. Il y avait encore le branle des lavandières, où l'on frappait des mains à certaines pauses; celui des sabots, où l'on frappait du pied, etc. La bourrée est une danse originaire d'Auvergne, d'un mouvement fort gai et à deux temps. Elle fut introduite à la cour par Marguerite de Valois, fille de Catherine de Médicis, et eut beaucoup de Hogue jusqu'à l'époque de Louis XIII. Elle reparut sous la régence. Mais, après Bessicoup de vicissitudes, elle a été banfie des salons et reléguée dans les cabarets fréquentés par des Auvergnats. La farandole est une danse populaire, nationale surtout en Provence et dans le midi de la France. De longues files de danseurs forment, à l'aide de mouchoirs, une chaîne dont les mouvements sont rapides et désordonnés; tantôt les danseurs exécutent une ronde, tantôt ils se précipitent en décrivant des spirales, passent et repassent sous l'arc formé par les bras de quelquesuns d'entre eux, puis reprennent leur course avec une vivacité toute méridionale.

D'autres danses se rattachaient à d'anciennes traditions. Telle était la danse des brandons, qui fut en usage dans un grand nombre de villes de France jusqu'au milieu du xvii siècle .Le premier dimanche de carême on allumait, sur les places publiques, des feux autour desquels les garçons et les filles exécutaient des rondes. Cet usage des danses mêlées en quelque sorte aux cérémonies

religiouses, semble un reste du paganisme. A la sête de saint Martial, patron du Limousin, le peuple dansait dans l'église, et, à la fin de chaque psaume, au lieu de chanter gloria patri, il répétait en patois: Saint Martial, priez pour nous, et nous danserons pour vous. Les danses de la Saint-Jean, qui ont encore lieu de nos jours, sont un reste de ces vieilles coutumes qui se rattachaient aux

usages palens.

II. Danses savantes. Ges danses nationales et populaires furent quelquesois perfectionnées de manière à devenir un art. Le menuet était, dit-on, une danse poitevine que la science choregraphique transforma. D'autres danses furent importées des contrées étrangères. Ce fut prin-cipalement au xvi° siècle que la France commença à emprenter aux nations voisi-nes, à l'étalie, à l'Espagne, des danses dont les pas étaient étudiés avec art. On distingua deux capèces de danse, la danse hauts ou danse théâtrale, et la danse basse ou terre à terre qui était réservée pour les salons. L'étalie, dont les meaurs et les usages régnérent en France à la fin du xvi biècle, nous donna, entre autres danses, la chacome et la gaillorde ; l'Espagne, la panarie et penietra la menuet, que d'autres sont venir du Poisou; l'Angisterre, la contredonse; l'Allemagne, la oaise; enfin, de nos jours on a emprunté à la Pologne, à la Hongrie, etc., des va-riations de la valse, appèlées polke, ma-zurka, etc. Je me bornerai à quelque mots sur les plus célèbres de ces danses.

La chaconne était une des danses savantes qui furent apportées de l'Italie en France; elle tenait le milieu entre la danse haute et la danse basse. On appelait chaconne, tantôt le pas de danse qui terminait le ballet, tantôt le ballet luimême. On représenta, en 1773, avec le plus grand succès, un ballet-chaconne appele l'union de l'amour et des arts. - La gaillarde était aussi une danse importée d'Italie. On la nommait encore romains, parce qu'elle était originaire de Rome. Elle se dansait sur un air à trois temps gais, tantôt terre à terre, tantôt en cabriolant, tantôt en allant le long de la salle, tantôt en la traversant. — Le menuet avait beaucoup plus de gravité. « Le caractère du menuet, dit Millin, est uns élégante et noble simplicité; le mouvement en est plus modéré que vite, et l'on pense qu'il est le moins gai de tous les genres de danse. » Le menuet eut de la vogue surtout aux xvie, xviie et xviiie siècles. La gavotte, variation du menuet s'est soutenue plus longtemps. Elle avait passé du théâtre dans les salons et était

encore en usage dans les premières années du xixe siècle. « Elle sert, dit un ecrivain de cette époque, à faire briller les talents des danseurs les plus habiles.» - La pavane tirait son nom de ce que les figurants faisaient en se regardant une espèce de roue, à la manière des paons. Le cavalier se servait pour cette roue de sa cape et de son épée, qu'il gardait en exécutant la pavane. C'est par allusion à la vanité de cette attitude qu'on a fait le verbe se pavaner. Cette danse paraît originaire d'Espagne, et fut surtout usitée aux xvi et xvii siècles. La pavane était une des danses dans lesquelles excellait Marguerite de Valois, reine de Navarre. La contredanse (country-dance, danse de la campagne) a été empruntée à l'Angleterre au xviii siècle. C'est une danse basse et qui semble aujourd'hui se borner à quelques pas à peine caractérisés.

Plusieurs fois on tenta de réunir les danses savantes et les danses populaires. Ainsi, en 1565, à l'entrevue de Bayonne entre Catherine de Médicis et Philippe II. des bergères vétues de toile d'or et de satin exècutèrent des danses particulières aux diverses provinces; les unes, le passe-pied et branlegai de Bretagne; d'autres, la volte de Provence, avec des cimbales; celles-ci, des danses poitevines avec la cornemuse; celles-là, des danses bourguignonnes et champenoises, accompagnées du petit hauthois et du tambourin de village. Aux danses succéda un repas, à la suite duquel des musiciens déguisés en satyres apportèrent un rocher artificiel brillamment illuminé. Il était couvert de nymphes éclatantes de parure et de beauté. Dès que le rocher eut été posé à terre, elles en descendirent et exécutèreus une de ces danses savantes, qu'on appelait ballets. Mais, dit Marguerite de Valois, temoin de cette sête, la sortune en fut jalouse et suscita un orage si violent que les danseuses furent obligées de s'enfuir ainsi que toute la cour. La mode des ballets s'accrut encore au xvii siècle. Les plus grands seigneurs et les plus nobles dames y figuraient. En 1664, le ballet de Versailles effeça par son éclat tous les ballets antérieurs; il fut dansé par les douze heures et les douze signes du zodiaque. Voy. Lettres de Noverre sur la danse et sur les ballets.

DANSE MACABRE. — Un des usages les plus singuliers du moyen âge, était la danse macabre. Elle tirait son nom, d'après M. Van-Praët, du mot arabe magbarah, qui signifie cimetière. C'était, en effet, dans les cimetières, et auprès des charniers placés aux portes des églises, que

probablement destinée, dans l'origine, à rappeler l'égalité de toutes les conditions devant la mort. La mort venait saisir auccessivement le pape, l'empereur, les cardinaux, les évêques, les princes, les duca, etc.; en un mot, les personnages de toutes les classes, de tous les âges, et de tous les sexes , et les entrainait à la danse. Ce formidable mystère fut représenté à Paris en 1424, au milieu de la plus profonde misère, et dura, dit le chroniqueur contemporain, depuis le mois d'août jusqu'au carême suivant. Le théâtre était le cimetière des Innocents. La peinture et la sculpture s'emparèrent de ce sujet, et le reproduisirent à l'envi, dans les cloîtres, sur les murs des églises, dans les cimetières. On en trouve encore des débris à Rouen, à Strasbourg, et dans d'autres villes. Le célèbre peintre Holbein a consacré son génie à reproduire les scènes de la danse macabre. — Voy. sur la danse macabre, les Recherches de M. Peignot, Dijon, 1826, l'ouvrage publié à Londres, en 1833, par M. Douce, enfin le livre posthume de E. H. Langlois du Pont-de-l'Arche, accompagné de notes par MM. A. Potier et Alf. Baudry et publié à Rouen en 1852.

Danseurs de corde. — Voy. Fêtes.

DANSEUSES. — Yoy. Theatre.

DAPIFER. — Ce mot latin indiquait un officier servant à la table du roi ou du setgneur. Le dapiser remplissait à peu près les mêmes sonctions que le sénéchal.

DARDIER. -– On appelait dardier, en terme de vénerie, une machine à ressort, armée d'un dard, que le cerf ou sanglier faisait partir en la touchant, et qui lui perçait les entrailles.

DARIOLES. — Tartelettes, dont il est question dans l'ouyrage du maître queux Taillevant (xve siècle); les unes étaient au fromage, les autres à la crème. Les darioles étaient encore estimées du temps de Rabelais.

DATAIRE. - Officier de la chancellerie romaine. Voy. Daterie.

DATERIE. —Tribunal en cour de Rome, où les Français catholiques s'adressent pour les dispenses de mariage. Autrefois la daterie accordait aussi les expéditions pour les bénéfices ecclésiastiques (voy. Bénéfices ecclesiastiques). A la tête de ce tribunal est le dataire, qui prend le titre de protodataire, s'il est cardinal. Au-dessous de lui sont le sous-dataire, deux réviseurs, et un officier nommé des

s'exécuteit cette danse étrange, qui avait petites dates (voy DATES). On multiplia tous les caractères d'un mystère, et était les formalités pour prévenir les graves abus dont la France se plaignait dans l'impétration des bénéfices. Louis XIV, dans l'ordonnance célèbre de 1667, avait déclaré qu'il ne serait ajouté foi aux signatures d'expédition de la cour de Rome, qu'après qu'elles auraient été vérifiées par deux banquiers en cour de Rome voy. Banquiers en cour de Rome à la fin de l'article Banque). Ils étaient tenus de marquer le jour du départ du courrier qui se rendait à Rome, et l'heure et le jour de l'arrivée du même courrier à Rome. On prévenait ainsi l'abus que l'on avait désigné sous le nom de course am-Dificuse (voy. ce mot).

> DATES. — La science qui détermine la date et l'authenticité des anciennes chartes, s'appelle diplomatique (voy. DIPLO-MATIQUE). Il a été question plus haut (voy. Année) des différentes époques auxquelles on a fait commencer l'année.

> En chancellerie romaine, on appelait date l'inscription sur un registre, au moment de l'arrivée d'un courrier qui postait une résignation ou une demande de benefice. Cet usage avait une grande importance pour prévenir les fraudes dans la collation des bénéfices. Les petites dates étaient des inscriptions prises en cour de Rome, sans qu'on eut obtenu la résignation du bénéfice par le titulaire. Elles donnèrent lieu à des abus que Henri II s'efforça de réprimer par un édit de 1550.

DAUPHIN. — Ce titre se donnait primitivement à plusieurs seigneurs féodaux. Il est mentionné, dans l'énumération de différents titres seigneuriaux, par l'auteur du roman de Gérard de Roussillon: « comtes, dans, bers (barons), dauphins, bannereis, etc. » (L. S. P. vo Daupnins.) Ce nom venait du symbole que ces seigneurs avaient adopté et qu'ils portaient dans leurs armes. On remarquait; entre autres, le dauphin de Viennois et le dauphin d'Auvergne; mais lorsque Philippe de Valois eut acheté, en 1343, les do-maines de Humbert III, dauphin de Vien-nois, le titre de dauphin fut specialement affecté au fils du roi qui recut cette pro-vince en apanage. Ce fut d'abord'ie second fils du roi dui porta le titre de dauphin; mais dans la suite ce nom fut réservé au fils ainé; heritier presomptif de la cou-ronne. A l'époque de Louis XIV, on designaît aussi ce prince par le titré de monseigneur. Seul, parmi les princes du sang, le dauphin avait le privilége de ne pas comparoir en personne au parfement; seul il pouvait porter comme le roi les sandales, la dalmatique et le manteau

royal semé de fleurs de lis. (L. S. P. 6b.)
Sa couronne se composait d'un cercle
d'er surmonté de deux arcs formés chacun par deux dauphins. Elle se terminait
par un lis d'or, comme la couronne

royale,

On peut se faire une idée du cérémonial qui s'observait à la naissance du dauphin, par le récit de ce qui se passa à la naissance du prince qui fut Louis XIV. Quelque temps avant l'accouchement de la reine, Louis XIII se rendit dans sa chambre avec plusieurs princes du sang. la gouvernante, la nourrice, la dame d'honneur, la dame d'atour, les semmes de chambre et la sage-femme. Les évêques de Lisieux, de Meaux et de Beauvais cé-Ebrèrent la messe derrière le pavillon de faccouchement. Lorsque le dauphin fut né, il fut ondoyé seulement, comme cela se pratiquait pour les enfants de France. Cette cérémonie fut faite par le grand aumonier dans la chambre de la reine, en orésence du roi, des princes et princesses, du chancelier et de plusieurs grands Leigneurs du royaume. De là le roi, suivi de toute la cour, se rendit à la chapelle du vieux château de Saint-Germain, où le Te Deum fut chanté en grande cérémonie. Puis Louis XIII, pour donner avis de la naissance du Dauphin, envoya des lettres de cachet, par le maître des cérémonies, au gouverneur de Paris, à l'arphevêque, aux cours souveraines et au elergé. On fit sonner le jour même toutes les cloches de Paris jusqu'à neuf heures du soir, même les cloches du palais et de l'hôtel de ville qui ne sonnaient presque jamais en branle. Le pape envoya, suivant l'usage, des langes bénits, qui furent présentés par un légat extraordinaire chargé de porter au Dauphin la bénédiction de Sa Safinteté.

La cérémonie du baptême n'avait lieu que plusieurs années après la naissance du Dauphin. Jusqu'à sept ans, il restait entre les mains des femmes. La maison du Dauphin se composait pendant ces sept années d'une gouvernante, choisie parmi les personnes de la plus haute qualité, d'une sous-gouvernante, d'une nourrice, d'une berceuse, d'une première femme de chambre, de dix autres femmes de chambre, de deux valets de chambre, de deux garçons de chambre, d'une blanchisseuse et d'une femme de cuisine. Il y avait aussi un médecin et un argentier. A trois ou quatre ans, on donnait au Dauphin un instituteur pour lui apprendre à lire et lui enseigner les premiers éléments de la religion.

A sept ans, le Dauphin passait des mains des femmes dans celles des hommes. On lui donnait un gouverneur choisi parmi les personnages les plus eminents de la noblesse française. Le gouverneur avait sous ses ordres deux sous-gouverneurs, un précepteur, un sous-précepteur, un lecteur, deux gentilshommes de la manche, un confesseur ordinaire, un premier valet de chambre ordinaire, quatre autres valets de chambre, trois garçons de la chambre, deux huissiers de la chambre, un chirurgien ordinaire, un barbier ordinaire, un porte-manteau, un porte-arquebuse ordinaire, un tapissier ordinaire, un capitaine de mulets, un premier valet de garde-robe, etc. Le Dauphin avait encore un écuyer ordinaire. Six gentilshommes, specialement attaches à sa personne, portaient le nom de menins.

Si le Dauphin mourait avant le roi son père, ses funérailles étaient célébrées avec beaucoup de pompe. Lorsque le Dauphin, fils de Louis XV, mourat à Fontainebleau, le 20 décembre 1765, son corps sut transporté de Fontainebleau à Sens. où les funérailles devaient avoir lieu. Le duc d'Orléans présidait à la cérémonie. Deux gardes du corps ouvraient la marche; suivaient soixante pauvres portant des torches; plusieurs carrosses des personnes qui composaient le deuil; cinquante mousquetaires de la seconde compagnie de la maison du roi, cinquante de la première et cinquante chevau-légers; deux carrosses du roi occupés par les menins du Dauphin; un autre carrosse du roi dans lequel étaient le duc d'Orléans, premier prince du sang et chef du convoi, le duc de Tresme, gouverneur de l'Ile de France, le duc de Fronsac, premier gentilhomme de la chambre, et le marquis de Chauvelin, maître de la garde-robe. Un quatrième carrosse contenait le grand aumônier, un aumônier du le confesseur du Dauphin, et le curé de l'église paroissiale de Fontainebleau. Venaient ensuite les pages de M^{me} la Dauphine, les pages de la reine, vingt-quatre pages du roi et plusieurs écuyers de Leurs Majestés, quatre trompettes des écuries, les hérauts d'armes, le maître des cérémonies, le grand maître des cérémonies, quatre chevau-légers; le char funèbre entoure d'un grand nombre de valets de pied de la maison du roi et aux deux côtes les cent-suisses. Quatre aumoniers du roi portaient les quatre coins du poèle. Les commandants des gendarmes, des chevaulégers et des mousquetaires murchaient près des roues. Le char était suivi par un lieutenant des gardes du corps à la tête de son détachement; puis venaient cinquante gendarmes. Toutes les troupes, ainsi que

les pages et valets de pied du roi, pertaient des flambeaux. La marche était fermée par un certain nombre de carrosses des personnes qui composaient le deuil. Le cardinal de Luynes, archevêque de Sens, reçut, à la porte de la cathédrale de cette ville, le corps présenté par le grand aumônier. Le corps du Dauphin resta exposé dans le chœur pendant toute la nuit, et le lendemain, après un service soleunel célébré par le cardinal de Luynes, il fut déposé dans le caveau qui avait été construit pour le recevoir.

DAUPHINE. — Ce titre se donnait, au moyen âge, aux femmes des seigneurs qui pertaient le nom de Dauphin. A partir du xvi° siècle, il fut réservé à la femme de l'héritier présomptif de la couronne.

DAUPHINS (Gendarmes-). — C'était un corps de la maison militaire du Dauphin, fils de Louis XIV, créé en 1666. Le marquis de Rochefort, qui fut depuis maréchal de France, eut la charge de capitaine-lieutenant des gendarmes-dauphins.

DAUPHINS. — On appelait encore dauphins, en termes de librairie, les auteurs classiques qui avaient été publiés pour l'usage du Dauphin (ad usum Delphini). La dépense des dauphins coûts quatre cent mille livres à Louis XIV.

DÉBITEURS. — Voy. DETTES.

DÉBITIS. — Terme de chancellerie qui s'appliquait à un mandement général obtenu pour contraindre les débiteurs par saisie, vente et exploitation de leurs biens, à payer leurs dettes.

DÉBOISEMENT. — Le déboisement ou destruction des bois qui couvraient la France a eu des conséquences fâcheuses qui ont plus d'une fois excité la sollicitude des législateurs. Il en sera question à l'article EAUX ET FORÊTS.

DEBOUT (Pierres). — Pierres celtiques droites et isolées qu'on appelle aussi menhers. Voy. GAULOIS (Monuments).

DEBOUT A ÉTEINTE DE CHANDELLE.

— Terme de coutume pour indiquer une adjudication qui se faisait au plus offrant et dernier enchérisseur, pendant que brîlait une chandelle allumée par le crieur devant le juge qui faisait l'adjudication. C'est ce qu'on appelle maintenant adjudication à l'extinction des feux.

DÉCALITRE. — Mesure de dix litres. Voy. MESURES.

DECANAT. - Dignité de doyen. Voy.

Doyen. — Le mot décanat désignait encore, dans certains ordres religieux, des maisons et territoires gouvernés par un doyen.

DECANIE. — Réunion de terres placées autrefois sous l'autorité d'un même magistrat nommé doyen.

DÉCAPITATION. — Supplice des gentilshommes qui n'avaient pas commis de crime dérogeant ou faisant perdre la noblesse. Vay. Supplice.

DECHANT. — Terme de l'ancienne musique. On chantait encore, en 1553, à Sens, les O de Noël en déchant; c'est ce qu'on a appelé dans la suite faux-bourdon ou contre-point. On peut consulter sur le déchant l'abbé Lebeuf dans son Traité du chant ecclésiastique.

DECHARGEURS .- Voy. Corporation.

DÉCHAUX. — Ce mot, synonyme de déchaussé, s'appliquait à certains ordres réformés, comme les augustins, les carmes, etc., qui ne portaient que des sandales.

DÉCIERS. — Fabricants de dés. Voy. Corporation.

DECIMAL (Système).— Système numérique où l'on a pris pour base le nombre dix. C'est le système adopté aujourd'hui en France pour les monnaies, poids et mesures. La Convention, voulant faire disparaître la diversité de poids et mesures qui variaient avec les provinces de la France, décréta, le 7 avril 1795 (18 germinal an III), qu'à l'avenir le système décémal serait adopté dans toute la France.

DÉCIMATEUR (Gres). — Le gros décimateur était celui qui jouissait des dimes
sur le blé, le vin et le gros bétail, appelées grosses dimes (voy. Dimes). Le gros
décimateur était tenu de payer sux ecclésiastiques qui desservaient le bénéfice
une pension appelée portion congrue, de
fournir les ornements et livres nécessaires pour le service divin, de subvenir
aux réparations du chœur, etc.

DÉCIMATION. — Ce châtiment, qui consiste à prendre un soldat sur dix et à le passer par les armes, a été quelque-fois appliqué aux armées françaises. Ainsi, en 1675, on décima la garnison française de Trèves qui avait capitulé et rendu cette ville, malgré le maréchal de Créqui qui y commandait.

DECIMES. — On appelait décimes les deniers qui étaient levés ordinairement ou extraordinairement sur le clergé de

France. Primitivement, les démaines esclésiastiques étaient, comme les autres. soumis à l'impôt. « Saint Ambreise, dit Flonry (Mémoire sur les affaires du clergé, à la suite du traité de l'Institution au droit seciériastiqus), saint Ambroise reconnaît que les terres de l'Église payment tribut comme les autres. Sens les rois de la famille de Charlemagne, il fut ordenné que chaque église aurait une certaine quantité de terre, unum mansum, libre de toute charge et de tout service, promettant, si elle en avait plus, d'en rendre quelque redevance aux seigneurs. On prétendit depuis que les ecclésiastiques devaient ôtre entièrement libres, pour n'être pas de pire condition que les prêtres égyptiens du temps de Joseph. Le concile de Latran, sous Alexandre III, en 1179, défendit aux consuls et aux recteurs des villes, sous peine d'exemmunication, d'obliger les clercs à contribuer aux charges publiques, permettant toutefois à l'é-vêque et au clergé de contribuer volontairement, en cas de nécessité ou d'utilité considérable. La même défense fut confirmée au concile de Latran, sous Idnocent III, en 1215, qui ajouta que le clergé ne pourrait faire de contribution, même volontaire, sans consulter le pape. Cependant les croisades furent des occasions d'imposer des subsides considérables sur les biens ecclésiastiques. Philippe Auguste se croisa avec Richard, roi d'Angleterre, en 1188, pour reprendre Jérusalem sur Saladin, qui en avait chassé les chrétiens latins. On ordonna que teus ceux qui n'iraient point à ce voyage, de quelque condition qu'ils fussent, payeraient une fois la dime de tous leurs meubles, et d'une année de leur revenu. C'est la dime saladine qui est comptée ordinairement pour la première imposition faite sur les ecclésiastiques. Le concile de Latran, sous innocent iii, ordonna que tous les clercs payeraient la vingtième partie de leurs revenus ecclésiastiques, pendant trois ans, pour le secours de la sterre sainte, et le pape avec les cardinaux se taxèrent à la dixième; c'était en 1215. Les seigneurs s'étaient notablement incommodés par les deux premières croisades, et plusiours ecclésiastiques s'étaient enrichis. Les levées de décimes devinrent fréquentes dans le même siècle. Sous saint Louis, il y ent treize subventions en vingt ans; sous Philippe le Bel, vingt et une décimes en vingt-huit ans. Il s'en trouve presque sous tous les règnes depuis Philippe Auguste. Comme l'on publiait des croisades et des indulgences, non-sculement contre les infidèles, pour le secours de la terre sainte, mais encore livres pour la rançon du roi François les.

contre les hérétiques et les autres escommaniés, on étendit aussi les décimes à ces croisades. Ainsi, en 1226, Henorius III accorda une décime à Louis VIII, apparemment pour la guerre contre les Albigeois; ainsi, Urbain IV, en 1262, en ace corda une à Charles d'Anjou pour la guerre contre Mainfroi, et, après les vêpres siciliennes, Martin IV en accorda une pour la guerre contre Pierre d'Aragon. Sous ce même prétexte, les rois permirent aussi aux papes de faire des levées sur le clergé de France pour leurs guerres con-tre les ennemis de l'Église. Ainsi, Philippe Auguste accorda une aide à Innocent lil, pour la guerre contre l'empereur Othon IV. Ces décimes, en faveur des papes, se multiplièrent pendant le schisme d'Avignon, où chacun des papes traitait de guerre sainte la guerre qu'il faisait à coux de l'autre obédience; mais alors on s'opposa fortement en France, à la levée des décimes, comme à toutes les autres exac-tions des officiers de la cour de Rome. Avant le schisme (1378), on avait établi la manière de lever les décimes, comme étant des subventions fréquentes. Il y a une constitution de Boniface VIII, qui déclare fort en détail quels sont les biens sujets à la décime, et une autre de Clés ment V, au concile de Vienne, qui ordonne qu'elle soit payée suivant les anciennes taxes. Cette clémentine parle des décimes accordées aux rois par les papes, et ce fut en ce temps que l'on commença d'en accorder, même sans prétexte de religion. comme les deux décimes que Clément VI accords à Philippe de Valois, en 1346, pour les nécessités de l'État. Depuis l'extinction du schisme, et le concile de Bâle (1431-1448), les décimes furent plus rares, et il y eut de la part des papes plusieurs tentatives sans effet. En 1501, Louis XII leva une décime, par permission du pape, pour secourir les Venitiens contre le Turc. En 1516, Léon X donna une bulle par laquelle il accorda à François Ist une décime pour un an, sur le clerge de France, qui ne serait employée à autre usage qu'à la guerre contre le Turc. On dressa pour lors une taxe de chaque bénésice en particulier, qui est au-dessous de la dixième partie du revenu, et ce tarif de l'an 1516 a toujours été suivi depuis. « En ce même temps fut passé le con-

cordat entre le pape et le roi, par lequel les annates (voy. Annates) furent établies tacitement en abolissant la pragmatique qui les défendait. Depuis ce temps, il se trouve plusieurs levées faites sur le clergé, sans consulter le pape. En 1527, le clergé offrit treize cent mille

En 1494, le revenu des biens ecclésiastiques sut partagé entre le roi et le clergé. En 1551, le clergé fit encore une offre considérable. En 1557, les receveurs des décimes furent créés en titres d'office, et pour leurs gages on augmenta les décimes d'un sol pour livre ; ce qui prouve qu'il y avait alors des décimes ordinaires. Depuis le contrat de Poissy, en 1561, les levées sur le clergé, au profit du roi, ont été continuelles. L'abus que plusieurs faisaient des revenus ecolésiastiques, exciient la haine des hérétiques, et l'indignation même des catholiques. Il y eut des plaintes aux états tenus, en 1560, à Orleans, puis à Pontoise. On sit assembler, par l'autorité du roi , plusieurs prélats à Poissy, en 1561, pour traiter de la réfermation de l'Egise, et là fut tenu le fameux colloque avec les ministres de la religion prétendue réformée, dont le parti était alors si puissant, que le clergé était menacé d'une entière destruction. Ces prélats passèrent donc un contrat par lequel ils s'obligèrent, au nom de tout le clergé. à payer au roi seize cent mille livres par an pendant six ans, et de plus, à le remettre en possession de ses domaines, de ses aides, et de ses gabelles engagés à l'hôtel de ville pour six cent trente mille hvres de rente, faisant sept millions cinq cent soixante mille livres de principal qu'ils s'obligeaient de racheter dans dix ans. Le roi, toutefois, sans se libérer, fit de nouvelies constitutions de rentes pour quatre cent trente-six mille livres, dont il assigna le payement sur cette imposition, comme si elle eût été perpétuelle. Le clergé, de son côté, fit diverses constitutions de rentes pour retirer son temporel Miéné ou éviter de nouvelles alienations. Le clergé assemblé à Melun, en 1580, fit un autre contrat, où, sans approuver ces rentes, sur lesquelles on protesta réciproquement, il promit d'imposer sur les bénefices treize cent mille livres par an, pendant six ans. En 1586, il accorda encore pareille levée pour dix ans. Le contrat fut renouvelé en 1596, 1606, 1616, et ainsi toujours depuis, de dix ans en dix ans, avec les mêmes protestations. Cette imposition s'appelle la décime ordinaire. Elle n'est employée qu'au payement des rentes de l'hôtel de ville, sur le clergé, et aux gages des officiers. La décime ordinaire comprend tous les bénéfices, c'est-à-dire tous ceux qui jouissent d'un revenu ecclésiastique, certain et ordinaire, même les pensionnaires. Elle s'étend sur les offices claustraux (offices des abbayes, voy. Abbaye), qui ont un revenu séparé. Les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem lurent compris en la décime de 1519, sous

le nom de Rhodiens, parce que leur résidence était encore à Rhodes. Ils furent aussi compris au contrat de Poissy, et aux autres suivants; mais ils prétendaien être exempts en vertu de leurs priviléges, sur quoi ils furent longtemps en procès, au conseil, avec le clergé. Enfin, par transaction passée en 1606, ils s'obligèrent à contribuer aux décimes, et leur taxe fut réduite à vingt-huit mille livres. Ils l'ont continuée depuis, et un l'appelle contribution des Rhodiens. Les jésuites ont aussi été compris aux décimes, pour les bénéfices unis à leurs collèges. On y a compris, en 1635, les maisons religieuses de nouvelle fondation, et généralement tous les bénéfices omis dans la taxe de 1516. On établit des bureaux de décimes en Béarn, incontinent après que la religion catholique y fut rétablie, et toutefois les ecclésiastiques de cette province, et de Navarre, s'en sont défendus jus-

qu'en 1670.

« Depuis le contrat de Melun, la décime étant établie comme une levée réglee et ordinaire, et le roi n'en profitant plus, puisqu'elle est employée au parement des rentes de la ville, il a demandé au clergé d'autres secours; ce sont les subventions extraordinaires, qui d'abord n'ont été accordées qu'en de grandes occasions, puis à toutes les assemblées. En 1621, à l'occasion de la guerre contre les prétendus réformés et du siège de Montauban, le clergé consentit à une nouvelle création d'offices, dont la finance vint au roi. En 1628, le roi obtint un bref du pape Urbain VIII pour exhorter le clergé à lui aider aux frais du siège de la Rochelle, et le clergé donna trois millions. En 1636, à l'occasion de la guerre étrangère, le clergé accorda au roi l'aliénation de trois cent mille livres de rentes rachetables par le clergé au denier douze (un peu plus de huit pour cent). En 1641, on prétendit taxer le clergé extraordinairement pour l'amortissement des nouveaux acquets faits depuis 1620; sur quoi l'assemblée tenue à Mantes composa pour cinq millions cinq cent mille livres à une fois payer. Le clergé jugea cette manière d'imposition plus avantageuse que celle d'une certaine somme tous les ans, qui devenait une crue de la décime ordinaire. En 1632, le sacre du roi fut l'occasion d'une subvention extraordinaire; en 1660, son mariage, et ainsi ces subventions ou dons gratuits sont devenus ordinaires, et ont été accordés par toutes les assemblées de cinq ans en cinq ans ou environ. Les Rhodiens, les jésuites et les nouvelles religions (ordres religieux) portent aussi leur part des subventions extraordinaires. »

Ainsi il y avait deux espèces d'impositions levées sur le clergé, la décime ordinaire et les subsides extraordinaires. Toutes les contestations relatives aux décimes étaient portées devant les chambres ecclériastiques ou bureaux des décimes, qui avaient été établis par des édits de 1580 et de 1585, dans les huit villes métropolitaines de Paris, Lyon, Rouen, Tours, Bourges, Toulouse, Bordeaux et Aix. Chacune de ces chambres était composée de dix ou douze juges qui devaient être gradués et engagés dans les ordres sacrés. Ils étaient choisis par les archevéques et jugeaient souverainement de tous les différends qui concernaient les décimes et subventions du clergé; leurs fonctions étaient gratuites. Plusieurs diocèses, tels que ceux de Sens, d'Orléans, Chartres, de Meaux, d'Auxerre, de Blois, de Troyes, de Reims, de Laon, de Chalons-sur-Marne, de Béauvais, de Noyon, de Soissons, d'Amiens, de Boulogne, de Senlis et Nevers, avaient des bureaux particuliers de décimes qui ressortissaient au burean général de Paris. En chaque diocèse, il y avait un syndic ou solliciteur des affaires ecclésiastiques; il était nommé par l'assemblée synodale. La suppression des bénéfices ecclésiastiques par l'Assemblée constituente (voy. Bené-FICES ECCLÉSIASTIQUES) fit disparaître les chambres ecclésiastiques en même temps que les décimes et autres contributions levées spécialement sur le clergé.

DECLARATION DE GUERRE. — Voy. GUERRE.

DECLARATION ROYALE. — Les déclarations royales servaient de commentaires aux édits et ordonnances des rois. A partir du règne de François Ier, on distingua les déclarations, les édits et les ordonnances. Le mot édit s'appliqua à des matières particulières : tel était l'édit de Cremieu, qui ne contenait qu'un règlement pour les baillis et sénéchaux, et, plus tard, les édits de Chateaubriand, de Janvier, etc., qui concernaient spécialement les protestants. Le mot ordonnance était réservé pour les matières générales, et surtout pour les règlements qui emtoute l'administration de la brassaient justice. Telles furent les ordonnances de Villers-Cotterets (1539), d'Orléans (1561), de Moulins (1566) et de Blois (1579). Enfin on appela déclaration royale l'interprétation des ordonnances. L'édit de Cremieu fut expliqué par une déclaration. De même, dans la suite, plusieurs des grandes ordonnances de Louis XIV furent commentées dans une série de déclarations.

DECLINATOIRE. — Terme de pratique indiquant l'ensemble de raisons qu'on alléguait pour se soustraire à une juridiction.

DECONFES. — Au moyen age, on regardait la mort subite comme une preave de la colère réleste et presque comme un crime. Les seigneurs hauts justiciers prostèrent de cette opinion pour s'emparer des biens de ceux qui mouraient déconfis, c'est-à-dire sans avoir pu se confesser ni recevoir l'absolution. Saint Louis, le premier, porta remède à cet abus, comme à beaucoup d'autres vices du régime féodal. Il distingua deux espèces de déconfes, ceux qui étaient morts subitement sans avoir pu demander les secours de l'Eglise, et ceux qui, ayant été malades, au moins pendant huit jours, avaient volontairement négligé de les recevoir. Il déclara que, dans le premier cas, le seigneur n'avait rien à prendre sur les biens du défunt; mais, dans le second, tous les biens meubles étaient confisqués au profit du seigneur. Toutefois les dettes devaient être payées, et, si le défunt avait fait un testament, il devait être exécuté.

DECORATION. — Signe distinctif d'un ordre de chevalerie. Voy. CHEVALERIE et LÉGION D'HONNEUR.

DÉCORATIONS. — Ornement d'un théatre. Voy. Théatres.

DÉCRET. — On appelait Décret, dans le droit canon, un recueil des ordonnances des papes, de citations des Pères et de décisions des conciles, réunies, vers 1150, par Gratien, moine bénédictin de Bologne. Ce recueil était la base du droit canon. Voy. Droit Canon.

DÉCRET. — Ce mot s'appliquait spécialement, dans l'ancienne législation, à des ordonnances de juges. On disait décret d'ajournement personnel, décret de prise de corps, etc. Pendant la révolution, on appela décrets les résolutions des assemblées nationales; les ordonnances de l'empereur Napoléon, celles du gouvernement provisoire en 1848, et du prince Louis-Napoléon depuis le 2 décembre 1851 jusqu'au 29 mars 1852, se sont aussi appelés décrets.

DÉCRET (Faculté de). — Nom que l'on donnait primitivement à la Faculté de droit dans l'Université de Paris, parce qu'on y enseignait surtout le décret de Gratien. Voy. Université.

DECRETALES. — Décisions des papes qui font partie du droit canon. Voy. DROIT CANON. DECRETALES (Fausses), — Voy. Droit canon.

DÉCRÉTISTES. — Professeurs en dreit canon qui expliquaient le décret de Gratien.

DÉCRI. — Lersqu'une monnaie était interdite, on faisait défense par un cripublic de l'employer; c'est ce qu'on appelait décri; de là est venu le verbe décrier.

DÉCURIONS. — Magistrats et sénateurs des villes municipales. Voy. MUNICIPES.

DÉDICACE. -- Consécration d'une église, d'un autel, etc. Voy. RITES EQUÉSIASTITIONS.

DEDICACE. — Hommage d'un livre offert par une épître ou une inscription en tête de l'ouvrage. L'usage des dédicaces et des épîtres dédicatoires fut surtout en vigueur au xvn siècle. Les plus grands génies, comme P. Corneille, se soumirent à cette coutume et cherchèrent par leurs dédicaces à se concilier des patrons riches et puissants.

provint. — Ce met, qui était déjà suranné au xvii siècle, indiquait un plaisir, un divertissement et tout ce qui servait à le procurer. Ainsi le déduit de vénerie, de fauconnerie, n'était pas seulement le plaisir de la chasse, mais tout le train et équipage de chasse, veneurs, chiens, oiseaux, valets, etc. On disait dans ce sens suivre ou précéder le déduit.

DEFAUT. — Le jugement per défaut est celui qui se rend contre une des parties qui n'obéit pas à l'assignation de comparaitre en justice. Bans les duels judiciaires, si l'un des champions ne se présentait pas au jour fixé, la partie adverse demandait et obtenait défaut contre lui. En matière criminelle, le défaut ou refus de comparaître au jour fixé s'appelle contumase.

DEFAUTE DE DROIT. — il y avait defaute de droit, quand, dans la cour du
seigneur, on différait, on évitait ou l'en
refusait de rendre la justice aux parties.
Telle est la définition de Mentesquien,
qui, dans l'Esprit des lois (livre XXVIII),
drap. XXVIII), a traité cette matière avec
un soin tout particulier. En cas de défaute
de droit, il n'y avait pas de combat singulier, parce qu'en ne pouvait pas appeler
au combat le seigneur lui-même; l'affaire
était portée au tribunal du suzerain. Si la
défaute de droit venait des pairs des seigneurs dont la présence était nécessaire
pour composer le tribunal féedal, ils
étaient condamnés à payer une amende à

leur seigneur. Il saisissait leur fief jusqu'à ce qu'ils lui eussent payé chacun une amende de soixante livres. Lorsque la défaute de droit devait être imputée au seigneur, qui avait négligé de convoquer ses pairs ou de se faire représenter au tribunal, c'était le seigneur même qui était en cause; si la défaute était prouvée, il perdait le jugement de l'affaire contestée; elle était portée devant le tribunal du suzerain; dans le cas contraire, l'affaire était renvoyée au seigneur, et le vassal était condamné à lui payer une aménde à sa volonté. L'appelant qui n'était ni l'homme ni le tenancier du seigneur, ne devait qu'une amende de soixante livres. Les Gantois, à ce que rapporte Beaumanoir, avaient appelé pour défaute de droit le comte de Flandre devant le roi, sur ce qu'il avait différé de leur faire rendre jugement en sa cour. Il se trouva qu'il avait pris encore moins de délais que n'en donnait la coutume du pays. Les Gantois lui furent renvoyés; il fit saisir de feurs biens jusqu'à la valeur de soizante mille livres. Ils revinrent à la cour du roi gour que cette amende fût modérée; il fut décidé que le comte pouvait prendre cette amende, et même plus s'il voulait.

DEFAUX. — Terme de continne; c'était l'amende dus au seigneur consier pour défaut de payement du cens.

DEFENDEUR. — Terme de palais ; on appelle défendeur celui qui est cité en justice.

DÉFENDS. — Terme de l'ancienne législation des eaux et sorêts; les défends étaient des bois dont on avait interdit la coupe et dont l'entrée n'était pas permise aux bestiaux.

DEFENSABLES. — On appelait défensables, dans l'ancien droit français, les héritages, les bois, les prés qui n'étaient pas livrés à chacun pour y faire paître ses bestiaux, ou dont l'accès était interdit pendant une certaine partie de l'année.

DEFENSE, — Voy. Justice.

DÉFENSES. — Le mot défenses désignait autrefois un jugement que l'on ebtenait pour empêcher l'exécution d'un autre jugement. On donnait des arrêts de défenses pour s'opposer à ce que les juges continuassent l'instruction d'un procès, etc.

DÉFENSEUR. - Voy. Justice.

DÉFENSEUR DE LA CITÉ. — Magistrats institués en l'année 365 après J. C. par l'empereur Valentinien les pour protéger le peuple des municipes contre les exactions fiscales. Ils étaient investis d'une autorité judiciaire et pouvaient porter leurs plaintes devant le préfet du prétoire. Les défenseurs de la cité étaient les protecteurs de la curie ou aristocratie municipale contre les magistrats romains et les patrons du peuple contre les curiales qui abusaient quelquesois de leur autorité. Dans la suite, la diguité de défenseur de la cité sut présque toujours confiée à l'évêque, qui était le personnage le plus important du municipe. Vey. Municipes.

DÉFENSEUR DE LA FOI. — C'était un des titres donnés autrefois aux rois de France.

DEFI. - Provocation à un combat singulier. Voy. GAGE DE BATAILLE.

BÉFICIT. — Mot latin qui a passé dans la langue française, et qui indique presque toujours un excédant des dépenses sur les recettes.

DÉFINITEUR. — On appelait définiteurs, dans les ordres monastiques, les conscillers et assesseurs du général ou du supériour de quelques maisons religiouses.

DÉFINITOIRE. — Lieu on s'assemblaient les neuf principaux officiers d'un chapitre général ou provincial ches les augustins. On donnait aussi le nom de définitoire à l'assemblée même de ces officiers.

DÉFRICHEMENT. — Conversion d'un bois en terre de labour ou en pâturage. Les défrichements ont été encouragés dans les premiers temps de notre histoire et furent dus en partie aux moines de l'ordre de Saint-Benoît; mais dans la suite ils devinrent un danger et furent prohibés ou du moins soumis à des précautions fixées par la loi. Voy. Eaux et ponèrs.

DÉGAERIE. — Ce mot était employé, dans quelques coutumes, pour indiquer le dignité de dégan ou doyen.

DEGAN. — On appelait, au moyen âge, dégans ou doyens des officiers charges dans quelques paroisses rurales de l'administration temporelle.

DEGRADATION. — La dégradation était une cérémonie solennelle dans laquelle un dignitaire la que ou ecclésiastique était dépouillé de tous les insignes de sa charge. S'il s'agissait d'un clerc, il était revêtu de ses ornements et tenait entre ses mains un livre ou autre indice de son ordre, comme s'il allait entrer en

fonction. Il était amené, en cet état, devant l'évêque qui lui ôtait tous ses ornements l'un après l'autre, commençant par celui qu'il avait reçu le dernier à l'ordination et finissant par lui enlever l'aube ou surplis; on lui reseit toute le tele pour effacer la couronne ecclésiastique et ne lui laisser aucune marque de cléticature. En même temps , pour imprimer un sentiment de terreur, l'évêque prononçait certaines paroies contraires à celles de l'ordination. Cette triste cérémonie ne se pratiquait que lorsqu'on devait livrer le clerc dégradé au bras séculier. Dans ce cas, le juge laique était prébent et s'emparait îmmédiatement du coupable. Pour déposer un prêtre et le dégrader, il sallait, d'après les anciens canons, un concile de six évêques; il devait être de deuze au moins pour un évêque et de trois pour un diacre. Les ciercs inférieurs pouvaient seuls être jugés et déposés directement par l'évêque assisté de son clergé. Mais le concile de Trente, afin de faciliter la punition des crimes commis par des ecolésiastiques, déclara que, pour la déposition ou la dégradation solennelle d'un prêtre ou d'un clerc, l'évêque pouvait, au lieu d'autres évêques, appeler un nombre égal d'abbés crossés et mitrés ou d'autres personnes constituées en dignité ecclésiastique. On trouve, dans l'histoire de France, plusieurs exemples de dégradation publique; et même l'article 14 de l'ordonnance de 1571, rendue par le roi Charles IX en faveur du clergé, dit que les prêtres et autres personnes promues eux ordres sacrés ne pourront être exécutés sans dégradation préalable. Les derniers exemples de dégradation solennelle de membres du clèrgé datent du commencement du xviie siècle. Le 16 novembre 1607, un prêtre, condamné à mort par les juges de Ploermel, fut dégradé par l'évêque de Saint-Mulo, et, ep 1615, l'évêque d'Apt en dégrada un autre. Mais les fréquentes contestations survenues entre les évêques et les parlements à l'occasion de la dégradation ecclésias-tique et le refus des évêques de faire cette cérémonie avant qu'eux ou leurs officieux eussent connu du crime de l'accusé, firent tomber en désuétude la dégradation publique. On se borna à la dégradation verbale, qui était la déposition simple et sans cérémonie extérieure.

La dégradation d'un chevalier n'était pas moins solennelle que celle d'un ecclésiastique. On assemblait vingt ou trente chevaliers sans reproche, devant lesquels un roi d'armes, ou à son défaut un héraut d'armes, accusait le félon de foi mentie. Deux échafauds étaient dressés : sur

l'un étaient les chevaliers assistés des juges, du roi d'armes et des hérauts d'arnies; sur l'autre, le condamné armé de toutes pièces, ayant devant lui son écu attaché à un pieu et renversé la pointe en haut. A ses côtés, douze prêtres en sur-Plia chanteient les vigiles des morts. A la fin de chaque psaume, ils faisaient une pause, pendant laquelle les hérauts d'armes dépouillaient le condamné de quelques pièces de son armure, en commençant par le heaume. Lorsque l'armure lui avait été complétement enlevée, ils brisaient son écu avec un marteau en trois pièces. Le roi d'armes versait ensuite de l'eau chaude sur la tête du condamné comme pour effacer toute trage de chevalerie. Après quoi les juges, vêtus de deuil, se rendaient à l'église. Les prêtres y chantaient les prières des morts, pendant que le dégrade était trainé au bas de l'échafaud au moyen d'une corde attachée sous les aisselles, placé sur une civière et couvert d'un drap mortuaire. Il était alors livré au bourreau et mis à mort. Cette cérémonie de la dégradation eut encore lica en 1523. Frangez, capitaine gascon, qui avait làchement rendu Fontarabie, fut solennellement dégradé; mais on lui laissa la vie sauve pour plus grande marque d'infamie.

Un magistrat prévaricateur pouvait aussi être dégradé. Loyseau rapporte qu'un conseiller au parlement fut déposé pour avoir salsissé une enquête, et qu'en pleine audience du parlement il fut dépouillé de sa robe rouge, puis fitamende au parquet et à la table de marbre. En 1528, un conseiller clerc fut, en présence de tout le parlement, dépouillé de sa robe rouge et renvoyé au juge d'église. Le 15 avril 1693, eut encere lieu, au parlement de Paris, la dégradation solennelle d'un conseiller. Il fut amené de la Conciergerie à la grand'chambre sur les neuf heures. toutes les chambres du parlement assemblées et les portes ouvertes. Il était revenu de sa robe rouge, le bonnet carré à la main. Il entendit debout la lecture de l'arrêt qui le bannissait à perpétuité, ordonnait que sa robe et autres marques de la magistrature lui seraient ôtees par les huissiers de service avec condamnation à l'amende envers le roi et réparation envers la partie adverse. Après la lecture de l'arrêt, il remit son bonnet entre les muins de l'huissier et la robe tomba d'elle-même; il sortit ensuite de la grand'chambre par le parquet des huissiers, descendit par le grand escalier et rentra dans la Conciergerie.

Aujourd'hui la peine de la dégradation

ontencouru une condamnation infamante. Ils sont dépouillés en présence de leurs compagnons d'armes de tous les insignes militaires; on leur arrache les épaulettes et les boutons; on leur enlève le baudrier par-dessous les pieds, etc. Les lois modernes ont aussi conservé la dégradation civique qui, sans être accompagnée de formes symboliques, comme les anciennes degradations, entraîne l'exclusion de toutes les fonctions publiques, la privation des droits électoraux, et de certains droits civils et politiques, l'incapacité de faire partie d'un conseil de famille, d'être tuteur, curateur, etc.

DEGRES DE JURIDICTION. — Tribunaux devant lesquels on porte successivement les appels. Voy. APPELS.

degrés universitaires ou grades UNIVERSITAIRES. — Voy. Gradués et Université.

DEGUERPISSEMENT. — Le détenteur d'un immeuble grevé d'une rente foncière ou de toute autre charge pouvait en abandonner la possession pour se soustraire à la rente ou aux autres conditions onereuses. L'acte passé au greffe et homologué par jugement pour constater cet abandon, s'appelait déguerpissement.

Deguerpissement de fief. — Abandon qu'un vassal faisait de son fiel au seigneur suzerain pour ne pas se soumettre aux obligations qui lui étaient imposées.

DÉLAIS. — Temps accordé par la lc' ou la coutume pour les assignations, procédures, etc.

DÉLIT. — Le code pénal définit les delits une infraction aux lois punie de peines correctionnelles. Voy. PEINES.

DEMANDEUR. — On appelle demandeur, en termes de palais, celui qui assigne en justice.

DEMENTI. — Un dementi donné devant les juges féodaux entraînait le combat judiciaire. De là est venue, dit Montesquieu, la maxime que, lorsqu'on avait reçu un démenti, il fallait se battre. D'après les Etablissements de saint Louis, un démenti donné à son seigneur entralnait la perte du fief.

DEMI-BRIGADE. — Corps composés de trois bataillons; ils furent organisés en 1793; en 1803, les demi-brigades recurent le nom de régiments. Yoy. ORGANISATION MILITAIRE.

DEMI-LUNE. - Fortification avancée n'est plus appliquée qu'aux soldats qui qui se compose de deux murs appeles faces et terminés par un angle saillant sur la campagne. Voy. Fortifications.

Démission de Biens. — Acte par lequel un homme se dépouillait, de son vivant, de l'universalité de ses biens et les transmettait, par anticipation, à ses héritiers présomptifs, les rendant possesseurs immédiats des biens dont ils n'avaient que l'espérance. La démission de biens était distincte de la donation entrevifs, puisqu'elle était révocable, d'après la plupart des coutumes. Cet acte, qui imposait ordinairement des charges à ceux en faveur de qui avait lieu la démission de biens, n'était valable que dans le cas où la démission était acceptée par toutes les parties.

Démission de foi. — Dans le langage féodal, on appelait démission de foi l'aliénation faite par un vassal d'une partie de son sief, sans rétention de soi, de telle sorte que le nouvel acquereur ne relevait que du seigneur suzerain. Ce démembre ment de sel ne pouvait se saire que du consentement du suzerain.

Demissoires. — Lettres ecclésiastiques qui permettaient de recevoir les ordres pendant la vacance des sièges épiacopaux. Les chapitres ne pouvaient accorder de démissoires que dans deux cas : 1° si celui qui demandait le démissoire était pressé de recevoir l'ordre, à cause de bénéfices dont il était pourvu, comme une cure, qui l'obligeait à être prêtre dans l'année; 2º si la vacance se prolongesit au delà d'un an.

"DEMOISELLE. — Voy. Danoiselle.

DENARIÉS. — Affranchis par le denier. Voy. Appranchiesement ().

DENCHÉ ou DANCHÉ. — Terme de blason qui se disait des pièces de l'écu bordées de dents ou de pointes.

DENI DE JUSTICE. — Refus de rendre justice. Pour constater le déni de justice, les anciennes coutumes prescrivaient de faire trois sommations su juge. S'il per-aistait dans son refus, le doni était prouvé, et les parties autorisées à se présenter devant un autre juge. Le dont de justice était un des cas qui affranchissaient un vassal de l'autorité de son seigneur.

DENIER. — Le mot denser se prensit autrefois pour toute espèce de monnaie; une pièce d'or s'appelait un denier d'or. li y avait cependant une monnaie épéciale qu'on appelait denier; c'était la douzième partie du sou.

marquait autrefois en deniers. Le taux légal fut fixé par Colbert au denier vingt ou à la vingtième partie du principal; ce qui revient à cinq pour cent. En divisant cent par le denier indiqué, ou trouve toujours combien cent francs placés à ce denier rapporteraient d'intérêt.

DENIER A DIEU. —L'usage du denierà Dieu est fort ancien. C'était une pièce de monnaie qui servait de garantie, dans tout marché, pour les deux parties contractantes. Elle était ordinairement employée en aumônes; d'où vint le nom de denier à Dieu. Le denier à Dieu sut converti en impôt véritable pour plusieurs corpora-tions. Ainsi les orfévres de Paris étaient tenus de verser dans une caisse, appelée la botte de saint Eloi, un denier pour toutes les ventes. Cette caisse servait à donner à Pâques un diner aux prisonniers de Paris et aux pauvres de l'Hôtel-Dieu: Aujourd'hui on appelle denier à Dieu la pièce de monnaie que l'on donne comme arrhes aux serviteurs qu'on prend à gage. C'est une assurance que l'engagement sera tenu, à moins que le denier à Dieu ne soit immédiatement retiré.

DENIER DE SAINT-ANDRE. — Impôt levé sur les marchandises qu'on transportait de Languedoc en Dauphiné ou en Provence. Le nom de denier de Saint-André vensit de ce que cet impôt était en partie employé à l'entretien du fort de Saint-André en Languedoc (département de l'Hérault).

DENIER DE SAINT-PIERRE. — C'était un tribut payé au saint-siège, et établi, suivant quelques écrivains, par Charle-magne. Chaque propriétaire de maison devait payer un denier au pape. La redevance de l'abbé de Vendome envers le saint-siège s'appelait aussi denier de Saint-Pierre. Cet impôt était connu en Angleterre sous le nom de romescot.

denis (Saint-). — L'abbaye de Spint-Denis, fondée par Degebert, avait une grande importance dans l'ancienne monarchie. Le roi, avant d'entrer en campagne, allait y prendre l'orifiamme; c'était aussi le lieu de sépulture des rois de France, L'abbé de Saint-Denis était conseiller-né du parlement de Paris et avant séance aux conseils du roi.

DENOMBREMENT. — Déclaration qu'un vassal était tenu de faire à son seigneur quarante jours après l'hommage. Le dénombrement devait contemir l'énumération de toutes les terres et droits qu'il tenait de son seigneur. Ge dernier avak anssi quarante jours pour blamer le DENIER. - Le taux de l'intérêt se dénombrement qu'il avait reçu de son

vassal, c'est-à-dire pour en constater l'inexactitude et en demander la rectification.

DENOMBREMENT. — Ce mot indique aujourd'hui un recensement de la population. Voy. POPULATION.

DENONCIATION. — Publication solennelle d'une sentence. Dans les tribunaux ecclésiastiques, la dénonciation devait toujours être précédée d'une admonition charitable, parce que les juges n'avaient pas pour but la vengeance publique, mais seulement la correction du coupable.

DENT. — Les anciennes lois parlent du prix ou compensation que l'ou payait pour une dest brisée. La coutume de Normandie, publiée au commencement du xvi siècle (1510), fixe à sept livres le prix de chaque dent. Cette trace des lois barbares s'effaça bientôt; il n'est plus question d'une pareille évaluation dans l'édition de la même coutume donnée en 1539. Arracher une dent était un supplice usité au xiv siècle. Une ordonnance de mai 1391 déclare que celui qui aura dévasté le champ ou la vigne d'autrui payera une amende de trois sous six denièrs ou qu'on lui arrachera une dent.

DENTELLES, - Voy. Industrie.

DEPARTEMENT. — La division de la France en départements a été établie par l'assemblés constituente (15 janvier 1790). On organisa d'abord quatre-vingt-trois départements, qui furent aubdivisés en districis, cantons et municipalités. Dans la suite le nombre des départements sus porté à quatre-vingt-neuf, division qui subsiste encore aujourd'hui. Le premier consul les subdivisa en arrondissements, cansons et communes; telle est encore aujourd'hui la division administrative de la France. Il y a deux espèces d'autorités dans chaque département : 1º les autorités déléguées par le pouvoir cen-tral; 2° les représentants des intérêts du département, nommés par les élec-teurs. Lorsque la Constituente eut établi les départements, elle voulut que toute administration procédat du peuple, et ce fut d'après ce principe qu'elle organisa les directoires de département, qui étaient nommés par l'assemblée électorale du département, et choisissaient le procureur syndic placé auprès de l'administration départementale, pour surveiller l'execution des mesures adoptées. Un conseil de département, nommé également par l'assemblée des électeurs, surveillait le directoire du département. Ainsi toute l'autorité départementale, directoire, syndic, conseil, venait du peuple.

Le désordre qu'entraine cette faiblesse du pouvoir livré à tous les caprices de l'élection, ramena à un système différent. Le premier consul, par la loi du 17 février 1900, réorganisa l'administration départementale. Elle se composa d'un préfet nommé par le chef du pouvoir exécutif, et résidant au chef-lieu du département, de cous-préfets établis dans chaque chef-lieu d'arrendissement, et nommés également, par, le chef du pouvoir exécuif, enfin de conseile de présecture dont les membres étaient aussi choisis par l'autorité centrale. La surveillance de touses, les branches d'administration fut dévolue aux préfets et sous-préfets; les conseils de préfecture furent des tribunaux administratifs jugeant les questions contentieuses en matière d'impôts, de travaux publics, de domaine public, d'administration communale, de droit électoral, etc., sauf appel au conseil d'État. Le préfet est tenu, dans certaines circonstances, de prendre l'avis du conseil par exemple sur les réclemations relatives au conseil par exemple sur les réclemations relatives au conseil de la conseil exemple sur les réclamations relatives au cadastre, pour l'autorisation d'établissements insalubres de première classe, etc. Telle fut la part faite au pouvoir central et à ses délégués. Mais en même temps; la loi accorda une représentation aux intérêts du département. Le conseil général, nommé par les habitants du département suivant les conditions déterminées par les diverses lois électorales, fot chargé de voter les fonds nécessaires aux dépenses départementales, et de faire entendre les vœux du pays. Réuni au moins une fois par an et revisant les dépenses administratives, il dut exercer un contrôle salutaire sur les actes du préfet. Les conseils d'arrondissement eurent le même rôle auprès des sous-préfets. Cette organisation, qui concilie les intérêts de chaque localité avec l'action légitime du pouvoir central, s'est maintenue jusqu'à nos jours à peu près telle qu'elle avait été établie par le premier consul.

DEPARTEMENT MINISTERIEL. — Voy. MINISTERS.

DÉPÉCHES (Consail des).—Section du consail d'État sous l'ancienne monarchie; elle s'occupait spécialement de l'administration intérieure. Voy. Consau D'ÉTAT, SIII.

DÉPENS ou FRAIS DE JUSTICE.— Loyseau prétend, dans son Traité des seigneuries, que la justice cessa d'être gratuite sous le règne de saint Louis; mais on voit à des époques beaucoup plus reculées, et même sous la première race, que celui qui perdait son procès était condamné à payer le dixième de l'objet en litige. Saint Louis, bien loin de s'opposer à la gratuité de la justice, dit, dans ses Établissements (livre 11, chap. xv), que les jugements doivent être rendus et non vendus.

DEPHNSE. — On appelait dépense ou depence, au xve siècle, une liqueur faite avec des prunes ou des pommes, et qui se vendait sur les marchés comme le vin. On jetait dans un tonneau rempli d'eau une certaine quantité de prunes ou de pommes entières. Deux mois après on retimait l'eau et on y ajoumit quelques aromates. Le Journal d'un bourgeois de Paris sous Charles VI et Charles VII, parlant de la famine qui désola Paris en 1430, dit que ceux qui, en hiver, avaient fait leurs dépenses de pommes ou de prunes jetèrent, au printemps, ces fruits dans la rue pour que les porcs de Saint-Antoine les mangeassent; mais les pauvres , ajoute l'auteur, les disputaient avidement aux cochons. On voit encore ici la confirmation de l'usage signalé plus haut, qui autorisait les religieux de Saint-Antoine à laisser errer leurs porcs dans Paris (voy. Cochon).

DEPENSIER. — Ce nom désignait et désigne encore, dans les maisons religieuses et dans les collèges, celui qui est chargé de la cave et des autres approvisionnements. On l'appelait quelquesois cellérier.

DEPIÉ DE FIÉF. — Démembrement d'un flef. Voy. FÉODALITÉ.

DÉPORT. — Le déport était le droit que les évêques avaient, dans certains diocèses, de percevoir le revenu d'un bénéfice pendant tout le temps de la vacance, lorsque le bénéfice était en litige ou que le titulaire n'était pas en état de remplir les fonctions qui y étaient attachées; par exemple, si le bénéfice était une care et que le titulaire ne fût pas prêtre. Le déport appartenait à l'évêque ou à l'archidiacre, saivant les coutumes des diverses contrées. En quelques lieux, le déport s'étendait à toute l'année, quoique la vacance n'eût pas duré tout ce temps. C'était alors une véritable annate (voy. Annates). Celui qui prenait le déport devait faire desservir le bénéfice. Les évêques de Normandie avaient tous le droit de déport dans leurs diocèses. S'il arrivait que, pendant l'année du déport, on conférât plusieurs fois les bénéfices on n'exigeait point que le déport fut payé plusieurs fois.

DÉPORTATION. — La déportation est une peine afflictive et infamante qui con-

siste à être transporté hors du territoire continental de la France, dans un lieu déterminé par la loi. La Guyane française et l'île de Noukaïva, dans l'Océanie, sont les lieux de déportation. Cette peine entraîns la mort civile.

DÉPOSITAIRE. — Chez les moines augustins, les dépositaires étaient les religieux qui avaient les cless des archives et des titres du couvent. On appelle encore aujourd'hui dépositaire, dans les monastères de femmes, la religieuse chargée des fonctions d'économe.

DEPOSITION. — Ce mot s'appliquait principalement aux rois, aux évêques et aux ecclésiastiques que les supérieurs spirituels privaient de leur dignité. La déposition des souverains temporels par les papes n'a jamais été admise par l'Eglise gallicane. L'assemblée de 1682 a, au contraire, formellement déclaré que les souverains pontifes ne pouvaient déposer les rois. Quant à la déposition des évêques, les anciens canons exigeaient un concile d'an moins douze évêques; il fallait un concile d'an moins six évêques pour déposer un prêtre, et de trois pour déposer un diacre. Dans la suite les évêques prononcèrent seuls ou de concert avec leur tribunal, appelé officialité, la déposition qui privait les ecclésiastiques de tous leurs bénéfices et du droit de célébrer la messe et d'administrer les sacrements. Les prêtres déposés pouvaient en appeler au concile provincial et ensuite au pape.

DÉPOT DE MENDICITÉ, — Voj. Men-Dicité.

DEPOT DES ARCHIVES. — Voy. Archives.

DÉPOT GÉNÉRAL DE LA GUERRE.— Voy. Organisation militaire.

DEPOT LEGAL DES LIVRES. — Ce fut Henri II qui ordonna le premier, en 1556, aux libraires de déposer à la Bibliothèque royale un exemplaire de tous les ouvrages qu'ils publiaient. Aujourd'hui encore les libraires sont astreints au dépôt légal de deux exemplaires de chaque ouvrage qu'ils éditent. Voy. BIBLIOTHÈQUE.

DÉPOUILLE (Droit de). — Le droit de dépouille donnait à l'évêque ou à l'archidiacre le lit, la soutane, le cheval et le bréviaire du curé décédé. Cet usage avait commencé par les monastères, et les prieurs et autres religieux n'ayant un pécule que par tolérance, tout revenait à l'abbé après leur mort. Les évêques s'attribuèrent ensuite le droit de dépouille

sur les prêtres et les ciercs. Les rois l'exercèrent aussi pendant plusieurs siècles dans quelques églises. Enfin, l'antipape Clément VII, à l'époque du schisme d'Avignon, prétendit que le pape devait être le seul héritier de tous les évêques. Il obtint en effet le droit de dépouille en Italie et en Espagne; mais la France ne se soumit jamais à cette prétention. Il fut même décidé, au commencement du xve siècle, que les ecclésiastiques pouvaient disposer de leur bien par testament. Cependant le droit de dépouille existait encore, au xviiis siècle, dans quelques diocèses en faveur des évêques, qui héritaient d'une partie du mobilier des ecclésiastiques décédés.

DEPUTÉS (Chambre des). — Nom douné aux assemblées des représentants de 1814 à 1948. Voy. ASSEMBLÉES POLITIQUES.

DÉPUTÉS DU CLERGÉ. — Voy. Assemblées du clergé.

DEROGEANCE. — Acte contraire à la noblesse; un noble dérogeait autrefois en se livrant au commerce. Voy. No-BLESSE.

BES (Jed de): — Voy. Jev.

DESAVEU. — Le désaveu, dans le style féodal, était le refus fait par un nouveau vassai de rendre foi et hommage à son seigneur, soit en déniant que son fief relevât du fief dominant possédé par le suzerain, soit en s'avouant l'homme d'un autre seigneur.

DESERT (Eglises du). — Solitudes où se retiraient les protestants après la révocation de l'édit de Nantes (1685), pour entendre les prédications de leurs ministres. Voy. PROTESTANTS.

DÉSERTION. — Voy. ORGANISATION MI-LITAIRE.

DESHERENCE. — Le droit de déshérênce consistait à rectteillir la succession de ceux qui ne laissaient pas d'héritiers légitimes. Les seigneurs féodaux avaient le droit de déshérence; ils héritaient aussi des aubains, des bâtards et des serfs. Peu à pen les rois leur enlevèrent ces héritages, et, dès f413, le droit de déshérence était exclusivement royal. Aujourd'hui il appartient à l'État; les biens qui lui reviennent par déshérence sont réunis au domaine.

DESSIN. — Une école royale gratuite de dessin fut établie à Paris par lettres patentes du 20 octobre 176%.

DESTRIEII. — Cheval de bataille. Le

nom de destrier ou dextrier venait, diton, de ce que l'écuyer, qui conduisait le cheval de bataille, le tenait à sa droite. Lorsque l'ennemi paraissait, l'écuyer donnait le destrier à son maître; d'où est venue l'expression proverbiale monter sur ses grands chevaux, parce que généralement les destriers étaient de haute taille.

DÉTÈCE DE SERVICE. — État d'un fief qui était tombé aux mains de mineurs ou de femmes et n'était plus servi. Voy. Féo-dalité.

DETTE FLOTTANTE, DETTE INSCRITE, DETTE PUBLIQUE. — Voy. Finances, § 111.

DETTE VIAGERE. — Dette qui s'éteint à la mort du créancier.

DETTES. — § Ist. Poines portées contre les débiteurs. — On connant la dureté des lois romaines à l'égard des débiteurs; l'esclavage menaçait le débiteur insolvable, au moins dans les premiers temps. Des coutumes du moyen âge étaient presque aussi dures. Les Assises de Jérmadem ordonnaient que les débiteurs porteraient un anneau de fer au bras, en signe d'esclavage. Ces débiteurs rappelaient les next de l'antiquité. Un statut du comte de Toulouse, de l'année 1197, porte que, « si un débiteur ne peut pas payer son créancier, il sera, à la requête de ce der-nier, détenu pendant huit jours au châ-teau; qu'après l'expiration de ce délai, s'il ne paye pas ou ne s'arrange pas, il sera livré entre les mains de son créancier, qui pourra le mettre aux fers dans sa maison, et lui donnera du pain et de l'eau jusqu'à ce qu'il ait payé son cabal. "On entendait, par ce mot cabal, le capital de la dette.

SII. Duel judiciaire ordonne pour detes. — Le combat judiciaire était en usage à Orléans, dans toutes les réclamations pour dettes. Louis le Jeune, dans une ordonnance de 1168, déclara que le duel n'aurait lieu que lorsque la somme réclamée excéderait cinq sous. Gette ordonnance n'eut qu'un effet local; car, d'après Beaumanoir, il suffisait, à l'époque de saint Louis, que la somme fût de plus de douze depiers pour que le duel judiciaire fût ordonne.

SIII. Excommunication des débiteurs.

L'Église ajoutait ses anathèmes aux rigueurs des coutomes. Le débiteur, qui mourait sans s'être acquitté, était excommunié et privé de la sépulture ecclésiastique. Dans un concile tenu à Ruffec, en 1258, il fut décidé que le prêtre, qui aurait absous à l'article de la mort un excommunié pour dettes, serait tenu de payer lui-même les dettes, s'il n'avait

pu obtenir de son penitent qu'il les acquittât. Pierre de Bourbon ayant été plusieurs fois excommunié, à la sollicitation de ses créanciers, mourut sans s'être acquitté; son fils, Louis de Bourbon, afin de lui procurer les prières de l'Eglise, s'adressa au pape innocent VI, et obtint que son père serait relevé de l'excommunication, mais à condition que les deltes seraient complétement payées.

S IV. Lois de saint Louis relatives aux dettes. — Saint Louis se montra ici, comme dans presque toutes les questions, supérieur à son siècle. Dans une ordonnance de décembre 1254, il défendit à ses séné-chaux et baillis d'arrêter et retenir prisonniers pour dettes aucun de ses sujets, à moins qu'il ne fut débiteur du fisc. L'ordonnance de saint Louis ne fut pas longtemps exécutée, car Philippe le Bel, par une ordonnance du 23 mars 1302, autorisa l'emprisonnement des débiteurs. Un autre moyen de contrainte usité à cette époque consistait à enlever les portes et fenêtres de la maison du débiteur.

§ V. Infamie du seigneur qui ne payait pas ses dettes. — Le seigneur qui n'acquittait pas ses dettes était considéré comme parjure. Menard raconte, dans son Histoire de Duguesclin, qu'un Anglais à qui le capitaine breton avait engage ses biens pour la rançon d'un de ses soudoyers, n'étant point payé, fit peindre les armes de Duguesclin, les fit trainer, et puis pendre renversées, comme les armes d'un félon. Malgré la rigueur des lois et les peines infamantes, les grands se dispensaient souvent de payer leurs dettes. En 1405, Louis d'Orléans, frère de Charles VI, prince délèbre par sa magnificence et ses prodigalités, promit dans un moment de péril de payer ses dettes. Emporté par des chevaux fougueux il avait failli être précipité à la Seine, et recommandant son âme à Dieu il avait résolu de s'amender. Dès qu'on eut publié qu'il allait payer ses dettes, huit cents créanciers se présentèrent. Mais le duc avait changé d'avis, et, au lieu d'argent, ses officiers donnèrent cette réponse : « Le prince vons fait trop d'honneur de vous devoir, et vous devez être flattés qu'il pense à vous quelquefois. » La maison de Bourgogne, rivale de cetle d'Orléans, ne payait pas mieux ses dettes. La veuve de Philippe le Bon, duc de Bourgogne, déposa ses cless et sa ceinture sur le cercueil de son mari; c'était un signe qu'elle renonçait à l'héritage et aux dettes. En 1559, un edit menaça de mort les créanciers du roi qui resteraient à la cour pour réclamer le payement des sommes qui leur étaient et l'ordonnance de commerce (1673),

ce temps, les vilains étaient toujours tourmentes par les usuriers, et les états de 1484, touchés de la misère des paysans dont on saisissait les charrues et autres instruments de labourage, demandaient que les créanciers ne pussent prendre les bêtes et les outils nécessaires aux travaux

des champs.

§ VI. Bonnet vert infligé au débiteur insolvable. — Le débiteur insolvable était forcé de subir l'affront du bonnet vert. Des arrêts du xvii siècle ordonnèrent que tous ceux qui seraient cession de biens à leurs créanciers, soit qu'ils enssent été ruines par leurs débauches ou par cas fortuit, seraient obligés de porter ce signe d'infamie. S'ils le quittaient, leurs créanciers pouvaient les saire mettre en prison. La première trace que l'on trouve de l'usage du bonnet vert insligé au débiteur insolvable est de l'année 1580. Un arrêt du parlement de Paris ordonna que, suivant l'usage établi à Laval, un nommé Bulsigue, qui ne pouvait acquitter ses dettes, porterait à l'avenir bonnet ou chapeau vert. Un arrêt du parlement de Rouen du 15 mars 1584, imposa la même peine à un débiteur insolvable.

S VII. Saisie des biens: brandons. — La saisie s'opérait par suite d'un jugement, et elle se marquait par l'apposition d'un brandon. On appelait hrandon, disent les anciens glossaires de droit, la marque qu'un seigneur ou un créancier faisait mettre à un héritage qu'il avait saisi, pour indiquer qu'il était sous la main de la justice. Ordinairement c'étaient des pieux fiches en terre, autour desquels on attachait un morceau de linge, de drap, ou un bouchon de paille. Quelquefois on enlevait les portes, ou bien encore on suspendait une croix sur la porte et le pignon de la maison. Dans d'autres circonstances, on fermait les portes du débiteur au moyen de barreaux qu'on appelait aussi brandons. « Brandonner l'héritage, disent les coutumes de plusieurs provinces, est quand on fait saisir ou arrêter les fruits pendants par les racines, en signe de quoi on pique dans la terre un bâton garni de paille, comme aussi on attache à la porte d'une maison saisie un pannonceau aux armes du roi. On dépend aussi l'huis (la porte) de la maison en signe de mainmise et d'exécution.»

S VIII. Contrainte par corps. — L'ordonnance de Moulins (article 48), prescrivit d'emprisonner, au bout de quatre mois, les condamnés pour dettes, si dans l'intervalle ils ne satisfaisaient pas leurs créanciers. L'ordonnance civile de 1667, ducs (de Thou, livre XXIII). Pendant maintinrent la contrainte par corps. La

Convention l'abolit par la loi du 9 mars 1793. La contrainte par corps fut rétablie sous le Directoire (loi du 15 germinal an VI, 4 avril 1798); le code Napoléon l'adopta, et une loi du 17 avril 1832 en a régularisé l'application. Supprimée de nouveau par le gouvernement provisoire, en 1848, elle a été rétablie peu de temps après par l'assemblée constituante.

DEUIL. — Les signes de douil, langage symbolique de tous les peuples et de tous les temps, ont souvent varié. La Curne Sainte-Palaye emprunte aux anciens romans de chevalerie beaucoup de détails sur la manière de porter le deuil. Dans le Roman de Lancelot du Lac, les avantpieds des chausses coupés sont une marque de deuil. Une demoiselle et les gens de sa suite jurent, en signe de deuil, de ne vêtir robes qu'à l'envers et de ne monter que des chevaux qui auraient la queue coupée. Dans le Roman de Perceforét, un chevalier fait teindre son écu en noir. Les cheveux et la barbe rasés, les vêtements noirs, les armures et les bannières voilées de noir, les vêtements de gris brun étaient encore des symboles de deuil. Les signes variaient aussi selon le rang des personnes. Les rois portèrent le deuil tantôt en noir, tantôt en violet, quelquesois en écarlate. C'est ainsi que Louis XI porta le deuil de son père Charles VII. La vicomtesse de Furnes, dans un ouvrage intitulé les Honneurs de la cour, publié à la suite des Mémoires sur la chevalerie, par Sainte-Palaye, dit que le roi de France ne porte jamais le deuil en noir; mais que son deuil est d'être habillé tout en rouge, manteau, robe et chaperon. Monstrelet fait la même remarque : « Le service fait, tout incontinent le roi se vêtit de pourpre, qui est la coutume de France, pour ce que sitôt que le roi est mort, son fils plus prochain se revêt de pourpre et se nomme roi.» Cette coutume ne dura pas. Le roi Louis XII fut si touché de la mort d'Anne de Bretagne, sa femme, qu'il en prit le deuil en noir. «C'était, dit La Curne Sainte-Palaye (Antiq. franç., ve Deuil), contre la coutume de nos rois qui le portent de violet; en quoi il avait l'exemple de la même princesse qui fut la première de nos reines qui prit le deuil de drap noir à la mort de Charles VIII, son premier mari, les autres reines ne l'ayant porté que de blanc. »

Ce n'étaient pas seulement les reines veuves qui portaient primitivement le deuil en blanc, toutes les veuves avaient adopté cet usage que Montaigne regrettait. «Elles devroient continuer de le faire si j'en estois cru.» Au xvi siècle, les rei-

nes veuves reviprent au deuil blanc et les rois au deuil violet. Les reines de France devaient rester quarante jours enfermées après la mort de leur mari, et leur vête-. ment blanc leur fit donner le nom de reines blanches. Les veuves de qualité ou filles de princes restaient aussi enfermées pendant quelque temps dans une chambre tendue de noir. « Le deuil de la reine, ma grand'mère, dit Mademoiselle dans ses Mémoires, m'obligeait à me renfermer dans une chambre noire. » Lorsqu'elles paraissaient en public, elles s'enveloppaient d'un voile et portaient une robe montante recouverte d'une camisole avec une collerette renversée sans dentelles. Elles conservaient toute leur vie un bandeau qui se terminait en pointe vers le milieu du front. Plusieurs reines veuves, et entre autres Anne d'Autriche, sont souvent représentées avec ce bandeau. A la même époque les hommes portaient le deuil en noir avec manteau et chapeau drapés. Lorsqu'un seigneur était en deuil, tous les gens de sa maison le prenzient en même temps que lui. La soie, les ornements d'or et d'argent faisaient place au drap et aux vêtements

L'étiquette régia, dans la suite, tous les détails du deuil avec un soin minutieux. Dans un ouvrage publié en 1765 et intitulé: Ordre chronologique des devils de cour, on trouve tous les détails du cérémonial usité dans ces circonstances : «On ne portait les grands deuils que pour père et mère, grand-père et grand'mère, mari et femme, frère et sœur. On appelait grands deuils ceux qui se partageaient en trois temps : la laine, la soie et le petit deuil. Les autres deuils ne se partageaient qu'en deux temps, le noir et le blanc. Jamais on ne drapait dans ces derniers deuils, et toutes les fois qu'on ne drapait point les femmes pouvaient porter des diamants et les hommes l'épée et la boucle d'argent.

«Le grand deuil de père et de mère était de six mois. Pendant les trois premiers mois on portait la laine en popeline ou raz de Saint-Maur: la garniture d'étamine avec effilé uni, les bas et les gants de soie noire, les souliers et les boucles bronzées. Si c'était en grand habit, on prenait des bonnets d'étamine noire, les barbes plates garnies d'éffilé uni, la coiffe pendante, les mantilles de même étoffe ainsi que l'ajustement; les manches de crêpe blanc garnies d'effilé uni, pendant les six premières semaines. Si c'était en robe, on portait les bonnets, les barbes, les manches et le fichu de crèpe blanc garnis d'effilé uni. Au bout de six semaines, on quittait

la coiffe, on prenait des harbes frisées et on pouvait mettre des pierres noires. Les trois mois finis, on prenait la soie noire pour six semaines; le poil-de-soie en hiver, le taffetas de Tours en été, avec les coiffures, manche, fichu de gaze brochée, garmis d'effilé découpé, soit en grand ha-bit, soit en robe. Les six dernières semaines étaient de petit deuil. On portait le noir ou le blanc avec la gaze brochée et les agréments pareils. On pouvait alors porter des diamants. L'étiquette des deuils des grands-pères et des grand'mères était la même; mais le devil n'était que de quatre mois et demi; six semaines en laine, six en soie et six en petit deuil. Pour les frères et les sœurs, la laine pendant trois semaines; quinze jours la soie, huit jours le petit deuil. Pour les oncles et les tantes, le deuil était de trois semaines, et pouvait se porter en soie, quinze jours avec effilé, sept jours avec gaze brochée ou blonde. Le deuil des cousins ermains, quinze jours; huit avec effiles, sept avec gaze brochée ou blonde. Pour oncles à la mode de Bretagne, onze jours; six en noir, cinq en blanc. Pour cousins issus de germains, huitjours; cinq en noir, trois en blanc. Le deuil des maris était d'un an et six semaines. Pendant les six premiers mois, les veuves portaient le raz de Saint-Maur de laine : la robe à queue retroussée par une ganse attachée au jupon sur le côté et que l'on saisait ressortir par la poche; les plis de la robe étaient arrêtés par devant et par derrière; les deux de devant joints par des agrafes ou des rubans; les manches en pagode; la coiffure de batiste à grands ourlets; les manches plates à un rang et grand our-let ; le fichu de batiste, aussi à grand ourlet; une ceinture de crêpe noir agrafée par devant pour arrêterles plis de la taille, les deux bouts pendants jusqu'au bas de la robe; une écharpe de crêpe plissée par derrière; la grande coiffe de crêpe noir, les gants, les souliers, les boucles bronzées; le manchon, revêtu de raz de Saint-Maur, sans garniture, et l'éventail de crêpe. Les six autres mois, la soie noire, les manches et garnitures de crêpe blanc et les pierres noires, si l'on voulait. Pendant les six dernières semaines, le noir et le blanc uni; la coiffure et les manches de gaze brochée; les agréments ou tout noirs ou tout blancs, au choix de la veuve.

« Les antichambres devaient être tendues de noir; la chambre à coucher et le cabinet de gris, pendant un an; les glaces cachées pendant six mois. Les veuves ne pouvaient paraître à la cour qu'au bout des six premiers mois. Le deuil des femmes se portait pendant six mois. L'homme veuf

devait porter l'habit et les bas de laine; les manchettes de batiste à ourlet plat; l'épée, les souliers et les boucles bronzées : une grande cravate unie; les grandes et les petites pleureuses. On quittait les grandes après les trois premières semaines. Au bout de six semaines, les bas de soie noire, les manchettes effilées, mais toujours l'épée et les boucles noires. Les six semaines suivantes, l'habit de soie noire, l'épée et les boucles d'argent, et, pendant les six dernières, l'habit coupé ou petit deuil; les bas de soie blancs. Les hommes pouvaient paraître à la cour dès les premiers jours de leur deuil. Il n'y avait d'exception à ces règles que pour les deuils des parents dont on héritait. Le deuil d'un frère, par exemple, n'était que de six semaines; mais, si l'on en héritait, il était de six mois, comme celui de père et mère. Les deuils généraux imposés par l'étiquette de cour, étaient partagés en trois temps : la laine, la soie et les pierres noires, le petit deuil, les diamants. Dans les deuils où l'on ne drapait point, les femmes portaient les diamants; les hommes, l'épée et les boucles d'argent. Dans les deuils dont les jours forment un nombre pair, par exemple, si le deuil était de six jours, on prenaît le noir pendant la première moitié et le blanc ou le petit deuil pendant la seconde. Dans les deuils dont les jours étaient impairs, la plus forte moitié se portait en noir; par exemple, si le deuil était de quinze jours, on portait le noir les huit premiers jours et le blanc les sept jours suivants. » Aujour-d'hui que la société n'est plus soumise à une étiquette aussi rigoureuse, les signes de deuil sont des vêtements noirs et un crêpe au chapeau. Les militaires portent le crêpe au bras. Dans les cérémonies publiques où l'on prend le deuil les tambours sont voilés de crêpe et les soldats portent le fusil renversé.

DEVINS. - Voy. Superstitions.

DEVISE. — La devise est une sentence, emblème du caractère, de la famille ou de la condition. L'usage des devises remonte à une haute antiquité. Au moyen âge, elles sont entrées dans les armoiries comme une partie essentielle du blason. Un des mérites des devises est la brièveté. On doit chercher à y joindre une pensée morale ou politique, comme dans les devises suivantes : Du bien le bien; Brevissima recta (la ligne droite est le plus court chemin); Plus ultra (toujours plus loin). Le latin se prétant mieux que les autres idiomes à la concision des devises, beaucoup furent rédigées dans cette langue. L'ordre de l'Étoile, fondé par le roi

Jean, avait pour devise une étoile avec ces mots, allusion aux rois mages: Monstrant regibus astra viam (les astres montrent la route aux rois). On lisait sur une arquebuse la devise suivante: Ante ferit quam flamma micet (elle frappe arant que la flamme brille). Les devises étaient quelquefois énigmatiques, comme celles de la Toison d'or: Autre n'aurai. Philippe le Bon, qui l'adopta, venait d'épouser Isabelle de Portugal et annonçait qu'il renonçait à toute autre Valentine de Milan, après le meurtre du duc d'Orléans son mari (1497), se condamna à un veuvage perpétuel et prit cette devise: Plus ne m'est rien, rien ne m'est plus. La devise des Rohan indiquait l'orgueil de cette famille : Roi ne puis, prince ne daigne, Rohan je suis. Quelquefois la devise dégénérait en calembour; la maison de Senecey portait: In viriule et honore senesce, jeu de mots intraduisible qui tient au verbe latin senesce (vicillis en vertu et honneur). Celle de Morlais était d'un goût encore plus équivoque: S'il te mord, mords-le. Tout le monde connaît la fameuse devise que Louis XIV adopta en 1662 : Nec pluribus impar. Elle accompagnait le soleil rayonnant, emblème choisi par ce prince, et indiquait que semblable à cet astre qui efface toutes les étoiles, il éclipsait tous les princes. Lui-même dans ses Mémoires (OEuvres de Louis XIV, t. Ier, p. 196) parle de cette fastueuse devise : « Ce fut là (au carrousel de 1662) que je commençai à prendre la *devise* que j'ai toujours gardée depuis et que vous voyez en tant de lieux. Je crus que, sans s'arrêter à quelque chose de particulier et de moindre, elle devait représenter en quelque sorte les devoirs d'un prince et m'exciter éternellement moi-même à les remplir. On choisit pour corps le soleil, qui, dans les règles de cet art, est le plus noble de tous, et qui, par la qualité d'unique, par l'éclat qui l'environne, par la lumière qu'il communique aux autres astres qui lui composent comme une espèce de cour, par le partage égal et juste qu'il fait de cette même lumière à tous les divers climats du monde; par le bien qu'il fait en tous lieux ; produisant sans cesse de tous côtés la vie, la joie et l'action; par son mouvement sans relâche, où il paraît néanmoins toujours tranquille; par cette course constante et invariable, dont il ne s'écarte et ne se détourne jamais, est assurément la plus belle et la plus vive image d'un grand monarque. Ceux qui me voyaient gouverner avec assez de facilité et sans être embarrassé de rien, dans ce nombre de soins que la royauté exige,

me persuadèrent d'ajouter le globe de la terre et pour ame nec pluribus impar; par où ils entendaient ce qui flattait agréablement l'ambition d'un jeune roi, que, suffisant seul à tant de choses, je suffirais sans doute encore à gouverner d'autres empires, comme le soleil à éclairer d'autres mondes, s'ils étaient également ex-

posés à ses rayons.»

Les roturiers avaient aussi leurs de vises qui leur servaient parfois d'enseigne et accompagnaient les instruments de leur profession. On en trouve souvent autour des armes des corporations industrielles. Celle des pelletiers était une aflusion à la pureté de certaines fourrures et en même temps une sentence morale: Malo mori quam fædari (mieux vaut la mort que la souillure). Dans le blason, la devise accompagnait une figure; la figure se nommait le corps et la devise l'ame. Voy. le père Menestrier, Des ornements des armoiries.

DEVOLUT. — Le dévolut était un moyen extraordinaire dont on se servait pour obtenir le bénéfice d'un titulaire, en languant d'incapacité à le posseder ou de quelque défaut essentiel, dans son titre de possession, ou de quelque crime qui pouvait entraîner sa déchéance. On appelait dévolutaire celui qui par cette dénoncuation s'emparait d'un bénéfice. Le dévolut pouvait purger l'Eglise de ministres indignes; mais le dévolutaire personnellement était toujours odieux. Les bénéfices étaient sujets au dévolut, ou de droit, comme dans le cas de lèse-majesté divinc ou humaine; ou de fait, et alors il fallait une sentence qui privat le titulaire de son bénéfice et l'adjugeat au dévolutaire. Le mariage du tituleire, son entrée en religion, étaient encore des causes de dévolut.

DEVOLUTAIRE.—Célui qui était pourvu d'un bénéfice par dévolut. Voy. DÉVOLUT.

DEVOLUTION. — Si, en cas de vacance d'un bénéfice, l'évêque négligeait d'y pourvoir dans un délai de six mois, la collation appartenait au supérieur par droit de dévolution. Si le supérieur immédiat ne nommait pas au bénéfice, son supérieur dans la hiérarchie ecclésiastique devait y pourvoir. Ainsi la col-lation remontait de degré en degré, de l'eveque au metropolitain, du metropolitain au primat et du primat au pape.

DEVOLUTION (Droit de). - On appelait dévolution dans le duché de Brabant un droit qui donnait la succession aux'filles nées d'un premier mariage de préférence aux fils nés d'un second lit. Ce fut en vertu de ce droit que Louis XIV réclama les Pays-Bas espagnols en 1665 et soutint, en 1667. la guerre dite de dévolution. Sa femme Marie-Thérèse était née d'une première femme de Philippe IV, tandis que le roi d'Espagne Charles II était issu d'un second mariage.

DÉVOUE. — Enfant consacré au service de l'Église. Voy. OBLAT.

DEXTRE. — Mesare évaluée par M. Guérard, dans les prolégomènes du polyptyque d'Irminon, à un mètre quarante-huit centimètres. Le dextre est encore usité dans le midi de la France et particulièrement dans le département de l'Hérault, où il équivant à quatre mètres quarante-sept centimètres.

DEXTRIER. — Cheval de bataille. Voy. CHEVAL.

DIACONAT.—Ordre ecclésiastique.Voy. CLERGÉ et ORDRES.

DIACONESSE. — Ce mot tire du grec, signifie servante. Il désignait dans la primitive Eglise des semmes qui étaient chargées d'une partie des fonctions ecclésiastiques et principalement de distribuer des secours temporeis et spirituels aux personnes de fenr sexe. Elles étaient consacrées par l'imposition des mains de l'évêque et comprises dans le clergé. Généralement les diaconesses étaient vierges ou veuves. Cependant sainte Radegonde obtint de saint Médard qu'il lui donnat l'habit de religieuse et la consacrat diaconesse, du vivant de son mari Clotaire ier. Dès le ve siècle, les conciles des Gaules défendirent de consacrer des diaconesses. Le premier concile d'Orange l'interdit en 441. Le second concile d'Orléans, tenu en 533 , prohiba également cet usage. Néanmoins il se conserva dans quelques parties de la France des coutumes qui rappelaient les anciennes prérogatives des diaconesses. Ainsi, même au xviiie siècle, les chartreuses de Saleth en Dauphiné, faisaient à l'autel l'office de diacre et de sous-diacre et touchaient les vases sacrés. Il en était de même de l'abbesse de Saint-Pierre de Lyon. Il y a encore aujourd'hui des diaconesses parmi les protestants. A Strasbourg, un hôpital protestant est desservi par des femnies qui portent ce nom.

DIACONIES. — On donnait autrefois le nom de diaconies à des hôpitaux desservis par des diacres ou diaconesses.

DIACRES: — Voy. CLERGÉ et Ondres.

DIADÈME. — Bandeau royal. Voy. Cou-RONNE et ROYAUTÉ.

DIALECTES. - Voy. PATOIS.

DIALECTIQUE. — Voy. SCOLASTIQUE.

DIAMANT. — On n'a commence à tailler le diamant qu'au xve siècle. Les quatre diamants qui enrichissaient l'agrafe du manteau de Charlemagne conservé à Saint-Denis n'étaient que des diamants à pointes naines, c'est-à-dire des diamants polis naturellement, de figure pyramidule et terminés en pointe. La taille du diamant ne sut inventée qu'en 1456 par Louis de Berquen, natif de Bruges. Charles le Téméraire sut un des premiers princes qui affectat un grand luxe de diamants; il est représenté, dit Millin, dans une viguette d'un manuscrit de la Bibliothèque nationale, ayant à son chapeau le superbe diamant qui fut pris dans ses bagages par les Suisses, après la bataille de Granson (1476), et qui a été connu depuis sous le nom de sanci. L'histoire des diamants qui furent trouvés en cette circonstance et vendus à vil prix prouve que l'usage en était encore réservé aux classes supérieures.Le plus beau fut vendu un écu; Jules II l'acheta dans la suite vingt mille ducats. Il orne la tiare du pape; sa grosseur égale la moitié d'une noix. Un autre presque aussi beau fut acheté par un marchand nonimé Fager et vendu dans la suite à Henri VIII. Le troisième est le sanci qui fait encore partie des diamants de la couronne de France.

DIAMANTS DE LA COURONNE. — Voy. ROYAUTÉ.

DIGESTRUR ou DIGESTOIRE. — On appelait digesteur ou digestoire, au dernier siècle, un vase d'où il ne pouvait sortir aucune vapeur. C'était une machine inventée par Papin, dans laquelle les viandes, après avoir été pendant quelques minutes exposées au seu, se trouvaient réduites à l'état liquide, et les os les plus durs, quelques minutes après, étaient convertis en gelée.

DIGNITAIRES (Grands). — Voy. Oppiciers (Grands).

DIGNITÉS. — Voy. Offices.

DIGUES. — Voy. Ponts et chaussées.

DIMANCHE. — Le dimanche ou jour du Seigneur (dies dominica) était dès l'origine du christianisme consacré au repos et aux cérémonies religieuses. On l'appelait aussi jour du soleil. On voit dans la première apologie de saint Justin que, le jour du soleil, les chrétiens s'as semblaient en un même lieu. On y lisait les écrits des apôtres et des prophètés; celui qui présidait à la cérémonie adressait un discours à l'assemblée; ensuite on

faisait des prières et l'oblation du pain et du vin qu'on distribuait à tous ceux qui étaient présents. Les diacres portaient le pain et le vin consacrés à ceux qui n'a-

vaient pu assister à l'office divin.

§ Ier. Repos du dimanche prescrit par les lois. — Une loi de Constantin, en date du 6 mars 321, ordonna qu'on célébrerait à l'avenir le jour du soseil, c'està-dire le dimanche, dans tout l'empire romain et que les juges et le peuple des villes en observeraient le repos. Toutefois cette loi permettait le travail de la campagne. Le troisième concile d'Orléans, tenu en 538, désendit le travail de la campagne; mais en même temps il s'éleva contre les idées qui sentaient plus le judaïsme que le christianisme, par exempie, la superstition de ceux qui prétendaient qu'il n'étuit pas permis de voyager le dimanche avec des bœufs, des chevaux et des voitures, ni de préparer à manger ni de rien faire pour la propreté des maisons et des personnes. Dans le même siècle, en 585, le deuxième concile de Macon se montra plus rigoureux et désendit d'atteler des bœufs le dimanche ou de faire d'autres travaux.

§ II. Ordonnances des rois francs pour la celebration du dimanche. — Les rois francs enjoignirent aussi de respecter le repos du dimanche. Une ordonnance de Childebert Ier, rendue en 554, interdisaif pendant ce jour les jeux des bouffons, les chansons et les danses. Un édit de Dagobert (630) punissait sévèrement ceux qui ne respectaient pas le repos du dimanche et les condamnait à l'esclavage, s'ils retombaient plusieurs fois dans la même faute. Un esclave, coupable de récidive, avait le poing coupé. Tout trafic était sévèrement interdit le jour du Seigneur. Les · meuniers même et les bouchers devaient s'abstenir de travailler et de vendre. Les Darbiers ne pouvaient exercer leur métier, au moins en Bretagne (D. Morice, Hist. de Bretagne, préface, p. xxv), et il était interdit aux voituriers de transporter ni denrées ni voyageurs.

SIII. Lois moins sévères à partir du XIII siècle. — Dès le XIII siècle, on se relacha de cette sévérité. Philippe Auguste permit de vendre le dimanche du blé et autres denrées de première nécessité (Ord. des rois de Fr., I, 39). Les maîtres de la draperie surent autorisés à visiter les draps le dimanche pour s'assurer de leur qualité (ibid., II, 399). Des assemblées, qui semblent des marchés ou des soires, purent être tenues le jour du Seigneur (ibid., IV, 515). Le Livre des métiers interdit généralement aux ouvriers de travailler le dimanche; il y a cependant

quelques exceptions pour les selliers, les gantiers et les barilliers. Ces derniers, qui faisaient les fonctions de sommeliers, devaient ce privilège aux services qu'ils rendaient aux seigneurs féodaux.

§ IV. Jeux des baladine le dimanche; scandules qui en résultaient ; ces jeux ét tours des bateleurs sont prohibés par les ordonnances des rois. — Les bateleurs avaient profité du repos du dimanche pour amuser le peuple par leurs speciacles; mais François ler, en 1520, prohiba le dimanche les danses et jeux des baladins. Malgré cette ordonnance, le repos du dimanche continua d'être troublé par des farces qui dégénéraient quelquesois en scandales; on en trouve une preuve dans les contes de Bonaventure Despersiers, qui écrivait à cette époque. Il montre en lutte un prédicateur et un bateleur, le premier troublé dans son sermon par le tambourin du second. « Makre Jean de Pontalais (c'était le nom du bateleur) fit sonner le tambourin au carrefour qui était tout vis-à-vis de l'église où était le precheur, et il le saisait sonner bien fort et longuement, tout exprès pour faire taire le prêcheur, afin que le monde vint à ses jeux. Mais c'était bien au rebours, car, tant plus il faisait de bruit, tant plus le precheur criait haut, et se battaient Pontalais et lui ou lui et Pontalais (pour ne faillir pas) à qui aurait le dernier. Le précheur se mit en colère et dit tout haut qu'on aille faire taire ce tambourin mais pour cela personne n'y allait. Quand le précheur vit qu'il ne se taisait point Vraiment, dit-il, j'irai moi-meme. Quand il fut au carresour tout échaussé, il va dire à Pontalais: Eh! qui vous a fait si hardi de jouer du tambourin quand je preche? — Pontalais le regarde et lui dit : Eh! qui vous a fait si hardi de précher quand je joue du tambourin? Alors le precheur, plus faché que devant, prit le couteau de son famulus (serviteur), qui était auprès de lui, et ît une grande balaire à ce tambourin, et s'en retournait à l'église pour achever son sermon. Pontalais prit son tambourin et courut après ce prêcheur et s'en va le coiffer comme d'un chapeau d'Albanais, le lui affublant du côté qu'il était rompu, et alors le prêcheur, tout en l'état qu'il était, voulait remonter en chaire pour remontrer l'injure qui lui avait été faite et comment la parole de Dieu était vilipendée. Mais le monde riait si fort lui voyant ce tambourin sur la tête qu'il ne put avoir audience, et fut contraint de se retirer et de se taire, car il lui fut remontré que ce n'était pas le fait d'un sage homme de se prendre à un fol.» Ces scandaleuses

bouffonneries appelaient une répression. Renri III rendit, en 1579, une ordonnance pour interdire les jeux qui étaient un obstacle à la célébration du jour du Seigneur. Plusieurs arrêtés confirmèrent ces prescriptions, et les lois enjoignirent jusqu'à la révolution de respecter le repos du dimanche. La restauration fit revivre ces ordonnances. Elles furent abrogées après la révolution de juillet. L'assemblée législative, qui a siégé en 1850 et 1851, avait proposé une lei qui interdissit les travaux publice les dimanches et jours fériés, à moins d'urgente nécessité. Le gouvernement les a formellement prohibés en 1852.

SV. Variations dans la fixation du dimanche : nome divers donnés aux dimanches. - La fixation du dimanche a varié comme les lois qui en prescrivaient l'observation. Dans quelques contréss du sud de la France, dit La Carne Sainte-Palaye (Antiquités franç., v. Dimanche), le dimanche commençait à l'heure de none le samedi et durait jusqu'à la première beure du landi. Autrefois , selon l'observation de Furetière, chaque dimanche avait son nom propre qui était pris de l'intrott du jour; il n'y en a plus maintenant qu'un petit nombre pour lesquels cet usage se soit conservé; tels sont les dimanches de Reminiscere, Oculi, Lztare, Judiea, Quasimodo.

DIME. — La dime ou dixme était une certaine partie des fruits de la terre, ordinairement la dixième partie, que l'on

payait à l'Église ou aux seigneurs.
5 les. Origine des dimes. — Jusqu'à Charlemagne, la dime fut plutôt un don des fidèles à l'Église qu'une taxe imposée par la loi. Les conciles de Tours en 569, et de Macon en 585, avaient, il est vrai, ordonné de payer la dime aux églises ; mais il paralt que ces ordres étaient mai exécutés, puisque, longtemps après, Pépin le Bref se plaignait, dans un capitulaire de 756, que les dimes ne fussent pes payées. Bafin, en 794, Charlemagne en fit une obligation. Bientôt la dime se perçut sur les produits des animaux et de l'industrie humaine aussi bien que sur les fruits de la terre. Enfin, les seigneurs, à l'époque féodale, ayant usurpé ce droit ou l'ayant reçu en fief, donnérent naissance à ce qu'on appela les dimes inféodées ou seigneuriales, c'est-à-dire aux dimes sorties des mains de l'Église et possédées par des laiques.

S II. Dimes inféodées; réclamations du clergé. — Les évêques réclamèrent contre cet abus, et dans un synode tenu à Saint-Denis, vers la fin du xº siècle,

sous le règne de Hugues Capet, ils demandèrent que les seigneurs féodaux ne pussent percevoir la dime; mais ils échouèrent devant une opposition qui alla jusqu'à disperser le concile par la violence. Le concile de Latran, en 1179, reconnut les dimes inféodées; mais désendit aux ecclésiastiques d'en inféoder à l'avenir. Saint Louis s'efforça de faire restituer au clergé les dimes qui lui appartenaient. Il y réussit d'abord en Languedoc. En 1269, il rendit une ordennance qui autorisait les laïques qui possédaient des dimes dans les terres du roi à les restituer aux églises sans la permission des officiers royaux. Antérieurement on exigeait le consentement du souverain, parce que la restitution des dimés diminuait la valeur du fief.

§ III. Diverses espèces de dimes. -Il y avait plusieurs espèces de dimes. Les menues dimes se levaient sur le menu bétail et les peaux d'animaux, sur la volaille, la laine, le lin, les fruits, les légumes. Les grosses dimes se prélevaient sur les blés, le vin et le gros bétail. Les prémices étaient un droit ecclésiastique différent de la dime et prélevé ordinairement sur les fruits de la terre, et quelquefois sur les petits ou produits des animaux et sur les produits de l'industrie humaine. Il variait depuis un trentième jusqu'à un soixantième.Peut-être faudrait-il entendre que ce droit se prélevait sur les premiers fruits et sur les premières portées des animaux. (Prolégomènes du cartulaire de Saint-Père de Char-

tres, § 89, par M. Guerard.) § IV. Dimes concédées au clerge par les rois de France. — Au moyen àge, plusieurs rois de France donnérent au clergé la dime de tout ce qu'ils consommaient. En 1143, Louis le Jeune donna à l'abbaye d'Hyères la dime de tont le pain que lui et sa maison ponvaient con-sommer par jour. Saint Louis et Phi-lippe le Bel accordèrent à Yabbaye de la Saussaye, l'un la dime du vin de Vincennes qui était destiné à la reine; l'autre la dime de tout le vin que lui, la reine et les rois ses successeurs recueilleraient dans la banlieue de Paris. Le clergé percevait dans plusieurs lieux la dime du poisson. L'évêque de Saint-Pel de Léon levait un dreit de quatre sous sur chaque millier de maquereaux pêchés à Roscof. A Dieppe, quand les matelots avaient pris un marsouin, ils étaient tenus de le porter à la vicomté de l'archeveché de Rouen et de frapper trois sois à la porte avec sa queue. S'il était trop gros ils pouvaient frapper avec le marteau de la porte; mais l'omission de cet hommage aurait entraîné la confiscation du poisson et une amende. Les moines de Saint-Bertin avaient la dime des harengs qui se pèchaient à Calais par concession du pape Alexandre III. Les Calaisiens avaient vainement tenté de résister. L'impôt avait été militairement établi par Philippe d'Alsace comte de Flandre.

§ V. Les terres des croises exemptes de la dime. — Les terres des croisés n'étaient pas soumises à la dime. « En un village près de Soissons, dit Monstrelet, était un curé, lequel voulut avoir dimes en une cense étant audit village, appartenant aux croisés d'outre-mer. Le censier, qui lors y était, refusa de payer icelles dimes, et il fut avoué desdits frères croisés. Le procès en fut fait et

parfait et en déchut ledit curé. »

§ VI. Portion congrue due au curé par les gros décimateurs. — Les curés jouissaient ordinairement des dîmes de leur paroisse. S'ils étaient privés des grosses dimes, ceux auxquels elles avaient été inféodées et qu'on appelait gros décimateurs, étaient tenus de leur payer une pension nommée portion congrue et dont le minimum fut fixé à trois cents livres au xvIII siècle, et à cinq cents livres au xviii. Les dimes novales se percevaient sur les terres qui depuis quarante ans n'avaient point été défrichées; les dimes de droit, au nombre desquelles était la dime des blés, se levaient en sous lieux; les dimes réelles portaient sur les biens ; les dimes personnelles sur le travail et l'industrie des hommes, etc. La révolution a fait disparaitre les dimes comme tous les droits féodaux.

DIME ROYALE. — La dime royale était un impôt unique que Vauban proposait de substituer aux taxes multipliées qui grevaient la France. La dîme royale devait varier, suivant une échelle proportionnelle, du vingtième au dixième du revenu et être payée en nature pour les revenus territoriaux, en argent pour les autres biens. Vauban proposa ce système, dès 1695, et le présenta avec plus d'insistance en 1707. Il appelait surtout l'attention sur les dangers de l'inégalité en matière d'impôts et sur l'inconvenient de ces taxes multipliées et incohérentes que les différents àges avaient léguées au xvmesiècle, et qui souvent variaient de province à province. Le projet de Vauban fut mal accueilli de Louis XIV; le livre où il l'exposait fut prohibé et l'auteur disgracié. « De ce moment, dit Saint Simon, ses services, sa capacité militaire unique en son genre, l'affection que le roi y avait mise jusqu'à croire se couronner de lauriers en l'élevant, tout disparut à l'instant à ses yeux; il ne vit plus en lui qu'un insensé pour l'amour du bien public, et qu'un criminel qui attentait à l'autorité de ses ministres, par conséquent à la sienne. Le malheureux maréchal, porté dans tous les cœurs français, ne put survivre aux bonnes grâces de son maître; il mourut peu de mois après.»

DIME SALADINE. — Dime ou dixième partie de tous les biens, meubles et immeubles, exigée de ceux qui ne prirent pas part à la croisade contre Saladin (1188-1193). Les ecclésiastiques ne furent pas exempts de la dime saladine. Voy. DÉCIMES.

DIMERIE. — Territoire sur lequel les seigneurs laïques ou ecclésiastiques le-vaient la dime.

DINDONS. — L'introduction de ces volatiles en France ne remonte pas au delà du xvi siècle. Champier, qui publia en 1560 un traité latin sur les aliments (de re cibaria), parle des dindons en ces termes : « Depuis peu d'années, il nous est arrivé en France certains oiseaux étrangers qu'on appelle poules d'Inde, nom qui leur a été donné, je crois, parce qu'ils ont été pour la première fois transportés dans nos climats des îles indiennes qui ont été découvertes, il n'y a pas longtemps, par les Portugais et les Espagnols. Leur grosseur diffère peu de celle des paons, etc.» D'après ce passage, ce fut vers l'époque de François I et que les dindons surent importés d'Amérique en Europe; car il est probable qu'il s'agit ici des Indes occidentales et non des Indes asiatiques. Les dindons étaient fort estimes dans l'origine, et, lorsque Charles IX passa par Amiens, le corps de ville lui offrit, entre autres présents, douze dindons. On voit dans le Journal de Pierre de l'Etoile (ann. 1603), que des voleurs s'autorisant du nom du roi ou de la reine, enlevaient les dindons comme réservés pour leur table. Linocier (Histoire des plantes, des animaux et des oiseaux, publiée en 1619), dit que cette espèce de volaille est un délicieux manger, digne de la table des seigneurs (voy. Le Grand d'Aussy, Vie privée des Français).

DINER. — L'heure du diner a beaucoup varié en France. Pendant plusieurs siècles, on dinait à dix heures; c'était encore l'usage au commencement du xvi° siècle. Au siècle suivant, on recula le diner jusqu'à onze heures. L'auteur d'un traité latin, sur l'Art de conserver la santé (De sanitate tuenda), publié en 1668, se plaint de ce retard, et rappelle l'ancien

proverbe, qui se conserve encore dans nos campagnes avec quelques variantes:

Lever à six, dîner à dix, Souper à six, coucher à dix, Fait vivre l'homme dix fois dix.

Un passage des satires de Régnier indique qu'au commencement du xvii siècle, le diner, même à la cour, était terminé à midi. Il parle d'un valet (sat. XII) qui jure à son maître:

..... Qu'il est midi sonné
Et qu'au logis du roi tout le monde a diné.

Dans la seconde moitié du xvii siècle, on recula l'heure du diner et on la fixa à midi; cet usage s'observe encore aujourd'hui dans les colléges, communautés et maisons religieuses. Boileau, dans sa satire du Repas publiée en 1667, dit en parlant de son empressement à se rendre au diner:

J'y cours, midi sonnant, au sortir de la messe.

Les courtisans, qui assistaient à midi au Miner du roi, ne dinaient eux-mêmes qu'à une heure. Les lettres de Mme de Sévigné prouvent que cet usage ne s'établit pas sans peine. «Je dinais avant-hier chez M. de Chaulnes, écrit-elle en 1671; je vis un homme au bout de la chambre, que je crus être le maître d'hôtel. J'allai à lui, et lui dis: Mon pauvre monsieur, faitesnous diner; il est une heure, je meurs de faim.»

Les gens de palais prirent aussi l'habitude, à la fin du xvu° siècle, de retarder l'heure de leur *diner*, et Furetière, qui écrivait vers cette époque, dit qu'ils di-

naient à deux heures.

Au commencement du xviii siècle, le diner avait généralement lieu à une heure. La paresse et la toilette des dames, dit Le Grand d'Aussy (Vie privée des Français), le firent retarder jusqu'à deux heures. « Cet usage subsistait dans un certain nombre de maisons, il y a une trentaine d'années, ajoute cet auteur, dont l'ouvrage parut en 1782; mais aussi c'était le retard le plus considérable que l'on connût; actuellement c'est une diligence infiniment rare. Presque partout il est près de trois heures, et en beaucoup d'endroits même il en est près de quatre quand on dine.» Au commencement du xixe siècle, quatre heures était l'heure généralement adoptée pour le diner; mais on l'a successivement retardé jusqu'à cinq heures et même six heures. Cette dernière heure est celle qui est généralement adoptée aujourd'hui dans les grandes villes. Certaines provinces, et en général les campagnes, ont conservé le diner de midi ou une heure; celui des ouvriers a lieu à deux heures. Voy. Nourriture et Table.

DIOCÈSE. — Circonscription territoriale adoptée par les empereurs romains au 17° siècle, et conservée par l'Église. C'est aujourd'hui le territoire soumis à la juridiction d'un évêque. Voy. CLERGÉ e' Évêque.

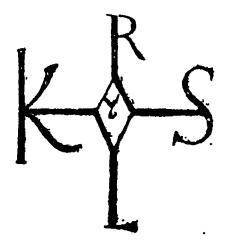
DIPLOMATIE. — Voy. RELATIONS EXTÉRIEURES.

DIPLOMATIQUE. — La diplomatique. qu'il faut bien se garder de confondre avec la diplomatie, est la science d'apprécier l'authenticité des diplômes et autres titres anciens. Le véritable fondateur de cette science a été le bénédictin D. Mabillon, qui publia en 1681 son célèbre Traité de diplomatique (De re diplomatica). Il y ajouta lui-même un supplément, et son œuvre fut complétée par les savants diplomatistes DD. Toussaint et Tassin, qui publièrent de 1740 à 1765, un Nouveau Traité de diplomatique (6 vol. in-4). Peu de temps après, en 1774, un autre religieux de la congrégation de Saint-Maur, D. de Vaines, donna un Dictionnaire raisonné de diplomatique, auquel nous avons fait de nombreux emprunts. Enfin, de nos jours, M. N. de Wailly a publié des Elements de Paléographie (2 vol. in-4).

§ 1er. Importance de la diplomatie pour l'histoire. - Les diplomes, d'où la diplomatique tire son nom, sont principalement les bulles pontificales, et les actes royaux ou seigneuriaux. Pour se convaincre de l'importance de la diplomatique, il faut se rappeler que ces actes étaient presque toujours promulgués dans des assemblées solennelles, traitaient des questions importantes, et étaient conservés religieusement dans les archives; ils ont par conséquent une autorité bien supérieure à celle des mémoires, sur lesquels s'appuient la plupart des historiens. La science qui constate leur authenticité est donc elle-même un auxiliaire important de l'histoire. Il serait impossible de la faire connaître en quelques lignes; il suffira d'exposer, d'après D. de Vaines, certains caractères des actes royaux et pontificaux.

SII. Indication de quelques caractères des diplômes d'après D. de Vaines. — Le nom de diplôme vient d'un mot greç qui signifie plié en deux, parce que telle était la forme des premiers diplômes. Le plus ancien diplôme d'un roi franc, est celui de Childebert Ier, donné en 558, en faveur de l'abbaye de Saint-Germain des Prés. D. de Vaines indique sommairement le caractère des diplômes royaux sous les trois races: «Les diplômes mérovingiens portaient en tête une invocation monogrammatique. Le monogramme est un

caractère factice composé des principales lettres d'un nom, qui sont entrelacées de manière à paraître ne former qu'un seul caractère. Ainsi, le monogramme de Charles le Chauve sur une charte de l'année 843 présentait la forme que voici:



On l'interprète signum Karoti gloriosissimi regis (symbole du très-glorieux roi Charles). L'invocation monogrammatique était suivie de la suscription ; ce qui composait la première ligne d'un préambule; de l'objet du diplôme, des menaces ou amendes; de l'annonce ou du sceau, ou de la signature; de la souscription qui contensit premièrement une invocation monogrammatique, puis le nom du roi; de la ruche qui renfermait plusieurs SS pour subscripsi; de la signature du référendaire qui avait présenté l'acte; du souhait par la formule dene valeas, placée auprès du sceau. Tout au bas de l'acte étaient placées les dates du jour, du mois, de l'année, du règne et du lieu; ensuite une invocation formelle tout au long, et feliciter, formule finale. Telle est la forme des diplômes des rois mérovingiens. Les diplômes de moindre conséquence n'étaient souscrits que par les référendaires : ils ne présentent pas toutes les formalités dont sont revêtus les premiers. Les dipiòmes cariovingiens ont à peu près le même caractère que les diplômes mérovingiens, à quelques exceptions près, qui consistent plus dans les expressions que dans le fond de l'acte. Sous la troisième race, jusqu'après le règne de saint Louis, il y a peu de différence dans les diplômes royaux. A cette époque, ils commencerent à prendre une nouvelle forme; le changement sut total après le règne de Philippe le Bel. Les diplômes solennels portaient l'invocation du nom de Dieu, de Jésus-Christ notre sauveur, et de la sainte Trinité; la date de l'ère chrétienne, l'année du règne du roi, son monogramme, l'indication de la présence des quatre grands officiers (chancelier, connétable, panetier, bouteiller); ils étaient munis

d'un sceau avec contre-scel. Les actes moins solennels n'étaient pas assujettis à toutes ces formalités, mais ils en conservaient quelques-unes. Dans le siècle suivant, c'est-à-dire dans le XIV siècle, les diplômes des rois de France changèrent encore de forme : plus d'invocation, nouvelle formule finale, plus de signature des grands officiers, etc. »

SIII. Moyens employés anciennement pour constater l'origine et l'authenticité des diplômes. - Longtemps avant que les bánédictins enssont fait and science do la diplomatique, on s'était occupé des meyens de constater l'authenticité des lettres et actes des reis et des cours de justice. Ainsi Bouteiller, qui écrivit à la fin du XIV siècle sa Somme ravalé, s'exprimeniaci (livre II. tiere xxme): « Si tu voux sa toir pour un arrêt de parlement par qui il est fait, ou par la chambre des enquêtes, ou par la chambre de parlement (grand'chambre; voy. Parlement), sache que tu pourras le connaître, parce que, quand l'arrêt dit per arrestum curiz, le procès a été visité par la chambre des enquêtes, et, quand l'arrêt dit per judicium curiæ, le procès a été visité par la chambre de parlement, sans etre porté en la chambre des enquêtes. » Les sceaux étaient un des principaux moyens de reconnaître l'authenticité des chartes. Miraumont, qui écrivait son Traité de la chancellerie à la fin du xyi! siècle, s'en exprime ainsi : « Le scel d'or n'était point mis et appliqué indifféremment à toutes les lettres, mais seulement aux titres de concessions et octrois faits aux églises et communautés ou en faveur de quelques grands au commencement de notre monarchie. Sous les premiers rois, il n'y avait autre scel pour sceller les lettres que l'anneau du roi, lequel les rois buillaient à leurs notaires et secrétaires pour les imprimer en cire sur les lettres qui leur étaient commandées. »

SIV. Des bulles et des bress. — Parmi les actes dont s'occupe la diplomatique, les bulles et bress des papes figurent au premier rang. Les actes pontificaux, en têté desquels se trouve le nom du pape et son rang parmi les souverains pontifes, s'appellent bress. Ils portent un sceau de cire rouge avec l'anneau du pécheur représentant saint Pierre dans sa barque. Les bulles, au contraire, sont scellées de cire verte, avec un sceau en plomb représentant d'un côté saint Pierre et saint Paul, et portant de l'autre le nom du pape, avec l'année de son pontificat; elles tirent leur nom de ce sceau en forme de boule (bulla). Les bulles diffèrent encore des bress par l'indication de la date; elles suivent le calendrier romain, tandis

que dans les bress on emploie le calendrier ordinaire. Enfin les questions d'une haute importance sont d'ordinaire traitées dans des bulles, tandis que les bress s'occupent d'affaires secondaires. Voy. DIPLO-MATIQUE.

DIPLOMATISTES. — On appelle diplomentières ceux qui s'occupent de constater rauthenticité des diplômes, chartes, bulles, etc.

DIPTYQUES. — On distinguait ohes les anciens deux sortes de livres, ceux qui étaient roulés (volumina) et les livres en tablettes (codices). Les premiers étaient écrits sur des matières souples et pliantes, faciles à rouier, telles que les feuilles d'arbre, le parche-min, le papyrus, etc. On employait pour les seconds des matériaux durs et solides, comme l'ivoire, les métaux et le bois. A cette dernière catégorie appartiennent tes diptyques. Ils tiraient leur nom de ce qu'ils étaient pliés en deux (êlaroxa). Chez les Romains, les diptyques consulaires servaient à inscrire le nom du consul, sa famille, ses dignités, etc. On sculptaitsur les tablettes d'ivoire qui formaient les deux côtés du dipytque l'image du consul avec tous les ornements de sa dignité. L'Eglise chrétienne adopta les diplyques et s'en servit pour inscrire sur un double catalogue les noms des vivants et des morts. Les papes, les évêques, les martyrs, les bienfaiteurs de l'Eglise figuraient en tête de ces catalogues. Les diptyques ecclésiastiques ont été d'usage en France jusque vers la fin du règne de Charlemagne. La Bibliothèque nationale en possède plusieurs. « Ces monuments, dit Millin, sont intéressants pour l'histoire du temps et pour celle de l'art; ce sont les plus considérables en ivoire qui nous aient été transmis par l'antiquité. On y trouve une suite de particularités curieuses sur le costume, les mœurs et les usages de ce temps. » Voy. le Thesaurus dipsycorum de Gezi, publié par Passeri.

precente de l'Académie française. Les domaines, les postes, les ponts et chausées, les monnaies et beaugoup d'autres parties de l'administration sont soumises à des directeurs. On a aussi donné ce nom aux membres du Directoire. Voy. Directoire.

DIRECTEURS DE DÉPARTEMENT et DE DISTRICT. — Magistrats établis par la constitution de 1791 pour l'administration des départements et des districts. Ils

répondaient aux préfets et sous-préfets de nos jours. Voy. DEPARTEMENT.

DIRECTION. — La grande et la petite direction étaient, sous l'ancienne monacchie, deux conseils qui s'occupaient de l'administration financière; nous ayons indiqué leurs attributions en parlant du conseil d'Etat (voy. Conseil D'ETAT, § III). Saint-Simon (Mémoires, édit. in-8, t. II, p. 316) donne quelques détails sur les deux directions. « La petite direction, dit-ii, se tient toujours ches le chef du conseil des finances qui y préside (il s'agit du conseit des finances institué par Louis XIV en 1061), et la grande direction dans la salte du conseil des parties; le chancelier y préside, et, lorsqu'il a été absentet qu'il y a en un garde des sceaux, ce dernier y a présidé de sa place et a toujours laissé vide celle du chancelier. Il faut comprendre quand le chancelier n'est pas exilé, au moins à ce que je pense, perce que dans le cas d'exil le garde des sceaux fait parteut ses fonctions et prend même au parlement la place que le chancelier y tient. En ce voyage de Fontainebleau (1699), où le chancelier malade n'alla point, M. de Beauvilliers, président du conseil des finances, prit sa place à la grande direction; il y avait présidé d'autres fois en l'absence du chancelier, sans prendre sa place et l'avait laissée vide. Le roi le sut, et dit qu'étant duc et pair et présidant à la grande direction par l'absence du chancelier, il devait prendre sa place et ne la plus laisser vide. Ce fut ainsi exécuté depais. »

DIRECTOIRE. — Le Directoire, qui gouverna la France pendant quatre ans (27 octobre 1795 — 9 novembre 1799), avait été institué par la constitution de l'an III. Il se composait de cinq membres qui furent nommés par les deux conseils des Anciens et des Cinq-Cents. Les directeurs se renouvelaient tous les ans per cinquième. Un des cinq directeurs désigné par le sert était remplacé par un nouveau membre que choisissait le conseil des Anciens sur une liste de candidats présentés par le conseil des Cinq-Cents. Voy. Constitution de L'an III, à l'article Constitution, § III.

DIRECTOIRE D'ALSACE. — Le traité de Westphalie, en réuniseant l'Alsace à la France, avait garanti les priviléges des nobles de cette province. Ils formèrent un directoire en 1651, pour le maintien de leurs droits. Louis XIV autorisa cette institution, lorsque l'Alsace entière eut été réunie à la France, en 1681, et lui attribua la même juridiction qu'aux tri-

hunaux appelés présidiaux. Le directoire se réunissait une fois par semaine pour juger les dissérends des gentilshommes et de leurs vassaux. Une somme de quinze millé sept cent quarante-deux livres lui était assignée pour frais du tribunal et honoraires des membres du directoire. Toute autre réunion était interdite à la noblesse d'Alsace, à moins d'une permission spéciale du roi.

DIRECTOIRE DE DEPARTEMENT. Un appela directoire de département, de 1791 à 1800, l'assemblée des administra-Leurs instituée par la constitution de 1791. Les administrateurs, d'après cette constitution, étaient, des agents élus à temps par le peuple pour exercer, sous la sur-veillance et l'autorité du roi, les fonctions administratives. Ils ne pouvaient ni s'immiscer dans l'exercice du pouvoir légis-latif, ni suspendre l'exécution des lois, ni rien entreprendre sur l'ordre judiciaire ni sur les dispositions ou opérations mihtaires. Les administrateurs avaient pour principale mission de répartir les contributions directes et de surveiller les deniers provenant de toutes les contributions et revenus publics dans leur territoire. Le roi avait le droit d'annuler les uctes des directoires de département contraires aux lois ou aux ordres qu'il leur avait adressés. Il pouvait même, dans le cas d'une désobéissance persévérante, les suspendre de leurs fonctions; mais il devait en instruire l'assemblée qui pouvait lever ou confirmer la suspension. Les administrateurs de département pouvaient annuler les actes des sous-administrateurs de district, contraires aux lois ou arrêtés des directoires de département.

DIRECTOIRE DE LA CONFESSION **D'AUGSBOURG.** — Le directoire des églises réformées de la confession d'Augsbourg a été organisé par un décret du 25 mars 1852. Il est composé d'un président, d'un membre laïque et d'un inspecteur ecclésiastique nommés par le gouvernament et de deux députés nommés par le consistoire supérieur. Le directoire exerce le pouvoir administratif; il nomme les pasteurs et soumet leur nomination au gouvernement. Il nomme les suffragants ou vicaires et propose aux fonctions d'aumônier pour les établissements civils qui en sont pourvus. Il autorise ou ordonne, avec l'agrément du gouvernement, le passage d'un pasteur d'une cure à une autre. Il exerce la haute surveillance sur l'enseignement et la discipline du séminaire et du collège protestants de Strasbourg. Il nomme les professeurs du collège ou gymnase, sous

l'approbation du gouvernement, et ceux du séminaire, sur la proposition du corps des professeurs. Il donne son avis motivé sur les candidats aux chaires de la faculté de théologie de la confession d'Augsbourg.

DIRIMANT. — On appelle empéchement dirimant un obstacle qui entraîne la nuilité du mariage.

DISCIPLINE ECCLÉSIASTIQUE. — Voy. CLERGÉ.

DISCIPLINE JUDICIAIRE. — Voy. Jus-

DISCIPLINE MILITAIRE. — Voy. ARMÉE et ORGANISATION MILITAIRE.

DISCIPLINE (Compagnies de). — Compagnies où sont placés les soldats que l'on veut soumettre à une discipline plus sévère. Voy. ORGANISATION MILITAIRE.

DISCIPLINE (Conseil de). — Conseil de discipline des avocats. Voy. Conseils. Il existe aussi des conseils de discipline pour la garde nationale. Voy. GARDE NATIONALE.

DISPENSES. — Ce mot indique d'une manière générale une exemption, une permission d'agir contre le droit commun. Ainsi les rois accordaient des dispenses d'àge pour être admis dans les tribunaux; l'Eglise accorde des dispenses pour le jeune, pour autoriser les mariages entre parents, etc.

DISTILLATEURS. -- Voy. Corporation.

DISTINGUO.—Ce mot latin, qui signific je distingue, a passé dans l'usage familier et s'emploie pour indiquer un argument subtil par lequel on échappe à son adversaire en distinguant dans sa proposition le vrai et le faux, ou les divers points de vue sous lesquels on peut l'envisager. Ainsi Molière introduit sur la scène, dans une de ses pièces bouffonnes, Thomas Diafoirus répondant à une femme qui soutient qu'on doit être soumis aux volontés de ce qu'on aime: Distinguo; pour l'intérêt de son amour, concedo (je l'accorde); contre sa passion, nego (je le nie).

DISTRIBUTION MANUELLE. — Distribution en nature ou en argent que l'on faisait autrefois aux chanoines pour récompenser leur assiduité au service divin. Saint Pallade, évêque d'Auxerre, en'636, voulant engager les clercs de son église à célébrer avec pompe la fête de Saint-Germain, ordonna que ce jour-là chacun d'eux recevrait cent sous de la main de l'évêque. C'est un des plus anciens exemples de distribution manuelle. Cette rémunération était quelquesois appelée commune.

DISTRICT. — Subdivision du département à l'époque de la révolution; elle répond à l'arrondissement de nos jours. Voy. DÉPARTEMENTS.

DISTRICT DE RECETTE. — Subdivision financière des généralités de pays d'états; c'étaient les villes où les états, qui faisaient la répartition de l'impôt, établissaient des bureaux de perception.

- On appelait souvent dit, au moyen âge, un écrit de peu d'étendue, en vers ou en prose. Tels sont, entre au-tres, le dit d'un mercier et le dit des alliés par Godefroy de Paris. Ce dernier ouvrage fut composé, au commencement du xive siècle, en faveur de Philippe le Bel menacé par l'aristocratie féodale, dont il avait diminué les privilèges. On reconnaît dans le dit des allies la main de quelqu'un de ces jurisconsultes qui secondèrent avec tant d'énergie les projets réformateurs de Philippe le Bel. — Le mot dit s'employait encore, au xvije siècle, pour caractériser un mot, une sentence. « Il ne nous reste d'Alexandre, dit Saint-Evremond, que certains dits spirituels d'un tour admirable, qui nous laissent une impression égale de la grandeur de son âme et de la vivacité de son esprit. »

DITS:— Terme de pratique indiquant les arguments qu'une partie tirait des pièces du procès, comme dans ces vers de Voiture:

En ces mots Minerve plaida ; A ses dits le ciel s'accorda.

Racine a dit dans le même sens (Plaideurs, 1, 7):

.... Je fournis De dits, de contredits....

DIVAN. — Meuble emprunte aux Orientaux et principalement aux Arabes. Voy. MEUBLES.

DIVERTISSEMENTS. — Voy. Fêtes et

DIVINATION. - Voy. Sciences oc-

DIVISION. — On appelait division une fête que célébraient les chanoinesses de Remirement et qui rappelait la séparation des apôtres, lorsqu'ils se dispersèrent pour aller prêcher l'Évangile dans les diverses parties du monde. Charles les, duc de Lorraine, reconnut qu'il était tenu de porter les corps-saints de l'église de Remirement le jour où l'on célébrait la fête de la division des apôtres.

Division (Général de). — Voy. Higrar-Chie militaire.

DIVISION MILITAIRE. — Voy. Organit sation militaire.

DIVISIONS TERRITORIALES DE LA FRANCE. — Les divisions territoriales de la France ont varié à l'infini, et nous ne nous proposons ici que d'indiquer les

plus importantes.

S Ier. Divisions territoriales de la Gaule avant la conquête romaine. La Gaule avant la conquête des Romains se divisait en trois grandes parties : la Belgique au nord entre le Rhin et la Seine, la Celtique an centre entre la Seine et la Loire, et l'Aquitaine au sud entre la Lbire et les Pyrénées. Ces contrées se subdivisaient en une multitude de pagi ou page, dont les limites étaient déterminées par des différences de tribu, par la configuration du sol, la diversité des productions et la nature du climat. Ces circonstances, plus fortes que toutes les révolutions, ont imprimé un caractère de perpétuité à la division naturelle en pays, et aujourd'hui encore, quoiqu'elle n'ait aucune valeur politique, elle à survécu à toutes les divisions inposées par les gouvernements. La So-logne, la Brie, le pays de Caux, le pays d'Auge, etc., sont pour le paysan les vé ritables divisions de la France. Elles sont anssi durables que la nature sur laquelle elles se fondent.

S II. Divisions territoriales de la Gaule sous les Romains. — Les Romains, maîtres de la Gaule, la partagèrent d'abord en quatre grandes régions: Belgique, Lyonnaise, Aquitaine, province romaine qui comprenait le sud-est. Dans la suite, ils subdivisèrent ces régions; la Gaule était partagée, au no siècle, en dix-sept provinces: Germanie première et Germanie seconde, Belgique première et Belgique seconde, quatre Lyonnaises, deux Aquitaines, Novempopulanie, deux Narbonaises, Alpes maritimes, Alpes grées ou grecques, Viennoise et grande Séquanaise qui comprenait l'Helvétie ou Suisse. Les invasions des barbares firent disparaître

ces divisions politiques.

§ III. Divisions territoriales établies par les Francs. — Les Francs, après avoir subjugué les royaumes des Bourguignons et des Visigoths, divisèrent la Gaule en autant de royaumes qu'il y avait de fils de roi. Les circonscriptions de l'Austrasie (royaume de l'est), de la Neustrie (royaume de l'ouest), de la Burgondie et de l'Aquitaine étaient fort irrégulières. Ces royaumes furent subdivisés en comtés, duchés, centaines,

dizaines. Ces dernières dénominations se retrouvent dans tous les pays conquis par les barbares; elles rappellent l'organisation primitive de l'armée ger-manique divisée en centaines et dizaines. Après is conquête, l'armée cam-pait en quelque sorte sur le pays conquis et y avait d'abord conservé son ordre de bataille. Dans la suite les dizaines et les centaines ne furent plus que des portions de territoire gouvernées par des dizainiers et des centepiers, à la fois juges, chess militaires, percepteurs d'impôts, comme les comtes dont ils relevaient. Sous cette administration fort irrégulière, l'ancienne division en pays ou pays reparut avec une nouvelle force, pendant que l'Eglise conservait dans ses circonscriptions diocéssines l'organisation tracée par les Romains.

IV. Divisions féodales. — La féodalité créa en France de nouvelles circonscriptions territoriales. Les duchés, les comtés, les baronnies, les fiels de toute nature morcelèrent le territoire. Au milieu de ces subdivisions s'élevèrent quelques grandes principautés qui devinrent les pairies laïques, telles que les duchés de France, de Normandie, de Bourgogne et d'Aquitaine, les comtés de Flan-dre, de Champagne et de Toulouse, qui avaient de nombreuses sous-infécdations. La liste complète serait difficile à dresser. Voici les fiefs 'les plus importants de la France à l'époque où le système féodal eut pris tout son développement. On en comptait à cette époque une soixantaine qui se rattachaient aux sept grandes principautés que nous venons de rappeler. De l'ancien duché de France relevaient directement les fiefs suivants :

1º L'Apjou. Les ducs d'Anjou étaient sénéchaux héréditaires des rois de France):

2º La Touraine;

3º Le comté de Senlis;

4° Le Vezin français (entre l'Oise et l'Epte);

5° Les comtés de Montmorency, de Montfort, de Monthéry, Dammartin, Corbeil, Mantes, Meulan, Étampes, Melun; 6° Le comté d'Orléans;

7º Après 1100 la vicomté de Bourges. Les autres pairies avaient également un grand nombre de fiefs qui leur étaient

subordonnés.

Le comté de Vermandois, érigé vers 834, ne perdit son importance comme pairie qu'en 1019, époque où le comté de Troyes devenant comté de Champagne fut le principal domaine de cette contrée. Du Vermandois relevaient:

1° Le comté de Valois;

2º Le comté d'Amiens;

3º Id. de Péronne:

4º Id. de Saint-Quentin;

5º Id. de Troyes.

Du comté de Troyes, qui devint en 1019 comté de Champagne, relevaient :

1º Les comtés de Blois et de Chartres;

2º Le comté de Brie;

3º Id. de Réthel;

4º Id. de Coacy;

5º Id. de Roucy (près de Reims);

6° Id. de Joinville;

7º Id. de Bar-sur-Seine;

8° Id. de Brienne;

9º Id. de Vitry.

Du comté de Flandre relevaient les comtés d'Arras, Hesdin, Saint-Pol, Guines, Boulogne, Térouanne et le Ponthieu dont la capitale était Abbeville.

Le duché de Normandie comprensit un certain nombre de fiefs, dont les principaux étaient Évreux, le Mans (soumis par Guillaume le Conquérant), Eu, le Perche (capitale Bellème), Mortagne, Domfront, Mortain, Bayeux, Séez, Coutances, Avranches, Aumale.

Le duc de Bourgogne avait pour vassaux directs les comtes de Châlons-sur-Saône, Semur, Nevers, Tonnerre, Beaune, Joigny, Sens, Auxerre, Mâcon, Dijon, Auxonne, Charolles, Forez et Beaujolais.

Les principaux fiefs subordonnés au duché d'Aquitaine étaient le comté de Poitiers réuni au duché d'Aquitaine, le Périgord, la Marche, le comté d'Angoulème, l'Aunis et la Saintonge, l'Auvergne, la vicomté de Turenne, le Limousin, l'Agénois. Le duché de Gascogne fut réuni en 1038 au duché d'Aquitaine; les principaux feudataires de la Gascogne étaient : les comtes de Bordeaux, Bigorre, Béarn, Armagnac, Astarac (Gers), Fesenzac (Gers), Albret, Lecteure, Comminges, Pardiac (Gers), Dax et Aire.

Du comté de Toulouse dépendaient le Quercy, l'Albigeois, le Rouergue, les comtés de Saint-Gilles, Nîmes, Melgueil, Gévaudan, une partie de la marche de Narbonne, l'ancien duché de Gothie divisé en Septimanie et comté de Barcelone. Dans la Septimanie se trouvaient les seigneuries de Lodève, Saint-Pons, Narbonne, Béziers, Agde, Uzès, Maguelone, Montpellier. Le comté de Barcelone comprenait les principautés de Roussillon, Ampurias, Carcassonne, Urgel, Conflans, Cerdagne, Ausone, Besalu, Girone et Manresa. Dans la suite, l'autorité des comtes de Toulouse s'étendit sur le marquisat de Provence (comtat Venaissin) qui se subdivisait en comtés d'Avignon, Cavaillon, Carpentras, Orange, Valence, Die.

La Bretagne résistait aux prétentions des ducs de Normandie qui la considéraient comme un de leurs fiess; elle comprenait les comtés de Nantes, Rennes, Vannes, Cornouailles, Fougères et Penthièvre.

nes, Cornounilles, Fougères et Penthièvre. S. V. Divisions administratives sous l'ancienne monarchie. — Depuis Philippe Auguste, qui s'empara de la Normandie et d'une partie du duché d'Aquitaine, la royanté travailla avec une énergique persévérance à la réunion des provinces que le système féodal avait isolées et fractionnées. Sa gloire a été de rattacher successivement ces provinces à l'autorité centrale et de saire avec un duché de quelques milliers d'âmes un royaume de plus de trente millions d'habitants. A mesure qu'elle faisait une conquête, elle transformait en offices royaux les anciennes principautés féodales ou du moins elle plaçait à oôté des seigneurs feudataires des baillis et des prévôts, des sénéchaux et des vicomtes. La France se divisa bientôt en sénéchaussées, vicomtés on vigueries dans le midi, bailliages et prévosés dans le nord. Les officiers royaux placés à la tête de chacune de ces circonscriptions territoriales étaient tout à la fois magistrats, hommes de guerre et administrateurs financiers, comme les délé-gués des rois francs. Mais, à mesure que l'administration se compliqua par l'étendue du royaume, la multiplicité des lois et l'accroissement des impôts, il fallut créer pour chaque service des sonctionnaires spéciaux. C'est ainsi que peu à peu les parlements et les présidiaux (voy. ces mots) furent chargés de l'admi-nistration de la justice; les receveurs généraux et les trésoriers de France eurent la gestion financière, et les gouverneurs l'autorité militaire. La France fut divisée en douze ressorts de parlements : Paris, Toulouse, Bordeaux, Grenoble, Dijon, Aix, Rouen, Rennes, Pau, Metz, Douai et Besançon; trente-deux généralités financières (voy. Généralités) et douze gouvernements militaires (voy. Gouver-NEMENTS). Les intendants, créés par Richelieu, résidaient dans les généralités et surveillaient toutes les parties de l'administration. La division par intendances devint surtout importante sous Louis XIV et sous Louis XV. Néanmoins, toutes les anciennes divisions coexistaient et donnaient à la France l'aspect d'une de ces vieilles cités où se heurtent des constructions de tous les âges. Les bailhages, les sénéchaussées, les prévôtés, les vicomtés, d'anciens fiefs et même des alleux, figuraient à côté des intendances, des généralités et des circonscriptions judiciaires des présidiaux et des parlements.

5 VI. Divisions territoriales et administratives depuis 1789. — L'assemblée constituante substitua à ces anciennes divisions administratives, judiciaires, territoriales, la division en départe-ments; elle en créa d'abord quatre-vingttrois, puis quatre-vingt-neuf (voy. DEPAR-TEMENTS). Ce système, qui substituait l'unité, la simplicité, l'harmonie aux traditions compliquées et embrouillées de l'ancienne administration, est encore celui qui existe en France. Les autres branches d'administration ont aussi pour base la circonscription départementale. Pour l'administration financière, il ya dans chaque ches-lieu de département un receveur général et un directeur de l'enregistrement et des domaines. Les chefs-lieux d'arrondissement ont des receveurs particuliers, des percepteurs de l'enregistrement et des domaines, des conservateurs d'hy-pothèques, etc. Enfin, chaque canton a son percepteur qui centralise la recette de plusieurs communes. L'administration académique a aussi son siège dans chaque département où elle est représentée par un recteur; les arrondissements ont des inspecteurs pour l'instruction primaire. Plusieurs départements forment la circonscription d'une cour d'appel qui envoie des juges tenir les assises dans chaque département. Les arrondissements ont des tribunaux de première instance, et les cantons des juges de paix. Enfin, dans l'ordre militaire, plusieurs départements forment une division militaire à la tête de laquelle est un général de division ; chaque département, qui dépend de la division, est sous les ordres d'un général de brigade. Il y a donc harmonie et simplicité dans ces divisions administratives où tout part du centre pour se répandre rapidement et hiérarchiquement dans les diverses parties de la France.

DIVORCE. - Voy. MARIAGE.

DIWOHART. — Corvée que les seigneurs bretons exigeaient de leurs vassaux; elle est mentionnée dans un ancien titre de Saint-Meen, dont on trouve l'extrait dans le tome II de l'Histoire de Bretagne, par D. Morice.

DIXIÈME. — Impôt établi en 1710 et qui consistait dans la dime ou dixième partie des revenus de toute espèce. Cette taxe onéreuse fut étendue à toutes les classes de la nation et avait beaucoup d'analogie avec la dime royale proposée par Vauban (voy. Dime ROYALE). Tous les habitants, nobles ou roturiers, étaient soumis à l'impôt du dixième. Mais plusieurs corps privilégiés parvinrent à s'y soustraire en

payant une somme considérable; ainsi le clergése racheta moyennant huit millions, l'ordre de Malte en payant soixante mille livres. Il y eut aussi des provinces et des villes qui se rachetèrent. Cet impôt, qui devait cesser trois mois après la paix, fut levé pendant tout le xviiie siècle; mais il changea de caractère; les terres furent affranchies en 1717, et l'impôt du dixième ne porta plus que sur quelques branches du revenu.

DIXIEME (Denier). — Impôt que le roi prélevait sur les mines. On appelait encore dixième denier le droit que l'amiral percevait sur les débris des vaisseaux naufragés et sur les prises faites en mer.

DIZAINE. — Subdivision du comté à l'époque des Mérovingiens et des Carlovingiens. Voy. Divisions Territoriales.

DIZAINIERS.—Magistrats chargés d'administrer une dizaine. Voy. Divisions territoriales.— Certains officiers municipaux portaient encore, au xvii siècle, le nom de dizainiers; ils étaient subordonnés aux quarteniers et cinquanteniers. De La Marre, dans son Traité de la police, dit que l'obligation des quarteniers, cinquanteniers, dizainiers et bourgeois, est, dès qu'un crime a été commis et qu'il est venu à leur connaissance, d'en avertir le commissaire du quartier et de se joindre à lui, s'il est nécessaire, pour y donner ordre.

Dizains. — Monnaie frappée sous Charles VIII et qui s'appelait quelquefois carolus; elle avait la valeur de dix deniers.

DOCTEUR. — On appelait et on appelle encore docteur ceux qui ont obtenu le grade le plus élevé dans une faculté universitaire.

DOCTORAT. — Grade de docteur. Voy. GRADUÉS et THÉSES.

DOCTORERIE. — On donnait ce nom autrefois à une des thèses que l'on soute-nait pour le doctorat.

DOCTRINAIRES. — Prêtres de la doctrine chrétienne qui formaient un ordre religieux. Voy. Clergé régulier. — On a aussi désigné par le nom de doctrinaires, à l'époque de la restauration et sous le règne de Louis-Philippe, un parti peu nombreux, mais composé d'hommes éminents, dont le chef fut M. Royer-Collard. Ils prétendaient faire de la politique un corps de doctrines; ce qui leur fit donner le nom de doctrinaires.

DOCTRINE (Prêtres de la). — Voy. CLERGÉ RÉGULIER.

DOCTRINE CHRÉTIENNE (Frères de la).

— Voy. Clergé régulier.

prunté aux Hongrois à l'époque de Louis XIV. Ce vêtement, légèrement modifié, est devenu la veste des hussards.

DOLMEN. — Monument gaulois composé de plusieurs pierres fixées en terre et recouvertes d'une large pierre. Voy. Gaulois (Monuments).

DOM. — Ce mot, était une abréviation du latin dominus et signifiait seigneur. On donnait le titre de dom aux bénédictins et aux chartreux.

DOMAINE. — On appelait domaine tantôt les terres qui furent successivement réunies à la couronne et formèrent le domaine royal, tantôt les revenus de ce domaine et les droits de natures très-diverses perçus sur les eaux et forèts, les biens de mainmorte, les francs fiefs, etc. Je n'insisterai pas longuement sur la formation du demaine royal; il suffira de la rappeler en quelques mots.

S Ier. Origine et formation du domaine royal. — Lorsque les barbares envahia rent l'empire romain, ils s'emparerent de l'ancien domaine impérial; mais une partie seulement appartint aux rois; le reste sut distribué en benefices qui deviprent plus tard des fiefs. Chaque grande propriété se divisa elle-mème en deux parties: le domaine ou partie occupée par le maître et les tenures féodales, qui étaient concédées à différents titres. Le domaine royal, par suite de ces inféo-dations, était réduit à peu de chose, lorsque les Capétiens montèrent sur le trone. L'He de France et l'Orléanais constituaient tout leur domaine; encore la plus grande partie avait-elle été concédée à titre de fiess et arrière-fiess aux seigneurs féodaux. Le roi Louis VI soumit ces petits vassaux de l'île de France et commença à établir son autorité au sud de la Loire par l'acquisition du Berry, qui eut lieu du vivant de son père (1101). Philippe Auguste s'empara de la Normandie, du Maine, de l'Anjou, de la Touraine, et d'une partie du Poitou (1204-1208); Louis VII, du bas Languedoc (1224); Philippe III, du Languedoc (1271); Philippe le Bel, de la Champagne et du Lyonnais (1285 et 1310); Philippe de Valois, du Dauphiné (1348); Charles V. du Poiton, de l'Angoumois, de l'Aunis, de la Saintonge, du Limousin, du Quercy (1369-1374); Charles VII, de la Guienne ct Gascogne (1453); Louis XI, de la Picardie et de la Bourgogne (1477), et de la Provence (1483); Charles VIII, de la Breta-

ghe (1491); Henri II, des trois évêchés de Toul, Metz et Verdun (1552); Henri IV, de la Bresse et du Bogey (1601); Riche-lieu, de l'Alsace réunie définitivement à la paix de Westphalie (1648), de l'Artois et du Roussillon, dont la conquête devint définitive par la paix des Pyrénées (1659); Louis XIV, de la Flandre fran-caise (1668), et de la Franche-Comté (1674); enfin Louis XV, de la Lorraine (1765), et de la Corse (1768). Ainsi se forma le domaine reyal ou plutôt le royaume de France. Beaucoup de terres de ces provinces avaient été érigées en fiefs. D'autres avaient passé par acquisition à des roturiers et sormaient les propriétés libres. Enfin il en resta une certaine portion aux rois et ce surent ces terres qui formèrent le domaine propre-

§ 11. Nature du domaine. — On appelait domaine corporel les terres constituant le domaine par opposition au domaine incorporel, qui se composait des eaux et sorêts, et de diverses taxes prélevées par les reis. Tout ce qui appartenaît au roi par droit de conquête ou par acquisition, a appelaitencore domains casuel, tandis que les terres, seigneuries, possessions, douanes, tailles, gabelles, droits d'entrées, etc., portaient le nom de domaine fixe. Nous ne parlerons ici que du domaine corporel. Nous renverrons pour le domaine incorporel aux mots BAUX ET FORÉTS, DROITS SEIGNEURIAUX, AMORTISSEMENT, FRANC FIEF, AUBAIN, BATARD, NOUVEL ACQUET, DESBEBENCE, EPAVES, FORTUNE D'OR ET D'ARGENT, Vénalité drs offices, Enregistrement.

§ III. Du domaine corpord; il est déclaré inalienable. — Dès 1318, une ordonnance de Philippe le Long avait déclaré le domaine de la couronne inalienable. En 1322 et 1331, on révoqua toutes les anciennes alienations du domaine royal; les états généraux de 1356 renouvelèrent la déclaration solennelle de l'inaliénabilité du domaine. Une ordonnance de 1360, inspirée par le même esprit, autorisa le rachat des fiess, aumônes, rentes de grains à chaque transmission de titres. Charles V défendit, en 1374, de démembrer le domaine royal pour constituer des apanages; ils ne devaient être donnés qu'en argent. Cependant, malgré toutes ces précantions, les alienations continuerent jusqu'au xvi• siècle et même jusqu'au xvii•. Elles ctaient presque le seul moyen de pourvoir aux besoins de la royauté à une époque où le crédit public n'était pas établi. Cependant l'édit de Moulins, rendu en 1566 par le chancelier de L'Hôpital, s'ef-

força de mettre un frein à ces abus. Il déclara que les aliénations du domaine royal ne séraient permises qu'en cas de constitution d'apanage ou pour les besoins urgents d'une guerre. Mais les troubles religieux du xvi° siècle et l'épuisement des finances multiplièrent les aliénations. Sully s'efforça de dégager le domaine, mais il n'y réussit qu'imparfaitement. Colbert renouvela la même tentative avec plus de succès. Voy. Finances.

§ IV. Du domaine privé des rois et du domaine public. - On tenta plusieurs fois d'établir une distinction entre le domaine de la couronne et le domaine privé des rois. Dès le xive siècle, les rois avaient voulu se réserver un domaine particulier, mais, en 1413, au moment de la réaction populaire, une ordonnance défendit de distinguer le domaine privé du domaine de la couronne. Cependant, en 1509, Louis XII en mariant sa fille Claude de France, lui transmit les domaines de la maison d'Orléans; mais, comme le mari de cette princesse fut le roi François Ier, cette disposition n'eut pas de suites et le domaine privé se confondit avec le domaine de l'Etat. Henri IV voulut aussi, à son avénement à la couronne, se réserver les domaines privés de la maison de Bourbon. Mais la résistance du parlement le détermina à annuler sa déclaration, en 1607. A partir de cette époque, le domaine privé a toujours été confondu avec le domaine public.

§ V. Distinction du domaine national et du domaine public. - L'assemblée constituante a distingué le domaine national en domains national proprement dit et en domaine public (loi du 22 novembre—1er décembre 1790): « Le domaine national proprement dit s'entend de toutes les propriétés foncières et de tous les droits réels ou mixtes qui appartiennent à la nation, soit qu'elle en ait la possession et la jouissance actuelles, soit qu'elle ait seulement le droit d'y rentrer par voie de rachat, de réversion ou autrement. » L'article 2 de la même loi considère comme dépendant du domaine public « les chemins, routes et rues à la charge de l'Etat, les fleuves et rivières navigables ou flottables, les rivages, lais et relais de la mer, les ports, les havres, les rades et généralement toutes les portions du territoire français qui ne sont pas susceptibles d'une propriété privée. » La même assemblée a reconnu qu'une partie de ce domaine était aliénable (art. 8 de la même loi). Cette législation régit encore aujourd'hui le domaine public. L'administration du domaine public a varié aux différentes époques de notre histoire. Dens le principe, elle était fort simple et confide aux baillis, sénéchaux, comtes, vicomtes et autres magistrats qui cumulaient tous les pouvoirs; ils affermaient les diverses parties du domaine et percevaient le revenu des fermes. Les deniers qui en provenaient étaient ensuite versés entre les mains du trésorier du roi. Mais, en 1320, Philippe le Long sépara la comptabilité de l'administration domaniale, et nomma des receveurs spéciaux du domaine. A mesure que le domaine s'accrut, les baillis et leurs lieutenants, les prévots et les vicomtes, qui avaient des fonctions très-diverses (voy. BAILLIS), ne purent suf-fire à l'administration des domaines. On in**stitus des** chambres spéciales qui furent chargées de l'administration domaniale. Dès 1389, il y eut des trésoriers sur le fait des finances, chargés de percevoir le produit des domaines, et des trésoriers sur le fait de la justice, qui formaient un véritable tribunal. C'est de la qu'est née la chambre du trésor, qui sut établie à Paris et chargée de juger les questions contentieuses relatives au domaine public. Des conflits s'étant élevés entre cette chambre, le parlement et la chambre des comptes, François les établit, en 1543, une chambre domaniale dans le parlement de Paris pour recevoir les appels de la chambre du trésor. En 1693, la chambre du trésor fut remplacée à Paris par une chambre du domaine distincte de la chambre établie par Francois les dans le parlement de Paris. En 1627, la juridiction domaniale de première instance fut confiée, dans chaque généralité ou circonscription d'une recette générale des finances, à un bureau des finances (voy. ce mot). Les trésoriers qui en faisaient partie furent chargés des adjudications et des baux. On multiplia les offices de trésoriers par mesure fiscale (voy. VENALITÉ). On les rendit trionnaux, quadriennaux, c'està-dire servant de trois ans en trois ans ou de quatre ans en quatre ans.

Les domaines furent affermés jusqu'en 1775. Ils furent mis en régie à cette époque, et des préposés établis dans tout le royaume avec mission spéciale d'administrer les châteaux, maisons, fermes, moulins, fours et autres édifices quelconques dépendant du domaine; les terres labourables, pres, bois, vignes, étangs, marais, paturages, landes, places et terrains vagues, etc.; les rivières naviga-bles ou non navigables; les droits de hallage, minage, mesurage, poids-le-roi, main. Il était chef des gardes du roi droits de foire et de marchés; les dimes, (L. S. P.). Ce fut plus tard le majordome

terrages, champarts et autres droits seigneuriaux ou domaniaux. Le système de régie a été maintenu par la révolution (les gouvernements qui se sont succédé depuis cette époque; mais l'administration des domaines a été mise en harmonie avec le caractère d'unité qui domine dans l'organisation moderne de la France. Les domaines ont été rattachés au ministère des finances, où un directeur spécial est chargé de cette branche d'administration. Chaque département a un directeur des domaines et de l'enregistrement, qui a sous ses ordres des receveurs placés dans les chefs-lieux de département, d'arrondissement et de canton. Des vérificateurs et des inspecteurs s'assurent de l'exactitude de la comptabilité. Les questions contentieuses de l'administration des domaines sont jugées en première instance par les conseils de préfecture et en appel par le conseil d'État. Voy. sur l'ancienne organisation du domaine, le Traité du domaine par Chopin.

DOMAINE CONGÉABLE. — Lorsqu'un détenteur de domaine pouvait être congédié à la volonté du proprietaire, en appelait domaine congéable la partie du domaine qui lui avait été concédée. Le propriétaire était seulement tenu de l'indemniser des dépenses qu'il avait faites pour construction d'édifices ou autres améliorations.

DOME. — Ce mot, dérivé du latin domus (maison), a été emprunté aux Italiens. Ceux-ci s'en servent pour désigner une église principale ou cathédrale; c'est la maison par excellence. Il en est de même dans quelques parties de la France. Ainsi, à Strasbourg, la cathédrale est appelée Dôme, et la rue qui y conduit rue du Dôme.— Le plus souvent le mot dôme s'emploie comme synonyme de coupole; on dit indifféremment le dôme ou la coupole de Saint-Pierre de Rome, des Invalides, etc.

DOMERIE. — Ce mot signifiait seigneurie et s'appliquait aux abbayes qui avaient une puissance féodale. Voy. ABBAYE.

DOMESTICITE. — Voy. Domestiques.

DOMESTIQUES. — Le mot domestiques est dérivé du latin domus, maison, et a toujours indiqué des familiers ou des serviteurs. Dans les premiers temps de la domination des Francs en Gaule, on appelait comte des domestiques un des principaux dignitaires de la couronne, dont le titre avait été emprunté à l'empire roon meire du palais. On appelart encore domestique, un fonctionnaire chargé de faire dans les provinces le recouvrement des deniers qu'il versait au fisc (L. S. P.). Sous la seconde race, Hincmarmentionne, dans son traité sur l'Ordre observé dans le palais du prince (de ordine palatii), les domestiques palatins qui paraissent répondre aux convives du roi de la première race, et aux compagnons qui, dans les forêts de la Germanie, entoursieut le chef de guerre, et formaient son escorte. De là vini l'usage d'une domesticité noble que nous retrouvons sous la troisièmo race, et jusqu'à une époque assez récente. Des nobles remplissaient les fonctions de pages, varlets, écuyers (voy Chevalerie); et, hien loin de déroger, se préparaient ainsi aux honneurs de la chevalerie. Les services domestiques confiés aux chambellans, chevaliers d'honneur, dames d'honneur, filles d'honneur, écayers tranchants, échansons, panetiers, etc., étaient remplis jusqu'aux derniers temps de l'ancienne monarchie par des personnages de naissance illustre; donner la chemise ou le bougeoir au roi était un insigne honneur. Voy. ETIQUETTE.

Au XVIII siècle, lorsque déjà la plupart des traces du régime féodal s'étaient effacées, le mot domestique n'entraînait point une i**dée servile. Le cardinal de Netz** mentionne, parmi les domestiques du duc de Longueville, Montigny, gouverneur du Pont-de-l'Arche. La Roche-Corbon, geutimomme et major de Damvilliers, etait, suivant le même auteur, domestique de M. de La Rochefoucauld. Le cardinal de Retz lui-même avait pour domestiques deux capitaines du régiment de Valois. On désignait encore sous le nom de domestiques, les chapelains des seigneurs.

Enun, la signification la plus commune de ce mot est celle de serviteurs à gages; c'est la seule qui se soit conservée jusqu'à nous. On trouve à une époque très-reculée des serviteurs à gages. Lacurne Sainte-Paleye mentionne quelques-unes des clauses d'anciens contrats conclus entre les domestiques et leurs maîtres. Ainsi, une chambrière était engagée pour deux ans avec promesse, si elle faisait bien sa besogne, que sa maîtresse lui donnerait, outre son salaire, une paire de chausses à la fin de l'année, et un de ses vieux chaperons. D'après l'auteur de la Somme rurale, les domestiques pouvaient encore, au xive siècle, engager leurs enfants pour un service plus ou moins long. On était dans l'usage autrefois de louer des domestiques à la Saint-Jean et à la Saint-Martin. Cette cou-

sieurs campagnes. La fivrée, que portent quelquefois les domestiques, est un souvenir des coutumes féodales, où tous les compagnons ou vassaux d'un seigneur se reconnaissaient à une couleur particulière ou à quelque signe distinctif

Il existe depuis longtemps, dans la plu part des villes, des bureaux de placement où les domestiques se font inscrire, et trouvent des intermédiaires pour se mettre en service. Ces bureaux étaient trop souvent de honteuses spéculations où l'on abusait de la misère des domestiques sans piace. Depuis 1852, ces bureaux de placement sont soumis à une surveillance qui pourra avoir d'heureux résultats.

DOMICILE. — Le domicile a toujours eu une grande importance pour les droits politiques et civils des Français. Au moyen age, l'homme sans domicile, l'au-bain, devenuit serf du seigneur sur les terres duquel il passait un an et un jour. Au contraire, le serf qui demeurait pendant ce temps dans une commune était affranchi. Pour devenir bourgeois d'une ville et participer à ses priviléges, un certain temps de séjour était exigé. Les anciennes coutumes distinguent le domicile naturel, le domicile de dignité, le domicile con-ventionnel, le domicile légal et le domicile d'élection; ces distinctions existent encore aujourd'hui. « Le domicile natu-rel, dit M. Giraud (Précis du droit coutumier), réglait la qualité des personnes, leurs dispositions testamentaires et leurs successions mobilières, les charges personnelles, auxquelles elles étaient sujettes, et la compétence des tribunaux en matière personnelle. Le domicile naturel était le lieu où le père de famille avait établi sa demeure actuelle ou perpétuelle et celle de sa famille. Pour certaines personnes, ce lieu était déterminé par la nature de leurs fonctions. Ainsi les princes, les ducs et pairs, les maréchaux de France, les grands officiers de la cou-ronne, avaient leur domicile naturel à Paris, capitale du royaume, et les évêques au siège de leur évêché. Le domicile des enfants mineurs était celui de leurs père et mère, ou, dans certains cas, de leur père seul, même après le décès de celuici, et malgré la translation de domicile faite par leur mère ou par leur tuteur. L'on ne pouvait avoir qu'un seul domicile naturel et on conservait celui qu'on tenait de sa naissance jusqu'à ce qu'on en ent acquis valablement un autre. La translation de domicile exigeait, comme le disaient les auteurs, la destination et l'effet, c'est-à-dire l'intention de transtume s'est encore conservée dans plu- férer son domicile et la réalisation de

cette intention. Parmi les circonstances qui tendaient à établir l'intention, on cite particulièrement l'établissement par mariage, les lettres de naturalité ou de bourgeoisie obtenues dans un autre pays ou dans une autre ville, enfin une résidence de dix années. Quant à l'effet, on tenait qu'il avait lieu en cas d'établissement par quelque charge ayant fonction publique et exigeant résidence continuelle, etc. La femme mariée prenait, du jour de la bénédiction nuptiale, le domicile de son mari et le conservait jusqu'à ce qu'elle en eût acquis un nouveau, ce qu'elle ne pouvait faire qu'après jugement de séparation de corps ou après la disso-

lution du mariage. « Indépendamment du domicile naturel, que l'on pourrait appeler domicile général, on distinguait plusieurs domiciles spéciaux : le domicile de dignité, au lieu où un officier faisait les fonctions de sa charge; ce domicile ne concernait que la charge ou la dignité. L'on peut rapporter à ce domicile celui qui donnait la jouissance des droits de bourgeoisie d'une ville; pour celui-ci, plusieurs coutumes exigenient, comme le droit romain, une résidence continuée peudant dix ans; d'autres, et notamment la coutume de Paris, se contentaient de la résidence d'an et jour. Le domicile conventionnel était fixé au lieu convenu par les parties pour y faire toutes les significations concernant l'acte ou contrat pour l'exécution duquel il avait été élu. Il ne pouvait être changé que du consentement mutuel des parties; le changement de domicile naturel et la . mort même de celui chez qui il était établi, n'en entrainaient pas la translation. Le domicile légal était le lieu déterminé par la coutume ou par les lois pour certains actes. Ainsi le principal manoir du bénéfice était le domicile légal du Bénéficier pour tous exploits et significations concernant les droits du bénéfice. Ainsi encore le principal manoir du fief était le domicile légal du seigneur et du vassal pour la signification des actes concernant les droits réciproques des seigneurs et des vassaux. Enfin on distinguait encore le domicile d'élection pour la validité d'une saisie reelle ou autre, ou d'une opposition sur saisie ou bien encore pour l'exécution d'un acte. Il était irrévocable comme le domicile conventionnel. »

Les lois modernes ont conservé, à peu de chose près, ces distinctions du droit coutumier. L'article 102 du code Napoléon porte que le domicile de tout Français, quant à l'exercice de ses droits civils, est au lieu où il a son principal établissement. Le domicile politique est la

commune ou le canton où chaque citoyen a son domicile réel et où il a le droit de concourir aux élections et aux autres actes politiques. Le mariage doit être célébré dans la commune où l'un des deux époux habite depuis six mois. La loi actuelle admet comme l'ancienne législation un domicile d'élection pour certains actes, comme le payement d'une rente, etc. Enfin, le domicile de secours est celui où un pauvre a droit aux secours publics, tels que les distributions des bureaux de bien-faisance et l'admission dans les hospices.

DOMICILIÉ. - Voy. ÉLECTEUR.

DOMINICAINS. — Ordre religieux. Voy. ABBAYE et CLERGÉ RÉGULIER.

pominical. — Voile que portaient les femmes dans les premiers siècles de la domination des Francs. Le concile d'Auxerre, tenu en 578, leur ordonne de communier avec leur dominical. On lit dans un ancien pénitentiel : Si mulier communicans dominicale suum super caput non habuerit, usque ad alium diem dominicum non communicet (si une femme s'approche de la communion sans avoir son dominical sur la tète, qu'elle soit remise à un autre dimanche).

DOMINICALE. — Cours de sermons pour les dimanches de l'année.

DOMINICALE (Lettre). — Lettre de l'alphabet qui sert à marquer dans les almanachs les dimanches pendant tout le cours de l'année. Voy. Comput.

pomino. — Nom du camail noir que les prêtres portent pendant l'hiver. On appelle aussi domino une grande robe de taffetas noir dont on se sert pour aller au bal.

DOMINOTIER. — Ouvrier qui fait du papier marbré. Voy. Corporation.

DOMNE. — Titre que l'on donnait à certaines religieuses. « La marquise de Montferrand, dit Hélyot, entra chez les feuillantines le 11 juin 1663, et y prit le nom de domne Charlotte de Sainte-Claire. »

DON DU MATIN. — On appelait don du matin ou morgengab un présent que, chez les Francs, on faisait le lendemain des noces aux nouvelles mariées. Voy. MARIAGE.

DON GRATUIT.— Présent que faisaient au roi les états assemblés d'une province ou le clergé réuni en assemblée; c'était un véritable impôt déguisé sous le nom de don gratuit. Voy. Décimes.

DON MOBILE. — Terme des anciennes

coutumes désignant une certaine portion de la dot d'une femme, dont elle fait don à son mari par son contrat de mariage.

- Les églises et les mo-DONATION. . nastères farent richement dotés par les rois et les seigneurs. Clovis donna à saint Remy et à l'église de Reims de vastes domaines en Champagne. Nous ne rappellerons qu'un seul exemple de ces donations cité par un ancien chroniqueur, Dudon de Saint-Quentin. Rolf ou Rollon venait d'obtenir la Normandie par le traité de Saint-Clair-sur-Epte (912), et de recevoir le baptême des mains de l'archevêque de Rouen, Francon. « Apprenezmoi, dit-il à l'archeveque, quelles sont les églises les plus celèbres de mon duchė? — Ce sont, lui répondit Francon, les eglises de Notre-Dame de Rouen, de Bayeux et d'Évreux, les abbayes de Saint-Michel-en-péril-de-mer, de Saint-Pierrede-Rouen (plus tard Saint-Ouen), et de Jumiéges. — Eh bien, répliqua le duc, avant de partager ma terre à mes compagnons d'armes, j'en veux donner une partie à Dieu, à la sainte Vierge et aux saints que vous m'avez nommes, afin de mériter leur protection. » En effet, pendant les sept jours qu'il porta la robe blanche des néophytes, il donna, chaque jour, un domaine à quelqu'une des sept églises que l'archevêque lui avait nommées. On était dans l'usage d'inscrire sur un livre particulier ceux qui faisaient des donations aux églises et de lire leurs noms tous les dimanches et sêtes solennelles avec l'énumération des biens que les églises leur devaient. Lacurne Sainte-Palaye (vo Liturgie) rapporte cette coutume et ajoute que de son temps (xviii• siècle) il était encore d'usage, dans le diocèse d'Auxerre, de nommer les biensaiteurs des églises au prône des quatre grandes fêtes de l'année.

DONJON. — Tour principale d'un château fort. Voy. CHATEAU FORT.

DONJONNÉ. — Terme de blason qui se dit d'un château ou d'une tour surmontés d'un donjon et placés dans les armoiries.

DONNEUR A LA GROSSE. — Ce nom désignait autrefois ceux qui prêtaient des fonds pour le commerce maritime.

DOREURS. - Voy. Corporation.

DORTOIR. — Salle ou galerie où sont placés des lits ou des cellules. Il y a des dortoirs dans les lycées, colléges, hôpitaux, maisons religieuses. Un religieux ne peut, sans permission expresse, coucher hors du dortoir du couvent. Le chapitre XXII de la règle de Saint-Benoît

prouve que les dortoirs n'ont pas toujours été divisés en cellules; ce n'étaient souvent que de grandes salles renfermant un certain nombre de lits.

DOSSAL. — Espèce de manteau usité au x° siècle et réservé aux personnages de la condition la plus élevée. Louis, fils de Boson, accordant un domaine à un de ses parents, stipule que ce dernier lui donnera un manteau de tissu d'or qu'on appelle ordinairement dossal.

DOSSERET. — Espèce de dais. Voy. Dais.

DOT. — Bien qu'une femme apporte en mariage. Voy. MARIAGE. On appelle aussi dot ce qu'on donne à un monastère où une jeune fille entre comme religieuse.

DOTATION. — La dotation d'une église était un des moyens par lesquels on en acquérait le patronage, suivant l'adage:

Patronum faciunt dos, mdificatio, fundus (la dotation, la construction de l'église et la donation du terrain confèrent le droit de patronage).

DOUAIRE. — Le douaire est le bien qu'un mari assure à sa femme en l'épousant. Voy. MARIAGE.

DOUAIRIER. — On appelait douairier un enfant qui avait renoncé à la succession de son père pour s'en tenir au douaire de sa mère.

DOUAIRIÉRE. — Veuve qui jouit de son douaire. Ce mot ne s'emploie qu'en parlant de personnes d'un rang élevé.

DOUANES. — Impôt prélevé sur les denrées importées ou exportées. Il est probable que ce mot vient de l'italien dogana (droit du doge). Voy. Impôts.

DOUBLAGE. — Droit féodal qui consistait dans une double redevance qu'en certains cas les vassaux payaient à leur seigneur, par exemple quand il était armé chevalier, lorsqu'il mariait sa fille, etc.

DOUBLE. — Vêtement. Voy. Doublet.

DOUBLE. — Petite monnaie de cuivre de la valeur de deux deniers.

DOUBLE-HENRI. — Monnaie d'or du xvi siècle, de la valeur d'environ douze livres. C'est à cette monnaie que Henri III faisait allusion, lorsque, ayant réuni son armée à celle de Henri IV alors roi de Navarre, il refusa de combattre Charles, duc de Mayenne, qui commandait les liqueurs, et dit qu'il n'était pas prudent de hasarder un double-henri contre un simple carolus.

DOUBLET. — Ce mot s'appliquait tantôt à un vêtement, tantôt à une converture de lit; il indiquait toujours une étoffe mise en double. Le double ou doublet était quelquefois une espèce de chemise; c'est dans ce seas qu'on le trouve mentionné dans les Comptes de l'argenterie des rois de France, publiés par M. Denét-d'Areq. Le compte de 1380 mentionne seize auxes de fine loile de Reims pour faire un grand et large Doublez fait en manière de chemise, etc. Il y avait aussi des doubles ou doublets de soie qui se metaient sur l'armure. Les doublets à lits étaient des espèces de courtes-pointes.

DOUBLIERS. — Nom que portaient les unppes aux xm et xm siècles.

DOUCINE. — Ornement de la plus haute partie de la corniche, fait en forme d'ende; c'est une moulure ondoyante, moitié convexe, moitié concave.

DOUET. — Ce mot désignait autrefois un petit courant d'eau; il est encere usité dans quelques provinces.

DOUILLART. — Mesure dont on se serwait à Bordeaux et dans presque toute la Guyenne.

DOULCEMER. — Instrument de musique usité en France au xv° siècle. Un compte de Raoul de Launay, adressé en 1451 au duc de Bretagne, mentionne Henri Cuiyot, joueur de doulcemer. Un extrait de ce compte se trouve dans l'Histoire de Bretagne par D. Lobineau.

DOUVES. — On appelait douves les fossés d'un château.

DOUZAIN.—Assemblage de douze vers. Douzain est employé dans ce sens par Saint-Gelais.

DOUZAINS. — Pièces de monnaie de cuivre avec quelque alliuge d'argent frappées au xvi siècle, principalement depuis le règne de François i . Elles valaient douze deniers ou un sou. Il y avait aussi des demi-douzains.

DOUZIÈME. — Ancien nom des vèpres. On désignait autrefois chaque partie de l'office divin per le nom de l'heure à laquelle il faliait la réciter : Prime, parce qu'on disait cette partie de l'office au lever du soleil; tierce, parce qu'elle commenquit à la troisième heure après le lever du soleil; nons, parce qu'elle se disait à la neuvième heure, et entie vépres ou douaitme, parce que cette partie de l'office était chantée à la douzième heure.

BOYEN. — Au 12º siècle, on appelait deyen un officier placé à la tête de plu-

sieurs terres qui appartenaient à un même seigneur, étaient réunies sons une administration commune, et portaient le sem de decenie (vey. Polyptyque d'Irminon, prolegomènes de M. Guérard, § 229). - Juaqu'à nes jours, le nom de doyen a indiqué une supériorité d'âge ou de dignité dans les chapitres, les universites, les couvents, et autres corpora-tions. A l'époque feodale, les doyens de quelques églises siégesient en surplis, l'épée au côté, avec les éperons dorés, et l'épervier sur le poing (voy. du Cange, ve Decanus ecclesies). Les doyens ruraux étaient chargés, sous l'autorité de l'évêque, de la surveillance d'une partie du diocèse. Il en est question dès le 1xº siècle; Hincmar, dans un capitulaire adressé à ses archidiacres, s'en réserve l'élection, et ne la permet à ses archidiacres que dans le cas où il serait éloigné. et seulement par provision. Dans certains pays, ces ecclésiastiques s'appelaient doyens de la chretienté. On les regarduit comme ayant remplacé les cherévêques ou évêques des cimpagnes. Les doyens ruraux percevaient autrefeis un droit spécial, nommé droit de gite ou de procuration (voy. Gire). La partie du diocèse soumise à leur surveillance formait un doyenne.

Dans les couvents, il y avait un doyen

pour chaque dizaine de moines.

Les diverses facultés des anciennes universités avaient un doyen chargé de la présidence des assemblées et des détails de l'administration. Dans les anciennes universités, les doyens étaient élus par leurs collègues. L'Université moderne a conservé les doyens des facultés; mais leur nomination appartient au ministre de l'instruction publique. La dignité de doyen s'appelle décanas.

Dans l'ancienne monarchie, les pairs de France avaient leur doyse qui était le duc de Bourgogne, quoiqu'il ne su pas le plus grand terrien (Le Laboureur, De la pairie, p. 138). Il y avait annui des doyens dans quelques communes du moyen âge. Au parlement et au conseil d'Etat, le titre de doyen et la préséance qui y était attachée, s'obtenaiest par bénésse d'âge.

DOYENNE. — Partie d'un discèse soumise à un doyen rural. Le mot doyenné s'employait aussi quelquefois pour désigner la dignité de doyen.

DRAC. — Nom que l'on donne en Languedec à ce qu'on appelle ailleurs esprits fellets. Le peuple se les représente comme des êtres inquiets et ordinairement malfaisants. On accorde aux drace

le pouveir tantôt de se rendre invisibles, tantôt de se montrer sous la forme qui leur plait.

DRAGEES. — On appelait autrefois dragées de confitures sèches, qui contenaient quelque petite graine ou menu fruit, comme anis, amandes, avelines, pistaches, morceau de cannelle ou de citron, etc. Les anis de Verdun étaient fort estimés, et passaient pour les plus excellentes dragées. Les dragées de Sedan avaient aussi de la réputation. Il est question de dragées, dès 1380, dans un compte de l'hôtel du roi, cité par M. Douët-d'Arcq (Comptes de l'argenterie des rois de France).

DRAGEOIR. — Le drageoir était une petite belle en forme de montre, que les dames portaient autrefois à la ceinture comme ornement, et qui renfermait des dragées. Les hommes se servaient aussi de drageoirs. Henri de Guise s'étant trouvé mal dans l'antichambre du roi Henri III. peu de temps avant son assassinat (1588), on lui donna des prunes de Brignoles confites, et lorsqu'en le manda de la part du roi, il serra le reste dans son drogeoir, disent les chroniqueurs de cette époque. Benri III lui-même portait un drageoir comme les seigneurs de sa cour. L'auteur d'un pamphiet, dirigé contre ce prince, décrivant les details de sa toilette, dit : « On lui apporta une boîte carrée, où il y avait certains morceaux de sucre d'une composition excellente, desquels, avec une cuillère d'argent, il fit mettre quelque quantité dans une petite bolte d'argent doré, fort mignonnement travaillée, qu'on lui avait apportée, etc. » Ces drageoirs sont devenus, comme le remarque Le Grand d'Aussy, les bonbonnières modernes.

Le même auteur fait observer qu'autrefois, à la table des rois et des grands seigneurs, il était d'usage de présenter dans un dragooir les épices les plus delicates. Ordinairement c'était un écuyer ou un personnage de distinction qui offrait le *drageoi*r, et il ne le présentait qu'à son mattre , à moins que celui-ci se voulût benorer particulièrement un de ses d'Aussy, Vie privée des Français). On trouve des exemples de cette coutume dès le xive siècle. « On apporta vins et épices, dit Proissart, et servit du dra*geoir* devant le roi de France tant seulement le courte de Harcourt. » Il était aussi d'usage, aux noces et beptèmes, de présenter des dragées dans une coupe de vermeil doré, qu'en appelait drageoir. Be là est restés la contame d'offrir des dragées aux baptêmes.

DRAGON VOLANT. — Couleswrines eu pièces d'artilierie.

DRAGONNADES. — Persécutions exercées contre les protestants, à l'époque de la révocation de l'édit de Nantes (1685). On avait envoyé dans les provinces, où les protestants étaient nombreux, des dragons, dont les violences ont donné lieu à ce nom de dragonnades. On appelait aussi missions bottées, les prédications qui étaient protégées par ces dragons. Mande de Sévigné (lettre du 28 octobre 1685) en parle avec une approbation qui étonne. « Les dragons, dit-elle, ont été de trèsbons missionnaires jusques ici; les prédicateurs qu'on envoie rendront l'ouvrage parsait. »

DRAGONS. — Soldats qui combattent à pied et à cheval. On trouve dans l'Histoire de la milice française, par la père Daniel; tous les détails relatifs à l'institution de ce corps et à son organisation sous l'amcienne memorchie. Il remontait à l'année 1558, et fet d'abord organisé par le maréchal de Cossé-Brissac qui commandait les armées françaises en Piémont. Melze, dans son traité italien sur la Cavalerie, imprimé en 1611, dit « que les arquebusiers à cheval invent une invention de Frunçais dans les dernières guerres de Piemont, et qu'eux-mêmes se donnérent le nom de dragons qui leur est toujours resté. » les l'adoptèrent comme un pom terrible qui marquait leur activité et les assimilait à con monstres fabrieux également redoutables sur terre, sur mer et dans les airs. Ils servaient à escerter les convois, à éclairer la marche des asmées, et à harceler l'enmemi dans une rétraite, lls se distingucient des autres corps par leur costume et leurs drapeaux. En 1668, Louis XIV créa en faveur de Lausun la charge de colonel général des dragons. Depuis cette époque jusqu'à nos jours les dragons ent été un des principaux corps de la cavalerie française. Voy. Organica-TION MILITAINE.

DRAGUE.—Outil en forme de pelle dont on se sert pour tirer du sable des rivières; et pour en enlever les immondices.

DRAGUELLES. — Grandes chausses dont se servaient les pêcheurs picards.

DRAINAGE. — Opération que a pour but d'assainir les terres en conduisant les caux dans des fossés souterrains ou à air libre.

DRAP D'OR (Camp du). — C'est le nem que l'on donne à une plaine entre Guines et Ardres, où eut lieu l'entrevue de François les et de Charles-Quint (1520).

Les seigneurs y avaient déployé une magnificencé extraordinaire. Les Mémoires de Fleuranges et de Martin du Bellay décrivent à l'envi les pompes de cette entrevue. Le remier en parle en ces termes :

« Avait fait le roi de France les plus belles tentes qui surent jamais vues et le plus grand nombre, et les principales étaient de drap d'or frisé dedans et dehors, tant chambres, salles, que galeries; et tout plein d'autre drap d'or ras, et des toiles d'or et d'argent. Et avait dessus lesdites tentes force devises et pommes d'or; et quand elles étaient tendues au soleil, il les faisait beau voir. Et y avait sur celle du roi un saint Michel tout d'or, ann qu'elle st connue entre les autres, mais il était tout creux. Or quand je vous ai devisé de l'équipage du roi de France, il faut que je vous devise de celui du roi d'Angleterre, lequel ne fit qu'une maison; mais elle était trop plus belle que celle des Français, et de plus de coutance; et était assise ladite maison aux portes de Guines, assez proche du chateau; et était de merveilleuse grandeur en carrare, et était ladite maison toute de bois, de toile et de verre; et était la plus belle verrine que jamais l'on vit, car la maison était toute de verrine ; et vous assure qu'il y faisait bien clair. Et y avaient quatre corps de maison, dont au moindre vous eussies ingé un prince. Et était la cour de bonne grandeur, et au milieu de ladite cour et devant la porte y avait deux belies fontaines qui jetaient par trois tuyaux, l'un, hypocras; l'autre, vin ; et l'autre , eau. Et faisait dedans ladite maison le plus clair logis qu'on saurait voir, et la chapelle de merveilleuse grandeur et bien étoffée, tant de reliques que de tous autres parements. Et vous assure que si tout cela était bien fourni, aussi étaient les caves; car les maisons des deux princes, durant le voyage, ne furent fermées à personne. » — Martin du Bellay, écrivain contemporain, retrace aussi les magnificences du Camp du drap dor: « Ils (les deux rois) conclurent qu'audit lieu se seraient lices et échasauds où se ferait un tournoi; étant délibéres de passer leur temps en déduits et choses de plaisir, laissant négocier leurs affaires à ceux de leur conseil, lesquels de jour en jour leur faisaient rapport de ce qui avait eté accordé. Par douze ou quinze jours cournrent les deux princes l'un contre l'autre, et se trouva audit tournoi grand nombre de bons hommes d'armes, ainsi que vous pouvez estimer, car il est à présumer qu'ils n'en amenèrent pas des pires.... Je ne m'arrêterai à dire les

grands triomphes et festins qui as firent là, ni la grande dépense superfiue, car il ne se peut estimer; tellement que plusieurs y portèrent leurs moulins, leurs forêts et leurs prés sur leurs épaules. »

Un trait qui peint les mœurs de l'époque a été conservé par les Mémoires de Pleuranges : lorsque les tournois furent terminés, on vit des lutteurs anglais et français se présenter dans la lice et faire assaut d'adresse et de force. Ce spectacle divertit beaucoup les deux cours. Le roi de France avait néglige de faire venir des lutteurs de Bretagne, et les Anglais remportèrent le prix. Ensuite les rois de France et d'Angleterre se retirèrent sous une tente où ils burent ensemble. Là le roi d'Angleterre saisissant le roi de France an collet: Mon frère, lui dit-il, il faut que je lutte avec vous; et il s'efforça une ou deux sois de lui donner le croc en jambes : mais le roi de France, qui était un adroit lutteur, le prit par le milieu du corps et le jeta à terre avec une prodigieuse violence. Le roi d'Angleterre voulut recommencer la lutte; mais on l'en empecha.

DRAPEAU. — Voy. Armes de France et Bannière.

DRAPEAUX (Bénédiction des). — La bénédiction des drapeaux de chaque régiment se faisait autrefois avec une grande solennité, a bruit des tambours, des trompettes et des décharges de mousqueterie des troupes qui étaient sous les armes. C'était ordinairement dans la principale église du lieu où se trouvait le régiment que se faisait la bénédiction. L'évêque ou le prêtre consacrait les drapeaux, qui étaient plies pendant la bénediction, par des prières, des signes de croix et l'aspersion de l'eau bénite. Souvent même la cérémonie était suivie d'an discours. Nous avons encore le sermon que Massillon prononça pour la bénédic-tion des drapeaux du régiment de Catinat. Lorsque la cérémonie religieuse était achevée, on deployait les drapeaux et on les emportait avec toute la pompe militaire. Aujourd'hui la remise des drapeaux est encore une cérémonie militaire et religieuse.

DRAPER. — Draper ou envelopper de drap les carrosses, les litières, etc., était un signe de deuil.

DRAPERIE. — Voy. Industrir.

DRAPIERS. - Voy. Corporation.

DRESSOIR. — Espèce de buffet où l'on expose des vases et de la vaisselle. Voy. MEUBLES.

297

DRILLE. — Ce mot s'employait autrefois dans le langage familier; on disait
c'est un vieux drille, comme on dit aujourd'hui c'est un vieux routier, dans
le sens de hardi, expérimenté, peu scrupuleux.

DROGMAN - Nom que i'on donne aux interprètes que les ambassadeurs des nations chrétiennes à la Porte ottomane entretiennent auprès d'eux pour les aider à traiter les affaires du pays qu'ils représentent. Les consuls français du Levant se servent aussi de drogmans. Louis XIV rendit, en 1669, une ordonnance qui exigeait qu'à l'avenir les drogmans sussent Français et nommés par une assemblée de marchands tenue en présence des consuls, entre les mains desquels ils devaient prê-ter serment. En même temps voulant former une pépinière de jeunes drogmans, il ordonna que de trois ans en trois ans il serait envoyé dans les échelles de Constantinople et de Smyrne six jeunes gens qui seraient élevés dans les couvents des capucins de ces villes et instruits dans la connaissance des langues orientales. Les pensions de ces jeunes gens farent réalées à trois cents livres. Le même roi, par la fondation de l'école des langues orientales, ou, comme on disait alors, des jeunes de langue, préparait des interprètes instruits et des consuls capables de soutenir les intérêts de la France dans le Levant.

DROGUEMAN. — Même sens que Drogman. Voy. ce mot.

DROGUERIE. — Terme générique qui sert à désigner toute espèce de drogues et d'épiceries. François les fit un édit portant qu'on ne pourrait introduire des drogueries en France que par les ports de Rouen pour l'Océan, et de Marseille pour la Méditerranée.

DROGUET. — Étoffe de laine de bas prix. On appelle droguetiers ceux qui fabriquent ces étoffes.

prend encore dans le sens d'impôt et redevance. Il y avait un grand nombre de droits de nature fort diverse dans l'ancienne monarchie. En voici quelques-uns classés par ordre alphabétique: Droit d'ancrage. Droit dù au grand amiral en France par tous les vaisseaux français et étrangers qui ertraient dans les ports du royaume. Il n'y avait d'exempts de ce droit que les navires qui appartenaient aux habitants du port où ils abordaient.

— Droit de banage ou barage. Impôt qui se percevait dans quelques parties de

la Provence sur les hommes et sur les bêtes chargées ou déchargees. — Droit de botte. On prélevait le droit de botte aur la rivière de Loire pour l'entretien du commerce et de la navigation sur cette rivière. — Droit de bris. Voy. Bris (droit de). — Droit de carnalage. Droit qui se levait en nature, dans quelques endroits, sur les animaux tués, et qui consistait, entre autres, à prendre toutes les langues des bœuse tués. — Droit de chevrotage. Impôt perçu par quelques seigneurs sur leurs vassaux qui nourrissaient des chèvres.— Droit de congrier. Droit d'établir dans une rivière un *congrier* ou espace entouré de pieux dans lequel on enfermait le poisson. — Droit de congé. On payait un droit de congé aux commis des aides, pour obtenir la permission de transporter du vin d'un lieu à un autre. Les capitaines et maltres des vaisseaux marchauds payaient un droit de congé aux officiers obtenir la de l'amirauté pour mission de mettre à la voile. — Droit de consulat. Droit que les marchands payaient aux consuls de leur nation. Droit de corvée. Ce droit était dû par les bouchers de Villefranche et consistait à livrer les intestins, cœur, le poumon, le foie, etc., c animaux qu'ils abattaient. — Droit de coutume. Împôt que les commerçants **européens** qui trafiquaient sur les côtes d'Afrique payaient aux souverains du pays pour avoir le droit de saire - Droit de nouveaux acla traite. quets. Ce droit était paye par les gens de mainmorte qui possedaient des biens non amortis et par les roturiers qui acquéraient des fiefs. — Droit de marc d'argent. Dans les pays de droit écrit, les notaires payaient au roi pour sou joyeux avénement la redevance appelée droit de marc d'argent. — Droit de marcaice. Droit qui était dû au roi sur les paniers de poisson qui se vendaient à la halle. — Droit de paix. Ce droit consistait dans une hémine ou mesure de vin qu'en certains endroits les chess de famille étaient tenus de payer. — Drois de présence. Ce mot désignait et désigne encore aujourd'hui la somme qui est due à tous ceux qui font acte de présence à une réunion. Les membres des académies et d'un grand nombre de sociétés ont des droits de présence qui se payent tantot en argent comptant, tantot en jetons d'argent. — Droit de rapport. Ce droit était du aux officiers de l'unirauté par les capitaines et maîtres des navires, auxquels ils remettaient des modèles des rapports que ceux-ci étaient to . nus de saire à leur retour. - Droit de

régale. Droit qu'avait le roi de pourvoir aux bénéfices ecclésiastiques, et de percevoir les revenus du temporel d'un évêché pendant la vaçance du siège. — Droit de rivière. C'était un droit d'aide qui se percevait sur chaque muid de vin qui descendait ou remontait les rivières de Seine, d'Yonne, de Marne, etc., depuis leur source jusqu'à Rouen. — Droit de sixième, de douzième, de centième, etc. On appelait ainsi les droits de six deniers, de douze deniers, etc., qui, dans certaines circonstances, étaient dus au roi ou aux seigneurs. - Droit de visite ou de visitation. Ce droit était perçu par les gardes des six corps des marchands de Paris, et en général par les jurés et syndics des corporations d'arts et métiers, lorsqu'ils faisaient la visite ou inspection des divers métiers.

De nos jours on a appelé droit de visite le droit qu'ont, en vertu des traités, certaines nations de visiter les vaisseaux nationaux ou étrangers, pour s'assurer

qu'ils ne font pas la traite.

DROIT (Ecoles de). - Voy. Instruc-TION PUBLIQUE.

DROIT ANNUEL. — Impôt que payaient les magistrats depuis le règne de Henri IV peur obtenir la propriété de leurs charges. On l'appelait aussi paulette du financier qui l'avait établi. Voy. Paulette.

DROIT CANON OF CANONIQUE. - On nomme droit canen (du mot grec xavév, règle) l'ensemble des lois ecclésiastiques fondées sur les anciens canons et les décretales des papes. Le corps du droit canon comprenaitsix parties: 1º les anciens canons; 2º les décrétales recaeillies par Gratien qu'on appelait le décret; 3º les décrétales de Grégoire IX; 4º une partie des décrétales de Boniface VIII ou Sixtines; 5° les Clémentines ou décrétales de Clément V; 6° les Extravagants ou décrétaies de Jean XXII et de ses successeurs, ainsi nommées parco qu'elles ne furent pas immédiatement mises en ordre dans la classification du droit canen. Il importe pour se l'aire une idée de ces lois qui ont joué un grand rôle dans l'histoire de France, de revenir sur chaque partie.

§1". Desanciens comons. — Les canons attribués aux apôtres étaient au nombre de cinquante-quatre; en y ajoutait les saneus des conciles senus à Ancyre en 314, à Néocésarée la même année, à Nicée en 325, à Autioche en 341, à Sardique en 347, à Laodicée en 370, à Gangre en Paphlagonie en 375, à Constantinople en 381, à Ephèse en 430, à Ghalcédoine en 451. Ces canons primitifs étaient écrits en grec.

une version latine, et y ajoute quelques canons des conciles d'Afrique. Il et aussi une collection de plusieurs décrétales des papes depuis Sirice, qui mourut en 398, jusqu'à Anastase II, qui mourut en 498. On appelait lettres décrétales celles que les papes avaient écrites sur les consultations des évêques pour décider des points de discipline et que l'on mettait au rang des canons, comme les Grecs y plaçaient celles de saint Denis d'Alexandrie, de saint Grégoire Thaumaturge et de saint Basile à Amphiloque. La collection de Denis le Petit avait une grande autorité dans l'Église. Les Grecs mêmes la traduisirent pour leur usage. On y ajouta quelques canons des conciles d'Espagne et d'Orient, et jusque vers 800, ce secueil de canons forma l'ancien dreit socié-

siastique.

S II. Des fausses décrétales. — Vers le IXº siècle, un Espagnol, nommé Isidore et surnommé quelquefois Mercater, répandit en Occident une collection de canons qui avait été apportée d'Espagne et qui contenuit des canons plus ancisus que ceux de Benis le Petit, des canons des conciles des Gaules et d'Espagne, et de prétendues décrétales des papes des quatre premiers siècles depuis saint Clément jusqu'à saint Sirice, où Denis le Petit avait commence; et cependant Denis, qui vivait deux cents ans avant ce compilateur espagnol, assurait qu'il avait recueilli à Rome avec beaucoup de soin toutes les constitutions qu'il avait pu se procurer. Bes le IX siècle, ces prétendues décrétales des premiers papes étaient suspectes. Hincmar, archeveque de Reims, voyant que le pape Nicolas Ier s'en servait pour établir le droit de juger à Rome les évêques, soutint que ces décrétales n'étaient point dans le corps des canons. On a reconnu par la suite qu'elles étaient supposées et on les a désignées sous le nom de fausses décrétales. La fraude devint évidente par les erreurs de dates que l'on signala, par les citations de pères qui vivaient à une époque postérieure aux auteurs prétendus de ces lettres, enfin par les événements qui y sont mentionnés et qui ne conviennent point à l'époque où on les place.

§ III. Compilations des décrétales; décres de Gratien. — Jusqu'au xnº viècle, on sit plusieurs compilations de décrétales; les principales sont celles de Réginon, abbé de Prum vers 900; de Burchard, évêque de Worms, faite vers 1920; celle d'Yves, évêque de Chartres, qui vivait en 1100. Enfin, vers 1150, Gratien, moine bénédictin de Bologne, Demis le Petit, qui vivait vers 530, en fit réunit toutes les décrétales dans un ou-

vrage qu'on a nommé le corps des décrets on simplement le Décret. Il comprenait la collection de Denis le Petit, celle d'Isidore et un grand nombre de passages des pères. Cet ouvrage, auquel Fleury reproche de manquer de critique, n'en fut pas moins bien reçu; on l'expliqua dans les écoles, on l'allégua dans les tribunaux et il fut regardé d'un consentement unanime comme le seul corps du droit canonique. « Il est vrai, ajoute Fleury (Institution au droit ecclesiastique), que l'on a toujours reconnu qu'il ne donne aucune autorité aux pièces qui y sont contenues et qu'elles la tirent de leurs auteurs. »

SIV. Décrétales de Grégoire IX; Sexte ou Sixtines; Clémentines; Extravagantes. - Au xiii• siècle, l'Espagnol Raymond de Pennasort réunit les décrétales de plusieurs papes et de plusieurs conciles, et les publia sous le pontificat de Grégoire IX, en 1234. On les appelle pour ce mouif les décrétales de Grégoire IX; elles sont divisées en cinq livres par ordre de matières. En 1298, Boniface VIII fit publier un sixième livre des décrétales, qui est souvent appelé le Sexte ou sixième; les décrétales qu'il contient se nomment Sistines. Il est divisé comme le recueil de Grégoire IX, et contient les décrets des deux conciles généraux de Lyon tenus en 1245 et en 1274, et plusieurs autres constitutions des papes depuis Grégoire IX jusqu'à Boniface VIII. Le pape Clément V fit, au ouncile général de Vienne em 1341, plusieurs constitutions nouvelles que l'on désigna sous le nom de Clémentines. Elles ferent publiées en 1817, par sea successeur Jean XXII. Toutes les constitutions, qui, depais cette époque, ont été ajoutées au corps du droit canon, sont comprises sous le nom général d'Estravagantes, comme étant restées errantes et en dehors de toutes les compilations. Il y a les Estravagantes de Jean XXII et les Extravagantes communes, qui contienment les constitutions nonseulement des papes suivants, mais de quelques-uns des papes précédents, même autérieurs à Innocent III.

Tel était l'ensemble des livres du droit canon qui étaient expliqués dans les écoles. Le Sexte n'y était admis qu'en partie, parce que le pape Boniface VIII, auteur des décrétales qu'il contient, avait été en lutte avec le roi de France Philippe le Bel, et que ses constitutions paraissaient contraires aux liberiés de PEglise gallicane (voy. CLERGE et LIBERTES DE L'EGLMA GALLICANE). Il existe un grand mombre d'envrages sur le éroit canon; je me hornerai à indiquer le livre élé-

mentaire et substantiel de Fleury, intitulé Institution au droit coalésiastique.

DROIT COUTUMLER. - S I'r. Origine des coutumes et du droit coutumier. -Lorsque la féodalité prévalut en France. tout devint local, lois, puissance politique, administration. Les lois générales des Carlovingieus tombèrent en désuétude et il s'établit dans chaque localité des contumes. On donnait ce nom tantot à des impôts établis par les seigneurs, tels que le cens, le tonlieu (voy. ces mots), tantôt à des usages qui avaient force de loi dans le pays et qui plus tard furent écrits et formérent le droit coutumier. Dès le temps de saint Louis, en comprit l'utilité de recueillir et de publier les coutumes. Une ordonnance de ce roi le prescrivit, et en esset la coutume de Paris, celles de Normandie, de Beau-voisis et quelques autres furent alors publiées.

§ II. Influence du droit romain sur le droit coutumier.—Il y eut, au XIH° siècle, un changement considérable dans les lois dù aux travanx des légistes qui firent pénétrer les principes du droit romain dans la législation féodale. Le droit coutumier, rédigé sous cette influence, en porte la trace. Pierre des Fontaines, Philippe de Beaumanoir, qui écrivirent sous saint Louis et sous son successeur, étaient tous, à des degrés différents, imbus des principes du droit romain et par conséquent de la pensée de l'autorité souveraine du roi qu'ils formulaient ainsi : Si

veut le roi, si veut la loi. § III. Rédaction et publication des coutumes; résorme de quelques coutumes sous Henri III. - La rédaction des coutumes fut suspendue après le règne de saint Louis, et jusqu'à Charles VII les troubles qui désolèrent la France ne permirent pas de s'en occuper. Elle fut de nouveau ordonnée par Charles VII en 1453. Mais on ne commença à s'en occuper avec suite que sous Charles VIII. On publia d'abord la coutume de Ponthieu; mais ce fut principalement sous Louis XII que ces travaux prirent un rapide développement. De 1505 à 1515, vingt coutumes furent recueillies, améliorées et publiées. Ce furent les coulumes de Tourgine, Melun, Sens, Montreuil-sur-Mer, Amiens, Beauvoisis, Auxerre, Chartres, Poitou, Maine, Anjou, Meaux, Troyes, Chaumont, Vitry, Orleans, Auvergne, Paris, Angoumois et la Rech Des commissaires étaient envoyés dans chaque bailliage, consultaient l'assemblée locale, recueillaient les traditions et les avis et donnaient à la coutume nac forme définitive qui rendait impessible l'erbitraire des juges (Recueil des anciennes lois françaises, XI, 609). La résistance provinciale ne put entraver l'exécution des lois générales. Une ordonnance du 14 novembre 1507 soumit la Normandie aux lois et ordonnances qui avaient été rendues pour les autres provinces et qui n'avaient pas encore été enregistrées à l'échiquier perpétuel de Normandie. La publication des coutumes ne fut terminée que sous le règne de Henri III; il y avait à cette époque deux cent quatrevingt-cinq coutumes; mais il n'y en avait qu'une soixantaine de principales. Plusieurs coutumes, et entre autres celles de Paris et de Normandie, furent réformées sous Henri III et mises en harmonie

avec les progrès du droit.

SIV. Pays de droit écrit et de droit contumier. — Le droit contumier n'était cependant pas universellement adopté en France. Dans le midi, et spécialement en Guyenne, Languedoc, Provence, Dauphiné, Lyonnais, Forez, Beaujolais et dans une partie de l'Auvergne, on sui-vait le droit romain. C'étaient les pays de droit écrit, suivant l'expression adoptée à cette époque. Malgré cette diffé-rence de nom, les pays de droit écrit comme ceux de droit coutumier étaient en réalité gouvernés par des coutumes; mais, dans les uns, le droit romain avait une étendue d'autorité qu'il n'avait pas dans les autres, et cependant, même dans les pays de coutumes, le droit romain avait été reçu comme la source de règlements considérables, par exemple en matière d'obligations (voy. Précis de l'ancien droit coutumier français, par M. Giraud). Le droit coulumier fut en vigueur jusqu'à la révolution française. La suppression des coutumes locales et l'unité législative datent surtout de la publication des codes qui furent élaborés sous le consulat et l'empire (voy. Lois).

Je n'ai pu ici que donner un aperçu très-général de la rédaction des coutumes. Quant à la nature du droit coutumier, voyez les travaux de MM. Giraud et Klim-rath sur l'ancien droit français. On peut consulter aussi dans ce dictionnaire les articles Domicile, Féodalité, Garde-Noble, Mariage, Retrait Féodal, Seigneurie, Serfs, Servitudes, Tu-

TELLE, etc.

DROIT COMMERCIAL.—Le droit commercial comprend l'ensemble des lois qui règlent les relations entre les commerçants, les tribunaux de commerce, les lettres de change, les faillites, etc. Le premier code de commerce est l'ordonnance de 1673, qui fut due principa-lement à Colbert. Tenue des livres de commerce, mode de payement, lettres et billets de change, contrainte par corps, sociétés de commerce, faillites, banqueroutes, juridiction des tribunaux de commerce, tout y était règlé avec un soin minutieux. Les corporations d'arts et métiers étaient conservees, mais soumises à une organisation uniforme. Cette ordonnance servit de base à tous les travaux ultérieurs sur le droit commercial. En 1801, le premier consul forma une commission pour préparer un code de commerce; il sut discuté en conseil d'Etat depuis le 4 novembre 1806 jusqu'au 29 août 1807 dans soixante et une séances. Après une discussion dans le tribunat et devant le corps législatif, le code de commerce fut proclamé le 25 septembre 1807. Depuis lors, cette loi, qui n'a subi que des modifications partielles, est restée la base du droit commercial de la France.

DROIT D'AINESSE. - Prérogative que les anciennes lois françaises donnaient à l'ainé des enfants males dans la succession de ses ascendants. La féodalité, dont les principes ont eu une grande influence jusqu'en 1789, avait surtout pour but de maintenir les grandes propriétés aristocratiques, et, pour en prévenir le morcellement, elle transmettait le do-maine feodal à l'ainé à l'exclusion de ses frères. Les coutumes variaient sur ce point; mais, au milieu de la diversité des usages, on peut constater plusieurs principes généralement adoptes. Ainsi le fils atné, étant le ches de la samille, avait la garde des titres qui la concernaient; c'était aussi à lui qu'appartenaient les armes et le cri de guerre de la famille ; les armoiries des cadets (voy. CADETS) portaient une brisure, signe d'infériorité. La coutume de Paris donnait à l'ainé, dans la succession de ses père et mère un château ou principal manoir, tel qu'il voulait le choisir avec la basse cour, et un arpent d'enclos ou jardin joignant le maison (ce qu'on appelait ordinairement vol du chapon), et en outre les deux tiers de tous les fiels, s'il n'y avait que deux enfants, et la moitié, s'il y en avait plus de deux.

DROIT DE PATRONAGE. — Droit qu'avaient les fondateurs d'une église et leurs descendants de présenter, en qualité de patrons, des candidats pour les bénéfices qui dépendaient de cette église.

DROIT DES GENS. — Le droit des gens règle les relations entre les différents États. «Il est naturellement fondé sur ce principe, dit Montesquieu (Esprit des Lois, livre I, chap. III), que les diverses nations doivent se faire, dans la paix, le plus de bien, et, dans la guerre, le moins de mal possible, sans nuire à leurs véritables intérêts. L'objet de la guerre, c'est la victoire; celui de la victoire, la conquête; celui de la victoire, la conquête; celui de la conquête, la conservation. De ce principe, et du précédent, doivent dériver toutes les lois qui forment le droit des gens. » Le droit public de la France et de l'Europe entière a pour base depuis trois siècles les traités conclus entre les différents peuples. Voy. RELATIONS EXTÉRIEURES.

DROIT DES GRADUÉS. — Voy. GRADUÉS.

DROIT DIVIN.—On appelle droit divin la doctrine qui fait dériver directement de Dieu la puissance des rois. On la trouve exposée et proclamée principalement au xvii° siècle. Louis XIV la professe hautement dans ses Mémoires: «Celui qui a donné des rois aux hommes a voulu qu'on les respectât comme ses lieutenants, se réservant à lui seul le droit d'examiner leur conduite. La volonté de Dieu est que qui conque est né sujet obéisse sans discernement. »

DROIT ECRIT. — Le droit écrit était le droit romain dont les principes dominaient dans une partie de la France, mais avec quelque mélange de droit coutumier. Les pays de droit écrit étaient le Dauphiné, la Provence, le Languedoc, la Guyenne et le Lyonnais. L'édit de Pistes, sous Charles le Chauve, en 864, distingue déjà les pays où l'on jugeait par le droit romain de ceux qui ne suivaient pas cette loi. « Cet édit prouve deux choses, dit Montesquieu (Esprit des lois, livre XXVIII, chap. w), l'une qu'il y avait des pays où l'on jugeait selon la loi romaine, et qu'il y en avait où l'on ne jugeait point selon cette loi; l'autre que les pays où l'on jugeait par la loi romaine étaient précisément ceux où on la suit encore aujourd'hui, comme il paraît par ce même édit; ainsi la distinction des pays de la France coutumière et de la France régie par le droit écrit était déjà établie du temps de l'édit de Pistes. »

DROIT MARITIME. — Le droit maritime ou établissement de lois relatives au droit public et privé de ceux qui commercent par mer, aux assurances maritimes, aux cargaisons que portent les navires, aux relations des équipages avec les patrons, aux avaries, etc., ne remonte pas à une époque fort ancienne Les Italiens qui, au moyen âge, se livrè-

rent avant tous les autres Européens au commerce maritime. donnérent le premier modèle d'un code maritime. Le Consulat de la mer, qui fut, dit-on, redigé à Constantinople, où s'étaient réunis les représentants des nations occidentales de la Méditerranée, sut le premier code maritime. La rédaction qui nous est parvenue est en langue catalane. Les lois d'Oléron ou rôles d'Oléron, rédigées dans l'île de ce nom au xiiie siècle, servaient de loi pour le commerce de l'Océan. Le Guidon de la mer, publié au xvie siècle par un habitant de Rouen, sut considéré comme un véritable code maritime, surtout pour ce qui concernait les assurances. En 1647, un avocat de Bordeaux, nomme Cleirac, publia, sous le nom d'Us et coutumes de la mer, un recueil des lois nationales et étrangères relatives à la marine. Enfin Colbert rédigea, en 1681, l'ordonnance touchant la marine, qui réglait toutes les questions relatives à la police des ports aussi bien qu'aux naufrages, aux assurances, aux droits des patrons de navires, à la juridiction des amirautés, à l'enseignement de l'hydrographie, etc. Cette remarquable ordon-nance a été fondue dans le code de commerce publié en 1807. Voy. la Collection des lois maritimes, par M. Pardessus; les notices historiques que l'éditeur a ajoutées à cette collection ont surtout une très-haute importance pour la connaissance du droit maritime.

DROIT NATUREL. — Le droit naturel tient aux principes d'équité qui sont gravés dans le cœur de tous les hommes; il est invariable et ne dépend pas des lois que les hommes ont faites; il gouverne les nations comme les particuliers et ne se modifie pas avec le temps. Il existe au Collége de France une chaire de droit naturel considéré comme introduction à l'histoire du droit positif.

DROIT ROMAIN. — Le droit romain a exercé une grande influence sur la France. La pensée d'unité qui y domine, et même les dispositions spéciales des codes romains sont devenues une arme puissante entre les mains des jurisconsultes défenseurs de la royauté. Pendant longtemps on croyait que le droit romain avait disparu avec l'empire pour reparattre au xue siècle par la découverte des Pandectes à Amalfi. M. de Savigny, dans un ouvrage célèbre, l'Histoire du droit romain au moyen age, s'est attaché à réfuter cette erreur. Il a parsaitement établi que les lois des Visigothe, des Bourguignons et même des Francs attestent la permanence du droit romain. Les sor-

mules de Marculle et les textes mêmes des historieus en fournissent des preuves multipliées; mais en ne peut méconnaître que la prépondérance de la féedalité n'ait ncé presque tembes les traces des lois remaines aux xe et xie siècles. La découverte des Pandectes vers 1437 et l'éclat des écoles italiennes, principalement de l'école de Bologne, ranimèrent l'étude du droit romain. Il s'introduisit en France et exerça au xiir siècle une grande in-Suence. Saint Louis fit traduire les lois de Justinien et en adopta une partie dans ses Établissements (voy. ÉTABLIS-semmers). Philippe le Bei ordonna que le droit remain fût enseigné à l'université d'Orienne (1212). On l'enseigna comme raison écrite dans les pays de la France qui se gouvernaient par les coutumes, et en l'adopta comme loi dans les pays de droit écrit. Peu à peu le droit romain pénétra dans les coutumes. « Quoique le droit contumier soit regarde, dit lentesquieu (Espritdes lois, livre XXVIII, chep. xiv), comme contenant une espèce d'opposition avec le droit romain, de serte que ces deux droits divisent les territoires, il est peurtant vrai que plusieure dispositions du droit romain sont entrées dans nos coutumes, surtout lorsqu'on en fit de nouvelles rédactions, dans des temps qui ne sont pas fort éloignés des nôtres, où ce droit était l'objet des connaissances de tous ceux qui se destinaient aux emplois civils ; dans des temps où l'on ne faisait pas gloire d'ignorer ce que l'on doit savoir, où la facilité de l'esprit servait plus à apprendre sa profession qu'à la faire, et où les amusements continuels n'étaient pas même l'attribut des femmes. x

L'influence du droit romain sur la politique fut considérable. La loi romaine considérait la volonté du prince comme la loi vivante; les jurisconsultes des Empe et xeve siècles soutinrent le même principe. Ils attaquèrent la féodalité et les priviléges qu'elle accordait aux seigneurs comme une cause d'anarchie. Si veut le roi, si veut la loi, sut une de leurs maximes favorites et rappela l'omnipotence que la loi romaine donnait aux empereurs. Bouteiller la proclamait dans sa Somme rurale. « Sachez, disait-il, que le roi est empereur en son royaume. et qu'il y peut faire tout autant qu'à droit impérial appartient. » Il traitait de sacrilége toute infraction aux lois du souverain. Cette doctrine conduisit nécessairement à reconnaître et proclamer l'autorité absolue des rois, leur droit divin. Dès le xive siècle leurs ordonnances étaient données de leur pleine science et souve-

rain pouvoir; au xvi° siècle, la formule car tel est notre bon plaisir, adoptée par François I°r, prouva que le despotisme avait complètement prévalu.

DROITS CIVILS. — Les droits cépils sont les droits de famille, de père, mari, tuteur, curateur. Quiconque en a la jouissance peut adopter ou être adopté, tester ou recevoir des legs, etc. On obtient ces droits, 1º per neissance: « Tout Français, dit le code Napoléon, jouira des droits civile; 2º par naturalisation; l'étranger domicilié dans le royaume, avec autorisation, a la jouissance des droits civils: 3° par mariage ; une étrangère épousant un Français suit la condition du mari; 4° par conventions diplomatiques; un étranger jouit en France des *dreits ciae*Es, lorsque sa nation a obtenu par des traités les droits qui sont accordés aux Français. Sont privés de l'exercice des *droits civils*, les mineurs non équancipés, les intendits places sous la tutelle d'un commul judi cizire; les faillis, enfin les condamnés à des peines infamantes. Pour les condamnés, la perte des droits civils est perpotuelle ou temporaire. Dans le premier cas, elle entraîne ce qu'on appelle la mort civile. La femme mariée n'a pas la plénitude des droits civils; elle est placée pour plusieurs actes de la vie civile, sous puissance de mari. L'étranger perd les *droits* civils en quittant la France.

proits civiques sont ceux du citoyen ques ou politiques sont ceux du citoyen qui peut concourir aux élections, veiller à la sûreté publique, être promu aux fonctions publiques et nommé représentant. Les droits civiques supposent les droits civils. Il y a d'ailleurs des conditions d'âge, de domicile, de moralité, et de capacité exigées pour exercer les droits civiques, et être nommé aux fonctions publiques, et être nommé aux fonctions publiques. Un étranger ne peut devenir représentant que s'il a obtenu des lettres de grande naturalisation accordées par le chef de l'État, et vérifiées par les assemblées politiques.

DROITS DE L'HOMME. — L'assemblée constituante fit précéder la constitution de 1791, d'une déclaration des droits de l'homme et du citoyen : Liberté, propriété, sureté, résistance à l'oppression, voilà, d'après cette déclaration, les droits de l'homme. Participation à la souveraineté nationale, liberté de la presse, droit de contrôle sur les actes des fonctionnaires publics et sur l'emploi des deniers de l'État, tels sont les principaux droits du citoyen.

DROITS FEODAUX. — Voy. Frodalité.

DROITS HONORIFIQUES. — Outre les droits réels que conférait la possession d'un fief, le moyen age avait inventé une multitude de distinctions bizarres qui constituaient des droits honorifiques. Les exemples abondent; je me bornerai à en citer un exemple. Le seigneur de Sassay, près d'Evreux, avait le droit de se faire dire la messe dans l'église cathédrale d'Évreux, quand il lui plaisait; il pouvait y assister le faucon au poing, ou le faire placer sur un coin de l'autel, à volonté. Le curé d'un de ses villages lui disait la messe, botté et éperonné, tambour battant, au lieu d'orgues. Ces coutumes étranges se pratiquaient encore au xviie siècle. On peut lire un acte de 1642, qui confirme ces droits honorifiques (Lettre de l'abbe Lebeuf, insérée dans le Mercure de février 1755). Je n'insisterai pas sur les autres droits honorifiques que la noblesse a conservés jusqu'à la révolution francaise. Tout le monde sait que les seigneurs avaient droit d'être encensés à l'église, de chasser sur toutes les terres qui dépendaient de leur seigneurie, d'y entretenir des garennes et colombiers, etc. Voy. Frodalité et Noblesse.

DROITS RÉGALIENS.—Il ne faut pas confondre les droits régaliens avec le droit de régale (voy. RÉGALE). Les droits régaliens étaient les droits de souveraineté, tels que le droit de faire la guerre, de battre monnaie, de percevoir des impôts, de rendre la justice sans qu'on pût appeler de la sentence. Les seigneurs féodaux avaient usurpé les droits régaliens pendant l'époque d'anarchie qui suivit la dissolution de l'empire carlovingien. Les rois les en dépouillèrent au XIIIe siècle et dans les siècles suivants. Voy. FÉODALITÉ et ROYAUTÉ.

DROITS RÉUNIS. — On a désigné pendant quelque temps, par le nom de droits réunis, les impôts indirects, droits de taxes sur les boissons, sur les cartes à jouer, sur les voitures publiques, etc. Une loi du 5 ventôse an XII (1804) avait donné le nom de régis des droits réunis à l'administration chargée de la perception des impôts indirects. Une ordonnance du 17 mai 1814 réunit cette administration à celle des douanes, sous le nom d'administration des contributions indirectes, et, quoique dans la suite ces administrations aient été séparées, le nom de contributions indirectes a prévalu sur celui de droits réunis.

DROITS SEIGNEURIAUX. — Nous avons parlé ailleurs des droits seigneuriaux qui étaient un souvenir, et comme une dernière trace de la féodalité (voy. Daoirs monorifiques et Féodalité). Ils ont existé, pour la plupart, jusqu'en 1789, et n'ont été abolis qu'à la nuit du 4 août.

DROITURIER. — Terme féodal qui désignait un seigneur auquel les vassaux payaient un droit pour leur fiel. Lorsque le roi Jean, en 1351, écrivit aux seigneurs en faveur de l'ordre Neure-Dame de la Noble-Maison ou ordre de l'Étoile, il déclara que les chevaliers peurraient lever bannière contre les ennemis de la foi eu peur la défense de leur droiturier seigneur.

DROMADAIRES. — Corps de l'armée française pendant l'expédition d'Égypte (1798-1802). Il tirait son nom de ce que les soldats français étaient montés sur des chameaux de l'espèce nommée dromadaire.

DROMONS. — On appelait ainsi, au moyen age, de grands vaisseaux longs, légers et bous voiliers. Saint Louis avait cent vingt dromons dans sa fiette, à la première croisade, comme nous l'apprenons par une lettre d'un religieux de Pontigni qui était dans l'armée de ce prince.

DROULLES. — Ce mot était employé dans certaines coutumes comme synonyme d'étrennes, ou pour indiquer des présents que l'on faisait au juge à l'occasion d'une vente.

DRUIDES, DRUIDESSES, DRUIDISME.

— § 1er. Druides, druidesses; leur ori gine. Les druides étaient les prêtres des Gaulois. On fait dériver leur nom du mot δρύς (chêne), parce qu'ils vivaient dans les forets et y avaient leurs principaux sanctuaires. La Grande - Bretagne, la presqu'île armoricaine, l'île de Sena (fle de Sein sur les côtes de la Bretagne), le pays des Carnutes (pays de Chartres) étaient les résidences les plus célèbres des druides. «C'est dans le pays des Carnutes, dit César (Guerre des Gaules, livre VI, chap. xIII), dans une contrée qu'on regarde comme le centre de la Gaule. qu'à une époque déterminée se réunissent tous les druides en un lieu consacré. La viennent tous ceux qui ont quelque différend à terminer; ils obéissent aux jugements et aux ordres des druides. » Il y avait aussi des prêtresses, nommées druidesses, qui avaient pour principale demeure l'île de Sein. Les Gaulois leur attribuaient la puissance de soulever ou de calmer les tempêtes. On ne connaît que très-imparfaitement l'origine des druides et la religion qu'ils professaient. On présume qu'ils étaient originaires de

l'Asie et qu'ils étaient venus avec les peu-places asiatiques des Kimris, Cimbres ou Cimmériens, et qu'ils avaient enseigné aux anciens habitants de la Gaule, adorateurs du soleil, de la lune et des forces de la nature, une religion plus élevée, l'existence d'un Dieu suprême nommé Hesus et d'autres divinités qui présidaient aux destinées de l'homme et de l'univers, l'immortalité de l'âme punie ou récompensée dans un autre monde. Il y avait des écoles druidiques, où les jeunes gens passaient quelquefois vingt ans, d'après César. Il fallait apprendre une multitude de vers, des poèmes entiers qui gravaient dans la mémoire, par leur forme rhythmique, tout ce que les drwides savaient de théologie, d'astronomie, de médecine, de traditions natio-nales. Ils étaient récompensés de cette longue et pénible initiation par des honneurs et des priviléges. Juges souverains dans la grande assemblée dont parle César, ils étaient exempts d'impôts et dispensés de tout service militaire. Ils enveloppaient leur religion d'un formidable mystère, et la souillaient de sacrifices humains. Ils entassaient même quelquefois les victimes dans un colosse d'osier qu'on livrait aux flammes. Médecins, astronomes, devins, les druides acquirent une paissance considérable.

§ II. Hiérarchie druidique. — Ils formaient une vaste association qui avait ses chesa et sa hiérarchie. « Il n'y a que deux ordres en Gaule, dit César, les druides et les chevaliers. » La puissance sacerdotale et la puissance militaire étaient tout ; le peuple était réduit à un etat de servage. On n'entrait dans le collège des druides qu'en passant par une série d'épreuves et par les degrés d'une hiérarchie sacerdotale. Au rang inférieur étaient les bardes, qui chantaient les exploits dem héros et conservaient dans leur mémoire les traditions religieuses et nationales. Au second rang étaient les eubages, évages ou ovates, qui étaient charges des sacrifices et saisaient entendre au peuple la voix de la religion. Les druides occupaient le sommet de cette hiérarchie sacerdotale. Ils avaient pour chef un grand prêtre, qui était nomme par le collège entier des druides (César, Guerre des Gaules, livre VI, chap. xIII). Cette élection donnait souvent lieu à des luttes et même à des guerres sanglantes. On ajoute quelquefois aux trois classes des bardes, des cuba-ges ou ovales et des druides, les semothées ou vacerres et les saronides; les premiers occupés du culte divin; les seconds, de l'administration de la justice et de l'instruction de la jeunesse. Les

druides, armés de la faucille d'or, inauguraient l'année en coupant le gui sacré, et imposaient au peuple par leur science et par l'austérité mystérieuse de leur vie.

SIII. De la religion druidique. — On trouve à la fois dans cette religion un fétichisme grossier qui adore les forces de la nature et l'idée d'êtres puissants qui dominent les hommes. Kirk ou Circius était le vent du sud, si terrible dans une partie de la Gaule; Tarann, le dieu ou l'esprit du tonnerre; Vogèse, la personnification des Vosges; Pennin, des Alpes; Arduine, des Ardennes; Bel ou Relen, le dieu du soleil. Les druides enseignèrent aux Gaulois une religion plus savante: Hous ou Hesus était le dieu de la guerre, le dieu suprême; Toutatès, le dieu du commerce, l'inventeur des arts; Ogmius, le dieu de l'éloquence, que suivaient des captifs attachés par l'oreille à des chaînes d'or et d'ambre qui sortaient de sa bouche. Les druides enseignaient une sorte de métempsycose ou de transmigration des âmes; ils avaient aussi quelques notions vagues d'une vie future dans un monde meilleur. Les Romains identifièrent facilement la religion gauloise avec leur polythéisme. Ils y retrouvaient, sous d'autres nonis, Jupiter, Apollon, Mercure, Hercule, etc.; mais, en ménageant la religion des Gaulois, ils s'efforcèrent de détruire les druides qui entretenaient l'esprit national. Le druidisme fut affaibli et peu à peu aboli par la conquête ro-maine qui le traita toujours en ennemi.

S IV. Destruction du druidisme; monuments qu'il a laissés. — Dès le temps de Tibère, les druides furent maltraités à l'occasion de la révolte de Julius Florus et de Sacrovir. Leur culte fut proscrit par Claude, et, après la tentative de Sabinus, de Civilis et de la druidesse Velléda pour établir un empire gallo-batave, le druidisme fut poursuivi comme une cause perpétuelle de révoltes. Il se réfugiadans l'Armorique (petite Bretagne). Il y subsista longtemps, pendant que, dans le reste de la Gaule, il périssait vaincu par la double influence des conquérants romains et de la religion chrétienne. Le druidisme a laisse dans quelques parties de la France des monuments aussi mysterieux que sa religion. Ce sont des cercles de pierres grossièrement taillées, disposées avec une certaine régularité, tantôt superposées, tantôt alignées. Le monument le plus extraordinaire de cette nature se trouve à Karnac, dans le Morbihan. Il se compose de plus de douze cents blocs de granit élévés sur les grèves de la mer, sans qu'on puisse comprendre la pensée qui les a accumulés et disposés dans un

ordre presque symétrique. Voy. Gaulois (monuments).

DRUBIE. — Redevances féodales que, dans le midi de la France, les plaideurs payaient au seignenr devant lequel leur procès était porté.

DUC, DUCHESSE, DUC A BREVET, DUC BT PAIR, DUCHE, DUCHE-PAIRIE. - S I or. Des ducs sous les dominations romaine et franque. — La dignité de duc sut établie dans les derniers temps de l'empire romain; elle tirait son nom du mot dux qui signifiait primitivement général d'armée, et s'appliquait surtout aux chess militaires chargés du commandement des armées placées sur les frontières de l'empire romain. Au 1ve siècle, avait treize ducs dans l'empire d'Orient et douze dans l'empire d'Occident. La Gaule avait cinq ducs placés dans l'Armorique, les deux Belgiques, la Séquanaise et la Germanie première (Notice des dignités de l'empire d'Occident). Les barbares conservérent le titre de duc qui correspondait à celui de herzog ou heretog, qui, dans leur langue, signifiait chef ou conducteur des armées. Il est impossible de déterminer, d'une manière précise, à cette époque où tous les pouvoirs étaient confondus, les fonctions des ducs et de les distinguer nettement de celles des comtes; on prétend que les premiers avaient plus spécialement le commandement des armées, et les seconds l'administration de la justice et des affaires civiles; mais, au moyen age, les fonctions n'avaient rien de nettement déterminé. Les ducs etaient souvent établis sur les frontières et désignés par le titre latin de duces limitum (ducs des frontières). Ils cumulaient, comme les comtes, les pouvoirs civil, militaire, administratif; ils répartissent et percevaient les impôts, et présidaient les tribunaux. « On n'a pas eu des idées justes, dit Montesquieu (Esprit des lois, livre XXX, chap. xviii), lorsqu'on a regardé les comies comme des officiers de justice, et les ducs comme des officiers militaires. Les uns et les autres étaient également des officiers militaires et civils. Toute la différence était que le duc avait sous lui plusieurs comtes, quoiqu'il y eût des comtes qui n'avaient point de ducs sur eux, comme nous l'apprenons par Frédégaire. »

§ II. Ducs indépendants. — A l'époque de décadence des Mérovingiens, les principaux ducs se rendirent indépendants. Ainsi, aux vii et viii siècles, les ducs d'Aquitaine gouvernaient les contrées situées au sud de la Loire avec une auto-

rité presque absolue; ils étaient même souvent en lutte avec les derniers Mérovingiens ou avec leurs maires du palais. lis ne succombèrent que sous les coups de Charlemagne. Les ducs d'Austrasie de la maison d'Héristal se rendirent également indépendants et finirent même par renverser les Mérovingiens et montèrent à leur place sur le trône. Pendant le règne de Charlemagne, le duc de Bavière, Tassillon, forma une conjuration qui fut promptement et sévèrement réprimée: mais, sous les faibles successeurs de ce prince, les ducs se rendirent de nouveau indépendants, et le capitulaire de Kiersysur-Oise (877) ne fit que proclamer une révolution déjà accomplie. Dès lors on vit les ducs de France, de la maison capétienne, jouer à l'égard des Carlovingiens le même rôle qu'avaient joué les Carlovingiens sous les derniers Mérovingiens. Pendant plusieurs siècles, les ducs de Normandie, de Bretagne, de Bourgogne', d'Aquitaine furent aussi puissants que les rois; mais peu à peu la royauté détruisit cette redoutable séodalité, et finit même sous Louis XI par ruiner on dompter la féodalité apanagée représentée par les ducs de Bourgogne, d'Anjou, d'Orléans et de flourbon. A partir du xvi siècle, le titre de duc ne réveilla plus l'idée d'un souverain indépendant, mais d'un puissant seigneur soumis aux lois du royaume. Les ducs et pairs furent les premiers sujets des rois.

§ 111. Des ducs sous la royauté absolue. -Charles IX, redoutant l'influence que ce titre de duc donnait à quelques grands seigneurs, ordonna, par des édits de 1562 et 1566, qu'à l'avenir aucune terre ne serait érigée en duche, que sous la condition que si le propriétaire venait à mourir sans enfants males, cette terre serait réunie au domaine de la couronne. Ces ordonnances de Charles IX furent confirmées par Henri III (édit du 17 août 1576, et article 279 de l'ordonnance de Blois). Dans la suite, les familles ducales éludérent ces édits en faisant insérer des clauses dérogatoires dans les lettres d'érection. Il y était stipulé que, si la branche mâle venait à s'éteindre, le titre seul serait aboli; mais que les terres reviendraient aux héritiers collatéraux. Les auteurs qui ont traité des droits et prérogatives de la noblesse, entre autres Pasquier, dans ses Recherches de la France, et de La Roque, dans son Traité de la Noblesse, prétendent que nul ne pouvait devenir duc, sans justifier de la possession de quatre comtés,* dont il devait être seigneur suzerain, recevant la foi et hommage de ceux qui les tenaient en fef. Mais, dans la suite, on

déroges à cet usage et en exiges seulement la possession d'une terre considérable, que le roi érigeait en duché. Il y avait trois espèces de ducs avant la révolution de 1789: 1º les ducs et pairs qui avaient droit de séance au parlement comme pairs da royaume, et dont les duches-pairies se transmettaient à leurs béritiers mâles, par ordre de primogéniture; les ducs el pairs jouissaient en Espagne des mêmes honneurs que les grands de ce royaume; 2º les ducs non pairs, qui avaient des terres érigées en duché; ils n'avaient pas droit de siéger au parlement, mais ils étaient admis aux honneurs du Louvre et des autres palais royaux. Le titre de ces duchés, vérifié par les cours souveraines, était héréditaire et passait au fils ainé; 3º les ducs à brevet. Le brevet qui les autorisait à prendre le titre de duc , n'élait qu'un acte privé du roi, qui n'était ni vé-rifié, ni enregistré par les cours souveraines. Ce brevet ne pouvait être transmis à leurs fils qu'avec une autorisation spéciale du roi,

Les ducs recevaient des rois le titre de cousin, comme les cardinaux et maréchaux. En leur écrivant, on les qualifiait de grandeur et de monseigneur, et les notaires les traitaient, dans leurs actes, de très-hauts et très-puissants seigneurs. Les duchesses avaient tabouret chez la reine. Les ducs avaient partout le pas sur les comtes, marquis et autres nobles titrés. Leur couronne était un cercle d'or enrichi de pierreries, rehaussé de huit seurons d'or. Les ducs non pairs mettaient cette couronne dans leurs armes, mais ils ne pouvaient la porter au sacre des rois; ce privilège était réservé aux sucs-pairs.

DUCASSE. — Nom de fêtes populaires célébrées à Douai, et dans plusieurs villes de Flandre. Voy. FÉTES.

DUCAT. — Monnaie étrangère à laquelle une ordonnance de François Ier, datée de 1546, donnait cours dans le royaume en lui attribuant une valeur de quarante-six sous et quelques deniers. On prétend que les ducats tirèrent leur nom de ce que Longin, gouverneur d'Italie, s'étant révolté contre Justin II, fit frapper, en signe d'indépendance, des pièces d'or qui furent nommées pièces du duc ou ducats. Le ducat d'Espagne ou double ducat, qui avait cours en France du temps de Henri III, valait à cette époque six livres quatre sous de monnaie française. Sous Louis XIII, le double ducat d'Espagne et de Flandre, appelé aussi ducat d'espagne et de Flandre, valait dix s'eve

DUEL. — 5 l=. Origine du duel eu combat judiciaire. — Le duel eu combat judiciaire remonte aux premiers temps de l'invasion des barbares. La loi Gombette, ou loi des Bourguignons, déférait le duel à ceux qui ne voulaient pas s'en tenir au serment. Suivant cette loi, le combat devait avoir lieu avec le bouclier et le bâton. La féodalité étendit l'usage du duel judiciaire. Les femmes mêmes, les ensants, et les ecclésiastiques devaient fournir un champion qui soutint leur cause par les armes. Gontram Boson demandait, d'après Grégoire de Tours, au roi Gontram, de se mesurer en champ clos contre ses adversaires. « O pieux roi, lui disait-il, remets cette affaire au jugement de Dieu; qu'il prononce entre nous en nous voyant combattre dans la plaine. »Le duel judiciaire eut lieu dans la suite avec des formes solennelles.

S li. Défi, gage de bataille, champ clos; serment impose aux champions. — Il était précédé d'un défi devant le tribunal. Celui qui demandait le jugement de Dieu, jetait son gant comme gage de bafaille. On mesurait le champ où devaient combature les deux adversaires ; on l'entourait de palissades, et on l'appelait champ clos. Il était gardé par quatre chevaliers. Les juges qui avaient déféré le duel y assistaient. Les champions, avant d'en venir aux mains, juraient sur la croix et sur le canon du missel, de ne point s'aider de l'art de la magie, dans la juste querelle qu'ils allaient soutenir les armes à la main. Ils attestaient, par serment, que leurs armes n'étaient point enchantées par sorcellerie, et qu'ils ne portaient sur eux ni pierres, ni écrit, ni brevets, ni charmes d'aucune espèce, ne se confiant qu'en Dieu, en leur bon droit, en leurs armes, et en leur force corporelle. Ce sont les termes mêmes qu'emploie La Jaille, auteur d'un traité intitulé: Du champ de bataille.

S III. Armes employées dans le duel judiciaire: sort réservé au vaincu; — combats d'hommes et d'animaux. — Les armes variaient suivant les classes; les écuyers n'avaient que l'épée et l'écu ou bouclier long; ils combattaient à pied. Les serfs et les vilains avaient pour armes un couteau et un bâton, et portaient un bouclier de cuir nommé canceas. Le vaincu était regardé comme condamné par le jugement de Dieu, et, s'il ne périssait pas sous les coupe de son adversaire, une mortignominieuse l'attendait; il était traîné sur une claie au lieu du supplice.

Les religieux de Saint-Maur des Fossés obtinrent de Louis VI, en 1108, de faire battre leurs sers contre toute personne libre. L'abbaye de Saint-Germain des Prés avait des lices derrière les murailles du couvent, vers le lieu appelé le Pré aux Clercs, et pendant longtemps ce fut le rendez-vous des duellistes. Cependant les lois ecclésiastiques condamnaient déjà le duel à une époque où les lois civiles l'autorissient.

On cite quelques exemples de combats décernés entre des hommes et des animaix. Dans la pensée de ceux qui regardaient le duel comme le jugement de Dieu, la volonté divine pouvait se manifester par la victoire d'un animal aussi bien que

par celle d'un homme.

SIV. Abus des duels judiciaires; efforts des rois pour y mettre un terme. -Le duel avait lieu pour toutes les actions civiles et criminelles, même pour les incidents et interlocutoires, comme dit Beaumanoir qui en donne des exemples. A Bourges, si le prévôt avait mandé quelqu'un, et qu'il ne fût pas venu: « Je t'ai envoyé chercher, disait-il, tu as dédaigné de venir : fais-moi raison de ce mépris ; » et l'on combattait. Louis le Gros réforma cette coutume. Le combat judiciaire était en usage à Orléans pour toutes les demandes de dettes. Louis le Jeune déclara que le duel n'aurait lieu que lorsque la demande excéderait cinq sous. (Montesquieu, Esprit des lois, XXVIII, XXXIX). Saint Louis combattit plus énergiquement qu'aucun de ses prédécesseurs, l'usage barbare des duels judiciaires. Il déclara que le combat n'était pas voie de droit, et au duel il voulut substituer la preuve par témoins. Mais le préjugé était tellement enraciné, qu'il résista aux ordonnances du saint roi, Philippe le Bel interdit aussi le duel judiciaire, et depuis cette époque jusqu'au xvie siècle, le duel n'avait lieu quaprès autorisation accordée par le roi, en son grand conseil. Un des plus célèbres exemples de ces combats judiciaires, est le duel de Jarnac et de La Châteigneraye, sons le règne de Henri II, en 1547. Il est resté célèbre par le coup fourré que Jarnac porta à son adversaire en lui coupant le jarret; il a donné lieu à l'expression proverbiale coup de Jarnec. Un des juges du duel voulait, dit Brantôme (sur les duels), « que le seigneur de Jarnac se promenát par le camp, à mode de triomphe, trompettes sonnant et tambouring battant; mais M. de Boissy, trèssage seigneur, parrain du seigneur de Jarnac, n'en fut d'avis, même M. de Vendôme, depuis roi de Navarre, en dissuada le roi. » Ce duel ne fut pas, comme on l'a souvent répété, le dernier exemple de combat judiciaire.

§ V. Des combats particuliers; grand nombre de duels au xviº siècle; ordonnances des rois pour réprimer cet abus. - La suppression du duel judiciaire fut loin de mettre un terme aux combats singuliers. Jamais ils ne furent plus nombreux ni plus acharnés qu'au xvi siècle, et surtout à l'époque des guerres de religion. Le cartel échangé entre les adversaires remplaçait le défi solennel. On se battait trois contre trois. et quelquesois six contre six. Ces duels meurtriers avaient souvent des causes futiles; si l'on en croit un écrivain du XVII siècle, ils enlevèrent autant de nobles à la France que les guerres de religion. Henri IV, après avoir pacifié le royaume. rendit plusieurs ordonnances contre les duels (1602, 1609); mais il ne put déra-ciner ce préjugé. Vainement Sully écri-vait (Mémoires, 1605): «Ceux qui ont des querelles m'excuseront si je leur dis que celles qui sont recherchées sont plutot marques de lacheté que de hardiesse.» Le préjugé l'emportait; on se battait toujours par troupes nombreuses. Les seconds épousaient la querelle du gentilhomme qui réclamait leurs services, sans même s'enquérir de la cause qui leur faisait tirer l'épée. Les familles puissantes avaient des spadassins qu'elles nourrissaient au sang, comme dit Richelieu en parlant du chevalier de Guise, et de son duel avec le baron de Luz (Mémoires, édit. Petitot, I, 153-154). Enfin, les ordonnances rigoureuses du cardinal, la sévérité avec laquelle il les fit exécuter, le supplice de Montmorency-Bouteville, ralentirent la fureur des duels. Les ordonnances de Louis XIV (1643, 1651, 1670, 1679, 1704, 1711), sans détruire le préjugé, contribuèrent aussi à en diminuer la violence. La législation actuelle n'a pas de lois apéciales contre le duel; le duelliste ne peut être poursuivi que comme meurtrier.

DUBLLISTES. — Nom de ceux qui font profession de se battre en duel. Voy. Durl.

DULCINISTES.—On désignait quelquefois les Vaudois par le nom de dulcinistes, parce qu'un de leurs chefs s'appelait Dulcinus.

DULIE on DOULIE. — Le culte de dulie ou doulie, est celui que l'Eglise rend aux saints et aux anges; il est distinct du culte de latris qu'elle ne rend qu'à Dieu.

DUPES (Journée des). — On désigne sous ce nom, dans l'histoire de France, la journée où Richelieu triompha de la reine mère, Marie de Médicis, et de ses

•

autres ennemis qui se croyaient sûrs de la victoire; elle répond au 11 novembre 1630.

DUPLICATA. — Double d'un acte, d'un brevet, etc. Ce mot s'appliquait principalement aux expéditions des secrétaires d'Etat et de la chancellerie; il se disait aussi de quelques arrêts du parlement de Paris, que cette cour adressait aux autres parlements du royaume.

DUPLIQUE. — Terme de pratique usité satrefois dans les tribunaux, pour indiquer la réponse à une réplique. L'ordonnance civile de 1667 (art. 3, titre 1v) abolit l'usage des dupliques, qui avait été inventé par la chicane.

DURANDAL. — 11 était d'usage dans la chevalerie de donner un nom particulier aux épées celèbres. Ainsi, l'épée de Roland s'appelait Durandal, celle de Charlemagne, Joyeuse, etc.

DUUMVIRS. — Magistrats des municipes romains. Voy. Municipes.

DYNASTIES. — Suite de rois d'une même race. On compte en France plusieurs dynasties : 1º les Mérovingiens (420-752); 2º les Carlovingiens (752-987); 3º les Capétiens (987-1848). Cette dernière dynastie se subdivise en plusieurs branches: Capétiens directs (987-1328), Valois (1328-1448), Valois-Orléans-Angoulème (1498-1589), Bourbons (1589-1830), Bourbons-Orléans (1830-1848). Le sénatus-consulte du 18 mai 1804, qui établit l'empire, fonda une nouvelle dynastic en déclarant la dignité impériale héréditaire de mâle en mâle par ordre de primogéniture dans la famille de Napoléon Bonaparte, et, à défaut d'héritiers directs, dans celle de ses frères Joseph et Louis Bonaparte.

DYPTIQUES. - Voy. DiPTYQUES.

été, dès les premiers temps de notre histoire, l'objet de règlements. En 630, Dagobert déclara que si quelqu'un corrompuit les eaux d'une source, il serait condamné à les purifier et à payer une amende de neuf sous. Depuis ceue époque un grand nombre de règlements, entre autres ceux de 1369,1698, et 1703, ont eu le même objet. De Lamare les a réunis dans son Traité de la police. Voy. RIVIÈRES et RIVERAINS.

EAU (Jets d'). — L'usage de placer_au milieu des jardins publics, des eaux j lissantes, date surtout du règne de Louis XIV; on sait avec quel art les eaux de Versailles furent distribuées en bassins et en cascades, et quelle admiration excite, même de nos jours, le jeu de ces eaux. En général, l'eau a toujours été, pour les jardins d'agrément, un des principaux ornements, soit qu'elle s'étende en nappes paisibles comme les bassins des Tuileries et de Fontainebleau, ou qu'elle forme des cascades comme les eaux de Saint-Cloud et de Versailles. « Les eaux, dit avec raison Millin, sont l'ame du paysage; elles animent une scène, don-nent de l'éclat à une perspective, et répandent la fraicheur et la vie dans tous les lieux où elles se trouvent. Il y a deux règles constantes dans tous les effets produits par l'emploi des eaux, c'est de ne laisser jamais apercevoir les moyens mis

EAU. - La police des cours d'eau a en usage pour se les procurer, et que les eaux suivent la pente naturelle du terrain, et se trouvent où cette pente a dù les conduire. La nature nous montre les eaux sous trois états différents; elles son t stagnantes, courantes ou tombantes. Le premier de ces caractères comprend la mer, les lacs, les étangs, les bassins des fontaines, et en général tout ce qu'on appelle pièce d'eau; le second, les torrents, les rivières et les ruisseaux; le troisième, les filets d'eau, les cascades, les chutes d'eau ou cataractes; l'homme ne s'y est pas borné, il a forcé les eaux à s'élancer en l'air et à former des jets d'eau. »

EAU BENITE. — L'usage de l'eau benite est très-ancien dans l'Eglise. On le trouve mentionné dans Grégoire de Tours. Autresois l'eau bénite de Pâques servait exclusivement pour le baptème des enfants et des cathecumènes. Il était d'usage, quand un seigneur faisait son entrée dans un de ses domaines d'aller lui offrir l'eau bénite à la porte de l'église, en même temps que l'encens et le livre des Evangiles. — On appelait encore eau bénite, au moyen âge, une sauce qui, d'après le maître queux Taillevaut, se faisait avec un demi-verre d'eau de rose, autant de verjus, un peu de gingembre et de marjolaine, le tout bouilli ensemble et passé par l'étamine.

RAU BOUILLANTE. — L'épreuve de l'eau bouillante avait lieu dans les pro-

miers temps de l'empire franc. Celui qui y était soumis plongeait le bras nu dans une chaudière d'eau bouillante et devait en tirer un anneau ou tout autre objet qui y avait été plongé. On enveloppait ensuite sa main, et le juge y apposait son sceau. Au bout de trois jours il la visitait; si elle était intacte, l'accusé était déclaré innocent ; si elle portait trace de brûlure, il était regardé comme coupable. Quelquesois l'épreuve était subie par une autre personne qui se dévouait pour l'accusé. Ainsi la reine Thietberge ou Theutberge, semme de Lothaire, ayant été condamnée à l'épreuve de l'eau bouillante, se fit remplacer par un homme qui sortit heurensement de cette ordalis ou jugement de Dieu.

EAU CRIÉE. — C'était l'usage autrefois de crier l'eau dans Paris (voy. CRIAGE). Cette coutume s'est conservée dans quelques parties de la France.

FAU-DE-VIE. — L'usage de cette liqueur est devenu si commun et a exercé une si grande influence sur les mœurs françaises qu'il est nécessaire de s'y arrêter.

§ 1er. Découverte de l'eau-de-vie; elle est considérée comme remède universel. - On attribue ordinairement la découverte de l'alcool ou esprit-de-vin à Arnaud de Villeneuve, médecin qui vivait à la fin du xme siècle. Il est plus probable que l'usage de la distillation vient des Arabes, et le nom même d'alcool est emprunté à leur langue. Mais Arnaud de Villeneuve est le premier qui ait parlé clairement de l'eau-de-vie. Dans son Traité sur la conservation de la jeunesse, il s'exprime ainsi: « Qui croirait que du vin l'on peut tirer une liqueur qui demande des procedés tout différents et qui n'a ni sa couleur, ni sa nature, ni ses effets! Cette eau est l'eau de vin, quelquesuns l'appellent eau-de-vie, et ce nom lui convient, puisqu'elle fait vivre plus longtemps. Déjà on commence à connaître ses vertus; elle prolonge la santé, dissipe les humeurs superflués, ranime le cœur et conserve la jeunesse, etc. » Ainsi l'eau-de-vie était regardée comme une panacée; on en frottait les membres pour leur rendre la vigueur. En 1367, elle fut fatale à Charles le Mauvais, roi de Navarre. On enveloppait son corps d'un drap trempé d'eau-de-vie pour sui rendre la chaleur naturelle. Le domestique qui avait consu ce drap n'ayant pas de ciseaux pour couper le fil en approcha une bougie; aussitôt le drap imbibé d'eaude-vie s'enflamma, et le roi de Navarre périt d'une mort affreuse.

§ II. Corporations chargées de la vente de l'eau-de-vie. - Cette liqueur, considérée comme remède, fut longtemps vendue exclusivement par les apothicaires: mais lorsqu'en 1514 Louis XII eut réuni en corporation les vinaigriers il leur accorda le monopole de la distillation de l'eau-de-vie et de l'esprit-de-vin. Dans la suite, les distillateurs furent séparés des vinaigriers et formèrent une corporation spéciale (voy. Corporation). Ce fut vers le milieu du xvie siècle qu'eut lieu ce changement; on doit en conclure que l'usage de l'eau-de-vie devenait plus commun. Les médecins de l'époque en faisaient toujours le plus grand éloge. Au siècle suivant, on voit s'introduire à Paris un usage qui est devenu funeste, c'est celui de vendre en détail de l'eau-de-vie au peuple. On nomma placiers ces mar-chands en détail qui s'établissaient aux principaux carrefours et places publiques. Un arrêt du parlement du 20 janvier 1678 leur permit d'étaler dans les rues des tables et escabeaux et d'y vendre de l'eaude-vie et des fruits confits à l'eau-de-vie. Les limonadiers réclamèrent, et un autre arrêt, rendu le 1er juillet 1678, défendit Bux pauvres vendeurs d'eau-de-vie, suivant les termes mêmes du parlement, de mêler du sucre ou autre liqueur dans les noix et cerises confites qu'ils vendaient (Le Grand d'Aussy, Vie privée des Fran-

§ III. Du commerce des eaux-de vie. -Dès la fin du xvii siècle, les eaux-devie de Nantes, de Cognac, d'Orleans et de la Rochelle étaient très-estimées. Depuis cette époque, la réputation des eauxde-vie françaises et principalement de celles de la Rochelle, Cognac, Bordeaux, Bayonne, Cette, n'a fait que s'accroître, et elles sont devenues une branche im portante de commerce. Lorsqu'en 1670 les Hollandais voulurent se venger des tarifs de Colbert, ile prohibèrent entièrement l'importation des eaux-de-vie françaises. Le commerce ne se borna pas à extraire l'eau-de-vie du vin; on obtint par la distillation des eaux-de-vie tirées du marc de raisin, du cidre de Normandie et même du grain. De leur côté, les colonies en soumettant à la fermentation le sirop des cannes à sucre en tirèrent une espèce d'eau. de-vie appelée taffiat. Les provinces viticoles, qui fournissaient principalement les eaux-de-vie, s'inquiétèrent de ces nouveaux produits, et obtinrent, en 1713, une ordonnance qui en interdisait la circulation dans le royaume. Les eaux-devie de Normandie et de Bretagne devaient être consommées dans ces provinces ou exportées aux colonies. Ces prohibitions

ent disparu avec l'ancienne monarchie. Les contrées viticoles n'ont pas soufiert de leur suppression; elles ont au contraire étendu leurs relations commerciales, grâce à la supériorité de leurs produits. On fabrique dans le nord de la France et en Hollande une espèce d'eau-de-vie faite avec de la farine de seigle et de l'orge qu'on laisse fermenter dans l'eau et qu'on distille avec des baies de genièvre. Elle en a pris le nom de genièvre.

EAU D'OR. — L'eau d'or était célèbre aa xiii siècle. Ce n'était probablement que de l'eau-de-vie avec une infusion d'aromates et d'épices qui lui donnaient du goût et de la couleur. Jusqu'au xviii siècle, cette liqueur avait conservé sa réputation, comme l'atteste Le Grand d'Aussy qui vivait à cette époque. Cet auteur remarque que l'eau d'or dut en partie sa renommée à une croyance supersutieuse du moyen age. Les alchimistes pétaient appliqués à rendre l'or potable, et ils avaient proclamé l'or potable la panacée véritable. Une quittance de Ferrault de Bonnel, alchimiste de Louis XI, porte qu'une certaine somme a été payée en 1482 en remplacement de quatre-singtseize sous d'or qu'il a mis pour ledis seigueur à faire certain breuvage appelé AURUM POTABILE (or potable), à lui ordonné par la médecine. Les anciens livres de médecine ne manquaient pas de donner la recette de l'or potable, et on la trouvait encore dans ces livres au xviite siècle, d'après le témoignage de Le Grand d'Aussy (Vie privée des Français). Ce fut par égard pour ces croyances populaires qu'on mêls quelques parcelles d'or à l'eau d'or qui n'était primitivement que de l'eau-de-vie aromatisée.

EAU-FORTE. — On appelle cau-forte une espèce de gravure qu'on exécute sans burin et en se servant d'une liqueur acide qui ronge le cuivre. L'invention de la gravure à l'eau-forte est ordinairement attribuée à Albert Dûrer, mort en 1522. Plusieurs artistes français l'ont perfectionnée pour la pureté et la netteté de la gravure; on cite parmi eux Étienne du Perac, mort en 1601; Jacques Callot (+ 1635), Jean Morin (+ 1650), François Perrier (+ 1650), Lanrent de La Hire (+ 1656), Jean Boulauger (+ 1660), etc.

freide était usitée dans le même temps que celle de l'eau bouillante. On liait l'accusé et en le plongeait dans un lac ou dans une cuve d'eau froide. S'il allait au fond, il était regardé comme innocent; mais, s'il surrageait, on croyait que les

éléments le repoussaient et on le condamnait. Voy. pour les détails le traité du P. Le Brun de l'oratoire sur les pratiques superstitieuses.

EAU-BOSE. — L'eau-rose était trèssouvent employée au moyen âge, nonsculement dans les sauces, mais encore
dans certains ragoèts. Chez les souverains
et les grands seigneurs, dit Le Grand
d'Aussy (Vis privés des Français), c'était
avec de l'esu-rose qu'on se lavait les
mains avant et après les repas. Arnaud
de Villeneuve, qui blàmait les assaisonnements trop multipliés du xur siècle,
conseillait de manger les oiseaux rôtis avec
un peu de vin, de sel, et de l'esu-rose.

EAUX ET FORÊTS. — Les eaux et forêts, ont été considérées de tout temps comme une des parties les plus importantes du domaine public (voy. Domaine), et ont été l'objet de nombreuses ordonnances. On trouve, dès les temps les plus reculés, un grand forestier qui devint par la suite enquêteur général ou grand maître des eaux et forêts. Cependant, l'administration des eaux et forêts ne fut pas confiée, dans l'origine, à des agents spéciaux; les baillis et sénéchaux en avaient la surveillance.

S I^{er}. Origine des mattres des eaux et forets, gruyers et verdiers. — Ce fut seulement au commencement du xive siècle que Philippe le Bel institua des mattres des eaux et foréis. Ils avaient au-dessous d'eux des verdiers, des gruyers, et des sergents ou gardes forestiers. Les verdiers (dont le nom venait du latin viridarius, mot employé par Ulpien pour designer le garde d'un verger), les verdiers avaient garde et juridiction dans une certaine étendue de bois et de pays formant une verderie; leurs sentences étaient portées en appel devant les tribunaux des maîtres des eaux et forêts. Les gruyers étaient des gardes forestiers subordonnés aux verdiers, et dont la juridiction s'étendait sur une moindre étendue de bois et de pays nommée grurie. On appelait aussi grurie, les droits royaux dans les sorets qui ne dépendaient pas du domaine de la couronne. En certains lieux , d'après Lacurne Sainte-Palaye, les maîtres des eaux et forêts et les gruyers avaient droit de visiter les travaux des tonneliers (voy, plusieurs règlements relatifs aux eaux et forêts dans le recueil des Ordonn. des rois de Fr., I, 354, 445, 645, 657, 662, 668, 678, 767, 715, 792, et il, 330, 413, 479, 480, etc.). § II. Juridiction des mattres des esses

§ II. Juridiction des mattres des eaux et forêts; table de marbre de Paris. — Philippe de Valois, en 1346, divisa le domaine en dix mattrises, et régla la juridiction des sergents, gruyers, verdiers, maîtres des canx et forets. Les appels des maîtrises des eaux et forêts devaient être portes au parlement. La comptabilité était également régularisée. Deux fois par an, les efficiers inférieurs rendaient compte aux mostres, qui à leur tour étaient soumis au contrôle de la chambre des comptes. Les ventes de bois n'étaient faites que par les maîtres; ils affermaient aussi les étangs. Les appels des maltrises nécessitèrent la création d'une nouvelle chambre au pariement de Paris. Elle siégeait à la table de marbre du palais, et était présidée par un souverain maître et inquisiteur général des eaux et forste. De là le nom de table de marbre donné au tribupal suprême des eaux et forêts, aussi bien qu'à d'autres juridictions qui siégeaient à la même table. Dans la suite, ce tribunal fut dirigé par un président du parlement de Paris.

S III. Lutte entre l'administration forestière et les seigneurs féodaux. — L'administration des eaux et forêts, ainsi constituée, tendit naturellement à s'emparer de la juridiction dans les forêts, qui n'appartenaient pas au domaine pu-blic, et entra en lutte avec les seigneurs féodaux. Les agents des eaux et forêts s'attribuèrent la juridiction sur les délits de chasse, et la police de la pêche dans tout le royaume. Sous le nom de tiers et danger, les officiers royaux percevaient le tiers de la vente d'un bois, soit en nature, soit en argent, et en outre le dixième; ainsi, sur soixante arpents de bois, ils en avaient vingt-six; sur six mille livres, deux mille six cents livres. Le droit de tiers et danger s'exerçait surtont en Normandie; dans d'autres provinces, le roi n'avait que le droit de tiers sans danger. François Ier déclara (1543) que les multrises des eaux et forêts auraient juridiction sur les terres des princes, prélats et communautés, aussi bien que dans les forêts royales. Des procureurs du roi avaient dejà été établis près de ces tribunaux pour poursuivre les délits forestiers.

SIV. Des droits de pacage et de ramage: création de nouvelles juridictions sorestières ou tables de marbre. Les ordonnances des xve et xvie siècles, déterminèrent la nature et la portée des concessions faites aux particuliers dans les forêts royales, telles que le droit de pacage qui consistait à y faire paltre les bestiaux, et le droit de ramage qui permettait d'y prendre du bois. Elles s'opposaient aussi à la dévastation des forêts, et prescrivaient que le tiers des bois du royaume sut conservé en haute sutaie (or-

dennance de 1561). Les agents forestiers appelés gardes-marteau furent établis par Henri III (1583), pour marquer les arbres qui devaient être réservés. Pendant le xvie siècle les rois créèrent plusieurs tribunaux appelés tables de marbre, & Rouen, à Toulouse, Bordeaux, Aix, Dijon, Grenoble, et en Bretagne. Ces tables de marbre jugeaient sans appel les causes ordinaires relatives aux caux et forêts, et en première instance les causes

plus importantes.

§ V. Changements faits au xvi• siècie dons l'administration des euux et foreis. - Jusqu'au xwe siècle, le grand maître des eaux et forêts, qu'on appelait antérieurement inquisiteur on enquesteur général des saux et forêts (aquarum et forestarum regis in toto regno Francis generalis inquisitor et magister, Ordonn. de 1356); avait nommé tous les agents forestiers; mais, au xvi siècle, la vénalité dos offices s'introduisit dans cette branche d'administration, aussi bien que dans les charges de judicature et de finances, et les sergenteries, graries, verderies, mai-trises, furent érigées en titres d'offices. La grande maîtrise des eaux et forèts fut supprimée en 1575, et remplacée par six grands offices de maîtres, que plus tard on porta à douze. Cette partie de l'admi-nistration surchargée d'offices tomba dans un grand désordre jusqu'à l'époque où Sully commença à y rétablir un peu de régularité (1597) par la création d'une charge de surintendant des saux et forêts et la suppression de beaucoup de dreits d'usage et autres concessions faites au grand détriment des ferêts royales.

5 VI. Réformes de Colbert; ordonnance des eaux et forfis. — Colhert continua et perfectionna l'œuvre de Sully. Suppression des grands maîtres en titre d'offices, nouvelle division des multrises conférées par commission, réduction des officiers des juridictions forestières à cinq, savoir un maître particulier, un lieutenant, un procureur du roi, un garde-marteau et un greffler, rapports annucis exigée des principaux agents de l'administration sorestière, telles surent les principales réformes de Colpert (1967-1669). La grande ordennance des caux et forêts (août 1669) régla toutes les parties de l'administration et de la juridiction forestière. Parmi les dispositions les plus remarquables de cette ordonnance, il faut signaler celles qui s'opposent à la dévastation des biens de mainmorte (titre xxtv). Les corporations propriétaires de ces domaines étaient tenues de les faire arpenter et d'en conserver les plus beaux arbres. La marine royale devait y trouver d'aboa312

dantes ressources pour la mâture et la construction des vaisseaux. Cette ordonnance, saus quelques légères modifica-tions, a continué d'être en usage. Plusieurs arrêts du conseil, et entre autres les arrêts du 29 mars 1735, du 25 février 1749, du 12 octobre 1756 et du 2 mai-1780 interdirent aux particuliers les désrichements, à moins qu'ils ne fussent autorisés par une permission expresse du roi. Ces lois ont été en vigueur jusqu'à la révolution.

S VII. Etat de l'administration sorestière au xvIII° siècle. — Au xvIII° Biècle, les eaux et forêts étaient divisées en dix-huit grandes maîtrises ou tables de marbre, qui sormaient autant de départements particuliers: 1° la grande maltrise du palais de Paris: 2º celle qui comprenait la Picardie, l'Artois et la Flandre française; 3° la grande mat-trise du Hainaut; 4° celle de Châlons-sur-Marne; 5° celle de Metz; 6° celle de Bourgogne; 7° celle de Franche-Comté et d'Alasce; 8° celle de Lyonnais, Dauphiné. Provence et Auvergne; 9° celle de Toulouse et Montpellier; 10° celle de Bordeanx, Auch, Pau et Montauban; 11º celle de Poitou, Aunis, Saintonge, Angoumois, haut et bas Limousin, haute et basse Marche, Bourbonnais et Nivernais; 12º celle de Touraine, Anjou et Maine ; 13° celle de Bretagne; 14° celle de Rouen; 15° celle de Caen; 16° celle d'Alençon; 17° celle de Berry, Blois et Vendôme; 18° celle d'Orieans, Beaugency et Montargis. Chaque département de grande maîtrise était divisé en maitrises particulières, qui ellesmêmes étaient quelquefois subdivisées en gruries, triages et justices seigneuriales. On comptait on tout quarante-cinq maitrises particulières et environ trente-BIX gruries.

SVIII. Juridiction de la table de marbre de Paris au xvIIIe siècle. — La grande maîtrise ou table de marbre de l'aris se composait d'un grand maître, d'un lieutenant general, d'un lieutenant particulier, de sept conseillers, d'un avocat général et d'un procureur général. Il y avait en outre deux greffiers, un receveur des amendes et trois huissiers. Ces tribunaux jugeaient en première instance (ce qu'on appelait juger à l'ordinaire) ou en dernier ressort et à l'extraordinaire. Lorsqu'ils jugeaient à l'ordinaire, le tribunal était préside par le grand maître et les sentences portaient: Les grands maîtres enquêteurs et généraux réformaleurs des saux et soréts de France établis au siège de la table de marbre à Paris. L'appel des sentences de ce tribunal était porté au parlement de Paris. Lorsque l'affaire administratifs et aux tribunaux ordinai-

n'excédait pas la somme de deux cents livres en principal ou vingt livres de rente, les sentences étaient exécutées par provision et sans préjudice de l'appel. Lorsque la table de marbre jugeait à 1'extraordinaire ou sans appel, il fallait qu'il y cut à l'audience, outre les juges ordinaires, un président à mortier, à défaut du premier président du parlement, et sept conseillers de la grand'chambre. Dans ce cas, les sentences portaient : Les juges ordonnés par le roi pour juger souverainement et sans appel les procès des résormateurs des eaux et sorêts de France au siège de la table de marbre du palais à Paris. Dans ces sadiences. le grand maître ne siegeait qu'après le doyen des conseillers du parlement. La juridiction de ce tribunal s'étendait au delà du ressort du parlement de Paris; on y portait les appels des sentences rendues par les grandes maîtrises qui n'avaient point de table de marbre dans leur circonscription.

Les grands maîtres de la plupart des grandes maîtrises faisaient leur résidence à Paris. Leurs tribunaux étaient composés des mêmes juges que la table de marhre de Paris. Les questions de la compétence des tables de marbre étaient en dernier ressort les appels des sentences rendues par les officiers des maîtrises particulières et par les gruyers des seigneurs particuliers, tant en matière civile que criminelle. En première instance, c'étaient tous les procès et différends qui concernaient le fonds et la propriété des eaux et forêts, les lles et rivières du domaine royal et les bois tenus en grurie, apanage, etc. Les maitrises particulières étaient composées d'un maître particulier, d'un lieutenant particulier, d'un procureur du roi et d'un gardemarteau. Il y avait, en outre, un ou deux greffiers, deux arpenteurs, un receveur et un collecteur des amendes, deux ou trois huissiers et des gardes. Les mattrises particulières avaient juridiction sur les martelage et vente des bois, panages, glandées et paissons (voy. ces mots), droits de pâturage et pacage, chauffage et autres usages des bois; sur les bois, prés, marais, landes, pâtis, pêcheries et autres biens appartenant aux communautés et paroisses. La police et la conservation des forêts, eaux et rivières, des routes et chemins royaux dans les forêts et le long des rivières, les droits de péage, de chasse, pêche, etc., étaient de la compétence de ces tribunaax. Toutes ces juridictions furent supprimées à la révolution. Les contestations en matière d'eaux et forêts furent renvoyées aux tribunaux

res. Il en est encore ainsi aujourd'hui : les tribunaux administratifs (voy. ce mot) connaissent des conflits qui s'élèvent entre les représentants de l'État et les particuliers; les autres procès ou sélits sont de la compétence de la justice ordinaire.

la compétence de la justice ordinaire. § 1X. Administration des eaux et forête depuis 1789. — L'administration forestière fut considérablement modifiée par la révolution; elle est cependant restée distincte des autres services administratifs. D'abord les principes de liberté, qui dominèrent dans l'assemblée constituante de 1789, eurent des conséquences sunestes pour les forêts. En vertu de la loi du 29 septembre 1791, les bois des particuliers ne furent plus soumis à la surveillance des agents forestiers; chaque pro-priétaire put en disposer à son gré et multiplier les défrichements. Il en résulta de graves inconvénients, tels que le déboisement des montagnes et par suite la formation de torrents qui inondèrent et dévastèrent les vallées. D'ailleurs les forêts diminuèrent dans une proportion effrayante. En 1791, le sol forestier était de neuf millions cinq cent quatre-vingtneuf mille hectares; il n'est plus que de huit millions sept cent quatre-vingt-cinq mille hectares. Le consulat, qui rétablissait l'ordre dans toutes les parties de l'administration, s'efforça de porter remède aux abus de la loi de 1791. Une loi du 9 floréal an XI (29 avril 1803) défendit que, pendant vingt-cinq ans, aucun défrichement eût lieu sans une déclaration préalable devant le conservateur des eaux et forêts, qui pouvait s'y opposer. Dans ce cas on en référait au ministre des finances qui statuait définitivement. En même temps l'administration forestière fut réorganisée et mise en harmonie avec les nouvelles divisions administratives de la France. Elle forma une des divisions du ministère des finances et sut confiée, sous l'autorité du ministre, à un directeur général. Un conseil d'administration sut chargé de surveiller les diverses parties du service et délibéra sur les questions générales sous la présidence du directeur. La France fut divisée en conservations forestières. On en compte aujourd'hui trente-deux, qui ont pour chefs-lieux Paris, Rouen, Dijon, Nancy, Strasbourg, Colmar, Douai, Troyes, Epinal, Chalonssur-Marne, Metz, Besançon, Lons-le-Saulnier, Grenoble, Alençon, Bar-le-Duc, Chaumont, Vesoul, Macon, Toulouse, Tours, Bourges, Moulins, Pau, Rennes, Niort, Carcassonne, Aix, Nimes, Aurillac, Bordeaux, Ajaccio. A la tête de chaque conservation est un administrateur appelé conservateur, qui a sous lui des in-

specieurs, sous-inspecteurs, gardes généraux, gardes à cheval et simples gardes forestiers.

SX. Code forestier, défrichements et revoisement des montagnes; école forestière. — Le Code forestier, promulgué en 1827, a confirmé l'organisation forestière, établie par le consulat, ainsi que tes sages prescriptions sur les défrichements. Il défendit que, pendant vingt ans, à partir de la promulgation du code, on arrachat ou défrichat les bois particuliers à moins d'en avoir fait la déclaration à la sous-présecture, au moins six mois d'avance. Pendant cet intervalle, l'administration pouvait faire opposition, et, en ce cas, le préset statuait saus re-cours au ministre des finances. L'art. 225 du même code exemptait d'impôts pendant vingt ans les semis et plantations de bois sur le sommet et le penchant des montagnes. Une commission fut instituée. en 1845, pour s'occuper des mesures à prendre pour le reboisement des montagnes, en même temps que le gouvernement consultait les conseils généraux sur cette question et sur celle du défrichement des forêts. Presque tous répondirent en représentant l'urgente nécessité de rendre à la France son ancienne richesse forestière. C'est une des questions qui appellent encore aujourd'hui la sollicitude de l'administration.

Une école forestière a été établie à Nancy, en 1829. Le nombre des élèves qu'elle doit recevoir est fixé chaque année par le ministre des finances d'après les besoins du service. Le cours d'études est de deux années, après lesquelles les élèves qui ont satisfait à l'examen de sortie, ont droit aux premières places vacantes de gardes généraux.

EAUX MINERALES. — Parmi les caux minérales et thermales de la France, on remarque principalement celles de Bagnères-de-Bigorre et de Baréges dans les Hautes-Pyrénées, de Bagnères-de-Luchon dans la Haute-Garonne, les Eaux-Bounes et les Eaux-Chaudes dans les Basses-Pyrénées, Bourbonne-les-Bains dans la Haute-Marne, Cauterets dans les Hautes-Pyrénées, Enghien dans la Seine-et-Oise, Néris et Vichy dans l'Allier, Plombières dans les Vosges. Autrefois les eaux de Forges dans la Seine-Inférieure avaient une grande réputation. Sous Louis XIII et Louis XIV, elles étaient fréquentées par les personnages les plus illustres de la cour; mais depuis que les communications sont devenues faciles et rapides. on a préféré les eaux des Pyrénées et de l'Allier dont l'action est plus puissante et le site plus pittoresque. Les établissements d'eaux minérales et thermales appartiennent à l'État, aux communes ou à
des particuliers. Lorsqu'ils sont propriété
de l'État, l'administration en est confiée
au préfet qui nomme le régisseur et autres fonctionnaires attachés à l'établissement. Le maire a la même autorité pour
les eaux minérales qui dépendent des
communes. Le tarif des eaux minérales
bues à la source est fixé par les autorités
administratives; les indigents peuvent
être admis gratuitement dans les établissements qui dépendent de l'État, tels que
Vichy, Néris, Bourbonne-les-Bains,
Plombières, etc.

EBENE, EBENISTE, EBENISTERIE. — Voy. Corporation, Industrie, Meurles.

ECALE. — Ce mot s'employait pour indiquer les stations des navires. Ainsi les navires qui partaient de Bordesux ou de Bayonne pour Terre-Neuve devaient faire écale à Oleron, Brouage et la Rochelle pour y prendre des provisions de sel et de biscuit. Ecale était synonyme d'échelle surtout dans les patois méridionaux.

BCARLATE. — Le drap écarlate était un des plus recherchés du moyen âge. On en fabriquait de toutes les nuances du rouge, et même de couleur rose et violette. C'est ainsi peut-être que s'explique-rait l'usage de quelques rois de porter le deuil en draps d'écarlate, dont nous avens parlé au mot Druit.

ECART. — On appelle écart, en termes de blason, chaque quartier de l'écu divisé en quatre. Les armes principales de la maison se mettaient au premier et au quatrième écart: au deuxième et au troisième, on plaçait les armes des maisons alliées. (Dictionnaire de Trévoux.)

SCART (Droft d'). — Impôt que l'on prélevait, dans certaines villes, en cas d'acquisition des biens d'un bourgeois par une personne qui n'avait pas droit de bourgeoisie.

ECARTELEMENT. — Supplice qui consisteit à faire tirer à quatre chevaux les membres du condamné. Voy. Supplices.

ECARTELEMENT ou ÉCARTELURE. —
Terme de blason qui indique la division de l'écu écartelé. L'écartelure sert quelquefois de brisure pour indiquer les armes des cadets. Quand l'écartelure se fait par une croix en par deux lignes se coupant à angle droit, le premier et le second quartier sont ceux d'en haut; le troisième et le quatrième sont ceux d'en

bas en commençant à compter par le côté droit. Quand l'écurtelure se fait en sautoir, c'est-à-dire par deux diagonales, le chef et la pointe sont le premier et le second quartier, le flanc droit le troisième et le gauche le quatrième. L'écu s'appelle alors écu flanqué.

ECCLÉSIASTIQUES. - Voy. CLERGÉ.

ECCLÉSIASTIQUES (Biens). — Voy. Bénérices.

ÉCHAFAUD. — Amphithéâtre en charpente élevé pour y placer des spectateurs ou pour quelque acte solennel. Ce mot ne s'emploie plus maintenant que pour indiquer un lieu de supplice.

ÉCHANGE (Libre). — On appelle libre échange une doctrine qui s'est répandue principalement dans les dernières années et qui demande l'abolition de toutes les entraves mises à la liberté du commerce entre les différents peuples. Les partisans de cette doctrine sont appelés libres échangistes.

ECHANSON (Grand).—Le grand échanson était l'officier qui présentait à boire au roi dans les jours de cérémonie, comme au festin du sacre. Voy. Offi-CIERS (Grands) DE LA COURONNE.

ÉCHANSONNERIE. — Lieu où l'on gardait la boisson destinée au roi. Ou appelait aussi échansonneris les officiers de la maison du roi chargés de ce service. Voy. Maison pu noi.

BCHARPE. — L'écharpe, pièce de taffetas que portaient les gens de guerre, tantôt comme une ceinture, tantôt comme un baudrier, servait souvent à distinguer les partis. Ainsi dans la guerre civile des armagnacs et des bourguignons, on reconnaissait les armagnacs à leur écharpe blanche qu'on appelait bande d'Armognac. Les partisans du roi de Navarre, qui devint Henri IV, portaient l'écharps blanche. An xvii siècle, la couleur de l'écharpa était encore un signe distinctif des partis. Pendant la Fronde, les Masorins la portaient verte, les soldats de Condé isabelle et les partisans de Gaston d'Orleans, de couleur bleue (Mémoires du cardinai de Reix).

ÉCHASSES. — Longs morecaux de bois sur lesquels montent les enfants et qui servent quelquesois aux saltimhanques pour leurs tours de serçe. Quelques populations du sud de la France sont forcées de s'en servir. Ainsi les habitants des Landes emploient des échasses pour traverser les sables au milieu desquels ils vivent. — On appelait encore échasses

aux xiiie et xive siècles les bâtons qui servaient de soutien aux infirmes et qu'on nomme sujourd'hui béquilles.

ECHAUDE. — Espèce de pâtisserie faite avec de la pâte échaudée, de l'eau et du sel et quelquefois avec du beurre et des œufs. « il en est fait mention, dit Le Grand d'Aussy (Vie privée des Français), dans une charte de l'église cathédrale de Paris de l'année 1202 : Panes qui dicuntur eschaudati. Ces échaudés étaient beaucoup plus gros que les nôtres, puisque murs, de maisons, etc. la veuve Emeline ayant renonce, en 1231, à un droit de chair et de poisson sur le monastère de Saint-Denis, les religieux, en retour, lui accorderent celui de venir prendre dans leur boulangerie, tous les jours de sête, une miche de pain et un échaudé. Saint Louis, qui avait interdit tout travail aux boulangers les dimanches et jours de sête, leur avait permis ce-pendant de cuire ces jours-là des échaudés pour les pauvres. Primitivement les échaudés n'étaient composés que de beurre et de sel; il n'y entrait point de jaunes d'œufs. On commença à a en servir au xvir siècle. »

ECHAUGUETTE .. - Lieu couvert et élevé où l'on plaçait une sentinelle. Vey. CHATRAUX FORTS.

ECHECS. — Le jeu d'échecs, qui remonte à une très-haute antiquité, est mentionné dès les premiers temps de notre histoire. Charlemagne reçut du calife Aroun-al-Raschid un jeu d'échece dont les pièces sont conservées comme une des curiosités du moyen âge. Jean de Salisbury rapporte dans son Traité des bagatelles des cours (de nugis curiatious), qu'à la bataille de Brenneville on Brenmule le roi Louis VI, au moment on un soldat ennemi saisissait la bride de son cheval et s'écriait : « le roi est pris!» l'abattit d'un coup de masse d'armes en disant : « Ne sais-tu pas qu'aux échecs on ne prend pas le roi? » Les Comptes de l'argenterie des rois de France mentionnent plusieurs pièces d'échecs. Les romans de chevalerie cités par Lacurne Sainte-Palaye, dans son Dictionnaire des Antiquités françaises, au mot Echucs, prouvent que l'on enseignait ce jeu aux jeunes nobles comme un complément de leur éducation. Le prince des Assassins, qu'on appelle ordinairement le Vieux ou seigneur (senior) de la montagne envoya à saint Louis, d'après le récit de Joinville, un schiquier de cristal. On voit encore au masée de Cluni un échiquier de cristal dont se servaient les rois de France. Le jeu d'écheca a excité une si vive passion

que Jérôme Vida a composé en son honneur un poëme latin traduit en français par des Mazures. On a aussi un traité de Sarrazin, où il expose les opinions sur l'origine et le nom du jeu d'échecs. Bassompierre rapporte dans ses Mémoires qu'on dansa, à la cour, en 1607, le bailet des échecs.

ÉCHELAGE. — Terme des anciennes contumes; droit d'élever une échelle sur le terrain d'autrui pour les réparations de

ECHELLE. — Du Cange dit, au mot scala, que l'échelle était autrefois le symbole de la haute justice. C'était un échafaud où l'on montait par des degrés qui avaient la forme d'échelons, et où l'on exposait à la vue du public ceux qu'on voulait noter d'infamie. On voit dans un canon du concile de Tours, tenu en 1236, que cette ignominie était toujours suivie de la peine du fouet. On attachait à l'échelle les polygames, les parjures et les blasphémateurs. A Paris, les hauts justiciers avaient une échelle dans les lieux où ils faisaient exécuter les coupables. L'abbé de Saint-Germain avait la sienne au marché de Saint-Germain et à la barrière des Sergents. L'archevêque de Paris, l'abbé de Sainte-Geneviève, les prieurs de Saint-Eloi et de Saint-Martin-des-Champa, le chapitre de Notre-Dame avaient tous leur échelle sur le terrain od se faisaient les exécutions de leur haute justice. Celle de l'évêque de Paris était dans le parvis; celle du prieuré de Saint-Rloi à la porte Baudet, appeiée plus tard porte Baudoyer; celle du prieur de Saint-Martin-des-Champs dans le clottre de Saint-Nicolas, entre la porte de l'église et la rue Aumaire; celle du chapitre de Notre-Dame près le port Saint-Landri. Au xvin•siècle, il ne restait de tous ces symboles de hante justice que l'échelle du Temple.

ÉCHELLES. — Ce mot désigne les perts d'Asie où relachent les vaissesuz suro-péens qui font le commerce du Levant. Dès le zyre siècle, la France avait des consuls dans les échelles du Levant et principalement à Smyrne et à Said.

ECHEVINAGE. — Réunion des échevins. Ce mot désignait aussi la charge d'échevin. Voy. Echevins.

ECHEVINS. — Le nom d'échevins (scabini) vient, dit-on, de l'ancien allemand skapens ou skafens (juges constitués). On admet généralement que les échevins étaient primitivement des officiers royaux. Cependant quelques capitulaires de Charlemagne prouvent qu'en certains lieux

ils étaient nommés avec le concours des citoyens auxquels ils rendaient la justice. Les missi dominici ou envoyés royaux étaient chargés de les surveiller. M. Aug. Thierry (Introduction aux récits mérovingiens) distingue les échevins nommés par le comte ou l'empereur, qui étaient de simples juges, des échevins de la cité, à la fois juges et administrateurs. Ces derniers donnérent naissance, selon cet historien, aux magistrats municipaux qui, à l'époque de l'émancipation communale, furent désignés sous le nom d'échevins, et assistèrent le maire dans l'exercice de ses fonctions. On appelait échevinage tantot le conseil des échevins, tantôt la dignité d'échevin. En général, les échevins formaient, avec quelques notables bourgeois, le conseil de ville, sous la présidence du maire ou du prévôt dans les villes où la dignité de maire n'existait pas. Ils constituaient aussi un tribunal de simple police qui pouvait condamner à l'amende, et dans certaines circonstances à l'emprisonnement. A Paris les échevins portaient un costume distinctif. Les grandes Chroniques de Saint-Denis rapportent qu'en 1377 les échevins de Paris allèrent au-devant de l'empereur vetus de robes mi-parties de blanc et de violet. Voici comment se saisait l'élection des échevins de Paris jusqu'aux derniers temps de l'ancienne monarchie : le jour de Saint-Roch, les notables hourgeois étaient convoqués à l'hôtel de ville. On nommait d'abord quatre scrutateurs ; l'un d'eux appelé scrutateur royal était ordi-nairement un échevin; le second était choisi parmi les conseillers de ville; le troisième entre les quarteniers; et le quatrième entre les notables bourgeois. La déclaration du 20 avril 1617 ordonnait que, sur les quatre échevins, il y en ent chaque année deux choisis parmi les notables marchands, et deux parmi les gradués (voy. ce moi) et autres notables hourgeois. La charge des échevins durait deux ans, et, comme on en elisait deux chaque année, il y en avait toujours deux anciens et deux nouveaux. A Paris, les quatre échevins avaient juridiction sur la Seine et les rivières qui s'y jettent, sur toutes les marchandises apportées par eau; ils connaissaient des procès relatifs aux rentes aur l'hôtel de ville, fixaient le prix des marchandises, etc. Les appels de leurs jugements étaient portés au parlement. Les noms d'échevins et d'échevinage ont disparu avec la nouvelle organisation municipale établie par la révolution française.

ECHIQUIER. — L'échiquier de Norman-

die était la haute cour de justice de cette province. On n'est pas d'accord sur l'étymologie de ce mot (voy. du Cange, v° Sca-carium). Les uns le sont dériver de l'allemand schicken (envoyer), parce que les juges de l'échiquier étaient délégués par le souverain pour rendre la justice et parcouraient dans ce but la Normandie, siégeant tantôt à Rouen, tantôt à Caen, tantôt à Palaise. D'autres prétendent que le pavé de la salle, où siégeait cette cour, était divisé en compartiments semblables à ceux d'une table d'échiquier, et que de là vint son nom. Enfin M. Floquet, auquel on doit une savante histoire de l'échiquier de Normandie, croit que cette cour étant à la fois tribunal et chambre des comptes, on se servait pour la comptabilité de compartiments d'échiquier et que le nom fut tiré de cet usage. Quoi qu'il en soit de ces diverses étymologies, l'origine de l'échiquier de Normandie paraît remonter à la conquête de cette province par les Normands (912). Aucun texte positif ne prouve que Rollon ait institué l'échiaun: mais Dudon de Saint-Quentin parte des 1018 données par ce duc, et l'on peut annier que la hante cour séodale date au même temps. L'echiquier se réunissait deux fois par an, à Pâques et à la Saint-Michel; il se composait des grands feudataires laïques et ecclésiastiques. Jusqu'en 1302, l'échiquier de Normandie garda ce caractère. C'était en quelque sorte la cour des pairs de Normandie, qui deux fois par un venaient entourer leur souverain, lui apporter leurs conseils et juger avec lui les appels des tribunaux inférieurs. En 1302, Philippe le Bel fit un changement important à la constitution de l'échiquier. Jusqu'alors ce tribunal siégeait alternativement à Rouen, à Falaise et à Caen; Philippe le Bel décida qu'il tiendrait toujours ses séances à Rouen, et, ce qui était plus grave, il envoya des magistrats royaux chargés de présider à l'échiquier et d'en diriger les procédures. Les baillis venzient rendre compte sommairement des procès dont les appels étaient portés devant l'échiquier. Il en jugeait quelques-uns, et renvoyait le plus grand nombre des affai-res à la décision de commissaires. A mesure que les lois devinrent plus nombreuses et les procès plus compliqués, les seigneurs et les prélats abandonnèrent de plus en plus la direction de l'échiquier aux jurisconsultes. Cette assemblée perdit ainsi une partie de son importance. D'ailleurs, il lui était impossible de terminer dans deux sessions assez courtes les nombreux procès portes devant elle. Il en résultait des lenteurs interminables. Pour y mettre un terme, Louis XII rendit l'échiquier perpétuel en 1459, et le composa de quatre présidents et de vingthuit conseillers. Il ne restait plus dès lors de l'ancien échiquier que le nom. François le lui enleva en 1515, et l'échiquier perpétuel devint le parlement de Normandie (voy. Parlements Provin-CIAUX). On trouvera tous les détails relatiss à cette institution dans l'Histoire de l'échiquier de Normandie, par M. Floquet. — Il y avait encore un échiquier d'Alençon, qui sut supprimé en 1584. Les seigneurs apanagés de Normandie et l'archevêque de Rouen avaient aussi leurs tribunaux qu'on appelait échiquiers, parce qu'en Normandie ce nom s'appliquait à toutes les juridictions souveraines.

ECHOITE ou ESCHOITE. — Terme de droit coutumier qui indique une succession collatérale. Beaumanoir, jurisconsulte du temps de saint Louis, dit qu'il y a eschoite, quand l'héritage descend de côté, parce que celui qui meurt n'a point d'enfants, de sorte que les héritages eschoient à son plus proche parent.

ÉCHUTE. — Le droit d'échute donnait au seigneur l'héritage des hommes de mainmorte; il n'a été supprimé que par l'édit du mois d'août 1779.

ECLAIRAGE. — \ I. Eclairage public. - L'éclairage public a été longtemps néglige et l'est encore dans quelques parties de la France. La police se bornait à recommander aux habitants attardés de se faire précéder de domestiques portant torches ou lanternes. Au xvi siècle, commencerent les premiers essais d'éclairage public. On trouve, des 1524, des ordonnances prescrivant aux bourgeois de placer, après neuf heures du soir, une lanterne allumée au premier étage de leurs maisons. Le parlement ordonna, en 1558, de suspendre, au coin de chaque rue de Paris, et même au milieu, dans le cas où la rue serait longue, des falots qui devaient brûler constamment depuis dix heures du soir jusqu'à quatre heures du matin. Peu de temps après on substitua des lanternes à ces falots ; mais ces premières tentatives eurent peu de succès. Enfin, en 1662, l'abbé Laudati Caraffe sut autorisé à organiser dans Paris un corps de porte-lanternes et de porteflambeaux. Les porte-lanternes, munis de lanternes à plusieurs becs, étaient distribués dans les divers quartiers de Paris et principalement dans les carrefours, places publiques et lieux trèsfréquentés. Les porte-flambeaux portaient

des torches en cire jaune du poids d'une livre et demie. Quelques années plus tard, on renonça à ce mode d'éclairage et le lieutenant de police, La Reynie, le remplaça par des lanternes publiques (1667). Plus de 5000 lanternes furent placées dans les rues de Paris. L'éclairage n'avait lieu qu'en hiver. On commençait au dernier quartier de la lune, qui finit dans le mois de septembre, à allumer les chandelles dans les lanternes des rues de Paris, et on continuait jusqu'au premier quartier de la lune d'avril. Quelque imparfait que fût ce mode d'eclairage, on voulut bientôt l'appliquer à la France entière. L'ordonnance publiée à ce sujet exaltait les avantages de cette institution. « De tous les établissements qui ont été faits dans notre bonne ville de Paris, disait le roi, il n'y a aucun dont l'utilité soit plus sensible et mieux reconnue que celui des lanternes qui éclairent toutes les rues; et, comme nous ne nous croyons pas moins obligé de pourvoir à la sûreté et à la commodité des autres villes de notre royaume qu'à celle de la capitale, nous avons resolu d'y faire le même établissement et de leur sournir les moyens de le soutenir à perpétuité. » (Anc. lois franç. XX, p. 295.) Les principales villes de France furent, en effet, éclairées comme Paris. En 1745, on commença à substituer aux lanternes des réverbères, dans quelques rues de Paris, telles que la rue Dauphine, la rue de la Comédie-Française (aujourd'hui rue de l'Ancienne Comédie), et sur le Pont-Neuf. Ils projetaient une lumière plus vive que les lanternes employées jusqu'alors, et on ne tarda pas à préférer ce mode d'éclairage qui, de nos jours, a fait place à la lumière plus brillante des becs de gaz.

Un peu avant la révolution, un ingénieur des ponts et chaussées, Philippe le Bon, avait songé à employer pour l'éclairage les gaz combustibles que produit le bois en combustion. En 1798, il fit part de cette découverte à l'Institut, et l'année suivante prit un brevet d'invention. Les thermolampes, comme il appelait ses appareils, éclairèrent l'hôtel Seignelay, à Paris, et furent établis au Havre. Mais, après la mort de Philippe le Bon, un ne donna pas de suite, en France, à ses expériences. Les Anglais s'en emparèrent, et dès 1810, une usine s'établit à Londres pour l'éclairage public par le gaz. Enfin, en 1818, la France s'occupa de l'éclairage par le gaz, et une première usine, établie à Paris, alimenta quinze cents becs. Depuis cette époque, ces établissements se sont multipliés, et out

inondé de leur lumière les promenades, les rues, et les magasins de Paris. Presque toutes les villes de France ont adopté ce mode d'éclairage, et déjà la science cherche un agent plus puissant dans la

lumière électrique.

S II. Eclairage domestique. — L'intérieur des maisons les plus opulentes était primitivement éclairé par des torches et des flambeaux de cire. On voit par un passage de Grégoire de Tours (livre V, ch. viii), que les France se faisaient éclairer par des esclaves qui tenaient devant eux des flambeaux allumés pendant leurs repas. Le duc Rauching, raconte cet historien, faisait appliquer sur les jambes de l'esclave le flambeau pour l'éteindre, pendant qu'on menaçait ce malheureux d'une épée nue pour l'empêcher de remuer et de crier. Pendant la nuit, on laissait brûler une torche de cire, au moins dans les maisons des nobles. Un ancien roman de chevalerie, cité par Lac. Sainte-Palaye (v° Luminains), rapporte que pendant la nuit une personne s'écria si haut, que celle qui couchait en sa chambre s'en éveilla, et, approchant le mortier de cire qui brûlait, lui vint demander si elle se trouvait mai. Le Roman de Percesoret, cité par le même auteur, parle de luminaires placés aux quatre coins de la salle pour l'éclairer. L'usage des chandelles de suif remonte aussi à une haute antiquité. Dès l'année 1061, les chandeliers qui les fabriquaient formaient une corporation. On se servait de chandelles même dans les châteaux. Lacurne Sainte-Palaye cite un passage du Roman de Lancelot du Lac, où une demoiselle éclaire la dame châtelaine au moyen d'une chandelle.

Les lois somptuaires de Philippe le Bel ne permirent l'usage de la cire qu'à un petit nombre de personnes élevées en dignité (Ordonnances des rois de France, I, 542). Les torches de cire furent dans la suite spécialement réservées aux cérémonies religieuses, et le mot cierges, qui ne s'applique qu'aux lumières employées dans les églises, est dérive du latin cerei (chandelles de cire). La Taille de Paris sous Philippe le Bel (publiée dans les documents inedits de l'Histoire de France), prouve qu'il y avait à Paris dix-neul ciriers ou fabricants de cire en 1292. Une ordonnance du même roi (1313) défendit de mêler du suif avec de la cire. En 1357, après la hataille de Poitiers, les bourgeois de Paris firent vœu de présenter tous les ans, à la Vierge, un cierge qui serait le tour de cette ville.

On commença, au xvª siècle, à désigner les chandelles de cire par le nom de

bougies, qui vient, dit-on, de ce qu'on tirait beaucoup de cire de la ville de

Bougie en Afrique.

Un règlement de Charles VI, pour la réception des bouchers, ordonnait que le récipiendaire payerait entre autres choses, une bougée roulée. De Serres nous apprend que de son temps (1600) on faisait des bougies de toutes les couleurs, jaunes, vertes, rouges, etc. Il ajoute que ce genre d'éclairage ne convenait qu'aux princes et aux grands seigneurs, et que les autres devaient se contenter de chandelles de suif. La bougie était encore un luxe à l'époque de Louis XIV. La veuve du poête Scarron, qui devint Mes de Maintenon, prouvait en se servant de bougie, la délicatesse de son goût et l'élégance de ses habitudes.

L'usage de l'huile à brûler, et des lampes qu'elle alimente, a fait une véritable révolution dans l'éclairage domestique. En 1785, Quinquet inventa la lampe qui a conservé son nom, et, depuis cette époque, des perfectionnements multipliés ont permis de remplacer par une lumière à la fois douce et brillante, l'ancien système d'éclairage. Aujourd'hui un grand nombre de maisons particulières et principalement les cafés et les magasins de luxe sont éclairés au gaz.

ÉCLAIREURS. — Troupes chargées de précéder l'armée et de reconnaître le pays.

ECLUSES. — Les écluses sont des constructions en pierre ou en bois qui servent à retenir ou à élever les eaux; on les enploie à plusieurs usages. Une écluse de moulin ou d'usine est une petite digue qui sert à amasser l'eau pour la faire tomber sur la roue du moulin ou de l'usine. Les écluses des canaux sont des constructions ménagées de distance en distance, pour élever le niveau des eaux, et faire passer un navire d'un canal inférieur dans un canal plus élevé. Ainsi, un bateau venant de la Loire, passe dans la Seine, au moyen des écluses du canal de Briare, quoique ces deux fieuves soient séparés par des hauteurs qui dépassent cent mètres. On appelle éclusier, l'agent préposé à la manœuvre des écluses.

ECOBUAGE. — Terme d'agriculture qui indique l'action de soulever la superficie du sol avec un instrument appelé écobus, de brûler cette terre avec les plantes qu'elle contient, et de semer les cendres qui en proviennent sur les champs. Ce moyen de fertiliser les terres a été employé avec succès depuis 1830, dans les départements du Doubs, des Vosges, et de l'ancienne Bretagne.

ECOLATRE. — Chanoine chargé autrefois de la direction des écoles. Voy. Ca-PISCOLE et CHANGINES.

ECOLE MATERNELLE. — Ecole pour la première enfance; on l'appelle aussi salle d'asile. Voy. Instruction Primaire.

ECOLES. — Le système général de l'instruction publique est l'objet d'un article spécial dans ce dictionnaire (voy. In-STRUCTION PUBLIQUE). Les anciennes écoles ont aussi leur place à l'article Universmi. Je me hornerai à parler ici des écoles qui dépendent des ministères de la gaerre, de la marine, des finances, de l'intérieur et des travaux publics, telles que l'école polytechnique, l'école militaire de Saint-Cyr, le collège mi-litaire de la Flèche, les écoles d'artillerie; l'école navale de Brest, et les écoles d'hydrograhie, l'école forestière de Nancy; les écoles vêtérinaires d'Alfort, de Lyon et de Toulouse; l'école des haras; les écoles des arts et métiers de Châions-sur-Marne, d'Angers et d'Aix; l'école centrale des arts et manufactures; l'école des beaux-arts et l'école de Rome; l'école des mines, l'école des ponts et chaussées, le conservatoire des aris et métiers de Paris; les écoles des mineurs de Saint-Rtienne, et des maîtres mineurs d'Alais. Quant à la maison d'éducation de la Légion d'honneur établie à Saint-Denis et aux succursales de cette maison, elles sont placées sous la double surveillance de la chancellerie de la Légion d'honneur et du ministère de la justice.

S I. Ecoles dépendant du ministère DE LA GUERRE.

1º Ecoles militaires. — La pensée d'organiser une école militaire remonte à une époque ancienne. Dès la fin du xvi• siècle, on s'en occupait. Richelieu et Mazarin cherchèrent à réaliser ce projet. Le second de ces ministres fonda le collège des Quaire-Nations (voy. Qua-TRE-NATIONS), où l'on devuit élever spé-cialement de jeunes nobles des provinces conquises récemment. Louis XIV établit, en 1682, des compagnies de cadets qui devaient servir d'école militaire à la noblesse. On enseignait dans ces écoles les mathématiques, le dessin, la langue allemande, l'escrime et la danse. Les jeunes nobles furent obligés de passer par les écoles de cadete; îls durent apprendre à obéir avant de commander. Il leur était défendu, sous peine d'être cas- thématiques et physiques, sur l'histoire, sés, de s'absenter sans l'autorisation de la géographie, l'allemand, et faire preuve

leurs capitaines et ils devaient, comme les autres, s'astreindre à faire le guet. Ces compagnies surent supprimées en 1692. En 1726, Louis XV rétablit six compagnies de cadets, à Cambrai, Metz, Strasbourg, Perpignan, Bayonne et Caen; on les réduisit à deux en 1729, puis à une seule qu'on licencia en 1733. A cette organisation insuffisante on substitua, en 1751, une véritable école militaire bâtie à l'extrémité du Champ de Mars de Paris. Cet édifice monumental a conservé le nom d'Ecole militaire. On y reçut cinq cents élèves, fils orphelins d'officiers, ou jeunes nobles sans fortune.

Peu de temps après, le gouvernement réorganisa le collège de la Flèche. Fondé par Henri IV pour les jésuites, ce collége passa entre les mains du gouver-nement après l'expulsion de l'ordre (1762) et sut converti en collège mili-taire, dont les élèves les plus distingués devaient être appelés à l'école milisaire de Paris. En 1776, les élèves de l'école militaire surent dispersés dans plusieurs colléges de province : Auxerre, Beaumont, Brienne, Dole, Effiat, Pontà-Mousson, Pont-le-Voy, Rebais, Sorrèze, Tournon, Vendôme, etc., qui devinrent autant d'écoles militaires. Les élèves qui en sortaient n'étaient pas immédiatement officiers; ils étaient admis comme ca-dets-gentilshommes dans les régiments. En 1777, un nouveau corps de cadets sut établi à l'École militaire et ne sut licencié qu'en 1787. Les élèves furent alors dispersés dans les écoles militaires établies dans les provinces.

Toutes ces écoles militaires furent supprimées par la Convention en 1793. Elle les remplaça, en 1794, par une espèce de camp, qu'on établit dans la plaine des Sabions et qu'on appela École de Mars. Cette école se composait de jeunes gens réunis de tous les points de la république, habillés, armés, nourris aux frais de l'État et exercés aux manœuvres militaires. Cette école exista fort peu de temps. Un des élèves de l'École de Mars, E. H. Langlois de Pont-de-l'Arche, a laissé une notice historique sur son

organisation.
En 1862, le premier consul rétablit l'école militaire; il la plaça d'abord à Fontainebleau, et ensuite la transfèra à Saint-Cyr, où elle existe encore aujourd'hui. L'école de Saint-Cyr, placée sous la direction du ministre de la guerre, se recrute par le concours. Les aspirants doivent être bacheliers ès sciences, et subir des examens sur les sciences mathématiques et physiques, sur l'histoire,

de connaissance dans les langues francaise et latine. L'école militaire forme des officiers pour les divers services militaires; mais ceux qui sont destinés à la cavalerie, à l'artillerie et à l'état-major, doivent encore passer deux ans dans une école d'application. Nous parlerons plus loin des écoles d'application d'artillerie et d'état-major à la suite de l'école poly-

technique.

Pour la cavalerie, l'école d'application est l'école de Saumur. En 1764, le duc de Choiseul avait sait décider l'établissement de quatre écoles de cavalerie à Metz, Douai, Besançon, Angers. Les élèves les plus distingués de ces écoles devaient être appelés à Paris dans une école spéciale; mais ces écoles ne purent s'organiser et surent remplacées, en 1771, par l'école de Saumur. L'assemblée constituante supprima cette école en 1790. En 1796, on établit à Versailles une nouvelle école de cavalerie qui subsista jusqu'en 1809. Elle fut remplacée à cette époque par l'école de cavalerie de Saint-Germain, à laquelle succéda, en 1814, l'école de Saumur. Supprimée, en 1822, rétablie en 1824, cette école subsiste encore aujourd'hui. Elle reçoit des élèves de Saint-Cyr destinés au service de la cavalerie, et de plus un lieutenant ou un sous-lieutenant par chaque régiment de cavalerie et d'artillerie, et par chaque escadron du train et des équipages militaires, enfin de jeunes soldats. A l'exception des élèves de Saint-Cyr, les aspirants à l'école de Saumur ne sont admis qu'après examen.

Outre ces écoles, il existe des écoles régimentaires pour l'artillerie et le génie, et enfin des écoles primaires dans chaque régiment. Les écoles d'artillerie sont établies à Besançon, Douai, la Fère, Lyon, Metz, Rennes, Strasbourg, Toulouse et Vincennes. Les écoles pour le génie sont à Arras, Mettet Montpellier. Une école de pyrotechnie, où l'on enseigne à fabriquer tous les artifices, est établie à Metz. Les écoles primaires annexées aux régiments ont été organisées depuis 1818; on s'y occupe de lecture, d'écriture, et d'arith-

métiqye.

2º École polytechnique et écoles d'application. — L'école polytechnique a été sondée par une loi de la Convention le 28 septembre 1794 sous le nom d'école des travaux publics. Lamblardie, Monge, Pourcroy, Lagrange et d'autres savants illustres présidèrent à son organisation. Jusqu'à l'empire les élèves n'étaient pas easernés. Napoléon, par un décret du 16 juillet 1804, changea l'organisation de l'école polytechnique et la soumit au ré-

gime militaire. L'école fut placée (11 novembre 1805) dans les anciens bâtiments du collège de Navarre, qu'elle occupe encore aujourd'hui. La restauration soumit pour quelque temps l'école polytechnique à la direction du ministre de l'intérieur et voulut lui enlever tout caractère militaire. Mais on ne tarda pas à revenir à l'ancienne organisation, et, depuis 1830, cette école a été rattachée, comme sous l'empire, au ministère de la guerre; elle est gouvernée par un général et sous ses ordres par un colonel et un lieutenantcolonel. Un directeur des études est spécialement chargé de la partie scientifique. Plusieurs conseils sont attachés à l'école polytechnique: 1° un conseil d'instruction qui s'occupe des questions d'études et d'enseignement; 2° un conseil de persectionnement chargé d'introduire les meilleures méthodes d'enseignement; 3° un conseil de discipline. Les élèves n'entrent à l'école polytechnique qu'après avoir subi des examens sur les mathématiques, la physique, la chimie, l'his-toire, l'allemand, etc., et fait plusieurs compositions. Ils doivent être bacheliers ès sciences. L'école polytechnique prépare à un grand nombre de services pu-blics : artillerie de terre et de mer, génie militaire et génie maritime, marine nationale et corps des ingénieurs hydrographes, penis et chaussées, mines; état-major, poudres et salpètres, etc. Les élèves ne peuvent être admis dans ces divers services qu'après avoir satisfait aux examens de sortie et passé un temps déterminé dans des écoles speciales d'application.

Les écoles d'application sont: 1° l'école d'artillerie et du génie de Metz; 2º l'école d'application du corps d'état-major créée par ordonnance du 6 mai 1818 et se recrutant dans les écoles polytechnique, Saint-Cyr et dans le corps des sous-officiers; 3º l'école des ponts et chaussées, qui dépend du ministère des travaux publics et où sont admis les élèves de l'école polytechnique destinés au service des ponts et chaussées; 4° l'école des mines créée dès 1783; les cours sont suivis par les anciens élèves de l'école polytechnique destinés au service des mines et par des jeunes gens qui n'entrent pas dans les fonctions publiques, mais qui doivent néanmoins subir un examen avant d'être admis à l'école des mines; 5° l'école d'application du génie maritime à Lorient qui se compose aussi d'anciens élèves de l'école polytechnique. Voy. pour les détails dans lesquels il nous est impossible d'entrer l'Histoire de l'école polytech-

nique, par M. de Fourcy.

S II. ÉCOLES DÉPENDANT DU MINISTÈRE DE LA MARINE.

1º École navale de Brest. — La principale école pour la marine militaire est l'école navale de Brest. Elle est placée sous les ordres d'un capitaine de vaisseau, et les élèves sont en rade à bord d'un vaisseau de l'État. On ne peut y entrer que jusqu'à seize ans et en subissant un examen qui comprend les mathéma-

tiques, le latin, etc.

2º Écoles d'artillerie de marine, de pyrotechnie, etc. — Les écoles d'artillerie
de marine sont placées à Brest, à Toulon,
et à Lorient. Toulon a une école de pyrotechnie de marine; lorient, une école
d'application du génie maritime, qui a
pour but de former des ingénieurs chargés de la construction des vaisseaux.
Cette école se recrute parmi les élèves
de l'école polytechnique jugés admissibles, aux services publics.

3º Écoles d'hydrographie.— Les écoles d'hydrographie, dont l'institution est due à Colbert, sont établies dans les principaux ports militaires et marchands. Elles servent à préparer des candidats pour les brevets de capitaine au long cours, et de maître de cabotage. On ne peut commander un navire de commerce sans avoir suivi les cours d'hydrographie et subi les examens qui s'y rattachent.

4º Écoles de maistrance. — Des écoles de maistrance destinées à enseigner les différents travaux des ports, sont établies à Brest, Toulon et Rochefort. La durée des cours est de deux années. Les trois cinquièmes des élèves sont choisis parmi les charpentiers; les deux autres cinquièmes parmi les ouvriers des diverses professions exercées dans le port.

§ III. ÉCOLES DÉPENDANT DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

1° École des beaux-arts. — L'école des beaux-arts remonte à l'époque de Louis XIV; elle porta d'abord le nom d'Académie de peinture et de sculpture. Supprimée en 1793, et rétablie presque immédiatement, elle se compléta, en 1819, par l'institution d'un cours d'architecture. L'administration de cette école est confiée à un conseil de cinq professeurs. L'enseignement est gratuit; les élèves qui remportent les prix dans les grands concours annuels, ont le droit d'être entretenus à l'école de Rome pendant cinq ans aux frais de l'État. Lyon a aussi une école des beaux-arts, et la plupart des villes ont établi des écoles gratuites de dessin.

2º Ecole de Rome. — Ce fut Louis XIV qui, en 1666, fonda à Rome une école de

peinture et de sculpture pour de jeunes artistes français. Cette école existe encore aujourd'hui à la villa Médicis, et reçoit les jeunes gens qui ont remporté le prix dans les concours annuels de peinture, sculpture, et architecture. Les élèves de l'école de Rome y sont entretenus pendant cinq ans aux frais de l'État. « Ils y dessinent les antiques; ils étudient Raphaël et Michel-Ange. C'est un noble hommage que rendit à Rome ancienne et nouvelle le désir de l'imiter. » (Voltaire, Siècle, de Louis XIV.)

3° Ecole centrale des arts et manufactures. — L'école centrale des arts et manufactures n'est pas un établissement dépendant directement de l'État; il est seulement sous la protection du gouver-nement. Le cours d'études est de trois ans. Le but de cette école est de former des ingénieurs civils, des directeurs d'usine, des chefs de manufactures, et des professeurs de sciences appliquées. Jusqu'en 1852, cette école était rattachée au ministère de l'agriculture et du commerce ; mais depuis la suppression de ce ministère, elle est dans les attributions du ministère de l'intérieur, ainsi que les écoles d'arts et métiers, les écoles vétérinaires, et l'école des haras, l'institution agronomique de Grignon, et les écoles régionales d'agriculture.

4° Ecoles d'arts et métiers.— Les écoles d'arts et métiers sont établies à Angers, à Châlons-sur-Marne et à Aix. La pensée de ces écoles remonte au ministre Chaptal qui en ébaucha l'organisation dès 1803. Les deux premières ont été constituées principalement par l'ordonnance du 23 septembre 1832. L'école d'Aix est plus récente. La mission de ces écoles est de former des chess d'atelier et des ouvriers instruits et habiles. Les candidats doivent avoir les premiers éléments de l'instruction primaire et de l'arithmétique. La durée des études est de trois ans; l'instruction est à la fois théorique et pratique. Chaque école contient trois cents élèves boursiers ou pensionnaires libres.

5° Ecoles vétérinaires. — Les écoles vétérinaires sont établies à Alfort pres Paris, à Lyon et à Toulouse. Quatre années d'études sont nécessaires pour obtenir le diplôme de vétérinaire.

6º École des haras. — Il existe une école des haras au haras du Pin (Orne)

pour former les officiers des haras.

7º Écoles d'agriculture.—I.'institution agronomique de Grignon (Seine-et-Oige), et les écoles régionales d'agriculture sont destinées à former d'habiles agriculteurs par une instruction à la fois théorique et

presique. Un institut agronomique avait établi à Versailles en 1846; il a été

supprime en septembre 1852.

P Conservatoire des aits et métiers. - Cst établissement n'est pas sculement destiné à conserver des modèles des machines et instruments les plus remarqualites pour les arts et métiers; il s'y fait, depuis 1819, des cours publics et gratuits sur les sciences appliquées à la fabrication et à l'industrie. L'enseignement du Conservatoire des arts et metiers a pris un grand développement et comprend aujourd'hui la chimie appliquée aux arts, la géométrie et la mécanique; la physique; l'économie industrielle; des cours d'agriculture divisés en deux années, la mécanique industriclle, la géométrie descriptive, la législation industricle, la chimie appliquée, etc.

§ FF. BOOLES DÉPENDANT DU MINISTÈRE DOS TRAVAUX PUBLICS.

Nous avons déjà parlé, à l'occasion de l'école polytechnique, des écoles des mênes et des ponts et chaussées qui dépendent du ministère des travaux publics. Au même ministère se rattachent

deux autres écoles:

L'école des maîtres ouvriers mineurs.— L'école des maîtres ourriers mineurs d'Alais (Gard) est destinée à former des contre-maîtres possédant assez de pratique pour surveiller et diriger le travail des ouvriers, et assez de tueorie pour bien comprendre et exécuter les ordres des ingénieurs. La durée des cours est de deux ans.

2º Ecole des mineurs.—L'ecole des mineurs de Saint-Etienne Loire) a pour objet de former des directeurs d'exploitations et d'usines métallurgiques et des conducteurs gardes-mines. Le cours des

études est de trois années.

S V. ÉCOLE DÉPENDANT DU MINISTÈRE DES FINANCES.

L'école forestière placée à Nancy est destinée à former les jeunes gens qui se destinent au service des eaux et forêts. Les candidats à l'école sorestière doivent être bacheliers ès sciences. Les examens anxquels ils sont soumis, portent sur l'arithmétique entière, la géométrie élémentaire complète, la trigonometrie rectiligne, les éléments d'algèbre, les éléments de géométrie descriptive, les éléments de physique et de chimie. Ils font une parration française et quelques exercices de grammaire, traduisent un passage d'un des auteurs latins, que l'on explique en rhétorique et exécutent une académie au trait. Les élèves de l'ecole

forestière sont soumis à l'internat. Ceux qui out satisfait à l'examen de sortie ont rang de garde général des forêts, avec droit aux emplois vacants dans os grade. Ils jouissent provisoirement du traitement de garde général adjoint et sont employés dans l'administration.

S VI. Maisons d'étrication de la Escret d'honneur.

L'ordre de la Légion d'honneur (voy. ce met possède trois maisons d'éduestion qui ressortissent à la grande chancellerie de la Légion d'honneur et au ministère de la justice. Elles sont situees à Saint-Denis, Ecouen et Saint-Germain. La maison de Saint-Donis, qui est la principale, est destinée à recevoir quatre cents élèves gratuites, filles de membres de la Légion d'henneur, sans fortune, et cent élèves pensionnaires, parentes à divers degrés de membres de l'ordre. Les deux autres maisons, situées à Écouen (Seine-et-Oise), et aux Loges, dans la forêt de Saint-Germain (même département), ne sont que des succursales. Elles recoivent quatre cents élèves gratuites, filles de membres de l'ordre.

ÉCOLE D'ADMINISTRATION. — Cette école, instituée pour préparer aux diverses fonctions administratives, fut sondée en 1848 peu de temps après la révolution de février, et supprimée en 1849.

ECOLE D'ATHÈNES. — Ecole établie à Athènes pour de jeunes professeurs français qui yétudient les antiquités grecques et s'y exercent à l'enseignement. Je dois à l'obligeance de M. Lacroix, professeur d'histoire au lycée Louis le Grand, et un des membres les plus distingués de l'école d'Athènes, la notice suivante sur cette école: L'école française d'Athènes a été créée par ordonnance royale du 11 septembre 1846 pour procurer aux profes-seurs de l'université les moyens de se persectionner dans la connaissance de la langue et des antiquités de la Grèce. L'idee de cette institution est due à MM. de Salvandy et Piscatory. L'école fut d'abord composée d'un directeur et de huit membres. Le directeur nommé pour trois ou cinq ans devait être membre de l'Institut ou professeur de faculté; les membres, nommés pour deux ou trois ans, devaient être d'anciens élèves de l'école normale, agreges des lettres. d'histoire ou de philosophie. Un arrêté du ministre de l'instruction publique du 26 janvier 1850 a régularisé les travaux et les études des membres de l'école qui a été placée à cet égard sous la direction de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Un décret du président de la république, en date du 7 août 1850, a ouvert l'accès de cet établiasement aux agrégés, étrangers à l'école normale. Les candidats à l'école française d'Athènes ont à subir devant la commission de l'Institut un examen sur le grec moderne, l'épigraphie et l'archéologie grecques. Le travail des membres de l'école, pendant leur séjour, est réglé par les questions et sujets d'étude que leur pose l'Institut. Voici la liste des principaux membres de l'école d'Athènes depuis son origine jusqu'en 1852 : directeur, M. Daveluy; membres, MM. Lacroix, Renoît, Levesque, Roux, Hanriot, Bernouf, Rigault, Gradier, Gendar, Bertrand, Vincent, Mezière, Beulé, Guigniast, Abou.

ECOLE DE DROIT. - Voy. Instruc-TION PUBLIQUE.

ECOLE DE MEDICINE .-- Toy. Instruc-THOR PERLIQUE.

ECOLE DES CADETS, — Ecole militaire fondée par Louis XIV. Voy. Écoles MILITAIRES.

ECOLE DES CHARTES. — Ecole destinée à former des archivistes paléogra-phes. La première pensée de l'école des chartes appartient à Napoléon; il voulait avoir une pépinière de bénédictins laiques, comme il trouvait dans l'école normale une pépinière de professeurs laiques. M. de Gérando, secrétaire général du ministère de l'intérieur en 1806, rédiges un projet, qui sut soumis à l'empercur par le duc de Cadure, alors ministre de l'intérieur. Napoleon, dans nne réponse datée du 7 mars 1807, demanda de nouveaux développements, et bientôt emporté par les événements qui se sitccédaient avec une effrayante rapidité, il ne put donner suite à son projet d'école des chartes. Ce dessein ne sut repris qu'en 1820, époque où M. de Gérando le soumit de nouveau à M. le comte Siméon, ministre de l'intérieur. Celui-ci en adopta les bases et adressa à Louis XVIII un rapport, où il lui exposait la nécessité de remplacer ces hommes qui, par de longs efforts d'application et de patience, avaient acquis la connaissance des manuscrits et savaient traduire tous les dialectes du moyen age. « L'homnie instruit dans la science de nos chartes et de nos manuscrits, disait le ministre, est sans doute bien inférieur à l'historien; mais il marche à ses côtés; il luf sert d'intermédiaire avec les temps anciens; il met à sa disposition les matériaux échappés à la ruine des siècles. »

Ce fat à la stritt de ce rapport que fet

établie l'erole des chartes (22 févr. 1821). § les. Fondation de l'érole des chartes (22 février 1821): — L'ordonnance de Louis XVIII, qui institue l'école des chartes, portait que les élèves ne pourraiens excéder le nombre de douze, et qu'ils recevraient un traitement de l'État. Re étaient choisis par le ministre de l'intérieur, parmi des jounes gens de vingt à vingt-cfnq ans, sur une liste double presentée par l'Académie des inscriptions et beltes lettres. « On apprendra aux élèves de l'école des charres, dit l'ordonnance, à lire les divers manuscrits, et à expliquer les différents diulectes du moyen age. Ils seront dirigés dans cette étude par deux professeurs choisis par le ministre de l'intérieur, l'un au dépôt des manuscrits de la Bibliothèque royale, l'autre au dépôt des archives du royaume.» Les promotions de 1821 et 1822 comptèrent plusieurs homnies qui se sont distingués par leurs travaux historiques, et entre autres MM. Lacabane, Floquet, Guerard, Rugène Burnouf, de Pétigny. En 1824, les allocations accordées aux élèves de l'école des charles surent supprimées, et bientôt l'institution sut elsemême abandonnée; elle ne se releva qu'en 1829.

S II. Réorganisation de l'école des chartes en 1829 - M. de Labourdonnaye, ministre de l'intérieur, soumit au roi Charles X, le 11 novembre 1829, un projet de réorganisation de l'école des chartes, et, à la suite de ce rapport, une ordonnance datée du même jour déclara que l'école des chartes serait remise en activité le 2 janvier 1830, et qu'a l'avenir les cours se diviseraient en cours élémentaire et cours de diplomatique et paléographie française; le premier cours devait durer un an, et le second deux ans. «L'imprimerie royale, ajoutait l'ordonnance, publiera chaque année, gratuitement, un volume de documents que les élèves du cours élémentaire auront traduits avec le texte en regard; ce recneil portera le titre de Biblioihèque de l'école des chartes, et sera composé des pièces qu'une commission formée du secrétaire perpétuel, et de deux membres de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, de trois conservateurs de la Bibliothèque royale, et du garde des archives du royaume, aura jugces dignes d'en faire partie. Indépendamment de la Bibliothèque de l'école des charles, l'imprimeris royale publiera chaque année de la même manière, sous la direction de la même commission, un volume de chartes nationales qui seront disposées dans leur

ordre chronologique, avec des notes critiques par les élèves pensionnaires; ce receeil sera intitulé Bibliothèque de l'Histoire de France, » il devait être prélevé chaque année, sur les fonds affectés, dans le budget de l'Etat, à l'encouragement des sciences, des lettres et des arts, une somme de trois mille francs, pour être employée par le ministre, en gratifications aux élèves, dont les travaux contribueraient le plus au succès de ces recueils, sur la proposition de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Un examen de sortie consutait les progrès des élèves après le cours des études, et ceux qui le subissaient avec succès, obtensient le titre d'archivistes paleographes; ils avaient droit à la moitié des emplois qui viendraient à vaquer dans les bibliothèques publiques (la Bibliothèque royale exceptée), dans les archives du royaume, et les divers dépôts littéraires. L'école des chartes se réorganisa, en effet, et les cours s'ouvrirent en 1830. Depuis cette époque, chacune des promotions a donné des paléographes distingués, dont on trouvera les noms dans le tome les, pre-mière livraison, de la Bibliothèque de l'école des chartes. Ce recueil sondé en 1839 par la Société de l'école des chartes n'a cessé de publier des documents précieux et de savantes dissertations sur l'histoire de France. Il a contribué à appeler l'attention sur une institution qui attendit trop longtemps les développements que faisait espèrer l'ordonnance de 1829.

§ III. Dernière organisation de l'école des chartes (31 décembre 1846). — Enfin, le 31 décembre 1846, une ordonnance du roi Louis-Philippe, rendue sur le rapport de M. de Salvandy, ministre de l'instruction publique, donna une organisation complète à l'ecole des chartes. Elle fut établie au palais des Archives, placée sons l'autorité d'un directeur nommé par le ministre de l'instruction publique et sous la surveillance d'un conseil de persectionnement L'enseignement, qui embrassa trois années, fut donné par trois professeurs titulaires, trois professeurs auxiliaires ou répétiteurs spéciaux et un répétiteur général qui remplit les fonctions de sous-directeur des études et en porta le titre. La lecture et le déchissrement des chartes, l'archéologie figurée, embrassant l'histoire de l'art, l'architecture chrétienne, la sigillographie et la numismatique; l'histoire générale du moyen âge, appliquée particulièrement à la chronologie, à l'art de vérifier l'àge des titres et leur authenticité; la linguistique

formation de la langue nationale; la géographie politique de la France an moyen age; la connaissance sommaire des principes du droit canonique et du droit séodal, telles furent les principales matières d'enseignement prescrites par l'ordon-nance du 31 décembre 1846. Depuis cette époque, l'organisation de l'école des chartes n'a pas subi de modifications importantes. On trouvera des détails plus étendus sur l'histoire de cette école dans un article de M. Martial Delpit, publié dans le premier numéro de la Bibliothèque de l'école des chartes; il m'a fourni les renseignements nécessaires pour retracer les vicissitudes de cette école.

ECOLE DES LANGUES ORIENTALES. -Cette école , fondée par Louis XIV sous le nom d'école des jeunes de langue, a été réorganisée sous le nom d'école des langues orientales vivantes en 1795 et annexée à la Bibliothèque nationale. Elle dépend du ministère de l'instruction publique. L'école des langues orientales fournit des élèves drogmans au ministère des affaires étrangères.

Ecole des mines, ecole des ponts ET CHAUSSEES. - Voy. Ecole Poly-TECHNIQUE dans le S Ier. ÉCOLES DEPEN-DANT DU MINISTÈRE DE LA GUERRE.

ECOLE NORMALE SUPERIEURE. Ecole destinée à former des professeurs pour l'enseignement secondairé. Le nom de normale donné à cette école indique une école de méthode et de règle (norma). L'histoire de l'école normale présente quatre phases principales : 1º l'école normale de la Convention (1794-1795): 2º l'école normale de l'empire et de la restauration (1808-1822); 3º l'école préparatoire de 1826 à 1830; 4° l'école normale

de 1830 à nos jours. SI. Première pensée d'une école normale ou pépinière de professeurs : école normale instituée par la Convention. La pensée d'instituer une école normale fut conçue et exposée, dès 1762 et 1763, à l'époque où l'expulsion des jésuites fit sentir la nécessité d'organiser avec plus de force l'instruction publique. On voulut instituer un enseignement national. Femprunte au remarquable discours prononcé par M. Dubois, le 4 novembre 1847, le résumé des principes contenus dans un mémoire du 9 janvier 1763 : « Réunir dans le collége Louis-le-Grand, devenu le chef-lieu de l'université de Paris , les boursiers de vingt-deux petits collèges, tous en décadence et en ruine; distinguer dans cette jeune et pauvre milice les élèves d'élite et les vocations d'enseigneappliquée à l'histoire des origines et de la ment; les soumettre à une discipline de

préparation par de longues et spéciales études; les donner pour élèves au collège de France, alors désert et destitué d'auditeurs; établir à l'intérieur des consérences et des répétitions par des maîtres exercés et par de jeunes condisciples. tous élevés et sormés sous la même règle et sous l'empire des mêmes traditions; les faire passer de là à l'essai pratique des classes dans les colléges de Paris et à l'épreuve de l'agrégation ; les répartir ensuite dans tous les colléges des diverses universités du royaume, en leur conservant et un avancement régulier et leur appel, par ordre de mérite et de services, aux chaires de Paris. » Ce projet ne reçut

pas alors d'exécution.

La Convention voulut le réaliser par un décret en date du 9 brumaire an 111 (31 octobre 1794); mais ses conceptions étaient plus grandes que pratiques; elle voulait improviser des professeurs comme des soldats; elle ordonna que les administrations de district enverraient un élève par vingt mille habitants. Quatorze ou quinze cents élèves se rendirent à Paris, et suivirent des cours de sciences et de lettres professés par des hommes illustres; Lagrange et Laplace leur enseignaient les sciences mathématiques, Haüy la physique, Monge la géomètrie descriptive, Daubenton l'histoire naturelle, Berthollet la chimie, Thouin l'agriculture, Buache et Mentelle la géographie, Volney l'histoire, Bernardin de Saint-Pierre la morale, Sicard la grammaire, Garat l'analyse de l'entendement, La Harpe la littérature, Vandermonde l'économie politique. Il suffit de citer ces noms pour prouver que la Convention n'avait rien épargné pour cette institution. Les leçons des professeurs ont été recueillies, et la partie scientifique surtout est remarquable. Il y avait, outre les cours, des conférences entre les professeurs et les élèves sur l'art d'enseigner. Mais la dispersion dans Paris de ces quinze cents elèves, qui suivaient avec plus ou moins de régularité des cours publics, ne permit pas à cette première école normale de porter tous ses fruits. « L'enseignement, dit M. Dubois dans le discours que 'ai déjà cité, demeura dans les généralités ou s'éleva à la hauteur où pouvaient le porter de tels maitres : l'élite des élèves y monta seule avec eux; le reste, sans vocation ou vaincu de faiblesse, se détourna vers la distraction ou soupira pour le retour dans ses foyers.» Après un essai de quelques mois, maîtres et élèves se séparèrent le 18 mai 1795, et il ne sut plus question d'école normale jusqu'en 1808.

§ II. École normale de l'empire et de la restauration (1808-1823). — Le décret organique de l'université, promulgué le 17 mars 1808, ordonna qu'il serait établi à Paris une école normale pour assurer le recrutement du corps enseignant. Les inspecteurs de l'université étaient chargés de choisir dans les lycées des jeunes gens recommandables par leur travail, leur bonne conduite et leur aptitude pour l'enseignement. Les élèves de l'école normale devaient suivre les cours du collège de France, de l'école polytechnique, du muséum d'histoire naturelle; auxquels on ajouta plus tard les cours des facultés des sciences et des lettres. Des répétiteurs, choisis parmi les plus anciens et les plus habiles élèves, présideraient aux conférences intérieures, qui avaient pour but de revoir les matières professées dans les cours publics, et de s'exercer à l'art d'enseigner. Le cours d'études de l'école normale ne devait durer que deux ans; les élèves étaient soumis au régime de l'internat et à la vie commune sous la direction d'un des conscillers titulaires de l'université.

L'école normale ne sut organisée qu'en 1810, et elle fut loin d'avoir les vastes développements que prescrivait le décret impérial. L'empereur avait voulu que l'école put recevoir trois cents élèves pour fournir des professeurs aux nombreux lycées de l'empire français; mais installée provisoirement dans quelques salles du lycée impérial ou collège Louis-le-Grand, l'école normale h'admit, en 1810, que quarantecinq élèves, dont plusieurs n'y restèrent qu'une année. Vainement un décret du 12 mars 1812 ordonna la construction d'un édifice digne de l'institution. Les desastres de la campagne de Russie et les revers des années suivantes ne permirent pas de donner suite à ce projet. L'école normale fut transférée, le 1er janvier 1814, rue des Postes, dans l'ancien séminaire du Saint-Esprit, où elle resta jusqu'à l'époque de sa suppressiou. Pendant cette première phase de son exis-tence (1810-1815), l'école normale eut pour directeur M. Gueroult sine, connu par une traduction des morceaux choisis de Pline l'Ancien et par une grammaire latine. Parmi les répétiteurs qui lui donnèrent l'impulsion et la vie, on remarquait MM. Villemain et Cousin. Beaucoup d'hommes éminents, entre lesquels bril-lèrent MM. Augustin Thierry, Guigniaut, Patin, Jouffroy, Ch. Loyson, Dubois, Damiron, etc., signalèrent cette première génération de l'école normale. En 1815, un nouveau règlement (5 décembre) introduisit quelques modifications dans l'organisation de l'école normale. Les répétiteurs prirent le nom de mattres de conférences et ne furent plus choisis parmi les élèves de l'école. Leur onseignement devint independant de celui des incultés, même pour les scien es. « Il ve s'agit plus de répétitions, dit M. Dubois, mais de cours complets, réguliers, systematiquement courdonnés. » Le cours des études fut étendu de deux à trois années. L'école a renale vecut sous ce nouvenu régime jusqu'en 1822. Accusée de tendances peu favorables au gouvernement de la restauration, elle fut supprimee par une ordognence du 8 septembre 1822.

§ III. Ecole préparaioire (1826-1836). L'université pouvait si peu se pesser d'une pépinière de professeurs, que le gouvernement qui avait détruit l'école normale sut obligé de la retablir sous up autre nom On annexa, en 1816, au collége Louis-le-Grand une école préparatoirs destinée à former des pru esseurs. Les élèves dernient y passer deux années; ils suivaient les cours de la faculté et recevaient dans l'intérieur de l'évole un enseignement donné par des mattres de conférences. M. Dubois a caractérisé cette nouvelle phase de l'école normale dans le passage suivant de son discours : « L'enesignement, quoique resserré dans les sciences aux plus strictes répetitions, mêlé et confus dans les lettres, sans spécielité ni exercices distincts, même par maée, se releva per les maîtres charges de le douner. La littérature latine fut conflée à M. Gibon , sujourd'hui de deyen de notre enseignement; l'histoire et la philosophie réunies, à M. Michelet qui devint comme l'ame de la nouvelle ecole, grace à cette sorte de seconde vue et à ce don de communication ardente, caractère dès lors de sa riche et belle imagination; la littérature grecque à M. Guigaiant, dont le zèle actif, la fidélité aux traditions de l'ancienne écule, ne se repesèrent pas un moment qu'il n'eût, les circonstances politiques xidant, affranchi la nouvelle institution de la tutelle du proviseur de Louis-le-Graud. Deux années se passèrent ainsi, sourde préparation d'une crise favorable. Le ministère de 1828 sarvint, et avec ses tentatives de réparation et de conciliation dans l'université comme ailleurs, l'éclat soudain des trois grandes obsines de la Serbonne, et aet incomparable mouvement d'études qui n'a d'égal qu'au xu siècle, au premier élan de lu pensée moderne » La séparation de l'enseignement historique et philosophique en 1829, et surtout l'institution d'une chaire de grammaire Séverole confide au célèbre prientaliste

Eugène Burnouf furent d'utiles améliorations pour l'école préparatoire.

§ IV. Ecole normale de 1830 à 1852. -Enan, le 6 août 1830, un arrêté du doc d'Orléans, liquie pant général du royaume, contre-signé par M. Bignon, commissaire provisoire au département de l'instruction publique, rendit à l'ecole normale son ancien nom Le 30 octobre, M. Consin, membre du conseil royal de l'instruction publique, chargé spécialement de la surveillance de l'acole normale, dont il devini hientôt directeur titulaire, il adopter un règlement qui fixait à trois années le cours des études et ajoutait aux auciennes conferences de nouveaux cours de sciences et de lettres. Le règlement de 18 sévrier 1834 sur les études et celui du 19 avril 1836 sur la discipline completèrent l'organisation de l'école normale. La première aunée préparait à la licence par une révision approfondie de toutes les études des lycées; la se-conde embrassait l'histoire des littératures et de la philosophie; la troisième était une préparation à l'agrégation. Pendant cette troisième année, les élèves étaient chargés de faire quelques classes dans les principaux lycées de Paris pour se fermer aux difficiles fonctions de l'enseignement.

L'école normale n'est pas de local indépendant avant 1847. Elle était reléguée dans les batiments de l'encien collége du Plessis, qui menaçaient ruine, et étuit annexée pour la partie economique et financière au lycee Louis-le-Grand. M. Villemain obtint enfin des chambres les allocations nécessaires pour la construction d'un édifice convenable, et le 4 novembre 1847 l'école fut transférée rue d'Ulm et inaugurée en présence de M. de Salvandy, ministra de l'instruction publique, par un discours de M. Dubois. directeur, qui retraca les diverses phases de l'existence de l'école. Ce discours est reste un des principaux documents pour l'histoire de cette institution. Il faut y ajouter le recueil publie en 1837 per M. Cousin sons le titre d'Ecole normale. règlements, programme et rapports.

Jusqu'en 1852, l'école normale ne subit aucun changement notable. La suppression des agrégations spéciales d'histoire et de philosophie a dû entraîner des modifications importantes dans l'organisation des études normales. Le règlement du 14 septembre 1852 a maintenu les trois années d'études et la division en deux sections des lettres et des sciences. Il résume ainsi le hut des études de chaque année : Section des lettres : les études de première année, particulièrement en ce

qui concerne les lettres françaises, latines et grecques, sont une révision approfondie et un premier dévelop ement de celles des lycées en vue de l'examen de licence. En seconde année, l'instruction prend plus d'elevation et d'étendue; les connaissances en tous genres se perfectionnent et on achève la préparation à l'épreuve de la licence. En troisième aunée, on complète ces connuissances, en insistant, dans l'intérieur de l'écale, sur tous es détails de pratique propres à former les élèves à l'art d'enseigner, et on y ajoutant, au dehors, l'exercice même de l'enseignement : Section des sciences: pendant les deux premières années du cours normal, les études de la section des sciences seront communes à tous les élèves de cette section. L'îles auront pour but principal de les préparer aux examens de licence ès sciences mathématiques et ès sciences physiques. La troisième année, les clèves seront considérés comme de suturs prosesseurs, et leurs travaux se spécialiserent selon l'enseignement particulier auquel ils devront être appliqués d'après leur aptitude reconnue et constatée par les examens. La section des sciences se partagera pour cette année en autant de divisions qu'il y a de parties distinctes dans le cours scienunque des lycées, savoir: mathématiques, physique, histoire naturelle. Outre les documents que j'ai indiqués plus haut, on trouvers des détails curieux dans un article de M. Villemain publié par la Revue des Deux Mondes (18.2), sous ce titre: Une visite à l'école normale en 1812.

ECOLE PALATINE. — Espèce d'académie établie par Charlemagne dans l'intérieur de son paluis, sous la direction d'Alcuin. Voy. Université.

ECOLES BUISSONNIÈRES. — Les protestants, proscrits par les édits de François I^{er} et surtout de Henri II, tenaient leurs écoles dans la campagne et souvent au milieu des bois: ce qui leur fit donner le nom d'écoles buissonnières. Le parlement de Paris, par un arrêt du 9 août 1552, interdit ces écoles buissonnières. Depuis cette époque faire l'école buissonnière a passé en proverbe et se dit encore aujourd'hui en parlant des enfants qui ne se rendent pas exactement aux écoles.

ÉCOLES CENTRALES. — Écoles décrétées par la Convention (1794) et organisées par le Directoire dans chaque département. Voy. INSTRUCTION PUBLIQUE.

ÉCOLES CHRÉTIENNES (Frères et Sœurs des). — Congrégacions d'hommes et de femmes instituées, en 1621, par le père Barre, minime, pour instruire les enfants des deux sexes. Les écoles ne s'organisèrent que plus tard. Le premier établissement des écoles chrétiennes pour les tilles se il à Paris en 1678. Les membres de ces congrégations vivaient en communauté sans faire de vœux. H esistait aussi à l'ouen, dès le xviii siècle. des congrégations de frères des écoles chrétiennes désignées sous le nom de frères de Saint-Yon, et de aœurs des écoles chrétiennes ou sœurs d'Ernement. Les frères Saint Yon avaient du leur arganisation, à la fin du xvii siècle, au bienheureux de La Salle et sorment aujourd'hui un vaste mstitut répandu dans une grande partie de la France. La sœurs d'Ernemont tiennent eacore actuellement des ecoles de filles dans le discèse de Rouen.

ECOLES NORMALES PRIMAIRES. — Ecoles destinées à former des instituteurs primaires. Voy. Instauction pa-BLIQUE.

ECOLES SECONDAIRES. — On désigne encore ces écoles sous le nom de lycés et collèges. Voy. Instruction publique.

ECOLES SECONDAIRES ECCLESIAS-TIQUES. — Voy. SEMINAIRES.

ÉCOLES DE DROIT. -- Voy. IMPTRUC-TION PURLIQUE, p. 597.

ECOLES DE MÉDECINE. — Voy. MÉDE-CINE ET INSTRUCTION PUELIQUE, P. 597.

ÉCOLIERS JURÉS. — Recliers qui chetenaient des lettres qui leur conféraient tous les droits de suppôts de l'université. Voy. Unaversité.

ECONOMAT, ECONOMES. — On appelait autresois économat la régie d'un bien ecclésiastique. A la mort des évêques, les rois, en vertu du droit de régale, nommaient les économes chargés de l'administration du temporel pendant la vacance. — Les économes dans les communautés religieuses étaient ceux qui étaient chargés spécialement des approvisionnements. — Aujourd'hai le nom d'éconesses dans les hôpitaux et les lycées désigne des sonctionnaires qui sont chargés de l'administration financière sous la surveillance des directeurs, administrateurs et des proviseurs.

ÉCONOMIE POLITIQUE. — Science qui s'occupe apécialement de la mature, de la cause et du mouvement des richesses. Cette science n'a été sérieusement des diée qu'à partir du xvar siècle. Yey. Schutche MORALES ET POLITIQUES.

BCONOMISTES. — On désigne par le nom d'économistes l'écule du xviiie siècle qui a eu pour chels Quesnay, Turgot, Adam Smith et qui s'est occupée des moyens de développer la richesse nationale. Voy. Sciences morales et polstiques.

ÉCORCHEURS. — Corporation chargée de tuer et d'écorcher les chevaux et autres bêtes. Pendant le moyen âge, elle exerçait son métier au milieu même de Paris. C'est à une époque récente qu'on a éloigné du centre des villes les établissements d'équarrissage.

ÉCORCHEURS. — On appelle écorcheurs, dans l'histoire de France, une faction violente qui, en 1413, régna dans Paris par la terreur. Elle avait à sa tête l'écorcheur Caboche; ce qui fait qu'on désigne quelquefois les écorcheurs par le nom de cabochiens. Les écorcheurs étaient la partie infime de la puissante corporation des bouchers, qui s'était alliée au duc de Bourgogne, Jean sans Peur, contre les armagnacs.

ÉCOSSAIS (Gardes). — Compagnie de gardes de la maison du roi qui fut instituée par Charles VII, en 1445. Voy. MAISON DU ROI.

ECOUFLE. — Jeu d'écoliers qui appellent, dans quelques contrées, écoufie un oiseau de papier qu'on nomme ailleurs haubs et cerf-volant. Les deux mots écoufie et haubs sont tirés des noms d'oiseaux de proie qu'on appelle plus ordinairement milans

ÉCOUTANT. — Dans la primitive Église on donnait le nom d'écoutant aux catéchumènes du second rang, à ceux qui assistaient aux enseignements pour s'initier à la doctrine de l'Église.

ECOUTES ou Escoutes. — Assistants aux gages de bataille, préposés pour examiner si toutes les formalités étaient exactement observées. On les appelait écoutes ou escoutes du champ clos. Ils étaient armés de bâtons dont la longueur était déterminée et dont ils se servaient pour séparer les combattants, quand les juges du camp l'ordonnaient. Voy. La Jaille, Du champ de bataille.

ÉCRITURE. — L'écriture a été longtemps, en France, le privilége des clercs. Les gentilshommes se piquaient de ne savoir manier que l'épée, et lorsqu'au commencement du XIII^e siècle, les croisés français s'emparèrent de Constantinople, ils se moquèrent des Byzantins qui portaient des écritoires à leur ceinture. C'était une formule consacrée dans les actes pussés par les nobles: Ledit seigneur a déclaré ne savoir pas écrire attendu sa qualité de gentilhomme. Les clercs, auxqueis l'art de l'écriture était dévolu, le perfectionnèrent avec le zèle le plus louable; on admire encore aujourd'hui ces manuscrits du moyen âge d'une calligraphie merveilleuse et ornés de miniatures artistement travaillées. L'écriture reproduit dans ses variations les principales époques de notre histoire, et l'on peut, sans esprit de système, distinquer les écritures mérovingienne, carlovingienne ou caroline, gothique, etc.

S ler. Ecriture mérovingienne et carlovingienne. — Dans le premier âge qui
s'étend du ve au xie siècle, c'est l'écriture
romaine qui domine sous les noms d'écriture mérovingienne et carlovingienne.
D. de Vaines (Dictionnaire de Diploma
tique, article Écriture) distingue, à cette
époque, trois espèces d'écriture CAPITALE,
ONCIALE et MINUSCULE. L'écriture capitale
se composait de majuscules. En voici un

spécimen:

INCP, Concilient TELINTIMPERTRACTA

Incipit concilium Telinsim per tracta....

C'est le titre du concile de Télepte, tiré d'un manuscrit du vie ou du viie siècle. La beauté et la pureté de ces caractères en rendaient l'usage difficile; on y substitua la capitale rustique que l'on trouve

dans un grand nombre de manuscrits et qui n'est qu'une capitale négligée.

L'onciale diffère de la capitale en ce que les contours de cette écriture sont arrondis, tandis qu'ils sont carrés dans la capitale.

L'écriture minuscule n'est qu'une sim- la trouve dans des manuscrits très-anpond an romain de nos imprimeries. On nuscrit antérieur à Charlemagne :

plification de l'écriture onciale, elle ré- cions. L'exemple suivant est tiré d'un ma-

the toest handens

(Fuit guidem homo secularis habens.)

Cas trois espèces d'écritures furent employées simultanément jusque vers la fin du xi siècle et le commencement de xue. On se servait dans le même temps d'une écriture cursies, « que n'est autre chose, dit D. de Vaines, que l'écriture hée, expéditive et usuelle. Elle set ainsi

appelée, parce qu'elle est courante et degagée de la gêne, de la contention et des mesures qu'exigent les autres écritures. » Elle présente souvent de grandes difficultés de lecture, comme le prouve le ligne di-jointe de cursion carolins .





(J. C. N. Carolus gratia Dei rex Francorum.)

Souvent ces diverses espèces d'écritures sont mélangées et forment ce qu'on ap-

pelle l'écriture mizte.

§ II. Reviture gothique. - Le second age de l'écriture correspond à l'époque des croisades et de l'architecture ogivale. En même temps que l'art chrétien se transformait, l'écriture se dégages des caractères romains et prit une forme originale qu'on a appelée improprement gothique. Le savant bénédicun que nous avons cité traite fort mal cette écriture. Le gethique moderne, dit D. de Values, né avec la scolastique et dans la decadence des arts et des bonnes études,

ne faut pes oublier que ces attaques contre l'écriture appelée goinique detent d'une époque ou l'architecture ogivale était traitée de barbare et de monstrueuse, parce qu'elle e'éloignait du type grec et romain. Les reproches de barbarie et d'absurdaté appliqués à l'écriture ne paraissent pas mieux fondés. Les caractères de ce genre d'écriture ont été, d'après D. de Vaines : 1º l'arrondissement des jambages des lettres dont les traits étaient naturellement droits ; 2º un splatissement dans les lettres majuscules qui les rendit minuscules ou cursives; 1º une confusion des trois genres primiest le fruit de la bizarrerie et du plus tifs; 4° une prolongation des bases et maurais goût; il n'est autre chose que des sommets de chaque lettre, indice le l'écriture latine dégénérée et chargée plus caractéristique du gothique. Ces de traits hétéroclites et absurdes. » Il bases et ces sommets courbés en lignee convexas vers le corps de la lettre qui se trouvait souvent plus large que longue, donnèrent le gothique majuscule le plus pur et le mieux décidé. Juignez à cela le contraste des pleins les plus masaifs avec les déliés les plus fins et il ne restera plus rien à désirer pour la conformation du plus parfait gothique. D. de Vaines ajoute le spécimen ci-joint de gothique capitale à la suite:

ENTERING THE ENDING ENDING

(Adorabumi eum omnes reges ommes genies.)

L'écriture gothique a subi, depuis le Ille jusqu'au l'elécie de nombreuses variations. Elle a son type le plus parfait sous saint Louis, en même temps que l'architecture ogivale atteint son apogée. Abandonnée à l'epoque de la renaissance, elle a été remplacée par l'écriture ro-maine qui a été exclusivement employée pour les inscriptions et l'imprimerie. L'écriture cursive s'est mélangée d'emprunts faits à l'étranger. On a eu des écritures anglaise et allemande qui ont plus ou moins altéré le type primitif de l'écriture nationale; mais le caractère romain est resté le fond de cette écriture depuis l'époque de la renaissance jusqu'à nos jours.

ÉCRIVAINS. — L'art d'écrire fut pen-dant plusieurs siècles cultivé presque exclusivement par les moines et les clercs. Au XIII siècle, les laiques commencerent à s'occuper d'études et de recherches scientifiques et à rivaliser avec les cleres pour la calligraphie. Il se forma, au xive sièrle, une corporation de maîtres écrivains, que rappelle encore aujourd'hui le nom de rue des Ecrivains, que porte une des rues voisines de Saint-Jacques de la Boucherie. C'était là qu'habitait le célèbre Nicolas Flamel, à la fois écrivain et alchimiste. Les maîtres écrivains jouissaient des priviléges de l'université; ils étaient en même temps peintres et enlumineurs. Ils avaient un talent merveilleux pour encadrer leurs pages dans des miniatures ornées d'or bruni. qui ne paraît pas avoir subi la moindre altération en traversunt les mècles La découverte de l'im-rimerie porta un coap latal à l'art des maitres écrivams. Ce firt une véritable révolution. On remarque, en général, au xvr siècle et au commencoment da xyn siècle, que l'ecriture n'a

plus la régularité et les beiles formes de opoques antérieures. Il asmble que le dévouragement uit saisi les mattres éenivains, et qu'ils aient négligé toutes les règles de la calligraphie. Cependant, au xvii siècle, la corporation se releva sous le nom de matires experts jurés écrivains, et reçut des statuts en 1648. Elle était gouvernée par un syndic et vingt-quatre anciens maitres; c'était aux plus capables de ces écrivains jurés que l'on renvoyait les vérifications d'écriture et de signature ordonnées par justice. L'age des aspirants était tixé à vingt ans accomplia; les tils de maîtres pouvaient être reçus à dix-huit ans, et avaient le privilége d'être admis gratis. Ils étaient examinés, pendant trois jours, sur l'art de toutes sortes d'écritures pratiquées en France, sur l'orthographe, l'arithmétique, et sur la vérification des écritures et signatures. Ils avaient le droit de tenir école d'écriture. Les veuves mêmes pouvaient conserver l'école d'écriture, orthographe et arithmétique, et la faire tenir par des gens habiles dans la calligraphie. il est sorti de cette corporation de véritables artistes, et, entre autres, Jarry, celèbre par la beauté des manuscrits qu'il exécuta peur louis XIV. La corporation des matires jurés écrivains, prévait un xviil siècle le titre d'Académie royale d'écriture, quoiqu'elle n'y fat pas autorisée par lettres patentes.

ECROIL — L'écros, qu'on écrivait aussi quelquefois écross, est l'acte d'emprisonnement inscrit sur le registre de la geòle.

ECROUS.—On appoint autrofeis écrous, les rôles ou états de la maison du rei qui s'inscrivaient sur des rôles de purchemin que l'on coussis ensemble, et dont en faisait des roulesux qui étaisut ervités et signés par les contrôleurs de la maison du roi. Il y avait seize contrôleurs clercs qui faisaient les écroues ordinaires de la maison du roi. Les rôles que les receveurs des tailles remettaient a x sergents pour en faire le recouvrement, s'appelaient aussi écrous. Dans quelques coutumes, le mot écrous était synonyme d'axeu ou dénombrement des tiefs et héritages que le vassal remettait à sou seigneur.

ECROUELLES. - L'usage des rois de France, de toucher les écrouelles, remontait à une époque sort ancienne «Quelquesuns croient, dit le père Daniel dans son Histoire de France, que Robert est le premier des rois de France à qui Dieu sit socordé le privileze de guérir les écrouelles. Il est ceruin qu'il n'en est point sait mention avant le xi siècle. Guibert, abbé de Nogent, écrivain du commencement du xue siècle, en parle à l'occasion de Louis le Gros. Il dit que Philippe ler, père de ce roi, avait la vertu de guérir les écrouelles. Guillaume de Nangis parle aussi des écrouelles dans l'histoire de saint Louis: « En touchant les écrouelles, pour la guérison desquelles Dieu a accorde une grace particulière aux rois de France, le pieux roi adopta un usage particulier. Ses prédécesseurs se bornaient à toucher le mal en prononçant quelques paroles approprices, paroles saintes et catholiques. mais sans faire aucun signe de croix. Saint Louis ajouta à ces paroles le signe de la croix, pour qu'on attribuat la guérison à la vertu de la croix et non à la dignité royale. » Raoul de Presles, dédiant à Charles V sa traduction de la Cité de Dieu, de saint Augustin, lui dit : « Vos devanciers et vous, avez telle vertu et puissance qui vous est donnée, et attribuée de Dieu, que vous faites miracles en votre vie, tels et si grands, que vous guérissez d'une très-horrible maladie, qui s'appelle les érrouelles.» Un ouvrage d'un moine de Corbie, cité dans le Dictionnaire de Trévoux, rapporte les cérémonies observées par Charles VI, en touchant les écrouelles. Après que le roi avait entendu la messe, on apportait un vase plein d'eau, et le roi ayant fait ses prières devant fautel, touchait le mal de la main droite, et le lavait dans cette eau; les malades devaient ensuite observer un jeune de neuf jours. Le continuateur de Monstrelet remarque que Charles VIII toucha les écrouelles à nome et les guérit, dont ceux des Italiens, voyant ce mystère, ne furent oncques si émerveilles. Le peuple, ajoute le Dictionnaire de Trévoux, attribue assez ridiculement le privilège de grérir les écrouelles au septième fils, né

de suite, sans qu'il soit venu de file entre les fils, ainsi qu'à l'ainé de la maison d'Aumont en Bourgogne.

DCJ. - Bouclier qui se terminait en pointe. L'ésu renversé la pointe en hant annonçait la mort du chevalier qui l'invait porté. L'écu renversé était aussi quelque fois un signe de dégradation, Voy, Annas.

ÉCU. — En terme de blason, champ où l'on met les pièces desarmeiries. Yey, Blason.

PCU, — Pièce de monnaie, aixai appelée parce qu'elle purtait l'écu on armes de France. Voy. Monnais.

ÉCUAGE. — Terme fécdel qui distignait le service dû par le chevalier, et appelé dans les anciens actes service de l'éve (se visium souti). — On appelait annui écuage, le droit que l'on payait pour s'exempter de ce service.

ECU DOR (Chevaliers de l').— Ordre de chevalerie institué en 1363 par Louis II duc de Bourbon. Voy. CHEVALERIE (Ordres de).

ÉCUELLE. — Assiette exense; il y en avait, au moxen âge, d'argent, de beis peint, etc. (Comptes de l'argenterie des reis de France.)

ECUELLE (Archers de l'). — On donnait ce nom aux archers chargés d'arrêter les mendiants et de les memer à l'hôpital.

ECUELLE (Droit d'). — Ce met, dit le Dictionnaire de Trévouc, désigne dans les anciens titnes, le droit qu'ansient les paurres, dans certains domaines du sai, de prendre ce qui leur était méassaine. Hugues Capet accorda le droit d'écusile aux pauvres de Poissy; Lewis VII permit, en 1178, aux pauvres infirmes de Carbell, de prendre dans les domaines dépendent du château de cette ville, seut caqui annuit à leur usage (qued ad ildernes ausum pertinat).

ÉCUIAGE. — Même signification qu'Ecuage.

ÉCUBLE.—On entendait percomet, dens l'étiquette de cour, les logements des écuyers, pages, gens de livree, avant bien que les batiments dessinés cen chevann. Il y armit le grande et la petite écurée. La première comprensistes shevanx deguerre et de manége; la seconde, les chevanx de selle et de carrense. Vey. Massau ou noi.

ECUS D'OR. — Monnaie frappée sous Charles VI et sons Charles VII. Voy. Mon-NAIS. d'or que François te fit fabriquer, et qui portaient une peute croix carrée.

ECUS D'OR AU SOLEIL. — Monnaie frappée sous Louis XI en 1475. Voy. MONNAIR.

ECUSSON. — Terme de blason; écu chargé d'armoiries. C'était primitivement une espèce d'écu qui indiquait un rang insérieur dans la hiérarchie séodele.

ECUYER. — Co nom s'appliquait primi-· tivement au jeune homme de noble naissance qui aspirait à la chevalerie, et qui portait l'écu du seigneur auquel il s'était attaché. Les anciens romans de chevalerie même autorisation. cités par Lacurne Ste-Palaye (v. Ecuyer) montrent toujours les chevaliers entourés de Lancelot du Lac, Gauvain est accompagné de deux écuyers, dont l'un mène son destrier en dextre (main droite) et porte son épée; l'autre est chargé de son heaume et de son écu.

L'écuyer n'avait pas le droit de se revêtir des armes du chevalier; il ne pouvait porter qu'un haubergeon, qui était plus léger que le haubert des chevaliers (voy. Armes). Au lieu de heaume ou casque fermé, qui protegeait la tête du chevalier, l'écuyer n'avait que le bonnet de fer, sans cimier. La lance était réservée au chevalier; l'écuyer n'avait que l'épée pour arme offensive. S'il appelait en duel un roturier, il devait combattre à pied, arme comme un champion et comme le roturier. Les écuyers n'avaient pas le droit de sceller lours actes comme les chevaliers, qui étaient représentés sur leur sceau à cheval et armés de toutes pièces. Ils ne ouvaient porter ni éperons dorés ni habits de velours, mais des éperons argentés et des habits de soie. Leurs femmes n'avaient que le titre de demoiselle.

Les écuyers étaient sujets au ban, comme les barons, les bannerets et les chevaliers. Dans une ordonnance de Philippe de Valois, qui fixe la solde des gens de guerre, il est stipulé que l'écuyer ayant un cheval de moins de vingt-cinq livres aura une paye de sept sous par jour; l'écuyer, qui aura un cheval d'au moins quarante livres, couvert de fer, de cuir et de corne, aura sept sous six deniers. Une ordonnance du roi Jean (1351) accordait à l'écuyer armé une solde de dix sous, et, s'il avait avec lui un valet armé d'haubergeon, de bacinet ou bonnet de fer, de gorgerette ou hausse-col et de gantelets, il avait cinq sous de plus.

Dans la suite le mot écuyer fut pris comme titre de noblesse. On le trouve, dans ce sens, dans l'ordonnance de Blois

ECUS D'OR A LA CROISETTE. — Écus 1583 et du mois de mars (1600). A la fin du xviº siècle, les roturiers usurpaient le titre d'écuyer. Les édits que je viens de rappeler en sournissent la preuve; ils prohibèrent cet abus, mais sans pouvoir le détruire. Louis XIII sut obligé, par son édit du mois de janvier 1634, d'imposer une amende de deux mille livres à ceux qui usurperaient le titre d'écuyer. Certains emplois conférèrent plus tard le droit de le porter. Une déclaration de 1651 permettait aux gardes du corps du roi de se qualifier d'écuyers. Les commissaires et contrôleurs des guerres obtinrent la

Les écuyers d'écurie de la maison du roi étaient souvent des personnages de de leurs écuyers. Ainti, dans le roman haute naissance. Il en est question des le xve siècle. On lit dans la chronique de Monstrelet à l'année 1415 : « Après lui entra le seigneur de Xaintrailles, bailli de Berry, grand écuyer d'écurie du roi, monté sur un grand coursier couvert de drap de soie. Il tenait l'une des bannières du roi. » Aux funérailles des rois, les écuyers d'écurie prétendaient que le poêle qui avait recouvert le corps leur appartenait; ce fut souvent un sujet de discussion avec les moines de Saint-Denis qui leur disputaient cette dépouille (Lacurne Ste-Palaye, vo Ecuyer). On trouve dans la Chronique de Charles VII par Chartier la description du costume d'un écuyer d'écurie de ce roi en 1449. « Il était armé tout à blanc, monté sur un grand destrier

> ECUYER-BOUCHE. — On appelait ainsi. dans la maison du roi, un écuyer qui rangeait les plats sur la table de l'office, avant qu'on les servit au roi.

> couvert et enharnaché de velours azure, à grandes affiches d'argent doré, ayant

> sur la tête un chapeau pointu, par le de-vant de velours vermeil, fourré d'her-

mine, et portait en écharpe un manteau

d'écarlate pourprée, fourré d'hermine. »

ÉCUYER DE CORPS. — L'écuyer de corps était attaché spécialement à la personne du seigneur; il l'accompagnait à l'armée, portait sa bannière et poussait son cri de guerre. Brantome, dans ses Capitaines français, parle ainsi des écuyers de corps: « J'ai oui dire à aucuns anciens capitaines que jadis, par les vieilles coutumes des batailles, les grands et premiers écuyers des rois de France devaient toujours être auprès d'eux, sans jamais les abandonner, et ne saire que parer aux coups que l'on portait à leurs maltres. »

ECUYER D'HONNEUR. — Les écuyers (1579) et dans les édits du mois d'août · d'honneur rappelaient ces anciens compagnons dont les ches germains aimaient à s'entourer; ce qui saisait dire à Tacite: « C'est la dignité, c'est la puissance d'être toujours entouré d'une nombreuse troupe de jeunes hommes d'élite; c'est un ornement pendant la paix, un rempart à la guerre. » Pendant la paix, les écuyers d'honneur sormaient le cortége du seigneur et veillaient au service intérieur du château. On appelait aussi écuyers d'honneur ceux qui accompagnaient les dames châtelaines.

ECUYER (Grand). — Voy. OFFICIERS (GRANDS) DE LA COURONNE.

ECUYER (Premier). — Premier écuyer de la grande écurie, qu'on appelait ordinairement monsieur le Premier. Voy. MAISON DU ROI.

ECUYER (Tranchant). — Ecuyer chargé de découper les viandes à la table du roi et des grands seigneurs. Voy. Maison du Roi et Table. L'écuyer tranchant portait la cornette blanche du roi, lorsqu'il était en campagne, d'après Galland, dans son traité des Anciennes enseignes de France.

EDDA. — L'edda, qui est souvent citée dans l'Histoire de France, à l'occasion des Northmans et de la mythologie scandinave, est un recueil des traditions religieuses et poétiques des Scandinaves. La mythologie que contiennent les eddas n'est pas de notre sujet. On en trouvera l'exposition dans les ouvrages de M. J. J. Ampère et principalement dans ses Fragments de voyages en Suède et en Norvége.

EDIT. — Les édits étaient des ordonnances royales dont l'objet était spécial. Le plus célèbre est l'édit de Nantes, qui, en 1598, accorda aux protestants la liberté de pratiquer leur culte, le droit de s'assembler et d'avoir des places de sûreté. Il fut révoqué par Louis XIV en 1685. (Voy. l'Histoire de l'édit de Nantes, par Benoît, et l'Histoire de la révocation de l'édit de Nantes, par Rulhière.) Le Dictionnaire de Trévoux cite comme les plus remarquables parmi les anciens édits, l'édit des petites dates (1552), destiné à réprimer les abus qui se commettaient à l'occasion des bénéfices ecclésiastiques; l'édit des mères ou édit de Saint-Maure, rendu en 1567, et concernant la succession des enfants déférée aux mères; l'édit des secondes noces (1560) relatif aux veufs et veuves qui contractaient un second mariage, etc. Lac. Ste-Palaye (Dict. manusc. des Antiq. fr., ve Edit) donne une liste très-étendue des anciens édits.

ÉDIT DE NANTES. — Voy. ÉDIT.

ÉDITS BURSAUX. — On appelait ainsi les édits qui établissaient un nouvel impôt.

EDREDON. — Couvre-pied fait avec du duvet d'un oiseau du nord appelé eider ou éder.

ÉDUCATION. — L'éducation est l'art de développer les facultés morales, intellectuelles et physiques des enfants. On peut voir les divers systèmes d'éducation qu'on a suivis en France aux mots: CHEVALERIE, ÉCOLES, INSTRUCTION PUBLIQUE, SÉMINAIRES, UNIVERSITÉ.

EFFETS CIVILS. — On appelait effets civils, dans l'ancien droit, les avantages accordés aux regnicoles par les lois civiles et politiques de l'État; par exemple de pouvoir intenter des actions en justice, succéder, disposer de ses biens par testament, posséder des offices et bénéfices. Les aubains (voy. ce mot) étaient incapables des effets civils.

contumaces en esserie ; on suspendait à une potence un tableau où étaient représentés le criminel et le supplice; au bas était écrit le motif de la condamnation. Le supplice en esser n'avait lieu qu'en cas de condamnation capitale. On se borne aujourd'hui à afficher l'arrêt de condamnation des contumaces. — On se servait aussi d'esser dans les sunérailles. Ainsi, en 1584, l'esse du duc d'Anjou, frère de Henri III, sut exposée en pompe dans ses sunérailles. On remarqua qu'en 1588 l'esse du duc de Joyeuse sut por tée, dans ses sunérailles, honneur qui n'était dû qu'aux rois (de Thou, livre XC).

EFFOUAGE. — Impôt qui se payait par seu ou par samille.

EGARD. — Institution de l'ordre de Malte. On appelait égard un tribunal composé de huit chevaliers, et présidé par un délégué du grand maître. Voy. les statuts de l'ordre de Malte publiés par Vertot à la suite de son histoire de cet ordre.

EGARDISE. — Ce terme s'employait dans quelques coutumes comme synonyme de jurande ou ranion des syndics d'une corporation.

ÉGARDS-MAITRES. — On appelait ainsi à Paris les maîtres choisis dans chaque métier pour inspecter les corporations.

ÉGIDIENS. — Monnaie frappée à Saint-Gilles en Languedoc par les comtes de Toulouse.

EGLISE. — On peut étudier l'Église et

les handitations ecclésiantiques sous plusieurs points de vue. Il a dejà été question des relations des deux puissances temporelle et spirituelle (voy. (LERGE) et du claugé suguier et seculier (voy. As-BATE, CARDINAUX, CHANGINES, CARROL SECULIER ET REGULIER, CONCILES, etc.). On Meuvera plus loin le detail des ceremonies du culte (voy. Rives secréstassiques). Je ne parierai ici que des nuovaments ou se reunissent les fidèles. Les divers styles d'architecture ont été indiqués antérieurement (voy. Architec-TURE), sinsi que l'origine des monuments calques ser la busilique romaine (-voy. Bassague); mais il importe de désrire les diverses parties de ces edifices, qui, au moyen ton, étaient le principal théatre de l'activité populaire.

Les églises n'écsient pas seulement alors un lieu consecró à la prière. Les actes de vente, d'achat, de donation se passaient dans les temples et y étaient conservés; là étaient les archives ve-réables de la cité. On y gardait quel-quefois les foins et les biés. Théodulfe, evêque d'Orleans, à l'époque de Charle-magne, le défend expressement. « Souvent, dit-it, nous voyons entasser dans les églises les blés et les foins; nous recommandens, et on doit observer avec son de n'y garder que les vêtements ecclésiastiques, les vases sacrés et les livres. » C'ètait dans l'église que se rendait l'accusé assisté des douze conjuremes ou cojurateurs, qui venaient attester qu'il n'avait pu commettre le crime qu'on lui imputait; il prononçait sur l'autel le serment par lequel il attestait son innocence. Les épreuves juniciaires ou ordalie (voy. Ondalie) étaient accompagnées de cérémonies religieuses et avaient quelquesois pour théatre l'église ou le parvis qui y conduisait. La politique se melait aussi aux cérémonios religieuses: Gontram s'adressalt au peuple réuni dans l'église, et, après la lecture de l'Évangile, il conjurait les assistants de ne pas l'égorger comme ses frères et de lui laisser au moins le temps d'élever ses nevoux. L'Église n'était pas toujours à l'abri des violences, si fréquentes aux époques barbares et séodales. Prétentat, archevêque de Rouen, fut égorgé au pied des autels par ordre de Frédégonde. « Le grand nombre de dispositions que les capitulaires contiennent contre ceux qui commettent des meurtres dans les églises attestent sufficemment le fréquence de ces meurtres » (Prolégomènes du cartulaire de Notre-Dame de Paris, par M. Guérard). « On allait encore à l'église, dit le même auteur, pour y consulter les sorts

dawn for livres saints; our y alleis pour recouvrer la santé. Les maledes et les infirmes s'y faisaient transporter et souvent y restaient plusieurs mois, livrés à diverses sortes de pratiques dont ils attendaient leur guérison; ils y passaient même les nuits. » Qui ne suit le concours des tidèles aux tombeaux des sumes et leur empressement à se presterner devant tous les nouveaux objets qu'en exposait à leur vénération? Amulon, archeveque de Lyon, reprochait, en 354, à des marchands de reliques d'avoir recours à l'imposture par esprit de cupidité. C'est pourquoi, dans son desir d'éclairer les fidèles, il leur conseillait « de rester dans leurs paroisses et de s'en tenir à leurs églises, aux lieux où its avaient été baptisés, on ils entendaient la messe, ed ils recevaient de leurs curés la pénitence de leurs fautes, des secours dans leurs maladies et la sépulture à leur mort. » Quelquefois on celebrait des festins dans l'église. A Rouen, les jours de grande fète, les fidèles prenaient part dans l'église même à un repas donné par l'archeveque. Un concile d'Auxerre, tenu en 585, défendait les danses, les festins et les chants profance dans les églises. Langtemps après cette époque, only colébrait encore des mystères ou représentations dramatiques où le sacré se mélait au profane et était souvent travesti. Jusqu'au xy siècle, certaines sètes changeaient l'église en théatre, et il faliat les efforts réiteres des conviles pour détruire ces usages. L'église était donc, au moyen âge, le lieu où l'activité du peuple se manifestait dans toute son énergie; théatre et tribunal, lieu de prières et de plaisir, dépôt des archives et des actes de la vie publique et privée, asile pour le malheur et quelquelors pour le crime, elle avait et devuit avoir une immense popularité.

Les églises du moyen âge trop longtemps dédaignées sont depuis environ trente ans l'objet d'études approfondies et d'une admiration quelquesois excessive. On y trouve un mélange de grandeur et de bizarrerie, un ensemble imposant et sublime, et des détails souvent grotesques. Au pied de ces tièches qui s'élancent dans les airs grimacent des figures étranges, des animaux fantastiques, des monstres hideux. Quelquefois ces sculptures murales sont d'une rare perfection et d'une expression profondement religieuse. Ajoutez les vitraux coloriés qui répandaient une mystérieuse obscuiité, les peintures à fresque qui rappelaient aux yeux et à la pensée les histoires de l'Ancien et du

Monveen Testamint, les voltes marès et namées d'étailes d'or, et vous savez une ides de l'effet magaque que preduissient put monuments grandicess sur des papuintents dont la fet-était sincère et forvents.

Lar aglices so compliances de parties el remirences et el compliance qu'il fondrait en traité complet d'archeologie pour no stem adjuger. le me horneral à estactivisme les parties principales de cen édifices. L'externes comprand les parches, portable, contra-foris, electore, issure et foureille L'intérieur, le mef, les caliedres en bar effec, le transcrite de chapelles. Les éconis d'espectation et les chapelles. Les éconis d'espectation, colonnes, chapelles et me par milication générale. J'emprimient bourcoup aux foutractions des comité des aris et managements.

Extraction one foliates,

5 14. Perche. — Le perche, dans su ferme primptre, es ruttachest aux suciena rites recigioux. Il formati une portion de l'égies, ordinarement exterieure, destinée à mettre à l'abri des injures de l'air les cutechumères et les périments, qui, dans les temps primitifs, re-talent séparés de l'assemblée des fidèles. Lés qui en est renescé à ces usages, les porches deviurent instrues et terest supprimés dans la plupart des diffinas. Cépendant en en trouve enceré dans un certain nombre de monuments qui est conservé des traces des rites ancièns. Quelquefeis le peruhe servait de tribunal. Dans ce cas, il etuit échipaire-

In décoration desquelles il entrait petaque loujours des figures de lions, comme on paul le voir dans le porche de Saint-Zanon à Vérone fig A : L'etait erdingirement à la porte des églisse que l'on rendale la justice au moyen ago et que s'accompliancement executes autromathentiques. De la la formula part source les lione. Qualquefois to percha-tribunal, on lieu d'étre appayé sur le pertait, s'appayait aux le perche religieux et conditiont alors un váritable semus porche. I e perche svait dans quelques eglises un escastère militaire , et était commuté en avent du portail pour en defendre au besoin l'entrée, et était ordinairement garai de méchicoulis at de crements (voy CHATHAUX PUSTS) La percha-musent clait une cométruction légère placée en avent de l'une des entress de l'egites pour le défendre des injures de l'air. Ende le perche de décoration, seavent fort urné et fort estilant, était ajouté en avant de portali principal ou même de quelqu'une des portes intérnies dans un atmple but d'ornementation, lorsque le tradition du porche primitif dais depuis longiumpe pordua.

§ il. Portatis. — Las áglicos ent cr-dinairement plusicore entrées en perfails. Le grand portail aut généralement tourné vers le couchant et accompagne de deux pertes ou portails secondaires. Il dian aussi d'usage de menager des portalle lateraux pisoés aux extrémités du transcrite qui sépare le cheur de la suf. Les portaits out une grande richtese d'ornementation dans l'architecture gothique lie sont surmontés de bas-rélief Qui représentent les sormes de l'Auctes. es du Nouveau Testament, et chargés de sculptures en l'on trouve le vie entière du Muyon age avec ses corporations, sas ligendes, see traditions promises et reliflencos. Souvent dans la partie inférieurs ien diables grimacent, et au dessus 2001 ropré-votes les plus salats personneges de la Bible et de l'Evangele. La passion, la resurrestion, le jugement dernier, la mort et l'a-somption de la Vierge sont les sujeta que les arustes de moyen age sculptaient de préference sur les portails. L'ile rosage et des galories ornées de statues de saints , de prophètes , de ruis, d'évêques surmontent ordinaire-

ment le grand portail.

§ 111 Plesa cratre; outre. — La porénii se raracterise principalement par l'arcide qui auraionte la porte. L'arcade rounne est solie qui est angendrée par un soul are de cercle; elle présente de nombresses variétés. Elle est générale-

(Fig. A.)

ment soutene par deux colonnes, dans

ment semi-circulaire ou à slein cintre nements du portail, de même que l'ar-

cade qui le aurmonte . defferent ревосопр suivent l'àge du monument, Au kı siècle, l'architectere romene charge les arcades des portails d'ornements tordus, ondules, chevronnés , (Fig. D.) guivrés.

contre-chevronnés ou rompus (fig. C).

Les meandres, les fleurons détachés

(Fig. B.)

Quelquefois alle forme le for à cheval , comme à Saint-Germain des Prés.

L'arcade ogivale ou ogive
résulte de deux
arcs au moins
formant un angle à leur sommet. Elle est
peut-être née
de l'intersection des picins
cintres (fig. C).
Elle est d'a-

Rile est d'abord aigué et se combine quelquefois avec l'œil de bossi (fig D).

L'arcade à contre - cour - bure est formée de deux arcs convexes placés au-dessous de la ligne des centres

(åg. E). L'arcide en anse de pahier, formée d'un arc surbaissé , flan-QUốc. d'ares d'un Payon beaucoup plus Court A 265 deux extremites, ne parut guère avant le XYº siècle.

(Fig. C.)

\$ IV. Ornements du porteil. - Les or-





(Fig F.) '

les pointes de diamant , les têtes de clou , les roacties , les becs d'oiseaux , les masques et autres objets toujours en relief,



caracterisant encore cette époque (fig. H).



cle, arrivent ies enroulements, les entrelacs , rinles cenux, les d 0551 || 8 COUrants, les feuillages que le xine siècle porte leur perfection (fig. 1).

-Sia 412 UA



Le portail et tous lesornements dont it est chargé sont couronnés par uu fai-

tage qui ahecte .ui-même differentes for-

la ligne du toit et forme une construction en arète de hareng (opus spicatum). Quelquefois le couronnement est crenelé. Aux époques postérieures, le couronnement du portail, est souvent formé par une balustrade ou chéneau.

§ V Contre-forts. — Les contre-forts servent à soutenir les murailles des egluses qui par lenr élévation, leur étendue et le poids des voûtes ont besolu d'être étayées. Dans les anciennes églises romanes, les contre-forts ne sout que des colonnes on pilastres plus ou moins engagés dans la muraille (fig. J).

(Fig. J.)

L'architecture ogivale, plus élancée et plus hardie que l'architecture romane, eut besoin de multipher les contre-forts. C'est alors qu'on voit les arcs-boutants s'ajouter au *contre-fort* proprement dit et former des arcades tantos mussives, tantot elegantes, qui viennent s'appuyer aux murulles pour resister à la poussée des voltes. Les confre-forts et arcs-boutants furent, aux xiiie et xive siècles, un des principaux ornements de l'architecture ogivale lla se terminèrent par de légers clochetons, et par des édicules avec ou sans statue fig. K).

Cette ornementation brillante, qui contribua ai puissemment à donner un caractère de hardiesse et de legèreté à l'architecture ogivale, dispernt à l'époque de la renaissance, et fit place d'abord aux ornementa capricieux du xvi• siècle, puis aux consoles renversées et aux autres appuis empruntés à l'architecture ita-

henne.

§ VL. Clochere; towre; towrelles; cloches. — Les clochers, tours et toursiles ont été ajoutés par le christianisme, à

(Fig. L)

mes. Dans l'architecture romane, il suit

signalaient encore de Join les monuments

la basilique romaine. Les clochers les

(Fig. E.)

plus antiens cant des tours rondes, isoces de l'égluse. Bans la suite ils se déreligieux. Le clocher principal est ordinurement placé au point d'intersection
de la nef, des transcepts et du chœur
Quelques eglises out trois tours, la principale au centre, et deux secondaires
aux côtés du grand portaid. Il y en a
quelquefois un plus grand nombre dans
les églises épiscopales ou abbatiales.
Lorque les clochers se terminent en terrasse on les appelle tours : flèches, quand
ils sous surmontés d'un toit aigu (fig. l.,
dôme, quand le toit s'arrondit en segment spherique ou en pyramide curviligne On trouve encore, surtout dans les
campagnes, le clocher à deux en quaire
pignois, qui se termine par un toit

(Bg. M /. Les tours renferment Ordingirement les cloches qui servent. appeler les fideles à l'église et qui, par leura sous lents ou precipites, joyeox 👣 Ĉ la lagu bres , annoncent le



(Fig M)

caractère même des cérémonies. Les cathédrales ont ordinairement une cloche appelée bourdon à cause de sa vibration puissante. L'église à donné une grande importance oux cloches qui sont comme la voix du temple.

Les tourelles reproduisent, avec des propertions moins grandes, les divers caractères des tours et clochers. Les formes élancées, les denteures de pierre qui onnent l'édifice, les aum aux gigantesques qui couvrent les tours et les galeries, tout cet ensemble grandiose, ces détails artistement travaillés donnent aux églises du moyen âge un caractère de majesté et en même temps d'originalité que les écrivains modernes out resonne et justement admire.

II. Інтеврета тра Веллев.

L'intérieur des églises présente le même mélange de grandeur dans l'ensemble et de délicatesse dans les détails. L'aspect général de ces voûtes hardies, de cette forêt de c-lonnes, de ces oxives éclairées par un demi-jour, inspire un sentiment de respect et presque de terreur reli-

(Fig. L.)

enupèrent en fèches herdies et s'élancèront dans les airs. Ils no servaient pas soulament à Coutenis les gloches, ils Sler. Nef; colonnes; piliers. — La nef ou vaisseau principal s'appuie sur une double rangée de colonnes qui tantôt sent d'un seul fût gigantesque, tantôt formées d'une réunion de colonnettes, et qui en général unissent l'élégance à la force, la beauté à la grandeur. Les piliers n'ont ce caractère que dans les églises ogivales. Les églises romanes reposent d'ordinaire sur de lourds piliers dont les chapiteaux sont ornés de sculptures bizarres (fig. N) ou de larges feuilles (fig. O). La base





(Fig. N.)

(Fig. 0.)

du pilier est queique sois sormée par des figures d'hommes ou d'animaux. Les chapiteaux des colonnes présentent dans les églises de style ogival l'imitation des feuilles indigènes. On y trouve le lierre, la vigne vierge, la vigne ordinaire (fig. P),



(Fig. P.)

le nénufar, etc. La rose est employée avec prédilection dans les églises consa-

crées à la Vierge.

SII. Pendentifs. — La voûte de la nef est ornée, au xve siècle, de pendentifs qui ont d'abord un aspect gracieux; mais qui se surchargent d'ornements vers la fin du moyen age et au commencement du xvre siècle. La chapelle de Henri VII à Westminster est un des types les plus remarquables de cette ornementation luxuriante et manièrée qui annonce la décadence de l'architecture ogivale (fig. Q).

SIII. Travées: rollateraux ou bas côtés.

— Les colonnes qui longent la nef sont surmontées, dans la plupert des églises ogivales, d'une galerie ornée de balustrades qu'on appelle través. Des deux côtés de la nef s'étendent des ness moins élevées nommées collatéraux ou bas côtés.

Les collateraux sont paralièles à la met principale, sur laquelle ils s'appuient et dont ils ne sont séparés que par des piliers ou colonnes. Les collatéraux sont quelquefois doubles, c'est-à-dire partagés en deux dans le sens de leur longueur par un rang de piliers ou colonnes intermédiaires, qui souvent aussi sont pour vus de galeries supérieures, qui en doublent l'étendue. Dans le principe, les collatéraux se terminaient brusquement à leur point de jonction avec la naissance de l'abside (voy. ce mot). Au xii siècle, on les prolongea au delà du sanctuaire, où ils privent le nom de pourtour du chœur, et on y sjouta une série de chapelles correspondantes à chacune des travées.

§ IV. Transsepts: croix; croisée; croisillons. - Les transsepts sont une construction transversale à la nef et aux collatéraux, et placée aux deux côtés de leur extrémite voisine du chœue. Les architectes chrétiens, en emprantant cette disposition à la basilique primitive, lui dounèrent la forme de croix. De là les noms de croix, croisée ou croisillons que l'on a encere appliqués à cette partie de l'église. On y a placé des antels secondaires; et leurs absides (voy. ce mot) sont souvent mieux caractérisées et de plus grande dimension que celles des collatéraux. Les transsepts sont répétés deux fois dans que lques églises et figurent alors une croix double, qu'on appelle croix de Lorraine ou croix archiépiscopale. L'église forme une croix grecque, lorsque la nef, les transcepts et le chœur ont la même dimension; elle représente une croix latine, lorsque la nef est plus lengue; c'est l'usage ordinaire.

§ V. Chour. — Le chour on partie de l'église spécialement réservée au clergé est placée entre les transsepts et le sanctuaire ou abside Dans l'origine, les clercs inférieurs occupaient seuls le chœur: le haut clergé siégeait dans l'abside. La clôture, qui l'erme l'enceinte du chœur, porte le nom de cancel ou chancel, que l'on a quelquesois étendu, mais abusivement, à l'espace même entouré par cette cloture. Du côté de la nef, le chœur se termine par le jubé, tribune où l'Évangile est lu aux fètes solennelles et qui remplace les ambons (voy. BASILIQUE) des églises primitives. Cette tribane ne remonte pas à une époque sort ancienne; elle a été élevée pour donner une certaine publicité à la lecture de l'Evengile, tandis que la clôture du chœur environnait de mystère les antres cérémonies du culte divin.

S VI. Fenétres: rosaces.— Les fenétres ont varié de forme suivant les phases de

l'arghitecture. Acrondies en plein centre à l'époque comene (voy. Eg. B.), elles

(Fig, Q,)

prendent a forme ogivale au xm siècle la fenêtre (voy. fig. D). Au xm siècle la fenêtre devient rayonnante (fig. R), et flamboyant, les meneaux produisent des devient rayonnante (fig. R), et flamboyant, les meneaux produisent des devient rayonnante (fig. R), et flamboyant, les meneaux produisent des devient rayonnante (fig. R), et flamboyant, les meneaux produisent des devient rayonnante (fig. R), et flamboyant, les meneaux produisent des devient rayonnante (fig. R), et flamboyant, les meneaux produisent des devient rayonnante (fig. R), et flamboyant, les meneaux produisent des devient rayonnante (fig. R), et flamboyant, les meneaux produisent des devient rayonnante (fig. R), et flamboyant, les meneaux produisent des devient d'une forme bengcoup plus élegent et plus varies.

La sacristie est moins une partie intéglise.

Elle u presque toujours été ajoutée après coup aux églises romanes et gothiques.

Voy. pour les détails le Cours d'archéo-

logie religiouse par M. de Caumont et les Instructions du comité historique des arts et monuments. EGOUTS. — Canaux souterrains destinés à faire écouler les eaux et les immondices d'une ville. Les égouts de Rome
sont justement célèbres. Paris à aussi sa
ville souterraine composée de vastes canaux qui portent à la Seine les immondices de cette cité. C'est surtout depuis
trente ans qu'une meilleure disposition
des égouts à délivré Paris des saux croupissantes et de la fange d'où lui était
venu, dit-on, son nom primitif (Lutetia,
a luto).

EGUILLETTES. — Ce mot, qui s'écrivait aussi aiguillettes, indiquait autrefois un signe distinctif que les femmes de mauvaise vie étaient condamnées à porter sur l'épaule. « On vouloit, dit Pasquier, qu'elles eussent un signal entre
elles pour les distinguer et les reconnoître d'avec le reste des pruces, qui
fut de porter une éguillette sur l'épaule:
contame que j'ai vu encore se pratiquer
à Toulouse; d'où est venu entre nous ce
proverbe qu'une femme court l'éguillette, pour exprimer qu'elle se prostitue. »
(Recherches de la France, chap. XXXX.)

(Fig. R.)

EGLISE (cour d'). — Juridiction Eccidenastique: Voy. Op-PICIALITÉ.

EGI.ISE
GALLICANE.

L'Église
de France ou
Église gallicans a Tonservé, en
même temps
que la doctrine orthodoxe, certaines libertés
qui ont été
défendues
par les théolo
giens les plus

(Fig. S.)

illustres et surtout par Bossuet. Voy Lisertés de l'Églisk Gallicans.

ÉGLISES DU DESERT — Assemblées des protestants dans des lieux solitaires après la révocation de l'édit de Nantes. Voy. Protestants.

ÉGLOGAIRE. — On appelait autrefois églogaire ou éclogaire un anteur qui faiseit un choix de morceaux empruntés à différents écrivains.

EGLOGUE. — Poésie pastorale. Voy. Poásie.

(Fig. T.)

EGYPTIENS. — On désignait aux xve et xvi siècles, par le nom d'Egyptiens les vagabonds qu'on appelait aussi Bobémiens et Bohèmes. Voy Bournes.

ÉLECTEUR (Grand). — La dignité de grand électeur était une des six grandes dignités de l'empire français organisé par Napoléon, Voy, Oppicient (Grands) De La counonne.

ÉLECTEURS. — Dans l'ancienne monarchie chaque ordre procédait séparément aux élections pour les assemblées nations-

les. Le clergé, la noblesse, et le tiers état nommaient leurs dévutés. Les élections de 1789 se firentencere par ordre; mais le tiers etat obtint la double representation. c'est à dire qu'il devait avoir seul autant de députés que la noblesse et le clergé réunis. Les élections du tiers état étaient alors à deux degrés. Pour avoir droit de premire part aux assemblées primaires. il suffisuit d'être majeur, domicité et inscrit au rôle des contributions. Les assemblées primaires nomma ent les électenre qui formaient un véritable corps politique. Les electeurs rédigeaient à cette époque des cahiers qui étaient pour les pulés des mandats impératifs. Les diceteurs de 1789 s'assemblérent à l'hôtel de ville de Paris, où ils rédigèrent leurs cahiera, s'eccupérent des approvisionnemeats, secondèrent le mouvement qui ntit à la prise de la Bastille, organichrent le garde nationale, et instituérent un comité permanent chargé de l'admi-. nistration de la ville. Les électeurs travaillèreat aussi à la constitution de la municipalité de Paris. Mais cette assemblée ne tarda pas à être débordée par les passions démagogiques, et elle résigna ses pouvoirs.

Les électeurs se sont bornés depuis cette époque à la nomination des représentants. Les conditions électurales ont varié seivant les diverses constitutions. La plupart out imposé un cens plus ou mains élevé. La constitution de 1791 exismit du cisoyen actif, ou électeur, qu'il payat une contribution directe, au moins égale à la valeur de trois journées de travail, qu'il fât âgé de vingt-cinq ans, do-micilié dans la ville ou le canton déterminé par la loi, et qu'il ne sut point en état de domesticité. Elle établissait en mêms temps deux catégories d'électeurs : maient les électours; 2º les assemblées électorales qui nommaient les membres de l'assemblée législative. La constitution de 1793 abolitles deux degrés d'élection et les conditions de cens; elle n'exigea que l'àge de vingt et un ans. Les électeurs devaient nemmer un député en raison de quarante mille individus. Les assemblées primaires nommaient directement les députés, et indirectement les administrateurs; elles deliguaient à des citoyens qu'elles choitient la nomination des administrateurs, arbitres publics, juges, etc. La countritution de l'ar 111 (22 août 1795) rétablit les élections à deux degrés : les assemblées primaires nommant les électours, et les électeurs nommant les députés. Elle exigen des électeurs primaires vingt et un ans, et une année de domicite; des électeurs du second degré, vingtcinq ans et certaines conditions de cens. Depuis cette époque, toutes les constitutions reproduisirent les conditions de cens plus ou moins modifiées, jusqu'à la constitution de 1848, qui proclama le suffrage universel et n'exigea aucun cens pour être électeur. La loi électorale du 31 mai 1851, ne rétablit pas le cen s électoral; elle se borna à exiger des conditions de domicile et de moralité. La constitution de 1852 a également supprimé le cens, et reconnu le droit électoral de tout Français àgé de vingt et un ans, et jouissant des droits civils.

Electeurs de l'empire. - L'empire d'Allemagne avait primitivement sept electeurs; il en eut plus tard huit et même neuf; ils étaient considerés comme souversins. On trouve dans les lettres historiques de Pellisson des détails sur l'étiquelle qui était observée à leur épard dans la cour de France. I orsque Louis XIV traversa, en 1672, les États de l'électeur de Cologne, l'électeur dina avec lui. Le roi était seul au haut bout d'une longue table; il avait à sa droite Monsieur et à sa gauche l'électeur de Cologne, l'un et l'autre sur des sieges pliants (Lettres historiques de Pellisson, t. I, p. 120-121). le roi ayant visité une des églises de l'électorat, l'archeveque-électeur vint le recevoir à la porte et lui présenter la croix à baiser et l'eau bénite; il ne portait point le costume épiscopal, mais des bottes et un justancorps (ibid., p. 119).

ELECTION. — On appelait autrefeis élection, une circonscription financière soumise à la juridiction des élus. Cos magistrats dataient des célèbres états généraux de 1356. L'assemblée des états voulant régler elle-même la perception et l'emploi des deniers publics, nomen des commissaires généraux pour saire la répartition de l'impôt dans les provinces, et en surveiller la perception. « Seront levés l'aide et les subsides, dit l'ordonnance du 12 mars 1355 (1356), par les députés des trois états, en chacun pays.» Les commissaires nommés par les états pouvaient établir des sous-commissaires chargés de la même mission, dans les localités moins importantes. Ces souscommissaires s'appelèrent élus à cause de leur origine, et la circonscription soumise à leur autorité se nomme élection. Charles V conserva les noms tout en changeant le caractère des fouctionnuires. Dès 1367, il les soumit à des inspecteurs nommes par le roi (Ordonnances, V, 18). Enfin, en 1372, il les transforma en fonctionnaires royaux. Au lieu

de magistrats élus par une assemblée nationale, il eut des délégués royaux constitués en tribunal, et chargés de répartir certains impôts et de juger les procès qui s'élevaient à cette occasion.

La juridiction des elus se maintint jusqu'à la révolution; ils connaissaient de l'assiette des tailles, aides et autres im-positions et levées des deniers royaux, ainsi que des cinq grosses fermes. Mais les domaines, droits domaniaux, gabelles, n'étaient pas de leur compétence. L'élection de Paris était composée d'un premier président, d'un lieutenant, d'un assesseur, de vingt conseillers élus, d'un avocat et d'un procureur du roi, d'un substitut, d'un greffier, d'un premier haissier, de trois huissiers audienciers, de huit procureurs des tailles, de huit huissiers, et de huit receveurs des tailles. Le siège de cette juridiction était dans la cour du parais. Il y avait, en tout, cent soixante-dix-neuf élections; on en trouvers le tableau à l'article Généralité.

ÉLECTION DES ÉVÉQUES. — Les évéques étaient élus primitivement par l'assemblée des fidèles et approuvés par les rois. Vey. CLESCÉ et Évéques.

ELECTION DES ROIS. — On a beaucoup discuté pour savoir si la royauté était primitivement élective chez les Francs. Vertot a écrit sur cette question controversée une dissertation qui a été insérée dans le t. IV, p. 672, des Mémoires de l'Académie des inscriptions et belleslettres. Il y expose une opinion qui parait vraisemblable et qui est appuyée sur an grand nombre de textes: savoir que la royauté était héréditaire chez les Francs dans une seule famille; mais que les guerriers francs pouvments'attacher aux membres de cette famille qu'ils préféraient. Ainsi s'expliquent les partages de l'empire franc. Un voit même dans Grégoire de Touts, un guerrier nommé Mundéric se faire proclamer roi comme parent des Mérovingiens et se faire auivre en cette qualité par des troupes de paysans. Aux objections et aux reproches qu'on lui adresse, il répond : « Le tròne m'appartient aussi bien qu'à Thierry. » (Mihi solium regni debetur ut illi.) Les formes adoptées pour la proclamation des rois eappelaient l'élection primitive ; ils étaient placés sur un pavois ou bouclier et promenés dans le camp au milieu des acclamations des Francs. Les formules de Marculse soamissent une nouvelle preave de cette espèce d'election. « Nous avons ordonné, du conseniement des grands (cum consensu procerum nostrorum), que notre glorieux Als fût associé au pouvoir

royal. » Les acciamations usitées au sacre des rois étaient un souvenir de ces élections des rois francs D'après le procèsverbal du sacre de Philippe I^{er} (23 mai 1059), « les chevaliers et le peuple, les grands et les petits s'écrièrent par trois fois d'une voix unanime : Nous approuvons, nous voulons qu'il en soit ainsi, »

ÉLECTIONS POLITIQUES. — Voy. ÉLEC-

ÉLOGES ACADEMIQUES. — L'usage des éloges académiques date du xviie siècle. Mais à cette époque il n'y avait que deux éloges qui revenaient dans chaque discours de récipiendaire : l'éloge du roi et celui du cardinal de Richelieu, fondateur de l'Académie française. Au xviiiésiècle, on y ajouta l'éloge de l'académicien que l'on remplaçait. Dans le même temps, l'usage de retracer la vie et les travaux de chaque académicien fournit à quelques secrétaires perpetuels une occasion d'exercer un talent, dont le goût, la délicatesse, la variété des connaissances, la juste mesure dans l'éloge devaient être les principales qualités. Fontenelle et d'Alembert en donnèrent des mudèles. De nos jours, M. Mignet, dans les éloges des membres de l'Académie des sciences morales, a élevé l'eloge académique à la hauteur de brillantes et solides appréciations littéraires, historiques, morales et scientifiques.

Ce fut encore au xvin siècle que s'introduisit l'usage de proposer, pour sujet du prix d'éloquence que décerne l'Académie française, l'éloge d'un personnage remarquable par son mérite littéraire ou par tout autre genre de supériorité. Thomas, La Harpe, Chamfort et plus tard M. Videmain brillèrent dans ces concours académiques qui inaugurérent avec éclat leur carrière littéraire. Les défauts de ce genre, où l'élégance du siyle et l'élévation des pensées ne peuvent pas toujours compenser la monotonie des formes et la prétention de la phrase, l'ont fait presque abandonner depuis un certain nombre d'années. L'Academie française ne propose plus que rarement. des eloges: elle les remplace souvent par des travaux littéraires et historiques qui demandent une appréciation plus large, plus forte, et surtout plus impartiale des hommes et des événements.

ÉLOGES FUNÉBRES. — Voy. ORAISONS FUNÉBRES.

£1.0QUENCE. — L'éloquence a exercé à toutes les époques une si grande infinence sur les institutions de la France qu'il est nécessaire d'en parler dans up

Dictionnaire des Institutions. Si l'on entend par éloquence la puissance d'être fortement éma et de communiquer son emotion par la parole, on conçoit que l'éloquence a pu se rencontrer à toutes les époques; mais elle n'a son développement complet que dans les siècles où la langue est complétement formée. On doit donc distinguer deux époques principales dans l'histoire de l'éloquence française: 1° l'époque où l'orateur ne dispose pas encore d'une langue arrêtée dans ses formes et où les plus beaux mouvements de l'éloquence ne sont qu'imparfaitement exprimes; 2º l'époque ou la lanque dans toute sa pureté, se prête à tous les développements de l'art oratoire. Ce second age de l'éloquence se place pour la France aux xviie et xviiie siècles; il appartient plutôt à l'histoire littéraire qn'à l'histoire politique. Il importe surtout dans ce Dictionnaire d'insister sur l'éloquence politique au moyen age. L'Histoire de l'éloquence française, par M. Gérusez, sournit sur ce sujet de curieux

documents dont je ferai usage.

Pendant longtemps l'éloquence a été en France tout ecclésiastique. C'était au nom de Dieu que Pierre l'Ermite et Urbain II appelaient les chrétiens à la croisade; saint Bernard devait à l'autorité religieuse de sa vie et à l'étude des Ecritures cette puissante éloquence qui faisait craindre aux mères et aux épouses de voir leurs ensants et leurs maris entrainés par la voix de l'orateur sacré. L'éloquence politique ne se sépara de l'éloquence religieuse, et ne prit quelque essor qu'à l'époque où le gouvernement commença à échapper au clergé, c'est-àdire sous le règne de Philippe le Bel. C'est en effet vers ce temps que se placent les premiers monuments de l'éloquence politique. Elle est encore bien grossière; mais déjà elle intéresse l'histoire. Ou est tenté de reconnaître la main de Pierre Flotte ou de Guillaume de Nogaret dans la réponse qu'un des légistes de Philippe le Bel opposa aux prétentions de Boniface VIII. « Avant qu'il y eût des clercs, dit cette réponse, le roi de France avant la garde de sou royaume; il pouvait rendre des décrets, prendre des précautions contre les embûches de ses ennemis, et enlever à ses adversaires les moyens de compromettre le roi et le royaume luiracme; c'est pour cela que le roi qui règne maintenant a empêché de faire sortir du royaume les chevaux, les armes. l'argent et toute autre ressource semblable, de peur que les armes ne tombassent entre les mains des méchants et ne sussent employées contre la France. »

L'auteur demande ensuite : « Bat-ce pour les clercs seuls que le Christ est mort et qu'il est ressuscité? non. N'y a-t-il que les clercs seuls qui aient saveur auprès du Seigneur et gloire dans l'autre monde? non, mille fois non. Aucune différence n'est établie entre ceux qui croient, entre ceux qui font le bien par foi et par charité; tous ils ont devant eux la récompense éternelle. » « Vous empêchez, dit-il ailleurs, vous vicaires de Jésus-Christ, de payer le tribut à César; vous frappez d'anathème les clercs qui voudraient servir l'autorité civile; mais vous ne les empêchez pas de donner à des histrions tout l'argent qu'ils demandent, de négliger les pauvres et de saire des dépenses excessives en robes, chevaux, repas et dans toutes les autres pompes du siècle. » Outre l'intérêt historique qui s'attache à ce morceau, il y a une certaine force oratoire dans les dernières phrases.

Il y eut, au xive siècle, une circon-stance où l'éloquence politique dut avoir un intérêt puissant; ce sut lorsque les états généraux de la langue d'oil entreprirent la réforme du royaume pendant la captivité du roi Jean (1356). Dans leur manifeste, les états exposent tous les motifs qui doivent donner plus d'autorité à leurs paroles. « Il est bien à noter, disent-ils, quels sont ceux qui donnent conseil; ce sont ceux qui ont tout leur honneur et le leur (leur bien) au royaume de France; gens de conscience, de grande hautesse, de grande sapience et fidélité, de divers pays du royaume. Il est fait mention que depuis que ces guerres commencerent, il n'y eut si grande quantité de prélats, d'abbés, de nobles, de gens des bonnes villes de la langue d'oil, comme il y a eu à cette fois, ni autant de sages hommes; car les plus sages de tous les pays y ont été envoyés et tous ont été d'accord, et par ce peut-on clairement voir et juger que ceux qui ont gouverné, qui sèment et sont semer par leurs amis, que ce conseil a été donné par envie, par vieille haine et par ambition d'avoir les offices, ont mal fait et contre vérité; car chacun peut savoir la prud'hommie et loyauté qui est en si grand nombre de gens et tous de si grande autorité, et en vérité ils croient fermement que M. le duc (le dauphin) a toute sûreté et confiance de leur bien et loyauté. »

Dans les troubles qui ensanglantèrent les premières années du xve siècle, les maisons de Bourgogne et d'Orléans appelèrent au secours de leur parti l'éloquence des clercs. A l'occasion du meurtre de Louis d'Orléans (1407), Jean Petit

soutint la détestable doctrine du meurtre politique. Il prétendit qu'on pouvait tuer les conseillers d'un roi quand ils le portaient au mal. « Si le roi, dit-il, ne peut agir librement, alors il faudra, non plus se soumettre à la lettre de la loi, mais à son esprit, et cet esprit est, qu'avant tout, il faut le défendre. Je regarde les lois dessus dites, qui me desendent port d'armes sans licence de mon dit roi genéralement et qui me désendent que je ne prenne l'autorité d'occire aucun; que dois-je faire pour garder le sens littéral d'icelles lois? Dois-je laisser mon dit roi en si grand péril de mort? nenny. Ains (mais) dois défendre mon dit roi et occire le tyran, et pour ce je ne dois pas être puni, mais guerdonne (recompensé), car je fais œuvre méritoire et ne tends qu'à bonne fin, c'est à savoir à la fin pourquoi icelles lois furent faites, Et pour ce dit monseigneur saint Paul: Littera occidit; charitas autem ædificat. (La lettre tue, la charité au contraire vivifie.) »

Gerson, qui attaqua Jean Petit et sit condamner sa doctrine, ne parle que d'après l'impulsion de son cœur. Un autre orateur, l'abbé de Cerisi, sut opposé par la famille d'Orléans à la faction de Bourgogne : « Hélas! s'écrie cet orateur, ce serait peu de bien et heureuseté être fils et frère du roi, si cette mort si cruelle était mise en oubli sans réparation, attendu que celui qui le fit occire le devait aimer comme son frère, car en la sainte Écriture, les neveux et cou-sins germains sont appelés frères, comme il appert, au livre de la Genèse, d'Abraham qui dit à Loth son neveu: Qu'il n'y ait pas de différend entre toi et moi ; car nous sommes frères. » Puis vient une comparaison du duc de Bourgogne avec Cain: « Car ainsi que Cain mû par envie occit son frère, pour ce que notre Seigneur avait pçu ses dons et sacrifices, et il n'avait point les siens regardé, et pour ce il machina en son cœur comment il pourrait occire son frère, en telle manière notre partie adverse, c'est à savoir le duc de Bourgogne, mû par envie de ce que mondit seigneur d'Orléans était agréable au roi, machina en son cœur sa mort, et finalement le fit cruellement et traftreusement occire. »

S'il s'agissait ici de cette éloquence qui est rensermée dans un trait, et qui s'échappe de l'âme pour aller à l'âme, nous n'oublierions pas Jeanne d'Arc et les admirables réponses qu'elle opposait à ses juges; mais nous cherchons surtout l'éloquence politique. Le Quadriloge d'Alain Chartier en sournit quelques

exemples. L'auteur présente dans cet ouvrage la France affligée et s'adressant à ses propres enfants dont elle a cruellement a souffrir : « O hommes, s'écriet-elle, hommes fourvoyés du chemin de bonne connaissance, féminins de cou-rage et de mœurs, lointains de vertus, forlignés de la constance de vos pères, qui pour délicieusement vivre choisissez à mourir sans honneur, quelle musardie ou chetiveté de cœur vous tient les mains ployées et les volontés abattues? » La patrie se plaint de l'ingratitude et de l'égoïsme des Français : « Dure chose est à moi, que ainsi me convient plaindre; mais plus dure et de moindre reconfort, que vous qui me devez soutenir, désendre et relever, êtes adversaires de ma prospérité. Mes anciens ennemis me guerroient en dehors par seu et de glaive, et vous en dedans me guerroyez par vos convoitises et mauvaises ambitions. Les naturels ennemis quièrent (cherchent) me ôter la liberté, pour me tenir en leur misérable subjection, et vous m'asservissez à l'usage de vos désordres et lachetés, en cuidant (croyant) demeurer délivrés des dangers et périls de ma fortune. »

L'eloquence politique a besoin de liberté; étouffée par le despotisme de Louis XI et de ses successeurs, elle ne reparaît qu'à l'époque des guerres de re-ligion. Le chancelier de L'Hôpital et quelques autres magistrats, belles ames, dit Montaigne, frappées à l'antique marque, exprimèrent des sentiments élevés, auxquels il ne manque qu'un style plus pur. L'Hôpital recommandait la tolérance: Qu'est-il besoin de tant de bûchers et de tortures? garnis de vertus et munis de bonnes mœurs, résistez à l'hérésie. » Ce grand magistrat faisait avec autorité l'éloge des états généraux : « Sire , disait-il à Charles IX, n'écoutez pas ceux qui prétendent qu'il n'est point de la dignité royale de convoquer les états. Qu'y a-t-il de plus digne d'un roi que de donner à tous ses sujets permission d'exposer leurs plaintes en liberté, publiquement et en un lieu où ne puissent se glisser l'artifice et l'imposture? Dans ces assemblées les souverains sont instruits de leurs devoirs; on les engage à diminuer les anciennes impositions ou à n'en pas mettre de nouvelles, à retrancher ces dépensus superflues qui ruinent l'Etat, à n'élever à l'épiscopat et autres dignités ecclésiastiques que des sujets dignes de les remplir : devoirs négligés aujourd'hui, parce que les rois ne voient et n'entendent que par les oreilles d'autrui. » Le mêmo magistrat s'élevait jusqu'à l'éloquence lorsque faisant allusion à ses ennemis qui s'irritaient de sa sagesse et de sa modération et aspiraient au moment où ils seraient délivrés de cet suire Caton le censeur, comme l'appelait Brantome., il s'exprimait ainsi: « Je sais bien que j'aurai beau dire ; je no désermersi pas la haine de ceux que ma vicillesse ennuie. Je leur pardonnerais d'être si impatients, s'ils devaient gagner au change; mais quand je re-garde tout autour de moi, je serais bien tenté de leur répondre, comme un bon vieil homme d'évêque qui portait comme moi une longue barbe blanche et qui la monteant disait : Quand cette neige sera fondue, il n'y aura plus que de la boue. »

Malheureusement l'éloquence du barreau, comme celle de la chaire, était presque toujours gâtée à cette époque par une érudition pédantesque. « Procu-reura, disuit Achille de Harlay dans une de ses mercuriales, Homère vous apprendra votre devoir dans son Udyssée an livre II, et Eustathe, en son commentaire, vous dira comment vous devez vous conduire avec vos chients. » Jo n'insisterai pas sur l'éloquence de la chaire à l'époque de la Ligue. Triste mélange de licence et de bouffounerie, cile n'était que la parodie de l'éloquence sacrée. Si l'on veut trouver l'éloquence à cette époque, il faut la chercher dans les ouvrages de Montaigne et de La Boétie. C'est la que l'on admire ces braves sormes de s'exprimer si vives et si profondes, pour me servir des paroles de Montaigne. Veut-il caractériser l'énorgie de l'homme de cœur, Montaigne le montre qui « tombe obstiné en son courage; qui, pour quelque danuer de la mort voisine, ne relache aucun point de sou assurance; regarde encore, en rendant l'ame, son ennemi d'une vue ferme et dédaignemes; est battu, non pas de nous, mais de la forture; est tué sans être vainca. » Avec quelle vive éloquence il challe la gloire des guerriers qui se sacrificat pour leur patrie! Le lieu commun disparaît devant ce tour ingénieux: « Il y a des pertes triomphantes à l'envi des vectoires, et ces quatre victoires, sours de Salamine, de Platés, de My-cale et de Sicile. n'osèreut opposer toute leur gloire ensemble à la gloire de la décentiture du roi Léonidas et des siens au pas des Thermopyles. »
L'éloqueuce politique reparait dans la

Sotire Ménippée, surtout dans la harangue d'Aubray, oraieur du tiers état. Il trace en la terminant un tableau énergique du misérable état de sa patrie. « O France! s'écrie-t-il, Paris, qui n'est dres ne sont plus dans leurs tombeaux

plus Paris, mais une véritable caverne de hêtes sarouches, asile des meurtriers et d'assassins etrangers, ne voux-tu plus te souvenir de ta dignité? te guérir de cette frénésie, qui, pour un roi légitime, t'a donné cinquante tyrans? te voilà aux fers de l'inquisition d'Espagne, plus intolerable mille tois pour les Français nés libres que toutes les morts ne le seraient pour les Espagnols. Tu endures qu'en pille tes maisons, qu'on te rançonne jusqu'au sang, qu'on museacre tes magistrats. Tu le vois et tu l'endures! tu le vois et tu l'approuves !» L'éloquence politaque

a déjà du nerf et de l'éclat.

Les étais généraux de 1614 fourniront aux orateurs politiques une occasion de faire briller leurs talents. On y remarqua Miron, prévot des marchands de Paris, et Savaron, député de Clermont; mais il y eut plutôt des pensées généreuses et des vues fécendes qu'une véritable élequence dans les discours prenonces par ces orateurs. Détournée pour longtemps de la politique par le triomphe de pouvoir absolu, l'éloquence se réfugia dans la chaire curétienne où elle prit tout sen essor dans la se ende moitié du xvne siècle. Les grands erateurs religieux de cette évoque jurent précédés par des écrivains mains counus qui eurent l'utile mission d'épurer la langue, et d'en faire un instrument flexible et harmonieux. Balzac est un de ceux qui y ont le plus contribué II a lui-même détini l'éloquence dana un style qui prouve que la lanq française étuit. déjà formée. « L'éloquence, dit-il, ce rare privilége que les dieux ont accordé aux hommes, comme un rayon de leur divinité, ne davrait jamais être employée que peur proté-ger l'innocence ou par immertaliser la verm. Ceux qui ont fait une décese de la persuasion n'avaient pas dessein de la rendre esclave da caprice des hommes: ils savaient que l'éloquence est un don du ciel qui ne doit jamais être profuné... recisers'b 40 reviews of a selection riovated or les passions les plus violentes, d'émonsser les cœure les plus endurcia, ne lei a pas eté donné pour s'en servir avec injustice. Au contraire, c'est cile que les dieux ent choisie pour montrer au monde la justice dans tout son éclat, et pour lui donner de l'autorité C'est l'éloquence qui, malgré le temps et la vicissitude des choses, conserve la mémoire des belles actions ; c'est elle qui, malgré la destruction des revammes et des ensires, perpétue le souvenir des rois et des empereurs et fait voir encore à la serre une image de leur vertu, loraquo lenra cenet que leurs reyaumes mêmes ent changé de nom. »

Je n'ai pas à parter des orateurs religieux du xvir siècle, des Bossuet, des Bourdaloue, des fléchier, des Massillen. Tout le mende connaît leurs couvres et cette hacteur divine à laquelle ils portèrent l'éloquence de la chaire. L'éloquence du barresa resta bien inférieure. Malgré les efferts de Patru, de d'Abianceurt et même du chancelier d'Aguesseau, elle ne s'éleva guère au-dessus de la médiocrité. L'éloquence politique ne reparut en France qu'à l'epoque de la révolution. Misabeau, Barnave, Vergniaud et beaucoup d'autres furent des orateurs politiques éminents; ils eurent le pouvoir de passionner et d'entraîne: les assemblées; meis il est rare que leurs discours soutiennent à la lecture la réputation que le saccès politique leur avait conquise; il est rare que la pureté et la beauté du style s'y trouvent réunis à la profondeur et à l'élévation des pensées. Nous avons déjà parle (voy. Elogus academques), d'un autre genre d'éloquence, qui s'est sur-tout fait remarquer par la lineage des pensées et l'élégance du style. Il suffit ici d'indiquer ces questions qui sont traitées avec développement dans toutes les histoires littéraires.

ÉLOQUENCE (Chaire d'). — il existe des chaires d'éloquence latine et française dans les facultés de lettres. Voy. INSTRUCTION PUBLIQUE.

ÉLUS. — Magistrats qui jugeaient en première instance les procès relatifs à l'assistte des tuilles et autres subsides. On trouvers leur origine et leurs attributions au mot Élection.

EMAIL (Peinture sur). - La peinture pur émail a eu en France une grande reputation, spécialement su ave siècle; on estimait sur tout les émaux de Limoges. Ils furent persectionnés à l'époque de François Is et remplissent nos musées. C'est aux Français, dit Millin, que l'on doit l'invention des beaux émaux épais et opaques; c'est à eux que l'on doit ces beaux ouvrages sur or; on en fait des portreits et nième des sajets divers de genre ou d'histoire qui ont le mérite de ne s'effacer jamais. En 1636, un orfétre de Châteaudun, nommé Jean Torrtin, perfectionna l'art de l'émailleur. Parmi ses disciples, on remarque Gribelin, Dubié, Morfière, Vauquer. Jean Petitot se distingua particulièrement par les miniatures sur émail qui sont encore l'ornement des musées. Les émaux sur faïence, ou poteries de Bernard de Palissy, ont aussi une grande célébrité.

EMAILLEURS. — Peintres en émail. On donnait aussi le nom d'émailleurs aux patenotriers ou fabricants de boutons et chapelets. Voy. Conponation.

EMANCIPATION. — L'émancipation est un acte qui donne à un enfant mineur le droit de disposer de ses biens et l'affranchit de la tutelle. Dans les anciennes contumes de la France, l'émancipation avait lieu par mariage ou par lettres reyaux. Cette dernière ferme d'émancipation était seule admise en pays de droit écrit. Ordinairement l'émancipation n'avait lieu qu'à dix-sept ans.

EMAUX. — En terme de blason, les émaux sont les couleurs et métaux dont un écu est chargé. Les sept espèces d'émaux sent or, argent, gueule (rouge), azur, sable (noir), sinople (vert) et pourpre.

EMBARGO. — On appelle embargo l'usage d'arrêter tous les vaisseaux marchands, en cas de guerre, et de les empêcher de sortir des ports, afin de pouvoir s'en servir ainsi que des équipages qui les montent.

EMBLÈME. — Figure symbolique ordinairement accompagnée de devises. Le soleil était l'emblème de Louis XIV. Voy. BLASON et DEVISE.

EMBLER. — Ce mot, qui n'est plus usité, avait le même sens que voler. Lorsque Valentine de Milan se fut retirée à Blois, après le meurtre de son mari, Louis d'Orléans (1407), elle éleva avec ses enfants le jeune bâtard qui devint Dunois. Elle lui témoignait la même tendresse qu'à ses fils, et disaît en le meutrant: « On me l'a emblé (volé).»

EMBRASURE. — Ouverture ménagée dans les murs pour les canons et autres armes. Voy. CHATEAUX FORTS.

EMERAEDE. — Les émerandes étalent, avec les rabis, les pierres précieuses qu'en employait le plus fréquemment dans les envrages d'orfévrerie du moyen age (Comptes de l'argenterie des rois de France par M. Bouët-d'Arcq).

EMERILION. — Oiseau de fauconnerie dont on se servait au moyen age pour la chasse; les dames le portaient sur le poing (voy. Vénerie). — On donna aussi le nom d'émerillon à une espèce de canon, qui, d'après le Diccionnaire de Trécoux, tirait dix onces de fer ou quinze onces de plomb, et se chargeait de quinze ences de poudre fine.

EMERITE. — On appelait émérites les professeurs de l'ancienne université, lorsqu'ils avaient vingt ans de services. Les professeurs de la faculté des arts (faculté des lettres) obtenaient, après ces longs services, une pension de cinq cents livres.

EMIGRATION. — Lorsque l'assemblée constituante eut supprimé les titres féodaux (4 soût 1789), et que Louis XVI fut venu s'établir à Paris (5 obtobre), un grand nombre de nobles désespérèrent de la monarchie et sortirent de France. Telle fut l'origine de l'émigration. La plupart des émigrés se joignirent aux armées qui envahirent la France en 1792. La constitution civile du clergé (voy. ce mot) détermina l'émigration d'un grand nombre d'ecclésiastiques.

EMINENCE. — Titre que l'on donne aux cardinaux. Un décret du consistoire pontifical, en date du 30 janvier 1630, attribua ce titre aux cardinaux. Dès le xvie siècle, les cardinaux étaient traités d'éminences, comme on le voit dans le livre CIV de l'histoire de Thou; un cardinal élu évêque de Strasbourg en 1592 y est qualifié d'éminence. On donnait aussi ce titre aux grands maîtres de Malte.

ÉMINENTISSIME. — Titre donné aux cardinaux.

EMPALEMENT. — Cet horrible supplice fut quelquesois usité en France. Yoy. Sur-PLICES.

EMPECHEMENTS DE MARIAGE. -- Les empschements dirimants, qui frappaient le mariage de nullité, étaient : 1° l'erreur on la surprise quant à la personne; 2º la surprise quant à l'état ou condition des personnes; 3° les vœux solennels de chasteté; 4° la parenté en certains degrés; 5° le crime, c'est-à-dire l'homicide et l'adultère en certains cas; 6° la différence de religion; 7° la violence; 8º l'engagement dans les ordres sacrés; 9° un premier mariage subsistant, etc. Les empschements prohibitifs n'annulaient pas le mariage, mais rendaient criminels ceux qui le contractaient. C'était : 1° la défense faite par un supérieur légitime de procéder à la célébration du mariage; 2º le temps pendant lequel les mariages étaient interdits; 3º l'engagement contracté par fiançailles avec une autre personne; 4° le vœu simple de chasteté ou de religion. Pour les empêchements maintenus par les lois modernes. Voy. Mariage.

BMPEREUR. — Depuis la ruine de l'empire romain, la France n'a été gouvernée par des empereurs qu'à l'époque des Carlovingiens et de Napoléon. Charlemagne fut couronné empereur d'Occident en 800. Parmi ses successeurs, Louis le Débonnaire, Charles le Chauve, et Charles le Gros furent à la fois rois de Prance et empereurs d'Occident. L'empire fut établi, en faveur de Napoléon, par un sénaus-consulte du 18 mai 1804 (18 floréal an xIII). Napoléon était en outre roi d'Italie, médiateur de la Suisse, protecteur de la confédération du Rhin, etc. Il abdiqua le 11 avril 1814, et se retira dans l'île d'Elbe. Il reparut le 1 mars 1815 et, rentra à Paris le 20 mars. La constitution impériale fut alors modifiée par l'acte additionnel (voy. ACTE ADDITIONNEL). L'as-semblée du Champ de Mai avait pour but de rendre à l'empereur l'appui de l'opinion publique; mais, après la bataille de Waterloo, l'empire fut aboli, et Napoléon relegué à Sainte-Hélène. L'empire a été rétabli en 1853, et Napoléon III proclamé empereur des Français.

EMPHYTÉOSE. — On appelle emphytéose un bail à long terme, depuis dix ans jusqu'à quatre-vingt-dix-neuf. Voy. Ball.

EMPHYTEOTE. — Ce mot désigne une personne qui a contracté le bail à long terme appelé emphytéose.

EMPIRE. - Voy. EMPEREUR.

EMPIRE LATIN. — L'empire latin sut sondé par les Français, en 1204, lorsqu'ils a'emparèrent de Constantinople, à l'époque de la quatrième croisade. L'empire latin dura jusqu'en 1261.

EMPIRE DE GALILÉE. — On appelait haut et souverain empire de Galilée, une juridiction qui remontait au xive siècle et qui prononçait sur les contestations entre les clercs des procureurs de la chambre des comptes. L'empire de Galilée était pour eux ce qu'était la Bazoche pour les clercs du Palais. Voy. Bazoche.

EMPIRIQUE. — Ce mot, qui désignait primitivement les hommes expérimentés, ne se prend plus maintenant que comme synonyme de charlatan, et s'applique surtout à ceux qui vendent des remèdes sur les places publiques.

EMPOISONNEMENTS. — On trouve à plusieurs époques de notre histoire comme une épidémie d'empoisonnements. Au xvi° siècle, l'usage en fut importé en France par les Italiens de la cour de Catherine de Médicis. De Thou mentionne en 1575 de nombreux empoisonnements. Enfin, sous Louis XIV, il fallut créer, en 1680, un tribunal spécial pour punir les empoisonnements. Beaucoup d'hommes et de femmes d'une naissance illustre furent compromis dans ce procès.

EMPRISE. — Vieux mot qui signifiait la même chose qu'entreprise; il s'appliquait surtout aux aventures que les chevaliers allaient chercher au loin. On appelait aussi emprise le signe distintif qu'ils portaient jusqu'à ce qu'ils eussent accompli leur entreprise; c'était souvent un anneau de fer, une écharpe ou un morceau d'étoffe d'une couleur particulière. Voy. Chevaleris.

EMPRISONNEMENT. — L'emprisonnement n'est plus arbitraire depuis la révolution de 1789; tout Français arrêté doit être traduit devant les tribunaux pour être condamné, s'il y a lieu, ou mis en liberté.

EMPRUNT. — L'emprunt est aujourd'hui une ressource financière régulièrement organisée. La France, comme les principaux États de l'Europe, a une dette consolidée, et dont les intérêts sont régulièrement servis. On trouvera l'origine et l'historique du crédit public au mot Finances. — Au moyen âge, les emprunts n'avaient lieu que sur gage. Voy. GAGE et HYPOTHÈQUE.

ENCAN. — Vente à l'enchère. Voy.

EN CAS.— On appelait en cas une table qui était toujours servie dans les palais des rois et dans les anciens châteaux. Cet usage rappelait l'hospitalité et l'appétit énergique des Francs. On ne pouvait, sans impolitesse, entrer dans la demeure d'un roi franc sans s'asseoir à une table qui était toujours chargée de mets et de boissons. Plusieurs passages de Grégoire de Tours attestent que cet usage était en vigueur au vie siècle.

ENCAUSTIQUE. — La peinture à l'encaustique était un procèdé employé par les anciens; ils se servaient pour ce genre de peinture de la cire, des couleurs et du feu. Ces indications fournies par Pline, n'ont pas suffi pour retrouver entièrement le procédé des anciens. En 1749, le comte de Caylus et le peintre Bachelier firent les premiers essais pour peindre à l'encaustique; mais ils n'y réussirent qu'imparsaitement. Le comte de Caylus soumit sur cette question un mémoire à l'Académie des inscriptions et belles-lettres, en 1755, et presenta une tête de Minerve, peinte par Vien, d'après le procédé qu'il avait imaginé; mais cette peinture à l'encaustique différait de celle des anciens. Les tentatives faites ultérieurement n'ont pas mieux réussi.

ENCEINTE. — L'enceinte d'une place est le contour des fortifications qui l'enveloppent. Voy. FORTIFICATIONS.

ENCENS, ENCENSEMENT. — Il était d'usage d'offrir l'encens aux rois et seigneurs à la porte des églises, lorsqu'ils y faisaient une entrée solennelle. — Le droit d'encensement, ou d'être encensé à l'église, était un de ceux que les seigneurs de l'ancien régime réclamaient avec le plus de vivacité. Le nombre de coups d'encensoir était proportionné à la qualité des personnes. Ce fut l'occasion de beaucoup de procès.

ENCHANTEMENTS. — Prétendue puissance magique qui a joué un grand rôle dans les usages de tous les peuples, et dans l'histoire de France. Voy. Sciences occultes.

ENCHÈRE. — Mise à prix d'un objet qu'on vend à la criée. Voy. VENTE. — On appelle folle enchère une mise à prix que l'enchérisseur ne peut payer.

ENGIS. — On nommait encis, au moyen age, le meurtre de l'enfant dont une semme était enceinte, ou le meurtre de la mère causé par les coups qu'on lui avait portés (Établissements de saint Louis, livre I, chap. xxv).

ENCLAVES. — Terres enfermées dans un pays dont elles ne dépendent pas. On appelait autrefois la ville d'Avignon, le comtat Venaissin et les principautés d'Orange et de Dombes enclaves de la France, parce que ces contrées étaient des souverainetés particulières comprises dans le royaume de France. L'enclave d'Artois était un pays qui avait fait autrefois partie de l'Artois, et en avait été détaché par les traités de Madrid (1526), de Crespy (1544) et de Cateau-Cambrésis (1559), pour être réuni à la France.

ENCORBELLEMENT.— Ornement d'architecture en saillie, soutenu par des pierres posées l'une sur l'autre que l'on appelle corbeaux. On trouve souvent les tourelles en encorbellement dans les maisons des xye et xyie siècles.

ENCRE. — Les copistes du moyen âge, qui nous ont laissé de si nombreux et de si curieux manuscrits, se servaient de plusieurs espèces d'encre. Ordinairement les premières lettres des manuscrits, et quelquefois toutes les majuscules, sont en encre rouge ou bleue. Il y a même des manuscrits dont les lettres sont tracees en or et en argent. La bibliothèque nationale possède un manuscrit de Charles le Chauve qui est écrit entièrement en lettres d'or. Les chartes sont généralement écrites en encre noire. On cite comme une singularité une charte de Philippe let en lettres vertes. Dans l'empire d'Orient, les empereurs signaient en encre rouge; l'empereur Léon l'Isaurien avait même déclaré, en 470, qu'un décret impérial ne serait pas regardé comme authentique, s'il n'était signé aves le cinabre En France, Charles le Chauve ent le seul prince qui ait adopté cet mage. On a remarqué que l'enore dent se sent servis les copistes du xur siècle a un éclat particulier. Il paraît du reste que le commerce de l'encre était peu répandu; car le livre de la taitle de Paris en 1292 ne mentionne qu'un mazehand ou pluiét une murchande d'encre.

ENCRE SYMPATHIQUE. — Liqueur qui forme ane écriture invisible qu'on peut faire reparaître en la soumettant à l'action du fea. L'encre sympathique était déjà en usage au xvr siècle.

ENCYCLIQUE. — Lettre pontificale adressée à tonte la chretienté. Le mot circulaire tiré du latin répond au mot encyclique dérivé du grec.

ENCYCLOPEDIE, — Ensemble des connaissances humaines. On désigne généralement sous le nom d'Encyclopédie la
vaste collection commencée en 1751, sous
la direction de Diderot et de d'Alembert,
pour résumer toutes les sciences. Le discours préliminaire de l'Encyclopédie a
été écrit par d'Alembert et expose avec
netteté le plan de l'ouvrage. On retrouve
dans l'Encyclopédie l'esprit novateur et
antireligieux du xviii siècle. De nos
jours on a publié plusieurs encyclopédies
ou dictionnaires encyclopédiques.

ENDENCHÉ ou ENDENTÉ. — Terme de blason qui se dit des pièces des armoiries, comme face et pai, alternées de divers émaux.

ENDENTURE. — Contrats que l'on écrivait en double aur une même seuille de parchemin. On séparait ensuite cette seuille par une découpure en sorme de dents, asin qu'on ne put la salsisser. Il fallait que le double se rapportat à l'original pour avoir un caractère authentique. On appelait ces contrats carte incentate, carte partite.

ENERGUMENE. — Synonyme de passédé. Voy. Possédé.

ÉNERVÉS. — On voit dans les raines de l'abbaye de Jumiéges (Seine-Inférieure) les tombeaux de deux Mérovingiens qu'on appetle les énervés. La tradition rapporte qu'on leur avait fait couper les neris et qu'on les avait ensuite enfermés dans l'abbaye où ils moururent.

ENFANTS BLEUS. — Enfants élevés dens un hôpital fondé en 1326, près de l'hôtel de ville; ils tiraient leur nom de leur vétement. Voy. Hôrtraux.

ENFANTS (Bons-). — Il y avait en France un grand nombre de colléges ou de séminaires de ce nom. A Paris le collège des Bons-Enfants sut sondé, en 1250, par l'évêque Gauthier de Château-Thierry. Il était situé dans la paroisse de Saint-Nicolas du Chardonnet, ainsi que le prouve une charte qu'en 1257 Regnaud, évêque de Paris, accorda aux boursiers qui l'occupaient, et par laquelle il leur permettait d'aveir une chapelle intérieure, sans préjudice des droits du caré de Saint-Nicolas du Chardonnet. Saint Louis legua, par son testament, seizante livres au collège des Bous-Enfants. Dans la suite, ce collège tomba en décadence, et il était presque abandonné, lorsque, par acte du 17 avril 1625, Jean-François de Gondi , archevêque de Paris , le donna à Vincent de Paul. Ce saint prêtre s'y reura vers la fin de cette année et y commença l'organisation de la congrégation de la mission. Lorsque saint Vincent de Paul fut obligé d'aller s'établir à Saint-Lazare, il fonda, au collège des Bons-Ensants, un séminaire qui sut dirigé par des prêtres de la congrégation de la mission. On le désigna depuis cette époque sous le nom de seminaire des Bons-Enfants.

ENFANTS-DIEU ou ENFANTS ROUGES.

— Enfants habillés de rouge et élevés dans un hôpital fondé par François 1er en 1537.

Voy. Hôpitaux.

ENFANTS PERBUS. -- On domait autrefois ce nom à des soldats qui marchaient à l'avant-garde pour forcer un poste, donner un assaut, ou engager le combat. On tirait les enfants perdus de diverses compagnies. Il en est souvent question dans les armées du xvissiècle et du commencement du xvii. Lorsque le combat était engagé, les enfants perdus rejoignaient les compagnies d'où ils avaient été tirés. C'est ce que prouve le passage suivant de Brantôme. Capitaines etrangers): « Nous avons bien eu et nous avons encore aujourd'hui nos enfants perdus: mais ils ne servent qu'à attaquer et à faire quelques escarmouches légères avant les hatailles, et, lorsqu'elles se sont accostées et mélées, ils se retirent. ainai que fit M. de Montluc; après qu'il out très-lien fait son devoir avec ses exfants perdus à la bataille de Cérisolles. il se retira à son bataillon et y prit la pique et combattit avec le gros. Cela s'est vu auski trèn-bisa en nos guerres et batailles, tant étrangères que civiles. »---On appela aussi enfante perdus les rebelles

qui prirent part à la sédition de Bordeaux en 1675.

ENFANTS SANS SOUCI. — C'était une confrérie fort célèbre au moyen age, et même au commoncement du xvi siècle. Les enfants sans souci furent établis sons Charles VI comme les confreres de la Passion. Ils étaient en grande vogue sous Louis XII, et Clément Marot fit partie de leur confrérie jusqu'en 1515, d'après l'Histoire du Théâtre-Français des frères Parfait. La confrérie des enfants sans souci avait pour chef le prince des sots, et représentait des sotties et des moralités.

ENFANTS TROUVES. - Dans l'antiquité, plusieurs peuples donnaient au père droit de vie et de mort sur ses enfants, et chez aucune nation on ne recueillait les ensants delsisses par leurs parenta. Le christianisme a ouvert en leur faveur les premiers asiles. On plaçait ordinairement à la porte des églises des coquilles de marbre où l'on déposait les enfants abandonnés. L'enfant ainsi recueilli à la porte du temple était élevé par les soins de l'archidiacre aux frais de l'église, à moins qu'il ne se trouvat quelque fidèle qui voulût s'en charger. Dès le VIII siècle, un évêque d'Angera fonda un hospice pour les enfants délaissés. Au xº siècle, il se forma en Bourgogne une congrégation religieuse pour les recueillir et les élever. En 1070, l'ordre du Saint-Esprit s'établit à Montpellier dans le même but et fonda un hospice en 1180. Marseille et Paris imitèrent cet exemple. A Paris surtout, plusieurs établissements s'organisèrent sous les noms d'hôpitaux des Enfants-Bleus, des Enfants-Rouges, d'après le vêtement que portaient les enfants qu'on y recueillait (voy. Hôpiraux). Cependant jusqu'au xviie siècle, maigré les arrêts multipliés des parlements, le sort des enfants troures était déplorable. Beaucoup restaient abandonnés sur la voie publique et y périssaient misérablement. En 1636, une veuve charitable fonda une maison de couche; mais après sa mort les enfants qu'on y portait étaient souvent vendus à des vagabonds. Enfin, en 1638, saint Vincent de Paul forma une association qui, grace à son zèle, prit de vastes développements. Elle se propagea dans les provinces; et les Hètels Dieu, dotés par la charité privée et publique, reçurent un grand nombre d'enfants abandonnés.

La révolution mit au nombre des charges publiques les dépenses des enfants trouvés. Une loi de la Convention des 28 juin - 8 juillet 1793 organisa les secours pour les indigents, les vieillards et les enfants abandonnés. Une autre loi du 17 décembre 1796 (21 frimaire an v) ordonna que les anfants trouvés fussent reçus et élevés gratuitement dans tous les hospices civils de la république. Peu de temps après parut un règlement qui prescrivait de faire élever ces enfants dans les campagnes par des nourrices placées sous la surveillance de l'autorité qui leur payait une indemnité. On devait ensuite placer les enfants chez des manufacturiers ou des cultivateurs pour leur saire apprendre un état. Plusieurs lois perfectionnèrent cette organisation. Un décret du 19 janvier 1811 établit dans chaque hospice un tour destiné à recevoir les enfants trouvés, et ordonna de lenir un registre qui devait constater l'époque prévise où ils auraient été déposés et les circonstances qui pourraient un jour les faire reconnaître. Enfiu un règlement du 6 février 1828 est suiré dans les détails les plus minutieux pour l'admission des enfants dans les hospices, leur placement chez des nourrices. la mise en apprentissage, le payement des dépenses, la tutelle, la reconnaissance et la réclamation des enfants trouves. Depuis cette époque on a a cesas de s'occuper d'une question qui intéresse à un si haut degré la charité et la moralité publiques. A la fin de 1247, le ministre de l'intérieur réunit une commission pour discuter les importants problèmes qui s'y rattachent et qui ne sont pas encore entièrement résolus.

ENFANTS DE CHOEUR. — Dans certaines contrées les enfants de cheur jouissaient de priviléges garantis par les ordonnances des rois de France. Ainsi, à Romans, les petits clercs de l'église pauvaient prendre tous les fruits qui se vendaient dans la ville et le territoire avant le dernier coup de tierce et confisquer les éperons et armes que l'on portait dans les églises. C'était une espèce de police qu'ils exerçaient à lour profit. Il y avait aussi des fêtes célébrées dans les églises par les enfants de cheure, et entre autres, la fête des innocents. Vey. Perus, § 1.

ENFANTS DE FRANCE. — On nommait enfants de France les enfants et petite-enfants des rois, de l'un et l'autre sexe. Les frères et sœurs des rois portaient aussi ce titre. Mais les petit senfants de ces derniers princes n'avaient que le titre de princes de sang reyal.

ENFANTS D'HONNEUR. — Jounes gentilshommes élevés avec les princes, auxquels ils servaient de pages. Vivonne, qui fut dans la suite général des galères et maréchal de France, avait été enfant d'honneur de Louis XIV.

ENFANTS DE LANGUE. — Jeunes Francais qui apprenaient dans les échelles du Levant les langues turque, arabe et grecque, pour devenir drogmans ou interprètes. C'étaient les capucins français du Levant qui étaient chargés de les instruire. La correspondance administrative sous le rèyne de Louis XIV (t. III, p. 495-496, dans les Documents inédits de l'Aistoire de France) prouve que ce sut Louis XIV qui établit les enfants de langue (1670). On envoyait de trois ans en trois ans six jeunes garçons aux couvents des capucins de Constantinople et de Smyrne.

ENFARINÉ. — Ce mot désignait en général les bouffons et les farceurs de bas étage; il venait de l'usage où étaient les baladins de s'enfariner le visage pour faire rire le peuple.

ENGAGE. — Soldat qui a contracté un engagement volontaire. Voy. RECRUTE-

ENGAGEMENT. — Enrôlement volontaire. Voy. RECRUTEMENT.

ENGAGEMENT DU DOMAINE. — Aliénation du domaine pour un certain temps (voy. Domaine). — On appelait aussi engagement, une seigneurie aliénée pour un temps déterminé.

ENGAGISTE. — Celui qui tenait par engagement quelques droits ou domaines du roi, ou des seigneurs particuliers. Voy. Domaine.

ENGIN. — On appelait engin, au moyen age, toute machine de guerre, et engignour, celui qui les dirigeait, comme dans ces vers de Philippe Mouske:

.... Li ben maître Amauri Le sire des Engignours.

Le sire des engignours a été dans la suite le grand maître de l'artillerie.

ENGOULE. — Terme de blason qui se dit d'une pièce ou d'une figure dévorée par un animal. Les armes de Milan étaient un enfant engoulé que la givre ou guivre (serpent) tenait dans sa gueule.

ENGRÉLÉ. — Terme de blason; il s'emploie lorsque les pièces honorables de l'écu sont bordées de petites pointes minces et délicates.

ENLÈVEMENT. — L'ancien droit français punissait de mort l'enlèvement ou rapt, même lorsqu'il y avait consentement de la personne enlevée.

ENLUMINURE. — Ce mot est souvent pris en mauvaise part pour indiquer une mauvaise peinture. On l'applique quelquefois aux miniateurs qui ornent les manuscrits du moyen âge.

ENNUICT. — Dans l'ancienne langue française, et dans plusieurs patois provinciaux, on dit ennuict ou annuict pour aujourd'hui. Cet usage venait probablement de ce que les Gaulois et les Francs comptaient par nuit.

ENQUETE. — Preuve testimoniale des faits avancés dans un procès par une des parties. L'enquête avait lieu verbalement quand les témoins étaient interrogés à l'audience, ou par écrit quand le procès se jugeait sur pièces. L'enquête de sang était l'enquête en matière criminelle. En général, le mot enquête signifie recherche pour arriver à la connaissance des faits: ainsi, une enquête administrative a lieu pour constater si un établissement peut être fondé sans inconvénient. Les enquêtes ministérielles s'appliquent à toutes les branches d'administration pour constater l'utilité d'une réforme. Les chambres des députés ont ordonné plusieurs fois dans le même but des enquetes parlementaires.

ENQUÈTES (Chambre des). — Il y avait dans les parlements une ou plusieurs chambres des *enquêtes*. Voy. PARLEMENT.

ENQUÊTES PAR TURBES.— Lorsqu'une coutume présentait un point obscur et qui ne pouvait s'expliquer que dans le pays où elle était en vigueur, des commissaires s'y transportaient et interrogeaient les habitants par turbes, c'est à dire par troupes de dix; chaque turbe ne comptait que pour une voix. La plupart des coutumes furent rédigées à la suite d'enquêtes par turbes. Louis XIV abolit ces enquêtes par le titre xIII de l'ordonnance de 1667.

ENQUETEURS ROYAUX. — Les enquéteurs royaux, que mentionnent les historiens de saint Louis, étaient des inspecteurs envoyes par ce prince pour surveiller la conduite des officiers royaux. Ils rappelaient les missi dominici et avaient le même caractère. Mais l'institution des enquéleurs royaux n'eut jamais la même fixité et la même régularité que celle des missi dominici. Il n'en est plus question après le règne de saint Louis. — D'autres officiers royaux portaient encore le nom d'enquéteurs: tels étaient les fonctionnaires chargés de la surveillance des forêts. Du Tillet appelle le grand maître des eaux et forets grand mattre Enque-TEUR et général réformateur des eaux et foréts. Les commissaires du Châtelet prenaient aussi le titre de commissaires examinateurs et enquêteurs.

ENREGISTREMENT. — Avant le règne de saint Louis, il n'est pas question de registres sur lesquels on inscrivît les ordonnances des rois ou les arrêts des tribunaux. On les écrivait sur des parchemins que l'on roulait. Lorsqu'on voulait donner à un acte un caractère d'authenticité, on ne disait pas qu'il avait été enregistré, mais qu'il avait été déposé entre les actes publics (depositus inter acta publica). Étienne Boileau, prévôt de Paris sous saint Louis, fut le premier qui fit écrire en cahiers les actes de sa juridiction; d'autres suivirent cet exemple. Le parlement de Paris, peu de temps après son organisation, au commencement du xive siècle (voy. PARLEMENT), fit dresser un registre des ordonnances royales qui devaient servir de règle à ses jugements. On lisait l'ordonnance en présence de la cour, et ensuite on l'inscrivait sur les registres. Dès l'année 1336, on trouve au bas d'une ordonnance de Philippe de Valois: Lu par la chambre et enregistré par la cour de parlement, dans le livre des or-donnances royales. Lecta per cameram, registrata per curiam parliamenti in libro ordinationum regiarum).

L'enregistrement était, dans l'origine, une simple sormalité qui constatait que le parlement avait pris connaissance de l'ordonnance du roi, et l'avait consignée sur ses registres pour y conformer ses arrêts. Mais, au milieu de l'anarchie des premières années du xve siècle, le parlement devenu permanent, prétendit qu'il avait le droit de refuser l'enregistrement d'une ordonnance royale, et de la frapper ainsi de nullité en n'en tenant aucun compte dans ses arrêts. En 1462, le parlement de Paris refusa d'enregistrer un don fait par Louis XI, au comte de Tancarville; il fallut un ordre exprès du roi pour l'y contraindre. Dans la suite, toutes les sois que la royauté rencontra dans le parlement quelque résistance à ses volontés, elle en triompha par une ordonnance spéciale, et alors, en mentionnantl'enregistrement, on ajoutait cette formule: Du très-exprès commandement du roi. Les rois tinrent, pour le même motif, des lits de justice où ils faisaient enregistrer leurs ordonnances en leur présence (voy. Lit de Jus-TICE).

Le droit de remontrances était étroitement lié à celui d'enregistrement. Les parlements, avant de céder à l'ordre d'enregistrement, exposaient au roi les considérations qui les engageaient à s'opposer à l'ordonnance. Quoique cet usage ne puisse pas plus se justifier historiquement que le droit d'auregistrement, ils eurent l'un et l'autre des conséquences avanta-

geuses pour la France. Ils arrêtèrent souvent la royauté dans ses prétentions au despotisme, et opposèrent une barrière salutaire aux dépenses excessives qu'encourageaient les favoris. Mais les parle ments abusèrent trop souvent de leurs priviléges et entravèrent les réformes les plus utiles. Ils résistèrent à l'enregistrement de l'édit de Moulins (1566) et de l'édit de Nantes (1598), et provoquèrent par une violente opposition les troubles de la Fronde; aussi Louis XIV leur enleva-t-il le droit de faire des remontrances, avant d'enregistrer les lois, par sa déclaration du 24 février 1673. Condamné au silence. jusqu'à la fin du règne de Louis XIV, le parlement s'en vengea en cassant le testament du grand roi; il reprit alors tous ses privilèges, et s'en servit pendant le xviii siècle pour agiter la France, et faire naître dans les esprits un besoin de liberté qu'il ne pouvait ni ne voulait satisfaire. On vit à cette époque se multiplier entre le parlement et la royauté des luttes qui contribuèrent à préparer la révolution française (voy. PARLEMENT).

Les édits s'enregistraient dans différentes cours, selon leur nature. Les édits relatifs aux impôts ordinaires et au domaine, devaient être corregistrés par le parlement et la chambre des comptes; les édits concernant les dépenses extraordinaires s'enregistraient à la chambre des comptes et à la cour des aides

ENREGISTREMENT (Droit d'). — On appelle, dans les institutions modernes. enregistrement, un impôt que l'on paye pour tous les actes soumis à l'inscription sur des registres publics. Il date du règne de François ler qui, en 1539, prescrivit l'enregistrement pour les ventes et successions immobilières. Dans la suite, la fiscalité étendit le droit d'enregistremont aux acres notariés, aux acres des huissiers, etc. l.a révolution a réuni tous les droits particuliers d'enregistrement en un seul impôt, qui forme encore aujourd'hui une des principales branches du revenu public. Les lois du 27 mai 1799 (22 frimaire an vii), du 14 août 1793, et surtout du 12 décémbre 1798, organisèrent l'administration de l'enregistrement. Jusqu'en l'an ix (1801) elle fut confiée à douze régisseurs. En 1801, un directeur genéral remplaça les régisseurs, et c'est encore aujourd'hui un directeur général qui, sous les ordres du ministre des finances, est prepose à la direction de l'enregistrement. Il a au-des-ous de lui un grand nombre de sonctionnaires, receveurs, vérificateurs, inspecteurs, directeurs, qui relèvent du ministère des

finances. Il y a des receveurs dans les chefs-lieux de département, d'arrondiscement et de canton. Les vérificateurs et jaspecteurs sont chargés de contrôler et de surveiller les comptes des receveurs. Enfin, au chef-lieu du département, réside le directeur qui embrasse toute l'administration du département, et correspond avec l'autorité centrale Les actes de transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles ou immaubles, les obligations, liquidations, libérations, baux, marchés, contrats de vente, actes judiciaires, sont soumis au droit d'enregistrement.

SEROLEMENT. — Co mot s'appliquait surtout aux engagements volontaires qui, dans l'ancienne organisation militaire de la France, étaient le principal mode de recrutement de.l'armée. Voy. RECRUTEMENT.

ENSAISINEMENT — Ce terme de l'anciendroit français indiquait la mise en possession de l'acquéreur d'un domaine tenu en roture. Le seigneur de qui relevait ce domaine donnait l'ensaisinement ou investiture sur l'exhibition du contrat d'acquisition. L'acte d'ensaisinement se mettait à la marge du contrat. Primitivement, il fallait que le vendeur se su dessaisientre les mains du seigneur (ce qu'un appelait devest), avant que le suzerain accordât à l'acquéreur l'ensaisinement, qu'on appelait vest. Il y avait ensaisinement pour des contrats de rente, aussi bien que pour des contrats d'acquisition.

ENSEIGNE. — On appelait enseigne, dans l'ancienne organisation militaire, l'officier d'infanterie qui portait le drapeau ou enseigne. Dans la cavalerie, l'officier qui portait l'étendard, se nommait cornette.

ENSEIGNE. — Officier de marine qui vient immédiatement après le lieutenant de vaisseau; il tire son nom de ce que, dans l'origine, il était chargé de protéger, en cas de combat, l'enseigne ou pavillon de poupe. Ce pavillon, placé à l'arrière du vaisseau, marque à quelle nation le navire appartient.

ENSEIGNEMENT MUTUEL. — Méthode d'enseignement où une partie des leçons est donnée par les élèves les plus instruits qu'on nomme moniteurs. L'enseignement mutuel, qu'on appelle aussi méthode lancastrienne, du nom de l'Anglais Lancaster qui l'avait popularisée dans son pays, a eu une grande réputation en France sous la restauration. Il y eut alors près de deux mille écoles d'enseignement mutuel. Mais la vogue de cette méthode

ne s'est pas soutenue, et l'enseignement mutuel n'est conservé aujourd'hui que dans un petit nombre d'établissements.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE, SUPERIEUR. — Voy. Instruction Publicus.

ENSEIGNES. — Brapeaux d'infuntorie et de cavalerie. Voy. Armes du France et Bannière. — Il existe un traité spécial des anciennes enseignes de France par Galland.

ENSEIGNES. — L'usage de mettre des enseignes aux maisons remonts à une époque très-reculée; beaucoup de rues en ont tiré leur nom. La rue de la Harpe, à Paris, a été ainsi appelée, parce qu'une maison de cette rue avait une harpe pour enseigne; la rue de la Truis qui file, et beaucoup d'autres, viennent des enseignes plus ou moins bizarres suspendues aux portes des maisons. Les enseignes étaient le seul moyen de distinguer les maisons avant qu'en eût adopté des numéros; ca qui n'eut lieu qu'à la fin du xviiie siècle.

ENSORCELLEMENT. — Maléfice jeté sur une personne ou un objet. Vey. Suranszitions.

ENTERINEMENT. — L'entérinement, disent les glossaires de droit, est une vérification à laquelle sont soumis certains actes devant l'autorité judiciaire, afin de les rendre, par cette formalité, entiers, et d'en assurer la pleine exécution. On entérins encore aujourd'hui, dans les cours d'appel, les lettres de grace ou de commutation de peine Les parlements entérinaient autresois presque tous les actes émanant de la chancellerie.

ENTERREMENT. -- Voy. FUNERAILLES.

ENTERRER VIF.— Le supplice d'enterrer vif a été quelquefois usité en France. On en trouve encore des exemples au xv° siècle. Voy. Supplices.

ENTR'ACTE. — On appelait primitivement enir'acte, un ballet ou un morceau de musique qu'on executait entre deux actes, pour donner aux comédiens le temps de changer de costume. Dans la suite, on a appelé entr'acte, l'intervalle pendant lequel est suspendue la représentation pour le changement de décors.

ENTRAGE. — Terme des anciennes coutumes pour désigner l'entrée en jouissance.

ENTRE-COURS. — Broît qu'avaient les sers au moyen age d'alter s'établir dans une seigneurie voisine. L'entre-cours

était l'opposé du droit de swife ou de poursuite, en vertu daquel le seigneur poursuivait ses serfs sur les terres des autres seigneure (voy. Szars). — On appelait aussi entre-cours, le droit qu'avaient les bourgeois d'aller s'établir d'une ville dans une autre.

ENTREE. — Droit que payent certaines denrées, et principalement les boissons, en entrant dans les villes. Voy. IMPOT.

ENTREES. - Droit qu'avaient certaines personnes, en vertu de leur naissance ou de leurs fonctions, d'entrer dans les appartements royaux. Il y avait les grandes et les petites entrées. Voy. Etiquette, 5 III.

ENTRÉES DES ROIS. — Les entrées des rois et des reines, des princes et ambassadeurs, étaient autrefois l'occasion de cérémonies dont les historiens nous ont laissé une description minutieuse. Il était d'usage que les principaux habitants vinasent les receveir à la porte de ia ville. Ils leur offraient les clefs, du vin, des épices et d'autres présents. Le clergé se rendait aussi processionnelle-ment au-devent du souverais. Puis le roi se plaçait sous un dais et faisait son entrée solennelle au milieu des acclamations du peuple qui criait Noël! Nost! Les villes qui recevaient le roi lui payaient primitivement un droit de gite voy. Gitz). Lorsque les rois faisaient leur entrée dans une ville qu'ils venaient châtier, c'était par la brèche qu'ils y pénétraient, et les notables bourgeois, pieds nus, venaient se prosterner et crier merci

sur leur passage.

L'usage des entrées solennelles remonte à une époque fort aucienne. Saint Victrice, archevêque de Rouen au 17º siècle, écrivait : « Si quelque prince visitait notre ville, on verrait les maisons s'orner de guirlandes de fleurs, les femmes couvrir les toits, le peuple se précipiter aux portes, et les citoyens de tout age celébrer les louanges et les exploits du prince. » Les romans de chevalerie cités par Lacurno Sainto-Palayo (vo Entres) parlent aussi des réceptions pompeuses faites aux rois et aux princes. Le même écrivain a réuni avec soin les recits des historieus relatifs aux entrées des rois. Comme ils ont beaucoup de ressemblance, je me bornerai à citer le récit de l'entrée de Charles VII à Caen (1450); il est tiré de Monstrelet : « Au devant du roi , bors de la ville, vint le comte de Dunois, qui amena les bourgeois de istite ville en grande multitude, lesquels, après qu'ils ourent fait la révérence au roi, lui présentèrent les cless, et il les reçut très-

bénignement. Après ce vinrent les gene d'Eglise revêtus à processions, ainci qu'il est de coutume en tel cas de faire: puis il entra en ladite ville, et y avel quatre gentilehemmes portant un ciel (dais) sur lai, et étaient toutes les ruce par où il passait tendues et convertes à ciel grandement, èsquelles y avait grand foison de peuple criant Noël! et ainsi chevaucha ledit roi jusque devant la grande église Saint-Pierre, et descendit à la porte pour alter faire son oraison. »

ENTREMETS. - On appolait entremets. au moyen age, des spectacles qu'on don nait entre les mets ou services d'un festin. Le Grand d'Aussy, dans son Histoire de la vie privée des Français, donne des détails très-curieux sur cet usage. « Le premier de ces spectacles, dit-il, fit partie du banquet qu'en 1378 Charles V donna dans la grande salle du palais à l'empereur Charles IV son oncie. Il y eut an repas un sotremets qui représenta la conquête de Jérusalem par Godefroi de Bouillon. Le premier acte offrit un vaisseau, joliment peint, ayant châtel devant el derriere, el garni de ses mats, voiles et autres agrès, comme un naviré prêt à sortir du port. C'était le vaisseau commandant de la flotte des croisés. Les gens qui formaient l'équipage portaient sur leur cotte d'armes, sur leur écu et leur bannière, les armes de Jérusalem et celles de Godefroi. Douze d'entre eux représentaient les douze principaux capitaines de la croisade. Sur le devant on voyait l'ierre l'Hermite, en habit de reclus. Le vaisseau partit, au moyen de certaines machines que mirent en jeu des hommes cachés dans l'intérieur. Il fit un demi-cercle, et vint, du côté droit de la salle, au côté gauche. Là était la seconde décoration qui formait le second acts. Elle représentait la ville et le temple de Jérusalem, l'une avec ses murs garnis de tours et de créneaux, l'autre avec une tour fort haute, du sommet de laquelle un Sarrasin appelait, en langue arabe, le peuple à la prière. Les gens du navire mirent pied à terre et firent leur attaque. Ceux de la ville montèrent sur les murailles pour la défendre. Pendant quelque tempe ils y soutinrent le combat et renversèrent même plusieurs échelles chargées de chrétiens. Mais enfin ceux-ci triomphèrent et arborèrent sur les murs la bannière de Godefroi, et en précipitérent les Sarrasins.» Froissa: t décrit un pareil spectacle donné, en 1389, aux noces de Charles VI et d'Isabeau de Bavière.

Lorsque les ambassadeurs de Ladislas d'Autriche vinrent demander à Charles VII

The second secon ---

comte de Foix donna un festin magnifique accompagné de plusieurs entremets. 🚮 y en eut cinq : 1º Un château carré qui, dans chacun de ses angles, avait une tourelle, et, dans le milieu de son enceinte, une grosse tour à donjon avec quatre fenètres. Des enfants, places aux tourelles, y chanterent des vers composés pour la fête. Le donjon de la grosse tour portait la bannière, l'écusson et la devise du roi; à chacune des fenêtres, il y avait une jeune demoiselle, très-richement parée et d'une figure très-agréable. 2º Une machine en forme de tigre; au cou de l'animal pendaient les armes du > Une grande montagne, qu'apporterent de même vingt-quatre hommes, et de laquelle découlaient deux ruisseaux, l'un d'eau de rose, l'autre d'eau musquée. Quand elle fut en place, on en vit sortir des lapins et différents oiseaux vivants, puis quatre enfants sauvages et une jeune sauvagesse qui dansèrent ensemble une danse moresque. 4º Un écuyer monté sur un cheval automate. Il exécuta, sur cette machine, toutes les évolutions et mouvements qu'il eût pu faire avec un cheval véritable. Après cet exercice, il alla présenter au roi un petit jardin fait en cire, qu'il tenait en main, et, au moment qu'il le présenta, le jardin produisit tout à coup différentes fleurs. 5° Enfin un navire portait au cou les armes de la reine, et, Histoire de la vie privée des Français.

seur la personne chargée de la vente des. qui le séparait du dauphin. ENTREPOSEUR. — On nomme entrepotabacs déposés dans un entrepôt.

ENTREPOT. — Les entrepôts sont des magasins où l'on dépose provisoirement une denrée jusqu'à ce qu'elle ait reçu sa destination définitive. La loi distingue: l'entrepôt réel qui est fourni par une ville à l'administration des douanes, et l'entrepot sictif, magasin particulier où la douane a toujours accès. Le négociant qui depose des marchandises dans un entrepot fictif, s'engage à les représenter des qu'il en sera requis. Enfin, il y a des entrepots spéciaux à Strasbourg, Gravecamp, Cherbourg, Saint-Maio, Morlaix et Roscoff. Le gouvernement vient d'établir

sa fille en mariage pour leur maître, le à Paris des entrepôts nommés docks, dont l'institution est empruntée à l'Angleterre. Voy. WARRANT.

> Les entrepôts de tabacs sont les magasins qui recoivent les tabacs fabriqués dan : les manufactures nationales ; il y en a trois cent cinquante-sept qui fournissent aux débits dans un rayon qui correspond à peu près à celui des arrondissements de sous-présecture. La plupart des entrepôts de tabac sont réunis aux recettes principales ou particulières des contributions indirectes.

ENTREPRISE. — En termes de coutume, entreprise était la poursuite ou continuaroi. Il vomissait du feu par la bouche, et tion d'un ouvrage malgré la clameur de fut apporté par six hommes habillés à la haro. On appelait aussi entreprise un béarnaise. Ils dansèrent une danse de ouvrage fait par des compagnons d'un leur pays qu'on trouva fort plaisante. métier au détriment du maître, auquel seul appartenait le droit de l'exécuter.

> ENTRES()L (club ou société de). — Société litteraire formée vers 1720 parl'abhé Alary Elle tira son nom du lieu où se réunissaient les membres de cette société: c'était l'entresol de l'hôtel du président Hénault. Les principaux membres étaient l'abbé Alary, l'abbé de Saint-Pierre, le marquis d'Argenson, etc. Comme on y traitait de matières politiques, le cardinal de Fleury s'inquiéta des reunions de l'Entresol et les fit supprimer en 1731. Voy. pour les détails les Mémoires du marquis d'Argenson publiés par la Société d'hist. de France, t. I, p. 91 et suiv.

ENTREVUES.—Les entrevues des grands dans lequel était un paon vivant. L'oiseau et des rois avaient lieu, au moyen age, avec des précuutions que les mœurs dé tout autour du vaisseau, flottaient des ces temps rendaient indispensables. On banderoles aux armes des différentes élevait des barrières entre les deux esdames et princesses de la cour qui cortes, et ce n'était pas sans danger étaient du festin. Voy. Le Grand d'Aussy, qu'on les franchissait. Jean sans Peur fut assassiné sur le pont de Montereau (1419), dès qu'il eut franchi la barrière

> ENVOUTEMENT. — Espèce de maléfice usité en France aux xive, xve et xvie siècles. Il consistait à fabriquer une image de cire représentant la personne qu'on voulait envoiter: on la plaçait sur l'autel pendant la messe et ou la perçait au cœur avec une aiguille On se persuadait que le maléfice devait soire périr la personne que cette image représentait. Robert d'Artois fut accusé, en 1333, d'avoir voulu envouter Philippe de Valois et sa samille. Lancelot, dont on a, dans les mémoires de l'Académie des inscriptions et belleslettres (t. X, p. 626-650), une dissertation speciale sur Robert d'Artois, donne sur ce point les détails suivants : « Dans le courant d'octobre 1333, Robert avait appelé

à lui, à Namur, où il résidait alors, frère Henri Sagebran, moine de l'ordre de la Trinité, chapelain d'un seigneur qui était alors à son service; et, après lui avoir fait jurer qu'il garderait sous le sceau de la confession le secret qu'il allait lui confer, « il ouvrit, dit le témoin, un petit étui, et en tira une image de cire enveloppée en un couvre-chef crêpé, laquelle image était à la semblance d'une figure de jeane homme, et était bien de la longneur d'un pied et demi, ce semble, au déposant; et il la vit bien clairement par le couvre-chef, qui était moult delié, et avait, autour le chef, semblance de cheyeux, ainsi comme un jeune homme. » Le moine voulut y toucher. « N'y touchez, frère Henri, lui dit Robert; il est tout fait; icelui est tout baptisé; l'on me l'a envoyé de France tout fait et tout baptisé; il n'y faut (manque) rien à cetui (cette heure); et est fait contre Jean de France (fils ainé du roi), et en son nom pour le grever. Ce vous dis-je bien en confession; mais j'en voudrais avoir une autre que je voudrais qui fût baptisé. — Et pour qui est-ce? dit frère Henri. — C'est contre une diablesse, dit Robert; c'est contre la reine, non pas reine, mais diablesse; tant comme elle vit, elle ne fera rien de bien, mais ne fera que me grever; tant comme elle vit, je n'aurai pas de paix; mais, si elle était morte et son fils mort, j'aurais ma paix aussitôt avec le roi; car de lui ferais-je tout ce qu'il me plairait; je n'en doute mie. Si vous prie que vous me le baptisiez, car il est tout fait, il n'y faut que le baptème; j'ai tout prêts les parrains et les marraines, et tout ce dont il est besoin, fors le baptème. Il n'y a rien de plus à y faire qu'à baptiser un enfant, et dire les noms qui lui appartiennent.» — Frère Henri, qui déposa sur toutes ces circonstances le 31 janvier 1334, comme il était dans les prisons de l'évêque de Paris, affirma qu'il avait refusé son ministère pour de pareilles opérations, disant qu'elles ne convensient pas à si haut homme comme Robert était, et que Robert avait répondu : « J'aimerais mieux étrangler le diable que le diable m'étranglat. »

ENVOYES EXTRAORDINAIRES. — Ce titre, suivant Wicquefort, est d'une époque récente. Jusqu'en 1639, les envoyés extraordinaires étaient reçus avec la même pompe que les ambassadeurs; mais à partir de cette année la cour de France ne les traita plus que comme les résidents.

ENVOYES ROYAUX. — Commissaires envoyés par Charlemagne dans les di-

verses parties de l'empire pour s'assurer de l'exècution des lois; on les désigne ordinairement par le nom latin de missi dominici. Voy. MISSI DOMINICI.

EPACTE. - L'épacte est un terme du comput ecclésiastique (voy ce mot); il marque la différence de l'année lunaire avec l'année solaire. L'année solaire étant de trois cent soixante-cinq jours plus une fraction et l'année lunaire de trois cent cinquante-quatre jours, on ajoute pour égaler ces deux années onze jours à l'année lunaire ; ces onze jours s'appellent épactes. Le cycle des épactes est de trente ans, c'est-à-dire qu'après trente années révolues, l'épacte revient telle qu'elle était à la première de ces trente années, et que le cours de l'épacie recommence pour trente ans. Ce fut au vine siècle que s'établit l'usage de marquer l'épacts dans les actes publics.

ÉPAGNEULS. — Chiens d'Espagne qui servaient autrefois à la chasse au vol; ce qui les faisait nommer chiens d'oiseau.

ÉPARGNE. — On appelait autrefois épargne le trésor central du royaume; l'épargne sut établie en 1523 par François Ies. Voy. Finances, § 1es.

ÉPARGNE (Caisse d'). — Voy. CAISSES D'ÉPARGNE.

ÉPAULETTE. — Signe distinctif des grades militaires institué en 1759. Voy. HIÉRARCHIE MILITAIRE.

EPAULIÈRE. — Partie de l'armure d'un cavalier qui couvrait et protégeait l'épaule.

– Le mot épave a eu des signi-EPAVE. fications très-diverses. Il a désigné les animaux errants sans maîtres ni gardiens. puis les biens meubles et immeubles sans possesseur connu, enfin les personnes nées à une telle distance qu'on ne pouvait constater leur origine. Le système féodal livrait les épaves aux seigneurs hauts justiciers après un délai de quarante jours. On comprenait parmi les épaves les débris des naufrages jetés à la côte par une tempète. Les choses-gaives ou gayves avaient beaucoup d'analogie avec les épaves. « Ce sont choses, dit la coulume de Normandie, qui ne sont appropriées à aucun usage d'homme ni réclamées par personne. » Elles devaient être gardées pendant un an et un jour ; si elles étaient réclamées dans cet intervalle, elles étaient restituées à ceux qui fournissaient la preuve qu'elles leur appartenaient. Ce delai passé, elles devenaient la propriété du seigneur sur les domaines duquel efles avaient été trouvées.

ÉPÉE. — Les épéce des plus célèbres

héros du moyen age reçurent, des poètes, un nom particulier. L'épée de Charlemagne s'appelait Joyeuse; celle d'Arthur, Scalbor; celle de Bradimart, Flamberge; de Renaud, Balinarde; de Roland, Durandel: d'Olivier, Heute-Clère; d'Ogier, Courtin, etc.

L'épée à deux mains ou copadon, était une arme large et longue que l'on faissit tenrner avec une grande rapidité, de manière à s'en couvrir en même temps qu'en menaçait son adversaire. Les longues et lourdes epées surent longtemps en usage. On dit que Godefroy de Bouision sendait un become en deux d'un coup d'épée. Le P. Daniel, en citant ce fait et d'autres analogues, ajoute qu'ils ne paraissent ples invraisemblebles lorsque l'on a ve no épés construée à Menux, et regardée comme celle d'Ogier le Danois. Elle était, mivant le même auteur, longue de plus de trois pieds, large de trois pouces et pesait cinq livres. Dans la suite on se servit d'épécs courtes, à deux tranchants, qu'on appelait braquemarts. L'epée à lame ondoyante se nommait flamard.

L'épés était le symbole de la puissance souveraine. Le connétable la portait nue devant le roi aux jeurs solennels. Les rois de France, à la cérémonie du sacre, allaient prendre l'épée sur l'antel pour prouver qu'ils ne tenaient leur souveraineté que de Dieu. L'épée paraît sur les seenux équestres des rois, des ducs et des comtes comme signe de souveraineté. Oter l'épée à un prince, c'était le dégrader. Ainei, lorsque Louis le Débonnaire fut déposé, on lui enleva l'épés. Aux funérailles des rois, le grand écuyer, accompagné de quatre herauts d'armes, portait en écharpe l'opée du roi. Quelquefois on déposait dans les tombeaux des souversins leurs armes offensives et défensives, comme on le faisait primitivement pour les chefs gaulois. - Savaron a composé un traité spécial de l'épée française , Peris , 1620.

EPER (Homme d'). — Dans l'ancienne société française où les rangs étaient nettement marqués, et se caractérisaient par un costume particulier, on était dans l'usage de distinguer les classes par quelque signe extérieur. On disait un homme d'épée pour un soldat, un homme de robe pour un magistrat, etc. Par une déclaration de Henri III 24 mars 1583) les princes, seigneurs, chevaliers, gentilshemmes, capitaines et autres personnes de qualité avaient seuls le droit de porter des gardes et poignies d'épie, ceintures et éperons dores et argentés.

EPEE (Plaid de l'). - Ce mot désignait autrefois le droit de haute justice, parce

que l'épée était le symbole du droit de vie et de mort.

EPBRON. — Les éperons dorés étaient le aigne distinctif de la chevalerie. Lla formaient, par ce motif, une des redevances foodales et étaient portés en grand pompe dans certaines cérémonies. « El 816, dit le P. Daniel, une assemblée d seigneurs et d'évêques défendit oux évéques et aux ecclésiastiques de porter des éperons. » Une ordenmance de 1270 permettait au baron de couper les éparans sur un fumier à celui qui se serait fait recevoir chevalier sans être gentilhemme de parage, c'est-à-dire du côté paternol. A la basaille de Courtrai, perdue par les Français le 9 juin 1302, les Flamends trouvèrent quatre mille paires d'épenant dores; ils en suspendirent cinq cents d l'église de Courtrai en mémoire de la victoire. Lorsqu'un chevalier mountit, on déposait ordinairement ses éperons d son tombeau. Il n'était pas permis de garder les éperens à l'Église, en moins dans certaines contrées: les petits clanes de Romans avaient droit de s'empare des éperons des chevaliers qui les conservaient en entrant à l'église. (Sainte-Palaye, v° Éperons.)

EPERON (Ordre de l'). — Charles d'Anjou, frère de saint Louis, qui conquit, en
1266, le royaume de Naples, y institua,
à cette époque, l'ordre de l'éperon. Il
existe encore à Reme un ondre de l'éperon, établi en 1560 par le pape Pie IV. Les
chevaliers portent une croix tissue de
filets d'or. Lorsqu'on dégradait un chevalier de cet ordre, on lui brisait les éperons dorés sur les talons à coupe de
hache.

EPERONNIERS. — L'existence de cette corporation tient étroitement à la chevalerie et suffit pour prouver quelle importance cette institution avait au moyen age. Les éperonniers furent longtemps réanis aux seltiers-lormiers. Hs ne formèrent une corporation séparée qu'en 1578; ils requent de Henri III, à cette époque, des statuts que confirma Henri IV.

SPERVIER. — L'épervier était un des oiseaux de fauconnerie les plus estimés. On le portait sur le poing jusqu'au moment où on lui desnait le vol peur fondre sur sa proie. La loi salique le désigne sous le nom de spareus, et les peëtes des xue et xue siècles sous celui de mouchet ou émouchet, nom que l'on a conservé au mâle. Selon les Deduits de la chance par le roi Modus (cités par Le Grand d'Aussy, Vie privée des Français), ce vel était très-plaisant pour hommes et pour semmes. Une ordonnance de Charles le

Bel, de 1326, désendait à toute personne, noble ou roturière, de prendre un éper-vier, soit dans le rad, soit avec des filets, sur les terres du roi, sans se permission. L'épervier figure que que sois comme symbole dans les sceaux et indique que le scigneupavait droit de chasse. Cet oiscau. sur le poing d'une dame, était la marque d'une condition distinguée, parce que anciennement les dames de grande qualité ne paraissaient guère en public sans cet attribut. — On appelle encere épervier un filet qui est arrondi dans sa partie inférieure et qui se termine en côse.

271. — Ornement en plomb ou en fer qu'on mettait autrefois sur le faitage des -maisons. — On donne aussi le nom d'épi à des barrages qui partent du bord d'une rivière et font saillie dans son lit.

ÉPI (Ordre de l'). — Ordre de chevaleme institué, vers 1450, par le duc de Bretagne François I. L'insigne de cet ordre était un cellier d'argent composé d'épis et terminé par une hermine penante attachée au collier avec deux chaines, dur l'hermine étaient ces mots : A was vie, potius mori. (Dict. de Trévoux.)

ÉPICES. — § I. Usage fréquent des épices au moyen age. - On appelait autrefois épices, les dragées, confitures, fruits accs, pâtiszeries de dessert. L'usage en était très-commun. Nos pères, dit Le Grand d'Aussy (Vie privée des Français). accoutumés à une nourriture d'une digestion difficile, croyaient que leur estomac avait besoin d'être aidé dans ses fonctions par des stimulants qui lui donnassent du ton. D'après ces idées, non-seulement ils firent entrer besucoup d'aromates dans leur nourriture, mais ils imaginèrent même d'employer le sucre pour les confire ou pour les envelopper, et de les manger ainsi, soit au dessert comme digestifs, soit dans la journée comme corroborants. « Après les viandes, dit un ouvrage inti-tule les Triomphes de la noble dame, on sert chez les riches, pour faire la diges-tion, de l'anis, du fenouil, et de la corisudre confits au sucre. » Tout le monde en usait dans le cours de la journée. parce que tout le monde avait sur leur vertu et leurs effets les mêmes préjugés, Au reste, pour apprécier jusqu'où étaient portées sur ce point les préventions, il suffira de dire que les casuistes du temps agitèrent la question s'il est permis d'user d'épices, hors des repas, les jours de jeunes, et que la plupart se pronoucèrent pour l'affirmative. D'après l'estime qu'on faisait des épices, on ne s'étonners point qu'elles aient été regardées comme un

résent honorable. C'était un de ceux que les corps municipaux croyaient pour Fir aux personnes de la plus haute distinction dans les cérémonies publiques, aux gouverneurs des provinces, aux roi même, lorsqu'ils taisaient leur entrée dans les villes. Pierre de l'Étoile rapporte que, lorsque Henri IV fit son entrée dans Paris, en 1594, Messieurs de la ville lui présenterent de l'hypocras, de la dragée ou épices, et des flambeaux. Ce don était encore usité vers la fin du xvii siècle; cependant on commençait des lors à en substituer d'autres. « Je reçus force barangues de toutes les villes, et les présents de celle de Trévoux, dit Made-moiselle dans ses Mémoires; c'étaient des citrons doux au lieu de confitures. Cela est moins commun et plus agréable.» A la nouvelle année, aux mariages, aux fêtes de parents, on donnait des épices, et les boites de dragées et de confitures sèches, que les parrains distribuent encore aujourd'hui, rappellent cette ancienne coutume.

S II. Epices offertes aux juges. — Quand on avait gagné un procès, on allait, par reconnaissance, offrir des épices à ses juges. Ceux-ci, quoique les ordonnances eussent prescrit de rendre la justice gratuitement, crurent licite de les accepter. Saint Louis leur défendit de recevoir en épices plus de la valeur de dix sous par semaine. Philippe le Bel alla plus loin, et leur interdit d'en recevoir au delà de ce qu'ils pourraient consommer journellement dans leur maison. Au lieu de ces épices et dragées, les juges tronvèrent plus commode de recevoir de l'argent. Mais, pendant quelque temps, il fallut une permission particulière peur autoriser cette nouveauté. En 1369, un sire de Tournon obtint, en présentant requête, de donner vingt francs d'or à ses deux rapporteurs. Bientôt les juges con-sidérèrent les épices comme une rede-vance qui leur était due, et un arrêt de 1462 prononça dans ce seus. On obligea même les plaideurs à les remettre d'avance; et, depuis cette époque, on appela épices la somme que les juges des divers tribunaux recevaient des parties dont ils avaient examiné le procès. L'abus des épices, quoique souvent attaqué, s'est maintenu jusqu'à la révolution.

EPICES (Pondre d'). — Il est souvent question, dans les anciens romans de chevalerie cités par Lacurne Sainte-Palaye (vo Épices) de poudre d'épices dons se servaient les chevaliers errants. Ainsi, dans le roman de Perceforst, un chevalier, apercevant un troupeau de cherenits, se place sur un tertre pour les attendragu passage, en tue un, le dépose sur une pierre plate. en exprime le sagg en le chargeant de pierres, et, lorsque la chair est mortifiée, il la couvre de cette poudre d'épices que portaient toujours les chevaliers en quête d'aventures.

EPICIER DU ROI. — Parmi les officiers de la maison du roi, il y en avait un spécialement chargé de la confection des épices, et qui, pour ce motif, portait le titre d'épicier du roi.

ÉPICIERS. — Les épiciers formaient une des plus anciennes corporations de la France; elle comprenait dans l'origine les apothicaires. Voy. CORPORATION.

EPIDEMIE. — Mal contagieux qui affecte dans un même temps, et en un même lieu, un grand nombre de personnes. La France a été autrefois ravagée par de nombreuses epidémies, entre lesquelles on signale la peste noire de 1348, qui enleva, dit Froissart, la tierce partie du monde. De nos jours, le choléra qui a sévi en 1832 et en 1848, n'a pas été moins funeste que les épidémies du moyen âge.

ÉPIEU. — C'était, au moyen âge, une arme de guerre garnie d'un fer large et acéré. Dans la suite, on ne se servit de l'épieu que pour la chasse.

EPIGRAMME. — Genre de poésie satirique qui fut cultivé avec beaucoup de succès, dès le xvi siècle, par Ciément Marot. Pendant longtemps on employa le mot épigramme dans le même sens qu'épigraphe, pour indiquer une inscription mise sur une maison ou un ouvrage.

RPINETTE (Fête de l'). — La séte de l'Epinette se célébrait autresois à Lille avec une grande pompe. Le mardi gras de chaque année, on élisait un ros pour presider à cette solennité le premier dimanche de carême, le roi de l'Epinette se rendait avec un nombreux cortege à la place où devait se célébrer le tournoi. Les champions joutaient à la lance, et le vainqueur recevait un épervier d'or. Les quatre jours suivants, le roi de l'Épinette, les jouteurs, et surtout le chevalier victorieux, devaient se trouver au lieu du combat pour rompre des lances contre tous ceux qui se présenteraient. En 1416, Jean sans Peur, duc de Bourgogne, assista à cette fête; Louis XI et Philippe le Bon s'y trouvèrent aussi en 1464.

EPINGLES. — On prétend que les premières épingles furent fabriquées en Angleterre vers 1543, et qu'antérieurement on se servait de brochettes de bois. Cependant Eustache des Champs, poëte qui

vivait sous Charles VI, parle d'épingles dorées employées de son temps pour la toilette des dames. La ville de l'Aigle (Orne) est depuis longtemps renommée pour ses fabriques d'épingles. — Ce mot a été emplové, à une époque ancienne, pour indiquer le présent qu'on faisait aux filles ou aux femmes, lorsqu'elles avaient rendu quelques services ou lorsque l'on concluait un marché. L'abbé Lebœuf rapporte, dans son Histoire civile d'Auxerre, qu'en 1461 cette ville envoya à Jacqueline d'Ailly une grande quantité de vin pour ses épingles. On se sert encore maintenant du mot épingles pour désigner un présent.

ÉPINGLIERS. — Corporation des fabricants d'épingles. Voy. Corporation.

EPIPHANIE. — Ce mot, qui signifie en grec apparition, désigne la fète instituée à l'occasion de l'adoration des rois mages. Le pape Jules I^{er}, qui occupa le trône pontifical de 337 à 352, est le premier qui ait séparé la fête de l'Épiphanie de celle de la Nativité, et qui en ait fixé le jour. D'après les anciens rituels, cette fête se célébrait avec une grande pompe et un appareil scénique. On y voyait fes rois mages guidés par l'étoile se diriger vers Bethléem et offrir de riches présents à l'enfant Jésus.

ÉPISCOPAT. — Dignité des évêques. Voy. Evêques.

ÈPISCOPAT DES ENFANTS. — Il existait autresois dans les églises une sête où un des ensants de chœur remplissait les sonctions d'évêque (voy. Fêtes, S I »). Le concile de Salzbourg, en 1274, désendit de célébrer cette sête dans les églises, dans le cas où ceux qui devaient y prendre part auraient plus de seize ans.

ÉPITAPHE. — Inscription mise sur les tombeaux. Une des plus anciennes épitaphes citées dans notre histoire est l'épitaphe latine de Pépin le Bref, dont voici la traduction:

Ci-gtt Pépin, père de Charlemagne.

RPITHÈTES. — L'usage de désigner par une épithète ou surnom les principaux rois de France remonte à une époque fort ancienne. Dans l'origine ces épithètes avaient, suivant Pasquier (Recherches, livre VI), une valeur historique. « Nos rois, dit cet écrivain, en jouissaient lors par la voix commune du peuple, en bien ou en mal faisant, et dura cela jusques à Philippe de Valois. » A partir de cette époque, les épithètes appliquées aux rois ne furent plus, d'après le même écrivain, que des inventions de la flatterie. « Bien dirai-je, ajoute Pasquier, que

quand par flatterie, nous voulûmes honorer leurs mémoires, les affaires de notre France ne s'en sont pas mieux portées. »

ÉPITOGE. — Morceau d'étoffe garni d'hermine que les magistrats et les membres des universités portent sur l'épaule. L'épitoge était autrefois une partie du chaperon et se plaçait sur la tête dans les cérémonies. Voy. Chaperon.

EPITRE DEDICATOIRE. — Epitre placée en tête d'un ouvrage pour le dédier à quelque personnage. L'usage des épitres dedicatoires était très-commun au xvii siècle. Les auteurs les plus éminents, et entre autres P. Corneille, s'y sont soumis. Certains écrivains ont trouvé le moyen de flatter ingénieusement leurs patrons dans ces épitres, qui ne sont trop souvent que de basses flatteries. On peut citer comme un modèle l'épitre dédicatoire placée par Racine en tête de sa tragédie d'Alexandre et adressée à Louis XIV. Ce roi était alors dans tout l'éclat de la jeunesse et de la force. Mais, au lieu de céder à l'ardeur de l'âge et de tenter des conquêtes lointaines, il ne s'occupait que de réformes administratives. Les finances, le commerce, l'industrie, les lois étaient l'objet de ses soins. En un mot Louis XIV commençait comme Auguste avait fini. C'est ce que Racine fait habilement ressortir dans son éptire dédicatoire. « Il n'est pas étonnant, disait-il à Louis XIV, de voir un jeune homme gagner des batailles, de le voir mettre le seu par toute la terre. Il n'est pas impossible que la jeunesse et la fortune l'emportent victorieux jusqu'au fond des Indes. L'histoire est pleine de jeunes conquérants; et l'on sait avec quelle ardeur Votre Majesté ellemême a cherché les occasions de se signaler dans un age où Alexandre ne faisait encore que pleurer sur les victoires de son père. Mais elle me permettra de lui dire que, devant elle, on n'a point vu de roi, qui, à l'âge d'Alexandre, ait fait paraître la conduite d'Auguste; qui, sans s'éloigner presque du centre de son royaume, ait répandu sa lumière jusqu'au bout du monde, et qui ait commence sa carrière par où les plus grands princes out taché d'achever la leur. »

ÉPITRES FARCIES. — Pièces bouffonnes mélangées de latin et de français; elles étaient d'usage dans certaines fêtes burlesques, comme la fête des fous, la fête de l'âne, etc. Voy. FÉTES, \$ ler.

ÉPIZOOTIE. — Maladie contagieuse qui frappe les animaux. Plusieurs règlements de police, qui remontent au xviis siècle,

ont prescrit les mesures à prendre en cas d'épizoone. Ils ordonnent, dire autres précautions, la visite des animaux maisdes par des experts vétérinaires, leur séparation de tous les autres animaux, etc.

EPOPÉE. — Genre de poésie consacré à chanter les exploits des héros. Voy. Poésie.

EPOUSAILLES. — On appelait ainsi la cérémonie qui se faisait à l'église pour la célébration d'un mariage. Voy. Mariage. — Dans plusieurs provinces, il était d'usage que les souverains à leur avénement fissent la cérémonie des épousailles. Olivier de La Marche raconte que l'abbé de Sainte-Bénigne de Dijon remettait au duc de Bourgogne un anneau comme signe des épousailles avec sa duché. Il en était de même en Normandie. Tout le monde connaît le mariage des doges avec la mer, dans laquelle ils jetaient un anneau.

ÉPREUVES. — Les épreuves, qu'on appelait aussi jugement de Dieu ou ordalie étaient, au moyen age, un moyen fréquemment employé pour décider de la vérité ou de la fausseté d'une accusation criminelle. Voy. ORDALIE.

EQUILIBRE EUROPÉEN. — Système qui a pris naissance à la fin du XV* siècle et qui consiste à balancer les sorces des États entre eux, de telle sorte que les petits États ne soient pas absorbés par les grandes puissances. Voy. RELATIONS EXTÉRIEURES.

EQUESTRE (Statue). — Statue qui représente un personnage à cheval. On n'élevait de statues équestres qu'aux princes qui avaient régné. Parmi les statues équestres que possedait la France avant la révolution, on citait surtout la statue de Henri IV sur le pont Neuf, par Jean de Boulogne; celle de Louis XIII, sur la place Royale, par Daniel de Volterra; celle de Louis XIV par Girardon à la place des Victoires; celle de Louis XV par Bouchardon sur la place appelée successivement place Louis XV, place de la Révolution et place de la Concorde. Quelquesois la dédicace des statues équestres était accompagnée de pompeuses cérémonies. L'inauguration de la statue de Louis XIV sur la place des Victoires alla jusqu'à l'idolatrie. « J'y étais, dit Saint-Simon, et je conclus par les bassesses, dont je fus témoin, que, s'il avait voulu se faire adorer, il aurait trouvé des adorateurs. »

EQUIPAGE. — On comprend sous ce nom, tout ce qui est nécessaire pour un voyage, une expédition, valets, chevaux,

cirrosass, habits, armes, etc. Le luxe des équipages date principalement du xvi° siècle. Avant ceue époque, il ne consistait lère que dans la beauté des chevaux et dans la solidité et l'eclat des armures. Les Mémoires d'Olivier de La Marche attestent que ce geure de luxe avait été perté très-loin à la cour des ducs de Bourgogne. Parlant du sire de Lalaing aux joutes de 1445, cet historien dit que son cheval était couvert de damas gris; il était suivi de quatre chevaux, ornes de velours noir chargé d'orfévrerse dorée et argentée; et avaient les dits chevaux, ajoute Olivier de La Marche, chanfreins d'argent (voy. Chantkein), dont issait (soriait) une longue corne, tenant au front à manière de licornes, et furent icelles ornées d'or et d'argent. » A l'entrée de Louis XI à Paris, en 1461, les seigneurs qui l'accompagnaient déployèrent une grande magnificence dans leurs équipages. » Pour honneur lui faire, en ladite entrée, dit le chroniqueur Jean de Troyes, avaient de moult belies et riches houssures dont leurs chevaux étaient couverts, lesquelles houssures étaient de diverses sortes et façons, et étaient les unes d'icelles de fin drap d'or, sourrées de martre zibeline, les autres de velours, fourrées d'hermine, de drap de damas, d'orfévrarie, etc. »

Au xvi siècle, les princes et même les seigneurs commencèrent à se faire snivre par des mulets chargés de leurs équiages. L'amiral Bonnivet, un des favoris de François le se sit surtout remarquer par ce luxe. « J'ai ouï dire, raconte Brantôme dans ses Capitaines français, à un milord que, quand l'amiral Bonnivet alla en Angleterre pour jurer une paix avec le roi, il alla très-grandement et magnifiquement accompagné. Entre autres somptuosités, il avait vingt-cinq mulets de conres harnaches très-superbement et les couvertes de velours cramoisi, avec ses armes, tout en broderie d'or et d'argent, que le roi d'Angleterre et sa cour admirerent fort. Aussi quelle dépense est impossibleà un favori de roi, ainsi qu'avons vu de nos temps de même (règne de Menri III), et cent fois plus? Feu M. le cardinal de Lorraine, quand il alla à Bruxelles jurer la paix avec le roi d'Espagne, avait trente mulets de coffres aussi bien harnachés et les couvertes de velours cramoisi, avec ses armoiries d'or . et d'argent, et avec le grand chapeau de cardinal, tout en broderie. » Ce luxe d'équipages, emprunté en grande partie à l'Italie, ne fit que s'accroître au xvii siècie. On voit dans les Mémoires de Mademoiselle qu'elle était toujours suivie dans per salattes qu'n based nompte de malets qui portaient ses begages. Cet attirail s'explique encore par l'usage où l'on était à cette époque de démembler les châteaux royaux pendant l'hiver; il fallait chaque sois qu'on allait les babiter y transporter les meubles, le linge, les tapisseries, etc. Lorsqu'en 1659 6 janvier 1, la cour quitta subitement et clandestinement Paris pour se retirer à Saint-Germain, on trouva le château démeublé, et, comme on n'avait pu se faire suivre des bagages ordinaires, la plupart des seigneurs conchèrent sur la paille.

ÉQUIPAGES. — Marins employés au service d'un vaisseau. Voy. Marine.

ÉQUIPAGES DE LIGNE.— On donna ce nom en 1825 à des corps de marins destinés à faire le service militaire à bord des bâtiments de l'État. L'organisation de ces corps a été modifiée par plusieurs erdonnances subséquentes.

ERS.—Ce terme de chronologie désigne une époque principale à laquelle on rapporte toutes les autres. L'ère chrétienne, dont se servent tous les peuples européens. ne fut introduite en France qu'au viue siècle, et même avant Hugues Capet elle ne fut pas d'un usage général dans les chartes royales. On la désigna dans la suite par ces formules: An de grâce, de la nativité, de le circoncision, de l'incarnation. On a tenté, en 1793, d'introduire une ère nouvelle ou ère républicaine, qui commençait au 22 septembre 1792 et qui a duré jusqu'au 1er janvier 1806. Voy. Année.

ERMITES. — Solitaires qui se retiraient dans des lieux déserts pour s'y livrer à la prière. Il y en avait en France dès le Ive siècle, et il en existe encore aujour-d'hui. Un arrêt du 17 février 1633 les déclarait inhabiles à hériter. Les membres de certains ordres religieux, comme les camaldules, les hiéronymites, les augustins, prenaient le titre d'ermites.

en France un ordre des ermites de Saint-Jean, au xur siècle. On a un acte par lequel le général de cet ordre s'oblige à faire dire tous les jours trois messes pour Alphonse comte de Poitiers et de Toulouse, pour la comtesse Jeanne sa femme et pour leurs pères et mères. Voy. Hélyot, t. IV, chap. xL.

ERMITES DE SAINT-PAUL. — Ces moines sont encore désignés sous le nom de frères de la mort.

ESCARRAU ou ESCABELLE. — Petit siège de bois cerré dont on se servait setratus pour s'asseoir à table. ESCADRE. — Subdivision d'une armée navale. Voy. MARINE.

ESCADRON. — Corps de cavalerie, sabdivision du régiment. Voy. Ongamisation MILITAIRE.

escaffignons chaient des chaussures du temps de Charles VI; elles emboitaient les pieds et le bas de la jambe, sans être lacées ni retenues avec des boutons ou des boucles. Elles ne couvraient d'abord que le pied; mais dans la suite on fit des escaffignons qui montaient jusqu'à la moitié des jambes.

ESCALES. — On appelait escales des ports situés sur l'Océan où les navires relàchaient pour prendre des marchandises ou des provisions.

ESCALIER. — La construction des escaliers a toujours été une partie importante de l'art d'élever et d'orner des maisons. Au moyen âge, on les plaçait souvent dans une tourelle en saillie; l'escalier était alors à vis, comme dans la plupart des églises de cette époque. On admire la légèreté de quelques escaliers des xve et xvi siècles dont les rampes sont sculp-16es avec délicatesse. Au xvHe siècle on a déployé une grande magnificence dans les escaliers des palais royaux. Ils sont faits en fer à cheval, lorsqu'ils se composent d'un grand perron, dont le plan est circulaire et dont toutes les marches tendent à un centre commun, comme l'escalier de la cour du cheval blanc à Fontainebleau. Parmi les escaliers à perron on cite comme un chef-d'œnvre le double escalier de l'orangerie de Versailles.

ESCAMBARLATS. — Ce mot de patois languedocien désigne ceux qui out une jambe d'un côté et l'autre de l'autre. On appeluit escambarlats, à l'époque des guerres de religion, ceux qu'ou nommait ailleurs palitiques, et qui voulaient rester neutres entre les deux partis.

ESCARCELLE. — L'escarcelle était une bourse qu'au moyen âge on portait suspendue à la ceinture, et qui, par sa forme, ressemblait aux sacs, qu'on a appelés à une époque récente rélicules, et par corruption ridicules. Ces bourses étaient richement ornées et souvent garnies d'orfévrerie. Le fond était de velours ou d'autre étoffe précieuse. On portait encore des escarcelles au xvi° siècle, comme le prouve ce passage de Brantôme: « Il (le maréchal de Matignon) portait ordinairement, dans une gibecière, qu'on appelle communément escarcelle, une petite bouteille d'eau-de-vie. » Les croisés et les

pèlerins ne manquaient pas, à leur départ pour la terre sainte, de faire bénir à l'église leur escarcelle avec leur bourdon; saint Louis accomplit cette cérémonie à Saint-Denis. La bourse des rois, des reines, et des personnages d'une condition très-éminente s'appelait auménière.

ESCARPE. — Pied de la muraille et partie du fossé qui fait face à la campagne. La contrescarpe est de l'autre côté du fossé; on n'emploie plus aujourd'hui que le mot contrescarpe.

ESCARPINE. — On appelait autrefois escarpine une petite pièce de canon, on une forte arquebuse.

ESCARPINS.—Ce mot, que l'en écrivait am xvr siècle, escharpin, désignait une espèce de chausson de ouir fort léger pardeusus lequel on mettait une autre chaussure. On hit, en effet, dans un écrivais de cette époque, que personne n'entrait dans sa chambre sans escharpen blanc et mule de velours noir. Ce détail explique ce que dit Brantème, dans ses Capitaines illestras, qu'an siège de Brescia Gaston de Foix allant à l'assant se fit ôter les souliers et marcha en escharpins déchaussés. Dans la suite, on a appelé escorpins, les souliers les plus legers; c'est encore aujourd'hui le sens de ce met. - Le mot escarpin se prenait quelquefois agurément pour la comédie. Enfin, on appelait escar-pine, des instruments de torture dans lesquels on serrait les pieds du patient

ESCART. — Droit féodal qui, d'après certaines coutumes, se payait lorsque des biens meubles ou immeubles passaient d'un bourgeois à une personne qui n'avait pas droit de bourgeoisie.

ESCHOITE. — Dans l'ancienne organisation de la France, on appelait eschaite
ou échoite, la première succession collatérale dévolue à l'aîné d'une famille,
après la mort du père. Les cadets ne pouvaient y prétendre que lorsqu'ais tenaient
leur parage (héritage paternel) ennemble, c'est-à-dire par indivis, ou lorsque
l'échoite provennit du frère aîné au du
chef de la ligne. L'aîné avait toujours le
tiers en plus, avec le voi du chapon,
comme en succession directe.

ESCLAVAGE. — L'esclavage a existé dans les Gaules, et s'est maintenu dans la France jusqu'au XIII siècle; il est donc nécessaire de parler de la situation que les lois faisaient aux esclaves dans notre pays, et des causes qui y ont préparé et amené l'abolition de l'esclavage.

§ I^{er}. Condition des esclaves sous la domination des Francs. — L'empire

romain avait adouci la condition des esclaves dans les IIIº et IVº siècles, mais sans abolir l'esclavage. Le christianisme, qui devait accomplir cette revolution, une des plus importantes pour l'humanité, y procéda lentement, mais avec une persévérance infatigable. Les invasions des harbares ne paraissent pas, quoi qu'on ait dit, avoir haté l'abolition de l'esclavage. Les Germains, il est vrai, n'avaient dans leur pays que des esclaves chargés de cultiver les terres et de prendre soin des troupeaux; mais, lorsqu'ils furent établis dans l'empire romain, ils adoptèrent le luxe des vaincus et l'esclavage domestique qui en était une conséquence. Les lois des Francs, des Bourguignons, des Visigoths, sont remplies de dispositions relatives aux esclaves, et généralement elles les traitent avec une grande cruauté. La fi»geliation, la mutilation, et souvent même la mort, sont les châtiments infligés à l'esclave. Dans la loi des Bourguignons (titre xv, (1 et 2), l'homme libre qui a violé un domicile est condamné à une amende; l'esclave reçoit cent coups de bâton. Coupable de vol, l'esclave est livré au dernier supplice (titre 1v, § 2). La femme libre qui s'unit à un esclave peut être mise à mort. si ses parents veulent tirer vengeance de sa faute; s'ils lui pardonnent, elle devient esclave comme celui qu'elle a épouse (titre xxxv, § 2). La loi salique renferme des dispositions analogues.

Cependant on voit, dans ces lois, que l'esclave est une personne et compte devant les tribunaux. Il peut comparaitre en justice, et citer un homme libre devant l'assemblée des Francs (Loi salique, titre xLII, § 2) Celui qui avait battu un esciave ou qui l'avait vendu au delà des mers, était condamné à payer une composition ou wehrgeld, de trente-cinq sous (ibid.). La constitution de 614, proclamée dans un champ de mars auquel assistèrent un grand nombre d'évêques, déclara que l'esclave ne pourrait être mis à mort que par ordre du juge, et ce magistrat même ne pouvait le condamner sans l'entendre, à moins qu'il ne le prit en flagrant délit de vol (neque ingenuus, neque servus, qui cum furto non deprehenditur, a judicibus aut a quocumque interfici non debeat inauditus; ap. Script. rer. gall., IV, 119).

Ainsi, les lois barbares, tout en main-tenant l'esclavage, adoucissaient la condition des esclaves. Ils pouvaient contracter mariage entre oux; leur mariage devenait une union légitime que l'Eglise consacrait, tandis que dans l'antiquite ce n'était qu'un concubinage. Leur témoi-

gnage était admis devant les tribunaux, et leur personne protégée par la loi. L'Église leur ouvrait un asile dans ses temples contre les maîtres trop cruels; l'esclave ne pouvait en être arraché que si son maître promettait de le traiter avec humanité. Enfin, la loi les protegeait contre les juis et contre les marchands qui les vendaient à l'étranger. L'esclave, livré par son maître à des étrangers, était libre, s'il parvenait à s'échapper et à rentrer

dans son pays.

§ II. Influence salutaire du christianisme sur le sort des esclaves. - L'influence chrétienne se manifeste déjà par l'adoucissement des lois en faveur des esclaves; elle éclate dans la conduite des évêques. Saint Exupère, évêque de Tonlouse, vendait jusqu'aux vases sacrés pour racheter les esclaves. Saint Paulin se vendait lui-même pour délivrer des prisonniers. A l'époque de l'expédition de Clovis contre les Visigoths, saint Eptade racheta un grand nombre d'esclaves. La reine sainte Bathilde ne montra pas moins de zèle pour leur délivrance. Saint Éloi, évêque de Soissons, et un des principaux ministres de Dagobert, s'empressait de briser les chaînes des esclaves gaulois, romains, maures, bretons, saxons, sans distinction de nation. Il affranchit tout d'abord ses esclaves, et en éleva plusieurs à la prêtrise. Le pape, Grégoire le Grand. donnait le précepte et l'exemple des affranchissements. «Comme notre Rédempteur, écrivait-il, a pris notre chair afin de nous délivrer de l'esclavage du péché. nous devons rendre à la liberté ceux qui en ont été privés par la loi des nations. » Et il renvoyait libres tous ses esclaves. S'adressant à un concile tenu à Rome en 595, le même pape s'exprimait ainsi: « Plusieurs esclaves des églises et des séculiers se présentent pour entrer dans les monastères. Si nous le souffrons indifferenment, nous donnons occasion à tous les esclaves de se soustraire à leurs maîtres. Si nous les retenons en servitude sans examen, nous ôtons quelque chose à Dieu qui nous a tout donné. Il faut donc que celui qui veut se donner à Dieu soit auparavantéprouvé en habit séculier, afin que, si ses mœurs font voir la sincérité de son désir, il soit délivré de la servitude des hommes pour en embrasser une plus rigoureuse. » Grégoire le Grand, dans la troisième partie de sa règle pastorale, recommande aux esclaves l'obéissance envers leurs maîtres et aux maîtres la douceur envers leurs esclaves. « Les maîtres, ajoute-t-il, ne doivent pas s'enorgueillir des présents de Dieu; ils doivent au contraire reconnaître pour

égaux, par droit de nature, ceux que le sort leur a assujettis (æquales sibi per

naturæ consortium). »

Chez les Lombards, les lois de Rotharis établissaient que, si quelqu'un avait promis la liberté à un esclave pour le bien de son âme, et était mort avant d'avoir accompli sa promesse, l'esclave serait libre, parce que le Christ avait daigné se faire esclave pour racheter notre liberté. Saint Bonet, nommé par Thierry III gouverneur de la province de Marseille, vers 700, ne souffrit pas qu'on vendît les hommes à l'encan, comme c'était l'usage dans ce pays, ni qu'on les retint en captivité. Ceux qu'on vendait malgré ses défenses, il les rachetait et les renvoyait chez eux.

Ainsi, une voix ne cessait de s'élever en faveur des esclaves, c'était celle du christianisme, et un grand nombre d'évêques et d'abbés joignaient l'exemple au précepte. Saint Benoît d'Aniane affranchissait les serfs des terres qu'on lui donnait. Peu à peu les monastères se remplissaient d'esclaves qui y trouvaient une règle austère, mais relevée par la foi qui l'imposait. Charlemagne en vint à craindre que les villages ne restassent déserts, et il défendit par le capitulaire de Thionville (805), de recevoir dans les monastères un trop grand nombre de serfs.

§ III. Diminution du nombre des esclaves aux 1xº et xº siècles; cependant l'esclavage n'est definitivement aboli en France qu'au xiii• siècle. — Au ix• siècle, les hommes éminents qu'avait formés l'école palatine, et qui appartenaient presque tous à l'ordre ecclésiastique, s'élevèrent avec force contre l'esclavage. Smaragde, abbé de Saint-Mihiel, dans son traité De la voie que doit suivre un roi (de Via regia), s'exprime ainsi (chap. xxx): « Entre les préceptes salutaires et les œuvres utiles, il faut placer l'affranchissement des esclaves. Ce n'est pas la nature qui nous les a soumis, mais le malheur; car, naturellement, nous sommes tous égaux (conditione enim Equaliter creati sumus).» Raban Maur répète plusieurs fois, dans ses commentaires sur l'Ecriture, que les chrétiens doivent traiter les esclaves comme leurs trères Les conciles, comme les docteurs, rappellent qu'une partie des biens des églises, qui sont le patrimoine des pauvres, doit être employée à racheter les captifs.

Quelques écrivains, frappés de la puissante action du christianisme, ont pensé que dès la fin du ix siècle l'esclavage avait dû disparaitre de l'Europe, et que le servage seul s'y était maintenu. Il est difficile d'admettre cette conclusion; des textes précis prouvent que l'escla-

vage, quoique sensiblement atténué, existait toujours en France et dans l'Europe occidentale. Ainsi, en 922, au concile de Coblentz, auquel assistèrent le roi de France, Charles le Simple, et le roi de Germanie, Henri l'Oiseleur, on posa cette question: Comment doit-on traiter celui qui a vendu un chrétien? Tous répondirent qu'il s'était rendu coupable d'homicide. Il s'agissait d'esclaves chrétiens vendus à des infidèles. Les décrétales de Burchard, évêque de Worms, rédigées au xi siècle, traitent du mariage d'une femme libre avec un esclave; on voit qu'à cette époque elle ne perdait plus sa liberté. et que son mariage était légitime. Ives de Chartres, qui vivait à la fin du xie siècle et au commencement du x11°, discute les mêmes questions. Les Assises de Jérusalem parient aussi d'esclaves : celui qui a vendu un esclave lépreux ou épileptique doit le reprendre en rendant l'argent (assise 136). Que si l'on réponduit que les chrétiens établis dans l'0rient en avaient adopté les mœurs, et qu'on n'en peut rien conclure pour la France, il serait facile de citer des textes d'auteurs français : Hugues de Saint-Victor, qui écrivait au xu•siècle, commentant l'épitre de saint Paul aux Ephésiens, et entre autres ce passage : Esclaves , obéissez à vos mattres, se demande si un chrétien peut avoir des esclaves, puisque l'apôtre le permet, et que l'Église catholique, principalemen: l'Église de France, le tolère (catholica quoque et maxime Gallorum Ecclesia hoc recipit). Il répond qu'il vaudrait mieux affranchir ses esclaves, et que si l'Eglise tolère l'esclavage. ce n'est pas comme un bien, mais comme un mal (quasi malum tolerat). Co passage, tout en montrant combien l'opinion publique était alors opposée à l'esclavage, prouve qu'il existait encore en France au xu siècle.

Un concile tenu à Toulouse, en 1119, défend (canon v.), de réduire en servitude des hommes libres, laïques ou ecclésiastiques, et atteste par cette désense même que la liberté personnelle était encore très-exposée à cette époque. Elle n'était pas même bien garantie au xiii• siècle. Joinville en fournit une preuve frappante: « Un jour, dit-il, que le comte de Champagne allait à la messe, un gentilhomme vint lui requérir un don. Artaud de Nogent, son tresorier, qui était derrière le comte, répondit que le comte s'était déjà ruiné par ses largesses. « Sire vilain, vous mentez faussement, s'écria le comte de Champagne, de dire que je n'ai plus que donner; j'ai encore de quoi donner, et vous-même que je donnerai tout à pré-

sent. St, moontinent, il le prit et dit au gentilhomme : Traes, mon ami, je vous *le donne et veus le gorantirei.* Le gentilhomme ne sut point étonné; muis soudsinement il empoigna mon bourgeois bien étroitement, et ne le laisse aller qu'il ne lui est bailé cinq cents livres. » Ainsi, la liberté personnelle, même des riches beurgeois, était à la merci de leur seigneur qui pouvait les livrer au premier venu. Cependant ce fut à cette époque que l'esclavage disperut récliement. Les Etablissements de saint Louis et les autres monuments législatifs du XIIIº siècle ne parient plus d'esclaves.

En resumé, le christianisme, qui promit la fraternité des hommes, n'a cossé, depuis le IVª siècle principalement, de modifier et d'adoucir la condition des esclaves. Aux ixe et xe siècles, cette révolution était déjà presque accomplie. Cependant on trouve des traces d'esclavage jusqu'au zar siècle. A cette épeque, il disparait entièrement pour faire place au servage et à la domesticité. Voy. pour les détails, l'ouvrage de M. Ed. Biot, intitulé: Abolition de l'esclavage dans

l'Occident.

§ IV. De l'esclavage dans les colonies.— L'esclavage, aboli en Europe, s'est longtemps maintenu dans les colouies. La population américaine avait été considérablement diminuée par les barbares traitements des Européens; on chercha à suppléer au manque de cultivateurs par la traite des nègres. Dès le commencoment du xvi siècle, on quieva des côtes d'Afrique des esclaves que l'on transporta en Amérique. Ces esclaves furent longtemps livrés dans les colonies françaises au caprice des planteurs. En-fin, en 1685, Louis XIV publia le Code noir qui, maigré sa dureté pour les esclaves, apportait une véritable améliora-tion à leur sort. Beaucoup de dispositions de ce code sont relatives à l'affranchiasement des esclaves possedés par des juifs, au baptême des esclaves, à l'observation des dimanches et des fêtes, et à la suspension du travail les jours fériés. Le Code noir prohibe les ventes d'esclaves aux mêmes jours, et punit les débauches des maîtres qui abusaient de leurs esclaves. La famille n'était plus interdite aux noirs : ils pouvaient se marier. Baptisés, ils étaient inhumés en terre sainte. La nourriture des noirs, leurs vêtements, les soins dus à l'esclave malade, étaient prévus et fixés par la loi. Le meurtre des esclaves donnait lieu à des poursuites contre le commandeur et le maître. Il était défendu de vendre séparément le mari, la femme et les enfants impubères. Le

maître âgé de vingt ans pouvait affranchir ses esclaves, sans avoir à rendre compte de sa conduite. Tout esciave affranchi était réputé sujet naturel. A côté de ces mesures protectrices de l'esciave, d'antres garantissaient la sécurité et parfois la tyrannie du maitre : interdiction de port d'armes aux esclaves, prohibition des attroupements, de la venie des cannes à sucre et des denrées de toute nature. L'esclave ne pouvait être ni propriétaire, ni fonctionnaire public, ni partie dums un procès. Il était puni de mort pour avoir frappe son maltre, sa maltresse ou leurs enfants, avec contusion ou effusion de sang. Enfin l'article 44 déclarait les esclaves meubles ou propriété mobilière. lls retumbaient ainsi sous le coup des lois anciennes qui ne voyaient en eux que des choses. Le Code noir fut appliqué

à l'île Bourbon en 1723.

Malheureusement les dispositions favorables aux esclaves ne furent pas longtemps observées. D'ailleurs le gouvernement encourageait la traite, et certains ports, entre autres Nantes, entretenaient un grand nombre de négriers ou navires qui faisaient ce commerce. La Convention supprima, le 17 juillet 1793, la prime de plus de deux millions accordée à cet odieux trafic. Les commissaires envoyés dans les colonies par cette assemblée proclamèrent l'affranchissement de tous les esclaves le 29 août 1793, et cette mesure sut ratifiée peu de temps après par la Convention. L'esclavage fut rétabli dans les colonies sous le consulat ; mais, dès 1814, le gouvernement français s'occupa de réprimer la traite des noirs, et conclut à cet effet des traités qui ont été renouvelés et développés sous les divers gouvernements jusqu'à nos jours. Enfin en 1848, l'abolition de l'esclavage coloniai a eté de nouveau décrétée.

ESCLAVES. — Voy. ESCLAVAGE.

ESCLAVINE. — Espèce de vétement long et velu dont se couvraient les pèlerins.

ESCOFFION. — Voy. Escopmon.

ESCOMPTE. - Remise que fait le porteur d'un billet pour en obtenir le paye-ment avant l'echéance. On a établi à plusieurs époques des comptoirs d'escompte pour faciliter les opérations commerciales. En 1776 (24 mars), Turgot institua une caisse d'escompte qui avait principalement pour but descompter à 4 pour 100 les lettres de change. Cet établissement rendit de grands services au commerce jusqu'au moment où il fut supprimé (24 août 1793). La

plupart des villes de commerce fondèrent des comptoirs d'escompte, en 1848, lersque la crise commerciale mettait les maisons de banque ordinaires dans l'impessibilité d'avancer des capitaux. Voy. Banque.

escopette.—Espèce d'arquebuse dont on se servait sous Henri IV, Louis XIII et Louis XIV; elle fut perfectionnée et devint la carabine. Il y avait une autre sorte d'escopette plus grande et dont le canon était évasé vers l'extrémité; on s'en servait encore dans les armées au commencement du xviile siècle.

RSCOPHION. — Bonnet d'étoffe brocardée fait en forme de cœur ; il était en usage sous les règnes de Charles V et de Charles VI ; on le voit représenté sur les vitraux et dans les miniatures des manuscrits de cette époque.

ESCOUADE. — Subdivision d'une compagnie d'infanterie ou d'un escadron de cavalerie; le nombre des soldats qui la composent varie d'après la force numérique des compagnies et des escadrons.

ESCOUTES ou ECOUTES. — Tribunes fermées d'où l'on pouvait entendre, sans être vu, les discours prononcés dans une salle. Les dames assistaient dans des écoutes aux thèses de l'ancienne université de Paris et aux discours des académies.

ESPADON. — Épée grande et large que l'on tenait à deux mains; elle était en usage principalement aux xive, xve et xvie siècles. Dans la suite, on a appelé espadon un sabre de cavalerie à lame longue et droite.

ESPALJERS, - Arnaud d'Andilly, retiré à Port-Royal des Champs, en 1644, s'y occupa avec beaucoup de soin de la culture des arbres fruitiers, et fut un des premiers qui enseigna à les placer isolés le long d'une muraille en disposant artistement les branches et à leur procurer le double avantage d'une chaleur plus grande et d'un abri plus sûr contre les vents. Il donna ainsi le premier exemple de la culture des espaliers, telle qu'elle s'est conservée jusqu'à nous. En 1652, il publia, sous le nom du sieur Legendre, curé d'Hénouville, le résultat de ses travaux dans un livre intitulé La manière de bien cultiver les arbres frui-Nors. « L'auteur, dit l.e Grand d'Aussy Vie privée des Français) y soutient que véritable consiste à seconder les opérations de la nature et non à les contrarier; que, si l'on est obligé de contenir par la taille la végétation trop vigoureuse d'un arbre, il faut se garder aussi

de le matrier; enfin qu'on doit toujours lui conserver, autant qu'il est possible, une forme agréable et qui plaise à l'œil.»

ESPARE. — Espèce de flèche dont le fer était recourbé; on s'en servait principalement au moyen âge.

ESPINETTE. — Petite pièce d'argent qui valait quinze deniers tournois.

ESPINGOLE. — Arme à feu portative dont l'orifice est évasé. L'usage de l'espingole remonte au commencement du xvi siècle, vers 1529.

Espionnage, Espions.— H servit dif. ficile de fixer l'époque à laquelle l'espionnage a été organisé. Les Romains avaient dans les provinces des officiers, appelés tantot frumentarii, tantot curiosi et qui, sous ces différents noms, étaient chargés d'exercer une surveillance active et mystérieuse. Catherine de Médicis, dans les censeils qu'elle donne à son fils Charles IX, lui dit que son aïeul François ler avait dans toutes les bonnes villes du royaume des hommes affidés qui lui rendaient exactement compte de tout ce qui s'y passait d'important. C'est peut-être là l'origine de l'espionnage en France. De Thou parle aussi (livre XXIV) des espions que les Guises envoyaient dans les provinces. Cette police régularisée au xviresiecle, est devenue un des principaux instruments de gouvernement. Il en sera plus amplement question au mot Police.

ESPONTON. — Demi-pique que portaient les monsquetaires et les officiers d'infanterie sous les règnes de Louis XIV et de Louis XV. On s'en servait particulièrement sur les vaisseaux pour venir à l'abordage. Une ordonnance du 10 mai 1690 fixait à sept pieds et demi la longueur de l'esponton.

ESPORLE. — Ce mot s'appliquait à l'acte par lequel un vassal reconnaissait les droits de son seigneur.

ESPRIT (Ordre du Saint-). — Ordre de chevalerie institué par Henri III en 1579. Voy. Chevalerie (Ordres de).

ESPRIT FOLLET, ESPRITS. -- Voy. Superstitions.

ESSAI. — Ce mot se prenait dans certaines congrégations pour l'épreuve que l'on faisait de la vie religieuse, en habit séculier. Cet essai était distinct du noviciat.

ESSAI DES VIANDES, DU VIN, etc. — L'usage de faire l'essai des viandes, du vin, du pain, etc.. s'était conservé à la table du roi jusqu'à la fin de l'ancienne monarchie. L'écuyer tranchant présentait les mets au maître d'hôtel avant de les servir aevant le roi, et le maître d'hôtel les goûtait pour constater qu'ils n'étaient pas empoisonnés.

ESSARTEMENT. — Opération qui consiste à arracher les broussailles, souches et racines qui couvrent un terrain. L'ordonnance des eaux et forêts, publiée par Louis XIV en 1669, prescrivait l'essartement des bois et forêts sur un espace de soixante pieds pour ouvrir un passage aux coches et aux carrosses publics.

ESSAYEURS DE LA MONNAIE. — Officiers chargés autrefois d'éprouver le titre des monnaies. Outre les essayeurs attachés à chaque hôtel des monnaies, il y avait un essayeur général des monnaies créé par François les en 1539.

ESSOGNE. — Droit seigneurial qui se payait dans quelques lieux, lorsqu'un des tenanciers mourait sur le domaine du seigneur. L'essogne était ordinairement le double du cens annuel.

ESSORILLEMENT. — Supplice qui consistait à couper les oreilles; on en trouve quelques exemples dans l'histoire de France. Au commencement du règne de Charles VIII on essorilla Dojac ou Doyat, qui s'était rendu odieux sous le règne de Louis XI, dont il avait été un des principaux conseillers.

ESTAPETTE. — Courrier chargé de transmettre les dépêches.

ESTAFIERS. — On appelait ainsi, aux xvIII et xvIII siècles, de grands laquais dont l'usage avait été emprunté à l'Italie.

ESTAGE. — Obligation féodale; les vassaux étaient contraints de tenir pendant quelque temps estage ou garnison dans le château de leur seigneur.

ESTAMPE. — Empreinte qui se tire d'une planche gravée. On fait remonter l'origine des estampes à l'année 1460 et on l'attribue à un orfèvre de Florence nommé Maso Finiguerra; mais déjà, à une époque antérieure, on connaissait la gravure en bois et on en tirait des estampes. Une des plus anciennes est de 1425 et représente l'enfant Jésus porté par saint Christophe.

ESTER EN JUGEMENT. — Terme de palais qui signifiait comparaître personnellement en justice comme demandeur ou défendeur.

ESTERLIN. — Nom d'une ancienne monnaie anglaise qui avait cours en France au XIIIº siècle, comme le prouve une ordonnance de saint Louis de 1262.

Le denier esterlin ou esterling était évalué à environ trois sous sept deniers de monnaie française. On écrivait ce mot de différentes manières : esterlin, estrelin, esterling, aterlin, sterling; cette dernière forme est seule restée et s'applique aujourd'hui à la livre anglaise qui équivaut à vingt-cinq francs.

ESTEVENANTS. — Monnaie de Bourgoune et de Franche-Comté, qui avait la même valeur que la livre tournois. On l'appelait aussi estevanon.

ESTIVAL, ESTIVAUX. — Bottines dont on se servait en été (æstivalia). Du Cange pense que les nobles et les gens de guerre se servaient seuls d'estivaux. Ces bottines étaient d'un cuir uni et mince, teint en pourpre ou en quelque autre couleur. On se servait d'estivaux principalement aux xive et xye siècles.

ESTOC, ESTOCADE — Epée longue et droite, qui n'avait pas de tranchant; de là l'expression proverbisle frapper d'estoc pour frapper de la pointe. On appelait encore estoc une épée d'argent doré, longue d'environ cinq pieds, que le pave bénissait à la sête de Noël et qu'il envoyait à un des capitaines qui s'étaient distingués dans la guerre contre les infidèles. En 1716, le pape Clément XI envoya l'estoc et le casque bénits au prince Eugène de Savoie à cause de la victoire qu'il avait remportée sur les Turcs à Peterwaradin. Les longues épées dont se servaient les duellistes s'appelaient tantôt breites, tantôt estocades. On nommait aussi estocade la blessure faite avec la pointe de l'épée.

ESTOCAGE. — Droit de quatre deniers qui, dans certaines contrées, était dû au seigneur pour vente d'héritages.

ESTOUBLAGE. — impôt sur les blés, dont le chaume s'appelait autrefois estouble.

ESTRADIOTS. — Cavalerie légère dont on se servait dans les armées françaises au xvi siècle. On appelait aussi ces soldats mercenaires stradiots du grec Etpariota; ils étaient la plupart Albanais.

ESTRAMAÇON. — Espèce de poignard que les Francs appelaient scramsax. Grégoire de Tours en parle à l'occasion de l'assassinat de Sigebert par les émissaires de Frédégonde. On se servit ensuite du mot estramaçon pour désigner le coup même que l'on portait avec le tranchant d'un sabre ou d'un poignard.

ESTRAPADE.— Genre de supplice usité au moyen âge et jusqu'au xvi siècle. On

hissait le patient, les mains liées, au haut d'un poteau et on le laissait retomber à terre avec une telle force qu'on lui brisait les membres. Ce supplice était encore en usage comme punition militaire aux xvii et xviii siècles. On appelait aussi estrapade le lieu du supplice de le poteau qui servait d'instrument pour l'infliger.

ESTRELAGE. — Droit que certains seimeurs levaient sur le sel au moment où les voituriers des gabelles passaient sur leurs terres.

ÉSUS. — Dieu des Gaulois. Voy. Hésus.

ÉTABLAGE. — Impôt que, dans certains lieux, les seigneurs percevaient sur les marchands.

ETABLISSEMENTS DE SAINT LOUIS.~ ; ler. Origine des établissements. — On donnait autrefois le nom d'établissements (stabilimenta) à des règlements et ordonnances. Ainsi, les établissements de saint Louis sont un recueil de règlements et coutumes qui s'appliquaient spécialement à l'Île-de-France. Il ne faut pas confondre ce code avec les ordonnances sur les guerres privées, sur les monnaies, sur la réforme des abus, l'institution des bailliages, etc., que l'on doit à saint Louis. Ces dernières ordonnances de saint Louis, dont nous parlerons en traitant des lois (voy. Lois), n'ont rien de commun avec le recueil des établissements. On place en 1270 la publication de cette compilation qui, selon quelques auteurs, n'appartient pas même à saint Louis, mais a été recueillie après sa mort et mise sous son nom pour lui donner un caractère plus respectable. Nous ne pouvons entrer ici dans ces discussions. Bornons-nous à constater que saint Louis avait ordonné que les coutumes fussent recueillies, et avait prescrit le mode d'enquête. « On appellera, disait-il, plusieurs sages hommes, à l'abri de tout soupçon, et, des qu'ils seront venus, on leur présentera par écrit les questions auxquelles ils auront à répondre; ils jureront de dire et de rapporter sidèloment, par la bouche de l'un d'entre eux, ce qu'ils savent touchant la coutume de lcur pays; le serment prêté, ils se retireront à l'écart, délibéreront et feront le rapport de leur délibération; ils diront à la perte d'un pied, pour la troisième fois comment ils ont vu s'établir cette coutume, par quelle cause, dans quel temps, s'il fut juge conformément; aucune circonstance ne sera omise. On rédigera le Les établissements introduisirent surtout qui sera clos du sceau des enquéteurs ct envoyé au parlement. » Il est probable qu'à la suite de cette enquête on aura le témoignage au duel judiciaire. Les té-publié la coutume de l'Île-de-France sous moins devaient attester leur sinérité par

ce titre les Établissements selon l'usage de Paris et d'Orléans.

§ II. Caractère des établissements : influence du droit romain. — On distingue deux parties dans ce code: l'une qui dérive des lois romaines et ecclésiastiques; l'autre du droit coutumier. En général pour tout ce qui touche aux seigneurs la législation féodale est respectée, quoique avec des modifications importantes. Quant aux roturiers, le droit romain est presque seul adopté. En ce qui concerne le droit public, saint Louis, ou l'auteur quel qu'il soit des établissements, tout en ménageant les seigneurs féodaux, proclame cependant la supériorité du roi, qui ne relève que de Dieu; les vassaux peuvent porter leurs causes devant la cour du roi et en appeler à son tribunal des sentences des seigneurs féodaux. Mais, en même temps, les droits des barons sont reconnus; ils peuvent semondre leurs hommes liges, c'està-dire les sommer de marcher avec eux. même contre le roi. Les établissements reconnaissent que le roi n'a pas le droit de proclamer le ban, c'est-à-dire de lever des troupes sur les terres de ses barons. Pour la succession des domaines féodaux, les droits de l'ainé sont respectés, puisque la loi lui assigne les deux tiers du domaine paternel; mais les puines ont droit à un tiers. Ainsi, sans rompre brusquement avec les lois feudales, la royauté introduit des améliorations d'une haute importance. Il faut placer au premier rang celle qui substitue l'appel au combat dans le cas où le jugement serait saussé (Etablissements, livre ier, chap. v1).

S III. Droit privé et pénalité. — Le droit privé occupe beaucoup plus de place dans les établissements que le droit public. Les dispositions n'y sont pas classées méthodiquement; mais on y reconnait l'intention de régler équitablement les principales relations de la vie privée: mariages, héritages, tutelle, douaire, etc. La pénalité est sévère. L'assassinat, le meurtre, l'incendie, le rapt, la trahison, ie vol sur un grand chemin ou dans les bois, le vol domestique, le vol d'un che-val ou d'une jument et la complicité dans ces crimes sont punis de la corde. Un larcin exposait pour la première fois à la mutilation d'une oreille, pour la seconde à la mort. Le larron qui volait dans une église avait les yeux creves.

§ IV. Amélioration de la procédure. tout des améliorations importantes dans les formes de la procedure, en substituant serment; on pouvait les repousser par des récusations motivées, ou combattre leur témoignage par des témoignages opposés. Les temoins dépossient hors de la vue des parties, pour échapper à toute influence corruptrice. Quand le bon droit ne pouvait être prouvé ni par titres ni par témoins, on déférait le serment (Etabliss., livre ler, chap. CxLv. CxLvIII, CxLIX). Enfia, les parties pouvaient être représentées par un procureur, et défendues par un avocat. Les procureurs et avocats ne formaient pas alors une classe distincte; on pouvait les choisir dans tous les rangs. Voy. pour les détails les Essais sur les institutions de saint Louis, per MM. Mignet et Beugnot. Les Etablissements de saint Louis ont été publiés plusieurs sois, et entre autres, dans le recueil des Anciennes lois françaises par M. Inambert.

ÉTAGE (Lige). — L'étage ou lige étage était un devoir des vassaux envers leur seigneur. Les vassaux étaient obligés de demeurer pendant un certain temps sur la terre du seigneur, et de défendre son château et sa personne contre ses enmemis.

ÉTAGES. - Voy. MAISON.

ETAIN. - Voy. MINES et TABLE.

ÉTALON. — Voy. HARAS.

ETALON. — Mesure publique et certaine sur laquelle sont réglés les poids et mesures. En 1540, l'étalon du poids de l'or et de l'argent, qui était autrefois gardé dans le palais du roi, fut déposé à la cour des monnaies. En 1557, Henri II ordonna que les étalons des gros poids et mesures seraient gardés dans l'hôtel de ville.

ETAPE. — Le mot étape avait autrefois des significations très-diverses. Il désignait la place publique où les marchands étaient tenus d'apporter leurs denrées : à Paris l'étape était à la Grève devant l'hôtel de ville. — En termes de marine, étape signifiait carcan, pilori, comme on le voit dans les jugements d'Oleron (art. XXVI).— On appelait aussi étaps une ville de commerce: Redon était l'étaps des vins en destination pour Rennes; Calais, l'étaps des laines et draps d'Angleterre, etc. Enfin, comme les troupes en marche s'arrétaient ordinairement dans des villes de commerce où elles pussent s'approvisionner, on appela étapes les distributions de vivres faites aux troupes en marche et les lieux où elles devaient stationner. Le mot étape ne se prend plus que dans ce

ETAT. — On entend par État, la force publique qui représente la nation et la

dirige. Quelquefois le mot Etat se prend pour la nation jout entière; mais il n'y a véritablement Etat que lorsqu'il y a unité de lois, de mœurs et de principes politiques. Le mot célèbre que l'on prête à Louis XIV : PEtal, c'est moi, est vrai dans ce sons qu'au xvii siècle l'unité nationale résidait tout entière dans la personne du roi. Au milieu d'un pays divisé par les coutumes, les mœurs et les institutions, on aurait vainement cherché ailleurs l'unité nationale. Elle n'était complétement représentée par aucun des trois ordres (noblesse, clergé et tiers état) qui avaient des intérêts distincts et souvent opposés. Les parlements s'arrogeaient le droit de représenter la nation, quoiqu'ils n'eussent aucun titre sérieux pour se pro-clamer assemblée nationale. Le mot Etat n'a réellement désigné la nation tout enlière qu'à partir de 1789. Voyez CENTRA-LISATION.

ÉTAT (Coup d'). — On appelle coup d'État, dit le Dictionnaire de l'Académie (édit. de 1778), un parti vigoureux et quelquefois violent qu'une république, un prince sont obligés de prendre contre ceux qui troublent l'État.

ETAT (Lettres d'). — Sous l'ancienne monarchie et principalement aux xvii et xviii siècles, les lettres d'Etat étaient accordées aux fonctionnaires employés pour le service public en pays étrangers, afin que personne, n'attentât en leur absence, à leurs biens ou à leurs droits. Les lettres d'Etat suspendaient tout procès ou poursuite contre celui qui en était pourvu. On peut voir dans les Mémoires de Saint-Simon comment il se servit de ses lettres d'État pour retarder le jugement du procès des ducs et pairs contre le maréchal de Luxembourg.

ETAT (Tiers). — § I. Origine et caractère du tiers état. - Le tiers état, qu'on appelait souvent le tiers par abréviation. constituait dans l'ancienne monarchie le trossième ordre de la nation. Son existence, comme corps politique, date du jour où il fut appelé à l'assemblée des états généraux par Philippe le Bel ; 📢 e se termine à la révolution de 1789 qui proclame l'égalité de tous les citoyens devant la loi et efface les distinctions de *tiers état* , de noblesse et de clergé. Il n'est pas sans intérêt de voir par quels degrés le tiers état parvint à la conquete des droits politiques. Sorti du mouvement communal du xIII siècle, le tiers état ne se confond pas avec lui. « Il y a eu des communes dans toute l'Europe, a dit M. Guizot dans son Histoire de la civi-

lisation en France; il n'y a eu vraiment de tiers état qu'en France. » Les communes (voy. ce mot) tendaient par leur nature à la division, au morcellement du pays en petites républiques indépendantes. Le tiers état, au contraire, s'est associé et a contribué à cette glorieuse unité de la France qui a été un des principaux éléments de la puissance nationale. A côté des bourgeois et des riches marchands, le tiers état comprenait les membres des universités et les légistes imbus des maximes du droit romain et pénétres de ce sentiment d'unité qui avait été la vie de l'empire romain. Ils se rallièrent à la royauté, et la fortifièrent contre les attaques féodales et ce fut dans les rangs de ces légistes que Philippe le Bel prit ses principaux ministres: Enguerrand de Marigny, Pierre Flotte, Raoul de Presle, Guillaume de Nogaret. commença, dit M. Augustin Thierry dans son introduction à l'histoire du tiers état, la lutte du droit commun, de la raison de l'homme contre la coutume, l'exception, le fait inique ou irrationnel. La cour du roi, tribunal suprême et conseil d'État, devint par l'admission de ces hommes nouveaux, le foyer le plus actif de l'esprit de renouvellement. C'est là que reparut, proclamée et appliquée chaque jour, la théorie du pouvoir impérial. de l'autorité publique, une et absolue, égale envers tous, source unique de la justice et de la loi. Remontant par les textes, sinon par la tradition, jusqu'aux temps romains, les légistes s'y établirent en idée, et, de cette hauteur, ils considérèrent dans le présent l'ordre politique et civil. A voir l'action qu'ils exercèrent au xin siècle et au siècle suivant, on dirait qu'ils eussent rapporté de leurs études juridiques cette conviction, que, dans la société d'alors, rien n'était légitime hors deux choses, la royanté et l'état de bourgeoisie. »

SII. Union de la regauté et du tiers état. — Les légistes furent le trait d'union entre le pouvoir central et les bourgeois des villes. Ce fut par leur conseil qu'en 1302 le tiers état fut appelé à prendre part aux affaires publiques. Ils dirigèrent ses votes, et, sous l'influence des légistes, cet ordre supplia Philippe le Bel de garder la souveraine franchise de son royaume. Ce fut encore lui qui, en 1308, se prononça énergiquement contre les templiers et fit entendre une requête menaçante contre le clergé qui hésitait à les condamner: « Le peuple du royaume de France adresse au roi d'instantes supplications. Qu'il se rappelle que le prince des fils d'Israël, Moise,

l'ami de Dieu, à qui le Seigneur parleit face à face, voyant l'apostasie des advrateurs du veau d'or, dit : Que chacun prenne le glaive et tue son proche parent. Il n'aila pas pour cela demander le consentement de son frère Aaron, constitué grand prêtre par l'ordre de Dieu Pourquoi donc le roi très-chrétien ne procéderait-il pas ainsi, même contre tout le clergé, si le clergé errait ou soutenait ceux qui errent? »

Lorsque dans les dernières années du règne de Philippe le Bel, la noblesse, irritée de la suppression d'une grande partie de ses priviléges, prit les armes coutre le roi, il employa contre elle la plame de quelque légiste plébéien qui lui reproche sa deloyauté en termes énergiques : « Cette gent dénaturée qui s'élève contre son chef et lui fait la guerre sans le prévenir, pour ramener, dit-elle, la bonne cou-tume, prétend être noble; mais telle gent qui vilainement agit, à bon droit vilaine est nommée. Leurs devanciers avaient tout fait pour l'avancement de notre couronne; eux ne songent qu'à la détruire. Le roi ne leur dénie pas justice, mais ne songe qu'à leur exposer ses raisons. N'ont-ils pas l'accès libre auprès de lui et l'entrée dans son parlement? Ils pouvaient lui exposer leurs plaintes, il les aurait écoutés débonnairement. » (Le dit des alliés, par Godefroy de Paris.) Cesse alliance de la royauté et du tiers état contribua à l'unité de la France. La royauté détacha de plus en plus les bourgeois de la commune, qu'ils regardaient d'abord comme leur unique patrie, pour les rattacher à la grande et véritable patrie. Le droit de bourgeoisie ne fut plus le privilége des habitants de quelques villes, on put s'avouer dans toute la France le bourgeoie du roi, et obtenir la plénitude des droits civils. La royauté, dit M. Aug. Thierry, créa une nouvelle classe de roturiers libres, auxquels on aurait pu donner, par exception, le titre de citoyens du royaume. En même temps, il sut posé en principe que nulle commune ne pouvait s'établir sans le consentement du roi; puis, que toutes les villes de commune ou de consulat étaient, par le fait même, sous sa seigneurie immédiate.

SIM. Lutte de la royauté et du tiers état au milieu du xive siècle; utilité de l'initiative du tiers état. — L'union de la royauté et du tiers état, si avantageuse à l'une et à l'antre, dura jusqu'au milieu du xive siècle. Les désastres de la guerre de cent ans, les excès d'un gouvernement tyrannique et incapable, amenèrent une scission fanceste

V

qui éclata aux états généraux de 1357. Le tiers état, dirigé par le prévôt des marchands de Paris (voy. ce mot), Etienne Marcel, entreprit de se saisir du pouvoir que laissait échapper la royauté. Au milieu d'une crise qu'il n'est pas de notre sujet de raconter, le prévôt des marchands et l'assemblée qu'il dirigeait posèrent des principes, que la royauté instruite par l'expérience adopta et régularisa. Ainsi les états généraux avaient demandé la résorme du parlement, la fixité des monnaies, la perception régulière de l'impôt par des commissaires généraux nommés par les états et des sous-commissaires appelés elus (voy. ce mot). Charles V fit du parlement un tribunal permanent (voy. PARLEMENT), accepta l'institution des généraux des finances (voy. Finan-CES) et des élus qui devinrent des fonctionnaires royaux; enfin il interdit l'altération des monnaies si fréquente sous les règnes précédents (voy. Monnaies),

Cette initiative du tiers état se manifesta souvent dans l'histoire de France. Les assemblées nationales, et surtout le tiers état qui en était la partie énergique et presque révolutionnaire, ont indiqué à plusieurs reprises d'utiles réformes; mais elle les compromettaient par l'effervescence des passions politiques. Venaient ensuite les 10is législateurs, qui, laissant de côté les projets téméraires ou prématurés, acceptaient et réalisaient les idées sanctionnées par l'opinion publique. Ainsi, l'assemblée cabochienne de 1413 réclama de nouvelles réformes administratives qu'accomplit Charles VII. Les améliorations que Louis XII introduisit dans le gouvernement, entre autres la publication des coutumes et la séparation des fonctions civiles et militaires, avaient été demandées par les états généraux de 1484. Les doléances des états d'Orléans (1561) et de Blois (1577) préparèrent les célèbres ordonnances d'Orléans (1561), de Moulins (1566) et de Blois (1579); enfin le tiers état fit entendre aux états de 1614 les réclamations les plus énergiques pour la réforme de l'administration (voy. Assemblées Po-Litiques). Richelieu consultait souvent les cahiers de cet ordre; il satisfit en partie à ses vœux. Colbert, qui invoquait sans cesse l'autorité de Richelieu, et s'inspirait de ses idées, continua ses réformes, et les dépassa en répondant comme lui aux besoins et aux vœux de la France manifestés par les états de 1614.

On peut donc dire que le tiers état a eu, dans les destinées de l'ancienne France, une glorieuse initiative. Pendant que la noblesse s'illustrait sur les champs de bataille, que le clergé enseignait dans les écoles, et préchait dans les églises, le tiers état donnait à la royauté ses conseillers les plus intelligents, aux parlements et aux cours de finances leurs membres les plus actifs et les plus influents; il enrichissait France par le commerce et l'industrie: et appelé de loin en loin aux assemblées nationales, il y portait l'intelligence nette et pratique que donnent les habitudes commerciales. Il y réclamait et y imposait même souvent des réformes qu'exigeait l'intérêt de la France, mais auxquelles s'opposaient les passions, les préjugés et les intérêts des autres ordres.

§ IV. Progrès du tiers état au xviº siècle. — Au xvi siècle, le rôle du tiers état s'agrandit. Le luxe croissant, les expéditions lointaines, de nouvelles régions ouvertes à l'activité humaine et de nouveaux trésors livrés à l'intelligence, tout contribua à accroitre la puissance des classes laborieuses. «Pour un marchand que l'on trouvait du temps du roi Louis XI. dit Claude de Seyssel dans ses louanges du roi Louis XII, on en trouve de ce règne plus de cinquante. Il y en a par les petites villes plus grand nombre que jadis dans les grosses et grandes cités, tellement qu'on ne fait guère maison sur rue qui n'ait boutique pour marchandise ou art mécanique. Je suis informé par ceux qui ont la principale charge des finances du royaume, gens de bien et d'autorité, que les tailles se recouvrent à présent beaucoup plus aisément, et à moins de contrainte et de frais, sans comparaison, qu'elles ne faisaient du temps des rois passes. » Le même historien signale d'autres causes de la prospérité du tiers état, et en atteste le progrès. Il est frappe de l'ascension rapide des classes inférieures: « Chacun du dernier état peut parvenir au second par vertu et par diligence, sans autre moyen de grâce ni de privilége.» (Traité de la monarchie, par Claude de Seyssel, Ire partie, chap. xvII.) Ce second état était la magistrature qui souvent donnait l'avantage sur la noblesse placée au premier rang. « On voit tous les jours, dit Claude de Seyssel dans de même ouvrage (II partie, chap. xx), les officiers et ministres de la justice acquérir les héritages et seigneuries des barons et nobles hommes, et ces nobles venir à telle pauvreté et nécessité, qu'ils ne peuvent entretenir l'état de noblesse. » La vénalité des charges (voy. Vénalité) qui permettait aux riches marchands d'élever leurs fils à la magistrature, contribus puissamment à l'essor que le tiers état prit au xvi• siècle. Les étrangers en

étaient spécialement frappés. Écoutons un ambassadeur venitien qui fait preuve dans ses relations d'intelligence et de sagacité. Il visita la France en 1561, à l'époque où les conséquences des règnes de Louis XII, de François I^{er} et de Henri II s'étaient développées. Voici comment il s'exprime sur le tiers état (Relations des ambassadeurs véniliens, t. I, p. 487): « Les trois états servent le royaume à leur manière. Celui du peuple (le *tiers* dias) a dans ses mains quatre offices importants : la première charge est celle du grand chancelier qui entre dans tous les conseils, garde le sceau royal, et sans l'assentiment duquel aucune délibération ne peut avoir lieu ni aucune decision être mise en exécution. Le second office est celui des secrétaires d'État, lesquels, chacun dans leur sphère, expédient les affaires, gardent les papiers, sont les dépositaires des secrets les plus graves. Le troisième office est celui des présidents, des conseillers, des juges, des avocats et de tous ceux à qui la justice civile et criminelle est confiée dans le royaume entier. Le quatrième est celui des trésoriers, des percepteurs, des receveurs géneraux, des receveurs particuliers qui administrent tous les revenus et toutes les dépenses de la couronne. » A mesure que la société se dégageait des entraves teodales, et qu'elle aspirait à un état meilleur que celui où prévalait exclusivement la force, les classes nobles consacrées à la guerre perdaient en importance, tandis que le tiers état et les classes laborieuses, dans lesquelles il se recrutait, gagnaient chaque jour. Le peuple entier profitait de ce progrès. Ce serait, en effet, une erreur de voir avec quelques écrivains dans le tiers une classe fermée au peuple. Il n'y avait là ni priviléges de naissance ni priviléges de caste. Tous les Français pouvaient par le travail arriver à la bourgeoisie, et participer aux droits du tiers état.

§ V. Rôle du tiers état au xvii siècle; il donne à Louis XIV ses conseillers et ses ministres. — Séparé un instant de la royauté par les fautes des derniers Valois, le tiers état s'y rattacha plus étroitement sous Henri IV, et cette alliance fut une des principales causes du triomphe de la royauté sur les factions. L'intelligence et la force du tiers état paraissent avec éclat pendant la minorité de Louis XIII aux états généraux de 1614. Déjà retentit cette menace adressée au clergé et à la noblesse par le tiers état:

li faut que vos cadets devienment vos afnés.

Les cadets montraient, en esset, une

grande supériorité d'intelligence, et le cahier du tiers état demandait une série de réformes qui devaient améliorer le gouvernement, les finances, le commerce, la justice, en un mot toutes les branches de l'administration. Richelieu et Colbert le sentirent, et ils s'efforcèrent de rattacher de plus en plus le tiers état à la monarchie. De son côté, le tiers état comprit que cette émente de seigneurs, de femmes et de parlementaires, qu'on ap-pelle la Fronde, ne pouvait être qu'une crise funeste à l'État. Il se sépara presque partout des parlements et des seigneurs partisans de la Fronde. Les parlements commençaient à oublier qu'ils étaient sortis du tiers état. Ils prétendaient re présenter la nation tout entière, et se mettaient même au-dessus des états généraux. Ce quatrième ordre, comme on l'appelait quelquefois, constitua la noblesse de robe. Le véritable tiers état ne fut que médiocrement affaibli par cette séparation. Colbert, qui comprenait si bien les intérêts de la France, et songeait surtout aux classes laborieuses, Colbert abaissa la magistrature pendant qu'il favorisait les progrès du commerce, de l'industrie, de la marine, de l'agriculture (voy ces mots), et par conséquent le tiers état qui y puisait sa force et ses richesses. Lui-même était sorti de cette classe, et Louis XIV y prenait systématiquement ses conseillers et ses ministres. Ce roi le déclare dans ses Mémoires (t. I, p. 36): « Il n'était pas de mon intérêt de prendre des hommes d'une qualité éminente. Il fallait, avant toutes choses, faire connaître au public, par le rang même où je les prenais, que mon dessein n'était pas de partager mon autorité avec eux. Il m'importait qu'ils ne conçussent pas d'eux-mêmes de plus hautes espérances que celles qu'il me plairait de leur donner. Ce qui est difficile aux gens d'une grande naissance. »

Le choix de Louis XIV tomba d'abord sur des hommes zélés et habiles. Mais, vers la sin de son règne, il s'entoura de médiocrités complaisantes, auxquelles il se persuadait qu'il pourrait communiques le génie des Colbert et des Louvois. Les fautes multipliées de ces ministres, le fardeau toujours croissant des impôts, enfin les désastres des guerres extérieures et la misère intérieure provoquèrent, à la an du règne de Louis XIV, une séparation sourde d'abord, et plus tard éclatante entre le roi et le tiers état. Est-il nécessaire de rappeler qu'en 1709 le duc de La Rochefoucauld recevait un billet qui marquait en termes formels qu'il se trouvait encore des Ravaillacs? « Ce qui piqua

le roi davantage, ajoute Saint-Simon, ce fut l'inondation des placards les plus hardis et les plus sans mesure contre sa personne, sa conduite et son gouvernement, qui, longtemps durant, furent trouvés affichés aux portes de Puris, aux églises, aux places publiques, surtout à ses statues qui furent insultées de nuit en diverses façons. Il y eut une multitude de vers et de chansous où rien ne fut

épargné. »

§ VI. Séparation profonde entre la reyauté et le tiers état au xviiie siècle. Les règnes suivants ne tirent que rendre plus profonde la séparation entre la royanté et le tiers état. Les turpitudes de la régence et du règne de Louis XV, les tentatives de réforme où échouèrent Machauit, Turgot et Necker; le mouvement des idées qui agitait puissamment les caprits; les abus de la féodalité subsistant à côté du despotisme; au sommet de la société le pouvoir arbitraire, en bas des inégalités choquantes léguées par le moyen àge; ici les entraves des douanes provinciales qui, selon l'expression d'un écrivain du xvii siècle, rompaient les artères de la France; ailleurs les prisons d'Etat qui s'ouvraient sur me lettre de cachet ; la liberté religieuse violée, la presse baillonnée, tout con-tribuait à irriter le tiers état qui voyait les abus, les signalait par ses écrits et en demandait vainement la réforme. Est-il nécessaire de rappeler les théories des économistes sur la liberté du commerce, le transport des grains, l'égale répartition de l'impôt? quelques ministres honnètes et courageux tentèrent de les appliquer en les dégageant du mélange impur que les passions y mélaient. lls voulurent la réforme pour prévenir la révolution; mais un pouvoir faible ou aveugle se refusa à l'évidence, méconnut la justice des réclamations et l'impérieuse nécessité des circonstances. Cette résistance exaita les passions dejà trop ardentes des réformateurs. Alors éclata la scission entre le tiers état et la royauté si longtemps sa protectrice et son alliée. Le célébre pamplilet de Sieyès : Qu'est-ce que le tiers, résume la situation et indique assez quels partis étaient aux prises. L'assemblée nationale constiinante composée de l'élite du tiers état, auquel s'étaient railiés les membres les plus échairés du clergé et de la noblesse, preclama l'abolition des ordres entre lesquels était divisée la nation. Il n'y eut plus que des Français éganz devant la ol. Cette dernière conquête, qui couronne l'histoire du tiers état, met fin à son rôle politique; à partir de cette époque il se confond dans la vaste unité de la France.

Voy. sur l'histoire du tiers état les dernières leçons du Cours de l'histoire de la civilisation en France, par M. Guizot, et l'introduction de M. Aug. Thierry aux documents inédits de l'histoire du tiers état.

ETAT CIVIL. — Les acies de l'état civil constatent les naissances, les mariages et les décès. Jusqu'en 1539, il n'y est point de registres de l'état civil. Les chartriers des familles nobles les remplaçuent pour l'aristocratie féodale; les églises avaient des obituaires où l'on inscrivait les décès des principaux personnages, et surtout des bienfaiteurs des couvents et des paroisses; mais la grande majorité des familles était dans l'impossibilité de constater régulièrement les naissances, les mariages et les décès. Il fallait s'adresser à la niémoire de témoins qui ne pouvaient donner que des résultats très-incertains.

§ ler. Institution des registres de l'état civil en 1539. — L'ordonnance de Villers-Cotterets, rendue par François I., au mois d'août 1539, prescrivit la tenue de registres où les curés devaient inscrire avec exactitude l'époque de la naissance des fidèles qu'ils baptiseraient. Un notaire signait les registres avec le curé. et chaque année ils devaient être déposés au greffe du bailliage le plus voisin. Cette ordonnance ne parlait que des naissances. Quant aux décès, on se bornait à constater ceux des bénéficiers qui avaient une grande importance pour le clergé. Outre les lacunes que presentait cette ordonnance, il paraît, par les plaintes de Bodin, qui publia, sous Henri III, son Traite de la république, qu'elle était mal exécutée. Cet auteur insiste sur l'avantage qui résulterant de registres bien tenus. "Quand il n'y aurait, dit-il (livre Vf de la république), que le hien qui revient de savoir l'âge de chacun, on retranche un million de procès et de différends qui sont intentés pour les restitutions et actes concernant la minorité ou la majorité des personnes, ce qui fut la principale occasion pourquoi le chancelier Poyet, entre les ordonnances louables qu'il fit publier, voulut que les curés tinssent registre de ceux qui naissent, mais les registres ne sont pas gardés comme il faut, et l'ordonnance est mai exécutée. »

SN. Améliorations dans la tenue des registres de l'état civil. — Bodin publiait son Traité en 1577, et deux ans après l'ordonnance de Blois, dans son article 181, enjoignait aux curés de tenir note des natesances, mariages et décès,

et de déposer chaque année les registres au greffe du bailliage le plus rapproche; elle prononçait des peines sévères contre ceux qui ne se conformeraient pas à ces prescriptions. Plusieurs ordonnances les confirmèrent. Le Code Louis, ou ordonnance civile promulguée en 1667, entra, à cet égard, dans de nouveaux détails. Il enjoignit de tenir deux registres pour l'inscription des naissances, mariages et décès de chaque paroisse. L'un de ces registres devait rester entre les mains du juge royal; l'autre était confié au curé ou vicaire de la paroisse. L'ordonnance déterminait la forme des actes et imposait la mention exacte des noms et de l'age de l'ensant, des père et mère, parrain et marraine; l'indication précise des dates, demeure, profession, etc. Malgré toutes ces précautions, les registres de l'état civil ne furent pas tenus avec exactitude. D'ailleurs les protestants et les Juis ne pouvaient légalement figurer sur ces registres; il était donc nécessaire de réformer cette partie de la législation. L'assemblée nationale constituante s'en chargea

III. Organisation moderne des actes de l'état civil. — La loi du 20 septembre 1792 confia aux municipalités le soin de tenir les registres de l'état civil. Les conseils généraux des communes devaient désigner, parmi leurs membres, une ou plusieurs personnes qui seraient chargées de ces fonctions. Ces dispositions furent modifiées dans la suite, et la loi du 28 pluviôse an viii chargea les maires et adjoints de tenir les registres de l'état civil. Le code civil ou code Napoléon confirma cette loi, et elle est encore aujourd'hui en vigneur. Il preserivit en même temps que, pour les soldats enrôlés sous les drapeaux, il fut tenu un registre spécial de l'état civil où le capitaine remplissant les fonctions d'officier civil inscrirait les naissances, les mariages et les décès, Les formelités pour les actes reçus en mer ou en pays étranger sont aussi fixées par ce code (Cods Napol., art. 59, 60, 61, 86, 87 et 47, 48).

Les registres ordinaires de l'état civil sont tenus en double. Les actes constatant les naissances, mariages et décès sont inscrits d'après une formule déterminée qui relate avec grand soin les noms, prénoms, âge, domicile, etc. Un des doubles est déposé au greffe du ribunal de première instance, dans le ressort duquel est placée la commune, l'autre reste déposé, après vérification, dans les archives de l'état civil. Grèce à ces précautions, les familles, qui ont le droit de demander des extraits certi-

fiés des registres, constatent avec une grande facilité l'état civil de chaoan de leurs membres, et l'État peut faire dresser avec exactitude la statistique de la population.

ETAT DE DISTRIBUTION. — Rôle qui s'expédiait, dans l'ancienne monarchie, au conseil royal des finances et contenait l'énumération des sommes que le roi voulait être payées à certains particuliers pour pensions, appointements, gratifications, etc.

ETAT DE SIEGE. — L'état de siège a été défini pour la première sois dans une loi de la Constituante (8 juillet 1791). Elle déclara que lorsqu'une place de guerre serait en état de siège, toute l'autorité serait remise au commandant militaire. Les officiers civils restaient chargés de la police intérieure; mais ils étaient subordonnés à l'autorité militaire. Une loi du 10 fructidor an v (27 août 1797) déclara que l'état de siège pourrait être appliqué aux villes de l'intérieur. L'état de siège est déterminé ou par une attaque des ennemis ou par une ordonnance du chef de l'Etat. Il suspend l'action des tribunaux ordinaires et soumet tous les citoyens à la juridiction des conseils de guerre pour les délits dont le commandant militaire leur a reservé la connaissance (décret du 24 décembre 1811). Sous l'empire de la charte de 1830, la cour de cassation avait déclaré que, les citoyens ne pouvant être distraits de leurs juges naturels, les militaires seuls étaient justiciables des conseils de guerres mais depuis 1848, l'état de siège a été appliqué dans toute sa rigueur.

ETAT DES PERSONNES. — Ces mots indiquent la classification des personnes dans la société française d'après leur condition politique. L'état des personnes a perpétuellement varié depuis les premiers temps de notre histoire jusqu'à la révolution française. On distingue dans les premiers temps les hommes libres et les esclaves, et parmi les hommes libres l'aristocratie des familles sénatoriales, les curiales ou aristocratie municipale (voy. Municipes), enfin les corporations industrielles des villes qui forment la plèbe ou population inférieure. Dans les campagnes presque toute la population était esclave, mais à des degrés divers. Il y avait des colons attachés à la glèbe (voy. Cotons) et les esciaves proprement dits. L'invasion des barbares modifia considérablement l'état des personnes. On distingua les barbares conquérants et les galle-romains qui avaient subi la

conquête; des premiers se subdivisèrent efi ahrimans, autrustions, fideles, loudes, lites, etc. (voy. ces mots); les seconds furent appelés convives du roi, colons, fiscalins, etc. Lorsque la distinction des races se sut effacee, le système séodal, ne de la conquête, établit en Europe une distinction prosonde entre les propriétaires du sol suserains ou vassaux (voy. Féoda-LITE, et les roturiers, vilains, hommes de pooste ou de poté, serfs, etc. Les premiers formèrent une aristocratie oppressive en possession de tous les droits. La condition des autres classes était misérable. Elles s'affranchirent progressivement, et sormèrent un troisième ordre, le tiers élas qui commença à être compté politiquement aux xii, xiiie et xive siècles. Depuis cette époque jusqu'à la révolution la société française fut divisée en trois ordres: noblesse, clergé et tiers état; enfin lu révolution de 1789, en proclamant l'égalité de tous les Français devant la loi, a effecé ces distinctions de l'étal des personnes.

STAT DES TERRES. — L'élat des terres a toujours été corrélatif à l'état des personnes. Les barbares, en s'emparant des terres, les divisèrent en plusieurs classes : les alleux étaient les terres que le sort assignait aux ahrimans ou hommes libres (voy. AHRIMANS et ALLEUX); les bénéfices étaient des terres accordées aux leudes en récompense des services qu'ils avaient rendus voy. Bénéfices et Leu-DES); enfin les terres censitaires étaient celles dont la culture était laissée à des hommes d'une classe inférieure qui payaient l'impôt appelé cens. Le système léodal modifia cet état des terres. Il n'y eut plus de terre sans seigneur, et les domaines, qu'on recevait & condition de rendre certains services à son seigneur, prirent le nom de fiefs. Les terres furent soumises à une véritable hiérarchie depuis les terres tenues en roture jusqu'au domaine royal (voy. Fronautr). Ces distinctions ne s'effacèrent complétement qu'à l'époque de la révolution française. Les terres, quel que soit le propriétaire. ont été depuis cette époque soumises aux mêmes lois.

ETAT-MAJOR. — Ce mot désigne les officiers supérieurs d'une armée, d'une partie d'armée ou même d'un régiment. Voy. Hiérarchie militaire.

ETATS (Pays d'). - Provinces qui conservèrent jusqu'en 1789 le droit de s'assembler en vertu d'un ordre du roi pour régler les affaires de la province et pour les besoins de l'État. Voy. ETATS PROVINCIAUX.

ETATS DE FINANCES. — Comptes et mémoires servant à établir la situation financière. On distinguait, dans l'ancienne monarchie, Nital approximatif ou par estimation que l'on dressait au commencement de l'année de l'état au vrai que les comptables soumettaient à la chambre des comptes lorsque les recettes et les dépenses avaient été effectuées.

ETATS GENERAUX. — J'ai indiqué au mot Assemblées Politiques les princi-pales réunions d'états généraux que présente l'Histoire de France de 1302 à 1789; mais il est indispensable de rechercher comment étaient nommés les membres de ces assemblées, quelles étaient les formes de leurs délibérations et leurs attributions. Il faut d'abord remarquer qu'aucune loi, aucune ordonnance n'avait réglé ces questions, et qu'il n'existait que des usages sans aucune fixité.

§ I°. Nomination des députés aux états généraux. — La convocation des états généraux appartenait au roi seul, puisque, malgre des tentatives plusieurs fois renouvelées, on n'avait pu obtenir la périodicité de ces assemblées. Les lettres patentes qui convoquaient les états généraux étaient adressées d'ordinaire aux gouverneurs des provinces et aux baillis. Elles indiquaient la cause de la convocation, ainsi que le lieu et l'époque de la reunion des députés. Les gouverneurs et baillis saissient semondre à domicile les nobles et bénéficiers ecclésiastiques. Ils envoyaient copie des lettres du roi aux échevins des villes et aux juges et curés des villages. Les bourgeois et vilains étaient avertis au prine, à son de trompe. par affiches apposées au pilori ou à la porte des églises. Sur cette convocation, les nobles et les ecclésiastiques nommaient directement leurs députés. Mais, pour le tiers état, il y avait deux degrés d'élection: les paysans réunis dans les villages et les bourgeois dans les villes sous la présidence des baillis, sénéchaux, vicomtes ou viguiers, prévôts, lieutenants des baillis, etc., nommaient des electeurs et rédigeaient des cahiers de doléances où ils exposaient leurs vœux et leurs besoins. Les députés de ces diverses assemblées se réunissaient au chef-lieu du bailliage, examinaient les divers ca-hiers et en formaient le cahier du bailliage. Ils procédaient ensuite à la nomivoter les contributions qu'elle s'imposait nation des députés aux états généraux.

Le nombre des députés n'était pas déterminé, et avait peu d'importance puisque. dans l'assemblée des états, on votait par

ordre et non par tête.

Nous venons de résumer les usages principaux pour la nomination des députes; mais il faut ajouter que les formes variaient de province à province; et que jusqu'en 1483 les paysans ne prenaient aucune part à l'élection et à la rédaction des cahiers de doléance. Ils obtinrent d'Anne de Beaujeu le droit de participer aux élections; mais, dans quelques provinces, et, entre autres, en Auvergne, ils ne purent pas l'exercer immédiatement. Au xvie siècle, les députés de l'Auvergne n'étaient nommés que par le clergé, la noblesse et le tiers état. Dans certaines contrées, les assemblées provinciales avaient une représentation spéciale. Outre les députés nommés par les électeurs. certains corps prétendaient avoir droit de sièger aux états : ainsi la commune de Paris en 1356, l'Université en 1413 et le parlement de Paris à plusieurs époques. Le parlement affecta même de se regarder comme supérieur aux états généraux. Pendant la Fronde, le président de Mesmes disait « que les parlements tensient rang au-dessus des états généraux, étant juges de ce qui y était arrêté par la vérification; que les états généraux n'agissaient que par prières et ne parlaient qu'à genoux comme les peuples et sujets; mais que les parlements tenaient un rang au-dessus d'eux, étant comme médiateurs entre le peuple et le roi. » (Journal d'Olivier d'Ormesson, à l'année 1649.)

S II. Assemblée des états généraux: leurs attributions. — Dès que les députés aux états généraux étaient réunis dans le lieu qui leur avait été assigné par les lettres de convocation, ils s'assemblaient dans leurs bureaux, et chaque ordre séparément procédait à la nomination des présidents, greffiers et évangélistes ou assesseurs des grefflers. En général, le président du tiers état était le prévôt des marchands de Paris. La première assemblée générale se tenait sous la présidence du roi et s'appelait séance royale. Le roi en faisait l'ouverture en prononçant quelques paroles. Le chancelier exposait ensuite dans une harangue le motif de la convocation des états. L'orateur de chaque ordre, qui était souvent le président de cet ordre, répondait successivement au roi. L'orateur du clergé portait le premier la parole; puis celui de la noblesse et enfin l'orateur du tiers état. Pendant la harangue de ce dernier, le tiers état se tenait debout et tete nue, tandis que les deux ordres pri-

vilégiés restaient assis et couverts perfe dant qu'on parlait en leur nom. Ceratait pas la seule marque d'infériorité blessante pour le tiers état, et on voit, sur-tout aux états de 1614, les ainés de la France, comme s'appelaient les privilégiés, provoquer par leurs mépris la haine et la vengeance de leurs cadets

(VOY. ASSEMBLÉES POLITIQUES).

S III. Cahiers des états généraux. Après la seance royale, les trois ordres se retiraient dans leurs bureaux et s'occupaient de la rédaction de leurs cahiers de doleances. Ils avaient reçu des électeurs une espèce de mandat impératif imposé par les cahiers des bailliages. On reduisait tous ces cahiers à douze, nombre des grands gouvernements, et ensuite on formait de ces douze cahiers un seul cahier, qui traitait de toutes les parties de l'administration et indiquait les résormes qui paraissaient urgentes. Chaque ordre faisait ce travail séparément ; il n'y avait point de délibération commune. Lorsque les trois ordres avaient achevé la rédaction des cahiers de daléances, ils demandaient au roi une réunion générale. pour les lui présenter. Cette séance royale était entourée, comme la première, d'un appareil solennel. Le roi y paraissait entouré des princes, des pairs, et grands officiers du royaume. Les orateurs des différents ordres le haranguaient en lui présentant les cahiers de doléances. L'assemblée se séparait ensuite, sans attendre la réponse à ses cahiers. Presque toujours. on demandait aux états un vote de subsides, et c'était même là le principal objet de la convocation. Souvent les rois se dispensaient de cette formalité; on n'y avait recours que pendant les minorités ou aux époques de crises politiques.

S IV. Résultats des états généraux. -On serait tenté de croire, d'apres ce rapide aperçu des assemblées et de lours délibérations, que les états généraux sont restés stériles. Convoqués rarement, par la volonté arbitraire des rois, n'ayant le droit d'imposer aucune résolution, se bornant à des doléances qui n'obtenzient pas toujours une réponse, les étate semblent n'avoir eu qu'un rôle très-secondaire. Ce ne fut pas toutefois un médiocre avantage de faire entendre de loin en loin la voix de la nation, et de provoquer des réformes qui finirent presque toujours par s'accomplir. Il suffit, pour s'en convaincre, de se rappeler que la plupart des grandes mesures administratives de l'ancienne monarchie furent proposées par les états generaux, quelquefois violemment imposées, mal exécutées, et compromises par les excès révolutionnaires; mais, après

Tes crises, des gouvernements instruits mr expérience appliquaient avec prudence les réformes indiquées. Ainsi, Charles V profita des mesures adoptées par les états de 1356; Charles VII, Louis XII et François les, s'inspirèrent plus d'une fois des Mats de 1438, 1483 et 1506. Les célèbres ordonnances de L'Hôpitai (Orléans, 1561, et Moulins, 1566), furent précédées d'assomblées détais et de notables. Les étais de Blois, en 1576, préparèrent l'ordonnance de 1579, qui compléta les réformes de L'Hôpital. Enfin, les assemblées de 1614, de 1619 et de 1626, proposèrent la plupart des mesures qui ont fait la toire de l'administration intérieure de Richelieu et de Colbert. On voit que le sole des états généraux a plus d'importance qu'on ne le supposerait, d'après ene étude superficielle de la question.

Les députés aux états généraux recevaient une indemnigé. M. Rathery a cité la taxe affouée, en 1576, aux députés du clergé: vingt-cinq livres par jour pour les archevêques, vingt livres pour les évêques, quinze hivres pour un abbé chef d'orère ou régulièrement institué, douze livres pour un abbé commendataire (voy. ce mot), dix livres pour les doyens ou archidiacres, neuf on huit livres pour les auxes députés du ciergé. — Voy. pour les détails, l'Histoire des états généraux, par

M. Ruthery, Paris, 1845.

ETAYS PROVINCIAUX. — Hest probaple, quoique on ne puisse rien affirmer à cet égard, que primitivement chaque province avait ses états. Sous le régime feedal, les grands seigneurs s'entouraient souvent de leurs pairs qui formaient tout à la fois feur conseil et leur tribunal. Les élais provinciaux ne farent pendant longtemps que l'assemblée des principaux seudataires isiques et eoclésiastiques qui se rendment aux plaids de leur seigneur. Le tieus état n'y fut généralement appelé qu'au xive siècle. A cette époque, les états provincioux so tenaient régulièrement chaque année et votaient les subsides qui, same usus formalité, ne pouvaient être réguisivement perçus. Ces états, composés des trois ordres, comme les états générana, émiest nommés de la même manièm (woy. ETWIS GENERAUR). Plus d'una fois ice diute prevencioux opposèrent une viro résistance sex volontés royales. Les éaus de Normandie rappelaient, même à Louis XIV, qu'il devait respecter la justice. « Votre Majesté, lui disaient ces éasts en 1688, a témoigne à tout le monde qu'alle peut, dans son Etat, tout ce qu'il m plak. Il ne convient pas moins à sa instine, quand tout fait jong soms son

autorité, de donner à connaître qu'elle ne veut que ce qui est raisonnable, et que sa bonté accorde librement aux trèshumbles supplications de ses sujets, la décharge des choses qui les grèvent devantage. » Quelque modérées que fussent ces remontrances, elles blessèrent une autorité ombrageuse, et la Normandie fut privée de ses états. Il en fut de même du Maine, de l'Anjou, de la Toursine, de l'Orléanais, du Bourbonnais, du Niver-nais, de la Marche, du Berry, de l'Aunis et de la Saintonge, de l'Angoumois, de la haute et basse Auvergne, du Quercy, du Périgord et du Rouergue. Il n'y eut qu'un petit nombre de provinces qui couservèrent leurs états, et on les désigna par le nom de pays d'états. C'était le Languedoc, la Bretagne, la Bourgogne, la Provence, le Dauphiné, l'Artois, le Hainaut et le Cambrésis (Flandre française), le comté de Pau, le Bigorre, le comté de Foix et quelques petites provinces du midi.

Les étais provinciaux avaient perdu en grande partie leur indépendance au xviii siècle. La royauté eut seule le droit de les convoquer, et régla leurs séances. Ainsi, le gouverneur de Bretagne pouvait priver une ville du privilége de se faire représenter. En 1667, le nombre des dé-putés que chaque ville devait envoyer fut fixé par ordonnance royale. En 1687, le roi décida que les divers députés d'una même ville n'auraient ensemble qu'une voix. Ces atteintes multipliées aux anciennes franchises des provinces provoquaient les plaintes même de ceux qui avaient perdu depuis longtemps le vif sentiment de la liberté. Mue de Sévigné, dont le patriotisme breton est suspect, écrivait le 18 janvier 1690 : « Notre grande héritière (Anne de Bretagne) ne méritait-elle pas que son contrat de mariage fut sidèlement observé? » Bien loin de reculer dans cette voie, Louis XIV dé-clara, en 1762, que les maires et leurs lieutenants partageraient avec les juges le droit de représenter les villes aux états de Bretagne; or, à cette époque, les meires et leurs lieutenants étaient nommés par le roi, ainsi que la plupart des juges. Les élections du tiers état pour les états de Bretagne se trouvèrent presque entièrement annulées. Enfin, le roi vendit aux villes le droit de s'imposer des octrois, qui, antérieurement, étaiont concédés par les états. Les autres états provinciaux subirent également la domimation des officiers royaux qui partout avaient seuls le droit de convoquer les assemblées, et d'en diriger les délibérations.

ETENBARD. — Voy. ARRES DE FRANCE et Bannfère.

ETERNUMENTS. — Les paiens regardaient les éternuments comme un présage favorable le soir et funeste le matin. De là l'usage de saluer ceux qui étermuzient, en leur disant: que Jupiter vous conserve, ou encore : que les dieux détournent ce signe functie. Dans la suite, l'usage s'est conservé, quoique la croyance au présage est disparu; on s'est borné à substituer une formule chrétieune à la formule païenne. Quelques auteurs prétendent que cette coutume vient d'une maladie épidémique qui ravagea la France à l'époque de Brunchaut, et dont la crise se manifestait par un élernument souvent snivi de la mort. De là, dit-on, les souhaits adressés à coux qui éternuent. Mais cet usage remonte à une époque beaucoup phis ancienne.

ÉTEUF. — Balle dont on se servait pour jouer à la longue paume. On appelait aussi éteuf toute balle rembourrée de son et couverte de cuir.

ETIQUETTE. — § Ier. Origine de l'étiquette : elle date du règne de François I^{ez} ; code de l'étiquette dressé à cette époque. - L'étiquette ou céremonial établi à la cour des rois de France, date surtout du xer siècle. Les rois barbares n'étaient que des chets de guerre accessibles à tous leurs compagnous d'armes. Il est vrai que, sous la seconde race, l'étiquette byzantine s'introduisit à la cour des rois francs; on se prosterna devant les empereurs, suivant l'usage oriental. En abordant le souverain, en lui baisait le pied ou du moins le genou. Ces usages dispararent à l'époque où trionspha la féodalité. Les premiers Capetiens étaient accessibles à tous. On voit le roi Robert entouré de pauvres, et saint Louis rendant la justice sous le chèse de Vinconnes. Ceux même qui se dérobaient aux regards comme Louis XI, étaient bien loin d'observer avec les seigneurs qu'ils admettaient dans leur intimité les formalités minutienses de l'étiquette. C'est surtout au règne de François 300 qu'il faut rapporter l'origine du cérémozial observé à la cour de France.

Un mémoire intitulé: Avis donnez par Catherine de Médicis à Charles IX, pour la police de sa cour et pour le gouvernement de son État. (Archives curieuses de l'histoère de France, 1^{re} série, V, 245 et suir.), en fournit la preuve. Elle dit à son petit-fils: « Je désirerais que vous prissiez une heure certaine de vous lever, et, pour contenter votre noblesse,

faire comme faiceit le feu mi votie père; cer, quand il prenait la chemise et que les habillements entraient, tous les princes, seigneurs, capitaines, chevaliers de l'ordre, gentilshommes de la chambre, maîtres d'hôtel, gentilshommes servants entraient lors, et il parlait à cux, et ils le voyaient; ce qui les contentait beaucoup. Cela fait, s'en allait à ses affaires, et tous sortaient, hormis ceux qui en étaient et les quatre secrétaires. Si faisiez de même, cela les contenterait fort pour être chose accoutumée de tout temps aux rois vos père et grand-père, et après cela que donnas siez une heure ou deux à ouir les dépêches et affaires qui sans votre présence ne se peuvent dépêcher et ne passer les dix heures pour alier à la messe, comme on avait accoutumé aux rois vos père et grand-père. Que tous les princes et seigneurs vous accompagnament, et, au sortir de la messe, diner, s'il est tard, ou sinon vous promener peur votre santé, et ne passer onze heures que ne diniez, et, après-diner, pour le moins deux fois la semaine, donner audience, qui est une chose qui contente inflaiment vos sujets, et après vous rétirer et venir chez moi ou chez la reine, ann que l'on comaisse une façon de cour, qui est chose qui plait infiniment aux Français, pour l'avoir accoutume, et ayant de-meuré demi-heure ou une heure en public, vous retirer ou à votre étude ou en privé où bon vous semblers, et, sur les trois heures après midi, eller vous promener à pied ou à cheval, aan de vous montrer et contenter la noblesse, et pusser votre temps avec oette jeumesse à quelque exercice hemnéte, sinon tous les jours, au moins deux ou treis fois la semaine; cela les contentera tous besucoup, l'ayant ainsi accoutumé du temps du roi votre père, qui les aimeit infiniment, et après cela souper avec vetre familie; et, après souper, deux fois par semaine tenir la salle de bal; car j'ai oui dire au roi votre grand-père (François 🖦), qu'il fallait deux choses pour vivre en repos avec les François, et (pour) qu'ils aimassent leur roi les tener joyeux et des occuper à quelque exercice.

Dès cette époque, on put dresser un code de l'étiquetie. Une femme, la comtesse de Furnes, écrivit sous le titre des Honneurs de la cour, un ouvrage qui a été publié par Sainte-Palaye à la suite de ses Mémoires sur la Chevalerie.

§ 11. Mésistance à l'étiquette. — Gependant l'étiquette ne s'établit pus sans contestation. L'esprit d'indépendance sécdale résista, et les Mémoires du temps

portent la trace de cette opposition. Tavannes attaque l'esprit de cour. « Qui entre libre en la cour des rois devient serf, écrivait ce seigneur au xvi• siècle. Etre assujetti aux voluptés, plaisirs, imperfections d'autrui, lever, coucher, diner, marcher, chasser, se tenir debout, n'est pas avoir son corps à soi, non plus que l'âme n'est libre qui flatte, médit, se plie, déguise, farde, cache le vrai, publie le faux, rapporte, dissimule, s'offre à ses ennemis, trompe ses amis, conseille guerre, mort, subsides. Prenant charge aux cours des princes, adieu plaisirs; pressé, imporuné, ennuyé, en crainte, plein de contraires, en sonpçon; un songe, un rapport, une semme ruinent la saveur qui ne se peut perdre sans la vie et l'hopneur. C'est solie de travailler pour ce qui se perd si facilement, s'acquiert avec tant de labeurs et se conserve avec tant de peine. Les généreux ne peuvent être courtisans, metier dont les règles se peuvent observer des pusillanimes. » Malgré ces protestations, l'étiquette prévalut. En 1584, Henri III fixa les heures où certaines personnes pourraient être admises en se présence il accorda des entress (de Thou, livre LXXX).

§ III. Etiquette à l'époque de Louis XIV: petit et grand lever; petites et grandes entrées; commensaux du roi. -Louis XIV, l'étiquette devint une loi pour les courtisans. On leur imposa l'habit à brevet (voy. BREVET). Le lever et le coucher du roi furent réglés avec un soin minusieux; le droit d'entrée et E'appartement, le tabouret, etc., surent l'occasion de longues discussions et de nombreux règlements. Dès que le roi était réveillé et avait récité l'office du Saint-Esprit, le petit lever commençait. Les princes du sang et les principaux officiers de la maison du roi étaient admis en sa présence. On regardait comme une faveur spéciale de paraître au petit lever. On y parlait famillèrement des bruits de la ville et de la cour. Lorsque le roi était sorti du lit et s'était enveloppe de sa robe de chambre, la première entrée ou petite entrée commençait. Les seigneurs, qui avaient un brevet d'entrée, les secrétaires d'Etat, quelques courtisans et serviteurs du roi étaient admis en sa présence. Le grand lever n'avait lieu que lorsque le roi était peigné et rasé. Le dauphin eu un des plus grands seigneurs jui présentait la serviette. La chemise lui était également donnée par le prince le plus élevé en dignité, ou, à défant du prince, par le grand chambellan. Beaucoup de seigneurs étaient reçus au

grand lever. Tous ceux qui avaient les grandes entrées avaient droit d'assister au grand lever. Quand le roi était complétement habillé et que l'aumônier de service avait répété les prières, les am bassadeurs et d'autres personnages obteuaient audience. Le grand lever se terminait à l'heure du conseil. Louis XIV qui accomplissait consciencieusement son métier de roi, travaillait chaque jour avec ses ministres, et ses successeurs suivirent cet usage avec plus ou moins de régularité. Les audiences solennelles, dans lesquelles le roi, placé sur une estrade surmontee d'un dais, recevait les ambassadeurs conduits par le grand mattre des cérémonies, la promenade, les repas où le roi mangeait en public et était servi avec un cérémonial parfaitement réglé, remplissaient le reste de la journée.

Les principaux seigneurs et les officiers de la maison du roi étaient ses commensaux; c'était un titre recherché et attaché à certaines fonctions. « Louis XIV, dit Voltaire, rétablit les tables instituées par François Ier, et les augmenta. Il y en eut douze pour les officiers commensaux, servies avec autant de propreté et de profusion que celles de beaucoup de souverains; il voulait que les étrangers y fussent tous invités; cette attention dura tout son règne. Il en eut une autre plus recherchée et plus polie encore. Lorsqu'il eut fait bâtir les pavillons de Marly, en 1679, toutes les dames trouvaient dans ieur appartement une toilette complète; rien de ce qui appartient à un luxe commode n'était oublié: quiconque était du voyage pouvait donner des repas dans son appartement; on y était servi avec la même délicatesse que le maître. »

S IV. Cercle royal; appartement à Versailles; dignité de Louis XIV. — Le soir, le roi tenait cercle. Lorsqu'il y avait appartement les salons de Versailles se remplissaient de seigneurs, de magistrats et des femmes qualifiées. « Ce qu'on appelait appartement, dit Saint-Simon Mémoires, 1, 24), était le concours de toute la cour, depuis sept heures du soir jusqu'à dix que le roi se mettait à table. dans le grand appartement, depuis un des salons du bout de la grande galerie jusque vers la tribune de la chapelle. D'abord, il y avait une musique, puis des tables pour toutes les pièces, toutes prêtes pour toutes sortes de jeux; un lansquenet où Monseigneur et Monsieur jousient toujours; un billard; en un mot, liberté entière de faire des parties avec qui on voulait et de demander des tables si elles se trouvaient toutes remplies:

au delà du billard, il y avait une pièce destinée aux rafraichissements, et tout parfaitement éclairé. Au commencement que cela fut établi, le roi y allait et y jouait quelque temps; dans la suite il n'y alla plus; mais il voulait qu'on y fût assidu et chacun s'empressait à lui plaire.»

Saint-Simon, qu'on ne soupconnera pas de partialité pour Louis XIV, admire la dignité de ce roi : « L'ancienne cour de la reine sa mère, qui excellait à la savoir tenir, lui avait imprimé une politesse distinguée, une gravité jusque dans l'air de galanterie, une dignité, une majesté partout qu'il sut maintenir pendant toute sa vie et lors même que vers sa fin il abandonna la cour à ses propres débris. » Mile de Scudéry, dans sa conver-sation sur la magnificence, disait que Louis XIV conservait « en jouant au billard l'air de maître du monde. » La gravité de ce prince, l'idée de la grandeur qui le préoccupait sans cesse, le devoir qu'il s'imposait vis-à-vis de lui-même. l'empire sur ses propres mouvements, la dignité extérieure et composée sans doute, mais provenant d'un sentiment véritable, le respect pour la mission divine et la nature royale qu'il sentait en lui, formaient un ensemble réellement majestueux et imposant. Ce jugement d'un écrivain moderne a été confirmé par l'histoire impartiale. On ne peut nier que l'étiquette ait contribué à la dignité extérieure de ce règne. Elle avait déterminé minutieusement le rang de chaque personne à la cour, la place qu'elle devait occuper, et le siège qui lui était réservé. Les princesses avaient droit au tabouret au cercle de la reine; les duchesses et d'autres dames nobles y prétendirent. Ce sut l'occasion de discussions très-vives, de mémoires et de pamphlets. On trouve des traces de cette **polémique dans les Mémoires contempo**rains et principalement dans les Mémoires de la Pronde et dans ceux du duc de Saint-Simon.

§ V. Coucher du roi; grand coucher; cérémonie du bougeoir; petit coucher.

— Le coucher du roi avait lieu avec le même cérémonial que le lever. Le roi remettait son chapeau, ses gants, sa canne au maître de la garde-robe qui les donnaît à un valet de garde-robe. Cet officier recevait aussi l'épée et le ceinturon du roi et un valet de garde-robe les portait à la toilette. Le roi, précédé d'un huissier de la chambre, allait faire ses prières que répétait l'aumònier de service. Le roi désignait ensuite le gentilhomme qui devait porter le bougeoir; on regardait comme un insigne

honnear d'être choisi. Saint-Simon parlant de l'ambassadeur d'Angleterre, Portland, qui vint en France, en 1698 dit (Mémoires, II, 106): «Le roi lai donna un soir le bougeoir à son coucher, qui est une marque de saveur qui ne se fait qu'aux gens les plus considérables et que le roi veut distinguer. Rarement les ambassadeurs se familiarisent à faire leur cour à ces heures, et s'il y en vient, il n'arrive presque jamais qu'ils recoivent cet agrement. » Le maître de la garderobe recevait le cordon bleu du roi, lui enlevait sa veste, son justaucorps, sa cravate, et remettait ces vétements aux officiers de la garde-robe. Les valets de chambre achevaient de déshabiller le roi. Le grand chambellan lui donnait sa chemise de nuit et les reliques qu'il mottait sur lui, en passant en manière de baudrier le cordon qui soutenait la bourse où les reliques étaient enfermées. Le roi prenait eusuite sa robe de chambre et congédiait la foule des courtisans. Il donnait en ce moment le mot d'ordre à ceux qui devaient le recevoir de lui. Ainsi se terminait le grand coucher.

Au petit coucher étuient admis les mêmes personnages qui assistaient au petit lever, c'est-à-dire les princes du sang et les principaux seigneurs de la maison du roi. Le roi achevait devant eux la toilette de nuit, recevait du grand chambellan la serviette dont il se lavait le visage et les mains, indiquait l'heure de son lever pour le lendemain ainsi que l'habit qu'il se proposait de mettre. Le petit coucher était alors terminé et les princes se retiraient. Il ne restait avec le roi que son médecin et les valets de chambre. Le premier valet de chambre couchait ordinairement dans la même pièce que le roi, et fermait les portes quand le roi était couché.

§ VI. Formules consacrées par l'étiquette pour la correspondance du roi avec les seigneurs et les cours souveraines; le monseigneur; le pour. — L'étiquette ne réglait pas seulement ces détails de cérémonial; elle s'appliquait aussi aux formules dont le roi se servait avec les princes et seigneurs. Jusqu'au milieu du xvi siècle, les rois de France ne donnaient le titre de cousins qu'à leurs parents. Lorsqu'ils écrivaient aux dues et aux grands officiers de la couronne, ils employaient la formule: trèscher et très fidèle ami. Depuis François Ier, le titre de cousin fut donné par le roi aux ducs, maréchaux et grands officiers de la couronne. Henri IV l'accorda aux cardinaux. Lorsque le roi écrivait aux cours souveraines, parlements, grand conseil, chambres des comptes, cours des aides, cours des monnaiss, la formule était : à nos amés et féaux les gens tenant natre cour de parlement, etc.

L'étiquette avait déterminé les tiures qui étaient donnés aux principaux seigneurs par les ministres. Saint-Simon prétend que les ducs recevaient jusqu'à Louvois le monseigneur des secrétaires d'Etat. « J'ai encore, dit-il (Mémoires, II, 284, édit. in-8°), trois lettres à mon père, lors à Blaye, de M. Colbert. Par la matière, quoique peu importante, et mieux eucore par les dates, on voit qu'il écrivit la première n'étant que contrôleur général, mais en chef, après la disgrace de M. Fouquet (1661), et que, lorsqu'il écrivit les deux autres, il était contrôleur général, secrétaire d'Etat ayant le département de la marine et ministre d'État. Je ne sais comment elles se sont conservées, mais toutes trois et dedans et dessus traitent mon père de monseigneur. M. de Louvois est celui qui changea ce style et qui persuada au roi qu'il y était intéressé, parce que ses secrétaires d'Etat parlaient en son nom et donnaient ses ordres. Il parlait sans contradicteurs à un roi jaloux de son autorité, qui n'aimait de grandeur que la sienne, et qui ne se donnait pas le temps ni moins encore la peine de la réflexion sur ce sophisme. M. de Louvois était craint; chacun avait besoin de lui; les ducs n'ont jamais eu coutume de se soutenir. Il écrivit monsieur à un (le texte dit monseigneur; mais l'erreur est évidente); puis à un autre, après à un troisième; on le souffrit; après cela fit exemple; et le monseigneur fut perdu. M. Colbert l'imita. Il n'y avait pas plus de raison de s'offenser de l'un que de l'autre. On avait aussi souvent besoin de lui que de M. de Louvois, et cela s'établit. La même raison combatiit pour les deux autres secrétaires d'État qui, bien que moins accrédités, étaient secrétaires d'État comme les deux premiers, et soutenus d'eux en ce style et la chose fut finie. » Saint-Simon raconte ensuite comment Louvois, et, à son exemple, les autres ministres exigèrent pour eux-mêmes le monseigneur (voy. MONSEIGNEUR).

« Le pour est une distinction dont j'i-gnore l'origine, dit Saint-Simon (Mémoires, t. 11, p 205), mais qui en effet n'est qu'une sottise; elle consiste à écrire en craie sur les logis pour M. un tel, ou simplement M. un tel. Les maréchaux des logis qui marquent ainsi tous les logements dans les voyages mettent ce pour aux princes du sang, aux cardinaux et aux princes étrangers. M. de La Trémoille l'a aussi obtenu, et la duchesse de Bracciano, depuis princesse des Urains. Ce qui me fait appeler cette distinction une sottise; c'est qu'elle n'emperte ni primauté ni prétérence de legement : les cardinaux, les princes étrangers et les ducs sont logés égulement entre eux sans distinction quelconque qui est toute rensermée dans ce mot pour, et n'epère d'ailleurs quoi que co soit. Ainsi ducs, princes étrangers, cardinaux, sont logés sans autre différence entre eux que les charges du service nécessaire, après eux les maréchaux de France, ensuite les charges considérables, et puis le reste des courtisans. Cela est de même dans les places; mais, quand le roi est à l'armée, son quartier est partagé, et la cour est d'un côté et le militaire de l'autre, sans avoir rien de commun; et, s'il se trouve à la suite du roi des maréchaux de France sans commandement dans l'armée, ils ne laissent pas d'être legés du côté militaire et d'y

avoir les premiers togements. »

§ VII. Droit qu'avaient certains seigneurs de rester couverts en présence du roi. — Les distinctions de l'étiquette, comme le privilége de rester couvert en présence du roi, étaient souvent le résultat de quelque circonstance fortuite. On peut en croire Saint-Simon versé dans toutes ces questions de cérémenial. Voici ce qu'il en dit dans ses Mémeires (t. II, p. 395, édit, in-se): « Après l'entière chute de la Ligue et la paix de Vervins, il vint up ambassadeur d'Espagneon France. qui était grand d'Espagne. Il alla trouver le roi à Monceaux où Henri IV était avec peu de monde, et il l'accompagna dans les jardins qu'il avait fait faire, et qu'il se plut à lui montrer. Dans les commencements de la promenade, le roi se couvrit. L'ambassadeur, accoutumé à se couvrir en même temps que le roi d'Espagne se couvrait, se couvrit aussi, Henri IV le trouve fort manyais. Il ne voulut pourtant rien marquer à l'ambassadeur, mais jetant les yeux autour de soi, il commanda à M. le Prince, à M. de Mayenne et à d'Epernon de se couvrir; c'étaient ies seuls grands qui de hasard se trouvaient à cette promenade. De là M. de Mayenne obtint de se couvrir aux andiences des ambassadeurs; à plus forte raison M. le Prince et l'heureux duc d'Epernon aussi par la fortune de s'être trouvé là en troisième avec eux. Avec M. de Mayenne, ceux de sa maison (il était de la maison de Guise) qui conduisaient les ambassadeurs à l'audience se couvrirent, et une fois couverts s'y couvraient toujours menant ou non les ambassadeurs. Sur cet exemple, les enfants de M. d'Épernon se couvrirent de même,

parce que cet honneur vint pour eux tous de la même origine à Monceaux. Les princes des maisons de Savoie et de Longueville, égalés en tout aux Lorrains, se couvrirent de même, et par conséquent les cardinaux supérieurs à tous en rang, et les princes du sang, quand il y en eut en âge, autres que M. le Prince. Telle est l'origine de ce qui s'appelle le chapeau.»

ETIQUETTES. — On appelait étiquettes au grand conseil, les placets ou mémoires que l'on donnait au premier huissier pour appeler les causes à l'audience. Dans les anciennes ordonnances, étiquette est quelquefois synonyme de bulletin; ainsi, l'ordonnance de Blois (1579), défend aux maréchaux des logis et fourriers de donner des étiquettes pour loger des capitaines et soldats chez les ecclésiastiques.

ETOILE (Ordre de). — Ordre de chevalerie institué par leroi Jean (voy. CHEVALE-RIE). Il y eut encore un ordre de l'Étoile de Notre-Dame, institué à Paris en 1701, par un certain Aniaba qui se disait souverain d'une partie de la zone torride. Il établit cet ordre pour mettre, disait-il, sa personne et son royaume sous la protection de la sainte Vierge. L'insigne de cet ordre était une croix d'or émaillée de blanc en forme d'étoile, au milieu de laquelle était représentée l'image de la auinte Vierge. Cette étoile était attachée à un ruban blanc de la largeur de quatre doigte. Après le départ d'Aniaba, qui n'était qu'un aventurier, l'ordre de l'Étoile de Notre-Dame tomba dans l'oubli.

ETOLE. — Chez les Romains, la stola était une robe que portaient les prêtres et les rois, elle était bordée de pourpre et d'or. L'étole des prêtres chrétiens n'est que la bordure de l'ancienne stola. C'est une bande d'étoffe chargée de trois croix, et qui pend depuis le cou jusqu'aux pieds. Autrefois les prêtres portaient toujours l'étole, même en prêchant; il semble même, d'après un passage de la vie d'Eude ou Odon, abbé de Cluni, qu'ils la portaient nuit et jour. « Le saint, dit son hiographe, s'étant éveille la nuit qui suivit son ordination, et voyant pour la première sois l'étole suspendue à son cou, se prit à pleurer. » Depuis longtemps, l'étole ne sert plus que pour l'administration des sacrements, et comme marque de supériorité des curés. Les prêtres mettent l'étole pour dire la messe, en la croisant sur la poitrine; les diacres la portent en écharpe sur l'épaule gauche. Comme l'étole était un signe de juridiction ecclesiasuque, les évêques ou leurs représentants voulurent s'opposer à ce que les curés la portassent en leur présence. Thiers, curé de Champrond, au diocèse de Chartres, publia à cette occasion un livre latin qui fit beaucoup de bruit. Il est intitulé: Diesertation sur le droit qu'ont les curés de porter l'étole pendant la visite des archidiacres (de stola in archidiaconorum visitationibus gestanda a parochis disceptatio, Paris., 1674). Thiers défend dans ce livre les droits des curés contre les archidiacres.

ÉTRANGERS. — Nous avons parlé, au mot AUBAIN, de la condition que les lois feodales, conservées en partie jusqu'en 1789, faissient aux étrangers. La législation moderne distingue deux classes d'étrangers, l'étranger domicilié et l'étranger passager. Le premier, lorsqu'il a abtenu l'autorisation de résider en France, y jouit de tous les droits civils. Le second n'a que les droits garantis par les traités à sa nation. Tous peuvent recevoir des legs et successions, droit que la loi du 17 juillet 1819 leur a reconnu dans toute sa plenitude. Quant aux droits politiques, tels que le droit a'être électeur, de siéger comme juré dans les tribunaux, d'exercer des fonctions publiques, et de représenter la nation dans les assemblées politiques, les étrangers ne peuvent en junir que s'ils ont obtenu des lettres de naturalisation. Les médecins étrangers, pourvus des diplômes que l'on délivre dans les universités de leur pays, peuvent être autorisés à exercer la médecine. Un étranger peut être naturalisé français. lorsqu'après avoir passé dix ans en France, avec l'autorisation du gouvernement, il demande et obtient des lettres de naturalisation qui ne peuvent être accordées que par le chef de l'État. Sous le gouvernement monarchique qui a duré de 1815 à 1848, un étranger ne pouvait sieger à la chambre des pairs ou à la chambre des députés, que quand il avait obtenu des lettres de grande naturalisa-tion vérifiées par ces chambres.

ÉTRENNES. — Le mot étrennes vient du latin strens, nom que l'on donnait chez les Romains aux présents offerts le 1er janvier. On prétend que l'origine des étrennes remonte à Tatius, roi des Sabins, et collègue de Romulus, qui reçut comme un heureux présage des branches coupées dans le bois de la déesse Strenses (la Force); d'où ces présents prirent le nom de strense. Il est beaucoup plus probable que ce mot vensit, comme le dit Symmaque, aulivre VI de ses épitres, quis viris strenus dabantur (de ce qu'on ne donnait des étrennes qu'aux hommes cou-

384

rageux). Il était d'usage de se souhaiter le 1er janvier une heureuse année, et de se faire des présents de fignes, dattes, de miel. Les clients offraient des éirennes à leurs patrons. Tibère défendit, comme le rapporte Suctone, de prolonger les présents des étrennes au dels du jour des calendes de janvier (i janvier); il ne voulait pas recevoir les étrennes que le peuple présentait au souverain. Son successeur Caligula, au contraire, se tenait, dit Suctone, sous le vestibule de son palais, où il recevait à pleines mains les étrennes qu'on lui apportait. La coutume des étrennes sut adoptée par les Gaulois, avec d'autant plus de sacilité, que le 1er janvier était consacré chez eux par une ancienne cérémonie religieuse. Le chef des druides coupait ce jour-là le gui sacré avec une faucille d'or; aussi les etrennes sont-elles appeles aguignettes ou au gui l'an neuf, dans plusieurs pro-VINCOS (VOY. AGUIGNETTE). A l'époque où l'année commençait à Pâques, on donnait toujours les étrennes au 1er janvier. Entre autres preuves on peut citer le passage suivant de l'inventaire de la bibliothèque du duc de Berri: Un grand livre de Va-lerius Flaccus, historié, garni de quatre fermoirs d'argent émaillés aux armes de monseigneur, lequel sir Jean Courau lui envoya à ETRENNES, le premier jour de janvier 1401. Prisé soixante livres parisis. Voy. sur l'usage des étrennes quatre dissertations dans le tome X de la collection des meilleures dissertations sur l'hisloire de France, par C. Leber.

ETRIERS. — Les anciens ne faisaient pas usage d'étriers. L'empereur Maurice, vivait vers la fin du vi siècle, est le premier qui en parle dans son Traité de l'art militaire. Les Arabes les adoptèrent et les Français s'en servirent également à l'époque des croisades. On peut voir, au mot ARMES (fig. L), un spécimen d'étriers emprunté aux monuments inédits de Willemin. Les étriers ctaient presque carrés à cette époque. L'expression proverbiale coup de l'étrier, s'employait en parlant du vin que l'on buvait avant de monter à cheval.

ÉTUDES , ÉTUDIANTS. — Voy. Instruc-TION PUBLIQUE et Université.

ETUVES, ÉTUVISTES. — Les bains publics s'appelaient étuves au moyen âge, et ceux qui les tenaient portaient les noms d'étuveurs . étuvistes , barbiers-étuvistes. Voy. BAIGNEUR.

EUBAGES. — Prêtres du second degré dans la biérarchie druidique. Voy. Dru-

EUCHARISTIE.—Sacrement de la communion. Voy. Rites ecclesiastiques.

EUCOLOGE. — Livre de prières. On commença à se servir de ce mot pour designer un livre où se trouvait l'office des dimanches et fêtes sous l'épiscopat du cardinal de Noailles, au commencement du xvn siècle. (Dict. de Trévous)

EUDISTES. -- Congrégation de prêtres séculiers fondée par Eudes de Mézeray, frère de l'historiographe. Elle s'établit d'abord à Caen en 1643. De là elle se répandit dans les diverses parties de la Normandie et de la Bretagne. Il y avait aussi des religieuses eudistes qui suivaient la règle de Saint-Augustin.

EULOGIES. — Morceau de pain bénit qu'on distribuait autrefois aux fidèles à la fin de la messe. Voy. Rites ecclésias-TIQUES.

EVAGES. — Prêtres du second degré dans la hiérarchie druidique; on les nommait aussi eubages. Voy. Druides.

EVANGELISTES. — Ce nom désignait autrefois les assesseurs des greffiers des états généraux, lorsque ces assemblées se divisaient en bureaux pour la rédaction des cahiers de doléances.

EVANGILE.—Les rois de France avaient le privilège de lire l'évangile aux messes où le pape officiait; ils déposaient l'épée et prenaient le costume de diacre pour cette cérémonie. Il était d'usage autrefois qu'à la lecture de l'évangile, les seigneurs qui assistaient à l'office tirassent l'épée pour attester leur ardeur à défendre la foi. Lorsqu'un grand feudataire faisait son entrée dans ses domaines on lui présentait l'évangils en même temps que l'encens et l'eau bénite.

EVANGILE ETERNEL. — Titre d'un ouvrage qui causa beaucoup de scandale dans l'Eglise au XIHe siècle. L'auteur de l'Evangile éternel prétendait remplacer l'évangile de J. C. par une loi qu'il disait beaucoup plus parfaite. Guillaume de Saint-Amour, un des docteurs les plus illustres de l'université de Paris, combattit ces erreurs qui furent condamnées par l'Église.

EVANGILES, EVANGELIAIRE. - On appelait évangéliaire au moyen age un livre qui contenait les évangiles. La couverture des évangéliaires était souvent ornée de figures en relief, surtout en ivoire, et quelquefois même de camées. Le cabinet des manuscrits et celui des antiques de la Bibliothèque nationale possèdent de pareils évangéliaires. Souvent on attachait

Agde. Alais. Aleth.

Béziers.

Lodève.

Carcassonne.

Montpellier. Nimes.

Perpignan. Saint-Pons.

SUFRAGANTS

ARCHEVECHES:

9. NARBONNE..

ces livres précieux au pupitre qui les soutenait. Dans quelques peintures des pre-miers siècles du christianisme les évêques sont représentes portant un évangéliaire ouvert sur leur tête.

ÉVÉCHÉS. — La circonscription des évéchés et archevéchés en France sut d'abord calquée sur la division des provinces romaines (voy. Clengé). On en augmenta le nombre dans la suite; et, avant la révolution, il y avait en France seize arche-vêchés qui avaient un grand nombre de suffragants. Voici la liste de ces arche-

vèchés et évèchés : ARCHEVÉCHÉS : ARCHEVÉCHÉS : SUFFRAGANTS : 10. PARIS : 10. PARIS : Chartres. Meaux. Orléans. Amiens. Beauvais. Boulogne. Châlons-sur-Marne. Laon. Noyon. Senlis. Soissons. Avranches. Bayeux. Coutances. Evreux. Lisieux. Séez. Auxerre. Nevers. Toulon. Luçon. Périgueux. Poitiers. La Rochelle. Saintes. Sarlat. Clermont. Limoges. Le Puy. Saint-Flour. Tulle. Arras. Soint-Papoul. Angers. Le Mans. Nantes. Castres. Mende. 13. Sens. Nevers. Troyes. Lavaur. Lombes. Mirepoix. Montauban. Pamiers. Rieux. Saint-Papoul. Angers. Dol. Le Mans. Nantes. Quimper. Rennes. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc. Saint-Paul de Léon Saint-Paul de Léon Saint-Paul de Léon
ARCHEVÈCHÉS: SUFFRAGANTS: 10. PARIS 2.
ARCHEVÈCHÉS: SUPFRAGANTS: Apt. Frèjus. Gap. Riez. Sisteron. Cahors. Castres. Mende. Rodez. Vabres. Marseille. Orange. Saint-Paul-trois-Chàteaux. Toulon. Périgueux. Poitiers. La Rouen. La Rouen. La Rouen. Aucen. Supfragants: Meaux. Orléans. Reauvais. Beauvais. Boulogne. Chàlons-sur-Marne. Laon. Noyon. Senlis. Soissons. Avranches. Bayeux. Coutances. Evreux. Lisieux. Séez. Vabres. Auxerre. Nevers. Troyes. Lavaur. Lombes. Mirepoix. Mirepoix. Lavaur. Lombes. Mirepoix. Mirepoix. Rieux. Saint-Papoul. Limoges. Le Puy. Saint-Flour. Tulle. Arras. Saint-Omer. Namur. Tournai. Castres. Amiens. Amiens. Orléans. Beauvais. Beauvais. Beauvais. Boulogne. Chàlons-sur-Marne. Laon. Noyon. Senlis. Soissons. Avranches. Bayeux. Coutances. Evreux. Lisieux. Séez. Nevers. Troyes. Lavaur. Lombes. Mirepoix. Montauban. Pamiers. Rieux. Saint-Papoul. Limoges. Le Puy. Saint-Flour. Tulle. Arras. Saint-Omer. Namur. Saint-Omer. Namur. Tournai.
Apt. Fréjus. Gap. Riez. Sisteron. Cahors. Castres. Mende. Rodez. Vabres. Marseille. Orange. Saint-Paul-trois-Chà- teaux. Toulon. Luçon. Pérgueux. Poitiers. La Rochelle. Saintes. Saintes. Saintes. Saintes. Castres. Avranches. Bayeux. Coutances. Evreux. Lisieux. Séez. Auxerre. Nevers. Troyes. Lavaur. Lombes. Mirepoix. Montauban. Pamiers. Rieux. Saint-Papoul. Limoges. Le Puy. Saint-Flour. Tulle. Arras. Saint-Omer. Namur. Saint-Brieuc.
Apt. Fréjus. Gap. Riez. Sisteron. Cahors. Castres. Mende. Rodez. Vabres. Marseille. Orange. Saint-Paul-trois-Châtes. Lavaur. Périgueux. Potiters. La Rouen. Rodes. Vabres. Luçon. Périgueux. Potiters. La Rouen. Lavaur. Périgueux. Potiters. La Rouen. Lavaur. Potiters. La Rouen. Lavaur. Potiters. La Rouen. Lavaur. Pamiers. Ravarce. Marseille. Orange. Auxerre. Nevers. Troyes. Lavaur. Lombes. Mirepoix. Mirepoix. Montauban. Pamiers. Rieux. Saint-Papoul. Angers. Dol. Le Puy. Saint-Flour. Tulle. Arras. Saint-Omer. Namur. Tournai. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc.
Apt. Fréjus. Gap. Riez. Sisteron. Cahors. Castres. Mende. Rodez. Vabres. Marseille. Orange. Saint-Papoul. Lavaur. Périgueux. Poitiers. La Rochelle. Saintes. Sarlat. Clermont. Limoges. Le Puy. Saint-Flour. Tulle. Arras. Saint-Omer. Namur. Tournai. Rems. I1. Reims. Reauvais. Boulogne. Chalons-sur-Marne. Laon. Noyon. Senlis. Soissons. Avranches. Bayeux. Coutances. Evreux. Lisieux. Séez. Auxerre. Auxerre. Auxerre. Auxerre. Lavaur. Lavaur. Perigueux. Montauban. Pamiers. Rieux. Saint-Papoul. Le Mans. Nantes. Quimper. Rennes. Quimper. Rennes. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc. Saint-Malo.
Apt. Fréjus. Gap. Riez. Sisteron. Cahors. Castres. Mende. Rodez. Vabres. Arles. Saint-Paul-trois-Châteaux. Toulon. La Rochelle. Saintes.
AIX. Gap. Gap.
AIX
Riez. Sisteron. Cahors. Cahors. Castres. Mende. Rodez. Vabres. Marseille. Orange. Saint-Paul-trois-Châteaux. Toulon. Luçon, Périgueux. Poitiers. La Rochelle. Saintes. Sarlat. Clermont. Limoges. Limoges. Le Puy. Saint-Flour. Tulle. Arras. Saint-Omer. Namur. Tournai. Noyon. Senlis. Soissons. Avranches. Bayeux. Coutances. Evreux. Lisieux. Coutances. Evreux. Lisieux. Nevers. Troyes. Lavaur. Lombes. Mirepoix. Montauban. Pamiers. Rieux. Saint-Papoul. Le Mans. Nantes. Quimper. Rennes. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc.
Cahors. Castres. Mende. Rodez. Vabres. Marseille. Orange. Saint-Paul-trois-Châteaux. Toulon. Luçon. Périgueux. Poitiers. La Rochelle. Saint-Sarlat. Clermont. Limoges. Le Puy. Saint-Flour. Tulle. Arras. Saint-Omer. Namur. Tournai. Saint-Brieuc. Soissons. Avranches. Bayeux. Coutances. Evreux. Lisieux. Séez. Nevers. Touves. Lavaur. Lombes. Mirepoix. Montauban. Pamiers. Rieux. Saint-Papoul. Angers. Dol. Le Mans. Nantes. Quimper. Rennes. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc.
Castres. Mende. Rodez. Vabres. Marseille. Orange. Saint-Paul-trois-Châ- teaux. Toulon. Luçon. Périgueux. Poitiers. La Rouen. Saintes. Sarlat. Clermont. Limoges. Le Puy. Saint-Flour. Tulle. Arras. Saint-Omer. Namur. Tournai. Avranches. Bayeux. Coutances. Evreux. Lisieux. Séez. Auxerre. Nevers. Troyes. Lavaur. Lombes. Mirepoix. Montauban. Pamiers. Rieux. Saint-Papoul. Le Mans. Nantes. Quimper. Rennes. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc. Saint-Malo.
Castres. Mende. Rodez. Vabres. Marseille. Orange. Saint-Paul-trois-Châ- teaux. Toulon. Luçon. Périgueux. Poitiers. La Rouen. Saintes. Sarlat. Clermont. Limoges. Le Puy. Saint-Flour. Tulle. Arras. Saint-Omer. Nanur. Tournai. Avranches. Bayeux. Coutances. Evreux. Lisieux. Séez. Auxerre. Nevers. Troyes. Lavaur. Lombes. Mirepoix. Montauban. Pamiers. Rieux. Saint-Papoul. Le Mans. Nantes. Quimper. Rennes. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc. Saint-Malo.
Rodez. Vabres. Vabres. Marseille. Orange. Saint-Paul-trois-Chå- teaux. Toulon. Luçon. Périgueux. Poitiers. La Rochelle. Saintes. Sarlat. Clermont. Limoges. Le Puy. Saint-Flour. Tulle. Arras. Saint-Omer. Namur. Tournai. 12. Rouen. Coutances. Evreux. Lisieux. Séez. Auxerre. Nevers. Troyes. Lavaur. Lombes. Mirepoix. Montauban. Pamiers. Rieux. Saint-Papoul. Angers. Dol. Le Mans. Nantes. Quimper. Rennes. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc. Saint-Malo.
Rodez. Vabres. Warseille. Orange. Saint-Paul-trois-Châteaux. Toulon. Luçon. Périgueux. Poitiers. La Rochelle. Saintes. Sarlat. Clermont. Limoges. Le Puy. Saint-Flour. Tulle. Arras. Saint-Omer. Namur. Tournai. 12. Rouen. Pevreux. Lisieux. Séez. Auxerre. Auxerre. La Rocre. La Rochelle. Saintes. Mirepoix. Montauban. Pamiers. Rieux. Saint-Papoul. Angers. Dol. Le Mans. Nantes. Quimper. Rennes. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc. Saint-Malo.
Vabres. Marseille. Orange. Saint-Paul-trois-Châteaux. Toulon. Luçon. Périgueux. Poitiers. La Rochelle. Saintes. Sarlat. Clermont. Limoges. Le Puy. Saint-Flour. Tulle. Arras. Saint-Omer. Namur. Tournai. 12. Rours. Lisieux. Séez. Auxerre. Auxerre. Nevers. Troyes. Lavaur. Lombes. Mirepoix. Montauban. Pamiers. Rieux. Saint-Papoul. Limoges. Angers. Dol. Le Mans. Nantes. Quimper. Rennes. Saint-Brieuc. Saint-Malo.
Orange. Saint-Paul-trois-Chàteaux. Toulon. Luçon. Périgueux. Poitiers. La Rochelle. Saintes. Sarlat. Clermont. Limoges. Le Puy. Saint-Flour. Tulle. Arras. Saint-Omer. Namur. Tournai. Saint-Namur. Saint-Malo. Séez. Auxerre. Nevers. Troyes. Lavaur. Lombes. Mirepoix. Montauban. Pamiers. Rieux. Saint-Papoul. Angers. Dol. Le Mans. Names. Quimper. Rennes. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc. Saint-Malo.
Saint-Paul-trois-Chà- teaux. Toulon. Luçon, Périgueux. Poitiers. La Rochelle. Saintes. Sarlat. Clermont. Limoges. Le Puy. Saint-Flour. Tulle. Arras. Saint-Omer. Namur. Tournai. Saint-Paul-trois-Chà- 13. Sens. Itavaur. Lavaur. Lombes. Mirepoix. Montauban. Pamiers. Rieux. Saint-Papoul. Angers. Dol. Le Mans. Nantes. Quimper. Rennes. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc. Saint-Malo.
teaux. Toulon. Luçon. Périgueux. Poitiers. La Rochelle. Saintes. Sarlat. Clermont. Limoges. Le Puy. Saint-Flour. Tulle. Arras. Saint-Omer. Namur. Tournai. 13. Sens. 14. Toulouse. Troyes. Lavaur. Lombes. Mirepoix. Montauban. Pamiers. Rieux. Saint-Papoul. Angers. Dol. Le Mans. Nantes. Quimper. Rennes. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc. Saint-Malo.
Toulon. Luçon. Périgueux. Poitiers. La Rochelle. Saintes. Sarlat. Clermont. Limoges. Le Puy. Saint-Flour. Tulle. Arras. Saint-Omer. Namur. Tournai. Troyes. Lavaur. Lombes. Mirepoix. Montauban. Pamiers. Rieux. Saint-Papoul. Angers. Dol. Le Mans. Nantes. Quimper. Rennes. Saint-Brieuc. Saint-Brieuc. Saint-Malo.
Luçon. Périgueux. Poitiers. La Rochelle. Saintes. Sarlat. Clermont. Limoges. Le Puy. Saint-Flour. Tulle. Arras. Saint-Omer. Namur. Tournai. Lavaur. Lombes. Mirepoix. Montauban. Pamiers. Rieux. Saint-Papoul. Angers. Dol. Le Mans. Nantes. Quimper. Rennes. Saint-Brieuc. Saint-Malo.
Périgueux. Poitiers. La Rochelle. Saintes. Sarlat. Clermont. Limoges. Le Puy. Saint-Flour. Tulle. Arras. Saint-Omer. Namur. Tournai. Limobes. Mirepoix. Montauban. Pamiers. Rieux. Saint-Papoul. Le Mans. Nantes. Quimper. Rennes. Saint-Brieuc. Saint-Malo.
Poitiers. La Rochelle. Saintes. Sarlat. Clermont. Limoges. Le Puy. Saint-Flour. Tulle. Arras. Saint-Omer. Namur. Tournai. Pamiers. Mirepoix. Montauban. Pamiers. Rieux. Saint-Papoul. Angers. Dol. Le Mans. Nantes. Quimper. Rennes. Saint-Brieuc. Saint-Malo.
La Rochelle. Saintes. Sarlat. Clermont. Limoges. Le Puy. Saint-Flour. Tulle. Arras. Saint-Omer. Namur. Tournai. 14. Toulouse Montauban. Pamiers. Rieux. Saint-Papoul. Angers. Dol. Le Mans. Nantes. Quimper. Rennes. Saint-Brieuc. Saint-Malo.
Saintes. Sarlat. Clermont. Limoges. Le Puy. Saint-Flour. Tulle. Arras. Saint-Omer. Namur. Tournai. 14. Toulouse Pamiers. Rieux. Saint-Papoul. Angers. Dol. Le Mans. Nantes. Quimper. Rennes. Saint-Brieuc. Saint-Malo.
Sarlat. Clermont. Limoges. Le Puy. Saint-Flour. Tulle. Arras. Saint-Omer. Namur. Tournai. Rieux. Saint-Papoul. Angers. Dol. Le Mans. Nantes. Quimper. Rennes. Saint-Brieuc. Saint-Malo.
Clermont. Limoges. Le Puy. Saint-Flour. Tulle. Arras. Saint-Omer. Namur. Tournai. Saint-Papoul. Angers. Dol. Le Mans. Nantes. Quimper. Rennes. Saint-Brieuc. Saint-Malo.
Limoges. Le Puy. Saint-Flour. Tulle. Arras. Saint-Omer. Namur. Tournai. Limoges. Angers. Dol. Le Mans. Nantes. Quimper. Rennes. Saint-Brieuc. Saint-Malo.
5. BOURGES Le Puy. Saint-Flour. Tulle. Arras. Saint-Omer. Namur. Tournai. Dol. Le Mans. Nantes. Quimper. Rennes. Saint-Brieuc. Saint-Malo.
Saint-Flour. Tulle. Arras. Saint-Omer. Namur. Tournai. Le Mans. Nantes. Nantes. Quimper. Rennes. Saint-Brieuc. Saint-Malo.
Tulle. Arras. Saint-Omer. Namur. Tournai. Nantes. Quimper. Rennes. Saint-Brieuc. Saint-Malo.
6. CAMBRAI Saint-Omer. Saint-Brieuc. Saint-Malo.
6. CAMBRAI Saint-Omer. Namur. Saint-Brieuc. Saint-Malo.
Namur. · Saint-Brieuc. Saint-Malo.
Tournai. Saint-Brieuc. Saint-Malo.
/ INITIO F COINT HAIL 44 FALLA
Saint-rauf de Leur
Digne. Glandèves. Grasse. Nice. Saint-Paul de Léon Tréguier. Vannes. Die.
Grasse. Nice. Senez. Vannes. Vannes. Die. Genève ou Annecy
Nice. Die.
Senez. Genève ou Annecy
Vence. (Savoie.
Autun. 16. VIENNE Grenoble.
Senez. Vence. Autun. Chalons-sur-Saône. Dijon. Langres. Senez. Genève ou Annecy (Savoie). Grenoble. Maurienne (Savoie). Valence. Viviers.
8. Lyon Valence.
T LAIDTEN. / YIVIETS.
Miseu
Senez. Vence. Autun. Chalons-sur-Saône. Dijon. Langres. Macon. Saint-Claude. Senez. Genève ou Annecy (Savoie). Grenoble. Maurienne (Savoie). Valence. Viviers. Metz, Toul et Verdun relevaient de l'ar-

SUPPRAGARTS:

ARCHEVÊCHÉS :

cheveché de Trèves, et Strasbourg de celui de Mayence.

Les circonscriptions épiscopales furent changées par le concordat (1801) et aujourd'hui la France compte quinze archevêchés dont voici la liste avec les évêchés suffragants:

Aschevichis.	SUPPRAGANTS.
	Chartres
į.	Meaux.
1. PARIS	Orléans 🌉
1	Blois.
<u>, </u>	Versailles
2. CAMBRAI	Arras.
(Autun.
3. I man at Manner	Langres. Dijon.
3. Lyonet Vienne.	Saint-Claude.
	Grenoble.
}	Bayeux.
	Évreux.
,4. ROCEN	Séez.
(Coutances.
5. SENS et AU-	Troyes.
5. SENS OF AU-	Nevers.
ARRAS (Moulins.
(Soissons.
6. REIMS	Châlons-sur-Marne
	Beauvais. Amiens.
` }	Le Mans.
1	Angers.
1	Rennes.
7. TOURS	Nantes.
	Quimper.
1	Vannes.
1	Saint-Brieuc.
(Clermont.
_	Limoges.
8. Bourges \	Le Puy.
(Tulle.
}	Saint-Flour. Rodez.
(Cahors.
9. ALBY	Mende.
(Perpignan.
1	Agen.
	Angoulème.
10. BORDBAUX	Poitiers.
10. DURDBAUA	Périguenx.
(La Rochelle.
)	luçon.
11. AUCH	Aire. Tarbes.
11. AUCH	Bayonne.
48. 20	Montauban.
12. Toulouse et	Pamiers.
Narbonne	Carcassonne.

13. AIN , ABLES , EMBRUM	Marseille. Fréjus. Digne. Gap. Ajacoie. Alger. Strasbourg.
14. Besançon	Metz. Verdun. Belley. Saint-Dié. Nancy.
15. Ayignon	Nimes. Valence. Viviers. Montpellier.

ÉVÈCHES (Les trois). — Aux xvi° et xvii° siècles, on désignait sous le nom des trois évéchés Toul, Metz et Verdun qui avaient été réunis à la France sous le règne de Henri II (1552).

EVENTAIL. — Les éventails dont on se servait dans l'antiquité et pendant le moyen âge, étaient faits de touffes de plumes qui étaient fixées au bout d'un manche d'ivoire souvent orné d'or et de pierreries. Les femmes portaient quelquefois ces éventails suspendus à des chaines d'or. Dans la suite, on fit des éventails de bois et d'ivoire arti-tement travaillés : celui de Diane de Poitiers, que l'on conserve dans le cabinet de la Bibliothèque nationale, est d'ivoire. Les papiers, dont on a plus tard recouvert les éventails, sont devenus un objet d'art par les miniatures dont on les a enrichis.

Les savants bénédictins, auteurs des traités sur les anciens rites de l'Église, rapportent que les diacres se servaient autrefois d'un éventail appelé flabellum, pour empêcher les mouches et autres insectes de tomber dans le calice. On voyait encore un de ces éventails au xvuie siècle dans la célèbre abbaye bénédictine de Tournus (Saône-et-Loire). Il était couvert de noms de saints et de saintes qui formaient comme une litanie et d'inscriptions latines qui indiquaient l'usage auquel il était employé. L'inscription de l'éventail de Tournus commençait par ce dystique:

Flaminia hoe donum, regnator summe polorum, Oblatum puro pectore, sume libens.

« Souverain maître du ciel, reçois avec bonté ce don que nous t'offrons d'un cœur pur. » L'artiste qui avait fait cet éventail y avait inscrit son nom : « Johel m'a fait en l'honneur de la sainte Vierge (Johel me sancte secti in honore Marie.)»

EVEQUE. — Le nom d'évêque dérivé du grec interes, signifie inspecteur. On donne aussi aux-évêques les noms de prélats et pontifes. Les anciens évêques, en parlant d'eux-mêmes, s'appelaient souvent serviteurs des serviteurs de Dieu ou serviteurs de l'Eglise. Il y a trois points à considérer en étudiant l'épiscopat : 1° in nomination : 2° la consècration ; 3° la puissance des évêques.

S 100. Nomination des évéques. — Dans la primitive église, les évêques étaient élus par tous les fidèles. Sous les Mérovingiens, les élections avaient encore lieu, mais il fallait que le consentement du roi les sanctionnet. Il en sut de même sous les Carlovingiens. Seulement, depnis Louis le Débonnaire, et pendant pre-que tout le rx siècle, les élections ecclésiastiques se firent avec une grande liberté On a encore les formules employées à cette époque Aussitôt après la mort d'un évêque, le clergé et le peuple envoyaient des députés au métropolitain pour le prévenir. Le métropolitain en donnait avis au roi, et, sur son ordre, nommait un des évêques de la province pour visiteur. L'évêque délégué était chargé de présider à l'élection du nouveau pusteur, et de tenir la main à ce que les canons fussent observés. En même temps le métropoli-

tain adressait au clergé et au peuple une instruction sur la manière dont l'élection

devait se faire pour être canonique. Lorsque le visiteur était arrivé, il réunissait le clergé et le peuple, faisait lire les passages de saint Paul et les canons relatifs à l'élection des évêques. Il exhortait tous les fidèles à suivre ces règles. Pendant trois jours on se préparait à l'élection par le jeune et la prière. On procédait ensuite à Félection, dont l'acte était signé par les principaux d'entre les membres de l'assemblée, et envoyé au métropolitain. Celui-ci convoquait tous les évêques de la province pour examiner la validité de l'élection. L'élu était présenté à ce concile provincial, et était interrogé par le métropolitain sur sa naissans e, sa vie passée, sa promotion aux ordres, etc. On examinait aussi sa doctrine, et on lui faisait écrire une profession de soi. Si l'élection était ju-gée canonique et l'élu capable, le mé-tropolitain fixait le jour de la consécration. Mais si Mélection était entachée de simonie ou de quelque autre irrégularité, elle était cassée par le concile qui procédait à l'élection d'un autre évêque. Le métropolitain donnait au nouvel éve-

que une instruction per écrit pour lui expliquer en abrégé tous ses devoirs. Il devait aussi lui remettre des exemplaires des canons. On transmettait au roi les actes de l'élection et de la confirmation de l'élection; il avait toujours le droit de ne pas les approuver, dit Fleury (Instit. au droit ecolés., Ire partie chan x)

tie, chap. x). Telle fut la forme des élections jusqu'au zur siècle. A cette époque, les chanoines s'efforcèrent de s'emparer des élections, comme le prouve le concile général tenu à Saint-Jean de Latran en 1430; de concile s'appose à cette tentative. Manmoins, dans la suite, les chanoines l'emportèrent, et, au commencement du xiii siècle, ils étaient seuls en possession de nommer les évêques. L'élection se faisait de trois manières: par inspiration, par compromis, au serutin. 1º Election par inspirollon. Après le sermon et la lecture des lettres des chanoines absents, lorsqu'on avait donné connaissance de la constitution synodale et chanté le Veni Creator le doyen disait : « Très-chers frères, ici assemblés pour nommer l'évêque, il me semble qu'un tel, notre confrère, est digne d'être élu. » Si tous les chanoines donnaient leur assentiment d'une voix nnanime, le doyen disait aussitôt : « Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, ainsi soit-il. En mon nom et au nom de tous coux à qui appartient la présente élection, j'élis tel personnage pour notre confrère. » L'élu était alors prié de donner son consentement, et aussitôt qu'il l'avait donné, on chantait solennellement le Te

Deum. Pendant le chant, l'élu était cenduit au grand autel où il se prosternait, et son élection était ensuite proclamée devant tous les laïques et ecclésiastiques présents. 2º Election par compromis. Le chapitre déléguait ses pouvoirs à quelques uns de ses membres qui étaient chargés de l'élection. Lorsqu'ils étaient d'accord sur le choix, ils convoquaient le chapitre, et l'un d'eux faisait connaître l'élection. **3º** Election au scrutin. Trois scrutateurs dignes de foi, et pris dans l'assemblée des chanoines, recueillaient en secret, séparément et avec soin, les votes de tous, et les mettaient par écrit avec les nums des votants. Ils en donnaient ensuite lecture aux chanoines assemblés. On comptait les suffrages et on comparait les mérites des candidats. Puis, si l'on s'accordait à nommer l'un d'eux.

De quelque manière que se sit l'élection, elle devait être confirmée par le métropo-

l'élection était proclamée. L'élection par

litain ou par le pape. Dans le cas où l'élection était nulle par la saute des électeurs, le métropolitain ou le pape étaient charges de pourvoir à la nomination. Si la nullité de l'élection n'était pas imputable aux électeurs, le chapitre procéduit à une nouvelle élection. Les luttes qui accompagnaient presque toujours les élections et qui les trappaient de nullité, donnèrent une grande influence aux papes, qui s'empurèrent de la plupart des élections. Jean XXII alla jusqu'à réserver au saintsiége la nomination dans toutes les églises outhédrales; ce qui était abolir les élections. Le pape présendait y suppleer en ne donnant ses évêchés que de l'avis des cardinaux assemblés en consistoire, et après plusieurs informations. Ces tentatives provoquèrent une très-vive résistance. Le concile de Bale s'efforça de rétablir les élections, et la pragmatique de Bourges ordonna formellement que les évêques fussent élus canoniquement. D'après le concordat de 1516, le roi devait nommer un docteur ou un licencie en théologie ou en droit, qui fût au moins dans sa vingt-septième année, et qui eût tontes les qualités requises par les canons. La nomination devait être faite dans les six mois de la varance; autrement le pape pouvait nommer au siège vacant dans les trois mois suivants. L'ordonnance de Blois (1579) prescrivit de ne faire la nomination qu'un mois après la vacance, afin que le roi put y penser murement. Une enquête sur la vie et les mœurs de l'évêque désigné devait être saite par l'évêque du diocèse où il avait passé les cinq dernières années et par le chapitre de l'église vacante. Il devait, en outre, être examine par un évêque et deux decteurs en théologie. En réalité, le roi nommait quand et qui il lui plaisait. L'évêque désigné faisait faire une information, y joignait sa profession de foi, et envoyait le tout à Rome. Le roi y expédiait en même tenips trois lettres de cachet, l'une pour le pape, la seconde pour l'ambassadeur de France, et la troisième pour le cardinal, protecteur de la France, c'est à-dire chargé de défendre ses intérêts. Ce cardinal faisait le rapport au nom de la commission de quatre cardinaux qui devaient examiner les actes produits par l'évêque désigné, et proposait ensuite cet évêque dans un premier consistoire; ce qui s'appelait préconisation. Dans un second consistoire, il faisait son rapport qui s'appelait proposition. Pendant l'intervalle, les cardinaux avaient du prendre counaissance des informations faites. Le pape recueillait ensuite les voix des cardinaux, et rendait le dé-

cret qui accordait les provisions. Cette formalité représentait l'élection faite, dans l'origine, par le métropolitain et ses suffragants sur le témoignage du clerge et du peuple. Après le decret du consistoire, on expédiait les bulles. Lorsque l'évêque les avait reçues, il prêtait serment au roi, et en recevait des lettres du grand sceau qu'il faisait enregistrer à la chambre des comptes. Il obtenait alors mainlevée de la régule (voy. ce mot,, et entrait en possession. Enfin, il devait se faire sacrer dans les trois mois.

La constitution civile du clergé (voy. ce mot) rétablit les élections des évêques en même temps qu'elle changea les circonscriptions diocésaines et établit un éveque par département. Enfin le concordat de 1801 a décidé que les évêques seraient nommés par le chef de l'État et institués par le pape. Quand un siège est vacant, avis doit être donné au gouvernement par le métropolitain et le chapitre. Pendant la vacance du siège épiscocopal, le chapitre nomme des vicaires capitulaires chargés de l'administration diocésaine. La nomination de l'évêque est faite par une ordonnance émanant du chef de l'Etat et l'institution canonique donnée par une bulle pontificale qui n'est reçue et publiée qu'avec l'autorisation du conseil d'État ; l'évêque ne peut être sacré qu'après que la bulle a été approuvée et publiée.

S II. Consécration de l'é**ss**que. — La consécration de l'évêque doit se faire un dimanche dans l'église de l'élu ou du moins dans la province ecclésiastique autant que possible. Le consécrateur est assisté au moins de deux évèques. Il doit jeûner la veille et l'élu également. Lorsque le consécrateur est assis devant l'autel, le plus ancien des évêques assistants lui présente l'elu en disant : « L'Eglise catholique demande que vous éleviez 🕫 prêtre à l'épiscopat » A l'époque des élections canoniques, le consécrateur demandait s'il était digne. Maintenant il se borne à demander s'il y a un mandat apostolique, c'est-à-dire la bulle principale, et il la sait lire. Ensuite l'élu prête serment de fidélité au saint-siège, d'après une formule dont on trouve un exemple des le temps de Grégoire VII. Le conficrateur examine ensuite l'élu sur sa foi et sur ses mœnrs, c'est-à-dire sur ses intentions pour l'avenir; car on suppose que l'on s'est assuré du passé.

Ces questions terminées, le consécrateur commence la messe Après l'épître et le graduel, il revient à son siége et l'élu étant assis devant lui, il l'instruit de ses obligations en disant « Un évêque doit juger, interpréter, consacrer, ordonner, offrir, baptiser et confirmer. » L'élu étant prosterné et les évêques à genoux, on repète des litanies, et le consecrateur prend le livre des Evangiles qu'il met tout ouvert sur le cou et les épaules de l'élu. A l'époque où les livres étaient des rouleaux, l'Evangile ainsi étendu tombait des deux côtés comme une étole. Le consécrateur met ensuite les deux mains sur la tête de l'élu en disant : « Recevez le Saint-Esprit. » Cette imposition des mains, dit Pleury auquel nous empruntons ces détails, est marquée dans l'Ecriture comme la cérémonie la plus essentielle à l'ordination, et l'imposition du livre est aussi très-ancienne pour marquer sensiblement l'obligation de porter le joug du Seigneur et de prêcher l'Évangile.

Le consécrateur dit ensuite une présace, où il prie Dieu de donner à l'élu toutes les vertus, dont les ornements du grand prêtre de l'ancienne loi étaient les symboles mystiques, et, pendant qu'on chante l'hymne du Saint-Esprit, il lus fait l'onction de la tête avec le saint chrême; puis il achève la prière qu'il a commencée demandant pour lui l'abondance de la grace et de la vertu qui est marquée par cette onction. On chante le psaume CXXXII qui parle de l'oction d'Aaron et le consécrateur oint les mains de l'élu avec le saint chrême. Ensuite îl bénit le bâton pastoral ou crosse, qu'il lui donne comme marque de sa juridiction, l'avertissant de juger sans colère et de mèler la douceur à la sévérité. Il bénit l'anneau et le lui met au doigt en signe de sa foi et de son union avec l'Eglise, qu'il l'exhorte à garder sans tache comme l'épouse de Dieu. Enfin, il lui ôte le livre des Évangiles de dessus les épaules et le lui met entre les mains en dis**a**nt : « **Pronez l'**Évangile et allez l**e** prêcher au peuple qui vous est confié; car Dieu est assez puissant pour augmenter en vous l'effet de la grace. » La messe continue ensuite. On lit l'Évangile, et autrefois le nouvel évêque prêchait pour marquer son entrée en fonctions. A l'offrande, il présente du pain et du vin, suivant l'ancien usage, puis se joint au consécrateur et achève avec lui la messe, où il communie sous les deux espèces et deboute La messe terminée, le consécrateur benit la milre et les gants, dont il indique la signification mystique.

Le nouvel évêque est ensuite intronisé, c'est-à-dire place sur le siège épiscopal élevé en forme de trône et couvert d'un dais, comme jadis les trônes des rois et des princes. On chante le Te Deum, pendant que les évêques assistants promènent dans l'église le nouvel évêque, la mitre en

tête et la crosse à la main, pour le montrer au peuple. L'évêque consacré termine la cérémonie en donnant la bénédiction solennelle.

Il y avait, au moyen âge, d'autres cérémonies pour la consécration des évêques. Le samedi soir, le métropolitain, assisté de ses suffragants, prenait place sur un siège dans l'aitre ou parvis de la cathédrale. L'archidiacre se présentait devant lui et se mettait à genoux. Le prelat, après lui avoir donné sa bénédiction, disait: « Mon fils, que demandez-vous? » L'archidiacre répondait : « Que Dieu nous accorde un pasteur.—Est-il de votre Eglise? demandait le métropolitain; quel mérite vous a plu en lui? – La modestie, l'humilité, la patience et autres vertus, » répliquait l'archidiacre. Le prélat faisait lire ensuite le décret d'élection qui rendait témoignage du mérite de l'élu. Les chanoines qui accompagnaient l'archidiacre certifiaient qu'ils avaient souscrit ce décret. Le métropolitain leur disait: Prenez garde qu'il ne vous ait fait quelque promesse; car cela est simoniaque et contraire aux canons » Puis il ordonnait qu'on amenat l'élu. Celui-ci, encore à jeun etait amené entre l'archidiacre et l'archiprêtre. Le prélat lui demandait quel rang il tenait dans l'Église; combien de temps il y avait qu'il était prêtre; s'il avait été marié; s'il avait donné ordre à sa maison. Lorsqu'il avait répondu à toutes les questions, le métropolicain lui demandait encore : " Quels livres lit-on dans votre Église? » Il répondait : « Le Pentateuque, les Prophètes, l'Évangile, les Épîtres de saint Paul, l'Apocalypse et les autres. Savez-vous les canons? » lui demandait le métropolitain. Il répostdait : « Apprenez-les-moi. » L'archevêque les lui exposait sommairement, lui promettant une plus ample instruction par écrit. Régulièrement, l'élu devait demeurer à jeun jusqu'au lendemain, après la consécration.

Le lendemain, il était présenté par l'ancien évêque assistant qui rendait témoignage de sa moralité et de sa capacité. Le métropolitain interrogeait l'évêque élu, et le reste du cérémonial ne différait pas de celui qui est encore pratiqué de nos jours. Seulement l'élu prétait serment de fidélité et d'obéissance au métropolitain, et, à la fin de la cérémonie, ce dernier lui donnait une instruction écrite, dont Fleury rapporte les principaux points. Les voici : « Sachez, mon cher frère, que vous venez d'être chargé d'un grand poids et d'un grand travail, du gouvernement des âmes; vous devrez vous assujettir aux besoins de plusieurs et être le serviteur de tous.

Vous rendres compte au jour du jugement du talent qui vous est confié. Ayez soin de garder la pureté de la foi. Observez exactement les règles de l'Eglise dans les ordinations, soit pour les temps, soit pour la qualité des personnes. Evitez surtout **l'avarice et la sim**onie. Gard**e**z la chasteté; que les femmes n'entrent point chez vous, et, si vous êtes obligé d'entrer chez les religieuses, que ce soit en compagnie de ens à l'abri de tout soupçon. Evitez de donner scandale. Appliquez - vous à la prédication ; prêchez la parole de Dieu à votre peuple abondamment, agréablement, distinctement et sans cesse. Lisez continuellement l'Ecriture sainte, et que l'oraison interrompe la lecture. Demeurez ferme dans la tradition de ce que vous aves appris ; que la sainteté de votre vie soutienne vos instructions et qu'elle serve de règle et de modèle à votre troupeau. Ayez-en grand soin. Corrigez avec doucour et avec discrétion, en sorte que le zèle et la bonté s'aident mutuellement et que vous évitiez également la rigueur excessive et la mollesse. Ne considérez personne dans vos jugements. Employez les biens de l'Eglise avec fidélité et discrétion, sachant que c'est le bien d'autrui que vous administrez. Exercez l'hospitalité et la charité envers les pauvres ; soulagez les veuves, les orphelins et toutes les personnes opprimées; ne vous laissez point élever par la prospérité ni abattre par l'adversité. » Tel est l'abrégé de la formule que l'on trouve dans les plus anciens ri-**Quels pour l'instruction de tous les évé**ques. Le pape Urbain II donne une instruction semblable à Yves de Chartres, iorsqu'il le sacra évêque en 1091.

La consécration et l'intronisation de l'évêque étaient suivies au moyen âge de ceremonies particulières qui variaient suivant les contrées et qui étaient presque toujours une marque de subordination de la part des nidèles et du clergé envers leur nouveau pasteur. A Paris, l'évêque **cont d'abord reçu par les chanoines ré**tuliers de Sainte-Geneviève. L'abbé et les religieur allaient processionnellement è sa rencontre et le conduissient au chœur. Il dépossit sur l'autel son offrande qui consistatt en un riche pallium (voy. 66 met); puis, revêtu des ornements secerdotaux et pontificaux, il prenait place sur un siège, pendant que les religioux chantaient le Te Deum. Le chant terminé, quatre génovéisins ou religioux de Sainte-Geneviève, revêtus de chapes de soie, levaient sa chaire et le por-Ment sur leurs épaules jusqu'à la porte du monastère par laquelle it avait sait son entrée. Il donnait à chaçan d'eux

nn denier d'or au type de la monnaie de Paris. Les barons feudataires de l'évêque le portaient à leur tour sur leurs épanles. précédes des génovéfains qui marchaient processionnellement, jusqu'à la chapelle de Sainte-Geneviève de la rue Neuve-Notre-Dame. Là , le doyen , le chapitre et tout le clergé de la cathédrale venaient recevoir l'évêque processionnellement et le conduisaient à son église. Avant de saire son entrée, il prétait serment de maintenir les droits de l'église de Paris; puis il entrait processionnellement par la porte occidentale, déposait un pallium sur l'autel, comme à Scinte-Geneviève, et était installé solemeslement.

Lorsque l'archevêque de Tours avait été consacré, il allait à pied du monastère de Saint-Julien à l'église de Saint-Martin, d'où il était porté à la cathédrale sur les épaules des barons. A Reuen, l'archevêque nouvellement élu venait à pied de l'église de Barnetal (petite ville située à une demi-lieue de Reuen) marchant sur la paille qu'on semait devent lui. A Reims, l'archidiacre présentait à l'archevêque nouvellement élu une des cordes qui mettent les cloches en brante. L'archevêque la saisissait et l'agitait, recevant ainsi l'investiture de son église.

§ III. Puissance des évéques. — Je ne reviendrai pas sur ce que l'ai dit ailleurs de l'autorité que les lois romaines conféraient aux évêques comme défenseurs des villes (voy. Clerce); je n'insisterai pas non plus sur les droits féodaux dont ils étaient investis, puisqu'ils étaient les mêmes que ceux des autres seigneurs dont il est question au mot Propalité. On voit, par d'anciens conciles, que les ecclésiastiques payaient une redevance à l'évêque. Le concile de Toulouse tenu en l'année 846 prescrit à chaque ecclésiastique chargé d'une paroisse de fournir à son évêque un minot de froment, un minot d'orge, une mesure de vin et un agneau, de moins qu'il ne présère lui payer deux sous. Il importe surtout ici de faire connaître la puissance spirituelle de l'évêque pour se faire une idée exacte des institu tions ecclésiastiques! Je prendrai pour guide dans ette partie de mon travail, comme dans les précédentes, l'exaglient traité de Fleury de l'Institution au Broit ecclésiastique. « Les fonctions de l'évêque, dit cet historien, renferment tout l'exercice de la religion chrétienne, dont il n'y

a aucune partie qui ne dépende de lui. »
Fleury les divise en fonctions intérieures et extérieures : dans les fonctions intérieures sont compris le baptême, la prédication, l'administration des secre-

ments et la maintien de la discipline et de la tradition. Dans la primitive église, l'évêque administrait seul le baptême et célébrait seul l'office divin. Il préchait tous les dimanches et même plus souvent. Lui seul imposait la pénitence et donnait l'absolution. Jusqu'au xiii siècle et en plusieurs églises jusqu'au xv° les prêtres se confessaiont à l'évêque. Il réconciliait à l'église les hérétiques et les excommuniés. Peu à peu les progrès du christianisme et l'accroissement du nombre des fidèles forcèrent de déléguer aux diacres et aux prêtres une partie des sonctions épiscopales. On ne réserva à l'évêque que l'administration des deux sacrements de la confirmation et de l'ordre.

B'antres fonctions appartiennent encore exclusivement à l'épiscopat, savoir la bénédiction des abbés et des abbesses, le sacre des rois et des reines, la dédicace des églises, la consécration des autels, des calices et des patènes, la bénédiction des saintes huiles. Quelques fonctions épiscopales peuvent être déléguées à de simples prêtres, comme la bénediction des cerporaux et des nappes d'autel, des ornements sacerdotaux, des croix, images, cloches, chapelles, cimetières, ainsi que la réconciliation des églises profanées.

Sous le nom de fonctions extérieures des évêques, Fleury comprend la juridiction, le soin des personnes consacrées à Dieu ou recommandables par leur misère, enfin l'administration du temporel

des églises.

Aujourd'hui, la juridiction épiscopale est toute spirituelle, elle s'applique à l'interprétation de l'Ecriture sainte ainsi qu'au maintien de la tradition et de la discipline ecclésiastique. L'évêque fait à ce sujet les mandements, statuts et autres ordonnances qu'il juge nécessaires, pourvu qu'ils soient conformes à la discipline générale de l'Eglise et aux lois de l'État. il dispense des canons, dans les cas où les canons le permettent, par exemple, pour les publications des ma-riages et les ordinations. Il nomme les ecclésiastiques qui doivent partager avec lui le ministère spirituel, sauf à s'entendre avec les autorités compétentes dans les cas prévus par la loi. Au moyen àge et jusqu'à la révolution la juridiction ecclésiastique était beaucoup plus étendue et les évêques l'avaient déléguée à des officioux (voy. Official). L'évêque avait autrefois la direction de tous les hôpitaux, de toutes les œuvres de charité et de tontes les assemblées ou confréries qui se fermaient pour y concourir. Les lois modernes ent confié à des commissions

spéciales le soin des hôpitaux et des pauvres. Les fonctions extérieures des évêques pour l'administration du temporel des églises ont été grandement réduites par la suppression des bénéfices ecclésiastiques (voy. ce mot). Il ne reste plus aux évêques que la mense épiscopale qui se compose: 1° des biens provenant de legs ou de donations autorisés par le gouvernement, ou acquis par l'évêché ou affectés par l'État à son entretien; 2° du traitement assigné à l'évêque par l'État; 3° des subventions qui peuvent être accordées par les conseils généraux des départements; 4° de l'usafruit du palais épiscopal et du mobilier qui est fourni par l'État.

ÉVÉQUE IN PARTIBUS. — Un évêque in partibus infidelium est celui qui a le titre d'un évêché dont le diocèse est occupé par les infidèles. Paul de Gondi était archevèque in partibus de Corinthe; on lui avait donné ce titre pour qu'il pût remplir les fonctions épiscopales comme ceadjuteur de l'archevêque de Paris.

EVÉQUES DANS LES MONASTÈRES.—
Le pape Étienne III avait donné à l'abbaye de Saint-Denis le pouvoir d'élire un évèque qui fit les fonctions épiscopales dans ce monastère et dans les couvents qui en dépendaient. Il y avait de semblables évèques à Saint-Martin de Tours et dans d'autres monastères. Les abbés exerçaient quelquesois les fonctions épiscopales; ils portaient alors la mitre et la crosse.

ÉVOCATION. — Opération magique par laquelle on prétend faire apparaître les ombres des morts. Voy. Sciences occultes.

EVOCATIONS. — Les évocations sont des actes par lesquels en enlève le juge**ment d'une affaire à u**n tribunal pour l'attribuer à un autre. Les évocations viennent tantôt du chef de l'État , tantôt des tribunaux supérieurs. Il est souvent question dans l'histoire de l'ancienne monarchie d'évocations au conseil du roi; **le procès était alors enlevé aux tribuneux** ordinaires pour être porté au conseil d'État. On se plaignait déjà, au xvi° siècle, de l'abus des évocations, et l'erdonzance de Moulins (1566) déclara qu'elles ne pourraient avoir lieu qu'en vertu d'une ordonnance du roi contre-signée par quatre secrétaires d'État. Les parlements pouvaient faire des rementrances pour s'opposer à l'exécution de l'ordonnance, et la partie qui avait obtenu l'évocation devait provisoirement se constituer prisonnière (Urdennance de Moulins, art. 70).

EXACTION. — Abus que commet un

officier public, quand il se fait payer des droits qui ne lui sont pas das.

BXALTATION DE LA SAINTE CROIX. Fête qui se célèbre dans l'Eglise le 14 septembre, en mémoire de ce qu'Héraclius, empereur d'Orient, rapporta la vraie croix sur ses épaules au calvaire, d'où elle avait été ensevée quatorze ans auparavant par Chosroës, roi de Perse.

EXAMINATEUR. — Ce nom désigne tous ceux qui sont chargés de faire subir des épreuves écrites ou orales aux candidats pour les écoles du gouvernement, ou de constater leur aptitude à entrer dans les services publics, lorsqu'ils ont terminé leurs études dans ces écoles. On appelait autrefois les commissaires du Châtelet (voy. ce mot) commissaires examinateurs, parce qu'une des principales sonctions de leur charge était d'entendre les dépositions des témoins et d'examiner les comptes.

BXARQUE. — Titre de dignité ecclésiastique et la que dans l'empire d'Orient. li y eut aussi des exarques dans le royaume de Bourgogne. L'archevèque de Lyon orta le titre d'exarque dans ce royaume à l'époque où il relevait de l'empire d'Allemagne.

EX CATHEDRA. - Cette expression latine s'emploie dans le style ecclésiastique pour indiquer que le pape ou un évêque prend une décision dogmatique. Le pape parle ex cathedra, quand il perle comme souverain pontife et que, de l'avis des cardinaux, il adresse une décision aux fidèles comme règle de soi et de mœurs.

EXCELLENCE. — Ce titre honorifique fut donné d'abord aux rois, puis aux ambassadeurs et aux ministres. Les rois de la première et de la seconde race recevaient des titres honorifiques qui peuvent se traduire par les mots excellence, excellentissime et illustre. Pasquier cite les lettres de saint Grégoire aux rois Théodebert et Théodoric, où ce pape leur donne un nom équivalant à celui d'excellence. Les ambassadeurs ont commencé à recevoir le titre d'excellence en 1593. Henri IV avait envoyé à Rome le duc de Nevers, auquel on l'accorda à cause de sa naissance illustre; les autres ambassadeurs le prirent également. Sous Louis XIV, la puissance ministérielle s'accrut considérablement. Les ministres se firent donner le titre de monseigneur et un peu plus tard celui d'excellence, qu'ils ont conservé jusqu'à la révolution et qui leur a été de nouveau accordé à l'époque de l'empire.

Exception. — Terme de pratique. Ce mot comprenait toutes les désenses que l'on opposait à l'action intentée pour en empecher ou en retarder l'effet. Il y avait trois sortes d'exceptions: les déclinatoires, les dilatoires et les péremptoires. Les exceptions déclinatoires étaient celles par lesquelles le défendeur déclinait la juridiction du tribunal devant lequel il était appelé et demandait son renvoi devant un autre tribunal. Les exceptions dilatoires avaient pour but de retarder le jugement, par exemple lorsqu'on demandait communication de pièces. Enfin les exceptions péremptoires étaient fondées sur des fins de non-recevoir, comme la prescription, le défaut de qualité de la personne qui agit, des accusations de dol et de fraude, etc.

Le droit canon (voy. ce mot) admettait encore d'autres exceptions. Si le demandeur était excommunié, c'était un cas d'exception péremptoire. Comme l'excommunié était réputé insame, il ne pouvait poursuivre personne en justice. Dès le XIIIe siècle on abusait de cette exception. Le concile de Lyon tenu sous Innocent IV, en 1255, ordonna qu'elle ne serait point reçue, si elle n'exprimait l'espèce d'excommunication et le nom de celui qui l'avait prononcée; elle devait être prouvée dans la huitaine et ne pouvait être alléguée que deux fois. Quant au défendeur, on ne pouvait lui objecter l'excommenication, parce qu'il n'aurait pas été juste de lui ôter tout moyen de se désendre. Une autre exception, admise par les ca-nonistes, était celle de la spoliation. Un homme dépouillé, c'est-à-dire dépossédé par la violence de la propriété ou de l'objet en litige ne pouvalt étre poursuivi par celui qui l'avait déposséde qu'après avoir été remis en possession de son bien. Comme cette exception donnait lieu à beaucoup de chicanes, elle fut restreinte au concile de Lyon sous Grégoire X, en 1274, et bientôt abandonnée dans les tribunaux ecclésiastiques de la France. On renonça aussi à l'exception appelée reconvention et qui consistait en une action que le désendeur intentait au deman-

EXCOMMUNICATION. — § 1er. Diverses significations du mot excommunication; usage de l'excommunication dans les premiers temps de l Eglise — Le mot excommunication a eu diverses significations. Dans l'origine, un évêque qui avait manqué de venir au concile ou qui avait ordonné un clerc d'un autre diocèse était privé de la communion des autres églises et devait se contenter de communiquer

avec la sienne. C'était une espèce de suspension de tout commerce spirituel avec ses confrères. La règle de saint Benoît nomme excommunication l'exclusion de l'oratoire ou de la table commune; c'était la punition des moines qui n'y venaient pas à temps. Mais, dans la suite, on entendit par excommunication le retranchement de la société des fidèles. « L'excommunication, dit Fleury (Institution au droit ecclésiastique, III. partie, chap. xx), est fondée sur cette parole de l'Evangile: « Si celui que vous avez repris n'obéit pas à l'Église, qu'il vous soit comme un paren et un publicain, et sur ce précepte de saint Paul : Si un chrétien est nommé impudique, ou avare, ou idolâtre, ou médisant, où ivrogne, ou voleur, vous ne devez pas même manger avec lui. Ce que saint Augustin explique, s'il est jugé et dénoncé tel. Origène avait dit avant lui qu'on ne doit chasser de l'Eglise que pour un péché manifeste. Autrement, si chacun était libre de se séparer de ceux dont il condamne la conduite, on donnerait occasion aux schismes et aux jugements téméraires. Saint Paul ditencore: Si quelqu'un n'obéit pas à notre parole, notez-le, et ne vous mélez point avec lui, afin qu'il ait de la confusion; ne le regardez pas comme votre ennemi, mais corrigez-le, comme votre frère. » Voilà les règles de l'excommunication, ajoute Fleury. Elle doit être précédée au moins de trois monitions; car J. C. ordonne de reprendre celui qui nous a offensé, premièrement en particulier, puis en présence de deux ou trois témoins, et enfin, devant l'Eglise, avant de nous séparer lui. L'excommunication doit être décidée et prononcée par celui qui a autorité dans l'Église. L'effet est de fuir tout commerce avec l'excommunié; le but, de le couvrir d'une confusion salutaire; mais on ne doit pas cesser de l'aimer et de procurer son salut.

« Suivant ces règles, les saints évêques des premiers siècles ne vensient que rarement et difficilement à ce remêde extrême de l'excommunication. Quand quelqu'un était accusé, ils examinaient soigneusement sa conduite. S'ils trouvaient l'accusation fondée, ils le reprenaient d'abord en particulier; si cette correction ne suffisait pas pour l'obliger à se reconnaitre, l'évêque prenait un témoin ou deux, et en leur présence avertissait l'accusé avec adresse et douceur. S'il s'endurcissait, l'évêque le reprenait publiquement devant l'Eglise Il employait pour le guérir toutes sortes de remèdes : la consolation pour adoucir le mal; la rigueur du reproche et des menaces pour nettoyer la plaie et ôter l'enflure, les jeu-

nes contre la corruption. Enfin, s'il voyait que le mal eût gagné toutes les parties, et qu'il n'y eût plus d'espérance de guerison, il prenait conseil des évêques et des prêtres les plus expérimentes, et, après avoir mûrement délibéré et longtemps attendu, il retranchait de l'Église le membre corrompu, de peur qu'il n'infectat les autres. Mais il ne le faisait qu'avec douleur, avec larmes, et pour obéir à cette parole de saint Paul: Otez le méchant d'entre vous.

« L'excommunié était traité comme un infidèle: les chrétiens n'avaient point de commerce avec lui, surtout pour les prières. Il pouvait cependant entrer dans l'église pour entendre la lecture des saintes Écritures et la prédication; car les infidèles mêmes y étaient admis; mais on le faisait sortir avec eux pour lui faire désirer de rentrer dans la participation des prières et pour saire craindre aux autres une pareille chute; cependant l'évêque ne l'abandonnait pas, fût-il tombé pour la seconde fois. Il ne témoignait pas en avoir horreur et ne l'éloignait pas de sa compagnie ni même de sa table, imitant le Sauveur qui mangeait avec les pharisiers et les pécheurs. Il le consolait et lui donnait courage, de peur qu'il ne tombât dans l'abattement et le désespoir. Que s'il se convertissait et montrait des fruits de pénitence, l'évêque le recevait avec joie, comme l'enfant prodigue; et, après lui avoir imposé les mains pour le réconcilier à l'Eglise, il l'admettait même à la participation des prières et des sacrements. Nonobstant toutes ces sages précautions, si quelqu'un, sût ce un laïque, se plaignait que son évêque l'avait excommunié légèrement, par animosité ou par quelque autre fachense disposition, la cause était portée au concile de la province, comme étant des plus importantes de l'Eglise, puisqu'il s'agissait de l'état spirituel d'un chrécien. Telle était l'ancienne discipline touchant l'excommunication. » Dans la suite, l'excommunication sut prononcée plus souvent et on ne prit pas toujours les mêmes precautions pour user avec prudence de ce remède extrême. Souvent les ecclésiastiques s'armèrent de l'excommunication pour repousser les attaques des seigneurs temporels.

SII. Des excommunications aux XI°, XII° et XIII° siècles; résistance de saint Louis à l'abus des excommunications. — Ce fut principalement aux XI°, XII° et XIII° siècles, que les excommunications se multiplièrent. Elles ne frappaient pas seulement un individu, mais des familles, des provinces et des nations entières, ou

du moins elles les plaçaient sous l'interdit et les privaient de toutes les consolations de la religion. En même temps l'excommunication était accompagnée de malédictions terribles, prononcees au son des cloches, et, après la lecture de la sentence, les évêques et les prêtres éteignaient les torches allumées qu'ils tenaient à la main en s'écriant : Ainsi Dieu éleigne la vie de l'excommunis. Le corps de celui qui mourait sous l'anathème était privé de la sépulture ecclésiastique. Quelqueois les églises étaient tendues de noir, les images des saints et les reliques voilées et déposées à terre ; on plaçait des épines à l'entrée des temples comme pour en interdire l'accès. Qu'on se reporte par la pensée à ces ages de foi ardente, souvent peu éclairée, et l'on comprendra l'émotion et la terreur des populations. Les excommunications provoquaient quelquesois des révoltes contre les princes qui les avaient encourues. Le peuple, privé des secours de l'Eglise, se soulevait pour sorcer les puissants de la terre à courber la tête et à céder aux anathèmes spirituels. Il en résulta de graves inconvénients, surtout lorsqu'on admit qu'un prince excommunié était dépouillé de tout pouvoir; que ses vassaux étaient déliés du serment de fidélité, et que ses sujets ne lui devaient plus d'obéissance. De là, une opposition d'autant plus re-doutable, qu'elle vint des rois les plus saints, et principalement de saint Louis. Joinville nous montre ce prince résistant aux prétentions des évêques qui réclamaient l'intervention du bras séculier pour sorcer les excommuniés à se soumettre. « Je vis une journée, dit Joinville (édit. Petitot, p. 185-186), que tous les prelats de France se trouvèrent à Paris pour parler au bon roi Louis et lui faire une requête, et, quand il le sut, il se rendit au palais pour les entendre. Quand tous furent assemblés, ce sut l'évêque d'Auxerre qui dit par le congé et commun consentement de tous les prélats : Sire, sachez que tous ces prélats, qui sont en votre présence, me font dire que vous laissez perdre toute la chrétienté, et qu'elle se perd entre vos maine. A ces paroles, le bon roi se signa de la croix et dit: Evéque, or me dites comment il se fait et par quelle raison. — Sire, fit l'évêque, c'est pour ce qu'on ne tient plus compte des excommunies (excommuni-cations). Car, aujourd'hui, un homme aimerait mieux mourir tout excommunié que de se faire absoudre, et ne veut faire nulle satisfaction à l'Eglise. Ils vous rewierent tous, sire, à une voix, pour Dieu et pour ce que ainei le devez faire,

qu'il vous plaise commander à tous vos baillis, prévôts et autres administrateurs de justice que, où il sera trouvé aucun en voire royaume, qui aura élé, un el jour continuellement, excommunié, ils le contraignent de se faire absoudre par la prise de ses biene. Le saint roi répondit que très-volontiers il le commanderait faire de ceux qu'on trouverait être injustes à l'Eglise et à leur prochain. L'évêque dit qu'il n'appartenait pas aux laiques de connaître de ces causes. A ce, le roi répondit qu'il ne le femut autrement, et dit que ce serait contre Dieu et raison de contraindre à se faire absondre ceux à qui les clercs feraient tort, sans les entendre en leur bon droit. Il leur donna exemple du comte de Bretagne, qui , pendant sept ans , avait plaidé contre les prélats de Bretagne, et finalement si bien mené sa cause, que notre saint-père le pape les avait condamnés. Par quoi il disait que, si dès la première année il ent voulu contraindre le comte de Bretagne à se faire absoudre, il eût laissé à ces prélats contre raison ce qu'ils demandaient, et qu'il eût ainsi grandement mésait envers Dieu et envers le comte de Bretagne. Après lesquelles choses, les prélats se contentèrent de la bonne réponse du roi, et onques n'ai plus oui parler qu'il sut fait demande de telles choses. » Saint Louis obtint du saint-siège un grand nombre de chartes pour restreindre les abus des excommunications. Une bulle d'Alexandre IV (12 janvier 1259), confirmée par une bulle de Clément IV, déclara que les officiers royaux ne pourraient en conrir l'excommunication en exécutant les ordres du roi. Une bulle de Clément IV (29 avril 1265) permit au confesseur de saint Louis de l'absoudre de tous les cas ; enfin, une buile du même pape (13 mars 1266) défendit de jeter l'interdit sur les terres du roi.

S III. Restrictione apportées à l'usage de l'excommunication; règlaments du concile de Trente au sujet des excommunications. — Depuis cette époque, l'Eglise adoucit la rigueur des maximes qui avaient prévalu pendant plusieurs siècles. L'excommunication encourue pour avoir communiqué avec un excommunié fat appelée excommunication mineure. Elle priva de la participatiou aux sacrements, sans exclure de l'entrée de l'Eglise ni du commerce des fidèles. Il n'était plus à craindre dès lors que les excommunications s'étandissent à l'infini. Le concile de Bale alla plus loin; il déclara qu'on ne serait plus obligé d'éviter que deux sortes d'excommuniés, ceux qui le seraient nominativement et solennellement, et ceux dont

l'excommunication serait si notoire, qu'il serait impossible d'en donter. Ce décret fut confirmé par le pape Martin V, inséré dans la pragmatique sanction de Bourges, et ensuite dans le concordat. Le concile de Trente apporta de nouvelles restrictions à l'usage de l'excommunication, reconnaissant que si elle n'est employée avec beaucoup de précaution, elle devient inutile et même nuisible. Il décida que les monitoires qui deivent précéder l'excommunication ne seraient publiés que par l'évêque, pour cause importante et après mûre délibération. Il défendit aux juges ecclésiastiques d'avoir recours à l'excommunication pour faire exécuter leurs sentences, s'ils pouvaient y par-venir en usant des contraintes temporelles sur les biens et les personnes. Mais en même tenips il défendit aux juges séculiers de décider de la validité de l'excommunication, de s'opposer à ce qu'elle fut prononcée, et de contraindre les ecclésiastiques à absondre les excommuniés. Telle a été depuis le xvi siècle la discipline de l'Eglise sur cette matière. L'excommunication ne pouvait être prononcée que pour cause grave, par une autorité compétente, et après trois monitions préalables. Les noms des excommuniés devaient ensuite être publiés dans l'église et affichés à la porte, afin que tout le monde fût tenu d'éviter leur société. S'ils entraient dans l'église, on devait les en expulser; si on ne le pouvait, l'office divin était interrompu et les fidèles quittaient l'église. Quelquesois l'excommunication est encourue de plein droit (ipso facto), dès que l'action est commise, par exemple pour avoir frappé un prêtre ou s'être rendu coupable de simonie.

EXECUTEUR DES HAUTES OEUVRES.

— On donnait souvent le nom d'exécuteur des hautes œueres au bourreau. Aujour-d'hui les lois, ordonnances et arrêts, l'appellent exécuteur des arrêts criminels. Voy. Bourreau.

EXEMPT. — Les exempts étaient des officiers attachés à la personne du roi et des princes, avec mission de netifier leurs ordres et de les faire exécuter. Ils avaient pour signe de leur dignité un bâton d'ébène garni d'ivoire aux deux extrémités. Il y avait aussi des exempts attachés à la connétablie ou maréchaussie de France et à plusieurs corps de l'armée.

EXEMPTIONS DU CLERGÉ. — On appelait exemptions du clergé régulier l'indépendance que des priviléges pontificaux lui avaient donnée à l'égard des

évêques. Un grand nombre de monastères s'étaient fait exempter de la juridiction de l'ordinaire ou évêque diocésain. Le concile de Trente mit des bornes à ces exemptions par des dispositions qui furent reçues en France. Aucun régulier ne pouveit prêcher sans la permission expresse de l'évêque qui pouvait lui interdire la prédication même dans les meisons de son ordre, quand il le jugneit à propos. Aucun régulier ne pouvait entendre les confessions sans être approuvé par l'évêque. Les religieux devaient aussi se soumettre aux décisions épiscopales pour l'administration des sacrements, les processions, fêtes et cérémonies publiques. On appelait encore exemptions ou immunités du clergé les privilèges dont jouissait cet ordre et dont nous avons parlé à l'article Cunge, SIL

EXEQUATUR. — Ce mot s'applique ordinairement à l'autorisation que le gouvernement donne aux consuls étautres ministres étrangers pour remplir en France
les fonctions dont ils sont chargés. On
appelle aussi exequatur une ordennance
d'un juge qui rend exécutoire une sentence arbitrale; ainsi une ordennance du
président du tribunal civil rend exécutoires les décisions des arbitres en matières civiles.

EXERGUE. — On désigne par ce met, qui veut dire littéralement hors d'œuves, la partie d'une médaille placée au-dessous du type et destinée à recevoir l'indication de l'époque ou du lieu où la médaille a été frappée.

EXHEREDATION. L'exhérédation prive les hécitiers légitimes d'une partie ou même de la totalité de la succession de leurs parents. Les lois primitives des Romains donnaient au père de famille le droit absolu d'exhérédation. Le code de Justinien modifia la rigueur excessive de ces lois et exigea que l'exhérédation fût fondée sur un motif valable. Les anciennes lois françaises avaient adopté et même aggravé les dispositions de la loi romaine sur l'exhérédation. D'après le code Napoléon ou code civil, les enfants ne peuvent être privés de la succession de leurs parents que pour cas d'indignité.

EXHUMATION. — L'exhumation ou action d'enlever un cadavre du lien où il a reçu la sépulture, peut être ordonnée par la justice pour rechercher les traces d'un crime. S'il y a violation de sépulture par un particulier, l'exhumation constitue un délit que la loi pumit d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une

amende de seize francs à deux cents francs.

EXIL, EXILÉS. — On confond ordinairement l'exil avec le bannissement dont nous avons parlé (voy BAN). Dans l'ancienne monarchie, l'exil n'était souvent qu'un éloignement temporaire de la cour imposé par une lettre de cachet. Les ministres disgracies étaient presque toujours exilés dans leurs terres Cet éloignement de la cour n'entraînait la perte d'aucun des droits de cityen, tandis que le bannissement était presque toujours suivi de la confiscation des biens et de la mort civile.

EXOINE. — Terme de pratique employé dans les anciernes courumes. L'exoins était une excuse présentée en justice pour se dispenser de comparaître en personne; on appelait aussi exoins l'excuse adressée par un vassal à son seigneur lorsqu'il ne pouvait l'accompagner à la guerre, lui rendre foi et hommage, comparaître à son tribunal, etc.

EXORCISTB. — Clerc d'un ordre inférieur, qui était primitivement chargé de chasser les démons. L'exorciste occupe le troisième rang dans les ordres mineurs. « Il n'y a plus que les prètres, dit Fleury (Institution au droit ecclesiastique) qui fassent les fonctions d'exorcistes, encore ce n'est que par commission particulière de l'évêque. Cela vient de ce qu'il est rare qu'il y ait des possédés et qu'il se commet quelquefois des impostures, sous prétexte de possession du démon; ainsi il est nécessaire de les examiner avec beaucoup de prudence. Dans les premiers temps, les possessions étaient fréquentes, surtout entre les païens, et, pour mar-quer un plus grand mépris de la puissance des démons, on donnait la charge de les chasser à un des plus bas ministres de l'Eglise. C'étaient eux aussi qui exorcisaient les catechuniènes. Les fonctions des exorcistes, suivant le pontifical, sont d'avertir le peuple que ceux qui ne communient point fassent place aux autres, de verser l'eau pour le ministère, d'imposer les mains sur les possédés. Le pontifical leur recommande d'apprendre les exorcismes par cœur. »

EXPECTATIVES (Grâces). — Terme de matière bénéficiale. Les papes donnaient des grâces expectatives ou bulles pour obtenir les premiers bénéfices qui viendraient à vaquer. « Au commencement, dit Fleury (Institution au droit ecclésiastique), ce n'étaient que de simples recommandations que le pape faisait aux prélats en faveur des clercs qui avaient

été à Rome ou qui avaient rendu quelque service à l'Eglise. Comme les prélats y déséraient souvent, par le respect du au saint-siège, elles devinrent trop fréquentes et furent quelquesois sans résultat. On changea alors les prières en conmandements, et aux premières lettres nommées monitoires on en ajouta de préceptoires, et enfin on y joignit des leitres exécutoriales portant astribution de juridiction à un commissaire pour contrain-dre l'ordinaire à exécuter la grace accor-dée par le pape ou la conférer à son refus. Cette contrainte allast jusqu'à l'excommunication. » On trouve des traces de cet usage dès le xue, siècle; il fut porté à son dernier excès pendant le schisme d'Avignou à la fin du xive siècle et au commencement du xve. Les conciles de Pise, de Constance et de Bale y mirent des bornes, et enfin le concile de Trente supprima les graces expectatives. Voy. BÉNÉFICES ECCLÉSIASTIQUES.

EXPEDITION. — Copie authentique d'un arrêt ou d'un acte. Les lois de la révolution et spécialement les lois des 20 septembre et 19 décembre 1792, du 7 messidor an 11 et du 2 ventôse an 11 autorisent tous les citoyens à demander des expéditions des arrèts et actes qui les concernent et fixent la rétribution qu'ils doivent payer.

EXPERTS. — A l'époque où les charges devinrent vénales, on les multiplia et on en fit une ressource fiscale. Henri II créa, entre autres, des jurés-arpenteurs et mesureurs de terres, qui devaient servir d'experts dans les divers bailliages et sénéchaussées. Henri III nomma des jurés-maçons et charpentiers pour remplir le meme office dans toutes les villes du royaume. En 1690, Louis XIV institua un certain nombre d'expertsjurés pour chaque ville du royaume, et cinquante pour celle de Paris: savoir vingt-cinq architectes et vingt-cinq entrepreneurs, maçons et charpentiers, qui seuls pouvaient être nommés d'office pour être arbitres dans les contestations qui s'élevaient. Ces charges furent supprimées en même temps que la vénalité des offices. Depuis la révolution, les experts sont nommés par les tribunaux ou par les autorités administratives. Il y a quelquesois des jurés-experts attachés aux tribunaux; mais ces fonctions ne leur sont conflées que temporairement et comme simple délegation des juges.

EXPILATION.—Terme de l'ancien droit français. L'expilation était la soustraction d'un objet dépendant d'une succes-

sion, avant que les héritiers eussent été mis en possession de l'héritage.

EXPLOIT. — Acte par lequel on est assigné par-devant un juge, pour être condamné à payer une somme ou remplir toute autre obligation réclamée par le demandeur.

EXPONCE — Dans les anciennes coutumes, on appelait exponce l'acte par lequel le détenteur d'un bien chargé de rente ou de redevance foncière l'abandonnait à celui à qui la rente ou redevance était due.

EXPOSITION DE PEINTURE.—Les expositions de peinture et autres objets d'art destinées à encourager les artistes, remontent à l'époque de Louis XIV. On voit cet usage s'introduire en 1648, et, après une longue interruption, se renouveler avec pompe en 1699. Louis XIV accorda, à cette époque, la galerie du Louvre pour les expositions. Elles continuèrent au xviii siècle, et, à partir de 1751, elles eurent lieu de deux ans en deux ans, jusqu'en 1791. Elles furent rétablies en 1793 et ont continué depuis cette époque jusqu'à nos jours. Un jury est chargé de choisir les œuvres d'art qui peuvent être admises à l'exposition.

EXPOSITION DES ENFANTS. — Les anciennes ordonnances appellent l'abandon des enfants exposition de part (partus). Il y avait autrefois aux portes des églises des coquilles de marbre où l'on plaçait les enfants que l'on voulait ex-poser. Les marguilliers les inscrivaient sur un registre, et ordinairement ces enfants étaient recueillis par des personnes pieuses. On lit dans les formules d'Anjou : « Nous avons trouvé un petit enfant sanguinolent encore, et qui n'avait point de nom. Dans tout le peuple, on n'a pas pa nous indiquer ses parents. ». Un document de 1408, cité par Ducange, s'exprime ainsi : « Les exposants mirent l'enfant sur un étal, au-devant de la Maison-Dieu d'Amiens, et assez près dudit enfant, mirent du sel en signe de ce qu'il n'était pas baptisé. » Une ordonnance de Henri II, vérifiée au parlement de Paris, le 4 mars 1556, punissait de mort l'expo-cition des ensants. Dans la suite, on se relacha de cette rigueur. Au xvii siècle, on punissait du fouet ceux qui étaient convaincus de ce crime. Le nombre des enfants qui mouraient ainsi abandonnés sur la voie unblique était considérable. lorsque l'admirable charité de saint Vincent de Paul les recueillit et leur ouyrit un asile. Voy. Enfants trouvés.

EXPOSITION DES PRODUITS DE L'IN-DUSTRIE FRANÇAISE. — La première exposition des produits de l'industrie française eut lieu en 1798. Depuis cette époque, jusqu'en 1833, il y n eu sept expositions. Une ordonnance du 4 octobre 1833, a décidé que ces expositions auraient lieu à l'avenir de cinq en cinq ans à Paris, et qu'on n'y admettrait que les objets approuvés par les jurys, que nommeraient les préfets de chaque département. Un jury central prononce sur les récompenses qui doivent être décernées aux exposants. La première exposition unicerselle a eu lieu en Angleterre (1851). La France suivit cet exemple en 1855, et tous les pays tinrent à honneur d'envoyer leurs produits à cette exposition, qui eut lieu nux Champs-Elysées.

EXPROPRIATION.—L'expropriation ou dépossession d'un propriétaire, peut avoir lieu pour un motif particulier ou pour cause d'intérêt public. Dans le premier cas, la propriété du débiteur qui servait de garantie au creancier est saisie et vendue par autorité de justice, et le créancier est payé sur les deniers provenant de la vente. L'expropriation pour causs d'utilité publique n'a lieu que pour l'ouverture de rues ou la construction de monuments qui sont reconnus d'utilité publique. Dans ce cas, les propriétaires dépossédés sont indemnisés d'après l'esti-

mation des experts.

EXTRADITION.—L'extradition consiste à remettre un étranger entre les mains de la puissance dont il dépend, et qui le réclame comme prévenu d'un crime. Pour empêcher que les pays voisins ne devinssent le refuge des hommes souillés de crimes, plusieurs nations ont conclu des traités d'extradition. La France a des traités de cette nature avec la Belgique, la Suisse, l'Angleterre, la Sardaigne, le duché de Lucques, les États-Unis d'Amérique, le grand-duché de Bade, la Toscane, le grand-duché de Luxembourg, les Pays-Bas, les Deux-Siciles, la Prusse, la Bavière, etc.

EXTRAVAGANTES. — Nom donné à certaines constitutions des papes, depuis Jean XXII. Comme ces constitutions ne furent pas immédiatement classées dans le corps du droit canon, elles étaient dites errantes (quasi extra corpus juris vagantes). On a continué de les appeler ainsi, même après qu'elles eurent été insérées dans le corps du droit canon. Voy. Droit Canon.

EXTRÊME-ONCTION. — Sacrement de l'Église qu'on donne aux chrétiens dan-

gereusement malades, avec des hulles sacráes, et en prononçant des prières. L'extrêms-onction ne peut être administrée que par un prêtre. Tous les ans, les curés reçoivent les saintes huiles pour le baptême et pour l'extrême-onction, lorsque l'évêque les a consecrées le jeudi saint.

ex-voto. — Offrances promises par un vœu et suspendues dans les églises. Ce sont souvent des tableaux qui représentent le danger qu'a couru celui qui les a offerts; ils étaient ordinairement accompagnés d'une inscription qui se terminait par ces mots ex voto offert en vertu d'une vœu), d'où est venu leur nom.

F

FARLE. — La fable en apologue a été un des premiers genres de poésie cultivés par les Français. On en trouve de fréquents exemples dans les poèmes du mayon ago ot tout le monde sait à quelle parlection La Fontaine a porté la fable. Voy. Penses.

FABLIAUX. — Contes ou petits poèmes des trouvères. Il existe plusieurs recueils de fablique. Le plus complet est celui de Barbaran et Méon. Voy. Poésia.

FABILIERS. — Nom que l'on donnait ann postes qui composaient des fablians.

FARRICIEN. — Ou appelait autrefois fabriciens caux qui, dans les chapitres, églisse, paroisses et confréries, étaient chargés de l'administration des revenus et avaient l'intendance des édifices. On désigne maintenant par le nom de fabriciens les membres du conseil de fabrique d'une église.

Padrique. -- Atcher. Voy. Indus-

FABRIQUE D'ÉGLISR. — Conseil de laïques chargés de l'administration des revenus d'une paroisse. On appelle ordinairement les membres du conseil de fabrique marquilliers. Voy. MARGILL-LIERS.

PACE. — En termes de blason, ligne qui coupe l'écu horizontalement.

FACTORERIE. — Comptoir de commerce. Au xvir siècle, les Français avaient une factorerie à Surate.

FACTUM.—On appelait autrefois factum un mémoire que l'on remettait aux juges et ch l'on exposait une affaire contentieuse. Ces mémoires etaient primitivement rédigés en latin et un les nommait factum, parce qu'ils commençaient par l'exposé du fait. Dans la suite un y ajouta les moyens de droit et l'un étendit même le nom de factum à tous les pamphlets

politiques, littéraires, etc. Loysel rapporte que le premier factum fut publié, sous le règne de Heuri II, par Jean Jacques de La Vergne, sieur de Guillerargues, avocat au parlement de Paris, contre le premier président Lensaitre, son beaupère (Dict. de Trévoux). — Le mot factum s'appliquait aux pamphlets littéraires et politiques aussi bien qu'aux mémoires judiciaires.

FACULTÉS. — Corps enseignants. Il n'y avait primitivement dans l'université de Paris que la faculté de théologie et la faculté des arts ou des lettres. Dans la suite on y ajouta les facultés de médecine, de dècret ou de droit. Le recteur de l'Université était toujours pris dans la faculté des arts. Il y a aujourd'hui cinq facultés : théologie, droit, médecine, sciences et lettres. Voy. instruction publique et Université.

FAIDE ou FEHDE. — Guerre privée dont il est souvent question dans les lois des barbares et dans les capitulaires. Charlemagne prohiba les faide sous des peines sévères. Voy. CAPITULAIRES, SIV.

FAIDITS. — On désigna sous ce nom, à l'époque de la guerre des albigeois, des habitants du midi qui furent dépouillés de leurs :biens et proserits. Le nom de faidit, qui est probablement dérivé du mot faide ou fahds, :était synonyme de proserit.

FAIENCE, FAIENCIERS. — La faience est une poterie de terre vernissée, ordinairement à fond blanc. Le nom de faience vient, selon quelques auteurs, de Faenza, ville de la Romagne, où l'on dit que cette poterie fut inventée, c'est-àdire où l'art en fut retrouvé; car les Egyptiens faisaient des poteries semblables couvertes d'un émail vert ou blan. D'antres prétendent que le nom de fazence est tiré du petit bourg de Fayence (dép. du Var), un des premiers endroits où l'on ait travaillé ces poteries. La France rivalisa, au xvi siècle, avec l'industrie

italienne pour la fabrication de la faience. Bernard de Palissy fut un des artistes qui s'y distinguèrent. Le hasard avait fait tomber entre ses mains, en 1555, une coupe de faience parfaitement émailet d'une rare beauté. « A cette vue, Le Grand d'Aussy (Vie privée des Français), son imagination s'exalta; il voulut deviner le secret qu'il admirait et parvenir à l'imiter, s'il lui était possible. Palissy était un simple ouvrier, sans fortune, qui, après avoir parcouru une par-tie de la France, s'était fixé à Saintes, où, chargé d'une femme et de plusieurs enfants, il gagnait sa vie à peindre des images sur velin et des figures sur verre. Tout slopposait au succès de sa lentative ; car, indépendamment des dépenses considérables qu'elle exigenit et que lui interdisait sa misère, jamais il n'avait vu cuire ni travailler l'argile; il ne connaissait ni la matière des fourneaux ni celle des émaux et des terres dont il allait être obligé de se servir. Aussi, selon ses propres expressions, commença-t-il ses operations comme un homme qui ille en iénèbres, essayant chaque jour une matière nouvelle sur un procédé différent, employant tantôt les fourneaux des pouers, tantôt ceux des verriers, puis, finissant par en construire un de ses mains. C'est dans ses écrits qu'il faut chercher les détails vraiment pittoresques et attendrissants, où il nous peint tout ce qu'il ent à souffrir de peines et de travaux. Teurmenté dans l'inté-rieur de son ménage, harcelé au dehors, réduit à une telle détresse qu'un jour il fut obligé de donner en payement ses babits à un ouvrier, et un autre, de brûler les planchers et les tables de sa maison pour achever la cuite de son fourneau, on le vit, pendant seize années entières, lutter opiniairément contre tous les obstacles, et, dès qu'il eut gagné quelque argent, reprendre ses travaux avac un courage invincible. Enfin il réussit. Il parvint à travailler, à émailler la terre comme il lui plut. Les plus grands seigneurs de la cour, le roi lui-même et la reine mère (Catherine de Medicis) l'employèrent, et c'est alors qu'il prit le titre bizarre d'ouvrier de terrs et des rustiques figulines du roi. Anjoard!hui encore on voit quelquesuns de ses ouvrages dans plusieurs châteaux de France, à Nesle en Picardie, à Madrid dans le bois de Boulogne (ce châtean n'existe plus) et ailleurs. Écouen surtout, où le connétable de Montmorency le lit beaucoup travailler, offre de lui différents morceaux curieux, et, entre autres, un pavé entier de carreaux

émaillés, remarquable par la vivacité de ses couleurs et sa variété. Mais ce que Palissy aimait particulièrement à faire, ainsi que le prouvent ses écrits, ce en quoi il excellait, c'étaient des reptiles pour en garnir les jardins de sa façon; car cet homme, vraiment singulier, avait imaginé des jardins dans le goût de coux qu'aujourd'hui nous appelons anglais. Il les ornait de grottes, de cascades, de fontaines et ruisseaux artificiels, sur les bords desquels il plaçait des lézards, des grenouilles, etc., émaillés en couleurs naturelles. Il faisait même des poissons de ce genre, qui, à travers les caux, semblaient des poissons véritables. Mais toutes ces découvertes n'intéressaient que le faste de quelques grands. Quoique Palissy fit aussi des plats et des jattes ornés de figures d'animaux, néanmoins il n'employa guère ses talents qu'à embel-lir les jardins, les portiques ou les appartements des châteaux. D'ailleurs il tint toujours secrets ses procédés. Aussi peut-on dire que, s'il travailla pour sa fortune et pour sa gloire, il ne fit rien pour l'art qu'it avait deviné. Nous n'eûmes pas plus de faïence qu'auparavant. » - On rapporte que ce fut le duc de Nevers qui introduisit en France des ouvriers italiens habiles dans l'art de travailler et de vernisser la poterie de terre. Mais, dès le commencement du règne de Henri IV, il est question des poteries de la petite ville de Payence (Var). Mézeray, parlant, à l'année 1592, des succès de Lesdiguières en Provence, dit que Fayence était plus renommée par les vaisselles de terre qui s'y faisaient que par sa grandeur ni son importance. En 1600, Heari IV donna des statuts à la corporation des fatenciers. En 1603, il établit, d'après le récit de l'historien de Thou, des manufactures de faience blanche et peinte, en plusieurs endroits du royaume, à Paris, à Nevers, en Sain-tonge. « La faience qu'on fit dans ces ateliers, ajoute de Thou, était aussi belle que celle qu'on tirait d'Italie. » Au xvii siècle, ce genre d'industrie se répandit dans un grand nombre d'autres villes. Vers le commencement du XVIII siècle, on trouva un procédé pour raccommoder la fatence; et, malgré le procès que les fatenciers intentèrent aux raccommodeurs, l'industrie de ces der-niers eut le droit de s'exercer et s'exerce encore aujourd'hui dans toute la France.

FAILLE. — On appelait failles des manteaux ou écharpes dont les semmes s'enveloppaient autresois. De là le nom de sœurs de la faille donné à certaines

religieuses hospitalières qui portaient de grands manteaux; elles étaient du tiers ordre de Saint-trançois. Voy. CLERGE RÉ-GULIER, Franciscains.

FAILLI, FAILLITE. — Un failli est un commerçant qui a été forcé de cesser ses payements. La faillite est le résultat de circonstances facheuses . tandis que la banqueroute doit être attribuée à l'imprudence ou même à la mauvaise foi. L'ordonnance de commerce de 1673 établissait déjà cette distinction, qui a été maintenue par les lois modernes. Le mot failli était autrefois synonyme de méchant. Un failli gars était un mauvais garçon. Voiture a dit dans le même sens :

Co failli glouton d'Arnaldus.

En termes de blason, fuilli se dit des chevrons rompus.

FAINÉANTS (Rois). — Fantômes de rois qui occupèrent le trône de 638 à 752, pendant que les maires du palais régnaient en leur nom. On a remarqué qu'on pourrait avec raison les appeler rois enfants, car ils moururent presque tous à la fleur de l'àge.

FAISAN. — On servait autrefois les faisans avec grande pompe dans les festins, et l'on jurait sur le noble oiseau de partir pour la terre sainte ou d'accomplir toute autre prouesse. En 1453, le duc de Bourgogne fit vœu sur le faisan d'aller délivrer Constantinople qui venait de tomber au pouvoir des Turcs ottomans.

FAISCEAUX. — Les faisceaux, symbole de la puissance souveraine chez les Romains, consistaient en verges ou hâtons réunis par une courroie et surmontés d'une hache. En 1793 et en 1848, la république française reprit le symbole des faisceaux. Ils figurent aussi dans la décoration d'édifices éleus à différentes époques. Ainsi la grille du palais des Tuileries est ornée de faisceaux, ainsi que celle du palais de justice.

FAITAGE. — Le faltage était un droit annuel que payaient au seigneur les vassaux qui avaient bâti une maison sur son domaine. Le roi levait dans certaines contrées un impôt de cinq sous par maison. Le faltage était, dans d'autres localités, un droit des vassaux, qui pouvaient prendre dans la forêt seigneuriale une pièce de bois pour faire le fattage de leur maison.

FALBAI.A. — Bandes d'étoffes plissées et sessonnées qui s'appliquent sur les robes et les jupons des semmes. Cette mode paraît remonter à une baute anti-

quité; mais le mot *falbala* fut inventé au xvii siècle par M. de Langlée, maréchal des camps et armées du roi.

FALOT. — Grande lanterne dont on se servait la nuit, dans les rues, avant l'invention des lanternes publiques (vog. ECLAIRAGE). L'usage des falots existe encore dans quelques petites villes où l'éclairage public est mal entretenu.

Pamille. — La famille moderne diffère profondément de la famille ancienne. La semme et les ensants étaient dans l'antiquité esclaves du père de famille. Le christianisme et les sociétés modernes les ont émancipés. Le climat n'a pas été saus influence sur la vie de famille. Les anciens vivaient presque tonjours sur la place publique. Leurs petites maisons, telles qu'on les voit à Pompéi, n'étaient pas destinées à la vie sedentaire Le climat plus froid et plus triste de nos contrées occidentales a forcé de vivre surtout dans l'intimité de la famille, au coin du foyer. Les mœurs se sont profondément ressenties de cet usage. La poésie a connu des joies ignorées de l'antiquité et a trouvé des accents plus intimes pour chanter la vie domestique, les légendes du foyer, ses plaisirs et ses douleurs. Ce sujet demanderait des développements qui ne peuvent entrer dans notre cadre. On trouvers aux mots Mariage, Puissance PATERNELLE. TESTAMENT, les détails essentiels sur la manière dont la famille a été constituée en France.

FAMILLE (Pacte de). — On appelle pacte de famille, dans l'histoire de France, le traité qui fut conclu, en 1761, entre les quatre branches de la maison de Bourbon (France, Espagne, Naples, Parme). Ce fut le duc de Choiseul qui négocia cette alliance au moment des désastres de la guerre de Sept ans.

FAMINE (Pacte de).— Ce mot fut inventé à l'époque où l'ou s'occupait encore du pacte de famille: il en était la parodie. On appelait pacte de famine une association monstrueuse qui se forma sous le règne de Louis XV pour l'accaparement des blés (12 juillet 1767). Il en résulta des famines en 1768 et 1769. On accusa plusieurs ministres d'avoir trempé dans le pacte de famine. Les détails de cette triste affaire, sur lesquels nous ne pouvons insister, se trouvent dans l'Histoire parlementaire de la révolution française, par MM. Buchez et Roux.

FANAL. — Tour élevée près d'un port de mer, sur un môle ou sur un écueil, au haut de laquelle en entretient un seu al-

lumé pour guider les vaisseaux pendant la nuit. Ces tours s'appellent aussi phares, de l'île de Pharos où Ptolémée Philadelphe avait fait élever une tour destinée à cet usage. Le nom de fanal s'applique spéciament à la lanterne placée au sommet du phare. Le fanal est tantôt fixe, tantôt mobile, pour avertir les matelots qu'ils peuvent approcher ou qu'ils doivent s'éloigner de là côte. Le fanal ou phare de Cordouan, à l'embouchure de la Garonne, est un des plus remarquables de la France.

FANFARE. — Air militaire, court et brillant, qui s'exécute sur des trompettes qu'on imite sur d'autres instruments.

FANFRELUCHES. — Houppes de soie auxquelles, aux xviie et xviiie siècles, on attachait les boutons. On a appelé fanpreluches, par extension, tous les ornements frivoles et de peu de valeur.

FANION. — Petit drapeau en serge que les goujats de l'armée portaient, depuis 1667, en tête des bagages de chaque brigade. Le fanion était aux couleurs du brigadier ou général de brigade, et servait à éviter la confusion dans le transport des bagages. On changea l'usage des fanions au xviii siècle. Ces petits drapeaux servirent alors à distinguer les compagnies d'infanterie. Le mot fanion vient de l'allemand fahne, drapeau.

FANON. — On appelait autrefois fanon l'ornement sacerdotal, nommé actuellement manipule, que les prêtres, diacres et sous-diacres portent au bras gauche en officiant. Il a la forme d'une petite étole. En termes de blason, le fanon, qu'on appelle aussi dextrochère, est un large bracelet ressemblant au manipule du prêtre et suspendu au bras droit.

FANTASSINS. — Troupes de pied. Voy. Armée et Organisation militaire.

FAQUIN (Course du). — Le faquin était un mannequin en bois, quelquefois armé de toutes pièces, contre lequel les cavaliers couraient la lance en arrêt. Ce jeu s'appelait course du faquin. Le prix était décerné à celui qui atteignait le plus de fois le faquin dans l'œil. Sauval raconte, dans ses Antiquités de Paris, que les filous exerçaient leurs novices au moyen d'un mannequin de paille suspendu au plafond par une ficelle; l'apprenti voleur devait le dépouiller sans le faire remuer, faute de quoi il était vigoureusement fouetté.

FARANDOLE. — Danse provençale. Voy. Danse.

FARCES, FARCEURS. — Voy. Theatre for ain.

FAR

FARD. — L'usage du fard a été de tous les siècles et de tous les pays. Les anciens portèrent l'art de se farder à un excès que sont pas égalé les modernes. Ovide, Pline l'Ancien, Juvénal abondent en détails sur l'usage des Romains de se peindre le visage et de l'enduire de pâtes onctueuses pour donner plus de blancheur à la peau. La trop célèbre Poppée avait invente un cosmétique, qui, de son nom, s'appelait poppæana, et qui entretenait la douceur et la délicatesse de la peau. Dans ses voyages elle se faisait suivre par cinq cents ànesses pour peuvoir se baigner dans leur lait. Le moyen âge ne paraît pas avoir tenté d'imiter ces modes sastueuses de l'empire romain. On attribue à Catherine de Médicis l'introduction du fard en France; il est, du moins, certain que la cour, moitié italienne des derniers Valois, mit à la mode les cosmétiques et les parfums, et en propagea le goût. Au xvii• siècle, et surtout au xviii•, l'usage du rouge devint général parmi les . femmes de condition. On connaît la réponse d'un ambassadeur turc qu'on interrogeait sur la beauté des femmes françaises : « Je ne me connais pas en peinture. » Le fard a eu le sort de la poudre et des paniers. Sans disparaître entièrement de la toilette des femmes, il est devenu d'un usage beaucoup moins commun dans une société dont les mœurs n'ont plus les mêmes raffinements de luxe et de délicatesse.

FARFADETS. — Démons familiers, esprits follets auxquels on croit encore dans certaines parties de la France. Voy. SUPERSTITIONS.

FARINES (Journée des). — On désigne sous ce nom dans l'histoire de France le stratagème par lequel Henri IV tenta de surprendre Paris en 1591. Des soldats, déguisés en paysans, et conduisant des charrettes chargées de farine, se présenterent à l'entrée de la ville (janvier 1591) dans l'espérance de s'emparer des postes et de donner à l'armée le temps d'arriver: mais les ligueurs avaient été prévenus, et cette tentative échoua.

FARINES (Guerre des). — Révolte excitée contre Turgot lorsqu'il voulut établir la liberté des grains (1775); il fallut employer une armée pour réprimer cette insurrection fomentée par les accapareurs de blés. Comme les choses les plus graves tournaient à la plaisanterie au milieu d'une société frivole, on appela Jean-Farine le maréchal de Biron qui com-

mandait l'armée opposée aux rebelles. Ce nom de Jean-Farine s'appliquait le plus souvent à ceux qui jouaient les rôles de niais, parce qu'ils avaient ordinairement le visage enfariné.

FARRAGE. -- On appelait aiugi en Bresse quatre on cinq mesures de blé que les métayers retenaient pour payer le maréchal qui devait forger et raccommoder pendant l'année les socs et fers de charrue.

FATISTE. — Co mot s'employait autrefois dans le sens de poête, et il se trouve encore avec le même sens dans les Recherches de Pasquier.

FATRAS. — Les fatras étaient primitivers revenit souvent. Le Dictionnaire de Trévous en cite un exemple qui montre combien étaient ridicules ces prétendues poésies :

> Le prisonnier Qui n'a argent, Est en danger, Le prisonnier Pendre au noyer Le fait l'argent, Le prisonnier Qui n'a argent.

Le mépris qu'inspirèrent ces fatras, lorsque le goût fut moins grossier, fit prendre le mot en mauvaise part. On appela et on appelle encore fatras un amalgame d'idées et de mots incohérents.

FAUBOURG. — Ce mot vient probablement de l'allemand pfahl-burg (enceinte de pieux). Au x° siècle, Henri l'Oiseleur accorda aux villes d'Allemagne le droit **de s'entourer d'une enceinte de pieux, et** déclara que les serfs qui y trouveraient asile seraient affranchis après un certain laps de temps. Ce primitée de fitubourg fut dans la suite octroyé à la plupart des villes ou conquis par leur énergie lors-qu'elles s'organisèrent en communes. D'autres écrivains ont fait dériver le mot faubourg de l'allemand vorburg (ville bâtie en dehors de la ville). On écrivait autrefois forsbourg; ce qui donne une certaine autorité à cette élymologie aoutenue par Pasquier.

FAUCHARD, FAUCHON. — Espèce de hallebarde. Voy. Armus (fig. U).

FAUCON, FAUCONNERIE. — On dressait les saucons pour la chasse, et, au moyen Age, les seigneurs sont souvent représentés un faucon sur le poing. Dans la suite, la chasse au faucon fut réservée au roi et aux princes. L'art de dresser les

gnait encore sous ce nom un des zervices de la maison du roi, et en général le bâtiment où l'on élevait les oiseaux de proje pour la chasse. Il y avait des logements attenant pour les officiers du vol ou de la chasse à l'oiseau. Voy. Maison du not et Vénerie.

FAUCONNEAU. — Pièce d'artillerie dont on se servit du XVº au XVIMº siècle; elle était classée au septième rang entre les canons, et longue d'environ deux mè-

FAUCONNIER (Grand). — On appelait fauconniers ceux qui étaient chargés de dresser des faucons pour la chasse. Le grand fauconnier était un des prindi-paux officiers de la maison du roi. Cette charge remontait à une époque fort ancienne. En 1250, Jean de Beaune était maltre fauconnier du roi, et tous ses successeurs portèrent le même titre, jusqu'à Eustache de Jaucourt ou Gaucourt, qui, en 1406, prit le titre de grand fauconnier de France, que les chefs de la fauconnerie royale conservèrent jusqu'à la fin de l'ancienne monarchie. Le grand fauconnier prétait serment entre les mains du roi, et nommait à toutes les charges d'officiers de chasse à l'oiseau. Tous les marchands fauconniers étaient obligés, sous peine de confiscation de leurs faucons, de les présenter à cet efficier qui pouvait choisir ceux qu'il voulait pour la fauconnerie royale (Dictionnaire de Trévoux).

FAUCRE. - Ce mot qui vient du latin fulcrum (appui), désignait une pièce de l'armure qui servait à tenir la lance en arrêt. Les anciens romans de chevalerie représentent souvent le guerrier l'écu au ofu, la lance sur le fauore.

FAUSSER LE JUGEMENT. — Fausser le jugement, c'était déclarer qu'an jugement avait été faussement et méchanment rendu. On n'aurait pu sans félonie porter une pareille accusation contre son sei-gneur. Aussi, dit Montesquieu, au heu d'appeler pour faux jugement le seigneur qui établissait et régiait le tribunal, on appelait les pairs qui formaient le tribunal même. On évitait par là le crime de fêto-nie; on n'insultait que ses pairs, à qui on pouvait toujours faire reison de l'insulte. Cependant on s'exposait beaucoup en faussant le jugement de ses pairs. Si l'on attendait que le jugement suit et prononce, on était obligé de les combattre tous, lorsqu'ils offraient de soutenir le bien jugé. Si l'on appelait avant que tous les juges eussent donné leur avis, il falfeucone s'appelait fauconnerie. On dési- lait combattre tous ceux qui étaient du

même avis. Pour éviter ce danger, on suppliait le seigneur d'ordonner que chaque pair dit tout haut son avis, et, lorsque le premier avait prononcé, et que le second allait en faire de même, on lui disait qu'il était faux, méchant et calomniateur; et ce n'était plus que contre lui qu'on devait se battre. Pierre des Fontaines voulait qu'avant de fousser, on laissät prononcer trois juges, et il ne dit point qu'il fallût les combattre tous trois, et encore moins qu'il y eût des cas où il fallût combattre tous ceux qui s'étaient déclarés pour leur avis. Ces différences viennent de ce que, dans ces temps-là, il n'y avait guère d'usages qui fussent précisément les mêmes. Beaumanoir rendait compte de ce qui se passait dans le comté de Clermont (en Beauvaiss); Pierre des Fontaines, de ce qui se pratiquait en Vermandois. Lorsqu'un des pairs ou homme de fief avait déclaré qu'il soutiendrait le jugement, le juge faisait donner des gages de bataille, et de plus prenait sureté de l'appelant qu'il soutiendrait son appel. Le pair qui était appelé ne donnait point de sûreté, parce qu'il était homme du seigneur, et devait défendre l'appel, ou payer au seigneur une amende de soixante livres.

Si quelqu'un disait que le jugement était faux et mauvais et n'offrait pas de le faire tel, c'est-à-dire de combattre, il était condamné à dix sous d'amende, s'il était gentilhomme, et à cinq sous s'il était serf, pour les vilaines paroles qu'il avait dites. Les juges ou pairs qui avaient été vaincus ne devaient perdre ni la vie ni les membres; mais celui qui les appelait était puni de mort, lorsque l'affaire était capitale. Tous les juges, qui avaient été du juge-ment, devaient être présents quand on le rendait, afin qu'ils pussent dire of l à celui qui, voulant fausser, leur demandait s'ils ensuivaient, c'est-à-dire s'ils en acceptaient toutes les conséquences; car. dit Pierre des Fontaines: C'est une affaire de courtoisie et de loyauté, et il n'y a point là de suits ni de remise. Beaumanoir dit que, lorsque celui qui appelait de faux jugement attaquait un des hommes par des imputations personnelles, il y avait bataille; mais que, s'il n'attaquait que le jugement, il était libre à celui des sirs qui était appelé de faire juger l'affaire par bataille ou par droit. Mais, comme l'esprit qui régnait du temps de Beaumanoir était de restreindre l'usage du combat judiciaire, et que cette liberté donnée au pair appelé de défeadre par le combat le jugement, on non, est également contraire aux idées de l'honneur établi dans ces temps-là, et à l'engage-

ment où l'on était envers son seigneur de défendre sa cour, je crois, dit Montesquieu, que cette distinction de Beaumanoir était une jurisprudence nouvelle chez les Français (Esprit des lois, livre XXVIII, ch. xxvii). Saint Louis introduisit l'usage de fausser le jugement sans comhattre. On ne pouvait, d'après ses Etablissements (voy. ce mot), fausser le jugement du roi; ce qui ett été une félonie, mais il permit de fausser les jugements des barons, et alors le procès était porté devant les juges royaux et décidé par témoins. On conserva le mot en changeant la chose.

FAUTEUIL. — Ce meuble s'appelait, au moyen âge, faus-d'estuef et quelquesois faulx-d'esteuil, d'où l'on a sait fauteuil. M. Douët-d'Arcq (Comptes de l'argenterie des rois de France) cite plusieurs passages relatifs à ces chaires ou chaises en bois, à dossier et à bras recouverts d'étosse. Elles étaient quelquesois peintes et richement ornées. On lit dans un des comptes cités par M. Douët-d'Arcq: une chaire appelée FAULX-D'ESTEUIL, peinte sin vermeil, le siège d'icelle garni de cordouan vermeil et frangé de franges de sois, etc.

FAUTEUIL (Droit de). — Jusqu'au milieu du xviii siècle les états-majors des places de guerre exigeaient un certain droit de chaque régiment ou bataillen qui composaient leurs garnisons pour l'entretien de fauteuile dans le corps de garde des officiers. La somme ainsi prélevée s'appelait droit de fauteuil, et se répartissait entre tous les officiers de l'étatmajor suivant leurs grades. Une ordonnance royale de 1750 interdit cette exaction.

FAUX. — Acte par lequel on altère la vérité dans l'intention de nuire. Le faux témoignage et le faux par écrit ont été de tout temps punis par les lois. Voy. Justice.

bourdon tantôt une musique à plusieurs parties, tantôt un instrument de musique. Le faux bourdon est une musique simple et sans mesure, dont les notes sont presque toutes égales, et dont l'harmonie est toujours syllabique. On s'en sert quelquefois pour chanter les psaumes (Dict. des beaux-arts de Millin).

PAUX MONNAYEURS. — Voy. Monnaie.

FAVEURS. — Il était d'usage, à l'époque de la chevalerie, que les dames donnassent à leurs champions des rubans, des gants de soie et autres récompenses de leur valeur et de leur dévouement. On

trouve dans le roman de Perceforest la preuve qu'au milieu des tournois elles jetaient des saveurs à leurs chevaliers. Les dames, dit le romancier, étaient si dénuées de leurs atours à la fin du tournoi qu'elles étaient en pur chef (tête nue); elles s'en allaient les cheveux sur leurs épaules gisans, plus jauves qu'or fin et leurs cottes (robes) sans manches; car tout avaient donné aux chevaliers pour eux parer, et guimpes et chaperons, manteaux et camises, manches et habits. Mais, quand elles en furent à tel point, elles furent ainsi comme toutes honteuses; mais si tôt qu'elles virent que chacune était en tel point, elles se prirent toutes à rire de leur aventure. Car elles avoient donné leurs joyaux et leurs habits de si grand cœur aux chevaliers qu'elles ne s'apercevaient de leur dénuement et devestement. » (L. S. P.) Au xvii siècle, on portait encore publiquement des saveurs. En 1632, la princesse de Phalsbourg en avait donné une à Puylaurens, favori de Gaston d'Orléans; c'etait un nœud traversé d'une épée. Il la quitta depuis, ajoute Sainte-Pulaye (Mémoires sur la chevalerie), et prit les couleurs de Mile de Chimay, dont il était devenu amoureux. On attachait quelquefois les faveurs au sommet du heaume, comme à la place la plus éminente et d'où l'on pouvait le mieux les apercevoir.

FEAL. — Le mot féal était synonyme de fidèle, et féauté de fidélité. Le roi dans les lettres adressées aux seigneurs et aux parlements, les appelait amés et féaux.

FEDERALISME. — On nommait fédéralisme le système qui aurait voulu diviser la France en petites principautes (provinces ou départements) unles entre elles par un lien fédéral, comme la Suisse et l'Allemagne. On accusa les girondins d'a-voir voulu substituer le fédéralisme à l'unité, principe fondamental de la puissance française. Cette accusation, vraie ou fausse, les perdit dans l'opinion pu-blique et fut une des causes de la ruine de leur parti.

FEDERATION. — La sête de la sédération fut instituée en 1790 pour célébrer l'anniversaire de la prise de la Bastille (14 juillet). Tous les départements y surent représentés par des députations, et c'est de cette association de toutes les parties de la France que la fédération a tiré son nom. Chaque département et la plupart des villes eurent aussi leur fédération.

FÉDÉRÉS. — Les fédérés, sous l'empire romain, étaient les barbares auxquels on la terre pour les trouver. » Les origines

accordait des terres moyennant un service militaire (voy. Lites). A l'époque de la révolution on appela fédérés les citoyens qui s'étaient unis dans les diverses provinces pour la désense des principes de 1789. On remarqua surtout les fédérés bretons.

FEES. — Génies de la mythologie celtique et scandinave. Les fées, comme tous les génies, étaient divisées en bienfaisantes et malfaisantes. Cette croyance palenne s'est conservée dans quelques provinces. Voy. Superstitions.

FEHDE. — Guerre privée. Voy. Béné-PICES et GUERRES PRIVÉES.

FELON, FELONIE. — Le vassal ou chevalier sélon était celui qui avait commis un crime envers son seigneur. Ce crime appelé félonie entraînait la dégradation et la peine de mort (voy. DégRADATION). Les principaux actes de félonie étaient l'attentat à la vie du seigneur, à l'honneur de sa femme ou de sa fille, la foi mentie ou refus d'accomplir les conditions du contrat féodal, les injures graves adressées au seigneur, etc. La confiscation du fief était la conséquence de tout acte de félonie Voy. Chevalerie et Degradation.

FEMMES. — Voy. Dames et Mariage.

FENESTRER. — Ce mot indiquait un usage du moyen age qui consistait à suspendre à une senètre, avant les tournois, les écus blasonnés des chevaliers qui entraient en lice. Voy. HÉRAUTS.

FENETRE. — Le mot fenêtre se prenait, au moyen age, dans le sens d'étal. C'est ainsi que Villon a dit:

Les autres mendient tous nus Et le pain ne voient qu'aux senêtres.

FEODALITE. — La féodalité est une forme de gouvernement qui a régné en France pendant les xº, xiº et xiiº siècles, et qui, confondant la propriété avec la souveraineté, donnait aux seigneurs territoriaux les droits regaliens (droit de guerre, de justice, d'impôt, de monnaie). Aucune institution n'a exercé une plus longue et plus redoutable influence. Il est indispensable pour s'en rendre compte de l'examiner : 1º dans ses origines ; 2º dans sa nature; 3º dans ses conséquences; 4º dans sa lutte avec la royauté.

S ler. Origines de la féodalité. — « C'est un beau spectacle, dit Montesquieu, que celui des lois féodales. Un chêne antique & s'élève; l'œil en voit de loin les feuillages; il approche, il en voit la tige; mais il n'aperçoit point les racines; il faut percer

de la féodalité se trouvent en effet dans les antiquités germaniques, principalement dans le système des comites que Tacite a retracé. Chaque guerrier s'efforçait d'avoir un grand nombre de compagnons dont il était le chef et le modèle. Se signaler par sa bravoure et sa loyauté était pour lui un devoir; ses compagnons se dévousient à sa défense. Ce devouement de l'homme à l'homme est le principe de la féodalité; le vassal est l'homme, le fidèle du seigneur. Le chef de bande germanique récompensait son compagnon par le don d'un cheval de bataille ou d'une framée sanglante. Après la conquête de la Gaule, par les Francs, la bande germanique se dispersa sur le sol; mais elle conserva une partie de ses anciennes mœurs au lieu de la framée ou du cheval de bataille, on donna des terres (voy. Bénéfices). Peu à peu ces terres devinrent inamovibles et béréditaires par les usurpations progressives des leudes sur la royauté mérovingienne. Cependant il y eut toujours une grande différence entre le bénéfice et le fies. Les propriétaires de bénéfices n'avaient pas les droits de souveraineté, au moins légalement reconnus. Les capitulaires de Charlemagne attestent quels efforts fit la royauté pour s'opposer aux droits de guerre, de justice, d'impôt, de monnaie qu'usurpaient les seigneurs (voy. CAPITULAIRES). Mais à une époque où il n'y avait plus d'interêts généraux, où chaque localité formait un état séparé, l'action du pouvoir central ne pouvait s'exercer qu'à la condition d'une activité et d'une force matérielle, dont ne disposaient plus les successeurs de Charlemagne. Ils la ssèrent les grands propriétaires usurper peu à peu les droits souverains, et les délégués des rois, comme les comtes et les ducs, se perpétuer dans leurs fonctions. Le capitulaire de Kiersy-sur-Oise (877) sanc-tionna ces usurpations, et la féodalité fut constituée en droit comme en fait. Les invasions des Normands avaient contribué à ce résultat. Charles le Chauve était impuissant à défendre la France, comme l'attestent ses honteux traités avec les Normands. Dès lors chaque seigneur se défendit lui-même. Malgré les édits de Pistes, il entoura son manoir de murailles crénelées, de fosses profonds, leva les ponts-levis, abaissa la herse (voy. CHA-TEAUX FORTS). Ses vassaux, qui trouvaient protection à l'abri de la forteresse féodale, ne reconnurent plus que lui pour souverain; la souveraineté fut localisée, et, quoiqu'on ne puisse assigner ni le jour ni l'heure de ces révolutions qui s'élaborent pendant des siècles, c'est

certainement au 1xº siècle qu'on doit placer le triomphe de ce système d'isolement préparé par les mœurs germaniques, développé par les institutions mérovingiennes, et qui devint maître absolu sous les faibles successeurs de Charlemagne.

S II. Nature du système sécdal; du fief: hierarchie féodale; manoir féodal.

— Le principe essentiel de la féodalité est la confusion de la propriété et de la souveraineté ; le propriétaire exerce en même temps les droits régaliens (justice, guerre, impôt, monéage); il les exerce à titre de propriétaire. Point de terre sans seigneur; point de seigneur sans terre sont des axiomes féodaux. Le plus grand terrien est le plus puissant seigneur; pourquoi la royauté carlovingienne, réduite à quelques domaines à la fin du x siècle, était si méprisée. Le droit abstrait était devenu incompréhensible pour les hommes de cette epoque. Toute souveraineté avait ses racines dans la proprieté, dans la terre. Cette terre s'appelant fief (feodum, feudum), mot que l'on a fait dériver tantôt de fides (foi) à cause du serment de fidélité prêté par le vassal, tantôt des mots germaniques feh-od (terre de service). Quoi qu'il en soit, le fief devint la propriété par excellence. Y avait-il dans ce système une hiérarchie? On la trouve, en effet, dans les feudistes d'une époque postérieure. Ils placent au sommet de l'échelle féodale: Le roi, seigneur suzerain, puis les ducs et comtes pairs de France, les marquis eu seigneurs de la frontière (mark, marche, frontière), les barons ou hommes forts, enfin les chevaliers, divisés eux-mêmes en bannerels, chevaliers de haubert et bacheliers. Cette classification hiérarchique a été inventée à une époque où déjà la féndalité déclinait et saisait place à la puissance monarchique, qui cherchait à introduire l'ordre dans l'organisation féodale. Primitivement, la hiérarchie féodale était loin d'être aussi nettement établig. Chaque seigneur, isole dans ses domaines, ne s'inquiétait que médiocrement des ordres du suzerain. Baron (homme fort), était le titre féodal par excellence. Il a fallu plusieurs siècles pour détruire cette indépendance; les grands seigneurs d'abord, puis les rois ont peu à peu fait reconnaître leur autorité, et ont établi une hiérarchie où l'autorité descendait du seigneur suzerain au dernier vassal. Il faut écarter d'abord cette création des époques postérieures, si l'on veut comprendre le régime de la féodalité. Il faut étudier le seigneur dans son fief.

Le château féodal, dont nous avons

indiqué ailleurs les fortifications (voy. CHATRAUX PORTS), était souvent situé sur une hauteur ou à mi-côte. Au pied de la celline s'étendaient les hutres des serfs et des colons, qui en s'affranchissant progressivement ont formé les hommes de pooste, poeste ou poté (homines polestatis), les nommes sous la puissance du seigneur, nius tard les bourgeois. Au x° mècle, le village féodal n'était peuplé que de laboureurs attachés à la glèbe ou d'ouvriers qui exercaient les métiers les plus indisensebles, tels que coux de boulanger, forgeron, sellier, etc. La principale in-dustrie consistait à polir la cuirasse du seigneur et de ses hommes d'armes et à entrelacer les mailles de fer de leur armure. Au premier signal donné par le guetteur, qui veillait au haut d'une des tours du château, les serfs et colons andonnaient leurs pauvres masures et erchaient un abri derrière les murs du château. Tous ne servaient pas le seignear aux mêmes conditions. Les uns ctaient hommes d'armes; d'autres attachés à sa personne comme ministeriales faissient les fonctions de sommeliers, d'échansons, etc. Le seigneur dans son Act avait une véritable cour : un senéchai qui le remplaçait à la guerre et sur son tribunal, un chancelier qui apposait son sceau sur les actes, un bailli qui jugesit **en son nom** et administrait ses domaines, des écuyers et variets , jeunes nobles qui vensient, sous les auspices d'un chevalier renommé, se préparer à la chevalerie (vey. Chevalerie). La châtelaine avait elle-même un rôle élevé. Défendre le château en l'absence du seigneur, commander aux hommes d'armes, présider aux jeux chevaleresques, accompagner son mari dans les longues chasses d'automne, l'émerillon sur le poing, puis à la veillée entendre les récits de quelque trouvère, décider parsois les questions délicates proposées aux cours d'amour, encourager partout la loyanté, la bravouse, l'honneur chevaleresque, tel était le rôle de la châtelaine. Il élevait les ames et fortifiait les cœurs.

Le manoir habité par cette troupe féodale se composait, autant qu'en en peut juger par les ruines de quelques châteaux, d'une grande salle et de petits réduits. La salle baronniale était ornée de sculptures et éclairée par de vastes senétres egivales. Des armures suspendues aux murailles et les armoiries du reigneur en faisaient la principale décoration. Les armoiries sculptées surmontaient ordinairement une cheminée colossale. Une estrade que recouvrait un dais était le siège du châtelain et de la châtelaine; des bancs en bois ou des siéges grossièrement sculptés étaient destinés aux hôtes ordinaires. C'était dans cette salle que le seigneur, représenté souvent par le sénéchal ou bailli, rendait justice, recevait les redevances, et faisait dresser aux jours de sête la table des sestins. Cette salle du baron (baronial-hall, comme on l'appelle encore en Angleterre où on en trouve plusieurs modèles bien conservés) était la pièce essentielle du manoir. On y avait déployé toute la mamissionce sécule. Quant aux détails de l'habitation, on s'en souciait médiocrement; le confortable ne se trouvait guère dans les manoirs du moyen âge. Si nous sortons de la demeure féodale, nous trouvons autour du fiel les vasseux qui en relevaient.

Relations entre les seigneurs et leurs vassaux.—La féodalité avait créé entre le seigneur et ses vassaux des relations réciproques; c'était une espèce de contrat, mais qui manquait de sanction, et où tout l'avantage était pour le suzorain. Le seigneur devait, il est vrai, à son vassal, protection dans ses dangers, assistance s'il était trop pauvre pour vivre de ses ressources, entin bonne et loyale justice. Mais, en échange, le vassal se faisait son homme par l'hommage et lui consecrait son travail et sa vie. Pour s'en convaincre il suffit de parcourir la longue liste des redevances et obligations féodales.

1º Hommage. — L'hommage était de deux espèces. L'hommage lige se prètait à genoux, les mains dans les mains du seigneur, sans éperons, sans ban-drier, sans épée. En voici la formale: « Sire, je viens à votre hommage et votre foi et deviens votre homme de bouche et de mains. Je vous jure et promets foi et loyauté envers tous et contre tous et garder votre druit en mon pouvoir. » (Bouteiller, Somme rurale, I, \$1.) Dans l'hommage simple, le vassal ne tenait debout, gardait son épée et ses éperons, pendant que le chancelier lisait la formule d'hommage. Il se bornait à répondre à la fin voire (verum, signe d'affirmation). L'hommage rendu par un noble était souvent terminé par un beiser (voy. Batten). Si le vassal ne trouveit pas son seigneur en se maison, il devait heurter trois fois à la porte et appeler trois fois. Si l'on n'ouvrait pas, il baisait l'hwis (porte) ou le verreu de la porte, et récitait la formule de l'hommage, comme si le seigneur eut été présent.

2º Aveu. — L'aveu était encore une espèce d'hommage, par lequel on s'avousit l'homme d'un seigneur. En voici une

formule (GRAND COUTUMER, II, 31): « Tu me jures que d'ici en avant tu me porteras foi et loyausé comme à ton seigneur, et que tu te maintiendras comme homme de telle condition comme ta es; que tu me payeras mes dettes et devoirs bien et loyaument, toutefois que payer les devras, ni ne pourchasseras choses pourquoi je perde l'obéissance de toi et de tes hoirs (héritiers), ni ne te partiras de ma cour, si ce n'est par défaut de droit ou de mauvais jugement. En tout cas tu advoues ma cour pour tei et pour tes hoirs. » Cette formule d'aven, conservée par le grand coutumier, est rédigée à une époque où déjà la féodalité avait perdu une grande partie de ses droits. Il n'y est plus question, en effet, des droits de souveraineté et des principales obligations des anciens vassaux.

3º Host. — Une des principales obligations imposées par la féodalité était le service militaire appelé l'host. Le vassal devait servir son fief en personne, c'està-dire se rendre à l'appel de son suzerain avec le nombre d'hommes d'armes stipulé dans les chartes de concession. Les femmes, les mineurs, les ecclésiastiques pouvaient se faire remplacer par leur sénéchai. Le service militaire imposé aux vassaux était de quarante ou soixante jours. Ils devaientse munir d'armes et de vivres pour ce temps. Manquer au service militaire, lorsqu'on était convoqué par le seigneur, était un cas de forfaiture qui entraînait la confiscation du fief et la punition corporelle du vassal.

4º Justice. — La justice était aussi un droit régalien usurpé par les seigneurs féodaux; les fourches patibulaires dressées à l'entrée de la seigneurie étaient un indice de leur droit La haute justice donnait le droit de juger toutes les causes réelles et personnelles, c'est-à-dire concernant les biens et les personnes, de prononcer toute espèce de peines, amendes, confiscations, punitions corporelles et même la mort. La moyenne justice ne donnait droit de prononcer que des amendes; le seigneur qui avait la moyenne justice jugeait en première instance tous les procès, sauf appel au suscrain. La basse justice n'était guère qu'une juridiction de police. Ces distinctions, introduites plus tard par les légistes, n'étaient pas admises dans les premiers temps ou chaque seigneur prétendait ne relever que de Dieu et de son épée. La justice était arbitraire dans ces tribunaux féodaux ; on y suivait sans doute des coutumes traditionnelles; mais elles avaient la mobilité, le vague, l'incertitude de toute loi qui

n'est pas fixée par écrit. L'ignorance ajoutait encore à l'incertitude. De là l'usage des duels judiciaires (voy. ce mot), et des

epreuves (voy. ORDALIE).

5° Aides. — Le seigneur avait encor e le droit d'aide (auxilium); les aides se payaient quelquefois en argent, le plus souvent en nature : blé, sourrages, fers de cheval, socs de charrue, voitures, etc. Tout lui était fourni de cette manière. Les nides se payaient à époques fixes ou dans des circonstances extraordinaires. Ordinairement à Pâques et à la Saint-Michel, les vassaux se rendaient dans la grande salle du château pour payer les redevances. A Paris, c'était dans la tour du Louvre que les vassaux directs du roi apportaient leurs aides. Lorsque le seigneur était prisonnier, mariait sa fille, armait son fils chevalier, partait pour la terre sainte, etc., ses vassaux payaient une aide extraordinaire. Il en était de même dans le cas de joyeux avénement. Lorsque le seigneur refusait ou différait de percevoir la redevance, le vassal, d'après un usage cité par Grimm, était en droit de la déposer sur la pierre de la cour, sur les poteaux de la porte ou sur un siége à trois pieds placé en face de la porte. Dès ce moment sa redevance était acquittée.

6° Droits de chasse, de garenne, de colombier, de bris. — Les autres droits féodaux qui avaient un caractère général étaient le droit de chasse, que le seigneur se réservait sur les terres de ses vassaux; de garenne, qui consistait à ménager dans les forêts un lieu où l'on conservait le gibier; de colombier; de corvee qui forçait les paysans à consacrer un ou plusieurs jours de la semaine aux réparations du château, à la culture des champs du seigneur, au transport de ses denrées, etc. Le droit de bris était un des plus odieux abas du régime téodal; il livrait au seigneur les débris du naufrage et souvent même la personne des naufragés. Il enrichissait surtout les seigneurs des côtes de Bretagne, que la merbat avec fureur et rend fécondes en naufrages. Le vicomte de Léon disait en parlant d'un écueil qui hérissait ses domaines: « J'ai là une pierre plus précieuse que celles qui ornent la couronne des rois. » Le pape Gregoire VII eut un des premiers l'honneur d'attaquer cet abus sans pouvoir le déraciner. « Nous avons appris, disait ce pape (collect. des conciles, X, 370), que de maiheureux naufragés étaient pillés par ceux qui auraient du les soulager, et qui appeilent un droit leur instinct disbolique; nous ordonnons, sous peine d'anathème, que quiconque trouvers un naufragé, le renvoie sain et sauf lui et ses

biens. » Le droit de bris passa des seigneurs féodaux à l'amiral de France et ne fut définitivement supprimé que par un

édit de Louis XIV en 1681.

7º Droits d'épase, de relief, de gile, de pourvoirie. — Le droit d'épave était de la même nature que le droit de bris et les droits d'aubaine et de bâtardise (voy. ces. mots). En général, l'etranger était regardé, dans le système féodal, comme la propriété du seigneur, sur les terres duquel il était trouvé. A plus sorte raison, les animeux errants et les trésors découverts devenaient la propriété du seigueur; on appelait ces trésors fortune dor et d'argent. Le suzerain pouvait en exiger le tiers. On sait que Richard Cœur de Lion reclama du comte de Chalus, un de ses vassaux, une partie d'un trésor qu'on prétendait avoir été découvert par ce seigneur. Sur son refus de le livrer, il lui déclara la guerre, assiégea son château et fut tué sous les murs (1199). Le droit de relief ou rachat se payait à chaque mutation, parce qu'il salluit relever le ties ou le racheter; c'était une reconnaissance du droit de propriété que conservait le suzerain quoique le vassal eut un usufruit indefini, tant qu'il remplissait les conditions de la concession. Les droits de gite et d'Aébergement forçaient le vassal à recevoir et loger son seigneur avec sa suite. « Si monseigneur veut venir avec ses amis, dit une ancienne coutume, citée par Grimm, les voisins devront lui donner les bêtes qui volent et nagent, bêtes sauvages et privées, et on le traitera bien. On donnera au mulet de l'orge d'été, au faucon une poule, et au chien de chasse un pain; aux lévriers aussi on donnera du pain en suffisance, lorsqu'on l'emporte de table; foin et avoine en suffisance aux chevaux. » (Trad. de M. Michelet, Origines du droit.) Le droit de pourvoirie autorisait le seigneur à prendre pour son usage les chevaux, voitures et denrées de ses vassaux.

8° Droits de garde-noble, de marquette, de mets de mariage, etc. — Les pupilles ne pouvaient se marier sans l'autorisation du seigneur, qui avait la tutelle ou garde-noble de leurs domaines. Il pouvait aussi contraindre les jeunes filles ou veuves qui tenaient un fief à contracter mariage, afin que le fief fût servi. On en trouve la preuve dans les Assises de Jérusalem. Le baron, dit cette ioi, pouvait dire à sa vassale: « Dame, vous devez le service de vous marier. » Il lui désignait trois seigneurs, entre lesquels elle devait choisir. Si la vassale noble n'etait pas libre de se marier suivant son gré. à plus forte raison la femme

serve. Les serfs et serves devaient pour se marier payer au seigneur une redevance qu'on appelait droit de mariage (maritagium), d'où l'on a fait marquette. Cette redevance donna souvent lieu à des usages odieux ou bizarres, sur lesquels nous ne pouvons insister. Le mets de mariage était une redevance de même nature. Dans une seigneurie d'Anjou, le sergent ou huissier du seigneur avait droit d'assister pendant huit jours aux repas de mariage avec deux chiens courants et un lévrier; il devait courir devant la mariée. lui chanter la première chanson, êtré servi comme elle; le marié et la mariée donnaient à manger et à hoire aux chiens et au lévrier. Ailleurs la mariée était tenue de porter le mets de mariage au château; elle était accompagnée des joueurs d'instruments. En 1615, le seigneur de La Boulaie avait encore droit au mets de mariage; l'époux était tenu de le lui apporter; le jour des noces, il vensit, avec les musiciens, offrir deux brocs de vin, deux pains et une épaule de mouton. Avant de se retirer, il devait sauter et danser. Quelquefois les redevances féodales étaient le résultat d'une circonstance sortuite. Un seigneur d'Ardres avait fait placer dans la cour de son manoir un ours d'une grandeur extraordinaire. Les habitants curieux de le voir s'engagèrent à donner un pain de chaque cuisson pour la nourriture de cet animal. On appela cette redevance fournée de l'ours, et elle sut maintenue après la mort de l'animal.

On voit que suivant les coutumes des divers pays, les redevances sécodales variaient à l'infini et de la manière la plus bizarre. Le principe était au sond le même : reconnaissance de la suzeraineté du seigneur et de son droit sur la terre sécodale; mais la forme différait, et, à la longue, les usages les plus etranges s'étaient introduits. Nous citerons quelques-unes de ces redevances bizarres, que nous empruntons aux Origines du droit français, par M. Michelet, et aux Prolégomènes du cartulaire de Saint-Père de Chartres, de

M. Guérard.

9º Redevances féodales. — Quand l'abbé de Figeac faisait son entrée dans la ville, le seigneur de Montbrun le recevait habilé en arlequin, et une jambe nue. Lorsqu'il descendait de cheval, il lui tenait l'étrier et se plaçait à table derrière lui pour lui verser à boire. Histrions, baladins, mimes et ménestrels étaient obligés, par les coutumes de Provence, de faire jeux, exercices et galantises, la dame du château présente. Une charrette conduisant larrons au prévôt payait une corde valant six deniers. Un pèlerin devait dire sa ro-

mance sur un air nouveau et couchait sur la paille, s'il voulait rester au manoir. Un juifmettait ses chausses sur sa tête et disait bon gré mai gré, un pater dans le jargon du pays. Un Maure jetait en l'air son turban et payait cinq sous à la porte du château. Conducieur d'animaux en soire devait faire gambader les singes et danser l'ours au son du flageolet. A Rouen, les moines de Saint-Ouen, pour s'exempler du four banal, s'étaient soumis à la redevance de l'oison bridé. Tous les ans, ils conduisaient processionnellement une oie bridée et ornée de rubans au grand moulin de la ville. Cette coutume existait encore au xviie siècle. Saint Louis exempta les jongleurs qui arrivaient à Paris du droit de péage à condition qu'ils chauteraient une chanson et que le singe, s'ils en avaient un, ferait quelques cabrioles devant le péager. De là l'expression proverbiale payer en monnaie de singe. Il y avait à Roubaix, près de Lille, une seigneurie du prince de Soubise, où les va-saux étaient obligés de venir à certains jours de l'année saire la moue, le visage tourné vers les senêtres du château, et de battre les fossés pour empêcher le bruit des grenouilles. Lorsque l'abbé de Luxeuil séjournait dans sa seigneurie, les paysans battaient l'étang en chantant:

PA, pA, renotte, pA (paix. grenouille, paix), Veci M. l'abbé que Dieu gA (garde).

Gants, éperons dorés, roses, fers de lance, épées, etc., étaient autant de redevances payées au seigneur par les vassaux comme reconnaissance de sa suzeraineté. On n'en finirait pas si l'on voulait énumérer toutes les singularités des usages féodaux. Cette institution si puissante et si grandiose était accompagnée d'une multitude de coutumes bizarres. Je la comparerais volontiers à ces églises gothiques, dont l'ensemble est imposant et majestueux et dont les détails présentent des caprices étranges de l'artiste et quelquefois même des licences choquantes, de véritables obscénités.

Pour terminer cet article des droits féodaux et des redevances féodales, nous citerons encore la dime ou dixième des produits de la terre, le cens, le champari, l'héminage, le droit de mainmorte, les parées ou droit de visite, les péages, travers, tonlieu, forage, rouage: la brénée, la taille, les oublies, le tensement, la banalité (voy ces différents mots). Dans les provinces méridionales, les plaideurs payaient au seigneur un droit féodal appelé drurie. Les petits présents, qu'à diverses époques de l'année les vassaux faisaient au seigneur féodal ou à

ses principaux officiers, portaient le nom de drouilles.

Importance de la terre féodale. La terre était, comme on l'a dit plus haut, le principe de la puissance féodale. Quoique l'on donnat en fief beaucoup d'autres choses, telles que la grurie ou juridiction des sorèts, des étuves publiques, des peages, des droits de chasse, de justice, de lours banaux, des locations de maisons, et jusqu'a des essaims d'abeilles, cependant la terre féodale était toujours le domaine essentiel. De là le soin pris pour conserver la propriété territoriale, le droit d'atnesse qui réservait à l'ainé le domaine paternel, c'est-à-dire le manoir féodal avec un certain espace qu'on appelait le vol du chapon, parce que, dit l'ancienne coutume de Paris, c'était comme la terre qu'un chapon pourrait parcourir en volant. Dans quelques contrées, il est vrai. le fief pouvait être partugé entre les enfants; c'est ce qu'on appelait parage ou dépié de fief. Les coutumes de Tours, Loudun, Anjou, Maine, Poitou, Angoumois, Blésois, admettaient le parage voy. Gentilhomme DE PARAGE); mais l'ainé conservait même, d'après ces coutumes, les deux tiers du fier. Quant au dépié de fief, qui était un voritable demembrement, comme l'indique le mot dépié venant du verbe depiécer (mettre en pièces, il avait lieu quand on alienait une partie du fief sans conserver aucun droit sur la chose aliénée. Un le considérait comme une atteinte portée à la propriété du seigneur suzerain. Les coutumes d'Anjou et du Maine punissaient le seigneur qui avait dépiécé son tief; elles lui enlevaient toute autorité sur la partie aliénée et transféraient les droits féodaux de cette terre au seigneur suzerain. Il y avait même des coutumes, comme celle de Paris, qui désendaient absolument le dépie de fief. et autorisaient seulement le jeu de fief. Le jeu de fief consistait à aliéner les deux tiers du fiel, à condition d'en retenir la soi entière et de conserver des droits domaniaux et seigneuriaux sur la partie alienée. Le suzerain avait toujours le droit de retirer des mains de l'acquéreur un ses mouvant de lui vendu par son vassal, pourvu que le retrait féodal (c'était le mot consacré) se fit dans le temps prescrit Ces précautions, et d'autres encore, prouvent quelle importance on attachait à la terre feodale, et avec quel soin on en retenait la propriété lorsqu'on en aliénait l'usufruit.

§ III. Conséquences du régime féodal; lutte de la royaute contre la féodalité. — La féodalité régna pendant plusieurs

sfècies, et donna à la France une organisation essentiellement militaire. Les conséquences de ce régime ont été diversement appréciées. On ne peut mécon-nature qu'à l'époque des invasions des Normands il ait rendu de grands services à la France, en opposant aux barbares les châteaux forts et les solides armures de ses guerriers. La féodalité sauva alors la France que le pouvoir central abandonnait. Il fant encore reconnultre que la féodalité a produit des caractères énergiques. Ces seigneurs retranchés dans leurs châteaux, habitués à ne compter que sur eux-mêmes et à servir de modèle à la foule qui les entourait, sentaient leur courage s'élever avec leur rôle; les femmes aussi. Il y avait chez elles émulation de courage et de dévouement. Mais si l'on considère la grande majorité de la nation, on doit reconnaître que le régime féodal lui imposait une odieuse tyrannie. Des guerres perpetuelles dévastaient la France, et avaient pour conséquences nécessaires d'effroyables famines. La treve de Dieu les suspendait à peine pendant quelques jours de la semaine, da mercredi soir au lundi matin, pendant l'avent et le carême. D'un autre côté, les vassaux taillables et corvéables à merci el miséricorde usaient leur vie à travailler pour un maître quelquesois humain, le plus souvent dur et orgueilleux, se croyant sous sa cotte de mailles d'une nature supérieure aux vilains et les foulant dédaigneusement à ses pieds. Ce caractère de la féodalité n'est que trop attesté par les révoltes fréquentes des vassaux et par les répressions sanglantes qui les punissaient jusqu'au jour où la feodalité succomba. Ce qui rendait encore cette tyrannie plus odieuse, c'est que le seigneur habitait au milieu de ceux qu'il opprimait, que sa tyrannie était de tous les instants, et que ses vassaux vivaient à l'ombre de sa tour féodale, et pour ainsi dire, à la portée de sa lance. On ne pouvait rejeter, comme pour les despotes orientaux, la tyrannie sur des ministres. La haine s'attachait au seigneur, et le poursuivait. Aussi peu de régimes out provoqué une réprobation aussi universelle que le régime féodal. La royauté se rendit populaire en l'attaquant et en lui enlevant la souveraineté. Cette lutte de six siècles, de Louis le Gros à Louis XIV, peut se diviser en trois pha-ses : dans la première, Louis VI, Philippe Auguste et saint Louis, s'appuyant sur le clergé et le peuple, ruinérent la grande féodalité. La seconde commence au xvº siècle, lorsque les maisons apanages de Bourgogne, de Bourbon, d'An-

jou, d'Oriéans, ont reconstitué une fécdalité presque aussi dangereuse que la précédente. Louis XI, Louis XII, Franprécédente. Louis XI, Louis XII, çois les, détruisirent ces principentés apanagées, et les réunirent aux domaines de la couronne. Ils se firent représenter dans les provinces par des gouverneurs et des parlements, les premiers investis de la puissance militaire; les seconds, de l'autorité judiciaire. Mais, pendant les troubles religieux de la fin du xvi siècle et les agitations de la Fronde au xviie, les gouverneurs et les parlements s'efforcèrent de reconstituer la féodalité et de fonder dans les provinces une puissance presque indépendante de l'autorité centrale. Richelieu, Mazarin et Louis XIV brisèrent ces résistances, et il n'y eut plus en France qu'une scule puissance souveraine.

La royanté ne s'était pas bornée à vaincre la féodalité, elle avait partout substitué des principes opposés à coux qu'avait proclamés le régime féodal. Il suffit, pour s'en convaincre, de mettre en présence les maximes et les résultats de ces deux formes de gouvernement.

La sécdalité attachait la souveraineté à la propriété territoriale. Elle formait une hiérarchie, dont chaque membre, depuis le dernier feudataire jusqu'au seigneur suzerain, avait une part de souveraineté inhérente au sol. La royauté, au contraire, ne reconnaissait qu'us souverain dont le droit abstrait, indépendant de toute propriété, était fondé sur la lei et la religion. Loi vivante, représentant de Dieu sur la terre , le roi n'admettait point de partage de l'autorité suprême. « Dien . dit la loi romaine, a soumis les lois mémes à l'empereur, qui est la loi vicants. « Imperatori et ipsas leges Beus subjecit, « legem animalam eum mittens homini-« bus. » (biovell. 105, cap. IL) On sait que la royauté s'appuyait sur le droit romain dans sa lutte contre la féodalité.

Le système féodal exigeait que le rei fut confirmé dans sa dignité par l'élection de ses pairs; sa puissance était limitée par leur assemblée, et il devait respecter les droits régaliens des barons. La reyenté, dans son développement progressif s'est degagée de tous ces liens dont l'avait chargée la séodalité. La tradition du consentement des pairs pour valider la puissance royale se perpétua longiamps. Le sacre même on conservait quelques traces (voy. Acciamation), et, sux epoques de crise, le souvenir d'une élection primitive se représentait aux peuples comme une menace et une garantie. Aux états de 1484, le seigneur de La Roche déclarait que dans l'origine les rois avaient été

nommés par le suffrage du peuple. Les agitations démocratiques du xvi siècle donnérent une nouvelle sorce à cette théorie de l'élection des rois; mais la royauté et les légistes qui la soutenaient, combattirent énergiquement ce principe féodal et firent triompher le principe du droit divin. Sous Louis XIV, on admit que les rois tenaient la place de Dieu sur la terre; mais, au xviue siècle, quelques partisans du régime féodal, Saint-Simon, le comte de Boulainvilliers, défendirent encore la théorie de l'élection primitive des rois. Les rois n'étaient dans le principe, d'après Boulainvilliers, « que les généraux d'une armée libre qui les avait élus pour la conduire dans des entreprises dont la gloire et le profit devaient être communs. » Théorie impuissante contre la réalité du despotisme monarchique.

La royauté féodale était limitée dans l'exercice de sa puissance. Elle ne pouvait remplir ses fonctions judiciaires qu'avec le cencours de ses pairs. Les impots étaient déterminés par l'usage, et il fallait pour entreprendre une guerre l'assentiment des barons. Les preuves abondent au xii° siècle et même an xiii°. « Dans le royaume de France, dit Mathieu Paris, un seigneur ne peut être dépouillé de ses domaines que par le jugement des douze pairs. C'est à leur assemblée, selon le même historien (ann. 1257), qu'il appartient de prononcer sur les questions ardues. » Guillaume le Breton, historien de la même époque, nous montre Philippe Auguste consultant ses barons avant d'entreprendre une expédition (Script. rer. Frenc., XVII, 88, 89). La monarchie apuyée sur le droit romain, ne tarda pas à briser ces entraves. Elle créa des pairs en vertu de son droit de souveraineté, transforma leur assemblée en la confondant avec le parlement, et, lorsque le parlement réclama comme représentant des pairs une part de la puissance politique, il fut repeussé par la monarchie qui ne voulait pas de limites et par la neblesse qui dédaignait ces gens de robe el d'écritoire. Vainement Saint-Simon voudrait voir renaître ces pairs du royaume « tuteurs des rois et de la couronne, grands juges du royaume et de la loi sa-tique, soutions de l'Etat, portions de la royanté, pierres précienses et précieux fleurens de la couronne, continuation, extension de la puissance royale, colonnes de l'Etat, modérateurs, administrateurs de l'Etst, protecteurs et gardes de la courenne, le plus grand effort, le plus grand don de la puissance des rois.» Tous ces vieux étaient impuissants pour ranimer le passé. L'administration mo-

narchique n'avait laissé subsister qu'une volonté sans contrôle, sans limites, et Louis XIV pouvait dire à son fils : « Dans l'État où vous devez régner après moi, vous ne trouverez point d'autorité qui ne se fasse honneur de tenir de vous son

origine et son caractère. »

La cour des pairs annulée sous le rapport politique, il ne restait plus aucune puissance capable de limiter l'autorité royale. Elle leva des impôts à sa guise; delégua le droit de rendre la justice sans s'inquiéter des pairs du fief; fit la guerre et la paix sans consulter les barons. Biez plus, elle voulut les dépouiller des droit régaliens que d'abord elle leur avait reconnus. Saint Louis avait respecté le principe de la souveraineté féodale en la régularisant. Il avait laissé au baron sa justice et lui avait même reconnu le droit, en cas de deni de justice, de prendre les armes contre son suzerain (Etablissements, I, 24, 49). Mais aux époques suivantes, l'administration dépouills, peu peu, les seigneurs des droits régaliens. Ce fut le but constamment poursuivi par les rois éminents, de saint Louis à Louis XIV. Ils firent raser les châteaux forts, dernier rempart de la féodalité, et punirent avec rigueur toute usurpation de puissance souveraine. La noblesse pouvait molester les vilains; mais usurper un droit de souveraineté était crime capital. Témoin les rigueurs des grands jours de 1665. Les montagnes d'Auvergne avaient abrité les restes de la féodalité ranimés par la Fronde. Un Timoléon de Canillac, auquel on avait donné le nom de l'homme aux douze apôtrés, avait dans son château douze braves « qu'il appelait ses douze apôtres, et qui catéchisaient avec l'épée et le bâton tous ceux qui étaient rebelles à sa loi. On levait dans ses terres la taille de monsieur et de madame, et celle de tous les enfants de la maison, que les sujets étaient obligés de payer outre celle du roi. » (Fléchier, Journal des grands jours.) Les juges royaux punirent ces usurpations de souveraineté de manière à faire trembler toute la noblesse d'Auvergne, qui s'enfuyait au fond des montagnes. « lis firent même tomber la tête d'un gentilhomme nommé de Lamothe, qui n'était pas des plus coupables. Mais il fallait inspirer une salutaire terreur par des exemples rigoureux.»

Les usurpations d'autorité souveraine devinrent fort rares depuis cette époque. On pouvait parfois porter atteinte à la propriété d'un paysan, ruiner son champ par une garenne ou par un colombier; le dévaster par une chasse, transporter sa maison qui genait la symétrie d'un jardin féodal; mais les droits du roi étaient sacrés, il y allait de la tête à les usurper. « La Bourlie, dit Saint-Simon, avait quitté l'armée après avoir servi longtemps et s'était retiré dans une terre vers les Cévennes, où il se mit à vivre avec beaucoup de licence. Vers ce temps-ci (1700) il fut volé chez lui, il en soupçonna un domestique, et sans autre saçon lui sit de son autorité donner en sa présence une cruelle question; cela ne put demeurer si secret que les plaintes n'en vinssent. Il y allait de la tête. La Bourlie sortit du royaume.»

En attaquant et détruisant le principe essentiel de la feodalité, la monarchie conserva longtemps les cérémonies féodales. l'hommage lige ou simple, les grandes dignités du moyen age, les paire, le connétable, le bouteiller, le panetier, le grand maître du palais (ancien sénéchal). C'était une parure dont elle s'entourait aux jours de pompe et qui rappelait son origine seodale. Mais peu à peu elle se dépouilla de ses gothiques ornements. Les fonctions de chambellans, d'écuyers, de maltres de cérémonies, de gentilshommes de la chambre, etc., etc., maintenues et multiplices par l'étiquette royale, ne furent plus attachées à un fief ni hérédimires dans les grandes familles. La volonté du maître put en décorer quelque gentilhomme obscur, un Lauzun, un Dangeau, un Cavoye. Quant aux cérémonies féodales, la tradition s'en perdait si complétement qu'elles devenaient un sujet d'étounement pour les contemporains de Louis XIV. Ce prince recoit-il l'hommage du duc de Lorraine, Saint-Simon s'empresse de décrire tous les détails d'une cérémonie tombée en désuétude. Quand Louis XIV remplit de loin en loin les fonctions de haut justicier, si souvent exercées par saint Louis et les rois féodaux, c'est encore une anomalie remarquée par les historiens.

Dans l'administration provinciale, même opposition entre le principe féodal et le principe monarchique. Le premier attachait à la possession d'un fief les fonctions administratives et judiciaires. Le seigneur féodal était chef militaire, juge ec homme de guerre. De là une justice simple et même grossière dans ses formes; on en appelait souvent au jugement de Dieu. En matière de finances et d'impôts, l'administration féodule se réduisait à percevoir les péages et les redevances, souvent à les multiplier et à régner par la terreur. L'administration monarchique s'éloigna entièrement de ce type de gouvernement. Bien loin d'autacher l'exercice des fonctions judiciaires et administra-

tives à la possession d'un fief, elle interdit à ses baillis et à ses sénéchaux d'acquérir aucun domaine dans les pays soumis à leur autorité. Elle sépara les fonctions que la féodalité avait confondues et institua des charges spéciales pour l'administration de la justice, de la guerre et des finances. La royauté mobilisa, si je puis m'exprimer ainsi, les sonctions que la féodalité avait en quelque sorte localisées; elle leur communique son caractère de droit abstrait. Par la division des pouvoirs, elle prévint l'abus d'une autorité qui jugenit et exécutait elle-même ses sentences, et elle substitua à des formes grossières un mécanisme savant, une étude approfondie des lois et une attention vigilante à tous les détails de l'administration. Ainsi, le contraste était frappant, d'un côté, une hiérarchie basée sur la propriété; de l'autre, un souverain unique déléguant sa puissance. La première attachant à la terre la noblesse et l'autorité; le second communiquant la noblesse et l'autorité par un acte de sa pleine ecience, de sa puissance suprême, de son bon plaisir. La féodalité établissait partout l'inégalité et le privilège; la royauté aspirait à tout rendre peuple, comme dit Saint-Simon, pour tout dominer. Elle servit ainsi la cause de l'égalité; elle anoblit le vilain, et l'appela aux fonctions judiciaires et administratives dont elle écartait les nobles. Tous les rois administrateurs, saint Louis, Philippe le Bel, Charles V, Charles VII, Louis XI, Fran-cois les, Henri IV, Louis XIV, ontété fidèles à ce principe. Le tiers état leur fournissait des agents plus habiles et de plus dociles instruments. La noblesse elle-même était forcée de reconnaître son infériorité et semblait vouloir la perpétuer en affectant le dédain pour les études sérieuses et l'application aux affaires. Saint-Simon, si zélé pour les intérêts aristocratiques, ne peut méconnaître « l'ignorance, la légèreté, l'inapplication de cette noblesse accoutumée à n'être bonne à rien qu'à se faire tuer, et à croupir du reste dans la plus mortelle inutilité, qui l'avait livrée à l'oisiveté et au dégoût de toute instruction hors de guerre par l'incapacité d'état de s'en pouvoir servir à rien »

Les résultats du régime féodal et de l'administration monarchique furent aussi différents que leurs principes. Le système militaire de la féodalité borné à un espace étroit ne donnait qu'une armée éphémère et presque indépendante. La royauté voulut avoir et eut une armée permanente et disciplinée. Le seigneur féodal vivait des redevances de ses vassaux; ses officiers, baillis, séaéchaux, recevaient une terre

pour salaire. La royauté eut besoin d'impôts considérables pour solder une hiérarchie de fonctionnaires. La justice séodale était simple et même grossière; elle invoquait les épreuves et le jugement de Dieu. La royauté lui substitua une administration savante et compliquée se fondant sur les témoignages et les preuves écrites. La féodalite avait isolé les provinces; la royauté les rapprochs. La pre-mière, ennemie du commerce et de l'industrie, interceptait les communications, et, par des coutumes barbares (voy. Au-BAIN, BRIS, ÉPAVES, etc.), entravait la navigation; la seconde ouvrit des routes, creusa des canaux et des ports. Est-il possible de trouver une opposition plus radicale que celle de ces deux régimes? Aussi la guerre entre eux fut-elle acharnée et implacable.

La royauté ne se borna pas à éloigner la noblesse des affaires, elle livra les titres aristocratiques aux traits satiriques de poétes qu'elle protégeait et encourageait. Molière les couvrit d'un ridicule ineffaçable. La royauté les avilit en les prodiguant, et on rougit bientôt de les porter. « Les titres de comtes et de marquis, dit Saint-Simon (t. II, p. 191), sont tombés dans la poussière par la quantité de gens de rien et même sans terre qui les usurpent, et par là tombés dans le néant, si bien même que les gens de qualité qui sont marquis ou comtes ont le ridicule d'être blessés qu'on leur donne ce

titre en parlant à eux.»

Le gentilhomme campagnard ne fut pas plus épargné que le marquis fat et bel esprit. On se moqua de sa morgue, de ses préjugés, de son arrogance indigente. Ecoutez ce qu'en dit un des écrivains dévoués à la royauté : « Le noble de province, inutile à sa patrie, à sa famille et à lui-même, souvent sans toit, sans habit et sans aucun mérite, répète dix fois le jour qu'il est gentilhomme, traite les fourrures et les mortiers de bourgeoisie, occupé toute sa vie de ses parchemins et de ses titres qu'il ne changerait pas contre les masses d'un chancelier. » (La Bruyère, Caractères, de l'homme.) La justice séodale ne paraissait plus qu'un reste de barbarie, les armoiries qu'une vaine ostentation. « On les voit, dit La Bruyère (De la ville), sur la porte de leur château, sur le pilier de leur haute justice où ils viennent de faire pendre un homme qui méritait le bannissement. »

Ces attaques dirigées contre la féodalité par des écrivains dévoués à la royauté, montrent assez quelle était la pensée de l'administration monarchique, et combien profonde son antipathie contre le sys-

tème féodal. Les gentilshommes euxmêmes ne comprenaient plus un régime dont ils représentaient cependant les passions et les prejugés. Il fallait qu'on leur expliquât l'origine et le sens des titres feodaux; et lorsqu'en 1689 la publication de l'arrière-ban appela sous les drapeaux les nobles campagnards, l'aristocratie tourna en ridicule cette dernière image du système militaire de la féodalité, et chansonna le gentilhomme de l'arrièreban, comme jadis on avait chansonné le franc archer de Bagnolet. Tant était tombé ce système longtemps la terreur de la France et de la royauté! L'administration monarchique n'en avait laissé subsister qu'une ombre impuissante contre elle et oppressive pour le peuple.

S IV. Institutions féodales qui ont duré jusqu'à la fin de l'ancienne monaschie. - Il ne faudrait pas s'imaginer, en effet, que la féodalité eut disparu tout entière avec la souveraineté féodale. Elle tenait la France chargée d'entraves que la révolution seule parvint à briser. On trouvait partout dans l'ancien régime la trace de la féodalité, dans les tribunaux, dans les armées, dans les campagnes et jusqu'au pied des autels. Les seigneurs. possesseurs des plus riches propriétés, étaient exempts des tailles et des autres impôts qui pesaient exclusivement sur les roturiers; ils pouvaient porter leurs procès aux bailliages, sénéchaussés et présidiaux, sans se soumettre aux juridictions royales inférieures; s'ils étaient couranivis criminellement, ce ne pouvait être que devant les baillis et sénéchaux. En cas d'appel, ils avaient le droit de demander à être jugés en la grand'chambre du parlement, les chambres assemblées. Dans les campagnes, ils levaient la dime, imposaient des corvées aux paysans, entretenaient des colombiers et des garennes qui dévastaient les champs voisins. Que dire du droit de chasse, abus d'autant plus odieux qu'il ruinait la terre du pauvre pour le plaisir du noble? Saint-Simon lui-même, le grand admirateur de la féodalité, le défenseur opiniatre des droits et même des abus nobiliaires, ne peut s'empêcher de signaler les inconvénients de ce privilége. Il en cite une preuve entre mille (Memoires, t. II, p. 416 de l'édit. in-8°). « La terre d'Oiron, dit-il, relevait de celle de Thouars avec une telle dépendance, que, toutes les fois qu'il plaisait au seigneur de Thouars, il mandait à celui d'Oiron qu'il chasserait un tel jour dans son voisinage, et qu'il eût à abattre une certaine quantité de toises des murs de son parc pour ne point trouver d'obstacles, au cas que la chasse s'adonnét à y entrer. On comprend que s'est un droit si dur qu'on ne s'avise pas de l'exercer; mais on comprend aussi qu'il se trouve des occasions où on s'eu sert dans toute son étendue, et alors que peut devenir le seigneur d'Oiron?»

Les justices seigneuriales, quoique res-treintes et surveillées par les magistrats royaux, convraient encore la France. Parcourez la statistique dressée en 1698 pour le duc de Bourgogne par les intendants de chaque généralité, et vous trouverez, dans l'Ile-de-France et à Paris même, une multitude de fiefs ayant droit de justice, à plus forte raison dans les provinces éloignées où l'unité monarchique avait tant de peine à pénétrer. L'importance de la propriété féodale et les droits dont elle souissait encore, malgré les conquêtes de la royauté, expliquent les précautions prises pour la conserver dans les familles et la rendre indivisible et inaliénable. La féodalité avait voulu assurer la transmission intégrale de la propriété noble. De là le droit d'ainesse, qui ne laissait guère aux puinés que leur épée ou l'église. Les filles, exclues aussi en grande partie de l'héritage féodal, n'avaient souvent pour asile que l'abbaye ou le chapitre noble. M- de Grignan, comme le prouvent les lettres de sa mère Me de Sévigné, n'hésite pas à sacrifier plusieurs de ses filles à la fortune de son fils, et ce n'est pas sans peine que Me de Sévigné arrache au cloître sa chère Pauline, qui devait être Me de Simiane. Louis XIV maintint ces institutions féodales profondément enracinées. Son ordonnance civile de 1667 laissa aux coutumes locales le soin de régier la transmission de la propriété, les conditions du mariage, les successions, etc. La plu-part de ces coutumes, rédigées sous l'influence féodale, donnaient au père de famille l'autorité la plus étendue pour le partage du patrimoine, et il en usait presque toujours dans l'intérêt de l'ainé.

La terre féodale avait été pendant lengtemps inaliénable. Plus tard, la loi autorisa les nobles à se ruiner; mais elle opposa des obstacles multipliés au roturier acquéreur d'un fief. Le retrait lignager permettait au suzerain de racheter la terre, aliénée par son vassal, dans les quarante jours qui suivaient la signification de la vente. Le fief, tombé en roture, ne conférait pas à l'acquéreur les droits des anciens propriétaires. « Mérinville, dont le père était seul lieutenant général de Provence, et qui fut chevalier de l'ordre en 1661, avait été forcé par la ruine de ses affaires de vendre à Samuel Bernard, le plus fameux

et le plus riche banquier de l'Europe, sa terre de Rieux , qui est une baronnie des états de Languedoc. Ces états ne voalurent pas souffrir que Bernard prit aucune séance dans leur assemblée, comme n'étant pas noble par lui-même . et incapable par conséquent de jouir du droit de la terre qu'il avait acquise. Sur cela, Mérinville prétendit demeurer baron des états de Languedoc sans terre, comme étant une dignité personnelle. 11 fut jugé qu'elle était réelle, attachée à sa terre, et Mérinville évincé avec elle de la qualité de baron et de tout droit de séance, et d'en exercer aucune fonction. sans que pour cela l'incapacité personnelle de l'acquéreur sit relevée. Son fils vient enfin de la racheter, malgré les enfants de Bernard, qui ont été con-damnés par arrêt de la lui rendre pour le prix consigné. » (Mémoires de Saint-Simon.) Les nobles, si soigneux de la conservation de leurs domaines, ne respectaient guère la propriété du vilais. Dans un récit spirituel, Saint-Simon nous montre un noble, Charnacé, faisant démolir pièce à pièce la maison d'un roturier qui nuisait à la symétrie de son parc, et la transportant à quelque distance, pendant qu'il retenait le propriétaire en chartre privée. Le roi et la cour ne ment que rire de cet attentat à la propriété. La même inégalité se retrouvait partout, sux états généraux et provinciaux, devant les tribunaux, dans les camps et jusqu'an pied des autels. La royauté la consacrait, dans ses ordonnances, en termes inju-rieux pour les roturiers. Le célèbre édit sur les duels (soût 1679) parle avec mé-pris de gens de naissance ignoble qui osaient imiter les vices de la noblesse, et il les condamne à être pendus et étranglés. Il était réservé à l'assemblée constituante d'effacer les dernières traces de la féodalité dans la muit du 4 2001 1789.

En résumé, la féodalité préparée par les mœurs germaniques, les institutions mérovingiennes et la faiblesse des successeurs de Charlemagne se constitua au x° siècle; elle régna du x° su xur siècle, identifiant la propriété et la souveraineté, la possession de la terre et l'exercice des droits régaliens. A partir du xur siècle, les rois lui enlevèrent la souveraineté; mais les droits féodaux furent conservés jusqu'à la révolution française. Il existe un grand nombre de traités sur la féodalité; mais composés presque tous à l'époque où ce système était en vigueur, ils ne doivent être consultés qu'avec défiance. Un des plus estimés est l'Examen de l'usage général des fiefs en France, par Brussel, Paris, 2 vel, in-fe. Il faut surtout étudier

PHistoire de la civilisation en France, par M. Guizot; l'auteur a consacré onze lecons à l'exposition du système féodal. V. aussi Chantereau Le Fevre, *Traité des* fiefs et Salvaing, De l'usage des fiefs.

FER-A-BRAS ON BRAS DE'FER. On trouve asses souvent, au moyen age, ce nom donné à quelque chevalier pour indiquer sa force et sa valeur. Le nom de fier-à-bras remplace quelquesois celui de for-à-bras; sor se dissit alors pour for. On en trouve de nombreux exemples dans le Livre des métiers.

FER CHAUD. — L'épreuve du fer chaud était célèbre au moyen âge. Ce ser était un gantelet rougi au feu, dans lequel on mettait la main. Quelquefois il fallait prendre une barre de ser rouge et la lever une ou plusieurs fois, selon les termes de l'arrêt. La main de l'accusé, qui avait subi l'épreuve, était ensuite enfermée dans un sac. Le juge et la partie adverse apposaient leurs sceaux qu'on levait trois jours après. Si la main ne portait aucune trace de brûlure, l'accusé était renvoyé absons; dans le cas contraire il était condamné.

FER D'OR (Ordre du). — Ordre de chevalerie établi en 1414 par Jean, duc de Bourbon.

- Jours de la semaine qui FERIES. suivent le dimanche. Le lundi est la se-conde férie, le mardi la troisième, etc. Les féries majeures sont les trois derniers jours de la semaine sainte, le lundi et le mardi après Pâques et le lendemain de la Pentecôte. — On appelait autrefois féries, dans quelques parties de la France, les vacations des tribunaux.

FERMAIL, FERMAILLET. — Ces mots, qui ne sont plus usités, désignaient autrefois les agrafes dont on se servait pour attacher les manteaux, les chapes, les baudriers, les robes des dames. Dès le xime siècle, le fermail était un ornement de prix. Joinville décrivant une sête solennelle, qu'il appelle grande cour et maison oucerte, s'exprime ainsi : « A une autre table mangeait le roi de Navarre qui moult était paré de drap d'or, en cotte et mantel, la ceinture, le sermail et le chapel d'or fin , devant lequel je tranchais. » Le luxe de ces ornements était poussé très-loin; le Roman de la Ross le signale et le critique avec vivacité :

> Ces frémaux d'or à pierres fines A vos cols, à vos poitrines, Et ces tissus et ces ceinture Dont tant soustent les ferrénses Que l'or, que les perles memues, Que me valent tex fenfelues?

l'argenterie des rois de France, cite plusieurs exemples de cette richesse. L'Inventaire de Charles VI parle d'un « fermail d'or, à mettre trois plumes, en façon de croissant, où il y a une fieur de lis entaillée sur un saphir, deux balais et vingt et une perles. » Les femmes se servaient du sermail comme les hommes. Les hommes le plaçaient quelquefois sur le devant du chapeau ou sur l'épaule pour tenir le manteau. On lit dans le roman d'Amadis, cité par Lac. Sainte-Palaye: Laissant pendre ses cheveux qui étaient les plus beaux du monde, oncques n'avait sur son chef qu'un fermailles d'or enrichi de maintes pierres précieu-ses. » Le fermaillet semble ici se confondre avec l'ornement qui s'est appelé serronnière, du nom d'une mattresse de François I. Les semmes plaçaient quelquesois le sermail sur leur poitrine. On en trouve la preuve dans ce passage de Froissart: « il eut pour prix un sermail que madame de Bourgogne prit en sa poitrine. » Le mot fermail s'est conservé dans le blason pour désigner les fermoirs, agrafes, boucles garnies de leurs ardillons, etc.

FERMAILLERS. - Ouvriers qui fabrijuaient les agrafes en cuivre ou en fer. Voy. Corporation.

FERME. - Dans quelques coutumes, on appelalt forme l'affirmation faite par le désendeur en touchant la main du juge: elle s'appelait contre-ferme, quand c'était le demandeur qui portait témoignage.

FERME DES IMPOTS.—Il était d'usage, dans l'ancienne monarcnie, de confier le soin de percevoir les impôts à des financiers qui payaient à l'Etat une somme déterminée beaucoup moins considérable que celle qu'ils extorquaient au peuple. Ce système de ferme des impôts a duré jusqu'à la révolution de 1789. Voy. Im-

PERMES, FERMIERS. — Voy. Agricul-TURE et IMPOTS.

FERMIERS GÉNÉRAUX. — On donnait ce nom aux financiers qui prenaient à bail la ferme des impôts.

FERMOIRS. — Petites agrafes qui servaient à fermer des livres. Les fermoirs du moyen age étaient souvent ornés avec luxe. On leur donnait quelquesois le nom de fermaillets ou fermillets. Depuis un certain nombre d'années, la mode des fermoire a reparu pour les livres d'église.

FERRAGE. — Droit qui se payait aux M. Douët-d'Areq, dans les Cemptes de esgards ou jurés de la draperie d'Amiens pour marquer les étoffes et leur apposer le plomb.

PERRAILLEUR. - Duelliste. Voy. Duel.

FERRONNERIE, FERRONNIERS, FER-RONS. — On appelait autrefois ferrons ou ferronniers les marchands et subricants d'ouvrages en ser. On donnait le nom de ferronnerie au lieu où se sabriquaient et se vendaient les ouvrages de ser. Saint Louis accorda pour Dieu et en aumône aux pauvres ferronniers de Paris une place voisine des Innocents; c'est de là qu'est venu le nom de ferronnerie donné à une rue de ce quartier.

FERRONNIÈRE. — Ornement de tête qui se composait de deux bandelettes rattachées au milieu du front par une pierre précieuse. Il tirait son nom de la belle Ferronnière, maîtresse de François I^{er}.

FERS.—Peine des galères. Voy. PEINES.

FERTÉ. — Ce mot que l'on trouve souvent dans les noms de lieu, a le sens de forteresse: la Ferté-Alais, la Ferté-Bernard, la Ferté-Milon, etc. Il est dérivé du latin barbare firmitas.

FESTINS. - VOY. TABLE.

FÉTAGE. — Droit prélevé sur chaque maison; on écrit aussi faitage. Le mot seus de prenait plus souvent dans le sens de droit de sestin; c'était une redevance stipulée par les baux et par les usages. Certains chapitres avaient droit de sétage.

FÉTE-DIRU OU FÉTE DU SAINT SA-CREMENT. — Cette fête a été instituée, en 1264, par le pape Urbain IV; elle a été confirmée au concile de Vienne en 1311, et par Jean XXII en 1318. On l'appelle aussi fête du corps du Christ et du précieux corps de Dieu. Elle se célèbre avec pompe et par des processions solennelles dans presque toutes les villes de France.

FÊTES. — Les FÊTES ou cérémonies publiques consacrées à la joie tiennent une grande place dans les institutions et les coutumes de la France. Je ne remonterai pas jusqu'aux fêtes des druides; mais en se renfermant dans la France proprement dite, on peut distinguer cinq espèces de fêtes: 1° les fêtes qui ont tout à la fois un caractère religieux et populaire; 2° les fêtes chevaleresques et guerrières; 3° les fêtes exclusivement populaires; 4° les fêtes de cour lorsque la royauté commença à effacer la nation et à l'absorber en elle; 5° les fêtes nationales.

§ 1° Fétes religieuses et populaires.

L'église fut pendant longtemps l'école, le lieu de réunion, en même temps que le temple. Les cérémonies religieuses étaient alors souvent accompagnées d'un appareil théâtral et de représentations scéniques destinés à frapper les sens en même temps que l'esprit, et à rendre en quelque sorte visibles les légendes et les mystères. Nous reviendrons sur ces rites primitifs (voy. RITES ECCLÉSIASTIQUES): mais le peuple ne tards pas à intervenir dans ces cérémonies du culte, et il en résults un mélange de sacré et de profane, et souvent même des scènes scands leuses qui provoquèrent l'indignation des conciles.

Procession de la Féte-Dieu à Aix. La Fête-Dieu d'Aix, dont le cérémonial fut réglé , en 1462, par le bon roi René , offre une image frappante de ces fètes bizarres. La procession s'ouvrait par le guet à pied et à cheval, composé des chevaliers du croissant ; puis venait la croix ; à la suite, Moïse, les Israélites et le veau d'or; Moise cherchait à retenir les Israélites qui adoraient le veau d'or; ceux-ci rejetaient ses exhortations, et en signe de mépris jetaient en l'air un chat qu'ils recevaient avec adresse; c'était ce qu'on appelait le jeu du chat. Une troupe figurant les lépreux ou raz casselors, la reine de Saba et la troupe des diables suivaient les Israélites. Après eux s'avançait le groupe de la heile étoile, composé des rois mages, suivis chacun d'un page; ils portaient les présents destinés à l'enfant Jésus, et exécutaient une pantomime qui amusait le peuple. Les danseurs, les petits diables, Hérode, et des enfants qui figuraient les innocents; des chevaux frinzants, les apôtres et le Christ portant sa croix, formaient la suite du cortége. Chaque apôtre avait son attribut distinctif. Un saint Christophe, mannequin gigantesque, qu'un homme faisait mouvoir. suivait le Christ. A la suite, vensient les batonniers, lanciers et porte-drapeaux richement habillés de soie. Chaque troupe était accompagnée d'un détachement de fusiliers. Les lanciers faisaient l'exercice de la lance; les porte-drapeaux, celui du drapeau; les batonniers, celui du baton orné de rubans, qu'ils faisaient tourner autour du bras, d'un doigt ou du corps. Ils le lançaient à une grande hauteur et le retenaient avec adresse en lui imprimant le même mouvement Ce cortége se terminait par l'abbé de la ville ou de la jeunesse revêtu d'un habit noir et d'un manteau de même couleur; puis le roi de la Basoche vêtu de blanc, ayant un manteau de drap d'argent; entin le lieutenant du prince d'Amour encore plus richement vêtu, avec un cordon bleu, comme le roi

de la Basoche. Ils portaient chacun un gros bouquet, ainsi que le guide du

prince d'Amour.

Le clergé s'avançait ensuite processionnellement. Derrière le dais marchait la mort brandissant sa faux à droite et à gauche, et poussant des cris menacants. Souvent, après la cérémonie, des troupes de farceurs appelés momons ou enfants de Momus parcouraient la ville déguisés en satyres, et lançaient des épigrammes contre les passants. Leurs chansons étaient remplies d'allusions à la chronique

scandaleuse de la ville.

Fétes de la Tarasque, de la Graouilli, de la Gargouille. — Ces travessissements et ces mascarades se retrouvaient dans presque toutes les villes avec le même mélange de sacré et de profane. Les fètes de la Tarasque à Tarascon, de la Graouilli à Metz, du loup vert à Jumiéges, et une foule d'autres avaient le même caractère. A Rouen, se célébrait la fête de la gargouille. D'après la tradition, la gargouille était un monstre qui, nu vii siècle, désolait les environs de Rouen et dont saint Romain avait délivré le pays avec l'assistance d'un meurtrier. Le chapitre, s'appuyant sur une prétendue concession de Dagobert, avait obtenu le droit de délivrer tous les ans un meurtrier. Le jour de l'Ascension, le meurtrier désigné par le chapitre était conduit processionnellementà la place de la vieille tour où il levait la fierte ou châsse de saint Romain. Ce privilege de la fierte a duré jusqu'a la révolution (voy. FLOQUET, Histoire du pri-vilége de la Fierte). Trop souvent ces fêtes dégénéraient en bouffonneries scandaleuses qui avaient pour théâtre l'église elle-même. Telle était la fête de l'ane qui se célébrait dans la cathédrale de Rouen: du Cange en a tiré le cérémonial d'un ancien rituel qui a passe des archives du chapitre métropolitain dans la bibliothè-

que publique de Rouen.
Fête de l'âne.—La fête de l'âne avait lieu le jour de Noël, et tirait son nom de ce que Balaam y paraissait montésur une ànesse: il était accompagné de prêtres représentant les prophètes qui avaient annoncé la naissance du Messie. On voyait aussi près de lui Zacharie, sainte Elisabeth, saint Jean-Baptiste, le prophète Siméon, la sibylle Erythrée et Nabuchodonosor avec les trois enfants de la fournaise. La procession sortait du cloître, et étant entrée dans l'église s'arrètait entre deux rangs de personnes qui figuraient les juits et les gentils. Là on représentait le miracle de la fournaise; Nabuchodonosor parlait ensuite et enfin la sibylle. La cérémonie se terminait par un motet que les pro-

phètes chantaient en chœur. La messe

commençait ensuite.

A Beauvais, la fête de l'âne, dont le cérémonial a été également publié par du Cange, avait un caractère encore plus burlesque. Elle se célébrait le 14 janvier de chaque année, et avait pour but de retracer la suite de la sainte Vierge en Egypte avec l'enfant Jesus. On choisissait, pour représenter la Vierge, la jeune fille la plus belle de la ville. Elle montait un âne richement enharnaché, portait dans ses bras un enfant, et était suivie de l'évêque et de tout le clergé. La procession se rendait de la cathédrale à l'église Saint-Étienne. La jeune fille entrait dans le sanctuaire, et se plaçait près de l'autel du côté de l'E vangile; aussitôt la messe commençait. L'intrott, le kyrie, le gloria, le credo se terminaient par une initation du cri de l'ane, et, à la fin de la messe, le prêtre, au lieu de dire: Ite, missa est, chantait trois fois: Hin-han, hin-han, hin-han. On aurait peine à croire que de pareilles extravagances aient souillé l'Eglise, si les rituels du temps n'avaient été conservés. Du Cange en a encore tiré la prose que l'on chantait à la messe. C'est un mélange burlesque de latin et de français :

Orientis partibus Adventavit asinus Pulcher et fortissimus Sareinis aptissimus

Hez, sire asne, chantes, Belle bouche rechignes. Vous aurez du foin assez, Et de l'avoine à plantes. (en abondance), etc.

Féte des fous. — La féte des fous, que l'on appeluit aussi seie des calendes, et en France, selon du Cange, sete des sous-diacres, se célébrait le jour de l'Epiphanie. Les prêtres et les clercs s'assemblaient, élisaient un pape ou un évêque, et, travestis en femmes ou en animaux, le conduisaient à l'église où ils entraient en dansant et chantant. On mangeait dans l'église et jusque sur l'autel; et on se livrait à des jeux et des farces indécentes. A Viviers, la fête des fous commençait par l'élection d'un abbé du clergé: c'étaient les clercs inférieurs qui le nommaient. L'abbé élu et le Te Deum chanté, on portait l'abbé sur les épaules dans une maison où le chapitre était assemble et où l'on avait préparé une ample collation. Alors chanoines et clercs inférieurs chantaient alternativement des phrases latines sans aucune suite. Tous les jours de l'octave étaient marqués par des processions grotesques. Le jour de Saint-Étienne, l'évêque des fous, après s'être revetu de ses habits pontificaux, portant chape, mitré et crossé, suivi de son aumônier aussi en chape, venait s'asseoir dans la chaire épiscopale. Ce personnage,

différent de l'abbé des fous, recevait les homneurs dus au véritable évêque. A la fin de l'effice, l'aumônier criait : Silence, silence (silete, silete, silentium habete). Le chour répondait : Deo gratiae. L'évêque des fous, après avoir dit l'adjutorium, domnait la bénédiction, et alors l'aumônier pronençait une formule en latin barbare par laquelle il accordait les prétendues indulgences de monseigneur. En vuici le sens : De par monseigneur l'evéque, que Dieu vous donne un fort grand mai au sois avec une pleine pannerée de pardons, etc. La formule variait. Le secand, jour, l'aumônier disait au peuple: Monseigneur, qui est ici présent, vous danne vingt pannerées de mal de denis et ajeuse aux autres présents qu'il vous a faits, celui d'une queue de rosse.

Ges farces scandaleuses excitèrent de **bonne heure** l'indignation des membres é**clairés** du clergé. Au xit siècle, l'évêque de Paria, Maurice de Sully, défendit, sous peine d'excommunication, de célébrer la sets des sous. Un concile de Paris, tenu en 4242, fit la même défense. Néanmoins la fâte des fous avait encore lieu dans un grand nombre de diocèses pendant les xive et xve siècles. Un synode de Langres la condamna encore en 1404 et le concile de Bale en 1435. En 1444, les docteurs de la faculté de théologie de Paris adressèrent une circulaire à tons les prélats de France pour l'abolition de cette coutume. Mais les prohibitions des synodes de Sens en 1528 et de Lyon en 1566 prouvent qu'elle durait encore au xvi siècle. La lutte contre les protestants et la nécessité pour l'Église de se réformer en face de pareils adversaires, firent définitivement disparaître uss traces du paganisme.

Fête des Innocents. — La séte des Innocents n'était pas sans analogie avec celle des sons. Les enfants de chœur se réunissaient dans l'église la veille et le jour de la fête des innocents. L'un d'eux était nommé évêque et officiait pontificalement. Cette parodie avait, dans quelques couvents, un caractère plus in-décent. Gabriel Naudé, dans une lettre ecrite à Gassendi, raconte qu'à Antibes, dans le couvent des franciscains, le gardien et les prêtres n'allaient point au chœur le jour des Innocents. Les frères lais, qui faisaient les quêtes et travaillaient à la cuisine et au jardin, occupaient ce jour-là les places des prêtres dans l'église et célébraient l'office avec mille extravagances. Ils se revetaient d'ornements sacerdotaux déchirés et tournés à l'envers, ils tenaient leurs livres à rebours, et faisaient semblant de lire avec

une écorce d'orange; ils ne chantaient ni hymnes ni psaumes, ni messe; mais ils marmottaient des mots confus et pos saient des cris affreux. Ces farces indécentes avaient encore heu au xvv siècle.

Les fêtes de cette nauve étaient anélèes de chants, qui renfermaient souvent des attaques sanglantes contre les personnes. Les satires des cosnards de Rouen et d'Evreux, des momons d'Aix et de bien d'antres corporations en fournissent la p**rony**e. Tels étaient aussi les poëmes des ciercs ribands on grouillards, qui pertaient la tonsure ecclésiastique et parcouraient les villes et les campagnes composant des chansons pour ceux qui leur dounaient à boire. Les conciles condamnèrent ces puétes nomades et ordennérent qu'ils auraient la tête entièrement made, parce qu'ils déshonoraient la tonsure. Ces couplets satiriques ou bachiques présentaient parfois un mélange de latin et de français que l'on trouve entre autres dans la prese de l'ane (voy. plus haut Féts de l'ans); on les appelait épitres forcies. A la messe des fous, pendant que le sous-discre chantait l'épitre en latin, deux cieros la traduisaient au peuple sur un ton particulier. Jusqu'au xviii siècle l'usage des épitres farcies s'était conservé dans quelques églises et notamment dans le diocèse

Travestissements dans les églines.—Les travestissements et les mascarades avaient aussi souillé les églises. Le pape Innocent III était obligé de les prohiber sévèrement au commencement du rius siècle. « On donne quelquefois dans les églises, écrivait ce pape, des spectacles et des jeux de théatre, et non-seulement on introduit dans les spectacles des masques, mais, dans certaines fêtes, des prêtres, des diacres et des sous-diacres se livrent à ces bouffonneries. » Bannies de l'église, les mascarades se réfugièrent dans les cours. On sait combien un de ces travestissements faillit être fatal à Charles VI. Déguisé en satyre, il fut sur le point d'être brûlé vit comme plusieurs de ses compagnons et ne dut son salut qu'à la duchesse de Berry sa tante qui ét uffa les flammes en l'enveloppant de son manteau. Le carnaval, dérivé, dit-on, de carn-d-val, chair s'en va, était place comme maintenant à l'entrée du carème et rappelait les saturnales de l'antiquité L'usage des mascarades et des travestissements est parvennjusqu'à nous. Mais aujourd'hui les masques étalent moins leurs bouffonneries dans les rues et sur les places publiques; elles se concentrent presque entièrement dans les bals publics. Il est cedes lunettes, qui, au lieu de verres, avaient pendant resté des anciens divertissements

du cernavel le procession du bauf gras, où l'on voit chaque année reperatire le contége des divinités mythologiques.

Procession du bauf gras. — Cette étrange cérémonie puraît remanter jus-qu'au pagnoisme. Alexander Alexandri, dans son traité des jours de fêtes Geniglium dierum lib. VI), prétend que la procession du bouf gras se rattache aux anciennes cérémonies druidiques. Il raconte que les druides promenuient par les villes des victimes humaines à peu près vers d'époque où a lieu la procession du banf gras, et il ajoute que, le peuple tenant beaucoup à ces usages, on substitua un hœuf gras aux victimes humaines, lorsque le christianisme eut aboli ces odieux sacrifices Quoi qu'il en soit de l'origine de cette cérémonie, on la retrouve à des époques fort unciennes à peu près telle qu'elle a encure lieu de nos jours. Dans plusieurs villes de province, on appelle le hœuf gran bæuf wille, parce qu'on le promène par la ville. M. Leber a inséré dans son Remeil des meilleures dissertations sur l'histoire de France (t. U., p. 186 et suiv.), un récit de la procession du beuf gree en 1739. « Je wie, dit l'auteur, cette cérémonie faite par les garcons bouchers de Paris. Ils n'attendirent pas, cette année, le jour ordinaire pour faire leur fète du bœut gras : dès le mercredi matin, veille du jeudi gras, ils se rassemblèrent et premenèrent par la ville un bœuf qui avait sur la tête, an lieu d'aigrette, une grosse branche de laurier-cerise, et il était couvert d'un tapis qui lui servait de housse. Le jeune roi de la fête,, qui était monté sur le hœuf gras, avait un grand ruban bleu passé en écharpe, tenuit d'une main un sceptre doré, et de l'autre une épée nue. Les garcons bouchers qui l'accompagnaient, environ au nombre de quinze, étaient tous vêtus de corneis rouges, avec des irousses blanches, ayant sur la tête une espèce de turban ou toque rouge bordée de blanc. Deux d'entre eux tenaient le bœuf par les cornes, et le conduisaient; plusieurs avaient des violons, fifres et tambours; les autres portaient des bâtons. Ils allèrent en cet équipage en différents quartiers de Paris, et principalement à l'hôtel du bailliage, chez M le premier président, pour lui donner une aubade. Comme le du parlement était encore à la grand'chambre, les bouchers prirent le parti de l'aller attendré sur son passage; et pour cela ils firent monter le bœuf par l'escalier de la Sainte-Chapelle, et vinrent dans la grande salle du palais jusqu'à la porte du parquet des huissiers de la grand'chambre. Lorsque le premier pre-

passage, et le saluèrent en haie sur son passage, et le saluèrent au son de leurs instruments. Pendant cette aubade, ils avaient éloigné le bœuf gras vers le passage des Enquêtes, et, après que ce magistrat fut passé, ils se promeuèrent avec le bœuf dans plusieurs salles du palais, et le tirent descendre enfin par l'escalier de la cour neuve, du côté de la place Dauphine, et ils continuèrent leur uérémonie dans Paris. On n'avait point encure vu le bœuf gras dans les salles du palais, lesquelles sont au moins à la hauteur d'un premier étage; et on aurait peine à le croire, si un grand nombre de personnes n'avaient vu ce spectacle singulier.»

§ II. Fêtes chevaleresques. — Les fêtes chevaleresques consistaient principalement en tournois, pas d'armes, carrousels, courses de bagues (voy. Baque et Tournois).

Sill. Fêtes populaires. — La plupart des villes avaient leurs fêtes populaires, qui, au milieu de la diversité des usages, avaient presque toujours un même but : unir plus étroitement les habitants d'une ville ou d'une contrée, les exercer aux jeux d'adresse, célébrer les principales époques de l'année, et quelquefois rappeler des souvenirs patriotiques. Plusieurs de ces usages, enracinés dans les localités et fondés sur d'anciennes traditions, out résisté aux révolutions politiques. Les fouc de la Saint-Jeun et les danses qui les accompagnent, remoutent probablement jusqu'au paganisme, et sont un reste du cuite du feu et du soleil.

Feu de la Saint-Jean à Paris. — A Paris, le feu de la Saint-Jean avait un caractère solennel. Le 22 juin, les trois compagnies des archers, gardes de l'hôtel de ville de Paris, infanterie et cavalerie, l'état-major et un officier à leur tête, allaient, au nom de messieurs de l'hôtel de ville, faire sempness au chancelier, au gouverneur de Paris, aux présidents des cours souveraines, etc., d'assister au feu de la Saint-Jean. Le lendemain, 23 juin, vers les sept à huit heures du soir, le gouverneur de Paris, ou, en son absence, les prévôt des marchands, échevins, procureur du roi, greffier et receveur de l'hôtel de ville, avec des guirlandes de fleurs en baudrier, faisaient trois fois le tour de la place de Grève, puis mettaient le seu au bûcher. On tiruit ensuite un seu d'artifice sur la même place.

Fetes de la moisson et des vendanges.

— Les fétes de la moisson se célèbrent dans la plupart des villages par des chants et des danses. Les vendanges surtout ont été. de wat temps accem-

pagnées de plaisirs bruyants. On voit par Grégoire de Tours que les Gaulois promenaient à cette époque une image de Cybèle. Aujourd'hui encore, dans quel-ques contrées viticoles de la France, ls statue du patron, ornée de pampres et de raisins, ouvre processionnellement les fetes de la vendange Les vendanueurs, hommes et semmes, se réunissent ensuite au pied du coteau Le ches de la troupe entonne une chanson dont le refrain se répète en chœur. La chanson, sux joyeux refrains, continue à mesure que la troupe des vendangeurs gravit le coteau, et le travail, sans être interrompu, est égayé et animé par des chants et par les plaisanteries traditionnelles. Le suir, a peine a-t-on soupe, que commencent les danses en rond, les chansons joyeuses, les quolibets qu'autorise la guiete des vendanges. Les fêtes ne se terminent pas sans que l'on ait barbouillé de lie quelqu'un des vendangeurs.

Chaque partie de la France avait et a encore aujourd'hui ses traditions et ses fètes populaires. Les décrire toutes entrainerait dans des détails infinis. Je n'en

puis rappeler que quelques-nnes

Course du cheval de Saint-Victor ou guet de Saint-Lazare. — A Murseille, on célébrait tous les ans la course du héval de Saint-Victor ou guet de Saint-Lazare. La veille de la fète de Saint-Victor, on nommait un gentilho ume, originaire de Marseille, pour porter à cheval la ban-nière de saint Victor, que, de temps immémorial, on conservait dans l'abbaye du même nom. Ce gentilhomme commandait ordinairement le guet de Saint-Lazare, institué pour la garde de la ville pendant ces sètes qui y attiraient un nombre prodigieux d'etrangers. Il partait, monté sur un superbe cheval, environné de donze pages avec des flambeaux, et accompagné de la principale noblesse du Pays, divisée en plusieurs quadrilles distingués par leurs couleurs. Chaque gentilhomme était éclairé par deux flambeaux de cire blanche portes par deux pages. Les capitaines des quartiers de la ville précedaient la cavalcade à la tête de leurs compagnies. Le capitaine de Saint-Victor, les che's de brigades et les quatre capitaines de la ville s'arrètaient souvent pendant la marche devant la fenêtre des dames pour montrer leur adresse et faire caracoler leurs chevaux Toutes les maisons étaient illuminées, ornées de tapis et de guirlandes de fieurs; les rues étaient jonchées de verdure. Le lendemain, jour de la sête de Saint-Victor, le capitaine se rendait à l'abbaye,

où il communiait; et, après avoir reçu la bénédiction de l'abbé, il montait à cheval, portant son étendard, et parcourait toute la ville. Ensuite, passant par un large pont de bateaux dressé exprès, il revenaît à l'abbaye, où les religieux de Saint-Victor, revêtus de chapes, commencaient une procession, pendant laquelle la chasse du saint était portée par douze diacres en aubes et en dalmatiques. Le capitaine devançait la chasse; les religieux suivaient, et la marche était fermée par les consuls, gouverneurs de Marseille, en robes rouges, accompagnés des capitaines et de tout le corps de ville. Tant que durait la procession, toutes les cloches sonnaient, musique ne cessait de retentir, et l'on faisait plusieurs décharges d'artillerie. En certains endroits, on s'arrêtait pour chanter en musique des hymnes et des antiennes en l'honneur de saint Victor. La joie éclatait dans toute la ville, et les dames jetaient continuellement des fleurs par les fenètres. Enfin, la procession rentrait dans l'abbuye, où l'on servait un repas splendide au capitaine de l'étendard et aux principaux personnages de la cavalcade. Après le diner, on chantait les vêpres, et l'on entendait le panégyrique du saint martyr; ce qui terminait la cérémonie. Cette fête fut abolie en 1610; il n'en resta aux xviie et xviiie siècles qu'une parodie. Un valet de ville, travesti en cavalier, par-courait Marseille la veille de la fête de Saint-Victor, et amnsait le peuple par des farces grotesques.

Branle de Saint-Elme. — Marseille avait encore une sête populaire appelée le branle de Saint-Elme. La veille de Saint-Lazare, un certain nombre de jeunes filles et de jeunes garçons représentaient les dieux de la fable et les diverses nations. Cette troupe se promenait dans toute la ville en exécutant des danses.

Chevauchée de l'âne. — A Lyon, la chevauchée de l'âne se célébrait en grande pompe au mois de novembre Cette procession burlesque était dirigée principalement contre les maris qui se laissaient battre par leurs femmes. On en trouvera une description dans le Recueil des meilleures dissertations sur l'histoire de France, par M. Leber, t. II, p. 150 et suiv

Bravade.— A Aix en Provence, la veille de la Saint-Jean, avait lieu la fête de la Bravade. L'origine de cette cérémonie remontait, dit-on, à l'année 1256, époque où Charles d'Anjou, comte de Provence, revint de la terre sainte. Un oiseau, exposé dans un champ, devenait le but des

plus habiles tireurs. Cet oiseau était un perroquet réel ou peint, qu'on appelait pape-gai, c'est-à-dire pere-gai ou ba-vard. Celui qui abattait le pape-gai avec l'arbalète ou le fusil suivant les époques, était proclamé par les magistrats, roi de la sête. Il nommait des officiers qui levaient trois compagnies de mousquetaires, et tous ensemble se rendaient sur la place où le parlement venait en grande pompe allumer le feu de la Saint-Jean.

Dücasses flamandes.—En Flandre et en général dans la France septentrionale, on appelle ducasses les fêtes populaires. On les retrouve dans toutes les villes. Une des plus célèbres est la ducasse de Douai où paraissent des mannequins gigan-tesques sous le nom de Gayant et sa famille. Chaque année, le dimanche le plus voisin du 6 juin, un mannequin d'osier surmonté d'une tête en bois sculptée et peinte, est promené dans les rues de la ville. La hauteur de ce mannequin est de vingt à trente pieds; il porte une armure du moyen âge et est mû par plusieurs hommes que cache sa cotte de mailles. Il parcourt les rues la lance au poing et armé de toutes pièces. Sa femme haute de vingt pieds et ses trois enfants Jacot, Fillion et Binbin l'accompagnent. Un bouffon, appelé le fou des canonniers, gambade près de Gayant. La roue de la fortune vient ensuite, puis des chars de triomphe. Quel est le sens de cette sête qui se célèbre toujours avec grande pompe? Gayant n'a jamais été un personnage historique. La légende populaire en fait un béros national qui aurait délivré la ville des Sarvasins. Il semble qu'elle ait voulu représenter Gayant comme une personnification du patriotisme dousisien d'autant plus grande et extraordinaire qu'elle échappe à toute application historique. A Lille se célébrait la fête de l'épinette (voy ÉPINETTE).

Funambules; fontaines de vin; feux d'artifice; représentations théâtrales mélées aux fêtes publiques. — Les fêtes publiques étaient et sont encore accompagnées de feux de joie et de speciacles de funambules ou danseurs de corde. Dès 1237, des funambules jouaient un rôle dans les festins royaux. Il y en avait à l'en-trée de Charles VI à Paris, en 1389. Les fontaines qui jetaient vin et hypocras figurent également dans les fêtes des xive et xve siècles. Les feux d'artifice sont d'une époque plus récente. Intro-duits au xvi siècle par les Italiens, ils ont été depuis cette époque une partie essentielle des fètes publiques. Les feux d'artifice les plus célèbres furent celui de 1606 donné par Sully dans la plaine de

Fontainebleau; celui de 1612 à l'arsenal; un autre la même année, sur la Seine, pour la fête de la Saint - Louis ; celui de 1660 sur la même rivière, lorsque Louis XIV rentra à Paris après son mariage; celui de 1739 à l'occasion de la

paix, etc.

Les représentations théâtrales ont aussi fait partie quelquesois des réjouissances publiques. Les riches gaulois, à l'époque de la domination romaine, donnaient des combats de gladiateurs. Posidonius parle de Gaulois habiles dans l'art de l'escrime qui avaient soin de se ménager dans ces luttes. « Cependant, ajoute-t-il, ils se blessaient quelquesois et alors ils en-traient en sureur et s'acharnaient l'un contre l'autre. » On donnait aussi, dans certaines circonstances, le speciacle de combats d'animaux. Les combats de coqs étaient fort anciens du Cange, v° Duellum gallorum), et ils etaient encore usités au xviile siècle Mercure de France, ann. 1735. p. 264). Les représentations gratuites, que dans certaines fêtes on a substituées à ces divertissements grossiers, ont eu l'avantage de développer l'intelligence en même temps qu'ils frappaient et charmaient les

yeux (voy Theathe).

§ IV. Féles de cour. — Depuis le xvi siècle jusqu'à la révolution française, les setes publiques ont pris un nouveau caractère. Elles ont eu plus d'élégance, et ont consisté moins exclusivement dans les spectacles extérieurs. La cour. qui absorbait tous les interêts et la vie nationale presque entière, emprunta à l'Italie quelque chose de ces ingénieux divertissements et méla les plaisirs de l'esprit aux jeux chevaleresques. Les Valois assistaient à ces sètes au milieu des guerres civiles. La cour de Catherine de Médicis ressemblait, comme on l'a dit du xvi• siècle tout entier, à une robe d'or et de soie tachée de boue et de sang. Un contemporain, Michel de Castelnau, acteur dans quelques-unes de ces fêtes, nous en a conservé la description (livre V de ses Mémoires): « La reine mère, dit-il, fit de très-rares et excellents festins accompagnés d'une parfaite musique par des sirènes fort bien représentées ès canaux du jardin de Fontainebleau, avec plusieurs autres gentilles et agréables inventions pour l'amour et pour les armes. Il y eut aussi un fort beau combat de douze Grecs et de douze Troyens, lesquels avaient de longtemps une grande dispute pour l'amour et sur la beauté d'une dame, et n'ayant encore pu trouver l'occasion de combattre pour cette querelle, laquelle ils désiraient de terminer en présence de grands princes, seigneurs, chevaliers et belles dames

pour être témoins et juges de la victoire, et sachant qu'en ce festin il y avait des personnes de ces qualités, pour décider ce point dignement, ils envoyèrent demander le combat au roi par des hérauts d'armes, accompagnés aussi de très excellentes voix, qui présentèrent et récitèrent les cartels et plusieurs belles poésies avec les nome et actes beiliqueux desdifs Grecs et Troyens qui devaient combattre avec des dards et grands pavois (boucliers), oh étaient dépointes les devises de chaque combatant. J'étais de ce combat sous le nom d'un chevalier nommé Glaucus, of semblablement d'une tragi - comédie que la reine mère du roi fit jouer en son festin, la plus belle et aussi bien et artistement représentée que l'on pourrait ima**giner, de la**quelle le duc d'Anjou, à présent roi (Heari III), voniut être, et aveclui Marguerite de France, sa sœur, à présent reine de Navarre, et plusieurs princes et princesses, comme le prince de Condé, Henri de Lorraine (duc de Guise), la duchesse de Nevers, la duchesse d'Uzès, le duc de Reiz, Villequier et quelques autres seigneurs de la cour; et, après la comédie qui fut admirée d'un chacun, je fue choisi pour réciter en la grande salle devant le roi le fruit qui se peut tirer des tragédies. es quelles sont représentées les actions des empereurs, rois, princes, bergers et toutes sortes de gens qui vivent en la terre, le theatre commun du monde, où les hommes sont les acteurs, et où la fortune est bien souvent maîtresse de la scène et de la vie. Car tel qui représente aujourd'hui le personnage d'un grand prince, demain joue celui d'un bouffon, aussi bien sur le grand théatre que sur le petit. Le lendemain, pour clore le pas à tous ces plaisirs, le roi et le duc son frère se promenant au jardin aperçurent une grande tour enchantée, en laquelle étaient détenues plusieurs belles dames, gardées par des furies infernales, de laquelle tour deux géants d'admirable grandeur étaient les portiers, qui ne pouvaient être vaincus ni les enchantements défaits que par deux grands princes de la plus noble et illustre maison du monde. Lors le roi et le duc son frère, après s'être armés secrètement, allèrent combattre les deux géants qu'ils vainquirent, et de là entrèrent en ladite tour, où ils firent quelques autres combats dont ils remportèrent aussida victoire et mirent fin aux enchantements, délivrèrent les dames et les tirèrent de là, et su même temps la tour artificiellement faite devint toute en feu. » Ce mélange de fécrie, de plaisirs intellec-tuels et de jeux chevaleresques peint parfaitement une cour italienne qui réunis-

sait les traditions du moyen âge et les souvenirs de l'antiquité, comme le Tasse imitait Virgile en chantant la chevalerie et les croisades.

Le xwis siècle et principalement le règne de Louis XIV surpassèrent encore cette magnificence ingénieuse. On peut lire dans les Archives curiouses de l'histoire de France (2º série, X, 181 et suiv:), la description des fêtes de Louis XIV. Un des principaux charmes de ces lêtes et certainement le plus grand aux yeux de la postérité était la représentation des pièces dramatiques composées par Molière et par Quinault pour cette cour aussi spirituelle

que magnifique.

Je me bornerai au récit d'une sête de Chantilly, donnée au dauphin (acut 1688) par le prince de Condé et décrite par Le Grand d'Aussy Vie privée des Français). «Le dauphin devait arriver au château par la forêt; ce fut par la forêt même que le prince prépara la première surprise agrésble qu'il pouvait lui procurer. Il choisit pour cet effet le carrefour nommé la Table, qui offrait à la vue douze routes différentes percées dans la forêt. Là fut construite, d'après la forme du carrefour, une feuillée, large de quarante-cinq pieds, élevée sur une estrade de cinq pieds et accompagnée de douze portiques qui aboutissaient chacun à l'une des douze routes. Des sestons de seuillages et de fleurs ornaient les portiques. La feuillée avait son dome, son cintre, ses pilastres et ses appuis en verdure. On y montait par quatre escaliers de douze pieds de large avec une balustrade de chaque côté. La balustrade était formée de branches de genévrier et elle régnait tout autour du berceau. Au milieu de cet édifice se trouvait la table qui devait servir au diner préparé pour le dauphin. Elle était ronde, et, du centre de sa circonférence, s'élevait une grande corbeille d'argent, garnie de fruits et de fleurs, et supportée par douze consoles à jour, de vermeil doré. Chacune de ces consoles portait en outre deux petites corbeilles d'argent remplies de fruits. Chacune d'elles répondait à l'une des douze arcades des portiques, et toutes se tensient entre elles par des guirlandes de fleurs. Au reste, quoique ces divers ornements semblassent, par leur élévation, devoir former un massif, ils n'empêchaient néanmoins aucunement la vue, parce que tous étaient à jour. Quand le dauphin fut à une certaine distance du berceau, on entendit dans la forêt une symphonie de timbales et de. trompettes. Le but principal de cette musique était d'avertir de l'arrivée du prince les officiers préposés au service de la

table, et, en effet, quoiqu'ils eussent cent vingt plats à servir, tant en rôti qu'en entiemets chauds, tout se trouva pret, quand le dauphin parut. Il s'assit pour diner. Ce service fut relevé par un autre composé d'entremets froids, puis celui-ci par un troisième composé de fruits. Tous deux avaient le même nombre de plats que le premier. Mais le troisième service offrait encore, outre les cent vingt assiettes de fruits, une quantité de jolies corbeilles, les unes ovales, les autres en losange, et toutes remplies de liqueurs et de glaces. Le diner fut égayé par les trompettes et les timbales qui jouèrent sans interruption. Cependant, afin d'adoucir par l'éloignement ce bruit de guerre, on les avait placées à quelque distance dans la forêt, et d'ailleurs elles se turent au dessert, pour laisser entendre une musique de hauthois, de flûces, de musettes et d'autres instruments champêtres plus mélodicux et plus doux. Cette symphonie nouvelle semblait annoncer un nouveau speciacle. En effet, à un demi-quart de lieue de distance, dans l'avenue vis-à-vis de laquelle le prince était assis on vit paraître tout à coup une centaine de faunes, d'egipans, de sylvains, de satyres et autres divinités des bois. A leur tête était le dieu Pan, représenté par Lulli qui les conduisait en frappant la mesure avec un thyrse. Ils marchaient sur trois lignes et s'avancèrent ainsi vers la feuillée, les uns jouant des instruments, les autres au nombre de cinquante et un portant sur la tête des corbeilles pleines de fruits artificiels. Mais ce qui surprit davantage fut vingt et un personnages de la troupe, danseurs de profession, qui arrivèrent par pelotons, armés de massues et montés sur les épaules les uns des autres. Ces différents groupes offraient aux yeux un spectacle singulier et pittoresque, et quoique nécessairement la gêne fatigante d'une pareille position et la fluctuation inévitable d'une si longue marche dussent déranger leurs attitudes, cependant ils les conservèrent jusqu'au berceau de feuillage. Là les musiciens qui jousient des instruments se rangèrent le long de l'escalier, et les danseurs se dégroupant commencerent un ballet, auquel se joignirent ensuite les cinquante et un personnages chargés de corbeilles. Après cette danse générale, tous entrèrent dans la feuillée, comme pour se donner le plaisir de connaître et d'admirer le fils du grand roi. A sa vue, ils exprimèrent leurs transports par une danse nouveile; puis ils rentrèrent dans la forêt, mais par une autre route et toujours au son des instru-

couchés cà et là différents piqueurs qui paraissaient endormis. Les satyres et les pana, pour troubler leur sommeil, se mirent à chanter tous ensemble ces paroles connues, que le même Lulli, en 1664, avait mises en musique pour les fêtes de Versailles et qui avaient fait l'ouverture de la comedie de Molière intitulée la Princesse d'Elide! holà ko, debout, debout, Lyciscas, debout, etc. Les piqueurs éveillés par le bruit se levèrent en grondant; mais à peine furent-ils sur leurs pieds qu'on entendit sonner du cor et qu'un cerf, lancé près de la feuillés, passa sous les yeux du prince, comme par hasard. Cette vue excita en lui, dit le narrateur, un mouvement involontaire. Il s'écria: Oh! si j'avais des chiens, et à l'instant même une meute de chiens. comme par magie, traversa la route et s'élança sur les traces du cerf. Le prince ajoutant qu'il voudrait avoir un cheval pour les suivre, des chevaux parurent, non-seulement pour lui, mais pour tous ceux qui avaient eu l'honneur de diner avec lui dans le berceau. Tous le suivirent, et alors commença la chasse qu'on avait préparée. » Ces fètes, comme le dit avec raison Le Grand d'Aussy, rappellent les enchantements magiques des Mille et une Nuits produits par la baguette de quelque fée puissante; mais elles n'étaient destinées qu'à un petit nombre de spectateurs, et coûtaient à la France des sommes énormes. Les fêtes ne commencèrent à devenir réellement nationales qu'a l'époque de la révolution.

S V. Fètes nationales. — Une des premières, des plus spiendides et des plus pures fètes nationales, fut la fédération (voy. ce mot). Les Français s'unissaient pour défendre la liberté et la patrie. L'anarchie, les violences, la guerre civile et les supplices n'avaient point souillé l'émancipation du peuple, lorsque les représentants des départements. l'assemblée nationale et le roi se réunirent au Champ de Mars (14 juillet 1700). Soixante mille fédérés assistaient à cette cérémonie, et plus de quatre cent mille spectateurs couvraient les terrasses latérales. Au milieu du Champ de Mars s'élevait l'autel de la patrie où l'on montait par vingt-cinq gradins. Trois cents prê-tres, revêtus d'aubes blanches et d'écharpes tricolores, assistaient l'évêque d'Autun qui officiait. La musique et le canon accompagnaient les chants du chœur. L'office divin terminé, La Fayette recut du roi la formule du serment, et la porta sur l'autel. Le général, l'armée, le président, l'assemblée et le roi juréments. Dans cette nouvelle avenue étaient rent ensufie d'exécuter la constitution

qui serait votée par l'assemblée natio-nale et sanctionnée par le roi. Les témoins de cette scène imposante attestent que l'enthousiasme était général. Au bruit des canons et de la musique militaire, au son des tambours, les gardes nationaux agitaient leurs basonnettes, leurs bonnets, leurs épèes avec un fré-missement electrique; des acciamations retentissaient de toutes parts. La joie et l'espérance étaient universelles. Des danses sur les ruines de la Bastille, un festin qui réunissait vingt-quatre mille convives, des bals populaires manifestaient l'élan du peuple et de la nation, aspirant à une ère de liberté et d'ordre, de prospérité et de grandeur. Malheureusement les divisions intestines, la lutte du roi et de l'assemblée, l'émigration troublèrent bientôt cette harmonie, et dissipèrent les illusions. La seconde fète de la fédération (14 juillet 1791) avait déjà un caractère menaçant; on y brûla les insignes des puissances déchues. La haine avait succédé à la concorde.

La Convention multiplia les fêtes nationales, mais sans pouvoir ranimer l'enthousiasme de la première féderation. Un mélange bizarre de paganisme symbolique, de souvenirs grecs et romains, de manifestations hainenses contre la royauté et les anciennes classes privilégiées, donnèrent à ces fêtes un aspect étrange et sinistre. Ce n'était pas là l'expression du génie français. Les fêtes extravagantes du culte de la raison (voy. RAISON, culte de la) étaient encore bien plus loin de présenter le caractère de fêtes nationales. La fête des victoires, à l'occasion de la reprise de Toulon, rappelait du moins la gloire des armées françaises; elles étaient représentées par quatorze chars remplis d'invalides et de blessés. La fête de l'Etre suprême sut célébrée le 9 juin 1794 (20 prairial an 11). La Convention nationale se rendit dans un appareil solennel au jardin des Tuileries, et Robespierre mit le seu à des figures allegoriques qui représentaient l'Atheisme, l'Ambition, l'Égoisme, la fausse Simplicité. La statue de la Sagresse apparut alors au milieu de la fumée, et sui saluée d'acclamations. Robespierre prononça ensuite un discours, et l'assemblée se dirigea vers le Champ de Mars. Un char de forme antique, trainé par quatre taureaux, portait les emblèmes de l'agriculture. Arrivée au Champ de Mars, l'assemblée prit place au sommet d'une montagne artificielle; plus de deux mille musiciens chantèrent des hymnes de Marie-Joseph Chénier,

mis en musique par Méhal, Chérabini, etc. La ceremonie se termina par le serment des jeunes républicains qui juralent devant les vieillards de mourir pour la patrie. C'étaient toujours des réminiscences plus ou moins exactes de Sparte et d'Athènes que l'on donnait pour des sêtes nationales. Le culte de l'Etre suprême ne dura pas plus que le culte de la Raison. En 1796 (29 mai), la séte de la jeunesse, et dans la suite les sétes de l'agriculture, de la bienfaisance, des bons ménages, de la souveraineté du peuple, etc., présentèrent le même caractère. Elles disparurent avec la république. On a tenté de les faire revivre en 1848, oh l'on a célébré des sètes en l'honneur de l'agriculture et de l'industrie; mais ces allégories n'ont pas mieux réussi que sous la première république. Une fête nationale ne fait que rappeler et développer des sentiments qui sont déjà dans le cœur de la nation; elle les traduit et les rend vivants; elle excite le patriotisme par de grands souvenirs. A ce point de vue, on peut regar-der comme une véritable tête de la France la granslation des cendres de Napoléon aux invalides, en 1840 (8-14 décembre). L'émotion profonde et l'enthousiusme sincère d'une foule immense attestèrent que c'était la un évenement national. La constitution de 1852 a établi une fête nationale qui doit être célébrée le 15 août de chaque année.

FEU CROISSANT et FEU VACANT. Termes de coutumes; ils désignaient le droit d'une gerbe de froment, que les hommes de mainmorte ou affranchis devaient au seigneur dans quelques cantons de la Bresse. L'origine de ces expressions seu croissant et seu vacant est sort obscure et sort incertaine. Le sentiment de Philibert Chollet, dans son commentaire sur les statuts de Savoie, est que ces mots signifient la vie d'un homme qui est sujet à cette redevance depuis sa naissance jusqu'à sa mort. Il dit encore que par ces mots feu croissant, on marque que ceux qui demeurent dans le pays et qui augmentent le nombre des habitants et des feux sont sujets à cette redevance, et que ceux qui vont demeurer ailleurs, et par là font feu vacant, n'en sont pas exempts.

FEU D'ARTIFICE. — Voy. FÊTES, SIII. FEU GRÉGEOIS. — Le seu grégeois ou grec sui inventé vers 668 ou 670, par le Syrien Callinique, sous le règne de Constantin Pogonat. Les Grecs s'en servirent d'abord pour repouser les Arabes qui assiégeaient Constantinople. Mais dans

la suite les Arabes s'emparèrent de cette invention, et en firent un usage terrible contre les croisés français On prétend que c'était un composé de naphte, de soufre et de bitume. Ce qui est certain, c'est qu'il avait la propriété de brûler dans l'eau, et y puisait même de nou-velles forces. Ce fut principalement dans les expéditions de saint Louis que les croisés eurent à souffrir du feu grégeois. Les Arabes lançaient ce feu au moyen d'une machine qui ressemblant à un mornier; il traversait l'air comme un globe de seu, laissant après soi une trainée lumineuse, et causait d'effroyables ravages partout où il tombait. Du Cange, dans ses Observations sur Joinville, a traité de la nature et des effets du feu grége018.

FEUDATAIRE. — Vassal qui tenait une seigneurie ou un droit en fief, et dépendait d'un seigneur dominant. Voy. FÉODALITÉ.

FEUDISTE. — Les feudistes étaient les jurisconsultes versés dans la connaissance des lois feodales.

FEUILLANTINES. — On donnait ce nom, vers 1646, a des chansons satiriques qu'avait provoquées l'emprisonnement d'une femme aux Feuillantines. Tallemant des Réaux cite la chanson qui courut alors toute la France. On en fit même l'application à la reine Anne d'Autriche, contre laquelle commençait à se manifester le mécontentement des grands et des membres du parlement, qui allait éclater dans la Fronde. — On appelait aussi feuillantines, une espèce de patisserie feuilletée.

FEUILLANTS, FEUILLANTINES. — Ordres religieux qui tirent leur nom de l'abbaye de Feuillants, à peu de distance de Toulouse. Cette abbaye, qui était de l'ordre de Citeaux, sui réformée par Jean de La Barrière, à la fin du xvie siècle, et devint chef d'ordre. Voy. CLERGE REGULIER.

FEUILLANTS (Club des). — Voy. Club.

FEUILLARD. — En termes de blason, on appelle les lambrequins feuillards, à cause de leur ressemblance avec la feuille d'acanthe.

FEUILLE DES BÉNÉFICES. — Depuis que les bénéfices ecclésiastiques étaient à la disposition du roi, on avait dressé une liste des bénéfices a accorder et de ceux qui y prétendaient. Cette feuille des bénéfices était ordinairement confiée à un des aumôniers du roi ou au grand aumônier de France. Le prélat, qui disposait

de la feuille des bénéfices, était une espèce de ministre des anaires ecclésiastiques. Il avait une grande influence, principalement au XVIII[®] siècle.

FEUR.—Terme des anciennes coutumes qui signifie prix, valeur, quelquefois frais de culture. Ainsi, la coulume de Paris chap.1°, art.38), dit que le seigneur féodal, qui met en sa main, par faute de devoirs non remplis, un nef, dont des terres ont été données à ferme, doit rendre au fermier ses feurs et semences. Dumoulin entend ici par feurs les frais de culture.

FEU SACRÉ ou FEU SAINT-ANTOINE.

- Mai des ardents. Voy. Ardents.

FEUX. — Ce mot était souvent employé autrefois dans le sens de maisons et famille. Certaines provinces payaient un impot nommé fouage, qui se percevait par feux ou maisons. On a prétendu que l'établissement de cette taxe date du règne de Charles V; mais on trouve plusieurs exemples de fouage avant cette époque; seulement on peut dire que Charles V multiplia les fouages et tenta de les rendre permanents: en 1369, il ordonna de lever quatre livres par feux dans les villes, et trente dans les campagnes; en 1374, il imposa un fouage de six livres dans les villes, et de deux livres dans le plut pays; en 1377, il ordonna que le fouage serait payé à trois époques de l'annee, et il fixa les termes. Ces impôts provoquèrent des revoltes, principalement en Languedoc; aussi Charles V ordonna-t-il sur son lit de mort que les fouages fussent abolis. En Normandie, on appelait fouage un impôt qui se percevait de trois ans en trois ans, et dont parle la vieille coutume de Normandie, au chap. xv. « Il est appele fouage, dit cette coutume, parce que ceux qui le payent tiennent seu et sieu. » A cette occasion, Pasquier, dans ses Recherches (livre VIII, chap. xLVIII), fait remarquer que l'expression proverbiale être sans feu ni lieu, vient aussi de la signification de domicile, donnée au mot feu. « Ainsi dismes-nous estre sans feu et sans leu, quand nous voulusmes représenter un homme qui n'avoit aucun domicile asseuré.»

FEUX DE JOIE, FEUX DE LA SAINTJEAN. — Les feux de joie ont été usités
de tout temps en France, et paraissent
remonter jusqu'au paganisme. Les feux
de la Saint-Jean sont restés les plus
célèbres; les écrivains, qui ont traité de
cette coutume, ont cru y voir, non sans
vraisemblance, un souvenir du culte du
soleil Ces feux allumés au solstice d'été
paraissent, en effet, se rattacher à des

traditions mythologiques. A Paris, le feu de la Saint-Jeon était allumé en grande pempe par les échevins. On peut lire, dans les Antiquités de Paris, par Sauval, le détail de toutes les dépenses qu'on y faisait en symphonie, bouquets, chapeaux de roses, torches de cire, dragees musquées, confitures sèches, tartes de massepains, etc. L'abbe Lebœuf, auquel on doit quelques renseignements sur les feux de la Saint-Jean, publies dans le Journal de Verdun, en 1749 et 1751, ajoute une circonstance bizarre, c'est qu'on y brulait vivants un grand nombre de chats. Il cite la pièce suivante qui constate cet étrange usage : « A Lucas Pommereux , l'un des commissaires des quais de la ville, cent sols parisis, pour avoir fourni durant trois années finies à la Saint-Jean 1573, tous les chats qu'il sallait audit seu, comme de coutume, même pour avoir fourni, il y a un an, où le roi y assista, un renard, pour donner plaisir à sa majesté, et pour avoir fourni un grand sac de toile où étaient lesdits chats. »

Les seux appelés bures ou brandons, se rattachaient également au paganisme. Le premier dimanche de caréme, les paysans parcouraient les campagnes avec des torches. Cette coutume rappelait une cérémonie des païens qui, armés de torches, purifiaient les champs, afin d'en écarter les mauvais génies. Le christianisme ne pouvant déraciner ces superstitions les consacra; il bénit les seux et les torches avec lesquels les paysans parcouraient les campagnes. Ces courses étaient ordinairement suivies de danses. L'usage des brandons s'est conservé jusqu'à nos jours dans quelques parties de la France.

Quelquesois les seux de joie étaient allumés pour célébrer une victoire, le mariage d'un prince ou tout autre événement solennel. Lorsque les Italiens eurent introduit au xvi siècle l'usage des seux d'artifice, on les préféra aux seux allu-més sur les places publiques. On trouve quelques exemples de seux annuels qui sarvaient à perpétuer le souvenir d'un événement mémorable. Tel était à Paris le m de la rue aux Ours. Un soldat ayant té brûlé dans cette rue, le 3 juillet 1418, pour avoir commis un sacrilége, on établit l'usage qui se conserva jusqu'en 1743, d'allumer un grand seu chaque année à l'anniversaire de cet événement. Une con-Trerie spéciale, désignée sous le nom de société de la Vierge de la rue aux Ours, promenait à travers les rues de Paris un mannequin d'osier qui représentait le soldat sacrilége. La cérémonie du feu avait lieu ensuite au milieu d'un immense concours de peuple. Le roi de la confrérie

mettait le seu à un bûcher qui dévorait le mannequin d'osier. Dans la suite on tira un seu d'artisse pour rendre la sête plus solennelle; mais, comme ces seux allumés dans des rues étroites présentaient des dangers, le lientenant général de police les interdit en 1743, et il ne resta du seu de la rue aux Ours, qu'une cérémonie religieuse destinée à expier le sacrilége. Voy, pour les détails la Collection des meilleures dissertations sur l'histoire de France, par M. Leber, t. II, p. 486 et suiv.

FRUX FOLLETS. — Vapeurs enflammées que la superstition preud quelquefois pour des génies malhisants. Voy. Supenstitions.

FÉVRE. — Ce mot était, dans la langue d'oil, synonyme d'ouvrier en fer. Le mot fabre avait la même signification dans la langue d'oc.

FIACRES. — Voitures établies au commencement du règne de Louis XIV, par un nommé Sauvage, qui logeait rue Saint-Martin, à l'hôtel Saint-Fiacre, d'où ces voitures ont pris le nom de fiacres. Voy. Voitures.

FIANÇAILLES. — Voy. Mariage.

FIARNAUX. — Les fiarnaux étaient les derniers chevaliers reçus dans l'ordre de Malte.

FIDÉICOMMIS. — Disposition par laquelle un testateur donne la totalité ou une partie de son bien à une personne de confiance, à la charge de le remettre à un autre à qui le testateur n'aurait pu légalement le transmettre. On appelle l'héritier interposé fidéicommissaire.

FIDÈLES. — Nom donné aux leudes ou compagnons des rois francs. Voy. Béné-FICES et Leudes.

FIEF.—Terre concédée par un seigneur dominant à un vassal; on fait dériver le mot fief tantôt de fides (foi), parce que le vassal jurait fidélité à son seigneur, tantôt des mots allemands feh-od, terre de service, à cause du service militaire auquel le vassal était obligé. On distinguait un grand nombre de fiefs : le fief dominant, auquel on devait faire hom-mage; fief servant, qui relevait d'un autre fief; fief de haubert, qu'on appelait aussi plein fief de haubert ou plein fief de chevalier. Le possesseur de ce sief était tenu de fournir un homme d'armes. En Normandie, le plein sief de haubert pouvait être divisé en huit portions entre filles seulement et non entre mâles; l'aînée rendait foi et hommage pour toutes les autres. La plupart des fiefs de haubert

relevaient immédiatement du roi. On appelait encore le fief de haubert fief chevel ou fief chevel, fief en nuesse, c'est-à-dire fieftenu de nu à nu ou immediatement. Le fief de dignité était celui auquel était attaché un titre, comme duc, comte, marquis, baron, etc. Le fies noble avait justice, château, motte, fossés et autres signes d'ancienne noblesse. Les fiefs roturiers ou ruraux étaient des terres ou métairies qui ne jouissaient pas de tous ces droits. Les fiefs boursiers ou boursaux, qu'on appelait aussi quelquesois coutumiers, étaient sans domaine et consistaient simplement en redevances. Les fiefs de revue ou de camera étaient des rentes ou pensions que les seigneurs donnaient à des serviteurs qui les tenaient d'eux en forme de fiefs. « Anciennement, dit Loyseau, on inféoduit des pensions aussi bien que des héritages. » Le fief de corps obligenit le possesseur à rendre, en personne, au seigneur dominant, les devoirs féodaux. Le fief de condition feudale admettait succession; le fief jurable et rendable devait être rendu au seigneur pour qu'il s'en servit dans les guerres. Le fief dépaisse devait tous les ans un ou plusieurs repas à une communauté. On appelait pié ou pied de fief, un fief morcelé. Le fief de danger était un fief dont on ne devait prendre possession qu'après avoir fait foi et hommage, comme on le voit dans la coutume de Troyes; on ne pouvait aliéner le sief de danger sans le consentement du seigneur. Le fief en l'air était un fief qui ne consistait qu'en une redevance appelée censive, le domaine du fiel ayant été entièrement aliéné au profit d'une autre personne. La puissance de fief étuit un droit seigneurial qui donnait au suzerain le pouvoir de prendre un héritage dépendant de lui pour le prix auquel il avait été vendu à un étranger. La commise de sief était une dénégation que faisait un vassal de tenir son fief d'un seigneur; ce qui emportait confiscation, en vertu de la maxime qui sief nie, sief perd. Arrière-fief, fief relevant d'un autre fief. Pour tout ce qui concerne les droits et devoirs féodaux, voy. Fronalité.

FIRFFE. — Ce mot désignait autrefois tous ceux qui tenaient un droit ou héritage à condition de foi et hommage. Un tailleur fieffé était celui qui tenait en fol et hommage du roi le droit de tailler les monnaies de France. Un héritier fieffé était un vassal qui était saisi et investi du fief, dont il héritait par le seigneur suzerain. Le mot fieffé s'employait aussi dans les anciennes coutumes pour indiquer un bail à rentes.

FIERTE. — Vieux mot dérivé du latin feretrum, il se disait autrefois pour châsse. On appelait en Normandie fierte de saint Romain la châsse de ce saint. Tous les ans, à l'Ascension, avait lieu à Rouen la levée de la fierte de saint Romain par un meurtrier que le chapitre avait choisi et qui obtenait sa liberté. Ce privilége de la fierte remontait, disait-on. à Dagobert. Saint Romain ayant délivré, avec l'aide d'un meurtrier, le territoine de Rouen d'un monstre qui le désolait et qu'on appelait la gargouille, avait obtenu de Dagobert la grâce du meurtrier et le privilège que le chapitre de Rouen a exercé jusqu'à la révolution. Telle était du moins la légende. La levée de la fierte était l'occasion de fêtes solennelles. On trouvera tous les détails relatifs à cet usage dans l'Histoire du privilège de saint Romain, par M. Floquet.

Fierton, Fiertonneur. — Le fiertonneur était un officier des monnaies établi par Philippe le Bel, en 1214; il était chargé de surveiller le travail des monnayeurs et de s'assurer de la pesanteur exacte des monnaies au moyen d'un poids appelé fierton.

FIÉVÉ. — Ce mot était employé, dans quelques coutumes, pour feudataire.

FIL, FILAGE, FILATURE. — VOY. IN-DUSTRIE.

FILETS. - Voy. VENERIE.

FILLES. -- Ce nom s'appliquait à un grand nombre de congrégations religieuses; telles étaient les filles de l'Assomption de Notre-Dame ou Haudriettes, les filles de l'Annonciation; les filles de la Providence, les filles pénitentes, les filles de la Passion, etc. On appelait en les général filles-Dieu les religienses qui se consacraient au service des hôpitaux, parce que ces maisons étaient le plus souvent désignées sous le nom d'hôtels-Dieu. Les Filles-Dieu de Paris avaient été établies par saint Louis; il: les plaça hors de la ville, entre Saint-Lazare et Saint-Laurent et leur assigna un revenu de quatre cents livres parisis sur son trésor. Environ cinquante ans après la fondation du monastère des Filles-Dieu, l'évêque de Paris fut force, à cause de leur pauvreté, de les réduire de deux cents à soixante. Leur couvent fut détruit, au xive siècle, à l'époque de l'invasion des Anglais; elles furent alors transférées dans l'intérieur de Paris et chargées d'un hôpital établi dans la rue Saint-Denis. Elles y resterent jusqu'en 1488, épaque où le monastère et l'hôpital des

428

Filles-Dieu furent donnés aux religieuses de Fontevrault, parce que les Filles-Dieu étaient réduites à quatre. Les religieuses de Fontevrault prirent alors le nom de Filles-Dieu. Il y avait aussi des Filles-Dieu à Rouen et à Orléans. — On appelait filles d'une abbaye ou d'une église les couvents ou les églises qui en dépendaient. Les quatre filles de Citeaux étaient Clairvaux, la Ferté, Pontigni et Morimont.

FILLES DE FRANCE. — Filles des rois de France. On les appelait dames, lors même qu'elles n'étaient pas mariées. Ainsi la fille de Louis XVI, qui fut enfermée au Temple avec son père et sa mère, étuit designée sous le nom de madame royale. Du Tillet dit que « le surnom de France appartient aux filles des rois de France, en cas qu'elles soient nees avant ou durant le règne. Vrai est, ajoute-t-il, que si elles sont nées auparavant, elles ne le prennent qu'aurès l'avénement de leur père a la couronne, et, si clies sont files du fils aine du roi, elles sont appelées mesdames des leur naissance pour l'assurance de la couronne à leur père. i.es autres ne sont appelées que damoiselles, et, après l'avenement, mesdames, avec le surnom de France. »

FILLES D'HONNEUR OU FILLES DE I.A REINE. — Ce sut Anne de Bretagne qui s'entoura la première de jeunes filles nobles qu'on désignait sous le nom de filles de la reine ou de filles d'honneur de la reine. Catherine de Médicis en fit trop souvent les instruments de sa politique peu scrupuleuse. Elles servaient à gagner et à enchaîner à la cour les seigneurs que la reine voulait séduire et retenir comme otages. A l'évoque de Louis XIV, la conduite scandaleuse de quelques-unes des filles d'honneur les fit supprimer (1673). Elles furent remplacées par douze dames du palais.

FILLETTES DU ROI. — On appelait fillettes du roi, d'après Comines, de lourdes chaînes dont on chargeait les prisonniers. « A l'extrémité de la chaîne était suspendue une grosse boule de ser beaucoup plus pesante que n'était de raison. » — Dans la suite, on remplaça ces chaines par des cages de fer où Louis XI l'aisait enfermer les prisonners d'État et qu'on appelait aussi ses fillettes.

FILS DE FRANCE. — Nom donné aux fils des rois. On trouve ce titre dès 1581, dans un acte du 15 octobre, où le duc d'Anjou, fils de Henri II et de Catherine de Médicis, est qualifié François fils de

France. Les petits-fils des rois s'appelaient petits-fils de France.

FIMPORT. — Formalité imposée par les anciennes coutumes; elle exigenit que le demandeur sit venir et réunit toutes les personnes qui avaient quelque intérêt dans l'action qu'il intentait. Le désendeur n'était tenu de répondre que quand cette formalité avait été remplie.

FINAGE. — Terme des anciennes coutumes pour désigner l'étendue d'une juridiction jusqu'aux confins d'une autre.

FINANCES. — L'étude des finances embrasse un grand nombre de questions dont les principales sont l'administration financière, et les ressources financières. Nous nous occuperons principalement ici de l'administration financière. Quant aux ressources financières de la France, nous renverrons aux mots Domaine et Impôts. L'Histoire de l'administration financière se divise en deux époques principales: 1º l'administration financière avant 1789; 2º l'administration fluancière de 1789 à nos jours.

§ 1er. De l'administration financière avant 1789. – Pendant plusieurs siècles l'administration financiere n'a pas été distincte de l'administration civile. Lorsque les invasions des barbares eurent ruiné les institutions romaines, les comtes, ducs, centeniers, dizainiers et autres ches francs cumulèrent les fonctions les plus diverses; ils étaient en même temps juges, chefs militaires, percepteurs d'impots, administrateurs civils. La même confusion de pouvoirs se retrouve sous les Carlovingiens et pendant le régime féodal jusqu'au xiiie siècle. Ce fut seulement vers l'époque de saint Louis que l'administration financière se sépara, à quelques égards, de l'administration militaire. Les bailhs, sénéchaux, vicomtes et prévots étaient, il est vrai, chargés de la perception des impôts, en même temps que du commandement des armées et des fonctions administratives; mais ils rendaient compte de leur gestion à la cour du roi. Elle était chambre des comptes aussi bien que chambre de justice. Philippe le Bel fit un pas de plus. Il sépara la chambre des comptes du parlement, au commencement du xive siècle voy. Chambre des comptes), et constitua ainsi la juridiction financière. En même temps il ébauchait l'organisation de l'administration chargée de percevoir les impôts et de veiller à la garde du trésor public. Sans doute elle était loin d'être nettement séparée de l'administration politique; les baillis et sénéchaux percevaient toujours les impôts; mais Philippe le Bel plaça au-dessus d'eux un trésorier ou superintendant des finances. Le premier de ces surintendants fut Enguerrand de Marigny connu surtout par sa mort déplorable. Un des fils de Philippe le Bel, Philippe le Long, sépara plus nettement les fonctions administratives et financières. En même temps qu'il astreignait les trésoriers qui veillaient à la garde des deniers, à ne rien payer que sur son ordre et à rendre leurs comptes deux fois par an, il établissait, en 1320, des receveurs dans les provinces. Dès lors l'administration financière était enlevée aux baillis et aux prévôts. Vers le même temps, Philippe le Long rendit sédentaire à Paris la chambre des comptes qui d'abord était ambulatoire. Pendant tout le xive siècle, cette organisation financière fut l'objet de nombreux règlements. Lu chambre des comptes, devenue sédentaire et permanente, avait alors une autorité considérable. Philippe de Valois l'investissait en quelque sorte de sa puissance. Au moment de partir pour la Flandre, le 13 mars 1339, il lui donna le droit d'accorder en son absence les lettres de gràce, anoblissement, légitimation, amortissement, etc. D'autres lettres du dernier janvier 1340 autorisèrent la chambre des comptes à augmenter ou diminuer la valeur des monnaies.

Résormes financières des états généraux de 1357 et des rois Charles V et Charles VII. - Après la bataille de Poitiers, les états genéraux (1356-1357), dirigés par Marcel, entreprirent la réforme générale du royaume et principalement de l'administration financière. Ils ne supprimèrent ni la chambre des comptes ni les receveurs, création récente et utile de la royauté ; mais ils leur recommandèrent plus d'exactitude et de célérité. En même temps les états craignant que les deniers dont ils autorisaient la levée ne fussent dilapidés par les officiers royaux, nommèrent des commissaires généraux chargés de présider à la répartition et à la perception de l'impôt. Ces délégués des états élurent à leur tour des sous-commissaires, qui furent désignés sous le nom d'élus. Charles V, après les crises qui avaient signalé le règne de Jean, rétablit l'ordre dans les finances, comme dans toutes les parties de l'administration. Il conserva les généraux et les élus : mais il en fit des fonctionnaires royaux. Les généraux des fi ances (nom sous lequel furent désignés les anciens délégués des états) se divisèrent: 1° en généroux pour le fait de la justice qui formèrent le noyau

de la cour des aides, constituée sous Charles VII d'une manière définitive, et chargée de juger les procès relatifs à la répartition des impots; 2° en généraux pour le fait des finances, auxqueis sut confiée la perception des impôts. Vers le même temps, les trésoriers de France constituérent la chambre du trésor, chargée de l'administration du domaine de l'Etat. Telles furent jusqu'au xvie siècle les institutions financières de la France. Elles avaient déja fait quelques progrès par la séparation des fonctions financières et administratives et par l'organisation des trois tribunaux chargés de la révision des comples, de la répartition des impôts et de l'administration du domaine public. A cette époque, on désigne quelquefois le trésorier de France par le nom d'argen-tier du roi; Jacques Cœur porta ce titre. Administration financière de Fran-çois I et de Henri II; création du trésor

appelé épaugne; recettes générales, etc. Au xvi siècle, de nouvelles réformes s'accomplirent. François Ier, qu'on se représente beaucoup trop comme un roi prodigue, a eu deux époques distinctes dans son admin stration financière. La première partie de son règne fut en effet marquée par des dépenses ruineuses et par la multiplicité des créations d'offices; mais dans les dernières années de son règne il réforma les abus et rétablit l'équilibre dans les finances. Plusieurs institutions importantes pour cette branche d'administration datent de cette époque. Il établit, en 1523, un trésor central nommé EPARGNE, où devaient être versés tous les produits des domaines et des divers impois. Le trésorier de l'épargne fut le véritable trésorier de France; mais eu même temps on le soumit à des principes rigoureux de comptabilité; chaque semaine il devait établir la balance des recettes et des dépenses. Deux contrôleurs généraux surveillaient son administration. Les autres agents de l'administration financière furent aussi astreints à une comptabilité rigoureuse. A partir d'une époque fixée, s'ils n'avaient pas versé l'argent provenant des impôts et du domaine ils devaient en servir l'intérêt. Les malversations financières étaient sévèrement réprimées et punies de mort dans certains cas. Enfin François 1er établit de nouvelles circonscriptions de finances, et institua seize recereurs généraux. Son fils Henri II en porta le nombre à dix-sept. On appela ces circonscriptions généralités. Elles furent augmentées dans la suite et conservées jusqu'à la révolution (voy. GÉNÉRALI-TÉS). Comme les offices de receveurs généraux se vendaient, les rois les mul-

tiplièrent en les rendant alternatife, trimmuz ou même quatrimnaux. Cette augmentation du nombre des agents financiers et l'accroissement des dépenses et des recettes ne permettaient pas à une seule chambre des comptes de contrôler toute la gestion financière. On créa successivement huit autres chambres des comptes; elles siégeaient à Montpellier (1422), Rouen (1453), Dijon (1477), Aix (1483), Nautes (1492), Blois (1569), Pau (1624), Dôle (1695), Metz, Nancy et Barle-Duc. Elles furent plusieurs fois supprimées et réorganisées. En 1786, il y en avait dix qui avaient, comme la chambre des comptes de Paris, juridiction souveraine et sans appel. L'administration financière avait perdu en unité ce qu'elle gagnait en régularité. On augmenta aussi le nombre des cours des aides ; il y en eut à Montpellier (1437), Rouen (1483), Clermont-Ferrand (1557), Pau (1632), desux (1637), Grenoble (1638), Cahors (1642). Dans d'autres villes la cour des aides fut réunie à la chambre des comptes ou su parlement. La chambre du trésor, dont nous avons vu l'organisation définitive au xv siècle, ne suffisait plus à l'administration du domaine public qui s'était considerablement accru. Henri ill créa. en 1577, les bureaux de finances, dont nous evons indiqué la composition et les attributions au mot Bureau.

Réformes financières de Sully. — Cet ensemble d'institutions financières a existé jusqu'à la révolution de 1789. Les réformes si importantes de Sully et de Colhert portèrent sur l'emplei des deniers publics bien plus que sur le mécanisme administratif. Sully trouvait les finances dans un effroyable désordre. Les désaures des guerres de religion et les dilapidations des financiers depuis la mort de François I^{er} avaient épuisé le trésor public; la France payait d'énormes impots qui ne profitzient qu'à quelques traitants. Un étranger caractérisait parfaitement Henri III en l'appelant mattre pawere de serviteurs fort riches. « Il donne non-saulement de l'argent et des joyaux, ajoute le même ambassadeur vénitien Jérôme Lippomano (Relations des ambassadeurs vénitiens, Il, 621), mais des palais et des villes. C'est à lui seul qu'en revient le dommage. Les trésoriers et les autres officiers en profitent; sur chaque place ceux-ci veulent leur part, ainsi que les secrétaires et ceux qui procurent ces faveurs. » Et ailleurs : « Le désordre de l'administration et les dilapidations continuelles ruinent tout à fait le royaume. Les ambassadeurs ne sont pas payés; la cour est toujours dans la gêne; l'armée

n'a ni solde ni approvisi elle e'en venge en volant et et piliant les villages. » Mettre un terme à cotte déplorable situation des finances, tel fut le bat que se preposa Bully. Il le poursuivit avec une persévérance admirable. Il voulet d'abord se rendre un compte exact de la situation inancière de la france; il rencontra les plus grandez difficultés pour l'exécution de ce projet; il fallut que luimême fit deux voyages en 4598 et visithtles génératités peur s'instruire des recettes et des dépenses de chaque province. La detas s'élevait à 296 \$20 252 livres, d'après les calculs de l'orbonnais; ce qui donnerait plus d'un milliard de mennaie mederne. ()n percevait chaque année cent cinquante millions d'impôts, mais « une effrénée quautté d'officiers détruissient tous les revenus du roi, » dit Sully dans ses Economies royales; il entrait à peine vingt millions dans l'épargne. Le premier soin de Sully fut de faire verser au trésor toutes les sommes perçues, moins les droits légitimement prélevés par les unanciera; il exerça une surveillance minutieuse sur tous les comptables, cassa les baux onéreux pour l'État, fit poursuivre par des chambres de justice les financiers coupables de malversations; et., grâce à cette vigoureuse administration, il paya toutes les dettes etamasea plus de dix-huit millions (monnaie du temps) dans les caves de la Bastille. Mais, après l'assassinat de Henri IV et la diagrace de Sully les finances surent de nouveau livrées au pillage.

Histoire de l'administration financière de 1610 à 1661, écrite par Colbert. — Un des hommes qui ont le plus centribué à rétablir l'ordre dans cette partie de l'administration. Colbert, a lui-même expesé le triste état où tombèrent les finances de 1610 à 1661. Dans un mémoire présenté à Louis XIV, il retrace les causes de cette déplorable situation (Ms. de la Bibl. nat., suppl. fr. nº 3695). Ge mémoire inédit est une véritable histoire de l'administration financière, racontée par l'homme qui en connaissait le mieux les détails. Après avoir rappelé les prodigalités qui épuisérent en quelques années les tresors accumulés à la Bastille, il apprécie les principes qui dirigeaient les surintendants et en général les financiers de cette époque.

« Ges maximes, dit-il, ont été que ce royaume ne pouvoit subsister que dans la confusion et le désordre; que le secret des finances consistoit seulement à faire et défaire, donner des gages et des honneurs nouveaux aux anciens officiers, en créer de nouveaux de toute sorte et de toutes qualités, alièner des droits, des gages, des rentes, les retrancher et les

rétablir, faire paper des taxes sur toute sorte de prétexte, augmenter les droits des formes et les tailles, les aliener, retrancher, retirer at aliéner de nouveau. communer pour les dépenses d'une année les recettes ordinaires et extraordinaires des deux suivantes; donner de prodigieuses remises, non - seulement pour les affaires extraordinaires, mais même pour le recouvrement des revenus ordinaires, dont les remises et les intérêis des avances consommoient toujours plus de la moitié; denner moyen auxitréseniers de l'épangne, autres comptables, fermiers et traitants, de faire des gains prodigieux, soutenant que la grandeur de l'Eint consistoit à avoir un petit nombre despersannes qui pussent fournir des sommes predigieuses et qui donnassent de l'étonnement à tous les princes étrangers ; mégkiger les fermes et recettes générales dans lesquelles consistent les revenus ordinaires pour s'appliquer entièrement à des affaires extraordinaires (c'est-à-dire à des emprunts, aliénations, créations d'offices, etc.). Et ces pernicienses maximes étoient établies de telle sorte que les plus habiles et les plus éclairés dans le gouvernement de l'Etat, estimoient qu'en une matière si délicate l'expérience d'une autre conduite étoit plus dangereuse que le sun même que l'en souffron. Il me faut pas s'étonner si les surintendants régloient leur conduite sur ces maximes, va qu'ils y trouvoient deux avantages considérables : le premier, que dans cette confusion et ce désordre ils trouvoient beaucoup de facilité à s'enrichir et à faire des graces considérables à leurs parents, à leurs amis et à toutes les personnes de la cour, des bons offices desquels ile avoient besein pour se conserver au milieu de tous leurs désordres; et le second, qu'ils étoient persuadés que cette conduite rendoit leur ministère nécessaire, et que l'on ne sauroit prendre la résolution de les changer, en sorte qu'il ne faut presque pas s'étonner si l'établissement de l'autorité pour régler cette nature d'affaires si importante, et les maximes pour sa conquite étant vicieux, ont attiré tant de désordres et de confusion que ceux que l'on a vus dans les divers temps; mais il étoit toutefois impossible de se persuader l'excès auquel ils étoient parvenus.

«On avoit bien vu depuis la mort de Henri IV jusqu'à celle du marquis d'Ancre (1610-1617 quelques gens de finances et d'affaires profiter de la libéralité et facilité de la reine Marie de Médicis, et de ceux qu'elle avoit commis pour le soin de ses affaires, et même de quelques

bromilleries qui servingent dens l'État pendant ce tempe-là. On avoit bien vu depuis le mort du marquis d'Ancre insqu'à celle du connétable de Luynes (1617-1621) ces mêmes gens de finances et d'affaires profiter des désordres de l'Etat et de la volonté en laquelle se trouvèrent ledit seigneur de Luynes et-ses frères de s'établir promptement dans une grande et prodigieuse fortune qu'ils firent en ai peu de temps. On avoit bien vu, en l'espace de quatorze ou quinze années, prodigieuses aliénations qui furent faites sur les deniers des tailles, lesquelles attirérent par leur excès leur entière suppression en 1634, et enfin les désordres des quatre ou oinq surintendances différentes depuis 1634 jusqu'en 1658, pendant lesquelles les officiers de finances et gens d'affaires, par la trop grande facilité qui leur étoit donnée d'accumuler des biens immenses, faire des dépenses prodigieuses, entrer dans les plus illustres alliances du royaume; et, en nécessitant pour ainsi dire les officiers de robe et personnes plus qualifiées de faire les mêmes dépenses, corrempre la chasteté de leurs maisons et la frugalité dans laquelle jusqu'alors tous les officiers de justice avoient vécu, et les induire par ces moyens presque insensibles d'entrer un peu dans leurs affaires, et ensuite dans leurs désordres et prefusions. Mais ces désordres qui paroissoient grands en leur temps, contre lesquels tont le monde, tous les peuples et toutes les compagnies souveraines s'élevoient en toutes occasions; et qui étoient devenus des lieux communs de toutes les remontrances et de toutes les harangues publiques et privées, ont été entièrement effacés par ceux qui les ont suivis, et ceux qui les avoient commis dans leur temps et qui avoient passé pour les plus grands voleurs, sont devenus des gens de bien par l'excès des désordres, les prodigieuses fortunes et les dépenses immenses que la dernière administration des finances (l'administration de Fouquet) a fuit voir.

« A la mort du seu roi (Louis XIII, mort en 1643), l'administration des finances se trouva entre les mains du sieur Bouthillier, qui sut disgracié par la reine mère régente, et les sieurs Le Baffleul et d'Avaux mis en sa place. Le premier se trouvant soible, et le second choisi pour la négociation de la paix, touve l'autorité des finances tomba entre les mains du sieur Particelle d'Émery, intendant des finances, lequel sut fait ensuite contrôleur général, et, en ces deux qualités, gouverna les finances presque

absolument, quoique le sieur Le Bailleul signat toujou s, en qualité de surintendant jusqu'en l'année 1647 que le sieur d'Emery fut fait surintendant des finances par la demission da sieur le Bailleul, moyennant conservation de sa place de ninistre et quelques avantages particuliers qui lui furent accordés et à sa tamille. Le sieur d'Emery, quoique d'ailleurs homme d'esprit, et connoissant l'Etat, se servit plus qu'aucun autre de ses prédecesseure des maximes pernicieuses. sur lesquelles la conduite des finances étoit établie. Comme son ambition le portoit à désirer toutes choses, que depuis 1643 jusqu'en 1647, il travailloit toujours à parvenir à la surintendance; qu'ensuite il eut d'antres pensées que la même ambition lui suggéra, il ne crut pouvoir arvenir à toutes ses fins que par une complaisance, pour ainsi dire aveugle, pour fournir à toutes les dépenses qui étoient proposées. En suivant les mauvaises maximes établies auparavant, il fit des traites pour le renouvellement des tailles; quelquesois il donnoit le quart de remise: et comme le payement de ce qui revenoit au roi, ces grandes remises déduites, ne se faisoit qu'en dix-huit mois, il donnoit quinze pour cent par an pour en faire l'avance. Il observa a même chose pour les fermes, en sorte que les revenus ordinaires étant diminués presque de la moitié, et sa complaisance et ses desseins ne lui permetiant pas de s'oppo-er aux dépenses, il se trouvoit qu'en une année de dépenses il consommoit toujours la recette d'une année et demie, et ensuite les intérêts et les remises augmentant, celle de deux années. Cet état, qui menaçoit d'une ruine entière en cinq ou six ans un homme qui avoit voulu le pouvoir, l'obligeoit d'avoir recours aux affaires extraordinaires qui ne consistoient qu'en des alienations de revenus ordinaires, des créations d'offices nouveaux et augmentations d'impositions, des taxes et toutes autres affaires de cette qualité, pour lesquelles il falloit en toutes occasions avoir recours aux verifications des compagnies souveraines. Les fortunes prodigieuses que les gens d'affaires faisoient par les grandes remises, intérêts et autres voies, et leurs dépenses immenses aigrissoient les compagnies, aliénoient les esprits des peuples, et leur donnoient en toutes occasions des mouvements de révolte et de sédition. » Colbert montre ensuite le résultat de ces dilapidations, la France déchiree par les troubles de la Fronde, le renvoi du surintendant d'Emery, la banqueroute du

mois d'août 1648 par l'annulation de tous les traités de finances, la dette s'élevant à cent soixante-dix millions, les surintendances successives du maréchal de La Meilleraye, du président de Maisons et du marquis de La Vieuville (1648-1653), pendant les quelles le mal ne fit que s'accroître, enfin l'administration de Servien et de Fouquet, qui porta le désordre à son comble.

Administration financière de Colbert. · Ce tableau qui n'est nullement exagéré prouve combien était nécessaire l'intervention d'un ministre assez habile et assez :erme pour remettre l'ordre dans les finances. Cet homme fut Colbert. Lorsque la charge de surintendant des finances eut été supprimée après l'arrestation de Fouquet : septen bre 1661), Colbert fut chargé de l'adminis.ration en qualité de contrôleur général. Son premier soin fut de rédiger un tableau exact des recettes et des dépenses (voy. Budget). Chaque annee il mettait l'état véritable des finances sous les yeux de Louis XIV. Trois registres fournissaient les élements de ce tableau: 1° le registre journal pour les dépenses; 2° le registre des recettes; 3º enfin le registre des fonds, où le roi faisait inscrire toutes les sommes disponibles. Le secrétaire d'État, dans le département duquel rentrait la dépense, signait l'ordre de payement, le motivait et le remettait à la partie prenante. Celle-ci le soumettait au contrôleur général, qui le faisait signer au roi et assignait un fonds spécial pour le payement. Souvent ces assignations n'avaient aucune valeur et l'ordonnance de payement était annulée par suite de l'épuisement du fonds sur lequel elle devait être soldée. Il fallait obtenir alors une nouvelle assignation. Cette partie de l'ancienne administration financière donnait lieu à des fraudes coupables. Les financiers en crédit achetaient à vil prix des assignations qui paraissaient sans valeur, trouvaient moyen de les faire payer par le trésor et réalisaient ainsi d'énormes bénéfices. Une autre cause d'abus, que Colbert ne put détruire, était l'usage des ordonnances de complant, qui n'indiquaient point le motif de la dépense. Le roi se bornait à écrire de sa main qu'il le connaissait. Colbert ne put supprimer ces abus ni accomplir toutes les réformes qu'il avait projetées. Mais du moins, il combla le déficit et assura à la France des ressources pécuniaires qui permirent à Louis XIV d'entreprendre et de réaliser tant d'œuvres gloricuses. Le rapprochement de quelques chiffres est plus significatif que tous les éloges: en 1661, les impôts s'élevaient à plus de

80 millions (voy. Budger), et il n'entrait à l'épargne que 31 844 924 livres, d'après les calculs de Forbonnais; les dépenses s'élevaient annuellement à 53 377 172 livres. Il y avait donc chaque année un déficit considérable. Les traitants, qui détournaient une partie des fonds publics, s'en servaient pour avancer de l'argent au trésor à un taux exorbitant; ainsi ils volaient doublement l'État. En 1667, Colbert avait augmenté le revenu et diminué les charges. Le revenu s'élevait à 95 571 739 livres sur lesquels il entrait à l'épargne 63 016 826 livres: les dépenses n'étaient plus que de 32 554 913 livres. L'Etat pouvait donc disposer d'un excédant de recettes considerable. Colbert pouvait, dès la première année de son administration, exposer au roi dans le mémoire que j'ai cité les heureux résul-

tats de ses premières réformes. La modestie calculée de Colbert, qui s'effaçait pour ne laisser voir que le roi, contribua à sa puissance. « Il faisait accroire à Louis XIV, dit Saint-Simon, que l'autorité des finances passait toute entre ses mains par les signatures dont il l'accabla à la place de celles que faisait le surintendant. » Travailleur infatigable, dur à lui-niême et aux autres, vir marmoreus (homme de marbre, comme l'appelle Sui Patin, Colbert opposait un front impassible aux sollicitations des courtisans et aux plaintes des mécontents. Il procéda à la réforme des finances avec une vigueur systématique que ne lassèrent ni les pamphlets de ses ennemis ni l'ingratitude de ceux pour qui il travaillait. Il lui fallut soutenir des luttes incessantes et opiniatres contre les traitants, les parlements, les usurpateurs de priviléges et les abus provinciaux. Rien ne découragea sa sermeté, et il finit par triompher de tous les obstacles. Les abus les plus odieux venaient des traitants qui spéculaient sur la misère publique et pillaient le trésor. Colbert institua une chambre de justice chargée d'examiner tous les comptes des financiers depuis 1635 et de punir leurs malversations. Plus d'une fois, sous les règnes précédents, on avait eu recours à des chambres ardentes contre les traitants; mais presque toujours le credit et la fortune des accusés les avaient soustraits à la rigueur des lois. Il n'en fut pas de même sous le ministère de Colbert. Pendant plus de quatre années (1661-1665), la chambre de justice fit trembler les financiers. Fouquet, le plus célèbre des accusés, fut condamné à la confiscation et au bannissement perpétuel; Louis XIV aggrava la peine en la changeant en un emprisonnement perpétuel faire dresser un cadastre de toute la

dans la citadelle de Pignerol. Il y eut quelques condamnations à mort, et ceux qui obtinrent leur grâce payèrent des amendes dont le chiffre total s'éleva à

cent dix millions.

C'étall peu de punir les fautes passées : il fallait prévenir le retour des abus, et réparer cette multitude de canaux qui laissaient fuir l'argent de l'État. Colbert réduisit de cinq sous à quinze deniers par livre le droit que prélevaient les financiers pour le recouvrement de l'impôt. Les offices de finances étaient devenus héréditaires, comme les offices de judicature; il les rendit viagers, et souvent même les transforma en simules commissions révocables à volonté. Les receveurs généraux furent astreints à signer des obligations à quinze mois qui rendaient toujours disponible le revenu public. Les fermes de tous les impôts furent de nouveau mises aux enchères, et cette opération assura au trésor un bénéfice de trois millions. Colbert ne se borna pas à surveiller les comptables avec une minutieuse exactitude; il suivit les conseils donnés par Richelieu pour l'assiette de l'impôt: il diminua les tailles qui grevaient principalement le peuple, et accrut les aides qui pesaient sur toutes les classes. Il allégea l'impôt de la gabelle, qui, aussi bien que la taille, était surtout onéreux au peuple. La fabrication des monnaics ne fut plus affermee, mais exercée directement par l'Etat. Les douanes, qui se subdivisaient en une multitude d'impôts, d'origine et de nature différentes, sous les noms de haut-passage, réve, imposition foraine, traite foraine d'Anjou, trépas de Loire, etc., furent soumises à un tarif uniforme Un grand nombre de privilégiés avaient cherché à se soustraire à l'impôt en achetant des offices ou en usurpant des titres de noblesse. Le trésor et le peuple souffraient de ces abus; le premier voyait diminuer ses ressources, et le second augmenter les charges qu'il supportait. Colbert signala ces abus à Louis XIV. Une ordonnance de 1665 réduisit le nombre des offices de judicature en fixant le prix des charges et l'age auquel on pourrait les obtenir. Quant aux usurpateurs de titres de noblesse, Colbert les mit à la taille avec une rigueur qu'on ne peut qu'approuver. Il fit faire par les intendants une enquête sévère pour s'assurer de la legitimité des titres nobiliaires. Louis XI avait tenté une pareille résorme, et elle avait contribué à provoquer la révolte appelée ligue du Bien public; Louis XIV ne rencontra pas la moindre résistance. Enfin Colbert voulait France pour rendre plus équitable la répartition de l'impôt; mais ce projet ne fut exécuté que pour quelques parties de la

France (voy. Cadastre).

La comptabilité centrale réformée, il restait encore des abus graves et nombreux dans l'administration financière des villes et des provinces. Les octrois étaient absorbés plusieurs années d'avance et l'accroissement des dettes municipales faisait craindre une banqueroute Colbert soumit la comptabilité des villes à la surveillance de l'Etat. D'autres actes administratifs de Colbert, quoique d'une utilité incontestable, eurent cependant un caractère violent et provo-quèrent de vives réclamations. Le retranchement d'une partie des rentes, en 1662, fut une véritable banqueroute. Dans la suite, Colbert s'efforça d'éteindre la dette publique par le remboursement des rentes. Les premières mesures financières de ce ministre avaient procuré à l'État un excédant de recettes sur les dépenses; il profita des sommes amassées par une sage économie pour décharger le trésor public des dettes dont il était grevé. Dans les temps antérieurs, et surtout pendant les troubles, l'Etat avait vendu à vil prix des rentes dont il était sorcé de servir l'intérêt au denier vingt (5 pour 100). Colbert fit rendre, en 1664, une ordonnance pour le remboursement, au prix d'achat, des rentes constituées depuis vingt-cinq ans; on ne tenait compte ni des transactions qui avaient fait passer les titres dans de nouvelles mains ni des variations que l'intérêt de l'argent avait subies. Aussi cette mesure parut-elle d'une violence intolérable; mais Colbert, soutenu par Louis XIV, triompha de l'op-position. En même temps que ce ministre déchargeait le trésor des rentes dont il était grevé, il dégageait le domaine royal qui avait été aliéné par les administrations antérieures. En 1664, le comte de Béthune fut envoyé dans les généralités de Normandie, Picardie et Champagne, et le marquis de La Vallière dans le reste du royaume pour rechercher les domaines usurpés où aliénés. Ils devaient reprendre les premiers et racheter les autres, Pour terminer les nombreuses contestations qui s'élevaient sur les titres de propriété. une ordonnance de 1667 déclara que tout domaine qui aurait appartenu au roi pendant dix années de suite serait dévolu au fisc. Ce fut une mesure aussi utile et aussi arbitraire que le remboursement des rentes.

Colbert évita avec le plus grand soin de grever l'avenir; les emprunts lui paraissaient désastreux sous un prince ami du

faste et des grands monuments; il n'v voyait qu'un moyen d'enrichir les traitants au détriment de l'État. (jourville prétend même qu'il avait fait rendre un édit portant peine de mort contre quiconque prêterait de l'argent au roi. Mais, pendant la guerre de Hollande, les instances de Louvois l'emportèrent sur la sage réserve de Colbert. Le premier président de Lamoignon appuya l'avis du ministre de la guerre et le fit adopter par le conseil du roi. « Vous triomphez, lui dit Golbert; vous pensez avoir fait l'action d'un homme de bien; eh! ne savais-je pas comme vous que le roi trouverait de l'argent à emprunter? Mais je me gardais avec soin de le dire. Voilà donc la voie des emprunts ouverte. Quel moyen restera-t-il désormais d'arrêter le roi dans ses dépenses? Après les emprunts, il faudra les impôts pour les payer, et, si les emprunts n'ont point de bornes, les impôts n'en auront pas davantage. » Colbert réussit, du moins, à atténuer le mal qu'il n'avait pu complétement empêcher. Il emprunta à un taux modéré, couseilla à Louis XIV de diminuer les dépenses de luxe et lui donna des conseils d'une courageuse fermeté dans une lettre qui est parvenue jusqu'à nous. Enfin, aussitôt après la conclusion du traité de Nimègue (1678), il s'occupa de rembourser les créangiers de l'Etat. Cet esprit austère et opinistre avait des élans d'enthousiasme quand il s'agissait de l'honneur et de la puissance de la France. « Un repas inutile de mille écus me fait une peine incroyable, écrivait-il à Louis XIV, et lorsqu'il est question de millions d'or pour la Pologne, je vendrais tout mon bien, j'engagerais ma femme et mes enfants, et j'irais à pied toute ma vie pour y fournir, si c était nécessaire. » Ces nobles paroles et tant de glorieux et utiles résultats suffiraient pour absoudre Colbert de quelques mesures violentes, et pour lui assurer l'admiration de la postérité. Que sera-ce, si l'on y ajoute l'impulsion puissante donnée au commerce, aux sciences, aux lettres, aux arts, à la législation, en un mot à tout ce qui pouvait améliorer la situation économique, morale et intellectuelle de la France? (Voy. Académies, Commerce, Colonies, In-DUSTRIE, LOIS.)

Administration financière depuis la mort de Colbert jusqu'à la mort de Louis XIV (1683-1715). — Après la mort de Colbert (1683), Le Pelletier fut appelé par Louis XIV à la direction des finances. Il était loin d'avoir le génie de son prédécesseur. Dominé par Louvois, il se laissa entraîner à des emprunts et à des créations d'offices pour subveni; aux dé-

penses de l'Etat. En un mot, il retomba dans les abus du régime financier que Colbert avait signales dans le mémoire cité plus haut et qu'il avait réussi à faire disparaître pour quelque temps. On ne remarque qu'un petit nombre de mesures utiles de Le Pelletier. Il faut toutefois lui savoir gré d'une ordonnance du 8 juillet 1685, qui assujettit les comptables à payer l'intérêt au denier vingt (5 pour 100) de toutes les sommes excédant trois cents livres, à partir du jour de la clôture de leurs comptes, sans que les jugements ou sommations fussent nécessaires. La plupart des actes de ce ministre n'avaient pour but que de pourvoir aux prodigalités de la cour qui jetait les millions dans des entreprises aussi inutiles que dispendieuses. En 1687, on dépensa quatorze millions de monnaie du temps pour conduire la rivière d'Eure à Versailles; toutes ces prodigalités furent inutiles. L'année suivante, on diminua de quatre millions les dépenses de la marine; mais Louis XIV donna à Marly des fêtes splendides et distribua plus de « quinze mille pistoles d'étoffes d'or, de bijoux et de pierreries. » (Mémoires de l'abbé de Choisy, édit. Petitot, p. 289.) Les dépenses de la paix avaient épuisé le trésor. Le Pelletier s'effraya à l'approche de la guerre, et donna sa démission (1689). L'administration financière retomba sur Pontchartrain qui en fut écrasé.

Le nouveau contrôleur général eut recours à des moyens dangereux. Une refonte des monnaies jeta la perturbation dans le commerce et l'inquiétude dans les esprits. Le gouvernement en retira un avantage médiocre plus que compensé par la défiance qu'inspira une pareille mesure. Des emprunts considérables, à un taux élevé, grevèrent l'Etat de charges nouvelles. En juillet 1689, on créa cinq cent mille livres de rentes; en novembre 1689, un million quatre cent mille livres de rentes viagères, etc. L'aliénation des domaines royaux et la création d'une multitude d'offices inutiles, tels que ceux de jurés orieurs héréditaires d'enterrements (janvier 1690), de jurés vendeurs d'huttres (août 1691), de contrôleurs visiteurs des suifs (1693), d'essayeurs des bières de Paris (1697), de contrôleurs des perruques (1706), la mise en monopole de beaucoup de denrées, café, chocolat, etc., en un mot une multitude d'expédients ruineux indiquent plus que jamais le retour à cette déplorable administration financière dont Colbert paraissait avoir délivré la France. « Pontchartrain, dit Saint-Simon, four-

nit en huit ans cent cinquante millions avec du parchemin et de la cire. » Malgré ces mesures fiscales, l'argent se resserrait de plus en plus, et, des 1689, le revenu des terres avait considérablement diminué. « Vous ajoutez, écrit M= de Sévigné à sa fille (Noël 1689), que cette terre de dix mille livres de rente n'en vaut plus que deux; voilà une grande extrémité. » Rt ailleurs (4 décembre 1689): « Je n'ai que de vilaines terres qui deviennent des pierres au lieu d'être du pain. » Pour mettre une certaine quantité de numéraire en circulation, le roi et les princes envoyèrent à la monnaie leurs meubles d'or et d'argent. Les courtisans s'empressèrent de les imiter. «Que ditesvous, écrit M= de Sévigné (21 décembre 1639), de tous ces beaux meubles de la duchesse du Lude et de tant d'autres qui vont, après ceux de Sa Majesté, à l'hôtel de la Monnaie? Les appartements du roi ont jete six millions dans le commerce; tout ensemble ira fort loin. M^{me} de Chaulnes a envoyé sa table avec deux guéridons et sa belle toilette de vermeil.» Cette ressource sut promptement épuisée, et devint funeste en détruisant des œuvres d'art. On fit « une perte inestimable, dit Saint-Simon, de ces admirables façons plus chères que la matière et que le luxe avait introduites depuis peu sur les vaisselles. »

Les. variations des monnaies furent une ressource encore plus ruineuse. Les traitants et usuriers profitèrent seuls de ces mesures. En quelques années, de 1689 à 1700, ils se trouvèrent avoir gagné quatre-vingt-deux millions (de monnaie du temps) sur les avances faites à l'État (Saint-Simon, Mémoires, t. II., p. 449). Le déficit s'était accru, pendant cette époque, de plus de sept cente millions, qui vaudraient aujourd'hui plus de deux milliards. On fut obligé d'avoir recours à des moyens extrêmes : on augmenta les anciens impôts ; on en créa de nouveaux. Basville, intendant de Languedoc, conseilla la capitation qui fut établie, en 1695, malgré le contrôleur général Pontchartrain. Supprimé après la paix de Ryswick (1697), cet impôt fut bientôt rétabli (1701) et augmenté. Mais ni les taxes multipliées ni la vente des offices plus scandaleuse que jamais, ni l'aliénation des domaines royaux, ni la création de nouvelles loteries royales ne purent combler un déficit qui allait tou jours croissant. L'État commença, en 1704, à payer en billets de monnais. Mais les ordonnances royales furent im puissantes pour donner crédit à ce pa pier-monnaie. Les bons citoyens alarmés

cherchèrent à éclairer le pouvoir et à soulager le peuple. Vauban proposa un changement dans l'assiette de l'impôt (voy. Dime ROYALE). Il fut disgracié. Louis XIV ne profita de son projet que pour ajouter un nouvel impôt à ceux qui déjà écra-aient la France. Mais rien ne put combler le vide du trésor, ni la taxe onéreuse et odieuse sur les mariages et les baptèmes, ni les indignes flatteries auxquelles s'abai-sa l'orgueil du roi pour arracher quelques millions à Sanuel Bernard.

Ce fut dans ces circonstances critiques, au milieu des désastres de la guerre de succession d'Espagne, qu'en 1708 Desmarèts, neveu de Colbert, fut appelé au poste de contrôleur général des finances. La dette montait à plus de deux milliards; cinq cents millions de billets étaient échus; la dépense annuelle s'élevait à deux cents mislions et le revenu de l'Etat n'était que de cent vingt millions. On ne trouvait plus à emprunter à dix pour cent. Ajeutez à ces embarras financiers les rigueurs de l'hiver de 1709, pendant lequel une famine augmentée encore par les accaparements de blés porta la misère à son comble. Pour soulager les infortunes des classes indigentes, le gouvernement convertit les dons volontaires en une véritable taxe des pauvres. En même temps Desmarêts s'efforçait de relever le crédit public. Les billets de nionnais ou billets d'Etat avaient été décriés; pour leur rend e quelque valeur, le contrôleur général déprécia la monnaie. Il négocia de nouveaux emprunts à un taux très-élevé. Enfin, il accorda au clergé, aux corporations, aux villes, la faculté de se racheter de la capitation en payant quinze fois la valeur de la somme annuelle à laquelle ils étaient taxés. Les magistrats pouvaient se racheter du droit annuel aux mêmes conditions. Il n'y avait rien de bien neuf dans ces mesures; mais elles procurèrent quelques ressources pour satisfaire aux besoins les plus urgents de la France. Toutefois Louis XIV laissa en mourant une dette de deux milliards cinq cents millions qui font plus de cinq milliards de monnaie moderne.

Administration financière au xviii siècle; réformes tentées par Machault, Turgot, Necker (1715-1787).—Le xviii siècle fut une époque d'innovations souvent hardies jusqu'à la témérité. La régence débuta par une banqueroute partielle qu'on a déguisée sous le nom de visa. Les titres des créanciers de l'État furent réduits de plus d'un tiers; une chambre de justice poursuivit les financiers avec moins de vigueur et moins de succès que

sous le règne de Louis XIV; enfin le système de Law, après un moment d'éclat, entraîna de nouvelles ruines (voy. BANQUE). Parmi les contrôleurs généraux qui succédérent à law, quatre surtout sont célèbres à différents titres : Machault. Turgot, Necker et de Calonne. Machault proposa deux institutions trèsimportantes: 1° en 1744, l'établissement d'une caisse d'amortissement pour diminuer la dette publique; la résistance des pays d'états, du clergé et de la noblesse, fit échouer cette tentative; 2º en 1751, il réclama l'établissement d'un impôt territorial auquel toutes les classes auraient été soumises sans distinction de nobles et de vilains, de classes privilégiées et roturières. L'opposition des privilégies renversa Machault, en 1754, et jusqu'à la fin du règne de Louis XV, l'administration financière se traina dans la routine. Les acquits de comptant, que Colbert n'avait pu supprimer et qui étaient un moyen de soustraire les prodigalités de la cour à la chambre des comptes, se multiplièrent d'une manière effrayante. Ils ne dépassaient guère dix millions par an sous Louis XIV; ils s'élevèrent, en 1759, à cent dix-sept millions. L'accroissement de la dette publique devenait chaque jour plus menaçant, et le parlement de Rouen ne craignit pas de dire au roi, en juillet 1763: « Les maux sont à leur comble et présagent l'avenir le plus effrayant.» La banqueroute partielle de l'abbé Terray (1771) réduisit la dette à deux cent trente-cinq millions, et le déficit annuel à quarante millions; il était antérieurement de soixante-quatorze millions.

Turgot s'efforça, dans les premières années du règne de Louis XVI (1774-1776), de prévenir la révolution par une réforme. Il revint au projet de Machault pour l'égale répartition de l'impôt. En même temps qu'il supprimait les corvées, il voulait établir un impôt qui aurait pesé sur toutes les classes sans distinction (1776). La chute de ce ministre ajourna les réformes. Necker, nommé administrateur des finances en 1777, réussit d'abord à relever le crédit public; mais, en 1781, il publia un compte rendu qui constatait un déficit de près de deux cent dix-neuf

millions. En voici le résumé:

Recettes Dépenses	436 900 000 livr. 526 600 000
Excédant des dépenses	89 700 000
Anticipations acquit- tées en 1781	129 130 000
Différence totale entre les recettes et les	
dépenses	218 830 000

démission et fut remplacé par de Calonne (mai 1781). A ce moment, la dette exigible s'elevait à six cent quarante-six millions; dans ce total, l'arriéré figurait pour trois cent quatre-vingt-dix millions, les anticipations pour cent so xante-seize millions, et le déficit de l'année pour quatre-vingts millions. Les prodigalités de Calonne accrurent considérablement la dette. Il emprunta, en 1784, cent vingtcinq millions, en 1785, quatre-vingts mil-

1 271 361 543 francs.

Peu de temps après Necker donna sa lions, et, en 1786, soixante-dix millions. mission et fut remplacé par de Calonne C'était une nouvelle dette de deux cent quatre-vingt-cinq millions, dont les in-térêts venaient s'ajouter aux dépen-ses avouées par Necker. De Calonne fut renversé par l'assemblée des notables (8 avril 1787). A cette époque, les revenus de la France sont constatés par le tableau suivant que j'emprunte, avec beaucoup d'autres détails, à la Chronologie de la France, par M. V. Duruy:

IMPOSITIONS EN NATURE OU EN ARGENT.	AU NOM DU ROI par les receveurs, régisseurs ou fermiers.	AU COMPTE des pays d'états et autres pro- vinces pour leurs dépenses locales.	AU PROFIT de particuliers, de corps et de commu- nautés.
1º Impôts de répartitions perçus au nom du roi, dans	livres.	livres.	livres.
les vingt généralités d'élection et dans les quatre généralités des provinces conquises ou cédées	175 269 000	• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	7 GOO 000
tion sur les sommes à payer aux créanciers de l'État 3º Impositions additionnelles établies pour dépenses d'intérêt local, dans les généralités d'élection et dans les	14 891 000		·
provinces conquises ou cédées et qui étaient portées au brevet général	•••••	15 078 000	1
d'impositions	30 485 000	26 370 000	4 890 000
abonnés au compte de l'État, et perceptions accessoires 6º Impositions en nature ou en argent, droits manuels et autres, résultant de priviléges, de coutume ou de con-	308 109 000		7 405 000
cessions faites au nom de l'au- torité royale	29 418 000		260 500 000
	558 172 000	41 448 000	280 395 000
	1	•	•

Le contrôleur général fut remplacé par un conseil de finances, dont le chef était

Total 880 015 000 livres qui feraient en monnaie moderne environ

Loménie de Brienne (1er mai 1787). Après une année de vains efforts, Lomenie se retira et eut pour successeur Necker (24 août 1788); peu de temps après s'ouvrit avec l'assemblée des états généraux

une ère nouvelle (5 mai 1789.)

§ II. Administration financière depuis la révolution de 1789 jusqu'à nos jours. - la révolution détruisit l'ancienne organisation financière; le consulat établit la nouvelle administration qui existe encore aujourd'hui. L'assemblée constituante avait remplacé le contrôleur général par un ministre des contributions publiques. La Convention substitua au ministre un conseil des finances et revenus nationaux. Cette commission fut chargée de l'administration financière en 1794 et 1795. Un revint, sous le Directoire, à une administration unitaire, et, à partir de 1795, il y a tou-jours eu un ministre des finances. Le déficit fut comblé par des moyens violents, et surtout par la création des assignats (voy. § III). Quelques principes féconds furent posés par l'assemblée constituante, entre autres l'égale répartition de l'impôt; de là l'abolition des priviléges de provinces, d'ordres, de corporations, en matière d'impôts. Tous les Français supportèrent les charges publiques dans la proportion de leur fortune, en même temps que toutes les dignites leur devenaient accessibles. Mais quant à l'organisation de l'administration financière, elle ne date réellement que du consulat; l'honneur en revient surtout au ministre Gaudin, qui, dans la suite, devint duc de Gaëte. Centralisation de toutes les recettes et dépenses au ministère des finances, unité et simplicité dans les rouages du système financier, tels sont les deux caractères qui distinguent profondément cette administration de l'ancienne organisation, dont le mécanisme était si compliqué. Il est nécessaire de présenter un tableau rapide du système adopté par Gaudin, et conservé, avec de légères modifications, j**u**squ'à nos jours.

Au sommet de la hiérarchie administrative est placé le ministre des finances; dans chaque chef-lieu de département, un receveur général centralise toutes les recettes du département; chaque chef-lieu d'arrondissement a son receveur particulier, enfin des percepteurs reçoivent l'impôt direct dans un certain rayon de communes. Pour les contributions indirectes, tabacs, boissons, etc., enregistrement, domaines, douanes, postes et autres branches de revenu, la perception se fait par des agents particuliers

qui sont placés sous la surveillance de directeurs spéciaux, et qui versent le produit de leurs recettes dans la caisse du receveur général. Celui-ci transmet toutes les sommes perçues au ministre des finances. Près du ministre, des directeurs spéciaux sont chargés de la surveillance des agents des contributions directes et indirectes, de l'enregistre-ment et des domaines, des douanes, des sorèts et des postes. Une commission dirige la fabrication du numeraire, qui constitue un revenu pour l'Etat. La dette publique a aussi sa direction spéciale au ministère des finances. Tous les revenus de l'Etat sont versés dans la caisse centrale du trésgr. Chaque jour les comptes du caissier central sont soumis à la direction appelée contrôle central du trésor public. Les payements sont faits par le payeur central ou par les payeurs des départements sur des mandais délivrés par les différents ministères, et dûment vérifiés. Une direction particulière appelée direction de la comptabilité genérale, s'assure de la bonne gestion des comptables, et revise toutes leurs opérations. La direction du mouvement général des fonds s'occupe de constater les recettes et les besoins de chaque ministère, et de lui assigner les fonds que réclament les services publics. L'administration centrale qui a la direction de tout le système financier, surveille tous les détails par des inspecteurs généraux des finances qui sont chargés de vérifier toutes les caisses et la gestion de tous les comptables. Il y a aussi au ministère des finances une direction du contentieux chargée de soutenir les intérêts du trésor, mais elle n'a pas d'auributions judiciaires; les lois modernes ont séparé avec soin la juridiction financière de l'administration des finances.

De la juridiction financière. — La juridiction financière, qu'on appelle aussi contentieux financier, a été également simplifiée. Les cours des aides, bureaux des finances, chambres des comptes avaient été supprimés en 1790. Un bureau de comptabilité, composé de quinze membres, les remplaça provisoirement Les tribunaux ordinaires prononçaient, comme tribunaux administratifs, en matière de finances. Mais on reconnut bientôt la nécessité d'une juridiction spéciale pour le contentieux administratif. Les conseils de préfecture furent chargés de prononcer en première instance sur les réclamations des contribuables contre l'administration financière. Les appels furent portés au conseil

d'État qui jugeait en dernier ressort. C'est le système encore suivi aujourd'hui. La cour des comptes, créée par une loi du 16 septembre 1807, a été chargée, comme les anciennes chambres des comptes, de la révision de la comptabilité. Voy. CHAMBRE DES COMPTES.

§ III. Crédit public et dette publique. Aux finances se rattachent les institutions de crédit public. La dette publique remonte à une époque ancienne. Dès le xive siècle, on voit les rois de France avoir recours à l'emprunt. Mais la dette publique ne devint permanente qu'à partir du régne de François I^{er}. Ce roi établit en 1535 les rentes sur l'hôtel de ville de Paris. Ses successeurs continuèrent le système des emprunts et y ajoutèrent quelquefois les formes violentes qui étaient en usage à cette époque Ainsi, en 1553, Henri II ouvrant un emprunt, défendit tout contrat au delà de dix livres de rente entre particuliers jusqu'a ce que l'emprunt royal eût été couvert. Souvent aussi l'emprunt était forcé. Le même roi imposa aux principales villes de France un emprunt forcé au denier douze (environ huit et demi pour cent). Les rentes étaient payées très-irrégulièrement et souvent même en partie retranchées. Lorsque Sully réorganisa les finances, il fixa le taux légal de l'argent au denier seize (environ six et demi pour cent) et résolut de rembourser les reutes ou du moins d'en diminuer l'intérêt, afin de dégager les fonds publics. Cette opération s'accomplit en 1607, malgré de trèsvives réclamations.

Sous Louis XIII on revint aux constitutions de rente et souvent à des emprunts forcés. La dette publique s'aecrut considérablement jusqu'à la mort de Mazarin (1661). Colbert la réduisit de nouveau, en 1662 et 1664, par le remboursement d'une partie des rentes et la réduction de l'intérêt pour les autres. Le taux légal de l'intérêt fut réduit au denier vingt (cinq pour cent), et jusqu'en 1852 il n'a plus varié. Colbert ne connaissait pas le système du crédit public. Lorsqu'il ouvrit un emprunt en 1674, ce fut malgré lui, et la guerre terminée, il se hâta de rembourser les créanciers de l'État. Mais, après sa mort, la dette publique s'accrut, et, maigré tous les expédients financiers et les banqueroutes partielles, elle devint enorme au xviii siècle et contribua à amener la crise révolutionnaire.

Pour rembourser la dette publique, l'assemblée constituante créa les assignats, papier-monnsie qui avait d'abord pour garantie les biens nationaux. On

émit pour quatre cents millions d'assignats et on leur donna une circulation forcée. Dans la suite les créations multipliées d'assignats discréditèrent ce papier-monnaie, et, malgré le maxi-mum ou prix fixé pour la vente des denrées, les assignats perdirent toute valeur. Ce fut vers le même temps (1793) que Cambon qui avait la principale autorité dans l'administration financière, institua le grand-livre où furent inscrites toutes les rentes constituées sur l'Etat. La dette publique fut dès lors régularisée. Aujourd'hui elle se divise en dette flottante et dette inscrite. La première se compose d'emprunts que l'administration s'engage à rembourser dans des termes assez courts indiqués dans les effets publics appelés bons du trésor. La seconde se subdivise en *dette viagère* qui doit s'éteindre avec la vie du prêteur ou du fonctionnaire qui a droit à une pension de retraite, et en dette sondée ou consolidée qui donne droit aux intérêts du capital sans que l'État soit forcé d'en payer le principal à une époque déterminée.

La caisse d'amortissement destinée à éteindre une partie de la dette publique (VOY. AMORTISSEMENT) et la caisse des dépots et consignations (voy. ce mot) qui sert à assurer les pensions de retraite, dépendent aussi du ministère des finances. Depuis quelques années, on a étendu la dette publique par la création des caisses d'épargne. Elles ne datent comme institution publique que de 1835; elles sont destinées à recevoir et à faire fructifier des sommes peu considérables économisees par les ouvriers et les petits rentiers. Gérées par des administrateurs qui inspirent la confiance par leur position et leur moralité, elles reçoivent, conservent et rendent avec les intérêts les capitaux qui leur sont confiés. Les versements ne peuvent pas excéder mille francs pour une seule personne et ne peuvent se faire que de semaine en semaine, par fraction de cinquante à trois cents francs. Un livret est remis en échange de la somme versée et donne droit à un intérêt de quatre pour cent par an. Le remboursement ne peut être réclamé que dix jours sprès l'avis donné à l'administration de la caisse d'épargne. — Voy. Forbonnais, Recherches des finances depuis 1594 jusqu'en 1721, 2 vol. in-4°, ou 6 vol. in-12, ouvrage plein de détails d'un haut intérêt. recueillis avec une scrupuleuse exactitude; d'Audissret, Système financier de la France; Bailly, Histoire financière de la France, Paris, 1839; Bresson, Histoire financière de la France, Paris, 1840 : Dareste, Histoire de l'adminietration monarchique en France, 2 vol.

FINS DE NON-RECEVOIR, DE NON-PROCEDER. — Exceptions que l'on propose, sans entrer dans la discussion du fond, pour prouver que la partie adverse n'est pas recevable en sa demande.

FISC. — On appelait fisc, à l'époque carlovingienne, un ensemble de biens-fonds appartenant à un même propriétaire et dépendant d'une nième administration, soumis généralement à un même système de redevances, de services et de coutumes, et constituant ce qu'on pourrait appeler maintenant une terre (voy. Prolèg. du Polypt. d'Irminon, § 20. Les fiscs etaient d'étendue fort inégale, et comprenaient des possessions, tantôt voisines les nnes des autres et situées dans un seul territoi e, tantôt isolées, éparses et répandues sur une vaste surface. Dans la suite, les lieux qui appartenaient au même fisc surent d'orainaire soumis à la même coutume Le fisc, par excellence, était le domaine particulier du roi (voy. Domaine). - Le mot fisc se prend genéralement aujourd'hui dans le sens de tresor public; les agents du fisc sont les agents de l'administration financière.

fiscal.—Le fiscal ou procureur fiscal était, dans l'ancienne organisation de la France, un magistrat qui remplissait les fonctions du ministère public près des tribunaux subalternes ou des juridictions seigneuriales.

FISCALINS. — Les fiscalins (fiscalini , fiscales) étaient les hommes et femmes qui dépendaient du fisc royal. Ils n'étaient pas tous de la même condition. Les uns étaient libres et appelés hommes du roi (homines regii; les autres étaient serfs et appelés sers du fisc servi fiscales. Parmi les fiscalins serfs, il faut encore distinguer ceux qui dépendaient du domaine public et vivaient sur les terres du domaine des fiscalins appartenant au roi et appelés les fiscalins royaux. La naissance, l'acquisition, la confiscation recrutaient cette classe de serfs. Les hommes libres qui contractaient un niariage illicite devenaient fiscalins, aussi bien que les serfs des juis maltraités par leurs maîtres ou convertis au judaîsme. Les fonctions serviles, dans l'interieur des maisons royales, étaient remplies par des fiscalins. Un passage de Grégoire de Tours donne une idée de la misérable condition de ces serfs. Cet historien raconte que lorsqu'en 584 Chilpéric, fils de Clotaire ler, donna sa fille en mariage au roi des Visigoths établis en Espagne, il vint à Paris

et fit enlever des muisons qui appartenaient au fisc un grand nombre d'hommes et de femmes qu'on entassa dans des chariots pour accompagner et servir la fiancée. Ceux qui refusaient de partir et versaient des larmes étaient jetés en prison. Plusieurs s'y étranglèrent de désespoir. Beaucoup de gens, des meilleures familles, enrôles de force dans ce cortége. firent leur testament et donnérent leurs biens aux églises. « Le fils, dit Grégoire de Tours, était séparé de son père, et la mère, de sa fille; ils partaient en sanglotant et en prononçant de grandes malédictions; tant de personnes étaient en larmes dans Paris, que cela pouvait se comparer à la desolation de l'Egypte. » (Voy. Aug. Thierry, Lettres sur l'histoire de France, lettre VII.)

FIVATIER. — Ce mot désignait, dans les anciennes coutumes, un tenancier qui devait à son seigneur cens, rentes et autres redevances féodales.

FLAGELI.ANTS. — Secte d'hérétiques qui parut aux xııı et xıv siècles, et qui tirait son nom de l'usage de se slageller en public. On prétend qu'elle prit naissauce à Pérouse, vers le milieu du xini siècle. Il est certain, d'après le témoignage des ecrivains du moyen age, que les populations tourmentées par quelque fléau se soumettaient souvent à des explations publiques et ne s'epargnaient pas les flagellations La peste noire de 1348 exalta encore les imaginations, et inspira la pensée de nouvelles mortifications. Des bandes de pénitents parcoururent l'Allemagne. la Belgique et la France, chantant des cantiques dont quelques-uns sont parvenus jusqu'à nous, se flagellant publiquement et de manière à faire ruisseler le sang sous les coups. Comme ils portaient une croix sur leurs vêtements, on les appelait les confières de la Croix aussi bien que les flage lants. Les imaginations s'exaltaient par ces flagellations sanglantes, et on ne tarda pas à s'inquieter des désordres qui en résultaient. Des opinions hétérodoxes s'étaient propagées parmi les flagellants; ils prétendaient que Dieu rejetait les prêtres et leur ôtait tout pouvoir de lier et de délier sur la terre; que le baptême de l'eau était remplacé par le baptème de sang; que le corps du Christ n'était pas réellement présent dans l'eucharistie, etc. Dès 1349, le pape Clément VI condamna la secte des flagellants; mais ils n'en continuèrent pas moins de parcourir l'Allemagne et la France. A cette époque, on en comptait, en France, près de huit cent mille. Enfin, la réprobation de l'Église, soutenue par la

puissance séculière, dispersa et détruisit la secte des flagellants. On ne doit pas confondre ces hérétiques avec les confréries de pénitents dont les pratiques n'ont rien de contraire à la doctrine catholique. L'histoire des flagellants a été plusieurs fois écrite. Jacques Boileau, frère de Boileau-Despréaux, publia, en 1700, un ouvrage intitulé: Historia flagellantium (Hist. des flagellants; cet ouvrage, qui souleva une polémique assez vive, fut presque immédiatement traduit en français. En 1711, il parut à Leipsig une nouvelle dissertation latine sur les flagellants, par Schætteen (de secta flagellantium commentatio).

FLAMBERGE. — Nom de l'épée de Renaut de Montauban, un des paladins de Charlemagne et l'aîné des quatre fils Aymon. Le mot *l'amberge* a servi dans la suite à désigner toute espèce d'épée.

FLAMBOYANT (Style). — Style d'architecture imitant les flammes; on le trouve principalement au xve siècle. Voy. ÉGLISE, § VI.

FLÉAU D'ARMES. — Arme du moyen age. Voy. Armes (fig. K).

FLÈCHE. — Voy. Armes (fig. S) et Eglise (fig. L).

FLÉTRISSURE. — Peine infamante. La flétrissure consistait à marquer le coupable d'un signe indélébile. Autrefois on imprimait une fleur de lis sur une partie de son corps; dans la suite on l'a marqué d'un V sur l'épaule, s'il avait été condamné pour vol, ou des lettres GAL quand il avait été condamné aux galères. Les nouveaux codes substituèrent les lettres TF (travaux forcés) La peine de la flétrissure par la marque a été abolie par la loi du 28 avril 1832.

FLETTE. — Bateau qui servait de coche d'eau et transportait les voyageurs.

FLEURS DE LIS. — Les sleurs de lis ont été, depuis le xue siècle jusqu'à la fin du xviii, les armes de France; il est donc nécessaire de s'y arrêter et de rappeler ce qu'en ont dit les écrivains qui se sont occupés des antiquités de la France. Louis VII, en partant pour la croisade, prit une bannière d'azur, semée de sleurs de lis. On a imagine des hypothèses fort singulières pour expliquer l'usage de ces sleurs de lis. Quelques-uns ont prétendu que les premiers Francs avaient choisi l'iris ou lis des marais pour rappeler leur origine, parce qu'ils étaient sortis de pays marécageux. D'autres ont raconté que les soldats de Clovis s'en étaient fait des couronnes après la bataille de Tolbiac.

Sonnini a cru reconnaître la sleur de lis héraldique parmi les peintures d'un temple de Dendérah, en Egypte. On a cru aussi retrouver la sleur de lis dans l'ornement qui termine le sceptre des anciens rois babyloniens et assyriens. Je ne rappelle ces hypothèses que pour montrer avec quelle hardiesse les savants les ont entassées. En voici d'autres qui ont plus de vraisemblance. Le P. Godefroy Henschenius, continuateur des Actes des saints que le P Bollandus avait commencés, et que l'on désigne sous le nom de Collection des bollandistes, a émis une nouvelle conjecture dans une dissertation placée en tête du troisième volume des Actes des saints du mois de mars, et intitulée: Généalogie des rois de la première race. A l'occasion d'un sceau de Dagobert Ier, apposé à une charte donnée par ce prince en faveur de l'abbaye de Saint-Maximin de Trèves, le 5 avril de la douzième année de son règne, qui corres-pond à l'année 635, il dit que l'on y voyait trois sceptres liés ensemble pour signifier les royaumes d'Austrasie, de Neustrie et de Bourgogne, que Dagobert avait réunis. De là, ce savant jésuite conclut qu'il est à présumer que la fleur de lis héraldique représente l'union de ces trois sceptres, qui, liés ensemble, ressemblent à la plante nommée iris.

il est plus probable que les fleurs de lis rappellent une ancienne arme offensive qui présentait au milieu un fer droit et pointu. On avait adapté aux deux côtés des pièces de fer en demi-croissant, et le tout était lié par une clavette qui formait ce qu'on appelle le pied de la sleur de lis. Dans un sceau de Lothaire (972), que Mabillon a publié dans son Traité de diplomatique, Lothaire est représenté tenant en sa main droite un long bâton au haut duquel on voit un fer de lance avec deux crochets; c'est déjà la steur de lis héraldique grossièrement dessinée. Un sceau de Hugues Capet le montre avec une couronne dont les fleurons ressemblent à des seurs de lis Son fils Robert, sur un sceau de 1030, tient dens la main droite un petit sceptre qui se termine par un ser de lance. On voit, dans un sceau de 1058, Henri I avec une couronne garnie de fieurons qui ont beau-coup d'analogie avec les fers de lance. Un sceau de Louis VI (1113) présente la fleur de lis plus nettement marquée. Enfin, son fils Louis VII, sema, comme nous l'avons dit, les fleurs de lis sur son étendard. Il semble, d'après ces faits, que cet insigne de la royauté française rappelait les anciennes armes des Francs. Philippe Auguste prit le premier une

fleur de lis pour contre-scel. Sous saint Louis les princes du sang royal commencèrent à porter des fleurs de lis dans leurs armes avec différentes brisures. Enfin, depuis Charles V, les fleurs de lis de l'écusson royal furent réduites à trois. Déjà, sous Philippe III, on trouve les trois fleurs de lis: mais cet usage ne devint constant qu'à partir du règne de Charles V; il faut peut-être l'attribuer à la forme triangulaire de l'écusson royal qui rendait cette disposition plus commode.

FLIBUSTIERS. — Les flibustiers étaient des corsaires qui, dans la première moitié du xvii siècle, parcouraient les mers des Antilles. Dans l'origine, ils n'étaient pas moins redoutables à leurs compatriotes qu'aux étrangers; mais, vers la fin du xvii siècle, le gouvernement français disciplina les flibustiers et s'en servit pour dévaster les colonies espagnoles. On fait dériver le nom de flibustiers de flibot, petit navire de quatre-vingts à cent tonneaux. L'Histoire des flibustiers a été écrite par Exmelin et Archenholz.

FLORAUX (Jeux). — L'Académie des jeux floraux fut établie à Toulouse dès le commencement du xive siècle (1323). Elle existe encore aujourd'hui. Voy. Académie.

FLORETTES.—Monnaies frappées sous Charles VI et marquées de trois fleurs de lis; on les appelait aussi grands hlancs.

FLORIN. — Monnaie qui tirait son nom de Florence ou de ce qu'elle était semée de fleurs de lis. Le florin était primitivement une monnaie d'or; mais dans la suite on donna ce nom à des monnaies d'argent.

FLOTTAGE. — Ce fut en 1549 que Jean Rouvet imagina de faire flotter des trains de bots que le cours des rivières apporte dans les fleuves qui les conduisent dans les grandes rivières. Les premiers essais de sottage eurent lieu dans le Morvan.

FLOTTE, FLOTTILLE. — Voy. MARINE. , FLUTE. — Voy. Musique.

FLUTES. — Bâtiments chargés ordinairement du transport des vivres. Voy. Manue.

FOI. — Le vassal devait à son seigneur foi et hommage. Voy. FÉODALITÉ, § II. — Les serments de foi et hommage prêtés au roi par ses vassaux directs ne pouvaient être reçus qu'en la chambre des comptes.

FOI (Pères de la). — On donna ce nom aux jésuites rétablis en France sous le règne de Louis XVIII.

FOI-MENTIE. — Ce mot composé était synonyme, au moyen âge, de déloyauté. félonie, trabison. Accuser un chevalier de soi-mentie c'était lui saire une insulte qui ne pouvait être lavée que dans le sang. Le chevalier convaince de foi-mentie par le duel ou par le jugement de ses pairs, était dégradé et livré au dernier supplice (voy. Dégradation). Le chevalier cou pable de trahison était lui-même appelé soi-mentie ou soi-menti. Les Assises de Jérusalem (chap. LxII) emploient ce terme. L'acte d'acquisition du château de Josselin par Olivier de Clisson (1370) sc termine ainsi: Et si je sais et soussre le contraire, je veux être tenu et réputé parjure chevalier et foi-mentie (Hist de *Brel.*, t. II, p. 540).

FOIRE (Théâtre de la). — Voy. THÉATRE.

FOIRES. — Les foires avaient, au moyen age, une importance qu'elles n'ont pu conserver dans les temps modernes. A une époque où les communications présentaient de grandes difficultés, il était nécessaire qu'à des jours déterminés, les habitants des campagnes pussent venir s'approvisionner dans quelques centres principaux. La France avait plusieurs foires annuelles très-importantes. On cite entre autres les foires de Saint-Denis ou du Londit ou Landit, de Narbonne, de Beaucaire, de Lyon, et surtout les foires de Champagne. Les denrées de l'Orient, apportées à Marseille, remontaient le Rhône jusqu'à Lyon et de là se répandaient dans toute la France. Mais c'était principalement en Champagne que les marchands venaient faire leurs acquisitions. Ces foires étaient un rendez-vous des principales nations de l'Europe; on y improvisait des villes, dont les divers quartiers étaient occupés par les princi-paux métiers. Un poête du xiii siècle donne une idée de ces réunions où s'étalaient le luxe et les arts du moyen âge. Il parcourt une de ces foires, où il a

Au bout, par deca regratiers, Trouvé barbiers et corvoisiers, Taverniera st. puis tapissiers ; Assen près d'eux sont les mersiers A la côte du grand-chemia Est la foire du parchemin; Et après trouvai les pourpoints... Puis le grande pélléterie... Pais mien vevius en une plaine, Là où l'on vend cuire vrus et laine, M'en vins par la féronerie ; Après trouvai la batterie (les chandronniers), Courdouaniers et boureliers, Selliers et fremiers et cordiers.... Après les joyaux d'argent Qui sont ouvrés d'orfévrerie... Si n'oubli pas, comment qu'il aille, Ceux qui amément la bestaille.

De nombreuses ordonnances réglérent la police des foires de Champagne On laissait aux marchands une grande liperté; ils nommaient eux-mèmes les maitres des foires qui rendaient sommairement la justice et avaient droit de faire exécuter leurs sentences dans toutes les provinces de France, malgré l'opposition des magistrats des localités. C'était une garantie indispensable pour les marchands de toutes les nations qu'il était de l'intérêt de la France d'y attirer. On avait soin que ces étrangers y trouvassent des logements convenables. « Les Italiens, Florentins, Lucquois, Milanais. Génevois, Vénitiens, Allemands, Provençaux et autres y avaient demeurance honnète. » Les rois ne manquent pas de signaler dans leurs ordonnances les avantages que ces foires de Champagne procuraient à la France et à tous les pays commerçants. Piacée aux marches ou frontières de la Bourgogue, du Lyonnais, de la Lorraine, de l'Ile-de-Rrance et de la Flandre, la Champagne était un des points les mieux choisis pour être le centre du commerce européen. « Les foires de Champagne, dit Philippe de Valois dans son ordonnance de 1344, ont été sondées pour le bien commun de tous les pays, tant de notre royaume, comme de dehors; elles ont été établies ès marches communes (au point de contact des provinces) pour tous les pays remplir des marchandises qui leur sont nécessaires, et par ce ont consenti à leur fondation tous les prélats, princes, barons, chrétiens et mécréants. » Ainsi les musulmans eux-mêmes trouvaient protection dans ces congrès du commerce et de l'industrie. C'était déjà, sur une échelle heaucoup moins vaste, ce spectaule de tous les peuples réunis par le commerce, que l'Angleterre a donné au monde, en

Les foires de Champagne avaient leur chancellerie particulière, et des chauffecires institués pour sceller les actes de vente que dressaient quarante notaires. Un officier public était chargé de veiller à ce que les poids et mesures ne donnassent lieu à aucune fraude. Enfin, pour que rien ne manquât à ces solemnités du commerce, la religion y ajoutait ses pompes et les ouvrait par une procession destinée à appeler les bénédictions de Dieu. Outre les garanties que chaque nation trouvait dans l'élection des maitres des foires et des prudihommes des différents métiers, elle avait encore pour protéger ses intérêts des magistrats particuliers que l'on appelait capitaines des foires. C'étaient de véritables consuls chargés de la défense de leurs concitoyens. Comme il y

avait, dans ces foires, une espèce de solidarité entre tous les marchands d'un même pays, il était nécessaire qu'ils eussent un chaf nommé par les suffrages de toute la communauté et chargé de défendre ses droits. On en trouve la preuve dans un fait qui se passa à la fin du xinesiècle. Dans une des foires de Champagne de 1207, des commerçants de Lucques avaient manqué à leurs engagements. Les maîtres des loires en exclurent tous les Italiens. Albert de Médicis, qui prenait l'étitre de capitaine de la communauté des marchands italiens (capitaneus et rector universitatis mercatorum Italiæ), intervint en faveur de ses compatriotes et obtint qu'ils fussent rappelés; on n'excepta que les Lucquois. Dans une lettre qui est parvenue jusqu'à nous, il annonça officiellement ce résultat aux Italiens et les rappela aux foires de Cham-

La plupart des grandes villes du nord et du sud de la France avaient aussi leurs foires: Paris, les foires de Saint-Germain, du Temple, de Saint-Ovide, la foire aux jambons; Rouen, les foires de la Chandeleur, de Saint-Romain et du Pardon; Falaise, la foire de Guibray; Beaucaire, les foires où toute la France envoie encore aujourd'hui ses pro-

duits, etc.

Indépendamment de leur importance commerciale, les foires exerçaient une grande influence sur les relations politiques. Là, se réunissaient les habitants de toutes les provinces; la, s'émoussaient par le contact ces antipathies provinciales si vives au moyen âge, et que la civilisation moderne n'a pu complétement détruire: là, en un mot, se préparait l'unité de la France.

FOL APPEL. — Appel mal fondé. Du temps de Charlemagne, le fol appel était puni d'une amende, et, si l'appelant ne pouvait la payer, il recevait des juges la bastonnade. Le fol appel est encore puni aujourd'hui d'une amende de 10 fr.

FOLIE D'ESPAGNE. — Danse exécutée par une personne seule, comme la sarabande.

FOLLE (Mère).—On appelait mère folle le chef d'une association burlesque qui s'établit à Dijon., en 1454, sous le nom d'infanterie dijonnaise. Les membres de cette corporation faisaient, à l'époque des vendanges, une promenade dans la ville : ils étaient travestis et montés sur des chariots. Leur drapeau portait l'image d'une femme assise, vêtue de trois couleurs, avec un chaperon à deux cornes; une

multitude de petits sous sortaient de ses amples jupons : elle avait pour devise ces mots latins : stultorum plena sunt omnia (tout est plein de sous ou s'ultorum infonitus est nume us (le nombre des sous est infini). Le cortége de la mère solle répétait des poésies s'itiriques, et la licence alla si loin que cette sète sut supprimée en vertu d'un édit rendu par Louis XIII à Lyon le 21 juin 1630. La mère solle ou mère solle de Dijon avait beaucoup d'analogie avec les abbés des cornards ou cosnards de Rouen et d'Evocux, l'abbé de Liesse, le roi de la Basoche, l'évêque des sous, le prince d'amour, etc.

FONCIER (Crédit). — Voy. CRÉDIT FON-CIER.

FUNCIER (Impôt). — Impôt qui porte sur la terre et les proprietés immobilières. Voy. Impôts.

pelle fonctionnaires publics ceux qui, dans les diverses branches d'administration, exercent, au nom de l'État, une portion de l'autorité publique.

FONDATION. — Une fondation est la donation d'une certaine somme pour des œuvres de pieté ou d'utilité publique.

FONDERIES DE CANONS. -- Voy. ARMES.

FONDS PERDU. — Rente viagère qui s'éteint à la mort de celui pour qui elle a été constituée, et dont, par conséquent, le fonds est perdu pour ses héritiers.

FONDS PUBLICS. — Ces mots s'appliquent spécialement aux rentes créées par l'État et dont les tit es se nég cient par l'intermédiaire des agents de change. Ils désignent encore toutes les valeurs françaises et étrangères négociables par les inèmes agents, telles que les actions de la banque de France, les obligations de la ville de Paris. Voy. Finances, § III.

FONTAINES DE VIN. — L'usage des fontaines de rin dans les sêtes publiques remonte à une haute antiquité. Lorsque Charles VI sit son entrée à Paris avec Isabeau de Bavière, il y eut tout le jour et toute la nuit des sontaines qui versaient du vin. A l'entrée de Charles VII dans Paris, en 1437, on éleva une sontaine dont un des tuyaux jetait du lait, un autre du vin vermeil, un troisième du vin blauc, et le quatrième de l'eau. En 1461, lorsque Louis XI sit son entrée dans la rue Saint-Denis, on voyait une sontaine qui versait du vin et de l'hypocras.

FONTAINES PUBLIQUES. — Les fontaines publiques sont à la fois des monu-

ments d'utilité et des ornements pour les villes. Voy. VILLES.

FONTANGE. — Nœud de rubans que les femmes portaient, aux xvii et xviii siècles, sur le devant de leur coiffare et un peu au-dessus du :ront. Mile de Fontanges s'apercevant à la promenade que sa coiffure manquait de solidité, prit une de ses jarretières qu'elle lia autour de sa tête. On trouva ce nœud charmant, et ce que le hasard avait produit devint sur-le-champ une mode qui dura jusqu'à la seconde moitié du xviii siècle. La forme du nœud des fontanges changea plusieurs fois.

FONTEVRAULT. — Abbaye célèbre de l'ordre de Saint-Benoît, fondée par Robert d'Arbrissel, en 1100, sur les conâns de l'Anjou et du Poitou (près de Saumur, dans le département de Maine-et-Loire). Robert d'Arbrissel bâtit dans le même lieu plusieurs monastères pour les femmes et pour les hommes, et les plaça sous la protection de la Vierge. Cet institut fut approuvé par le pape Paschal II, en 1105, et Fontevrault devint chef d'ordre. La supérieure générale était une femme. Un grand nombre d'abbayes et plus de cent cinquante prieurés dépendaient de Fontevrault.

FONTS BAPTISMAUX. — Vase en pierre ou en marbre qui sert à conserver l'eau employée pour le baptême. Voy. BAPTISTÈRES.

FOR. — Terme de coutume, qui signiflait droit, juridiction; il était dérivé du latin forum : lieu où l'on rendait la justice). On disait les fors ou coutumes de Béarn, le for de Morlas, d'Oloron, etc.

FORAGE. — Droit féodal prélevé par le seigneur sur le vin mis en vente, et par ticulièrement sur le vin vendu en détail.

FORAIN. — Ce mot se prenait dans le sens d'étranger.

FORAIN (Théatre). — Voy. Théatre.

FORBAN, FORBANNISSEMENT. — Ces mots étaient employés dans quelques coutumes comme synonymes de bannissement. Voy. Ban. — On disait autrefois forbannir pour exiler.

FORÇAT. — Homme condamné aux travaux forcés. Voy. Peines.

FORCE (Maison de). — Maison où l'on enfermait les garçons et les filles qu'on voulait châtier et ramener à une vie meilleure. Il y avait près de Rouen la maison de Saint-Yon, pour les garçons, et à Paris les Madelonnettes, pour les filles.

FORCETIERS. — Une corporation de forcetiers, fabricants d'ouvrages en fer et en cuivre, s'était organisée à Paris dès 1291.

FORCLOS, FORCLUSION. — Ces termes appartiennent à l'ancien droit français. Lorsque, dans l'espace de huit jours, une des parties n'avait pas produit ses griefs, dits, contredits et autres moyens de droit, clle était frappée de forclusion, c'est-à-dire qu'elle ne pouvait plus les produire. On appelait forclos celui qui était ainsi exclu du tribunal. La forclusion n'avait pas lieu en matière criminelle.

FORCOMMAND. — Terme des anciennes coutumes; mandement d'un juge pour débouter quelqu'un de sa possession en cas et matière de revendication.

FORESTAGE. — Droit qu'un forestier devait payer à son seigneur. Dans les temps féodaux, l'office de forestier était souvent exercé par des nobles. En Bretagne, îls devaient pour forestage, au seigneur qui tenait sa cour plénière, des tasses et des écuelles. (D. Lobineau, Histoire de Bretagne, t. 1, p. 203.)

FORESTIER. — Titre de dignité au moyen âge. Jusqu'au temps de Charles le Chauve, on donnait le nom de forestier au seigneur chargé du gouvernement de la Flandre.

FORESTIER (Garde). — Garde préposé à la conservation des forêts de l'État. Voy. EAUX ET FORÊTS.

FORFAITURE. — Crime commis par un vassal contre son seigneur. Un fief devenait vacant par forsaiture. voy. FÉODALITÉ. — On appelait encore forsaiture un crime commis par un officier contre les devoirs de sa charge. Les offices, qui, dans l'ancienne monarchie, étaient une propriété, ne se perdaient que par forsaiture.

FORFUYANCE. — Droit payé par un serf pour obtenir de son seigneur la permission de passer dans un autre domaine.

FORGAGE. — Terme de coutumes; droit de racheter un bien meuble ou immeuble, de le dégager en rendant le prix à l'acquéreur. En Normandie, un homme dont on avait saisi et vendu les meubles, pouvait, par droit de forgage, les reprendre dans la huitaine.

FORGERON, FORGES. — Voy. Indus-

FORJUREMENT, FORJURER. — Le forjurement était une véritable renonciation à la famille et au pays. Cet usage remontait aux lois des barbares. Le Franc qui voulait renoncer à sa famille se présentait

devant le juge portant à la main une baguette de saule qu'il brisait en quatre morceaux; il les jetait par-dessus son épaule en présence de ses parents, et rompait ainsi légalement tout lien de famille; il n'avait plus droit à l'héritage et n'acceptait plus les haines de famille qui étaient héréditaires chez les peuples barbares. Forjurer son pays, c'était l'abandonner. On forjurait souveut pour se soustraire aux poursuites de la justice. La coutume de Normandie donnait neuf jours à celui qui avait cherché un asile dans une église pour se décider à comparastre en justice ou à sorjuier le pays. S'il préférait ce dernier parti, il juraiten pré-sence des juges et de quatre chevaliers de quitter la Normandie immédiatement et pour toujours. Un pied dans l'asile, et l'autre au dehors, il prétait le serment sur les Evangiles. Les magistrats lui assignaient sa route et le délai accordé pour sortir de la province. S'il le dépassait, il retombait sous le coup de la justice, et, comme dit l'ancienne coutume, il portait son jugement avec lui.

FOR-L'ÉVEQUE. — Le mot for, dérivé du latin forum (tribunal), désignait souvent une juridiction ecclesi stique. Le for-l'évêque, qu'on a quelquefois écrit, mais à tort, fort-l'évêque, était primitivement le siège de la juridiction de l'évêque de Paris (forum episcopi). Il était situé dans la rue Saint-Germain l'Auxerrois. Lorsque la juridiction épiscopale fut supprimee en 1674, on fit du sor-l'évêque une prison royale. On y enfermait principalement les prisonniers pour dettes et les comédiens qui avaient manque au public ou désobéi à l'autorité. En 1765, Molé. Lekain et autres acteurs celèbres furent conduits au for-l'eveque pour avoir refusé de jouer dans le Siège de Calais avec un comédien qu'ils accusaient d'actes honteux. Cette prison fut détruite en 1780.

FORMARIAGE. — Droit que payait at seigneur une personne de condition servile, lorsqu'elle se mariait hors de la seigneurie à laquelle elle appartenait, ou lorsqu'elle épousait une personne libre ou dépendante d'un seigneur étranger. Le droit de formariage a été perçu dans le pays de Verdun jusqu'en 1789.

FORMULAIRE. — Ècrit qui contient la formule du serment que l'on doit prêter. On donnait surtout ce nom à l'acte par lequel les jansénistes devaient condamner la doctrine contenue dans l'Augustinus de Jansénius. Ce formulaire, qui donna lieu à de longues discussions, fut rédigé en 1656. Voy. Jansénisme.

FORMULES. — Les formules sont certaines expressions consacrées, dans chaque àge ou dans plusieurs siècles, pour rendre une idée; ce sont aussi des modèles qui ont servi, aux diverses époques, pour les testaments, les ventes, les donations et autres actes de la vie civile. On a un certain nombre de recueils de ces formules qui sont impor-tantes pour l'histoire des institutions et des mœurs. On regarde comme les plus anciennes celles que l'on connait vous le nom de formules d'Anjou : elles sont probablement du règue de Childebert les, suivant la remarque de D. Mabillon qui a public les formules d'Anjou formulæ andegavenses) dans ses Analecta vetera et dans son traité de Diplomatique. M. de Rozière en a donné, en 1844, une nouvelle édition plus complète que les précédentes. Au vii siècle, le moine Marculfe réunit Jes formules d'actes en usage de son temps; ce recueil a été publié pour la première fois par Jérôme Bignon (1613), et reproduit dans un grand nombre d'ouvrages, dont les auteurs, ont ajouté de nouvelles formules. Sirmond, Baluze et beaucoup d'autres érudits ont publié de nouvelles formules de différents siècles.

D. de Vaines, dans son Dictionnaire de diplomatique, fait sur ces recueils les remarques suivantes: il faut observer, dit-il, 1° que les différents protocoles servaient aux chanceliers et aux notaires, au besoin, en sorte que les formules étaient souvent dressées d'avance ; 2º que tous les chanceliers et notaires ne s'y sont pas astreints; mais qu'ils dressaient aussi des actes suivant leur gré et leur caprice; 3° qu'on a souvent rédigé différentes chartes sur un seul et même protocole, en sorte qu'une pièce semble n'être qu'une imitation de l'autre, à l'exception des lieux, des personnes, des dates et de certaines circonstances particulières; 4º que la diversité des notaires a dû nécessairement produire des variations dans le style et les formules; 5° que quoiqu'un acte soit écrit d'un style qui ne convienne point au prince, dont il porte le nom, il peut n'en être pas moins authentique, parce que les rois n'ont pas toujours eu connaissance des actes expédiés en leur nom par leurs ministres. De là il faut conclure qu'on ne doit s'attendre à trouver de l'uniformité dans les formules des actes publica qu'autant que leur style est fixé par les lois ou par l'usage; car, sans ce motif, rarement une formule devient tout d'un coup générale. Il faut quelquefois plusieurs siècles pour qu'un usage dejà

fort ordinaire devienne uniforme, et en général plus on approche des siècles d'iguorance, moins on doit rechercher de régularité dans les sormules. Ainsi il ne faut pas suspecter une charte qui offrirait une sormule singulière et nouvelle, qui, dans les siècles suivants, a pris faveur. Mais, s'il est avéré que cette formule ou ce mot n'étuit point encore inventé au temps où la charte a été rédigée, elle doit passer pour fausse. Si même il n'y en avait ancun exemple dans le siècle dont il s'agit, et que ces formules ne fussent devenues d'un usage ordinaire que trois ou quatre siècles plus tard, les chartes où esles se trouveraient pourraient être suspectes. Muis quand les sormules sont abandonnées au caprice des pasticuliers, on ne peut rien conclure coutre un titre du peu de ressemblance qu'il a avec un ou plusieurs autres actes du même temps et de la même personne. « Cette comparaison de chartes est sujette à bien des méprises, ajoute D. de Vaines; cependant si les formules d'une charte étaient si monstrueuses qu'elles n'eussent aucun rapport avec les usages du siècle auquel la pièce se rapporterait, elle devrait passer pour supposée. De même, des formules reconnues comme invariables dans toutes les chartes d'un siècle ou d'un pays, imprimeraient un caractère de faux à celles qui en offriraient de différentes dans la même circonstance. Si cette invariabilité n'est pas avérée, tout argument negatif est sans force vis-à-vis d'une formule singulière positive. » Après ces préliminaires, D. de Vaines insiste sur les formules les plus importantes, savoir les formules d'in-vocation, de suscription, de salut, de préambule, d'annonce ou de précaution, de salutation finale, de souscription, etc.

Invocation. — Un grand numbre d'actes commencent par une invocation à Dieu, à Jésus-Christ, à la sainte Trinité. L'invocation est quelquefois résumée dans une ou deux lettres X S (Christus) ou.simplement X. Quelquesois on trouve, en tête des chartes, l'alpha et l'oméga (AΩ), symbole de l'éternité du Fils de Dieu. Les diplomes, que Charlemagne donna après avoir été couronné empereur d'Occident le 25 décembre de l'an 800, commencent tous par la formule suivante: In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti. Louis le Débonnaire, son successeur, se servait de l'invocation: In nomine Domini Dei et Sulvatoris nostri Jesu Christi. Les diplômes de Charles le Chauve portent: In nomine sancts et individus Trinitalis. Cette invocation se trouve dans la plupart des diplômes des derniers Carlovin-

giens. Au xie siècle, les formules initiales furent modifiées. On y retrouve les invocations que nous avons déjà citées et plusieurs analogues. Au xII siècle également; l'invocation plus simple: In Christi nomine est aussi usitée à cette époque. Les chartes solennelles du XIIIe siècle conservent encore ces invocations; mais les chartes moins importantes les suppriment. Au xive siècle, les invocations disparaissent des diplômes des rois. On les retrouve dans les testaments et dans les actes particuliers passés devant les notaires. En résumé, les diplômes importants depuis Charlemagne jusqu'à Philippe le Bel commencent par des invocations à Dieu, au Christ, à la Sainte Trinité; les formules de des invocations varient, mais elles présentent toujours à

peu près le même sens.

Suscription. — On entend par suscription dans la diplomatique les titres pris ou donnés au commencement des lettres ou des actes. Dès les vie et viie siècles, les papes prennent dans la suscription des bulles le titre de serviteur des serviteurs de Dieu; on le trouve du moins dans des actes de Grégoire le Grand. Les évêques des premiers siècles se bornaient à mettre dans les suscriptions les deux noms de l'auteur et du récipiendaire avec la seule qualité de frère. Après les trois premiers siècles, les prélats se désignèrent par leur titre d'évéque, en y ajoutant souvent les épithètes d'humble, d'indigne, etc. La formule par la grâce de Dieu et du saint siège apostolique date de la fin du xiiie siècle et devint fréquente dans le xive. C'est aussi à cette époque qu'une partie de la suscription est rejetée au bas de l'acte. « On ne connaît pas, dit D. de Vaines, de lettre plus ancienne, où celui qui l'écrit mette son nom après l'écriture et au bas de la page, selon l'usage actuel, que celle que Henri de Vil-lars, archevêque de Lyon, écrivait à l'emperenr Charles IV(29 décembre 1847). Au bas est écrit : Henricus de Villariis, archiepiscopus et comes Lugduni, totus vester. » Les diplômes des rois mérovingiens portent ordinairement pour suscription ces mots: N. rex Francorum vir inluster. Pépin le Brefajouta au titre de rex Francorum les mois Dei gratia. Charlemagne, après son couronnement comme empereur d'Occident, adopta la suscription suivante: Carolus serenissimus Augustus, a Deo coronatus, magnus et pacificus imperator, romanum gubernans imperium, qui et per misericordiam Dei rex Francorum et Longobardorum (Charles sérénissime Auguste, couronné de Dieu, grand et pacifique

empereur, gouvernant l'empire romain, et par la miséricorde de Dieu roi des Francs et des Lombards). Au ixe siècle, les formules de auscription rappelèrent les titres de roi ou d'empereur que portaient les souverains avec l'addition des mots: Dei misericordia, Dei gratia, divina ordinante providentia, etc. Il en fut de même au xe siècle. On remarque, au xie, le titre de Très-saint Père donné au roi Robert. Ce fut ce prince qui le premier, entre les rois de France, commença sa suscription par le pronom ego. On sait que plus tard les rois d'Espagne firent usage de la formule analogue moi LE ROI. Au XIII siècle, on remarque le titre de rai de France (Francis rex) au lieu de roi des Français (Francorum rex). On le trouve dans une charte de Louis VII de l'année 1471 (Ordonn. des rois de France, t. I, p. 206). Les deux suscriptions furent pendant longtemps employées concurremment. xiii siècle, les actes latins emploient ordinairement la suscription rex Francorum, et les actes français celle de roi de France. Il en est de même aux XIVe, XVe et XVIe siècles. Henri IV se qualifia roi de France et de Navarre, et ses successeurs conservèrent ce titre jusqu'à la révolution. Napoléon s'intitulait empereur des Français, roi d'Italie protecteur de la ligue du Rhin, médiateur de la Suisse, etc. Avec la restauration reparut la formule roi de France et de Navarre. Après la révolution de juillet 1830, Louis-Philippe prit dans ses ordonnances le titre de roi des Français.

SALUT. — Le salut, qu'il ne faut pas confondre avec la salutation, est toujours placé au commencement d'une lettre, et la salutation vers la fin. Dans le principe, la formule de salut se bornait à ces mots: salutem ou salutem dicit, mis après les noms et qualités de l'auteur et du récipiendaire. Les chrétiens ajoutèrent in Domino, in Christo, etc. Dans la suite, et principalement à partir du 1ve siècle, on remplaça le mot salutem par felicitatem, benedictionem, obsequium, gaudium, reverentiam, etc. Les variations de formules furent surtout nombreuses du ive au xii siècle. On revint dans la suite à la formule plus simple : salut en notre Seigneur. Depuis le xie siècle, les papes ont adopté la formule salutem et apostolicam benedictionem. Les diplômes et autres actes des rois de France, surtout depuis le xve siècle, commencent presque toujours par ces mots: N. par la grace de Dieu, roi de France et de Navarre, à tous présents et à venir, salut; ou, à

tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut. Lorsque les rois s'adréssaient aux membres des parlements, ils leur donnaient le titre d'amés et séaux.

PREAMBULE, ANNONCE OU PRÉCAUTION. - On appelle préambules des chartes les motifs qu'on allègue après la suscription pour expliquer l'objet principal de l'acte; ils varient à l'infini. On remarque, aux IX°, X° et X1° siècles, la formule mundi senio appropinquante, instante mundi termino (la fin du monde approchant, etc.). Souvent les donateurs alléguaient un motif spirituel : pro anima, pro remedio anime (pour mon âme, pour le salut de mon âme). Presque toujours ils recommandaient à ceux dont ils étaient les bienfaiteurs de prier pour eux, et se servaient très-communément à cette fin de la formule exorare delectet. — Les annonces ou précautions étaient les prinoipales clauses mises en œuvre dans le corps d'un acte pour lui donner un caractère authentique. Ces précautions consistaient principalement dans les annonces du sceau, des souscriptions, de la présence des témoins, du monogramme. des investitures et autres formalités. « Il est très-rare, dit D. de Vaines, de voir concourir à la fois tous ces objets dans une seule et même pièce. Il est niême des chartes, sans annonce de signatures , de sceau, de monogramme, etc., qui sont néanmoins revêtues de ces formalités; il en est d'autres qui n'en annoncent qu'une partie, et qui en réunissent un plus grand nombre. Abondance de droits ne nuisit jamais. Il n'en est pas tout à fait de même de celles qui renferment des annonces qu'elles no remplissent pas : la règle générale est qu'elles ne sont pas hors de soupçon; mais, pour ne point hasarder un jugement trop précipité, il y a bien des mesures à prendre. Premièrement. il faut être certain que ce ne soient pas des copies presque aussi anciennes que l'original; car toute copie peut annoncer un sceau, mais nulle copie ne peut le représenter sans quelque supercherie. Secondement, il faudrait savoir si cette pièce, qui annonce ce que l'on n'y trouve pas, n'est pas plutôt un projet d'acte qu'un acte reel, etc Les principales formules d'annonces sont l'annonce de l'anneau et du sceau; elles sont ordinaire-ment conçues dans les termes suivants: Annuli nostri impressione astipulari fecimus (nous avons fait stipuler par l'empreinte de notre anneau); subter sigiliare jussimus (nous avons ordonne d'apposer notre sceau au bas de cette charte); annuli nostri impressione signavimus (nous l'avons marquée de l'empreinte de

notre anneau, etc.). Au xive siècle, on trouve fréquemment les formules suivantes: En témoin desquelles choses le roi a commandé d'apposer où de mettre son grand scel en ces présentes lettres. — Donné sous le scel de notre Châtelet de Paris, en l'absence de notre grand scel. Et pour que nos ordonnances dessus dites soient perpétuellement fermes et stables, nous avons fait mettre notre scel de notre secret en ces présentes. » Quelquesois l'annonce par le des témoins qui servent à donner à l'acte un caractère plus authentique; elle contient alors ces mots: his testibus (en présence de ces temoins), ou autres formules de cette nature. Il y est aussi question assez souvent du monogramme qui tenait lieu de souscription pour ceux qui ne savaient pas écrire. Enfin l'investiture et le symbole d'investiture sont quelquefois mentionnés dans l'annonce. Un contrat du ix siècle en présente un exemple remarquable: Et juxta legem meam per cultellum et festucam seu guasonem terræ robis exinde facio vestituram, etc. (d'après ma loi je vous donne l'investiture par le couleau et le fetu, ou par une motte de terre) Au xiº siècle, Robert Ier, évêque de Langres, faisant une donation en faveur de S. Bénigne de Dijon, prit pour signe de l'investiture une pièce de monnaie qui fut percée, suivant l'usage, et suspendue à la charte : In testimonium hujus donationis nummus iste huic cartæ appensus est, quum per ipsum donatio ista facta est. (En témoignage de cette donation, on a suspendu à cette charte la pièce de monnais moyennant laquelle a été faite la donation.)

SALUTATION FINALE, SOUSCRIPTION. — La salutation finale fut d'abord dans les actes des lanques la formule adoptée par les Romains : bene valete (portez-vous bien); elle se trouve même souvent dans les actes des ecclésiastiques. Ceux-ci ne tardèrent pas à y substituer les mots Deus te incolumem servet ou custodiat (que Dieu vous garde sain et sauf). Plus tard les rois de France adoptèrent une formule analogue, et terminèrent leurs lettres par ces mots: que Dieu vous ait en sa sainte et digne garde. Les rois mérovingiens souscrivaient ordinairement leurs chartes en lettres allongées et majuscules; ils ajoutaient le mot subscripsi tout au long ou en abrégé. Ceux qui ne savaient point écrire, apposaient seulement une croix ou un autre signe. La signature du notaire ou du référendaire était inscrite à côté de celle du roi. On sait que Charlemagne pouvait à peine

tracer son nom. La plupart de ces chartes et de celles de ses successeurs ne sont souscrites que par des monogrammes. A partir du xiº siècle, il fut d'usage que plusieurs seigneurs laïques et ecclésiastiques, ainsi que les grands officiers de la couronne, signassent avec le roi. Sous Louis VII, les actes royaux sont ordinairement certifiés par le sénéchal, le chambellan, l'échanson ou bouteiller, le connétable et le chancelier. Cet usage dura jusqu'au xiii• siècle. Lorsqu'il n'y avait pas de chancelier, on ajoutait la formule : donné pendant la vacance de la chancel-· lerie (datum vacante cancellaria). A partir du règne de Philippe IV, les rois souscrivirent rarement leurs chartes; jusqu'au xvie siècle, l'authenticité de ces chartes était garantie par l'apposition du sceau. Quant aux acres des particuliers, il est très rare qu'ils portent d'autres souscriptions que celles des notaires ou tabellions avant le xvi• siècle. François II rendit, en 1554, une ordon-nance qui enjoignait aux particuliers de signer leurs actes; mais elle n'eut d'efficacité que lorsque le parlement eut prescrit par un arrêt en date de 1579 aux parties de signer les actes des notaires. Ce fut aussi au xvie siècle, que les secrétaires d'Etat commencèrent à signer pour le roi. On rapporte que Villeroi ayant présenté plusieurs dépêches à signer à Charles IX au moment où il voulait aller jouer à la paume, le roi lui dit : Signez, mon père, signez pour moi - Eh! vien, mon mattre, reprit Villeroi, puisque vous me le commandez, je signerai. Depuis cette époque, les secrétaires d'État continuèrent de signer pour le roi. Les constitutions modernes ont presque toujours exigé que les ordonnances des rois de France fussent contre-signées par des ministres responsables.

FORTAGE. — Droit que l'on payait aux seigneurs pour l'extraction des grès qui servent à faire des pavés. Ce droit était, au xviii siècle, d'environ un sou par pavé.

FORTE-ÉPAULE. — Nom d'une espèce de mauvais génie qui jouait à Dijon le même rôle qu'à Paris le moine-bourru, à Toulouse la male-bête, à Orléans le mulei-Odet, à Tours le roi Hugon, etc.

FORTE-MONNAIE.—Monnaie de compte, qui était autresois en usage et valait trois cinquièmes de plus que la monnaie ordinaire de France; ainsi vingt-cinq sous de forte monnaie valaient quarante sous tournois.

FORTERESSE. — Ce mot est synonyme

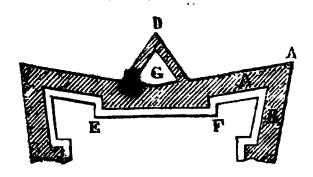
de place forte. Voy. CHATEAUX FORTS et FORTIFICATIONS.

FORTES (Places). — Voy. CHATEAUX FORTS et FORTIFICATIONS.

FORTIFICATIONS. — Il a été question, à l'article CHATEAUX FORTS, des fortifications antérieures à l'usage de la poudre à canon. On élevait quelquefois, à cette époque, en avant des remparts, des fortifications qu'on appelait pretesches ou bretèques. C'étaient dans l'origine des espèces de palissades. Dans la suite qua appliqua le nom de bretesche ou bretèque à toute espèce de saillie en pierre ou en bois ajoutée à un édifice. Les publications se faisaient souvent au moyen âge du haut d'une de ces bretesches.

L'emploi de la poudre à canon produisit une véri able révolution dans l'art des fortifications. On renonça à ces hautes murailles qui croulaient sous les boulets; on donna moins d'élévation et plus d'épaisseur aux remparts des villes fortes et on s'attacha à ne pas offrir à l'artillerie ennemie une muraille droite qu'elle pouvait battre en plein. De là ces fortifications étoilées qui couvrent les places de guerre et dont Vauban a été un des principaux inventeurs.

Dès la seconde moitié du xvi• siècle, l'on multiplia les fortifications. « Ce fut alors, dit Grotius dans ses Annales, que l'on trouva une excellente manière de défendre les villes. Le prince Maurice de Nassau, voulant défendre Bommel que menaçaient les Espagnols, fit élever de nouveaux remparts en avant de ceux qui couvraient la ville; une troisième enceinte fut entourée d'un fossé rempli d'eau. » Ces enceintes recurent alors des noms qui sont restés en partie aux fortifications modernes Nous nous bornerons à une définition rapide des termes qui désignent les parties principales des remparts. Les bastions ont remplacé les anciennes tours. Ce sont des polygones non fermés et composés de quatre côtés. On appelle faces les deux côtés du bastion qui forment l'angle saillant (voy. fig. cijointe A et B) et slancs les deux côtés



qui tiennent à l'enceinte bastionnée. La

partie de la muraille qui joint deux bastions (EF) se nomme courtins. L'angle du bastion tourné vers la campagne s'appelle le saillant du bastion. L'espace compris entre deux bastions est le front de l'enceinte bestionnée. Les bestions et courtines sont couverts par des fossés profonds. On appelle secrete la muraille n terre ou en maçonnerie qui règne audessus du fussé du côté de la place et contraccarpe la muraille qui est de l'autre esté du fossé. On appelait autrefois ouerage couronné un bastion complet flanqué de demi-bastions qui y étaient réunis par des courtines. Deux demi-bastions et une courtine formaient un ouvrage à tornes. Le bonnet de prêtre était une fortification dont la tôte était formée par quaire faces, deux angles renirants et trois saillents.

L'enceinte hastionnée est protégée per des ouvrages extérieurs. La courtine est erdinairement couverte par un ouvrage de forme rectangulaire qu'on appelle te-noille et qui sert à couvrir la porte eu poterne ménagée quelquefois dans la courtine. La tensille elle-même est progée par une fortification avancée, nommée demi-lune (D), dans l'intérieur de laquelle est ménagée une petite fortification qu'on nomme lemette (G); les assiés peuvent s'y retirer à la dernière extrémité. La demi-lune était arrrondie dans les anciennes fortifications et c'est de la **pie lui est venu s**on nom ; mais aujourd'hui elle a généralement une forme triangulaire et se compose de deux faces qui présentent un angle saillant vers la campagne., Cette fortification de forme triangulaire s'appelait quelquefois ravelin. On communique de la demi-lune à la tenaille par un chemin protégé par des tertres et nommé caponnière. Le chemin couvert est formé par un parapet n terre qui longe le bord extérieur du fossé et que le glacis protége. Les talus par lesquels on descend du parapot dans les alentours de la place s'appellent glacis. Les gabions sont de grands paniers d'osier qu'on remplit de terre pour faire les arapets des simples batteries. Les mondelets sont formés de planches doubles qui mettent à l'abri de la fusillade. On nomme blindes des fascines qu'on place entre deux rangs de pieux ou de claies et qui servent as même usage. On couvre quel-quefois les côtés destinations au moyen d'ouvrages avancés qu'on appelle épaulements ou orillons, selon qu'ils sont de forme carrée ou arrondie.

Les citadelles sont fortifiées comme les places fortes; seulement les travaux d'art y sont plus multipliés et la citadelle est erdinairement placée de manière à donner asile à la garnison, lorsque la place est forcée. On appelle cassmates, des bâtiments à l'épreuve de la hombe, où ment placée les blessés, les munitions, la poudre, etc. Vauhan a perfectionné ces fertifications comme prosque toutes les parties du génie militaire.

Lorsqu'on assiége une place de guerre. on commence per ouvrir la tranchés. On appelle ainsi un fossé que l'on e ordinairement hors de la portée du feu des assiégés. On jette hors de la tranchée la terre qui forme une espèce de rempart pour protéger les travailleurs. Les parellèles, inventecs par Vauban, en 1678, relient les tranchées entre elles et servent de places d'armés pour les troupes chargées d'arrêter les sorties. On avence progressivement les tranchées en ayant soin de les faire défendre par une partie de l'armée contre les sorties de l'ennemi. Les assiégeants arrivent ainsi jus-qu'aux glacis d'où ils battent les murs en brèche. Autrefois les assiégeants convraient leur camp par deux lignes de fortifications, appelées l'une circonesilation destinée à les protéger coutre les allaques extérieures et l'autre contre-oullation opposée sux fortifications de la place assiégée. Mais depuis la révolution on a négligé la ligne de circonvaliation. « Il est posé en principe, dit Napoléon dans ses Mémoires, qu'il n'en faut pas élever. » Parvenus aux giacis, les assiégeants attaquent la place par la suine et surtout par les batteries de brèche.

On attribue l'invention ou du moins le perfectionnement des *mines* à Pedro de Navarre, général espagnol, qui s'attacha à François les et lui facilita le passage des Alpes en 1515. Une galerie couverte conduit les mineurs jusque sous les murs de la place où l'on dispose des fourneeux remplis de poudre dont l'explosion détruit une partie acs remparts. L'usage des mines ne devint fréquent dans les armées françaises qu'au xvii• siècle. Les assiégés opposent des contre-mines, galeries souterraines d'où l'on entend le travail des mineurs et où l'on peut les combattre et les ensevelir sons les débris de leurs travaux. Les sorties sont dirigées contre les tranchées et les travaux extérieurs des assiégeants. Quelles que soient la force d'une place et la résolution des assiégés, l'art des siéges a fait de tels progrès que l'on sait mathématiquement à quelle époque la ville sers forcée de se rendre. Il est rare aujourd'hui, dans les pays civilisés, qu'après avoir fait brèche dans les murailles par le cauca ou pur la mine, on en vienne

à l'assaut. Les capitulations ne sont pas déshonorantes, lorsque tous les moyens de résistance ont été épuisés. La place assiégée indique l'intention de capituler en arborant le drapeau blanc, battant la chamade ou envoyant des parlementaires. Autrefois on exigeait des otages et on condamnait souvent la garnison à rester prisonnière ou à sortir sans armes ni bagages et à défiler devant les vainqueurs. Une garnison conserve les honneurs de la guerre quand elle sort avec armes et bagages. Un décret de Napoléon (1er mai 1812) déclare que la capitulation peut avoir lieu quand la garnison a épuisé ses vivres et munitions, si elle a soutenu un assaut, enfin si le gouverneur a satisfait a tous les devoirs qui lui sont imposés.

FORTIN. — Un fortin est un petit fort.

FORTS. — On appelle forts de petites places fortifiées destinées à défendre un défilé dans les montagnes ou le passage d'une rivière.

FORTS (Châteaux). — Voy. Chateaux Forts.

FOSSAIRE. — On appelait autrefois fossaire le clerc chargé de faire enterrer les morts.

FOSSES. — Voy. CHATEAUX FORTS.

FOUAGE. — Impôt perçu sur les feux ou maisons. Voy. FEUK.

FOULAGE. — Droit qu'avait, d'après la coutume d'Anjou, le seigneur bas justicier d'établir dans sa terre un moulin à foulon, avec droit de banalité. Tous les sujets de la seigneurie, à trois lieues de distance, étaient tenus d'y apporter leurs draps. Ils étaient condamnés à payer douze deniers d'amende pour chaque aune de drap, s'ils avaient fait fouler leurs draps dans un autre moulin.

FOULONS. - Voy. Corporation.

FOUR BANAL, FOURNAGE, FOURNER.— Le droit de four banal était un privilége féodal. Le seigneur pouvait contraindre tous ceux qui habitaient ses domaines, à venir au moulin et au four banal. Ce droit de banalité était inféodé, moyennant redevance à des boulangers qu'on appelait fourniers. Le droit de banalité s'appliquait aussi aux pressoirs, forges, boucherie, etc. C'était un véritable monopole exercé par le seigneur et ses agents. On appelait fournage, le droit que le seigneur prélevatt sur tous ceux qui étaient soumis à la banalité.

FOURBISSEURS.—Corporation qui nettoyait les armes et fabriquait des épées, dagues, hallebardes et pertuisance. Voy, Corporations.

FOURCHES PATIBULAIRES. — Colonnes de pierre, au haut desquelles il y avait une traverse, à laquelle on suspendait les criminels condamnés à mort. Les fourches patibulaires étaient la marque de la haute justice des seigneurs. Elles se plaçaient ordinairement hors des villes. Montfaucon était le lieu où s'élevaient les fourches patibulaires de la prévôté et vicomté de Paris; il y avait seize piliers. Le nombre des piliers était un signe de la dignité du seigneur. Les seigneurs châtelains avaient trois piliers; les barons, quatre; les comtes, six, etc.

FOURNÉE DE L'OURS. — Droit féodal qui consistait à fournir un pain de chaque cuisson. Vey. Féodalité, § II.

FOURNISSEURS. — On appelait ainsi ceux qui se chargeaient de l'approvision-nement des armées. Voy. ORGANISATION MILITAIRE.

FOURREURS, FOURRURES. — Voy. Corporation et Industrie, § IL.

FOURRIER. — Le mot fourrier designait dans l'ancienne langue française des marchands de fourrages, les intendants des écuries et ceux qui étaient chargés d'approvisionner les armées. Ils marchaient en tête des armées et marquaient les lugements; ce qui est resté la principale fonction des fourriers. — Il y avait autrefois un fourrier de la maison du roi, chargé de désigner les logements à chacun des officiers de la suite du roi. — On appelle aujourd'hui fourriers, les sous-officiers qui dans les armées veillent au logement des troupes.

FOURRIÈRE. — Office de fourrier de la maison du roi et des princes. — On appelait encore fourrière le lieu destiné à déposer le bois de chauffage de la maison du roi. — En termes de jurisprudence, mettre en fourrière, c'était saisir les bestiaux et les remettre à la justice.

FOURS. — On appelait ainsi, à la fin du xvii siècle, des maisons où l'on séquestrait des hommes qu'on enlevait et qu'on vendait aux racoleurs. Il y avait, dit-on, vingt-huit de ces fours à Paris en 1693. Louis XIV ordonna de punir les auteurs de ces violences. Voy. Racoleur.

FOUS. — L'usage des fous de cour remontait à une époque fort ancienne; on

en trouve dès le temps des Carlovingiens. Ils étaient charges de distraire les rois et les seigneurs par leurs bouffonneries, et on leur accordait une liberté que tout autre oût payée de sa vie ou de sa liberté. «Le besoin des amusements, dit Voltaire, ot l'impuissance de s'en procurer d'agresbles et d'honnêtes dans les terres d'ignorance et de mauvais goût, avaient fait imaginer ce triste plaisir, qui dégrade l'esprit humain. » On a conservé les noms de quelques-uns de ces sous de cour: Triboulet, sous Louis XII et François ler; Brusquet, sous Henri II et ses successeurs ; Chicot, sous Henri III et Henri IV; l'Angeli, sous Louis XIV. L'Angeli fut le der-nier fou en titre d'office. Il avait d'abord appartenu au prince de Condé et L'avait suivi en Flandre. Le comte de Grammont disait que « de tous les fous qui avaient suivi Monsieur le Prince, il n'y avait que l'Angeli qui cût fait fortune. » On trouve aussi quelques exemples de folles entretenues à la cour des princès et prin-CC8868.

FRAIRIE.— On appelait autrefois frairies les repas et sètes. Ce nom venait probablement des confréries qui se réunissaient pour des festins La Fontaine a employé dans ce sens le mot frairie:

Un loup étant de frairie, etc.

FRAISE. — Collet plissé et empesé, en usage au xviº siècle. Voy. HABILLEMENT.

FRAMÉE. — Hache à deux tranchants. Voy. Armes.

FRANC. — On a désigné sous ce nom un grand nombre de monnaies. Ce fut sous le roi Jean, en 1360, que l'on frappa les premiers francs: on appela cette monnaie franc à cheval, parce qu'elle portait l'empreinte du roi Jean représenté à cheval. Sous Charles V, l'empreinte changea; on y voyait le roi sous un portique gothique, séant en son trône. On appela cette monnaie franc à pied. Ces monnaies étaient d'or et portaient quelquefois le nom de fleurs de lis d'or, parce que les fleurs de lis y étaient représentées. Les premiers francs d'argent datent de Henri III (1575).

FRANC ALLEU.— Domaine qui ne relevait d'aucun seigneur feodal. Voy. AL-

FRANC ARCHER. — Archer exempt de taille et entretenu par chaque par oisse. L'infanterie des francs archers avait été organisée par Charles VII, en 1445. Voy. Armés.

FRANC BOURGAGE. — Les domaines tenus en franc bourgage n'étaient sou-

mis à aucnn droit seigneurial et ne devaient que les rentes et coutumes des bourgs.

FRANCS BOURGEOIS.—Habitants d'une seigneurie qui étaient exempts de la plupart des redevances et obligations féodales. Cependant les francs bourgeois étaient souvent astreints à quelques corvées.

PRANC DEVOIR. — Dans le cas où les droits féodaux étaient convertis en rente pecuniaire annuelle, la terre était tenue en franc devoir. Le franc devoir était dit noble ou roturier selon que les terres étaient nobles ou roturières.

FRANC FIFF (Droit de).— On appelait droit de franc fief celui que payait un roturier lorsqu'il ac mérait un fief. Il était du au seigneur immediat et à tous les seigneurs mediats, en remontant jusqu'au roi Avant le xiii siècle la royaute n'étuit pas assez puissante pour percevoir le droit de franc sief hors de son domaine. Mai-, à partir de cette époque, les rois l'exigèrent dans toute la France, et malgré des résistances énergiques, ils contraignirent les roturiers acquéreurs de siefs à le leur payer. Charles V réserva exclusivement à la royauté le droit de franc fief. Depuis cette époque, ce fut un droit du domaine. Les bourgeois des villes importantes regardaient comme un honneur et comme une espèce d'anoblissement d'obtenir le droit d'acquérir des fiefs, même en payant une assex forte redevance. Charles V confirma ce droit aux Parisiens par une charte qui est parvenue jusqu'à nous. Quelques historiens, parmi lesquels on s'etonne de trouver le président Hénault (Abrégé chronologique, année 1371), y voient un anoblissement en masse de toute la population parisienne; c'est une exagération inadmissible. Les rois, tout en favorisant la bourgeoisie, trouvaient moyen de créer un nouvel impôt par l'extension du droit de franc fief.

FRANC SALÉ. — Privilége accordé à quelques officiers royaux, à certaines communautés et provinces, de prendre une provision de sel déterminée, sans payer d'im, ôt. L'Auvergne, le Poitou, la Saintonge, le pays d'Aunis, le Périgord, l'Anoumois, le haut et bas Limousin étaient provinces de franc salé: elles avaient acheté ce privilége du temps de Henri II.

FRANCE. — On trouvera quelques notions sur la formation territoriale de la France au met Divisions territoriales. Les éléments qui constituent la nation française sont indiqués aux mots Francs, Gaulois, Gallo-Romains, Romains, etc. Quant aux institutions politiques et religieuses, civiles et militaires de la France, l'introduction en retrace la suite chronologique, et les détails se trouvent, à chaque article, dans ce dictionnaire.

FRANCHE-FÊTE. — Espèce de foire où les marchands ne payaient aucun droit.

FRANCHE-VÉRITÉ. — Terme de, droit coutumier qui désignait l'information faite par un seigneur pour parvenir à la connaissance des délits commis sur ses terres; on disait comparoir à la franche-vérité pour désigner l'audience où se faisait l'information.

FRANCHISE. — Domaine possédé par un Franc; le mot franchise pris dans ce sens était synonyme d'alleu. Ce mot désignait encore une certaine étendue de terrain qui jouissait de priviléges, comme la banlieue des villes. Enfin, ou appelait franchises toutes les libertés et prérogatives accordées aux cités, monastères, corporations ecclésiastiques ou laïques.

FRANCISCAINS. — Ordre soumis à la règle de Saint-François. Voy. ABBAYE et CLERGÉ RÉGULIER.

FRANCISQUE. — Hache à deux tranchants comme la framée. Les Francs s'en servaient pour combattre de près et de loin. Voy. FRANCS.

FRANCS. — Peuple de race germanique qui a formé, par son melange avec les Gallo-Romains, la nation française. Les Francs, divisés en Saliens, ripuaires et maritimes, envahirent la Gaule dès le me siècle de l'ère chrétienne; mais ils n'en firent la conquête qu'à la fin du ve siècle et au commencement du vie. Les Francs parlaient la langue tudesque et se séparaient profondément de la population gallo-romaine qu'ils opprimaient.Cependant les historiens ont longtemps confondu ces deux populations et en ont fait les *Français*. La fusion des races ne fut accomplie qu'aux ixe et xe siècles ; jusqu'à cette époque, il n'y a ni France ni Français, mais deux peuples en présen**c**e, les Francs victorieux, et les Gallo-Romains opprimés; la religion seule les rapproche. Nous n'avons pas ici à exposer l'histoire des Francs. Cepeudant il est indispensable de faire convaltre les mœurs d'un peuple qui a régné en Gaule pendant plusieurs siècles et qui a été un des principaux éléments de la nation française. A peine fondé, l'empire franc avait pris une grande importance. Les textes des auteurs grecs, Procope et Agathias, ne laissent aucun doute sur le rôle considérable

de l'empire franc au vi siècle. On reconnaît facilement que c'est à leurs yeux le plus important entre les États barbares. Ces écrivains, qui étudient les Francs avec la curiosité et l'intelligence d'étrangers instruits, nous font connaître les mœurs et les institutions des Francs de cette époque avec plus de soin que nos auteurs nationaux.

Mœurs des Francs d'après Procope et Agathias. — Procope, dans le livre II, chap. xxv. de la Guerre des Goths, raconte l'invasion de Théodebert en Italie. « Il n'avait autour de lui, dit cet historien. qu'un petit nombre de cavaliers, seuls armés de lances. Tous les autres Francs combattaient à pied , sans arcs, sans lances; ils n'avaient qu'une épée, un bouclier et une hache, dont le ser était épais et présentait un double tranchant; le manche était en bois et très-court. Dès qu'on donnait le signal du combat, ils lançaient leurs haches, brisaient les boucliers des ennemis et les égorgezient. » Le même historien, après avoir raconté que les Francs avaient traversé les Alpes et pénétre jusqu'à Pavie, nous les montre égar-geant les Goths qu'ils trouvèrent en ce lieu el les jetant dans le Tessin comme les prémices de la guerre. « Car, ajoute Procope (ibidem), ces barbares, en embrassant le christianisme, ont conservé beaucoup de leurs anciennes coutumes païennes; ils immolent des victimes humaines et font d'autres sacrifices impies pour déconvrir l'avenir. » L'imprévoyance des Francs se peint dans la suite de ce récit. et on en voit un grand nombre périr de faim. Procope revient encore sur les Francs, au livre III, chap xxxIII, de la Guerre des Goths; il montre les rois francs dominant dans toute la Gaule, et alliés de Justinien. « Leurs rois, maîtres de Marseille, présidaient dans les arènes d'Arles aux jeux du cirque, et seuls entre les rois barbares frappaient une monnaie d'or, qui portait leur effigie et non celle de l'empereur. » Agathias, qui a continué l'histoire de Procope, parle aussi des Francs, et en donne une idée plus avantageuse. " Les Francs, dit-il, ne sont pas nomades comme quelques-unes des nations barbares; mais leur gouvernement se rapproche beaucoup de celui des Romains; ils ont adopté les coutumes romaines pour les contrats, les mariages et le culte de la divinité. En effet, ils sont tous chrétiens et suivent la foi orthodoxe. »

La différence que l'on remarque entre les témoignages de Procope et d'Agathias s'explique par la différence des époques et aussi par celle des tribus soumises aux Pranes dont parlent ces deux écrivains.
Dans Procope, il est question principalement des hordes germaniques que Théodehert trainait à sa suite; ces peuples n'étaient chrétiens que de nom et en ne peut pas les considérer comme les véritables Francs, qui, sons Clevis, avaient fait la conquête de la Gaule. Le ne sent que des hordes barbares. Agathias parie des Francs orthedoxes et devenus sédentaires. Du reste, il faut reconnaître que même ces derniers nous apparaissent aingulièrement sauvages et dépravés, à ca juger par le témoignage des contem-

porains les mieux instruits.

Le poëte italien Venantius Fortunatus, mi était venu s'établir dans la Gaule, où il devint évêque de Poitiers, s'est fait le panégyriste des rois barbares; mais ce n'est pas dans ces poésies officielles qu'il fant chercher la vérité. Elle lui échappe quelquefois dans un accès d'indignation que provoquent les mœurs des barbares; blessé par la grossièreté des Francs, le poëte s'exprime ainsi : « Pour eux nulle différence entre le cri de l'oie ou le chant du cygne. On n'entend que leurs chants barbares et le son de leurs harpes sau-vages.... Tandis qu'ils portent des santés furiouses on entre-choquant lours coupes de bois d'érable... Et moi, faugué d'une longue course ou de leurs grossiers banquets, sous un ciel brumeux, invoquant ma muse à moitié ivre, à moitié gelée, nouvel Orphée, je jetais mes chants aux forêts. » On trouvers dans M. Ampère, dent j'emprunte la traduction, d'autres passages de Fortunat qui attestent la grossièreté et la brutalité des Francs. Grégoire de Tours ne leur est pas plus favorable. Cet écrivain, qui vivait au milieu d'eux et qui, par sa posicion officielle et son rôle politique, est digne de toute confience, exprime dans un grand nombre de passages le dégoût et l'horreur que lui inspiraient les hommes violents dont il subissait la domination. La tristesse est partout empreinte dans son ouvrage. Voici, entre autres passages, le début du livre V de son Histoire ecclésiastique des Francs : « Il me pèse d'avoir à raconter les vicissitudes des guerres civiles qui écrasent la nation et le royaume des Francs, et, chose lamentable! nous font voir déjà ces temps marqués par le leigneur comme le commencement des jours de calamités. Le père s'et élevé contre le fils, le frère contre le frère, le prochain contre son prochain.... Plût an ciel que vous aussi, ò rois! vous tournassiez votre ardeur vers ces grandes batailles qui faisaient tomber la sueur du front de vos pères! Rappelez à votre mé-

moire tout ce qu'a fait l'auteur de vos premières victoires, ce Clevis qui tua les rois énnemis, terrassa les nations hostiles et soumit an joug les diverses tribus franques. Et pour accomplir tout cela. il n'avait ni or ni argent, comme vous en avez maintenant dans vos trésors. Que voulez-vous donc et que désirez-vous encore? Les délices affluent dans vos maisons; le vin regorge dans vos caves; le froment dans vos greniers; l'or et l'argent s'entassent dans vos coffres forts. Il ne vous manque qu'une chose, la paix. et, n'ayant point la paix, vous n'avez point la grace de Dieu. Pourquoi l'un enlève t-il à l'autre ce qui lui appartient? Pourquoi tous convoitent-ils le bien d'autrui? Ecoutez, je vous en conjure, cette parole de l'apôtre : « Si vous vous mordez « les uns les autres, prenez garde que « vous ne finissiez par vous dévorer mu-« tuellement. »

Décadence des Francs au VII siècle. Cette parole de l'apôtre ne tarda pas à s'accomplir pour le premier ban des Francs qui avait envahi et conquis la Gaule, pour les Francs Saliens. Les luttes des descendants de Clevis, la rivalité de l'aristocratie et de la royauté, et par-desaus tout les débauches grossières où se plongezient les Francs, ruinèrent en peu d'années cette race conquérante. On l'a dit avec raison: la civilisation est pour les modernes la lance d'Achille ; elle guérit les blessures qu'elle a faites; il y a, en effet, deux choses dans la civilisation: des lumières et des plaisirs; les premières dirigent dans le choix des seconds. Les barbares, jetés tout à coup au milieu de la civilisation romaine, n'en prirent que les plaisirs, s'y corrompirent rapidement et y périrent. Telle fut la destinée de ces Mérovingiens, qui, dès le Tir siècle, étaient tombés dans une si profonde décadence. Les rois, qu'on appelle fainéants, meurent presque tous à la fleur de l'age. Un écrivain contemporain, Eginhard, a peint avec énergie leur dégradation. « Depuis longtemps, dit cet historien (chap. 1 de la Vie de Charlemagne), il n'y avait plus en eux aucane vigueur, et toute leur illustration se réduisait au vain titre de roi. Toute la puissance était entre les mains des maires du palais, qui disposaient de la souveraine sucerité. Il ne restait au roi que le titre et En vain appareil. Les .cheveux longs, il riégeait sur le trêne, avec l'apparence de la puissance, donnait audience aux ambassadeura, et leur faisait, comme de sa propre volonté, les réponses qui lui avaient été dictées ou imposées. Outre ce vain titre de roi et un faible subside que

le maire de palais lui poysit comme bon lui semblait, le dernier Mérovingies ne possédait en propre qu'une seule métai-rie, d'un faible revenu, habitée par un petit nombre de serviteurs nécessaires à son service. Lorsqu'il se transportait quelque part, il était traine sur un chariot attelé de bœuss que conduisait un rustique bouvier. C'était ainsi qu'il se rendait au palais et à l'assemblée générale qui se tenait tous les ans pour délibérer sur les intérès publics; c'était dans le même appareil qu'il retournait chez lui. Quant à l'administration du royaume et à toutes les mesures relatives au gouvernement interieur ou extérieur, c'était le maire du palais qui s'en occupait. » Les Mérovingiens avaient donc abdiqué de sait avant que les Carlovingiens leur enlevassent la couronne.

Second ban des Francs conduits par la maison d'Héristal. — Le second ban des Francs, qui vint régénérer les Sa-liens dégradés, se composait principalement des tribus restees entre le Rhin et la Meuse. Ces Francs avaient conservé l'énergie des premiers conquérants adoucie par le christianisme et par les habi-tudes de la vie sédentaire. Vainqueurs à Testry, illustrés par les victoires de Pépin d'Héristal et de Charles Martel, ils se donnèrent un appui redoutable en s'unissant étroitement avec la papeuté alors en latte avec les Lombards. Les ducs francs de la maison d'Héristal avaient contribué à la propagation du christianisme chez les Frisons, les Bavarois, les Thuringiens et les Saxons. Ils avaient protegé les envoyés des papes, et il en était résulté une union étroite entre les chefs de l'Eglise et les conquérants austrasiens. Cette union contribua puissamment à la grandeur de la maison d'Héristal. Les papes Zacharie et Étienne II approuvèrent la déposition du dernier Mérovingien, et déclarèrent que celui qui avait la réalité du pouvoir devait aussi en avoir le titre. Sacré d'abord par Boniface, archevêque de Mayence, Pépin le Bres le fut bientôt par Étienne II.

Empire carlovingien.—Les Francs carlovingiens gouvernèrent avec des pensées
plus hautes et mieux suivies que les rois
mérovingiens. Ils arrêtèrent la barbarie
envahissante et même la refoulèrent par
leurs conquêtes en Germanie et en Espagne. Derrière les armées de Charlemagne
marchaient des moines qui propageaient
le christianisme parmi les vaincus. Aus si
les conquêtes de l'empereur franc furentelles fécondes pour la civilisation. Les
forêts de la Germanie firent place à des
villes qui envoyèrent à leur tour des colo-

nies de moines et de soldets pour perter dans les pays slaves et scandinaves la civilisation chrétienne. A ces établissements durables, Charlemagne voulut en joindre un autre incompatible avec le génie des nations germaniques; il voulut relever l'administration romaine et détruire le système féodal qui commençait à s'organiser et formait autant de groupes isolés qu'il y avait de grands propriétaires. Les capitulaires de Charlemagne (voy. Capitolaires) attestent avec quelle vigueur il attaqua cet esprit d'isolement germanique; mais il sut vaincu dans cette lutte. Pour qu'un gouvernement unitaire s'établisse solidement, il faut ou que les parties qui composent la nation n'aient qu'un intérét et qu'un sentiment ou que les diverses provinces qui constituent un empire aient été assouplies par une cenquête habile, qui à la longue triomphe des résistances nationales et courbe les volontés les plus énergiques; minsi se forma l'empire romain. On ne trouve rien de semblable à l'époque de Charlemagne. Le conquérant avait rapproché par la violence des races opposées qu'il n'avait pu tenir reunies que par la force, et là même où il y avait race homogène, comme en Germanie, les diversités d'intérêts, l'impossibilité d'établir des communications faciles et promptes, tout contribuait à diviser et à morceler l'empire franc.

Dissolution de l'empire carlovingien. - En moins d'un siècle (814-888), on vit ce vaste empire fractionné en royaumes, puis en principautés qui se divisèrent en une multitude de fiels. Le morecilement ne s'arrêta qu'à ces petites agrégations de seigneurs et de vassaux qu'unississent des intérêts communs et une sorte de contrat (voy. FÉODALITÉ). — Ainsi prévalut le génie germanique sur les efforts des empereurs francs qui concevaient un ordre plus régulier, une société mieux coordonnée, et qui voulaient, avec des éléments hétérogènes, reconstruire l'empire romain. Le régime féodal fut le résultat définitif de la conquête franque. Les guerriers germains commencèrent au exe siècle à se confondre avec les Gallo-Romains, et la preuve la plus certaine de cette fusion des races se trouve dans l'apparition d'un idiome nouveau dont le plus ancien monument est le serment de 842. En résamé, les Francs ont régénéré par une conquête violente des populations dégradées. Des immigrations successives, dont les plus remarquables furent colles des Francs Saliens, aux ve et vie siècles, et des Francs Austrasiens, aux vue et viire siècles, modifièrent le caractère et les institutions de la Gaule.

Le régime féodal sut le dernier résultat des invasions barbares; il consacra, sous une nouvelle forme, l'institution des bandes guerrières que Tacite a décrites dans sa Germanie, et en même temps répondit aux goûts belliqueux de la na-tion franque. En tenant compte de l'influence exercée par les Francs sur l'or-ganisation de la nation française, il ne faut pas en exagérer l'importance. Le fond de notre caractère est resté gaulois, et notre langue romaine. Les institutions romaines, vaincues à l'époque de Charlemagne, reparurent plus tard, et les rois secondes par le clergé et le tiers écu leur assurèrent la victoire sur le système féudal (voy. Féodalité , § III).

Quant aux institutions des Francs, on peut consulter les mots Ahrimans, AL-LEUX, ANTRUSTIONS, ASSEMBLÉES POLI-TIQUES, LEUDES, LITES, LOIS DES BARBA-RES, etc. Voy. sur les Francs les Lettres sur l'Histoire de France, par M. Aug. Thierry, et les Essais de M. Guizot sur

· l'Histoire de France.

FRANCS-MAÇONS. — Société secrète. Voy. Sociétés secrètes.

FRANCS-SERVANTS. — Hommes de condition libre qui jouissaient d'importants priviléges. Il y avait des francs-servants de l'église de Reims, qui étaient exempts de la juridiction de l'archevêque de cette ville, lors même qu'ils habitaient dans ses domaines.

FRANCS-TAUPINS.—Le nom de francs-taupins s'appliquait à l'infanterie des francs-archers. Ce mot était dérivé de la basse latinité talparii (mineurs travaillant comme la taupe). Ces taupins étaient peu estimés, et ce nom était appliqué comme injure aux vilains et aux fantassins organisés par Charles VII. Les francsarchers ou francs-taupins, qui vivaient isolés dans les paroisses, n'avaient ni discipline ni esprit de corps ni habitude de la guerre. Ils ne purent se soutenir en presence des mercenaires enrégimentés que les rois eurent à leur solde des la fin du xv• siècle.

FRATERNITÉ D'ARMES. — L'usage de la fraternité d'armes était fort ancien; on en trouve des traces dans la Grèce homérique. Chez les Germains, les frères d'armes se bornaient a échanger leurs armes. Le christianisme consacra cet usage par la communion eucharistique faite en commun. Le prêtre, qui recevait les serments des frères d'armes, partageait l'hostie entre eux. Les frères d'armes s'engageaient à se défendre dans le péril, à se soutenir envers et contre tous, et à tout sacrifier pour se protéger mutuellement.

La chevalerie n'était qu'une vaste fraternité d'armes qui uni sait dans une même pensée l'élite des seigneurs et les consacrait à la défense de la faiblesse.

FRATICELLES. - Les fraticelles, qu'on appelle quelque ois frérots ou pet its frères, etaient des moines vagabonds, qui, sous prétexte d'une vie plus parfaite, avaient rompu la règle cénobitique. Excommuniés pour leurs désordres par le pape Jean XXII, ils attaquèrent l'autorité pontificale et prétendirent former une église particulière dont Jésus-Christ seul était le chef. Cette querelle se confondit avec d'autres disputes bizarres et même extravagantes qui agitèrent le commencement du xıv• siècle. Les unes roulaient sur la forme du capuchon; les autres sur la propriété des aliments dont se nourrissaient les moines. Les fraticelles soutenaient que ne possédant rien en propre ils ne pos édaient pas même ce qu'ils mangeaient. Ces extravagances furent cruellement punies. L'inquisition fit brûler un certain nombre de fraticelles à Toulouse. dans la première moitié du xive siècle. Ceux qui échappèrent se retirèrent en Allemagne on ils soutinrent l'empereur Louis de Bavière contre le pape Jean XXII.

FREDUM. — Amende que l'on payait au juge, d'après les lois des Francs. Fredum dérive probablement de Fred ou Fried (paix), parce que c'était le prix de la paix. Il est probable que noure mot frais est formé de la même racine.

FRELAMPE. — Menue monnaie qui valait douze ou quinze deniers.

FREMAILLET. — Petite agrafe. Voy. FERMAIL.

FRÉRAGE. — Terme de coutumes ; partage entre frères.

FRERES. — Ce mot servait et sert encore à désigner des religieux. Ainsi les frères barrés, les frères de la charité, les frères mineurs, les frères précheurs, etc., étaient des moines dont nous avons parlé en traitant du clerge régulier (voy. ce mot). Les frères convers ou frères lais sont des religieux employés au service du monastère. Les frères des écoles chrétiennes se consacrent à l'enseignement des enfants (voy. Instruction publique). Les petits frères étaient des héretiques qu'on appelait aussi fraticelles (voy. ce mot).

FRERES DE LA MORT. — Religieux dont les constitutions surent approuvées par le pape Paul V le 18 décembre 1620; Louis XIII leur permit de s'établir en France par lettres patentes données à

Saumur au mois de mai 1621. Cet ordre fut supprimé peu de temps après.

FRÉRES DE LA PÉNITENCE. — Beligieux du tiers ordre de Saint-François qu'on appelait aussi sachets ou frères sacs.

FRÈRES PONTIFES. — Les frères pontifes avaient formé une association pour la construction et l'entretien des ponts et surtout pour faciliter aux pèlerins le passage des rivières. Ce ne fut primitivement qu'une société de la ques qui s'occupaient eux-mêmes de la construction des bacs et des ponts; ils prirent naissance en Italie vers le xue siècle, et portèrent comme marque de leur association un marteau brodé sur la manche gauche de leur habit. Les frères pontifes se répandirent en France dès cette époque et rendirent de grands services. Dans la suite, ils formèrent une congrégation religieuse, dont le chef-lieu était l'hôpital de Saint-Jacques du Haut-Pas dans le diocèse de Lucques en Italie: c'était là que résidait le commandeur général de l'ordre qui en prit le nom d'ordre de Saint-Jacques du Haut-Pas. La première commanderie de cet ordre s'établit à Paris, vers 1286, dans le lieu qu'occupent maintenant l'église de Saint-Jacques du Haut-Pas et l'institut des Sourds-Muets. Les religieux se bornèrent, depuis le xive siècle, à soigner les pèlerins qu'ils logeaient et nourrissaient dans leurs hôpitaux. Le pape Pie II supprima l'ordre de Saint-Jacques du Haut-Pas par une bulle de 1459.

FRÉROTS. — Hérétiques appelés aussi fraticelles. Voy. FRATICELLES.

FRESQUE. — Peinture murale. Voy. Peinture.

FRET, FRÉTAGE. — Location d'un navire pour le transport de marchandises ou de voyageurs.

FRIPIERS. — Marchands de vieux meubles et de vieux habits. La corporation des fripiers avait une grande extension au moyen âge. Voy. Corporation.

FROC, FROCARD. — On appelait froc la partie du vêtement des moines qui couvrait la tête et tombait sur les épaules et sur l'estomac; de là le nom de Frocards donné quelquesois aux moines. — On appelle encore froc une étoffe grossière qui se fabrique à Lisieux et dans quelques contrées voisines.

FROMENTAGE. — Droit qu'on levait en Bretagne sur des terres enclavées dans le domaine d'autrui.

FRONDE, FRONDEURS. — La Fronde, qui a troublé la France de 1648 à 1653,

tirait son nom d'un jeu d'enfants qui se battaient à coups de fronde. Le chapeau des frondeurs, orné d'une paille, fut quelque temps à la mode et devint un signe de ralliement.

FRUSTRATOIRE. — Terme de palais s'appliquant à un acte qui n'avait pour but que de tromper et gagner du temps. On disait dans ce sens un appel frustratoire. — On donnait aussi le nom de frustratoire à un vin épicé qu'on buvait à la fin des repas; on y mettait du sucre et de la muscade.

FUMAGE. — Droit qui se levait, en certains pays, sur ceux qui faisaient feu et fumée. Le fumage avait beaucoup d'analogie avec le fouage. Il était encore perçu par quelques seigneurs au xviii siècle (Hist. de Bret., par D. Lobineau, I, 201).

FUNAMBULES. — Danseurs de corde.

Voy. Fêtes, § III.

FUNERAILLES. — § 1er. Funérailles des Gaulois et des Francs. - Les funérailles des che's gaulois se célébraient avec pompe. On elevait un tertre, qu'on appelle tombelle ou tumulus, pour indiquer le lieu où étaient déposés leurs restes mortels. Des armes de ser ou de pierre y étaient placées, et c'est en creusant le terrain recouvert par ces tombeaux que l'on a trouvé le plus grand nombre d'armes gauloises, de colliers, de vases, etc. On immolait quelquefois un cheval et même des esclaves aux funérailles des chefs gaulois. Sous la domination romaine, les Gaulois enfermèrent les urnes cinéraires dans des sarcophages en pierre qui étaient places ordinairement le long des voies publiques. Les Francs ne brû-laient pas les corps. Ils ensevelissaient dans des étoffes précieuses les corps des personnages illustres et plaçaient dans les tombeaux des armes, des pièces d'or et autres objets de prix; témoin le tomheau de Childéric'ler, découvert à Tournai en 1655. Un fer de cheval et des débris de harnais firent supposer que l'immolation du cheval avait eu lieu sur le tombeau. On y trouva des abeilles d'or de grandeur naturelle. Un anneau d'or portait l'effigie d'un guerrier à longue chevelure avec l'inscription : CHILDERIC ROL

§ 11. Funérailles des rois. — L'abbaye de Saint-Denis fondée par Dagobert devint le lieu de sépulture des rois de France. Le cérémonial de ces sépultures royales est décrit fort au long dans les anciens rituels. Lorsque le corps avait été embaunié et enfermé dans un cercueil de plomb, l'effigie du roi était exposée pendant plusieurs jours sur un lit de parade, revêtue des insignes de la royauté. Elle devait porter pourpoint, tunique et dal-

tique de drap d'or à fleurs de lis fourré Permines fermés par-dessus l'épaule avec une agrafe de perles ; un sceptre était place dans la main droite du roi, une main de justice dans la gauche, avec des anneaux aux doigts, une couronne en le, des chausses et des souhers semblables aux vétements. Un drap d'or couwait la litière, et an hant, vers la tête, étuient placés deux oreillers de velours vermeil ernés de perles. Au pied de la litière, deux lampes d'or, une croix, un bénitier, et deux encensoirs d'or; au-des-sus de la liuère un ciel de drap d'or soutenu par quatre lances. Les officiers de la maison du roi continuaient de faire leur service, et même on servait les repas comme du vivant du prince. Cet usage se pratiquait encore au xvii siècle; on l'observait aussi pour les princes. Mas de Motteville parlant du prince de Condé, père du grand Condé, dit : « On servit l'effigie de ce prince durant trois jours, scion la coutume. »

Le corps des rois était primitivement porté à Saint-Denis par les princes et les plus grands seigneurs. Dans la suite il fut confié aux kanovards ou porteurs de sel eni devaient le porter jusqu'à la première croix de Saint-Denis et là le remettre aux religieux. L'origine de ce privilège des banouards a donné lieu à beuncoup d'hypothèses. On a supposé qu'il tenait à ce qu'autrefois dans les embaumements on faisait urage de sel. Quoi qu'il en soit de ces conjectures, le corps était remis par la corporation privilégiée aux moines de Saint-Denis qui devaient le porter jusqu'à l'abbaye; mais, comme le fardeau leur parut trop pesant, ils traitèrent avec les banouards qui le portèrent jusqu'au lieu de la sépulture. Les princes, les grands officiers de la couronne, les hauts dignitaires du clergé, les cours souveraines, parlement, chambre des comptes, cour s aides, l'université, le corps de ville assistaient à la cérémonie. Les vingtquatre crieurs de ville vêtus de deuil précédaient le cortége en sonnant perpétuellement leurs cloches et criant: « Priez Bien pour l'âme de très-hant, très-puissant et très-magnanime prince, etc. » Le chevald'honneur tout caparaçonné de noir suivait le corps ; c'était un souvenir des funérailles gauloises où le cheval du chef était immolé sur sa tembe. Venaient ensuite tous les serviteurs du rei vêtus de deuil, portant ses armoiries et des cierges

Lorsque le service funèbre était terminé, le rei d'armes appelait les hérants d'armes et les officiers du roi qui venaient déposer les insignes de leurs

dignités sur la tembe royale. Le grand maître rompait son bâton de commandement, et le roi d'ermes criait par trois fois: Le roi est mort. Puis relevant la bannière de France il poussait le cri de : Vive le roi. Les sunérailles royales se terminaient par un repus que l'on servait dans l'abbaye même à tous ceux qui avaient fait partie du cortége. On prononcait souvent dans ces cérémonies un discours en l'honneur du prince défunt et l'orateur religieux en tirait des leçons pour les auditeurs. Une des plus anciennes oraisons funèbres, dont le souvenir soit parvenu jusqu'à nous, est celle qui fut prononcée en l'honneur de Duguesciin en 1389 (voy. Oraison funèbre). Il était d'usage qu'un catafalque portant les insignes du dernier roi qui svait reçu la sépulture restat exposé au bas des degrès du chœur. Les tombeaux élevés en l'honneur des rois de France, que l'on voit encore dans l'église de Saint-Denis, sont du plus haut intérêt au point de vue de l'art. On remarque surtout le tombesu de Henri II, dont les sculptures sont de Germain Pilon.

Des services sunèbres étaient célébrés pour le roi mort, dans toutes les églises de France où l'on élevait des cénotaphes ou tombeaux vides qui reproduissient une partie de la pompe des funérailles 20lennelles. Les obsèques des princes et des autres personnages d'un rang éneinent étaient accompagnées de cérémonies analogues aux pompes funèbres de la reyauté. Le poéle ou drap mortuaire était soutenu par les parents et amis du mort. On a conservé jusqu'à nos jours l'usage de faire tenir les coins du drap mortuaire dans les funérailles célébrées avec pompe. Au convoi des chevaliers, on portait les diverses pièces de l'armure. Quelquefois on faisait représenter le chevalier mort par un homme à gages revêtu de son armure et chargé d'imiter ses gestes et sa démarche. On ne se contentait pas de l'effigie qui devait rappeler ses traits et son costume; on voulait en quelque sorte le retrouver dans un sutre lui-même. Cet usage dénote assez la grossièreté et le mauvais goût du temps. Il faut attribuer également à la barbarie du moyen age l'usage de ces pleureurs à gages qui de-vaient simuler et exagérer les signes de douleur. Deux guerriers qui n'étalent pas du sang royal eurent l'honneur d'être enterrés à Saint-Denis : le premier fut Duguesclin et le second Turenne.

§ III. Usages particuliers dans les funérailles. — Au service qui fut célébre à Saint-Denis, en 1389, pour l'àme de Duguesclin, par ordre de Charles VI, on

présenta à l'offrande quotre chevaux de l'écurie du roi. Ne serait-ce pas eucore un souvenir de l'usage des Gaulois et des Francs d'immeler des chevaux aux fanérailles? Il fant encore remarquer, pasmi les usages observés autrefois aux funérailles, la coutume d'y porter des barbes de fils d'or. Elle se pratiquait surtout aux funérailles des grands (Sainte-

Palaye, * HABHLEMENT).
§ IV. Funérailles des sociésiastiques. -Les funérailles des ecclésiastiques ont seules conservé jusqu'à nos jours une partie de la pompe du moyen âge. Dans beaucoup de villes on expose les curés défunts sur un lit de parade, au milieu d'une chapelle ardente et on promène leur corps revêtu d'ornements sacerdotaux. La sépulture monastique donne aussi lieu à des cérémonies particulières. Quand un moine de la Grande Chartreuse vient à mourir, on l'étend tout habillé sur une planche. C'est un jour de fête pour la communauté. On s'assemble au réfectoire ; les jeanes de l'ordre sont rompus pour célébrer ce jour qui commence une nouvelle via(Michelet, Origines du droit). A Rouen, lorsque mourait l'abbé de Saint-Ouen, on donnait un repas, où l'on servait du meilleur vin et des épices de toutes sortes. D. Martène, dans le Voyage littéraire de dous bénédictins (II partie, p. 3), raconte ainsi les funérailles d'un bénédictin: « Nous arrivames à Fontevrault comme on était occupé à faire les obsèques d'un jeune religieux qui était mort ce jour-là. Le matin, on l'avait porté dans l'eglise des religieuses, où l'on avait chanté pour le repos de son àme une grand'messe, et toutes les religieuses lui avaient denné l'eau bénite. De là, on l'avait transporté dans l'église des religieux, où il était revêtz de ses habita monastiques, tenunt en sa main une bougie, avec sa règle, qui était comme la sentence de son bonheur éternel, s'il l'avait bien gardée, ou de sa damention, s'il l'avait mal observée. »

5 V. Funérailles des marine. — Autrefois la sépulture des marins morts en mer était célébrée avec des usages particuliers. On lavait le corps du défaut et on l'ensevelissait dans une couverture ou mante de natte ou dans un vioux morcoan de toile à voile; on attachait à ses pieds une grosse pierre ou un boulet, et on le jetait à la mer sous le vent de la

route, avec un tison de seu.

§ VI. Crisurs des morts. — Dans quelques contrées, l'usage des crisurs de morta a été conservé. A certaines épones, ils font une commémoration des défunts, pour lesquels ils sellicitent les prières des vivants.

§ VII. Gimetières. — A partir du rx•sièche et jusqu'à la révolution, on enterrait dans les églises on autour de ces monuments. Les cimetières étaient ainsi placés au centre des villes et on y élevait ordimairement des ossuaires qu'on appelait charmiers. Un des plus célèbres était le charnier des innocents à Paris. C'était une galerie voîtée, où l'on enterrait les personaes dont les familles réclamaient une sépulture particulière. On voit encore des charniers auprès de quelques églises de campagne. Les anciens cimetières étaient souvent ornés de sculptures qui représentaient des sujets funèbres et principalement la danse macabre (voy. Danse macabre). Le décret du 23 prairial an XII (1 or juin 1803) qui régit encore aujourd'hui les cimetières communaux, défendit les inhumations dans les églises et dans l'enceinte des villes et villages. Les terrains consacrés aux inhumations devaient être placés à trente-cinq ou quarante mètres au moins de l'enceinte des villes. Le même décret (art. 14) autorise l'inhumation d'une personne dans sa propriété, pour vu que cette propriété soit située à la distance exigée des villes et villages. Le choix de l'emplacement fut laissé aux communes; l'autorité ecclesiastique intervint pour le bénir. Chaque culte a maintenant son cimetière séparé. Le soin de fanérailles est confié à une administration spéciale qui est appelée administration des Pompes funèbres.

§ VIII. Epitaphes. — L'usage des épitaphes remonte à une haute antiquité. On les trouve sur les tombeaux romains qui sont si commune, surtout dans le midi de la France. Il y a aux environs d'Arles un vaste cimetière qu'on appelle les Aliscamps ou champs Elysées et qui est presque entièrement rempli de tombeaux romains avec leurs épitaphes. A l'époque mérovingieune, on les grava dans l'interieur du tombeau, de peur, disait-ou, de provoquer les violations de sépultures. Sous les Carlovingiens les épitaphes furent de nouveau placées à l'extérieur. On remarque celle de Pepin, dont voici la traduction : « Ci-git Pépin, père de Charlemagne. » Rlies furent pendant longtemps rédigées en latin et quelques-unes attestent du goût et un sentiment vrai et profond. On peut citer, entre autres, celle qui montre le tombeau comme un lieu de passage, et fait allusion à la résurrection universelle: Hinc surrecturus.

FURETS. — Voy. Vénerir.

FUSIL, FUSILIERS. — On appelait primitivement susil la pierre d'où jaillit le sen. Le nom s'est, dans la suite, étendu aux armes munies de pierres à seu. D'autres sont dériver le mot suil de susée, parce que le tube métallique lance une véritable susée. Ce sut seulement à l'époque de Louis XIV que l'on substitua le suil au mousquet et à l'arquebuse. L'avantage principal consistait dans la simplicité du mécanisme. On se servait antérieurement d'un rouet ou disque d'acier; on le mettait en mouvement au moyen d'un ressort, et par sa rotation rapide il saisait jaillir des étincelles d'une pierre à seu, qui communiquait avec le bassinet et mettait le seu à la poudre. Vers 1630, on commença à remplacer ce mouvement

de rotation par le simple choc du chien muni d'une pierre à seu contre le bassinet. Il salut trente aus avant que ce mécanisme beaucoup plus simple remplaçat le suil à rouet. En 1671, lorsqu'on organisa un régiment pour le service spécial de l'artillerie, on l'arma de fusils; d'où il prit le nom de régiment des fusilers. Dans le même temps, on commença à armer les fusils de basonnettes (voy. ce mot). Depuis cette époque on n'a cessé de persectionner les fusils. En 1831, on a commencé à se servir de gros suils appelés suils de rempart dont la portée est de douze cents mètres. Voy. Armes.

G

GABARE. — Bateau large et plat. Voy. NAVIGATION.

GABELAGE. — Marque que les commis des greniers à sel mettaient dans le sel pour en connaître la provenance. On appelait encore gabelage le temps pendant lequel on laissait le sel dans le grenier.

GABELEUX. — Nom donné aux percepteurs des l'impôts appelés gabelles. Ce nom est resté comme une injure.

GABELLE. — Le mot gabelle désignait primitivement toute espèce d'impôt. Du Cange (vo Gabella) le fait dériver du saxon gapol ou ganel. qui signifie tribut. D'autres le tirent de l'ailemand gabe, abgabe qui a la même signification. Les percepteurs de ces sortes d'impôts s'appelaient gabeleux, gabelous, gabellaleurs, mots qui sont restes dans le langage populaire comme des sobriquets injurieux. Peu à peu le nom de gabelle s'appliqua exclusivement à l'impôt sur le sel qui était le plus odieux de tous. Cet impôt se percevait dès le xiiie siècle sous saint Louis et Philippe le Hardi; mais il n'avait pas encore éié régularisé, et chaque seigneur le levait dans ses domaines. Ce tut seulement en 1342 qu'on établit des greniers à sel dans toutes les provinces qui dépendaient du domaine de la couronne. Philippe de Valois en reçut le nom de roi salique, qui faisait d'aisleurs allusion à la loi qui l'avait élevé sur le trône. Le droit perçu était d'un cinquième du prix de la vente; il devint permanent depuis le règne de Charles V. Tout le sel sabriqué dans chaque province devait être porté au grenier royal sous peine de confiscation. Le temps que le sel demeurait dans le grenier s'appelait gabelage. On donnait encore ce nom à la marque que les commis des greniers mettaient dans le sel pour en reconnaître la provenance. Un grènetier, assisté d'un clerc, administrait le grenier; il fixait le prix du sel avec le marchand, et le vendait aux acheteurs en gros. La vente de détail était abandonnée à des regratiers. Un taril réglait le prix de vente. Ce qui rendait surtout la gahelle odieuse, c'est que l'on forçait le peuple de renouveler tous les trois mois une provision de sel qu'on lui imposait. Il n'y avait que les propriétaires de marais salants qui pussent garder la portion nécessaire pour leur consommation; c'était ce qu'on appelait le franc-salé. Le privilèze de francsalé fut encore accorde à quelques villes et à quelques corps qui pouvaient prendre du sel dans les greniers sans payer aucun droit. Les grènetiers devinrent juges pour les procès de fraude en matière de gabeiles, avec appel devant la cour des aides. Du reste, la gabelle ne présentait pas un caractère plus uniforme que la plupart des impõis de l'ancienne monarchie. Les provinces d'états avaient aussi sous ce rapport leurs priviléges. Ainsi, en Languedoc, il n'y avait pas de greniers à sel. Les états adjugeaient l'impôt sur le sel comme un impôt ordinaire. La surveillance royale se bornait à faire inspecter les salines par un visiteur. En Poitou et en Saintonge, la gabelle était remplacée par un droit qui etait le quart du prix de vente et qu'on appelait le quart du sel.

Lorsque la royauté fut mieux affermie et l'administration plus régulière sons Louis XII, François ler, Henri II, on s'efforça de donner un caractère uniforme aux gabelles. François ler, après avoir supprimé les greniers à sel, auxquels il avait substitué un droit perçu sur les marais

salants, les rétablit en 1544, et les étendit à des provinces qui n'en avaient pas antérieurement, telles que la Guyenne et la Saintonge. Il en résulta une révolte, et Henri II, pour la terminer, consentit à la suppression des greniers à sel dans ces provinces, où ils furent d'abord remplacés par le quart du sel. Mais. en 1553, le Poitou, le Limousin, la Marche, la Saintonge, le Rochelois, le Périgord, l'An-goumois, la Guyenne, l'Agenois, le Quercy, les pays des Landes, d'Armagnac, de Condom et de Comminges suivirent l'exemple de l'Auvergne, qui, dès 1549, s'était rachetée de tout impôt sur le sel. Ces pays prirent le nom de pays rédimés. Il leur était défendu d'exporter le sel dans les pays de gabelles; mais toutes ces mesures furent impuissantes pour empêcher la fraude. Les ministres, qui s'occupèrent avec zèle des finances, tels que Sully, Richelieu, et surtout Colbert, remédièrent à quelques abus des gabelles; mais l'impôt sur le sel fut maintenu avec le monopole odieux attribué aux fermiers, la vente surcée et les différences entre les pays de salines, comme la Franche-Comté, les trois évêchés, la Lorraine et l'Alsace, où l'impôt était perçu sur les marais salants; les pays rédimés: les pays exempts ou de franc-salé (Breugne, Artois, Hainaut, Cambrésis et Flandre); les pays de petites gabelles (I.vonnais, Forez, Beaujolais, Màconnais, Veluy, Vivarais, Bresse, Bugey, Val. omey, pays de Gex, Provence, comtat Venaissin, Dauphiné, Roussillon, Rouergue et une partie de la haute Auvergne) et les pays de grandes gabelles où l'impôt était plus considérable et où étaient les sièges des juridictions dites greniers à sel (voy, Greniers a sel). Les gabelles et les greniers à sel attaqués par Vauban, qui aurait voulu procurer au peuple à meilleur marché cette manne dont Dieu avait gratifié le genre humain, n'ont été supprimés que par la révolution (loi du 10 mai 1790).

GABELOUS.— Percepteurs des gabelles ou droits sur le sel. Ce nom est resté dans le langage populaire pour désigner les agents chargés de percevoir les taxes ou octrois aux barrières des villes.

GAFFETS. — Population semblable aux Cagots. Voy. CAGOTS.

GAGE. — Aux époques où les banques (voy. ce mot) n'avaient pas encore été organisées, on ne prètait que sur gage. Les juifs, qui faisaient presque seuls le commerce d'argent, n'étaient pas scrupuleux sur le choix des objets qu'on leur remettait en nantissement. Une ordonnance de Philippe Auguste, rendue en

1218, leur défendit de recevoir en gage des ornements d'église et des vêtements souillés de sang, qui pouvaient servir à constater un crime; de prendre les instruments du travail, le soc de la charrue. les bêtes de labour ou le blé battu, non plus que les vases sacrés et terres d'église. Saint Louis ordonna que les juifs ne prendraient plus de gages sans té-moins. Louis X le Hutin renouvela les défenses de Philippe Auguste, et le roi Jean comprit dans les objets qu'on ne pouvait recevoir en gage les reliques, calices, livres d'église et les fers de moulin. Antérieurement, en 1317, Philippe V le Long avait déclaré que les prêteurs sur gage ne pourraient se défaire du gage qu'au bout d'une année, et encore si l'objet qu'ils avaient reçu se détériorait. Dans le cas contraire, ils devaient le garder deux années entières.

GAGE DE BATAILLE. — L'usage des gages de bataille tenait à l'organisation judiciaire de la féodalité où l'on procédait rarement par les voies régulières de l'audition des témoins et de la discussion des pièces. On préférait la voie des armes. Celle des parties qui demandait le duel, jetait à son adversaire un gage de bataille. C'etait ordinairement un gant, gantelet ou chaperon. S'il était relevé, et que les juges autorisassent le duel, on se rendait au champ clos pour en appeler au jugement de Dieu (voy. Duel). Jusqu'au xine siècle, rien ne fut plus commun que le duel judiciaire. Saint Louis le restreiguit à des cas très-rares. Philippe le Bel. ou plutôt les légistes ses conseillers, s'efforcèrent aussi de ramener la procédure à des principes plus équitables. Une ordonnance de ce prince défendit de relever le gage de bataille, à moins qu'il ne s'agtt d'un crime capital; que le crime fût bien constaté; que l'auteur int sounçonné sans qu'on pût établir sa culpabilité ou son innocence par témoins ou par autres voies de droit. Ces précautions restreignirent considérablement l'usuge des gages de bataille qui finit par disparaître avec les duels judiciaires. On appelait encore gage de bataille la caution que devaient fournir ceux qui en appelaient au duel judiciaire. Cette caution etait deposée entre les mains du seigneur haut justicier. Voy sur les cérémonies des gages de bataille un traité publié, en 1830, par M. Crapelet.

GAGE (Mort-). — On appelait mort-gage ou gage-mort dans l'apcien droit français, celui dont on laissait jouir le créancier qui percevait les fruits ou revenus de la terre donnée en gage, sans que la dette

en fût diminuée. En cas de vif-gage, les fruits dont jouissait le créancier étaient comptés en déduction du principal de la dette.

GAGE-PLEGE ou GAGE-PLEIGE. — On appelait pleigs, gage-pleigs ou gage-pleigs, une caution judiciaire qui s'engagenit à représenter quelqu'un ou à payer pour lui. Ce mot désignait encore le garant fourni par l'un des champions à l'époque des duels judiciaires (voy. Duzt.). Enfin les gages-pleiges etaient des assemblées de vassaux relevant d'un même fief, qui nommaient un receveur des rentes seigneuriales. Le seigneur féodal pouvait, outre les plaids ordinaires, tenir un gagepleige chaque année.

GAGERIE. — Saisie qui constituait le gage du créancier.

GAGES INTERMÉDIAIRES. — Gages perçus pour un office depuis le jour du décès du titulaire jusqu'à la réception d'un nouveau titulaire. Les gages intermédiaires appartenaient au roi; mais presque toujours il les laissait à la veuve ou aux héritiers du défant, lorsqu'ils en faisaient la demande dans les six mois qui suivaient le décès.

GAGNABLES (Terrec). — Terres conquises sur la mer et marais desséchés.

GAGNAVES.—Terres que l'on cultivait à la condition d'en percevoir les fruits. Le mot gagnares s'appliquait aussi aux fruits provenant de ces terres.

GAGNE-DENIERS.—On appelait gagnedeniers, gagne-mailles, gagne-pain, les ouvriers nomades qui raccommodaient l'étain et les vases de toute nature.

GAGNERIE. — Terme des anciennes coutumes pour désigner tout bien provenant de la terre.

GAHETS.—Populations semblables aux Cagots. Voy. CAGOTS.

GAIE-SCIENCE. — C'était le nom qu'on donnait, au moyen âge, à la poésie et aux associations poétiques. Voy. ACA-ÉMIE et TROUBADOURS.

GAILLARDE. — Espèce de danse. Voy. Danse. — On appelait aussi cette danse romanesque, parce qu'on prétendait qu'elle venait de Rome.

GAINIERS. — Fabricants de gaines. Voy. Corporation.

GAIVES (Choses). — Choses abandonnées, délaissées, animaux errants. Voy. EPAVES.

GALANTERIE. - « La galanterie, dit

Montesquieu, n'est point l'amour, mais elle est le délicat, le léger, le perpétuel mensonge de l'amour. » La guicraterie, qui a exercé une si grande influence sur les mœurs françaises, vint de la chevalerie. - La galanterie naquit, dit Montesquieu (Esprit des lois, livre XXVIII. cbsp. xxn), lorsqu'on imagina des hommes extraordinaires qui voyant la vertu jointe à la beauté et à la faiblesse, furent portés à s'exposer pour elle dans les dangers et à lui plaire dans les actions ordinaires de la vie. Nos romans de chevalerie flattèrent ce désir de plaire et donnérent à une partie de l'Europe cet esprit de galanterie. Il se perpétua par l'usage des tournois qui, unissant ensemble les droits de la valeur et de l'amour, donnérent encore à la galanterie une grande impostance. »

GALATES. — Gaulois établis en Asie Mineure,

GALÉACE. — Navire à rames. Une goleace pouvait porter vingt canons; quelques-unes avaient trente-deux bancs garnis chacun de six ou sept forçais. De Ruffi parlant, dans son Histoire de Marseille, (t. II, p. 346), des galeaces de France, en fait remonter l'usage au roi Charles IV le Bel (1822-1328). D'après cet historien, Thomas de Villages était capitaine des galéaces en 1470. Dans la première guerre d'Italie (1494), les Français firent usage de galéaces, et le duc d'Orléans, qui fut plus tard Louis XII, montait une galéace, lorsqu'il défit à Rapallo l'armée navale du roi de Naples. Ces galéaces étaient des espèces de citadelles flottantes. Les Français les remplacèrent dans la suite par des bâtiments plus légers; les Vénitiens se servaient encore de galéaces au xviii• siècle.

GALÈRES. — Les galères étaient autrefois des navires à rames sur lesquels on plaçait les condamnés appelés galériens. Voy. Marine et Primes.

GALILÉE (Hant et souverain empire de). — Les clercs des procureurs de la chambre des comptes de Paris formaient une association à laquelle on donnait le titre de haut et souverain empire de Galilée. Ils élisaient un chef qui prenait le titre d'empereur, et, comme il siégeait dans une petite rue qui allait du palais au bailliage et qu'on nommait rue de Galilée, on l'appelait empereur de Galilée. Après l'incendie de 1739, qui détruieit la chambre des comptes et les bâtiments qui en dépendaient, l'empereur de Galilée lée tint ses séances aux Grands-Augus-

tins. L'empereur de Galilée avait juridiction disciplinaire sur tous les clercs de procureura de la chambre des comptes, comme le roi de la Basoche sur tous les clercs des procureurs du parlement. Le doyen des conseillers-maîtres de la chambre des comptes était protecteur et conservateur-né de l'empire de Galilée. Le procureur général de la chambre des comptes était chargé, de concert avec lui, de faire observer les statuts et règlements de cette association. Tous les ans, la lecture de ces règlements se faisait la veille de la sête de Saint-Charlemagne que l'empire de Galilée avait pour patron, sans doute à cause de son titre d'empereur. Le 28 janvier, les officiers de l'empire de Galilée et tous leurs sujets célébraient la fête de Saint-Charlemagne dans la partie inférieure de la Sainte-Chapelle. Il est probable que l'empire de Galilée se livrait ensuite à une joie bruyante et scandaleuse semblable à celle qu'on reprocha plus d'une fois aux clercs de la Basoche et qui finit par entraîner la suppression de toutes ces associations, reste des mœurs du moyen age.

GALIOTE. — Ce mot a désigné plusieurs espèces de navires. On appelait autrefois galiote une petite galère. On a ensuite donné ce nom à de longs bateaux couverts dont on se servait pour voyager sur les rivières aux xvIII et xvIII siècles. Un marin célèbre, nommé Château-Renaud, inventa sous Louis XiV les galiotes à bombes; c'étaient des vaisseaux qui portaient des mortiers que l'on mettait en batterie sur un faux tillac et dont on se servait pour bombarder une ville. Gènes fut bombardée en 1683 au moyen de ces galiotes à bombes.

GALLE (Tours de). — Anciennes constructions que l'on trouve dans quelques parties de la France et que l'on attribue aux Gaulois, mais sans aucune certitude.

GALLICANE (Église), GALLICANS. — L'Église de France ou Église gallicane a conservé de tout temps des usages et des libertés dont les défenseurs s'appellent Gallicans. Voy. LIBERTÉS DE L'ÉGLISE GALLICANE.

GALLO-GRECS. — Gaulois établis en Grèce et en Asie Mineure.

GALLO-ROMAINS. — On désigne sous le nom de Gallo-Romains la population qui résulta du mélange des Gaulois et des Romains; elle se fait remarquer principalement du v° au ix° siècle. On voit, en effet, à cette époque, deux populations juxtaposées dans la Gaule, mais non confondues : la population conquérante des Francs, qui parle la langue germanique, et la population gallo-romaine, qui avait adopté la langue latine en l'altérant. A la première appartient exclusivement la puissance politique; la seconde est epprimée et ne trouve d'asile que dans l'Église. Il faudra plusieurs siècles pour que, du mélange des Gallo-Romains et des Francs, naisse la population française. Les Gallo-Romains réussirent souvent à s'emparer de la faveur des rois, et devinrent des personnages importants sous le nom de convives du roi. On en cite un certain nombre, comme Aridius, Parthenius, Protadius, etc. On trouvera les détails dans les Lettres sur l'histoire de France de M. Aug. Thierry. Une des plus graves erreurs des historiens de la France antérieurs à notre époque, est d'avoir vu des Français dans les compagnons de Clovis et de Charlemagne. Fréret avait entrevu la différence profonde des races dès le commencement du xvir siècle; mais il fut enfermé à la Bastille pour avoir osé attaquer un mensonge traditionnel. C'est à M. Guizot, et surtout à M. Ang. Thierry que revient l'honneur d'avoir établi la distinction des Gallo-Romains, des Francs, et des Français. Voy. Essais de M. Guizot sur l'histoire de France, et Lettres de M. Aug. Thierry sur l'histoire de France.

GALOCHES. — On désignait autrefois sous ce nom les écoliers qui ne logeaient pas dans l'intérieur des colléges, parce qu'ils se servaient, pour se préserver du froid et de la boue, de chaussures grossières appelées galoches. Ce mot vient, selon Pasquier (Recherches, VIII, II), du mot Gaulois, parce que les Gaulois portaient des chaussures semblables.

GALOISES. — Hommes et GALOIS, femmes qui formèrent, au xve siècle, une confrérie dans le Poitou. On les appelait encore pénitents et pénitentes d'amour. Ils bravaient les saisons et affectaient, pour prouver leur passion, de s'exposer aux rigueurs de l'hiver ou aux chaleurs excessives de l'été. « Il leur était prescrit, dit Sainte-Palaye (dans ses Memoires sur la chevalerie), de se couvrir chaudement de bons manteaux et de chaperons doublés, et de se chausser à de grands sour dans le plus sort de l'été; ils saisaient enfin, en cette saison, tout ce qu'on fait en hiver, peut-être pour faire allusion au pouvoir de l'amour qui opère les plus grandes métamorphoses. En hiver, une petite cotte simple, avec une cornette longue et mince, composait tout leur vêtement; c'eût été une houte de trouver du feu dans leurs maisons; leurs cheminées étaient garnies de feuillages et autres verdures, si l'on pouvait en avoir, et l'on en jonchait aussi les chambres. Une serge légère était la seule couverture qu'on vit sur leur lit. » Ces extravagances ont contribué à discréditer la chevalerie, dont les principes etaient exagérés et faussés par ces pénitents d'amour. Quelques-uns de ces fanatiques périrent victimes de leur folie.

GALVARDINE. — Manteau dont on se servait pour se préserver de la pluie; c'étaient surtout les paysans qui se couvraient de galvardines.

GAMBAGE. — Droit que payaient les brasseurs; il variait suivant les contrées.

GAMBESSON. — Espèce de plastron qu'on portait sous la cotte de mailles et sous l'armure pesante des chevaliers du x1° au xv1° siècle, pour empècher qu'elle ne meurtrit is peau. On l'appelait eucore gambeson, gambison, gamboison, cotte gambiosiée, gaubisson, goubisson, etc.

GANACHE. — La ganache ou garnache était une robe de chambre qui se mettait par-dessus le surcot. M. Douët-d'Arcq (Comptes de l'argenterie des rois de France) cite un compte de 1387, où sont mentionnées les fourrures pour une garnache.

GANELON. — Ce nom était synonyme de traître au moyen âge. D'après les légendes, Ganelon avait trahi l'armée de Charlemagne à la bataille de Roncevaux.

GANT, GANTELET. — Les gants et gantelets étaient une partie du costume et de l'armure (voy ARMES et HABILLE-MENT). Il y avait des gants de diverses espèces, des gants de fauconnier, appelés aussi gants d'oiseau, qui étaient saits de cuir de bussie, des gants de chamois, de cuir de cerl, etc. Quelquesois les gants étaient ornés de boutons d'or. On lit dans un compte de 1352, cité par M. Douët-d'Arcq (Comptes de l'argenterie des rois de France): Quarants-huit boutons pour deux paires de gants de chien , couverts de chevrotin, garnis au bout de quaire boutons de perles. Les gants et gantelets ne servaient pas seulement de parure et d'arme désensive; ils étaient encore un symbole: Jeter le gant, c'était provoquer en duel; le relever, c'était accepter la provocation. Le cérémoniul ne permettait pas de rester ganté en présence d'un supérieur ou en entrant dans un lieu qui imposait le respect. Les légendes du moyen age menaçaient de la vengeance divine quiconque n'ôtait pas

ses gants dans une église. On Lit dans la vie de sainte Vaubourg, publiée par les bollandistes, qu'un clerc étant entré dans une eglise, sans our ses gants, ils resterent attachés à sa peau et il n'obtint d'en être délivré qu'après quinze jours de prières. Il était defendu aux juges royaux de porter des gants dans l'exercice de leurs fonctions. Aux xvii et xviii siècles, on devait se déganter en entrant dans la petite et dans la grande écurie du roi. Si l'on manquait à cette formalité, on s'exposait aux insultes des pages et des palefreniers. — On appelait encore gants. une redevance feodale qui se payait quelquefoisen nature On voit, dans une charte d'un évèque d'Amiens, qu'à chaque vente de maison ou de terre, il avait une paire de gants. Mais le plus souvent, cette redevance se payait en argent, et corresponduit, dit M. Guérard (Prolégom. du cart. de Saint-Père), à ce que nous appelons les épingles. Ce droit seinneurial exista encore au xviii siècle, et s'appelait ventes et gants. D'après la coutume de Châteauneuf, les gants appartenaient au sergent ou huissier.

GANTIERS. - Voy. Parfumeurs.

GANTS-DE-NOTRE-DAME. — C'était autrefois un usage en Lorraine, lorsque les seigneurs voulaient se faire la guerre, d'élever à une cert ine hauteur une touffe d'herbe qu'on appelait les gants-de-notre-dame.

GARANT, GARANTIE. — Caution judiciaire. On distinguait, dans quelques anciennes coutumes, le garant absolu du garant contributeur. Le garant absolu était celui qui prenait complétement fait et cause pour le garanti. Le garant contributeur ne répondait que pour une partie de la propriété ou pour un cas spécial.

GARBELAGE. — Droit de quatorze sous par quintal qui était prélevé sur les mafchandises expédiées pour les échelles du Levant.

GARDE. — Le mot garde a servi principalement à désigner les corps chargés de veiller à la sûreté des souverains ou des assemblées représentant la nation. Dans l'ancienne monarchie, les rois ont toujours eu près d'eux une troupe d'élite désignée sous différents noms etattachée spécialement à leur personne. Telle fut, entre autres, la garde écossaise (voy. Maison du Roi). L'Assemblée constituante en proclamant la monarchie constitutionnelle, donna à Louis XVI une garde constitutionnelle qui devait être composée

de dix-huit cents hommes. Cette garde prèta serment au roi le 16 mars 1792 et fut licenciée dans les derniers jours de mai de la même année. Læ Convention s'entoura aussi d'une garde speciale formée de deux bataillons. On désigna d'abord ces gardes de la Convention par le nom de grenadiers-gendarmes près la représentation nationale. Le Directoire ect une garde de cent vingt cavaliers et deux cent quarante fantassins. Le premier consul porta à près de sept mille hommes sa garde personnelle ou garde consulaire qui sut le noyau de la garde impériale. Napoléon fit entrer dans la garde impériale l'élite de l'armée; elle prit le nom de vicille garde, en 1807. lursqu'on commença à organiser une nouvelle garde composée de recrues qu'on appela la jeune garde. La garde impériale s'augmenta successivement, et, en 1812, elle s'élevait à plus de cinquante mille hommes. En 1813, elle dépassa quatre-vingt mille hommes. Licenciée en 1814, reconstituée en 1815, elle sut définitivement dispersée, après Waterloo, dans les divers corps de l'armée. Outre la garde impériale Napoléon eut, en 1813, une garde d'honneur à cheval forte de dix mille hommes. Ces gardes d'honneur, choisis parmi les jeunes gens de familles riches, devaient s'habiller, s'équiper et se monter à leurs frais. Ils avaient le rang et la solde des soldats de la garde impériale. à laquelle ils étaient incorporés.

La restauration rétablit les gardes du corps (voy. Maison of Roi) qui se composèrent de quatre compagnies. Le comte d'Artois avait aussi des gardes du corps, qui à son avénement au trône formèrent la cinquième compagnie de cette troupe d'elite. Les gardes du corps surent licenciés par ordonnance du 11 août 1830. La restauration avait encore organisé la garde royale composée de deux divisions d'infanterie, chacune de deux brigades, et de deux divisions de cavalerie qui comprenaient des cuirassiers, grenadiers à cheval, dragons, chasseurs à cheval, lanciers et hussards, un régiment d'artillerie à cheval, un regiment du train et un régiment d'artillerie à pied. Elle s'élevait à plus de vingt-six mille hommes. La garde royale a été supprimée le 11 août 1830, en même temps que les gardes du corps. Peu de temps après (16 août 1830), la garde municipale à pied et à cheval fut instituée et forma un corps d'élite composé de plus de trois mille hommes, chargé spécialement de veiller à la sûreté de Paris et placé sous les ordres du ministre de l'intérieur et du préfet de police. Licencié en 1848,

ce corps a été réorganisé sous le nom de garde républicaine. Une ordonnance du 14 décembre 1852 vient de décider qu'il serait appelé garde de Paris.

GARDE (Avant-).—L'usage de faire précéder l'armée par un corps chargé de reconnaître l'ennemi et qu'on appelle avantgarde, existait chez les Grecs et les Romains. Mais il ne fut pas toujours observé pendant le moyen âge. A la bataille de Courtray, en 1302, les Français, avant d'attaquer les Flamands, ne firent pas explorer le terrain et la position des ennemis. Les chevaliers, malgré l'opposition du connétable Raoul de Nesles, se précipitèrent avec une aveugle impétuosité, et vinrent s'engloutir, hommes et chevaux, dans un bras de la Lys, dout les Flamands avaient eu la prudence de couvrir leur camp. Lorsque les armées sont retranchées dans un camp, on établit des vedettes ou sentinelles pour avertir de l'approche de l'ennemi; puis les grandes gardes ou gardes avancées qui veillent sur l'enceinte du camp, et sont protégées par quelque fortification naturelle ou artificielle. Le commandement du premier corps de bataille, qu'on appelait aussi quelquesois avant-garde, était un des priviléges du connétable de France.

GARDE BOURGEOISE.—La garde bourgeoise donnait aux bourgeois de certaines villes et entre autres de Paris le droit d'administrer les biens de leurs enfants mineurs et d'en percevoir les revenus. Les Parisiens avaient obteuu de Charles V le droit de garde bourgeoise le 9 août 1371; Charles VI confirma l'ordonnance de son prédécesseur le 5 août 1390. Les parents qui avaient la garde bourgeoise devaient sournir caution à la différence de ceux qui avaient la garde noble (voy. ce mot). Le gardien était tenu de pourvoir à l'entretien et à l'éducation du mineur, de payer les dettes de la succession qui avait donné ouverture à la garde, suivant la maxime du droit coutumier qui yarde prend, quitte la rend. C'était encore le devoir du gardien d'entretenir les maisons et héritages du mineur en bon état, et de payer les arrerages des rentes et charges annuelles dont la succession était grevée. La garde bourgeoise finissait à quatorze ans pour les enfants mâles et à douze ans pour les

GARDE CONSULAIRE, GARDE CONSTITUTIONNELLE, GARDE IMPÉRIALE, GARDE MUNICIPALE, GARDE ROYALE.

— Voy. GARDE.



GARDE DE LA CONVENTION, GARDE D'HONNEUR, GARDE DU DIRECTOIRE, GARDE DU CORPS LÉGISLATIF. — Voy. GARDE.

GARDE DES SCEAUX. - La garde du scesa royal fut toujours une des plus hautes fonctions de l'État Sous les Mèrovingiens, on appelait résérendaire celui qui en était charge. Plus tard, cette fonc-tion fut confiée aux chanceliers et fut considérée comme une de leurs prérogatives les plus importantes. Dans les premiers temps, celui qui était chargé du scesu, le portait suspendu à son cou, de peur qu'on n'en abusat en son abseace. Dans la suite, les chanceliers et sardes des sceaux se bornèrent à porter les cless du coffre où étaient enfermés les sceaux. Ce coffre, couvert de vermeil, était divisé intérieurement en trois ca? ses, dont l'une renfermait le grand scesu de France et son contre-scel; la seconde, couverte de velours rouge et parsemée de fleurs de lis et de dauphins de vermeil, renfermait le sceau particulier dont on se servait pour la province de Dauphiné. La troisième cassette contonait le sceau de l'ordre de Saint-Louis.

La charge de garde des sceaux ne paraft pas remonter à une haute antiquité. Dans les actes du temps de Philippe Auguste, quand il n'y avait pas de chanceller, on écrivait au bas de la charte : pendant la vacance de la chancellerie (vacante cancellaria). Mais, au xviº siècle, soit pour soulager un chancelier affaibli par l'âge ou la maladie, soit pour écarter un chancelier inamovible et lui enlever tout pouvoir, on créa des gardes des sceaux. Louis XII confia les sceaux à Etienne Poncher, évêque de Paris, parce que la santé du chancelier, Jean de Gan-nay, était altérée. Dans la suite, on nomma souvent des gardes des sceaux pour cause politique, et, en ce cas, le chancelier était presque toujours exilé.

Le garde des sceaux prétait un serment dont voici la formule : « Vous jurez Dieu votre créateur, et sur la part que vous prétendez en paradis, que bien et loyaument vous servirez le roi à la garde des sceaux qu'il vous a commise et commet présentement; que vous garderez et ferez garder, observer et entretenir inviolablement les autorités et droits de la justice, de sa couronne et de son domaine, sans faire ni souffrir faire aucuns abus, corruptions et malversations, ni autre chose que ce soit ou puisse être, directement ou indirectement, contraire, préjudiciable ni dommageable à iceux; que vous n'accorderez, expédierez ni

feres sceller aucunes lettres inciviles et déraisonnables ni qui soiest contre les commandements et volontés dudit soigneur, ou qui puissent préjudicier à ses droits et autorités, priviléges, franchises et libertés de son royaume; que vous tiendrez la main à l'observation de ses ordonnances, mandements, édits, et à la punition des transgresseurs et contrevenants à icoux; que vous ne prendrez ni n'accepteres d'ancun roi, prince, potentat, seigneurie, communauté, ni d'autre personnage particulier, de quelque qualité et condition qu'il soit aucuns états, pensions, dons, présents et bienfaits, si ce n'est du gré et consentement dudit seigneur; et, si aucuns vous en avaient jà été promis, vous les quitterez et y renoncerez; et généralement vous ferez, exécuterez et accomplirez en cette charge et commission de garde des sceaux du roi, en ce qui la concerne et en dépend, tout ce qu'un bon, vrai et loyal chancelier de France, duquel vous tenez le lieu, peut et doit faire pour son devoir, en la qualité de sa charge, et ainsi vous le promettez et jurez. »

Le garde des sceaux avait le même costume que le chancelier, et comme lui il avait la tapisserie fleurdelisée. Aux Te Deum, il avait un siège de la même forme que celui du chancelier, mais place à gauche. Au-dessus de ses armes, il portait le mortier à double galon, et derrière le manteau deux masses passées en sautoir. Lorsqu'il sortait, il était accompagné d'un lieutenant de la prévôté de l'hôtel et de deux hoquetens ou gardes de la prévôté. Au conseil, il siégeait immédiatement après le chancelier. Il y avait cependant une différence essentielle entre les fonctions de chancelier et celles de garde des scenux : les premières étaient inamovibles et les secondes temporaires. En 1760, la charge de garde des sceaux fut supprimée; rétablie en 1815, elle a été réunie, depuis cette époque, au ministère de la justice.

Les principaux gardes des scenux ont été: Philippe d'Antogny sous saint louis, Nicolas de Grosparmy, archidiacre de Chartres et garde du scel royal en 1249; li accompagna saint Louis à la croisade, et y mourut en 1250; Gilles de Saumur, archevêque de Tyr, garde du scel royal en 1253; Raoul de Grosparmy, évêque d'Évreux, également sous saint Louis; Simon de Montpincé, qui devint pape en 1281, sous le nom de Martin IV, avait été pendant quelque temps garde des sceaux sous saint Louis. Matthieu de Vendême, abbé de Saint-Denis, et Simon

DE CLEMENT, seigneur de Nesle, furent manis d'un scenn particulier pour l'expédition des lettres et chartes pendant la croisade de saint Louis (1270). Foul-Que de Bardoul, conseiller au parlement de Paris, est la garde des sceaux pendant la captivité du rei Jean en Angleterre (1356). Ithier de Martreum, évêque du Puy, et ensuite de Poitiers, sut successivement maître des requêtes et garde des scenuz; il mourut en 1403. JEAN DE Vailly, Arnaud de Marle, Guillaume THOREAU, BUREAU BOUCHER, GUILLAUMS Guirin et adam de Cambray fuyent commis ensemble à la garde des sceaux, en l'absence du chancelier, en 1418. Robert DE ROUVERS, garde des sceaux en 1442. ADAM FUMÉR, seigneur des Roches et de Saint-Quentin, médecin des rois Charles VII et Louis XI, fut commis par ce dernier à la garde des sceaux de France pendant la disgrace du chancelier Pierre C'Oriole; il remplit encore cette charge après la mort de Guillaume de Rechefort, on 1494. Etienne Poncher, évêque de Paris, pais archevêque de Sens, fut commis à la garde des sceaux de 1512 à 1515. Matthieu de Longuejoue, seigneur d'Yverny, évêque de Soissons, fut garde des scenux de France en 1538, avant que Guil**lau**me Poyet entrât en exercice; il reprit les sceaux en 1544 et ne les garda qu'une année. François de Menteclon, président au parlement de Paris, garde des scenux en 1542; François Errault, président au parlement de Turin, garde des sceaux en 1548; JEAN BERTRAND, premier président au pariement de Paris, puis évêque de Comminges, archevêque de Sens et cardinal, garde des aceaux en 1951; Jean de Morvilliers, évêque d'Orléans, garde des sceaux en 1568, après la retraite du chancelier de L'Hôpital. François de Monteolon, fils d'un ancien garde des sceaux, fut pourvu de cette charge en 1588. CHARLES DE BOURnon, cardinal de Vendôme et roi de la Ligue, tint lui-même les sceaux en 1589. Guillaume du Vair, évêque de Lisieux, garde des sceaux en 1616; Claude Man-GOT DE VILLARCEAU, premier président au parlement de Bordeaux, garde des sceaux en 1616 et 1617. CHARLES D'AL-BERT, duc de Luynes, fut chargé des sceaux en 1621. MERY DE VIC, conseiller d'Etat, garde des sceaux (1621-1622). Une commission du sceau fut sormée en 1622; elle se composait des conseillers d'Etat Caumartin, Despréaux, de Léon et d'Aligre, assistés des maîtres des requêtes Godard et Machault. Louis LE-PEBVRE DE CAUMARTIN, garde des scezux (1622-1623); Michel de Marillac, garde

des scenux (1626-1630); CHARLES DE L'AUBESPINE, marquis de Châteauneuf, garde des sceaux (1630–1633); Mattente Molé, premier président du perlement de Paris, garde des sceaux (1651). Louis XIV tint lui-même le sceau pendant une partie de l'année 1672 (6 févries-23 avril; voy. Chancellerie). Manc-René Le Voyer de Paulmy, marquis d'Argenson, garde des aceaux (1718-1720); FLEURIAU-D'ARMENONVILLE, garde des sceaux (1722-1727); CHAUVELIN, garde des sceaux (1727-1737). MACHAULT, qui avait été contrôleur général des finan-ces, devint garde des sceaux en 1750; BERRYER, garde des sceaux (1751); FEY-DEAU DE BROU, garde des sceaux (1763-1767); Hue de Miroménil, garde des scesuz (1774-1787); Lamoignon de Ras-Ville (1787-1788); François de Paule DE BARENTIN (1788-1789); CHAMPION DE CICE (1789-1790); DUPORT DE TERTES

Il y avait encore des gardes des sesans près des cours souveraines; ils percevaient les droits de sceau pour tous les actes émanant de ces tribunaux (voy. CHANCELLERIE). Il en était de même pour les présidiaux. Les princes avaient aussi leurs gardes des sceaux qui étaient dépositaires du sceau de leurs apanages. Enfin, les officiers qui avaient la garde da petit sceau dont on scellait les actes des notaires, s'appelaient gardes des sceaux aux contrats. Ces offices furent créés par Charles IX en 1568; dans la suite la charge de sceller ces actes fut cédée à quelques notaires. Voy. Demis Godefroi , Histoire des gardes des sosaux, etc. Paris, 1688.

GARDE ECOSSAISE. - Voy. MAISON DU ROI.

GARDE-GARDIENNE. — Lettres accordées par les rois de France aux communantés, chapitres, colléges, abbayes, prieurés, églises, et leur donnant le droit de porter leurs procès devant un tribunal spécial. Ce nom de garde-gardienne venait de ce que le roi, par ces lettres, prenait ces établissements religieux sons sa protection et gards spéciales. L'université de Paris avait des lettres de gardegardienne, en vertu desquelles ses procès étaient portés devant le prévôt de Paris. On appelait aussi droit de committimus le privilége qu'avaient des corporations ou des particuliers de n'être jugés que par un tribunal spécial.

GARDE - GÉNÉRAL. - Fonctionnaire public chargé de veiller à la garde des forêts. Voy. EAUX ET FORÊTS.

; ; ; ;

• •

1

GARDE-HUCHE. — On appelait garde-huche un officier municipal chargé de garder la huche ou coffre-fort communal. Le garde-huche était aussi un des officiers des maisons royales, chargé spécialement de la vaisselle d'or et d'argent pour le buffet. Le garde-linge avait le soin des couteaux et du linge; les gardes-manger des viandes fraîches et salées. Voy. Le Grand d'Aussy, Vie privée des Français.

GARDE-INFANT. — Espèce de vertugadins ou de paniers dont la mode avait passé d'Espagne en France et était en usage au xvii° siècle. On appelait aussi ces paniers guarde-infant.

GARDE-MARTEAU.—Officier établi autrefois dans les juridictions d'eaux et forêts, pour garder le marteau qui servait à marquer les arbres que l'on devait couper dans les domaines royaux. Le garde-marteau devait lui-même marquer les arbres, et ne pouvait confier son marteau à autrui sans cause légitime.

GARDE-MESSIER. — Gardes qui, dans certaines contrées, sont joints, à l'époque de la moisson, aux gardes champêtres. pour veiller à la conservation des récoltes.

GARDE NATIONALE. — La garde nationale date de 1789. Il y avait eu antérieurement des milices communales ou urbaines (voy. MILICES); mais il n'y avait aucune unité entre ces différents corps. Ils étaient isolés comme les communes elles-mêmes (voy. Commune), et ne relevaient que de l'autorité municipale. La garde nationale a reçu au contraire. de la révolution, le caractère d'unité qui distingue la France moderne. L'assemblée des électeurs qui formait, en 1789, un véritable pouvoir politique (voy. ELECTEURS), décréta l'organisation de la garde nationale de Paris le 13 juillet. Elle devait se composer de près de cinquante mille hommes. Le 15 juillet, La Fayette fut nommé commandant en chef de la garde nationale de Paris et travailla avec zèle à l'organisation de ce corps. La France entière imita Paris, et un décret de l'Assemblée nationale en date du 14 octobre 1791 régularisa cette institution. Il faut rappeler l'article v de ce décret : « Comme il n'y a qu'une nation, il n'y aura qu'une même garde nationale soumise aux mêmes règle-ments, à la même discipline et au même uniforme. » Modifiée plusieurs fois, cette institution a résisté à toutes les crises et subsiste encore aujourd'hui.

La garde nationale a été chargée, dans

plusieurs circonstances, de la désense des frontières. Un sénatus-consulte du 3 avril 1813 appela sous les drapeaux un renfort de quatre-vingt-dix mille gardes nationaux divisés en cohortes Chaque co-horte comprenait quatre compagnies de cinquante hommes, dont deux de grenadiers et deux de chasseurs. Chaque département sournissait une legion.

La restauration se réserva le choix des officiers de la garde nationale; la révolution de juillet le rendit aux gardes nationaux, anuf pour les officiers supérieurs, qui devaient être nommés par le roi sur une liste de dix candidats. Après la révolution de 1848, les gardes nationaux ont été appelés à l'élection de tous les officiers, sans distinction. Tous les Français de vingt à soixante ans furent à cette époque soumis au service de la garde nationale, sauf les exceptions pré-

vues par la loi.

Un décret du 11 janvier 1852 a licencié la garde nationale et l'a réorganisée sur de nouvelles bases. Aux termes de ce décret, le service de la garde nationale consiste; 1° en service ordinaire dans l'intérieur de la commune; 2º en service de détachement hors du territoire de la commune. Le service de la garde nationale est obligatoire pour tous les Français àgés de vingt-cinq à cinquante ans qui sont jugés aptes à ce service par le conseil de recensement. Néanmoins le gouvernement fixe, dans chaque localité le nombre des gardes nationaux : il les organise en compagnie, bataillon ou legion, selon qu'il le juge nécessaire; il peut aussi créer des corps de sapeurs pompiers Les corps spéciaux de cavalerie, artillerie ou génie ne peu-vent être établis que sur l'ordre du ministre de l'intérieur. L'empereur nomme un commandant supérieur, des colonels on lieutenants-coloneis, dans les localités où il le juge convenable. La garde nationale est placée sous l'autorité des maires, des sous-préfets, des préfets et du ministre de l'intérieur. Les citoyens ne penvent prendre les armes et se réunir sans l'ordre de leurs chefs immédiats; et ceux-ci ne peuvent donner cet ordre sans une réquisition de l'autorité civile. Les officiers de tous les grades sont nommés par l'empereur, sur la pré-sentation du ministre de l'intérieur, d'sprès les propositions du commandant supérieur dans le département de la Seine, et d'après celles des présets dans les autres départements. Les adjudants sous-officiers sont à la nomination des chefs de bataillon, ainsi que tous les sous-officiers et caporaux; ils sont présentés par les commandants des compa-

gnies.

Quant à la discipline, le décret a confirmé les dispositions de la loi du 22 juin 1851. Cette loi établissait un conseil de discipline par bataillon communal ou cantonal; par commune ayant une ou plusieurs compagnies non réunies en bataillon; par compagnie formée de gardes nationaux de plusieurs communes. Dans les villes qui comprennent une ou plusieurs légions, il y a un conseil de bataillon pour juger les colonels et lieutenantscolonels. Les conseils de disciplins de bataillon ou de compagnie sont composés d'un capitaine président, d'un lieutenant ou sous-lieutenant, d'un sergent, d'un caporal et de deux gardes nationaux. Le conseil de discipline pour les colonels et lieutenants-colone/s est composé de sept juges, savoir : pour les légions non réunies sous un commandant supérieur, d'un chef de légion designé par le sort parmi les chefs de légion des cinq légions les plus voisines, président; deux chefs de légion ou deux lieutenants-colonels, suivant le grade du prévenu; deux chess de bataillon et deux capitaines. Dans le département de la Seine et dans les villes où il existe un commandant supérieur, le commandant supérieur, président; deux colonels ou lieutenants-colonels, deux chess de bataillon ou d'escadron, deux capitaines. Le com-mandant supérieur peut déléguer un colonel pour le remplacer comme président. Un rapporteur et un secrétaire sont attachés à chaque conseil de discipline. L'instruction de chaque affaire, devant le conseil de discipline, est publique. Les peines que ces conseils peuvent infliger sont la réprimande, la réprimande avec mise à l'ordre des motits du jugement, la prison, pour six heures au moins et trois jours au plus, avec ou sans mise à l'ordre. Il n'y a recours contre les jugements définitifs des conseils de discipline que devant la cour de cassation pour incompétence, excès de pouvoirs ou violation de la loi.

GARDE-NOBLE.—La garde du fief d'un vassal mineur appartenait au seigneur suzerain; c'était ce qu'on appelait gardenoble. Ce mot était remplacé, dans quelques contumes, par celui de bail ou baillis. Le seigneur qui avait la gordenoble d'un fief percevuit à son profit les revenus du fief qu'il se chargeait de désendre. Il avait aussi la garde de la personne du vassal mineur, et, si c'était une fille, il avait le droit de la marier ou du moins de s'opposer à un

mariage qui lui aurait paru contraire aux intérêts du fief. D'après quelques coutumes, la garde-noble appartenait aux père, mère et autres ascendants nobles. D'autres coutumes, et spécialement celle de Normandie, l'attribuaient exclusivement au suzerain; si le suzerain était le roi, on appelait la tutelle garderoyale. Si la garde était déférée à un autre seigneur suzerain, elle s'appelait garde seigneuriale. 1.a garde royale cessait à vingt et un ans et la gar de seigneuriale à vingt ans. Le gardien était tenu de pourvoir à l'entretien et à l'éducation des mineurs et de conserver le fief en bon état. Le seigneur investi de la garde-noble pouvait être lui-même mineur. L'age auquel cessait la gardenoble des filles variait, suivant les coutumes, entre quatorze et dix-huit ans.

GARDE NOIRE. — Troupe d'archers qui veillait, la nuit à Bordeaux, pour empêcher qu'aucune marchandise ne su introduite frauduleusement dans cette ville.

GARDE-ROBE (Grand maître de la). -La charge de grund maître de la garderobe sut créée en 1669 et donnée à un des premiers seigneurs du royaume. Les details des fonctions qui en dépendaient sont minutieux, mais trop caractéristiques pour être omis. Le grand maître de la garde-robe avait le soin des vêtements ordinaires du roi. Lorsque le roi s'habillait, il lui mettait la camisole, le cordon bleu et le justaucorps. Quand le roi se déshabillait, le grand maître de la ' garde-robe lui présentait la camisole de nuit et lui demandait ses ordres pour le costume du lendemain. Les jours de céremonie, il mettait le manteau et le collier de l'ordre du Saint-Esprit sur les épaules du roi. Quand le roi donnait audience aux ambassadeurs, le grand maître de la garde-robe avait sa place derrière le fauteuil du roi, à côté du premier gentilhomme de la chambre ou du grand chambellan. Le grand mattre de la garde-robe faisait faire les vétements ordinaires du roi; muis aux premiers gentilshommes de la chambre appartenais d'ordonner le premier vêtement de chaque deuil et les vêtements extraordinaires pour les bals, mascarades et autres divertissements. Peu de temps avant la révolution, le grand maître de la garde-robe avait dix-neuf mille six cents livres d'appointements.

Une anecdote racontée par Saint-Simon (Mémoires, V, 176) prouve à quel point ces officiers royaux tensient à leurs sonctions. « Il faisait une pluie, dit Saint-Simon, qui n'empêcha pas le roi de voir

planter dans ses jardins. Son chapeau en fat percé ; il en fallut un autre. Le duc d'Aumont était cette année en charge (comme capitaine des gardes); le duc de Tresmes servait pour lui. Le portemantesa da roi lui donna le chapeau; il le présente su roi. M. de La Rochefoucauld, grand maître de la garde-robe, était présent. Cela se fit en un clin d'œil. Le veilà aux champs, quoique ami du duc de Tresmes. Havait empiété sur sa charge ; il y allait de son honneur. Tout était perdu. On cut grand peine à les raccommoder. »

Le grand maltre de la garde-robe avait sous ses ordres deux maîtres de la garderobe, qui servaient par année et qui le remplaçaient en cas d'absence. Lors même que le grand maltre était présent, c'était un des maltres ordinaires de la garde-robe qui présentait au roi la cravate, le mouchoir, les gants, la canne et le chapeau. Lorsque le roi quittait un habit et vidait ses poches dans celles de l'habit qu'il prenait, le maître de la garde-robe lui présentait les poches pour les vider. Le soir, le roi remettait ses gants, sa canne, son chapeau et son épée au maître de la garde-robe, et, après qu'il avait fait sa prière, il venait se mettre dans son fautouil, où le mattre de la garde-rebe lui ôtait le cordon bleu, le justaucorps et la veste, et recevait la cravate. Il y avait encore pour le service de la garde-robe, quatre premiers valets de garde-robe servant par quartier; seize valets de garderobe servant par quartier; un porte-malle; quatre garçons ordinaires de la garderobe; treis tailleurs chaussetiers et valets de chambre; un empeseur ordinaire et deux lavandières du linge du corps.

GARDE ROYALE. — La garde royale fut établie par Louis XVIII (Ordonn. du 100 septembre 1815) et supprimée par Louis-Philippe (11 aout 1830). Voy. GARDE.

Garde Seigneuriale. — Tutelle exer-60 par un seigneur à l'égard d'un mineur dont il n'était pas le seigneur suversin. La garde-noble était la intelle déférée au suscrain. Voy. GARDE-NOBLE.

GARDES (Grandes). — Voy. Garde (Avant-).

GARDES-BOIS , GARDES-CHASSE.-- On désignait autrefois, sous ce nom, les agents préposés à la conservation des bois et des chasses. Ce sont maintenant des gardes chargés par des particuliers de veiller sur leurs bois et leurs domaines, ou les agents publics nommés gardes champêtres.

Gardes Champetres. — La loi du

qu'il pourrait être établi un ou plusieure gardes champétres par communes. Ces agents sont charges de veiller à la conservation des récoltes, des fruits de la terre et des propriétés rurales de toute nature; ils dressent procès-verbal des delits qui y portent atteinte. Les gardes champteres sont nommés par les maires, avec l'approbation du sous-préfet, qui délivre au garde champètre sa commune-sion (loi du 18 juillet 1837, art. 18.) lls duivent être agés d'au moins vangtcinq ans, et, avant d'entrer en fonctions, prêtent serment devant le tribunal de première instance. Ils sont places sous la surveillance des maires, des procareurs impériaux, des officiers et seus-officiers de gendarmerie. Les gardes champêtres sont rangés par le code d'instruction criminelle au nombre des officiers de police judiciaire; ils sont chargés de s'enquerir de toutes les contraventions aux lois, dans le territoire pour lequel ils sout assermentés et d'en dresser procèsverbal. On a songé plus d'une fois à embrigader les gardes champètres et à les placer sous l'autorité de chefs cantonaux; mais ces projets n'ont pas encore reçu d'exécution.

Gardes-Chiourmb. — Agents chargés de la surveillance des forçais.

GARDES COTES. — Compagnies qui servaient à la défense des contrées maritimes, et qui étaient composées principalement des habitants de ces pays. Elles étaient placées sous les ordres de capitaines gardes-côles, qui étaient exempts de l'arrière-ban. — Les régiments gardes-côtes furent licenciés en 1791; mais on établit, en 1799, trois batailions de grenadiers gardes-côles et cent wente compagnies de canonniers gardes-côles. Cette organisation fat confirmée le 28 mai 1803. Les canonniers gardes-côtes ont éte supprimés par la restauration, ils n'ont été rétablis en 1831 que pour l'Aigérie. On appelait aussi gardes-côtes, des vais-seaux armés en guerre, chargés de veiller sur les côtes et d'escorter les navires marchands.

GARDES FRANÇAISES. — Régiment d'infanterie qui formait le premier corps d'infanterie de la maison du roi. On place en 1563 l'institution des gardes françaises. Voici comment Brantôme en parle dans son discours sur les colonels : «Le Havre pris et les Anglais chassés de France, le roi Charles IX et la veine sa mère, qui pouvait tout alors à cause de la minerité de son fils, instituèrent un 26 septémbre-6 octobre 1791, déclara régiment de gens de pied français, pour

être de la garde de nos rois dans les cours et les dehors des châteaux où ils babitent, composé de dix enseignes de la garde du roi. Les haguenots en murmurèrent, et, la paix s'étant faite avec eux en 1573, Charles IX cassu le régiment et se donna une nouvelle garde d'infanterie, mais de deux compagnies seulement. Henri III étant monté sur le trône rétablit ce régiment et le remit sur un très-hon pied. Il en fit mestre de camp (colonel) le sieur de Guast qu'il aimait fort, et mit à la tête des compagnies de très-vaillants officiers. » La charge de capitains aux gardes ou capitaine d'une compagnie des gardes françaises devint alors très-considérable.

Louis XIII augmenta le régiment des gardes françaises de deux compagnies. En 1635, il avait trente compagnies de trois cents hommes chacune. Louis XIV y ajouta deux compagnies de grenadiers. En 1661, les mestres de camp des gardes françaises remplacèrent ce titre par celui de coloneis. Les capitaines aux gardes françaises obtinrent, en 1691, le rang de colonels, et il fut décidé qu'en montant la garde chez le roi ils auraient toujours a droite sur les capitaines des gardes suisses. Ils portaient le hausse-col doré; celui des officiers suisses était argenté. Le colonel avait le droit de porter chez le roi le bâton de commandement semblable à celui des capitaines des gardes. Le major était major général de l'infanterie française. Tous les officiers jouissaient du privilége de commensaux du roi. Le régiment des gardes françaises, comme étant de la maison du roi, cholsissait son poste à l'armée; il se plaçait ordinairement au centre de l'infanterie à la première ligne. Ses quartiers étaient à Paris, et les diverses compagnies étaient logées dans les faubourgs. En cas de prise d'ane-place, le régiment des gardes françaises y entrait le premier. Le grade de sergent dans le régiment des gardes françaises ne se donnait qu'après l'examen préalable d'une chambre composée de douse sergents, reconnus pour gens de mérite, de valeur et de probité, qui prononçaient sur les caporaux et anspessades (voy. ce mot) que l'on proposait pour le grade de sergent.

Après avoir dépassé neuf mille hommes au xvii• siècle, le régiment des gardes françaises sut réduit à environ quatre mille hommes au xviir. D'après une or-donnance rendue le 19 janvier 1764, il devait former six bataillons composés chacun d'une demi-compagnie de grenadiers, qui comprenait environ cinquantequatre hommes, et de cinq compagnies de fusiliers, forte chacane d'environ

cent vingt kommes. L'uniforme de ce régiment était bleu pour l'habit, la culotte et la doublure ; la veste était rouge ; les boutonnières, en brandebourg de 🎎 blanc. Les officiers portaient l'habit blen brodé d argent, la veste et les parements rouges, la culotte blanche. Les drapeaux du régiment des gardes françaises étaient bleus semés de fleurs de lis d'or, avec une croix blanche au milieu chargée de quatre couronnes d'or. Le drapeau de la compagnie colonelle était blanc, orné de quatre couronnes d'or, une à chaque bout des deux travers de la croix. Il y avait de jeunes gentilshommes attachés au régiment des gardes françaises, pour y apprendre le métier de la guerre; on les désignait sous le nom de cadets.

Toutes les histoires de la révolution racontent quelle sut la conduite du régiment des gardes françaises en 1789, et comment il contribua à la prise de la Bastille (14 juillet). Il fut licencie le 31 20ût de la même année; mais il resta incorpore dans la garde nationale parisienne, sous le nom de gards nationals soldés jusqu'en 1792. Il fut alors dispersé dans les régiments envoyés à la frontière pour la défense du territoire français. Vey. l'histoire de la milice française par le P. Daniel, et Guyot, Traité des droits, etc., annexés à chaque office : on y trouvere tout au long les règlements que neus ne

pouvons qu'indiquer.

GARDES-MARINES. — Les gardes-marines furent établis par Colbert, en 1670, à Brest, Rochefort et Toulon pour former la pépinière des officiers de marine. Ils recevaient des leçons de mathématiques, d'hydrographie, de génie militaire, etc. Le mattre charpentier du port et les offciers les plus habiles leur expliquaient les règles des constructions navales, et ils suivaient les exercices du tir du canon. Les gardes-marines servaient comme simples soldats à bord des vaisseurs de l'Etat et y faisaient un sérieux apprentissage du service de la marine. Ils avaient un commandant, un lieutenant et un enseigne et étaient divisés en brigades, Une ordonnance du 11 janvier 1763 declars que chaque compagnie des gardesmarines de Toulon et de Brest serait composée de cent vingt hommes. Celle de Rochefort était réduite à quatre-vingts gardes. Its portaient un habit de drap bleu doublé de serge écarlate, parements, veste, culotte et bas rouges, boutons de cuivre doré, aiguillette sur l'épaule, chapeau bordé d'or.

GARDES-NOTES. — Jusqu'en 1789, les

officiers ministériels chargés de rédiger les actes authentiques, prenaient le nom de notaires et gardes-notes du roi, parce qu'ils gardaient les minutes des contrats qu'ils avaient dressés.

GARDES-PORTS. — Agents chargés de veiller sur les rivières qui affluent à Paris et de saire la police des quais. On sait remonter leur institution à un édit de 1641. Les gardes-ports surent supprimés pendant la révolution; mais plusieurs décrets, et, entre autres, un décret du 9 mars 1807, les réorganisèrent. Ils ont pour signe distinctif une bandoulière écarlate, bordée de blanc, avec une plaque blanche, qui porte ces mous: Surveillance des ports et rivières. Ils inscrivent jour parjour toutes les marchandises qui arrivent dans les ports et en sortent; ils dressent procès-verbal de tous les délits et contraventions contre les lois d'approvisionnement de Paris.

GARDES-ROLES.—Officiers de la chancellerie qui gardaient les rôles arrêtés au conseil, et sur lesquels étaient inscrits les taxes de tous les offices vacants par résignation, mort, nouvelle création ou autrement. Les gardes-rôles recevaient les oppositions que l'on faisait au sceau ou au titre des offices (voy. Chancelle-rie). Ils jouissaient des mêmes honneurs et prérogatives que les grands audienciers et les contrôleurs de la grande chancellerie.

GARDES SUISSES. — On fait remonter l'origine des gardes suisses au règne de Louis XI, qui prit à sa solde des troupes de cette nation. Il en forma, en 1481, un corps d'elite pour remplacer l'infanterie des francs archers. Ce traité de Louis XI avec les Suisses fut renouvelé par Charles VIII, qui se servit des Suisses dans les guerres d'Italie; mais on reconnut, à l'époque de Louis XII, le danger de ces armées mercenaires. Cependant, après la victoire de François le à Marignan, les capitulations avec les Snisses furent renouvelées (1516), et, depuis cette époque jusqu'en 1792, il y eut toujours des gardes suisses en France.

Charles IX créa, en 1571, la charge de colonel général des Suisses et Grisons, en faveur de Charles de Montmorenci. Cette charge avait une haute importance, et fut presque toujours remplie par des personnages éminents. Après Charles de Montmorenci, comte de Méru, mort en 1596, Sancy l'exerça jusqu'en 1605, Henri de Rohan de 1605 à 1614; Bassompierre, de 1614 à 1632; le marquis de Coislin, de 1632 à 1642; La Châtre de

disgracie 1642 à 1643; Bassempierre, sous Richelieu, fut alors rétabli dans sa charge de colonel général des Suisses et la conserva jusqu'à sa mort em 1647; le maréchal de Schomberg, de 1647 à 1657; le comte de Soissons de 1657 à 1674; le duc du Maine, de 1674 à 1710; le prince de Dombes, son fils, de 1710 à 1762; le duc de Choiseul, de 1762 à 1772; le comte d'Artois, frère de Louis XVI, de 1772 jusqu'à la révolution. Le colonel géneral avait sous ses ordres tous les Suisses au service de France, à l'exception de la compagnie des Cent-Suisses de la garde. Il avait une compagnie dont il était spécialement le chef et qu'on appelait la générale: elle servait à la tête du régiment, portait seule le drapeau blanc et formait comme un corps particulier. Le colonel géneral des Suisses pre-. nait seul l'ordre du roi pour ce régiment; il présentait les officiers suisses au roi, et donnait aux sous officiers les certificats nécessaires pour devenir officiers.

Les gardes suisses ne surent réunies en régiment qu'en 1616, d'après le té-moignage du maréchal de Bassompierre. Tous les officiers et soldats devalent être suisses. Le régiment était subdivisé en quatre bataillons, et chaque bataillon en trois compagnies de deux cents hommes chacune. Une ordonnance du 1 = juin 1763 porta à quatre le nombre des compagnies de chaque bataillon. Les compagnies correspondaient à des cantons particuliers, où elles se recrutaient. La compagnie générale, dont nous avons parlé antérieurement, se recrutait soule dans les treize cantons. L'uniforme des gardes suisses était rouge, relevé de bleu. Ils montaient la garde auprès du ro., comme les gardes françaises. Les officiers rendaient la justice à leurs soldats. La solde des Suisses était double de celle des troupes françaises. Les Suisses se firent égorger pour Louis XVI, à la journée du 10 août 1792. La restauration prit à sa solde deux régiments suisses. qui firent partie de la garde royale; mais ils furent licenciés aurès la révolution de 1830. Voy. Histoire de la milice française, par le P. Daniel, et Guyot, Traile des offices.

-GARDES DE LA MANCHE. — Les gardes de la manche étaient vingt-quatre gentilshommes qui devaient veiller sur la personne du roi et ne le point quitter. Ils servaient alternativement, deux à deux; il y en avait six dans les grandes cerémonies. Ils portaient sur leur justaucorps un corselet ou hoqueton, dont le fond était blanc brodé d'or, avec la devise du roi au milieu. Ils émient armés d'épées et de pertuisanes, dont le bois était tout semé de clous d'argent doré, et orné de franges par le haut; ils tenaient ces pertuisanes de la main droite et appuyées à terre. Les gardes de la manche étaient toujours debout aux côtés du rei, excepté à la messe, pendant l'éléva ion. Aux funérailles des rois, deux gardes de la manche se tenaient debout auprès du lit de parade, avec leurs armes ordinaires, sans marques de deuil. C'étaient eux qui plaçaient le corps du roi dans le cercueil.

GARDES DE LA PORTE. - Il y avait cinquante gardes de la porte qui veil-laient pendant le jour aux portes inté-rieures du palais du roi. A six heures du matin, ils relevaient les gardes du corps et n'étaient remplacés par eux que le soir. Ils étaient armés d'une épée, d'une carabine, et avaient une bandoulière chargée de deux cless en broderie. Ils portaient, comme les gardes du corps, un justaucorps bleu, mais avec un galon et des ornements différents. Un capitaine, qu'on appelait capitaine des portes commandait cette compagnie; il avait sous lui quatre lieutenants qui servaient par quartier. Si l'on en croit les inductions assez vraisemblables de quelques historiens, les gardes de la porte sont la plus ancienne garde des rois de France. Ils portaient primitivement le nom d'ostiarii (voy. Guyot, Traite des offices, livre I, chap. Lx). Un arrêt du 9 novembre 1668 avait autorisé les gardes de la porte à prendre le titre d'écuyers; ils étaient exempts de la taille et du droit de francsfiefs. Leurs officiers étaient dispensés de subsides, impositions et logements de gens de guerre. Ils avaient droit de committimus (voy. ce mot).

GARDES DE LA PRÉVOTÉ DE L'HO-TEL. — Gardes placés sous les ordres du prévôt de l'hôtel du roi ou grand prévôt de France; ils servaient à maintenir la police et à faire exécuter les règlements dans tous les lieux où se trouvait le roi. Ils arrêtaient ordinairement les prisonniers d'Etat et ceux qui commettaient quelque crime ou délit dans le palais. Quand le roi sortait en carrosse, les gardes de la prévôté précédaient les Suisses, qui marchaient immédiatement avant le carrosse du roi. Ils portaient un hoqueton incarnat, bleu et blanc, avec broderie, et la devise de Henri IV. qui était une massue semblable à celle d'Hercule avec ces mots : Erit hæc quoque cognita monstris (cette mássue aussi sera connue des monstres). L'ordonnance du 15 mars 1778, qui réorganisa les gardes de la prevôté de l'hôlel, leur assigna pour uniforme un habit de drap bleu, avec parements et doublure d'écarlate, bordé d'un galon d'or de la largeur de vingt lignes, garni de brandebourgs, d'un galon semblable sur le devant et aux poches, et galonné de même sur les coutures. La veste était de drap écarlate, doublée de blanc et bordée d'un galon d'or pareil à celui de l'babit. La culotte et les bas étaient rouges; le chapeau bordé d'un galon d'or de vingt lignes de large.

GARDES DES MÉTIERS. — Syndics chargés de veiller à l'exécution des règlements des diverses corporations industrielles. Les gardes des métiers étaient nommés tantôt par les membres de la corporation, tantôt par les prévôts ou baillis. Voy. Corporation.

GARDES DU COMMERCE. — Le code de commerce, art. 625, ordonne qu'il sera établi, pour la ville de Paris seulement, des gardes du commerce chargés de l'exécution des jugements emportant la contrainte par corps. Un décret du 14 mars 1808 a déterminé les attributions de ces agents. Ils sont dix, nommés par l'empereur, et ont pour mission d'arrêter les débiteurs condamnés à l'emprisonnement. Ils ont pour signe distinctif une baguette qu'ils doivent exhiber dans l'exercice de leurs fonctions.

GARDES DU CORPS. — Les gardes du corps se composaient de quatre compagnies d'officiers chargés de veiller nuit et jour sur la personne du roi. On les appe-lait autrefois archers de la garde La premiere compagnie était la compagnie écossaise, dont on attribue généralement l'institution à Charles VII (1424); primitivement cette compagnie était composée exclusivement d'Ecossuis, mais dans la suite les Français y servirent presque seuls; on ne conserva le nom de compagnie écossaise que comme tradition historique. Quelques priviléges qui lui furent attribués jusqu'à la révolution rappelaient aussi son origine et ses anciennes prérogatives. La seconde compagnie des gardes du corps sut établie par Louis XI, en 1473. Guyot (Traité des offices, livre let, chap. Lviii) a extrait des registres de la chambre des comptes les provisions du capitaine de cette compagnie, et réfuté le P. Daniel qui en avait placé l'établissement en 1475. La troisième compagnie datait de 1475. Louis XI qui l'institua, à cette époque, lui donna pour chef Louis de Graville, son chambellen ordinaire. La quatrième compagnie des gardes du corps sut établie par François 1er, en 1515 (27 mars); elle fist supprimée dans la suite, et enfin rétablie en 1545. Les quatre compagnies servaient par quartier, et étaient placées sous les ordres de capitaines qui servaient également par quartier. Les autres officiers étaient primitivement un lieutenant, un enseigne et un maréchal des logis. En 1578, on y établit des exempts, dont le nom vint de ce qu'ils étaient dispensés de porter le hoqueton et la hallebarde. L'ordonnance de 1664 instituait dix exempts par compagnie des gardes; elle ajouta des brigadiers et sous-brigadiers, au nombre de deux, dans chaque compagnie; muis elle supprima les maréchaux des logis. En 1666, Leuis XIV créa la charge de major des gardes du corps, et établit des cadets dans les diverses compagnies des gardes.

A la mort de Louis XIV, chaque compagnie était de trois cent soixante gardes ; elle avait pour officiers un capitaine, trois lieutenants, trois enseignes, six porteétendards, douze exempis, douze brigadiers et autant de sous-brigadiers. L'étatmajor était composé, premièrement d'un major et de deux aides-majors pour tout le corps; secondement, d'un aide-major et de deux sous-aides-majors pour chaque compagnie. Chacune des quatre compagnies se divisait en deux escadrons, et était subdivisée en six brigades. Chaque brigade avait deux exempts, deux brigadiers, autant de sous-brigadiers et un porte-étendard. Une ordonnance du 15 décembre 1775 supprima la sixième brigade de chaque compagnie , ainsi que les gratifications d'enseignes, d'exempts et de

sous-brigadiers. Avant l'année 1664, les gardes étaient nommés par les capitaines; depuis cette époque, ils n'ont plus été choisis que par le roi. Le grand uniforme des gardes du corps était habit bleu, parements, doublure, veste et collet rouges, le tont galonné d'argent, culotte et bas rouges, boutons argentés avec la devise de Louis XIV. La cocarde était noire pour la compagnie écossaise, verte et blanche pour la première compagnie française, bleue et blanche pour la seconde, jaune et blanche pour la troisième. Les armes défensives des gardes du corps etaient le casque et la cuirasse; ils portaient pour armes offensives un sabre, des pistolets et un mousqueton. Sur leur étendard était la devise de Louis XIV: un soleil brodé en or avec ces mots : nec pluribus impar (il éclipse tous les astres). Les gardes du corps étaient com-

mensaux de la maison du roi; ils pouvaient prendre le titre d'écuyer, étaient exempts de tailles et autres contributions, du logement et nourriture des troupes. Les gardes du corps disparurent avec l'ancienne monarchie. Rétablis par la restauration (voy. GARDE), ils ont été licenciés par ordonnance du 11 août 1830.

GARDES DU GÉNIE. — Agents qui, d'après les lois du 8 juillet 1791 et du 29 mars 1810, sont chargés de la surveillance des fortifications.

GARDES DU TRÉSOR ROYAL. — Les gardes du trésor royal, ou trésoriers de l'épargne remontaient à l'époque de Francois ler, qui avait établi le trésor central appelé Epargne. Il n'y avait ea d'abord qu'un trésorier de l'épargne. Henri il randit cet office alternatif. Louis XIII ajouta un trésorier trieunal; et donna à ces trois gardes du trésor royal le titre de conseillers. Louis XIV les supprima en avril 1664, et fit exercer les sonctions de trésoriers de l'épargne par commission jusqu'en février 1689. A cette époque, il crea trois conseillers gardes du trésor royal. Une de ces charges su supprimée en sévrier 1716, et rétablie en janvier 1722. Les gardes du trésor royal remplissaient alternativement les fo tions de cette charge; ils avaient veix délibérative au conseil d'État et à la direction des finances.

GARDIANAT, GARDIEN, GARDIENNAT.

— On appelait gardien le supérieur d'un couvent de franciscains. L'office de gardien se nommait gardianat ou gardiennat et durait ordinairement trois ans.

GARDIATEUR. — Magistrat établi, ez 1302, à Lyon par Philippe le Bel pear empêcher les officiers de l'archevêque et du chapitre d'opprimer les bourgeois. Par le serment que prétait le gardiateur. il s'engageait à respecter les droits de l'Eglise et à ne défendre les habitants que dans le cas où ils seraient victimes d'injustices et de violences. Il exerçait les fonctions de maître des ports et jugeait les procès relatifs à l'entrée on à la sortie des marchandises. Le gardiateur n'était nommé que pour un an. Lorsque l'autorité royale sut solidement établie à Lyon, le titre de gardiateur disparut et sut remplacé par celui de maître des

GARBIER. — Officier que les dauphins de Vienneis avaient à Vienne pour veiller à la conservation de leurs droits et à la garde de leurs domaines et trésers.

GARENNE. - Le mot gavenne vient

d'un verbe allemand qui signifie garder. En effet, les garennes étaient des réserves de gibier, des parcs où primitivement on gardait des sangliers, des cerfs, toute espèce d'animaux, pour menager aux seigneurs le plaisir de la chasse. Dans la suite on n'y conserva que des lapins; mais, comme cette espèce de gibier est très-féconde, les seigneurs multiplièrent les garennes au point que les campa-gnes voisines en étuient dévorées. En 1326, les habitants du village de Deuil, pour obtenir la suppression de la garenne de Bouchard de Montmorency, leur seigneur, s'engagèrent à lui payer dix sous parisis par arpent de vigne ou de terre. Les états de 1356 qui tentèrent la réforme des plus graves abus, attaquèrent aussi les garennes et en ordonnèrent la suppression. Cependant l'abus persista. En 1539, un arrêt du parlement de Paris interdit le droit de garenne à tout seigneur qui n'aurait pas de titres établissant formellement la jouissance du droit de garenne. Quelques années plus tard, Champier écrivait : « Il y a très-peu de terres en France, il n'y a point de gentilhommière fieffée qui n'ait une garenne. C'est là un de ces revenus que les seigneurs se sont aux dépens de leurs vassaux. Les jardins et les moissons de ceux-ci en sont dévorés; mais on n'y a nul égard. » Turgot tenta de mettre un terme à cet abus; mais il ne put y parvenir. La Constituante, en abolissant tous les priviléges féodaux (4 août 1789), supprima l'abus des garennes.

GARGOUILLE. — Grosse gouttière ornée de figures bizarres, serpents ailés, singes et autres animaux que l'on voit aux murs des églises et monuments gothiques. — On appelait encore gargouille à Rouen un monstre dont la ville avait été, d'après la tradition, délivrée par saint Romain. On célébrait tous les ans à Rouen la procession de la gargouille. Voy. Féres, § 147.

GARNACHE. — Robe qui se mettait par-dessus le surcot; on l'appelait aussi ganache.

GARNISAIRES. — Agents qui s'établissent chez les débiteurs de l'État pour les contraindre à payer ce qu'ils doivent par la crainte des frais que pourrait entraîner la présence d'un garnisaire. Ce moyen de contrainte s'appellevoie de garnison. Autrefois les garnisaires étaient souvent des soldats qu'on imposait à ceux qui refusaient d'obtempérer à une loi on mesure qui leur paraissait inique. Les dragons envoyés chez les protestants

qui ne voulaient pas abjurer leur religion étaient des garnisaires de cette espèce. « Sa Majesté trouvera bon, écrivait Louvois à l'intendant de Poitiers, que le plus grand nombre des cavaliers et officiers soient logés chez les protestants; si les religionnaires pouvaient en porter dix, vous pouvez leur en faire donner vingt.»

GARNISON. — Corps de troupes chargé de défendre une place ou de la tenir dans la sujétion. On appelle quelquefois garnisons les villes qui servent de résidence aux troupes. Dès le xiite siècle , on trouve le mot garnisio employé pour désigner les troupes qui veillaient à la garde d'une ville. Cependant les garnisons ne devinrent habituelles qu'à l'époque où Charles VII établit une armée permanente. Au commencement du xviesiécle, elles étaient établies en Guyenne, en Picardie, en Bourgogne et en Provence ; c'est ainsi du moine que Machiavel en indique la répartition dens son Tableau de la France. Quelquefois on confiait la défense d'ane place à des vétérans appelés morses-payes. Le casernement des troupes et par conséquent le système plus régulier des garnisons ne date que de la fin da xvip siècle. Les ordonnances du xviii siècle réglèrent le service des troupes en garnison, à peu près tel que nous le veyens aujourd'hui ; elles determinèrent les postes que les troupes devaient occuper, l'heure à laquelle les gardes devaient être prises et relevées, enfin ciles indiquèrent quelles seraient les autorités militaires qui commanderaient dans chaque ville de garnison.

GAROU (Loup). — Homme-loup, être fantastique qui joue un grand rôle dans les superstitions populaires. Voy. Su-PERSTITIONS.

GATEAU, GATEAU DES ROIS. — De tous les genres de patisseries, un des plus anciens et des plus célèbres en France est celui que l'on désigne seus le nom de gâteau. Dès 1311, dit Le Grand d'Aussy (Vie privée des Français), il est question de gâteaux feuilletés dans une charte de Robert, évêque d'Amiens. Souvent même des redevances seigneuriales se payaient avec un gâteau. Tous les ans, à fontainebleau, le 1er mai, les officiers de la forêt s'assemblaient à un endroit appelé la table du roi, et là, tous les usagers ou vassaux qui pouvaient prendre du bois dans la forêt et y faire paltre leurs troupeaux, venaient rendre hommage et payer leurs redevances. Les nouveaux mariés de l'année, les habitants de certains quartiers de la ville et

ceux d'une paroisse entière ne devaient tous qu'un gâteau. Les bourgeois d'Amiens étaient aussi tenus de présenter un gâteau au roi, lorsqu'il faisait son entrée dans leur ville.

Gâleau des Rois. — Il était d'usage, depuis un temps immémorial, et par une tradition qui remontait jusqu'aux saturnales des Romains, de servir, la veille des Rois, un gâteau dans lequel on enfermait une fève qui désignait le roi du festin. Ce gáteau des Rois se tirait en famille, et c'était une occasion de resserrer les affections domestiques qui exercent une si heureuse influence sur les mœurs. Les cérémonies qui s'observaient en cette occasion avec une fidélité traditionnelle, ont été décrites par Pasquier dans ses Recherches de la France (livre IV, chap. IX): « Le gateau, coupé en autant de parts qu'il y a de conviés, on met un petit enfant sous la table, lequel le maître interroge sous le nom de Phébe (Phœbus ou Apollon), comme si ce sût un qui, en l'innocencé de son âge, représentat un oracle d'Apollon. A cet interrogatoire, l'enfant répond d'un mot latin domine (seigneur, maître). Sur cela, le maître l'adjure de dire à qui il distribuera la portion du gateau qu'il tient en sa main; l'enfant le nomme ainsi qu'il lui tombe en la pensée, sans acception de la dignité des personnes, jusques à ce que la part soit donnée où est la fève; celui qui l'a est réputé roi de la compagnie encore qu'il soit moindre cu autorité. Et, ce fait, chacun se déborde à boire, manger et danser. Qu'il n'y ait en ceci beaucoup de l'ancien paganisme, je n'en fais doute. Ce que nous représentons ce jour-là est la fête des saturnales que l'on celébrait à Rome, sur la fin du mois de décembre et au commencement de janvier. Tacite, au livre XIII de ses Annales, dit que dans les fêtes consacrées à Saturne, on était dans l'usage de tirer au sort la royauté; chose que l'on voit au doigt et à l'œil s'être transplantée chez nous. »

Au moyen àge, les grands nommaient quelquesois le roi du festin, dont on s'amusait pendant le repas. L'auteur de la vie de Louis III, duc de Bourbon (mort en 1419), voulant montrer quelle etait la piété de ce prince, remarque que, le jour des Rois, il faisait roi un enfant de huit ans, le plus pauvre que l'on trouvât en toute la ville. Il le revêtait des habits royaux, et lui donnait ses propres officiers pour le servir. Le lendemain, l'enguis, venait son maître d'hôtel qui faisait ment les députés de celles-ci vinrent de la quête pour le pauvre roi. Le duc Louis

de Bourbon lui donnait communément quarante livres; et tous les chevaliers de la cour chacun un franc, et les écuyers chacun un demi-franc. La somme montait à près de cent francs que l'on donnait au père et à la mère pour que leur enfant fût élevé à l'école.

On tirait le gâteau des Rois même à la table de Louis XIV. C'est ce que prouvent les Mémoires de Me de Motteville. « Ce soir, dit-elle à l'année 1648, la reine nous fit l'honneur de nous saire apporter un gâteau à M^{oo} de Brégy, à ma sœur et à moi; nous le séparames avec elle. Nous bûmes à sa santé avec de l'hippocras qu'elle nous fit apporter. » Un autre passage des mêmes Mémoires atteste que, suivant un usage qui s'observe encore dans quelques provinces, on réservait pour la Vierge une part qu'on distribuait ensuite aux pauvres. « Pour divertir le roi, dit Me de Motteville à l'année 1649, la reine voulut séparer un gâteau et nous fit l'honneur de nous y faire prendre part avec le roi et elle. Nous la fimes la reine de la fève, parce que la fève s'était trouvée dans la part de la Vierge. Elle commanda qu'on nous apportat une bouteille d'hippocras, dont nous bûmes devant elle, et nous la forçames d'en hoire un peu. Nous voulumes satisfaire aux extravagantes folies de ce jour, et nous criames : La reine boit! »

Louis XIV conserva toujours l'usage du gateau des Rois, même à une époque où sa cour était soumise à une rigoureuse étiquette. Le Mercure galant (janvier 1684, en fournit une preuve. J'emprunte l'analyse exacte qu'en a donnée Le Grand d'Aussy. La salle avait cinq tables : une pour les princes et seigneurs, et quatre pour les dames. La première de celles-ci était tenue par le roi, la seconde par le dauphin. On tira la fève à toutes les cinq. Le grand écuyer sut roi à la table des hommes; aux quatre tables des femmes, la reine fut une femme. Alors le roi et la reine se choisirent des ministres, chacun dans leur petit royaume, et nommèrent des ambassadrices ou ambassadeurs pour aller féliciter les puissances voisincs et leur proposer des alliances et des traités. Louis XIV accompagna l'ambassadrice députée par la reine. Il porta la parole pour clle, et, après un compliment gracieux au grand écuyer, il lui demanda sa protection que celui-ci lui promit, en ajoutant que, s'il n'avait point une fortune saite, il méritait qu'on la lui fit. La députation se rendit ensuite aux autres tables, et successivement les députés de celles-ci vinrent de

même d'entre eux, hommes et semmes, mirent dans leurs discours et dans leurs propositions d'alliance tant de finesse et d'esprit, des allusions si beureuses, des plaisanteries si adroites, que ce fut pour l'assemblée un véritable divertissement. En un mot, le roi s'en amusa tellement, qu'il voulut le recommencer encore la semaine suivante. Cette fois-ci, ce fut à lui qu'échut la sève du gâteau de sa table, et par lui en conséquence que commencèrent les compliments de félicitation. Il les reçut avec cette noblesse affable qui lui était propre. Une princesse, une de ses filles naturelles, connue dans l'histoire de ce temps-là par quelques étourderies, ayant envoyé lui demander sa protection pour tous les événements fàcheux qui pourraient lui arriver pendant sa vie. « Je la lui promets, répondit-il, pourvu qu'elle ne se les attire pas. » Réponse qui fit dire à un courtisan que ce roi-là ne parlait pas en roi de la fève. A la table des hommes, on fit un personnage de carnaval qu'on promena par la salle en chantant une chanson burlesque.

Au commencement da xviii siècle, les boulangers envoyaient ordinairement à leurs pratiques un gâteau des Rois. Les pâtissiers réclamèrent contre cet usage et intentèrent même un procès aux boulangers comme usurpant leurs droits. Sur leur requête, le parlement rendit, en 1713 et 1717, des arrêts qui interdisaient aux boulangers de faire et de donner, à l'avenir, aucune espèce de pâtisserie, d'employer du beurre et des œufs dans leur pate, et même de dorer leur pain avec des œufs. La défense n'eut d'effet que pour Paris; l'usage prohibé continua d'exister dans la plupart des provinces.

Les gâteaux à fève n'étaient pas réservés exclusivement pour le jour des
Rois. On en faisait lorsqu'on voulait
donner aux repas une gaieté bruyante.
Un poête du xiii siècle, racontant une
partie de plaisir qu'il avait faite chez un
seigneur qui lenr donnait une généreuse
hospitalité, parle d'un gâteau à fève pétri par la châtelaine: Si nous fit un gastel à fève. Les semmes récemment
accouchées offraient, à leurs relevailles,
un gâteau de cette espèce.

GAUCOURTE. — Robe courte qui était en usage dans certaines parties de la France au moyen âge. On trouve dans l'Histoire de Bretagne de D. Lobineau (t. II, p. 1052), un inventaire des vêtements du duc de Bretagne, François II, mort en septembre 1483; il y est questien d'une gaucourte: « Pour robe longue, gaucourte et chaperen, sept aunes et demie de noir. »

GAUDERON, GAUDRON. — Plis ronds qu'on faisait autresois aux fraises. Le journal de Henri III, par Pierre de l'Étoile, parle de collerettes à grands gaudrons, qui étaient de mode à cette époque.

GAUFRES. — L'usage des gaufres, dit Le Grand d'Aussy (Vie privée des Français), remonte au moins au xille siècle, car on en trouve le nom dans les poëmes manuscrits de ce temps-là. C'était alors une pati-serie qu'on vendait au peuple dans les rues. Aux jours de lêtes. les marchands de gaufres s'établissaient aux portes des églises avec tout ce qui était nécessaire pour les cuire immédiatement. Ils vendaient leurs gaufres toutes chaudes. Charles IX, en 1560, leur défendit d'étaler les jours de Pâques, de Noël, de l'Assomption, de la Purification, de la Toussaint, de Saint-Michel et de la Fête-Dieu; et, comme souvent plusieurs d'entre eux se pla-çaient à la fois dans le même endroit, ce qui occasionnait des querelles et des luties, il régla qu'ils seraient obligés d'être au moins à la distance de deux toises l'un de l'autre. « Les gaufres sont un ragoût fort prisé de nos paysans, écrivait Champier au xviº siècle. Pour eux, au reste, il ne consiste qu'en une pâte liquide, sormée d'eau, de sarine et de sel. Ils la versent dans un ser creux, à deux machoires, qu'ils ont frotté auparavant avec un peu d'huile de noix, et qu'ils mettent ensuite sur le feu pour cuire la pâte. Ces sortes de gaufres sont très-épaisses. Celles que font faire chez eux les gens riches, sont plus petites et plus minces et surtont plus délicates. étant composées de jaunes d'œuss, de sucre et de fine sieur de farine, délayés dans du vin blanc. On les sert à table comme entremets. Quant à leur forme, on leur a donné celle de rayons. François ler les aimait beaucoup, et avait mème, pour cet usage, des gaufriers en argent. >

GAULE. — Ancien nom de la contrée qui s'appelle maintenant France. La Gaule était un peu plus étendue; elle avait pour limites au nord le khin, à l'est le Rhin et les Alpes, au sud les Pyrénées et la mer Méditerranée. À l'ouest l'océan Atlantique. Les Romains l'appelaient quelquefois transalpine; ils lui donnaient les noms de braccata à cause d'un pantalon appelé bracca (brais) que portaient les Gaulois, et comata, parce que les habitants lais-

leurs épaules. Au temps de César, la Gaule se divisait en Beigique au nord , Celtique au centre (entre la Seine et la Leire), Aquitaine au sud. Bans la suite la Gamle celtique prit le nom de Lyonnaise, lorsque Auguste eut fondé la ville

de Lugdunum (Lyon).

Au 17º siècle, la Gaule fut divisée en dix-sept provinces, savoir : la Germanie première, capitale Mountiacum (Mayence); la Germanie seconde, capitale Colonia Agrippina (Cologne); la Belgique première, capitale Augusto Treotrorum (Trèver); la Belgique seconde, capitale Durocortorum ou Remi (Reims); la Lyonnaise première, capitale Lugdu-num (Lyon); la Lyonnaise seconde, capitale Rotomagus (Rouen); la Lyonnaise troisième, capitale Czsarodunum ou Turones (Tours); la Lyonnaise quatrième, capitale Senones (Sens); l'Aquitaine première, capitale Avaricum ou Bituriges (Bourges); l'Aquitaine seconde, capitale Burdigala (Bordeaux); l'Aquitaine troisième ou Novempopulanie, capitale Elusa (Eauze); la Narbonnaise première, capitale Narbo-Martius (Narbonne); la Narbonnaise seconde, capitale Aqua Sextia (Aix); la Viennoise, capitale Vienna (Vienne); la Grande Séquanaise, capitale Verontio (Besançon); les Alpes maritimes, capitale Ebrodunum (Embrun); les Alpes grées et pennines, capitale Darantasia (Montiers ou Moutiers en Tarantaise). Lorsque le cathelicisme domina en Gaule, l'Eglise adopta pour les diocèses les circonscriptions qui avaient été établies par le gonvernement romain. Arles, où résidait le préfet du prétoire des Gaules, devint le siège d'un métropolitain qui porta quelque temps le titre de primat des Gaules. L'histoire de la Gaule avant et pendant la domination romaine a été écrite plusieure fois. On peut consulter D. Pezron, Antiquité de la nation et de la langue des Celtes autrement appelés Gaulois, et Amédée Thierry, Histoire des Gaulois. Les mœurs et institutions de la Gaule trouveront leur place à l'article Gaulois.

GAULOIS. — Les Gaulois ou habitants de la Gaule ont exercé une grande influence sur le caractère et les mœurs du peuple français. Quoiqu'il ne soit pas de notre sujet de raconter l'histoire des Gaulois, nous devons caractériser rapidement le génie de ce peuple. Les Gaulois sont représentés par tous les historiens de l'antiquité comme un peuple ardent, mobile, prompt à entreprendre, prompt à se décourager, impétueux au premier

saient flotter leur lengue chevelure sur chec et cédant factlement à la résistance. « Au commencement du combat, dit Tite Live, les Gaulois sont plus que des hommes, et à la fin moins que des semmes. » — « Le caractère commun de toute la race gallique, selon Strabon. c'est qu'elle est irritable et selle de guerre, prompte au combat, du reste simple et sans malignité. Si on provoque les Gaulois, ils marchent ensemble droit à l'ennemi et l'attaquent de front, sans s'informer d'autre chose. Aussi, par la ruse, on en vient aisément à hout; on les attire au combat quand on veut, où l'on veut, peu importent les motifs; ils sont toujours prets, n'eussent-ils d'autre arme que leur force et leur audace. Toutefois, par la persuasion, ils se laissent amener sans peine aux choses utiles; ils sont susceptibles de culture et d'instruction littéraire. Forts de leur haute taille et de leur nombre, ils s'assemblent aisément en grande foule, simples qu'fis sont et spontanés, prenant volontiers en main la cause de celui qu'on opprime. » Il est sacile de retrouver dans le peuple français de tous les temps, plusieurs des traits du caractère celtique esquissé par Strabon. L'ardeur guerrière des Gaulois les poussa en Italie, en Grèce, en Asie, et partout ils se signalèrent par leur courage; mais il leur manquait cet esprit de discipline et d'unité qui fut une des causes de la supériorité de Rome. Aucune de leurs institutions ne réussit à leur donner cette unité; on parle, il est vrai, d'assemblées de guerriers gaulois; mais elles ne comprenzient que les habitants de quelques provinces. Jamais elles n'embrassèrent la Gaule entière. Il existait au contraire entre les provinces des rivalités et des haines qui rendirent plus facile la conquête de la Gaule. Les Romains s'emparerent d'abord du sud-est de cette contrée et l'appelèrent Provincia romana (Provence). Bientôt Jules César trouva dans les divisions des Eduens et des Séquanais un prétexte de guerre, et il dompta la Gaule après dix années de combats (59-49). Deux classes seules, selon César, avaient de l'importance en Gaule, les prêtres ou druides et les nobles qu'il appelle chevaliers (equites).

A partir du règne d'Auguste, la Gaule ne fut plus jusqu'au ve siècle qu'une province de l'empire romain; elle en subit la langue, les lois et les institutions. Le druidisme (voy. Druides) fut a son tour vaincu par le christianisme. La Gaule ne transmit rien à la France de ses institutions ni de sa religion; elle n'a exercé d'influence que par le génie celtique qu'on retrouve encore après tant de mélanges

et de révolutions dans le génie français. Qualques usages conserves dans les campagnes on dans certaines provinces paraissent remonter jusqu'aux Gaulois. Le mot d'Aguilganeuf, que l'on emploie dans quelques contrées, celui d'Aguignette (voy. According TE), que l'on retrouve ailleura, rappellent l'usage des druides de cacillir le gui sacre au commencement de l'année (voy. Gei). Les feux de la Saint-Jean allumés dans les campagnes et quelquefois même dans les villes, voy. FAUX DE JUIE); les danses sous des grarlandes de fleurs et de fevillage ; et quelques notres contumes se rattachent and Gaulois. Quant aux monuments informes qu'ils ont éjevés spécialement pur les borda de la Loire et dans la péninsule armoricaine, il est nécessaire de leur consecrer un article particulier.

GAULOIS (Monuments). — Les monu-

mente gantinis se compouent en genéral de fragments de rochers on de pierres dont la forme est plus ou moins îrrégulière , et qui sont tantot isolées, tantot groupées. On trouve généralement ces monuments, dont l'aspect est triste et presque sauvage, sur les landes de la Bretagne on dans les forets de l'ancienne contrée des Carnoses (Maine-el-Loire, Eure-et-Loir, Vendée)

§ 14°. Pierres debout on menhirs, lichavens. — Les pierres isolees, qu'un désigne quelquelois sous le nom de pierres deboui, s'appellent en langue celtique menhirs ou peuloans (figure A). Aucune inscription, aucune soulptire n'indiquent la destination de ces menhira ou pautours; du moins jusqu'ici on n'en a trouvé aucune trace, et il a été impossible de déterminer avec certifique le caracière de ces monuments. Servaient ils à marquer les limites d'une contrée ou t perpetuer la memoire d'un homme ou d'un événement? On est réduit à des hypothèses plus ou moins vraisemblables. Quelquefois les menhirs sont alignés et couvrent une superficie considérable; 🛦 Carnac (Morbihan), plus de douxe cents menhirs se dressent sur les grèves de l'Ocean, il est impossible de n'être pas frappé des efforts gigantesques qui ont été necessaires pour transporter et aligner ces masacs granitiques, i.orsque les menhirs alignes se rapprochent par le sommet et forment des portes rustiques, on nomme ces pierres lichavens,

§ II. Cromiechs; pierres braniantes, etc. - Les pierres druidiques dessinent quelquefois des spirales, des ellipses so des cercies; on appelle oct ensemble de pierres cromisch (figure B). On a cru reconnaître dans ces diverses combinaisons des notions astronomiques qui se conservaient dans les collèges des druides; mais on est encore reduit sur ce point à des hypothèses. Le pauple attache pres-

jours des traditions merveilleg. 880 A C88 monuments celtiques. Tantôt œ sont les fées, les dames blanches, qui ontapporté ces pierres du haut des montagnes et en out

(Fig. A).

(Fig. B.)

formé des monuments; tantôt les paysans racontent que des naine malfaisants ha-

hitent au milies de ces rochers, et sortant la nuit de leurs cavernes, forment des danses, attirent au unité n d'eux les voyageurs, les eniscent dans leurs groupes, et les entraînent dans quelque precipies. Ce qui donne plus de force à ces idées superstitieuses, c'est que quelques-unes des pierres dru diques sont placées en équilibre et oscillent à la moin-

dre impulsion; d'autres tournent sur un phote un appelle ces pierres druidiques parres braniantes, croulantes et tournantes.

§ 111. Dolmens, demi-dolmens; allees convertes. — On nomme dolmen une table de pierre formée d'une pierre plate portee horizontalement par plusieurs roches verticales (fig. C.); on considère ces monu-

ments comme des autels druidiques On a même cru reconnalire, sur la pierre plate des dolmens, des cavités par où s'écoulait le sang de la victime L'imagination s'est repremains la victime attachée sur le rocher, le druide revêtu de sa robe blanche. la fancille d'or à la main, couronne de chêne ou de verveine. Mais les dolmens

puyee sur une pierre verticale; l'amre extremité pose sur le sol. Enun, on appelle attées couvertes de longues suites de pierres dressées, et portent des roches placées horizontalement pour former un

tort (fig. D).

(Fig. C.)

ne sont pas moins mystérieux que les menhirs et les cromische, et, quoique la dernière hypothèse sont vraisemblable, on ne pourra jamais pénétrer entièrement ces énigmes druidiques. Les demisolmens sont des pierres inclinées, dont une des extrémités seulement est ap-

Fig. D.)

\$ IV. Tombelles on tumulus ; ossusires gawiois. — On rattache encore aux mopuments gaulois les tombelles ou tumulus; or sont des monticules on collines facuces, qui indiquent la sépulture de quelque personnage illustre. Lorsque ce sont des ossucires ou sépultures communes, la forme est allongée à la base; quand le tumutus n'est destiné qu'à un seul guerrier, la base est arrondie. Le squelette est place sur le sol; une grosse pierre couvre la partie supérieure des corps ; on fronve sees généralement une arme sous la tête et des ossements d'animanx autour du corps. On sait qu'en effet les Gaulois immolalent aux funérailles d'un guerrier son cheval de batatile. Quelque-

fore les ossusives présentent des chambres sépulcrules formées de pierres brutes, réunies comme des dolmons et renfermant plusients individus assis ou couchés. Dans d'autres ossuaires, une chambre allongée, de la même forme que les galeries convertes, renferme les corps qui ont reçu une sépulture commune. Les tombelles cont parfois rénnies en grand nombre et indiquent un champ de limitée ou le cimetière d'une ancienne ville.

§ V. Camps gaulois; mardelles, etc.-Les antiquaires classent encore parmi les monuments gaulois des enceintes formées de retranchements de terre et de plerres, qu'on suppose avoir servi de refuge aux Gaulois, et qu'on nomme camps gaulois. Une des enceintes les plus célèbres est celle qu'on voit auprès de Dieppe et qu'on appelle la cité de Limes. Des excavations, appelées mardelles, margelles, mardes, se trouvent fréquemment dans le Berry, et paraissent remonter aux Gaulois. On a supposé qu'elles servaient à conserver le blé ou à mettre des troupes en embuscade; mais on est encore réduit sur ce point à des hypothèses. Voy. pour les détails les Instructions du comité des arts et monuments, époque gauloise.

GAUTHIERS. — On a désigné sous le nom de gauthiers des paysans bas normands qui se soulevèrent de 1587 à 1589 contre les exactions des trésoriers royaux. Ils tiraient leur nom de la Chapelle-Gauthier, village du Perche. En 1589, les gauthiers furent vaincus par le duc de Montpensier, lieutenant général de Normandie. Cette défaite entraîna la ruine de leur parti.

GAUTIER - GARGUII.LE. — Baladin célèbre qui vivait au commencement du xvii siècle et dont le nom était devenu proverbial. Voy. Théatre.

GAVACHE, GAVACHERIE, GAVETS, GAVOTS. — Les gavaches, gavets, gavets sont des populations dégradées semblables aux cagois (voy. CAGOTS). On appelle gavacheris une contrée située dans les arrondissements de Libourne, la Réole et Marmande, et habitée par les descendants de ces populations qui paraissent d'origine étrangère.

GAVOTTE. — Danse qui était en vogue au xviii• siècle. Voy. Danse.

GAYVES (Choses). — Terme des anciennes coutumes. On appelait choses gayves les animaux errants et les objets abandonnés, qui étaient aussi nommés épaves. Voy. ÉPAVES. •

GAZ. — On a commencé à établir, en France, des usines pour l'éclairage par le gaz en 1818. Voy. ÉCLAIRAGE.

GAZE. — Tissu lèger et très-clair, mélange de fil et de soie. Du Cange croit que ce nom lui a été donné parce qu'on fabriqua d'abord ces tissus dans la ville de Gaza en Syrie.

GAZETTE. — Feuille volante où sont relatées les affaires du jour. Le nom de gazette vient, selon Ménage, d'une petite monnaie vénitienne, appelée gazetta, que l'on donnait en échange de ces feuilles. La Gazette de France fut fondée en avril 1631, par le médecin Théophraste

Renaudot; elle paraissait une fois par semaine. Renaudot obtint de Louis XIII un privilége qui fut confirmé par Louis XIV. Il est inutile d'ajouter que jusqu'à la révolution la Gazette de France était soumise à une censure préalable. La gazette de Théophraste Renaudot recevait dans l'origine des communications de Richelieu qui voulait dominer et diriger l'opinion publique. Le nom de gazette ne tarda pas à devenir célèbre. On le trouve dans les poëtes du temps. Molière a dit:

D'éloges on regorge, à la tête on les jette, Et mon valet de chambre est mis dans la gazette.

Et Boileau:

En cherchant sur la brêche une mort indiscretté, De sa folle valeur embellir la gazette.

Les grands voulurent avoir leurs gazettes particulières. C'est ainsi que Mile de Longueville, qui fut depuis la duchesse de Nemours, paya Loret pour lui dédier sa gazette en vers, qu'il appelait muze historique. Il y rend compte d'une manière souvent bouffonne des nouvelles de la ville et de la cour. En voici quelques vers qui donneront une pauvre idée de cette muze historique. Loret s'adresse à Mile de Longueville (21 mai 1648):

Fille plus sage que Minerve, Pour qui tous les jours je conserve Un respectueux souvenir Faut encor vous entretenir Des bruits qui courent par la ville, Tendant presque à guerre civille, Mal le plus grand de tous les maux, Tant pour gens que pour animaux. Une mauvaise intelligence Entre la Fronde et l'Eminence , Causa, ces jours passes, en cour. Quelque chagrin . mais qui fut court, Car la duchesse de Chevreuse, De lour concorde désireuse, Leurs plus grands différends vida Et promptement raccommoda Les froideurs et noises fatales De ces deux jaiouses cabales.

La gazette de Loret n'est pas toujours aussi platement insipide. On trouve, au milieu des bouffonneries de Loret, quelques indications utiles pour l'histoire.

On ne se contenta pas longtemps de ces gazettes censurées, et pendant la Fronde, les mazarinades ne furent souvent que des gazettes qui, dans l'intérêt d'un parti, mélaient le faux et le vrai, le bouffon et le sérieux. Lorsque l'autorité se relevait, elle punissait sévèrement ces excès de la presse; mais alors les gazettes à la main remplaçaient les gazettes imprimées et répandaient les bruits les plus injurieux contre Mazarin, la reine Anne d'Autriche et les principaux personnages de la cour. Les gazettes à la main exis-

taiest encere, lorsque Colbert pervint au posveir. Il les poursuivit avec acharnement, comme le prouve sa correspondance administrative, et parvint à les faise disparaitre. Les presses de Hollande se chargèrent de reproduire les pamphlets, qui se multiplièrent à la fin du règne de Louis XIV, et qui formaient, avec les chansons du temps, une espèce de gasette satirique de la cour. Elle devint plus hardie au xviire siècle, jusqu'au jour où la révolution émancipa les journaux et déchains la liberté de la presse, qui dégénéra malheureusement en une licence furieuse, se compromettant et se ruinant par ses excès.

GAZONNAGE.—Droit féodal que les seigueurs levaient sur leurs vansaux pour faire gazonner et consolider les fossés de leurs châteaux.

GELINACE.—Redevance annuelle d'une poule, appelée geline de coutume, que dans quoiques contrées les serfs payaient à leur seigneur. Cette redevance était quelquefois convertie en un cens.

GENDARME. — On donnait autrefeis le nom de gendarme ou homme d'armes à un cavalier armé de toutes pièces, et bardé de fer ainsi que son cheval (voy. pour les diverses pièces de l'armure le mot Armes). Les cavaliers des compagnies d'ordonnance organisées par Charles VII (voy. Armir) s'appelaient gendarmes, et la cavalerie entière se nommait gendarmerie. Il y avait primitivement quinze compagnies de gendarmes. On n'en conserva que quatre après la paix des Pyré-nées. Il y eut aussi quelques compagnies de gendarmes de la maison des princes; elles portaient leur nom. Dans la suite, les compagnies de gendarmes furent réorganisées et portées à seize. La plus ancienne était la compagnie écossaise; elle remontait à Charles VII, comme le progvent des lettres patentes de Louis XII en faveur des Ecossais (1513); il y est dit que « pour les services que la nation écossaise rendit à Charles VII à l'époque de la réduction du royaume, ce prince en prit deux cents à sa solde; que des cent premiers, il fit les cent lances des anciennes ordonnances. » Ceue compagnio écoccaire conserva toujours le premier rang parmi les gendarmes à cause de son ancienneté. La compagnie des gendarmes d'Orléans fut créée en 1647 pour Monsieur, frère de Louis XIV; celle des gendarmes-desphins en 1666. La compagnie des gendarmes anglais datait de 1667; elle se empouait de catholiques anglais, écossais et irlandais que Charles II, roi d'An-

gleterre, avait incorporés dans ses gazdes et que le parlement le força de renvoyer. Louis XIV en fit une compagnie speciale sous le nom de gendarmes anglais et en donna le commandement au comte Hamilton. La compagnie des gendarmes-bourguignons sut organisce en 1668. Celle des gendarmes d'Anjou, établie en 1669, prit son nom de Philippe de France, due d'Anjou, né en 1668 et mort en 1671. Les gendarmes de Flandre surent établis en 1673; enfin les gendarmes de Bourgogne et de Berri, en 1690. Les deux reines, Anne d'Autriche et Marie-Thérèse, avaient aussi leurs compagnies de gendarmes. Le nombre des compagnies de gendarmes varia au xviii siècle; mais elles furent maintenues jusqu'en 1778. A cetté époque, Louis XVI les supprima et ne conserva que la compagnie de gendarmes écossais. Il y avait depuis le règne de Henri IV, des gendarmes de la garde qui furent licenciés en 1787, rétablis en 1811 (15 juin) et supprimés définitivement en 1815 (1° septembre). Voy. pour les détails l'Histoire de la milice française per le P. Daniel.

GENDARMES, GENDARMERIE. — Dess l'organisation actuelle de la France, la gendarmerie est un corps institué pour veiller à la sûreté publique et assurer le maintien de l'ordre et des 101s. Le nom de gendarmerie nationale fut substitué à celui de maréchaussée (voy. ce mot) des 1790 (22 décembre). Mais la gendarmerie n'a été organisée que par la loi du 28 germinal an vi (9 avril 1797) et par l'ordonnance du 29 octobre 1820. Ce corps est divisé en légions, lieutenances et b**rigades**, dont le nombre a plusieurs fois varié. Il y a maintenant vingt-cinq légions de gendarmerie. Elles se recrutent principalement parmi les militaires en activité ou libérés, qui sont nommés *gendarmes* par le ministre de la guerre sur la désignation des inspecteurs généraux ou des chefs de légion. Il existe auprès du ministère de la guerre un comité consultatif pour la gendormerie; il examine toutes les questions qui intéressent la constitution de ce corps; et, d'après les rapports des inspecteurs généraux, dresse les tableaux d'avancement pour tous les grades de la gendarmerie. Ce comité se compose de cinq officiers généraux nommes par l'empereur, sur la proposition du ministre de la guerre. Les inspecteurs généraux, qui ne font pas partie du comité, sont appeles aux séances quand le ministre de la guerre le juge convensble. La gendarmerie depend du ministère de la guerre peur le

personnel, la discipline et le matériel; des ministères de l'intérieur et de la police, pour le maintien de l'ordre public; du ministère de la marine, pour le service des ports et arsenaux; du ministère de la justice, pour la police judiciaire et l'exécution des arrêts rendus par les tribunaux. Chaque année des inspecteurs généraux, nommes par le ministre de la guerre, visitent toutes les brigades de gendarmerie, et s'assurent de l'observation des règlements et ordonnances. Des colonels et lieutenants-colonels sont places à la tête des légions; ils ont au-dessous d'eux les chess d'escadron, capitaines, lieutenants, brigadiers et maréchaux des logis. Le service ordinaire de la gendarmerie consiste à faire des tournees et patrouilles dans la circonscription qui leur est assignée pour recueillir tous les renseignements sur les crimes et délits. Les préfets, premiers présidents, procureurs généraux, procureurs im-périaux peuvent requérir le concours de la gendarmerie pour assurer l'exécution des lois et ordonnances.

GENEALOGISTE. — Il y svait dans l'ancienne monarchie une charge de généalogiste des ordres du roi ou de l'ordre du Saint-Esprit. Cet officier avait été établi dans l'assemblée générale du chapitre, le 9 janvier 1595, par lettres patentes en forme d'édit, qui portaient qu'il dresserait toutes les preuves de noblesse et généalogies des chevaliers et commandeurs, et qu'il n'en serait admis aucune qui n'ent été faite par lui. Les généalogistes les plus célèbres aux xviie et xviir siècles furent les d'Hozier. Louis XI V créa, en 1643, la charge de généalogiste de France en saveur de Pierre d'Hozier, qui, dès 1641, avait été nommé jugé d'armes de France, et lui donna, en 1654, un brevet de conseiller d'État. L'abbé de Marolles l'appelle dans ses Mémoires « le nonpareil généalogiste, le premier homme de son temps dans cette sorte de curiosité. » Boileau, qui n'était pas prodigue d'éloges, a dit de lui:

Des dilustres unaisens il publia la gioire; Ses talents surprendront tous les âges suivants; Il rendit tous les morts vivants dans sa mémoire; Il ne mourra jamais dans celle des vivants.

Charles René d'Hozier remplit, après la mort de son père arrivée en 1660, les fenctions de généalogiste en France; et juaquià la révolution les d'Hozier restèrent en pessession du dreit de dresser les généalogies officielles.

GÉNÉRAL (général de brigade, général de division, général d'ordre, etc.). — Le

mot général a eu dans la tangue trançaise des significations très-diverses. Il désigne ordinairement un chef militaire (voy. Hif-RARCHIE MILITAIRE). — On donnait aussi le nom de général au chef suprême des galères. — Le général des vivres était un officier qui avait l'inspection sur tous les commis des vivres. — Dans un certain nombre d'ordres religieux, comme les jésuites, les capucins, les oratoriens, le supérieur général s'appelait genéral. — Enfin on nommait généraux des finances les receveurs et trésoriers généraux (voy. Finances). — Les généraux des monnaies étaient les conseillers de la cour des monnaies (voy. Cour des Monnaies.)

GENERALISSIME. — Balzac rapporte que ce mot, qui indique une autorité supérieure à celle de tous les généraux, fut inventé par le cardinal de Richelieu. Ce ministre se fit appeler généralissime, lorsqu'il alla prendre en Italie le commandement des armées françaises.

GENERALITE. — Circonscription financière de l'ancienne France. Il y avait un bureau de finances (voy. Bureau) ou chambre des trésoriers de France dans chaque généralité. Comme les trésoriers de France prenaient le nom de généraux des finances, on appela généralités les pays sur lesquels s'étendait leur juridietion. Chaque généralité était administrée par un intendant (voy. ce mot); il y avait même des généralités, comme l'Alsace, la Flandre française, la Lorraine et quelques autres qui n'avaient point de bureau des finances; mais seulement une intendance. Pour la facilité des recettes, on avait subdivisé les généralités; les unes, appelées généralités des pays d'élection, étaient partagées en un certain nombre d'élections; les autres comprenaient les pays d'états, et étaient subdi-visées en bailliages et en recettes, en diocèses et en recettes, en vigueries et en recettes, en pays et villes abonnés, en recettes proprement dites, en gouvernements, en districts de villes, en subdéiégations et en gouvernances (voy. ces mots). Ces différents noms indiquaient les lieux où les états, qui avaient l'administration financière de ces provinces. avaient établi des bureaux de perception pour les impôts. On comptait vingt pays d'élection; mais il y avait quelquesois des districts enclavés qui n'étaient pas pays d'élection; ainsi, dans la généralité d'Amiens, on comptait quatre gouvernements outre les six élections; la généralité d'Auch comprenait six élections, cinq pays d'états, et neuf pays et villes abonnés. Certains pays d'états avaient des élections; telle était la généralité de Dijon, qui renfermait quatre élections. Il est nécessaire d'insister sur ces anomalies pour montrer tout ce qu'avait d'irrégulier l'organisation administrative de les généralités des pays d'élection (voy. l'encienne France. l'ancienne France.

GÉNÉBALITÉS DES PAYS D'ÉLECTION :

ELECTIONS:

1.	Alençon	9 élections ;
2.	Amiens	6 élections ; 4 gouvernements ;
3.	Auch	6 élections; 5 pays d'états; 9 pays et
•		
4	Bordeaux	villes abonnés;
		5 élections ;
5.	Bourges	7 élections ;
6.	Caen	9 élections :
7.	Chalons	12 elections:
8.	Grenoble	6 élections :
9.	Limoges	5 élections :
10	Lyon	5 élections :
11	Mostauben	
11.	Montauban	6 élections
	Monlins	7 élections (
	Orléans	17 élections ;
14.	Paris	22 élections :
15.	Poitiers	9 élections ;
	Riom	7 élections :
17.	Rochelle (La)	5 élections ;
	Roven	
		14 elections;
	Soissons	7 élections ;
79.	Tours	16 élections.

Ces vingt généralités comprenaient en tout trois cent soixante-quinze élections. quatre gouvernements, cinq pays d'états, enfin neuf pays et villes abonnés. Voici maintenant le tableau des généralités de pays d'états, avec leurs subdivisions financières :

GÉNÉRALITÉS DE PAYS D'ÉTATS :

DISTRICTS DE RECETTE :

1. Aix	23 vigueries; 3 recettes;
3. Montpellier	12 diocèses ou recettes;
4. Rennes	9 diocèses ou recettes;
5. Toulouse	10 diocèses ou recettes ;
6. Metz	

INTENDANCES:

1. Besançon	14 bailliages ou recettes; 13 subdélégations; 1 gouvernance; 9 bail liages;
3. Lorraine	36 bailliages; 3 prévôtés ou récettes; 7 gouvernements ou recettes:
5. Perpignan6. Strasbourg7. Trévoux	3 vigueries; 2 recettes; 13 districts de villes; 54 bailliages; 12 châtellenies ou districts de recette.

Ainsi il y avait en tout vingt-six généralités, dont vingt étaient de pays d'élection, cinq de pays d'états, et une qui n'ératit ni pays d'élection ni pays d'états, plus sept intendances; en somme, trenterinte de la france par les intendants, faite en 1698 par les ordres de trois circonscriptions financières, pour

Boulainvilliers dans l'ouvrage intitulé Etat de la France, publié en 1727, 3 vol. in-fol., et en 1752, 8 vol. in-12.

GÉNÉRAUX DES FINANCES. — On distinguait primitivement les généraux pour le fait des finances, et les généraux pour le fait de la justice. Les premiers formèrent les bureaux des finances ou des trésoriers de France (voy. Bureau); les seconds, les cours des aides. Voy. les détails historiques à l'article Finances.

GÉNÉRAUX DES RELAIS. — Un édit du mois de mars 1697, cité par Delamarre (Traité de la police, t. IV, p. 599), créa deux généraux des relais, qui étaient chargés de parcourir la France pour affermer les relais de postes.

GENEST ou GENÉT (Ordre du). — Prétendu ordre de chevalerie dont on attribue l'institution à saint Louis. Voy. CHEVALERIE (Ordres de).

ordre de chevalerie dont Favyn, dans son Thédtre d'honneur, fait remonter l'origine jusqu'à Charles Martel. Le père Menestrier soutient avec beaucoup plus de vraisemblance que l'ordre de la genette ne datait que de Charles VI, et que le collier se composait de deux branches de genêt, l'une blanche et l'autre verte, avec cette devise: Jamais.

GENEVIÈVE (Congrégation de chanoines réguliers de Sainte). — La congrégation de Sainte-Geneviève ou des Génovéfains fut réformée, en 1621, par les soins du cardinal de La Rochefoucauld qui en était abbé. Voy. GÉNOVÉ-FAINS.

GÉNIE CIVIL. — Corps d'ingénieurs chargés de la construction et de l'entretien des ponts et chaussées. Voy. Ponts Et CHAUSSÉES. — On comprend aussi dans le génie civil les ingénieurs des mines. Voy. MINES.

GÉNIE MARITIME. — Corps d'ingénieurs chargés des constructions navales. Voy. MARINE.

GÉNIE MILITAIRE. — Corps d'ingénieurs chargés de la construction, de la réparation et de l'entretien des fortifications et des bâtiments destinés à recevoir le personnel ou le matériel de l'armée. Voy. ORGANISATION MILITAIRE.

GENOUILLÈRE. — Partie de l'armure qui couvrait le genou et rattachait les

cuissards aux jambards. C'était une espèce de rotule de fer. Voy. Armes.

étaient des chanoines réguliers de Saint-Augustin. (Voy. CHANOINES RÉGULIERS). Leur ordre prit un grand développement, surtout après la réforme introduite par le cardinal de La Rochefoucauld, en 1621. Ils avaient, au xvni° siècle, soixante-sept abbayes, vingt-huit prieurés conventuels, deux prévôtés et trois hôpitaux. Les Génovéfains étaient employés à l'administration des paroisses et des hôpitaux, ainsi qu'à l'instruction des ecclésiastiques.

GENS DE MAINMORTE. — Ces mots avaient plusieurs significations. On appelait quelquefois gens de mainmorte les membres des communautés laïques ou ecclésiastiques qui payaient un droit d'amortissement pour acquérir des propriétés. Voy. Mainmorts. — Un entendait aussi par *gens de mainmorte* des hommes de condition servile, qui étaient considérés comme morts quant aux droits civils. Ils ne pouvaient pas tester; on disait de ces mainmortables, qu'ils vivaient libres et mouraient serfs. On distinguait entre les gens de mainmorte, ceux qui étaient attachés à la glèbe, et que les vassaux des seigneurs énuméraient dans les aveux et denombrements; ils ne pouvaient recouvrer la liberté. La seconde classe de gens de mainmorte n'était réputée telle qu'à cause des propriétés qu'elle occupait : en y renonçant elle était affranchie.

GENS DE POURSUITE. — Serfs que la taille ou impôt auquel ils étaient soumis suivait en tout lieu. Voy. SERF.

GENS DU ROI. — On appelait gens du roi les magistrats chargés du ministère public dans l'ancienne organisation judiciaire. C'étaient les avocats et procureurs généraux dans les cours souveraines, les avocats et procureurs du roi dans les bailliages et sénéchaussées. L'origine de ces magistratures n'est pas antérieure au xive siècle. Primitivement. les avocats du roi étaient supérieurs aux procureurs du roi. En 1354, le chef du parquet commença à être désigné sous le nom de procureur général. Dès le principe, les gens du roi furent chargés de la police judiciaire; ils poursuivaient les coupables, les faisaient arrêter, les traduisaient devant les tribunaux, soutenaient l'accusation et requéraient l'application de la peine. Ils avaient encore pour attributions de veiller aux intérêts

des mineurs et autres personnes qui ne pouvaient se désendre par elles-mêmes, de protéger les communautes religieuses, et quelquefois les corporacions industrielles, de vérifier les poids et mesures, et de soutenir les droits du fisc. On établit successivement des gens du roi près de toutes les juridictions : en 1493, aux requêtes de l'hôtel, plus tard au grand conseil et près des sièges des caux et forêts. En 1553, on ca institua dans toutes les prévoiés, en 1557 dans les présidiaux, en 1581 près des prévots des marechaux, et en 1582 dans les greniers à sel ayant juridiction. En 1586, des substituts des procureurs généraux furent établis près de toutes les cours souveraines, et, en 1697, ils furent chargés de surveiller tous les agents du ministère public et les grestiers des tribunnax inférieurs. En 1639, les tribunaux ecclesiastiques eurent aussi leurs procureurs généraux et avocats généraux. Il y en avait dans toutes les justices seigneuriales, et ils devaient nécessairement prendre des conclusions en matière criminelle. Les chambres des comptes, intendances, généralités, justices des villes avaient aussi leur parpoet. Les charges du ministère public taient vénales comme tous les offices **d**e judicature.

La révolution modifia le ministère public, comme toute l'organisation judiciaire. La constitution de 1791 (chap. v), remplaçait les gens du roi par un accu-saieur public nommé par le peuple. La constitution de l'an un lui donna le nom de commissaire du gouvernement près des fribunaus civils, et attribus au Birectoire le droit de nommer et de destituer ce magistrat et son substitut. Cette disposition fut confirmée par la constitution • l'an viii. Avec l'empire reparut le nom **de procureur général donné an ches du** Arquet près des cours impériales. Le litre de procureur impérial fut appliqué oux magistrats qui dirigeaient le parquet des tribuneux do première instance. De-Mis la restauration jusqu'à nos jours, la parquets des cours reyales ou cours Cappel, ont été composés d'un procureur général, d'avocats généraux et de substituts du procureur général. Les parquets des tribunaux de première instance sont dirigés par un procureur de la ré**blique** (qu'on appelait sons la monarchie precureur du roi), qui est assisté d'un ou plusieurs substituts. En 1852 (décembre) le titre de procureur impé-rial a remplacé celui de procureur de la lpublique. Yoy. Skenk , Trailé du mi-istère public, Paris 1813.

GENTILHOMME DE PARACE. - D'après quelques anciennes coutumes, le gentilhomme de parage était celui qui était noble par son père et qui pouvait aspirer à la chevalerie, tandis que celui qui n'était noble que du côté matermel ne pouvait pas devenir chevalier. Ce dornier cependant était aussi réputé genétéhomme et pouvoit tenir, des fiels nobles. Le chapitre cxxx des Etablissements de saint Louis, et le chapitre XLV de la Coutume de Beauvoisis, par Philippe de Beaumanoir, prouvent qu'à Paris la mère pouvait donner la noblesse. De même Monstrolet (liv. I, chap. xLvn), parlant de Jean de Montagu, dit qu'il était mé à Paris, fils de Girard de Montage, et gantilhomme par sa mère. Il y avait encere d'autres provinces, comme l'Artois et la Champagne, où le ventre anoblissait. peur employer l'expression consacrée.

GENTILSHOMMES. — Nobles de race, par opposition à coux qui devaient la noblesse à leurs charges ou à une faveur du souverain. Le gentilhomme de nom et d'armes était celui qui portait le nom de quelque province, bourg, château, seigneurie ou fiel. — Les gentilshommes servants, dit le dictionnaire de Trévoux, étaient ceux qui servaient le roi à table. ils étaient au nombre de trente-six, d'après la déclaration de 1654 ; ils servaient l'épée au côté et par quartier. Les gentilshommes d'artillerie étaient chargés de veiller à la conservation de l'artillerie. — Les gentilshemmes du drapeau colonel des gardes françaises étaient au nombre de quatre; ils avaient été établis en 1680, avaient pour principale fonction d'accompagner le roi partout et de combattre pour sa défense; ils portaient des pertuisanes dorées et un handrier de buffle bordé de deux galons d'argent. — Gentilskemmes à ésc de corbin. Il y avait, dans la maison du roi, deux compagnies composées de deux cents gentilehommes armés de ballebardes appelées bece de corbin; ils remontaient aux années 1478 et 1497; la première compagnie esait été établie par Louis XI, et la seconde par Charles VIII. Les gentilshommes à bes de corbin marchaient deux à deux devant le roi dans les pempes de royanté; ils furent supprimés en 1776.

Gentilehommes de la chambre. Il y smit, depuis Louis XIII, quatre gentile-hommes de la chambre. Lesague François ter supprima, en 1545, la charge de chambrier, il établit un gentilhomme de la chambre pour le remplacer; il n'y en a eu qu'un jusqu'è la mort de licuri III.

Henri IV, à son avénement, exigea que Bellegarde, qui était à la fois gentilhomine de la chambre et grand écuyer, partageat sa charge de gentilhomme de la chambre avec le vicomie de Turenne. D'Epernon parvint à faire créer en sa faveur nae troisième charge de gentilhomme de la chambre. Entia Louis XIII établit la quatrième pour M. de Mortemart. Les gentilshommes de la chambre servaient par année et evaient toutes les fonctions du grand chambellan en son absence. Ils recevaient le serment de fidélité de tous les efficiers de la chambre, leur donnaient des ceruficats de service, et aux huissiers, l'ordre pour les personnes qu'ils devaient laisser entrer ; ils ordonnaient toutes les dépenses pour l'argenterie du roi et les menus plaisirs. A la mort de Louis XIV (1715), il y eut contestation entre le grand écuyer et le premier gentilbomme de la chambre en enercice, qui prétendaient tous deux donner les ordres concernant la pompe fanche. Louis XV, pour prévenir de nouvelles contestations à cet égard, fit un reglement le 8 janvier 1717. Il sut décidé que, dans les pempes funèbres des rois et reines, des princes et princesses du sang royal, le gentilhomme de la chambre donnerait les ordres nécessaires pour la fourniture des ornements, tentures, décorations, luminaires, et généralement pour tout ce qui serait à faire concernant la pompe funèbre, tant aux maisons royales qu'aux églises de Saint-Benis, Notre-Dame de Paris et autres. Le même officier avait le droit, en vertu de ce règlement, d'ordonner les habits et robes de deuil pour le roi, pour les princes, princesses, et pour tous les officiers de la maison du roi. L'article 38 d'un arrêt rendu par le conseil d'Etai, le 18 juin 1757, plaçait les comédiens français et itations sous la surveillance des quatre gentilshommes de la chambre, qui avaient anssi l'intendance des menus plaisirs et la direction des réjouissances publiques. Voy. Guyot, Traité des offices.

Gentilshommes ordinaires. Outre les quatre premiers gentilshommes, il y avait les gentilshommes ordinaires du roi qui servaient par semestre. Leur nombre a plusieurs fois varié; il y en avait vingt-six vers la fin de l'ancienne monsrchie. Les gentilshommes ordinaires de service devaient se trouver au lever et au coucher du roi, et l'accompagner partout, afin d'être toujours à portée de recevoir ses ordres. Lorsque le roi se rendait à l'armée, ils lui ser-

vaient d'aides-de-camp.

Gentilshommes-verriers. Il existait,

dans un grand nombre de previnces, des gentilshommes-verriers, ou gentilshommes pouvant, saus déroger, se livrer à la profession de verrier. On s'amusait de cette noblesse un peu fragile. Le poête Maynard disait de Saint-Amant, qui était fils d'un gentilhomme-verrier:

Gentilhomme de verre , Si vous tembes à terre , Adieu vos qualités.

Gentilshommes à merci de rate. — Cette expression proverbiale s'appliquait aux gentilshommes, dont la noblesse reposait sur des parchemins. Ce nom leur avait été donné par la jalensie des gentilshommes qui ne pouvaiesémentrer de titres. Un chroniqueur du xvi siècle, Bonivard, dit en parlant de ces derniers, qu'ils s'estimeraient « moins nobles s'il se trouvait par aucune écriture mémoire de leur noblesse, appelant ceux qui montrent leures de leur noblesse: Gentilshommes à merci de rats, à cause que si les rats mangeaient leurs leures, leur noblesse serait perdue. »

GEOGRAPHES. — Il y avait, aux xvn. et xviii siècles, des géographes du rei, parmi lesquels plusieurs se sont distingués, entre autres Nicolas Sanson (mort en 1647), et son fils Guillaume Sanson. Delisle, mort en 1718, et surtout d'Anville.— Un corps d'ingénieurs géographes avait été établi, au xviii siècle, pour la confection de cartes spéciales qui exigeaient de longues études topographiques. Supprimé au moment de la révolution, rétabli dans la suite, ce corps a été définitivement réuni à l'état-major en 1831. C'est surtout aux ingénieurs géographes que l'on doit la nouvelle carte de France qui a remplacé les cartes de Cassini.

GEOLAGE, GEOLE, GEOLIER. — Le mot geole, dérivé du picard, signific cape. Il désignait et désigne encore une prison, dont le gardien s'appelle geolier. On appellait geologe, au moyen âge, un désit que les prisonniers étaient tenus de payer au geòlier pour leur nourriture. Ce mot s'appliquait aussi à la somme que ceux qui faisaient emprisonner leurs débiteurs, payaient pour teur gîte et leur entretien. Voy. Passons.

GEOMANCE, GEOMANCIE. — Repèce de divination qui se fait par plusieurs points points marqués au hasard sur un papier. On prétend prédire l'avenir d'appèries figures que forment ces points; en se servait autrefois de petits sailleux, set de là est venu le nom de géomancie qui sinfie divination par le moyen de la terre.

GEOMÉTRIE. - Voy. Sciences.

GÉRANT D'UN JOURNAL. — Le gérant responsable d'un journal est celui qui représente ce journal aux yeux de la loi, et peut être poursuivi pour les délits dont le journal est accusé.

GERFAUT. — Espèce de faucon qui servait pour la chasse. Voy. VÉNERIE.

GERMAINS.—On ne peut contester l'influence considérable que les Germains ont exercée sur la France, quoique aux yeux de certains écrivains elle ait été déplorable. Les Germains, teis que Tacite nous les représente, avaient des mœurs et des institutions entièrement opposées à celles des Romains, et ces mœurs et ces institutions nous les retrouvons en partie dans la France du moyen âge.

§ 14. Mours des Germains: influence sur les maurs de la France féodale. Les Germains preféraient la vie nomade à travers les forèts. « On sait, dit Tacite (Germanie, chap. xvi), que les Germains n'habitent pas dans des villes; ils ne souffrent même pas que leurs demeures soient contigués. Ils habitent dispersés et changent de pays, selon qu'une source ou un bois les attire. » Et au chap. XXVI: « lis changent de terre d'année en année. » Ces mœurs germaniques se retrouvent en partie dans la vie féodale. Le Germain, après la conquête de la Gaule, vivait dans les domaines que le sort lui avait assignés , entouré de ses anciens compagnons d'armes, devenus ses vassaux, il aimait les longues chasses dans les foreis, et n'avait pour demeure qu'une rustique habitaion bien différente des élégantes villa construites par les Romains d'une naissance illusire. Plus tard le seigneur féodal continua, au milieu de ses serfs et de ses vassaux, la vie d'isolement sauvage qu'avaient mênée ses ancêtres. Le gentilhomme campagnard a été jusqu'à la révolution un type à part, Pappelant quelques traits de ces mœurs primitives.

Des compagnons chez les Germains.

Je n'insisterai pas sur l'intrépidité des Germains, dont la guerre était l'élément: mais il est impossible de n'être pas frappe de leur organisation militaire, de ne pas remarquer cette troupe de compagnons qui entourait le chef et combattait à ses côtés. « Il n'y a pas de honte, dit Tacise (Germ., chap. XIII), à figurer parmi les compagnons. Il existe une vive émulation entre les compagnons pour se placer au premier rang, et entre les chefs pour avoir les compagnons les plus nombreux et les plus intrépides.

C'est la dignité, c'est la force d'être toujours entouré de l'élite des jeunes guerriers, honneur pendant la paix, force pendant la guerre. On est renomanné et illustre, non-seulement chez son peuple, mais même parmi les nations voisines. si l'on se distingue par le nombre et le courage de ses compagnons. Les chefs recoivent alors des ambassades, des présents, et leur réputation suffit pour terminer des guerres. Dans les batailles, il est honteux pour un ches d'être vaincu en courage et pour les compagnons de ne pas égaler la bravoure du chef. C'est un opprobre, une tache infamante pour toute la vie de survivre à son chef tué dans un combat. Le défendre, le couvrir de son corps, ajouter à sa gloire par de glorieux exploits, tel est le serment des compagnons.... Ils recoivent de la libéralité du ches un cheval belliqueux, une framée sanglante et victorieuse. » Qui ne reconnaît dans ces usages le germe des institutions féodales, le dévouement du vassal pour son seigneur, la récompense qu'il en reçoit et qui deviendra, après la conquete, une terre appelée bénéfice?

Influence des mœurs germaniques sur la chevalerie. — La chevalerie a aussi son principe dans les mœurs germaniques. Est-il nécessaire de rappeler, d'après Tacite, que les Germains al-laient chercher au loin des aventures, et qu'ils portaient, comme le firent plus tard les chevaliers, un signe distinc-tif, jusqu'à ce qu'ils eussent accompli leur vœu? « Si le pays, dans lequel ils sont nes, dit Tacite (Germ., chap. xiv), est engourdi dans la paix et l'oisiveté, la plupart des jeunes gens de samille noble se rendent dans les contrées où l'on fait la guerre; le repos leur déplait et les dangers leur offrent une occasion de gloire »... « Les plus braves portent un anneau de fer (ce qui est honteux pour cette nation); c'est une chaîne qu'ils ne déposent qu'après s'être absous de leurs vœux par le meurtre d'un ennemi. » (Chap. xxxI). Je n'insisterai pas sur ce bardit qu'ils chantaient en marchant au combat, et dont on retrouve l'écho dans le chant de Roland, répété par les chevaliers du moyen age, au moment de la bataille. Le respect des Germains pour les femmes dans lesquelles ils croyaient voir quelque chose de divin (Tacile, ibid., chap. viii); le courage des femmes germaines qui plus d'une fois ramenèrent les guerriers au combat (ibid., chap. vii), sont encore des traits de ressemblance avec les mœurs chevaleresques, où éclataient de la part du chevalier une si vive admiration pour la dame de ses pensées,

et du côté des femmes tant de force et d'héroïsme.

S II. Institutions des Germains; assemblees nationales. — Les institutions politiques des Germains ont eu aussi beaucoup d'influence sur les sociétés modernes. Ils ont introduit des idées de liberté dans ce monde que les Romains des derniers siècles avaient accoutumé à un despotisme ignoble. Il y avait longtemps que les Romains pe connaissaient plus d'autres assemblées que celles du Cirque, lorsque les Germains leur montrèrent un peuple libre discutant ses intérêts au milieu de réunions souvent tumultueuses. « Les principaux, dit Tacite (Germ. chap. x1), délibèrent seuls sur les affaires peu importantes; tous sur les questions plus graves. A moins d'événement fortuit et subit, ils se réunissent à des jours déterminés, à la nouvelle on à la pleine lune; c'est, dans leur opinion, le moment le plus favorable pour les entreprises. Ils n'arrivent pas tous en même temps; deux ou trois jours se perdent par les retards. Dès que la multitude le juge convenable, ils prennent séance en armes. Les prêtres, qui ont dans ces circonstances le droit de punir, imposent silence. Puis le roi ou le prince, et ensuite ceux que recommandent leur âge, leur noblesse, leurs exploits ou leur éloquence se font écouter plus par la puissance de la persuasion que par autorité. Leur avis deplatt-il, l'assemblée murmure; elle témoigne son approbation en frappant les boucliers avec les framées. C'est la marque la plus honorable d'assentiment de louer par les armes. » Ces assemblées tumultueuses deviendront, après l'établissement des Germains dans la Gaule, les champs de Mars et les champs de Mai (voy. MALLUM). La nation accoutumée à intervenir dans ses affaires n'en perdra jamais complétement l'habitude. Les parlements féodaux, les cours plénières, les états généraux, seront de loin en loin une protestation en saveur du droit national. Les remontrances des parlements, consacrées par l'usage plutôt que par la loi, rendront moins sensible l'absence des assemblées politiques, jusqu'au jour eu la France rentrera en possession du droit de se gouverner ellemême. Cette forme de gouvernement se trouve déjà au début de son histoire; la nation conquérante, seule investie des droits politiques, avait présenté une ébauche des assemblées nationales.

Le jury est aussi une institution d'origine germanique. Les rachimbourgs ou hommes du droit (voy. RACHIMBOURGS)

étaient les hommes libres (probi homines, boni homines) qui siègeaient avec le comte ou le vicomte pour rendre la justice. Voy. Lois, § Lois des Barbares.

GERMANIES. — Deux provinces de la Gaule portaient le nom de Germanie au Ive siècle. Voy. GAULE.

GERMINAL. — Mois de l'année républicaine qui correspondait à la fin de mars et à la plus grande partie du mois d'avril. L'insurrection du 12 germinal (1er avril 1795) est celèbre dans l'histoire de la révolution. La Convention y triompha de la populace des faubourgs.

GESATES. — Population gauloise qui habitait entre le Rhône et les Alpes; on n'est pas d'accord sur l'origine et la signification du nom de gesates. Quelques écrivains font dériver ce nom d'une arme des Gaulois, qui cherchaient au loin des aventures et s'engageaient dans toutes les guerres où ils esperaient trouver gloire et butin. Polybe (livre II, chap. xxviii-xxix) parle de leur impétuosité et de leur valeur teméraire à la bataille du cap Télamon. « Ils se dépouillèrent, dit-il, de leurs braies et de leurs. saies, et, ne gardant que leurs armes, ils s'élancèrent aux premiers rangs..... Leurs clairons et leurs trompettes retentissaient avec un bruit effroyable; toute l'armée poussait en même temps des hurlements. Terrible était l'aspect des guerriers qui combattaient aux premiers rangs et qui étaient chargés de bracelets et de colliers d'or. Les Romains étaient frappés de stupeur. » La victoire resta cependant aux Romains; quarante mille Gaulois couvrirent de leurs corps le champ de bataille.

GESTE (Chansons de). — Poémes héroïques où sont célébrés les exploits des guerriers du moyen àge. Voy. Poésie. — Le mot gestes s'employait, au moyen àge, dans le sens d'actions héroïques; on le trouve encore, au xvii siècle, avec la même signification. D'Ablancourt a dit: « Ces miracles ne se trouvent que dans les gestes du duc d'Enghien et d'A-lexandre.»

GHILDES ou GUILDES. — Associations d'hommes d'un même métier. Voy. Cor PORATION, § 100.

GIBAULT. — Arme du moyen âge qui paraît être la même que la masse d'armes. Voy. Armes, fig. J.

GIBECIÈRE. — On appelait gibecière, au moyen âge, une large bourse ou aumonière qui se portait par devant. M. Devis d'Arca (Comples de l'argenterie des rais de France) cite deux gibecières saites et diaprées de menues perles pour monseigneur le dauphin. Dans un inventaire des meubles de Charles VI, il est question d'une bourse de drap de soie faite per manière de GIBECIÈRE, à pendre à l'écharpe d'un pèlerin.

GIBELINS. - Quoique les Gibelins appartienment particulièrement à l'Allemagne et à l'Italie, leur histoire a été tellement mêlée à l'histoire de France, leur nom revient si souvent dans ses annales, qu'il est nécessaire d'indiquer en quelques mots l'origine et les vicissitudes de ce parti. On s'accorde à placer vers le mineu du xue siècle l'origine des factions des Gibelins et des Guelfes. Conrad III, de la maison de Souabe, venait d'être nommé empereur, malgre les efforts de la maison de Welf, qui occupait la Souahe et la Bavière. Les troupes des deux partis étaient en présence. Les désenceurs de la maison de Welf adoptèrent le nom de leur chef, que les Français changèrent en Guelse; ils surent appelés Guelses. Les partisans de la maison de Souabe prirent pour mot de ralliement le nom d'un château de Souabe, Weiblingen, où était né Conrad III. Ce nom fut transformé en celui de Gibelin, et les adversaires des Guelfes se nommèrent Gibelins. Ainsi, dans l'origine, les Guelfes sont les partisans de la maison de Saxe, et les Gibelins les partisans de la maison de Souabe. Dans la suite, les Guelfos s'étant affiés avec les papes contre les empereurs, on appela Guelfes les défenseurs de la papauté et Gibelins ceux de l'Empire. En italie, comme les Gibelins appartenaient généralement aux classes élevées, leur nom devint synonyme d'aristocrates et celui de Guelfes de démocrates. Enfin, comme tous les noms de parti, ces mots finirent par devenir des injures, que les factions se renvoyaient, sans y auacher une signification précise. Les Gibelins surent presque toujours adversaires des Français en italie.

GIBERNE. — La giberne ne date que de la fin du xvn° siècle, ce n'était primitivement qu'un sac où les soldats plaçaient des grenades et des cartouches. On la suspendait au-dessus des hanches, à un ceinturon, et on pouvait la suire glisser devant ou derrière, selon le besoin du moment. Aujourd'hui la giberne est fixée sur le dos au moyen des buffieteries.

GIBET. — Lieu de l'exécution des criminels. Le gibet à fatte

était un monument composé de plusieur piliers, recouverts d'un toit. Les souverains seuls pouvaient élever un pareil gibet. Les corps des suppliciés suspendus aux poieaux étaient abandonnés aux oiseaux de proie et aux animaux carnassiers. Le gibet de Montfaucon, où fut pendu Enguerrand de Marigny, qui l'avait élevé, était un des plus célèbres. Un autre trésorier, nommé Pierre Remy, qui l'avait reconstruit sous Philippe de Valois, y fut aussi pendu.

GIGUE. — Instrument de musique dont on se servait au moyen âge, et qui paraît avoir été une espèce de flète. — On appelait encore gigue une danse d'un monvement vif et gai. — Les danceurs de corde se servent aussi du mot gigue pour indiquer une espèce de danse anglaise, composée de plusieurs espèces de pas que l'on exécute sur la cerde.

GILOTINS. — Écoliers pauvres qui occupaient une partie de l'ancien collège Sainte-Barbe. Le nom de gilotins leur venait de leur bienfaiteur Gilon, qui avait fondé des bourses pour leur entretien. Le nom de gilotins disparut, en 1730, à la suite d'une réforme du collège Sainte-Barbe. Les gilotins furent confondus avec les autres membres du collège, sous le nom de communauté de Sainte-Barbe.

GIRANDE. — Faisceau de plusieurs jets d'eau qui s'élancent avec impétuesité, en faisant un grand bruit; telle est à Versuilles la pièce d'eau du bosquet, qui imite des pétards. — On appelle anasi girande un faisceau de fusées velantes, qui s'élèvent toutes ensemble. C'est endinairement la dernière pièce d'un seu d'artifice, qu'on nomme encere houquet.

GIRANDOLE. — Cercle garni de fusées ou autres pièces d'artifice, qui, en tournant, jettent leurs feux horizontalement. Ces pièces imitent une rose enflammée, tournant rapidement sur son axe.

GRONDINS.—On désigna sous ce nom pendant la révolution un parti, dont les principaux orateurs Vergniand, Guadet, Gensonné, etc., étaient du département de la Gironde. Ils dominèrent dans l'assemblée législative (les octobre 1791-22 septembre 1792) et se firent plus remarquer par leur éloquence que par leurs taients politiques. Ils luttèrent dans la Convention contre le partimontaguard, et, après de courageux efforts, furent vaincus dans les journées du 31 mai et des 2 et 3 juin 1793. Vingt-deux furent arrêtés, et périrent presque tous sur l'échafaud. Les autres-se disparabrent

dans les départements et furent accusés de sédéralisme. Ils voulaient, disait-on, soulever les départements contre Paris et déchirer la France. Roland, ancien ministre de l'intérieur, se retira à Ronen et se tua bientôt près de cette ville. Condorcet, après avoir erre misérablement, s'empoisonna. Buzot, député d'Evreux, qui s'était réfugié à Caen avec d'antres girondins, y forma une petite armée, dont le commandement sut donné à Wimpfen. Mais cette troupe fut vaincue près de Vernon, et la défaite des girondins fut complète (juillet 1793). Charlotte Corday crut venger le parti, en frappant Marat. Une autre femme, qui avait été l'ame de la Gironde, Mme Roland, ne tarda pas a monter sur l'échasaud.

GIROUETTE. — Le droit de placer une girouette sur se maison sut pendant long-temps un signe de noblesse. La forme de la girouette variait suivant la condition des seigneurs. La girouette earrée indiquait comme la bannière carrée un chevalier banneret, tandis que les girouettes pointues étaient, comme les pennons, l'attribut des bacheliers on chevaliers de rang inférieur. Les girouettes portaient souvent les armoiries du seigneur. Ces girouettes, où étaient représentées des armes tantôt peintes, tantôt évidées à jour, s'appelaient panonceaux.

GITANOS. — Peuplades nomades connus en France sous le nom d'Égyptiens et Bohêmes. Voy. BOHÈME.

GITE. — Droit féodal, en vertu duquel le seigneur en voyage pouvait loger chez son vassal seul ou avec ses gens. On l'appelait encore droit d'albergie, d'hébergement, de procuration. Ce dernier nom s'appliquait surtout à l'hospitalité que les curés devaient à l'évêque, lorsqu'il faisait sa visite pastorale. Comme quelques évèques en avaient abusé et chargeaient les églises de frais excessifs par leur nombreuse suite, le concile de Latran, en 1179, fixa le nombre des chevaux à quarante pour les archevêques, viogt pour les évêques et à proportion pour les autres ecclésiastiques. Le droit de procuration ou de gile était quelquefois perçu en argent; il fut dans la suite converti en une taxe, qui portait les mêmes noms. Mais le concile de Trente le réduisit à une prestation en nature et recommanda aux évêques d'en user avec modération. L'article 6 de l'ordonnance d'Orléans maintint les évêques dans leur droit en leur faisant les mêmes recommandations. Les archidiadres et les doyens, qui pouvaient faire la visite, avaient aussi le droit de percevoir la procuration.

Le roi avait droit de gite dans toute la France. Les paysans lui fournissaient des voitures et des chevaux; les abhayes et les principaux seigneurs le logenient. ainsi que sa suite. Les rois changerent plus tard ce droit de gite en une redevance pécuniaire. Souvent les droits féodaux de gite, d'hébergement, etc., étaient nac usurpation, comme les seigneurs le reconnaissaient eux-mêmes dans leurs chartes. Ainsi, on lit dans le cartulaire de Saint-Père de Chartres, une charte du vidame de Chartres, qui déclare renoncer aux mauvaises contumes qu'il avait tyranniquement établies sur les terres de l'abbaye de Saint-Père, et entre autres au droit de cite, qu'il exerçail en s'éteblissant avec sa suite dans le monastère, lorsqu'il partait pour une expédition ou qu'il en revenait. (Voy. Curtulaire de Saint-Père de Chartres publié par M. Gué-rard.) Souvent le vassal était tenu de nourrir les chevaux du seigneur, sussi bien que le seigneur et sa suste. Les mots alverge, auberge, hébergement désignaient aussi la somme que payaient certains vassaux pour se racheter du droit de gite.

GIVRE, GUIVRE.—Ce mot me s'empleie qu'en termes de blason: il désigne un serpent à queue ondée ou tortiblée. Les ducs de Milan avaient pour armes une guivre d'azur sur champ d'argent.

GLACES (Fabrique de). — Yoy. In-

CLACES, GLACIÈRES, GLACIERS.—
L'usage des gisces et des boisses glacées remonte à une haute-antiquité. Il en est question dès le temps d'alexandre. Les Orientaux et spécialement les Tures avaient des giscières au xyre siècle, et Bélon, qui fit imprimes, en 1883, ses Observations sur les singularités et choses remanquables trouvées en Grèce et en Judée, etc., décrit des giscières qu'il avait vues en Turquie et qui sont semblables à celles qu'on empleie aujourd'hui. En France, on ne commut pas l'usage des glacières avant la fin du xyre siècle. A l'entrevue de Rise, entre François fer, Paul III et Charles-Quint, les italiens et les Espagnels en requient cherches de la neige dans les mentagnes pour méralchir leur boissen. Le médecin Champier, qui accompagnait François les, expulses l'étonnement que lui causa set usage. Henri III introduisit à sa tablete contame de faire rafratchir les boissens thome la neige, et l'enteur d'un pamphlot dinigé contre ce primes, décrivant une Houbihabite contre ce primes des substitues des la contre ce primes de la contr

aura toujours en réserve, en lieux propres d cet effet, de grands quartiers de glace et des monts de neige pour mèler parmi le breuvage. » On voit dans le même ouvrage qu'on mélait de la glace à la liqueur, au lieu de l'employer extérieurement et d'en envelopper les vases pour les rafraichir. Quant au mot glacière, il ne se trouve pas encore dans le Dictionnaire de Monet, imprimé en 1636; mais, des le XVIIº siècle, l'usage de la glace dans les repas était fort répandu, comme le prouvent les vers de Boileau:

.... Pour comble de disgrâce, Par le chand qu'il faisait nous n'avions print de glace. Point de giese, bon Dieu! dans le eceur de l'été, Au mois de juin !

Le gouvernement donna le monopole de la glace à une compagnie de traitants qui demanda à l'affermer par privilége exclusif. Le prix de la glace devint alors excessif, et on fut obligé d'en rendre le commerce libre comme par le passé. Le Florentin Procope, qui, vers 1670, ouvrit à Paris le café qui a conserve son nom, commença à vendre des glaces artiticielles. Bientôt d'autres limonadiers et marchands de liqueurs suivirent son exemple, et lorsqu'en 1676 on donna des statuts à la corporation des limonadiers, on l'autorisa à mettre en vente des glaces et eaux glacées. Il y avait des cette époque deux cent cinquante limonadiers à Paris. En 1690, La Quintinie disait que les principaux officiers de bouche employaient le sel ordinaire pour rafraichir porcs dans une foret. les liqueurs en l'appliquant autour du vase avec un mélange de giace et qu'ils obtenaient ainsi des neiges artificielles et des boissons délicieuses. Jusque vers le milieu du xyme siècle, on ne vendait de glaces qu'en été. Mais, en 1750, Du Buisson, successeur de Procope, fit des glaces pendant toute l'année, et cette nouveauté fut aussitôt imitée par les autres limonadiers. Ce ne fut que plus tard, vers 1776, que l'on commença à donner aux glaces de la consistance. Ce fut une invention du café appelé le Caveau, Le duc de Chartres, qui a été plus tard duc d'Orléans et qui a joué un rôle important pendant la révolution, allait quelquesois prendre des glaces à ce casé. On lui présenta un jour ses armes modelées avec cette composition nouvelle. Depuis lors on a varié avec beaucoup d'art la fabrication des glaces. On leur a donné la saveur de toutes les liqueurs, le parfum ct la couleur de tous les fruits. Le nombre des glaciers s'est accru avec le goût des boissons glacées; ils sont aujour-

d'hui très-répandus à Paris et dans i grandes villes.

GLACIS. — Partie des fortifications qu descend par une pente douce du chemi couvert vers la campagne. Les glaci sont du domaine public. Voy. FORTIFICE TIONS.

GLAIVE (Droit de). - Droit de connaître des crimes qui peuvent entraîne la peine de mort. Ce droit était appel dans plusieurs anciennes coutumes, plais de l'épée. Les seigneurs haut-justiciers avaient droit de glaive, ce qu'annonçaient les gibeis, piloris, echelles et poteaux à mettre au carcan, élevés sur leurs demaines et quelquéfois à l'entrée de leurs Chàteaux.

GLANAGE. — Les coutames de Melun et d'Étampes désendaient aux laboureurs, aux fermiers et à tous autres d'empêcherie glanage, sinon vingt-quatre heures après que les gerbes auraient été en levées, sons peine de confiscation et d'amende arbitraire (De La Mare, Traité de la police, II, 671). Mais, d'un autre côté, un édit de 1554 (novembre) ne permettait le glonage qu'aux vieillards ou gens débilités de membres, petits enfants ou autres n'ayant force de scier. Ce principe régit encore aujourd'hui le glanage, et a été confirmé par plusieurs arrêts de la Cour de cassation. La police du glanage appartient au maire de chaque commune.

GLANDEB. — Droit de faire paître les

GLEBE. — Ce mot était pris autrefois dans le sens de terre, fonds, héritage. Les serfs attachés à la glèbe ne pouvaient sortir du domaine sans la permission de teur seigneur; et, pour ce motif; on les appelait gens de poursuite.

GLOBE. — Le globe était chez les Romains un signe de la puissance exercée par les empereurs sur le monde entier. ()n trouve ce symbole sur les médailles d'Auguste et de la plupart de ses successeurs. Les empereurs chrétiens conservèrent le globe au dessus duquel ils placèrent une croix. On voit le globe, avec ce signe, sur les monnaies mérovingiennes et sur celles des empereurs francs. Il est aussi empreint sur les sceaux de Hugues Capet et de son fils Robert, mais il n'est plus surmonté de la croix. On ne trouve plus depuis cette époque le globe sur les sceaux des rois de France, excepté sur celui que fit faire Louis XII en partant pour l'Italie. Napoléon reprit à son sacre (1804), le globe

la puissance souveraine.

GLOIRE. — On désigne sous ce nom la décoration d'un ciel ouvert et lumineux, tel que celui que peignit Mignard au Valde-Grace. — On appelle aussi gloire le nom de Dieu entouré d'anges, de saipts, de nuages et de rayons, qui sert de sond et de couronnement au maître-autel d'une eglise, comme à Saint-Roch. — Le mot gloire s'applique encore à la manière de représenter les anges dans certaines occasions, où ils brillent d'un plus vif éclat, par exemple, lorsqu'ils apparais-sent à Abraham, ou lorsqu'ils viennent tirer Loth de Sodome.

GLORIA PATRI. — On croit que ce fut le pape Damase qui, en 368, ordonna qu'à la fin de chaque psaume on chante-rait Glorie Patri. Cet usage n'était pas universel au ve siècle. On lit dans le livre II, chap. viii des Institutions cénobitiques de Cassien, prêtre de Marseille: « Ce que nous avous vu dans cette province qu'à la fin d'un psaume tous se levant chantent à haute voix : Gloria Patri el Filio et Spiritui Sancto, nous ne l'avons entendu dans aucune partie de l'Orient. Dans ces contrées, lorsque le psaume est terminé, tous gardent le silence, et le prêtre dit une oraison. »

GLOSE. — Commentaire. On disait proverbialement glose d'Orléans pour indiquer un commentaire plus obscur que le texte. — On appelait encore glose une parodie d'une pièce de vers dont on répétait un vers à la fin de chaque quatrain. Sarrasin a fait la gloss du célèbre sonnet de Job par Benserade. Voici le premier quatrain qui se termine par un vers de ce sonnet:

> J'aime les vers des Uranins ; Mais je me donne aux diables, Si pour les vers des Jobelins J'en connois de plus misérables.

GLOSSAIRE. — Dictionnaire servant à l'explication des mots obscurs ou barbares d'une langue corrompue. On cite parmi les glossaires les plus remarqua-bles ceux de du Cange sur la basse latinité et la basse grécité. Le premier surtout atteste une science prodigieuse.

GLYPTIQUE. — Art de graver des images sur des pierres dures. Les Grecs ont laissé des chess-d'œuvre de glyptique; ct nos musées ont recueilli quelques débris de ces monuments de l'art antique. (Voy. l'ouvrage de Mariette, intitulé : Description des pierres en creux du cabinet du roi). — La glyptique ne commença à

surmonté de la croix comme emblème de être cultivée en France qu'au xvi siècle. Un Italien, Matteo del Nassaro, en apporta le goût dans ce pays quand il y vint à la suite de François les. Le premier graveur français qui se soit illustré dans a glyptique a été Coldoré, qui vivait à la fin du xvi siècle et au commencement du xvii. Il a gravé plusieurs portraits qui existent encore dans la collection du musée impérial. Depuis cette époque jusqu'à nos jours, la France a toujours en des artistes habiles à travailler les pierres fines.

> GNOMON, GNOMONIQUE. — Le mot gnomon vient du grec véper, style ou aiguille placés sur les cadrans pour marquer les heures, ou au centre d'un petit cercle polaire sur le méridien d'un globe. Gnomon veut dire littéralement qui fait connaitre, parce que le style est ordinairement accompagné d'un cercle sur lequel sont marquées les heures. Le gnomon astronomique est un grand style, dont on se sert pour connaître la hauteur du soleil, principalement au solstice. Ces gnomons sont quelquesois des obélisques surmontés d'une houle. On appelle globe gnomonique un cadran solaire qui a la forme d'un globe; on en attribue l'invention au jésuite Kirker. On appelle encore gnomon l'art de tracer des cadrans au soleil, à la lune, aux étoiles, mais principalement des cadrans solaires sur un plan donné ou sur la surface d'un corps quelconque.

> GNOSTIQUES. — Hérétiques des premiers siècles de l'Église, qui prétendaient avoir une science particulière; ce qu'indique le nom de gnostiques. Ils s'étaient répandus dans les Gaules, où ils furent combattus par saint lrénée et par plusieurs autrez docteurs.

> GOBELET. — C'était le premier des sept offices de la maison du roi; il se divisait en panneterie-bouche et échansonneriebouche (Voy. Maison Du Roi). Les officiers du gobelet servaient le roi l'épée au côté. Les deux chefs du gobelet, l'un de panneterie-bouche, l'autre d'échansonnerie-bouche faisaient l'essai des mets et des boissons devant le premier valet de chambre.

> GOBELINS. — Un teinturier de Reims, nommé Gilles Gobelin, vint s'établir à Paris sous le règne de François les, et y fonda une teinturerie sur la petite rivière de Bièvre, qu'on appela en cet endroit rivière des Gobelins. Cet établissement se fit remarquer surtout par la beauté de ses couleurs rouges qu'on appelait écarlategobelin. Le noir brun des Gobelins avant

aussi de la réputation, comme le prouvent ces vers de Régnier:

Il fidestrum moir-fram d'amplibumes trinture, Que jamele en en vit-sortir des Gobelins.

Recouragée par Neuri IV, la fabrique des Gebebbe ne devint établissement royal que sous Louis XIV. Colhert mit, en 1665, à intête des Gebelins, le célèbre peintre Le Brus, et fit bâtir un hôtel qu'on appela Adisi royal des Gobelins. Jeans, tapissien renommé de Bruges, y exécuta les premières tapisseries de haute et basse lissen. Les Gobelins réunissaient à cette épaque la gravare, la bijouterie, la marqueterie, etc. Mais ce sut surrout la beauté de ses tapisseries qui ât la réputation européenne de cette manufacture. Sous la direction de Le Hrun, et ensuite de Mignard, les Gobelins imitèrent les tableses; des plus grands maîtres: Cet établissement, quoique fermé plusieurs sois, par pénurie du trèsen, a métieté à toutes les crises, et est encore aujourd'hui une des gloines de l'industrie française.

GODRONS. — Plis que dans la seconde meltié du xvi siècle, et principalement à la cour de Henri III, on faisait aux fraises et collerettes. Les fers, dont on se servait pour plisser les fraises, collerettes et manchettes, s'appelaient aussi godrons.

gombette (gondabada ou gendabetta), la loi qui fut donnée aux Bourguignons par Goudeband, vers la fin du ve siècle ou le commencement du vie. Elle se compose de trois parties qui appartiennent à des épaques différentes; les quarante et un premiers titres sont du roi Gondeband et antérieurs à l'année 501. Une seconde partie comprend les explications ou additions de Sigismend fils de Gondeband; en en place la rédaction vers 517. Enfin, deux suppléments (additaments), que l'on attribue aussi à Sigismond, forment la troisième partie Le préambnle de cette loi est important. Le voici d'après la traduction de Mi. Guizot:

«Le très-glazieux roi des Bourguignous, Gendebaud, après avoir, pour l'intérêt et le repos de nos peuples, réfléchi mûrement à nos constitutions et à celles de nes ancêtres, et à ce qui, dans chaque matière et chaque affaire, convient le mieux à l'honnêteté, la règle, la raison et la justice, nous avons pesé tout cela avec nos grands réunis; et, tant de notre avis que du leur, nous avons ordonné d'écrire les statuts suivants, afin que les lois demeurent éternellement: Au nom de Dieu, la seconde année du règne de notre très-

glorieux seigneur, le roi Sigismond, le livre des ordonnances touchant le maintien éternel des lois passées et présentes, a été fait à l. yon, le quatrième jour des calendes d'avril. Par amour de la justice, au moyen duquel on se rend Dieu favonble, et on acquiert le pouvoir sur la terre, ayant d'abord tenu conseil avec nos comtes et nos grands, nous nous sommes appliqués à régler toutes choses de manière à ce que l'intégrité et la justice dans les jugements repoussent tout présent et toute voie de corruption. Tous ceux qui sont en pouvoir doivent, à compter de ce jour, juger entre le Bourguisnon et le Romain, selon la teneur de nos lois, composées et amendees d'un commun accord de telle sorte que personne n'espère ni n'ose, dans un jugement ou une affaire, recevoir quelque chose de l'une des parties, à titre de don en d'avantage, mais que la partie qui a la justice de son côté l'obtienne, et que pour cela l'intégrité de juge suffise. Nous croyons devoir nous imposer à nous-même cette condition, afin que personne, dans quelque cause que ce soit, n'ose tenter notre intégrité par des solficitations ou des présents, repoussant ainsi loin de nous, d'abord par amour de la justice, ce que, dans tout notre royaume, nous interdisons à tous les juges. Notre fisc ne doit pas non plus prétendre davantage que l'amende, telle qu'on la trouve établie dans les lois. Que les grands, les comtes, les conseillers, les domestiques et les maires de notre maison, les chanceliess et les comtes des cités et des campagnes, tant Bourguignons que Romains, ainsi que tous les juges-députés, même en cas de guerre, sachent donc qu'ils ne doivent rien recevoir pour les causes traitées ou jugées devant eux, et qu'ils ne doivent non plus rien demander aux parties à titre de promesse ou de récompense. Les parties ne doivent pas non plus être forcées à composer avec le juge, de manière à ce qu'il en recoive quelque chese. Que si quelqu'un des juges sus-nommes se laisse corrompre, et est convaince d'avoir reca contrairement à nos lois une récompanse pour une affaire ou un jugement, cût-il jugé justement, que, pour l'exemple de tous, si le crime est prouvé, il soit puni de mort, de telle sorte cependant que la faute de celui qui est convaincu de venalité ayant été punie sur lui-même, n'enlève pas son bien à ses enfants ou héritiers légitimes. Quant aux secrétaires des juges-deputés, nons pensons que, pour leur droit sur les jugements, un tiers d'as doit leur suffire dans les affaires au-dessus de dix solidi ; au-dessous de cette somme ,

ils doivent demander un moindre droit. Le crime de vénalité étant interdit sous les mêmes peines, nous ordonnous, comme l'ont fait nos ancêtres, de juger entre Romains, suivant les lois romaines, et que ceux-ci sachent qu'ils recevront, par égrit, la forme et la teneur des lois, suivant lesquelles ils deivent juger, afin Que personne ne se puisse excuser sur l'ignurance. Quant à ce qui aura été mai jugé antrefois, la teneur de l'ancienne loi sera conservée. Nous ajoutone que, si un juge accusé de corruption ne peut être convaince d'aucuse manière , l'accussibur sera soumis à la peine que nous avions ordonné d'infliger au juge prévaricateur. Si quelque point ne se trouve pas réglé dans nos lois, nous ordonnons qu'on en réfère à motre jugement sur ce point seulement. Si quelque juge, tant harbare que Romain, par simplicité ou par négligence, ne juge pas les affaires sur lesquelles a statué notre loi, et qu'il soit exempt de corruption, qu'il sache qu'il payera trente solidi romains, et que, les parties interrogées, la cause sera jugée de nouvou. Nous noutons que si, après en eveir été sommés trois fois, les juges n'ent pas jugé, et-si celui qui a l'affaire croit devoir en referor à nous, et qu'il prouve qu'il a sommé trois fois ses juges et n'a pas été entendu, le juge sera condamné à une amendo de douze solidi. Mais si quelqu'un, dans une cause quelconque, avant négligé de sommer trois fois les juges, comme nous l'avons prescrit ci-dessus, ose s'adresser à nons, il payera l'emende que nous avens établie pour le juge retardataire; et pour qu'aucune affaire ne soit retardée par l'absence des juges délégués, qu'aucun comte Romain ou Bourguignon ne s'arroge de juger une cause en l'absence du juge dont elle relève, afin que ceux qui ont recours à la loi ne puissent être incertains sur la juridiction. Il nous a plu de confirmer cette série de nos ordonnances par la subscription des comtes, aîn que la règle qui a été écrite par notre volonté et celle de tous, gardée par la postérité, ait la solidité d'un pacte éternel. (Suivent les signatures de trente-deux comtes). »

Cette préface de la loi gombette prouve qu'à la différence de la loi salique et de la toi des Francs ripuaires, ette n'est pas un simple recueil de coutumes. Le droit pėnai n'y domine pas aussi exclusivement que dans les deux lois précédentes, puisque sur trois cent cinquantequatre articles, on n'en trouve que cent quatre-vingt-deux de droit pénal. Un autre caractère qui distingue la loi gom-

que le Romain et le barbare y sont au même rang, comme le prouvent plusieurs articles de cette loi : « Que le Bourguignon et le Romain soient soumis à la même condition (titre X, § 1). Si un homme hbre, bourguignon, pénètre dans une maison pour quelque querelle, qu'il paye six solidi au maître de la maison, et douze solidi à titre d'amende. Nous voulons qu'en ceci la même condition soit imposée aux Romains et aux Bourguignons (titre XV, § 1). Si un homme, voyageant pour ses affaires privées, arrive à la maison d'un Bourguignon et lui demande l'hospitalité, et si le Bourgaignon lui indique la maison d'un Romain et que cela se puisse prouver, le Bourguignon payera trois sotidi à celui dont il aura indiqué la maison, et trois solidi à titre d'amende (titre XXXVIII, § 6). » Ces lois justifient parfaitement ce que dit Grégoire de Tours en parlant de Gondebaud: « Le roi Gondebaud institue, deus le pays qu'on nomme actuellement la Bourgogne, des lois plus douces ann qu'on n'opprimat pas les Romains. » Le droit pénal de la loi gombette diffère aussi de celui des lois salique et ripuaire. La composition ou wehrgeld est mentionnee, mais on trouve, à côté des peines corporelles, des peines morales entraînant la honte et l'ignominie, par exemple contre les voleurs de chiens (titre X du 1 supplément). La loi gombette a quelquesois une pénalité étrange : si un épervier de chasse a été volé, le voleur est condamné se laisser manger sur le corps, par l'épervier, six onces de chair, ou à payer six solids. Enfin, des emprusts évidents saits à la législation romaine, principalement en co qui concerne les secondes ou troisièmes noces et les testaments, attestent la supériorité de cette loi sur les lois des Francs. Elle indique ches les Bourguignons un état de civilisation plus avancé. On s'explique parfaitement cette supériorité par le caractère même des Bourguignons et par leurs relations déjà anciennes avec les Romains. « Ces penples, écrivait Paul Orose dès le commencement du ve siècle (liv. VII, chap. KIX), sont bientôt devenus chrétiens; ils montrent de la douceur, de la mansuétude et de l'innocence; ils ne vivent pas avec les Gaulois comme avec des peuples soumis, mais comme avec des chrétiens leurs frères. » Un autre écrivain du même siècle parle aussi de la douceur des Bourgoignons. « Tout le pays, dit saint Eucher, évêque de Lyon, tremblait à l'approche d'une nation puissante, irritee; et cependant voilà que celui que bette des lois salique et ripuaire, c'est l'on réputait barbare arrive avec un cœur

tout remain. » Les Bourguignons euxmêmes se proclamaient sujets de l'empire romain; Sigi-mond, leur roi, écrivait à l'empereur Anastase : « Éloignés de corps de notre très-glorieux prince, nous sommes devant lui en esprit. Mon peuple est le vôtre; mais il me plaît moins de lui commander que de vous obéir. Mes ancêtres se sont acquittés de leur devoir envers les voures et envers Rome, de manière à prouver que nous regardions comme la première de nos illustrations, celle qui est attachée aux offices militaires que nous conférait votre excellence. Quand nous parsissons gouverner notre nation, nous ne pensons rien faire de plus que commander à vos hommes de guerre. » — Le texte de la loi gombette a été souvent publié, et, entre autres, par Canciani, dans le tome IV du recueil intitulé Barbarorum leges antique.

GONDOBADINS. — On désignait quelquesois sons le nom de Gondobadins ou Gondobadins les populations de la Gaule qui suivaient la loi gombette.

GONESSE (Pain de).— Le pain de ce village, situé près de Paris, était jadis estimé pour son goût et sa blancheur. Olivier de Serres rapporte, dans son Théâtre d'agriculture, que les boulangers de Gonesse ayant été interrogés juridiquement sur les causes de la qualité supérieure de leur pain, l'attribuèrent unanimement à l'eau dont ils se servaient.

GONFALON, GONFANON, GONFALO-NIER. — Les gonfalons ou gonfanons étaient de grandes bannières découpées par le bas en plusieurs pièces pendantes qui se nommaient fanons. C'était la bannière que déployaient les églises lorsqu'il fallait lever des troupes et convoquer les vassaux pour la défense de leurs domaines. La couleur des gonfaions était rouge ou verte, selon que le patron de l'église était martyr ou évêque. En France, le gonfalon était porté par les avoués ou défenseurs des abbayes, et on a prétendu avec quelque vraisemblance que, dans l'origine, l'oriflamme n'était que le gonfalon de l'abbaye de Saint-Denis, que le roi de France portait comme avoué de ce monastère. Le seigneur qui portait le gonfaion s'appelait gonfaionier.

GORGERÈTE ET GORGERIN. — Partie de l'armure qui servait, au moyen âge à couvrir la gorge; on l'a appelée, par la suite, hausse-col.

GORRE. — Ce mot signifiait autrefois

somptuosité, magnificence. Maillard, dans ses sermons, apostrophait les fernmes à la grand'gorre, leur reprochant les longues queues de leurs robes, les fourrures et les ornements d'or qu'elles portaient à la tête, au cou et à la ceinture.

GOTHIQUE (Architecture et écriture).

Le mot gothique a été improprement adopté pour caractériser une architecture qui ne vient nullement des Goths et qui n'a régné que du xir au xv siècle. Voy. pour les caractères distinctifs de cette architecture, les articles Égliss et Chathau fort. — L'écriture appelée gothique n'a pas été plus empruntée aux Goths que l'architecture qui porte les nom. Elle n'a paru qu'aux xir et xiii siècles, et s'est maintenue jusqu'au xvi. Voy. Écriture. En général, le mot gothique se prenait dans un sens défavorable. C'est ainsi que Boileau l'emploie:

On dirait que Ronsard, sur ses pipeaux rustiques, Vient encore fredonner ses idyles gothiques.

GOTHS. — Les Goths ont occupé une partie considérable de la Gaule au ve siècle et pendant les premières années du vi. Ce furent surtout les Goths de l'ouest on Wisigoths qui s'établirent dans le sud de la Gaule (412-507), et lui imposèrent leurs lois (voy. Lois, § Lois barbares). La bataille de Vouglé ou Vouillé (507) les chassa de la plupart des provinces qu'ils occupaient et ne leur laissa que la Septimanie (départements des Pyrénées-Orientales, de l'Aude et de l'Hérault). Les Visigoths ne perdirent la Septimanie que par l'invasion des Arabes en Gaule (725). — Les Ostrogoths ou Goths de l'est occupèrent, pendant une partie du vi° siècle, la province de Marseille. Les Goths étaient ariens, et re fut une des causes qui les rendit odieux à la population indigène, et entraina la ruine de leur domination dans les Gaules.

GOUILLARDS. — On appela gouillards ou clercs-ribauds, au xiii siècle, des poëtes errants, qui allaient pour quelque argent célébrer les louanges des seigneurs, ou chanter aux noces et fêtes de village. C'étaient les débris avilis des anciens menestrels, l'honneur et l'ornement des festins féodaux. Quelques-uns de ces clercs-ribauds portaient la tonsure. Les conciles ordonnèrent qu'on leur rasat entièrement la tête, pour effacer ce signe de cléricature.

GOURMETS (Courtiers). — Les courtiers gourmets piqueurs de vins ont été

institués à l'entrepôt de Paris par un décret du 15 décembre 1813. Ils servent d'intermédiaires, à l'exclusion de tous autres, entre les vendeurs et les acheteurs de boissons. Ils remplissent aussi les fonctions d'experts, s'il s'élève quelque contestation sur la qualité des vins, ou si l'on accuse les voituriers ou hateliers qui apportent les vins sur les ports ou à l'entrepôt de les avoir altérés ou falsifiés.

GOUVERNANCE. — C'était le nom quo l'on donnait à quelques bailliages de l'Artois et de la Flandre française, parce qu'autrefois les gouverneurs de ces pays en étaient les premiers juges, sous le titre de grands baillis.

GOUVERNEMENTS. — A toutes les époques de notre histoire, il y eut des magistrats chargés de l'administration des provinces. Les Romains qui avaient divisé la Gaule en dix-sept provinces avaient placé à la tête de chacune d'elles des magistrats nommés præsides, consulares, rectores. Les rois barbares donnèrent les gouvernements provinciaux à des comtes et à des ducs. A l'époque féodale parurent les baillis et les sénéchaux. Les gouverneurs de province ne datent guère que de la fin du xv• siècle. Jusqu'en 1472 le gouvernement de Paris avait été réuni à la prévôté de cette ville. Ce fut Louis XI qui l'en détacha; il donna le gouvernement de Paris au seigneur de Gaucourt (21 juin 1472), en laissant la prévôté de Paris à Jacqués Villiers, seigneur de l'Île-Adam. Ce ne fut qu'au xvi• siècle que les fonctions des gouverneurs furent nettement déterminées, et prirent une grande importance. Ils étaient au nombre de douze sous François Ier.

§ ler. Gouverneurs des provinces de François ler à Louis XIV. — Sous François ler, l'île de France, la Normandie, la Picardie, la Champagne, la Bretagne, la Bourgogne, le Lyonnais, le Dauphiné, la Provence, l'Auvergne, le Languedoc et la Guienne constituaient les douze gouvernements. François ler défendit à tout autre qu'à ceux qu'il aurait nommés de prendre le titre de gouverneurs et de lieutenants-généraux du roi (Anciennes lois françaises, XII, 892). En 1542, il suspendit par une ordonnance les pouvoirs de tous les gouverneurs et prouva par cet acte qu'il n'y avait plus dans le royaume qu'un maître, qu'une volonté souveraine. Mais, à l'époque des guerres de religion, les gouverneurs se rendirent presque souverains dans leurs provinces. « Ils en sont les véritables rois, » écrivait l'ambassadeur autrichien

Büsbeck. Henri IV fut obligé de transiger avec eux et de racheter les provinces de leurs mains. Richelieu attaqua énergiquement cette puissance. Le supplice de Henri de Montmorency, gouverneur de Languedoc, l'humiliation du duc d'Epernon, gouverneur de Guienne, la destruction des places fortes situées dans l'intérieur de la France, et surtout la création des intendants (1635), abaissèrent les gouverneurs. Les intendants, hommes du roi ou du ministre, sans consistance personnelle, mais énergiquement soutenus par la cour, contribuèrent surtout à affermir la puissance royale. Les gouverneurs tentèrent de se relever à l'époque de la fronde. Ces représentants de la royauté se coalisèrent avec les parlements, pour amoindrir l'autorité royale; mais ils furent vaincus, et Louis XIV, n'oubliant pas leur révolte, abaissa de plus en plus leur autorité.

II. Gouverneurs sous Louis XIV (1661-1715). - Louis XIV enleva aux gouverneurs le maniement des deniers publics et ne leur laissa pas même la disposition des troupes. « Je renouvelai insensiblement et peu à peu, dit-il dans ses Mémoires (I, 58), toutes les garnisons, ne souffrant plus qu'elles fussent composees, comme auparavant, de troupes qui étaient dans leur dépendance, mais d'autres au contraire qui ne connaissaient que moi; et ce que l'on n'eût osé penser ni espérer quelques mois auparavant s'exécuta sans peine et sans bruit, chacun attendant de moi et recevant, en effet, des recompenses plus légitimes en faisant son devoir. » Louis XIV empēchait ainsi, suivant son expression, que le peuple ne fut opprimé « par mille et mille tyrans, au lieu d'un roi légitime, dont la seule indulgence fait tout ce désordre. » Dans le même but, il réduisit à trois ans la durée des fonctions des gouverneurs, et les retint souvent à la cour.

Cette réforme ne s'accomplit pas sans provoquer les plaintes des grandes familles. A une époque même où la nouvelle organisation était depuis longtemps consacrée, Mme de Sévigné parlait àvec indignation des atteintes portées aux droits des gouverneurs. « Trouvez-vous bien noble et bien juste, écrivait-elle à sa fille, de se faire un mérite de dégrader ce beau gouvernement de Bretagne? N'est-ce pas l'intérêt commun des grands seigneurs, des grands gouverneurs? Ne doivent-ils pas se mirer dans cet exemple?... Hélas! ces pauvres gouverneurs, que ne font-ils point pour plaire à leur maître? Avec quelle joie, avec quel zèle ne courent-ils

point à l'hôpital pour son service! Comptent-ils pour quelque chose leur sante, leurs plaisirs, leurs affaires, leurs vies, quand il est question de lui obéir et de lai plaire? Et on leur plaindra un honneur, une distinction, une occasion de faire plaisir à des geus de qualité dans une province! Et pourquoi veulent-ils être aimés et honorés et saire les rois? N'estce pas pour le service du vrai roi? Est-ce pour eux? Hélas! ils sont si passionnes pour sa personne qu'ils ne souhaitent que de quitter ces grands rôles de comédic pour venir le regarder à Versailles, quand même ils devraient n'en être pas regardés. » La plupart des gouverneurs restèrent, on effet, enchaînes à Versailles par la séduction des plaisirs de la cour et laissèrent aux intendants l'administration des provinces. Aussi la royauté parfaitement assurée de la docilité des gouverneurs en augmenta-t-elle le nombre.

S III. Des gouvernements au xviiie siècle. — Il y avait, en 1789, trente-huit gouvernements, qui étaient Paris, l'île-de-France, la Picardie, la Flandre, la Cham-pagne et la Brie. l'Alsace, le pays Messin, la Lorraine, la Franche-Comté, la Bourgogne, le Lyonnais, le Dauphiné, la Provence, le Roussillon, la Navarre et le Béarn, la Bretagne, la Normandie, l'Artois, le Boulonais, le Nivernais, le Bourbounais, le Berry, l'Auvergne, le comié de Foix, le Limousin, la Marché, l'Angoumois et la Saintonge, l'Aunis, le Poitou, le Saumurois, l'Anjou, la Touraine, le Maine et Perche, l'Orléanais, le Languedoc et la Guienne, le Havre, Toul et le Toulois. Quoique tous ces gouvernements fussent indépendants les uns des autres, les douze gourernements, que nous avons cités plus haut, étaient toujours considérés comme les douze grands gouvernements.

La ville et principauté de Sedan formait aussi un gouvernement particulier. Le gouvernement de la principauté de Monace était, depuis le règne de Louis XIII, placé sous la protection de la France. Les gouvernements des Invalides, de l'École militaire et des maisons royales ressortissaient directement au roi, sans subordination à un autre gouverneur gétéral.

Il y avait enfin les gouvernements des iles et colonies françaises, entre autres de la Corse, de Saint-Domingue, de la Martinique et Sainte-Lucie, la Guadeloupe, Cayenne, Bourbon, l'île de France, Gorée, etc. Le non de gouvernement n'a été conservé dans l'organisation moderne de la France que pour les colonies. Yoy. GOUVERNEUR DES COLONIES. GOUVERNEUR. — On appelait gouserneurs, dans l'ancienne monarchie, ceux qui étaient préposés à l'éducation des fils des rois et des princes. Ainsi, le duc de Montausier fut gouverneur du fils de Louis XIV, dent Bossuet était précepteur.

COUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE. - Fonctionnaire chargé de la direction générale de la Banque de France. Il est nommé par l'empereur, et doit être propriétaire de cent actions, qui demeurent inalienables pendant toute la durée de ses fonctions. Aucun effet ne peut être escompté qu'avec son approbation formelle. Il signe seul les traités, les conventions et la correspondance. nomme, révoque et destitue tous les agents de la Banque. Le conseil général de la Banque et tous les comités sont présidés par le gouverneur, et les délibérations me peuvent être exécutées qu'après avoir été revêtues de sa signature. ll y a deux sous-gouverneurs, quinze regents et trois censeurs, qui forment, sous la présidence du gouverneur, le conseil général de la Banque, le conseil d'escompte et les comités spécieux. Les sous-gouverneurs sont nommes, comme le gouverneur, par l'empereur; ils doivent être proprietaires de cinquante actions pendant toute la durée de leurs fonctions. Le gouverneur leur délègue les fonctions qu'ils doivent remplir; ils le remplacent en cas d'absence ou de maladie.

GOUVERNEUR DES COLONIES. — Les colonies françaises sont soumises à des gouverneurs, qui sont nommés par l'empereur, et subordonnés au ministre de la marine et des colonies. Le gouvernement de l'Algérie est le seul qui dépende du ministère de la guerre. Les jouverneurs des colonies exercent seuls l'autorité militaire. Ils sont chargés de la défense intérieure et extérieure de la colonie, et disposent des troupes et vaisseaux affectés au service du pays; ils peuvent, sous leur responsabilité personnelle, déclarer la colonie en état de siége et assumer toute l'autorité civile et militaire. Dans les temps ordinaires, le gouverneur a la direction de toutes les brauches d'administration, finances, marine, justice, etc. Il arrête chaque année le budget de la colonie, qui doit être soumis au conseil colonial, et dirige la perception des impòts; il convoque les conseils municipaux, et indique l'objet de leurs délibérations. Il peut prendre toutes les mesures utiles pour la police de la colonie. Sans s'immiscer dans les procédures civiles ou criminelles, il peut assister aux

séances solennelles des cours d'appel. Il surseoit à l'exécution des jugements criminels dans le cas de recours en grâce. Il promulgue les lois et décrets dans la colonie, et est investi de pouvoirs extraordinaires pour suspendre les fonctionnaires publics et exclure de la colonie les persoanes qui lui paraissent dangereuses. Il est personnellement responsable des mesures prises en vertu de ses pouvoirs extraordinaires. Le conseil privé de la colonie juge comme tribunal administratif; le gouverneur rend les jugements exécutoires. Tous les sonctionnaires de la colonie lui sont subordonués; aucun ne peut contracter mariage sans sa permission. Lui seul peut autoriser en conseil privé les poursuites contre les fonctionnaires publics. Il nomme à tous les emplois, dont la disposition n'a pas été formellement réservée à l'empereur ou au ministre de la marine. Il informe le ministre de la marine des besoins de la colonie et de la conduite des divers fonctionnaires. Le gouverneur ne peut, sans l'autorisation de l'empereur, ni contracter mariage ni acquerir des propriétés foncières dans la colonie pendant la durée de ses fonctions. S'il est poursuivi pour trahison, concussion, abus d'autorité, désobéissance aux lois, dépenses indûment ordonnées, etc., il ne peut être jugé que par les tribunaux de la métropole et conformément aux lois qui la régissent.

GOUVERNEURS DES PROVINCES. — Voy. GOUVERNEMENTS.

GRAAL (SAINT-). — Dans les traditions du moyen âge, le saint-graal était un vase précieux où Joseph d'Arimathie avait recueilli le sang qui sortait des plaies de Jésus-Christ, lorsqu'il lava son corps pour l'embaumer. Ce mot paraît formé des mots sang réal ou royal. Les anciens romans de chevalerie représentent Arthur et les chevaliers de la Table Ronde poursuivant la conquête du saint-graal, qui avait été transporté dans le Carthay, province de la Chine. On reconnaît dans ces légendes l'esprit des croisades.

GRACE (Droit de). — Le droit de grace ou droit de commuer et même de remettre entièrement les peines prononcées par les tribunaux appartient au chef de l'Etat. La grace est prononcée ordinairement sur un recours adressé au chef de l'Etat par le condamné. Le ministre de la justice fait un rapport sur le recours en grace, et le chef de l'Etat prononce. En cas de remise de la peine de

mort, on expédie des lettres de grace qu'entérinent les cours d'appel. Voy. LETTRES DE RÉMISSION ET D'ABOLITION.

GRACE DE DIEU (Par la). — La formule roi par la grace de Dieu (Dei gratia, Dei dono, per Dei gratiam) ne date en France que de la seconde race. Pépin le Bref s'en servit le premier pour témoigner à Dieu sa reconnaissance de ce qu'il avait été élevé au trône d'une manière extraordinaire. C'était par un sentiment de piété et non comme marque d'indépendance que Pépin avait adopté cette formule. Les prélats, les ducs, les comtes, etc., s'en servaient aussi, moins comme souverains, dit D. de Vaines, qu'en signe de piété. Ce fut seulement, suivant le même auteur, au xve siècle, sous le règne de Charles VII, qu'on attacha à ces expressions l'idée d'indépendance absolue; et, pour ce motif, Charles VII en interdit l'emploi aux grands vassaux. Les prélats du second ordre cessèrent de s'en servir vers la fin du xve siècle, mais les évêques continuèrent de le mettre en tête du leurs chartes.

GRACE DU SIÈGE APOSTOLIQUE (Par la). — On trouve la formule par la grace du siège apostolique adoptée des le XIII siècle. Dicther, archevêque de Trèves, l'emploie dans une charte de 1299: Frater Dietherus, Dei et aposto-licæ sedis gratia, Trevirensis archiepiscopus. Dejà , antérieurement , Gauthier. éveque de Chartres, s'intitulait: humble ministre de l'église de Chartres par la permission divine et l'autorité apostolique (divina permissione et apostolica auctoritate carnotensis ecclesiæ minister humilis). Mais la formule d'évêque par la grace du enint siège apostolique n'a passé dans l'usage habituel qu'un peu plus tard, et surtout lorsque les papes prétendirent que la disposition de tous les bénéfices leur appartenait.

GRACES EXSPECTATIVES. — Bulles des papes qui donnaient l'exspectative d'un bénéfice ecclésiastique. On fait remonter l'origine des grâces exspectatives au pape Adrien IV, qui gouverna l'Église vers le milieu du x11° siècle. Il demanda aux évêques et aux chapitres quelques prébendes dont il pût disposer. Ces grâces exspectatives se multiplièrent aux x111° et x10° siècles, et provoquèrent des plaintes. Le concile de Bâle et la pragmatique de Bourges (1438) abolirent les grâces exspectatives. Le concile de Trente confirma cette abolition. On ne conserva, en France, que les exspectatives des indultaires et des gradués (voy. GRADUES et INDULT.)

GRADES. — Les grades universitaires sont le doctorat, la licence et le bacca-lauréat. Voy. GRADUÉS, INSTRUCTION PUBLIQUE et UNIVERSITÉ.

GRADES MILITAIRES. - Voy. HIERAR-

GRADUEL. — On appelle graduel un livre d'église où les messes sont notées en plain-chant. — On nomme encore graduel les versets qui se chantent après l'éplire, parce qu'autrefois on les chantait sur les degrés de l'autel. Une explication plus simple et peut-ètre plus vraie tire le nom de graduel des divers degrés ou intonations de la voix qui s'élève ou s'abaisse.

GRADUÉS. — Une partie des bénéfices ecclésiastiques (voy. ce mot) était réservée aux gradues des universités de France. Au xive siècle, leurs droits avaient été souvent méconnus. Ils réclamèrent vivement au concile de Bale qui n'occupait de la réforme générale de l'Église. Le concile tit droit à leurs plaintes, et ordonna que le tiers des bénéfices serait contéré aux gradués des universités, et que les collateurs ne pourraient les donner à d'autres sous peine de nullité. Ce décret du concile de Bale sut inséré dans la pragmatique de Bourges, et l'on y ajouta que sur le tiers affecté aux gradués, deux tiers seraient pour les suppots des universités, c'est-à-dire pour les principaux et professeurs des colléges. On ordonna aussi que les universités nommeraient ceux qu'elles voudraient être présérés; on les appelait gradués nommés, et les autres gradués simples. La pragmatique obligeait les collateurs et les patrons eccésiastiques à tenir des roles exacts des bénéfices qui étaient à leur disposition, afin d'en conférer un sur trois aux gradués à tour de rôle.

Le concordat de François les maintint le droit des gradués, seulement il supprima le tour de rôle qui donnait lieu à des abus. Il affecta aux gradués les bénéfices qui vaqueraient pendant quatre mois de l'année. Voici l'ordre que l'on suivait pour les nominations : le docteur en théologie était préféré à tous les autres gradués. Venzient ensuite les gradués qui avaient professe pendant sept ans dans un des colléges de l'Université de Paris ou les principaux des collèges les plus importants de la même université. Les autres gradués étaient classés dans l'ordre suivant : docteurs en droit canon; docteurs en droit civil, docteurs en médecine, maîtres ès-arts. Après les docteurs, venaient les licencies et les ba-

cheliers dans le même ordre, à l'exception des bacheliers en théologie qui avaient le même rang que les licencies de cette faculté. Le docteur en théologie devait avoir dix ans d'études : le docteur en droit civil ou canon, ou en médecine, sept aus; le maître ès-aris, cinq ans; le bachelier en théologie, six ans; le bachelier en droit ou en médecine, cinq ans, excepté les nobles, à qui trois ans suffisaient. Le gradué devait d'ailleurs avoir recu les ordres ou du moins la tonsure, et justifier de la pureté de ses mœurs et de toutes les autres qualités requises de droit commun. It fallait qu'il appartint au clergé séculier ou régulier, selon la nature du bénéfice. Les degrés en médecine ne servaient presque plus dès le xvii siècle, parce qu'il y avait peu de gradués en médecine qui fussent ecclésiastiques.

Les gradués qui voulaient exercer leur droit pouvaient s'adresser à un ou plusieurs collateurs et patrons ecclésiastiques. Ils leur faissient signifier tous les actes qui prouvaient leurs grades, temps d'études, nomination, noblesse. La notification devait être répétée tous les ans pendant le carême. Le gradué pouvait ensuite demander tous les bénéfices dépendant de ce collateur qui venaient à vaquer pendant les mois des gradués, qui étaient janvier, avril, juillet et octobre. Janvier et juillet étaient mois de rigueur où le collateur était astreint à conférer les bénéfices aux gradués nommés, et sui-vant l'ordre de la nomination ou la nature des grades d'après la classification indiquée plus haut. Avril et octobre étaient mois de faveur, pendant lesquels le collateur pouvait choisir, même entre les gradués simples, celui qu'il préferait. Afin que ce droit ne fût pas un moyen d'accumuler les bénéfices, il était interdit au gradué séculier d'adresser une nouvelle requête quand il avait obtenu un bénéfice dont le revenu était evalué à quatre cents livres (monnaie du xvii siècle). Quant au gradué régulier (c'est-à-dire appartenant au clergé régulier), le moindre bénefice dont il était pourvu en vertu de ses grades, devait lui suffire, puisqu'il avait fait vœu de pauvreté.

Les gradués étaient sujets comme les autres bénéficiaires à l'examen des évêques pour les bénéfices à charge d'àmes. « Il faut avouer, dit Fleury, parlant de cette institution dont il voyait le résultat, il faut avouer que ce qui avait été sagement ordonné dans le concile de Bàle, suivant l'état où l'Eglise était alors, n'est plus de si grande

utilité pour remplir dignement les bénéfices. Le droit des gradués cause une infinité de procès; mais ce ne sont pas les plus savants ni les plus pieux qui sont les plus ardents à poursuivre ce droit. Il n'a jamais eu lieu en Bretagne, non plus que le reste de la pragmatique. Le concile de Trente l'avait supprimé avec les autres expectatives, mais il l'a rétabli ensuite. » Institution au droit ecclésiastique.

GRAFIO. — Les lois des barbares (voy. Lois) désignent souvent le comte ou gouverneur d'une province, sous le nom de grafio, altération du mot germanique graf (comte). Les grafiones ou judices n'étaient quelquesois que des magistrats d'un ordre inférieur.

GRAINS (Commerce des). — Autrefois le commerce des grains était soumis aux restrictions les plus odieuses. On ne pouvait faire la moisson saus autorisation, et la circulation des grains était formellement interdite dans l'intérieur du royaume. Ces prohibitions n'existent plus. Il n'y a plus aujourd'hui de règlement qui impose au cultivateur l'époque de la récolte sous le nom de ban de la moisson. Le commerce des grains est aussi devenu libre, et l'Assemblée constituante a réalisé la réforme dont Turgot proclamait la nécessité dès 1774 et qu'il s'efforçait vainement de réaliser. L'Assemblée constituante, par les lois des 29 août, 18 septembre et 3 octobre 1789, des 2 juin et 15 septembre 1790, et du 26 septembre 1791, proclama la liberté du commerce des grains. Les assemblées qui suivirent confirmèrent cette disposition. Les restrictions apportées à cette liberté ne portent pas atteinte au principe. Il est défendu à certains fonctionnaires, tels que les préfets et souspréfets, commandants des divisions militaires, des places et des villes, de faire le commerce des grains (Code pénal, art. 176). Les maires peuvent interdire aux marchands forains de vendre des grains ailleurs qu'aux halles et marchés, et de vendre dans ces lieux à d'autres heures que celles qui sont fixées par les règlements. L'accaparement des grains est interdit. Ceux qui, par des moyens frauduleux, cherchent à augmenter ou diminuer le prix des grains, peuvent être punis d'une amende de mille à vingt mille francs et placés sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

Quant au commerce extérieur des grains, il est soumis à certaines restric-

tions qu'impose l'intérêt national. En principe, l'exportation des grains est libre; mais une loi du 17 décembre 1817 permet de suspendre, en cas d'urgence, toute exportation. Les céréales exportées sont d'ailleurs soumises à un tarif gradué sur le prix de vente. Ce tarif s'élève avec le prix des céréales, et peut équivaloir à une prohibition. Si le prix de l'hectolitre de froment est de vingt-cinq francs, le droit est de vingt-cinq centimes par hectolitre; mais si le prix de l'hectolitre de froment dépasse vingtcinq francs, le droit prélevé à la sortie s'élève à deux francs; si le prix de l'hectolitre dépasse vingt-six fraucs, le droit de sortie s'élève à quatre francs, et il croît toujours de deux francs à chaque franc de hausse sur le prix du froment. Ce système semble concilier la liberté que doit conserver le commerce avec la nécessité de pourvoir à l'approvisionnement du pays.

Les lois relatives à l'importation des grains étrangers ont plusieurs fois varié; les lois du 16 juillet 1819, du 4 juillet 1821 et du 20 octobre 1830, avaient fixé le droit à prélever sur les blés importés d'après le prix du blé en France, et prévu le cas où l'importation serait complétement prohibée. Cette prohibi-tion éventuelle a disparu de la loi du 15 avril 1832, qui a établi une échelle de droits d'entrée qui s'élève à mesure que le prix des céréales s'abaisse sur les marchés français, de telle sorte qu'à un certain degré, l'élévation des droits équivaut à une véritable prohibition. Toutes ces dispositions attestent le désir et en même temps la difficulté de concilier la liberté du commerce des grains avec les intérêts de l'agriculture française.

GRAMMONT ou GRANDMONT (Ordre de). — Ordre religieux institué au commencement du xii siècle. Voy. CLERGÉ RÉGULIER. On appelait encore les religieux de Grammont: bons hommes et grammontins.

GRAND. — Le mot grand s'ajoutait au nom de quelques dignités pour indiquer leur importance. Il y avait le grand aumonier, le grand chambellan, le grand chancelier, le grand écuyer, le grand fauconnier, le grand forestier, le grand louvetier, le grand maître de la maison du roi, le grand queux ou cuisinier, le grand sénéchal, le grand veneur, etc. Voy. MAISON DU ROI et OFFICIERS (Grands).

GRAND (M. le). — C'était le nom que, dans l'ancienne monarchie, on donnait au grand écuyer. Voy. Officiers (Grands).

GRAND ACQUIT. — Droit qui se levait à Libourne sur chaque navire chargé de sel.

GRAND AMIRAL. - Voy. AMIRAL.

GRAND AUDIENCIER. — Officier de la grande chancellerie. Voy. Chancellerie.

GRAND BAILLI. — Dignité de l'ordre de Malte. Voy. Chevalerie religieuse. — Saint Louis institua quatre grands baillis pour rendre la justice et administrer la France en son nom. Voy. Bailli.

GRAND' CHAMBRE. — Chambre principale de chaque parlement. Voy. PAR-LEMBET.

GRAND COMMUN. — Partie de la maison du roi chargée de la nourriture de la plupart des officiers de la maison royale. Le petit commun se composait d'officiers détachés du grand commun pour la nourriture d'un petit nombre de privilégiés. — On appelait aussi grand commun le lieu destiné pour le logement des officiers de cuisine qui préparaient la nourriture de la maison royale.

GRAND CONSEIL. — Le grand conseil était un tribumi de l'ancienne monarchie qui avait été séparé du conseil d'Elat par Charles VIII (1497). Pendant longtemps le conseil d'Etat (voy. ce mot) avait conservé des attributions judiciaires. Charles VIII, voulant le laisser tout entier à ses travaux administratifs et politiques. forms un conseil spécial de dix-sept juges qui devaient être spécialement chargés, sous le nom de grand conseil, de la juridiction qu'exerçait le conseil d'État.. Louis XII, en 1498, ajouta de nouveaux jugos au grand conseil, et le plaça sous la présidence du chancelier ou d'un mattre des requêtes en son absence. Dans la suite, le grand conseil eut un premier président et plusieurs présidents, un procureur général, des avocats généraux et des substituts.

Les attributions du grand conseil étaient de nature très-diverse Il jugeait tous les procès concernant 1° les évéctés et autres bénéfices ecclésiastiques à la nomination du roi (voy. Bandrices mechanistiques), à l'exception des bénéfices conférés en régale, dont la connaissance appartenait à la grand' chembre du parlement de Paris; 2° les procès relaits aux indults (voy. ce mot); 3° les cousses de l'ordre de Cluny; 4° les procès touseunt le retrait des biens ecclésiastiques aliénés pour cause de subvention; 5° les évecations du parlement de Paris et d'autres parlements; 6° les atteintes portées à la juridiction des juges prési-

diaux et des prévôts des maréchaux ; 7º les consiits entre les parlements et les prési diaux compris dans le même ressort; 8° les règlements de juges entre les lieutenants criminels des baillis et les prévôts des maréchaux, entre les officiers et juges ordinaires ressortissant aux cours souveraines et les élus (voy. Election) ressortissant aux cours des aides; 9º les affaires civiles et criminelles renvoyées devant lui par arrêt du conseil du roi: 10° les appels des jugements du grand prévôt; 11º les arrêts contraires rendus par les parlements. Cette dernière attribution sui donnait une certaine autorité sur tous les parlements, mais seulement en cas de lutte entre plusieurs pariements. Le grand conseil ne connaissait pas des formes de la procédure et ne remplissait pas par conséquent les fonctions d'un véritable tribunal de cassation. Loisel avait vainement réclamé, dès le comm**eucement** du xvii• siècle, un tribunal qui aurait centralisé la justice et lui aurait donné un caractère uniforme. Un pareil tribunal n'a jamais existé sous l'ancienne monarchie. C'était cependant un avantage pour le grand conseil de rendre des arrèts exécutoires dans toute la France, tandis que ceux des parlements étaient limités à leur ressort. Mais il faut reconnaître que les parlements qui avaient plus de popularité et une autorité plus incontestée entravaient par des chicanes multipliées la juridiction du grand conseil.

Il y avait primitivement des marchands privilégiés à la suite du grand conseil, comme à la suite de la cour. Cet abus sut supprimé vers le milieu du xvu siècle. Un arrêt du grand conseil, en date du 28 nevembre 1662, avait admis à as suite comme marchand privilégié Pierre Dancoigné, mercier, et des lettres patentes du 7 décembre de la même année avaient confirmé cette décision. Mais un arrêt du conseil du roi (27 sévrier 1665) si trèsexpresses désenses à Dancoigné de tenir boutique et au grand conseil d'accorder à l'avenir de pareils priviléges. Plusieurs arrêts cités par Delamarre (Traité de la police, I, 176, édit. de 1813), confirmé-

reut cette décision.

GRANDES COMPAGNIES. — On donna le nom de grandes compagnies à des bandes armées qui dévastèrent la France au xive siècle. Les troupes mercenaires licenciées après la paix de Brétigny (1360) se dispersèrent dans toute la France et y commirent d'effroyables ravages. On les appelait colereaux, du coterel ou grand couteau qui était une de leurs armés; Brabançons parce qu'un grand nombre

étaient originaires du Brabant, et routiers. Ce dernier nom remonte à une époque antérieure. Cadoc, qui commandait les mercenaires de Philippe Auguste, est désigne par Guillaume le Breton comme chef d'une troupe appelée rupta.

..... Minmorenque raptar Cadesi.

Les tard-vanus, les malandrins faisaient aussi partie de ces troupes de pillards dont la France fut délivrée par Charles V. Leur histoire n'est pas de notre sojet; elle se trouve dans toutes les histoires de France. M. E. de Fréville en a réuni les principaux traits dans une notice sur les grandes compagnies publiée dans l'École des chartes.

GRANDEUR. — Thre henorifique denné aux évêques en 1630; il leur a été conservé depuis cette époque.

crand 1968. — Cette dignité fut créée le 14 septembre 1802 par Napoléon Bonaparte, premier consul, en faveur de Régnier, qui fut plus tard duc de Massa. Le grand juge avait la direction générale de l'administration de la justice et de la police. Il président la cour de cassation dans les circonstances solennelles. Dans la suite, Bonaparte enleva au grand juge la direction de la police. Régnier conserva la dignité de grand juge jusqu'en novembre 1813.

GRAND-LIVRE. — Registre où sont inscrites les rentes consolidées dues par l'Etat et les pensions de retraite. Voy. FINANCES.

GRAND WAITRE. - Ce nom s'appliquait à beaucoup de dignités de l'ancienne monarchie. Le grand maître de France était un des principaux officiers de la couronne; il avait hérité, en 1191, d'une partie des fonctions du grand sénéchal voy. OFFICIERS (Grands). - Les ordres de chevalerie religieuse; comme les ordres de Malte et du Temple, avaient à leur tête des grands maîtres (voy. CHE-VALERIE RELIGIEUSE L — Le grand matire des erbaletriers avait pendant longtemps commandé l'infanterie française; cette charge créée par saint Louis fut supprimée par Louis XI (voy. ABMÉE). grand mattre des cérémonies était chargé de tous-les détails de l'étiquette royale (voy. Eriquerre). - Le grand mattre des come et forets avait la présidence d'un des tribunaux appelés Tables de marbre, et la direction de l'administration des erus, et forêts (voy. EAUX ET Fo-Ries). - Enfin, les chefs de certains colléges de l'ancienne université portaient le titre de grands mattres; ainsi il y

avait un grand mattre de Navarre. — Napoléon, en organisant l'université (1808) donna à son chef le nom de grand mattre (voy. Instruction Publique et Université).

GRAND MAITRE DE LA GARDE-ROBE.
--- Voy. Garde-Bobe.

Grand Maitre de l'artillerie. -Les grands maîtres de l'artillerie ont existé depuis le xve siècle jusqu'en 1762. On a même voulu, mais à tort, faire remonter plus haut cette institution. On appelait, il est vrai, artillerie toutes les machines de guerre dès le xIIIe siècle; mais ce ne fut qu'au xvi siècle que le titre de grand mattre de l'artillerie remplaça celui de grand maitre des arbalétriers, supprimé par Louis XI. En 1601, le grand mattre de l'artillerie devint un des grands officiers de la couronne. C'était Sully, qui, à cette époque, était grand maître de l'artillerie. En 1755, cette charge fut supprimée, et les grands maitres furent remplacés par des inspecteurs de l'artillerie. Le grand maître de l'artilleris avait la surintendance, l'administration et le gouvernement de l'artillerie de France, dedans et dehors le royaume. Il ne se faisait aucun mouvement d'artillerie que par ses ordres. Tous les marchés pour cette arme étaient conclus en son nom, et il arretait le compte général de l'artillerie que le trésorier rendait à la chambre des comptes. Le grand maître de l'artillerie y était reçu comme ordonnateur de tous les fonds pour les dépenses de l'artiflerie. Il portait pour marque de sa dignité, au-dessus de l'écu de ses armes, deux canons sur lears affâts, accompagnés de boulets et de gabions.

Voici la Hste des grandsmattres de Fare tillerie depuis l'époque où les deux frères Bureau donnèrent à cette charge une véritable importance: JEAN BUREAU, seigneur de Montgias et de La Houssaye, contribua surtout à soumettre la Guienne et Gascogne à Charles VII : il mourut en 1463. GASPARD BUREAU, seigneur de Villecourble, de Nogent et de Montsermeil, sut pourvu de la charge de maltre de l'artillerie en 1444 : il mouret en 1476. Histion LE GROING, MOPT en 1485; LOUIS DE CRUSsol, commis, en 1469, au gowernement de toutes les artilleries; il mourat en 1473; GOBERT CADIOT, SOIT SUCCESSORP, GOVELAUME mourat la même année. Bounnet, seigneur de Lambercourt, fut pourva, en 1473 (15 août), de la charge de genéral, mattre, visiteur et gouverneur de toute l'artitlerie de France : il mourat en 1477. JEAN CHOLET, seigneur de Ban-

gean, mort en 1479; GUILLAUME PICART, seigneur d'Estelan; Jacques Ricart De Gallot, seigneur d'Acier, un des plus vaillants capitaines de la fin du x ve siècle, eut la charge de maitre de l'artillerie jusqu'en 1493. Guy de Lauzières, seigneur de Montreuil; JEAN DE LA GRANGE, seigneur de Vieil-Castel, tué à Fornoue (1495); JACQUES DE SILLY, seigneur de Longray, mort en 1503; PAUL DE BUSSE-RADE DE CÉPY, tué à Ravenne en 1512; JACQUES RICARD DE GENOUILLAC, dit GA-LIOT; ANTOINE DE LA FAYETTE; JEAN DE Pommenful, seigneur du Plessis-Biron, maitre de l'artillerie au delà des monts (1545-1524). Brantôme a dit de lui : **- M. le marquis de Pommereul fut le plus** digne homme de son art qui fut jamais. » Jean de Taix se signale à le betaille de Cérisoles : il fut tue au siège de Hesdin (1553). Charles de Cossé, comte de Brissac, maréchal de France en 1550, mort en 1563; JEAN D'ESTRÉES, seigneur de Cœuvres, mort en 1571; JEAN BABOU, seigneur de La Bourdaisière, mattre général de l'artillerie en 1567, mort en 1569; ARMAND DE GONTAUT, baron de Biron, tué d'un coup de canon au siége d'Epernay en 1592; PHILIBERT, seigneur de La Guiche et de Chaumont; François D'Espinay, seigneur de Saint-Luc, tué au siège d'Amiens en 1597; Antoine d'Es-TRÉES, nommé grand maître de l'artillerie le 1er octobre 1577, se démit en 1599. Maximilien de Béthune, duc de Sully et marquis de Rosny, nommé grand mattre de l'artillerie en 1599; le 13 novembre 1601 la charge de grand mattre de l'artillerie sut érigée en office de la couronne. Sully s'en démit, en 1610, en saveur de son fils MAXIMILIEN DE BÉTEUNE, prince d'Enrichemont et marquis de Rosny, grand maître de l'artillerie de 1610 à 1632. Le prince d'Enrichemont sut deux sois disgracié, et la charge de grand maitre de l'artillerie sut alors exercée, mais comme simple commission, par HENRI DE SCHOMBERG (1621-1622) et Antoine Ruzé, marquis d'Effiat (1629). En 1632, CHARLES DE LA PORTE, duc de La Meilleraye, succéda au prince d'Enrichemont, et mourut on 1664. Armand Charles de La Porte, duc de Mazarin et de La Meilleraye, mort en 1669; Henri de Daillon, duc du Lude, mort en 1685; Louis de Crevant, duc d'Humières, morten 1694; Louis Auguste DE BOURBON, duc du Maine, mort en 1736; Louis Charles de Bourbon, prince de Dombes, comte d'Eu, mort en 1775, su-rent successivement grands mattres de l'artillerie. A la cour, le grand mattre de l'artilleris était ordinairement appelé M. le grand mattre. Les Mémoires du

temps et les lettres de Mae de Sévigné le

désignent sous ce titre.

Dès 1755 (2 décembre), le comte d'Eu s'était démis de la charge de grand mattre de l'artilleris, et depuis cette époque le corps de l'artillerie sut placé sous l'auto-rité immédiate du roi. Deux ordonnances des 3 octobre 1774 et 5 novembre 1776 organisèrent ce corps et lui donnèrent pour chefs supérieurs dix inspecteurs généraux, dont le premier eut le titre de directeur général ou de premier inspecteur général. Cette place fut supprimée en 1791.

GRAND MAITRE DES COUREURS. L'ordonnance de Louis XI qui établit les postes en France (19 juin 1464) institua un conseiller grand mattre des coureurs de France qui devait résider près du roi. Voy. Postes.

GRAND OBUVRE. - Le grand eswore. dans la langue des alchimistes, était le prétendu secret de changer tous les métaux en or.

GRAND PREVOT. - Le grand précét, qu'on appelait encore prévot de l'hotel avait juridiction sur le Louvre et sur toute la maison du roi. Dans l'origine, les charges de prévot de l'hôtel et de prévot des maréchaux ou de la connétablie n'étaient pas distinctes. Il est question, dès la fin du xive siècle, d'un prévot des maréchaux ou prévôt de l'hôtel qui avait juridiction sur la suite du roi. Bouteillier en parle dans sa Somme rurale: « A ledit prévôt le jugement de tous les cas advenus en l'ost ou chevauchée du roi.... Le prévôt, de son droit, a l'or et l'argent de la ceinture au malfaiteur.» Les fonctions restèrent confondues jusqu'en 1475. A cette époque, Louis XI établit pour la première sois un prévôt spécial, à la suite de la cour. Il avait sous lui trente archers pour exécuter ses ordres. Le prévot de l'hôtel ne commença à porter le titre de grand prévôt qu'à la fin du xvi• siècle (dernier jour de sévrier 1578). Messire François du Plessis, seigneur de Richelieu, fut le premier prévot de l'hôtel qui prit le titre de grand

Le grand prévôt était assisté de plusieurs lieutenants généraux, deux de robe courte ou d'épée, et deux de robe longue ou appartenant à la magistrature. Il connaissait par lui-même ou par ses lieutenants de toutes les causes, tant civiles que criminelles, des officiers et marchands privilégiés attachés à la cour. Il taxait le pain, le vin, la viande et toutes les denrées nécessaires pour la

cour. Il donnait aux marchands privilégiés des lettres par lesquelles il les
déclarait francs de tous droits et péages.
Tous les crimes et délits commis à la
suite de la cour et à dix lieues à la
ronde, étaient justiciables du grand
prévôt. Il pouvait faire saisir tous les
criminels dans ce rayon et les faire
juger par ses lieutenants, souverainement et en dernier ressort, en adjoignant à ses lieutenants six maîtres des
requêtes ou, à leur défaut, six avocats.
En matière civile, les appels des sentences du grand prévôt étaient portées
au grand conseil. Il en était de même
en matière criminelle, quand le grand
prévôt n'avait pas jugé en dernier ressort. Voy. Miraumont, du prévôt de l'hôtel et de sa juridiction.

GRAND PRÉVOT DE LA CONNÉTA-BLIE. — Il ne faut pas confondre le grand prévôt de la connétablie avec le grand prévôt de l'hôtel (voy. l'article précédent). Le premier était surtout chargé de la police militaire; il accompagnait l'armée commandée par le connétable ou par les maréchaux qui le remplaçaient, taxait les vivres destinés aux troupes, et jugeait les crimes des soldats en marche. Il avait quatre lieutenants et des archers sous ses ordres.

GRAND RÉFÉRENDAIRE.—Charge analogue à celle de chancelier. On trouve des référendaires sous les deux premières races. On donnait aussi le nom de grand référendaire à un des principaux dignitaires de la chambre des pairs.

GRANDS AUGUSTINS. — Ordre monastique institué en 1256 par le pape Alexandre IV. Voy. CLERGÉ RÉGULIER.

GRANDS JOURS. — Les grands jours étaient des assises que des magistrats envoyés par le roi tenaient à certaines époques ou dans des circonstances solennelles pour la répression des crimes que les juges ordinaires étaient impuissants à punir. Philippe le Bel régularisa, en 1302, les grands jours de Champagne ou de Troyes, et ordonna qu'a l'avenir des commissaires nommés par le roi tiendraient régulièrement ces assises. Il y avait aussi des tribunaux féodaux dont les assises solennelles s'appelaient grands jours ou hauts jours.

s'appelaient grands jours ou hauts jours. A partir du xvi siècle, le nom de grands jours fut réservé à des commissions extraordinaires qui siégeaient au nom du roi pour réprimer les désordres. Tels furent les grands jours du Poitou sous François I , les grands jours du Quercy et du Limousin sous Henri IV et

surtout les grands jours de Clermont sous Louis XIV (1665). Ces assises de Clermont ont dû surtout leur réputation au spirituel journal qu'en a laissé Fléchier. On y voit que les grands jours inspirèrent une salutaire terreur à quelques petits tyrans féodaux. La médaille que fit frapper Louis XIV à cette occasion proclamait avec raison que le salut des provinces était dû à la répression de l'audace des grands : Salus provinciarum, repressa potentiorum audacia.

GRANDS OFFICIERS.— Voy. OFFICIERS (Grands).

GRAND VOYER. - Voy. VOIERIE.

GRASSINS. — On appelait ainsi pendant la guerre de la succession d'Autriche (1741-1748) un corps de troupes organisé par un capitaine de dragons nommé Grassin. — Il y avait aussi à Paris un collège appelé collège des Grassins (voy. Université).

GRAVOIRE ou GRAVOUÈRE. — Petit instrument de toilette usité au moyen âge. « C'était, dit M. Douët-d'Arcq (Comptes de l'argenterie des rois de France), une sorte de poinçon ou d'aiguille ordinairement en ivoire qui servait à séparer les cheveux sur le devant de la tête. » Dans un compte de 1395 il est alloué huit sous parisis pour six gravouères d'ivoire blanc pour la royne.

GRAVURE. — Nous ne dirons que quelques mots de la gravure qui tient à peine à notre sujet. Il est cependant nécessaire d'en indiquer l'origine en France. La gravure sur bois qui est la plus ancienne consiste à sculpter dans le bois des dessins dont on tire des épreuves. Jusqu'en 1845, la plus ancienne gravure en bois que l'on connût était de 1423; elle représentait un saint Christophe. En 1845, il a été exposé au congrès archéologique de Lille une gravure plus ancienne de cinq ans ; elle représente la Vierge et l'enfant Jésus entourés de quatre saintes; on lit sur cette image la date M CCCC XVIII en lettres gothiques.

L'art de la gravure ne devint commun en France que dans la seconde moîtié du xve siècle. On s'en servit pour orner les livres, où les estampes, données par la gravure, remplacèrent les miniatures et formèrent les encadrements. En 1478, on trouve des ouvrages ornés de gravures sur bois. Dès le commencement du xvie siècle, on appliqua la gravure en bois à l'impression des cartes à jouer. La gravure sur cuivre, qu'on appelle encore gravure au burin ou en taille-douce,

remplaça , su xvii stècle , la gravure sur bois. Elle consiste à graver le dessin sur la planche avec un outil acéré qu'on appelle pointe sèche; ensuite on grave les traits sur le cuivre avec un instrument tranchant nommé busin. La gravure à l'esse forte fut pratiquée en même temps que la gravere sur cuivre. Au moyen d'un outil nommé points, on trace les traits sur une planche de cuivre couveite d'un léger enduit de vernis. Puis on verse de l'eauforte sur la planche pour la faire mordre sur les traits. Les gracures ainsi obtenues s'appellent des caux-fortes. La graours à la manière noire empruntée aux Allemands et aux Anglais n'a pas eu le même succès en France que la gracure au burin. Bes inventions successives out donné lieu à la gravure en couleur (1737), à la gravure au crayon (1756), à la graours au lavis (1756).

On appelle glyptique la graoure en pierres fines. Ce fut un Italien, Nasaro, qui introduisit cet art en France au xve siècle. Pour les détails relatifs à la graoure qui ne peuvent entrer dans ce dictionnaire, voy. le Dictionnaire des beaux-erts de Millin, aux mots Equ-

forts, Glyptique, Gravure.

Les gravares, estampes, l'ihographies out été régies de tout temps par des lois nalogues à celles de la presse, et sou-isses à des règlements de police. La loi du 31 mars 1820, qui suspendait tempo-rairement la publication des journaux, avait interdit l'exposition ou la veute d'aucune gracurs, estampe ou lithogra-phie sans l'autorisation présiable du gouvernement, sous peine d'amonde et d'emprisonnement. Ces dispositions furent confirmées par une loi du 22 mars 1822. Après la révolution de 1830, on abrogea la lei de 1822, et alors la gravure et la lithographic multiplièrent sous toutes les formes les caricatures politiques. La loi du 5 septembre 1835 est pour but de mettre un terme à cette licence. Elle délendit la publication, l'exposition et la vente de gracures, estampes et lithegraphics sans autorisation présiable da ministre de l'intérieur à Paris et des préfets dans les départements. Les contraventiens. à cette loi étaient pusies d'imande.et. d'amprisonnement...

Giuncu: — Droit féodai que les seiguants-prélevaient, dans certaines contrius, sur les venies de gré à gré.

GREFFES, GREFFIERS, — Les greffes sont les dépôts publics où l'en conserve les actes qui émanent d'une juridiction; les graffers sont les officiers ministé-

riels chargés de veiller à leur conservation et d'en délivrer des expéditions. Les greffiers sont aussi tenus d'écrire les actes et procès-verbaux des tribanaux. Dans l'origine, les juges n'avaient que leurs clercs pour greffiers. En 1322, Charles IV ordonna que les greffes dessent affermés. Au xive siècle, le greffier du parlement prenait seul ce titre, et le parlement défendait expressément à tout autre scribe, même royal, de s'intisuler gressier (grapharius, ut vocant). La charge de greffier avait donc alors une haute importance; le gresser du parlement était élu par ce corps tout entier. En 1521, François les ériges les greffes en offices, et depuis ceue époque on multiplia ces offices comme ressources fiscales; il y avait des greffiers spéciaux pour les appels, les baptermes, les mariages, les apprentissages, les criées, etc. La Constituante supprima ces offices, et ordonna qu'à l'avenir les gressiers sersient nommes à vie par les assemblées électorales. La constitution de l'an vin donna au premier consul le droit de nommer les gressers. En 1816, la restauration autorisa les greffiers à présenter leurs successeurs : c'était rétablis indirectement la vénalité de ces

GREFFIER DE L'UNIVERSITÉ. — Le greffier de l'université était un des principaex dignitaires de l'ancienne université de Paris. Voy. Université.

GRÉGORIEN (Calendrier). — En seco, le pape Grégoire XIII retrancha din jours de l'année, et on passa immédiatament du 5 octobre au 15 du même mois. Cette réference du calendrier était nécessaire pour remédier aux erreurs du calendrier de Jules César. Elle fut adoptée d'aband par les nations catholiques, et ensuite par toutes les nations de l'Europe, à l'exception des Rauses, qui suivent emcore le calendrier julien. On appuble époque grégorienne calle qui date de la réforme du calendrier par le pape Crégoire XIII. Voy. Annuée.

GRÉGORIEN (Chent). — Main-chant introduit, divon, par le pape Grégoire le Grand. Voy. Musique.

GRÉCUES. — Haut – de – chausses que les-hommes portaient su xviersiècle. Régnier en parle dans ses satires :

Aussi lorsque d'est voit un homme par di ste,.
Dont le rabat est sale et la chauseurempus;
Ses grègues aux genoux, au coude son pourpoint,
Oui soit de panvre mine et qui soit mal en point,
Sans demander son nom on le peut seconnâtre,
Cur si ce arest un poète, ou meiss il le vent être.

ORENADES, GRENADIERS, GRENADIÈRES. — Les grenades, dont on se servait à la guerre, étaient de petites boules
cuenades en for, en fer-blanc, et même
en bois ou en carton, que l'en remplissait de poudre et qu'on lançait dans les
ranges des ennemis où elles éclataient.
Le nom de grenades venait de ce qu'elles
étaient remplies de poudre comme la
grenade est pleine de popins. De Thou
rapporte que l'on commença à se servir
de grenades en 1588, et que l'inventeur
fut un habitant de Venleo. D'autres placent-cette invention en 1536.

On appela grenadiers une troupe d'élite qui, outre les armes ordinaires, portait des grenades et les lançait au milieu des ennemis. Ce fut en 1667 que ce nom fut employé pour la première fois. Les grenadiers portaient des espèces de gibernes remplies de grenades et appelées grenadières. Il y avait d'abord quatre grenadiers par compagnie. En 1670, on rassembla tous ces grenadiers en une compagnie. En 1672, Louis XIV ordonna que les trente premiers régiments eus-sent chacun à leur tête une compagnie de grenadiers. Dans la suite, tous les bataillons eurent une compagnie de grenadiers. En 1741, on organisa des ba-taillons de grenadiers. En 1748, on fit un corps spécial des grenadiers royaux ou grenadiers de France, renommé par sa brillante valeur.

Depuis la révolution, il y a toujours en des grenadiers, quoique l'arme à laquelle ils devaient leur nom ne fût plus en usuge. Ils forment des compagnies d'élite. Souvent ils furent réunis en régiment, principalement dans la garde impériale. Il y avait aussi des grenadiers à cheval, établis en 1676 par Louis XIV, et faisant partie de la maison militaire du roi; ils ont été supprimés en 1830.

CREMIERS A SEL. — Les greniers à sei étalent des tribunaux, établis en 1542 (26 mars), pour juger en pre-mère instance les contraventions aux ordonnances concernant les gabelles (voy. Gabelle). Ils se composaient d'un président, d'un lieutenant, d'un grènetier, d'un contrôleur, d'un avecat et d'un procureur du roi, de greffiers, d'buissiers et de sergents. Toutes ces charges étaient doubles dans le grenier à sel de Paris, et les titulaires alternaient d'année en année, à l'exception des avocats du roi et du premier huissier, qui étaient toujours de service, et des greffiers qui ne servaient qu'une année sur trois. Outre ces officiers, le grenier à

des mesures, un vérificateur des rôles, un capitaine, un lieutenant et troixe gardes. Les greniers à sel jugeaient en dernier ressort pour un quart de minot et au-dessous. Les appels de leurs sentences étaient portés aux cours des aides. Il y avait dix-sept directions pour les greniers à sel, dont les sièges étaient à Paris, Soissons, Abbeville, Saint-Quentin, Châlons, Troyes, Orléans, Tours, Angers, Laval, le Mans, Bourges, Moulins, Rouen, Caen, Alençon et Dijon. Les greniers à sel ont été supprimés en 1790, en même temps que la gabelle. Voy. Gabrelle.

GRENIERS D'ABONDANCE. — Il existait depuis le xvie siècle des greniers publics où l'on conservait les grains. Le Traité de la police par Delamarre (t. 11, p. 705, édit. de 1713) mentionne une ordonnance du 27 novembre 1577, qui enjoint aux officiers et magistrats des villes d'établir des réserves de grains dans des greniers publics, en telle quantité qu'elle puisse servir dans les besoins publics et fournir des grains aux habitants des villes pendant l'espace de trois mois au moins. Cependant les greniers d'abondance ne datent que de la révolution. Ils ont été créés en vertu d'un décret de la Convention (9 août 1793), qui ordonna l'établissement d'un grenier d'abondance par district. L'approvisionnement devait être fourni en partie par le trésor, en partie par les citoyens qui étaient autorisés à payer leurs contributions en nature. Lorsqu'un habitant du district avait besoin de grains pour sa subsistance, il pouvait réclamer cette avance de la municipalité en prouvant ses besoins et sa solvabilité. Cette institution ne reçut jamais une organi~ sation complète, et peu à peu on l'a laissee tomber complétement en désaétude. Les établissements auxquels on a conservé le nom de greniers d'abondance, ne sont que des magasins où les boulengers tiennent en réserve une certaine quantité de farines.

GRÉVES. — Bottes de fer qui faisaises partie de l'armure des chevaliers. Voy. ARMES, fig. M.

GRIFFON. — En termes de blason, animal demi-aigle et demi-lion.

GRELLE. — Autrefois les notaires avaient à leurs études des grilles en saillée, qui servaient d'enseignes. Ces grilles ne ponvaient avoir plus de huit pouces de saillie.

GRIMBELINS. — Banquiers qui, au

xvir siècle, servaient d'intermédiaires entre les vendeurs de bestiaux et les bouchers de Paris. Voy. Bouchess.

GROS. — Droit que l'on payait autrefois aux fermiers des aides sur les vins,
eaux-de-vie, bière, cidre qui se vendaient en gros. Ce droit était du vingtième du prix. — On appélait encore
gros la portion du revenu des chapitres
ou prébendes, que touchait un chanoine
ou autre bénéficier, par opposition au
casuel et autres distributions éventuelles.

GROS, GROS BLANC, GROS TOUR-NOIS, etc.—Le gros était une monnaie de la valeur de douze deniers qui sut frappée sous saint Louis. On l'appelait aussi gros tournois, gros blanc, ou simplement blanc. Sous Henri II, on frappa de nouveau des gros qui avaient une valeur de deux sous six deniers, et qu'on appela pour ce motif gros et demi. On frappa aussi à l'hôtel de Nesle des gros de moindre valeur, qu'on appela demi-gros de Nesle. Dans la suite, le nom de ces gros changes; on les appela sols parisis ou, d'après leur valeur, pièces de cinq ou six blancs. L'expression de six blancs pour deux sous et demi existe encore dans quelques provinces et rappelle les gros de Henri II.

GROSSE. — Expédition d'un acte fait par-devant notaire. Le nom de grosse vient de ce qu'ordinairement ces expéditions étaient écrites en plus gros caractères que la minute qui restait entre les mains du notaire.

GROSSES FERMES.—On appelait grosses fermes, dans l'ancienne monarchie, les douze provinces de l'Ile-de-France, Normandie, l'icardie, Champagne, Bourgogne, Bresse et Bugey, Bourbonnais, Poitou, Aunis, Anjou, Maine et Touraine, qui pouvaient commercer entre elles avec une entière liberté. Ce fut Colbert qui institua les cinq grosses fermes pour atténuer, autant que possible, les inconvénients des douanes intérieures.

GROTESQUE. — Un des traits distinctifs de l'architecture gothique est le mélange du sublime et du bouffon. Il y a presque toujours dans les ornements des églises les plus imposantes, quelques détails grotesques: ici un cochon jouant du violon, comme sur un des portails de la cathédrale de Rouen; ailleurs, des moines dont le corps se termine en poisson ou présente la forme de quelque animal immonde. On appelle quelquefois ces figures bizarres marmousets. Parfois même le grotesque dépasse toutes les

hornes et va jusqu'à l'obscénité. Comment expliquer ces étranges contrastes? Un a imaginé plusieurs hypothèses. Quelques critiques ent supposé que les corporations qui, vers le xive siècle, remplacèrent les clercs dans l'art de construire les églises, étaient animées contre eux d'une rivalité haineuse dont ces figures grofesques seraient l'expression. Ils auraient gravé leurs satires sur d'impérissables monuments. D'autres, avec plus de vraisemblance, ne voient, dans ces débauches de l'art, qu'une suite de ce mélange de sacré et de profane que présente tout le moyen âge, et dont les fètes de l'ane et des fous (voy. Fitzs, § 100), offrent un exemple frappant. Le nom de grotesque vient, dit-on, de ce qu'on trouva des figures de cette nature dans des grottes à Rome, en fouillant les ruines du palais de Titus.

GRUAGE. — Terme des anciennes coutumes qui s'appliquait à la manière de mesurer, arpenter, crier et livrer le bois.

étaient des juridictions inférieures qui prononçaient sur les délits forestiers. Les gruyers étaient les officiers subalternes qui siégeaient dans ces tribunaux. — On appelait encore grueris un droit que percevait le roi sur toutes les ventes de bois qui avaient lieu dans les forêts du royaume. Quelques autres seigneurs jouissaient du même droit; ces seigneurs s'appelaient gruyers.

GUARDE-INFANT.--Voy. GARDE-INFANT.

GUÉDRONS. — Corporation du moyen âge qui teignait les étoffes avec la plante appelée guède ou pastel. Ces guédrons ou teinturiers en bleu n'étaient qu'une subdivision de la corporation des teinturiers. Le mot guédrons n'était employé que dans quelques parties de la France.

GUELFE. — Nom d'une faction d'Allemagne et d'Italie; elle était opposée à celle des gibelins. Nous avons indiqué l'origine et les diverses significations du mot guelfe à l'article GIBELIN.

GUERB. — Terme des anciennes coutumes. Le droit de guerb consistait à laisser paître ses animaux sur les terres des voisins.

GUERRE. — Les lois de la guerre ont beaucoup varié suivant les époques. Ce ne fut d'abord en France comme ailleurs qu'une lutte acharnée, sans pitié, sans loi, où les ennemis se proposaient la ruine et l'extermination de leurs ennemis. Il suffit de parcourir les récits de Grégoire

de Tours pour se convaincre de la cruauté des guerres des v° et vi° siècles. Lorsqu'en 532 Thierry, un des fils de Clovis, en vahit l'Auvergne, tout fut dévasté; les églises et les monastères furent rasés jusqu'aux fondements; les jeunes gens et les jeunes femmes trainés les mains liées, à la suite du bagage, pour être vendus comme esclaves. « Rien ne fut laissé aux malheureux habitants de ce qu'ils possédaient, si ce n'est la terre seule que les barbares ne pouvaient emporter. » (Script. rer. Gall., III, 191 et 356.) La chévalerie et les efforts du clergé introduisirent quelque adoucissement dans les usages de la guerre (voy. CHEVALERIE). Certaines, armes furent prohibées entre chevaliers, et d'ailleurs l'appàt d'une rançon faisait presque toujours épargner les ennemis d'un rang élevé. Cependant l'histoire des xive et xvº siècles est encore remplie de traits d'une cruauté sauvage. Il faut arriver aux xvie et xviie siècles pour trouver un adoucissement au droit de la guerre. L'usage d'entretenir des ambassadeurs chez les peuples voisins, les relations commerciales et les intérêts qui liaient ainsi les nations entre elles, l'humanité qui commençait à pénétrer dans les mœurs, tout contribua à rendre moins atroce le droit de la guerre. Grotius put ecrire, en 1625, le traité qui déterminait le droit des gens en cas de guerre. Parmi les anciens usages qui se rattachent à la guerre, il faut d'abord parler de la déclaration qui la précédait et qui était une tradition de l'antiquité.

§ 1er. Déclaration de guerre. — Au moyen âge, la déclaration de guerre était accompagnée de formes solennelles. Le duc de Bourgogne se préparant à faire la guerre aux Liégeois (1467) envoya des hérauts pour leur signifier la déclaration de guerre; ils tensient d'une main une épée nue, et de l'autre une torche allumée pour indiquer une guerre impitoyable, à feu et à sang. Dans une autre circonstance. Artois, rui d'armes de Bourgogne, n'ayant pas été reçu par les Parisiens qui gardaient la porte Saint-Antoine, et auxquels il présentait les lettres de son maître, plaça la déclaration de guerre dans un bâton fendu qu'il planta en terre. Un des derniers exemples de cette coutume eut lieu en 1635, sorsque la France déclara la guerre à l'Espagne. Un héraut d'armes de France, sous le titre d'Alençon, se rendit à Bruxelles, se revêtit de la cotte d'armes violette, parsemée de fleurs de lis en or, avec les armes de France et de Navarre par devant et par derrière, et fit sonner par un trompette

les chamades accoutumées. On le conduisit dans la ville où il attendit longtemps que le cardinal infant fût prêt à le recevoir, ce qui était toujours retardé sous divers prétextes. Enfin, voyant la journée se passer sans qu'il eût audience, il tira de sa poche la déclaration écrite dont il était porteur, et voulut la remettre aux hérauts du pays qui l'étaient venus trouver. Ceux-ci ayant refusé de la prendre, il sortit avec eux du logis où il avait eté reçu et jeta sa déclaration par terre à leurs pieds. Elle portait que, « le cardinal infant n'ayant pas voulu rendre la liberté à l'archevêque de Trèves, électeur de l'empire, qui s'était nois sous la protection du roi, alors qu'il ne pouvait recevoir de secours de l'empereur mi d'aucun prince, et s'obstinant contre la dignité de l'empire et le droit des gens, à retenir prisonnier un prince souverain qui n'avait pas de guerre avec l'Espagne, le roi de France était résolu de tirer raison par les armes de cette offense qui intéressait tous les princes de la chrétienté.» Cela fait, il traversa la ville, reprit le chemin de la France; et, arrivé au dernier village des Pays-Bas sur la frontière, il planta en terre un poteau portant copie de la même publication. (Bazin, Histoire de France sous Louis XIII.)

§ II. Guerre au moyen Age ; cris de guerre. — Au moyen âge, la guerre était moins une lutte régulière soumise aux lois de la tactique, qu'une mêlée confuse où la force physique, la trempe des armela vigueur des coursiers, l'adresse assu. raient le succès. Chaque chevalier était, comme le chef de bande, chez les Germains, le centre d'une troupe qui se ralliait à son cri de guerre. Ces cris d'armes variaient à l'infini : Jérusalem pour les sires de Chaulieu; Passavant pour les comtes de Sancerre; Chastelvilain l'arbre d'or, pour les seigneurs de Chateauvilain, etc. (voy. un grand nombre de cris d'armes dans du Cange, dissertations à la suite de Joinville). Les villes avaient aussi leur cri d'armes, à l'époque où les milices communales combattaient sous la bannière de la cité. C'était tantôt le nom de la ville même, tantôt celui du patron. Ce ne tut qu'à la longue que domina le cri d'armes des rois de France. Montjoye Saint-Denys! Enfin, au xvie siècle, la tactique militaire commença à substituer aux mêlées du moyen age une discipline savante qui faisait mouvoir sous l'impulsion d'une pensée et d'une volonté uniques, des milliers d'hommes dont toutes les manœuvres devaient se concerter. Peu à peu la guerre devint une science.

S III. Guerre dans les temps modernes.

- Les capitaines espagnels et italiens du xvi siècie, Gonzalve de Cordoue, Pedro de Navarre, Alexandre Farnèse, puis Gustave Adolphe, Condé, Turenne, Frédéric II, Napoléon marquent les diverses phases de la tactique militaire. Un autre progrès de la guerre, c'est qu'elle devient plus rare à mesure que l'on avance vers les temps modernes. L'état de guerre est l'état habituel du moyen age ; la paix ne règne que de loin en loin. Les causes de la guerre sont souvent aussi futiles que les conséquences en sont déplorables. Au xvr siècle, les guerres ont du moins des causes plus sérieuses. Soit que la France entreprenne au loin des conquêtes, soit que les protestants et les catholiques en viennent aux mains pour des questions religienses, le motif qui les met aux prises a une importance réelle. An avii siècle, la France combat pour conquérir ses limites naturelles et la prépondérance en Europe. Si l'ambition de Louis XIV l'entraîna par la suite hers de cette voie, on ne peut nier que, sous Richelieu et pendant les trente premières années de Louis XIV, elle n'ait poursuivi son but avec gloire et succès. Au xvmie siècle, la guerre ne fut pas toujours entreprise dans un intérêt national; mais pendant la révolution et le consulat, elle eut un motif glorieux, la défense du terrisoire menacé et l'acquisition des frontières naturelles. Estrainée plus tard dans des conquêtes ambitiouses, la France perdit le fruit de tant d'efforts; mais depuis les grandes guerres de l'empire, et, sauf quelques expéditions de courte durée, la France a gatté une paix prolongée, dont l'histoire d'aucune époque n'offre d'exemple. La seule guerro permanente qu'elle ait soutenue est une guerre de la civilisation rendu au christian ame et au monde civilisé une partie considérable de l'Afrique.

§ IV. Des prisonniers de guerre; partage du butin. - Bans l'origine les prisonniers de guarre étaient tués ou ré-duits en esclavage. Plus tard ils furent mis à rançon et l'intérêt du vainqueur sut de les épargner; car ils étaient ounsidérés comme faisant partie du butin et appartenzient à celui qui les avait pris. C'était une loi de la guerre que le parvage égal du butin entre tous les guerriers. Chez les Francs, le roi n'avait que la part qui lui était assignée par le sort. Un en trouve une preuve frappante dans l'histoise du vase de Soissons. Clovis voulait, après la bataille de Seissons (486), retirer du botin un vase d'or qu'il destinait à saint Remy, archevêque de Reims. Mais un Franc frappa le vase de sa hache en

s'écrisat : « Tu n'avras du butin que ce que le sort t'accordera.» Clovis n'osa se venger immédiatement, et ce ne sut que plus tard qu'il tua ce soldat sous prétexte que ses armes étaient en désordre. Mans la suite on renonça à ce partage du butin; mais les soldats conservèrent ce qu'ils avaient enlevé dans les villes prises d'assaut, et mirent à rançon leurs prisonniers. Lorsque la discipline devint plus sévère et qu'une solde régulière permit de supprimer ces coutumes du moyen age, les prisonniers appartinrent à l'État, et le butin fait sur le pays ennemi dut être versé dans le trésor public comme les contributions de guerre.

La guerre offensive est celle dans laquelle on attaque l'ennemi ; la guerre defensive, celle dans laquelle on repousse une attaque.

GUERRE (Droit de). — On appelait droit de guerre une somme que les propriétaires du pays où campait une armée payaient au général de cette armée pour se garantir du pillage et obtenir une sauvegarde pour eux et leurs domaines. Ce droit de guerre était encore en usage aux xym et xyme siècles.

GUERRE (Ministère de la).—Voy. Mi-NISTÈR**ES.**

GUERRES PRIVEES.—Les guerres prives étaient une conséquence de l'organisation sociale créée par la conquête. En effet, le partage des terres tirées au sort constitua autant de petites souverainciés rivales, dont les limites imparfaitement déterminées devenaient une source de guerres perpétuelles pour des hommes violents qui ne connaissaient d'antre loi que la force. Aussi voit-on que déjà, sous contre la barbarie, une guerre qui a dejà la première et la seconde race, les guerres privées désoluient la France, an les désignait sous le nom de sehde ou [ædæ; mais du moins à cette époque le droit de guerre privée n'était pas reconnu, et lorsque le pouvoir royal était confié à une main énergique, il réprimait l'usurpation des seigneurs. Les Capitalaires de Charlemagne prohibèrent les sende sous des peines sevères et ordonnèrent de couper la main à ceux qui se rendraient coupables d'un pareil attentat. Mais lorsque la sécdulité triompha, chaque seigneur se proclama souverain dans ses domaines, et le droit de guerre fut un des droits régaliens qu'usurp la féndalité. On sait combien les con quences en furent déplorables.

La France fat desolee par de craelles famines à la fin du xe et au commencement du xie siècle. On en vint dans

quelques contrées à se nourrir de chair humaine. « Sur les chemins, dit un historien contemporain, nommé Raoul Glaber, les forts saisissaient les faibles, les déchiraient, les rôtissaient et les mangeaient. Quelques-uns présentaient à des enfants un œuf, un fruit et les attiraient à l'écart pour les dévorer. Ce délire, cette rage allaient au point que la bête était plus en sureté que l'homme. Comme si c'eût été désormais une coutume établie de manger de la chair humaine, il y en eut un qui osa en étaler à vendre dans le marché de Tournus. Il ne mia point et fut brûlé. Un autre alla pendant la nuit déterrer cette même chair, la mangea et fut brûlé de même. »

L'Eglise s'efforça la première de mettre un terme à ces effroyables calamités en préchant la paix de Dieu et la trêve de Dieu. Mais le remède ne fit que constater l'excès du mal. La trêve de Dieu (1041) ne suspendait les guerres prives que pendant quatre jours de la semaine, du mercredi soir au lundi matin. Il restait encore trois jours pour piller les campagnes, détruire les moissons sur pied, et incendier les maisons. Lorsque la royauté devint plus puissante, elle s'efsorça de mettre un terme à ces brigandages. On attribue à Philippe Auguste l'ordonnance appelée quarantaine-le-roi; elle prescrivait de laisser un intervalle de quarante jours entre la déclaration de cuerre et les hostilités. Pendant ce temps, la royanté intervenait et la guerre se changeait en procès. Saint Louis rendit de nouvelles ordonnances dans ie même dut. La quarantaine-le-roi fut confirmée par l'asseurement ou garantie que le roi donnait à la partie en faveur de laquelle les juges royaux se seraient prononces. Ces premiers règlements de saint Louis sout antérieurs à son départ pour la croisade. Après son retour, en 1256, il prohiba absolument les guerres privées, et, quoiqu'on en trouve encore des traces sous les règnes suivants, elles deviennent une exception et sont punies par la royauté, lorsque celle-ci est assez forte pour faire respecter ses droits.

GUESPIN ou GUÉPIN. — L'usage était autrefois d'appeler guespins ou guépins les habitants d'Orléans et en général les gens fins et rusés. Ce mot paraît dérivé du mot guépe qu'on écrivait autrefois guespe. Il semble même, d'après une ancienne relation de l'entrée de Charles-Quint dans Orléans en 1539, que les guespins étaient des écoliers qui formaient une espèce d'association ou de

confrérie. On y lit en effet: « Après venaient les maîtres d'école, les mèdecins,
puis les officiers de l'université, les conseillers et les guespins d'icelle. » Ce-mot
paraît désigner ici les écoliers de l'université d'Orléans, dont la corporation
était analogue à celle des bazochiens de
Paris. On trouvera une notice spéciale
sur les guépins d'Orléans dans le recueil
des meilleures dissertations relations à
l'histoire de France, par M. Le Ber.

GUET. — Le guet ou garde de nuit remonte à une époque fort ancienne, et, sous ce nom germanique dérivé de wache (garde, veille), on retrouve probablement les vigiles ou gardes de nuit établis dans Rome par les empereurs romains. Clotaire II fit, en 1595, un règlement pour les gardes de nuit. Il portait qu'en cas de vol nocturne, les gardes du quartier seraient responsables s'ils n'arrêtaient le voleur. Si le voleur fuyait d'un quartier dans un autre et n'était pas arreté par les gardes du quartier où il se réfugiait, la responsabilité tombait sur ces derniers. (Capit. des rois de France, ed. Baluze, t. I, p. 514). Charlemagne confirma ce règlement en 803. Le capitulaire de villis recommande d'entretenir continuellement dans les maisons des fiscs des feux et des gardes pour qu'elles n'éprouvent aucun dommage. Un autre capitulaire de Charlemagne, en date de 813, condamne à une amende de quatre sous ceux qui ne remplissaient pas exactement le service de la garde nocturne. Dans un capitulaire de Louis le Débonnaire, l'empereur recommande de faire les gardes, qu'on appelle vulgairement guet (wactas). L'assemblée de Pistes sons Charles le Chauve fait la même prescription: « Que dans les villes et les murches on fasse le guet (wactas) pour la défense de la patrie »

Dans une charte de Chrodegand, évêque de Metz, citée par D. Calmet (Hist. de Lorraine, t. I, 1re col. 282), le guet est mis à la charge des propriétaires des manses, qui devaient se le notifier à l'aide d'une claca. « Sur les terres de l'abbaye de Prum, dit M. Guérard (Prolégomènes du Polypsyque d'irminon, p. 777), l'obligation de gerder la maison et la cour seigneuriale est fréquemment imposée aux tenanciers. D'après le commentaire du moine Césaire, ce service consistait, depuis le jour que les blés avaient été rentrés dans la grange sei-gneuriale jusqu'à celui où l'on avait achevé de les battre, à les faire surveiller et garder la nuit par les serfs chaqun à son tour, pour empêcher les méchants d'y mettre le seu. S'il arrivait un malheur par désaut de surveillance, les gardiens en étaient responsables. De plus, à l'arrivée de l'abbé, lorsque les serss en étaient requis, ils étaient tenus de monter la garde autour de sa personne et des siens, pour éloigner d'eux tout sujet de crainte pendant la nuit. » Ces usages, communs à la plupart des domaines de la période carlovingienne, se retrouvent à l'époque séodale. Le service du guet était imposé aux vassaux pour la garde des châteaux sorts. Lorsque les communes s'émancipèrent aux xue et xue siècles, les bourgeois surent aussi chargés de saire le guet pour la désense des villes.

On appelait ordinairement guel la garde qui veillait pendant la nuit à la sureté de Paris. La plupart des villes avaient aussi une garde nocturne chargée de faire le guet. On distinguait, à Paris, le guet assis et le guet royal. Le premier se composait de milices bourgevises qui avaient des corps de garde fixes, d'où elles tiraient le nom de guet assis. Ce guet existait dès le xiii siècle. De la Marre (Traité de la Police, I, 256, édit. de 1718) cite une ordonnance de saint Louis rendue en décembre 1254 pour la sureté de Paris et où le guet est mentionné. On y voit que les habitants de cette ville, « pour la sûreté de leurs biens, et pour remédier aux périls, aux maux et accidents qui survenzient toutes les nuits dans Paris par feu, vol, larcins, violences, rapts, enlèvements de meubles par les locataires pour frustrer leurs hôtes, etc., avaient supplie le roi de leur permettre de faire le guet pendant la nuit. » Deux inspecteurs ou clerce du guet étaient chargés d'avertir chaque communauté d'artisans du jour où elle devait fournir les soldats du guet. Il arrivait souvent que ces clercs du quet vendaient aux bourgeois des exemptions de service. Aussi, en 1363, furent-ils supprimés et remplacés par deux notaires du Châtelet chargés de rétablir la discipline dans les gardes du guet. Les milices bourgeoises commandées pour ce service devaient se présenter au Chatelet, en hiver, à l'entrée de la nuit, et en été lorsqu'on sonnait le couvre-seu à sept heures du soir. On faisait l'appel des gens de métier et on les distribusit dans les quartiers où ils devaient se tenir éveillés et armés jusqu'au point du jour. Celui qui faisait sentinelle au Châtelet sonnait la trompette, signal qu'on appelait gueste cornée. Les compagnies bourgeoises, qui formaient le guet assis, furent supprimées en 1559; mais

en même temps on augmenta le guet

roval.

Il est question du guet royal dès le temps de saint Louis; il était chargé de veiller à la sûreté de Paris en organisant des rondes à pied et à cheval. Ce corps n'était primitivement que de vingt sergents à cheval et de vingt sergents à pied sous les ordres du chevalier du guet. Dès l'année 1254, le commandant du quel royal est appelé chevalier du quel (miles guell) dans une ordonnance de saint Louis, et il figure avec le même titre dans un arrêt du parlement de Pâques 1254). « On appelle en France chevalier, dit de La Roque (Traité de la Noblesse) celui qui était nommé par les Latins miles. » l'insiste sur ce point parce qu'à l'article Chevalier du gues (VOY, CHEVALERIE) j'ai rappelé une autre opinion qui fait dériver ce nom de ce que l'ordre de l'Etoile aurait été donné au commandant du guet.

La compagnie du guet royal sut portée dans la suite par François les (janvier 1539) à vingt hommes de cheval et quarante hommes de pied. Le guet assis ou bourgeois sut supprimé par édit du mois de mai 1559. Dans la suite, il y eut plusieurs changements dans l'organisation du service militaire de Paris. Le guet bourgeois fut rétabli au commencement des guerres de religion, puis supprime de nouveau après la paix d'Amboise, en 1563. Un édit du mois de novembre 1563 porta le guet royal à cinquante hommes de cheval et cent hommes de pied. Le nombre des soldats du quet s'accrut à mesure que Paris s'étendit. Au xviii siècle, il était de cent soixante cavaliers et de quatre cent soixante-douze fantassins. On peut consulter sur le guet les Antiquités de Paris par Sauval et le Traîté de la police

par de la Marre.

GUET DE SAINT-LAZARE. — Fête qui se célébrait à Marseille et qu'on appelait aussi course du cheval de Saint-Victor. Voy. Fètes, § III.

GUETTE, GUETTEUR.—Le mot guette s'employait autrefois pour indiquer la plate-forme la plus élevée d'un château fort. Là était placée la cloche d'alarme, près de laquelle veillait le guetteur. Au moindre indice de danger, il sonnait la cloche ou faisait retentir un cornet appelé oliphant. A ce signal, les hommes d'armes couraient aux remparts, on levait les ponts-levis, on abaissait la herse et on se préparait à repousser l'ennemi.

GUEULES. - Terme de blason indi-

quant la couleur rouge. Ce mot se met toujours au pluriel. La couleur de gueules était la plus noble, et primitivement il était défendu de porter de gueules à moins d'être prince ou d'avoir obtenu une autorisation spéciale. Les uns prétendent que ce mot vient de la gueule des animaux qui est rouge, d'autres le font dériver des langues orientales et soutiennent qu'il a été apporté de l'Asie par les croisés.

GUEUX. — Nom d'une faction qui a joué un rôle important dans les guerres des Pays-Bas. Henri de Brédérode et d'autres nobles de ce pays adoptèrent la besace et l'écuelle de bois en signe de gueuserie, vers 1566. Les gueux étaient soutenus par les protestants de France.

GUI, GUILANLEU. — Le gui de chêne était une plante sacrée pour les druides et ils allaient en grande pompe cueillir le gui le sixième jour ou plutôt dans la nuit de la sixième lune après le solstice d'hiver, où commençait leur année. Ils appelaient cette nuit, nuit mère. Le chef des druides cueillait le gui avec une faucille d'or; les autres druides, vêtus de tuniques blanches, le recevaient dans un bassin d'or, qu'ils exposaient ensuite à la vénération du peuple. Comme on attribuait au gui les plus grandes vertus, et entre autres des propriétés curatives merveilleuses, ils le mettaient dans l'eau, et distribuaient cette eau lustrale à ceux qui en désiraient pour les préserver ou les guérir de toutes sortes de maux. Cette eau était aussi regardée comme un remède souverain contre les maléfices et sortiléges. Cet usage druidique se perpetua sous diverses formes dans presque toutes les parties de la France. Plusieurs textes des conciles ou synodes attestent qu'aux xvi• et xvii• siècles, on se livrait encore dans les campagnes à des fêtes qui rappellent la cérémonie du gui sacré. et qu'on appelait guilanleu ou agui/anneuf (gui de l'an neuf). Un synode d'Angers, de 1595, prohiba cet usage. En voici le texte : « Par certaine coutume, de longtemps observée, en quelques endroits de notre diocèse, disent les membres du synode, et principalement dans les paroisses qui sont sous les doyennés de Craon et de Condé, le jour de la fête de la Circoncision de Notre-Seigneur, qui est le premier jour de l'an, et autres suivants, les jeunes gens de ces paroisses de l'an et de l'autre sexe, vont par les églises et maisons faire certaines quêtes, qu'ils appellent aguilanneuf, les deniers de laquelle ils promettent employer en un cierge en l'honneur de Notre-Dame

ou du patron de leur paroisse. Toutefois nous sommes avertis que, sous ombre de quelque peu de bien, il s'y commet beaucoup de scandales; car, outre que desdits deniers et autres choses provenants de ladite quête, ils n'en emploient pas la dixième partie à l'honneur de l'Eglise, mais consument quasi tout en banquets, ivrogneries et autres débauches; l'un d'entre eux, qu'ils appellent leur follet, sous ce nom prend la liberté, et ceux qui l'accompagnent aussi, de faire et dire, en l'église et autres lieux, des choses qui ne peuvent être honnêtement proférées, écrites ni écoutées, même jusqu'à s'adresser souvent avec une insolence grande au prêtre qui est à l'autel, et contrefaire par diverses singeries les saintes cérémonies de la messe et autres observées en l'église; et, sous couleur dudit aguilanneuf, prennent et dérobent ès maisons où ils entreut tout ce que bon ieur semble, et ne peut-on les empêcher, pour ce qu'ils portent betons et armes offensives; et outre ce que dessus sont une infinité d'autres scandales : ce qui étant venu à notre connaissance par les remontrances et plaintes qui nous en ont été faites par aucuns ecclésiastiques et autres, désirant pour le dû de notre charge, remédier à tels désordres; considérant que Notre-Seigneur chassa bien rudement et à coups de fouet ceux qui, dans le temple, vendaient et achetaient les choses nécessaires pour les sacri-fices, tant s'en faut qu'ils fissent telles méchancetés que ceux-ci, leur reprochant que de la maison d'oraison ils avaient fait une tanière et retraite de voleurs; à l'exemple d'icelui, poussés de son Saint-Esprit et de l'autorité qu'il lui a plu nous donner, nous défendons trèsexpressement à toutes personnes, tant de l'un que de l'autre sexe, et, de quelque qualité et condition qu'elles soient, sur peine d'excommunication, de saire do-rénavant la dite quête de l'aguilanneuf en l'église ni en la manière que dessus; ni faire assemblée pour icelle plus grande que de deux ou trois personnes, pour le plus, qui à ce faire seront accompagnées de l'un des procureurs de fabrique ou de quelque autre personne d'age; ne voulant qu'autrement ils sassent l'aguilanneuf, et, à la charge d'employer en cire, pour le service de l'Église, tous les deniers qui en proviendront, sans en retenir ni dépenser un seul denier à autre usage. Mandons et enjoignons a tous recteurs et curés des églises et paroisses, et autres ayant charge d'ames en ce diocèse, sur peine de suspension a divinis pour un mois et de plus grande peine par après, si elle y échet, qu'ils n'aient à permettre ni souffrir telles choses se faire en leurs paroisses, autrement que nous l'avons déclaré ci-

dessus. » Depuis cette époque, on ne fit plus de quête de l'aquilanneuf dans les églises du diocèse d'Angers et on n'y vit plus de follet. Mais la quête continua hors des églises avec tant de licence et de scan-dale qu'un autre synode de la même ville, ienu à la Pentecôte, en 1,666, fut obligé de condamner de nouveau cet usage. « Il se commet un ahua, dissit le synode, dans la plupart des paroisses de la campagne. C'est qu'en certains temps de l'année, il se fait des assemblées de personnes qui vont quêter par les paruisses pour l'entretenement du luminaire, ce que l'on appelle vulgairement quilanten ou qui l'an neuf ou bachelettes, et que, durant ceus quête il se sait des réjouissances on plutôt des débauches, avec des danses, des chansons dissolues et des licences, qui sont d'au-tant plus criminelles, qu'il semble aux simples que l'intérêt de l'Église les, ait autorisées comme une loughle coutume. C'est pourquei nous défendens à toutes personnes, de quelque âge, sexe et condition qu'elles soient, de faire à l'avenir de pareilles assemblées de guilanieu et aux curés de les souffrir, et, pour ôter ce désordre, nous leur ordonnous de nommer eux-mêmes des personnes de probité reconnue, qui rendront cet of-dee à letr église par charité, sans aucun salaire ni abus, à peine de aupprimer entièrement leadites quêtes, si le désordre ne cesse. Cependant nous exhortons les fidèles de les continuer et même de redoubler, s'il as peut, leurs anmônes pour la luminaire et les antres besoins de leurs paroisses, les donnant aux procureurs de fabrique ou sutres personnes quiseront préposées pour faire les quêtes. qui les seront avec modestie et les emploieront utilement pour les nécessités de l'Église. » Les synodes parvinrent entin à détruire les abus, entés sur le paganisme, qui s'étaient perpétués avec une si tens on obstination; mais ils n'ont pu effacer les derniers, vastiges de ces cérémonies druidiques. Quelques tradițions, fort innocentes d'ailleurs, en ont perpetué le souvenir. Ainsi, dans certaines provinces et spécialement en Normandia, on donne aux enjants, à la nouvelle apnée, de petits presents qu'on appelle aguignette ou haguignette, mot qui rappelle l'aguilan-neuf de l'Anjou. L'usage des enfants d'aller demander les aguignettes rappelle aussi les quêtes d'Angers proscrites par

les synodes dont nous avens cité les décrets. — Voy. C. Le Ber, Collection des meilleures dissertations relatives à l'histoire de France, t. IX, p. 443 et anim.

GUIAGE. — Droit que les habitants payaient dans certains lieux pour la sâreté des chemins. — On appelait encore quiage l'obligation imposée, en quelques provinces, aux habitants des hords de la mer de tenir des fambeaux allumés sur les tours pour diriger les vaisseaux.

GUIBRAY (La). — Nom d'une foire eslèbre qui se tient dans un faubourg de Palaise; elle commence lu 10 mont et dure huit jours. Il y amit autrefois exemption de péages pendant la durée de la foire et l'on faisait remonter ce privilège à Guillaume le Conquérant qui était né à Falaise,

GUICHET, GUICHETHER.— Guichet se dit surtout de la porte d'une prison; les guichetiere sont changéa de la garde des prisons. Vog. Passons.

GUIDAGE: — Même sans que grasge:

GUIDES. — Coppe de capalerie. Voy. Quoanisanos multaire.

GUIDON, GHIDONNAGE. — Le quiden était un drapeau des anciennes compagnies de cavalerie; il était large dans la partie supérieure et se terminait en pointe. — On appelait aussi quidon l'officier qui portait de drapeau. Le marquis de Sévigné était quidon des gendarmes-dauphins. Mine de Sévigné, en parlant de la charge de son fils, emploie souvent le mot quidonnage: « Mon fils est désespéré du quidonnage: » Notre pauvre quidon se meurt d'ennui dans le quidonnage, » etc.

GUILLELMINES, GUILLEMINES, — Ordre religionx fondé, en 1446, près de Sienne, par Guillanme de Malaval. Ives guillemites autrient la règle de Saint-Benoît. On les appelait en France blance-montesus, pance-qu'en 1228: Philippe le Bel leur avait donné le couvent des servites ou blance-manteaux. Voy. Glance Réguline. — Il y avait des religieuses du même ordre appelées guillemines. Elles avaient un monastère à Montpellier.

GUII.LEMS. — Monnaie que Jean XY, comte de Foix, fit frapper à Pamiers, au commencement du règne de Charles.VI.

GUILLOTINE. — Instrument de supplice qui fut adopté, en 1792 (20 mars), sur la proposition du médecin Guilletin. Get instrument, qui paraît avoir été emprunté à l'Italie, tranche la tête par une opération purement mécanique.

GUIMBARDES. — Chariots dont on se servait sutrefois à Lyon peur transporter les marchandises. — On appelait aussi guimbarde une danse ancienne et un jeu de carte ch la dame de comer était la guimbarde en principale sarte.

GUIMPE. — Partie du vêtement des réligieuses qui enveloppe le cou et les deux côtés de la tête. De là le verbe guimper qui signifiait autresois se faire religieuse.

CUINGUETTE. - Voy. Lieur Perlics.

GUIONAGE. — Droit que les seigneurs levaient autrefois dans leurs domaines pour assurer la sûreté des routes et du transport des marchandises.

GUISARDS. - Partisans des Guises et de la Ligue.

GUISARMS.—Hache à deux tranchante dont en se servait en France au moyen àge.

GUTTRES. — Factioux, qui, en 1548, se révoltèrent en Guienne à l'occasion des gabelles; on leur donna le nom de guitres du bourg ou ils s'étaient réunis.

GYMNASE, GYMNASTIQUE. — Le mot gymnase rappelle surtout des souvenirs de l'antiquité et les luttes en les jeunes Grees développaient leurs forces physiques. Cependant le nom de gymnase s'est concervé dans les temps modernes. Qualques établissements d'instruction publique s'appellent gymnases, par exemple, à Strachourg, le gymnase de Samu-Guillaume, école secondaire protestante. — Le mot gymnastique désigne les exercioss physiques qui, en 1918, furent mis-

en honneur par le colonel Amoros. Depuis cette époque jusqu'à nos jours, la gymnastique n'a cessé de faire des progrès; elle a été introduite dans l'armée et dans les lycées; elle fait maintenant partie de l'éducation de la jeunesse.

Gynéceb, Gyneciaires. — L'usage des gynécies (lieu où les femmes d'une maison se réunissaient pour travailler) exista en Gaule longtemps après les invasions des barbares. Charlemagne en parle dans ses Capitulaires. Il désigne les objets qui devaient être fournis par ses officiers aux femmes des gynécies : c'était du lin, de la laine, de la garance, de l'écar-late, des peignes à carder, etc. Il semble, d'après plusieurs passages des Capitulaires et le témoignage des autres decumenus, que les gynécies étaient des ateliers de femmes pour la fabrication des fils et des tissus. Dans la suite, les gynécées devinrent des lieux de débauche (Guérard , Polypt. d'Irminon, prolégemènes, § 338). — On appelait gynéciaires les ouvriers des deux sexes qui travaillaient dans ces établissements. On trouve, en effet, la preuve que les hommes y étaient employés aussi bien que les femmes.

GYROVAGUES. — « On appelait ainsi, dit Fleury (Institution au droit ecclésiae-tique, chap. xxi), des moines errants qui couraient continuellement de pays en pays, passant par les monastères, sans s'arrêter dans aucan, comme s'ils n'eussent trouvé nuile part une vie assez parfaite. Ils abusaient de l'hospitalité des vrais moines pour se faire bien tratter, entraient en tous lieux, se mélaient avec toutes sortes de personnell, sous prétexte de les convertir, et menaient une vie déréglée à l'abri de l'habit monastique qu'ils déshonoraient. »

·H

MARILLEMENT. Habillement des Francais aux déverses époques de leur hietoire. — Je ne puie qu'esquisser, dans ce Dictionnaire, un sujet aussi vaste et aussi difficile. Les caprices de la mode ont été infinise; il ne peut être question de les retraces dans cet article; mais soulement de marquer à grande traits les principales variations du costume des Français.

§ 1. Habilement des Gaulois et des France; costume de Charlemagne. — Tout ce qui est antérieur au x1º siècle, où des représentations figurées donnent une idée

précise des détails du costume, est problématique. On sait que les Gaulois portaient de larges pantalons appelés bruées, et une espèce de blouse nommée casulo (petite maison) d'où l'on a fait chasuble. Ils jetaient sur cette tunique sans manches un manteau appelé says ou sayon, et dont l'étoffs plus eu moins fine, les couleurs plus ou moins éclatantes annonçaient la diversité des conditions. Leurs pieds et leurs jambes étaient recouverts de bottines de cuir, nonmées caligse, d'où vint à l'empereur Caius le surnem de Caligula. Ce vètement est encore, à peu de chose près, celui des paysans. La blouse de drap grossier ou de toile avait souvent un capus e ou capus hon qui abritait la tête contre la pluie ou l'ardeur du soleil. Les moines adoptèrent et conservèrent presque sans changement le vêtement des pays ins gaulois. Les guerriers chargement leurs membres de bracelets qui étaient quelquefois enrichis d'or et de

pierres précieuses.

La conquête des Romains et celle des barbares n'ont exerce que peu d'influence sur le costume des classes inférieures. Les chefs seuls adoptèrent la toge romaine, ou le vêtement serré et les fourrures qui faisaient donner aux rois francs le nom de reges pelliti (rois couverts de fourrures). Sidoine Apollinaire nous a laissé une description des guerriers francs, où il parle de leur vêtement. J'emprunte la traduction que M. Aug. Thierry a donnée de ce passage (Lettres sur l'histoire de France, Vielettre): « Les Francs relevaient et rattachaient sur le sommet du front leurs cheveux d'un blond roux, qui formaient une espèce d'aigrette et retombaient par derrière en queue de cheval. Leur visage était entièrement rasé, à l'exception de deux longues moustaches qui leur tombaient de chaque côté de la bouche. Ils portaient des fiabits de toile ser-1.68 an colde of and les membres arec ni large ceinturon auquel pendait l'épée. »

On n'a que peu de renseignements sur le costume des semmes à cette époque. Fortunat, s'adressant à Radegonde, sait allusion à l'usage où étaient les semmes de se couronner de seurs. « Ces seurs, lui dit-il, qui plaisent par leur parsum, plaisent encore plas, lorsque ta main les entrelace dans ta chevelure. » Il est question, dans Grégoire de Tours, de robes de soie; mais cet historien en parle comme

de vêtements magnifiques.

Charlemagne conserva, dans son costume, les usages germaniques. « Il portait, dit Eginhard, le costume de sa patrie, c'est-a-dire le costume des Francs (vestitu patrio, id est Francisco, utebatur). Quant aux vêtements étrangers, il les rejetait, quelque magnifiques qu'ils fussent, et ne consentit jamais à s'en servir, si ce n'est deux fois à Rome, sur la demande du pape Adrien et de son successeur Léon. Il porta dans ces circonstances une longue tunique et une chlamyde ou manteau avec des chaussures à la mode des Romains. » Ce passage d'Eginhard s'accorde bien avec l'indignation que témoigna Charlemagne contre les Francs qui remplaçaient le costume national par les vêtements gaulois. Rencon-

trant un jour des Francs qui portaient des braies. « Voilà, s'écria t-il, nos hommes libres qui prennent les habits du peuple qu'ils ont vaincu. » Il défendit aux. Francs, ajoute le moine de Saint-Gall, d'adopter le vêtement gaulois. Quoique la chronique du moine de Saint-Gall ait souvent un caractère romanesque, il n'est pas sans intérêt de lire la description qu'il nous a laissée du costume des Francs. Il affirme avoir vu lui-même ces vêtements dont il ne donne pas une idée très-nette. J'ai cherché dans la traduction suivante à rendre le plus iidèlement possible sa pensée, sans être sûr d'y avoir réussi:

« Les ornements des anciens Francs, quand ils se paraient, étaient des brodequins dorés par dehors, garnis de courroies longues de trois coudées. bandelettes de plusieurs morceaux leur couvraient les jambes. Sous ces brodequins ils portaient des chaussettes et des hauts de chausses de lin d'une même couleur, mais d'un travail précieux et varié. Par-dessus les chausses et les bandelettes, les longues courroies dont nous avons parlé étaient serrées en dedans et au dehors en forme de croix, tant par devant que par derrière. Enfin venait une chemise d'une toile très-fine. Un baudrier soutenuit leur épée, qui etait placée dans un fourreau, et entourée d'une lanière et d'une toile très-blanche et rendue plus sorte avec de la cire brillante. Au milieu de l'épée de petites croix formaient saillie. afin de donner plus sûrement la mort aux païens. Le vêtement que les Francs mettaient en dernier et par-dessus tous les autres était un manteau blanc ou bleu de saphir, à quatre coins, double et tellement taillé que, quand on le plaçait sur ses épaules, il tombait par devant et par derrière jusqu'aux pieds, tandis que des cotes il venait à peine aux genoux. Dans la main droite se portait un bâton de pommier, remarquable par des nœuds symétriques, droit, redoutable, avec une pomme d'or ou d'argent, enrichie de belles ciselures. »

Ces détails sur le costume préféré par Charlemagne et les Francs de son époque ne sont pas tout à fait d'accord avec la description qu'en donnent les Grandes Chroniques de Saint-Denis. Mais cet ouvrage, rédigé à l'époque des croisades, a transporté les mœurs des x11° et x111° siècles au temps de Charlemagne. C'est donc comme tableau de mœurs au temps des croisades que nous citerons la description du costume de l'empereur franc, teile qu'elle se trouve dans les Chroniques de Saint-Denis. « De robes se revêtait à la manière de France; sur la chair usait

de chemises et de famulaires (caleçons) de lin; par-dessus vêtait une cotte (robe) ourlée de drap de soie; chausses et souliers étroits chaussait. En hiver vétait un manteau sourré de peaux de loutre ou de martre; toujours avait l'épée ceinte, dont le pommeau était d'or et d argent, et le baudrier d'un tissu de soie. Il portait quelquefois deux évées, mêmement aux grandes fêtes ou quand des messagers de terres étrangères devaient devant lui venir. Etranges manières de robes ne voulut oncques vetir, tant fussent belies. fors une fois tant seulement qu'il vétit une cotte et un mantel à la guise de Rome, à la prière de l'apostole (du pape) Adrien; mais, aux fêtes solennelles, avait un manteau tissu d'or et des souliers garnis de pierres précieuses, et sur son chef une couronne d'or ornée de riches pierres. Aux autres jours avait peu de différence de son habit et du commun babit du peuple. » L'auteur indique ici les principaux vêtements des Français au temps des croisades (xie xitie siècles): chausses montantes, souliers ou sandales, cotte ou longue robe recouvrant la chemise et les chausses, manteau enve- . tunique sans manches ou dont les man-

loppant tout l'habillement.

S II. Habillement des Français du XI. au XIII. siècle. — Parmi les plus anciennes représentations figurées ayant un caractère authentique, on doit citer la tapisserie de la reine Mathide, fille de Guillaume le Conquérant. Ce monument conservé à Bayeux présente une série de scènes relatives à la conquête de l'Angleterre par les Normands. On y voit figurer les Normands avec leurs casques pointus et leurs cottes de mailles formées d'anneaux de ser entrelacés. Un écrivain du XI siècle, Raoul Glaber, parie d'une ré-Volution qui s'accomplit dans la mode, au commencement de ce siècle, par l'arrivée des méridionaux qui accompagnaient la reine Constance, seconde femme de Robert le Pieux. « On vit alors, dit cet écrivain, arriver de l'Auvergne et de l'Aquitaine, les hommes les plus vains du monde. Leurs mœurs et leurs vêtements étaient également bizarres ; leurs armes et leurs équipages en désordre ; ils avaient la moitié de la tête rasée: semblables à des histrions, il portaient le menton ras; leurs chaussures et leurs bottes étaient de forme inconvenante. Ces modes détestables ne tardèrent pas à être adoptées par toute la nation française. » Il est probable que ces chaussures de forme extraordinaire et inconvenante, dont se plaint Raoul Glaber, ressemblaient aux souliers à la poulaine qui furent à la mode trois siècles plus tard.

Nous avons parlé ailleurs de l'armure dont les guerriers se couvraient à cette époque (voy. Armes). Ils portaient encore une casaque qu'on appelait jack ou jacque, et d'où sont venues les jacquettes et les justaucorps. Dans son château, le seigneur déposait l'armure de fer pour un costume plus léger et plus brillant. Il portait une longue robe serrée à la taille par une ceinture et descendant jusqu'aux pieds. On appelait coste hardie ce vêtement qui était commun aux deux sexes et qui dissimulait les détails du costume. Un sac en cuir, qui servait de bourse était suspendu à la ceinture et se nommait aumonière ou escarcelle. Cette bourse était quelquefois richement ornée et enrichie de grelots et clochettes d'argent, de broderies d'or et de pierres précieuses. Un testament cité dans le supplément de D. Carpentier au Glossaire de du Cange (vº Bursa) parle « d'une bourse de velours vermeil et d'un bourselot clochete d'argent.» Par-dessus la cotte hardie, on mettuit un surtout appelé alors surcol ou surcotte, parce qu'il recouvrait la coue. Le surcot était quelquesois une ches ne depassaient pas le coude; on appelait aussi ce vêtement colobe (du Cange, v° Colobium). Il était réservé à certaines classes et spécialement aux gens de loi. Enfin un loug manteau d'étoffe précieuse, garni ordinairement d'hermine ou de fourrures appelées menu-vair, complé-tait l'habillement du seigneur féodal en temps de paix. La chaussure habituelle était de couleur noire et serrée au-dessus du cou-de-pied. Tel était le costume de saint Louis decrit par Joinville. « J'ai vu plusieurs fois, dit cet historien, que le roi venait au jardin de Paris habillé d'une cotte de camelot, surcotte de futaine sans manches, ayanı un manteau par-dessus, et des sandales noires, » Les seigneurs portaient à cette époque un bonnet qu'on nommait mortier et qui était ordinairement de velours galonné d'or et entouré aussi de sourrures. Ce riche et noble costume des classes aristocratiques aux x1°, xiie et xiiie siècles, se conserva dans les parlements, lorsque les chevaliers adoptèrent les modes capricieuses et bizarres des xive et xve siècles.

Vers l'époque des croisades et jusqu'à la fin du xiii• siècle, le costume des semmes ne différait guère de celui des hommes. La cotte hardie et le surcot formaient l'habillement des nobles dames comme celui des chevaliers; seulement, au lieu du mortier, les femmes se couvraient la tête d'un bonnet en pointe, d'où pendait un voile dont les replis entoursient le cou et les épaules comme une guimpe de religieuse. Il y avait dans ce costume de la magnificance et de le sévérité.

Les classes inférieures n'avaient guère modifié leur habiliement primitif; homses et femmes s'enveloppaient principaloment en hiver d'un long manteau appelé cape ou chape, auquel était annexe un capachon qui es rabattait sur la tête en e do pluie. C'était toujours la saye gauleies. Les femmes de quelques provinces et principalement de Bretagne et de basse Mormandie portent encure des espoiss qui rappellent ces anciennes capes. La espeline était une coiffure de femmes, tantôt en velours, tantôt en paille, doublée de satin et ornée de plumes. Ce nom, comme celui de capachon, dérivait de la cape ou chape. On portait aussi, au xini siècle, un vêtement nommé ba-landran ou balandras. C'était un manteau de campagne doublé sur les épaules et la poitrine. Ce vêtement, qui date du moyen age, était encore usité au xvii siècie. La Fontaine en parle dans la fable de Borés et du Soleil :

Sous son belandres fair qu'il sue,

Lorsque ces manteaux étaient d'étoffe grossière, on les appelait bureaux. Villon a dit:

Mieuz vant vivre sous gros *èurequa* Pauvre, qu'avoir été seigneur Et pourrir sous riches tombesaus.

De grandes bottes en cuir appelées heuses ou houseaux complétaient l'habillement. C'est de gette partie du vêtement que vint à l'ainé des bis de Guillaume le Conquérant le nom de Courte-heuse ou equites bottes. Robert était, en affet, remarquable par son embonpoist excessif

et an petite taille. § III. Habillement des Français aux zipo et kyo siècles. — Aux xivo el xyo siècles, il y cut un changement complet dans l'habillement des doux sexes. La noblesse abandonna le long manteeu et le mortier ; on no les retrouve plus que dans les classes où se perpétue le respect des tra-ditions, dans la magiatrature et les universités. La robe rouge des parlementaires, le manteau d'hermine des présidents et des recteurs, les rabes des simples conscillers at des professeurs reppelaient l'ancien costume de la moblesse, Celle-ci dopts un vétement ceurl, de couleurs éclatantes et variées, serré à la tuille, hrodé evec luxa et appé seuvent exec une richesse hizarre. Le duc d'Orléans, frère de Charles VI, portait des robes garnies de paries. « Sur une des manches était écrit

en brederie teut au leng le dit de la chanson: Me dame, je suie plus joueux, et neté tout au long sur enseune des deux manches; cinq cent soixante-huit perles sorvaient à former les notes de la chanson. » D'autres portaient sur leurs vêtements des figures d'animaux. Les armojries des soigneurs s'étalaient sur leurs manteux, sur ceux de leurs fermunes, de leurs écuyers, de leurs varlets et même sur les housses de leurs choveux.

C'est alors surtont que as répandit l'usage des livrées on contents distinctives
qui signalaient tous les gens attachés à
un puissant seigneur. Elles tireient leur
nom de ce que le roi, à certaines fâtes,
et, à son exemple, les seigneurs lévraient des robes aux hommes de leur
suite. On trouve des traces de cet ueuge
même au xvur siècle luegs à la révolution de 1760, le roi faisait munatire à le
chambre des comptes une certaine nomme
pour l'achat des robes. Les livrées se portaient souvent d'une manière bisarre. On
voyait des équyers et variets avec des costumes de plusieurs nuances qu'en appelait contumes mi-pertie, et avec des
chausses de coulours différentes.

Cette révolution dans les nostumes ne s'accomplit pas sans provoquer des plaintes assez vives. On en treuve l'expression dans la continuateur de Guillaume de Nangis et dans les grandes chroniques de Saint-Denis. L'anteur, quel qu'il soit, dece dernier ouvrage, va jusqu'à attribuer le décastre de Crécy (1344) aux modes hisarves et inconvenantes qui prévalaient alors en France. « Les uns, dit-il, avaient des robes ei neurtes qu'elles ne leur venaient pas à la ceinture...; et ces robes étaient si étroites à vêtir et à dépouiller qu'il semblait qu'on les écorchât, et il leur fallait aide. Ils avaient une chausse d'un drap et l'autre d'autre, et leur venaient leurs cornettes et leurs manches près de terre, et, ils semblaient mieux être jongleurs que autres gens, et pour ce na fai pas merveilles, si Dieu voulut corriger les méfaits des Français. » Le second continuateur de Guillaume de Nancie issiste aur la magnificence hisarre qu'en déployait à cette énoque, et l'année mame de la bataille de Poitiers (1856), il montre les Français se chargeant de perles, de pierreries, et couvrant leurs chaperons de plumes magnifiques. A l'année 1305, le même auteur insiste aur la hizarrerie des souliers qui se terminaient par des pointes recourbées ressemblant à un bec de poule; d'air vint le nam de soulier à la poulaine.

Au xve siècle, des chapeaux de feutre, ornés parfois de couronnée pour distiuguer les rois et les principaux personnages, remplacérent les chaperons (voy. ce mot). En temps de guerre, la moblesse se couvrit d'une armure formée de pluques de fer matelamées; la visière s'abaissa sur le visage; le hunbert ou ensque se prolongen jusque sur le cou et fut souvent surmonté de symboles belliqueux (voy. Armus). Un manteau, avec de longues siles échiquetées qu'on appelait siles à l'unge, se jetait sur l'unmure et flotiait sur le dos du coursier.

sur le dos du coursier. A la même époque, les fémmes quittèrent le vostume sevère du xiii siècle pour des medes bizarres. Leurs bonnets prirent des dimensions gigantesques et furetit désignés sons le nom de hennins. «Les dames et demoissiles, dit Juvenal des Ursins, historien de la fin du xrv siècle et du commencement du xve, mensient gratida et excessifa étata, et cornes merveilleuses, hantes et larges, et avaient de chacun côté deux grandes oreilles si lars que quand elles voulaient passer l'hois (la porte) d'une chambre, il fallait qu'elles se tournassent de côté et se buissassent. » Ces bonnets gigantesques s'é-vassient souvent des deux côtés et prenaient la forme d'un cesur. On les appelait alors escophions. Ils étaient ornés d'étoffes précienses et de dentelles. Les prédisateurs tonnèrent contre le luxe insensé de ces coifiures; ils s'indignalent aussi de la forme des robes qui, s'éloignant chaque jour de l'austérité des époques antérieures, laissaient à découvert une partie de la poitrine. Ces modes extravagantes furent surtout en honneur à la cour licencieuse d'Isabesu de Bavière. Sous les règnes de Charles VII et Louis XI, les fenimes renoncèrent aux honnims et les remplacèrent par des cornettes beaucoup plus simples. Nous ne pouvons pas, dans cette esquisse rapide, insister sur les variations de la mode, qui n'étalent ni moins fréquentes ni moins bisarres que de nos jours. Ainsi, sous Louis XI, en 1467, il y cut tout à coup un retour étrange aux costumes du siècle précédent. Monstrelet en parle avec indignation. « En ce temps, dit-il, les hommes en vitirent à se ettir plus court qu'ils n'eusseut oneques fait, comme l'on soulait (evuit coutume) do vêtir les singes; ce qui était chose très-mailtonnète et impudique. Els faiament fendre les mattches de leurs robes et de leurs pourpoints pour montrer leurs chemines déliées, larges et blunches. Ils pertaient nossi leurs cheveux et longs qu'ils leur empêchaient le visage, et même les yeux. Sur leurs têtes, ils portaient des bonnots de drap hauts et longs, et des chalacs d'or mouit somptueuses. »

S IV. Habillement des Françats au xvr siècle. — Le xvr siècle modifia profondément les costumes. Les relations avec l'Italie, le développement de la richesse nationale, les progrès du fuxe et du goût, l'influence d'une société élégante. donnérent aux vêtements des formes plus légères et plus brillantes. De François I** à Henri IV, le costume des classes aristocratiques parvint à un degré de richesse et de raffinement qui répondait à la magnificence et à la délicatesse des ornéments et des meables que cisclaient les grands artistes italiens. La toque où flottait une plume et qu'ornaient des perles et des diamants, le pourpoint taillade et surmonté d'une fraise en dentelles, un manteau court et dont l'étoffe précieuse était les hauts de entichie de broderies, chausses ou culottes bouffantes rattachés au pourpoint par des aiguillettes, les chausses garnies de rubans ou canons, des souliers chargés des mêmes ornements, compossient le costume des seigneurs de l'époque; il était riche, élégant, mais souvent maniéré.

Dès le commencement du xvi siècle, dans un tournoi célébré en 1514, on voit les seigneurs étaler les plus riches costumes. Voici la description que La Colombière, dans son Théaire d'honneur, donne de quelques-uns de ces vêtements de pa-rade : « M. de Guise était accoutré de drap d'or découpé, de velours à ondes, avec grand plumul, les parements de velours noir. Ses compagnons étaient accoutrés de velours blanc à une cordellère noire, tout semé de lettres d'or... Prançois (Monsieur) était armé, accoutré et bardé de satin broché d'argent découpé sur satin blanc à cordelières d'argent, avec grand plumail tout blanc.... M. d'Alençon, bien armé et accoutré, barde tout de drap d'or par moitlé et de vélours noir

découpé sur drap d'or. »

Montiue nous fait conneitre, dans ses Mémoires, quel était, vers le milieu du xvi siècle (1355, l'habitlement d'un seigneur élégant. « Je me fis apporter, dit-il, des chausses de velours cramoisi, couvertes de passements d'or et fort découpées. Je pris le pourpoint tout de même et une chemise ouvrée de sois cramoisfe et de âlet d'or bien riche (en ce temps-là en portait les collets de chemise un peu rabitius). Je pris ensoite un collet de buille et me fis mêtre le hausse-col de mes unes qui étalent bien dorées. J'avais un chapeau de une grice fait à l'allemande avec un grand cordon d'argent et des piumes d'aigrette bien argentées (les chapeaux en ce temps-ià n'étaient pas grands comme île sont à cette heure). Puis vétis

un casaquin de velours gris garni de pe-tites tresses d'argent à deux doigts l'une de l'autre et doublé de toile d'argent toute

découpée.»

La magnificence n'était pas toujours réglée par le goût, et des hommes d'un rang inserieur affichaient souvent un luxe insensé. « J ai oui dire, raconte Brantôme (Capitaines français), que, pour un premier jour de mai, un caporal de la colonelle (12 compagnie comparut le matin à la messe, habillé tout de satin vert, et ses bandes de chausses toutes rattachées de doubles ducais, d'angelots et de nobles, jusques à ses souliers. » Parmi les innovations que présente le costume de cette époque, on ne doit pas oublier l'usage des has de soie qui date du règne de Henri II. Ce roien por a, dit-on, le premier en 1559. Les classes aristocratiques l'imitèrent, tandis que les classes inférieures conservèrent l'ancienne mode des chausses et des hauts-de-chausses tout d'une pièce. Ce vêtement avait reçu des Vénitiens le nom de pantalon qu'il a toujours conservé.

La cour des derniers Valois présentait un étrange melange de mœurs élégantes et d'extravagantes bizarreries. Elle passait des sêtes les plus licencieuses à des processions où le roi et ses courtisans se couvraient du froc des pénisents. Même au milieu de leurs plaisirs, ils aimaient à rappeler la pensee de la mort. Henri III portait sur ses vêtements de luxe des boutons d'argent en forme de têtes de mort (Comples de l'argenterie des rois de France, par Douet-d'Arcq). C'est surtout à cette époque que s'applique le mot de Voltaire sur le xvie siècle, qu'il appelle une robe d'or et de seis tachée de sang et

de boue.

Sous Henri III, particulièrement, les fraises à grands plis, ou, comme on disait alors, à grands godrons, donnaient au vêtement des hommes un caractère efféminé. On portait le manteau court, la cape sur l'épaule, la toque à peine posée sur la tête. « J'ai volontiers imité, dit Montaigne, cette débauche qui se voit en notre jeunesse au port de leurs vêtements : un manteau en écharpe, la cape sur une épaule, un bas mal tendu qui représente une fierté dédaigneuse de ces parvenus étrangers. »

Habillement des semmes à cette époque. — L'influence des modes italiennes sur les vétements des femmes ne fut pas moins considérable. Dès le temps de Charles VIII, les historiens français étaient frappés de la magnificence des costumes italiens. André de la Vigne, qui a retracé le voyage de Charles VIII à Naples, parle en ces termes de l'habitlement

du roi vint la notable dame princesse de Piémont somptueusement parée de vêtements magnifiques ; car elle était habillée d'un fin drap d'or frisé, travaillé à l'antique, bordé de gros saphirs, diamants, rubis et autres pierres fort riches et précieuses. Elle portait sur son chef un tas d'affiquets de fin or, remplis d'escarboucles, de balais et d'hyacinthes, avec des houppes dorées, de gros fanons et des bouquets d'orfévrerie, mignardement travaillés. Elle avait à son cou des colliers garnis de perles orientales, des bracelets de même à ses bras et autres parures fort rares, et ainsi richement vétue elle était montée sur une haquenée, laquelle était conduite par six laquais de pied, bien accoutrés de fin drap d'or broché. » Ce luxe n'était pas particulier aux princesses. Jean d'Auton, l'intorien de Louis XII, raconte que, dans un banquet donné à Milan par Jean-Jacques Trivulce au roi Louis XII, on vit paraître plus de douze cents dames, « toutes vêtues de drap d'or ou de soie, toutes avec des accoutrements neufs et tant riches qu'elles semblaient être reines ou princesses. Les unes portaient des robes de drap d'or mi-parti de velours cramoisi ou de fin satin, de diverses couleurs. Plusieurs avaient des robes toutes de drap d'or frisé; les autres à grands soleils d'or mi-partie de velours et de satin cramoisi. »

Les dames françaises imit**èrent le** luxe des italiennes. Elles ornèrent leurs coiffures de perles, de joyaux et de pierreries. Marguerite de Valois donna l'une des premières l'exemple de se coiffer en cheveux et d'y semer quel-quefois des pierres précieuses. Brantôme abonde en détails sur l'habi**Rement** de cette princesse, dont il admire le gout, l'élégance et la beauté. « Je l'ai vue, dit-il, s'habiller quelquefois avec ses cheveux naturels, et encore qu'ils fussent fort noirs, elle les savait si bien tortiller, friser et accommoder, en imitation de la reine d'Espagne sa sœur, que telle coiffure et parure lui séait aussi bien ou mieux que toute autre que ce fût... Un jour de Pâques fleuries, à Blois, je la vis paraître à la procession si belle que rien au monde de si beau n'eût su se faire voir. Son beau visage blanc, qui semblait un ciel en sa plus grande et blanche sérénité, était orné par la tête de grande quantité de grosses perles et riches pierreries, et surtout de diamants brillants, mis en forme d'étoiles. Son beau corps, avec sa riche et haute taille, était vêtu de drap d'or frisé le plus beau et le plus riche qui fut jamais vu en de la princesse de Piémont : « Au-devant France. » Les éventails commençaient à

être de mode. Marguerite de Valois donna à la reine Louise de Lorraine un éventail fait de nacre de perles, enrichi de pierreries et de grosses perles, si beau et si riche, qu'on disait être un chef-d'œuvre et l'estimait-on plus de douze cents écus. » (Brantôme, Dames illustres.)

écus. » (Brantôme, Dames illustres.) Masques; vertugadins. — Les dames de noble naissance couvraient souvent leur visage d'un masque de velours noir pour préserver la délicalesse de leur peau des atteintes de l'air. C'est aussi vers le même temps qu'elles commencèrent à porter un suc de velours richement orné où elles enfermaient leurs livres d'heures Les collets montés et brodés, et un peu plus tard l'usage du rouge, des mouches et de la poudre entraient dans la toilette d'une temme élégante. On employa, dès le xvi• siècle, des éclises de bois pour presser la taille et lui donner plus de tinesse et de grâce; on se servit ensuite des buscs, des corps de baleine et des corsets dans le nième but. C'est aussi par le désir de faire paraître la taille plus mince que s'explique l'usage bizarre des vertugadins, modèles des paniers. Le nom et la chose étaient venus de l'Espagne. « Pour faire un corps bien espagnolé, dit Montaigne, quelle gehenne les femmes ne souffrent-elles pas, guindées et sanglees avec de gros-es coches sur les côtés jusques à la chair vive, oui quelquefois à en mourir. » Dès le temps de François Ier, l'usage des vertugadins s'était introduit en France; on le conserva au xvi siècle; mais on y renonça au siècle suivant, et Mme de Motteville décrivant le guard-infante ou vertugadin, qui s'était conservé en Espagne le trouve fort ridicule. « Le guard-infante des Espagnoles, dit-elle (Mémoires, édit. Petitot, XL, 54), était une machine à demi-ronde et monstrueuse; car il semblait que c'étaient plusieurs cercles de tonneau cousus en dedans de leurs jupes, hormis que les cercles sont ronds et que leur guard-infante était aplati un peu par devant et par derrière, et s'élargissait par les côtés. Quand elles marchaient, cette machine se haussait et se haissait et faisait enfin une fort laide figure. » Ces modes paraissaient déjà extravagantes au xvi• siècle. La Noue, dans ses Discours politiques et militaires, dit que « cette inconstance dénote une grande légèreté d'esprit, dont s'ensuit la purgation des bourses et matière de risée aux étrangers. Car, quand nous allons en leur pays et qu'ils aperçoivent ces grandes fraises et vertugadins des femmes, et les longs cheveux des hommes, et leurs

épées qu'ils portent derrière le dos, ils courent après, comme les petits enfants de Paris font après maître Gonin. » Il était d'usage à la cour de Catherine de Médicis de porter des gants parfumés; on les appelait Frangipanes, du nom d'un comte jtalien, Frangipani, qui en avait apporté la mode en France.

§ V. Habillement des Français au xvii siecle. — Henri IV et la génération belliqueuse qu'il avait menée à la victoire donnérent aux costumes un caractère plus sévère. Mais le luxe et tous ses raffinements reparurent sous Louis XIII et Louis XIV. Le chapeau brodé et surmonté d'une plume, les fraises, les collerettes, les rabats, les dentelles, enfin la cravate empruntée aux Croates ou Cravates et substituée aux collets rabattus; l'abondance des rub ins et des canons (voy. Canons), les bottines molles et larges; par fois les talons rouges comme signe de distinction aristocratique, tels furent les principaux caractères du costume des hommes à l'époque de Louis XIII.

Sous Louis XIV, on retrouve les mêmes vêtements avec plus de magnificence. L'habit remplaça les pourpoints et justaucorps. Au lieu de serrer la taille comme le justaucorps, l'habit de cette époque était ample et garni de boutons et de poches sur les côtés. D'immenses perruques (voy. Perauques) remplacèrent les coins du règne précédent; elles encadraient la tête, et rehaussaient la taille. Les habits d'étoffe précieuse, ornés de broderies, la veste non moins somptueuse. les culottes de velours, les bas de soie et les souliers à boucles composaient un costume qui unissait la richesse à l'élégance. Mais cette grandeur était un peu roide et monotone: elle rappelle l'architecture noble, régulière, mais froide et compassée des monuments de ce règne. On trouve dans plusieurs passages des comédies de Molière et dans un grand nombre de lettres de M=• de Sévigné la critique ou la description des modes de cette époque. Dans l'Avare (acte III, sc. v), Harpagon parle de ces jeunes gens avec leurs trois brins de barbe relevés en barbe de chat, leurs perruques d'étouppes, leurs hauts-de-chausse tombants, et leurs estomacs débraillés. Un passage de la scène première de l'acte il de Don Juan contient aussi la critique du costume des élégants de cette époque.

Louis XIV voulut que ses courtisans, comme ses troupes, eussent un uniforme; on appela ce costume officiel habit à brevet, parce qu'on ne pouvait le porter qu'en vertu d'un brevet du roi (voy. Brevet). L'habit à brevet était de rigueur

pour être reçu à la cour. Tous les nebles, admis à l'honneur de suivre la chasse du roi ou ses veyages, devaient porter ce costume. Il était bleu et orné d'une riche broderie; mais sans clinquant ni paillettes. « On portait alors, dit Voltaire, des canaques par-dessus un pourpoint orné de rubans; et sur cette casaque passait un baudrier, auquel pendait l'épés. On avait une espèce de rabat à dentelles, et un chapeau orné de deux rangs de plumes. Cette mode, qui dura jusqu'en l'année 1684, devint celle de toute l'Europe, excepté de l'Espagne et de la Pologne. »

Mes de Sévigué parle souvent des costumes magnifiques que portaient les princes et les seigneurs de la cour. Dans une lettre où il est question du mariage du prince de Conti, elle s'exprime ainsi: « L'habit de M. le prince de Conti était inestimable. C'était une broderie de diamants fort gros, qui suivait les compartiments d'un velouté noir sur un fonds de couleur de paille.... La doublure du manteau était d'un satin noir piqué de diamants comme de la mon-

cheture. »

Habiliement des sommes au xvir eidcie; transparents. — On retrouve dans la toilette des femmes le même goût et la même magnificence. Mare de Sévigné, parlant d'un présent fait par Langlée à M=0 de Montespau, dit qu'il lui a donné « une robe d'or sur or, rebrodé d'or, et par dessus un or frisé rebroché d'un or melé avec un certain or qui fait la plus divine étoffe qui ait jamais été imaginée. » Elle mentionne dans une lettre de 1676, une mode nouvelle, celle des transparents: « Avez-vous oui parler des transparents? Ce sont des habits entiers des plus beaux brocarts d'or et d'azur qu'on puisse voir et par dessus des robes noires transparentes ou de belle dentelle d'Angleterre ou de chenille veloutée sur un tissu, comme ces dentelles Thiver que vous avez vues. Cela compose un transparent qui est un habit noir et un habit tout d'or ou d'argent eu de cou-leur comme on veut, et voilà la mode. » Palatines; manchons; steinkerques;

Palatines; manchons; steinkerques; fontanges; coiffure des femmes. — L'habitude de perter des robes dégagées eut pour conséquence l'emploi des écharpes, mandilles ou mantilles espagnoles, des pelisses empruntées aux peuples du nord, des palatines ainsi nommées de la princesse qui les introduisit en France. L'usage des manchons commença à devenir plus commun, quoique ces four-rures fussent toujours réservées aux femmes de haute qualité. L'origine des

steinherques mérite d'être rapportée. Le 3 août 1692, l'armée française communadée par le maréchal de Luxembourg fut surprise par le roi d'Angleterre Guillaume III, près du village de Steinherque.
Les officiers français n'eurent que le temps de jeter négligemment leurs cravates autour du cou et de s'élancer comtre l'ennemi qu'ils battirent. Les officiers continuèrent de porter ainsi leurs cravates, comme un glorieux souvenir; les femmes les imitèrent. Be là le nonn de
steinherques ou de fichus à la Steinkerque, donné à ces cravates qu'en roulait autour du cou avec une négligemen qui n'était pas sans recherche.

A cette époque, les semmes convraient quelquesois leur chevelure de dentelles ou y entrelaçaient des rubans. Les fontanges, qui eurent un instant de vogue, n'étaient qu'un nœud de ruban qui se plaçait sur le front. Cette mode dut son nom et son éclat passager à la duchesse de Fontanges qui mourut en 1681, après avoir régné un instant à la cour de Louis XIV. L'art de disposer et d'orner la coiffure de femmes fut, vers la fin du règne de ce prince, poussé jusqu'à la dernière exagération. On avait donné différents noms aux différents étages de la coiffere, si l'on peut s'exprimer ainsi. On voyait sur une base en il de fer s'élever la duchesse, le solitaire, le chou, le mousquetaire, le croissant, le firmament, le dixième ciel et la souris. Un poète du dernier siècle comparaît cet édifice de la chevelure des femmes à la mâture d'un vaisseau voguant sur les mers :

Une palisade de fer Soutient la superbe structure Des hauts rayens d'une coiffere; Tel , en temps de calme sur mur, Un vaimeau porte sa mâture.

Mouches. — L'usage des mouches dans la tollette des femmes était fort répandu au xvii siècle. Une pièce légère datée de 1686, parle de cette mode. L'auteur, qui signe la bonns faiseuse, s'exprime ainsi:

J'en si de toutes les fagons

Pour radoucir les yeux, peur paser le visage,

Et pourve qu'une adroite main.

Les suche bien mettre en usage,

On ne les met jamais en vain.

Si ma moushe est mise en presique,

Tel galant qui vous fait la nique,

S'il n'est pris anjourd'hui s'y trouve pris demain;

Qu'il soit indifférent ou qu'il fasse le vain,

A la fin la secuche le pique.

L'auteur indique ensuite l'erigine des mouches dans un petit cente mythelegique trop long pour treuver place ici. Je me bornerai à constater qu'il attribue au xyste siècle l'invention de cette mode:

Co diou redouté des hemains
Qui eait tenjeurs mille desseins
Contre la liberté des hommes
Mit en vogue, au siècle où nous sommes,
Toutes ces belies mouches-là. (Ms. Courart,
in-fol., t. XI, p. 318 et \$15; hibl. de l'Arsenal.)

La Fontaine, dans la fable de la Mouche et la Fourmi, fait aussi ullusion à cette mode. La menche dit à la foursi :

Jo rehamme d'un toint le Mancheur natutelle, Ils le demière main que met à se bassié Une femme alient en conquête, C'est un ajustement des mouches emprunté.

Chauseure des fonomes. — La chauseure des femmes devint beaucoup plus élégants au xvii siècle. Pendent longtemps elle avait été la même que selle des hommes. Les nobles demes, obligées de se servir de haquenées pour voyager ou aller par la ville, portaient des bottines de cuir qui montaient jusqu'à la moitie de la jambe. Mais, lorsqu'au xvu siècle l'usage des chaises à porteurs et même des carrosses fut devenu commun, les femues de condition remplacèrent ses bottines peu élégentes per des souliers de satin on d'autres Molfos prégiquess. Leur changeure devint alors aussi graciouse que délicate; de hauts talung servirent archansser la taille; des pubans et ensuite des boucles ornèrent les souliers des femmes comme ceux des hommes. Elles portaient nouvent, à cette époque, des bas de soie verte avec des coins de couleur ross.

Parmi les bijoux qui ornaient, au xvir siècle, la toileute des femmes, on remesque les montres en or qui unissaient la richesse de la matière au lune et à la délicateure des ornements. Les perfec-tionnements de l'industrie messerne unt à quelques égarde leissé bien en arrière ces montres du xvir siècle; mais elles n'éga-lent pas tonjeurs le fini des cisclures et la richesse des increstations. Les tabatières en or commencèrent, des l'époque de Louis XIV, à faire partie du coatume des femmes de haute naissance. Riles portaient agani des cannes à poignée d'or artistement cinclée. Cet usage remontait à une époque fort ancienne. On recepte que, dès le temps du roi Rebert (900-1004), les formes mobies portaient de préites con nes, dant la pomme était ornée de figures d'oimr. La cenno resta lengtempa un signe de distinction et de commandement. quafaia les personnages émisents se faisaient suivre de valets de pied qui pertaient des canner. Les majors des régiments se servaient de la canne pour faire ranger les soldats. A la cour de Louis XIV, elle était portée par les princi-

paux personnages. Le roi lui-même en donnait l'exemple. On se rappelle que, dans un moment de colère contre Lauzun, il jeta sa canne par la fenêtre pour ne pas

frapper un gentilhomme.

§ VI. Habilloment des Français au xviii- siècle. — Le xviii- siècle fut pour la cour l'imitation et l'amoindrissement de l'époque de Louis XIV; les costumes eurent le même sort que les institutions. Le luxe des vêtements, comme celui des meubles, prit à la cour de Louis XV un caractère moins noble; la recherche succéda à la magnificance et devint bientôt de l'affectation et du mauvais goût. Aux perruques incommodes, mais majestueuses du XVIII siècle, en aubatitua des perruques à quene, à bourse, à l'espagnole, à la financière; peu à peu l'usage des perruques disparut. La poudre fut alors employée par les horames et par les femmes pour dissimuler les ravages du temps (voy. Pousan). Les vêtements des publes eurent moius d'ampleur et de dignité, sans être plus commedes. Les femmes revintent aux paniers et multiplièrent dans leur toilette les raffinements du lune, sans pouvoir arriver à l'air de dignité et de grandeur naturelle qui avait caractérisé le règne précédent. Des boltes d'or et d'argent cisclées, incrustées, émaillées, ornées de peintures, renfermèrent la poudre que Jean Nicet avait importée en France à l'époque de Catherine de Médicis et qui en garda longtemps le nom de nicotions. Les femmes, qui avaient adopté cette mode par caprice et par un attrait de nouveauté, ne tardèrent pas à s'en dégoûter. Elles substituèrent des bonbonnières aux tabatières. Le luxe des éventails fut aussi porté très-loin au xvin• siècle ; dans l'origine, ils étaient formés de plumes. Plus tard on tit des éventails d'ivoire et d'autres matières, qu'on orna de cisclures, de sculptures et de peintures qui avaient quelquefois une grande valeur. Tous ces détails de costume, quelque riches et précieux qu'ils fussent, porteient toujours le cachet de ce goût maniéré qui, satigué de la véritable beauté, y substituait les caprices d'une imagination dérégiés.

Un trait caractéristique du XVIII-niècle fat l'imitation des mœurs aussi bien que des idées de l'Angleterre. Le costume français avait plus d'une fois emprunté des modes étrangères. Au XVII-siècle, principalement sous les derniers Valois, le goût italien avait dominé en France avec ses raffinements et son élégance un peu recherchée. Puis, vint l'imitation cepagnole dans le costume, comme dans la littérature. Un des mérites de l'époque de Louis XIV est d'avair su senter fran-

pise. Sous ce règne, la France donna le ton à l'Europe et n'empranta aux autres peuples ni leurs idées, ni leurs modes, ni leurs institutions. Le xviii siècle, au contraire, sutigué du despotisme monarchique, ulla demander des exemples à un pays qui savait unir l'ordre et la liberté, mais dont les idees et les mœurs différaient trop profondément de celles de la France pour pouvoir lui servir de modèle. Los modes simples, sévères et roides, qui semblent si bien appropriées au génie anglais, ne pouvaient convenir longtemps à une nation vive, enjouée, amie de l'éclat et du changement. Cependant, parmi les vétements que la France emprunta alors à l'Angleterre, il en est un qui a résisté aux caprices de la mode; c'est la redingote. En 1725, la redingote (riding-coat, vêtement pour monter à cheval) sut importée en France. On s'en servit d'abord comme en Angleterre pour les courses à cheval. Bientôt les petitsmaîtres firent de la redingote une espèce de surtout qui remplaça le justaucorps et dessina la taille. On lui donna aussi le

nom de frac tiré du polonais.

li est inutile d'ajouter que jusqu'à la révolution de 1789, chaque classe avait son costume distinctif. Le clergé, fidèle à ses habitudes traditionnelles, avait conservé avec peu de changements les vêtements du moyen âge. La noblesse portait seule les costumes éclatants, dont nous avons esquisse les vicissitudes. La bourgeoisie avait des habillements sans broderie, de couleur soncée et portait le manteau noir dans les soiennités. La magistrature, les universités, les différents corps de l'armée, quittaient rarement le costume de leur profession. Jusqu'au xvii siècle les médecins ne paraissaient pas en public sans la robe noire. Il en était de même des gens de justice et des professeurs des universités. Les marchands portaient aussi de petites robes et des manteaux noirs, lorsqu'ils se révnissaient pour quelque cérémonie. Les magistrats, même les plus éminents, ne paraissaient pas à la cour sans le signe distinctif de leur profession. Saint-Simon l'atteste (Mémoires, IV, 115), au moins pour l'époque de Louis XIV: « En ce temps-là, et jusqu'à la mort du roi, nul homme du parlement ne paraissait à la cour sans robe, ni du conseil sans manteau, ni magistrat, ni avocat nulle part dans Paris sans manteau; même beaucoup du parlement avaient toujours la robe. M. d'Avaux, seul, conserva la cravate et l'épée, avec un habit toujours noir, an retour de ses ambassades; aussi s'en moquait-on fort jusque-là que ses

amis et le chancelier lui en parlèrent. Le roi, qui en riait aussi, eut pitié de cette saiblesse et ne voulut pas lui saire dire de reprendre son rabat et son manteau. Le president de Mesmes, son frère, ne l'approuvait pas plus que les autres. Ce pauvre homme, avec sa charge de l'ordre et son cordon bleu en écharpe, se comptait faire passer pour un chevalier de l'ordre et se croyait bien distingué des conseillers de rohe, dont il était, par ce ridicule accou-trement. » Saint-Simon toujours si versé dans ces questions d'étiquette remarque dans le même passage de ses Mémoires qu'un autre diplomate éminent, Courtin avait gagné, à ses ambassades, la liberté de paraître devant le roi, et partout, sans manteau, avec une canne et son rabat. « Pelletier de Sousi, ajoute le même écrivain, avait obtenu, par son travail avec le roi sur les fortifications, la même licence: tous deux conseillers d'Etat et tous deux les seuls gens de robe à qui cela fût tolèré, excepte les ministres, paraissaient de même. Il y avait même peu que les secrétaires d'État s'habillaient comme les autres courtisans, quoique de couleurs et de dorures plus modestes, et Chamillart pe prit l'habit gris avec de simples boutons d'or que depuis qu'il fut secrétaire d'État. Desmarets a été le seul contrôleur général qui, tout à la fin de la vie du roi, prit l'habit gris, la cravate et le bouton d'or. »

Chaque métier, chaque province avait conserve ses vêtements caractéristiques. La révolution, en détruisant les distinctions d'ordres et en proclamant l'égalité de tous devant la loi, fit disparaltre ces différences de costume qui rappelaient les différences d'origine et de condition. Sans attacher une importance exagérée aux caprices et aux variations de la mode, on ne peut nier que, dans ses vicissitudes générales, elle ne reproduise une partie des révolutions qui ont caractérisé

notre histoire.

§ VII. Habillement des Français depuis la révolution jusqu'à nos jours. -Les crises de la révolution eurent aussi une grande influence sur le costume, et, sans prétendre en suivre toutes les fluctnations, il est indispensable d'en marquer les principaux changements. L'abandon de la poudre, des habits de cour, des paniers, des mouches, avait signalé le début de la révolution. Lorsque domina la Terreur en 1793, on affecta les apparences de la misère et de la saleté, par esprit de parti ou pour échapper aux persecutions. C'est l'époque des sansculottes. Après la chute de Robespierre. la réaction se marqua dans les costumes

comme dans la politique. La jeunesse troduites par le caprice ou l'intérêt, le dorée adopta des vêtements d'une élégance caractéristique. Elle portait les cheveux à la viclime retroussés derrière la tête, de grandes cravates noires, des collets noirs ou verts, suivant l'usage des chouans, et un crêpe au bras. Les femmes, qui avaient vivement encouragé cette réaction, prirent un costume qu'elles cherchèrent à rendre antique, pour obéir au caprice de l'époque. Plus de paniers, plus de poudre dans les cheveux. La forme de leurs robes se rapprochait, autant que possible, de la simple tunique des femnies grecques, elles entrelaçaient des bandelettes dans leurs che-Youx, et, au lieu des hauts talons, signe de distinction aristocratique sous l'ancien régime, elles adoptèrent une chaussure qui paraissait se rapprocher de la sandale antique, telle que la représentent les statues grecques ; elle se composait d'une semelle légère rattachée à la jambe par des nœuds de rubans. Parmi les femmes, qui exagérèrent ce costume peu convenable à nos mœurs et à notre climat, on remarquait Mre Tallieu, fenime d'un ancien terroriste devenuun des chefs de la réaction thermidorienne. Cette mode dura pendant presque tout le directoire et ne disparut que lorsque le consulat fit triompher les idées d'ordre et de conve-Dance.

Une des innovations les plus importantes de la fin du xviii• siècle et du commencement du xix siècle a été l'importation des cachemires en France. Ce n'est que depuis l'expédition française en Egypte (1798-1802) que les cachemires sont devenus un des plus somptueux ornements de la toilette des femmes. Fabriqués avec le duvet des chèvres du Tibet, ils se font remarquer par leur finesse, leur légèreté et souvent aussi par la bizarrerie de leurs dessins. L'industrie française n'a pas tardé à les imiter. Le coton, la soie, la laine, dont on se servit d'abord, manquaient de moelleux; mais l'emploi du duvet des chèvres des Kirghis que l'on tire de Russie, a fait disparaître ce défaut et donné de la souplesse aux cachemires français. D'autres modes adoptées au commencement du XIXº siècle ont été dues à l'influence étrangère ou à des caprices passagers. Les chapeaux des semmes ont été empruntés aux Anglaises, mais hientôt perfectionnés par le goût français. On porta quelque temps des bottes à la russe, à la suite des invasions de 1815. En s'en tenant aux généralités, on peut dire que, depuis la révolution jusqu'à nos jours, malgré des nuances infinies in-

caractère dominant a été la simplicité et l'uniformité des vêtements. Toutes les classes se rapprochent par le costume comme par les institutions. A l'exception des circonstances solennelles où s'étalent les costumes d'apparat de l'armée, de la magistrature, de l'université et des administrations, l'égalité se retrouve dans les vétements comme dans les lois et dans les mœurs. Les culottes courtes, les bas de soie, la poudre, tout ce qui rappelait les anciennes mœurs a disparu. Ce ne sont plus les classes qui se caractérisent par les costumes, mais les fonctions. On retrouve à la vérité, dans quelques campagnes, des modes traditionnelles : tout le monde connaît le béret des Basques, la large ceinture et les pantalons flottants du Breton, la coiffure brodée des Alsaciennes, le bonnet pyramidal des Cauchoises, etc.; mais ces types se perdeut chaque jour, et, sans exagération systématique, on peut voir dans cette uniformite de costume un résultat de l'unité française. A ce point de vue on se console sucilement de la disparition de quelques modes pitto-resques. Il ne reste plus guère qu'une distinction qui résiste à toutes les révolutions, c'est celle que les esprits délicats doivent au goût et au sentiment d'une élégance sans recherche.

HABIT A BREVET. - Voy. BREVET. HABITATIONS. — Voy. Maisons.

HABOUT. — Terme des anciennes coutumes pour indiquer les bornes et limites d'une propriété.

HACHE D'ARMES. - Voy. Armes.

HACHEE. - Peine infamante que l'on imposait aux seigneurs du moyen âge et qui consistait à porter sur ses épaules une selle ou un chien pendant un certain espace de chemin. Une charte de l'an 1246 citée par du Cange prouve que l'on appelait quelquetois procession peine, qui portait encore le nom de h*ar*nescar ou harmiscar. Quant au mot procession, il vient de ce qu'on organisait une procession solennelle. lorsqu'un coupable devait subir ce châtiment.

HAGIOGRAPHE. - On appelle hagiographe ou agiographe celui qui écrit la vie des saints. Il y avait , au moyen âge , un grand nombre d'hagiographes, comme le prouvent les vies des saints, qui ont été réunies par les Bollandistes dans un recueil qui contient cinquante-trois volumes in-folio et qui n'est pas terminé. Il semble que chaque monastère avait son hagiographe comme son chroniqueur.

M. Guisst, dans son Cours d'histoire de la civiliention en France, a marqué les causes de cette fécondité et de la popularité de cette littérature : « Le spectacle des événements quotidiens révoltait ou comprime it some les instincts moraux de Phemme ; toutes choses etnient livrées on hound, à la force; on se rencontrait presque nuile part, dans le monde extérieur, est empire de la règle, cette idée du deveir, ce respect du droit qui sont la sécurisé de la vie et le repos de l'ame; en les tronvait dans les légendes. Quiconque jetters un coup d'esil, d'une part, sur les Chroniques de la société civile, de l'autre, sur les l'es des saints ; quicomque, dans l'Histoire de Grégoire de Tours seviement, comparera les traditions civiles et les traditions religienses, sere frappé de la différence : dans les unes, la mercie ne parait, pour ainsi dire, qu'en dépit des hommes et à leur insu; les intérêts et les passions régnem souls; on est plongé dans leur chaos et leurs ténèbres; dans les satres, la morale éclate avec un grand empire; on la voit, on la sent ; ce seleil de l'intelligence luft sur le mande su milieu duquel on vit. . Ainst, eatre l'ardeur des croyunces religiouses eul ont certainement inspiré beaucoup e ces hagiographes, la vie des saints résentait un idéal de beauté morale qui élevait les ames au-dessus des misères et du triste spectacle de la vieréelle, et était propre à exciter le zèle des légendaires.

HAGOTS. - Populations du Béarn et de la Biscaye qui ne s'alliaient jamais qu'entre elles. Elles ressemblaient aux Cagots, et les deux noms sont presque identiques. Voy. CAGOTS.

HAIRE. — Hepèce de chemise de crin que certaines personnes portent sur la per par mortification.

HALECRET.—Arme défensive du moyen âge; c'était un corselet de ser battu.

HALLAGE (Broit de). - Proit fécdal que payaient les marchands pour vendre anz balles et aux foires. - On appelait encore droit de hallage le privilége dont jouissaient quelques curporations judustrielles d'étales leurs maschandises aux balles.

HALLEBARDE, HALLEBARDIERS. Ce mot, dérivé probablement de l'allemand (halle-barthe, haute brillaute), indique une javeline qui présente à la fois une hache et une pointe. Les Suisses se servaient surtout de ceute arme ; ils l'introduisirent en France au xvº siècle. Sous François Isr il y assit un corps de

de la hallebarde pour ranger leurs soldats en batteille. Aujourd'hui la hallebarde n'est plus conservée que par les suisses des églises.

HALLEBIE. — Droit qui se levais sur les marchands forains de poissour de matr, et qui était de huit, dix et douse sous pour chaque panier qu'ils vendaient à Paris. En 1895, Cherier le Bel adolis ce dreis. On écrit que tque fois co mot hal lobic.

HALLES. — Les halles sons des places publiques, entourées de boutiques, d'écheppes et quelquefoie d'arcades, et servent de marché pour les différentes denries. La halle aux blis de Paris est une des plas remarquables que l'on ait construites. On appelle hails couverts une espèce de hangar convert d'un comble à deux égouis, porté par des piliers de pierre en de bets, construit dans ser mar-ché ou place publique et destiné à mottre les destrées à convert.

li y avait autrefore, & Paris, un grand remis corps de méliers. Parmi distr que cient les ordonnances des rois de France, on remarque lu dru perie, pelleserie, mer-cerie, friperie, chapellerie, aumauserie, supissorie, chaussierie, tarmerie, etc. Il y avait des halles spéciales pour les mar-chands de poisson de mer et de poisson d'eau douce. Les marchands étaient tenus de s'y rendre tous les jours et d'occuper constamment les étaux qui leur étaient assignés. Les halles furent délaissées sendant les proubles du xive siècle: Charles VI s'en plaint dans une ordonnance du 8 mai 1408 qui a pour bot de rendre aux halles leur premier éclat; if reppelle l'ancienne spiendeur des kalles de l'aris. "C'était suns comparaison, dit l'érdon-nance, une des plus belles choses de Paris à voir; es qui n'est pas à présent, dont moult nous depicit, et non sans cause. * Le ros emoint, par la même ordonnance, sur marchande de se rendre aux halles aux joursellués par les réglements. Certains marchands no pouvaient vendre aumhalles qu'à des jours déterminés par les règlements. Ainsi, à Paris, les chareutiers, dont la corporation n'avait été établie qu'en 1475, ne pouvaient fréquenter les hailes que le mercredi et le samedi de chaque semaine. Le nombre des charcutiers admis dans ce marché privilégié varie plusieurs fois; il ne fut d'abord que de douze puis de vingt-quatre; on le porta jusqu'à cinquante-deux; mais il fut enfin fixé à quarante (De la Marre, Traité de la police, II, 345). En obtehallebardiere. Les sergents se servaient contractèrent l'obligation de remplir sucnent ce droit, les charcutiers de Paris

ceasivement les quarante places qui leur avaient été assignées. On admettait aussi dans les halles des marchands forains, mais plus rarement et à des époques déterminées. A Paris, les marchands de Saint-Denis, de Gonesse, de Lagny, de Pontoise, de Beauvais, de Chaumont, de Corbie, d'Amiens, d'Aumale, de Bruxelles, de Louvain, de Douai, etc., avaient leur place aux halles. Une institution charitable qui remontait jusqu'à saint Louis assignait un étal gratuit, dans les halles de Paris, aux files pauvres à marrier, pourvu qu'elles fuscent nées en légitime mariage et de bonne vie et mours.

De la Marre cite, dans sou. Traité de la police (IV, 270), plusieurs ordonnances relatives aux halles de Parie, qui prouvent que le prévôt de cette ville était spécialement chargé de la police de ce marché. Le voyer de Paris avait aussi des fonctions et des droits aux halles de Paris; il levait aur les marchands de fromage et d'œufs un impôt en nature. Les pâtissiers et boulangers lui devaient un gâteau aux rois, et les autres marchands lui payaient des redevances analogues, comme on peut le voir dans De la Marre (Traité de la police, IV, 666). Le bourreau prélevait anssi certains droits sur les denrées mises en vente aux halles de Paris (voy. Boun-REAT). Les halles pouvaient presque être considérées: comme son domaine; c'était là, en effet, que s'élevait autrefeis l'échahad qui était permanent et attenant au pilori. Les houtiques et échopes qui en**touraie**nt la place des *halles*étaienvlouées es la bourreau à das marchands qui verdaient le poisson en detail. Les cessions de biens pour dettes amient lien sur cette place, au pied du pilpri. Les débiteurs insolvables venaient y recevoir le bonnet vert de la main du bourreau (voy. Der-7854.5 VI).

HAMPE. — Manche d'une halleharde ou d'une lance.

HANAP. — Grand vase monté sur un pied assez élevé. Il. y avait. des l'anape de plusieurs mutières: terre, faïence, or et argent; mais les plus estimés de tous étaient de cristal, surtout quand on y avait joint des sculptures rares, des pierres précieuses et autres ornements de cette nature. On trouve dans l'Histoire de Blois, par Bernier, la description d'un hanap de cette espèce, qui était conservé à l'abhaye de la Madeleine de Ghérteandun, et que la tradition assurait avoir été envoyé à Charlemagne par le calife Haroun-al-Raschid. Il était d'une grandeur considérable et monté sur un pied d'argent, enrichi de filets d'or et

d'émaux. Parmi les dons que fit Charles le Chanve à l'abbaye de Saint-Benie et dont l'énumération se trouve dans les Chroniques de ce monastère, il y smak un hanap qu'on prétenduit avoir appartenn à Salomon. Il était d'on pur, erné d'émeraudes fines et de fins grenots, « si mervailleusement ouvré, disent les Chroniques, qu'en tous regannes ne fat jamais auvraga si, parfait. » La ville de Pontarlier était renommée au nur sidale pour la fabrication des hanaps un xuns sidale pour la fabrication des hanaps un xuns sidale la Euntaine a dit :

Prime misus les Turus es enspagne Que de veir nes vins de Changagne Profanés par des Allemanda.; Ces gens ent des hanaps trop granda; Notre nectur vent d'autres verses.

HANG. — Invelot das Francs. Voy.

hanciers, honourde, honourds on honourds les persons de sel au nombre de vingt-quatre. H en est fait mention dans une endemmance du roi Jean en date de 1350. Un des priviléges de cette corporation consistant à perter le corporation consistant à perter le corporation consistant à perter le corporation de l'argent devaient s'en charger. En 1422, les religieux trouvent le fardeau trop pesant, dennèrent de l'argentaux honourdequi portèrent le corporation des juvés honourrés portent de l'argentaux de les suits l'argent de les juvés honourrés portent de sel existant encore aux xver siècle:

HANS. — Les lians étaient des grandes maisons où les marchands français qui trafiquaient dans le Levant peuvaient se retirer, avec leur suite. Les Ermaçais avaient autrefois de ces auberges prévidégiées à Said, à Alep et à Alexandrie en vertu des traités conclus avec la Eurquie.

Hansh, Hangradiques, Hanges. Le mos hance désignain, au moyentige, une association de marchande. La honse la:plumcáléhra:fut.ceile diskvilles diMlemagne, qui s'anirent: au mine siècle et qui sont, commes sous le nome de villes hansiatiques. Il niest paside mon sujet de parier de la hanse germanique; mais il a ausaii existé en France des avectistiona de marchands appelées hanses ; la plus imperiente: était celle des marchande: dec l'eaux de: Pariez, qui: remon+ tait juagaih l'empire romain. Louis VIIL en confirmant leurs priviléges, en 11761, reconnaissait qu'ils étaient fort anciens (consussusines corum tales sunt ab antiquo). La hanes parisienne ou corps des marchands de l'eau de Paris avait

scule le droit de commercer par cau dans Paris et la banlieue de cette ville, qui s'étendait à une distance de six à huit lieues autour de Paris. Pour naviguer sur la Seine dans cette limite, et décharger on charger des marchandises sur les quais de Paris, il falluit être de la hanse parisienne, ou, comme **On disait encorc, bourgeois hunsé de cette** ville, ou obtenir l'association avec un de ces bourgeois hanses, qui prenait la moitié de la cargaison ou prélevait la moitié des bénéfices. Un voit là un des exemples de ces monopoles qui étaient le résultat de l'esprit de corporation, et partageaient la France en petites républiques rivales et souvent ennemies. Il y avait peine de confiscation, ou, comme on disait alors, de foisaiture contre le marchand etranger qui aurait franchi la limite fixée sans s'être soumis aux conditions imposées par la hause parisienne. Mais, à leur tour, les marchands de l'eau de Paris rencontraient, en descendant la Seine, des compagnies privilégiees qui leur fermaient le passage, et exigesient, sous peine de confiscation, que les mariniers de Paris les prissent pour associés. Ainsi Rouen avail sa hanse, qu'on appelait compaynis normands. Nul ne pouvait charger ou décharger des marchandises sur les quais de Rouen, s'il n'était de la compagnie normande ou n'avait pour associé un des marchands privilégiés de Rouen qui prélevait une part considérable des bénéfices

Ces monopoles opposés donnérent lieu à de longs procès, d'us lesquels la hanss parisienne eut généralement l'avantage. La royauté s'éleva heureusement, comme pouvoir médiateur, entre les corporations rivales et abolit leurs priviléges dans l'interet général de l'unité française. Elle supprima, dès le xve siècle, les priviléges de la compagnie normande qui interceptait la navigation de la basse beine (1450). Il fallut plusieurs siècles pour que la hanse parisienne subît le même sort. Enun Louis XIV déclara par un édit de 1672, « que les droits de la compagnie française (c'était le nom que l'on donnait alors à la hanse parisienne) seraient éteints et supprimés sans préjudice du droit de hanse. » — Le droit de hanse qui est ici formellement maintenu était un impôt que la royante, se substituant aux anciennes corporations, prelevait sur toules les marchandises qui arrivaient par

HANTRADA — Espèce d'affranchissement dans lequel l'esclave était transmis de main en main (hand), par le maître et les témoins. « Celui, dit un capitulaire de 813, qui veut renvoyer un homme libre per hantrada, doit, lui douzième, dans un lieu réputé saint, le renvoyer libre de la douzième main, » c'est-à-dire que l'esclave devait être transmis des mains du maître à celles des onze témoins, qui, par cet acte symbolique, devenaient les garants de sa liberté.

HAQUEBUTE, HAQUEBUTIER. — On appelait haquebute, au xvr siècle, l'arme à seu qu'on a nommée plus tard arquebuse. Clément Marot a dit:

Amour a fait à mon eœur une bute Et guère m'a navré d'une kaquebute.

On nommait haquebutiers les soldats qui portaient cette arme.

HAQUENÉE. — Cheval de moyenne grandeur, dont l'allure était douce et que montaient ordinairement les femmes. La haquenée était quelquefois une redevance féodale: ainsi, la redevance d'une haquenee blanche avait été imposée au roi de Naples par le saint-siège; l'ambagadeur de Naples devait chaque année en faire la remise au pape en signe de vassalité.

HARANGUE. — L'usage de haranguer les rois à leur entrée dans les villes remonte à une haute antiquité; ce privilége a souvent été fort onéreux pour la royauté. Tous les livres d'anecdotes sont remplis d'historiettes sur l'ennui que ces harangues causèrent aux princes forcés de subir l'éloquence provinciale, et sur les reparties brusques ou spirituelles inspirées à quelques rois par l'impatience. C'est surtout à Henri IV, le plus populaire des anciena rois, que l'on a prète ces vivacités de langage. Il passait, dit-on, par une petite ville, où l'orateur commençant à le complimenter fut interrompu par un ane : « Messieurs, dit Henri IV, Parlez chacun à votre tour, s'il vous plaît.» Le même prince passant par Amiens, on vint lui adresser une harangue, et l'orateur la commença par les titres de trèsgrand, très-bon, très-clement, très-ma-gnifique. Henri IV l'interrompit en disant: « Ajoutez aussi et très-las. » Les harangues ont en quelquesois un but plus utile. Les premiers mercredis de chaque mois, les présidents, procureurs généraux et avocats généraux adressaient aux magistrats un discours sur les devoirs de leur charge; on appelait ces harangues mercuriales du jour où elles étaient prononcées. L'ordonnance d'orléans (1561) en faisait une obligation pour les magistrats. Les mercuriales dégénérèrent peu à peu en harangues d'apparat prononcées à la

rentrée des tribunaux. Cet usage subsiste en core aujourd'hui.

HARAS. — Les haras sont les lieux où sont réunis les étalons pour l'entretien et le perfectionnement de la race chevaline. Il est question, dans les Mémoires de Sully, d'un haras établi à Meun ou Mehun en 1601; mais l'organisation des horas royaux ne date reellement que de Louis XIV. Une ordonnance du 16 octobre 1665 prescrivit l'établissement d'un étalon royal dans chaque canton. Les édits du 28 octobre 1683, du 21 mai 1685, du 29 octobre 1689, d'août 1705, etc., complétèrent l'organisation des haras. Il y avait des gardes-étalon ou gardesharas, et, au dessus d'eux, des commissaires inspecteurs des haras, auxquels étaient subordonnés des sous-inspecteurs et des visiteurs. Deux fois par an, ils inspectaient les étalons de leur circonscription, et se faisaient rendre compte de tout ce qui concernait le service des haras. On centralisa, au commencement du xviii siècle, les dépôts d'étalons. Les deux principaux haras furent alors le haras du Pin (Orne) créé en 1714, et celui de Pompadour (Correze) établi par le duc de Choiseul en 1765; on les appelait haras du roi. Le but particulier de ces deux établissements était de fournir des chevaux pour le service de la personne du roi et de ses écuries. Il y avait des dépôts secondaires qu'on appelait haras du royaume; ils étaient établis dans chaque province. Les haras du roi étaient sous la direction spéciale du grand écuyer qui avait. en outre, la surintendance générale des haras des provinces de Normandie, de Limousin et d'Auvergne.

La Constituante supprima les haras, dont le régime paraissait beaucoup trop coercitif (décret du 29 janvier 1790 sanctionné par une proclamation du 31 août de la même année ; mais en comprit bientôt la nécessité d'une réorganisation des haras, et une loi de la Convention (2 germinal an 111, 22 mars 1795) ordonna l'établissement de sept dépôts nationaux d'étalons. Cette loi ne fut pas exécutée, et ce fut reulement à l'é-poque de l'empire (4 juillet 1806) que farent appliqués les principes posés par la Convention. Le décret de 1806 établit six haras et trente depots d'étalons. A la tête de chaque haras était place un directeur, auquel étaient subordonnés un inspecteur, un régisseur garde-magasin et un vétérinaire. Un chef de dépôt, assisté d'un agent comptable garde-magasin et d'un vétérinaire, était préposé à

chaque dépôt. Six inspecteurs généraux avaient la surveillance de tout le service des haras. Un nouveau décret, en date du 17 mai 1809, établit onze écoles d'équitation et institua auprès du ministère de l'intérieur un comité central pour le perfectionnement de l'espèce chevaline. Il était composé de vingt membres dont faisaient partie les inspecteurs généraux des haras. Sous la restauration, une ordonnance du 28 mai 1822 érigea en direction générale l'administration des haras; le nombre des inspecteurs généraux fut réduit à quatre et le comité central changé en un conseil des haras qui se composait du directeur président, des inspecteurs généraux et d'un secrétaire. Depuis cette époque, il n'y a pas eu de changements importants dans l'administration des haras Les haras du Pin et de Pompadour fournissent des étalons aux dépôts d'Abbeville, Angers, Napo-léon-Vendée, Pau, Saint-Lô, Tarbes, Blois, Cluni, Langonnet, Rosières, Saint-Maxent, Strasbourg, Villeneuvesur-Lot, Arles, Aurillac, Braisne, Jussey, Lamballe, Libourne. Montierender et Rodez. Il existe au haras du Pin une école des haras composée de vingt élèves; on ne peut devenir officier des haras qu'après avoir suivi les cours de cette école et obtenu un diplôme d'aptitude.

HARASSE. — Bouclier particulier, que les vilains ou roturiers employaient, au moyen age, dans le duel judiciaire ou jugement de Dieu. Ces boucliers avaient cinq ou six pieds de hauteur et servaient aux champions comme d'un rempart derrière lequel ils se tenaient cachés. La harasse avait deux trous pratiqués à la hauteur des yeux, atin que l'on pût suivre les mouvements de son ennemi, lui porter des coups et parer les siens. Comme cette arme était très-pesante et causait une grande fatigue, on en a fait le verbe harasser, dont on se sert encore pour désigner l'état d'un homme accablé de fatigue.

HARDIE (Cotte). — Espèce de robe commune aux deux sexes et fort en usage aux xiie et xiiie siècles. Voy. Habillement, § II.

HARDIS.—Ancienne monnaie qui valait trois deniers; elle tirait, selon quelques auteurs, son nom de Philippe le Hardi, qui la fit frapper. On contracta les mots li hardis en celui de li-hards ou liards, qui est resté jusqu'à nos jours dans la langue française. D'autres auteurs prétendent que les premiers hardis vinrent de la Guyenne. Dans la suite on frappa des hardis d'or et des hardis d'argent.

Cette monnais ent cours en France après la réunion de la Guyenne aux domaines de la couronne en 1453. On trouve des hardis jusqu'à l'époque de François les.

HARFILE. - Emeule ou révolte (du Cange, ve Harela). On appelle specialement harvile une sédition qui éclats à Rouen, en 1382, à l'occasion des impôts que les oncles de Charles VI avaient nouvellement établis. Le peuple soulevé égorges les percepteurs d'impôts sur la place du marché et proclama roi un merchand drapier, nomme Simon le Gras. Les Rouennais perodièrent alors les solemnités qui accompagnaient l'intampiantion des rois et leur entrée dans les bonnes villes. Simon le Gras fut promané dens toutes les rues au milieu de chants de joie et de cris séditieux. Puis sesis sur son tribunal, il entendit les requêtes des bourgeois qui demandaient l'abolition des impôts et la confirmation de leurs privilèges. A chaque re-quête, le roi répondait; Soit fait droit, Ces scènes d'ivresse accompagnées de violences et de pillages eurent un triste lendemain, Les oncles du roi, vainqueurs Riamands, amenèrent à Rouen le jeune Charles VI qui entra dans la ville an la brèche, s'empara des chaines que l'on tendeit alors au coin des rues, fit raser la tour du beffroi et enlever les cloches de la ville. La commune de Rouen fut supprimée et le maire, qu'élisaient les bourgeois, fut remplacé par un bailli royal. On a soutenu avec quelque vraisemblance que le nom de harelle venait de hare, cri par lequel les Normands invoqualent, dit-on, les souvenirs de justice et de puissance qu'avait laisses leur duc Rolf ou Rollon (voy. HARO). D'autres prétendent que l'imposition qui provoque la révolte s'appelait harelle. Il est plus probable que ce mot est dérivé de l'allemand haren (appeler as secours). - A Nantes, on nommait harelle l'armée que levait l'évêque; ce mot se trouve dans une enquête faite sur les droits de l'évêque de Napies en 1296,

HARRIG, HARRIGERS, HARANGERES,

— La pêche du hareng remonte à une
haute antiquité. Des lettres patentes de
Louis VII (1170) mentionneut les harenge salée que les marchands, de l'aque
(c'est-à-dire-les marchands de la hance
parisienne) achetaient des Normands.
Les marchandes, qui vendaient ces poissons-en détail, s'appelaient harengères.
Bientôt des forcies (ce fut le nom qu'on
denne aux marchands étrangers, ilrent
transporter à Paris du hareng (rais, et,
en 1254, saint Louis publis un règlement

de pelice sur les forains qui lainaient venir le poisson frais, les voituriers qui l'apportaient et les débitants qui le revendaient en détail. Tout le poisson y est classé en trois catégories : le frais, le salé et le sor ou desseché à la francée. Les marchands en détail sont auxuns divisée en catégories. Le règlement donne aux uns le nom de poissonniers et leur attribue la vente du poisson frais.; les harengere ne conservent que la vente du poisson sor et salé. En 1345, sous Philippe de Valois, cette distinction fut abolie.

Presque partout la pêche était semmise à des redevances qui ont été maintenues pendant tout le moyen âge. Lea Calaisiens, qui rivalisaient avec les Marmands pour la pêche du haveng, étaient obligés de donner la dime de cette pêche aux moines de Saint-Bertin. A Dieppe, loraque les matelots prenaient un marsonin, ils étaient tenus de le porter à la vicomte de l'arche vêque de Rouen, seigneur de Dieppe, et de frapper trois fois à la porte avec la queue du marsonin. S'ils mas'acquittaient pas de cette bizagne redevance, ils étaient mis à l'amende et le poisson confisqué. A Reims, les channeines trainaient en procession des havengs attachés à une corde (Sainte-Palaye, v' Havengs).

Quoique la salaison du harang fât connue à une époque fort ancienne, les procédés en étaient très-imparfaits. Ils ont été améliorés par les Hollandais aux xve et xvie siècles. La pêche du harang est encere anjourd'hui la principale ressource des pêcheurs normands.

HARENGS (Journée des). — On appelle Journée des harengs un combat qui se livra près du village de Rouvray, le 12 février 1429. Les Français voulaient enlever un convoi de harengs destiné à l'armée anglaise qui assiègeait Orléans; mais ils furent repoussés et la victoire resta aux Anglais.

Hariman. — Voy, Andread. Harmiscar. — Voy: Hadnescar.

HARMONICA.— Instrument de musique inventé par Franklin et introduit en Françe, en 1765, par une Anglaise de nom de Davies.

harmiscan, harmecar, harmiscan, désignaient primitivement toute espèce de peine, C'est dans ce sens que les Capitulaires emploient ces expressions: «Que ceux, dit un capitulaire de 75£, qui étahlissent des prêtres dans les églises sans le conseptement des évêques, payent le ban on soient condemnés à un suire har-

macur. » Un capitulaire de 553 condamne. Loraque la ville de Rouen fut assidude. les malfaiteurs à payer le ban et à subir le plus dur harmiteur. La même expression se retrouve dans un capitulaire de 869. Dans la suite on appela hornescar ou hacher une peine infamante qui condamnait un chevaller félon à porter sur ses épaules, à une certaine distance, une selle de chevalou un chien. Le chevalier, qui avaitsubi cette peine, était dégradé.

HARO. — Le cri ou clumeur de haro était, dans les anciennes coutumes de Normandie, un appel solennel à la justice et à la protection. On le faisuit dériver des mots ahi Rollon, comme si l'on ent invoqué la memoire du grand justicier Musique. qui avait fondé le duché de Normandie. HARPII D'autres prétendent avec plus de vraisemblance que ce mot dérive de l'állemand haren (appeler au secours) et soutiennent que le cri de haro était en urage chez les Saxons longtemps avant l'épeque où Rollon s'établit en Normandie. L'opinion qui faisait dériver ce mot du nom' de Rollon était si accréditée en Normandie, que sur le tombeau de ce duc, dans la cathédrale de Rouen, on lisait ces vers :

1

Duz Normanorum, cunctorum norma bohorum Rollo, forus, fortis, quem gens Normannieu mortis Invocat atticule, hee jacet in timule.

Quoi qu'il en soit de ces étymologies, le cri de haro avait une grande puissance. Dans l'origine, il suspendait toutes poursuites judiciaires et tout acte commence. D'après la coutume de Normandie, celui contre lequel on avait crié le haro était obligé de cesser l'entreprise commencée et de suivre le désendeur devant le juge. La ils donnaient respectivement caution, l'un de défendre le haro et l'antre de le poursuivre. Pendant ce temps, l'objet en litigé était séquestré et restait en main tierce. Un des exemples les plus célèbres de la clameur de haro eut lieu aux funérailles de Guillaume la Conquérant (1087). Au moment où l'on allast déposer le cerps dans le caveau funèbre, un beurgeois de Chen, nommé Asselin, déclara que le ter-rain surfequel était bâtie l'égliss de Saint-Étienne, avait été volé à son père, et qu'il s'oppossit à ce qu'on y enterrit le Con-quesant. Cette ciameur de hare suspendit la cérémonie des funérailles. Les évêques et les seigneurs présents firent une enquête, et ayant réconnu la justice de la réclamation, ils payèrent la somme demandée comme prix du terrain. Les poêtes Princis du xille siècle citent souvent le cri de haro ou harou. Guillaume Guiart permettion tomules dit:

La vois dé-sul s'y est eie , . Fore des hérauts qui baron erfolit?

en 1419, par les Anglais, les habitants réduits à la dernière extrémité, envoyèrent une ambassade vers le roi Charles VI pour crier le grand haro. Dans la suite, et à une époque même où l'on ne tenait plus de compte des priviléges provinciaux, il était d'usage d'ajouter au bas des ordonnances royales cette formule: Nonobstant charte normande et clameur de haro. On appelait encore hare une amende que prélevait le seigneur haut justicier sur tous ceux qui n'avaient pas répondu au cri de haro et prêté main-forte à la justice.

HARPE. — Instrument de musique, Poy.

HARPIN. — Lance à pointe récourbée.

HART. — La hart était, en termes de jurisprudence, la corde qui servait a etrangler un criminel. Désendre sous peine de la hart, c'était menacer de la corde celui qui violerait la loi. Cidment Marot a dit d'un valor qui l'avait velén

Sentant la kart à cont pas à la rossè; Au demotrant le motileur filé du monte

Autrefois, dit le *Dictionnaire de Trévolle* . on attachait les criminels au gibet ev des liens de bois menus et pliants qu'en appelait harf.

HAST. — Le mot hast', tiré du latin hasta (lauce), désignait les armes qui étaient composées d'un fer placé à l'extrémité d'un manche en bois ou liampe. On les appelait armet de haste

HASTEURS ou HATEURS. — Officiens qui étaient employés dans les cuisines du roi peur surveiller les visades rôtic Ils avaient part à la distributions de via faite aux officiers royaux, comme le prouvent les poésies d'Bastache des Champe.

hauban, haubannier. — Le *Koudun* était un droit que payaient au roi lés membres de quelques corporations indus trielles (voy. Componation). On appelant haubanniers les marchands soumis à cet impôt. Ils achetaient ainsi le' monopole ou droit exclusif de vendre certaines denrées. — Dans la suite, on nemme hausbanniers du roi les marchands fripiers, qui achétaient du grand chambrier (voy. CHAMBRIER) l'autorisation de traffquer exclusivement des vieilles hardes. Au XVIII* siècle, les maîtres pelletiers four retire de Paris portaient aussi le nem de haubanniers. — Le hauban était succre un impôt que l'on payait pour se racheter de la corvée. En 1440, le roi Lettie le Jeune exempta les habitants de la pirojsse de Netre-Damé des Champs du désit de vanpen dae bressky ear-lighter

HAUBEREAU. — On entend généralement par haubereau un noble d'un rang inférieur, et ce nom est presque toujours pris en mauvaise part. On n'est pas d'accord sur l'étymologie. Selon les uns, le mot haubereau vient du nom d'un petit oiseau de proie auquel on assimilaft les seigneurs leodaux. D'autres le font dériver de haubert et considèrent haubereau comme un diminutif de ce terme qui indiquait à la fois l'armure d'un chevalier et une espèce de sies qui ne pouvait être possedé que par un chevalier, et qu'on appelait hef de haubert, parce que le possesseur de ce domaine devait le service militaire avec le haubert, l'écu, l'épée et le heaume.

HAUBERGEON. — Diminutif de haubert. Le haubergeon était, comme le haubert, une cotte de mailles dont se couvraient les chevaliers. Voy. Armes.

HAUBERGIER. — Possesseur d'un fief de haubert. Les vassaux servaient en qualité de haubergiers. écuyers, lanciers, arbalétriers, etc. — Ce nom désignait aussi quelquesois les fabricants de hauberts.

HAUBERGINIERS.— Fabricants de hauberts ou cottes de mailles. Les maîtres chaînetiers de la ville et faubourgs de Paris étaient appelés, dans leurs anciens statuts, hauberginiers, parce qu'eux seuls fabriquaient cette espèce d'armure.

HAUBERT. — Cotte de mailles de fer entrelacées dont les chevaliers se servaient du xi° au xiv° siècle. Voy. Armes, fig. A.

noble domaine, dans la hiérarchie léodale, après les terres qui conféraient un titre, comme les duchés, comtés, marquisats, baronnies. Selon quelques auteurs, haubert était dans ce cas synonyme de haut ber ou haut baron. La plupart des auteurs font deriver ce nom de l'armure avec laquelle le chevalier devait servir son seigneur.

HAUDRIETTES. — Religieuses établies, au XIII siècle, par Étienne Haudri. Voy. CLERGÉ RÉGULIER.

HAUNET. — Arme offensive terminée par un crochet.

HAUSSE-COL.—Le hausse-col, que les officiers portent encore aujourd'hui, est un reste des armes défensives dont l'infanterie était autrefois couverte. Ce n'est plus qu'un morceau de cuivre échancré que l'on place sous le cou. Autre:ois, sous le nom de gorgerin ou gorgerette, le hausse-col servait à rattacher les différentes pièces de l'armure (voy. Armes).

La couleur du hausse-col servait quelquesois à distinguer les corps; il était doré pour les officiers des gardes françaises et argenté pour les officiers suisses. Les majors et aides-majors des régiments ne portent point le hausse-col.

HAUTBOIS. — On distingue, dit Millin Dictionnaire des beaux-arts), le hautbois en ancien et en moderne. Autrefois on jouait d'une espèce de hautbois de Poi tou. La taille de ces hautbois était d'une quinte plus basse que le de-sus et avait un trou de moins, le huiuème ne se bouchant point. Cet instrument avait deux pieds quatre pouces de long. Il y avait aussi la basse du hautbois, qui avait cinq pieds et onze trous. Le hautbois dont on se sert maintenant a le son plus fort que la flûte. Sa cavité intérieure est pyramidale, et se termine comme une trompette. Il a deux cless, dont la plus petite reste appliquée sur le septième trou par un ressort ; la plus grande, adaptée au huitième trou, est toujours ouverte, et ne ferme qu'en appuyant le doigt sur la bascule. Cet instrument se monte en trois pièces qui entrent l'une dans l'autre, e: l'anche fait la quatrième. Il porte vingtun pouces huit lignes de longueur, sans compter l'anche. Son étendue est à l'unisson du violon, et contient deux octaves et quatre demi-tons. On connaît encore une autre sorte d'instrument à peu près semblable appelé le hautbois de forét; il se démonte en cinq pièces; il a la même étendue que le hauthois ordinsire; mais le son, quoique agréable, en est plus anché, c'est-à-di e moins sonore et plus velouté. Il est question de hautbois aux funerailles de Henri IV. Sous Louis XIV, ils figuraient dans la musique militaire. Pellisson, dans son Hist. de Louis XIV (t. II, p. 176-195, parle des mousquetaires ouvrant la tranchée au son des hautbois.

HAUT-DE-CHAUSSES. — Partie du vêtement des hommes qui les couvrait de la ceinture aux genoux et que l'on a nommée dans la suite culotte. Le haut-de-chausses varia souvent de forme; il fut tour à tour serré au corps (xv° siècle), large et bouffant (xvi° siècle), enfin surchargé de rubans et de dentelles qu'on nommait canons. Voy. Canons.

HAUT DOYEN. — On désignait sous ce titre, dans plusieurs chapitres, le chanoine qui y tenait le premier rang.

HAUT JUSTICIER. — Seigneur qui avait, dans l'étendue de ses domaines, le droit de connaître de toutes les causes civiles et criminelles. Les échelles, fourches patibulaires, piloris, placés à l'entrée de ses

terres ou de son château, étaient le symbole de sa puissance. Voy. JUSTICE.

HAUTE COUR DE JUSTICE. - Tribunal, chargé de juger les crimes politiques, qui a été plusieurs fois organisé depuis la révolution. Une loi du 10 mai 1791 institua une haute cour nationale composée de quatre grands juges et de vingtquatre hauts jurés. Les premiers étaient pris parmi les membres de la Cour de cassation et les seconds étaient élus par des départements que le sort désignait. Les crimes politiques et les accusations contre les hauts fonctionnaires étaient déférés à ce tribunal. Il siègea d'abord à Orléans, fut supprimé en 1793 (10 mars), lorsqu'on établit le tribunal révolutionnaire. Réorganisée en 1795, après la suppression de ce tribunal, la haute cour siégea à Vendôme (20ût 1796) pour le procès de Babeuf et de ses complices. Napoléon avait institué, en 1804, une haute cour impériale composée de grands dignitaires et de sénateurs. La constitution de 1848 rétablit la haute cour de justice, composée de membres de la Cour de cassation et de hauts jurés désignés par les membres des conseils généraux Les articles 54 et 55 de la constitution promulguée par le prince Louis-Napoléon, le 14 janvier 1852, ont maintenu cette institution. Ils sont ainsi conçus : « Une haute cour de justice juge, sans appel ni recours en cassation, toutes personnes qui auront été renvoyées devant elle comme prévenues de crimes, attentats ou complots contre le président de la République et contre la sureté intérieure ou extérieure de l'Etat. »

HAUTE JUSTICE. — Droit de connaître de toutes les causes criminelles et civiles. Voy. Justice.

HAUTE LICE ou HAUTE LISSE. — La haute lisse est une tapisserie dont la chaine est tendue verticalement sur un métier et réprésente les couleurs d'un tableau avec de la laine de diverses nuances. La galerie de Rubens, la Sainte famille de Raphaël, une foule de tableaux d'histoire, quelques paysages, des portraits ont été ainsi copiés. La manufacture des Gobelius est la plus célèbre pour les hautes lisses On nommait autrefois en France ces tapisseries sarrasinoises, parce que l'invention en est attribuée aux Orientaux. — On appelait encore haute lisse, à Amiens, des étoffes dont la chaîne était purement de soie et la trame de laine. Les hauts-lisseurs, ou fabricants de ces étoffes, faisaient partie du corps de la sayeterie d'Amiens.

HAUTE POLICE. — La surveillance de la hauts police s'étend pour toute leur vie sur les condamnés aux travaux forcés à temps. Elle est aussi de plein droit pour les condamnés au bannissement pendant un temps égal à la durée de la peine qu'ils ont subie. Pour les condamnations correctionnelles, la surveillance de la haute police n'est applicable que dans les cas spécifiés par la loi. Elle est généralement d'un an au moins et de cinq ans au plus. Les personnes soumises à la surveillance de la haute police doivent, avant d'être rendues à la liberté, déclarer dans quel lieu elles se proposent d'habiter; elles sont tenues de s'y rendre en suivant l'itinéraire marqué sur la seuille de route qu'on leur délivre et de se présenter devant le maire de la commune dans les vingt-quatre heures qui suivent leur arrivée. Si elles veulent changer de résidence, elles doivent prévenir le maire trois jours à l'avance et en obtenir une feuille de route. Le gouvernement peut leur interdire la résidence dans certains lieux.

HAUTES-PAIES. — On appelait hautespaies, an xviii siècle, les anspessades et
les caporaux dans l'infanterie, les brigadiers et sous-brigadiers dans la cavalerie,
et même les grenadiers et tambours qui
recevaient une paye plus forte que celle
des autres soldats.

HAUTES PUISSANCES. — Titre que les rois de France accordaient aux états généraux des Provinces-Unies. En 1644, Louis XIV, ou plutôt Mazarin qui gouvernait sous le nom du roi, les qualifia de hauts et puissants seigneurs. Depuis cette époque on les appela hautes puissances dans les relations diplomatiques.

HAUTE TRAHISON. — Crime contre la sûreté de l'État.

HAUTPONNOIS. — On désignait sous ce nom, à l'époque de Louis XIV, les habitants d'un faubourg de Saint-Omer appelé Hautpont. Les Hautponnois ne s'allaient qu'entre eux, comme certaines populations du midi de la France. Pellisson parle de ces Hautponnois dans ses Lettres historiques (t. III, p. 264 et 265).

HAUTS BARONS. — On nommait ainsi, en Bretagne, les membres du second ordre de la noblesse (D. Morice, Histoire de Bretagne, préf., p. XIII.)

HAUTS ET PUISSANTS SEIGNEURS.— Ces titres étaient ordinairement réservés aux principaux personnages. Cependant on les donnait en Bretagne aux simples évêques (D. Morice, Hist. de Bretagne, préf., p. xx et suiv.). HAUTS HOMMES. — Dens un aurés de 1856, il est dit que les comtes de Danx-Ponts et de Blamont présidaient aux assises féadales de l'évêché de Metz en qualité de pairs et bauts hommes de l'évêché.

MAUTS JURES. — Jurés qui font partie de la hauts cour de justics. Voy. HAUEZ Coma na Justice.

MAYAGE, MAVEE. -- Le droit de haoage consistait à prendre des fruits exposés en vente sur le marché autant qu'en pouveit contemir la main, il avait été abandonné à Paris à l'executeur des hautes couvres, qui le faisait exercer par aes préposés. Ils marquaient avec de la craie le dos ou le bras de ceux qui avaient payé le droit de havage. Cette contume irritait plus que l'impôt lui-même; il en résulta quelques désordres , et le droit de havage fut supprime. A Pontoise, ce droit appar-tenait à l'hôpital général. — On appelait quelquefois ce droit haves, mot qui designait d'une manière générale une poignée de quelque chose. Les abbés de Sainte-Genevière s'étaient rachetés de la havée en payant au bourreau une rente annucle de minq some le jour de la sèle de minte Geneviève.

HAVET. — Fourche à trois dents emmanchée à une hampe ou bois de lance; c'était une des armes dont on se servait au moyen âge.

HEAUME. — Casque fermé en usage au moyen age (voy. ARMES, ég. 9). — Le heaume dans les armoiries etait un signe de moblesse. Placé au haut des châteaux, il annouçait l'hospitalité (Sainte-Palaye, re Heaume).

HEAUME D'OR. — Monnaie d'or du règne de Charles VI. On appelait aussi ces pièces d'or ècus heaumés, parce que les armes de France y étaient surmontées d'un heaume. On frappa des domé-heaumes sons le règne de Cherles VI,

MEAUMERIE, MEAUMIERS. — On nommait houseris l'art de fabriquer les beaumes et le lieu on on les vendait. Il y avait à Peris une corporation des houseriers et une rue de la Heaumerie.

MEBERGEMENT. — Droit féodal. Les vassaux, qui devaient l'hébergement, étaient tenus de leger et de nourrir le seigneur et sa suite lorsqu'il veneit dans leurs demaines (voy. Gite). — Le mot Merèbergum se trouve déjà dans les Capitulaires, mais il indique le lieu où se réunissait une assemblée. Aiusi, dans le capitulaire de Charles le Chauve, rendu à Pietes: « Nons défendons à aucun autre de rester agns notre permission dans notre palais eu dans ce lieu de réunion (in 1840 BERLARESCO).» HEBERTISTES. — Les béhentietes se signalèrent par leur nichance à l'apoque révolutionnaire. Ils tiraient leur nom de Jecques-René Méhert, dit le Père Ducheme. Ce parti anarchique demains chans la commune de Paris après le 21 anni 1798 (chute des Girandins). Leur audace alla si lein que Robernierre et le commité de salut publices déclarèment compresser. Hébert, itensin, viscent et autres déberdistes furent arrêtés, condamnée et emécutés de 6 vantées en 11 (24 février 2794).

ment heiduques des fantassins hongrois. Ce nom s'étendit plus tard aux domestiques hongrois ou costumés à la hongroise que les Allemands avaient presque toujours à leur suite. L'usage de ces domestiques s'introduisit en France vers la fin du xvn siècle, où des prisonniers hongrois s'attachèrent au service de quelques grands seigneurs. Dans la suite, on nomma souvent heiduques les valets de pied habillés à la hongroise.

HELLENNE (Monnaie).— La monnaie hélienne était la monnaie des comtes de Périgueux : elle tirait son nom d'Héli II, comte de Périgord, qui vivait au xe siècle.

HELLEQUINS ou MERLEQUING. — Personnages fantactiques qui jouent un grand rôle dans les légendes du moyen àge. On coeyait entendre pendant des muits le moonie ou troupe des hellequine, peursuivant à innuere les ferèts des animenx également fautastiques. Cette hégende se natroure en Allemagne où Hellequin est devenu le férece chasseur.

MELVETES ou MELVETIENS.—Ces peuples, qui habitaient une contrée correspondant à une portie de la Suisseactuelle, étaient compris dans l'ancienne ficule.

HEMINAGE. — Droit féodal prétevé en nature par le saigneur sur le blé vendn, principalement au marché, dans sa seigneurie. On écrivait aussi éminage. Ce nom vensit, dit M. Guérard (Prolégomènes du Cartulaire de Saint-Père de Chartes, § 116), de la mesure le plus an usage pour le blé (voy, Hémus). On appelait encore héminage un droit pagé pour la conservation des grains mis en dépôt dans quelque endrois.

pendant une partie du moyen âge; elle équivaleit, dans certaines previnces, à neuf ou dix ences. A Marseille, et l'on s'en servait encese au xvue stècle, elle était estimée àquivalente à saisants et quinze livres. L'ordre de Saist-Besolt conserva l'hémine jusqu'à la fin du XVIIIº siècle.

MENDUIS.—Nom des auciens chefs des Boarquignous. Ces chèfs étalent électifs, comme ceux de la plupart des peuplades germaniques. Ce fut, dit-on, en 418, que des rois héréditaires remplacèrent les chefs électifs des Bourguignous.

HENNIN. — Bonnet de semme en usage aux xive et xve siècles; il était tellement large et élevé, que les semmes, selon un contemporain, ne pouvaient passer sous ses portes sans se baisser et se tourner de côté. « Les dames, dit Paradin dans ses Annales de Bourgogne, portaient de hauts atours sur leurs têtes, et de la longueur d'une aune ou environ, aigus comme des clochers, desquels dépendaient par derrière de longs crèpes à riches franges comme étendards. » La hauteur et la richesse des hennins provoquèrent les critiques de plusieurs prédicateurs du xve siècle. Voy. Habillement, § III.

MENOUARS. — Voy. WANOUARDS.

HENRI. — Monnaie d'or frappée sous Henri II; elle représentait d'un côté ce roi armé et couronné de lauriers, et de l'autre une H couronnée ou une croix formée de quatre H surmontées d'une couronne. On appela aussi ces henris ducats, et on en frappa de doubles. Les henris d'or portent quelquefois l'effigie d'une femme armée, représentant la France; elle est assise sur un faisceau d'armes : une petite victoire lui présente une branche de laurier. La légende est : Optimo principi Gallia (la France à son excellent roi). On est frappé de la beauté du type de ces mounaies. C'est à cette époque que sut inventé le balancier et que l'on chercha à donner aux monnaies un mérite artistique.

HENRICIENS. — On a donné le nom d'henriciens à deux sectes : l'ane schismatique, l'autre hérétique. La première était celle des partisans de Menti IV et de Henri V, empereurs d'Affennague, en futte avec le pape Grégoire VII et ses successeurs. La seconde vitait son nom d'un etmice nommé Henri, disciple de Pierre de Bruys. Il enseignait, comme son maître, qu'il fallait ne donner le baptême qu'aux adaltes et me point bâtir d'église; il ordonnait même de détruire celles qui exiswient et de briser les croix. Il niaît la réalité de la présence du corps et du sang de J. G. dans l'Eucharistie, et rejetant la creyance an purgatoire, condamnait l'usage de prier pour les morts. Henri ré pandit surtout ces hérésies dans le midi de la France ; il eut pour principal adversaire saint Bernard. Ses erreurs furent condamnées et lui-même enfermé dans une prison perpetuelle.

MEPTAMENON. — Recueil de contes par marguerite de Valois, sœur de François les. Heptaméron veut dire les sept journées. Il y a dix nouvelles par jour, et le recueil se compose de soixante-douze rouvelles. L'Heptaméron est une imitation du Décaméron de Bocace.

MERALDIQUE (Art ou science). — Art ou science d'interpréter les blasons. Vey. Blason et HERAUT.

HERAUDERIE. — On appeleit Adverserie l'office d'un hérant d'armes, aussi blen que la science da blason et la connidesance du cérémonisi. Les hérauderies étaient aussi les provinces dont un léraut d'armes portait le nom. Il y en avait tronte au xvine siècle : Bourgogne, Normandie, Dauphiné, Bretagne, Alencon, Orléans , Anjou , Valois , Berri , Angoulème, Guyenne, Languedoc, Champagwe, Toulouse, Auvergne, Lyonnais, Bresse, Navarre, Périgord, Saintonge, Touraine, Alsace, Charolais, Roussillon, Picardie, Bourbon, Poitou, Artois, Provence of Montjoie Saint-Denis. La héraudérie de Montgoie-Saint-Dewis était la première. Le roi d'armes, qui en portait le titre, mettait ane couronne royale sur ses fleurs de lis. Le roi d'armes avait eu, dans l'erigine, l'hommeur de prêter serment entre les mains de roi et d'être armé chevalier de sa main (voy. Rou b'armes). Dans la suite il fut placé sous les ordres du grand écuyer , qui recevait bon serment.

MÉRAUT. — On fait dériver le mot hétout de l'altemand haren (crier, proclamer), d'où scrait venu également le mot haro (voy. HARO). D'autres assignent pour origine au mot héraut l'allemand here (armée), d'où l'on a formé heriban (pruclamation de guerre, levée de trou-

pes et impôt pour la guerre). § 14r. Rôle des hérauts d'armes au Moyen age. — Les hérauis d'armes avalent une haate importance au moyen age : leur personne était sacrée comme celle des féciaux chez les Romains. Ils accompagnarent les rois, princes et seigneurs d'un rang élevé dans toutes les circenstances solennelles, faisaient les prociamations, déclaraient la guerre, propo-saient la paix, annonçaient les tournois et autres réjouissances. Le signe de leur dignité était un caducée ou bâton couvert de velours et de fleurs de lis d'or; ils portaient une riche cotte d'armes sur la-quelle était brodé le blason de leurs seigneurs. Ces cottes d'armes resseinbinient à des dalmatiques, dont les demimanches s'élargissant vers le bas, tombaient un peu au-dessus du coudé. Celle du roi d'armes, chef des hérauts d'armes,

était ornée devant et derrière de trois grandes fleurs de lis et de l'ecu de France couronne. Sur l'extrémité de la manche droite, un lisait Montjois-Saint-Denis, et sur la gauche, roi d'armes de France. Son pourpoint et ses chausses étaient de velours violet chamarié d'or. La cotte des simples hérauts différait en ce que les fleurs de lis placées devant et derrière étaient plus petites. Lorsqu'un roi ou tout autre seigneur tenait sa cour piénière les herauts criaient largesse devant lui. Un héraul d'armes qui vivait au xv° siècle a décrit le cérémonial observé sans ces circonstances : au moment où les entremèts étaient servis, le maître d'hôtel appeluit le 10i d'armes ou le héraus le plus notable. Le héraus criait trois sois lurgesse devant la table du seigneur et ajoutait les titres du personnage au nom duquel les largreses étaient faites. Tous les autres hérauts et poursuivants d'armes crisient largesse! largesse! largesse! Et alors on remettait aux principaux vassaux des robes que leur distribuait le seigneur ; on partageait aux autres les débris du sestin et quelquesois on jetait de l'argent au peuple. Cet usage était tellement français, qu'on avait conservé en Angleterre le mot largesse, dont les hérauts d'armes se servaient encore dans les pompes de la royauté (voy. du Cange, Des cours et des fétes solennelles des rois de France). Les herauts portaient quelquefois devant le rui de grandes coupes ou hanaps remplis de toutes sortes de monnaies qu'ils jetaient au peuple. Le compte de Guillaume Charier, receveur général des finances, qui commence en 1422, contient l'article suivant : « A Touraine et Pontoise, hérauts du roi, la somme de quarante et une livres six sous, en trente écus d'or, à eux donnée par ledit seigneur au mois de mai 1448, tant pour eux que pour autres hérauts, poursuivants, menestrels et trompettes, pour avoir, le jour de la Pentecôte, audit an, crié largesse devant sa personne, ainsi qu'il est accoutumé. » Dans un compte du 1° octobre 1452, cité également par du Cange, on lit: « A Pontoise, Berri et Guyenne, hérauts du roi, pour avoir crié largesse au diner dudit seigneur le jour et sète de Toussaint, ainsi qu'il est accoutume de saire. »

Dans les tournois, les hérauts d'armes recevaient huit sous parisis pour attacher le casque de chaque chevalier au-dessus de son blason Les chevaliers qui paraissaient pour la première fois dans la lice devaient abandonner leur heaume ou casque aux hérauts d'armes. Il tallait encore leur payer une redevance pour le combat à la lance, après leur avoir donné une

bienvenne pour le combat à l'épée. Mais quand les chevaliers avaient payé pour la lance, ils étaient quittes, suivant cet axiome feodal que la lance affranchit l'épée, mais que l'épée n'affranchit pas la lance. Les hérauls mesuraient la lice où devsient combattre les tenants et les assistants: ils assignaient à chacun sa place et animaient les combattants en poussant des acclamations et répétant leur cri de guerre. Le soin de compter les morts après les batailles et de faire le parlage du butin appartenait encore aux hé auts d'armes. Dans les premiers temps, ils étaient chargés de convoquer les assemblées qui se réunissaient auprès du souverain et d'y maintenir le bon ordre.

Une des principales tonctions des hérauts d'armes consistait à déclarer la guerre. Les souverains, vers lesquels on les envoyait, les recevaient avec un grand appareil. Une déclaration de guerre à feu et à sang se faisait quelquefois par deux hérauts, dont l'un portait une épée teinte de sang et l'autre une torche ardente.

Voy. GUERRE, \$ 10.

Les aspirants à la chevalerie devaient faire vérifier leurs titres par les hérauts et rois d'armes. On leur payait, à chaque réception, une rétribution, dont la quotite a plusieurs sois varié: elle était tantôt d'un marc d'argent, tantôt d'un écu d'or

par tête.

Aux funérailles des rois, les hérauts déposuient dans le tombeau les symboles de la dignité souveraine : sceptre, couronne, épée, main de justice, etc., puis poussaient par trois sois le cri: Le roi est mort! Relevant alors l'étendard de France, le roi d'armes s'écriait : Vive le roi!

Au xviii siècle, le roi d'armes et les hérauts portaient, dans les cérémonies solennelles, une cotte d'armes de velours violet cramoisi, ornée devant et derrière et sur chaque manche de trois fleurs de lis d'or. Le nom de la province dont ils portaient le titre, était aussi brodé sur leur cotte d'armes. Ils avaient une toque noireavec un cordon d'or Aux sunérailles, ils étaient revêtus d'une longue rôbe de deuil. Les hérauts d'armes jouissaient du privilége de commensaux du roi et de l'exemption du droit de franc sies (voy. Guyot, Traité des offices).

A partir du xvi siècle, les hérauts d'ar mes perdirent une grande partie de leur importance. Ils ne furent plus qu'un or-

nement des pompes solennelles.

§ 11. Hiérarchie entre les hérauts d'armes. — Il fallait passer par une hiérarchie de grades et subir de sérieuses épreuves avant de devenir héraut d'armes. On était

d'abord chevaucheur, puis poursuivant d'armes pendant sept années. On ne passait d'un degré à l'autre de cette hierarchie qu'après une initiation, dont le symbole était une espèce de baptème du héraut. sur la tête duquel ou versait une coupe de vin. L'étude du blason, de tous les détails de l'art héraldique, des généalogies, etc., occupait le poursuivant d'armes et le préparaît à devenir héraut d'armes. Au plus haut degré de cette hiérarchie était le roi d'armes. On place sous Robert le Pieux le premier roi d'armes, qui portait le nom de Robert Dauphin. Dans la suite tous les hérauts et autres officiers d'armes., assemblés en chapitre dans l'église du Petit-Saint-Antoine à Paris, choisissaient celui qu'ils croyaient le plus expert en armoiries, et le présentaient au roi. S'il était agréé, le roi se rendait à l'église, un jour de sête, accompagné de son connétable et de ses maréchaux. Là le roi d'armes élu se mettait à genoux devant le prince, entre les mains duquel il prétait le serment accoutumé. Lorsqu'il avait été revêtu, par le roi lui-même, de la cotte blasonnée de ses armes, le connétable ou les maréchaux lui posaient une couronne d'or sur la tête et lui remettaient un sceptre. Il était alors baptisé du nom de Montjoie-Saint-Denis, et proclame roi d'armes par les hérauts et autres officiers d'armes présents à la cerémonie.

On a vu reparatire des hérauts d'armes sous l'Empire et sous la Restauration. A'l'époque impériale, leurs cottes d'armes étaient de velours bleu sémées d'abeilles d'or; sous la Restauration, de velours violet avec des fleurs de lis d'or. — On trouvera tous les détails relatifs aux hérauts d'armes dans les ouvrages suivants : De la primitive institution des rois, hérauts et poursuivans d'armes, par Jean Le Feron, Paris, 1555; Origine des chevaliers, armoiries et hérauts, par Claude Fauchet, 1610; Le Théâtre d'honneur et de chevalerie, par André Favin, Paris, 1620; De l'office des rois d'armes, des hérauts et des poursuivans, par Marc de Vulson de la Colombière, Paris, 1645; Palais d'honneur, du père Anselme, Paris, 1663.

HERBAGE (Droit d'). — Ce mot désigne, dans les anciennes coutumes, tantôt un droit féodal, tantôt des priviléges accordés aux paysans. On appelait herhage le droit qu'avait le seigneur de choisir les plus beaux animaux dans les troupeaux qui paissaient sur ses domaines. Ce droit fut souvent converti en une redevance pécuniaire. — Le droit d'herbage était aussi le privilége accordé à quelques

vassaux de couper l'herbe d'un pré ou d'y mener paître leurs troupeaux. Les forestiers jouissaient ordinairement de ce droit d'herbage. Voy. D. Lobineau, Hist. de Bretagne, t. I, p. 203.

HERBAN. — Même sens que Hériban. Voy. Hériban.

HERBATICUM. — Ce mot, qui se trouve souvent dans les capitulaires et les écrivains de l'époque carlovingienne, désigne, suivant M. Guérard (Prolégomènes du Polyptyque d'Irminon, p. 677 et suiv.), un droit analogue aux droits de paisson et de pàture. « Dans notre polyptyque, dit cet auteur, l'herbaticum n'est probablement pas autre chose que la redevance payée pour la faculté de faire pâturer les chevaux et même les bœufs et les moutons sur les terres seigneuriales après la récolte des foins et des blés.»

HERBAUX. — Terme des anciennes coutumes qui désignait les charges imposées à un héritage.

HERBERGAGE. — Terme employé par les coutumes pour indiquer un manoir.

HÉRÉSIARQUE. — Auteur d'une hérésie ou chef d'une secte d'hérétiques.

HÉRÉSIE, HÉRÉTIQUES. — L'hérésie est une erreur contraire à la foi catholique.

Š ler. Lois contre les hérésies. — L'hérésie n'était pas seulement, dans l'ancienne organisation de la France, une attaque contre la religion, une infraction aux lois de l'Eglise, c'était encore une violation des lois civiles et de l'ordre établi. De là les lois de Henri II (1551), de François II (1559), de Char-les IX (1566, etc., qui ordonnent aux juges laïques de poursuivre les hérétiques ou fauteurs des hérésies, sans préjudice de la sentence ecclésiastique. Je n'entrerai pus dans le détail de toutes les persécutions exercées contre les hérétiques; ce n'est pas mon sujet. Je remarquerai seulement que la tolérance, fondée sur les vrais principes évangéliques et respectée dans la primitive Eglise, avait été entièrement mise en oubli. On était loin de l'époque où saint Martin refusait de communier avec des chrétiens qui avaient fait périr des hérétiques. Au xvie siècle, la tolérance était rejetée par les protestants comme par les catholiques exaltés. Théodore de Bèze la traitait de dogme diabolique. Un petit nombre de politiques, parmi lesquels L'Hôpital figure au premier rang, eurent seuls l'honneur de défendre la tolérance qui ne triompha que sous Henri IV. Encore fut-elle sacriAée au bont d'an siècle. La Constituante proclama enfin le principe de la liberté de conscience.

Tout en reconnaissant la supériorité de notre droit moderne, il faut chercher dans les institutions anciennes la cause des craécutions contre les hérétiques. Une fol, un roi, une loi, était un des axiomes reconnus dans l'ancien droit. On ne pouvait y porter atteinte sans troubler l'ordre. De là la proscription de l'hérésie et des hérétiques. La genéral les ecclésiastiques étaient chargés de signaler l'hérésie, et les juges laïques appliquaient la peine qui était presque toujours la mort. Lorsque l'hérésie était manifeste, les ordonnances que j'ai rappelées enjoignaient aux juges laïques de sévir sans attendre la sentence ecclésiastique.

Les tribunaux ecclésiastiques spécialement chargés de poursuivre les hérétiques portaient le nom d'inquisition. Cette institution remoute au XIII siècle; elle lut établie par le concile de Toulouse, en 1229, pour extirper Phérésie des Albigeoiset confée aux moines deutimenins ; mais elle rencemus, des l'erigine, une vive opposition et n'exerça jamais en France la même tyrannie qu'en Espagne. Cependant elle exista en France jusqu'au nve siècle. Un imquisiteur figurait permi les juges de Jeanne d'Arc. Mais la puiesance croissante des parlements et de Pautorité royale détruisirent vers la fin du xve siècle les tribuntes de l'inqui ion que la maison de Onive tenta valuement d'imposer de mosveux à la France E XVIº siècle.

§ 11. Des hérésies qui est treublé le France. — Il nous reute à indiquer rapidument les principales bérésies qui est troublé la France.

Priecillianiere; arians: pélegione; icanocinstes; estoptions. — Dès la fin da 17° siècle, les priecillianietes, qui tiraient leur nom de l'hérésiasune Priscillien, et soutennient, comme les Manichéens, l'esistence de deux principes également paissants, l'un ben, l'autre manvais, furent condamnés, et phusieuse même mis à mort, malgré la résistance de caint Martin de Yours. Je n'insisterai pas sur l'hérésie du Canbeis Vigilance qui attaquait le célibat des prêtres et la vie momastique. Il fat réflité par saint Jérème et ses opinions n'extent pas une grande importance. L'urianisme, au contraire, trouble la Gaule pendunt plusieuse siècles. Cette hérésie avait été adoptée par les Visigeths et les Bounguigness qui voulurent l'imposer à une grande partie de la Gaule; mois les Francs, fidèles au catholicisme après la conversion de

Clovis, triomphèrent de l'arianisme qui disparut de la Gaule su vi siècle. L'Mérésie de Pélage ou Pélagianisme, qui avait commencé à se répandre dans les premières années du végiècle, fot une des hérésies qui agitèrent le pius long-temps l'Église gallicane. Pélage soute-nait que l'homme pouvait, par ses soules forces, accomptir le bien et éviter le mal. C'était nier le péché originel et la nécessité de la grace. Aussi Pélage fut-il condamné par l'Eglise au concile général d'Éphèse (431); mais ses disciples ne se découragèrent pas. Les seux-pélagions, à la tôte desquels était le Gaulois Cassien, reproduisirent en l'atténuant la doctrine des pélagiens. Ils reconnaissaient la nécessité de la grace, mais ils l'attribuaient aux mérites des nommes. Les querelles du pélagianisme se prolongèrent jusqu'au commencement du vr siècle. Le concile d'Orange les termina, en 529, par la condamnation des semi-pélagiens. L'hérésie des Icomoclasies, ou briseurs d'images, qui trouble l'Orient au vui siècle, ent peu de retentissement en Gaule. Cependant on sccosa Charlemagne d'avoir l'avorisé ces hére tiques dans les traités désignés sous le nom de Livres carolins. Les Adoptions, qui ne voulaioni reconnaître Jésus-Christ que pour fils adoptif de Dieu, avaient pour chef Félix, évêque d'Urgel, ville comprise dans l'empire carlovingien. 173 furent condamnés, en 799, dans un concile tenu à Aix-la-Chapelle. Les querelles du ix siècle, entre Godschaft et Macmar, ne faisaient que renouveler la luca du pélagianisme. Godschalk. qui exagémit la doctrine de la grâce, fut condatame et l'Eglise consacra la doctrine qui avait été proclamée au ve siècle et qui recunnaissait tout à la fois la grâce divine et la liberté humaine. Leur conciliation restait an mystère. « Nous tenons fortement les doux houts de la chaîne, dit Bossuet, sans voir le point qui les unit. »

directe de Bérenger; patrobusiens; henriciens; paterins ou cathores appelés en France albàpeois; pandois; fagellants; beghards et béguénes.— Au xr siècle, Bérenger de Tours attaque la présence réelle dans l'eucharistie et fut condamné. Des hérétiques d'Orléans, accusés de manichéisme, furent hrûlés vers la même époque, et Reschin fut condamné au concile de Soissuns (1008) pour avoir attaqué le mystère de la Trinité. Les pétrobusiens, qui pararent au xue siècle, tiraient leur nom de Pierre de Bruys. Ils a'opposaient au baptème des enfants, et rejetaient is présence réelle dans l'eucharistie ainsi que

plusieurs autres dogmes de l'Église catholique. Après le supplice de Pierre de Bruys (1147), un ermite de Toulouse, nomme Henri, se mit à la tête de cette secte, et les fauteurs de son hérésie prirent le nom de henriciens. Une autre secte, qui a causé beaucoup plus de troubles, est celle des paterins ou cathares. Hs riraient ce dernier nom qui signifie purs de ce qu'ils prétendaient régénérer la religion chrétienne. En France, ils farent généralement désignés sous le nom d'albigeois, parce que la ville d'Albi etait un des principaux centres de leur secte. Ils professaient les doctrines de Manès et admettaient comme hui deux principes également puissants : le principe du bien et le principe du mal. Ce dualisme conduisait au fatalisme, puisquion était soumis nécessairement à liun des deux principes, et le fatalisme ou-mrait la porte à tous les désordres. Vainement saint Bernard chercha à ramener des albigacis par ses prédications. Le pape innocent ill fit précher contre eux une creisade à la tête de laquelle se plaça Simon de Montfort. Les Albigeois furent veinons (1212). Bientôt un frère de saint Louis, Alphonse de Poitiers, recueillit l'héritage sunglant des Momtfort, et à la mort d'Asphonee (1221) le Languedoc sut panni à la couronne de France. La intie neligiense, demenue guerre politique, ameit eu pour conséquence de semmentre les provinces méridionales à l'autorité monarchique.

Les Vaudois on Paweres de Lyon éssient contemporains des Albigeois. Ils timient leur nom de Pierre Valde, qui viruit su zme siècle. On les appelle aussi les homi-tiés, de la vie humble qu'ils mensient, et sabotés de leur chauseure. Ils s'attachaient à la lettre de l'Évangile et affectaient la panvreté. Du reste ils me pantissent pes avoir professé les mêmes doctrines que les albigeois, avec lesquels on les a souvent confondus. Ils furent persécutés au xy siècle, dans le mord de la France et principalement à Arras. Dans la suite ils vécurent cachés en Provence et en Piémont jusqu'au x ve siècle. Les troubles du calvinisme attirérent de nouveau l'attention sur ces hérétiques. Le parlement de Provence rendit contre eux un arrêt de proscription qui fut cruellement exécuté. En 1545, vingt-deux bourgs on villag ferent livrés su fer et aux flammes, el l'en en croit de Thou, historien véridique et presque contemporain. Depuis cette épo-que les saudois ent disparu de France en ne sont confordus avec les calvinistes. On les retrouve encors au xvn° siècle en Piómont. Je n'insistemi pes sur les pes-

touranue, les fingellands et les béglands (voy. oes mots). Les premiers parauent au milieu du xur siècle, et, sons prétente de déliverer saint Leuis, savagérent la France (1250-1251). Les fingellants parcourusent la France au xev et au uv aiècles en se frappant de vergenet récitant des prières. Ces processions dennément lieu à des dénorères qui les duent sondamner. Les déghands et déguines ven-laient se sonstraire à l'auterité ecolésissique (voy. Bécauses). Testes ces hérésies fament effacées par les trembles religieux du xvi siècle.

Luthériens ; calvinistes ou h**ugueno**ts ; camisards; anabaptistes. — Les hishériens et les calvinistes, d'abord talérés, puis persécutés, finirent par allumer des guerres terribles qui ne se terminèrent que par l'édit de Nantes (1598). On appelait ordinairement les calvinistes huguenets (du hollandais huisgenossen, carruption de eidgenossen, conjurés). Le nom de protestants a prévalu dans la suite. L'édit de Nantes leur accorda des villes de stroté, le libre exercice de leur culte, le droit de tenir des assemblées, des chatepres de parlement composées par monitié de protestants et de catholiques. Richelieu leurenieva les droits politiques après la prise de la Rochelle (1629); mais il leur laissa la liberté religieuse. L'édit de Mantes fut révoqué en 1665 per Louis XIV, et les protestants réduits à abjurer, à émigner ou à se cacher. On sait ce que la sénocation de l'édit de Nuntes coêta à la France. Les camisards défendirent énergiquement leur religion dans les Cévennes. Réconneirs, pendant presque teut le zvirmiècle, les protestants farent réduits à une condition misérable. Placés here in lei, ils étaient forcés de se retirer dans des selitudes, ou, comme ils dissiont, au lesert pour entendre leurs pastours, oélébrer leur prêche et même pour se marier. Louis XVI, pou de semps avant la s volution (2762), leur rendit la liberté vel giense, qui a été maintenue et souphé-tée par les diverses constitutions de la France.

Il y a sujourd'hmi en France des suthériens de la confession d'Augebourg qui ent me faculté de théologie à Stranbeurg et un grand nombre de pasteurs rétribués par l'État (voy. Consistoire). La faculté de théologie calviniste est établie à Montanban et rétribuée également par l'Étatuinsi que les pasteurs des églises calvinistes (voy. Consistoire). Il y a amesi en France un petit nombre d'anabaptiets. Ils se trouvent principalement en Alunce, etlerigine de cous socte remonte jusqu'un xy1° siècle, où les anabaptiets. de Thomas Müncer et de Jean de Leyde ravagèrent l'Allemagne. Ils uiraient leur nom de ce qu'ils ne reconnaissaient pas le baptème des enfants, et demandaient un second baptème pour les adultes. Les anabaptistes n'ont pas de clergé. Le ches de famille est le seul prêtre. Les jansénistes, qui ont paru au xvue siècle, auront leur article spécial. Voy. le Dictionnaire des herésies par l'abbé Pluquet, l'Histoire des églises du désert par le pasteur Coquerel, l'Histoire des vaudois par M. Mulson, l'Histoire ecclésiastique par Fleury, etc.)

HERIBAN. — L'hériban, ou ban de guerre, était la proclamation qu'un seigneur faisait saire dans ses domaines pour appeler ses vassaux aux armes. — On nommait encore hériban l'amende que l'on payait pour ne s'être pas rendu à cette convocation. — Enfin les prestations et corvées, exigées surtout pour la guerre, étaient aussi désignées sous le nom d'hériban. D'après un passage du Polyptyque de Saint-Maur, cité par M. Guérard (Prolégomènes du Polyptyque d'Irminon, p. 666), vingt manses soumis à l'hériban payaient vingt sous pour deux bœus et trois sous pour racheter l'homme qui devait les conduire.

HÉRIMANS. — Ce mot, qui veut dire hommes de guerre vient de heer (armée) et man (homme); il désignait la classe des hommes libres chez les Francs. On les appelait aussi harimans ou ahrimans, Voy. Ahrimans.

HERISI.IZ. — Ce mot, d'origine germanique, signifiait désertion. Un lit dans un
capitulaire : « Si quelqu'un est assez rebelle ou assez orgueilleux pour abandonner l'armée et retourner chez lui sans la
permission du roi, ce que nous appelons
en langue théotisque herisliz, qu'il soit
condamné à mort comme coupable de
lèse-majesté et que ses biens soient confisqués. » Heriliz vient de here (armée)
et lassen (abandonner).

HÉRISSON. — Le hérisson était une des armes défensives employées autrefois par les assiégés. Il se composait d'une poutre garnie de pointes de fer et quelquefois de matières inflammables qu'on lançait sur les assiégeants.

HERMINE. — Fourrure dont on saisait un grand usage au moyen âge. Les robes que les chevaliers portaient en temps de paix étaient sourrées d'hermine ou de menu-vair aussi bien que leurs bonnets ou mortiers. La magistrature a conservé le costume primitif de la noblesse du moyen âge, et encore aujourd'hui les robes des présidents sont garnies d'une fourrure d'hermine, signe de leur dignité.

HERMINE (ordre de l'). — Cet ordre de chevalerie : ut établi, en 1381, par le duc de Bretagne Jean IV. Le collier de l'ordre se composait d'hermine avec cette devise : A ma vie. Les colliers étaient d'or ou d'argent selon la qualité des personnes; celui du duc de Bretagne était enrichi de pierreries. Les dames pouvaient être admises dans l'ordre de l'hermine et portaient le nom de chevaleresses (Lohineau, Hist. de Bretagne, I, 442).

HERMITES. — On trouve en France. dans les premiers temps qui suivirent l'invasion des barbares, des solitaires qui cherchaient à introduire dans l'Occident la vie des hermites d'Orient et même celle des stylites ou hermites vivant sur une colonne. Un des exemples les plus célèbres de cette tentative, et de l'opposition qu'elle rencont a en Gaule, est celui de Wulfilaich ou S. Veulfroi Il raconta mimême à Grégoire de Tours ses aventures. et ce récit peint avec tant de vérité et d'intérêt les mœurs de cette époque que je le reproduirai tout entier d'après la traduction de M. Guizot. «Je me rendis dans le territoire de Trèves, dit Wulfilaich à Grégoire; j'y construisis, de mes propres mains, sur cette montagne, la petite demeure que vous voyez. J'y trouvai un simulacre de Diane que les gens du lieu, encore intidèles, adoraient comme une divinité. J'y élevai une colonne, sur laquelle je me tenais avec de grandes souffrances, sans aucune espèce de chaussure, et, lorsque arrivait le temps de l'hiver, j'étais tellement brûlé des rigueurs de la gelee, que très-souvent elles on fait tomber les ongles de mes pieds, et l'eau glacée pendait à ma barbe en forme de chandelles; car cette contrée passe pour avoir souvent des hivers très-froids.» Nous lui demandames avec instance de nous dire quelles étaient sa nourriture et sa boisson, et comment il avait renverse le simulacre de la montagne. Il nous répondit : « Ma nourriture était un peu de pain et d'herbe et une petite quantité d'eau. Mais il commença à accourir vers moi une grande quantité de gens des villages voisins. Je leur préchais continuellement que Diane n'existait pas; que le simulacre et les autres objets auxquels ils pensaient devoir adresser un culte, n'étaient absolument rien. Je leur répétais aussi que ces cantiques qu'ils avaient coutume de chanter en buvant et au milieu de leurs débauches étaient indignes de la Divinité et qu'il valait bien mieux

offrir le sacrifice de leurs louanges au Dieu tout-puissant qui a sait le ciel et la terre. Je priais aussi bien souvent le Seigneur qu'il daignat renverser le simulacre et arracher ces peuples à leurs erreurs. La miséricorde du Seigneur fléchit ces esprits grossiers et les disposa, prètant l'oreille à mes paroles, à quitter leurs idoles et à suivre le Seigneur. J'assemblai quelques-uns d'entre eux, afin de pouvoir, avec leur secours, renverser ce simulacre immense que je ne pouvais detruire par ma seule force. J'avais déjà brisé les autres idoles; ce qui était plus facile. Beaucoup se rassemblèrent autour de la statue de Diane; ils y jetèrent des cordes et commencèrent à la tirer; mais tous leurs efforts ne pouvaient parvenir à l'ébranier. Alors je me rendis à la basilique, je me prosternai à terre, et je suppliai avec larmes la miséricorde divine de détruire, par la puissance du ciel, ce que l'effort terrestre ne pouvait suffire à renverser. Après mon oraison. je sortis de la basilique et vina retrouver les ouvriers ; je pris la corde, et aussitôt que nous commençames à tirer, dès le premier coup, l'idole tomba à terre; on la brisa ensuite, et avec des maillets de ser on la réduisit en poudre. Je me disposais à reprendre ma vie ordinaire; mais les évêques, qui auraient du me fortifier, afin que je pusse continuer plus parfaitement l'ouvrage que j'avais commencé, survinrent et me dirent : « l.a voie que tú « as choisie n'est pas la voie droite, et toi, « indigne, tu ne saurais t'égaler à Siméon « d'Antioche qui vécut sur sa colonne La « situatiou du lieu ne permet pas d'aild leurs de supporter une pareille souf-« france; descends plutôt et habite avec « tes frères que tu as rassemblés. » A ces paroles, pour n'être pas accusé du crime de désobéissance envers les éveques, je descendis et j'allai avec eux, et pris aussi avec eux le repas. Un jonr, l'évêque m'ayant sait venir loin du village, y envoya des ouvriers avec des haches, des ciseaux et des marteaux, et fit renverer la colonne, sur laquelle j'avais coutume de me tenir. Quand je revins le lendemain, je trouvai tout déne voulus pas rétablir ce qu'ou avait dé-truit de pour cu'on avait détruit, de peur qu'on ne m'accurât d'aller contre les ordres des évêques, et depuis ce temps je demeure ici et me contente d'habiter avec mes frères. » - « Tout est remarquable, dans ce récit, dit M. Guizot, et l'énergique dévouement et l'enthousiasme insensé de l'hermite, et le bon sens des évêques » Les stylites disparurent de la Gaule; mais on y trouve

pendant plusieurs siècles des reclus (voy. ce mot) qui vivaient dans un isolement absolu; d'autres hermites se retiraient dans les lorèts ou sur les montagnes. « C'est aux évêques, dit sagement Fleury, à examiner si c'est une vraie dévotion qui leur fait embrasser ce genre de vie; car on ne doit pas souffrir ceux qui ne s'y engagent que pour mendier plus librement ou mener une vie peu édifiante, comme il n'y a que trop d'exemples. »

HERETOG ou HERZOG. — Cet ancien mot allemand, qui signifiait général d'armée, était employé par les Francs comme synonyme de duc.

HERSE, HERSILLON. — La herse servait à défendre l'entrée d'une place forte; c'était une lourde grille en fer ou un système de pieux qui glissaient dans des rainures pratiquées aux parois des murailles. On élevait la herse à l'aide d'une machine, et, en cas de danger, on la laissait retomber. On trouve encore des herses dans la plupart des villes de guerre. — On appelait aussi herse des poutres hérissées de pointes de fer dont on se servait pour fermer une brèche. — Le hersillon était une petite herse.

HESUS. — Hesus ou Esus était le dieu de la guerre, chez les Gaulois; on lui sa-crifiait des victimes humaines. Il était quelquefois regardé comme la principale divinité de ce peuple.

HEUCQUES. — Vêtement richement brodé, en usage au xve siècle. Lesèvre de Saint-Remy, un des historiens de Charles VI, en parle dans plusieurs passages de ses chroniques: « A la venue à Paris du roi Louis (roi de Sicile), des ducs d'Orléans, de Bourbon et des autres princes (1413). se firent à merveilles grandes fètes, grands banquets et grands ébattements, et sit saire le duc d'Or-léans heucques italiennes de drap de laine de couleur violet, et sur ce avoit écrit en lettres saites de boutons d'argent : Le droit chemin. » il est encore question de ce genre de vêtement en 1415, au moment ou les ambas-adeurs du roi d'Angleterre, Henri V. vinrent demander la main de Catherine de France, fille de Charles VI. « Le duc de Guyenne (fils de Charles VI) estoit vêtu de heucques d'orfevrerie et avoit sur chacune heucque quinze marcs d'argent. Après les danses furent icelles heucques données aux officiers d'armes, trompettes et menestrels. »

HEURES. — L'Église avait divisé la journée en quatre termes, qui étaient à égale

distance, c'est-à-dire de trois houres en trois beures : prime, à six heures du matin; tierce, à neul heures; none, à midi; vépres de trois heures à six heures. Cette manière de compter les heures était s-usitée au zve siècle. On y ajoutait le couers-feu pour marquer la dernière subdivision de la journée. — Par extension, on appela heures les prières qui se disent. L ces henres du jour comme matines, laudes, vépres, etc. — On nomme heures canoniales ou canonicales les ne que les chancines répétant su r; eline pertent aussi le nom de illes hourse, de prime, lierce, sexte et none. Grégoire de Tours (livre V, chap. xxi) les appelle cursus. — Les **dres des quarants houres sont** des **lares publiques que l'on fait, pend**unt trois jours, devant le saint Sacrement ver implorer le secours du ciel. On a Mané le nom d'houves à des livres de rières et sont contemues la plupart des tures comenfalse. On a fuit ensuite des tures de la Vierge, de la Passion, du né amorement, etc., solom la mature des. prières que contemient ces livres.

HRURETTE: — On appelait howests, as xvir siècle, la demi-houre que sonnent la plupart des horloges. Pellisson sièce servi de ce mot dans ses Lettres historiques : « Es vous dirai qu'à force d'entendre des horloges qui sonnent l'houre, l'hourette, le quast d'houre, le demi-quart, avec leurs carillons divers, je n'ai jamais pu comprendre quelle heure it était. » Pellisson parie; dans ce passage, des horloges flamandes renommées pour leurs carillons.

HRUSES. — Bottes dont on se servait an moyen age. Robert Courte-Heuse, file de Guillanme le Conquérant, en a tiré son nom. Villehardouin parle de houses vermeilles. Un auteur du xve siècle dit Too houses sont faites pour soi garder de la boue et de la froidure, quand on choneine par le pays, et pour soi garder de l'éau. Des statuts de l'ordre de la Jarretière, rédigés en français, dispensent les chevaliers de porter la jarretière quand ils sont houses pour chevancher, et ajoutent que le chevalier est alors obligé de proces soms som houseau un fil de soie bloue en signifiance de la jarretière. Ce nom de houseaux s'est comservé jusqu'à nos jours et désigne les grandes bottes que portent, dans quelques parties de la Normandie, les paysans et les pêcheurs. - On appelle aussi, en termes de blason, houseaux ou housettes, les figures de buttes et de bettines.

High archie incolesias tique, — 1/2

mot hisrarchie ne s'appliquait primitivement qu'au clergé et indiquait les diverses classes d'ecclésiastiques depuis la papauté jusqu'aux derniers degrés. Nous en avons parlé ailleurs. Voy. Clasca. — Par extension, on a appliqué le mot hidraschie à l'armée et aux fonctions civiles.

HIERARCHIE MILITAIRE. — Je diviserai ce qui concerne la hiérarchie missitaire en deux parties. Dans la première, je parterai de la hiérarchie militaire antérieure à la Révolution, et dans la secende, de la hiérarchie actuelle:

g ion: Ancienne hiérarchie militaire: hiérarchie supérioure; connétable; maréchaux ; grand mattre des arbalétriers ; grand mattre de l'artillerie; colonelz généraux; lieutenants généraux; muréchaux de camp. - Pendant plusieurs siècles, les fonctions civiles et militaires ne furent pas distinctes. Les ducs, les comtes, les centeniers, les dizziniers qui formaient chez les Francs la hiérarchie administrative et militaire, réunissaient tous les pouvoirs. La feedalité maintint cette confusion, et, sous la troisième race, l'autorité militaire fut longtemps entre les mains des baillis et des sénéchaux, qui étaient en même temps juges et administrateurs. Cependant, des le xmi siècle, on voit au sommet de la hiérarchie militaire, quelques personna-ges qui ne s'occupent que de commandement des armées. Tels sont le committable, les marichaux et le grand mattir des arbaistriers. Le connetaité, qui n'était primitivement que le comte de l'étable, devint le commandant suprême des arméer après la suppression de la dignité de grand sénéchai (1191). Seus ses ordres, les marécheux commandaient la cavalerie (voy. Markunaux), et le grand maitre des arbalétriers, l'infanterie. Les maréchaux paraissent à la tête des agméca en'même temps que le counétable, et la diguité de grand maître des arbalétriere date de saint Louis. On treuve dans d'anciens registres que ce dernier offcies avait juridiction sur toute l'infante rie-, archers , maltres des engins ou machines de guerre, charpentiers, etc. Le premier il plaçait les sentinelles, qu'on appelait alors les éscutes, et, at l'on s'emparait d'une place, toutes les mu chines de guerre lui aspartencient. Le grand maitre de l'artillerie reas dans la suite le grand maître des arbilétriers (voy. Grand maitre de l'abbre-LEME). Les autres titres de la hiérarchie militaire n'out été adoptés que succesde la cavalerie date de Louis XII, qui la

créa en faveur de Fontrailles. Au-dessous du colonel général était le mestre de camp général de la cavalerie dont la dignité fut établie en 1552. Celle de colonel général de l'infanterie fut instituée en 1544 par François les et érigée en office de la couronne par Henri III (1584). Quant au titre de général ou lieusenaut général des armées du roi, on le trouve dès le xye siècle. Dunois se qualifie dans un acte de 1450 lieutenant général du roi, ches des arrière-bans de France. Le titre de lieutenant général devint le plus élevé dans la hiérarchie militaire après les diguités de connétable, maréchaux, grand maître de l'artillerie et colonels généraux; il a désigné jusqu'à la Révolution les généraux qui commandaient une armée ou du moins une division considérable de l'armée. Les maréchaux de camp, dont l'origine remonte à François 💽 , mais qui se multiplièrent au xvu siècle, venaient après les lieutenants géneraux

Okangemente sous le règne de Louis XIV; brigadiers ; inspecteurs généraus ; jor-général ; maréchal général des logis; maréchaux généraux de la cavalerie. Sous Louis XIV des changements considérables eurent lieu dans la hiérarchie militaire. Déjà la dignité de counétable avait été supprimée par Richalieu , qui la trougait trop puissante. Louis XIV abolit celle de colonel général de l'infanterie à la mort du duc d'Epernon (1661). Il créa, en 1668, des brigadiere ou généraux de brigade, qui se sont confondus dans la suite avec les maréchaux de camp. Une institution plus importante fat celle des inspecteurs spéniaux qui imposèrent les volontés du pouvoir central à tous les corps d'armée disperaés dans les provinces; surveillèrent la conduite des chofs et la tenue des troupes. Ils étaient perpétuellement changés, dit Saint-Simon, dans la crainte qu'ils ne prissent trep d'auto-rité sur les troupes. Il n'y eut plus, dans la hiérarchie militaire, d'autorité qui s'intespocit entre le roi et l'armée. Louis XIV ins**talla lui-même les** colon**els à la tête** des régiments en leur donnant de sa main un **hausse-c**ol·doré aves une pique:et-ensuite un esponton ou demi-pique, quand-l'usage des piques fut abeli. C'est aussi de règne de Louis XIV que date réclie-ment l'organisation de l'état major des armées comprenant les officiers généraux: on subsiternes, et les administratours; militaires chargés d'exécuter les ordres du général en chef. On institua un major général de l'armés pour communiquen à tons les chefs de corps les ordres du général en chef. Des aides de onny attachés à chaque général facilité-

rent la transmission rapide de ces ordres. Un maréchal général des logis, établi en 1644, fut chargé de marquer les étapes de l'armée, de fixer les quartiers généranx pour l'artillerie, les vivres et les divers corps. En 1666, on ajouta des maréchaux généraux de la cavalerie. En 1783', un corps permanent d'officiers d'état major fut institué, mais on le sup-

prima en 1790.

Hiérarchie inférieure : mestres de comp ; colonels; lieutenants - colonels; adjudants-majors; capitaines; lieutenants sons-lieulmants; corneltes; enseignes guidons; maréchaux des logis; ser gents; vaguemestres; caporana; anopen sades. - Aurdessous des officiers généraux venaient les mestres de camp pour la cavalerie, les colonels pour l'infanterie, et teus les officiers d'un grade inférieur jusqu'à l'anspessade. Les mestres de comp commandaient les régiments de cavalerie légère. Ce titre fut adopté en 1544, ou en 1568, selon d'autres au-teurs. Il indique assez que, dans l'origine, les mestres de camp assignaient aux trespes leurs quartiers dans le camp. Il y avait jusqu'en 1661 des mestres de comp d'infanterie et de cavalerie; mais, à partir de cette époque, ce titre, analogue à celui de colonel, fut réservé exclusivement à la cavalerie. Le nom de colonel parat pour la première sois à l'époque de Louis XII et désigna d'abord les chefs de bandes d'infanterie. En 1534, François [•• le donne au premier capitaine de chacune des légionsprovinciales qu'il venait d'organiser. Ces capitaines portèrent le titre de colonels jusqu'en 1544. A cette époque, la création du colonel général fit supprimer le titre de colonel pour les simplés chefs de corps. On les appela mestres de camp juequ'en 1661, époque où Louis XIV, ayant supprimé la dignité de colonel général; rendit: le titre de colonels: aux chefs des régiments, Plusieurs fois dans la suite, les noms varièrent. Lies chefs des régiments s'appelèrent de nouveau meséros de camp de 1721 à 1730, puis colonels de 1730 à 1780, enfin mestres de camp de 1780 à 1788.

Sons l'ancien régime, on achaint une charge: de colonel, comme tout autre office. Il faillet que Louis XIV tant les régiments d'infanterie qui étaient mentés à un prix exorbitant: « Cette vénslité, dit Saint-Simon, est une grande plaie dans le militaire et arrête bien des gens qui sersient d'excellents sajets. C'est une gangrène qui renge depuis longtemps tous les ordres et toutes les parties de l'Rtat. » La vénalité impasait seuvent le oches. Le petitl'armée: des-officiers. imb

41s de M=• de Sévigné devint colonel avant dix-huit ans et éprouva sans doute des difficultés qui faisaient dire à son aleule: « C'e-t une affaire à cet âge que de commander d'anciens officiers. » (Lettre du 22 janvier 1690 . Du temps même de Louis XIV, l'opinion publique s'élevait contre ces jeunes colonels, qui n'avaient d'autre titre que leur argent. Dans sa comédie d'Esops à la cour, représentée vers la fin du règne de Louis XIV, Boursault introduit un de ces officiers qui dit naïvement:

Je ne suis point soldat, et nul ne m's vu l'être ; Je suis bon colonel et qui sers bien l'État.

Le public applaudit à la repartie d'Esope : Monsieur le colonel, qui n'étes point soldat.

Louvois chercha à mettre un terme à ces abus. On en trouve la preuve dans le passage suivant d'une lettre de M= de Sévigné, en date du 4 février 1689 : « M. de Louvois dit l'autre jour tout haut à M. de Nogaret : Monsieur, votre compagnie est en fort mauvais état. - Monsieur, dit-il, je ne le savais pas. — Il faut le savoir, dit M. de Louvois; l'avez-vous vae? - Non, monsieur, dit Nogaret. - Il "audrait l'avoir vue , monsieur. — Monieur, j'y donnerai ordre. — Il faudrait l'avoir donné; il faut prendre parti, monsieur; ou se déclarer courti-an, ou s'acquitter de son devoir quand on est officier. » Les efforts pour remédier au mal en montrent assez la gravité.

Il y eut des lieutenants-colonels dès le xvi° siècle ; mais ils furent organisés surtout à l'époque de Louis XIV. On en établit dans l'infanterie en 1665 et dans la cavalerie en 1668. Les adjudants majors ne datent que du ministère du duc de Choiseul (1759); ils transmettaient les ordres du colonel à tous les capitaines. Le titre de capitaine est beaucoup plus ancien que ceux de colonel, de lieutenant-colonel et d'adjudant-major. Philippe le Long établit, par une ordonnance du 18 juillet 1318, des capitaines chargés du commandement des troupes dans les villes fortifiées (Ord. des R. de Fr., I, 635). Charles V ordonna aux capitaines de lever leurs hommes d'armes dans la province qui leur était assignée. A cette époque, les capitaines avaient le commandement des compagnies d'hommes d'armes et ne relevaient que des hauts dignitaires de la couronne qui commandaient l'armée. Mais la création des mestres de camp, des colonels et des lieutenants-colonels, au xvi siècle, diminua l'importance des capitaines qui ne furent plus que des commandants de compagnie sous les ordres des colonels et lieutenants-colo-

nels. On achetait alors une compagnie comme un régiment. Les capitaines étaient charges de lever et d'organiser les hommes qui la commandaient. Les lieutenants du capitaine ou simplement lieutenants ne datent que de Henri IV, et les sous lieutenants, de Louis XIV; on ne trouve pas de sous-lieutenants, selon le père Daniel (De la milice française) avant 1657. Le cornette était l'officier qui portait le drapeau ou cornette des compagnies de cavalerie légère. On appelait enseignes les officiers chargés du drapeau dans les compagnies d'infanterie; ils passaient après les sous-lieutenants. Les officiers qui avaient la même fonction dans les compagnies des gendarmes s'appelaient guidons, parce que le drapeau de ce corps se nommait guidon.

Les sous-officiers établis en 1759, avec

mission de transmettre les ordres à tout le corps des sous-officiers, étaient : 1° les adjudants sous-officiers; 2º les maréchaux des logis, chargés dans la cavalerie de distribuer les fourrages aux cavahers et de faire exécuter les ordres des capitaines et lieutenants; on faisait remonter leur origine à 1644; 3° les sergents, qui avaient dans l'insanterie un grade et des fonctions analogues. Le nom de sergent est ancien et était synonyme d'huissier (voy. Sergent). On distinguait le sergent de bataille chargé de compter et de placer les hommes d'armes. Ce fut seulement à partir du règne de Louis XII (1498-1515) que le mot sergent désigna exclusivement une classe de sous-officiera; 4º les vaguemestres, dont le nom tiré de l'allemand veut dire maître des charrois ou équipages et indique assez la fonction, les raguemestres furent établis sous Louis XIV et avaient le rang de sergents; 5° les caporaux, dont le nom tiré de l'italien se rencontre pour la première fois sous Henri II; 6º les anspessades qui étaient au dernier rang de la hiérarchie militaire et recevaient les ordres du caporal pour les transmettre aux soldats. Les sous-officiers étaient

nommés par les capitaines. Insignes de la hiérarchie militaire. 🗕 Les insignes des différents grades ont varié avec les époques. Cependant on peut en signaler quelques-uns qui paraissent avoir eu plus de fixité. Le connétable portait une épée à manche d'or émaillé de fleurs de lis. Dans toutes les cérémonies publiques il avait le privilége de marcher devant le roi l'épée nue à la main. L'insigne des maréchaux de France était un bâton de commandement couvert de fleurs de lis d'or. Les colonels avaient le hausse-col doré et la pique qui fut

remplacée plus tard par l'esponton ou demi-pique. La hallebarde était un des insignes du caporal et de l'anspessade; quand ils relevaient les sentinelles, ils les conduisaient la ballebarde en main l es épaulettes servirent aussi à distinguer les grades à partir du xviii siècle. il est probable que l'épaulette était un reste do l'agrafe du haudrier qui avait servi à rattacher les différentes pièces de l'armure Quoi qu'il en soit, dès 1759, un règlement prescrivit de porter l'épaulette, et deux autres règlements, datés do 1767 et 1779, en déterminèrent la forme suivant les grades, depuis les épaulettes en or à grosses torsades avec les étoiles d'argent et les bàtons brodés en croix, insignes du marechal de France, jusqu'aux epaulettes en laine du simple soldat.

Commissaires des vivres; commissaires des guerres. — Le soin d'approvisionner l'armée était confié à des commissaires des vivres, qui sont mentionnés des le xvi siècle. Brantome, dans ses Capitaines français, parle d'un commissaire des vivres, secrétaire du roi et surintendant des fortifications et magasins de France Il y avait aussi dans les armées des commissaires des guerres qui étaient chargés de surveiller l'équipement et l'approvisionnement des troupes. - Voy., pour les détails de la hiérarchie militaire sous l'ancien régime, l'Histoire de la milice française, par le

P. Daniel.

§ II. Hiérarchie militaire depuis la révolution. — La révolution supprima plusieurs des grades établis dans l'armée, tels que ceux de maréchal de France, lieutenant général. maréchal de camp, mestre de camp, brigadier, enseigne, cornette, guidon, anspessade. Elle abolit la venalite des charges militaires; les grades devinrent accessibles à tous et devaient être contérés par les ministres ou leurs délégués comme récompenses des services et du courage. La hiérarchie fut simplifiée: il n'v eut plus que des généraux de division, commandant un ou plusieurs corps d'armée, des généraux de brigade, commandant une brigade formée de la réunion de plusieurs régiments, des colonels, des lieutenants-colonels, des majors chargés de transmettre aux chess de corps les ordres du colonel, des commandants on chefs de bataillon et d'escadron, des adjudants-majors, des capitaines comprenant les capitaines instructeurs, capitaines d'armement, etc., des lieutenants, sous-heutenants, marechaux des logis, vagnemestres, sergents, divisés en sergents-majors, chargés de la paye, fourriers chargés

des logensents et des vivres et simples sergents; enfin des caporaux. L'empereur rétablit les maréchaux de France en 1804, sous le nom de maréchaux d'empire, et ils ont été maintenus jusqu'à nos jours. Les titres de lieutenants généraux et marechaux de camp, rétablis par la restauration, ont fait de nouveau place, en 1848, à ceux de généraux de division

et de brig**a**de.

Le corps de l'étal-major se compose de trente colonels, trente lieurenantscolonels, cent chefs d'escadron, trois cents capitaines, cent lieutenants et cinquante élèves sous-lieutenants. L'école d'état-major, qui se recrute parmi les élèves de l'École polytechnique et de l'École militaire de Saint-Cyr, est la pépinière des officiers de l'état major Toute armée a son état-major, qui comprend le général en chef, le chef d'étatmajor, les aides de camp, les officiers d'etat-major proprement dits, les officiers d'ordonnance, les intendants et sous-intendants militaires, les payeurs généraux, les officiers de santé, chirurgiens-majors, pha: maciens, etc. Chaque régiment a aussi son étal-major qui se compose du colonel, lieutenant-colonel, chess de bataillon ou d'escadron, major, capitaine instructeur, adjudant-major, trésorier, capitaine d'habiltement, officier d'armement, porte-drapeau, chirurgien-major et chirurgiens en sousordre nommés aides-majors. Des inspecteurs pour toutes les armes visitent chaque année les diverses parties du service militaire et s'assurent de l'exécution des ordonnances et règlements. Ils forment le lien entre les administrations locales et le pouvoir central, auprès duquel sont établis des comités pour le perfectionnement de toutes les parties de l'organisation militaire. Voy. MINISTÈRE DE LA

Les intendants militaires sont chargés, comme les anciens commissairez des vivres et des guerres, de pourvoir à l'approvisionnement des troupes. Voy. In-TENDANTS MILITAIRES.

HIÉRONYMITES. — Religieux appelés aussi ermites de Saint-Jérôme. Ils avaient un monastère à Saint-Quentin. Les Hiéronymites suivaient la règle de Saint-Augustin.

HIPPOCRAS. — Vin de liqueur, où il entrait du miel, des épices et des aromates d'Asie. On prétend qu'il tirait son nom du célèbre médecin Hippocrate, qui, disait-on, l'avait invente. Quoi qu'il en soit, l'hippocras était un des plus estimés parmi ces vins mélangés d'épices que l'on recherchait au moyen age. On regardait alors comme une merveille d'avoir réuni la force du vin, la douceur du miel et le parfom des aromates d'Asie. On se servait pour faire l'hippocras de vins blancs ou rouges indifferemment. On employait aussi des vins étrangers : vins muscats, grenache, malvoisie, etc. L'hippocras se buvait à jeun, comme le prouvent les Mémoires de Montluc; parlant de vin grec qu'il but le matin, il ajoute : comme on hoit Phippocras. On le servait aussi au commencement on à la fin du repas. Dans le premier cas, il était accompagné de patisseries sèches; et, dans le second, d'un pain particulier. Jusqu'à la fin du XVIII siècle, on servait de l'hippocras dans les fesuns. Il en est question dans la comédie des Friands marquis ou des Coleguz.

Ce vin aromatisé était un des présents que les villes offraient aux rois, lorsqu'ils y faisaient leur entrée solemelle. Jusqu'au commencement du xviii siècle, il était d'usage que les apothicaires envoyassent de l'héppocras pour étrennes à leurs pratiques. Au lour de l'an, les échevins et le prévôt des marchands de Paris en offraient au roi. De son côté, le roi faisait des présents d'héppocras aux principaux seigneurs de la cour et aux officiers de sa maison. Cet usage durait encore à la fin du xviii siècle.

HIPPODROME. — Théâtre destiné aux courses de chevaux. Les hippodromes de l'antiquité étaient célèbres. Depuis quelques années on a établi plusieurs hippodromes ou cirques à Paris.

HISTOIRE (Enseignement de l'). — Jamais l'enseignement de l'histoire n'a été complétement abandonné dans les colléges de l'ancienne université; mais on s'attachait presque exclusivement à l'histoire ancienne (asiatique, grecque et romaine). Rollin contribua à répandre cet enseignement par ses excellents ouvrages; en même temps il exprimait le regret de n'y ponvoir joindre l'étude de l'histoire nationale. Ce regret fut partagé par les hommes qui, vers la fin du xviii siè le, s'occupèrent de la réforme de l'enseignement. Fevret de Fontette, dans la prétace de la nouvelle édition de la Bibliothèque de l'histoire de France (1767), disait: « L'histoire moderne, par un défaut qu'on peut reprocher à notre éducation, se trouve moins connue que l'histoire ancienne. » L'université de Paris fit une concession bien insuffisante en indiquant un Abrégé de l'histoire de France, parmi les livres qu'on devait etudier dans la classe de seconde. Le

président Roland (Hémoire soumis au parlement sur un plan d'éducation), réclamait une part bien plus large pour l'histoire de France. « Je voudrais, disait-il (p. 104 et suiv., que non-seulement en seconde, ainsi que l'université le propose, mais encore dans toutes les classes . sans aucune exception , on mit entre les mains des jeunes gens des historiens français: c'est la seule façon d'éviter un abas qui m'a toujours révolté; les jeunes gens qui frequentent les colléges savent le nom des consuls de Rome, et souvent ils ignorent celui de nos rois; ils connaissent les belles actions de Thémistocle, d'Alcibiade, de Décius, d'Annibal, de Scipion, etc; ils ne savent pas celles de Duguesclin, de Bayard, du cardinal d'Amboise, de Turenne, de Montmorency, de Sully, etc.; en un mot, des grands hommes qui ont illustré notre nation et dont les exemples et les actions étant plus analogues à nos mœurs et plus rapprochés de neus, leur feraient plus d'impression. » On trouve dans le même Mémoire (p. 196) d'autres vues qu'il n'est pas sans intérêt de méditer, même aujourd'hui: « Je voudrais. continue le président Roland, qu'on fit saire aux écoliers une étude particulière de l'histoire de leurs provinces, qu'on les instruisit des actions mémorables de leurs concitoyens, de leurs ancêtres : ces connaissances, ces instructions en quelque sorte domestiques, ne pourraient que les animer à ressembler à ceux qui leur tiennent de si près par les liens du sang, ou par ceux de la patrie. On pourrait aussi ordonner que les professeurs, qui sont chargés du discours de rentrée, soient tenus, chaque année, de faire l'éloge d'un des grands hommes qui auraient illustré leurs provinces et singulièrement de ceux qui y auraient pris naissance. » Ces idées ont été plus d'une fois reproduites; mais elles sont loin d'avoir été complétement realisées. Enfin, le président Roland (Mémoire cité, p. 120 et suiv.) demandait que l'enseignement de l'histoire sût conflé à un professeur spécial; et il citait l'exemple du collège de Toulouse, où une chaire spéciale d'histoire avait été fondée des 1763 et exerçait une heureuse influence. La Convention, en établissant les écoles centrales, en 1795, institua une chaire d'histoire dans chacune de ces écoles; mais l'enseignement spécial de l'histoire disparut de l'instruction secondaire avec les écoles centrales; il ne fut maintenu que dans les facultés. En 1818, M. Royer-Collard, alors président de la commission d'instruction publique, le rétablit dans les lycées. DeUne agrégation spéciale d'histoire avait mus ou Pierre de La Ramée, pour encouprofesseurs ordinaires; mais on a conzervé un professeur spécial d'histoire dans conde et rhétorique).

HISTOIRE DE FRANCE. — Il n'est pas de mon sujet de traiter de l'histoire de France et des différents points de vue seus lesquels on l'a considérée; mais je ne puis omettre quelques institutions qui contribuent à en propager l'étude. La Collection des documents inédits de l'Histoire de France, qui doit son origine à M. Guizot, est publiée par le gonvernement, sous la direction d'un comité historique institué près du ministère de l'instruction publique. I. Institut (Académie des inscriptions et belles-lettres) continue la Collection des historiens de France, commencée au xviii siècle par D. Bouquet; la Collection des ordennances des rois de France, qui remonte à 1723; la France littéraire, qui avait été entreprise au dernier siècle par les bénédictins, etc. Enfin, la Societé d'histoire de France, sondée en 1834 et resonnue en 1851 établissement d'utilité publique, u édité un grand nombre de mémoires et pièces, parmi lesquels on remarque les Procès de condamnation et de réhabilition de Jeanne d'Arc, publies par M. L. Quicherat; l'Histoire de saint Louis, par Tillemont; le Journal du règne de Louis XV, par l'avocat Barbier, etc.

HISTORIOGRAPHE. — On appelle historiographe un écrivain payé pour écrire l'histoire des princes ou des États. Il y a eu autrefois en France des historiographes brevetés, qu'on appelait tantôt historiographes de France, tantôt historiographes du roi : ces deux titres, qu'on a voulu distinguer, semblent se confondre. On trouve, presque à toutes les époques, des personnages qui avaient la mission spéciale d'écrire l'histoire de Brance. Aiusi les moines de Saint-Denis, auteurs des Grandes Chroniques, étaient de véritables historiographes: mais la charge d'historiographe avec pension sur le trèsor ne remonte qu'au règne de Charles IX. Sainte-Palaye, qui, dans son Dictionnaire manuscrit des antiquités françaises (vo Historiographe), a consacré plusieurs pages à cet article, cite un curieux arrêt du parlement de Paris. Il assigne à un toire de Charles VIII et de Louis XII, que

puis cette époque, quoique souvent en-travé, il n'a cessé de faire des progrès. un legs de cinq cents livres fait par Raété établie en 1830 (18 novembre); elle a rager l'enseignement des mathématiques. été supprimée par le décret du 10 avril Cet arrêt, qui se rattache à l'histoire d'un 1852 et rétablie par un decret du 11 juil- philosophe célèbre et éclaireit un point let 1860. L'enseignement de l'histoire dans de la question qui nous occupe, mérite les classes de grammaire a été remis aux d'ètre cité tout entier. En voici la teneur:

« Sur la requête présentée à la cour par les classes d'humanités (troisième, se- les prévôt des marchands et échevins de la ville de Paris, par laquelle ils auraient remontré que Me Pierre de La Ramée, par son testament (en date de 1568), aurait légué cinq cents livres tournois de rente qu'il avait sur ladite ville au lecteur de mathématiques qui serait élu par lesdits suppliants, le premier président de ladite cour et le premier avocat, et que c'était chose superflue, attendu la multitude de lecteurs de mathématiques stipendiés par le roi et par les colléges, et qu'il serait plus expédient d'employer ladite rente aux gages d'une personne capable qui serait élue par les dessus dits et le procureur général du roi, pour continuer l'histoire de France depuis Paul Émile, depuis le commencement de Charles VIII jusques au roi à présent régnant. A cette cause requéraient que ladite rente sut donnée à celui qui serait élu et choisi pour ce fait. Yu ladite requête, les conclusions dudit procureur général du roi, et ouis lesdits premier président et avocat du roi, et lesdits suppliants, et tout considéré, ladite cour a ordonné et ordonne que, par manière de provision, et jusques à ce que lesdits suppliants, le premier président et le premier avocat du roi aient avisé de choisir un lecteur suffisant et capable pour lire les mathématiques publiquement, suivant le testament dudit de La Ramée, s'il est trouvé expédient pour le bien public, ladite rente de cinq cents livres tournois et les arrérages d'icelle échus jusques à huy (jusqu'à ce jour), seront baillés et délivrés à maître Jacques Gohorry, avocat en ladite cour, pour continuer en langue latine l'histoire de France de Paul Emile depuis le commencement de Charles VIII jusqu'au roi à présent régnant, et à cette sin prendre pancartes authentiques, bons mémoires, et instructions, recueils et autres papiers nécessaires pour composer au vrai ladite histoire, et en payant par le receveur de ladite ville audit Gohorry ladite rente de cinq cents livres et arrérages d'icelle, en sera et demeurera déchargé, et l'en décharge ladite cour envers et contre tous.» Jacques Gohorry. déjà connu par de nombreux travaux, composa en effet une his-

l'on conserve en manuscrit à la Bibliothèque imperiale.

Il y eut quelquesois plusieurs historiographes en même temps : ainsi, au xviii siècle, Schoepflin et Grand-Didier portaient, en Alsace, le titre d'historiographesde France, quoique Duclos et Marmontel eussent le brevet de cette charge. Sainte-Palaye a dressé une liste des historiographes par ordre alphabetique, et a cite toutes les preuves à l'appui. Je ne puis rappeler tous les témoignages qui sont consignés dans son Dictionnaire. Je me borne à transcrire cette liste qui s'arrète a la fin du xvii siècle. Plusieurs des écrivains cités par Sainte-Palaye, tels que Eustache des Champs, Georges Chastelain, etc., ne peuvent pas être considérés comme de véritables historiographes: je les ai conservés cependant pour ne pas alterer le texte de Sainte-Palaye:

ABLANCOURT.

AUGER. -- Commencement du règne de Louis XIV

Auton (Jean d''. — Louis XII.

BADOUÈRE (Jacob). - Louis XIII.

BALZAC (Jean-Louis Guez de). - Louis XIII. Baltasan. - Commencement du règne de Louis XIV

BAUDIER (Michel). - Louis XIV.

BAUDOIN.

BEAUNIS (Pierre) DES VIETTES.

BELLEFOREST. - Charles IX et Henri III. BERNARD (Charles). — Louis XIII.

Billon (De). — Commencement du règne de Louis XIV.

Boulé (Gabriel). — Commencement du règne de Louis XIV.

Breville. — Louis XIII. Brisacier. — Commencement du règne de Louis XIV.

CASTEL (Jean).

CHABENOIS (Emar de).

CHAMPS (Eustache des).

CHAPUIS (Gabriel). — Règne de Henri IV. CHARRETIER (Jean).

CHAT (Yves du). - Louis XIII.

CHATELAIN (George).

CHESNE (André du). - Commencement du règne de Louis XIV.

CORDEMOY. — Louis XIV.

COSTAR. — Commencement du règne de Louis XIV.

Courtils (Jean des).

CRETIN (Guillaume). - Louis XII.

DESPRÉAUX (BOILEAU). - Louis XIV.

EMILE (Paul).

FAUCHER (Le président). — Henri IV.

FÉLIBIEN DES AVAUX. - Louis XIV.

FERRIER (Jérémie). - Louis XIII.

FOUSTEAU (Du). - Louis XIII.

GALLEFER OU GOLLEFER. — Louis XIII.

GILLES (Nicole).

Godernov (Denys et Théodore).

Louis XIII.

GOHORRY (Jacques). - Charles IX.

GUYONNET DE VERTROU.

HAILLAN (Du). — Henri III.

HÉRITIER (Nicolas L'). — Louis XIV.

ISLE (Guillaume de L'). — Louis XIV. Jordan DE DURAND (Philippe).

LABOUREUR (Le). — Louis XIV. Louvet (Pierre). — Louis XIV.

Macé (René).

MAIRE (Jean Le).

Marcassus (Pierre). — Louis XIV.

MARTHE (Sainte-), (Louis et Scévole). — Henri IV et Louis XIII.

MATTHEU (Pierre). — Henri IV ci Louis XIII.

MÉZERAY. — Louis XIV.

()LHAGARAI.

PALLIOT.

l'ARADIN.

PASCHAL (Piètre). — Charles IX.

Pellisson. — Louis XIV.

PELLENS (Julien).

PLEIX (Du). — Louis XIII.

PROUST DES CARNEAUX (Nicolas).

Puy (Du). - Louis XIII et Louis XIV.

RACINE. - Louis XIV.

Renouard (Nicolas). -– Louis XIII.

Ryer (Du). — Louis XIV.

SAUVAGE (Denis). — Henri III.

SERRE (La). - Louis XIII et Louis XIV.

SIRI (Vittorio). — Louis XIII et Louis XIV.

SIRMOND (Jean). — Louis XIII.

SORRL (Charles).

Tourel (François).

TRIVORIUS (Gab.).

VALINCOURT. - Louis XIV.

Valois (Adrien et Henri de).—Louis XIV.

VARILLAS (Antoine).

Vigne (André de La). — Charles VIII.

Vignier (Nicolas). — Henri IV.

Visk (De).

Il faut ajouter à cette liste l'abbé Le-gendre et le P. Daniel, sous Louis XIV et Louis XV; Voltaire, Duclos, Marmontel, dans la seconde moitié du xviii siècle, et enfin Moreau qui a laissé vingt et un volumes de Discours sur l'histoire de France.

HISTRION. — Comédien de bas étage. Ce mot ne se prend qu'en mauvaise part. Voy. THEATRE.

HOBA, HUBA. — Ces mots sont employés dans les actes de l'époque carlovingienne pour indiquer un espace de terre équivalent au manse (voy. MANSE). - Les mots hoba et huba, désignant des terres patrimoniales, étaient surtout usités de l'antre côté du Rhin; on trouve encore aujourd'hui en Allemagne des villages qui ont conservé ce nom.

HOBLERS ou HOBILERS. — Habitants des côtes chargés de veiller à la garde du littoral. Ils étaient obligés de tenir un cheval toujours prêt pour donner avis du danger en cas d'invasion.

HOC. — Jeu de cartes mêlé du piquet, du brelan et de la séquence. Voy. Jeu.

HÒCA. — Jeu de hasard introduit en France par le cardinal Mazarin et sévèrement probibé dans la suite. C'était une espèce de loterie. Voy. Jeu.

HOIRIE. — On appelait hoirie une succession en ligne directe descendante. L'avancement d'hoirie consistait à donner à un des enfants une part de la succession qui devait être retranchée de ce qui lui reviendrait dans le partage ultérieur.

HOIRS, HOIRS DE QUENOUILLE. —
Les hoirs étaient les héritiers descendants en ligne directe. Une fille héritière
d'un fief était désignée par le nom d'hoir
de quenouille, le fief tombant alors en
quenouille, pour parler la langue des
anciens jurisconsultes:

HOMBRE. — Jeu inventé par les Espagnols au xive siècle; la tranquillité et le flegme qu'il exige s'accordent parfaitement avec le caractère espagnol. Le mot hombre signifie litteralement homme. Les Espagnols considèrent ce jeu comme le jeu de l'homme par excellence à cause des combinaisons qu'il exige. Voy. Jeu.

HOMICIDE. — Ce mot désigne tout à la fois le meurtre et le meurtrier. L'homicide volontaire prend le nom de meurtre. L'homicide commis volontairement et avec préméditation s'appelle assassinat. 1.e meurtre des père et mère est un parricide. Le meurt e d'un enfant nouveaune par ses parents est un infanticide. Les lois modernes, comme les lois anciennes, punissent de mort l'homicide volontaire et prémédité La nature du supplice a varié suivant les époques (voy. Supplice). La composition ou rançon payée par le meurtrier est stipulée dans les lois des barbares (voy WEHRGELD). Les coutumes ou moyen age avaient en partie conservé cette disposition, comme on le voit dans ce passage du Nouveau Coutumier général (1.1, p. 1113): « L'on est d'usage de faire un acte d'accord et de réconciliation de tous les homicides, qui ne sont point assassinats, entre les parents du défunt et ceux du malfaiteur. Celui qui reçoit le baiser de paix est le plus proche parent male du défunt, qui, par diverses cérémonies et solennités, est baisé par le malfaiteur. Après quoi, les parents de l'un et de l'autre côté sont

obligés et font serment de n'avoir plus de différends ensemble. »

C'était une croyance au moyen âge que si le meurtrier s'approchait de celui qu'il avait tué, le sang jaillissait du corps. Lorsque Richard Cœur de Lion, qui s'était revolté contre son père Henri II, s'approcha du corps de ce roi étendu dans l'église de Fontevrault, la face découverte, on vit le sang couler des narines du mort, disent les contemporains : Script. rer. fr., XVIII, 158). On raconte le même fait à l'occasion de la sépulture de Louis d'Orléans, assassiné en 1407. Voici les paroles d'un contemporain, Pierre de Fenin : « Entre les autres y était le duc Jehan de Bourgogne, qui avait fait faire cette besogne et y faisait le deuil par semblant. Or, au temps qu'on portait ledit duc enterrer, le sang du corps coula parmi le cercueil à la vue de tous, dont il y eut grand murmure de ceux qui là étaient. »

HOMMAGE. — Cérémonie dans laquelle un yassal prêtait serment au seigneur dont il tenait son fief. On distinguait l'hommage simple ou franc de l'hommage lige. Le premier se faisait dehout et la main sur l'Évangile. Pour l'hommage lige, le vassal, sans ceinture, sans éperons, sans épée, un genou en terre, tête nue, pretait serment au seigneur qui tenait ses mains dans les siennes. Le vassal devait. d'après certaines coutumes, baiser le pied du suzerain. On connaît l'anecdote du Normand qui renversa Charles le Simple. Sainte-Palaye cite un passage du roman de Lancelot du Lac, où le roi Arthur donne un château à une demoiselle qui lui en fait hommage, et lui baise le soulier.

On trouve souvent, dans l'histoire de France, des discussions entre les suzerains et leurs vassaux sur la nature de l'hommage qui était dû. En voici un exemple tiré de Monstrelet, à l'année 1450 : « Pierre, duc de Bretagne, vint devers le roi, son souverain seigneur, pour saire hommage de sa duché de Bretagne. Le comte de Dunois et de Longueville lui fit faire le serment accoutumé en tel cas, et, comme grand chambellan du roi, il prit sa ceinture, l'épée et le bouclier, comme à lui appartenait. Après le serment fait, le chancelier dit au duc de Bretagne qu'il était homme lige du roi de Fiance, à cause dudit duché. A quoi sut répondu par le chancelier du duc, que, sauf la révérence du roi et de lui, il n'était pas lige à cause de cette duché, et sur ce ils turent en altercation par un espace de temps. Finalement le roi le reçut en foi aux us et coutumes, ainsi comme ses prédécesseurs les ducs de Bretagne avaient fait, et tôt après le duc de Bretagne fit au roi un autre hommage pour sa comté de Montfort, à cause de laquelle il confessa

être son lige homme et vassal. »

D'après la coutume de Bretagne, les cadets ou juveigneurs devaient hommage lige à leur frère ainé, même au xviiie siècle. On en trouve la preuve dans les Mémoires de Saint-simon (t. V, p. 210, édit. in-8). Parlant du duc de Rohan qui saisit féodalement une terre du prince de Guéméné, il ajoute : « Nul moyen de s'y opposer ni d'en empècher l'effet, qui est la perte entière des fruits, c'est-à-dire la totalité du revenu, qu'en rendant la foi et hommage. Pour la rendre, il fallait que le prince de Gueméné allât en personne en Bretagne se mettre à genoux, sans épée ni chapeau, devant le duc de Rohan, lui prêter foi et hommage en cet état. »

Un des derniers exemples d'hommage lige est celui que rapporte Saint-Simon (Mémoires, édit. in-8, t. XI, p. 378-379): Le duc de Lorraine vint à Paris, en 1699 rendre hommage au roi pour son duché de Bar. « Le roi, dit Saint-Simon, était dans son fauteuil, le chapeau sur la tête, M. le maréchai de Lorge, derrière lui, en l'absence de M. de Bouillon, grand chambellan, qui était à Evreux; Monseigneur le duc de Bourgogne, debout et décquvert, un peu en avant de M. le chancelier, mais sans le couvrir ; M. le duc d'Anjou, de même de l'autre côté, sans couvrir le duc de Gesvres, premier gentilhomme de la chambre, qui avait derrière lui Nyert, premier valet de chambre du roi. M. le duc de Berri, Monsieur, Monsieur le duc de Chartres, les princes du sang et les deux batards (le duc du Maine et le comte de Toulouse), étaient tous en rang, saisant le demi-cercle, avec force courtisans derrière eux et après eux. Aucun duc, que les deux que je viens de nommer, parce qu'ils étaient en fonction de leurs charges et nécessaires, ni aucun prince étranger. Les secrétaires d'État étaient derrière M. le chancelier et les princes, du même côté. Monseigneur ne se soucis pas de voir la cérémonie. M. de Lorraine trouva fermée la porte de la chambre du roi qui entre dans le salon, et l'huissier en dedans. Un de la suite de M. de Lorraine gratta; l'huissier demanda: « Qui est-ce? » le gratteur répondit : « C'est M. le duc de Lorraine: » Et la porte demeurus fermée. Quelques instants après, même cérémonie. La troisième fois, le gratteur répondit : « C'est M. de Bar. » Alors l'huissier ouvrit un seul battent de la porte. M. de Lorraine entra, et de la porte, puis du milieu de la chambre,

enfin assez près du roi, il fit de trèsprofondes revérences. Le roi ne branla point et demeura couvert sans faire aucune sorte de mouvement. Le duc de Gesvres alors, suivi de Nyert, mais ayant sen chapeau sous le bras, s'avança deux ou trois pas, et prit le chapeau, les gants et l'épée que M. de Lorraine lui remit, et le duc de Gesvres tout de suite à Nyert, qui demeura en place, mais sort en arrière de M. de Lorraine, et le duc de Gesvres se remit en la place où il etait auparavant. M. de Lorraine se mit à deux genoux sur un carreau de velours rouge bordé d'un petit galon d'or qui était aux pieds dn roi, qui lui prit les mains jointes entre les deux siennes. Alors M. le chancelier Pontchartrain lut fort haut et fort distinctement la formule de l'hommage lige et du serment, auxquels M. de:Lorraine acquiesça et dit et répéta ce qui était de forme, puis se leva, signa le serment avec la plume que Torcy, secrétaire d'Etat chargé des affaires étrangères, lui présenta un peu à côté du roi, où Nyert lui présenta son épée qu'il remit, puis lui rendit son chapeau dans lequel étaient ses gants, et se retira. » A ces détails, Saint-Simon ajoute : « Le premier gentilhomme de la chambre du roi en année devait prendre l'epée, le chapeau et les gants de M. de Lorraine allant rendre son hommage. Les prendre en ce cas-là, c'est dépouiller le vassal des marques de dignité en présence de son seigneur et non pas le servir, et ce qui le mentre, c'est que le premier genuilhomme de la chambre ne les garde ni ne les rend. Toute sa fonction n'est que de dépouiller le vassal, et c'est le premier valet de chambre qui les reçoit du premier gentilhomme de la chambre dans l'instant qu'il les a ôtés au vassal, et c'est ce même valet de chambre qui les rend. au vassal après son hommage. »

HOMMAGE DE FOI ET DE SERVICE.

— Hommage par lequel le vasset s'ebligeait à rendre quelques services de son propre corps à son seigneur, comme par example de lui servir de champion ou de combattre pour lui en gage de bataille. C'est la définition donnée par l'ancienne coutume de Normandie (chap. XXIX).

HOMME. — Vassal. On ajoutait souvent une épithète ou un complément au mot homme pour déterminer la nature des services auxquels le vassal était astreint comme homme de corps', homme de foi, homme de froment, homme de justice, homme levant et couchant, homme vivant, mourant et confisquant, homme motier, homme de pléjure, homme de poeste ou de poté, homme de poursuite, etc., comme on peut le voir dans les articles suivants.

On devenait l'homme du seigneur dont on recevait un fief On etait son homme ige, si on lui pretait l'hommage lige (voy. HOMMAGE), et alors on contractait envers lui des obligations plus étroites pour le soulenir dans ses guerres, lui payer des redevances ou lui rendre d'autres services. La coutume decidait si l'hommage devait être lige ou simple. Il en résulta souvent des contestations entre les scigneurs et leurs vassaux; un des exemples les plus célèbres est la discussion qui s'éleva entre Edouard III et Philippe de Valois. Le premier soutenait qu'il ne devait que l'hommage simple pour la Guyenne; le roi réclamait l'hommage lige. La question fut examinée par les juges compétents, et on reconnut que le roi avait raison. Un a fait deriver ce mot lige du latin ligatus, parce que le vassal était plus étroiten ent lié à son seigneur; mais il est plus probable que c'est une altération de l'aliemand leuten (leudes). Ce dernier mot indiquait les compagnons du chef, ses fidèles; leurs obligations étaient es mêmes que celles des hommes liges des temps féodaux.

HOMME COUCHANT ET LEVANT. — Cette expression est employée, dans les coutumes du moyen age, comme synonyme de manant ou homme demeurant sur un domaine. Dans une ancienne enquête, citée par du Cange, un abbé réclame quelqu'un comme son homme couchant et levant tanquam hominem suum cu-BANTEM ET LEVANTEM).

HOMME VIVANT, MOURANT ET CON-FISQUANT.—On appelait homme vivant et mourant pour une eglise ou une abbaye, celui que les mainmortables ou possédant fiel de mainmorte presentaient au seigneur, afin qu'il lui fit hommage et qu'à sa mort le seigneur pût exercer ses droits. Cet nsage, qui nous paraît etrange, tient à ce que les communautés de mainmorte ne mourant pas, le seigneur n'aurait jamais pu exercer les droits auquel donnait lieu l'ouverture de la succession d'un fief, comme le droit de relief, retrait feo-dal, etc. Par la fiction de l'homme vivant et mourant pour la communauté, le seigneur n'était plus privé de ses droits. Certaines coutumes obligeaient les gens de mainmerte à fournir un homme vivant, mourant et confisquant, c'est-à dire dont la faute ou le crime pouvait entraîner la confiscation du tief. C'était encore une invention destinée à conserver au suzerain ses droits sur le fles qui lui échappait

presque entièrement en passant aux corporations religieuses.

HOMMES D'ARMES. — Nom donné au moyen àge aux cavaliers féodaux. Chaque homme d'armes des compagnies d'ordonnance était accompagné d'un varlet, de trois archers et d'un coutillier ou soldat armé d'un coutil ou long couteau.

HOMMES DE CORPS, DE POESTE ou DE POTE. — Les hommes et semmes de corps étaient gens de condition servile et attachés à la gièbe. S'ils passaient dans un autre domaine, ils pouveient être poursuivis, comme on le voit dans la Coutume de Vitry, art. 145: Tous HOMMES ET FEMMES DE CORPS sont au bailliage de poursuite, en quelque lieu qu'ils aitlent demeurer, soit lieu franc ou non, et les peuvent les seigneurs réclamer, et faire réclamer, si bon leur semble; car tels hommes et semmes de corps sont censes et réputes du pied et partie de la terre et se baillent en aveu et dénombrement par les vassaux avec leurs autres terres. Les hommes de poté ou de poeste (homines potestatis) étaient placés, comme le nom même l'indique, sous le pouvoir d'un autre. C'étaient de véritables serfs. Voy. SERFS.

HOMMES DE FOI. — Vassaux qui devaient foi et hommage à leur seigneur.

HOMMES DE FROMENT. — Vassaux qui devaient une redevance en blé.

HOMMES DE JUSTICE.— Vaccanz soumis à la juridiction d'un seigneur.

HOMMES DE MAINMORTE. — Voy. Gens de Marrinorte.

HOMMES DE PLÉJURE. — L'homme de pléjure était le vassal qui servait de cantion ou gage-plège pour son seigneur. Les Assises de Jérusalem (chap. CVI) disent que le vassal doit se livrer comme otage pour obtenir la délivrance de son seigneur. Ce fut en vertu de ce principe qu'un grand nombre de vassaux du roi de France furent envoyés en Angleterre pour servir d'otages lersque le roi Jean fut délivré par la paix de Brétigny (1360).

HOMMES DE POURSUITE. — Sers attachés à la glèbe que le seigneur pouvait poursuivre et réclamer en tout lieu. Dans le t. VII des Ord. des rois de Fr., p. 390, il est question d'hommes et semmes de corpe, mainmortables et de roussuite.

HOMMES D'ETAT. — Hommes libres et maîtres de leur sort (homo status, dans le latin du moyen âge). Des lettres de rémission de l'année 1381, citées dans le Glossaire de du Cange, s'expriment ainsi: Lequel appela l'exposant sanglant et-

lain, serf taillable, dont ledit exposant, qui est nomme d'ETAT, et non pas de serce condition, etc.

HOMMES LIBRES. — Les hommes libres formaient la classe qui est aussi designée sous le nom d'ahrimans. Voy. Ahriman

HOMMES MOTIERS. — Vassauz sujets au droit de mouture.

HOMOLOGATION. — Jugement qui ordonne l'exécution d'unacte ou d'une transaction. L'homologation peut être aussi accordée par l'autorité administrative. La plupart des délibérat ons des conseils de famille douvent être homologues par la justice. Les transactions autorisées par les conseils municipaux doivent être homologuées par le préfet, quand la somme ne depasse pas trois mille francs, et par l'empereur, si la somme est plus considérable.

HONGRIE (Point de). — Tapisserie faite en ondes avec de la soie ou de la laine diversement nuancées. On faisait deux espèces de points de Hongrie, l'une à l'aiguille sur un canevas, l'autre au métier. La ville de Rouen était surtout renommée pour ses points de Hongrie.

HONGRIEURS ou HONGROYEURS.—Les hongrieurs ou hongroyeurs préparaient les cuirs à la manière de Hongrie; ces ouvriers ne formaient pas une corporation.

HONNÉTE HOMME. — Ces mots avaient, au xvir siècle, une signification toute différente de celle qu'on leur a attribuée dans la suite. Honnéte homme pe signifiait pas seulement un homme probe, mais un homme distingué par son éducation, son caractère et son rang. C'est dans ce sens que Bossuet a dit, dans la préface du Discours sur l'histoire universelle: « Il serait honteux, je ne dis pas à un prince, mais en général à tout honnéte homme, d'ignorer le genre humain. »

HONNEUR - L'honneur, qui a eu son héroïsme et ses solies, est un sentiment tout moderne. Il est né surtout de la chevalerie (voy. ce mot). Le point d'honneur est le raffinement et l'exagération de l'honneur-chevaleresque. La loyauté et la courtoisie, la bravoure qui évitait l'apparence de la làchete autant que la làcheté même, le dévouement à toute épreuve, sont des conséquences de l'honneur tel que le comprenait le moyen age. Ce sentiment est devenu si puissant, que Montesquieu n'a pas craint de le proclamer un des principes fondamentaux de la monarchie francaise. La lettre célèbre Tout est perdu fors l'honneur, quoique peu authentique, a

fait pardonner bien des fautes à François les. Henri IV savait aussi électriser les Français en leur rappelant qu'ils trouveraient toujours son panache blanc au chemin de l'honneur et de la victoire.

HONNEUR (Chevalier d'). — Voy. CHE-VALIERS D'HONNEUR.

HONNEUR (Dame d'). — Voy. DAME.

HONNEURS. — Ce mot signifiait, à l'époque carlovingienne, des bénéfices avec fonctions inhérentes. Il y avait des honneurs séculiers et des honneurs ecclésiastiques : « Que les séculiers , dit Charles le Chauve dans un capjulaire de 845, possèdent les honneurs séculiers, et lesecrlesiastiques les honneurs ecclésiastiques. » Cependant la confusion ne tarda pas à s'introduire dans cette partie de l'administration, comme dans toutes les b**ran**ches du gouvernement. Dès 877 , les comtes et les vassaux pouvaient posseder, comme les évêques et les abbés, des églises et des monastères. Les annales de Saint-Bertin, à l'année 866, appellent les abbayes honores. La charge de saire réparer les ponts est aussi appelée honneur dans un capitulaire de Charles le Chauve de l'année 854, et on voit en même temps dans ce capitulaire qu'un bénéfice ou terre était attaché à cet honneur et s'appelait lui-même nonneur. M. Guérard (Prolégomènes du Polyptyque d'Irminon, p. 529-530) fait remarquer que le mot honores est souvent employe pour beneficia et opposé au mot alodes ou aloda. — On se servait encore du mot honneurs pour indiquer les droits de mutation payés au suzerain, chaque fois que le fief passait à un nouveau seigneur. (Du Cange, vo Honor.)

HONNEURS DU LOUVRE. — On appelait ainsi le droit qu'avaient, sous l'ancienne monarchie, certains personnages d'entrer dans le Louvre à cheval ou en carrosse. D'après Favin (Théâtre d'honneur et de chevalerie, t. I, p. 371) les honneurs du Louvre n'étaient accordés primitivement qu'aux princes et princesses du sang. On les étendit, dans la suite, aux princes étrangers alliés de la maison de France, au connétable, premier officier de la couronne, et aux cardinaux, légats du pape en France. Enfin on accorda ce privilége à tous les ducs.

HONORIFIQUES (Droits). — Voy. Droits Honorifiques, Féodalité et Noblesse.

HOPITAL. — L'antiquité n'avait pas d'hôpitaux où les malades fussent soignés aux frais de l'État. Les Romains exposaient les esclaves vieux et infirmes dans l'île d'Esculape. Ce fut seulement au

resiècle de l'ère chrétienne, que les empereurs, devenus chrétiens, ordonnèrent de fonder des hópitaux pour les malades et des hospices pour les vieillards. La charité chrétienne a multiplié ces établissements, et depuis la crèche qui reçoit l'enfant au berceau jusqu'à l'hospice qui sert d'asile au vieillard, elle s'est efforcée de soulager toutes les misères. Nous comprendrons dans cet article les principaux établissements fondés par la bienfaisance

publique.

§ ler. Organisation primitive des hópitaux. — Dans l'origine, le clergé était spécialement chargé du soin des pauvres, des veuves, des orphelins et des étrangers. L'évêque leur faisait distribuer par les diacres une partie des aumônes dont disposait l'Eglise. Lorsque le clergé eut des revenus fixes, un quart fut réservé aux pauvres, et partout on construisit, près des églises et des monastères, des maisons de Dieu, des hôtels-Dieu, qu'on appela aussi hopitaux et où l'on recevait les pauvres, les pèlerins et les malades. Les rois et les riches contribuèrent à l'entretien de ces établissements charitables. On attribue à Childebert la fondation de l'hôpital de Lyon. L'Hôtel-Dieu de Paris fut établi vers 800, par saint Landry, près de la cathédrale où il existe encore maintenant. Une décision du chapitre de Notre-Dame, rendue en 1168, donna à l'Hôtel-Dieu le lit de chaque chanoine décedé. Un grand nombre de chartes, d'aumones franches, comme on appelait alors les donations faites au clergé, stipulèrent qu'une partie du revenu donné à l'Eglise serait employée à l'entretien des honitaux. A l'époque des croisades, la lèpre s'étant répandue en Europe, on fonda beaucoup d'hôpitaux appelés léproseries, maladreries ou mal'Aderies. Saint Louis, qui dota richement l'Hôtel-Dieu de Paris, institua aussi l'hospice des aveugles, appelé les Quinze-Vingts (voy. ce mot).

SII Hopitaux pour les ensants abandonnés: Enfants-Bleus: Enfants-Rouges. -Frères et filles de la Charité. — Bientôt les enfants abandonnés eurent des asiles. L'hôpital des Ensants-Bleus ou du Saint-Esprit avait été fondé en 1326 près de l'hôtel de ville, au moyen des charités d'un grand nombre de personnes pieuses. On y recueillait les pauvres entants abandonnés et on les habillait de bleu, d'où leur est venu le nom d'ensuits bleus. L'hôpital des Enfants-Rouges ou Enfants-Dieu, sut sondé par François Ier en janvier 1536 (1537), pour servir d'asile aux enfants orphelins de père et de mère qui seraient trouvés à l'Hôtel-Dieu, pourvu qu'ils ne sussent pas bâtards ni nés et baptisés dans la ville et les saubourgs de Paris. Les bâtards abandonnés étaient nourris par le doyen et le chapitre de Notre-Dame de Paris, et les ensants nés à Paris devaient être portés à l'hôpital du Saint-Esprit. François Istordonnait, par ses lettres patentes, que ces ensants sussent perpétuellement appelés les Ensants-Dieu et qu'ils sussent vêtus d'étosses rouges pour marquer que c'était la charité qui les saisait subsister.

Des ordres religieux se consacrèrent à soigner les malades et les infirmes. Tels surent les hospitaliers soumis à la règle de Saint-Augustin, les hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem ou de Malte, de Saint-Lazare, du Saint-Esprit, Montpellier, etc. (voy. Chevalerie). Il y avait aussi des hospitaliers mendiants, comme les frères de la Charité (voy. CLERGÉ RÉGULIER). Ils étaient laïques et s'obligeaient par un vœu spécial à servir les pauvres malades. Les religieuses se sont toujours consacrées, avec un dévouement admirable, au soin des hôpitaux. On a remarqué, entre autres, les sœurs grises ou filles de la Charité, qui furent établies, en 1643, par saint Vincent de Paul et Louise de Marillac, veuve d'un secrétaire des commandements de la reine nommé Le Gras.

§ III. L'administration des hopitaux passe aux larques. — Dès le xive siècle. l'administration des hôpitaux, confiée exclusivement au clergé, provoqua des plaintes. « Dans le relachement de la discipline, dit Fleury (Institution au droit ecclésiastique, Ile partie, chap. xxx), la plupart des clercs qui avaient l'administration des hòpitaux, l'avaient tournée en titres de bénefices, dont ils ne rendaient point de compte. Ainsi plusieurs appliquaient à leur profit la plus grande partie du revenu, laissaient périr les bàtiments et dissiper les hiens, en sorte que les intentions des fondateurs étaient frustrées. C'est pourquoi le concile de Vienne (1311) défendit, à la honte du clergé, de donner les hôpitaux en titre de bénéfices à des clercs séculiers, et ordonna que l'administration en füt confiée à des laïques, gens de bien, capables et solvables, qui prêteraient serment comme des tuteurs, feraient inventaire des biens et rendraient compte tous les ans par-devant les ordinaires (les évêques). Ce décret a eu son exécution, et a été confirmé par le concile de Trente.» Cette sécularisation des hôpitaux, appelée par les conciles, a été établie en France par les ordonnances des rois et spécialement de François les et de Henri II

qui ont décidé que les administrateurs des hôpitaux ne seraient ni ecclésiastiques, ni nobles, ni officiers (fonctionnaires publics pourvus d'un office), mais des marchands et autres simples hourgeois, c'est-u-dire de bons pères de famille, de sages économes et instruits des affaires. La nomination appartenait aux fondateurs qui étaient des villes, des seigneurs ou des particuliers. Si la fondation n'était point connue, on présumait que les hôpitaux étaient de fondation royale, et ils étaient placés sous la protection du grand aumônier de France, qui en nommait les administrateurs. Ceux-ci restaient trois ans en charge, et rendaient compte devant ceux qui les avaient nommés, et en présence de l'évêque ou de son délégné, des delégnés du roi et de la ville, suivant les usages de chaque localité. Cependant, dans la plupart des hôpitaux, les administrateurs ne furent bientôt que des tuteurs honoraires et ne rendirent point de compte; la gestion ne roula que sur les trésoriers, receveurs, économes, etc. Les rois de France rendirent plusieurs édits pour assurer la bonne administration des hôpitaux troublée par les désordres publics ou la négligence de ceux qui en étaient chargés. En 1606, après l'anarchie des guerres de religion, Henri IV ordonna que le grand aumônier procéderait à la réforme des hôpitaux et surtout à la révision de la comptanilité, et que les sommes dont on pourrait bonifier se-raient appliqués à l'entretien des soldats estropiés et des pauvres gentilshommes. C'est l'origine des hopitaux mulitaires (voy. Oblats). Pour l'exécution de cette ordonnance, Henri IV établit une cham-

bre de charité chrétienne. § IV. Établissement d'une chambre pour la réformation générale des hopitaux. — Une nouvelle réforme devint indispensable en 1612. Le cardinal du Perron, grand aumônier de France, en fut chargé. Tous les administrateurs devaient ètre astreinte à rendre leurs comptes de trois aus en trois ans, devant les délégués da grand aumônier; les bonis étaient employés à la réparation des hépitaux et au soulagement des pauvres. Pour assurer l'exécution de cette ordennance, on établit à Paris une chambre composée du grand aumonier, de quatre maîtres des requêtes et de quatre conseillers au grand conseil. Elle a subsisté jusqu'en 1672. Cette chambre de la réformation-générale des hopitaux, comme on l'appelait, avait droit de juridiction; les appels étaient portes au grand conseil. Un édit de 1695 (ast. 29), la declaration du 12 decombre 1608:, et une ordannance du

mois d'août 1749 réglèrent la composition des bureaux d'administration et les formes des acquisitions de biens au profit des hòpitaux. En 1699, on commença à prélever un impôt sur les théâtres en faveur de ces établissements. Sous Louis XVI, ou proposa plusieurs projets pour l'amélioration du régime des hôpitaux; mais les événements politiques s'opposèrent à ce qu'ils sussent mis à exécution. Le comité de mendicité de l'Assemblée constituante reprit l'œuvre de Louis XVI et centralisa l'administration des hôpitaux; mais les embarras financiers, la suppression des congrégations religieuses et les crises révolutionnaires s'opposèrent à toute réforme utile et compromirent même la situation des hôpitaux. Le Consulat et l'Empire travaillèrent à leur réorganisation. Le décret du 18 février 1809 autorisa l'établissement de congrégations hospitalières de femmes, et depuis cette époque, la charité publique et privée n'a cessé de multiplier les asiles pour les malades et les pauvres, pour l'enfance et la vicillesse délaissées.

Etat actuel des hopitaux et des hospices. — Les hopitaux et hospices sont aujourd'hui placés sous la surveillance de commissions administratives de cinq membres, nommées par les préfets. Les maires sont présidents-nés de ces commissions et ne comptent pas parmi les cinq administrateurs. Les commissions se renouvellent chaque année par cinquième; elles nomment les employés, à l'exception des aumôniers, receveurs, contrôleurs, économes, médecins, chirurgiens et pharmaciens, qui sont choisis par le préset; elles surveillent tous les comptes, ventes, acquisitions des économes, receveurs, etc. Outre le contrôle exercé par les préfets et les commissions administratives, les hôpitaux sont encore soumis à l'inspection de fonctionnaires du ministère de l'intérieur. Les hôpitaux et hospices reçoivent les malades, les aliénés, les femmes enceintes, les ensants trouvés, les orphelins pauvres, les vieillards, les incurables. Il y a des hôpitaux spéciaux pour certains malades et en particulier pour les aliénés.

Hospices des aliénés. — Les atiénés étaient traités, il y a peu d'années encore, dans des quartiers spéciaux des hépitaux, où on les enchafnait comme des animaux malfaisants ou féroces, selon l'expression même des ordonnances. Noure siècle a eu l'honneur de renencer à cette odieuse barbarie, et, depuis la loi du 30 juin 1838, le traitement des aliénés a été amélioré dans toute la France. Il existe aujourd'hui un grand

nombre d'établissements speciaux destinés à les recevoir. Les uns sont publics et placés sons l'autorité du ministère de l'intérieur et des préfets des départements; ils sont administrés par des commissions gratuites et par un directeur responsable. Le service médical et tous les détails de l'administration ont été réglés par la loi du 30 juin 1838. Les établissements privés où l'on reçoit des aliénés sont régis par la même loi, en ce qui concerne les conditions hygiéniques, les garanties exigées du directeur, etc.

Asiles ouverts aux sourds-muels. Les sourds-muets furent pendant longtemps traités avec la même dureté que les alienés; ils étaient frappés d'incapacité légale. Des arrêts du parlement de Paris, dont le premier est daté du 16 janvier 1658, les relevèrent de cet état de dégradation. Enfin, au xviu siècle, on commença à s'occuper de l'éducation des sourds-muets. Un espagnol nommé Pereire, qui s'était établi en France, mérita les encouragements de l'Académie des sciences, en 1749, pour les succès qu'il avait obtenus en instruisant de jeunes sourds-muets. Louis XV lui accorda une pension; mais Pereire ne fit pas connaître le procédé qu'il avait employé. Le veritable instituteur des sourds-muets fut l'abbe de l'Epée, qui, au moyen de signes methodiques, créa un langage artificiel pour l'éducation des sourds-muets qu'il avait réunis en grand nombre. Le gouvernement voulut seconder les efforts de ce bienfaiteur de l'humanité; mais les projets de Louis XVI ne purent se réaliser, et ce fut d'abord la charité privée qui soutint l'œuvre de l'abbé de l'Apée et l'évendit aux provinces. L'Assemblés nationale, plus heureuse que Louis XVI, fonda, en 1790, l'Institut des Sourds-Musts, et en donna la direction à l'abbé Sicard, qui avait remplacé son maître, l'abbé de l'Épée, mort en 1789. Les écoles de sourds-muets de Paris et de Bordeaux furent dotéeu par l'Assemblée et se soutinrent au milieu des crises révolutionnaires.. Grâce à l'abbé Sicard, la méthode de l'abbé de l'Épée fut perfectionnée. En même temps, les établissements destinés à l'éducation des sourds-muets se propagèrent dans les départements. Il en existe aujourd'hai à Alby, Angers, Arras, Auray, Besangen, Bordesux, Caen, Châtellerault, Chaumont (Puy-de-Dome), Glesmont-Ferrant, Colmar, Condé-sur-Noirean, la Chartreuse (Vendée), Lambrie, Langres, Laval, le Puy, Lille, Limeges, Loudun, Lyon, Marseille, Nancy, Nogentle-Rotrou, Orléans, Paris. Poitiers, Pontl'Abbé (Manche), Pont-Achard. (Vienne),

Rhodez, Rouen, Saint-Etienne, Soissons, Strasbourg, Toulouse, Villedieu (Manche). Les établissements de Paris et de Bordeaux sont les seuls qu'entretienne l'État. Les autres sont à la charge des villes et départements.

départements.

Institution des jeunes aveugles. -Les aveugles avaient depuis fort longtemps l'hôpital spécial des Quinze-Vingis, fondé par saint Louis (voy. Quinze-Vingts). Dans la seconde moitié du xviii• siècle, on commença à s'occuper de leur éducation. Valentin Hauy, frère cadet du célèbre minéralogiste, inventa, en 1778, une méthode qui consistait à substituer le toucher à la vue pour percevoir des caractères saillants. Les succès qu'il obtint déterminèrent Louis XVI, et ensuite l'Assemblée constituante, à faire de l'Institution des jeunes aveugles un établissement national. Séparé en 1816 des Quinze - Vingts, auxquels il avait été d'abord réuni, cet établissement a pris de grands développements. Les sciences, les lettres, les arts industriels et la musique y sont enseignés aux jeunes aveugles.

Etablissements de Charité : Bureque de bienfaisance ou de charité; crèches; salles d'asile, etc. — Ce n'est pas seu-lement dans les hôpitaux que s'exerce la charité publique: elle a créé les bureaux de biensaisance, où l'on distribue des secours aux indigents. Ils ent été établis par la loi du 7 frimaire an v. On les désigne aussi sous le nom de bureque de charité. A ces institutions de bienfaisance publique, il faudrait ajouter un grand nombre d'autres créations, dues à la charité publique et privée. Les crèches sont des institutions toutes recentes. C'est en 1844 et 1845 que M. Maybeau, adjoint au maire du premier arron-dissement de Paris, a fondé, dans cet arrondissement, les deux premières creches pour recevoir les enfants de parents pauvres. Le ministre de l'intérieur recommanda cette utile institution par les circulaires du 15 août 1845 et du 22 juillet 1846. Elle s'est promptement répandue dans les grandes villes où elle soulege les mères de famille qui, foncées de vivne de leur travail, ne peuvent veiller asaidùment sur leure enfants. Les salles d'asile, qu'on a aussi appelées écoles maternelles, sont le complément des créches. Elles recoivent l'enfant au sortir de la crèche, et l'élèvent jusqu'à l'âge de six ans, où.il peut entrer à l'école primaire. Les salles d'asile, dont quelques-unes sont dévenues des institutions publiques confiées à des directrices, initient les enfants aux promières rotions de l'instruction religieuse, de la lecture, de l'écritare, du calcul verbal, etc. Ces utiles établissements ont été regularisés par l'ordonnance du 22 décembre 1837. Il est impossible d'insister ici sur tous les autres établissements dus à la charité publique et privee, tels que les lavoirs publics, chaussoirs, ouvroirs, etc. Elles prouvent avec quelle sollicitude le gouvernement et la société tout entière s'occupent du sort des classes pauvres.

HOPITAUX MILITAIRES. — Les hôpitaux militaires remontent au règne de Benri IV, qui etablit une maison de charili pour les soldats estropiés (voy, INVA-LIDES): majs cette institution ne recut ane véritable organisation qu'à l'epoque de Richelieu et de Louis XIV. Au XVIII siècle, le nombre des hépitaux militairs: s'accrut considerablement; on en comptait quatre-vingt-quatorze à la fin du règne de Louis XV. il n'y en a plus avjourd'hui que cinquante-six. On distingue les hépitaux permanents destinés à être maintenus en temps de paix, comme en temps de guerre, et les hópitaux temporgires, formés extraordinairement en temps de guerre Je ne parle ni des dépôts de convalescents que l'on établit en cas de guerre ou de rassemblements de troupes, ni des ambulances formées auprès des corps d'armee pour soigner les blessés et autres malades; il n'est question ici que des hôpitaux. Le personnel des hópitauz militaires se compose d'un corps d'officiers de santé, d'un corps d'officiers d'admini-tration des hòpitaux , enfin d'infirmiers militaires. Les officiers de santé de l'armée se composent de médecins, de chirurgiens et de pharma-ciens. Un conseil de santé de l'armée, institué auprès du ministère de la guerre, comprend deux médecins, deux chirurgiens et un pharmacien. On leur adjoint, quand le ministre le juge utile, des officiers de santé principaux, ayant voix délibérative. Le conseil de santé fait, sur l'ordre du ministre, l'inspection des hòpitaux militaires, et indique au ministre les améliorations à y introduire. Il rédige les programmes des examens que doivent subir les élèves en chirurgie. C'est parmi ces élèves que se recrute le corps des of-Aciers de santé chargé du service médical dans les hôpitaux militaires.

La marine a aussi ses hôpitaux qui sont établis dans les principaux ports. De plus, il existe, dans chaque port, un conseil de santé, composé des premiers et seconds médeçins, des chirurgiens et des pharmaciens en chef de la marine. Ce conseil fait la répartition du service médical pour les hôpitaux de la marine et les vaisseaux de l'État. Un inspecteur

général du service de santé pour la marine, réside à Paris; il est chargé de correspondre avec les conseils de santé et de proposer au ministre les projets d'ameliorations et réfermes pour le service medical des hôpitaux de marine et des vaisseaux de l'État.

HOQUETON. — On appelait primitivement hoqueton on auqueton une camisole épaisse et fortement rembourée que portaient les hommes d'armes du moyen âge (voy. Armes, fig. B). Dans la suite on désigna sous ce nom les casaques d'archers et par extension les archers euxmêmes. Ainsi, l'on disait les hoquetons du grand prévôt, du chancelier, etc., pour les gardes qui accompagnaient le prévôt et le chancelier. La casaque des gardes de la manche (voy. ce mot) s'appelait aussi hoqueton.

HORLOGE, HORLOGERIE. — Pendant longtemps les sabliers et les clepsydres furent les seuls instruments dont on se servit pour compter les heures. Les anciens en connaissaient l'usage et l'avaient transmis aux Gaulois. Les clepsydres (dont le nom est composé de deux mots grecs, qui inaiquent que l'eau s'écoule, littéralement se dérobe), remontent à une très-haute antiquité. L'abaissement de la surface de l'eau servait primitivement à indiquer l'heure; mais bientôt on remarqua que l'écoulement était plus rapide au commencement et qu'il se ralentissait à mesure que le vase se vidait. On imagina diverses combinaisons pour remédier à cet inconvenient, et on parvint à mesu-rer exactement le temps au moyen des clepsydres. Au vi• siècle, Boéce fabriqua, par ordre de Théodoric, une de ces horloges pour Gondebaud, roi des Bourguignons; Paul i fit présent d'une horloge semblable à Pépin le Bref. Le calife Haroun-Al-Raschid envoya à Charlemagne une clepsydre, où des rouages faisaient mouvoir de petites figures. A chaque heure, des boules d'airain, en nombre égal à l'heure écoulée, tombaient sur un timbre qui résonnait autant de fois et marquait les heures. Lorsque les douze heures étaient révolues, douze cavaliers sortaient par douze petites portes. Au xº siècle, Gerbert fabriqua pour l'empereur Othor III, une horloge de la même nature.

Vers le xir siècle, on commença à marquer la division du temps au moyen de roues dentées réglées par un balancier. On a attribué cette invention à Pacificus, archidiacre de Vérone, qui vivait au xi siècle; ce qui est certain, c'est que, dès le xii siècle, de grandes horloges surent sa

briquées pour les monastères, et que l'on y adapta des marteaux qui sonnaient, en frappant sur un timbre, les heures indiquées sur le cadran. Il est question, dès le commencement du xive siècle, de carillons annexés aux horloges et jouant les airs des hymnes d'églises. « A cette époque, dit une chronique du monastère de Sainte-Catherine-lès-Rouen, il y avait dans l'église de cette abbaye une hortoge, qui jouait l'hymne Conditor alme siderum, de telle sorte qu'on pouvait l'entendre à plus d'une lieue. » Les pièces du procès de Robert d'Artois, en 1335, mentionnent un Gérard de Juvigny, horlogeur, logeant au Louvre et gagé par le roi pour annoncer les heures du haut du palais, usage qui se pratique encore dans quelques parties de la Suisse et de l'Allemagne. A la même époque, on fabriqua plusieurs horloges d'un mécanisme compliqué. En 1370, l'horloge du palais sut etablie dans le pavillon qu'on appelle encore aujourd'hui pavillon de l'horloge. Le cadran, ou décoration extérieure de cette horloge, fut refait sous Henri III, et des sculptures, attribuées au célèbre Germain Pilon, y représentent les attributs de la loi et de la justice. Ce cadran a été restauré en 1852. L'horloge de Courtrai etait une des plus célèbres; elle fut enlevée, en 1382, et transportée à Dijon, où elle figure encore aujourd'hui. Les horloges de Nuremberg avaient dès lors une grande réputation.

Ce n'était pas seulement aux horloges d'églises qu'on adaptait un mécanisme de cette nature, on le retrouvait dans les horloges d'appartements. Il y avait dans une des sailes du château de Versailles une horloge faite en 1706 par Antoine Morand. Toutes les fois que l'heure sonnait, deux coqs chantaient, chacun trois fois, en battant des ailes; en même temps les portes s'ouvraient de chaque côté et laissaient paraître deux figures portant chacune un timbre en manière de bouclier, sur lequel deux amours frappaient alternativement les quarts avec des massues. Une figure de Louis XIV, semblable à celle qu'on voit sur la place des Victoires, sortait alors du milieu de la décoration, et une Victoire descendait pour lui poser une couronne sur le front, tandis que retentissait un carillon, à la fin duquel tous les personnages disparaissaient. Les horloges manuelles ou montres furent inventées au xvi• siècle, et on s'en servit presque immédiatement en France. Depuis cette époque, le luxe et l'industrie ont apporté à l'horlogerie des perfectionnements qui en ont fait une véritable science. Huygens appliqua le premier, en

1647, le pendule aux horloges, et à partir de cette époque on peut marquer, sur le cadran des horloges, les divisions en minutes, secondes et tierces. Les horloges prirent, vers la fin du xvii siècle, le nom de pendule, de la verge métallique qui leur servait de régulateur. Voy. Montues.

HORLOGERS. — La corporation des horlogers, qui reçut ses premiers statuts de Louis XI, en 1483, fut longtemps subordonnée à la corporation des orfévres. Un arrêt du conseil du 8 mai 1643 les affranchit de cette surveillance, mais il exigea qu'ils missent leur nom aux boîtes de montres qu'ils vendraient.

HOROSCOPE. — Prétendu art de prédire la destinée d'un homme par l'observation des astres. On appelle aussi la prédiction horoscope. ¡Voy. Superstitions.

HORS DE COUR. — Formule dont les juges se servaient autrefois pour renvoyer les parties. On mettait hors de cour, lorsque l'affaire n'était pas suffisamment instruite ou qu'elle avait été engagée avant que les conditions nécessaires pour le jugement fussent remplies.

HOSCHE. — Pièce de terre de peu d'etendue, située auprès d'une maison. Du Cange cite une charte de 1411, où il est question d'une hosche ou pièce de terre assise ès hosches de moulin.

HOSE. — Chaussure désignée plus ordinairement sous le nom de heuse. Voy. Heuse.

HOSPICE. — Le mot hospice (hospitium) désignait, à l'époque carlovingienne, une terre d'une contenance variable que l'on distinguait du manse (voy. ce mot). « Il y avait d'abord cette difference, dit M Guerard (Prolegomènes du Polyptyque d'Irminon, p 627), entre le manse et l'hospice, que celui-là était composé d'un fonds de terre plus étendu et plus productif; puis ils différaient l'un de l'autre en ce que tous les manses d'une mème terre étaient ordinairement soumis à des lois communes et constantes, qui formaient ce qu'on appelait le droit de la terre ou de la cour, tandis que les hospices, ayant une contenance variable et arbitraire, avaient à supporter chacun des charges différentes et souvent fort inégales, quoique néces-airement moins fortes que celles des manses ; par conséquent ils ne pouvaient être regis par un droit fixe et uniforme. On peut encore conjecturer que l'hospice n'était, au moins dans l'origine, qu'une tenure temporaire

et révocable, au lieu que le manse paraît avoir toujours été héréditaire.»

HOSPICES. — Établissements où l'an reçoit les enfants trouves, les orphelins, les vieillards et les infirmes inourables. Voy. HOPITAUX.

HOSPITALIER (Grand). — La dignité de grand hospitalier était un des principaux offices de l'ordre de Malte. Elle venait après celles de grand commandeur et de grand maréchal et était attachée à la langue de France. Voy. Langue.

HOSPITALIERS. — Dans plusieurs ordres militaires, les chevaliers portaient le nom d'hospitaliers, parce qu'ils faisaient vœu de soigner les pèlcrins et autres voyageurs. Parmi ces religieux, les plus célèbres étaient les hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem ou chevaliers de Malte; les chevaliers de Saint-Lazare, les chevaliers du Saint-Esprit de Montpellier, etc. Voy. Chevalerie religieuse.

Hospitaliers, Hospitalieres. Il y avait, outre les ordres de chevalerie religieuse, un certain nombre de couvents dont les religieux et religieuses portaient le nom d'hospitaliers et d'hospitalières. Ainsi le couvent d'Albrac ou d'Anbrac, sur les confins du Querci, du Rouergue et de l'Auvergne, avait été fondé, en 1120, pour des hospitaliers, qui suivirent la règle monastique jusqu'en 1300; mais ils se sécularisèrent à cette époque. En 1697, l'évêque de Châlons, Louis-Gaston de Nozilles, introduisit la réforme dans cette maison et remplaça les hospitaliers par des chanoines réguliers. Les hospitaliers de la Charité de Notre-Dame dataient du xine siècle; ils requrent, en 1346, une règle du pape Glé-ment VI; ils etaient quelquesois appelés Billettes et ant laissé leur nam à une rue de Paris; leur ordre fut supprimé en 1632. — Les hospitalières de la Charité de Notre-Dame ou hospitalières de Notre-Dame, furent établies à Paris, en 1624, par Françoise de La Croix. — Les hospitalières de Saint-Joseph datent de 1642 et s'établirent d'abord à l'hôpital de la Flèche.

HOSPITALITÉ. — L'hospitalité n'était pas seulement dans les mœurs des Germains, elle était formellement prescrite par leurs leis. On lit dans la loi des Bourguignens: « Si quelqu'un a refusé le couvert ou le foyer à un voyageur, qu'il soit frappé d'une amende de trois sous. » La loi des Wisigoths permettait au voyageur d'allumer du feu, de faire paître son cheval et de couper des branches. Les Capitu-

laires de Charlemagne font aussi une loi de l'hospitalité. « Il nous paralt convenable, dit Charlemagne dans un capitulaire de 789, que les étrangers et les pauvres trouvent dans les divers lieux des asiles où régulièrement on leur donne l'hospitalité. En effet le Seigneur dira au grand jour de la remunération génerale: J'étais étranger et vous m'avez accueilli. L'apotre louant l'hospitalité s'exprime ainsi: « Quelques-uns plurent au Seigneur par « leur hospitalité en donnant un assie aux « anges. » Dans un autre capitulaire, rendu en 802, Charlemagne ordonna à tous ses sujets riches on pauvres d'accorder aux voyageurs au moins le couvert, le feu et l'eau. Il exhortait en même temps à leur donner tout ce qui leur serait nécessaire, ajoutant que Dieu récompenserait ceux qui pratiqueraient l'hospitalité. Voici la traduction de ce capitulaire : « Nous ordonnons que, dans tout notre empire. ni riche ni pauvre n'ose refuser l'hospitalité aux étrangers; que personne ne refuse le convert, le feu et l'eau aux pèlerins parcourant la terre poussés par l'amour de Dieu, ou à tout autre voya-geur excité par l'amour de Dieu et le salut de son àme. S'ils veulent leur faire en outre quelque bien, qu'ils sachent que Dieu leur promet une magnifique récompense, lorsqu'il dit: Quiconque reçoit pour moi un de ces enfants, me reçoit moi-même. » L'hospitalité était aussi prescrite par les règles monastiques. Il y avait ordinairement, près des couvents, une maison des hôtes, où le voyageur et le pauvre trouvaient l'hospitalité. Le château refusait rarement d'aceueillir l'hôte qui demandait un asile. Des traditions, qui n'ont pas toujours un caractère bien authentique, célèbrent l'hospitalité séodale. Elles représentent le chevalier errant accueilli avec empressement et charmant les veillées du récit de ses prouesses, et le troubadour nomade payant l'hospitalité par ses chants de guerre et d'amour. Sainte-Palaye rapporte (vo Hospitalité) qu'il était d'usage autrefois de mettre au haut des maisons un heaume ou casque pour inviter les gentilshommes et les nobles dames qui passaient à demander l'hospitalité. Il existait encore des traces de cette coutume au xviii• siècle. « Je me souviens, dit Sainte-Palaye, d'avoir vu sur des toits de maisons, des heaumes de terre ou de fer-blanc, qui étaient des restes des heaumes places autrefois au haut des maisons pour inviter les passants à entrer. »

HOST. — L'host (hostis) était le service militaire qui était du au roi par les

vassaux et qui avait pour but la défense du territoire. Il répondait à la landwehr des premières dynasties. Le service de l'host variait suivant la nature du fief; mais tous les vassaux étaient tenus de l'accomplir, sous peine de forfaiture. Lorsque le roi avait fait publier son ban général ou proclamation de guerre, les vassaux amenaient leurs troupes. On avait dresse un rôle général des seigneurs. En tète étaient les archevèques et évêques qui devaient le service militaire pour leurs nets; mais ils pouvaient se faire remplacer par leurs sénéchaux ainsi que les abbés. On vit cependant des évêques commander en personne leurs hommes d'armes. Tout le monde connaît le belliqueux évêque de Beauvais, qui, armé d'une massue, se signala à la bataille de Bou**vines. Après les ecclésias**tiques venaient les ducs, comtes et barons; en troisième lieu les châtelains, qui avaient droit de château ou forteresse et haute justice; enfin les vavasseurs ou arrière-vasseaux, parmi lesquels on distinguait encore les chevaliers bannerets et les bacheliers (voy. ces mots). Les semmes et les enfants qui occupaient des ness avaient le droit de se faire remplacer, comme les ecclésiastiques, par un sénéchal qui conduisait leurs hommes d'armes. L'armée réunie était soumise au contrôle des maréchaux du roi, qui, sous le connétable, commandaient les differents corps. Les vassaux devaient être munis d'armes, de chevaux, de chariots de bagage et de vivres; leur service était fixé tantôt à quarante, tantôt à soixante jours. Chacun d'eux amenait un nombre d'hommes proportionné à l'importance de son fief. Dans un rôle de 1277, cité par le P. Daniel (Histoire de la milice française), on voit que le duc de Bourgogne amena avec lui sept chevaliers bannerets qui avaient eux-mêmes sous leurs ordres d'autres chevaliers; ceux-ci étaient à leur tour suivis d'hommes d'armes. La cavalerie se composait de ces vassaux et de leur suite. L'infanterie était fournie par les communes. Les milices communales n'étaient astreintes au service militaire à leurs frais que jusqu'à une certaine distance de leur ville. Il y en avait même, comme celles de Rouen, qui n'étaient obligées de s'éloigner de leur ville que d'une demi-journée, de manière à pouvoir y rentrer le même jour (voy. Daniel, De la milice française).

HOSTILITIUM. — Les actes de l'époque carlovingienne appellent hostilitium la prestation de guerre qui consistait ordinairement en bœus et en chariots (Pro-

légomènes du Polyptyque d'Irminon , par M. Guerard, p. 661 et suiv.). « Les hommes de l'abbaye de Prum, ajoute le même écrivain, étaient obligés de fournir in hostilitium des chariots et des bœnfs qui pouvaient être rachetés pour une somme d'argent, de mème que la plupart des autres redevances. Les manses (voy. ce mot) de cette abbaye, soumis à cette prestation, payaient chacun depuis un cinquième ou même un dixième de besuf jusqu'à quatre bœuss et un char. Un bœus se rachetait tantot pour deux deniers e demi, tantot pour quatre deniers. Les chariots destinés a l'armée avaient probablement quatre roues. Ils étaient conduits au rendez-vous général des troupes, et les officiers des domaines du roi avaient ordre de mettre à part ceux qui lui étaient dus par ses propres tenanciers. Ils servaient au transport des armes, des munitions et provisions de guerre, et l'on y plaçait, pour les garder, des tireurs habiles. Dans sa lettre à l'abbé Fulrad. Charlemagne, en lui mandant de se rendre à l'assemblée générale de Stasfurt à la tête de ses hommes, avec les armes, les munitions et les provisions de guerre nécessaires, lui ordonne de garnir ses charious d'outils de divers genres, savoir de cognées, de doloires, tarières, haches, houes, pelles de fer, etc. « Que nos cha-« riots qui vont à la guerre, dit le même « prince dans le capitulaire de Villis, « soient des basternes d'une bonne con-« struction; qu'ils soient bien couverts et « garnis de cuirs tellement cousus que, « s'il est besoin de passer des rivières, « ils puissent les traverser avec les pro-« visions qu'ils contiennent, sans que « l'eau pénètre dans l'intérieur et que rien « de ce qui nous appartient soit détériore. « Nous voulons aussi qu'on mette dans « chaque chariot pour notre provision « douze muids de farine, et dans ceux ou « l'on conduit le vin dauze muids de notre « mesure. De plus, qu'il y ait dans tous un « écu et une lance, un carquois et un arc. » Les chevaux remplacèrent successivement les bœufs dans les prestations de guerre. En retour des concessions faites par Louis le Débonnaire à l'église de Brioude, elle devait lui donner tous les ans un cheval avec un écu et une lance. L'abbé de Vareilles était soumis à la même prestation envers l'archeveque de Sens.»

HOTEL. — Ce mot indiquait spécialement la résidence du roi; ainsi on disait la prérôté de l'hôtel pour la juridiction qui s'étendait sur tous les officiers de la maison du roi. Le grand prérôt de l'hôtel jugeait toutes les causes civiles et crimi-

nelles de ces officiers. Les requétes de l'hôtel étaient encore une juridiction relative à la maison du roi. Les multres des requêtes y jugeaient les differends des officiers commensaux de l'hôtel du roi.

HOTELAGE. — Le droit d'hôtelage ou hostelage etait une redevance feodale due au seigneur par ceux auxquels il permettait de demeurer sur ses domaines.

HOTEL DE VILLE. — Lieu où se réunissent les magistrats chargés de l'administration d'une ville. Ces monuments, centre de la puissance communale, ont eté élevés, au moyen âge, avec beaucoup de magnificence et surchargés d'un grand luxe d'ornements, surtout en Flandre et dans la France septentrionale.

HOTEL DE LA MONNAIE. — Lieu où l'on bat monnaie. Voy. Monnaie.

HOTEL DES INVALIDES. - Voy. INVA-

MOTEL-DIEU. — Voy. HOPITAUX.

HOTELLERIE, HOTELIERS. — Voy. Lieux publics.

HOTES. — Ce mot désignait quelquefois au moyen age une classe d'hommes qui ne jourssaient pas d'une liberté complète. « Les hôtes etnient, dit M. Guérard (Prolegom. du Cart. de Saint-Père de Chartres, S. XXVII i, des espèces de fermiers ou de locataires occupant une petite habitation, ordinairement entourée de quelques pièces de terrain. Ils n'avaient que l'usufruit du terrain et de l'habitation, pour lesquels ils devaient des rentes et des services, et le propriétaire, à moins de stipulation contraire, avait le droit de les congédier à sa volonté. C'etaient, d'après Galland, les tenanciers d'un seigneur, qui demeuraient, couchaient, levaient dans sa censive (voy. ce mot), de sorte qu'un homnie possédant des terres dans une seigneurie, ne serait pas dit hote, s'il logeait ailleurs. Mais cette définition ne paraît pas exacte. puisque le Cartulaire de Saint-Père de Charires présente plusieurs aliénations, dont les unes comprennent des hôtes dans la seigneurie, et les autres comprennent la seigneurie ou plutôt des portions de terres seigneuriales sans les hôtes. Les hôtes étaient soumis à la taille, levée soit pour la rançon de leur seigneur, soit pour autre cas où il fallait le secourir. Ils étaient donnés, vendus ou aliénés de toute autre manière sur les fonds qu'ils occupaient. Ainsi dans le Cartulaire de Saint-Père de Chartres, des hôtes sont cédés avec leurs salines;

trois hôles de Liancourt sont donnés avec l'arpent possédé par chacun des deux premiers, etc. Mais on se tromperait beaucoup, si l'on s'imaginait que ces donations ou ventes comprenaient la personne même des hilles et emportaient avec elles le droit de disposer d'eux arbitrairement. comme c'était le cas au sujet des esclaves dans l'antiquité. Ces actes ne comprenaient réellement que les tenures des hotes avec les droits et les services dus par eux en raison de leurs tenures. Ainsi, dans le même cartulaire, Etienne de Poix, tenant par moiue avec le roi, à Liancourt, un arpent occupé par quatre hôtes qui payaient trois sous six deniers de ceus, ayant donné sa moitié, c'està-dire vingt et un deniers aux moines de Saint-Père, est dit, dans un diplôme de Louis VI, avoir donné la moitié des quatre hôtes. »

HOUILLE. — La houille ou charbon de terre est devenue une des richesses minérales les plus importantes depuis que l'industrie s'en est servie pour les usines et les machines à vapeur. L'exploitation des houillères ou mines de houille, qui existe en France, est soumise aux mêmes conditions que les mines de fer, de plomb, d'argent, etc. Voy. Mines.

HOULETTE. — Symbole de l'autorité du pasteur sur le troupeau; la houlette a été adoptée par l'Église et est devenue la crosse des évêques et des abbés mitrés. Il ne faut pas oublier que la houlette des anciens (pedum) était fort différente de la houlette moderne; elle était recourbée à son extrémité comme la crosse des évêques.

HOUPPELANDE. — La houppelande était primitivement une espèce de cape ou manteau de berger dont s'enveloppaient les paysans. Les personnes d'une classe plus élevée en firent un manteau de luxe. Olivier de Clisson, dans un codicile de son testament, lègue à Bertrand de Dinant, fils de Charles de Dinant, seigneur de Châteaubriant, une houppelande rouge, fourrée de martre (unam suam hoppelandam rubeam, martris foderatam). La houppelande était fendue et boutonnée sur les côtés. Dans un mémoire de la chambre des comptes de Paris, de l'année 1394, cité par D. Carpentier, dans son supplément au glossaire de du Cange, on trouve la description suivante de ce vêtement: « Houppelandes de drap', de laine et de soie, les unes longues, les autres à mi-jambe, les autres au-dessus du genou et les autres courtes. » — On appelait encore houppelande un manteau

de femme à queue trainante garni de fourrures et de broderies. — Enfin on nommait houppelandes des écus d'or sur lesquels était représentée une houppelande.

٠.

۷.

. . .

· 😲

٠.٠

۸.

.....

<u>.</u>

19

7

۴ť

اخ

rd.

ź.

مور

Шě

u

į

Ħ

HOURD, HOURDEIS, HOURDEL, HOURT.

— Ces différents mots indiquaient des échafauds en bois placés au haut des tours d'un château, et sur lesquels se tenaient des hommes d'armes qui faisaient pleuvoir sur l'ennemi des pierres, des poutres et des projectiles de toute espèce.

HOUSARD. — Corps de cavalerie. Voy. ORGANISATION MILITAIRE.

HOUSEAUX. — Bottes qu'on appelait aussi heuses. Voy. HEUSES.

HOUSSE. — On donnait autrefois ce nom à des couvertures que les femmes mettaient sur leur tête et leurs épaules. Les écoliers s'en servaient aussi, comme on le voit par un règlement du collège de Navarre que cite Launoy: Que tous aient de longues housses (omnes habeant Houssias longues).

HUAGE. — Terme féodal. En certains lieux, les vassaux devaient à leur seigneur le huage lorsqu'il chassait les bêtes fauves, c'est-à-dire qu'ils devaient pousser des cris pour faire sortir les bêtes fauves de leurs repaires et les pousser vers les chasseurs.

HUBERT (Saint). — Patron des chasseurs. La Saint-Hubert a été depuis un temps immémorial l'occasion de fètes et de banquets pour les chasseurs. Voy. VÉ-

HUCHE, HUCHIERS. — Les huches étaient de grands coffres. On appelait huchiers les ouvriers qui les sabriquaient. Ils sormaient une corporation spéciale. Voy. CORPORATION.

HUCHE COMMUNE. — On désignait quelquesois sous ce nom, au moyen âge, le trésor de la maison de ville; il y avait des gardieus de la huche commune.

HUCHET. — Petit cor dont se servaient les chasseurs et les postillons pour appeler les chiens et les lévriers.

HUÉE. — L'usage de la huée ou du hus (voy. du Cange, vo Huesium) ressemblait beaucoup à la clameur de haro (voy. HARO). C'était aussi une clameur, soit de bouche, soit avec la trompette, pour avertir de courir sus aux malfaiteurs. Une ordonnance de Clotaire II condamnait à cinq sous d'amende celui qui témoin d'un voi n'en avertissait pas ou qui ne répondait pas à la huée en poursuivant le coupable. Un colon ou serf, qui commettait cette

faute, était condamné, par un capitulaire de Charles le Chauve, à recevoir soixante coups de verges. On trouve encore la huée en nsage au xive siècle.

HUGON (Roi). — « Chaque ville, dit de Thou (livre XXIV de l'Histoire de son temps), désigne sous des noms particuliers certains fantômes qui servent, dans les contes de vieilles femmes, à épouvanter les enfants. » Tours avait son roi Hugon qui était redouté sur les bords de la Loire. On disait que, pendant les nuits, il parcourait les remparts et les environs de la ville et maltraitait tous ceux qu'il rencontrait. On reconnaît, dans ce personnage fantastique, le féroce chasseur des ballades allemandes, le Moine bourru de Paris, le Hellequin des Normands, etc. On a voulu faire deriver le mot huguenots de ce roi Hugon.

HUGUENOTE. — Monnaie de peu de valeur qui remontait à Hugues Capet. On a prétendu que les huguenots en tiraient leur nom, parce qu'ils étaient méprisés comme cette monnaie. (Voy. Mémoires de hichel de Castelnau.)

HUGUENOTS. — On a beaucoup discuté sur l'origine de ce nom, qui servait, au xvi siècle, à désigner les disciples de Calvin et qui s'est conservé dans la langue française. Les uns l'ont fait dériver du roi Hugon, espèce de mauvais génie (voy. ce mot): les autres, d'une petite monnaie appelée huguenots, etc. Il est certain qu'il vient de l'allemand eidgenossen (conjurés ou associés par serment). On donnait ce nom aux habitants de Genève qui s'étaient soulevés contre le duc de Savoie. Ce mot fut ensuite altéré par les Hollandais et changé en huisgenossen, d'où l'on a fait huguenots. Voy. Protestants.

HUI. — Ce mct, dérivé d'hodie, s'employait dans l'ancienne langue et mème au xviii• siècle, en style de palais, comme synonyme d'aujour d'hui. On donnait une assignation d'hui en trois semaines; les juges ordonnaient que certaines pièces fussent produites dans hui, c'est-à-dire le jour mème.

HUILE. — Depuis l'époque où les Phocéens introduisirent l'olivier en Gaule, l'huile de la Provincia romana (Provence) a toujours été un des produits les plus estimés de cette contrée. Les lois attestent avec quel soin ou conservait les oliviers. La loi des Visigoths prononçait une amende de cinq solidi somme considérable à cette époque) contre celui qui coupait un olivier dans le champ d'autrui.

Un concile de Narbonne, tanu en 1054, défendit d'abattre aucun olivier. Cependant l'huile de Provence n'a jamais suffi à la consommation de la France, et l'on fut bientôt obligé d'en extraire de fruits oleagineux. Dans le centre de la France, et dans les pays qui pertaient autrefois le nem de Bourbennais, Auvergne, Saintongo, Limousia, Bourgogne, Lyon-nais, etc.. le peuple emplaie généralement de l'huile de noix. Dans le mord-est de la France, et principalement en Alsace, Lorraine, Franche-Comté, etc., en se sert de l'huile que l'en désigne vuigairement sous le nom d'huile d'willette et qui est faite avec de la semence de pavot de jardin en de coquelicet. Cependant l'usage de cette huils ne s'établit pas sans contestation; on pretendit, aux xyn. et xynn eiècles, qu'elle était narcotique. La police déféra la question à la faculté de médecine de Paris, qui nomma des commissaires pour l'examiner. Its déclarèrent, en 1717, après beaucoup d'expériences, qu'elle ne présentait aucun danger.

HUILIERS. — Il y avait une corporation spéciale d'huiliers ou marchands d'huile au moyen age. Voy. Corporation.

muis, huis clos, huissier. — Le mot huis, qui n'est plus en usage que dans le composé huis clos, significit porte. On juge à huis clos ou portes fermées les affaires dont les débats seraient scandaleux. Huissier est un dérivé de huis; c'était primitivement an garde de la porte. Il y a toujours eu des huissiers de cabinet chargés de la garde des portes. Les huissiers étaient autrefois chargés de présider aux repas des princes, comme on le voit par un état des officiers de la maison de Philippe le Hardi, duc de Bourgogne. Les officiers charges d'une partie du service de la cable arrivaient précédés de l'huissier. Celui-ci allait prendre à la paneterie une verge blanche, de quatre pieds de longueur, symbole de sa fonction. L'huissier avait aussi le privilége de placer le tapis et le coussin sur le banc où le duc devait s'asseoir; il s'enveloppait d'une serviette le bras droit jusqu'au poignet: puis predant le tapis et le coussin sous le bras gauche, il venait le poser sur le banc. Il allait ensuite chescher les différents officiers.qui avaient quelque fonction à remplir à la table du roi. Il commençait par le premier panetier qu'il conduisait à la paneterie. Là se treuvaient le sommelier et le valet servant,

la donnait au panetier qui la posait sur son épaule gauche, en enfonçant les deux bouts dans sa ceinture, l'un par devant, l'autre par derrière. Il lui donnait de même la salière du duc, couverte. Alors tous quatre s'avançaient vers la salle : l'huissier, le panetier, le valet servant et le sommelier. L'huissier allait ensuite chercher les autres officiers avec un cérémonial analogue qui a été retracé par Le Grand d'Aussy (Vie privée des Français).

Plus tard, le mot huissier a servi principalement à désigner les officiers ministériels qui étaient charges de aignisier les sentences des tribunaux et de les exécuter en appréhendant les condamnés. On appelait primitivement sergents ceux qui étaient chargés de mettre les arrêts à exécution (voy. SERCENTS). Ils portaient une baguette bianche comme signe de leur dignité. La mission des huissiers était souvent dangereuse, au moyen age, lorsqu'il fallait porter à des brigands feodaux un jugement qui provoquait lear foreur. Entre un grand nombre d'exemples des périls que couraient les huissiers, on pent rappeler que Jourdain de L'île, seigneur de Casaubon, assumma de son bâton fleurdelisé l'huissier du parlement de Paris, qui alla lui signifier une sentence dé comparation. Le parlement ne recula pas dans cette lutte; il condamna à mort ce noble assassin, neveu du pape Jean XXII, et eut assez de force pour le faire pendre (1323). Du reste, l'histoire des huissiers se lie à celle de la justice dont nous parlerons ailleurs (voy. Jus-TICE). — On appelait encore huissiers au moyen age les menuisiers qui faisaient les portes ou huis; ils formaient une corporation (voy. Corporation). — Les huissiers priseurs furent établis en 1576 et chargés de faire l'estimation des meubles. En 1696, un édit du mois de février réserva le titre et les fonctions d'huissiers-priseurs à cent vingt huissiers du Châtelet. Cette résorme qui limitait le nombre des huissiers priseurs, fut étendue à toutes les juridictions royales par la déclaration du 12 mars 1697, et les arrêts du conseil du 4 août 1699, du 5 acût 1704, du 49 janvier et du 15 mai 1745.

banc. Il allait ensuite chescher les disserrations de la chaine, dit Saint-Simon huissiers à la chaine, dit Saint-Simon huissiers à la chaine, dit Saint-Simon (Mémoires, t. II, p. 193), sont ceux qui peuvent exploiter indessermment partout conduisait à la paneterie. Là se treu-chacun qui veut emploie, quand vaient le sommelier et le valet servant, on veut faire une signification délicate et qui les attendaient. Le sommelier prenait forte, parce que ceux-là sont toujours une serviette, et, après l'avoir baisée, il respectés et instrumentent avec une

grosse chaîne d'or au cou, d'où pend une médaille du roi. Ils sont en même temps huissiers du conseil et y servent avec cette chaîne. »

HUITIÈME. — impôt sur le vin vendu en détail. Cet impôt avait été établi su mois de janvier 1262. On appelait huiténier le commis des aides qui était changé de le percevoir (voy. Impôts). — Le huitième denier était un droit prélevé tous les trente ans sur les engagistes des domaines aliérés de l'Église pour leur en confirmer la jouissance.

HULANS. — Corps de cavalerie qu'en 1734 le maréchal de Saxe tenta d'introduire dans les armées françaises. Les hulans furent licenciés en 1750.

HUMANITÉS. — Ge mot désigne les études de littérature et de rhétorique que l'on fait dans les lyoées à partir de la troisième. Il indique assez que ces études (humaniores litteræ) ont pour but de former l'homme en développant ses facultés morales et intellectuelles.

HUMILIES. — C'était un des noms des vaudois ou pauvres de Lyon (voy. Hérésies, § II). — Il y a eu en Italie plusieurs ordres religieux connus sous le nom d'humiliés. Le pape Pie V abolit, en 1574, les humiliés accusés du meurire de saint Charles Borromée (de Thou, Histoire de son temps, livre CXXXII).

HUMORISTES. — Mot emprunté à l'Angleterre pour désigner une classe d'écrivains qui affectent l'originalité et parfois même la bizarrerie. L'humour anglaise répond assez à la fantaisie française : c'est le caprice aubetitné à la règle. Seulement la fantaisie française à d'ordinaire de la gaieté et de la vivacité ; l'humour anglaise se plaît dans la description des sentiments intimes et incline à la mélancolie sentimentale. Les humoristes n'ont pas été sans influence aur des idées et les mœurs françaises, et à ce titre nous leur devions un mot dans un Diotionnaire des mœurs de la France.

HURDEL. — Echafaudage en bois qu'on adaptait aux anciens châteaux et qu'on désignait aussi sous le nom de hourd.

HUSSARDS. — Corps de cavalerie organisé sous Louis XIV à l'imitation des huzards ou houzards qui avaient joué un grand rôle dans la guerre de Trente ans. Voy. ORGANISATION MILITAIRE.

HUTIN. — Ce mot qui est resté attaché au nom d'un roi de France (Louis X), signifiait querelle. Louis X reçut, d'après du Cange, le surnom de hutin, parce

que, dans son enfance, il était mutin et querelleur.

HUTTIERS. — Population qui habite le marais vendéen et se confond avec les colliberts. Woy. GOALIBERTS.

HUZE A HUZE.— Locution proverbiale qui s'employait, au xvi siècle, pour dire face à face. Dans la Satire Ménippée, le docteur Roze, recteur de l'université, dit au jeune duc de Guise: « Que diriezvous de ces impudents politiques, qui vous ont mis en figure en une belle feuille de papier, déjà couronné comme un moi de carroau, par anticipation, et, en la même feuille, ent aussi mis la figure de la divine infante, couronnée en reine de France, comme vous regardant busse d'un l'autre? »

HYDRAULIQUE. — La science qui dirige les cours d'eau s'appelle hydraulique. On nomme machines hydrauliques celles dont on se sert pour élever l'eau. De Thou (livre XLIII) parle d'une machine hydraulique inventée par Louis de Foix, en 1568. Une des machines hydrauliques les plus célèbres est celle de Marly, qui sert à élever les eaux de Seine jusqu'au sommet des collines qui langent ce fleuve. Elle avait été construite sous Louis XIV et se composait de quatorze grandes roues qui faisaient mouvoir deux cent vingt-cinq corps de pompes et élevaient les eaux de la rivière à plus de cent cinquante mêtres de hauteur. Une partie des eaux était destinée à Versailles et le reste à Mariy. Ce système de roues, dont l'entretien coûtait fort cher, a été remplacée par une machine à vapeur.

HYDROGRAPHES (Ingénieurs), HY-DROGRAPHIE. - L'institution des écoles d'hydrographie remente à Colbert. Le titre vui de l'ordonnance de la marine, rédigée par ce ministre et son fils Seiguelay, veut que des prefesseurs d'hydrographie seient établis dans tous les ports et enseignent aux jeunes gens qui, se destinent à la marine certaines parties des mathématiques, telles que l'arithmétique, la cosmographie, qui est appelée dans cette ordonnance la sphère, la trigonométrie, etc. Ces professeurs faisaient des leçons gratuites et por-taient le titre de professeurs royaux. Il existe encore aujourd'hui des écoles d'hydrographie dans les principaux ports militaires et marchands de la France. On ne peut y être admis qu'à l'âge de treize ans au moins. Il faut avoir subi les examens théoriques et pratiques et satisfait à toutes les épreuves pour ob tenir du ministre de la marine un brevet

de capitaine au long cours ou de maître au petit cabosage. Un ne peut être chargé du commandement d'un navire de commerce sans avoir satisfait aux examens

géneraux.

Quant aux ingénieurs hydrographes chargés de dresser des cartes exactes de toutes les côtes où naviguent les Français et surtout la carte maritime de la France, le se recrutent à l'École polytechnique. Il n'y a que seize ingénieurs hydrographes, placés sous la direction d'un officier général de la marine; quatre sous-ingénieurs leur sont adjoints.

HYDROMEL.—L'hydromel est un breuvage fuit avec de l'eau et du miel, qu'on laisse fermenter pendant plusieurs jours et auquel on mêle souvent du vin ou des liqueurs aloooliques. L'hydromel était en grande estime dans les premiers siècles ue l'empire tranc. L'abbé Théodemar, ecrivant à Charlemagne, lui raconte qu'en été sa coutume est d'accorder quelques fruits à ses religieux, et que, quand ils sont occupés à couper les foins, il leur donne une potion au miel. Au xine siècle, le miel entrait pour un douzième dans la composition de l'hydromel, et pour ôter à ce breuvage la fadeur du miel et lui donner du piquant, on y mélait quelques poudres d'herbes aromatiques. L'hydromel ainsi préparé se nommait borgérase, borgérafre ou bogéraste. On l'estimait beaucoup. Dans un sestin, que l'auteur du roman de Florès et de Blanche/leur sait donner à son héros, on sert de la borgérase. Chez les moines, on en usait dans les jours de grandes fètes. « C'est un breuvage très-doux : potus dulcissimus in, disent les coutemes de l'ordre de Cluni. On faisait aussi une espèce de piquette d'hydromet qu'on appelait bochet ou bouchet et qui servait aux paysans et aux gens de service. On obtenait cette liqueur quand, après avoir mis les rayons des ruches sous la presse, afin d'en exprimer le miel, on jetait le marc dans l'eau. Voy. Le Grand d'Aussy, Vie privée des Français.

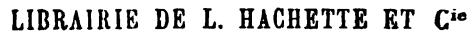
HYPOTHEQUES.—L'hypothèque, selon la définition du code Napoléon (art. 2114), est un droit réel sur les immeubles affectés à l'acquittement d'une obligation. Le créancier hypothécaire a pour garantie les immeubles de son débiteur, quels que

soient les détenteurs de ces immeubles. Il faut distinguer l'hypothèque du gage, qui etait un bien meuble déposé entre les mains du créancier. Le prêt sur gage fut presque seul usité pendant le moyen age. Les juiss, qui étaient les banquiers de cette epoque, exigeaient ordinairement le dépôt de quelque objet précieux comme garantie de leur créance. Cependant plusieurs ordonnances de Philippe Auguste, de saint Louis et de Philippe le Bel prouvent qu'on hypothéquait des biens immeunles. Bouteffler en parle aussi dans Somme rurate écrite à la fin du xive siècle. Mais il n'y avait i ien de précis à cette époque sur la ménière de constituer, de conserver et de purger les hypothèques. Entin. en 1581, on ordonna d'établir des registres spéciaux, où devaient être consignées les créances hypothécaires pour avoir un caractère authentique; mais cette ordonnance ne fut pas executee. Henri IV tenta, en 1606, d'étahlir les registres d'hypothèques, sans plus de succès. Louis XIV publia, en 1673, un édit qui établissait un greffe dans chaque bailliage ou senechaussee pour recevoir les inscriptions d'hypothèques et les oppositions des créanciers hypothecaires; mais il ne parvint pas mieux que ses prédécesseurs à triompher des intérêts qui s'opposaient à l'établissement de registres hypôthécaires et maintenaient un régime clandestin dont les débiteurs profitaient. Les diverses assemblées de la révolution s'occupèrent du régime hypothecaire. Enfin le code Napoléon a fixé la legislation en matière d'hypothèques. On distingue trois espèces d'hypothèques : l'hypothèque légale résultant de la loi; l'hypothèque judiciaire, établie par un jugement; enfin l'hypothèque conventionnelle, dépendant de conventions et de contrats.

Des conservations d'hypothèques établies dans chaque chef-lieu d'arrondissement enregistrent les créances hypothécaires, et le rang des hypothèques est fixé par la date de l'inscription sur les registres du conservateur. Il n'y a d'exception que pour l'hypothèque légale des mineurs, des interdits et des femmes. L'Etat perçoit un droit sur chaque inscription; il est de deux francs par mille francs. Les conservateurs d'hypothèques sont chargés de la perception

de ce droit.

s éta-ndishypoeques
n sur
n'y 8
légale
femnaque
s par
hypoeption



Boulevard Saint-Germain, 77, à Paris

HISTOIRE UNIVERSELLE

Publiée par une société de professeurs et de savants

SOUS LA DIRECTION

DE M. V. DURUY

20 volumes in-18 jésus

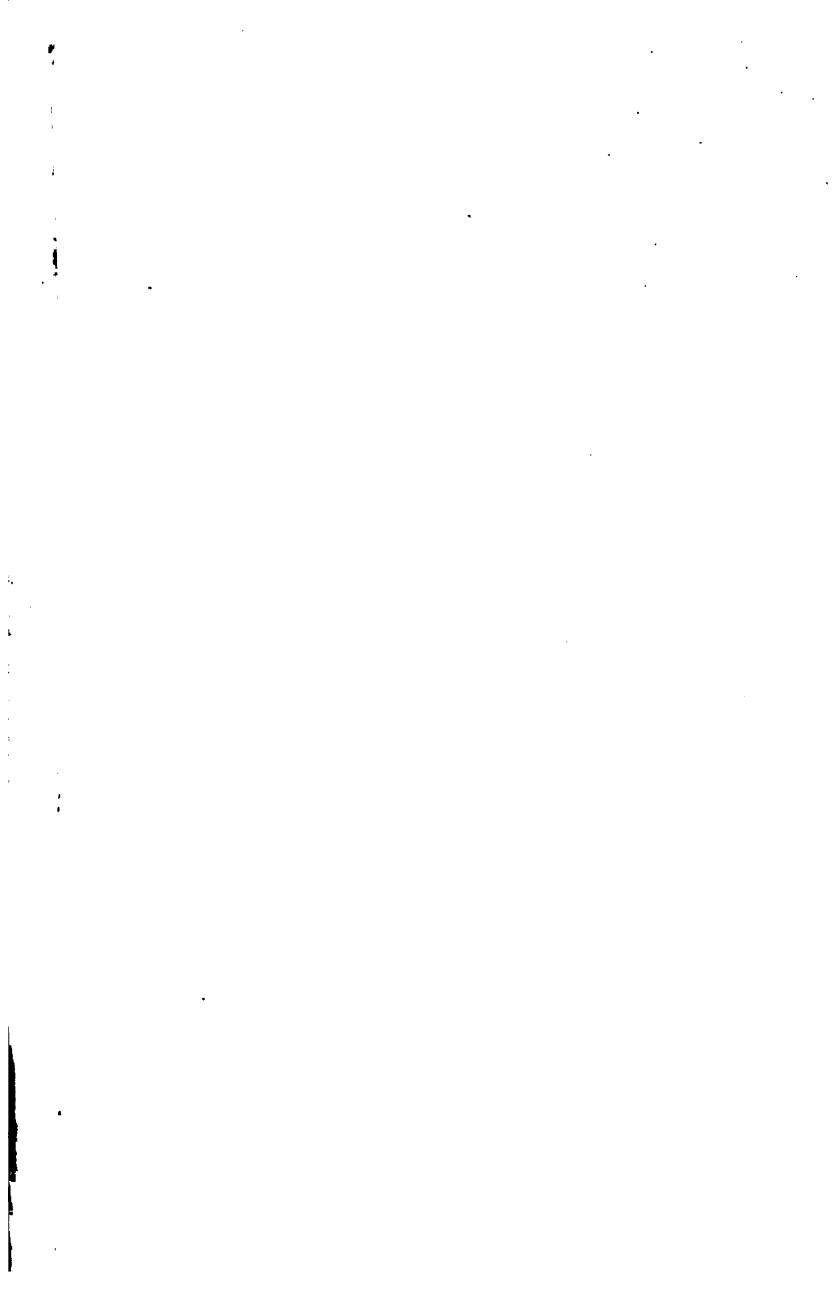
Accompagnés de cartes géographiques, de plans de villes et de batailles, et contenant des dessins de monuments, de costumes, etc.

La terre et l'homme, ou Apercu uistorique de réologie, de géographie et d'ethnologie générales, pour servir d'introduction à l'Histoire universelle, par L. F. A. Maury, membre de l'Institut. 2º édition. 1 volume..... 5 fr. Chronologie universelle, par M. DREYSS, professeur d'histoire au lycée Napoléon. 4º édit. 1 vol. 6 fr. Histoire sainte d'après la Bible, par M. Dunty. 3° edition. I volun e broché..... 3 fr. Histoire ancienne de l'Orient, par M. Guillemin, recteur de l'Académie de Douai, 3º édition. 1 volume..... 4 fr. Histoire greeque, par M. Durby. 4º edition. 1 vol..... 4 fr. Histoire remaine, par M. Dunuy. 7° edition. 1 vol...... 4 fr. Histoire du moyen âge, depuis la chute de l'empire d'Occident jusqu'au milieu du xve siècle, par M. Duruy. 2º édition. 1 vol. 4 fr. Histoire des temps modernes, depuis 1453 jusqu'à 1789, par M. Durny. 2º edit. 1 vol.... 4 fr. Histoire de France, par M. Durry. Nouvelle édition illustrée de nombreuses gravures et de cartes. 2 volumes..... 7 fr. 50 c. Histoire d'Angleterre (abrégé de l'), comprenant celle de l'Écosse, de l'Irlance et des possessions an-

glaises, par M. FLEURY, recleur de l'Académie de Douai. 2º édition. 1 volume..... 4 fr. Histoire d'Italie (abrégé de l'), par M. ZELLER, maître de conférences à l'École normale supérieure. 2º édition. f vol...... 4 (r. Histoire des États scandinaves (Suède, Norvége, Danemark), par M. A. GEFFROY, maître de conférences à l'École normale supérieure. 1 vol..... 3 fr. 50 c. Histoire des Arabes, par M. Sé-pillot, professeur d'histoire au lycée Saint-Louis. 1 vol..... 4 fr. Histoire du Portugal, par M. Bou-CHOT, uncien professeur d'histoire au lycée Napoléon. 1 vol.... Histoire de la littérature grecque, pur M. Pierron, professeur au lycée Saint-Louis. 3° édition. 1 vol. Histoire de la littérature romaine, par M. Pierron. 3º edition. 1 vo-Histoire de la littérature française, par M. DEMOGEOT, agrégé de la Faculté des lettres de Paris. 6• édit. 1 volume..... Dictionnaire historique des institutions, mœurs et coutumes de la France, par M. CHRHUEL, inspecteur général de l'instruction publique. 2 volumes. 12 fr.

La demi-reliure en chagrin de chacun de ces volumes se paye : tranches jaspées, 1 fr. 50 c.; tranches dorées, 2 fr.

Imprimerie générale de Ch. Lahure, rue de Fleurus, 9, à Paris.



		-	• ;
· .			-
			ļ
			l
			•
			,
	,		
			;
			•
		•	* .



•		
		į

